Organisation Mondiale du Commerce

OCDE

PANORAMA DE L'**AIDE** POUR LE **COMMERCE** 2015



RÉDUIRE LES COÛTS DU COMMERCE POUR UNE CROISSANCE DURABLE ET INCLUSIVE

OMC | 20 ANS

PANORAMA DE L'**AIDE** POUR LE **COMMERCE** 2015

RÉDUIRE LES COÛTS DU COMMERCE POUR UNE CROISSANCE DURABLE ET INCLUSIVE

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

OCDE

AVANT PROPOS

Cette publication conjointe de l'OCDE et de l'OMC, intitulée Panorama de l'Aide pour le commerce, arrive à point nommé en cette année importante. Il s'en dégage un message fort sur l'importance du commerce et du système commercial multilatéral pour la croissance économique et le développement. Elle nous rappelle que les coûts élevés du commerce constituent un frein au développement économique et à l'intégration du commerce, en particulier pour les plus pauvres. L'appel à l'action qu'elle lance devrait être entendu à la Conférence ministérielle de l'OMC, qui se tiendra en décembre 2015 à Nairobi (Kenya) et qui sera la première du genre à être organisée en Afrique. Ce message devrait aussi trouver un écho dans le Programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 et dans les négociations relatives à son financement.

Les coûts élevés du commerce limitent les possibilités de développement économique de bon nombre des nations les plus pauvres, les tenant ainsi à l'écart des marchés mondiaux. Les économies sans littoral ou reculées et les petites économies sont marginalisées du fait de coûts liés à leur situation géographique, et non du fait de leurs capacités. Le niveau constamment élevé des coûts du commerce de produits agricoles est particulièrement préoccupant. Par ailleurs, les coûts du commerce pèsent de façon disproportionnée sur les petites et moyennes entreprises, qui constituent une source importante d'emploi dans le monde et offrent une possibilité de sortir de la pauvreté, en particulier pour les femmes.

Une étape importante vers la réduction des coûts du commerce a été franchie à Bali en 2013, dans le cadre de la neuvième Conférence ministérielle de l'OMC, à laquelle les Membres ont conclu l'Accord sur la facilitation des échanges. La mise en œuvre de cet accord devrait engendrer une réduction importante des coûts pour les négociants des pays en développement et des pays les moins avancés (PMA) et ainsi favoriser le développement de l'activité économique et, éventuellement, l'augmentation des recettes publiques. Les pays en développement auront besoin du soutien indéfectible des donateurs pour que l'Accord tienne toutes ses promesses. L'Accord sur la facilitation des échanges n'est que l'une des décisions adoptées à la réunion de Bali pour favoriser l'intégration des pays en développement et des PMA dans l'économie mondiale. La mise en œuvre de ces autres engagements est tout aussi prioritaire.

Au total, depuis le lancement de l'Initiative Aide pour le commerce, les donateurs ont déboursé 264,5 milliards de dollars EU au titre de l'aide publique au développement et 190 milliards de dollars EU supplémentaires au titre des autres apports du secteur public destinés à financer des programmes liés au commerce dans les pays en développement. Cette publication, et en particulier les récits d'expérience communiqués par les bénéficiaires, montre que ces programmes améliorent les résultats commerciaux, génèrent des emplois, y compris pour les femmes, et attirent l'investissement national et étranger. Les avantages de la réduction des coûts du commerce pour le développement sont considérables: d'après les calculs de l'OCDE, à l'échelle mondiale, une réduction des coûts du commerce de 1% entraînerait une augmentation des revenus d'au moins 40 milliards de dollars EU, dont près des deux tiers reviendraient aux pays en développement.

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans la présente publication ne reflètent pas nécessairement les vues officielles de l'Organisation de coopération et de développement économiques ou des gouvernements de ses pays membres, ni celles de l'Organisation mondiale du Commerce ou de ses membres.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et des limites internationales et du nom de tout territoire, ville ou région.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :
OCDE/OMC (2016), *Panorama de l'Aide pour le commerce 2015 : Réduire les coûts du commerce pour une croissance durable et inclusive*,
Éditions OCDE, Paris.
http://dx.doi.org/10.1787/aid_glance-2015-fr.
ISBN OMC: 978-92-870-4020-6
ISBN OCDE: 978-92-64-26694-0 (imprimé); 978-92-64-26695-7 (PDF)

Biennal:
OCDE ISSN 2304-5752 (imprimé)
OCDE ISSN 2304-5760 (PDF)

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : www.oecd.org/publishing/corrigenda

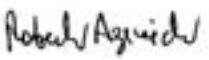
© OCDE, OMC 2016

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Web, Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source et du copyright OCDE et OMC. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org.. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales devront être directement adressées au Copyright Clearance Center (CCC) à info@copyright.com ou au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) à contact@cfcopies.com.

Le fait de cibler plus résolument l'Initiative Aide pour le commerce sur la réduction des coûts du commerce permet de donner une orientation pragmatique au programme de travail et, plus important encore, de rendre la croissance plus inclusive. Les gouvernements, en concertation avec les parties prenantes, doivent maintenant s'attacher à identifier les coûts qui ont le plus d'effets de distorsion des échanges, ainsi qu'à déterminer le meilleur moyen de les réduire et la manière d'utiliser efficacement les différents instruments de financement du développement proposés par un large éventail de fournisseurs. La réduction des coûts du commerce est un domaine dans lequel le secteur privé a beaucoup à offrir et la communauté du développement, beaucoup à apprendre. Elle permettra également d'optimiser la contribution du commerce à l'obtention des résultats en matière de développement durable envisagés dans le cadre des nouveaux Objectifs de développement durable.



Angel Gurría
Secrétaire général
OCDE



Roberto Azevêdo
Directeur général
OMC

REMERCIEMENTS

Le présent rapport, intitulé "Panorama de l'Aide pour le commerce: Réduire les coûts du commerce pour une croissance durable et inclusive" a été établi sous l'égide du Comité d'aide au développement et du Comité des échanges de l'OCDE, en étroite collaboration avec le Comité du commerce et du développement de l'OMC.

Les Secrétariats de l'OCDE et de l'OMC tiennent à exprimer leur gratitude à l'ensemble des gouvernements, des organisations intergouvernementales, des organisations non gouvernementales et des entreprises privées qui ont participé au cinquième exercice de suivi de l'Aide pour le commerce.

Le rapport a été rédigé sous la direction de Frans Lammersen (OCDE) et de Michael Roberts (OMC). Un soutien managérial a été assuré par Brenda Killen et Ken Ash (OCDE) et par Shishir Priyadarshi (OMC).

Outre l'OCDE et l'OMC, des contributions ont été fournies par la Banque mondiale (chapitre 2, dont les principaux auteurs sont Jean François Arvis, Ben Shepherd et Marcus Bartley Johns), le Secrétariat exécutif du Cadre intégré renforcé (chapitre 5, dont le principal auteur est Ratnakar Adhikari), le Centre du commerce international (chapitre 7, dont le principal auteur est Marion Jansen), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (chapitre 9, dont le principal auteur est Miho Shirotori) et le Forum économique mondial (chapitre 10, dont le principal auteur est Attilio Di Battista).

Nous adressons aussi nos remerciements aux personnes suivantes: Ann Gordon, Masato Hayashikawa, William Hynes, Raundi Halvorson Quevedo (Javier Lopez Gonzales, Julien Gourdon, Przemyslaw Kowalski, tous auteurs du chapitre 6), Evdokia Moïsé, Silvia Sorescu et Trudy Witbreuk, (tous de l'OCDE); Deborah Barker, Poonam Bhikha, Rainer Lanz, Barbara Marcetich, Théo Mbise, Sheri Rosenow, Aileen Yang et Sainabou Taal (tous de l'OMC); James Edwin, Liliana Núñez Giordano, Justine Namara, Constanze Schulz et Sabrina Varma (tous du CIR); Abdellatif Benzakri, Yvan Decreux, Christophe Durand, Lionel Fontagné, Ursula Hermelink, Mathieu Loridan, Hema Menon, Jasmeer Virdee, Matthew Wilson, Mohammad Saeed et Audrey Sarrazin (tous de l'ITC); Ralf Peters, Christian Knebel, Marina Murina, Rolf Traeger, Simonetta Zarrilli et Raul Javaloyez (tous de la CNUCED); Anasuya Raj (Banque mondiale); Francesca Bianchi, Sean Doherty, Thierry Geiger et Anderson Tracastro (tous du Forum économique mondial).

Le texte du rapport a été mis au point par Richard Venturi et la maquette a été conçue par Peggy Ford Fyffe King. L'équipe a bénéficié du concours de Nicoló Bandera et Susan Hodgson (OCDE).

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS 3

REMERCIEMENTS 5

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS 19

RÉSUMÉ ANALYTIQUE 23

INTRODUCTION 27

Suivi de l'Aide pour le commerce 28

Qui a participé à l'exercice de suivi? 28

Structure du rapport 30

CHAPITRE 1
Contribution de l'Organisation mondiale du commerce

IMPORTANCE DES COÛTS DU COMMERCE POUR UNE CROISSANCE INCLUSIVE ET DURABLE 37

Introduction 38

Définition des coûts du commerce 42

La réduction des coûts du commerce entraîne une augmentation des échanges et éventuellement des revenus 56

La réduction des coûts du commerce a des effets distributifs à l'intérieur des pays 58

L'Aide pour le commerce permet de réduire les coûts du commerce 60

Conclusions 65

CHAPITRE 2
Contribution de la Banque mondiale

COMMENT ÉVOLUENT LES COÛTS DU COMMERCE ET POURQUOI? 67

Introduction 68

Les coûts du commerce déterminent la compétitivité et les résultats commerciaux 68

Les coûts du commerce sont plus élevés dans les pays à faible revenu 75

L'expérience des pays en développement varie 77

Les différents leviers politiques peuvent être utilisées pour réduire les coûts du commerce 80

Conclusions 84

CHAPITRE 3
Contribution de l'Organisation de coopération et de développement économiques

L'AIDE POUR LE COMMERCE: POLITIQUES, PRIORITÉS ET PROGRAMMES 91

Introduction 92

Décaissements au titre de l'Aide pour le commerce 92

Résultats des programmes d'Aide pour le commerce 97

Priorités en matière d'Aide pour le commerce 104

Engagements au titre de l'Aide pour le commerce 109

Conclusions 116

CHAPITRE 4
Contribution de l'Organisation mondiale du commerce

MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES 121
Introduction 122
L'Accord sur la facilitation des échanges 122
Besoins et possibilités en matière de mise en œuvre 127
Tirer parti des possibilités 134
Soutien de la mise en œuvre 135
Conclusions 144

CHAPITRE 5
Contribution du Secrétariat exécutif du Cadre intégré renforcé

RÉDUCTION DES COÛTS DU COMMERCE POUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS 149
Introduction 150
Importance des coûts du commerce pour les PMA 151
Priorités des PMA en matière de réduction des coûts du commerce: avant et maintenant 165
Facteurs de changement 170
Programmes de réduction des coûts du commerce au titre de l'Aide pour le commerce 173
Enseignements 177
Conclusions 178

CHAPITRE 6
Contribution de l'Organisation de coopération et de développement économiques

SE CONNECTER AUX CHAÎNES DE VALEUR: LE RÔLE DES COÛTS DU COMMERCE ET DE LA FACILITATION DES ÉCHANGES 185
Introduction 186
Dimensions mondiale et régionale des chaînes de valeur 186
Perspective régionale des coûts du commerce 191
Initiatives régionales en matière de facilitation des échanges 199
Coopération régionale 203
Conclusions 206

CHAPITRE 7
Contribution du Centre du commerce international

COMMENT L'AIDE POUR LE COMMERCE CONTRIBUE À LA RÉDUCTION DES COÛTS DU COMMERCE POUR LES PME 215
Introduction 216
Point de vue du secteur privé sur les coûts du commerce 219
Remédier aux obstacles au commerce pour les PME: trouver l'acheteur 227
Remédier aux obstacles au commerce pour les PME: livraison à l'acheteur 233
Conclusions 239

CHAPITRE 8
Contribution de l'Organisation de coopération et de développement économiques

RENFORCER L'ENGAGEMENT DU SECTEUR PRIVÉ DANS L'AIDE POUR LE COMMERCE 243
Introduction 244
Évolution du contexte de la coopération pour le développement entre les secteurs privé et public 245
Comment les pays de l'OCDE favorisent-ils l'engagement du secteur privé? 247
La difficile quête d'une croissance inclusive 252
Aide pour le renforcement des capacités de production 254
Travailler avec le secteur privé et par son intermédiaire 256
Évaluation du soutien des donateurs pour la promotion du secteur privé 259
Conclusions 261

CHAPITRE 9
Contribution de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

LE COMMERCE DANS LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT POUR L'APRÈS-2015 265
Introduction 266
Le commerce dans le cadre des objectifs de développement durable 267
Le commerce comme moyen de mettre en œuvre les objectifs de développement durable 273
Comment le commerce aide-t-il les PMA à réaliser les ODD? 278
Quelles seront les implications pour l'Initiative Aide pour le commerce? 282
Conclusions 284

CHAPITRE 10
Contribution du Forum économique mondial

ENCOURAGER LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT: LE POINT DE VUE DES ENTREPRISES 289
Introduction 290
Suivre les progrès: l'indice de facilitation des échanges 293
Exemples d'efforts déployés par les entreprises en vue d'atteindre des points de bascule pour le commerce 299
Enseignements tirés des efforts de collaboration déployés en vue de la mise en œuvre 301
Conclusions 303

CHAPITRE 11
Contribution de l'Organisation de coopération et de développement économiques et de l'Organisation mondiale du commerce

LA VOIE À SUIVRE 307
Introduction 308
Réalisations 308
Difficultés 309
Renforcer l'Initiative 312

PROFILS DE PAYS ÉTABLIS DANS LE CADRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE 315

Notes explicatives sur les profils de pays établis dans le cadre de l'Aide pour le commerce 317

Afghanistan 324
Antigua-et-Barbuda 326
Bangladesh 328
Belize 330
Bénin 332
Bhoutan 334
Botswana 336
Burkina Faso 338
Cambodge 340
Cameroun 342
Colombie 344
Comores 346
Costa Rica 348
Côte d'Ivoire 350
Dominique 352
El Salvador 354
Gambie 356
Grenade 358
Guatemala 360
Guinée 362
Guinée-Bissau 364
Haïti 366
Honduras 368
Îles Salomon 370
Indonésie 372
Lesotho 374
Madagascar 376
Malawi 378
Mali 380
Maurice 382
Mexique 384
Mongolie 386
Népal 388
Nigéria 390
Ouganda 392
Pakistan 394
Panama 396
Papouasie-Nouvelle-Guinée 398
Paraguay 400
Pérou 402
République centrafricaine 404
République démocratique du Congo 406
République démocratique populaire lao 408
République dominicaine 410
Rwanda 412
Sainte-Lucie 414
Saint-Vincent-et-les Grenadines 416
Samoa 418
Sao Tomé-et-Principe 420
Sénégal 422
Sierra Leone 424
Swaziland 426
Tanzanie 428
Tchad 430
Thaïlande 432
Togo 434
Tonga 436
Trinité-et-Tobago 438
Tunisie 440
Vanuatu 442
Yemen 444
Zimbabwe 446

NOTES STATISTIQUES 449

ANNEXE A PRINCIPALES DONNÉES SUR L'AIDE POUR LE COMMERCE 453

Tableau A.1 Aide pour le commerce, par catégorie 453
Tableau A.2 Aide pour le commerce, par catégorie et par région 454
Tableau A.3 Aide pour le commerce, par catégorie et par groupe de revenu 455
Tableau A.4 Aide pour le commerce, par donateur 456
Tableau A.5 Les 20 principaux fournisseurs d'Aide pour le commerce en 2013 457
Tableau A.6 Aide pour le commerce, par pays bénéficiaire 458
Tableau A.7 Les 20 principaux bénéficiaires de l'Aide pour le commerce en 2013 461
Tableau A.8 Aide pour le commerce: programmes régionaux et mondiaux 462
Tableau A.9 Aide pour le commerce: programmes régionaux et mondiaux, par catégorie 462
Tableau A.10 Aide pour le commerce: dons et prêts, par catégorie 463
Tableau A.11 Circuits d'acheminement de l'Aide pour le commerce 463
Tableau A.12 Part de l'Aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur et dans l'APD totale 463
Tableau A.13 Aide pour le commerce, par donateur et par catégorie, engagements 464
Tableau A.14 Aide pour le commerce, par donateur et par catégorie, versements 466
Tableau A.15 Aide pour le commerce, par donateur et par région, engagements 468
Tableau A.16 Aide pour le commerce, par donateur et par région, versements 471
Tableau A.17 Aide pour le commerce, par donateur et par groupe de revenu, engagements 474
Tableau A.18 Aide pour le commerce, par donateur et par groupe de revenu, versements 477
Tableau A.19 Autres apports du secteur public liés au commerce, par catégorie 479
Tableau A.20 Autres apports du secteur public liés au commerce, par fournisseur 480
Tableau A.21 Autres apports du secteur public liés au commerce, par bénéficiaire 481
Tableau A.22 Part des autres apports du secteur privé liés au commerce dans les AASP totaux 484

ANNEXE B LISTE DES BÉNÉFICIAIRES DE L'APD ÉTABLIE PAR LE CAD, PAR GROUPE DE REVENU 485

ANNEXE C LISTE DES BÉNÉFICIAIRES DE L'APD ÉTABLIE PAR LE CAD, PAR RÉGION 487

ANNEXE D CODES-OBJET SNPC LIÉS À L'AIDE POUR LE COMMERCE, PAR CATÉGORIE 489

TABLEAUX, FIGURES ET ENCADRÉS

INTRODUCTION

Tableaux

Tableau 0.1 Réponses au questionnaire sur l'Aide pour le commerce....33
Tableau 0.2 Réponses des pays partenaires au questionnaire sur l'Aide pour le commerce....33
Tableau 0.3 Réponses des pays donateurs au questionnaire sur l'Aide pour le commerce....34
Tableau 0.4 Réponses des fournisseurs de coopération Sud-Sud au questionnaire sur l'Aide pour le commerce....34
Tableau 0.5 Réponses au questionnaire destiné aux communautés économiques régionales/corridors de transport....34

Figures

Figure 0.1 Questionnaires, par répondants....29
Figure 0.2 Cas d'expérience, par secteur....29

CHAPITRE 1

Figures

Figure 1.1 Population vivant avec moins de 2 $EU par jour (2008-2012) et nombre de jours nécessaires pour exporter (2005)....39
Figure 1.2 Coûts d'exportation en $EU, par conteneur, 2014....39
Figure 1.3 Nombre moyen de jours nécessaires pour exporter, par groupe de revenu....40
Figure 1.4 Corrélation entre l'amélioration de la performance logistique et le taux de croissance du PIB....41
Figure 1.5 Dans quelle mesure la réduction des coûts du commerce peut-elle contribuer à la réalisation de l'objectif d'une croissance inclusive et durable?....41
Figure 1.6 Types de coûts du commerce sur les marchés de biens....46
Figure 1.7 Évolution des conditions de gouvernance du transport routier en Afrique de l'Ouest, 2010-2013....48
Figure 1.8 Exemples courants de politiques qui influent sur les coûts du commerce sur les marchés de biens à tous les points de la chaîne d'approvisionnement....49
Figure 1.9 Nombre de répondants à l'enquête auprès des pays partenaires indiquant qu'une source particulière de coûts du commerce est importante (marchandises)....50
Figure 1.10 Nombre de répondants à l'enquête auprès des pays donateurs indiquant qu'une source particulière de coûts du commerce est importante (marchandises)....51
Figure 1.11 Commerce des services relevant de l'AGCS....52
Figure 1.12 Typologie partielle des mesures ayant une incidence sur les coûts du commerce des services, selon le mode de fourniture de l'AGCS....53
Figure 1.13 Nombre de répondants à l'enquête auprès des pays partenaires indiquant qu'une source particulière de coûts du commerce est importante (services)....54
Figure 1.14 Nombre de répondants à l'enquête auprès des pays donateurs indiquant qu'une source particulière de coûts du commerce est importante (services)....54
Figure 1.15 Nombre de répondants à l'enquête auprès des pays donateurs indiquant les résultats intermédiaires des mesures prises pour réduire les coûts du commerce....55
Figure 1.16 Gains commerciaux et gains de PIB résultant de la réduction des obstacles au commerce liés aux chaînes d'approvisionnement....57
Figure 1.17 Apports des mesures prises pour réduire les coûts du commerce....61
Figure 1.18 Résultats des mesures prises pour réduire les coûts du commerce....61

Figure 1.19 Impacts des mesures prises pour réduire les coûts du commerce. 62
Figure 1.20 Types de mesures qui ont donné les résultats les plus positifs en termes de réduction des coûts du commerce 63

Encadrés

Encadré 1.1 Importance des coûts du commerce pour certains des pays les moins avancés 38
Encadré 1.2 Qu'est-ce qui distingue les coûts de transport et les droits de douane? 43
Encadré 1.3 Les coûts du commerce des services – de plus amples recherches sont nécessaires 44
Encadré 1.4 L'Accord du Pacifique pour le renforcement des relations économiques (PACER-plus). 45
Encadré 1.5 Exemples de coûts du commerce associés aux normes de produit 48
Encadré 1.6 Données empiriques sur les effets relatifs de la réduction des coûts du commerce sur les échanges 57
Encadré 1.7 Gestion de projets de l'aide pour le commerce en faveur d'une croissance inclusive 59

CHAPITRE 2

Tableaux

Tableau 2.1 Matrice des coûts du commerce régional pour le secteur manufacturier, 2010. 78

Figures

Figure 2.1 Variation en pourcentage des coûts du commerce par rapport à la variation en pourcentage des exportations de marchandises, 1995-2012 69
Figure 2.2 Coûts du commerce dans le secteur manufacturier par rapport au secteur agricole et exportations de produits manufacturés en proportion des exportations totales de marchandises, 2012 69
Figure 2.3 Coûts du commerce des produits manufacturés par rapport à l'indice de participation aux CVM, 2009. 70
Figure 2.4 Structure des dépenses logistiques 71
Figure 2.5 Impacts associés aux mesures prises pour réduire les coûts du commerce dans les pays partenaires 72
Figure 2.6 Coûts du commerce dans le secteur manufacturier, 1996 et 2010, par groupe de revenu 76
Figure 2.7 Coûts du commerce dans l'agriculture, 1996 et 2010, par groupe de revenu 76
Figure 2.8 Coûts du commerce dans le secteur manufacturier, 1996 et 2010, par région 78
Figure 2.9 Coûts du commerce dans le secteur manufacturier, 1996 et 2010, pour les pays sans littoral et pour les autres pays en développement 79
Figure 2.10 Note selon l'indice de performance logistique par rapport aux coûts du commerce, 2012 81
Figure 2.11 Indice de connectivité des transports maritimes réguliers et coûts du commerce, 2012. 82
Figure 2.12 Coûts d'entrée sur le marché et coûts du commerce, 2012 83
Figure 2.13 Coûts du commerce pour des paires de pays ne faisant pas partie d'un ACR par rapport à des paires de pays faisant partie du même ACR, 2012 84
Figure 2.14 Dimensions des politiques et niveaux de revenu. 85
Figure 2.15 PIB par habitant et coûts du commerce agrégés 87
Figure 2.16 Coûts du commerce dans le secteur manufacturier, 1996 et 2010, pays sans littoral et autres pays en développement 88
Figure 2.17 Mesures prises dans les pays partenaires pour réduire les coûts du commerce. 89
Figure 2.18 Facteurs clés pour réduire les coûts du commerce dans les pays partenaires. 89

Encadrés

Encadré 2.1 Effets d'une baisse des coûts du commerce – ce que les pays partenaires ont à dire 72
Encadré 2.2 Audit de facilitation du commerce et des transports (TTFA) 85

CHAPITRE 3

Tableau

Tableau 3.1 Estimation des flux de coopération pour le développement: Fournisseurs bilatéraux de coopération pour le développement qui ne communiquent pas de données au CAD de l'OCDE (montants bruts en millions de $EU, prix courants) 115

Figures

Figure 3.1 Part de l'Aide pour le commerce par catégorie 94
Figure 3.2 Part des AASP liés au commerce par catégorie 94
Figure 3.3 Décaissements au titre de l'Aide pour le commerce, par région et par groupe de revenu, 2006-2013 95
Figure 3.4 Décaissements au titre des AASP liés au commerce, par région et par groupe de revenu, 2006-2013 95
Figure 3.5 Aide pour le commerce: 10 principaux bénéficiaires 96
Figure 3.6 AASP liés au commerce: 10 principaux bénéficiaires 97
Figure 3.7 Aide pour le commerce: 10 principaux fournisseurs 97
Figure 3.8 AASP liés au commerce: 10 principaux fournisseurs 98
Figure 3.9 Théorie du changement 103
Figure 3.10 Conclusions globales (impacts) tirées des cas d'expérience du secteur public et du secteur privé 104
Figure 3.11 Priorités des donateurs en matière d'Aide pour le commerce 105
Figure 3.12 Priorités des partenaires 107
Figure 3.13 Aide pour le commerce, par catégorie 112
Figure 3.14 Aide pour le commerce, par région, engagements 112
Figure 3.15 Aide pour le commerce, par groupe de revenu, engagements 112
Figure 3.16 AASP liés au commerce, par secteur 113
Figure 3.17 AASP liés au commerce, par région, engagements 113
Figure 3.18 AASP liés au commerce, par groupe de revenu, engagements 113

CHAPITRE 4

Tableaux

Tableau 4.1 Évaluations des besoins réalisées par les Membres de l'OMC 128
Tableau 4.2 Mesures à soutenir en priorité 129
Tableau 4.3 Principaux projets de facilitation des échanges, 2013 140
Tableau 4.4 Facilitation des échanges, par donateur, 2002-2005 et 2010-2013 141
Tableau 4.5 Difficultés que les pays en développement s'attendent à rencontrer pour obtenir un soutien au titre de l'Aide pour le commerce en vue de la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges 142

Figures

Figure 4.1 Engagements de financement pour la facilitation des échanges, 2002-2013 137
Figure 4.2 Décaissements pour la facilitation des échanges, 2002-2013 138
Figure 4.3 Engagements de financement pour la facilitation des échanges, par région, 2002-2013 138

Encadrés

Encadré 4.1 Économies réalisées grâce aux guichets uniques 123
Encadré 4.2 Accord sur la facilitation des échanges 125
Encadré 4.3 L'Alliance pour la facilitation du commerce avec le Viet Nam 134
Encadré 4.4 Cas d'expérience – Impacts plus larges de la mise en œuvre de mesures de facilitation des échanges 134
Encadré 4.5 Facilitation des échanges en République démocratique populaire lao 136
Encadré 4.6 Accès à un soutien régional pour la facilitation des échanges – le cas de la Gambie 139
Encadré 4.7 Le Nicaragua et la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges 143

Annexe

Annexe 4.A1 Suivi par des tiers – sources 145

CHAPITRE 5

Tableaux

Tableau 5.1 PMA exportateurs de produits de base 159
Tableau 5.2 Liste des États fragiles et leurs sous-régions, 2014 160
Tableau 5.3 Évolution de l'IPL pour les 10 PMA ayant les meilleures performances, 2007-2014 162
Tableau 5.4 Évolution des coûts du commerce dans les PMA sur la base des EDIC, 2002-2014 163
Tableau 5.5 Évolution des priorités des PMA en matière de réduction des coûts du commerce, 2002-2014 166

Figures

Figure 5.1 Coûts d'exportation et d'importation des PMA, 2005-2014 152
Figure 5.2 Coûts d'exportation et d'importation dans les PMA de la sous-région de l'Afrique centrale, 2005-2014 154
Figure 5.3 Coûts d'exportation et d'importation dans les PMA de la sous-région de l'Asie du Sud, 2005-2014 155
Figure 5.4 Coûts d'exportation et d'importation des PMA sans littoral par rapport aux PMA côtiers, 2005-2014 157
Figure 5.5 Coûts d'exportation pour les PMA exportateurs de produits de base, 2005-2014 159
Figure 5.6 Coûts d'exportation dans les États fragiles, leurs sous-régions et les PMA, 2005-2014 161
Figure 5.7 Décaissements en faveur des pays en développement et des PMA 174
Figure 5.8 Parts des décaissements au titre de l'Aide pour le commerce pour 9 sous-groupes de PMA, 2006-2013 175
Figure 5.9 Aide pour le commerce en faveur de l'Afrique de l'Est et de l'Asie du Sud (décaissements) 176

Annexe

Annexe 5.A1 Sous-groupes régionaux de PMA 180

CHAPITRE 6

Tableaux

Tableau 6.1 Coûts du commerce pondérés par les échanges, par région 192
Tableau 6.2 Question posée aux bénéficiaires de l'Aide pour le commerce sur les facteurs de coûts du commerce 194

Figures

Figure 6.1 Indice moyen de participation aux CVM, par région, 1996-2011 187
Figure 6.2 Participation intrarégionale et extrarégionale moyenne aux CVM pour l'ensemble des régions en 2011 188
Figure 6.3 Contributions relatives des facteurs de politique et des facteurs non liés à la politique au taux de participation 190
Figure 6.4 Impact estimé des autres politiques sur l'intégration dans les CVM 191
Figure 6.5 Coûts du commerce pour l'ensemble des régions 192
Figure 6.6 Qualité des infrastructures dans les régions 195
Figure 6.7 IFE et groupes géographiques de pays 198
Figure 6.8 Réduction potentielle des coûts du commerce, par groupement régional (%) 199
Figure 6.9 Flux d'aide en faveur de la facilitation des échanges et de l'infrastructure, par région, 2004-2013 200

Encadrés

Encadré 6.1 Sous-région du Grand Mékong 194
Encadré 6.2 Les transports dans la CEDEAO 196
Encadré 6.3 Poste frontière entre l'Inde et le Pakistan 197
Encadré 6.4 CAREC 201
Encadré 6.5 Postes frontière communs dans la CEDEAO 202
Encadré 6.6 Cartographie du commerce extérieur du Brésil 203
Encadré 6.7 Le projet TIM 204

Annexes

Annexe 6A.1 Facteurs de participation par groupe de revenu d'après la base de données EORA 210
Annexe 6A.2 Facteurs liés à la politique des flux de valeur ajoutée dans le cadre d'un modèle de gravité 212

CHAPITRE 7

Tableaux

Tableau 7.1 Nombre maximal d'employés selon les définitions nationales des PME, pour certains pays 217
Tableau 7.2 Importance des PME pour le commerce et l'activité économique 217
Tableau 7.3 Liste des pays couverts par l'enquête 223

Figures

Figure 7.1 Chiffre d'affaires des entreprises par rapport au nombre d'employés: densités en fonction de la situation en matière d'exportation 218
Figure 7.2 Comment les aspects suivants des coûts du commerce ont-ils évolué au cours des 5 dernières années? 219

Figure 7.3 Quels sont les 3 facteurs pour lesquels vous voudriez voir le plus d'améliorations? PME et grandes entreprises 220
Figure 7.4 Quels sont les 3 facteurs liés aux procédures à la frontière pour lesquels vous voudriez voir le plus d'améliorations? 221
Figure 7.5 Exportateurs affectés par des obstacles liés aux MNT, par secteur 223
Figure 7.6 Types de MNT contraignantes appliquées par les pays partenaires, par secteur 224
Figure 7.7 Exportateurs affectés par des obstacles liés aux MNT, par taille d'entreprise 225
Figure 7.8 Part des cas de mesures non tarifaires contraignantes et part des exportations pour différents partenaires commerciaux, par secteur 225
Figure 7.9 Raisons pour lesquelles les MNT sont contraignantes pour les exportateurs, par secteur 226
Figure 7.10 Obstacles de procédure liés aux MNT 227
Figure 7.11 Description des institutions d'appui au commerce 228
Figure 7.12 Éléments des coûts du commerce pour lesquels les IAC voudraient voir le plus d'améliorations 229
Figure 7.13 Facteurs liés aux procédures à la frontière pour lesquels les IAC voudraient voir le plus d'améliorations 230
Figure 7.14 Liste des services qu'une IAC peut offrir 231
Figure 7.15 Logarithme des exportations de marchandises et de services par habitant et logarithme des budgets des organismes de promotion du commerce par habitant 232
Figure 7.16 Normes de durabilité volontaires: aperçu 234
Figure 7.17 Comparaison des normes relatives au coton au moyen de Standards Map de l'ITC 235

CHAPITRE 8

Figures

Figure 8.1 Approches des donateurs pour promouvoir le développement du secteur privé 249
Figure 8.2 Domaines clés du soutien des donateurs pour le développement du secteur privé 253
Figure 8.3 APD consacrée au renforcement des capacités de production 255
Figure 8.4 Types de soutien fourni par les donateurs pour encourager les investissements des entreprises 258

Encadrés

Encadré 8.1 Sommet des chefs d'entreprises des Amériques 248

CHAPITRE 9

Tableaux

Tableau 9.1 Recettes liées au commerce (% des recettes publiques totales) 275
Tableau 9.2 Composition des sources externes de financement, 2012 276

Figures

Figure 9.1 Six points clés des ODD 270
Figure 9.2 Commerce – Canaux de financement 273
Figure 9.3 Recettes douanières estimées en % du PIB 274
Figure 9.4 Équivalents *ad valorem* des mesures SPS, des OTC et des autres MNT, par secteur 280
Figure 9.5 Contribution de l'Initiative Aide pour le commerce au programme de développement pour l'après-2015 283
Figure 9.6 Contribution d'une réduction des coûts du commerce au développement inclusif et durable 283

Encadrés

Encadré 9.1 Objectifs de développement durable proposés par le Groupe de travail ouvert 268
Encadré 9.2.1 Cibles liées au commerce et leur rapport avec les dispositions de l'OMC 271
Encadré 9.2.2 Cibles liées à la forme fonctionnelle du commerce (liste non exhaustive) 272

CHAPITRE 10

Figures

Figure 10.1 Partenariats public-privé 290
Figure 10.2 Les facteurs les plus problématiques pour l'exportation et l'importation, par groupe de revenu 291
Figure 10.3 Le cadre de l'ETI, par type de marché, sous-indice et pilier 294
Figure 10.4 ETI 2014: moyennes par groupe de revenu et pays qui obtiennent les meilleurs résultats 295
Figure 10.5 ETI 2010 et 2014 et moyenne des décaissements au titre de l'Aide pour le commerce, 2005-2012 (% du PIB) 296
Figure 10.6 ETI 2014 par pilier et par groupe de bénéficiaires de l'Aide pour le commerce 297
Figure 10.7 Note ETI 2010 et 2014 concernant le pilier 4 et versements moyens au titre de l'Aide pour le commerce en faveur de l'infrastructure, 2005-2012 298
Figure 10.8 Note ETI 2010 et 2014 concernant le pilier 3 et versements moyens au titre de l'Aide pour le commerce en faveur de la facilitation des échanges, 2005-2012 298
Figure 10.9 Note ETI 2010 et 2014 concernant le pilier 6 et versements moyens au titre de l'Aide pour le commerce en faveur des TIC, 2005-2012 299

Encadrés

Encadré 10.1 Point de vue des entreprises: les facteurs les plus problématiques pour le commerce 291
Encadré 10.2 L'indice de facilitation des échanges 294

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

AAD	Agence autrichienne de développement
AASP	Autres apports du secteur public
ABC	Agence brésilienne de coopération
ACIS	Système d'information anticipée sur les marchandises
ACPr	Accords commerciaux préférentiels
ACR	Accord commercial régional
ADPIC	Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce
AEC	Communauté économique de l'ASEAN
AFE	Accord sur la facilitation des échanges
AGCS	Accord général sur le commerce des services
AGOA	Loi des États-Unis sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique
AIM	Évaluer, améliorer et mesurer
ALC	Amérique latine et Caraïbes
ALTTFP	Projet de facilitation du commerce et du transport Abidjan-Lagos
AMEXCID	Agence mexicaine de coopération pour le développement international
APD	Aide publique au développement
APEC	Forum de coopération économique Asie-Pacifique
APFR	Autres pays à faible revenu
ARM	Accord de reconnaissance mutuelle
AS	Asie du Sud
ASDI	Agence suédoise de coopération internationale au développement
ASE	Asie du Sud-Est
ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
ASS	Afrique subsaharienne
ATRC	Assistance technique et renforcement des capacités
B20	Business-20
BADEA	Banque arabe pour le développement économique en Afrique
BAfD	Banque africaine de développement
BAsD	Banque asiatique de développement
BID	Banque interaméricaine de développement
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Groupe de la Banque mondiale)
BIsD	Banque islamique de développement
CAD	Comité d'aide au développement
CAE	Communauté d'Afrique de l'Est
CAMEX	Chambre de commerce extérieur (Brésil)
CAREC	Coopération économique régionale pour l'Asie centrale
CARICOM	Communauté des Caraïbes
CCC	Comité de coopération douanière
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CDC	*Commonwealth Development Corporation*
CDN	Comité directeur national
CE	Conformité européenne
CEA-ONU	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
CEB	Banque de développement du Conseil de l'Europe
CEBAF	*Centros Binacionales de Atención en Frontera*
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEE-ONU	Commission économique des Nations Unies pour l'Europe
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CER	Communautés économiques régionales
CESAO (de l'ONU)	Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale
CESAP (de l'ONU)	Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (ONU)
CIR	Cadre intégré renforcé
CNI	Confédération nationale de l'industrie (Brésil)
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CNUDCI	Commission des Nations Unies pour le droit commercial international

COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
CPMM	Mesure et suivi des résultats des corridors
CUTS	*International Consumer Unity & Trust Society*
CVM	Chaîne de valeur mondiale
DANIDA	Agence danoise de développement international
DDC	Direction du développement et de la coopération (Suisse)
DFID	Département du développement international (Royaume-Uni)
Dollars EU	Dollars des États-Unis
DP	*World Dubai Ports World*
DPI	Droits de propriété intellectuelle
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
EAC	Europe et Asie centrale
EATTF	Projet de facilitation des échanges et des transports en Afrique de l'Est
EAV	Équivalent *ad valorem*
EDIC	Étude diagnostique sur l'intégration du commerce
EGC	Équilibre général calculable
EnACT	Programme de renforcement des capacités commerciales des pays arabes
ETI	Indice de facilitation des échanges
ETLS	Schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO
EURODAD	Réseau européen sur la dette et le développement
EVP	Équivalents vingt pieds
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FDSC	En franchise de droits et sans contingent
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FEM	Forum économique mondial
FIC	Fonds d'investissement pour le climat
FIDA	Fonds international de développement agricole
Finnfund	*Finnish Fund for Industrial Cooperation Ltd.*
FMI	Fonds monétaire international
FODI	Fonds de l'OPEP pour le développement international
G-20	Groupe des 20
GEA	Global Express Association
GIZ	*Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit* (Agence allemande de coopération internationale)
GMS	Sous-région du Grand Mékong
GRA	Administration fiscale de Gambie
HACCP	Analyse des risques et maîtrise des points critiques
IAC	Institutions d'appui au commerce
ICD	Société islamique pour le développement du secteur privé
IDS	Institute of Development Studies (Institut d'études sur le développement)
IED	Investissement étranger direct
IEFD	Institutions européennes de financement du développement
IFD	Institutions de financement du développement
IFE	Indicateurs de facilitation des échanges
ILAC	Coopération internationale pour l'accréditation des laboratoires
IPEA	Institut de recherche économique appliquée
IPL	Indice de performance logistique
ISO	Organisation internationale de normalisation
ISRTTFP-WA	Programme de facilitation du transport et du transit routiers inter-États pour l'Afrique de l'Ouest
ITC	Centre du commerce international
JICA	Agence japonaise de coopération internationale
KCA	Centre d'accréditation kirghiz
LSCI	Indice de connectivité des transports maritimes réguliers
M4P	Approche "Faire fonctionner les marchés pour les pauvres"
MAST	Équipe d'appui multiorganisations
MNT	Mesures non tarifaires
MOAN	Moyen-Orient et Afrique du Nord
MW	Mégawatt
NCTTCA	Autorité de coordination du transport de transit du Corridor Nord
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique

Norfund	Fonds norvégien d'investissement en faveur des pays en développement
NPF	Nation la plus favorisée
NTF	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCTA	Bureau du conseiller commercial principal (pays insulaires du Pacifique)
ODD	Objectifs de développement durable
ODI	*Overseas Development Institute*
OEA	Opérateur économique agréé
OECO	Organisation des États des Caraïbes orientales
OIF	Organisation internationale de la francophonie
OIT	Organisation internationale du travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMD	Organisation mondiale des douanes
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OTC	Obstacles techniques au commerce
PACER	Accord du Pacifique pour le renforcement des relations économiques
PAGE	Programme pour l'accélération de la croissance et l'emploi
PAIRCA	Programme de soutien de l'intégration régionale en Amérique centrale
PDD	Programme de Doha pour le développement
PDSL	Pays en développement sans littoral
PEID	Petits États insulaires en développement
PFR	Pays à faible revenu
PHAMA	Programme d'accès aux marchés agricoles et horticoles du Pacifique
PIB	Produit intérieur brut
PIFS	Secrétariat du Forum des îles du Pacifique
PMA	Pays moins avancé
PME	Petites et moyennes entreprises
PMR	Pays membres régionaux
PNG	Papouasie-Nouvelle-Guinée
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PPP	Partenariat public-privé
PRE	Pays à revenu élevé
PRITI	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure
PRITS	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure
PROCOMEX	*Aliança Pró-Modernização Logística de Comércio Exterior*
RDP	République démocratique populaire
RNB	Revenu national brut
RSE	Responsabilité sociale des entreprises
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
SECEX	Secrétariat au commerce extérieur (Brésil)
SIECA	*Secretaría de Integración Económica Centromaericana* (Secrétariat d'intégration économique de l'Amérique centrale)
SIFC	Société islamique internationale de financement du commerce
TMEA	*TradeMark East Africa*
TSCC	Comité de coordination du secteur des transports
TSD	Traitement spécial et différencié
TTFA	Audit de facilitation du commerce et des transports
TTFS	Stratégie de facilitation des transports et des échanges
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UN-OHRLLS	Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Les coûts élevés du commerce empêchent de nombreux pays en développement d'exploiter pleinement les possibilités d'accès aux marchés créées par le système commercial multilatéral. En raison de procédures longues et lourdes à la frontière, d'infrastructures obsolètes ou inadaptées, d'un accès limité au financement du commerce et de la complexité et du coût de la mise en conformité avec un nombre toujours croissant de normes, trop de pays sont exclus du commerce international. Les avantages comparatifs restent sous-exploités. L'accès aux marchés ne se traduit pas toujours par une présence sur les marchés. Les gains qui peuvent être retirés du commerce ne sont pas toujours concrétisés. L'Initiative Aide pour le commerce, lancée à la Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) tenue à Hong Kong en 2005, vise à remédier à ce type de contraintes et elle avance bien. Le rapport conjoint de l'OCDE et de l'OMC, Panorama de l'Aide pour le commerce 2015, cite de nombreux exemples de situations dans lesquelles des obstacles sont actuellement surmontés et montre les avantages qui en résultent pour le développement. Mais il y a encore du travail à faire. Il appelle à redoubler d'efforts pour s'attaquer au problème des coûts du commerce qui continue de marginaliser bon nombre d'économies parmi les plus pauvres et les plus fragiles du monde.

La réduction des coûts du commerce est importante …

En raison de leur éloignement, de leurs infrastructures inadéquates ou déficientes et de leur petit marché ayant une capacité limitée du côté de l'offre, certains pays sont exposés à des coûts du commerce plus élevés que d'autres. Les mesures appliquées à la frontière, entre les frontières et à l'intérieur des frontières jouent aussi un rôle important dans l'accroissement des coûts du commerce. Et lorsque ces "frictions" entraînent des coûts absolus élevés, elles peuvent rendre les exportations non compétitives et annuler concrètement les avantages comparatifs. Les coûts élevés du commerce nuisent également au bien-être des consommateurs en réduisant la gamme des biens et des services offerts et en augmentant les prix. Ils bloquent en outre l'accès des entreprises à la technologie et aux intrants intermédiaires, les empêchant d'entrer ou de progresser dans les chaînes de valeur mondiales. Bien qu'ils n'expliquent pas à eux seuls les trajectoires de développement des différentes économies, les coûts du commerce sont un facteur important qui éclaire le fait que certains pays sont dans l'incapacité de croître ou de se diversifier. Les données tendent à montrer que les pays en développement supportent une part disproportionnée des coûts du commerce mondial, même s'ils sont devenus plus intégrés dans l'économie mondiale au cours des dernières années. Certains pays à revenu intermédiaire ont réussi à réduire ces coûts, mais les pays à faible revenu, notamment en Afrique subsaharienne, continuent de se débattre avec des coûts du commerce obstinément élevés. En outre, ces coûts baissent plus lentement qu'ailleurs, ce qui accroît le risque de marginalisation.

… surtout pour les pays les moins avancés

Les pays les moins avancés (PMA) parviennent actuellement à réduire les coûts du commerce, seuls ou avec une aide. Mais ils ont des difficultés pour réaliser une véritable transformation en raison des coûts absolus élevés qu'ils subissent au départ (notamment les pays sans littoral), de capacités institutionnelles limitées et de contraintes en matière de ressources. C'est là qu'intervient l'Aide pour le commerce. Un examen des études diagnostiques sur l'intégration du commerce, ajouté à des évaluations et à des études de cas, montre que l'impact de ces interventions est le plus élevé lorsqu'elles reposent sur un travail analytique robuste et crédible, un haut niveau d'appropriation par les pays, un renforcement des capacités institutionnelles, un soutien continu sur une période suffisamment longue, une mobilisation de ressources et une réponse coordonnée des donateurs.

… et les petites et moyennes entreprises

Les petites et moyennes entreprises (PME) constituent l'épine dorsale de l'activité économique, notamment dans les pays en développement. Celles qui sont intégrées dans les marchés mondiaux – que ce soit directement ou indirectement – sont plus productives que celles qui ne participent pas au commerce international. Les PME plus productives ont plus de facilité pour s'intégrer, mais l'intégration tend aussi à accroître la productivité et à combler l'écart de productivité entre les petites et les grandes entreprises. Il en résulte une croissance plus forte et plus inclusive. Toutefois, les PME pâtissent de façon disproportionnée des coûts élevés du commerce, ce qui empêche leur intégration dans l'économie mondiale. La réduction de ces coûts contribue donc à rendre le commerce plus inclusif car elle peut permettre aux PME de créer des emplois et d'augmenter les salaires, ce qui peut avoir des effets bénéfiques sur l'égalité hommes-femmes, car de nombreuses PME appartiennent à des femmes et emploient plus de femmes que d'hommes.

L'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges est un pas important

Un pas important vers la réduction des coûts du commerce a été franchi en 2013, lorsque la neuvième Conférence ministérielle de l'OMC qui s'est tenue à Bali a conclu l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE). L'AFE laisse envisager de fortes réductions des coûts pour les négociants et un accroissement des revenus pour les gouvernements. Il confère une priorité et une orientation nouvelles aux efforts de modernisation des douanes et des procédures à la frontière. Le soutien financier apporté par les donateurs depuis 2005 à la mise en œuvre de mesures de facilitation des échanges atteint 1,9 milliard de dollars EU, et des résultats positifs ont été signalés dans bon nombre de domaines couverts par l'AFE. Il faudra pérenniser ce soutien pour aider les pays en développement à tenir leurs engagements et à concrétiser pleinement le potentiel de l'Accord.

… et il aide les pays à se connecter aux chaînes de valeur mondiales

Parmi les coûts qui nuisent à une connexion harmonieuse entre les diverses parties des chaînes de production, beaucoup dépassent les frontières nationales. C'est pourquoi les initiatives régionales destinées à renforcer la connectivité sont souvent plus efficaces pour remédier à ces coûts que les programmes purement nationaux. Il y a donc des possibilités importantes de traiter les obstacles au commerce sur une base plurinationale ou régionale et d'une manière compatible avec les principes du système commercial multilatéral. Plusieurs projets d'Aide pour le commerce – souvent financés par divers donateurs – ont donc été axés sur les coûts du commerce régional et ont permis d'améliorer la coopération économique régionale. Pour l'avenir, il importe de tirer les enseignements de ces exemples, qui montrent comment réduire durablement les coûts du commerce.

Les décaissements au titre de l'Aide pour le commerce apportent une aide …

Depuis le lancement de l'Initiative Aide pour le commerce en 2006, un montant total de 264,5 milliards de dollars EU a été dépensé pour financer des programmes et des projets au titre de l'Aide pour le commerce, et la part de cette aide dans l'aide ventilable par secteur est passée de 31% à 38% en 2013. Jusqu'à présent, plus des trois quarts de l'Aide pour le commerce ont servi à financer des projets dans quatre secteurs étroitement liés à la réduction des coûts du commerce: transport et entreposage (29%), production et fourniture d'énergie (21%), agriculture (18%) et services bancaires (10%). Les pays à revenu intermédiaire ont reçu en outre 190 milliards de dollars EU d'autres apports du secteur public liés au commerce pour l'infrastructure et le développement du secteur privé. Quant aux PMA, ils ont reçu 10 dollars EU par habitant au titre de l'Aide pour le commerce, soit plus du double de la moyenne.

… complétée par la coopération public-privé

Pour concevoir des solutions efficaces permettant de réduire les coûts du commerce, notamment ceux qui se produisent à la frontière, une étroite collaboration entre les secteurs public et privé est indispensable. Le partenariat entre les secteurs public et privé peut avoir pour effet de diriger les efforts vers les contraintes liées aux chaînes de valeur et d'atteindre des points de bascule vers la croissance. À cette fin, un dialogue permanent entre les pouvoirs publics et le secteur privé peut contribuer à adapter les réformes de façon à répondre aux besoins des entreprises, y compris les PME, ce qui renforcera aussi la lutte contre la pauvreté. Bien que la première priorité des entreprises soit la mise en œuvre de l'AFE, il faut une approche coordonnée qui aille au-delà de l'encouragement au commerce. Les mesures favorables au commerce doivent aller de pair, par exemple, avec la facilitation de l'investissement, afin d'augmenter la réserve de financement pour le développement.

L'Aide pour le commerce et le programme en matière de développement durable

Le Programme de développement pour l'après-2015, qui vise un développement inclusif et durable dans les domaines social, économique et environnemental, exige un accroissement notable du financement. Cela renforcera l'importance primordiale du commerce international comme source de financement pour le développement, notamment en ce qui concerne les PMA. Mais la communauté du commerce et du développement doit prendre garde à ce que les transformations préconisées par le Programme de développement pour l'après-2015 n'entraînent pas une augmentation involontaire des mesures non tarifaires qui ne sont pas nécessaires et qui risqueraient d'accroître les coûts du commerce et de réduire la capacité des pays en développement d'utiliser le commerce comme moteur de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté. Le nouveau paradigme de développement du Programme de développement pour l'après-2015 exigera peut-être l'adoption d'une approche plus intégrée de l'Aide pour le commerce. Cette approche devrait être telle que l'Aide pour le commerce favorise un développement inclusif et durable. C'est-à-dire qu'en plus de l'amélioration des résultats commerciaux, l'Initiative Aide pour le commerce devrait chercher à avoir des effets sociaux, économiques et environnementaux positifs. Elle devrait, par exemple, aider les pays en développement à faire face aux coûts supplémentaires que pourrait entraîner l'alourdissement de la charge qu'impose la mise en conformité avec les mesures non tarifaires.

INTRODUCTION

Le commerce peut contribuer grandement à la productivité, à la croissance, aux revenus et à l'emploi. Il est indéniable que l'ouverture au commerce accroît les revenus nationaux. Le commerce peut aussi contribuer à la création de nouveaux emplois de meilleure qualité et à l'amélioration globale des conditions de travail. Il est essentiel pour le transfert de connaissances, de technologies et de compétences – et donc pour le développement. En effet, le commerce est dans la plupart des cas la plus importante source extérieure de financement du développement. L'Aide pour le commerce permet aux pays en développement de maximiser les gains du commerce en les aidant à analyser et à mettre en œuvre les accords commerciaux et à s'y adapter et en leur permettant de se doter des capacités d'offre et de l'infrastructure dont ils ont besoin pour soutenir la concurrence au niveau international.

Le commerce international n'est pas un processus fluide. Il y a des frictions qui engendrent des coûts. Les coûts du commerce sont influencés par diverses politiques et procédures appliquées à l'intérieur des frontières. Celles-ci comprennent les mesures réglementaires non tarifaires, les restrictions à l'accès aux marchés, la disponibilité et le coût du financement du commerce et les obstacles généraux à l'activité commerciale, les prescriptions concernant les documents requis et le respect des procédures douanières, les longues procédures administratives et d'autres retards. De plus, elles s'appliquent à tous les stades de la chaîne du commerce international, notamment au niveau du transport et de la logistique. Les coûts élevés du commerce annulent de fait l'avantage comparatif en rendant les exportations moins compétitives

Le fardeau des coûts du commerce pèse surtout sur les PMA, mais leur impact peut varier selon les régions. D'autres facteurs (comme l'enclavement) jouent aussi un rôle. Les PMA s'efforcent d'intégrer la question des coûts du commerce dans leur cadre national de politique de développement, avec l'aide du Cadre intégré renforcé et d'autres acteurs, mais les progrès accomplis en matière de réduction des coûts du commerce varient grandement. Un cercle vertueux de mesures nationales soutenues par l'Aide pour le commerce jette les bases de la diversification des exportations et permet d'attirer l'IED, comme on peut l'observer dans certains PMA – même si dans beaucoup d'autres, la situation reste problématique.

Les coûts du commerce déterminent la façon dont les entreprises des pays en développement se connectent aux CVM, et leur capacité à tirer parti de leur participation. Le fardeau des coûts du commerce pèse lourdement sur les PME, qui, compte tenu des effets positifs sur l'emploi et l'autonomisation, s'efforcent de plus en plus de stimuler une croissance inclusive et durable dans ce segment de l'économie. Les mesures non tarifaires posent un problème particulier aux PME, notamment pour se connecter aux chaînes de valeur.

Plusieurs catégories de mesures qui influent sur l'intégration dans les chaînes de valeur relèvent de l'Initiative Aide pour le commerce, en particulier la facilitation des échanges et la qualité des infrastructures. L'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges représente une occasion historique de simplifier les procédures à la frontière et de réduire les coûts du commerce. L'Aide pour le commerce dans ce domaine a déjà permis d'obtenir des résultats tangibles, mais la mise en œuvre de l'AFE nécessite un soutien financier et technique soutenu, notamment pour les PMA et les pays sans littoral. Elle nécessitera aussi une approche cohérente aux niveaux régional et national qui fasse intervenir non seulement les douanes mais aussi les autres organismes présents aux frontières et le secteur privé.

L'Aide pour le commerce aide à réduire les coûts du commerce, en particulier lorsque les gouvernements partenaires, les communautés économiques régionales et les initiatives de corridor de transport intègrent cette question dans leurs stratégies de développement et quand d'autres sources de financement sont mobilisées afin d'assurer la viabilité à moyen terme. Si l'échelonnement est adéquat et si l'engagement des gouvernements, des partenaires de

développement et du secteur privé est soutenu, des progrès rapides sont possibles. Les recherches montrent que les initiatives régionales visant à réduire les coûts du commerce se développent dans certaines régions, alors que dans d'autres, les gains d'efficience devant en découler ne se matérialisent pas. Les flux d'Aide pour le commerce se sont maintenus pendant la crise financière, et d'autres sources de financement du développement (c'est-à-dire de nouveaux acteurs et de nouvelles approches) voient le jour. La difficulté est de savoir comment utiliser cette aide comme catalyseur pour mobiliser d'autres sources de financement du développement, en gardant à l'esprit l'objectif d'une croissance inclusive et durable et en assurant la répartition équitable des fonds, en particulier pour les PMA.

Pour assurer la croissance inclusive et durable qui est au cœur du programme de développement pour l'après-2015, il faudra mener une action concertée et continue dans le domaine du commerce, notamment en matière de réduction des coûts du commerce. Il est possible d'utiliser l'Aide pour le commerce pour mobiliser d'autres sources de financement et comme catalyseur de la transformation durable qui est au centre des ODD. La réduction des coûts du commerce est un domaine dans lequel le secteur privé a beaucoup à apporter – et la communauté du développement beaucoup à apprendre sur la façon d'intégrer le secteur privé dans les cadres de planification du développement.

SUIVI DE L'AIDE POUR LE COMMERCE

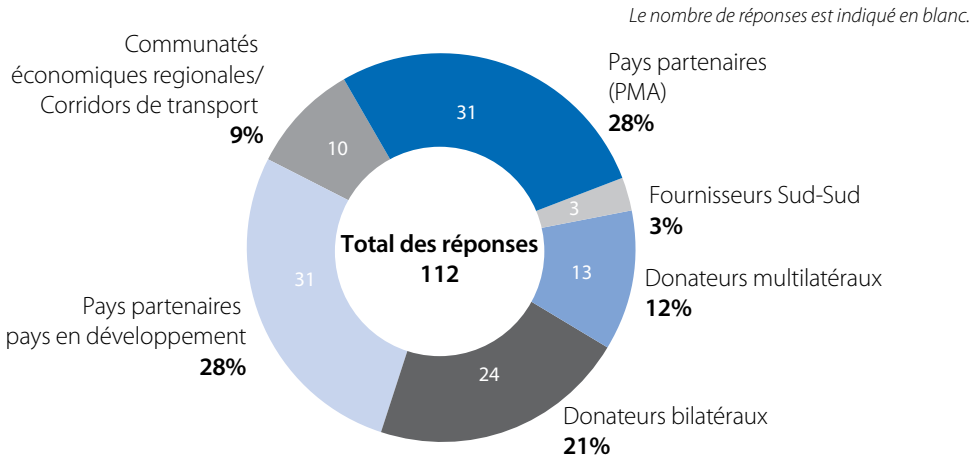
Le présent rapport est le cinquième rapport de suivi de l'Aide pour le commerce. Il vise à établir un lien entre la responsabilité aux niveaux local et régional et un processus d'examen global afin de constituer des partenariats véritables et de créer des incitations pour obtenir des résultats en termes de performances commerciales, de croissance économique et de réduction de la pauvreté. Le cadre de suivi assure la transparence concernant la demande d'Aide pour le commerce, sur la base des paramètres suivants: degré de priorité accordé au commerce dans les stratégies de développement, réponse en termes d'engagements et de décaissements au titre de l'Aide pour le commerce, résultats en termes de renforcement des capacités commerciales et impact en termes de performances commerciales et de réduction de la pauvreté.

Le cadre comprend un volet qualitatif et un volet quantitatif. Le volet qualitatif est basé sur des auto-évaluations, des cas d'expérience, des évaluations et des études empiriques. Le volet quantitatif suit les flux d'Aide pour le commerce au niveau mondial sur la base des données provenant du Système de notification des pays créanciers (SNPC) de l'OCDE, en suivant les indicateurs de l'Aide pour le commerce les mieux adaptés à la mesure des flux d'Aide pour le commerce définis par l'Équipe spéciale de l'OMC chargée de l'Aide pour le commerce (WT/AFT/1).

QUI A PARTICIPÉ À L'EXERCICE DE SUIVI?

En 2015, 62 pays en développement (dont la moitié étaient des PMA) ont présenté une auto-évaluation de l'Aide pour le commerce dans le cadre de l'exercice de suivi. En outre, dix organismes chargés de faciliter les échanges au moyen de corridors de transport ont participé pour la première fois à cet exercice. Au total, 37 donateurs ont participé à l'enquête de 2015, dont 24 donateurs bilatéraux et 13 donateurs multilatéraux. Par ailleurs, trois fournisseurs d'assistance liée au commerce Sud-Sud (Chine, Chili et Indonésie) ont présenté une auto-évaluation. Toutefois, les données statistiques sur leurs programmes sont insuffisantes et elles doivent être obtenues auprès de de sources indirectes (voir le chapitre 3).

Figure 0.1 Questionnaires, par répondants

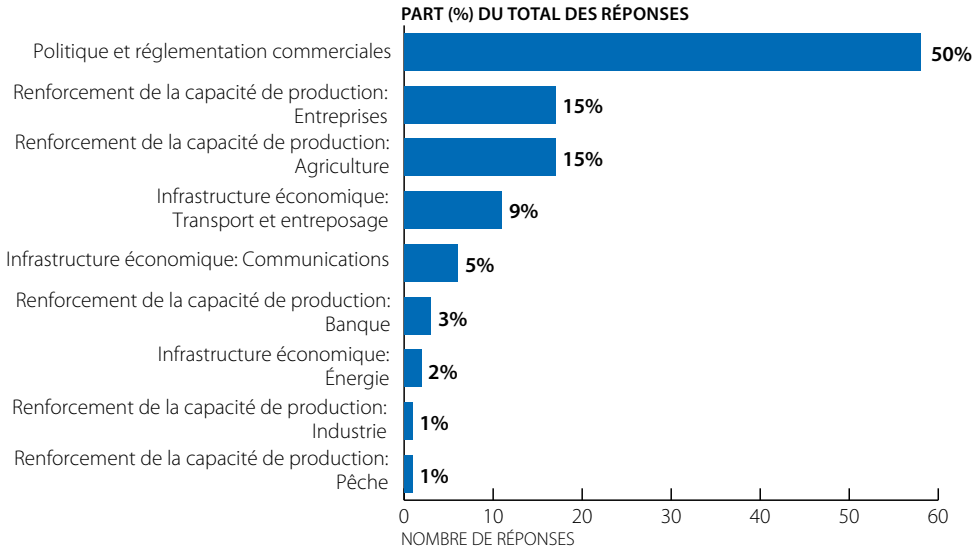


Source: Exercice conjoint de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE/OMC (2015).

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933240669

Dans le cadre de l'exercice de suivi 2015, il a été demandé aussi aux secteurs public et privé de présenter des cas d'expérience concernant les programmes d'Aide pour le commerce. Cette demande faisait suite au succès de l'invitation à présenter des cas d'expérience lancée en 2011, qui avait débouché sur une publication conjointe de l'OCDE et de l'OMC intitulée "Aid for Trade in Action" (OCDE/OMC, 2013). Cette invitation avait pour but d'examiner de manière plus approfondie les objectifs, les difficultés et les processus de l'assistance liée au commerce pour mieux comprendre les résultats – notamment ce qui fonctionnait bien dans la fourniture de l'Aide pour le commerce, quels étaient les principaux facteurs de succès et quels enseignements les gouvernements et les praticiens pouvaient tirer de l'expérience.

Figure 0.2 Cas d'expérience, par secteur



Source: Exercice conjoint de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE/OMC (2015).

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933240678

Au total, 117 cas d'expérience ont été présentés: 94 par le secteur public, 18 par le secteur privé et 5 par les ONG et les milieux universitaires. La moitié des cas d'expérience étaient axés sur le soutien au renforcement des capacités en matière de politique et de réglementation commerciales, en particulier pour les projets de facilitation des échanges. 35% des cas d'expérience portaient sur le renforcement des capacités de production, et le reste portait sur le renforcement de l'infrastructure. Quarante-cinq cas d'expérience portaient sur les projets réalisés dans les pays à revenu élevé, 27 sur les projets dans les PMA, 21 dans les PRITS, 11 dans les PRITI et 4 dans les APFR.

L'ampleur de la réponse reflète clairement l'engagement actif des Membres dans l'Initiative Aide pour le commerce et leur réaction généralement positive à l'exercice de suivi global. La quantité d'activités décrites dans ces cas d'expérience montre à elle seule que les efforts en matière d'Aide pour le commerce sont substantiels, qu'ils ont pris racine dans un large éventail de pays et qu'ils commencent à occuper une place centrale dans les stratégies de développement. Le fait que près de la moitié des cas d'expérience ont été présentés par des pays en développement montrait bien l'importance de ces programmes et mettait en évidence le potentiel de partage de connaissances.

STRUCTURE DU RAPPORT

L'Initiative Aide pour le commerce a permis l'engagement actif de nombreuses organisations qui aident les pays en développement, et en particulier les moins avancés d'entre eux, à se doter de l'infrastructure et des capacités d'offre dont ils ont besoin pour se connecter aux marchés régionaux et mondiaux et pour améliorer leurs résultats commerciaux. Certaines de ces organisations ont rédigé des chapitres qui traitent d'aspects spécifiques de la question de la réduction des coûts du commerce pour une croissance inclusive et durable et qui ont un rapport avec leurs domaines de compétence. En outre, le Forum économique mondial a présenté le point de vue des entreprises sur ces questions. Ces chapitres sont publiés sous la responsabilité des organisations internationales concernées.

Le **chapitre 1**, rédigé par l'**Organisation mondiale du commerce**, examine la question de l'importance des coûts du commerce pour une croissance inclusive et durable. Il définit les coûts du commerce et explique que les politiques sont importantes pour réduire ces coûts sur les marchés de biens et de services. Il illustre ensuite l'ampleur des coûts du commerce pour de nombreux pays en développement et il montre que la réduction de ces coûts se traduira par une augmentation des échanges et éventuellement des revenus, en particulier dans les pays en développement. Il explique comment les gouvernements des PMA et des pays en développement utilisent l'Aide pour le commerce afin de soutenir les actions menées en vue de remédier aux coûts élevés du commerce et d'intégrer les pays dans les réseaux commerciaux régionaux et mondiaux. L'analyse montre qu'il y a de bonnes raisons de penser que les pays en développement et leurs partenaires prennent cette question au sérieux et que leur action dans ce domaine s'appuie sur de solides fondements théoriques et pratiques.

Le **chapitre 2**, rédigé par la **Banque mondiale**, s'appuie sur les avancées récentes de la théorie du commerce et des études empiriques pour déduire les coûts du commerce des modes d'échange et de production observés dans les pays. Ces éléments sont ensuite utilisés pour décrire l'évolution récente des coûts du commerce, en mettant l'accent sur le monde en développement. Les données montrent que les pays en développement, en particulier les pays à faible revenu, souffrent de coûts du commerce relativement élevés. Certains pays à revenu intermédiaire ont réussi à réduire ces coûts, mais les pays à faible revenu et les pays d'Afrique subsaharienne le font beaucoup plus lentement, et risquent de rester en marge de l'économie commerciale mondiale. Toutefois, les recherches empiriques donnent à penser que diverses mesures peuvent être efficaces pour réduire les coûts du commerce, comme notamment celles qui visent à faciliter les échanges et à améliorer la performance logistique, la connectivité et l'environnement économique.

Le **chapitre 3**, rédigé par l'**Organisation de coopération et de développement économiques**, analyse les politiques, les priorités et les flux en matière d'aide pour le commerce. Il indique que 246,5 milliards de dollars EU ont été décaissés au titre de l'Aide pour le commerce entre 2006 et 2013, à quoi s'ajoute un montant de 190 milliards de dollars EU au titre des autres apports du secteur public (AASP) liés au commerce. Le chapitre résume ensuite les conclusions d'études empiriques, d'évaluations et d'études de cas montrant l'impact de ce soutien lié au commerce. Une autre section examine les priorités des pays partenaires et des pays donateurs en rapport avec le commerce et cherche à savoir si les donateurs alignent leur soutien sur ces priorités, y compris pour réduire les coûts du commerce. La dernière section analyse les perspectives à court terme pour les flux d'Aide pour le commerce.

Le **chapitre 4**, rédigé par l'**Organisation mondiale du commerce**, traite de l'accord historique que représente l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE). Il commence par une brève explication du nouvel accord. Puis il analyse les besoins des pays en développement et, en particulier, des pays les moins avancés (PMA), ainsi que le soutien mis à disposition par les donateurs qui communiquent des données au SNPC de l'OCDE. L'AFE offre un nouveau cadre pour le soutien important et continu fourni par les donateurs au cours des dernières années en vue de faciliter les échanges. Il s'en dégage de bonnes pratiques pour la mise en œuvre de certaines des dispositions de l'Accord, avec les avantages en découlant. Toutefois, les pays en développement craignent toujours que le soutien spécifique nécessaire pour mettre en œuvre les dispositions de la catégorie C (celles dont l'application nécessite un soutien) ne soit pas disponible ou adapté à leurs difficultés de mise en œuvre – crainte qui a amené l'OMC à créer le Mécanisme pour l'Accord sur la facilitation des échanges.

Le **chapitre 5**, écrit par le **Cadre intégré renforcé**, est axé sur la réduction des coûts du commerce et les PMA. Il commence par examiner pourquoi les coûts du commerce sont importants, en particulier pour les PMA. Puis il analyse les tendances des coûts du commerce des PMA au cours des dix dernières années. La section suivante de ce chapitre examine les priorités des PMA en matière de réduction des coûts du commerce et le rôle des partenaires de développement. S'appuyant sur l'expérience du CIR, le chapitre examine aussi ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas, et quelles améliorations sont nécessaires pour remédier aux difficultés liées aux coûts du commerce que rencontrent les PMA.

Le **chapitre 6**, rédigé par l'**OCDE**, examine en quoi les coûts du commerce et la facilitation des échanges influent sur la capacité des entreprises de se connecter aux chaînes de valeur (CVM) régionales et mondiales. Il commence par une analyse des chaînes de valeur mondiales et régionales et examine en particulier comment les pays participent aux CVM et ce qui détermine leur participation. Le chapitre offre ensuite une perspective régionale sur les coûts du commerce et, plus particulièrement, sur l'infrastructure commerciale et la facilitation des échanges. Puis il examine les initiatives régionales en matière d'Aide pour le commerce (et de facilitation des échanges) et leurs résultats.

Le **chapitre 7,** rédigé par le **Centre du commerce international**, analyse comment l'Aide pour le commerce peut aider à réduire le fardeau des coûts du commerce pour les petites et moyennes entreprises (PME) des pays en développement. Tout d'abord, il définit les PME et explique pourquoi les coûts fixes du commerce sont importants pour elles. Ensuite, il expose la perception des coûts du commerce, en particulier des coûts fixes, par les PME. Puis il traite de la façon dont les institutions d'appui au commerce peuvent aider à réduire ces coûts ainsi que d'autres coûts, qui sont souvent liés à la difficulté pour les PME de trouver des acheteurs.

Le **chapitre 8**, rédigé par l'**OCDE**, examine comment accroître l'engagement du secteur privé dans l'Aide pour le commerce. Il décrit d'abord l'évolution du contexte de la coopération public-privé pour le développement, puis il analyse comment les pays de l'OCDE encouragent la participation du secteur privé pour favoriser la croissance économique et le développement. Il traite ensuite du soutien apporté par les donateurs pour renforcer les capacités de production et examine les résultats de ces programmes. La dernière section met en lumière certains enseignements tirés de la collaboration avec le secteur privé en vue d'obtenir des résultats en matière de développement.

Le **chapitre 9,** rédigé par la **Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement**, traite du rôle du commerce dans le programme de développement pour l'après-2015 et des implications pour l'Initiative Aide pour le commerce. Il explique que le commerce est un moyen de réaliser les objectifs de développement durables (ODD) et peut aider les PMA à les atteindre. Pour finir, il montre comment l'utilité de l'Aide pour le commerce peut être renforcée dans le nouvel environnement de développement.

Le **chapitre 10**, rédigé par le **Forum économique mondial**, indique qu'il est important d'associer le secteur privé dès le début à la planification de l'Aide pour le commerce. Un dialogue constant entre les pouvoirs publics et le secteur privé peut aider à adapter les réformes aux besoins des utilisateurs et à améliorer leur impact. Le chapitre explique que cela ne devrait pas se limiter aux questions commerciales mais devrait s'appliquer aussi aux questions d'investissement. Enfin, le chapitre fournit quelques exemples d'initiatives réussies prises par des entreprises en vue d'atteindre les points de bascule pour le commerce.

Le **chapitre 11**, rédigé par l'**OCDE** et l'**OMC**, examine la question de savoir si l'Initiative Aide pour le commerce est encore adaptée pour aider les pays en développement, en particulier les PMA, à se doter de la capacité d'offre et de l'infrastructure commerciale dont ils ont besoin pour mettre en œuvre les Accords de l'OMC et en tirer profit et, plus généralement, pour accroître leurs échanges. La conclusion met en lumière certains des principaux résultats et défis de l'Initiative et suggère qu'un effort axé sur la réduction des coûts du commerce et de l'investissement pourrait servir de point de ralliement pour des approches intégrées visant à assurer un développement inclusif et durable.

Le reste du rapport contient les **fiches concernant l'Aide pour le commerce** pour les pays qui ont participé à l'exercice de suivi et les **données statistiques sur l'Aide pour le commerce** utilisées dans le rapport. Enfin, tous les renseignements utilisés dans le présent rapport, y compris les auto-évaluations et les cas d'expérience, sont disponibles sur le site Web OCDE/OMC consacré à l'Aide pour le commerce: www.aid4trade.org.

TABLEAU 0.1 Réponses au questionnaire sur l'Aide pour le commerce

	Total général	Pays partenaires	PMA	Donateurs	Coopération Sud-Sud
Réponses 2015	Sud-Sud	62	31	37	3
Réponses 2013	133	80	36	43	9
Réponses 2011	146	84	31	43	10

Source: Exercice conjoint de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE/OMC (2015).

TABLEAU 0.2 Réponses des pays partenaires au questionnaire sur l'aide pour le commerce

Région	Réponses au questionnaire 2015	Réponses au questionnaire 2013
Afrique (28)	Bénin, Botswana, Burkina Faso, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Tunisie, Zimbabwe	Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République du Congo, Rwanda, Sénégal, Soudan, Tanzanie, Tchad, Togo, Tunisie, Zambie, Zimbabwe
Pays arabes et Moyen Orient (1)	Yémen	Jordanie, Oman, Yémen
Asie et Pacifique (14)	Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Îles Salomon, Indonésie, RDP lao, Mongolie, Népal, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Thaïlande, Tonga, Vanuatu	Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Fidji, Inde, Indonésie, Népal, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tuvalu, Vanuatu
Europe centrale et orientale et Asie centrale (1)	Afghanistan	Afghanistan, Turquie
Amérique latine et Caraïbes (18)	Antigua-et-Barbuda, Belize, Colombie, Costa Rica, Dominique, El Salvador, Grenade, Guatemala, Haïti, Honduras, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Trinité-et-Tobago	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Colombie, Costa Rica, Dominique, El Salvador, Grenade, Guatemala, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay
PMA (31)	Afghanistan, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Cambodge, Comores, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, RDP lao, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Népal, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Îles Salomon, Tanzanie, Tchad, Togo, Vanuatu, Yémen	Afghanistan, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Comores, Djibouti, Éthiopie, Gambie, Guinée, Haïti, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Samoa, Sénégal, Soudan, Tanzanie, Tchad, Togo, Tuvalu, Vanuatu, Yémen, Zambie

Source: Exercice conjoint de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE/OMC (2015).

TABLEAU 0.3 Réponses des pays donateurs au questionnaire sur l'Aide pour le commerce

Région	Réponses au questionnaire 2015	Réponses au questionnaire 2013
Donateurs bilatéraux (24)	Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Corée, Danemark, États-Unis, Finlande, France, Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, PNUD-Ouzbékistan, Pays-Bas, République tchèque, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Taipei chinois, UE	Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Corée, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Japon, Lituanie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni, Singapour, Suède, Suisse, Taipei chinois, UE
Donateurs multilatéraux (13)	BAfD, BAsD, BERD, BID, BIsD (SIFC), ITC, CNUCED, PNUD, CEA-ONU, CEE-ONU, ONUDI, CESAP, Banque mondiale	BAfD, BERD, CIR, FAO, BID, FMI, BIsD, ITC, CNUCED, PNUD, CEA-ONU, CEE-ONU, ONUDI, Banque mondiale, OMC

Source: Exercice conjoint de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE/OMC (2015).

TABLEAU 0.4 Réponses des fournisseurs de coopération Sud-Sud au questionnaire sur l'Aide pour le commerce

Région	Réponses au questionnaire 2015	Réponses au questionnaire 2013
3	Chili, Chine, Indonésie	Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Indonésie, Maroc, Maurice, Mexique, Oman, Soudan

Source: Exercice conjoint de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE/OMC (2015).

TABLEAU 0.5 Réponses au questionnaire destiné aux communautés économiques régionales/corridors de transport

Réponses au questionnaire 2015	Communautés économiques régionales	Régions
10	NCTTCA, OECO, Trade Mark East Africa, SIECA, OCTA, COMESA, CARICOM, SADC, PIFS, CEDEAO	Afrique (5), Amérique latine et Caraïbes (3), Asie et Pacifique (2)

Source: Exercice conjoint de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE/OMC (2015).

RÉFÉRENCE

OCDE/Organisation mondiale du commerce (2013), *Aid for Trade in Action*, http://dx.doi.org/10.1787/9789264201453-en, Éditions OCDE, Paris.

CHAPITRE 1

CONTEXTE: IMPORTANCE DES COÛTS DU COMMERCE POUR UNE CROISSANCE INCLUSIVE ET DURABLE

Contribution de l'Organisation mondiale du commerce

Résumé: *Le commerce international n'est pas un processus fluide. Il y a de nombreuses "frictions" qui sont à l'origine des coûts du commerce. Quand ces coûts sont élevés, cela réduit la compétitivité des exportations en annulant l'avantage comparatif. Les coûts élevés du commerce bloquent l'accès des entreprises à la technologie et aux intrants intermédiaires, les empêchant d'entrer ou de progresser dans les chaînes de valeur mondiales. Ils nuisent également au bien-être des consommateurs en réduisant la gamme des biens et des services offerts et en augmentant les prix. Bien qu'ils n'expliquent pas à eux seuls les trajectoires de développement des différentes économies, les coûts du commerce sont un facteur important qui éclaire le fait que certains pays sont dans l'incapacité de croître ou de se diversifier.*

L'éventail des politiques qui influent sur les coûts du commerce est large. Bien qu'ils soient omniprésents, ces coûts ne sont pas immuables. Des mesures peuvent être, et sont, prises pour les réduire. Les réformes des politiques produisent des effets positifs, mais ceux-ci ne peuvent pas être tenus pour acquis, et certaines études indiquent que ce sont les pays à plus bas revenu qui ont le plus à y gagner. Il reste fort à faire pour réduire davantage les coûts du commerce et intégrer plus complètement les pays dans l'économie mondiale, mais il y a de bonnes raisons de penser que les pays en développement et leurs partenaires prennent cette question au sérieux.

INTRODUCTION

Les coûts du commerce ont beaucoup d'importance. Ils ont une grande influence sur les flux commerciaux; ils déterminent qui échange quoi et avec qui, à quel endroit les produits sont fabriqués et les services sont fournis, quels biens et services sont offerts aux consommateurs et à quel prix. Les coûts du commerce interagissent avec les fondamentaux économiques, comme la technologie et la dotation en facteurs (travail et capital) pour déterminer la structure des échanges et de la production observée dans le monde. De ce fait, ils peuvent influencer grandement la trajectoire de développement économique d'un pays. L'encadré 1.1 ci-dessous donne un aperçu des raisons pour lesquelles les coûts du commerce sont importants, de l'avis des gouvernements de certains des pays les moins avancés (PMA).

Encadré 1.1 Importance des coûts du commerce pour certains des pays les moins avancés

"En tant que pays sans littoral, le Bhoutan est confronté à des coûts du commerce plus élevés pour atteindre les marchés étrangers." **Bhoutan**

"Les coûts du commerce sont très importants pour la compétitivité de nos exportations en raison de notre isolement qui, compte tenu du coût du transport et du transit de nos produits d'exportation, réduit notre compétitivité." **République centrafricaine**

"Le coût du commerce reste décisif dans la structure des prix des produits importés et il affecte grandement le pouvoir d'achat de la population congolaise." **République démocratique du Congo**

"Malgré tous les efforts déjà faits, la réduction des coûts du commerce reste un défi majeur pour Madagascar." **Madagascar**

"Les coûts élevés du commerce pour accéder aux importations en Sierra Leone se traduisent par des prix élevés par rapport aux prix des mêmes produits dans les pays voisins, comme la Guinée et le Libéria. Cela explique dans une large mesure l'augmentation des activités illégales comme la contrebande à travers des frontières poreuses ce qui entraîne une perte de recettes douanières pour l'État." **Sierra Leone**

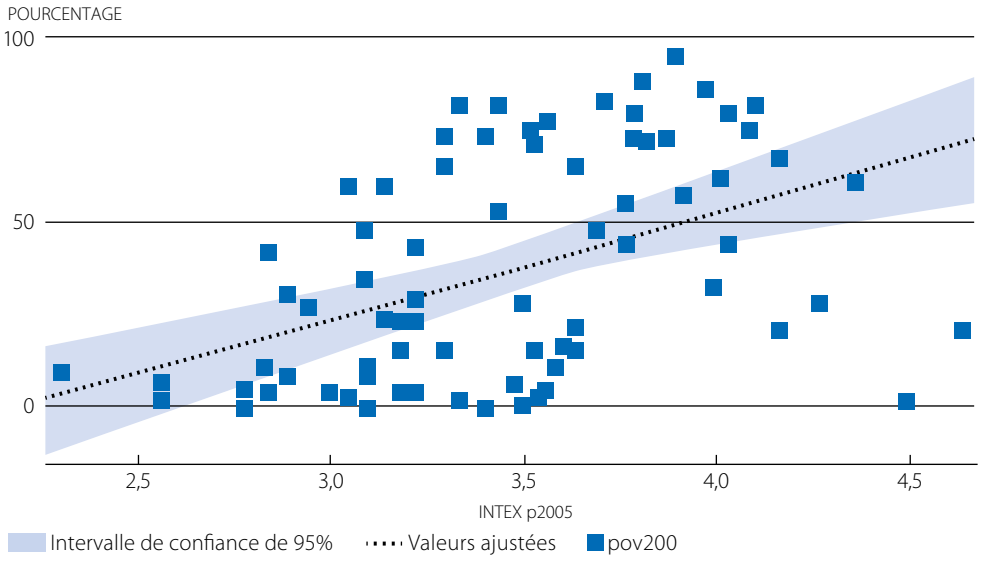
"Les coûts du commerce sont élevés en Ouganda, pays sans littoral, et cela nuit à la compétitivité de ses exportations." **Ouganda**

"Notre secteur privé a informé à maintes reprises les ministères responsables du coût très élevé de l'activité commerciale. Certains ont même demandé que l'État les aide en réduisant le coût des intrants, notamment des combustibles et de l'électricité. En outre, les liaisons de transport ne conviennent pas au secteur privé, ce qui augmente les coûts d'exportation." **Îles Salomon**

Source: Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE/OMC, 2015.

Les pays où les coûts du commerce sont élevés sont isolés des marchés mondiaux: leurs consommateurs ne peuvent pas obtenir des produits étrangers à des prix compétitifs, et leurs entreprises ne peuvent pas accéder à des intrants étrangers de qualité ni exporter vers l'étranger. Pour ceux qui se trouvent en bas de l'échelle et qui vivent souvent dans l'extrême pauvreté, les prix élevés ont un effet disproportionné sur le bien être. Il n'est pas étonnant que la réduction des coûts du commerce soit généralement associée à une réduction nette de la pauvreté, même s'il est vrai que l'effet distributif des coûts du commerce varie selon les pays. Cette relation positive entre les coûts du commerce et la pauvreté est illustrée par la figure 1.1. Dans les pays en développement où les coûts du commerce sont plus élevés – mesurés par le nombre de jours nécessaires pour exporter en 2005 – la proportion de la population vivant avec moins de 2 dollars EU par jour est généralement plus importante.

Figure 1.1 Population vivant avec moins de 2 $EU par jour (2008 2012) et nombre de jours nécessaires pour exporter (2005)

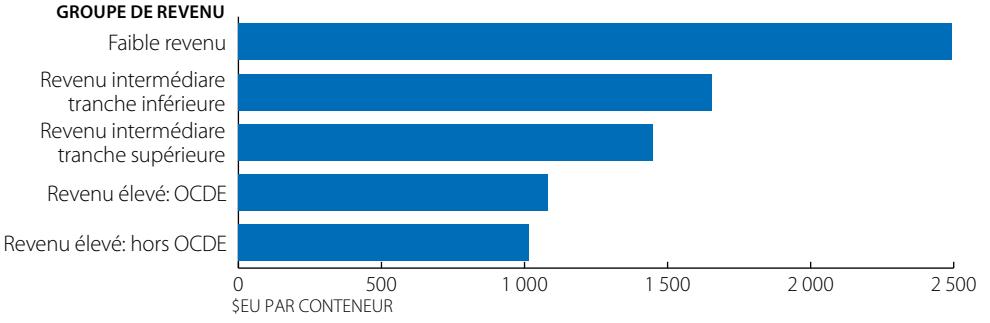


Note: Le nombre de jours nécessaires pour exporter en 2005 est exprimé en logarithmes naturels. Les pays à revenu élevé ne sont pas compris dans la figure.

Source: Calcul du Secrétariat de l'OMC. Données: Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933240687

Figure 1.2 Coûts d'exportation en $EU par conteneur, 2014



Source: Indicateurs du développement dans le monde.

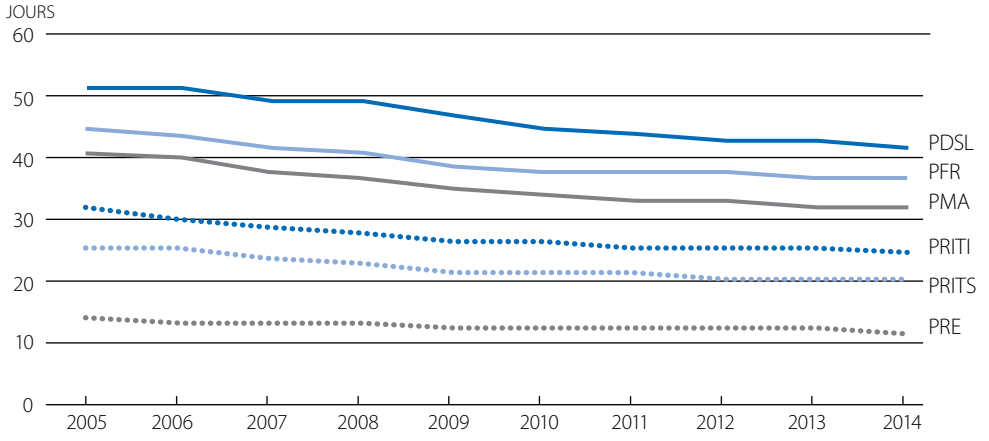
StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933240694

Les coûts élevés du commerce excluent certaines régions, certains pays et certaines entreprises des marchés d'exportation et restreignent de ce fait leurs possibilités de développement. Ils n'expliquent pas pourquoi certains pays ont un faible revenu ou sont moins avancés, mais, combinés à d'autres facteurs, ils permettent de comprendre pourquoi certains pays ont du mal à croître et à tirer profit de leur avantage comparatif (voir la figure 1.2). Il est essentiel de maintenir les coûts du commerce à un niveau raisonnable et de les réduire autant que possible dans certains domaines clés pour bénéficier d'un avantage comparatif et des gains que procure le commerce.

D'un point de vue statique, la réduction des coûts du commerce peut entraîner une augmentation du bien-être économique – le coût économique réel de l'activité diminue et le PIB augmente en conséquence, car de nouvelles transactions ont lieu. Des gains dynamiques sont aussi possibles. Il a été constaté en particulier que l'accès aux intrants étrangers était associé à une activité d'innovation: les entreprises qui ont accès à de nouveaux produits combinent ceux-ci de diverses manières pour fabriquer des produits nouveaux. Le développement ou l'adaptation de technologies locales est au cœur du développement économique à moyen et long termes, et la maîtrise du processus est probablement un élément important pour progresser dans les chaînes de valeur mondiales.

Les coûts élevés du commerce constituent un fardeau considérable pour les pauvres: ils réduisent le bien-être économique en augmentant les prix à la consommation, et en empêchant les producteurs d'accéder aux marchés mondiaux. La figure 1.3 ci-dessous indique le nombre moyen de jours nécessaires pour importer. Le temps est un facteur important pour les coûts du commerce. Dans ce contexte, il est intéressant de noter ce qui se passe quand les coûts du commerce d'un pays donné restent à un niveau trop élevé tandis que ceux de ses partenaires diminuent. Le pays sera moins à même de tirer parti de la spécialisation par l'avantage comparatif et, de ce fait, il profitera moins des gains du commerce que ses partenaires. Cela s'applique aux pays qui restent relativement en marge du système commercial mondial en raison des coûts élevés du commerce, comme les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement.

Figure 1.3 Nombre moyen de jours nécessaires pour exporter, par groupe de revenu



Note: Chiffres calculés sur la base des moyennes simples pour 44 PMA, 16 PDSL, 30 PFR, 48 PRITI, 49 PRITS et 46 PRE.
Source: Indicateurs du développement dans le monde.

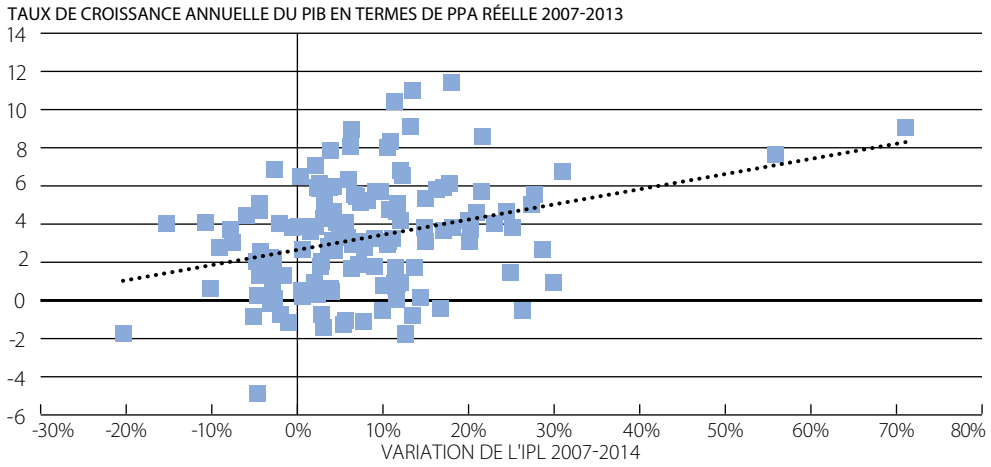
StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933240704

Le chapitre 2 donne plus de détails sur le niveau des coûts du commerce dans le monde, mais, en règle générale, ces coûts diminuent à mesure que le revenu par habitant augmente: en moyenne, les coûts du commerce sont plus faibles dans les pays riches que dans les pays pauvres (figure 1.1). De ce fait, certains pays ne peuvent pas bénéficier pleinement des gains économiques résultant de la spécialisation par l'avantage comparatif, et la structure de la production et des échanges est faussée par le niveau élevé des coûts du commerce. Ces coûts élevés peuvent certes profiter à certaines personnes ou à certains groupes dans ces pays – comme on le verra plus loin. Mais globalement, ils empêchent le marché d'allouer les ressources de la manière la plus efficiente possible. En conséquence, les pays qui font plus d'efforts pour réduire les coûts du commerce – par exemple en améliorant la performance logistique et la facilitation des échanges – ont tendance à croître plus rapidement que les autres. Cette corrélation est mise en évidence par le nombre important de pays qui se trouvent à droite de la ligne verticale dans la figure 1.4 ci-dessous et les taux de croissance du PIB plus élevés de ces pays pendant la période 2006-2013 (ce qui signifie qu'ils améliorent leur performance logistique).

Les coûts du commerce sont importants non-seulement entre les pays, mais aussi à l'intérieur des pays. Les entreprises qui sont confrontées à des coûts élevés pour acheminer leurs produits de l'usine jusqu'à un port ou un aéroport international, ont de fait un obstacle supplémentaire à franchir pour accéder aux marchés internationaux. Parfois, ces obstacles les excluent totalement, si bien que les responsables politiques peuvent ne pas se rendre compte du tort qui est causé. Les régions où les coûts du commerce sont élevés sont souvent économiquement défavorisées et se situent en bas de la distribution des revenus (Banque interaméricaine de développement, 2013). Évidemment, de nombreux facteurs entrent en jeu pour déterminer la capacité d'un pays de croître et de se développer et il existe entre eux des interactions complexes. Mais pour certains pays, les coûts du commerce sont une importante source de désavantage.

Il existe un important corpus de recherches qui montre l'effet négatif des coûts du commerce sur le bien-être et le développement économiques, et sur la connectivité commerciale (un éventail de mesures et d'indices a été mis en place pour suivre les coûts du commerce – voir le chapitre 2). Les répondants au questionnaire de l'enquête de suivi OCDE-OMC sur l'Aide pour le commerce de 2015 (exercice de suivi 2015) ont généralement reconnu l'impact des coûts du commerce (voir la figure 1.5 ci dessous). Environ 87,0% des 62 pays en développement et pays moins avancés qui ont répondu ont indiqué que les coûts du commerce étaient très importants pour la compétitivité de leurs exportations. Ils étaient encore plus nombreux à penser (91,9%) que les coûts du commerce étaient importants ou très importants pour l'accès aux importations.

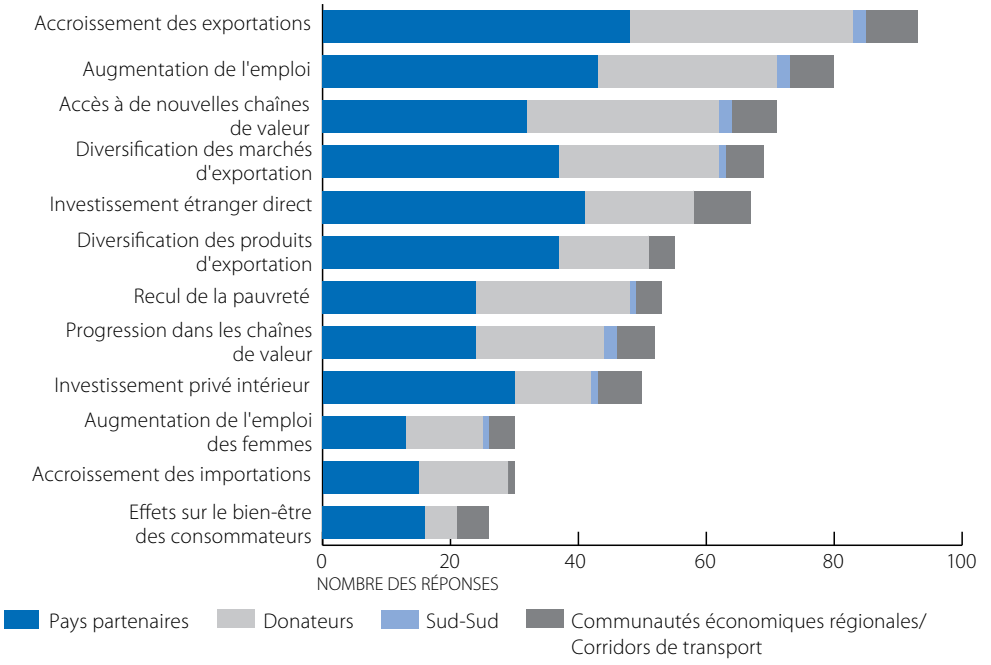
Figure 1.4 Corrélation entre l'amélioration de la performance logistique et le taux de croissance du PIB



Source: Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933240715

Figure 1.5 Dans quelle mesure la réduction des coûts du commerce peut elle contribuer à la réalisation de l'objectif d'une croissance inclusive et durable?



Source: Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce, OCDE/OMC (2015).

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933240720

Dans le contexte du programme de développement pour l'après-2015, les répondants à l'exercice de suivi 2015 ont souligné que la promotion des exportations, la création d'emplois, l'accès aux chaînes de valeur – ainsi que la progression dans ces chaînes – et la diversification des exportations, entre autres, étaient quelques-unes des manières dont la réduction des coûts du commerce pouvait contribuer à la réalisation de l'objectif d'une croissance durable et inclusive. Les relations entre les politiques commerciales, la facilitation des échanges et la croissance inclusive sont étudiées dans ONU-CESAP (Commission économique et sociale de l'ONU pour l'Asie et le Pacifique), 2013.

DÉFINITION DES COÛTS DU COMMERCE

Dans la littérature économique, les coûts du commerce sont définis comme "… tous les coûts liés à la fourniture d'un produit à l'utilisateur final autres que le coût de production du produit lui-même: coûts de transport (fret et délais), obstacles liés à la politique commerciale (obstacles tarifaires et non tarifaires), coûts de l'information, coûts d'exécution des contrats, coûts associés à l'utilisation de différentes monnaies, coûts juridiques et réglementaires, et coût de la distribution locale (gros et détail)" (Anderson et Van Wincoop, 2004).

Bien que le monde soit de plus en plus interconnecté, les biens et les services ne traversent pas les frontières de manière totalement fluide. Plusieurs facteurs créent des frictions, qui génèrent des coûts (Moise et Le Bris, 2013). L'interaction entre les coûts du commerce et les fondamentaux économiques explique en grande partie l'éventail des biens et des services exportés et les marchés desservis par les exportateurs et les importateurs. Dans l'exercice de suivi 2015, les répondants devaient donner leur avis sur un échantillon représentatif de coûts du commerce:

- Pour les marchandises, le questionnaire portait sur les coûts suivants: impact des procédures à la frontière (facilitation des échanges); droits de douane, redevances et autres impositions; mesures non tarifaires; infrastructures de transport et accès au financement du commerce.
- Pour les services, le questionnaire portait sur les coûts suivants: infrastructure de réseau (TIC, électricité, télécommunications); infrastructure de transport; non-reconnaissance des qualifications professionnelles; restrictions à la présence commerciale; restrictions au mouvement des personnes physiques; faiblesse du cadre réglementaire pour les services; droits de douane sur les intrants (par exemple sur les ordinateurs pour les services TIC) et faible niveau des compétences dans le secteur des services.

Les économistes font la distinction entre les coûts fixes et les coûts variables du commerce. Les coûts fixes correspondant à l'investissement (par exemple l'investissement nécessaire pour respecter une norme de produits sur le marché d'importation). Si l'on considère une seule période d'activité, les coûts fixes sont généralement payés une seule fois. Les coûts variables (par exemple les coûts de transport) sont payés par unité expédiée. Le mouvement international des marchandises a lui-même un coût. Les produits doivent être acheminés de l'usine au port ou à l'aéroport, ils doivent être traités à la frontière et ils doivent être chargés à bord d'un navire ou d'un avion. Ils sont ensuite transportés parfois sur une longue distance, puis déchargés, traités de nouveau à la frontière, transférés sur un camion ou un train et introduits dans un réseau de distribution local pour aller jusqu'au consommateur dans le pays importateur. Ce processus entraîne des externalités, comme la congestion et la pollution. Quand les marchés ne fonctionnent pas efficacement, il peut se produire des frictions pures, ou un "gaspillage" économique.

Les coûts du commerce sur les marchés de biens prennent de nombreuses formes. Les droits de douane sont un élément bien connu, mais, dans la plupart des pays, ils ne représentent qu'une part relativement faible de l'ensemble des coûts du commerce. Les mesures non tarifaires, y compris les normes de produit, sont aussi importantes, de même que d'autres types de réglementation qui rendent l'activité commerciale à l'étranger plus coûteuse que dans le pays. Les conditions d'activité des entreprises et les institutions commerciales et de gouvernance comptent aussi beaucoup car elles ont une incidence sur le coût de l'activité commerciale pour les entreprises étrangères.

Encadré 1.2 Qu'est-ce qui distingue les coûts de transport et les droits de douane?

La BID (2008) mentionne au moins trois facteurs qui distinguent les coûts de transport des autres coûts du commerce, en particulier des droits de douane:

- À la différence des droits de douane, les coûts de transport sont très variables dans le temps, et le degré d'incertitude est probablement directement lié à la qualité des infrastructures du pays (y compris la qualité de la réglementation). Un degré d'incertitude élevé est susceptible d'entraver le commerce, en particulier le commerce de nouveaux produits, indépendamment du niveau des coûts de transport.
- À la différence des droits de douane, les coûts de transport ne sont pas un simple pourcentage fixe (*ad valorem*) du prix des produits. Ils comportent un élément par unité ce qui a des conséquences importantes pour la composition des exportations du pays. En effet, les coûts de transport ne sont jamais neutres par rapport au produit et ils sont plus pénalisant dans le cas des produits à forte intensité de transport, non-seulement parce qu'ils ont un faible ratio prix/poids, mais aussi en raison des coûts plus élevés liés aux stocks et à l'amortissement.
- À la différence des droits de douane, les coûts de transport ne sont pas fixés par décret mais sont fonction de variables telles que les flux commerciaux, la qualité des infrastructures du pays et le degré de concurrence dans le secteur des transports. En conséquence, la réduction des coûts de transport va bien au-delà de l'économie politique de la protection et exige un ensemble de mesures plus complexes que celles qu'implique la libéralisation des échanges.

Au cours des 20 dernières années, le commerce des services a augmenté rapidement et représente maintenant plus d'un cinquième des flux commerciaux mondiaux. La participation des pays en développement à ce commerce a augmenté de façon spectaculaire, passant de 11% des exportations mondiales de services en 1990 à 20% en 2011. En tant qu'intrants pour d'autres activités économiques, les services déterminent directement la compétitivité d'un pays. Des services comme les télécommunications, l'énergie, les transports et les services aux entreprises sont essentiels pour la production de biens et d'autres services et ils influent sur la productivité et la compétitivité. L'ouverture à l'importation de services et à l'investissement étranger direct (IED) peut-être un bon moyen d'accroître la disponibilité, la qualité et l'accessibilité en termes de prix de ces services, qui sont cruciaux pour la diversification des exportations, la croissance économique et la réduction de la pauvreté. En outre, les services peuvent offrir de nouvelles possibilités dynamiques d'exportation (Banque mondiale, exercice de suivi 2015).

Le commerce des services comporte aussi des coûts de transaction. Lorsque le commerce transfrontières pur est possible – via Internet, par exemple – des questions comme celle des coûts de transport ne se posent pas. Néanmoins, des problèmes de réglementation ou d'investissement dans l'infrastructure peuvent générer des frictions. Le commerce des services est entièrement régi par les règlements nationaux. Le cadre réglementaire applicable comprend un large éventail de lois et de réglementations nationales dans des domaines englobant souvent la propriété foncière, l'établissement des entreprises étrangères et les politiques migratoires. Ces lois et règlements s'appliquent à des secteurs aussi divers que les services bancaires, les services professionnels, le transport, l'éducation et le tourisme. Ils relèvent généralement de différents organismes gouvernementaux et ne sont pas facilement accessibles. De ce fait, le cadre réglementaire du commerce et de l'investissement dans le secteur des services est souvent opaque et imprévisible, ce qui nuit au climat d'investissement et restreint les capacités en matière de formulation des politiques (Banque mondiale, exercice de suivi 2015)

Par exemple, les services bancaires en ligne sont légaux dans de nombreux pays et sont souvent ouverts aux clients internationaux. Cependant, de nombreux pays interdisent aux banques étrangères qui n'ont pas de présence locale de faire de la publicité pour leurs services sur leur territoire, ce qui signifie qu'il est relativement difficile pour ces banques d'exercer leur activité sur un marché concurrentiel. L'hétérogénéité réglementaire – la possibilité de faire de la publicité

sur leur marché mais pas à l'étranger – est une source de coûts commerciaux dans le secteur des services, même dans les cas où le commerce transfrontières pur est devenu possible. Certes, il peut y avoir de bonnes raisons de réglementer dans certains cas – comme la protection des consommateurs – mais, pour de nombreux pays, il serait avantageux de faire en sorte que leur réglementation régissant le secteur des services soit plus efficace et performante, car cela réduirait les coûts du commerce.

Le fait que le commerce des services est tributaire de services d'infrastructure de base, tels que le réseau téléphonique ou la connectivité haut débit, sans lesquels le service ne peut-être fourni, constitue une autre source de friction. Un autre exemple à cet égard serait le tourisme et l'infrastructure de transport. Pour la Sierra Leone, l'insuffisance de la connectivité Internet dans le pays et la mauvaise qualité de l'infrastructure de transport, en particulier dans les régions touristiques du pays, sont les principaux goulets d'étranglement et les principales sources des coûts du commerce de services. De même, le Costa Rica a souligné les insuffisances de l'infrastructure de transport qui affectent le secteur du tourisme, principal secteur d'exportation de services du pays. De plus, les professionnels costariciens sont confrontés à des coûts du commerce car ils ne peuvent pas exercer dans d'autres pays en raison de restrictions liées à la reconnaissance des qualifications. (Costa Rica, Enquête de suivi 2015)

Encadré 1.3 Les coûts du commerce des services – de plus amples recherches sont nécessaires

Des données de meilleure qualité sont nécessaires pour déterminer quelles sont les principales sources de coûts pour les exportations de services des pays en développement et quels sont les avantages économiques d'une réduction de ces coûts. D'après des études de la Banque mondiale, les exportations de services de 20 grands pays en développement ont augmenté de plus de 15% par an depuis les années 1990. L'amélioration de la circulation des personnes à travers les frontières apporte vraisemblablement des avantages économiques considérables. Une plus grande transparence des règles relatives à la mobilité de la main-d'œuvre favoriserait les mouvements de personnes physiques. À cet égard, la non-reconnaissance des qualifications professionnelles rend difficile voire impossible pour les professionnels des pays en développement d'exporter leurs services. À cela s'ajoutent plusieurs autres facteurs qui limitent la capacité des pays en développement de participer au commerce des services, notamment l'investissement en capital humain (par le biais des services de santé et d'éducation) et les obstacles institutionnels (par exemple une réglementation inadéquate des services entrave le développement de secteurs de services compétitifs dans les pays en développement). De plus, l'insuffisance et le manque de compétitivité des infrastructures (par exemple télécommunications) et l'inadéquation des services financiers empêchent les prestataires de fournir et d'annoncer leurs services de manière efficiente. Par ailleurs, il existe une corrélation significative entre l'investissement et le commerce des services. L'encouragement de l'IED est important pour accroître les exportations de services des pays en développement.

Source: Australie, Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce, OCDE/OMC, 2015.

L'intégration des marchés de biens et de services a progressé rapidement dans la plupart des régions du monde au cours des dernières décennies. Pourtant, les coûts du commerce restent étonnamment élevés. Par exemple, Anderson et Van Wincoop (2004), examinant la littérature disponible sur le commerce des marchandises, concluent que, selon une estimation raisonnable, les coûts du commerce pour un pays développé représentatif représentent environ 170% du prix à la production des produits exportés. Cela comprend les coûts du commerce international d'environ 74% et les coûts de distribution intérieure, d'environ 55% (comme ils sont généralement exprimés en équivalents *ad valorem*, les coûts du commerce sont multiplicatifs et non additifs – le chiffre de 170% est obtenu en multipliant 1,55 par 1,74, ce qui donne 2,70).

Les coûts du commerce mondial ont considérablement diminué au cours des dernières années (voir le chapitre 2). Les innovations technologiques, telles que la possibilité pour les acheteurs d'un pays d'entrer en contact avec les vendeurs d'un autre pays par Internet, ont permis aux petites entreprises, et même aux particuliers, de participer au commerce international. Un cas d'expérience présenté pour l'exercice de suivi 2015 brosse un portrait des vendeurs sur eBay au Chili, au Pérou, en Ukraine, en Afrique du Sud, en Jordanie, en Inde, en Indonésie et en Thaïlande. Les auteurs affirment qu'il y a des preuves d'une réelle démocratisation du commerce due à la baisse des coûts associée aux transactions électroniques: 95% de ces vendeurs exportent vers plus de 30 marchés dans le monde en moyenne. De plus, entre 60% et 80% des entreprises survivent après la première année, ce qui est environ deux fois plus que dans le secteur traditionnel. Selon des estimations de eBay, les obstacles liés à la distance sont inférieurs de 83% pour les ventes en ligne et ce chiffre est encore plus élevé pour les pays en développement, atteignant 94%.

Naturellement, les plates-formes de commerce en ligne comme eBay ne peuvent pas fonctionner sans des services de livraison exprès. Ces services ont décollé ces dernières années et ils atteignent maintenant la plupart des régions du globe. La livraison expresse est une importante activité internationale, dans laquelle les coûts du commerce sont une réalité quotidienne. Le secteur emploie directement plus de 500 000 personnes dans le monde (GEA, 2015). La réduction des coûts du commerce permet le transport rapide, économique et fiable des marchandises d'un lieu à un autre, y compris les petits envois liés aux transactions électroniques.

Les politiques sont importantes pour les coûts du commerce sur les marchés de biens

Les coûts du commerce sur les marchés de biens et de services dépendent de facteurs qui peuvent être classés dans deux catégories: les facteurs géographiques et les facteurs liés aux politiques. Les facteurs géographiques sont exogènes: c'est une réalité sur laquelle aucun pays n'a de prise et qui ne peut-être modifiée. Ces facteurs sont notamment les suivants: une frontière terrestre commune, la distance géographique et l'éloignement, le fait d'être un pays sans littoral ou un petit État insulaire, le fait que la population parle une des principales langues internationales, et les liens historiques et commerciaux avec les autres pays.

S'il est vrai que les pays n'ont pas de prise sur la géographie et l'histoire, les coûts du commerce liés à ces facteurs ne sont pas pour autant complètement imperméables à l'action gouvernementale. L'éloignement géographique, par exemple, a pour effet d'accroître sensiblement les coûts du commerce et il pose des problèmes particuliers dont la solution exige des efforts considérables de la part des gouvernements.

Encadré 1.4 L'Accord du Pacifique pour le renforcement des relations économiques (PACER Plus)

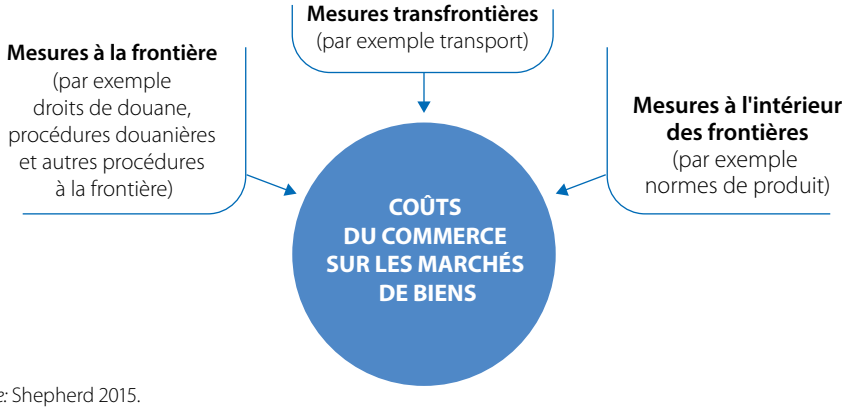
Les îles du Pacifique figurent parmi les économies les plus isolées du monde. Elles sont éloignées des grandes routes commerciales, et même les unes des autres, ce qui rend l'intégration commerciale difficile. En tant que petits États insulaires en développement, elles font face à des coûts du commerce particulièrement élevés. L'accord PACER Plus, en cours de négociation, est destiné à aider les pays insulaires du Pacifique à accroître leur participation au commerce international. L'Accord ne sera pas un accord de libre-échange traditionnel car son principal objectif est de promouvoir le développement économique des pays insulaires du Pacifique. Il contient des chapitres portant sur les procédures douanières, la transparence, les mesures SPS et OTC et les instances de coopération en matière d'économie et de développement, y compris la coopération pour remédier aux contraintes du côté de l'offre. Ces instances aideront les pays en développement parties à l'accord à le mettre en œuvre et à en tirer le maximum d'avantages. Les deux pays développés assureront une assistance technique et un renforcement des capacités dans divers domaines, en particulier celui de la facilitation des échanges, dans le droit fil du nouvel Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE).

Source: Bureau du Conseiller principal pour le commerce, Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE/OMC, 2015.

Les responsables politiques peuvent atténuer l'effet de l'éloignement en développant les infrastructures matérielles et immatérielles nécessaires pour construire une économie connectée aux réseaux mondiaux de commerce, de transport et de production. Une bonne connectivité, fondée sur des politiques appropriées, peut réduire les coûts du commerce et limiter l'éloignement économique, même si l'éloignement géographique au sens strict ne peut pas être modifié.

Le cas des coûts du commerce dus à des facteurs liés aux politiques est encore plus frappant: l'action des décideurs peut réduire considérablement ces coûts car ils ont des causes endogènes. Les mesures ayant une incidence sur les coûts du commerce sont de trois types: mesures à la frontière, mesures transfrontières et mesures à l'intérieur des frontières (figure 1.6).

Figure 1.6 Types de coûts du commerce sur les marchés de biens



Source: Shepherd 2015.

Le fait de reconnaître l'importance des coûts du commerce ne signifie pas que les gouvernements vont agir pour réduire ces coûts. Ainsi, 87% des 62 pays en développement et pays moins avancés ayant répondu à l'exercice de suivi 2015 ont reconnu l'importance des coûts du commerce, mais seulement 62% ont indiqué que ces coûts étaient pris en compte dans les stratégies nationales de développement, 60% dans les stratégies commerciales nationales et 53% dans les stratégies sectorielles. Il est intéressant de noter que le pourcentage est inférieur pour les stratégies en matière d'infrastructures (35%), alors que ce secteur peut avoir une influence considérable sur les coûts et les résultats commerciaux.

La situation est analogue au niveau régional: 80% des répondants indiquent que les coûts du commerce sont pris en compte dans la stratégie régionale de développement, 60% dans les stratégies régionales concernant l'infrastructure et le commerce, et 50% dans les stratégies sectorielles et spécifiques aux corridors. Bien que l'importance des coûts du commerce soit clairement reconnue, il est difficile d'en tenir compte dans les politiques, tant nationales que régionales. Cela est particulièrement vrai pour les partenaires donateurs.

Les 37 pays et organismes donateurs qui ont répondu à l'exercice de suivi 2015 ont reconnu l'importance des coûts du commerce: 54,1% d'entre eux ont indiqué que ces coûts sont très importants pour l'intégration et le développement des pays en développement et des PMA et 45,9% les ont jugés importants. Mais seulement 59,5% des stratégies d'Aide pour le commerce des pays donateurs visent spécifiquement les coûts du commerce. Il est vrai que le problème est quand même pris en compte dans la programmation de l'Aide pour le commerce, en particulier dans les programmes et projets régionaux, et dans les activités nationales (73,0% et 64,9%, respectivement).

Certaines des mesures à la frontière qui influent directement sur les coûts du commerce concernent la facilitation des échanges; ce sont les procédures douanières et les autres procédures à la frontière. Lorsque ces procédures sont lentes, coûteuses ou peu fiables, les coûts augmentent pour les entreprises – ce qui se répercute sur les coûts du commerce. Les réformes visant à faciliter les échanges peuvent donc réduire les coûts du commerce, et l'Accord de l'OMC sur

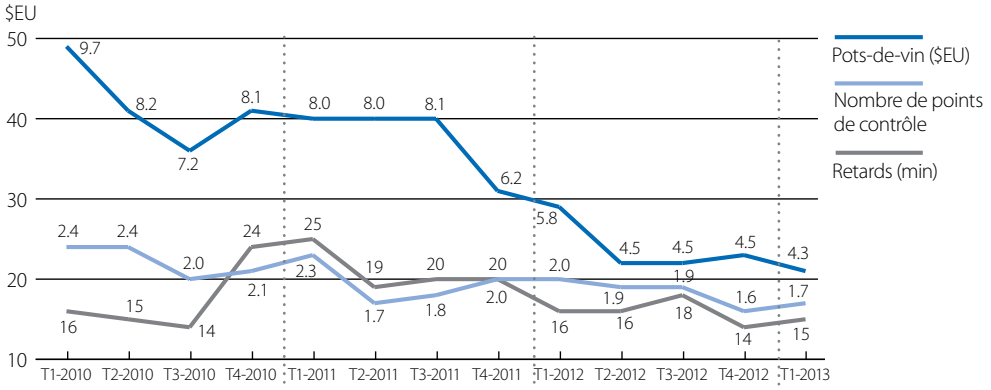
la facilitation des échanges (AFE) fournit un cadre pour avancer dans ce domaine. Selon les estimations de l'OCDE, la mise en œuvre complète de ce nouvel Accord de l'OMC pourrait réduire les coûts du commerce pour les pays en développement de 14% pour les pays à faible revenu, de 15% pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et de 13% pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (OCDE, 2014).

À cet égard, la facilitation des échanges revêt une importance particulière dans certains contextes. Par exemple, entre l'Inde et le Pakistan il n'y a qu'un poste-frontière terrestre, celui d'Attari-Wagah. En 2012-2013, 54% des importations de l'Inde en provenance du Pakistan et 25% des exportations de l'Inde vers le Pakistan sont passées par ce poste-frontière, les produits pouvant être échangés entre les deux pays étant soumis à des restrictions. Ce poste-frontière est considéré de longue date comme un goulet d'étranglement pour les négociants. Néanmoins, des mesures de facilitation des échanges prises récemment semblent avoir quelque peu amélioré la situation. L'Inde a mis en place un poste-frontière intégré avec un bâtiment spécial pour le fret, un entrepôt d'exportation et un parking pour les poids lourds. Des installations analogues ont été aménagées au Pakistan. Les horaires d'ouverture du point de passage ont été prolongés, passant de 8 heures à 12 heures par jour, et la capacité de réception de poids lourds a été décuplée. Ces mesures de facilitation ont procuré des avantages concrets aux commerçants, grâce à la réduction des coûts du commerce et à l'augmentation des volumes. (CUTS, Exercice de suivi 2015)

L'AFE porte sur une série de facteurs qui déterminent les coûts du commerce sur les marchés de biens, à savoir les procédures douanières et les autres procédures à la frontière. Mais beaucoup d'autres politiques entrent aussi en jeu. Comme on l'a déjà dit, le transport joue un rôle essentiel. Les marchandises doivent être transportées internationalement, si bien que les politiques régissant le développement et le fonctionnement des portes maritimes et des aéroports peuvent avoir des répercussions sur les coûts du commerce, tout comme les politiques régissant le transport maritime et aérien. Les pays signataires d'accords bilatéraux sur les services aériens peuvent s'attendre à une baisse des coûts du commerce pour les marchandises transportées par avion, telles que les pièces détachées et les composants qui circulent dans les chaînes de valeur mondiales, ou les produits horticoles et les nouvelles productions agricoles. Certains pays restreignent la concurrence dans certains segments du secteur des services maritimes, comme le cabotage (mouvement entre ports nationaux), ce qui entraîne une augmentation des coûts du commerce.

Jusqu'à présent, l'analyse a porté essentiellement sur les politiques à la frontière et transfrontières. Mais les politiques à l'intérieur des frontières ont aussi leur importance (voir par exemple Moise et Le Bris, 2013). La distribution en gros et au détail, ainsi que les transports et la logistique, déterminent la possibilité, pour les producteurs, de mettre leurs marchandises sur le marché de façon rentable. Les pays dont les réseaux logistiques et de distribution fonctionnent mal souffrent généralement de coûts du commerce élevés et risquent d'être isolés des marchés mondiaux. Dans certains pays d'Afrique de l'Ouest, par exemple, la mise en place de marchés nationaux – et pas seulement de l'interface entre les marchés nationaux et internationaux – constitue un problème. Les barrages routiers sont fréquents sur les principaux itinéraires de transport routier (figure 1.7), ce qui entraîne des retards considérables et la généralisation des pots-de-vin, ce qui augmente les coûts de transaction et l'incertitude. Pour réduire les coûts du commerce dans ces pays, il est prioritaire de réduire ou d'éliminer les barrages routiers intérieurs, ce qui n'est pas chose facile compte tenu de la faiblesse de la gouvernance et de sa fragmentation. C'est pourtant un domaine dans lequel les gouvernements locaux et les institutions régionales sont actifs. Malgré les difficultés, des progrès ont été signalés entre 2010 et 2013 grâce au projet d'amélioration de la gouvernance du transport routier (IRGT), mis en place par le West Africa Trade Hub et l'UEMOA.

Figure 1.7 Évolution des conditions de gouvernance du transport routier en Afrique de l'Ouest, 2010 2013



Source: West Africa Trade Hub

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933240732

Les normes de produit soulèvent une autre question de fond qui est importante pour les coûts du commerce. Il s'agit de mesures internes qui ne sont généralement pas protectionnistes par nature, mais qui peuvent le devenir dans la pratique du fait de l'avantage concurrentiel qu'elles confèrent aux entreprises nationales. Les entreprises étrangères doivent certifier leurs produits et leurs procédés de fabrication pour se conformer aux normes des autres pays, procédure souvent coûteuse qui accentue l'écart entre les prix au producteur et le prix à la consommation. Certaines des préoccupations exprimées par les répondants dans le cadre de l'Exercice de suivi 2015 sont indiquées dans l'encadré 1.5.

Un cas d'expérience présenté par la Banque mondiale montre qu'en Amérique centrale, les mesures non tarifaires créent des obstacles qui empêchent une intégration commerciale effective – le problème concernant moins les mesures prises que la manière dont elles sont appliquées. Selon les estimations de la Banque, les mesures SPS – comme les exigences en matière d'inspection, ou les normes d'étiquetage des viandes et des céréales – entraînent une augmentation d'environ 30% en moyenne des prix à l'importation en Amérique centrale.

Dans un pays, l'inscription au registre sanitaire des produits alimentaires et des boissons – qui permet de vérifier que tous les produits satisfont aux normes SPS du pays – demande entre 48 heures (pour les produits à faible risque) et 20 jours (pour les produits qui exigent un essai en laboratoire). L'entreprise exportatrice doit établir un fichier produit, ce qui prend deux à quatre semaines. Elle doit également acquitter entre 250 et 450 dollars EU par article enregistré. L'étude de la Banque semble indiquer que, face à ce type d'exigence, certaines entreprises – en particulier les petites – renoncent

Encadré 1.5 Exemples de coûts du commerce associés aux normes de produit, mentionnés par les répondants dans l'Enquête de suivi 2015

"Il existe actuellement d'autres problèmes, comme les liens entre les obstacles non tarifaires et les nouvelles tendances concernant l'approbation des produits par les consommateurs, qui s'expriment à travers les normes privées." **Guatemala**

"Les exportations du Yémen vers les pays du Golfe se heurtent à des obstacles à la frontière et à des obstacles non tarifaires qui n'ont aucune justification." **Yémen**

"Les coûts du commerce dépendent des marchés. En Afrique, les coûts sont liés aux procédures à la frontière, alors que, dans l'UE, ils sont liés à l'existence de normes rigoureuses." **Maurice**

"D'après les études de la CEE-ONU (Commission économique de l'ONU pour l'Europe) sur les obstacles au commerce dus à la réglementation et aux procédures, les mesures non tarifaires, telles que la normalisation (normes, politique de normalisation, usage des normes acceptées aux niveaux national, régional et international), et les questions réglementaires sont à l'origine d'importants obstacles au commerce." **CEE-ONU**

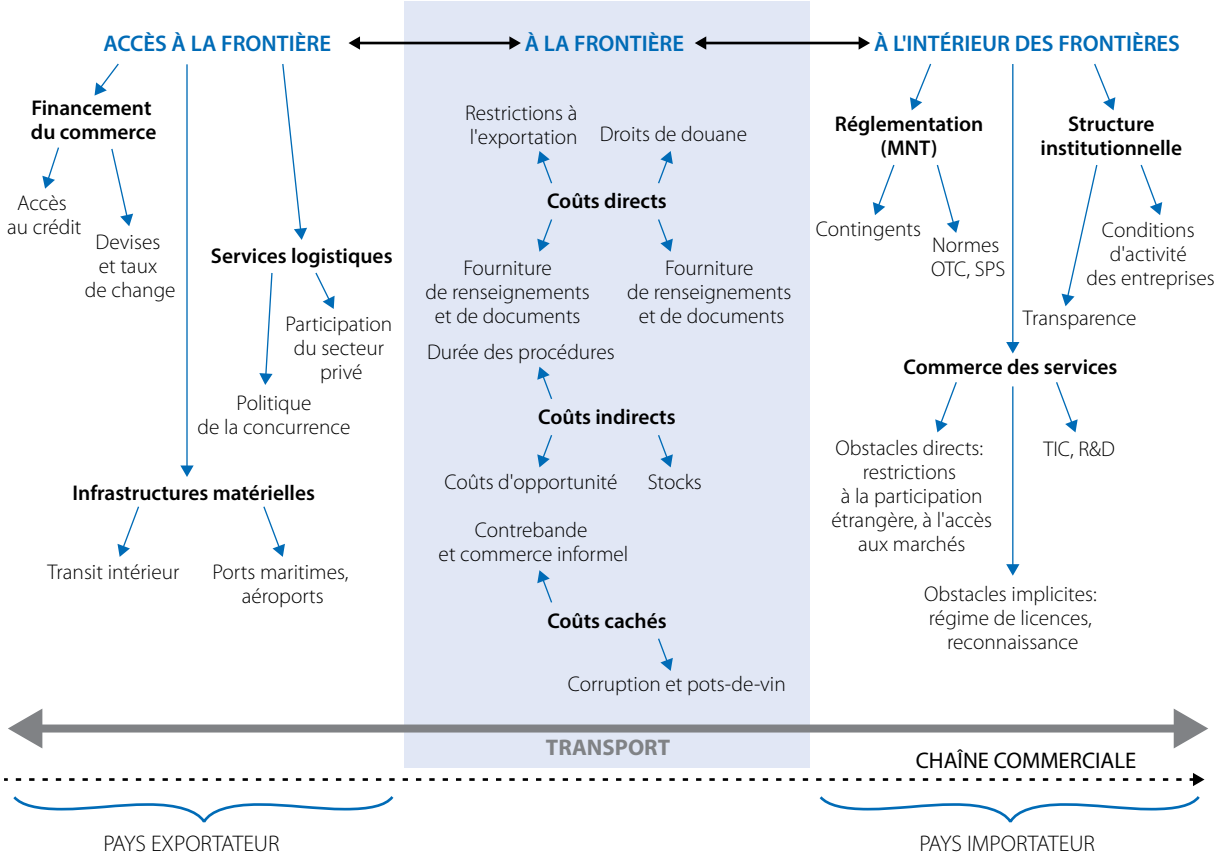
tout simplement. L'étude conclut que, si les mesures non tarifaires sont des outils efficaces pour atteindre des objectifs non commerciaux comme la protection de la santé des personnes et des animaux et la préservation des végétaux, l'utilisation imprudente de ces mesures peut nuire aux consommateurs pauvres.

Des recherches menées par le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce concluent que les pays peuvent faire des progrès considérables dans la réduction des coûts des transactions commerciales liés aux mesures SPS tout en renforçant la protection de la santé des personnes et des animaux et la préservation des végétaux, en mettant en œuvre convenablement l'Accord SPS de l'OMC et en appliquant les mesures prévues dans l'Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC.

Plus généralement, en ce qui concerne les mesures prises à l'intérieur des frontières, il faut tenir compte des conditions d'activité des entreprises et du climat d'investissement, qui influent sur la capacité des entreprises de faire des affaires à l'international. Le financement est crucial aussi: comme on l'a vu pendant le grand effondrement du commerce, le financement du commerce est essentiel pour permettre aux opérateurs privés de faire circuler les marchandises à travers les frontières. D'ailleurs, il est important de se rappeler que c'est le secteur privé qui fait du commerce. Les gouvernements mettent en place des règlements, des institutions et des structures, mais ce sont les individus et les entreprises qui achètent et vendent des biens et des services. Le développement du secteur privé est donc aussi un élément essentiel de l'action sur les coûts du commerce.

La figure 1.8 résume l'analyse précédente en faisant référence à divers facteurs de coûts du commerce qui entrent en ligne de compte dans de nombreux pays.

Figure 1.8 Exemples courants de politiques qui influent sur les coûts du commerce sur les marchés de biens à tous les points de la chaîne d'approvisionnement

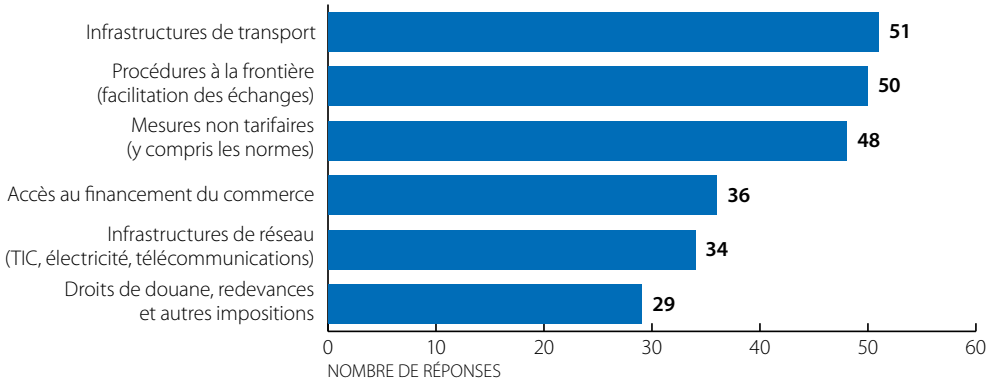


Source: Moise et Le Bris (2013).

Comme on l'a vu dans cette section, les coûts du commerce prennent des formes très diverses. Mais chaque pays a des circonstances particulières. Une contrainte peut-être particulièrement lourde dans un pays car c'est la principale source des coûts du commerce empêchant les entreprises d'opérer sur le marché mondial. Mais dans un autre cadre de développement ou régional, la politique cruciale peut-être très différente.

L'enquête OCDE-OMC fournit quelques renseignements sur les types de coûts du commerce qui sont les plus importants dans les pays partenaires (figure 1.9). Ceux qui sont mentionnés le plus fréquemment concernent la facilitation des échanges (à savoir les procédures douanières et les procédures à la frontière), les infrastructures de transport et les mesures non tarifaires, y compris les normes de produit. Dans chacun de ces domaines, l'Aide pour le commerce peut jouer un rôle important. Dans le cas de la facilitation des échanges, l'Aide pour le commerce est incorporée dans l'architecture du nouvel Accord de l'OMC, de sorte qu'il y a de fortes chances que des progrès puissent être accomplis dans ce domaine, moyennant une volonté politique dans les pays partenaires et la mobilisation de ressources dans les pays donateurs. Les infrastructures de transport sont une composante importante des dépenses habituelles au titre de l'Aide pour le commerce. La figure 1.10 indique que, malgré les progrès accomplis, il est manifeste que les pays partenaires ont encore des besoins urgents. Enfin, les mesures non tarifaires comme les normes de produit font souvent l'objet de programmes d'assistance technique mis en œuvre par les organismes donateurs – organismes gouvernementaux ou multilatéraux – et offrent de réelles possibilités de réduire le fardeau des coûts du commerce pour les exportateurs des pays partenaires.

Figure 1.9 Nombre de répondants à l'enquête auprès des pays partenaires indiquant qu'une source particulière de coûts du commerce est importante (marchandises)

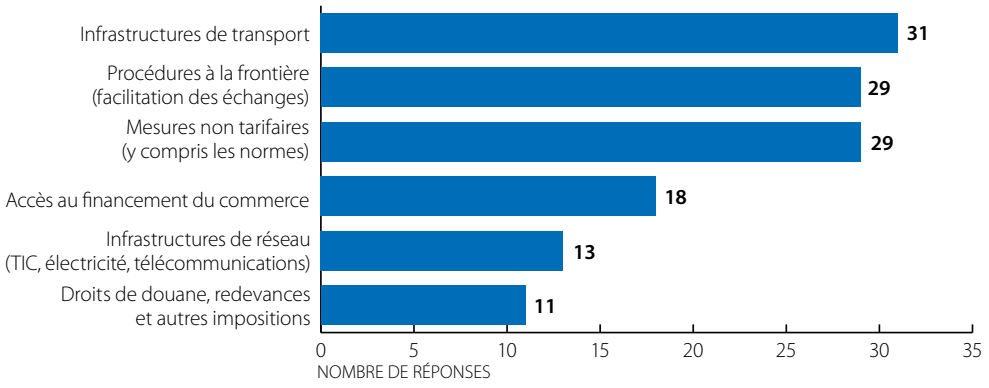


Source: Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce, OCDE/OMC (2015).

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933240746

Dans le contexte de l'Aide pour le commerce, il est important que les priorités des pays partenaires et celles des pays donateurs soient en cohérence. Cela semble être le cas dans le domaine des coûts du commerce sur les marchés de biens (figure 1.10). Les trois principales priorités sont les mêmes: facilitation des échanges, infrastructures de transport et mesures non tarifaires (normes de produit, par exemple). Dans ce cas, les pays donateurs et les pays partenaires ont une base solide pour agir ensemble en vue de réduire les principales sources de coûts du commerce dans le contexte des pays en développement.

Figure 1.10 Nombre de répondants à l'enquête auprès des pays donateurs indiquant qu'une source particulière de coûts du commerce est importante (marchandises)



Source: Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce, OCDE/OMC (2015).

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933240756

Le projet de postes-frontières à guichet unique soutenu par le Japon en Afrique de l'Est est un exemple d'initiative réussie en matière d'Aide pour le commerce dans un domaine jugé important à la fois par les pays partenaires et par les donateurs. Le Japon a travaillé avec les partenaires locaux pour mettre en place des postes-frontières à guichet unique sur les principales routes commerciales de la région. Comme le projet est bien avancé, l'accent est mis maintenant sur le renforcement des capacités pour faire en sorte que les douanes et les organismes aux frontières se familiarisent avec le fonctionnement de ces installations. On peut s'attendre à ce que ces interventions réduisent les coûts du commerce le long des principaux corridors économiques de la région et qu'il en résultera des avantages économiques.

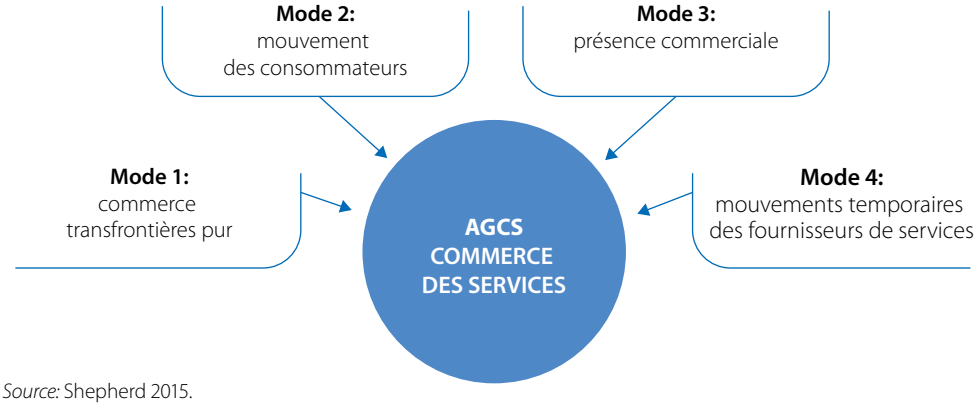
Ce n'est pas un exemple isolé. Selon l'enquête OCDE-OMC, les pays partenaires, avec le soutien des donateurs, ont participé activement aux activités d'Aide pour le commerce visant à réduire les coûts du commerce. Plus de 93% des pays partenaires ont pris des mesures de facilitation des échanges, et les chiffres correspondant pour les infrastructures et les mesures non tarifaires sont d'environ 70% et 68%. Il apparaît clairement que les activités répondent à des priorités communes.

Les politiques relatives aux services influent aussi sur les coûts du commerce

L'analyse a porté jusqu'à présent sur les coûts du commerce sur les marchés de biens. Mais, comme cela a été dit au début, les coûts du commerce sont importants aussi dans le secteur des services. Les mesures à la frontière, telles que les droits de douane, ne s'appliquent généralement pas sur les marchés de services, mais d'autres facteurs peuvent contribuer aux coûts du commerce dans le secteur des services. En fait, d'après des estimations récentes, ces coûts peuvent être beaucoup plus élevés pour les services que pour les marchandises, représentant parfois le double, malgré les progrès technologiques comme le commerce électronique (Miroudot *et al.*, 2013).

En premier lieu, il y a des politiques qui restreignent directement le commerce des services. L'Accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'OMC définit quatre manières de fournir des services, appelées modes de fourniture (figure 1.11). Le mode 1, qui ressemble le plus au commerce de marchandises, consiste en échanges transfrontières purs effectués, par exemple, via Internet. Certains pays appliquent des restrictions directes à ce type de commerce dans certains secteurs – comme celui de la banque de détail, cité plus haut. Plus généralement, la capacité de fournir des services dans le cadre d'un commerce transfrontières pur dépend de la qualité et de la quantité de l'infrastructure TIC disponible, et de la réglementation de l'accès à cette infrastructure et de son utilisation. On peut s'attendre à ce que les coûts du commerce pour les services fournis selon le mode 1 soient plus faibles dans les pays les mieux connectés.

Figure 1.11 Commerce des services relevant de l'AGCS



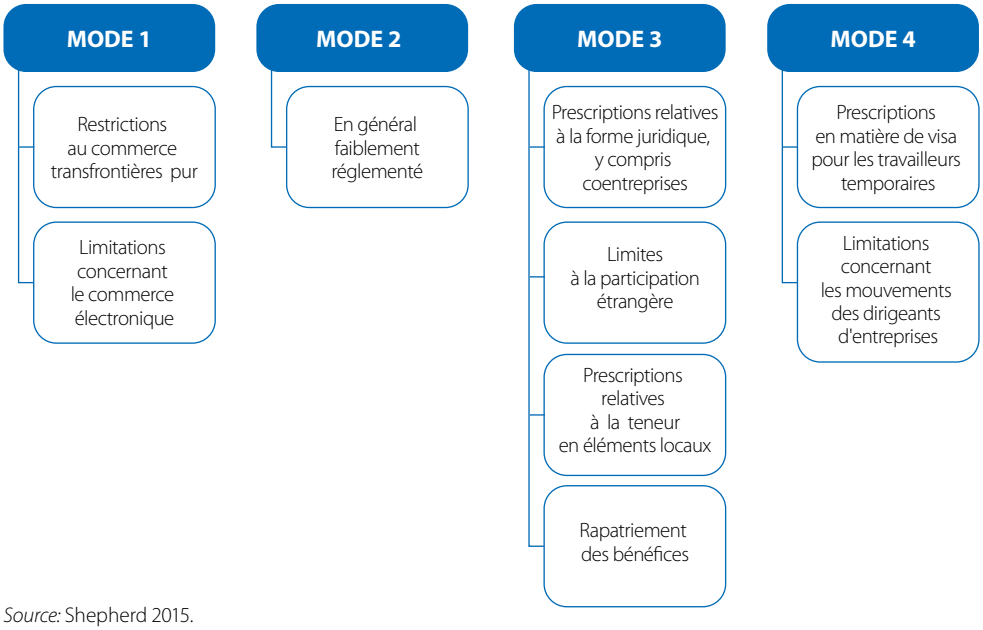
Source: Shepherd 2015.

Malgré l'importance croissante du commerce des services selon le mode 1, la proximité entre le producteur et le consommateur reste nécessaire dans de nombreux secteurs. Pour cette raison, le mode 3 de l'AGCS est souvent le mode de fourniture de services préféré par les entreprises. Dans le cadre du mode 3, les services sont exportés d'un pays lorsqu'une entreprise de ce pays vend des services à des étrangers par l'intermédiaire d'une filiale établie dans le pays importateur. Des politiques commerciales explicites affectent la capacité des entreprises d'accéder aux marchés suivant le mode 3. Certains pays appliquent des restrictions à la présence commerciale dans certains secteurs, par exemple, en ne permettant aux entreprises étrangères d'entrer sur le marché que par le biais d'une coentreprise avec une entreprise locale, ou en imposant des limites à la participation étrangère. Les restrictions à la présence commerciale, par exemple au moyen de prescriptions concernant la forme juridique, limitent la faculté des entreprises d'entrer en concurrence de la manière la plus efficiente possible, ce qui accroît les coûts du commerce.

Le mode 4 de l'AGCS peut aussi être une manière importante de fournir des services au plan international. Dans ce cas, le fournisseur de services (une personne physique) se déplace temporairement pour fournir le service au consommateur à l'étranger, puis rentre dans son pays d'origine. Au niveau mondial, le commerce suivant le mode 4 est relativement restreint. Cela peut s'expliquer par le fait qu'il est soumis aux régimes des visas des pays et que l'on considère qu'il peut avoir des répercussions sur le marché du travail local.

Le point commun à tous les modes de fourniture de l'AGCS est la réglementation (figure 1.12). Les règlements à la frontière ne sont pas les seuls qui influent sur les coûts du commerce. Comme dans le cas des marchandises, les mesures réglementaires intérieures jouent aussi un rôle important. Dans le cas des services, l'hétérogénéité réglementaire, c'est-à-dire les différences de réglementation sectorielle entre les pays, est un facteur particulièrement important. Les entreprises de services développent leur modèle commercial en fonction d'un cadre réglementaire et institutionnel particulier. Il peut-être difficile de faire fonctionner ce modèle à l'étranger, car l'environnement réglementaire et institutionnel peut y être très différent. Des transactions dont la forme est légale dans un pays doivent parfois prendre une forme différente dans un autre. Il est nécessaire d'adapter la publicité non-seulement aux normes du pays, mais aussi aux goûts et aux intérêts locaux. Plus généralement, les services doivent être adaptés à l'environnement dans lequel ils sont fournis. Tout cela augmente le coût de l'activité commerciale à l'étranger. Dans une large mesure, ce sont probablement des facteurs de ce genre qui font que, malgré les améliorations des TIC, les coûts du commerce des services restent élevés et peuvent même être plus élevés que les coûts du commerce des marchandises, comme on l'a signalé plus haut.

Figure 1.12 Typologie partielle des mesures ayant une incidence sur les coûts du commerce des services, selon le mode de fourniture de l'AGCS

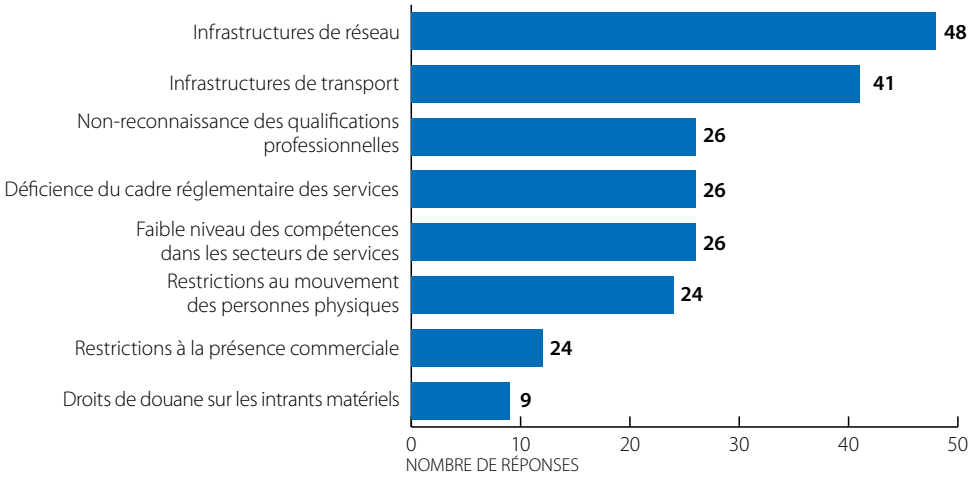


Source: Shepherd 2015.

Les répondants à l'exercice de suivi OCDE-OMC donnent des indications sur les principales sources de coûts du commerce pour les services (figure 1.13). Les deux sources les plus fréquemment citées sont les infrastructures de réseau, comme les technologies de l'information et de la communication, et les infrastructures de transport. Ces points sont importants pour tous les fournisseurs de services car les TIC jouent un rôle important dans la production des services modernes. Toutefois, les services de réseau sont particulièrement importants pour les services fournis selon le mode 1 de l'AGCS (fourniture transfrontières pure), qui comprend le commerce électronique international. Il ressort des données que pour les pays partenaires, le mode 1 de l'AGCS est un mode de fourniture essentiel. Cette observation est logique, car le mode 3 de l'AGCS (présence commerciale) exige l'investissement de ressources substantielles qui font souvent défaut dans les pays en développement, alors qu'il s'agit souvent du moyen d'entrée préféré par les entreprises des pays développés. Le commerce électronique peut-être particulièrement intéressant pour les fournisseurs de services des pays en développement en raison des faibles coûts de démarrage et de fonctionnement, et il pourrait représenter une opportunité commerciale importante dans l'avenir.

Outre les questions d'infrastructure et de connectivité, les résultats de l'enquête montrent que, dans un certain nombre de domaines, l'ouverture au commerce des services pourrait être bénéfique en termes de réduction des coûts du commerce. Elle peut apporter une discipline concurrentielle aux entreprises locales et les inciter à améliorer la qualité et les processus, mais il est important aussi de veiller à ce qu'il y ait une base saine pour développer la compétitivité des entreprises de services (locales ou à participation étrangère). L'Aide pour le commerce a un rôle à jouer dans le renforcement de ce type de capacité du côté de l'offre.

Figure 1.13 Nombre de répondants à l'enquête auprès des pays partenaires indiquant qu'une source particulière de coûts du commerce est importante (services)

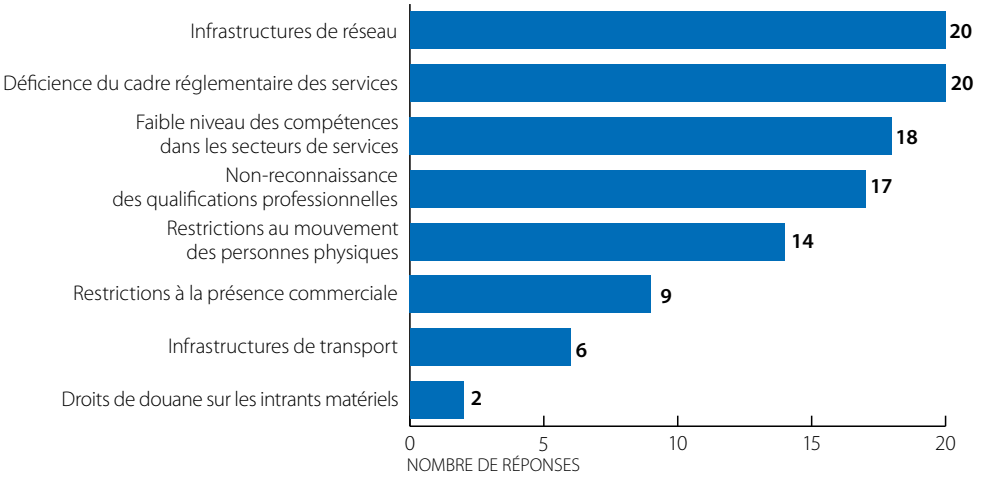


Source: Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce, OCDE/OMC (2015).

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933240769

Les pays donateurs (figure 1.14) considèrent aussi que les infrastructures de réseau sont la principale source de coûts du commerce pour les pays partenaires sur les marchés de services. Il y a cependant des différences notables en ce qui concerne les autres priorités. Ainsi, les donateurs soulignent que les principaux problèmes sont la déficience du cadre réglementaire, le faible niveau des compétences et la non-reconnaissance des qualifications professionnelles. Il est entendu que les pays partenaires reconnaissent également l'importance de ces facteurs de coûts, mais les réponses sont différentes dans les deux cas. Il semblerait que les pays donateurs voient des possibilités commerciales en dehors du mode 1 – par exemple selon le mode 4 (mouvement temporaire des fournisseurs de services) – qui pourraient intéresser les pays partenaires dans l'avenir.

Figure 1.14 Nombre de répondants à l'enquête auprès des pays donateurs indiquant qu'une source particulière de coûts du commerce est importante (services)

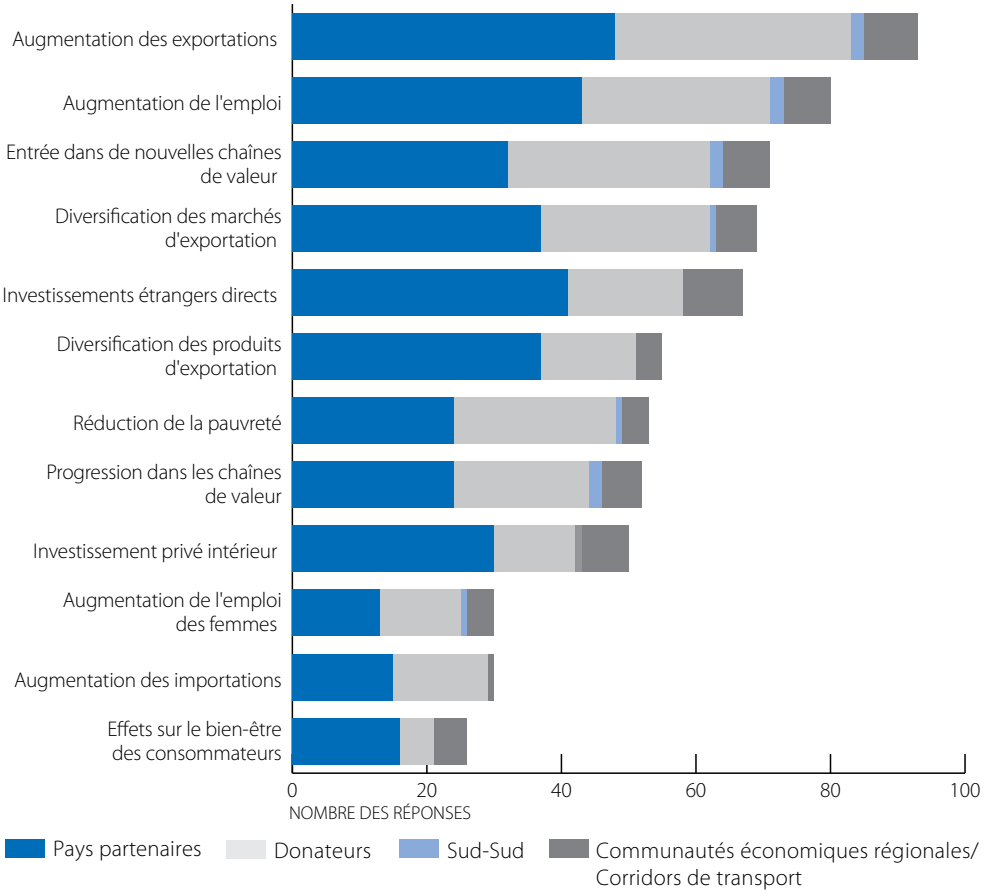


Source: Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce, OCDE/OMC (2015).

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933240770

En travaillant ensemble, les donateurs et les pays partenaires ont obtenu des résultats concrets dans le cadre des initiatives d'Aide pour le commerce dans leurs domaines prioritaires (figure 1.15). Il y a eu des améliorations en particulier dans les domaines de la facilitation des échanges, des infrastructures et des mesures non tarifaires.

Figure 1.15 Nombre de répondants à l'enquête auprès des pays donateurs indiquant les résultats intermédiaires des mesures prises pour réduire les coûts du commerce



Source: Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce, OCDE/OMC (2015).

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933240785

Les coûts du commerce sur les marchés de biens et de services ont été présentés séparément dans ce chapitre, mais ils peuvent aussi interagir de manière complexe. Dans le contexte des CVM par exemple, les entreprises chefs de file doivent souvent fournir des services de siège (services aux entreprises) à leurs filiales et même à des fournisseurs indépendants qui apportent des intrants dans le processus final de production. Les restrictions au commerce des services peuvent donc accroître les coûts du commerce dans les secteurs de biens, comme dans les secteurs de services. De même, les fournisseurs de services ont généralement besoin de produits – tels que des ordinateurs et des téléphones – pour fournir leurs services. Dans ce cas, les coûts du commerce des marchandises ont une incidence indirecte sur ceux du commerce des services. Le lien, dans les deux exemples, tient à ce que les services sont des intrants pour les marchandises et les marchandises des intrants pour les services. Dans un monde où les processus de production sont interconnectés, les coûts du commerce le sont également.

LA RÉDUCTION DES COÛTS DU COMMERCE ENTRAÎNE UNE AUGMENTATION DES ÉCHANGES ET ÉVENTUELLEMENT DES REVENUS, EN PARTICULIER DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

L'une des raisons pour lesquelles les coûts du commerce sont importants du point de vue du programme de développement pour l'après-2015 est qu'ils influent sur le commerce national et sur les revenus, notamment dans les pays pauvres. Les effets nets ainsi que les effets distributifs sont importants dans la perspective d'une croissance durable et inclusive. La présente section examine comment la réduction des coûts du commerce peut-être associée à des modifications des flux commerciaux et des revenus nationaux.

Les pays dont les coûts du commerce bilatéral sont faibles ont tendance à commercer davantage. De ce fait, les mesures visant à réduire les coûts du commerce peuvent stimuler les échanges dans le monde entier. Elles peuvent aussi accroître la diversification à mesure que de nouveaux secteurs deviennent compétitifs et commencent à jouer un rôle sur les marchés mondiaux. Selon la réponse de la CEA ONU (Commission économique de l'ONU pour l'Afrique) à l'exercice de suivi 2015: "La réduction des coûts du commerce peut faciliter la diversification économique, mais cet effet dépend de la réaction du secteur privé du côté de l'offre; en conséquence, la diversification est subordonnée en dernier ressort aux compétences et aux capacités du secteur privé, ainsi qu'au cadre plus large de la politique industrielle."

En fait, les avantages de la réduction des coûts du commerce sur une large base sont particulièrement intéressants d'un point de vue systémique parce que de nombreuses réformes ont une incidence sur tous les partenaires commerciaux de manière simultanée, et non pas uniquement sur certains d'entre eux, comme dans le cas des accords régionaux. Ainsi, la modernisation des infrastructures d'entrée et de sortie, comme les ports, facilite les exportations et les importations à destination et en provenance des pays du monde entier, et pas seulement des pays appartenant à un même groupement régional. De façon similaire, de nombreuses réformes en matière de facilitation des échanges qui ont été appliquées unilatéralement profitent, de fait, à tous les partenaires, un peu de la même façon qu'un abaissement des droits de la nation la plus favorisée. Certes, certains aspects de la réduction des coûts du commerce – comme l'amélioration du transit pour les pays sans littoral – ont effectivement une dimension régionale et profitent tout particulièrement à certains pays. Il n'en reste pas moins que les réformes générales visant à réduire les coûts du commerce ont tendance à profiter au système commercial multilatéral dans son ensemble, même si elles sont mises en œuvre unilatéralement.

Le fait que les coûts du commerce restent relativement élevés alors que, d'une manière générale, les droits de douane sont à des niveaux historiquement bas, donne à penser que les gains commerciaux potentiels résultant d'une réduction des coûts du commerce plus large qu'une simple réduction des droits de douane pourraient contribuer largement à la promotion du commerce mondial. Cela est confirmé par les données empiriques. Les études utilisant des modèles d'équilibre général calculable (EGC) de l'économie mondiale concluent généralement que les gains résultant de réductions modestes mais à grande échelle des coûts du commerce – par exemple par une plus grande facilitation des échanges – peuvent grandement stimuler le commerce. Qui plus est, les gains de bien-être les plus importants vont aux économies qui ont les coûts du commerce les plus élevés. En conséquence, la réduction des coûts du commerce peut accroître le bien-être économique dans les pays en développement où ces coûts sont généralement plus élevés – voire beaucoup plus élevés (voir le chapitre 2).

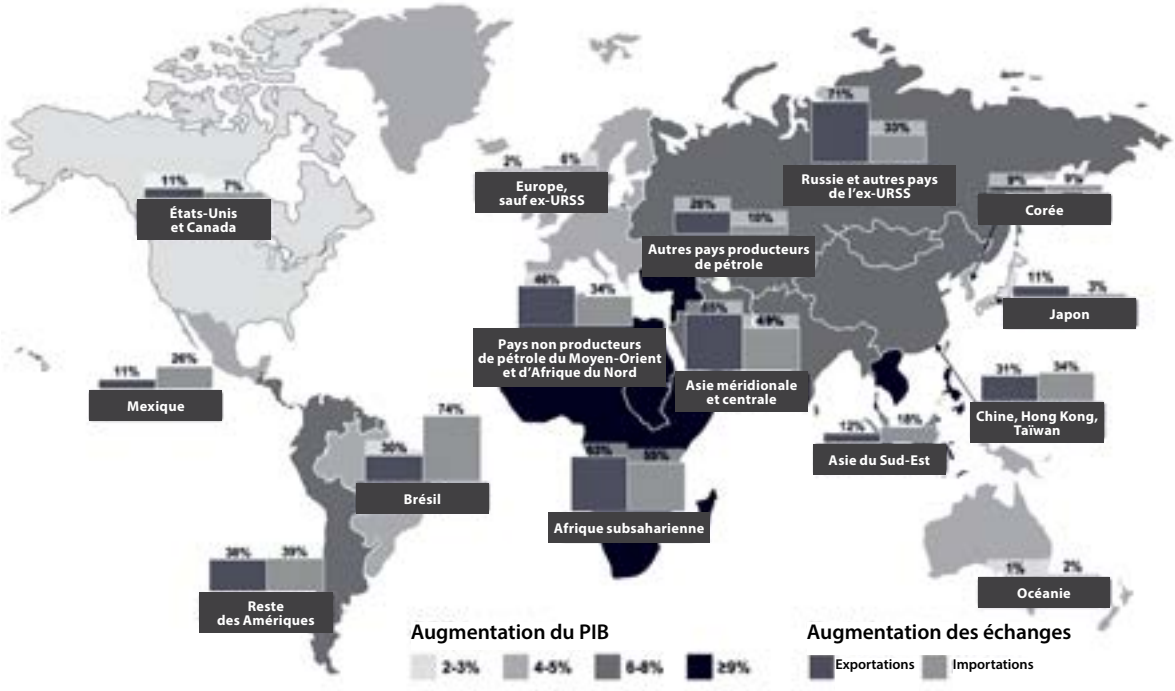
Encadré 1.6 Données empiriques sur les effets relatifs de la réduction des coûts du commerce sur les échanges

Les politiques visant à réduire les coûts du commerce ont été largement modélisées au moyen de modèles EGC. Le résultat net est le même avec tous les modèles: la réduction des coûts du commerce peut entraîner une forte augmentation des échanges et peut accroître le bien être. Elle élimine le gaspillage économique et améliore l'efficacité.

Le rapport du Forum économique mondial et de la Banque mondiale (2013) fournit un exemple de ce type d'analyse. Il examine l'incidence des obstacles au commerce liés aux chaînes d'approvisionnement – concept très large qui englobe bon nombre des facteurs de coûts du commerce considérés dans le présent chapitre. L'analyse EGC montre que la réduction des coûts du commerce peut grandement contribuer au commerce et au bien-être économique (ce qui va dans le sens de travaux antérieurs comme ceux de Decreux et Fontagne [2011] et Zaki [2014]). Même dans un scénario modeste selon lequel les pays améliorent la facilitation des échanges à mi-chemin de la moyenne régionale, le commerce mondial augmenterait de 9,4% et le PIB de 2,6%.

Certes, ce ne sont pas uniquement les effets à l'échelle mondiale qui importent, c'est aussi leur répartition entre les pays et les régions. Comme c'est généralement le cas dans les exercices de simulation des politiques commerciales, les plus grands gains relatifs – c'est-à-dire exprimés en pourcentage des résultats de référence – reviennent aux pays qui font le plus de réformes. Ce sont les pays qui ont les coûts du commerce les plus élevés, à savoir les pays en développement et particulièrement ceux d'Afrique subsaharienne. Comme le montre la figure 1.16, les gains commerciaux et les gains de PIB résultant de la réduction des coûts du commerce sont très favorables au développement dans la mesure où ils sont beaucoup plus élevés en termes relatifs dans les pays en développement que dans les pays développés.

Figure 1.16 Gains commerciaux et gains de PIB résultant de la réduction des obstacles au commerce liés aux chaînes d'approvisionnement



Source: Forum économique mondial et Banque mondiale (2013).

LA RÉDUCTION DES COÛTS DU COMMERCE A DES EFFETS DISTRIBUTIFS À L'INTÉRIEUR DES PAYS

La réduction des coûts du commerce procure généralement des avantages économiques globaux en termes d'augmentation des échanges et du revenu national. Elle est aussi généralement associée à la réduction nette de la pauvreté au sens large, bien que les résultats puissent varier au niveau local et dépendent essentiellement des modes de consommation et de production dans les pays.

Des travaux innovants récents ont analysé cette question en utilisant des données provenant d'enquêtes sur les ménages. Porto (2005) examine le cas de la République de Moldova, pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Il analyse les effets d'une série de mesures de réduction des coûts du commerce portant sur ce qu'il appelle les obstacles "informels" à l'exportation comme, par exemple, les coûts de transport, la lourdeur des procédures douanières, les réglementations et la recherche de rente. Les données sur les obstacles qui augmentent les coûts du commerce proviennent d'une enquête de la Banque mondiale sur les exportateurs et les importateurs. En reliant ces données aux données sur les revenus et les dépenses des ménages, Porto montre que la réduction de ces coûts du commerce a un effet global positif sur la pauvreté: le taux de pauvreté baisse de 2,8% à 5,0% selon le degré de répercussion.

Le même auteur (Porto, 2010) utilise des données sur les ménages pour examiner l'incidence de la réduction des coûts du commerce sur la pauvreté en Argentine. Il concentre son analyse sur l'amélioration de l'accès aux marchés d'exportation pouvant résulter de divers facteurs, y compris la libéralisation des échanges à l'étranger. Il constate que l'effet global d'une amélioration de l'accès aux marchés à l'étranger est une réduction du taux de pauvreté local, même si elle peut-être associée à des hausses des prix intérieurs.

Plusieurs autres études examinent la situation des pays africains en utilisant des méthodes analogues. Ainsi, Balat et al. (2009) se penchent sur l'Ouganda, et Diop *et al.* (2005) sur le Rwanda. La première étude montre que les habitants des villages qui ont leurs propres marchés – ce qui est associé à des coûts du commerce, c'est-à-dire des coûts de distribution locale, moins élevés – ont tendance à avoir des revenus plus élevés que les habitants des villages qui n'ont pas d'infrastructure de marché. La seconde étude constate que les coûts du commerce liés à divers facteurs concernant l'accès aux marchés sont des déterminants importants des taux de pauvreté. Sur la base de simulations, elle montre qu'une réduction des coûts de transport pourrait se traduire par une augmentation de 20% des prix à la production, ce qui entraînerait une baisse de 6% de l'incidence de la pauvreté. Fait important, l'étude montre que la diminution des coûts du transport rural profite plus que proportionnellement aux pauvres, ce qui donne à penser que des politiques appropriées de réduction des coûts du commerce peuvent faire partie d'un ensemble de réformes visant à réduire la pauvreté.

Les paniers de consommation des personnes pauvres varient considérablement selon les pays, mais aussi à l'intérieur des pays. Les pauvres des villes ne consomment pas les mêmes quantités de produits que les pauvres des zones rurales. Néanmoins, de nombreux pauvres consomment des produits importés quels qu'ils soient. Le plus souvent, la consommation de produits importés est relativement plus importante parmi les pauvres des zones urbaines que parmi ceux des zones rurales. La réduction des coûts du commerce a clairement des implications pour les pauvres qui consomment des produits importés, qu'il s'agisse de denrées alimentaires ou d'autres produits. Elle devrait se traduire par une baisse des prix à la consommation puisque la friction due à l'acheminement de produits d'un pays vers un autre est partiellement éliminée. Évidemment, ces gains ne sont pas toujours entièrement répercutés sur les consommateurs.

Ils peuvent être captés si la concurrence est insuffisante en certains points cruciaux de la chaîne d'approvisionnement, par exemple dans le secteur des transports ou dans la distribution en gros ou au détail. L'amélioration de la concurrence le long de la chaîne de valeur est une politique importante pour compléter toute réforme visant à réduire les coûts du commerce. De fait, la réduction de ces coûts au niveau national – et pas seulement au niveau international – peut avoir un impact important sur les modes de consommation et de production, et peut-être un scénario "gagnant-gagnant" profitant à la fois aux consommateurs et aux producteurs.

Il en va de même pour les biens intermédiaires, c'est-à-dire pour les produits utilisés dans la production d'autres biens. Par exemple, dans de nombreux pays, les agriculteurs pauvres dépendent des importations d'engrais qui sont, dans ce cas, un bien intermédiaire pour les agriculteurs. La réduction des coûts du commerce peut aider les agriculteurs et les autres producteurs, y compris les fabricants, à obtenir des biens intermédiaires à un coût inférieur. Cela se traduit par une réduction de leurs propres coûts de production et une plus grande compétitivité sur le marché régional et mondial. La diminution des coûts du commerce peut donc profiter aux pauvres par le biais des biens intermédiaires, en particulier aux agriculteurs, mais aussi à ceux qui travaillent dans des industries à forte intensité de main-d'œuvre comme la fabrication de vêtements. Une plus grande compétitivité peut permettre aux entreprises de se développer et d'embaucher plus de travailleurs, qui sont généralement peu qualifiés et qui appartiennent parfois à des groupes économiquement vulnérables comme les femmes.

Encadré 1.7 Gestion de projets de l'aide pour le commerce en faveur d'une croissance inclusive

La compréhension des effets distributifs des projets d'Aide pour le commerce est de plus en plus une priorité pour certains donateurs. Par exemple, avant d'approuver de nouveaux investissements dans le cadre de l'Aide pour le commerce, le Département du développement international du Royaume-Uni exige une évaluation de leur incidence sur la pauvreté. Les programmes qui ne peuvent pas présenter un lien crédible entre la croissance et la réduction de la pauvreté risquent de ne pas susciter l'intérêt des bailleurs de fonds (ICAI 2013).

Le rapport Panorama de l'Aide pour le commerce 2013 a souligné l'importance de systèmes efficaces de gestion axés sur les résultats pour la fourniture de l'Aide pour le commerce. Il ressort d'ailleurs des récentes évaluations de programmes d'Aide pour le commerce (par exemple CIR, ITC, STDF) que l'on mesure mieux maintenant l'impact direct des projets, par exemple la réduction du temps nécessaire pour effectuer des transactions commerciales. Mais ce qui manque encore, c'est une bonne compréhension de l'impact plus fondamental de ces initiatives sur des facteurs comme les niveaux d'emploi, en particulier dans les centiles inférieurs, sur les prix des denrées alimentaires et sur ceux des biens de consommation. Certains cadres d'analyse (Winters par exemple) et certains guides pratiques visent à incorporer la croissance inclusive et durable dans la programmation de l'Aide pour le commerce, mais peu d'initiatives ont permis de mettre en évidence de façon concluante leur contribution positive à la relation commerce-pauvreté.

Bien qu'il soit difficile de mesurer et de suivre les effets des interventions en faveur d'une croissance inclusive et durable et bien que cela exige des ressources importantes, il existe quelques exemples positifs de la manière dont cela peut-être fait. Ainsi, l'ONUDI a utilisé avec succès une approche par chaîne de valeur, et Trade Mark East Africa est en train d'intégrer les questions de genre dans tous les nouveaux programmes, dans le cadre de leur prochain système de gestion du cycle de projet axée sur les résultats, ce qui permettra de disposer de données ventilées concernant les effets sur les hommes et sur les femmes.

Source: Saana Institute

Les producteurs pauvres qui produisent pour l'exportation bénéficient de la réduction des coûts du commerce car, comme leurs produits sont plus compétitifs sur les marchés mondiaux, ils peuvent se développer. La baisse des coûts du commerce ne se traduit par une amélioration de la situation des producteurs pauvres que si elle est répercutée le long de la chaîne de production. Si un dysfonctionnement ou un manque de concurrence empêchent cela et permettent aux intermédiaires dans la chaîne de valeur de capter une partie ou la totalité des gains, les effets positifs sur les producteurs pauvres sont limités. Comme dans le cas de la filière de consommation, la logique de la filière de production est telle que des politiques complémentaires visant à moderniser les chaînes de valeur et à les rendre plus compétitives sont indispensables pour que les pauvres profitent effectivement de la diminution des coûts du commerce.

Ce qui est préoccupant cependant, c'est que la réduction des coûts du commerce peut avoir un impact sur les producteurs nationaux du fait de la concurrence accrue des importations. Les accords juridiques de l'OMC prévoient diverses mesures pour faire face à ce genre de situation, notamment lorsque la concurrence déloyale provoque une poussée des importations. Une difficulté est que certains pays en développement n'ont pas de base juridique dans leur législation, ni de compétence technique dans leurs ministères pour appliquer ces mesures. En outre, leurs partenaires commerciaux peuvent faire pression sur ces pays pour qu'ils renoncent à de telles actions. Des politiques complémentaires doivent établir un équilibre délicat entre les pressions à court terme résultant d'une poussée des importations et les objectifs à moyen terme tels que la création d'un environnement favorable et l'accroissement de la productivité.

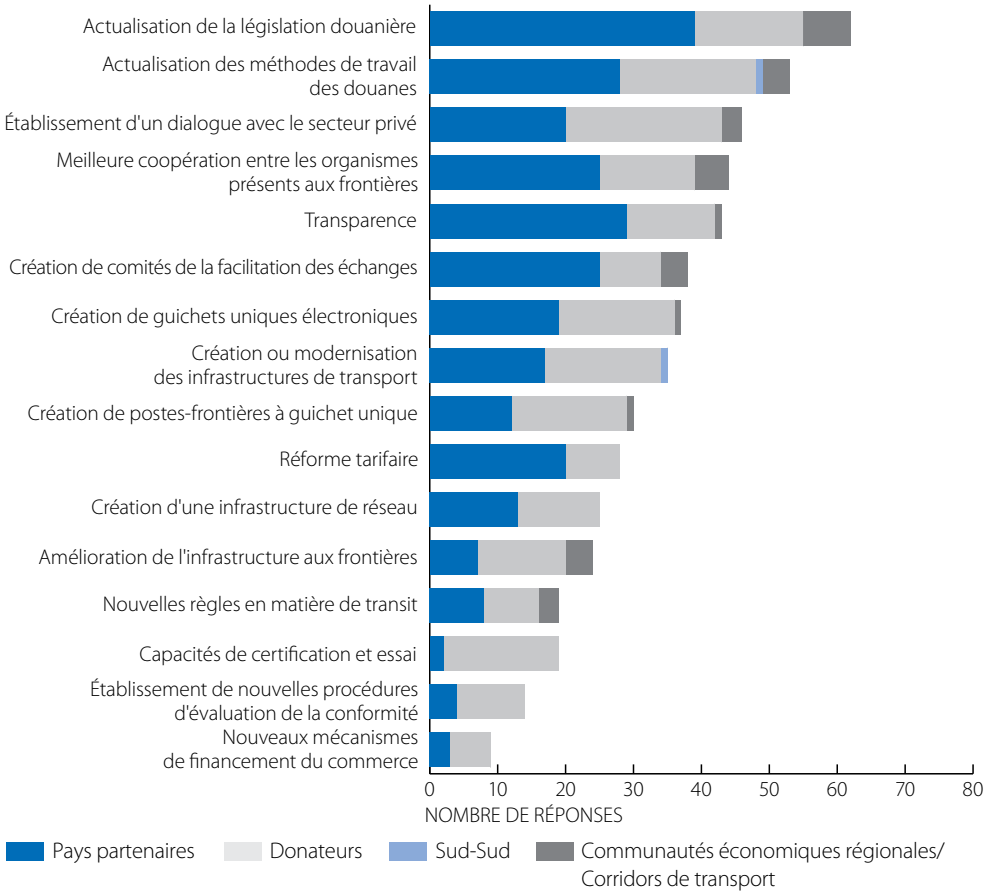
L'AIDE POUR LE COMMERCE PERMET DE RÉDUIRE LES COÛTS DU COMMERCE

Ce chapitre a montré jusqu'ici que les coûts du commerce ont de l'importance pour la structure des échanges et de la production au niveau mondial, ainsi que pour les revenus nationaux et les taux et la répartition de la pauvreté. Il a aussi mis en avant l'importance des politiques comme déterminants des coûts du commerce. Ceux-ci sont influencés à la fois directement par les politiques commerciales, et indirectement à travers d'autres politiques qui ont une incidence sur les implications économiques des coûts du commerce dus à d'autres facteurs comme le transport.

Si les politiques ont de l'importance pour les coûts du commerce, on doit pouvoir dire que l'Aide pour le commerce peut faire partie d'une combinaison de mesures appliquées avec succès pour réduire ces coûts. Cela est confirmé par les résultats de l'exercice de suivi 2015. La figure 1.17 ci-dessous met en évidence les résultats des actions menées au titre de l'Aide pour le commerce pour réduire les coûts du commerce signalés par les pays en développement partenaires, les donateurs, les communautés économiques régionales et les partenaires Sud Sud.

Les répondants considèrent en outre que les projets produisent des résultats économiques. La figure 1.18 donne une idée de la mesure dans laquelle cela a eu lieu. Les pays partenaires, les donateurs et les commissions économiques régionales font état de résultats analogues, tels que la réduction des temps de passage des frontières, l'augmentation des recettes douanières (due à l'accroissement des volumes) et l'augmentation des exportations et des importations. Il existe donc une perception positive du fait que l'Aide pour le commerce a une influence sur les coûts du commerce et sur les résultats économiques engendrés par la réduction de ces coûts.

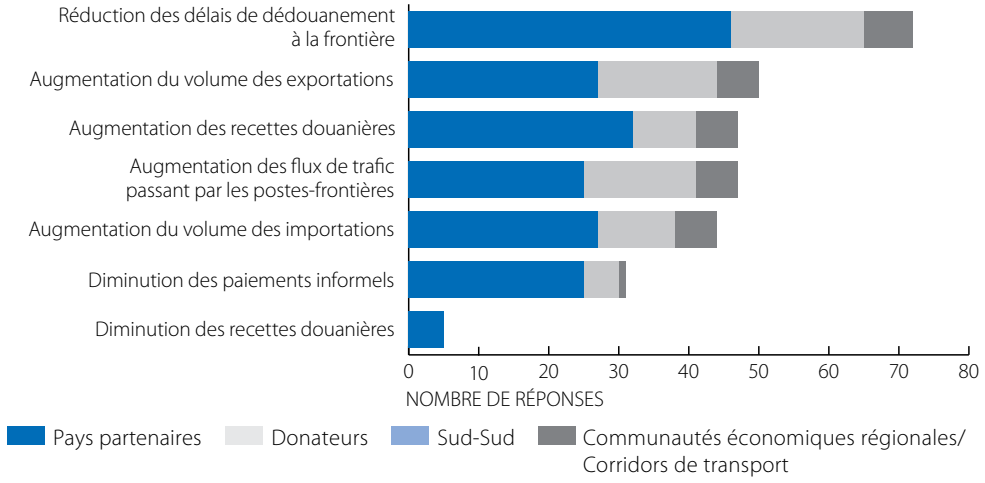
Figure 1.17 Apports des mesures prises pour réduire les coûts du commerce



Source: Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce, OCDE/OMC (2015).

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933240799

Figure 1.18 Résultats des mesures prises pour réduire les coûts du commerce

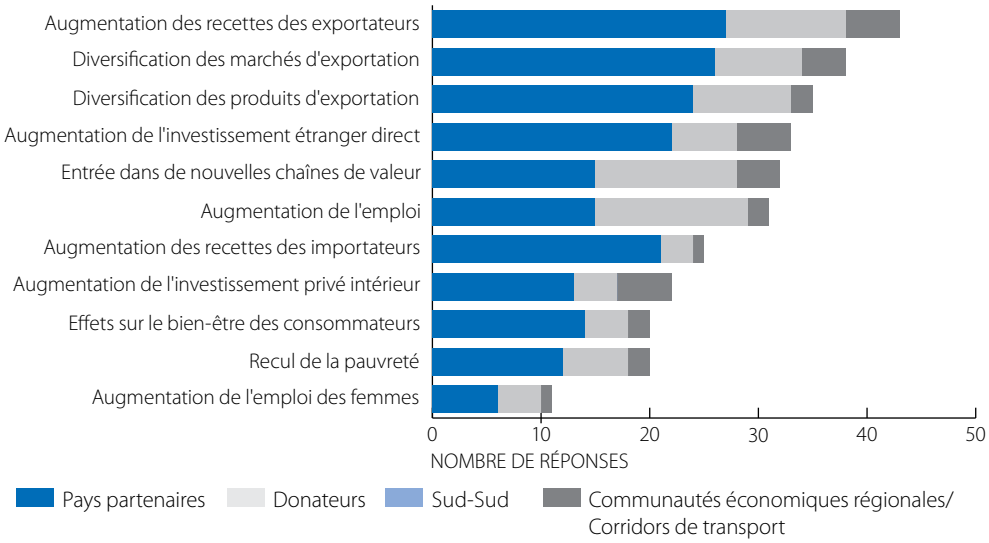


Source: Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce, OCDE/OMC (2015).

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933240803

Il existe en outre une perception positive selon laquelle ces résultats ont des effets bénéfiques sur le terrain, en particulier sur les résultats à l'exportation, comme le montre la figure 1.19.

Figure 1.19 Impacts des mesures prises pour réduire les coûts du commerce



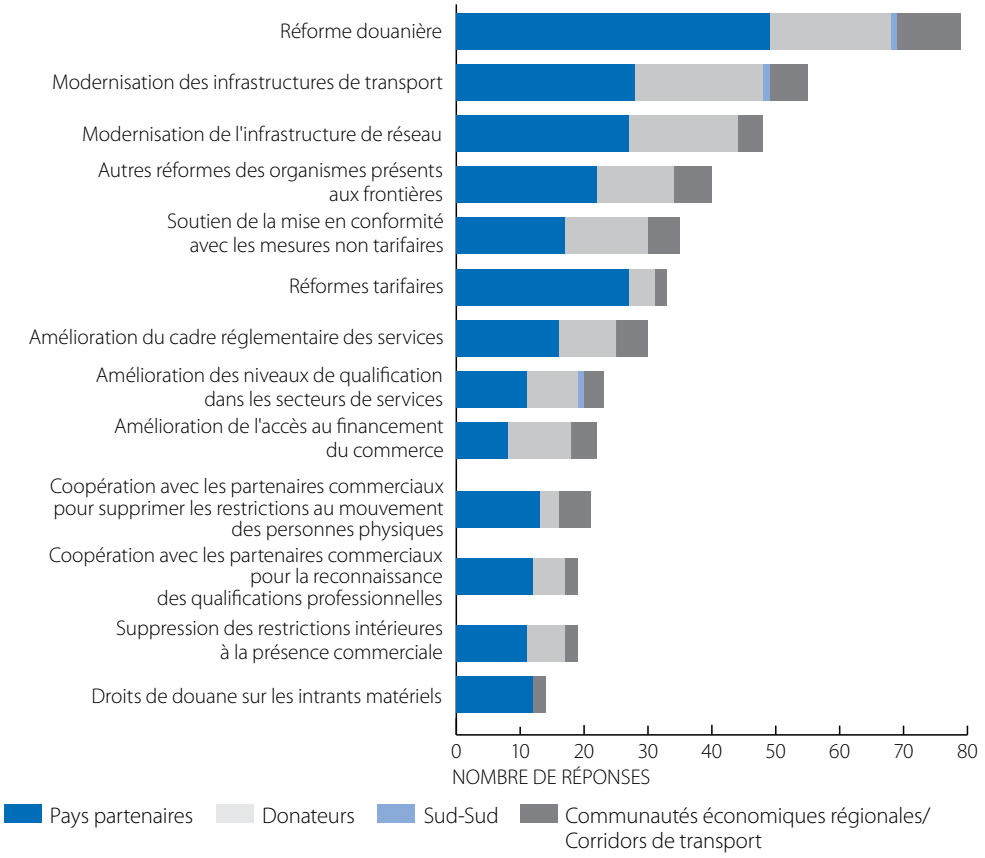
Source: Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce, OCDE/OMC (2015).

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933240812

Vu l'éventail des mesures possibles pour réduire les coûts du commerce, il est important de bien comprendre ce qui fonctionne le mieux dans des contextes particuliers. Cela peut aider à hiérarchiser les interventions et à établir un cadre commun pour une collaboration continue. Selon la figure 1.20, les pays partenaires considèrent que les réformes douanières, les réformes tarifaires et la modernisation des infrastructures sont les mesures qui ont donné les résultats les plus positifs en termes de réduction des coûts du commerce pour les marchandises et les services. Les donateurs signalent des mesures analogues, mais attachent relativement plus d'importance aux infrastructures. Pour les communautés économiques régionales, la réforme douanière est de loin la mesure la plus efficace – cela tient peut-être au fait que cette enquête englobe les autorités des corridors, qui sont particulièrement intéressées par la question.

D'une manière générale, l'Aide pour le commerce porte sur l'ensemble des activités qui permettent aux pays en développement d'accroître leurs échanges commerciaux avec le reste du monde. Selon les catégories utilisées dans le Système de notification des pays créanciers de l'OCDE, l'Aide pour le commerce comprend: l'assistance technique pour la politique et les réglementations commerciales; l'infrastructure liée au commerce; le renforcement des capacités de production (y compris le développement du commerce); l'ajustement lié au commerce; et les autres besoins liés au commerce. Toutes ces catégories peuvent contribuer aux efforts nationaux destinés à réduire les coûts du commerce, de sorte que la communauté des donateurs et les pays partenaires peuvent faire beaucoup pour travailler ensemble avec succès dans ce domaine.

Figure 1.20 Types de mesures qui ont donné les résultats les plus positifs en termes de réduction des coûts du commerce pour les marchandises et les services



Source: Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce, OCDE/OMC (2015).

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933240823

Comme le montrent les réponses des pays donateurs et des pays partenaires à l'enquête OCDE-OMC, les trois priorités de l'Aide pour le commerce dans le domaine de la réduction des coûts du commerce sur les marchés de biens sont les infrastructures, les procédures à la frontière (facilitation des échanges) et les mesures non tarifaires telles que les normes de produit. L'aide destinée aux infrastructures peut comprendre une assistance pour la construction ou la modernisation des infrastructures importantes des points d'entrée et de sortie, comme les ports et les aéroports, ou des infrastructures reliant ces points au reste du pays, comme les routes ou les voies ferrées. Au coût de l'aménagement des infrastructures, s'ajoute le coût de leur entretien, et à cette fin, il faut souvent mobiliser les ressources de l'Aide dans les cas où les systèmes de redevances ne sont pas efficaces, suffisants ou équitables. De fait, les pays en développement eux-mêmes doivent se mobiliser pour soutenir la mise en place des infrastructures essentielles, y compris en partenariat avec les pays voisins, comme cela a été le cas pour la construction du nouveau pont de Rumichaca et la révision structurelle de l'ancien. L'Équateur et la Colombie ont collaboré à ce projet qui devrait favoriser les échanges et le tourisme entre les deux pays. Le volume du transport routier a augmenté en conséquence et les temps d'attente ont été réduits, ce qui donne une idée des avantages pour le secteur des transports qui peuvent être répercutés sur les consommateurs et les producteurs.

Dans le domaine des procédures à la frontière, la communauté des donateurs a été active dans la modernisation des infrastructures, telles que les postes-frontières, et dans la simplification des procédures elles-mêmes, comme on l'a vu plus haut à propos de l'Inde et du Pakistan. L'AFE de l'OMC donne un cadre et une sécurité juridiques au soutien accordé dans le domaine de la facilitation des échanges, comme cela est expliqué dans le chapitre 4.

De nombreuses activités ont lieu aussi dans le domaine des mesures non tarifaires, en particulier en ce qui concerne les normes de produit. L'ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel) – dans le cadre de programmes financés par l'UE, le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) et l'Agence norvégienne de coopération pour le développement – a aidé le Malawi à mettre en place une infrastructure nationale solide. Il avait été déterminé que le Bureau de normalisation du Malawi constituait un point critique dans l'infrastructure qualité du pays et que les domaines des essais et de la certification devaient également être améliorés pour répondre à la forte demande de l'industrie en la matière. Un ambitieux programme de renforcement des capacités a donc été mis sur pied pour que les essais, les inspections et les certifications des autorités nationales puissent être reconnus au niveau international et pour réduire ainsi les coûts de mise en conformité pour les exportateurs.

Comme le montrent ces exemples, des interventions ciblées peuvent modifier considérablement les coûts du commerce dans les pays en développement. Bien entendu, ces interventions doivent être adaptées à la demande: le pays partenaire doit recenser et hiérarchiser ses besoins, après quoi des ressources internationales peuvent être mobilisées pour l'exécution et la modernisation. Ces trois domaines clés sont généralement considérés comme les plus importants pour l'Aide pour le commerce destinée à réduire les coûts du commerce dans les pays en développement, mais ce ne sont évidemment pas les seuls. Les interventions dans d'autres domaines sont importantes aussi, en fonction des contextes nationaux particuliers. Pour qu'elles aient une incidence durable sur les coûts du commerce dans un pays partenaire ou un groupe de pays partenaires, il est essentiel qu'elles soient soutenues par des ressources suffisantes et qu'un savoir-faire technique soit disponible.

Les coûts du commerce ont souvent une dimension régionale, de sorte qu'il est parfois avantageux de travailler avec de petits groupes de pays dans le cadre d'initiatives régionales. L'initiative TradeMark East Africa, qui est une initiative multi-donateurs, opère de cette manière en encourageant l'harmonisation des normes et l'amélioration des capacités dans la région. De fait, l'enquête OCDE-OMC indique que presque tous les pays partenaires agissent au niveau régional pour réduire les coûts du commerce, le plus souvent par le biais des communautés économiques régionales, des accords de libre-échange et des initiatives soutenues par les partenaires de développement (comme TradeMark East Africa). Le commerce entre les pays partenaires se fait souvent par de grands corridors qui traversent les frontières et font intervenir plusieurs modes de transport. Une approche globale de l'Aide pour le commerce est cruciale pour améliorer le fonctionnement des corridors et réduire les coûts du commerce pour les groupes de pays. On sait clairement que les efforts déployés à ce jour vont dans la bonne direction: 76% des pays partenaires indiquent, dans l'enquête OCDE-OMC, que le soutien extérieur répond aux besoins nationaux et régionaux en matière de réduction des coûts du commerce.

CONCLUSIONS

La réduction des coûts du commerce permet clairement d'accroître les échanges commerciaux et le bien-être économique. Les politiques visant à réduire ces coûts peuvent faire partie d'une stratégie globale pour faire en sorte que le commerce contribue à une croissance durable et inclusive, en particulier si elles sont conçues pour que la baisse des coûts du commerce profite aux plus pauvres. La réduction des coûts du commerce doit être considérée comme un élément du débat sur le commerce et le développement, et les politiques doivent être élaborées avec soin et de manière collaborative.

Les principales conclusions de ce chapitre sont les suivantes:

- La structure mondiale des échanges commerciaux et de la spécialisation de la production est fortement influencée par les coûts du commerce. Ceux-ci déterminent la mesure dans laquelle les pays peuvent se spécialiser de façon rentable en fonction de leur avantage comparatif. Les coûts élevés du commerce peuvent exclure les pays du commerce mondial. La modification des coûts relatifs du commerce influe aussi sur l'avantage comparatif.
- Bien que les droits de douane soient à des niveaux historiquement bas, les coûts du commerce restent élevés et constituent un obstacle majeur au développement économique de bon nombre des pays les plus pauvres du monde. Ils sont influencés par la géographie et l'histoire, mais aussi par les politiques appliquées à la frontière, entre les frontières et à l'intérieur des frontières.
- Les coûts du commerce sont aussi importants pour le commerce des services que pour le commerce des marchandises et ils peuvent même l'être plus d'un point de vue quantitatif dans le cadre des services. En outre, les deux interagissent de manière complexe. Le développement du commerce électronique, associé à la livraison expresse, offre de nouvelles voies d'accès au marché mondial dans lesquelles la distance est un facteur moins déterminant.
- Les coûts du commerce ne sont pas immuables. Des mesures peuvent être et sont prises pour les réduire. Des gains considérables peuvent être obtenus au niveau mondial en termes d'augmentation des échanges et du PIB, grâce à la réduction généralisée des coûts du commerce. D'un point de vue distributif, les gains les plus importants vont aux pays dont les coûts du commerce sont les plus élevés au départ, c'est-à-dire les pays en développement, particulièrement ceux d'Afrique subsaharienne.
- Les interventions bien conçues en matière d'Aide pour le commerce peuvent permettre de réduire les coûts du commerce dans les domaines jugés prioritaires par les pays partenaires et les donateurs, tels que l'infrastructure, la facilitation des échanges et les mesures non tarifaires comme les normes de produit. Il y a de bonnes raisons de penser que les pays en développement et leurs partenaires prennent au sérieux la question des coûts du commerce et que les mesures dans ce domaine s'appuient sur des fondements théoriques et pratiques solides.

BIBLIOGRAPHIE

Anderson, J. et E. van Wincoop (2004), "Trade costs", *Journal of Economic Literature*, Vol. 42, No. 3, pages 691 à 751.

Balat, J., I. Brambilla et G. Porto (2009), "Realizing the gains from trade: export crops, marketing costs and poverty", *Journal of International Economics*, Vol. 78, No. 1, pages 21 à 31.

BID (2013), *Too Far to Export: Domestic Transport Costs and Regional Export Disparities in Latin America and the Caribbean*, BID, Washington, D.C.

Decreux, Y. et L. Fontagne (2011), "Economic impact of potential outcome of the DDA II", Working Paper.

Diop, N., P. Brenton et Y. Asarkaya (2005), "Trade costs, export development and poverty in Rwanda", Policy Research Working Paper No. 3784, Banque mondiale.

Forum économique mondial et Banque mondiale (2013), *Enabling Trade: Valuing Growth Opportunities*, Forum économique mondial, Genève.

GEA (2015), *Express Delivery and Trade Facilitation: Impacts on the Global Economy*, http://global-express.org/assets/files/Whats new section/GEA_FinalReport_STC_13012015.pdf .

ICAI, 2013. DFID's Trade Development Work in Southern Africa. http://icai.independent.gov.uk/wp-content/uploads/DFIDs-Trade-Development-Work-in-Southern-Africa-Report.pdf

Mesquita Moreira, M., C. Volpe et J. S. Blyde (2008), *Unclogging the Arteries: The Impact of Transport Costs on Latin American and Caribbean Trade*, BID.

Miroudot, S., J. Sauvage et B. Shepherd. 2013. "Measuring the Cost of International Trade in Services." *World Trade Review*, 12(4): 719 à 735.

Moise, E. et F. Le Bris (2013), "Trade costs: what have we learned? A synthesis report", Trade Policy Paper No. 150, OCDE.

OCDE (2014), *OECD Trade Facilitation Indicators: Calculating the Potential Impact of the WTO Trade Facilitation Agreement on Trade Costs*, http://www.oecd.org/tad/facilitation/OECD_Trade_Facilitation_Indicators_updated-flyer_October_2014.pdf.

ONU-CESAP (2013), *Asia Pacific Trade and Investment Report 2013: Turning the Tide: Towards Inclusive Trade and Investment*, Nations Unies, Bangkok.

Porto, G. (2005), "Informal export barriers and poverty", *Journal of International Economics*, Vol. 66, No. 2, pages 447 à 470.

Porto, G. (2010), "International market access and poverty in Argentina," *Review of International Economics*, Vol. 18, No. 2, pages 396 à 407.

Shepherd, B. et E. Archanskaia (2014), "Evaluation of value chain connectedness in the APEC region", Publication No. 214-SE-01.28, APEC

TMEA, 2014. TradeMark East Africa's Theory of Change, 2014. http://www.trademarkea.com/who-we-are/theory-of-change/.

Winters, L. A. (2002), Trade Liberalisation and Poverty: What are the Links?. World Economy, 25: 1339 à 1367. doi: http://dx.doi.org//10.1111/1467-9701.00495

Zaki, C. (2014), "An empirical assessment of the trade facilitation initiative: econometric evidence and global economic effects", *World Trade Review*, vol. 13, No. 1, pages 103 à 130.

CHAPITRE 2

COMMENT ÉVOLUENT LES COÛTS DU COMMERCE ET POURQUOI?

Contribution de la Banque mondiale

Résumé: *Les progrès récents des études théoriques et empiriques sur le commerce permettent d'évaluer les coûts des transactions commerciales à partir des modes de production et d'échanges observés dans les pays. Ces indications sont utilisées dans ce chapitre pour mettre en évidence les tendances récentes des coûts du commerce, en particulier dans le monde en développement. Les données montrent que, dans les pays en développement, notamment dans les pays à faible revenu, les coûts du commerce sont relativement élevés, ce qui risque de les maintenir en marge de l'économie commerciale mondiale. Cependant, il ressort de recherches empiriques que diverses politiques peuvent être efficaces pour réduire les coûts du commerce, par exemple en soutenant la facilitation des échanges et la performance logistique et en améliorant la connectivité et le climat des affaires. Il est possible de réduire les coûts du commerce au niveau régional – et ce d'une manière tout à fait compatible avec les objectifs et les valeurs du système commercial multilatéral. Dans l'avenir, il sera important que les pays partenaires et les donateurs tirent les leçons des projets réussis sur le terrain qui ont permis de réduire durablement les coûts du commerce.*

INTRODUCTION

Comme on l'a vu dans le chapitre précédent, les coûts du commerce sont un déterminant important des modes d'échange et de production dans les pays. Ils influent sur la spécialisation industrielle et, par conséquent, sur les revenus, les taux de pauvreté et d'autres indicateurs économiques importants. Dans le contexte actuel des politiques commerciales, la notion de compétitivité est essentielle. Elle recouvre beaucoup de choses différentes mais, pour les économistes, elle a trait essentiellement au concept ricardien d'avantage comparatif fondé sur la productivité. Un pays est dit compétitif dans les secteurs où il a une productivité élevée par rapport aux autres pays. La compétitivité est considérée comme un moteur de la performance économique et tous les pays s'efforcent d'être plus compétitifs pour attirer une part plus importante de l'activité économique, y compris le commerce et l'investissement. Les coûts du commerce sont évidemment un maillon important entre la productivité et les performances. Selon le modèle ricardien, dans un monde sans coûts commerciaux, les pays se spécialiseraient dans les secteurs où ils sont relativement plus productifs. Les coûts du commerce modifient ce résultat et donnent lieu à un schéma de compétitivité révélée différent.

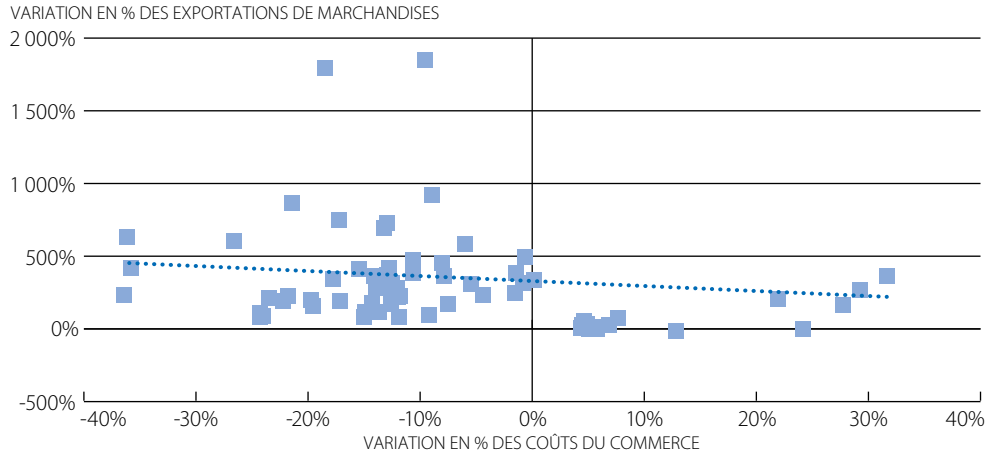
Sur la base du cadre exposé dans le chapitre 1, le présent fait une analyse quantitative des coûts du commerce comme déterminant de la compétitivité et des résultats économiques. Cette analyse s'appuie sur des données. À titre d'introduction, on peut partir de certaines corrélations simples pour examiner les liens entre les coûts du commerce, d'une part, et d'importants indicateurs de la compétitivité et des résultats économiques, d'autre part. À ce stade, nous ne donnerons pas de définition technique ou empirique de l'expression coûts du commerce – nous aborderons ce point plus en détail dans la section suivante. Nous dirons simplement que les données que nous utilisons correspondent au sens large dans lequel l'expression est utilisée dans le présent rapport. Il est important de souligner que les relations que nous allons examiner ne sont que des corrélations. Nous ne dirons rien du lien de causalité qui nécessiterait un modèle économétrique détaillé et non un simple graphique. Les liens que nous mettrons en évidence correspondent à des associations ou un comouvement entre variables.

LES COÛTS DU COMMERCE DÉTERMINENT LA COMPÉTITIVITÉ ET LES RÉSULTATS COMMERCIAUX

Un premier lien essentiel que les données permettent de mettre en évidence est le lien entre les coûts du commerce et la croissance du commerce. D'après l'analyse du chapitre 1, les pays qui font plus d'efforts pour réduire les coûts du commerce devraient enregistrer une croissance relative plus rapide de leurs exportations que les autres pays. Cette hypothèse est-elle corroborée par les données? Il semble que oui d'après les éléments de la figure 2.1. L'axe horizontal de la figure indique la variation en pourcentage des coûts du commerce entre 1995 et 2012, et l'axe vertical la croissance en pourcentage des exportations de marchandises pendant la même période. La droite de meilleur ajustement est inclinée vers le bas, ce qui indique une corrélation négative: plus les coûts du commerce diminuent, plus la croissance du commerce est forte, comme on s'y attendait. Si cela représente un lien de cause à effet – quelque chose dont on ne peut pas être sûr en se basant juste sur un diagramme de dispersion – on peut alors penser que les politiques visant à réduire les coûts du commerce peuvent effectivement favoriser l'intégration dans l'économie commerciale mondiale, comme le montre le chapitre 1.

Du point de vue de la compétitivité, tous les secteurs de l'économie ne sont pas égaux au départ. Certains peuvent avoir des retombées importantes, comme la création de technologies ou l'amélioration des procédés de production ou des qualifications. Dans le contexte du développement économique, c'est le cas du secteur manufacturier, par opposition au secteur agricole, où les retombées technologiques sont moins importantes (quoique pas totalement absentes). C'est pourquoi de nombreux pays en développement sont enclins à développer leur potentiel manufacturier pour accroître ces retombées positives, en plus des avantages découlant de l'intensité de main-d'œuvre – facteur qui peut aider à réduire le chômage et à encourager l'entrée sur le marché du travail formel.

Figure 2.1 Variation en pourcentage des coûts du commerce par rapport à la variation en pourcentage des exportations de marchandises, 1995 2012

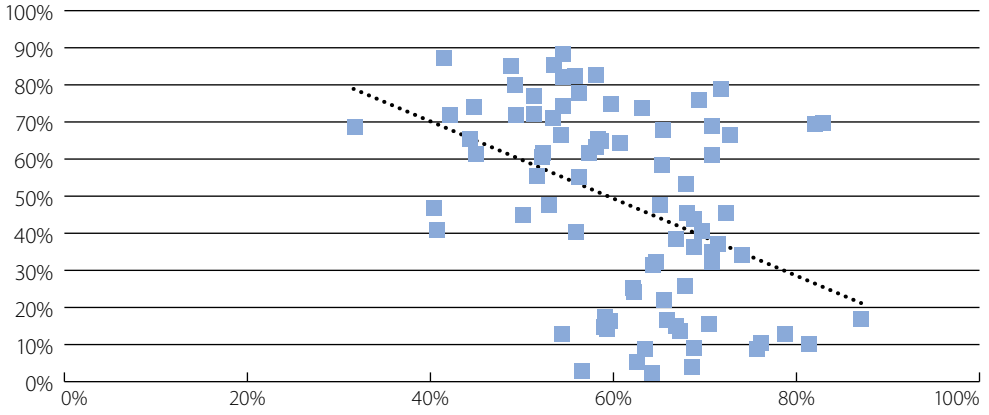


Source: Base de données sur les coûts du commerce CESAP – Banque mondiale; Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933240836

Les coûts relatifs du commerce peuvent affecter l'équilibre entre les secteurs – par exemple entre le secteur manufacturier et le secteur agricole. Dans un monde sans coûts du commerce, les pays se spécialisent en fonction de leur avantage comparatif. En réalité, les coûts du commerce faussent les décisions de spécialisation. Par exemple, la protection du secteur agricole encourage l'afflux de ressources dans ce secteur au détriment des autres, comme le secteur manufacturier, ce qui entretient un biais anti-exportation dans ces autres secteurs. L'analyse de l'équilibre relatif des coûts du commerce dans les différents secteurs est donc importante du point de vue de la compétitivité car elle influe sur la manière dont est structurée l'activité d'exportation. La figure 2.2 indique les coûts du commerce dans le secteur manufacturier par rapport à l'agriculture sur l'axe horizontal, et le pourcentage des produits manufacturés dans les exportations totales de marchandises sur l'axe vertical. La courbe de meilleur ajustement inclinée vers le bas montre qu'il existe une association (là encore, une corrélation et non un lien de causalité) entre la diminution des coûts du commerce dans le secteur manufacturier par rapport au secteur agricole et la spécialisation dans les exportations de produits manufacturés.

Figure 2.2 Coûts du commerce dans le secteur manufacturier par rapport au secteur agricole et exportations de produits manufacturés en proportion des exportations totales de marchandises, 2012



Source: Base de données sur les coûts du commerce CESAP – Banque mondiale; Indicateurs du développement dans le monde.

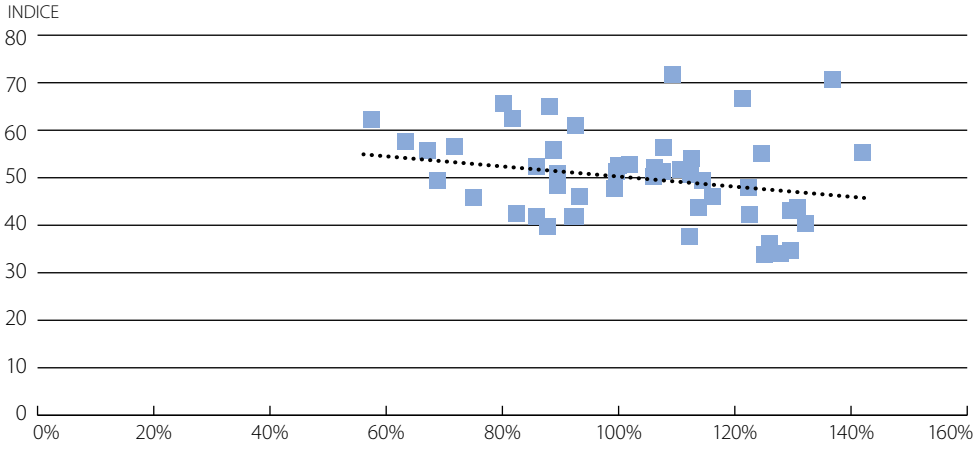
StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933240849

La participation aux CVM est une autre préoccupation pour de nombreux pays en développement. Cette question est liée à la précédente car de nombreuses CVM bien connues – mais pas toutes – sont basées sur l'activité manufacturière. Les CVM relient entre elles des entreprises de différents pays, dont certaines assurent la conception et les services de siège, d'autres font de la recherche, d'autres fabriquent différents types de composants et d'autres encore assemblent le tout en un produit final qui est ensuite expédié vers un consommateur dans une autre partie du monde. Les CVM offrent de réelles possibilités de croissance de l'emploi et du secteur manufacturier et de modernisation de la production grâce à l'investissement, à l'adoption de technologies et à leur adaptation progressive. De nombreux pays en développement voient dans les CVM une occasion de développer un nouveau paradigme de développement axé sur la maîtrise des tâches plutôt que sur des cycles de production complets. Certes, les CVM n'échappent pas à la critique et il faut faire attention à la manière dont elles sont structurées et dont la valeur ajoutée est comptabilisée pour l'ensemble du réseau. Mais, globalement, les CVM offrent des possibilités de développement si le contexte politique est approprié.

La théorie et la pratique commerciale indiquent que les coûts du commerce sont importants pour la participation aux CVM. Dans ces modèles de production, les produits doivent franchir plusieurs fois les frontières avant l'assemblage final. Le transport est un facteur essentiel et les procédures à la frontière doivent être rapides, fiables et efficaces par rapport au coût pour que ce modèle – dans lequel les stocks restent très faibles – fonctionne bien. Il serait donc logique que les pays où les coûts du commerce sont faibles participent davantage aux CVM que ceux où ils sont élevés. La figure 2.3 illustre cette hypothèse en utilisant des données provenant de la base de données sur le commerce en valeur ajoutée de l'OCDE-OMC. Là encore, l'axe horizontal représente les coûts du commerce, et l'axe vertical les valeurs d'un indice de participation aux CVM basé sur les données OCDE-OMC. Un pays qui a un indice de participation plus élevé exporte plus de produits intermédiaires utilisés dans les exportations d'autres pays et/ou importent plus de produits intermédiaires utilisés dans ses propres exportations. Les deux types de liens sont la preuve de sa participation aux CVM.

Comme on pouvait s'y attendre, la droite de meilleur ajustement dans la figure 2.3 est inclinée vers le bas. Les pays où les coûts du commerce sont plus faibles ont tendance à avoir des indices de participation aux CVM plus élevés. Là encore, il s'agit d'une association statistique qui n'est pas nécessairement causale. Mais la relation est potentiellement importante du point de vue du développement et de la compétitivité. Il y a des raisons de penser que les politiques qui réduisent les coûts du commerce pourraient aider les pays en développement à s'intégrer davantage dans les CVM.

Figure 2.3 Coûts du commerce des produits manufacturés par rapport à l'indice de participation aux CVM, 2009



Source: Base de données sur les coûts du commerce CESAP – Banque mondiale; Base de données sur le commerce en valeur ajoutée OCDE-OMC.

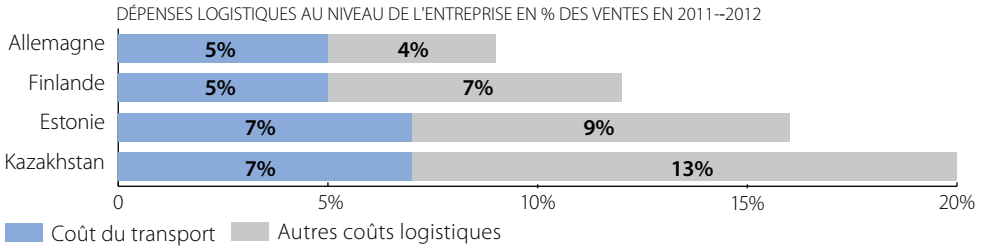
StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933240856

Les trois associations présentées dans cette section ont montré que, sur la base d'un simple examen des données, les coûts du commerce sont un facteur important pour les résultats en matière de commerce et de développement. Si le lien de cause à effet était confirmé, ces associations signifieraient que l'abaissement des coûts du commerce peut améliorer la compétitivité des pays. Cela a d'importantes implications pour la croissance des entreprises et leur internationalisation.

Nous avons présenté ces associations en utilisant des données sur les coûts du commerce provenant d'une base de données de la Banque mondiale et de la CESAP. Cela correspond tout à fait à la manière dont les coûts du commerce ont été définis au chapitre 1. Nous allons maintenant examiner la base de données de manière plus détaillée, en analysant d'abord ses racines dans la théorie économique et la pratique du commerce, puis ses principales tendances et caractéristiques et leur rapport avec le développement et l'Aide pour le commerce.

On trouve aussi des renseignements sur le lien entre les coûts du commerce, les sources du commerce et la compétitivité dans les enquêtes sur les coûts supportés effectivement par les entreprises, comme les coûts logistiques. Au niveau de l'entreprise, un important mécanisme de transmission des coûts du commerce est le coût qu'elle supporte effectivement pour acheminer les marchandises, aussi appelé coût de la logistique ou coût logistique total. Les coûts logistiques comprennent les coûts administratifs, les coûts de transport et les coûts d'entreposage. Ils reflètent la performance logistique, qui a des caractéristiques propres selon les groupes de pays (figure 2.5). Les différences dans les coûts logistiques sont plus liées à la fiabilité des chaînes d'approvisionnement qu'aux coûts de transport. Les coûts d'entreposage sont plus élevés dans les pays ayant une logistique moins efficiente

Figure 2.4 Structure des dépenses logistiques



Sources: TU Berlin pour l'Allemagne, Turku School of Economics pour la Finlande et l'Estonie et Banque mondiale pour le Kazakhstan.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933240873

Complétant le chapitre 1, cette section examine les effets possibles sur l'économie et le développement qui peuvent être associés à des coûts du commerce plus bas. Les pays partenaires ont une expérience directe de ces effets et peuvent en parler concrètement, et non de manière théorique ou en moyenne (encadré 2.1).

De fait, les coûts d'entreposage sont la conséquence d'un manque de fiabilité de la chaîne d'approvisionnement dans un contexte de développement: les entreprises doivent avoir des stocks plus importants pour faire face au manque de prévisibilité des livraisons. De plus, les entreprises qui veulent entrer dans les chaînes de valeur mondiales du secteur manufacturier sont doublement pénalisées en raison des coûts logistiques supplémentaires à la fois pour les intrants et pour les exportations. Ce manque de fiabilité est rarement dû à des carences des infrastructures matérielles; il s'explique plutôt par des procédures de dédouanement inefficaces, surtout aux frontières terrestres et dans les ports. La médiocrité des services fournis aux commerçants, tels que les services de transport ferroviaire ou terrestre, et les services de transitaires ou d'agents en douane, augmente encore les coûts logistiques.

Encadré 2.1 Effets d'une baisse des coûts du commerce – ce que les pays partenaires ont à dire

La figure 2.5 présente les réponses à l'enquête OCDE-OMC sur l'Aide pour le commerce. Les pays partenaires identifient les impacts associés aux mesures prises pour réduire les coûts du commerce. Comme l'indique la figure, les politiques qui visent à réduire les coûts du commerce peuvent conduire à des résultats importants pour l'économie et le développement.

Figure 2.5 Impacts associés aux mesures prises pour réduire les coûts du commerce dans les pays partenaires



Source: Enquête OCDE-OMC sur l'Aide pour le commerce 2015

Les PME sont plus vulnérables que les grandes entreprises à l'inefficience des chaînes d'approvisionnement, et elle doivent souvent supporter des coûts logistiques deux fois plus élevés. La première raison est d'ordre purement économique. Les petites entreprises font moins d'économies d'échelle au niveau des stocks (leur taux de stockage étant plus élevé), d'où des coûts d'entreposage plus élevés qui peuvent être prohibitifs dans les pays en développement où la performance logistique est médiocre. La taille est aussi un inconvénient à plusieurs autres égards: les petits exportateurs ont tendance à être plus affectés par le manque de transparence des procédures de dédouanement et ils doivent davantage faire appel à des services indépendants pour transporter les marchandises ou les faire dédouaner par les organismes présents aux frontières. Les PME qui doivent regrouper leurs marchandises dans des conteneurs uniques pour atteindre leur marché de destination peuvent avoir des difficultés à obtenir les services logistiques nécessaires. Les services de regroupement peuvent être très coûteux, si tant est qu'ils soient disponibles. Des données provenant d'une étude de 2012 sur les tendances et les stratégies dans le domaine de la logistique corroborent l'idée que de nombreuses PME doivent supporter des coûts logistiques disproportionnés: en moyenne, ces coûts peuvent en effet être plus de deux fois plus élevés pour les entreprises industrielles de moins de 250 employés que pour celles de plus de 1 000 employés (Straube et al., 2013).

Les coûts du commerce peuvent être déduits du modèle global d'échange et de production

Le chapitre 1 faisait état d'une estimation d'Anderson et Van Wincoop (2004) selon laquelle le niveau des coûts du commerce dans un pays développé représentatif équivalait à 170% environ du prix à la production des produits exportés. Cette estimation était basée sur une approche ascendante consistant à identifier les différents facteurs des coûts du commerce et à les additionner pour obtenir le chiffre global. Ce type d'estimation, qui est certes utile pour donner un ordre de grandeur – et pour attirer l'attention des économistes et d'autres sur le fait que les coûts du commerce sont élevés par rapport aux droits de douane – est en fait un calcul approximatif qui présente un certain nombre d'inconvénients.

Premièrement, comment être certain qu'une estimation ascendante tient compte de tous les facteurs pertinents? Anderson et Van Wincoop (2004) ont utilisé une sélection de facteurs des coûts du commerce déjà bien identifiés dans la littérature. Mais, ils n'ont pas abordé nombre des questions examinées dans le chapitre précédent, du moins pas en détail. En particulier, les obstacles réglementaires à l'intérieur des frontières n'ont sans doute pas été suffisamment pris en compte, alors que les entreprises elles-mêmes disent que ces facteurs pèsent lourd dans la prise de décisions.

Deuxièmement, une approche ascendante est nécessairement biaisée par l'omission de variables. Chacune des estimations qu'Anderson et Van Wincoop (2004) ont additionnées portait sur un facteur particulier des coûts du commerce et était peut-être contrôlée pour tenir compte de quelques autres facteurs. Mais le fait même d'additionner les différentes estimations indique que tous les facteurs sont pertinents. En conséquence, chaque modèle économétrique doit inclure des données sur tous les facteurs sinon il risque d'être biaisé par omission de variables et de produire des estimations potentiellement trompeuses.

Il serait donc souhaitable d'avoir une autre approche pour mesurer les coûts du commerce, qui soit moins basée sur une estimation ascendante. Intuitivement, l'approche opposée est une approche descendante, consistant à déduire le niveau des coûts du commerce des modèles observés d'échange et de production. Une telle approche doit nécessairement reposer sur une théorie économique car le commerce et la production doivent être reliés aux coûts du commerce dans un cadre multipays. Mais une fois la résolution établie, il est possible de la résoudre pour exprimer les coûts du commerce. Il s'agit de tenir compte de tous les facteurs qui contribuent à l'écart entre les prix à l'exportation et les prix à l'importation, au lieu de ne retenir que ceux qui sont additionnés, même s'ils sont très représentatifs.

Le modèle de gravité peut-être utilisé pour déduire les coûts du commerce

Le modèle de gravité est le plus utilisé pour modéliser les flux commerciaux entre les pays, et c'est d'ailleurs le modèle type retenu par Anderson et Van Wincoop (2004) dans leur somme de facteurs. Ce modèle est utilisé depuis une dizaine d'années en économie internationale. Ses principaux résultats sont considérés comme des régularités empiriques parmi les plus fiables de toute la science économique, et pas seulement en économie du commerce. Fondamentalement, le modèle de gravité – dont le nom s'inspire de la loi de la gravitation de Newton – postule que le commerce entre deux pays est plus important s'ils sont plus grands et moins important s'ils sont plus éloignés l'un de l'autre. La distance est un indicateur supplétif des coûts du commerce, mais d'autres facteurs peuvent facilement être inclus.

Le modèle de gravité était au départ une méthode empirique sensible qui appariait convenablement les données disponibles. Plus récemment, on lui a donné des bases théoriques solides. D'ailleurs, il a été observé que pratiquement tous les modèles raisonnables du commerce doivent aboutir à une équation de type gravitationnel. L'important est que le modèle repose maintenant sur des bases microéconomiques solides fondées sur des hypothèses parfois sophistiquées concernant le comportement des consommateurs et des producteurs.

Dans un modèle de gravité, la tâche de l'analyste consiste généralement à évaluer les effets d'un facteur de coût du commerce sur le commerce bilatérale. Les coûts du commerce sont donnés et le commerce est modélisé en tant que variable endogène. Cependant, il est tout à fait possible d'utiliser des calculs mathématiques de base pour inverser le cadre – c'est le modèle de gravité "inverse" de Novy (2013). Dans cette approche, les coûts du commerce sont exprimés comme une fonction des données observables (commerce et production). Le modèle de gravité inverse produit un indice des coûts du commerce exprimé en équivalent ad valorem pour chaque paire bilatérale de pays dans une base de données particulière sur le commerce. L'indice correspond au ratio entre les coûts du commerce international et les coûts du commerce intérieur, et il est bilatéral dans le sens où c'est une moyenne des coûts du commerce du pays A vers le pays B et du pays B vers le pays A. Intuitivement, toutes choses étant égales par ailleurs et si un pays commerce plus avec son voisin qu'avec lui-même (commerce intranational), cela doit être parce que le ratio des coûts du commerce intérieur aux coûts du commerce international a changé. C'est cette hypothèse de base dont rend compte le modèle de gravité inverse.

La base de données CESAP-Banque mondiale sur les coûts du commerce applique la méthode de gravité inverse

Novy (2013) a appliqué la méthode de gravité inverse pour un petit nombre de pays développés et en a ensuite étendu la portée dans une série d'études. Mais, en raison des problèmes de données, cette méthode a servi surtout à fournir des renseignements sur les coûts du commerce des pays développés. Un projet de collaboration entre la CESAP et la Banque mondiale a cherché à inclure les pays en développement (Arvis et al., 2013). Cela a nécessité un gros effort de collecte de données concernant en particulier le commerce international et la comptabilité nationale (production).

La base de données CESAP-Banque mondiale sur les coûts du commerce contient maintenant des données sur les coûts du commerce bilatéral pour 167 pays développés et en développement pour la période 1995-2012 (elle est actualisée annuellement avec un décalage dû aux délais de présentation des données). Une distinction est faite entre le commerce des produits agricoles et le commerce des produits manufacturés. Les coûts du commerce sont exprimés en équivalents *ad valorem* en tant que ratio des coûts du commerce international aux coûts du commerce intérieur, et ils sont bilatéralement symétriques. La désagrégation est effectuée par paire de pays, par secteur et par année.

Cette base de données tente pour la première fois de mesurer de manière systématique et exhaustive les coûts du commerce dans le monde en développement. Elle est librement accessible sur les serveurs de la CESAP et de la Banque mondiale. Avec un horizon temporel de près de 20 ans, elle permet d'analyser l'évolution des coûts du commerce et de la mettre en relation avec les politiques. Les deux sections suivantes présentent des analyses fondées sur les renseignements contenus dans la base de données. Les résultats doivent être interprétés avec prudence car, en raison de la structure du modèle de gravité inverse utilisé, on peut identifier non pas les coûts du commerce international au sens strict mais seulement le ratio des coûts du commerce international aux coûts du commerce intranational (le modèle est examiné plus en détail dans Arvis *et al.*, 2013). Il faut donc interpréter avec prudence les variations de ce ratio. Une augmentation pourrait indiquer que les coûts du commerce international augmentent, mais elle pourrait aussi indiquer que les coûts du commerce intérieur diminuent ou que les deux processus ont lieu simultanément. La connaissance des réalités sur le terrain permet de limiter cet inconvénient dans le travail d'analyse. La méthode et ses résultats ont été largement utilisés par d'autres chercheurs – y compris l'OCDE (2014), qui utilise des données similaires sur les coûts du commerce pour quantifier la réduction des coûts du commerce due à la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE).

LES COÛTS DU COMMERCE SONT PLUS ÉLEVÉS DANS LES PAYS A FAIBLE REVENU

Que dit la base de données CESAP-Banque mondiale sur les coûts du commerce au sujet des principales caractéristiques des coûts du commerce entre les pays et de leur évolution dans le temps? Le premier point qui se dégage clairement des données est que les coûts du commerce diminuent à mesure que le revenu par habitant augmente: c'est dans les pays à revenu élevé que les coûts du commerce sont les plus bas et dans les pays à faible revenu qu'ils sont les plus élevés. Cette relation est régulièrement observée dans les différents groupes de revenu. Bien que les pays en développement aient fait de grands progrès au cours des dernières années en termes d'intégration dans le système commercial mondial, de nombreux pays pauvres restent relativement marginalisés parce que les coûts du commerce y sont élevés.

Pour donner des ordres de grandeur, on peut comparer les chiffres pour 2010. En moyenne, les coûts du commerce dans les pays à revenu élevé pour le secteur manufacturier étaient de 82%, contre 98% dans le groupe des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, 125% dans le groupe des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et 227% dans le groupe des pays à faible revenu. Ces chiffres indiquent clairement que ce dernier groupe est de loin le plus marginalisé dans le commerce mondial: en moyenne, les coûts du commerce y sont près de trois fois plus élevés que dans la plupart des pays développés. L'écart est moins frappant, mais quand même assez net, pour les deux groupes de pays à revenu intermédiaire – ce qui témoigne du fait que ces pays sont ceux dont la part du commerce mondial a le plus augmenté au cours dernières années.

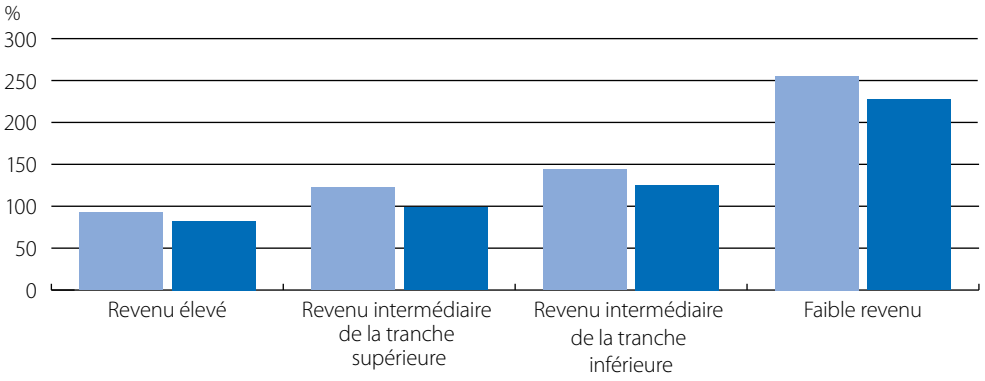
Il faut analyser aussi la dynamique de la figure 2.6, qui montre l'évolution des coûts du commerce dans chaque groupe de pays entre 1996 et 2010. Le groupe de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure est celui où les coûts du commerce ont diminué le plus rapidement, de près de 20% pendant la période considérée. La différence est considérable avec le groupe des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, où les coûts du commerce ont diminué de 13% pendant la même période. Les résultats pour les pays à revenu élevé et à faible revenu sont très proches, avec une baisse d'environ 11% dans les deux cas.

Du point de vue des politiques, ces tendances ont deux implications importantes. Tout d'abord, certains pays à revenu intermédiaire ont bien réussi à réduire les coûts du commerce au cours des dernières années – ce sont sans nul doute ceux dont la part du commerce mondial a augmenté de façon si spectaculaire, tant avant qu'après le "grand effondrement du commerce". La seconde implication est moins encourageante du point de vue du développement: en moyenne, la marginalisation relative des pays à faible revenu se poursuit. Ces pays ne se sont pas rapprochés des autres groupes en termes relatifs et ont même perdu du terrain par rapport aux autres pays en développement, bien qu'ils soient restés alignés sur les pays à revenu élevé. Pour ce qui est du niveau et de l'évolution des coûts du commerce, les pays à faible revenu sont généralement dans une situation très préoccupante: pour accroître leur compétitivité par rapport aux autres pays en développement, ils doivent prendre des mesures énergiques pour réduire leurs coûts du commerce. Pour cela, ils auront évidemment besoin de la communauté de l'Aide pour le commerce.

Jusqu'ici, la discussion a surtout porté sur les coûts du commerce dans le secteur manufacturier. La figure 2.7 l'oriente vers le secteur agricole, l'autre secteur macroéconomique couvert par la base de données CESAP-Banque mondiale. Ce qui frappe d'abord dans la figure 2.7, c'est sa ressemblance avec la figure 2.6: les coûts du commerce sur les marchés des produits agricoles sont également plus élevés dans les pays pauvres, et le schéma est le même dans tous les groupes de revenu. Cependant, les niveaux des coûts du commerce sont très différents: ces coûts sont beaucoup plus élevés dans l'agriculture que dans le secteur manufacturier, et ce pour tous les groupes de revenu. L'écart est particulièrement marqué dans le groupe des pays à revenu élevé: même si, dans l'absolu, les coûts du commerce de ces pays sont les plus faibles, dans l'agriculture, ils sont supérieurs de 74% à ce qu'ils sont dans le secteur manufacturier. L'écart est moindre à mesure que l'on descend dans les groupes de revenu: 70% pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure,

50% pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et 37% pour les pays à faible revenu. Ces résultats ont des conséquences importantes pour la compétitivité dans l'agriculture, secteur clé pour le développement. Bien que le secteur manufacturier joue un rôle crucial en raison de ses retombées potentielles, un pays peut difficilement se développer sans des gains de productivité réguliers dans l'agriculture, qui permettent à la main d'œuvre de passer de la forme à l'usine, et de maintenir ou d'augmenter la production vivrière

Figure 2.6 Coûts du commerce dans le secteur manufacturier, 1996 et 2010, par groupe de revenu

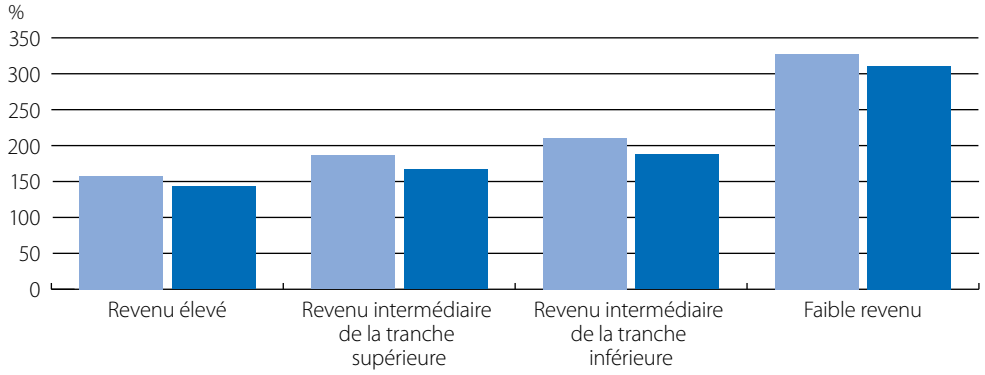


Source: Base de données CESAP-Banque mondiale sur les coûts du commerce.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933240886

D'un point de vue dynamique, les coûts du commerce dans l'agriculture diminuent par rapport à leurs niveaux élevés dans tous les groupes de revenu. Mais dans tous les cas, le rythme du changement est plus lent que dans le secteur manufacturier. Il s'ensuit que les pays à faible revenu restent encore plus en marge des marchés agricoles internationaux: en 1996, leurs coûts du commerce étaient supérieurs de 108% à ceux des pays à revenu élevé, mais en 2010, la différence était de 117%. Les coûts du commerce dans l'agriculture sont élevés en termes absolus et en termes relatifs. Ils diminuent plus lentement que dans le secteur manufacturier et la marginalisation des pays à faible revenu semble s'accentuer. Il est indispensable d'appliquer des politiques efficaces pour réduire tous les coûts du commerce affectant les producteurs agricoles et les consommateurs. Il faut aussi un soutien des donateurs pour mettre en œuvre des programmes efficaces aidant les producteurs des pays en développement à faire face aux coûts du commerce, par exemple aux coûts liés aux normes de produits (y compris les mesures sanitaires et phytosanitaires) dans les pays développés.

Figure 2.7 Coûts du commerce dans l'agriculture, 1996 et 2010, par groupe de revenu



Source: Base de données CESAP-Banque mondiale sur les coûts du commerce

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933240894

L'EXPÉRIENCE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT VARIE BEAUCOUP

Dans la section précédente, on a vu que les coûts du commerce varient beaucoup entre les pays en développement, en particulier entre les groupes à faible revenu et à revenu intermédiaire. Mais il existe aussi des écarts au niveau régional et ils ne sont liés qu'en partie aux différences de revenu moyen dans chaque région. La géographie joue aussi un rôle, par exemple dans le cas des pays sans littoral ou des petits pays en développement insulaires. Il est important d'analyser les différences dans les coûts du commerce entre les régions en développement pour bien comprendre leurs implications pour le développement et l'Aide pour le commerce.

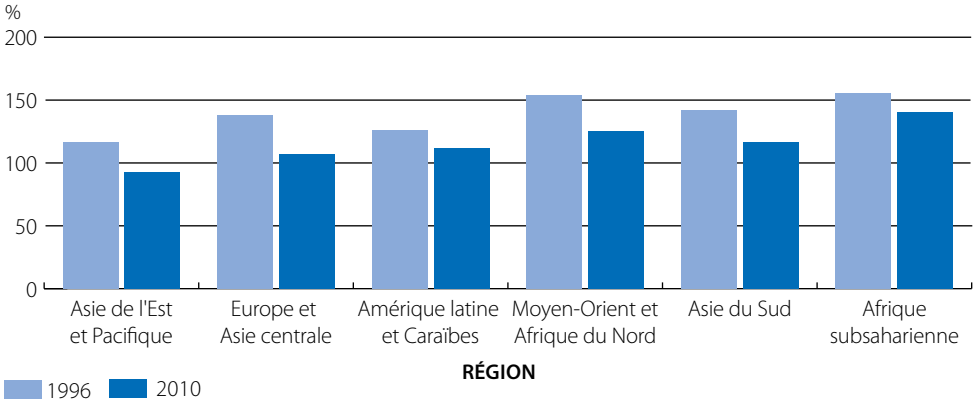
La figure 2.8 montre les coûts du commerce dans le secteur manufacturier par région de la Banque mondiale, pour 1996 et 2010. L'Asie de l'Est et le Pacifique est la région en développement où les coûts du commerce sont les plus faibles dans les deux périodes. Mais la situation n'est pas homogène à l'intérieur de la région, les coûts du commerce étant particulièrement élevés dans les îles du Pacifique par rapport à l'Asie de l'Est. Cette observation n'est pas surprenante étant donné que la région est fortement tournée vers l'extérieur et compte beaucoup sur le commerce international pour atteindre ses objectifs de développement. En 2010, les coûts du commerce en Asie de l'Est et dans le Pacifique étaient de 93% en moyenne, ce qui est un bon résultat par rapport à la moyenne de 82% enregistrée dans le groupe des pays à revenu élevé. Il est clair que certains pays en développement ont beaucoup réduit les coûts du commerce au fil du temps, atteignant même un niveau égal ou proche de celui de certains pays développés – ce qui est remarquable.

Les coûts du commerce dans les autres régions en développement sont plus élevés. C'est notamment le cas dans les régions Europe et Asie centrale, Amérique latine et Caraïbes, Asie du Sud, Moyen-Orient, Afrique du Nord et Afrique subsaharienne. En fait, c'est entre ces deux dernières régions, en particulier entre l'Afrique subsaharienne et le reste, que la différence est la plus frappante: les coûts du commerce en Afrique étaient plus de 50% plus élevés qu'en Asie de l'Est en 2010. C'est un écart très important dans le contexte des CVM et du point de vue des entreprises qui décident où investir et développer leur activité. Il est clair qu'il reste beaucoup à faire pour réduire les coûts du commerce dans certaines régions en développement et que l'Aide pour le commerce a un rôle important à jouer pour soutenir les infrastructures et les institutions qui peuvent y contribuer.

Il est important aussi de noter la dynamique qui apparaît dans la figure 2.8. La plupart des régions en développement ont beaucoup réduit leurs coûts du commerce, les réductions les plus importantes étant de l'ordre de 20% en Europe et en Asie centrale ainsi qu'en Asie de l'Est et dans le Pacifique. Les résultats en Asie du Sud, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord sont également bons, mais les deux dernières régions sont à la traîne, avec une diminution beaucoup plus lente des coûts du commerce. Le problème est particulièrement net dans le cas de l'Afrique subsaharienne où les coûts étaient déjà les plus élevés en 1996 et l'étaient encore, de loin, en 2010. Comme dans le cas des données sur les groupes de revenu, il ressort de la ventilation régionale que certains pays en développement réduisent effectivement les coûts du commerce et deviennent plus compétitifs au niveau international tandis que d'autres restent marginalisés.

Une autre dimension importante des coûts du commerce est l'opposition entre le commerce intrarégional et le commerce extrarégional. En général, les coûts du commerce devraient être moins élevés sur les itinéraires régionaux que sur les itinéraires plus longs, non seulement du fait des coûts du transport mais aussi en raison des efforts d'intégration régionale et des similarités institutionnelles entre pays voisins. Le tableau 2.1 présente quelques données quantitatives qui corroborent plus ou moins cette idée. Chaque cellule du tableau indique les coûts du commerce moyens pour une combinaison de régions. Les cases sur la diagonale correspondent aux coûts du commerce intrarégional et toutes les autres aux coûts du commerce extrarégional. Le tableau est symétrique parce que la base de données CESAP-Banque mondiale sur les coûts du commerce utilise une moyenne des coûts sous-jacents du commerce dans les deux sens pour établir son indice.

Figure 2.8 Coûts du commerce dans le secteur manufacturier, 1996 et 2010, par région



Source: Base de données CESAP-Banque mondiale sur les coûts du commerce.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933240904

Il ressort clairement du tableau 2.1 que le commerce intrarégional est en général beaucoup moins coûteux que le commerce extrarégional. Une exception fréquemment observée dans la pratique est l'Asie du Sud: le coût du transport de marchandises d'un point à un autre en Asie du Sud est à peu près le même que celui du transport de marchandises entre l'Asie du Sud et l'Asie de l'Est. De fait, une grande partie des expéditions entre les ports d'Asie du Sud passent par Singapour, au lieu d'être envoyées directement, de sorte que ce résultat n'est pas surprenant, bien qu'il indique un dysfonctionnement marqué du marché du transport et des mécanismes de facilitation des échanges au niveau intrarégional.

Tableau 2.1 Matrice des coûts du commerce régional pour le secteur manufacturier, 2010

	Asie de l'Est et Pacifique	Europe et Asie centrale	Amérique latine et Caraïbes	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Asie du Sud	Afrique subsaharienne
Asie de l'Est et Pacifique	84%	143%	148%	166%	116%	161%
Europe et Asie centrale	143%	94%	240%	138%	173%	238%
Amérique latine et Caraïbes	148%	240%	113%	206%	184%	232%
Moyen-Orient et Afrique du Nord	166%	138%	206%	106%	156%	225%
Asie du Sud	116%	173%	184%	156%	117%	166%
Afrique subsaharienne	161%	238%	232%	225%	166%	120%

Source: Base de données sur les coûts du commerce CESAP-Banque mondiale.

Comme le montre le tableau 2.1, la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique se distingue là encore par le niveau relativement bas des coûts du commerce par rapport aux autres régions. C'est souvent la destination extrarégionale la moins coûteuse pour les exportations des pays en développement. Cela s'explique par le bon niveau de connectivité des transports dans la région, qui compte des plaques tournantes internationales appliquant les meilleures pratiques comme Hong Kong, Chine et Singapour, ainsi qu'un grand nombre de ports maritimes dans d'autres endroits. C'est aussi une région qui a fait beaucoup pour faciliter les échanges – notamment par le biais de projets financés par l'Aide pour le

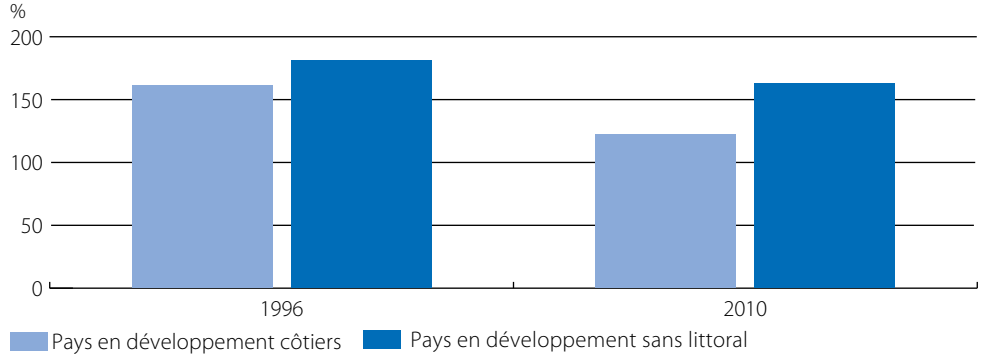
commerce. La leçon à en tirer est qu'il est possible, grâce à une action politique concertée, de créer dans une région ou un pays, un environnement dans lequel les coûts du commerce sont faibles. Cela se traduit par des niveaux d'échanges élevés et un potentiel de croissance et de réduction de la pauvreté durables et inclusives. De fait, la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique a obtenu ces dernières années des résultats remarquables en termes de réduction de la pauvreté et il semble que le commerce international y ait contribué, du moins en partie.

Les pays sans littoral sont un groupe de pays en développement qui est réputé avoir des coûts du commerce très élevés. N'ayant aucun accès direct à des lignes maritimes, ces pays dépendent des routes terrestres souvent longues qui passent par des pays tiers. Ils sont tributaires des arrangements de transit dont l'administration est souvent difficile dans le contexte des économies en développement et en transition. Les pays sans littoral ont en général des difficultés à commercer avec des partenaires éloignés et dépendent beaucoup de leurs voisins immédiats. L'enclavement pose de réels problèmes pour les politiques de développement orientées vers l'extérieur, mais de bonnes politiques dans des domaines comme les services de base – services de transport et de réseau – et la facilitation des échanges peuvent beaucoup aider à surmonter ces problèmes.

La figure 2.9 présente les coûts du commerce moyen pour les pays sans littoral et les pays côtiers en 1996 et 2010. La différence est frappante: en 2010, les coûts du commerce des pays sans littoral étaient en moyenne supérieurs de près d'un tiers à ceux des pays côtiers, atteignant 163%. Leur évolution est encore plus préoccupante: pendant la période considérée, les pays côtiers ont réussi à réduire leurs coûts du commerce de près d'un quart en moyenne alors que les pays sans littoral ne les ont réduits que de 10%. La figure 2.9 montre clairement que les pays en développement sans littoral souffrent de coûts du commerce particulièrement élevés qui les laissent en marge du système commercial et que le problème empire, et non l'inverse, en termes relatifs. Cela est dû au fait que ces pays réduisent les coûts du commerce beaucoup plus lentement que les autres pays. L'Aide pour le commerce destinée aux pays sans littoral, en particulier pour les infrastructures et la facilitation des échanges, devrait donc être une priorité à l'avenir.

Il ressort clairement de l'analyse présentée dans cette section que l'expérience des pays en développement en matière de coûts du commerce varie grandement suivant les cas. Les coûts du commerce sont importants pour tous les pays en développement. Certains, notamment dans la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique, ont adopté des politiques efficaces pour réduire ces coûts. D'autres, comme les pays d'Afrique subsaharienne et les pays sans littoral, rencontrent à cet égard des difficultés particulières et restent en marge des marchés mondiaux à cause des distances importantes qui les séparent de leurs partenaires commerciaux. En général, le changement va dans le bon sens: les coûts du commerce diminuent partout. Cependant, il faut faire plus – et l'Aide pour le commerce peut-être utile à cet égard – pour aider les groupes qui ne parviennent pas à réduire les coûts du commerce, à la fois au plan intrarégional et interrégional.

Figure 2.9 Coûts du commerce dans le secteur manufacturier, 1996 et 2010, pour les pays sans littoral et pour les autres pays en développement



Source: Base de données CESAP-Banque mondiale sur les coûts du commerce.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933240911

LES DIFFÉRENTS LEVIERS POLITIQUES PEUVENT ÊTRE UTILISÉS POUR RÉDUIRE LES COÛTS DU COMMERCE

Que peuvent faire concrètement les responsables politiques des pays en développement pour réduire les coûts du commerce et en retirer les bénéfices potentiels sur le plan économique et sur celui du développement? Divers leviers politiques peuvent être utilisés à cette fin. Il est impossible de les décrire tous. Ils dépendent beaucoup de la situation du pays, et les programmes visant à réduire les coûts du commerce doivent être adaptés aux besoins et aux cas particuliers ainsi qu'aux objectifs de développement. Cette section tente de montrer certains liens entre les politiques couramment utilisées et les coûts du commerce pour servir de base aux efforts en termes de politiques et d'analyse visant à identifier ce qui fonctionne. Là encore, il est important de souligner que la méthode employée ici présente des corrélations et non des liens de causalité. Toutefois, chaque cas examiné repose sur une analyse et des mécanismes économiques solides ainsi que sur des études économétriques approfondies (Arvis *et al.,* 2015).

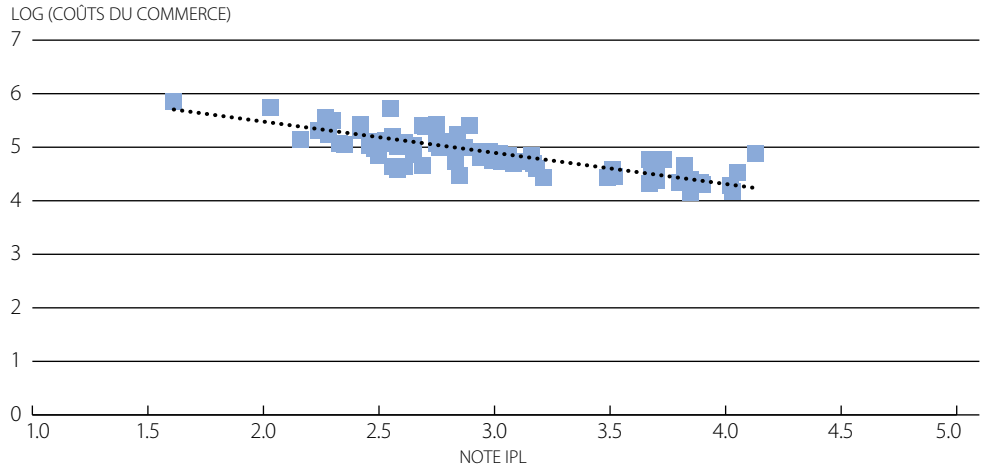
La première série de mesures considérées concerne la logistique et la facilitation des échanges. Comme on l'a vu dans le chapitre 1, la facilitation des échanges est un concept large qui peut englober des activités très diverses visant à réduire les coûts du commerce. Les procédures douanières et les procédures à la frontière – qui sont au centre de la facilitation des échanges à l'OMC – n'en sont qu'un aspect. L'indice de performance logistique (IPL) de la Banque mondiale est une bonne mesure globale de la performance d'un pays sur ce front (Arvis *et al.,* 2014). L'IPL permet de mesurer les résultats d'un pays dans six grands domaines:

- l'efficacité du processus de dédouanement à la frontière
- la qualité des infrastructures commerciales et des infrastructures de transport
- la facilité d'organiser des expéditions à des prix concurrentiels
- la compétence et la qualité des services logistiques
- le suivi et la traçabilité des expéditions
- la fréquence des expéditions arrivant à destination dans les délais prévus.

On mesure la performance au moyen d'une enquête réalisée auprès des professionnels de la logistique du commerce dans le monde entier, qui la notent sur une échelle de 1 à 5. L'IPL global – sur lequel porte la présente analyse – mesure la performance dans les six domaines: plus la note est élevée, plus la performance est bonne.

La figure 2.10 montre le lien existant entre la performance en matière de facilitation des échanges mesurée par l'IPL et les coûts commerciaux. La droite de meilleur ajustement est fortement inclinée vers le bas, ce qui montre que les pays dont la performance dans les domaines de la logistique et de la facilitation des échanges est meilleure ont tendance à avoir des coûts du commerce plus bas. Cette corrélation ressort très nettement des données. Sur la base d'une analyse plus rigoureuse utilisant un modèle économétrique, on est fondé à dire que les pays peuvent réduire les coûts du commerce en progressant dans les six domaines de la logistique et de la facilitation des échanges identifiés par l'IPL. Le programme d'action est vaste et associe le secteur privé (en particulier les prestataires de services) et le secteur public. Un effort concerté pour améliorer l'environnement réglementaire, accroître l'efficacité des marchés et promouvoir le développement du secteur privé dans le domaine de la logistique peut-être fructueux et peut contribuer à la réduction des coûts du commerce et à l'amélioration de la compétitivité.

Figure 2.10 Note selon l'indice de performance logistique par rapport aux coûts du commerce, 2012



Source: Base de données CESAP-Banque mondiale sur les coûts du commerce; Indice de performance logistique de la Banque mondiale.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933240927

La connectivité est une autre question à laquelle les responsables politiques accordent de plus en plus d'importance. Dans la région Asie-Pacifique, l'ASEAN et l'APEC ont élaboré des politiques importantes pour promouvoir la connectivité régionale de diverses façons. La connectivité peut-être considérée comme la facilitation des échanges de nouvelle génération: elle va au-delà du paradigme de la chaîne d'approvisionnement de point à point pour traiter les effets des coûts du commerce sur les plates-formes de production en réseau comme les CVM. D'après cette analyse, on pourrait penser que l'amélioration de la connectivité est associée à une baisse des coûts du commerce de la même manière que l'amélioration de la logistique et de la facilitation des échanges.

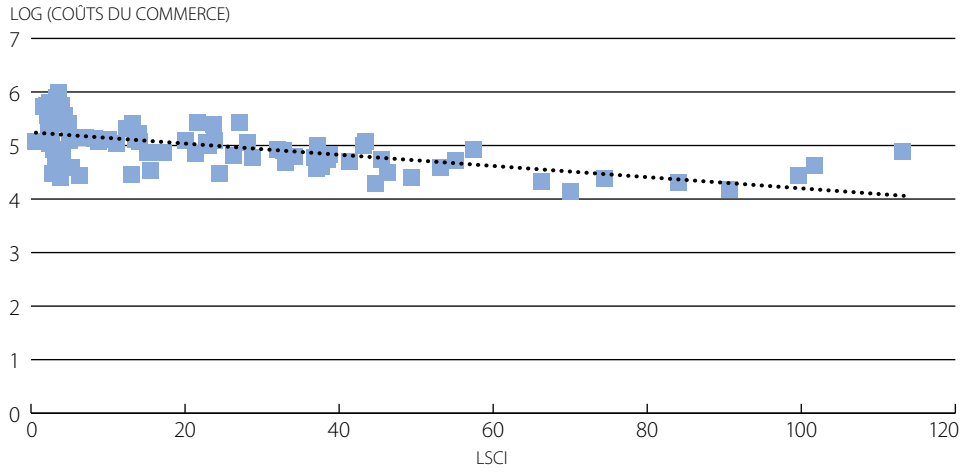
L'indice de connectivité des transports maritimes réguliers (LSCI), développé par la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement), mesure la capacité d'un pays de se connecter aux marchés des transports mondiaux. Il regroupe des données sur un certain nombre de mesures de la performance en matière de connectivité, telles que le nombre de porte-conteneurs, la capacité de charge, le nombre de compagnies maritimes, les services et les navires et la taille moyenne et maximale des navires. La majeure partie du commerce international en volume, et une bonne moitié du commerce en valeur, se fait par voie maritime. Les entreprises dépendent de la connectivité maritime pour acheminer les marchandises vers les marchés mondiaux. En général, ce sont seulement les marchandises ayant un ratio valeur-poids élevé qui sont transportées par avion, d'où l'importance particulière de la voie maritime pour de nombreux pays en développement.

La figure 2.11 montre le lien entre le LSCI sur l'axe horizontal et les coûts du commerce sur l'axe vertical. La droite de meilleur ajustement est là encore inclinée vers le bas, ce qui indique qu'une meilleure connectivité maritime est associée à des coûts du commerce plus bas. Comme c'était le cas pour l'IPL, l'ajustement est très serré, ce qui signifie que la relation entre les deux variables est forte. Une analyse plus détaillée fondée sur un modèle économétrique confirme le résultat de la figure 2.10: l'amélioration de la connectivité est un bon moyen, pour les pays en développement, de réduire les coûts du commerce.

La connectivité est bien sûr un vaste domaine, mais les composantes du LSCI suggèrent plusieurs mesures que les pays pourraient prendre utilement. Bon nombre de ces mesures sont utiles aussi pour d'autres modes de transport comme le transport aérien. Elles comprennent, par exemple, des initiatives importantes comme le développement de

l'infrastructure aux principaux points d'entrée comme les ports et les aéroports, ainsi que des routes et des voies ferrées qui les relient au reste du pays. Il est important aussi d'agir sur le plan réglementaire: la libéralisation des marchés de services de transport, notamment par l'assouplissement des restrictions à l'IED, peut promouvoir le regroupement et l'amélioration de la productivité ainsi que la diffusion des meilleures pratiques mondiales et régionales en termes de procédures opérationnelles.

Figure 2.11 Indice de connectivité des transports maritimes réguliers et coûts du commerce, 2012



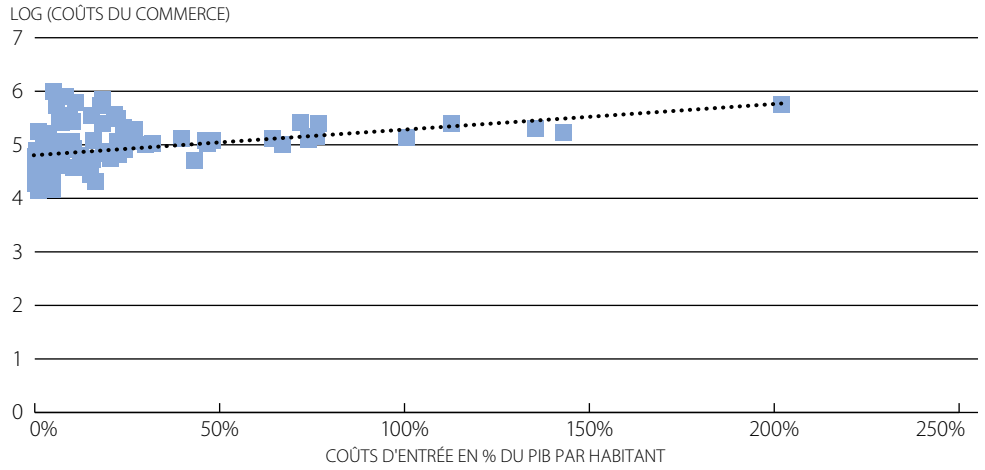
Source: Base de données CESAP-Banque mondiale sur les coûts du commerce; Indice de connectivité des transports maritimes réguliers de la CNUCED..

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933240933

Jusqu'ici, l'accent a été mis sur les politiques aux frontières et entre les frontières. Mais les mesures à l'intérieur des frontières sont également importantes, comme on l'a souligné dans le chapitre 1. Ces politiques sont par nature plus difficiles à mesurer et là encore, il est impossible d'être exhaustif. C'est pourquoi on prend une mesure représentative qui est un bon indicateur du climat des affaires et de l'investissement dans un pays: le coût de démarrage d'une entreprise (entrée sur le marché). La source est la base de données Doing Business. Dans ce cas, on s'attend à ce que la relation avec les coûts du commerce soit inverse: les pays où le démarrage d'une entreprise coûte cher devraient avoir des coûts du commerce en moyenne plus élevés que ceux où le coût de démarrage est relativement faible, toutes choses égales par ailleurs. Une relation significative entre les deux variables confirmerait l'importance des obstacles à l'intérieur des frontières pour les coûts du commerce.

La figure 2.12 montre qu'il existe effectivement une relation positive entre le coût de démarrage d'une entreprise et les coûts du commerce, illustrée par l'inclinaison vers le haut de la droite de meilleur ajustement. Toutefois, dans ce cas, les observations ne sont pas aussi étroitement regroupées autour de la droite de régression que dans les autres figures. De fait, la dispersion est très large à l'extrémité de la ligne correspondant aux coûts d'entrée faibles. Cela pourrait signifier que la priorité est d'éviter des coûts d'entrée très élevés, qui peuvent contribuer à un mauvais climat des affaires et à des coûts du commerce élevés; toutefois, au-dessous d'un certain seuil, l'effet des coûts de démarrage est plus difficile à déterminer. Quoi qu'il en soit, la figure 2.12 indique clairement que les mesures à l'intérieur des frontières sont des déterminants importants des coûts du commerce et doivent être pris en compte dans tout programme complet visant à réduire les coûts du commerce. Du point de vue de l'Aide pour le commerce, cela signifie que les mesures visant à renforcer la capacité de production et à entreprendre des réformes réglementaires peuvent être très importantes dans le cadre d'un effort de grande portée pour aider les pays en développement à réduire les coûts du commerce.

Figure 2.12 Coûts d'entrée sur le marché et coûts du commerce, 2012



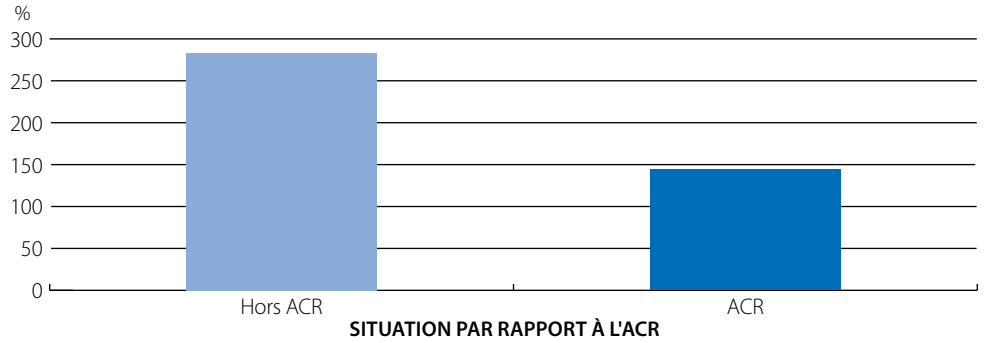
Source: Base de données CESAP-Banque mondiale sur les coûts du commerce; Base de données *Doing Business*.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933240946

Une dernière mesure dont il faut parler dans le contexte de la réduction des coûts du commerce est l'intégration régionale. La figure 2.13 montre que les coûts du commerce pour les paires de pays qui ne font pas partie du même accord commercial régional (ACR) sont environ deux fois plus élevés que pour les paires de pays qui sont parties au même ACR. Comme on l'a vu dans le chapitre 1, les coûts du commerce ont dans certains cas une dimension régionale, par exemple quand il est question d'arrangements de transit. En tous cas, les grands accords régionaux donnent aux pays des possibilités d'agir de façon concertée sur les coûts du commerce, et beaucoup le font – avec l'inclusion de chapitres sur la facilitation des échanges et même sur les mesures à l'intérieur des frontières dans les ACR de nouvelle génération.

Évidemment, une approche régionale des coûts du commerce peut faire craindre un détournement des échanges si les coûts du commerce sont réduits de manière discriminatoire. On ne dispose pas encore d'éléments permettant de dire si les ACR qui ont une composante facilitation des échanges entraînent effectivement un détournement des échanges significatif ou s'ils facilitent ou entravent les efforts plus larges déployés au niveau multilatéral. Il semblerait cependant que les mesures examinées ici peuvent être appliquées dans un cadre régional d'une manière raisonnablement non discriminatoire et donc tout à fait compatible avec le système commercial multilatéral fondé sur des règles. De nombreuses mesures visant à réduire les coûts du commerce profitent en fait à tous les partenaires commerciaux, même si le facteur qui les motive est un accord régional. Par exemple, l'amélioration des procédures douanières et des procédures à la frontière est dans bien des cas une mesure NPF (nation la plus favorisée) – qui profite à tous les partenaires commerciaux et pas seulement aux parties à l'ACR. Il a donc tout lieu d'espérer que les mesures de ce type signifient qu'il y a une grande compatibilité entre les approches régionales des cours du commerce et les valeurs fondamentales du système commercial multilatéral. De fait, les données concernant les marchés de services semblent confirmer que c'est le cas (Miroudot et Shepherd, 2014).

Figure 2.13 Coûts du commerce pour des paires de pays ne faisant pas partie d'un ACR par rapport à des paires de pays faisant partie du même ACR, 2012



Source: Base de données CESAP-Banque mondiale sur les coûts du commerce; De Sousa (à paraître).

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933240950

CONCLUSIONS

La section précédente a montré que les pays en développement ont beaucoup à faire pour réduire les coûts du commerce, mais qu'ils disposent d'un certain nombre d'instruments qui peuvent être efficaces à cette fin tout en étant raisonnablement non discriminatoires. Cette section examine comment les pays et les projets ont adapté ces idées aux circonstances concrètes pour parvenir à réduire les coûts du commerce.

Les responsables politiques doivent d'abord déterminer exactement les origines des coûts du commerce pour leur pays. Aucun pays ne rencontre les mêmes problèmes pour réduire les coûts du commerce et, comme nous l'avons vu, la performance varie selon les régions et les groupes de revenu. La priorité absolue doit être donnée aux principaux déterminants des coûts du commerce, compte tenu notamment du fait que les segments les plus faibles d'une chaîne d'approvisionnement ont tendance à faire augmenter les coûts tout le long de la chaîne.

Un certain nombre d'indicateurs et d'outils diagnostiques sont disponibles pour aider les gouvernements à identifier les principaux déterminants des coûts du commerce dans les pays et les régions. Des indicateurs transnationaux sont utilisés, notamment:

- L'Indice de performance logistique qui couvre la gestion des douanes et des frontières, l'infrastructure de transport, la facilité d'organiser les expéditions, la qualité des services logistiques, le suivi et la traçabilité et le respect des délais. L'indice a été établi sur la base d'une analyse des principaux déterminants de la performance logistique. Il a été utilisé par plusieurs pays pour élaborer des programmes de réformes.
- L'indice *Doing Business* de la Banque mondiale, qui permet de mesurer la facilité de faire du commerce du point de vue du nombre de documents requis ou du délai théorique nécessaire pour importer et exporter un équivalent conteneur type de 20 pieds.

Ces indicateurs constituent un point de départ pour définir des stratégies visant à réduire les coûts du commerce et à rendre les chaînes d'approvisionnement internationales plus efficaces. Cependant, les indicateurs par pays ne sont pas des outils diagnostiques mais donnent plutôt des indications approximatives de la situation d'un pays par rapport à certaines dimensions des politiques. Les politiques qui visent la source des coûts du commerce devraient être fondées sur des évaluations détaillées et sur des données et des faits précis. Elles peuvent s'appuyer aussi sur une série de lignes directrices et d'outils. Dans le domaine de la logistique commerciale, il est souvent fait référence à l'audit de facilitation du commerce et des transports (TTFA) (voir l'encadré 2.2).

Encadré 2.2 Audit de facilitation du commerce et des transports (TTFA)

L'audit de facilitation établit un diagnostic aussi détaillé que possible des contraintes procédurales ou opérationnelles pesant sur le commerce extérieur et les services de transport international. Il porte principalement sur trois points: 1) les procédures et les prescriptions réglementaires pour les transactions commerciales internationales (par exemple, douanes); 2) l'efficience et la structure de marché des services et des infrastructures de transport; et 3) la mesure des coûts et des délais. L'analyse est effectuée au moyen d'enquêtes auprès des opérateurs privés et des organismes publics, suivant la méthodologie publiée par la Banque mondiale (*Trade and Transport Facilitation Assessment: a Practical Toolkit*). Elle permet d'établir une évaluation complète de la situation et un plan d'action correctif qui ouvrent la voie à de futurs projets de facilitation du commerce ou des transports. Ces outils ont été appliqués dans une cinquantaine de pays.

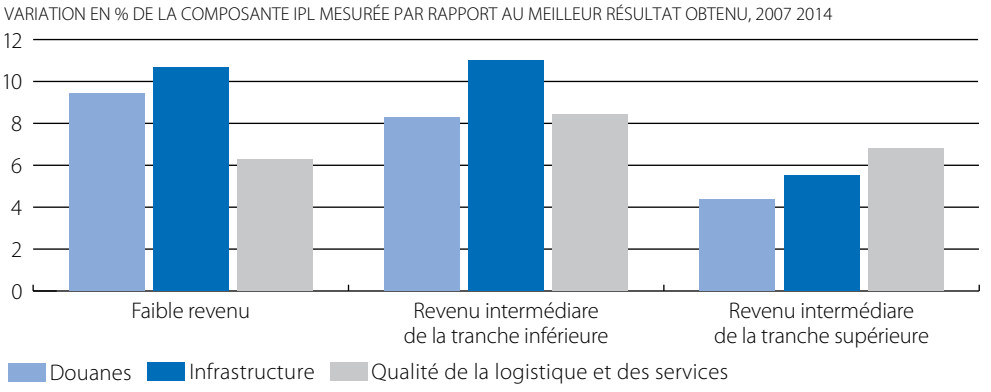
Source: Banque Mondiale

Pour les pays en développement, les priorités des réformes destinées à réduire les coûts du commerce sont claires, même si les mesures à prendre en ce sens doivent être adaptées aux circonstances particulières de chaque pays. Les priorités varient selon le niveau de revenu, mais certaines sont communes aux différents groupes de revenu. Prenons, par exemple, les trois principaux aspects des réformes de la logistique commerciale:

- Les réformes en matière de facilitation des échanges visant à simplifier les procédures à la frontière (par exemple, les douanes).
- Les infrastructures liées au commerce, telles que les corridors ferroviaires ou routiers, les ports mais aussi les TIC (par exemple, large bande).
- Le développement et la qualité des services logistiques.

Il ressort des enquêtes IPL et des travaux sur le terrain qu'en général, les réformes de base en matière de facilitation des échanges sont plus importantes dans les pays à faible revenu tandis que les réformes des services sont essentielles dans les économies plus avancées ayant des exportations diversifiées (figure 2.14).

Figure 2.14 Dimensions des politiques et niveaux de revenu



Source: Arvis 2014

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933240963

Les différentes dimensions des politiques sont complémentaires et indissociables dans la pratique. Par exemple, les programmes de facilitation des échanges, aussi populaires soient ils, ne sauraient remplacer l'amélioration des infrastructures. **De nombreux pays continuent de faire face à des carences importantes dans l'infrastructure auxquelles il faut remédier dans le cadre des programmes visant à réduire les coûts du commerce.** Il est vrai que même les éléments les plus coûteux des programmes de réforme en matière de facilitation des échanges (par exemple la création de systèmes de guichet unique ou la modernisation de l'infrastructure à la frontière) nécessitent en général beaucoup moins d'investissements que les projets d'infrastructure comme la rénovation des ports ou des aéroports ou la reconstruction des routes ou des voies ferrées. Cependant, dans la pratique, ces réformes de facilitation sont plus efficaces lorsqu'elles sont liées à l'infrastructure matérielle. En Afrique, par exemple, certains des projets de facilitation des échanges qui ont eu le plus d'impact ont été exécutés en liaison avec des projets de corridors (par exemple, Mombasa, Dar es Salam et Douala). Le fait de combiner "matériel" et "immatériel" augmente les chances de participation durable des différentes parties prenantes. Cela constitue aussi un cadre efficace pour la coordination entre les donateurs. Au cours des dix dernières années, les corridors desservant l'intérieur de l'Afrique à partir des ports de Mombasa, Dar es Salam et Douala ont permis une nette amélioration des performances, en partie parce que les organismes qui financent ces corridors, comme la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, ont encouragé ce type de lien.

La facilitation des échanges doit être l'un des domaines d'action prioritaires. La gestion inefficiente des frontières est à l'origine d'une grande partie des coûts du commerce dans les pays en développement. Cela fait de la facilitation des échanges un domaine de réforme d'un très bon rapport coût-efficacité. De plus en plus, les réformes en matière de facilitation des échanges visent à remanier en profondeur la gestion des frontières, avec la participation de toutes les institutions intervenant dans la régulation du commerce, y compris les organismes responsables des quarantaines, de la santé, de la sécurité, etc. (dans de nombreux pays, il se peut que plus de dix organismes interviennent dans la facilitation des échanges). L'impact des investissements réalisés pour améliorer l'efficacité des procédures douanières – objectif traditionnel des réformes de facilitation des échanges – peut-être amoindri si les organismes qui s'occupent du dédouanement des marchandises à la frontière maintiennent des procédures inefficaces. Les résultats de l'Indice de performance logistique pour 2014 montrent que c'est toujours un domaine où la performance est faible, les répondants ayant cité plus de problèmes avec les organismes autres que les douanes, y compris ceux qui s'occupent des normes, du transport, des questions vétérinaires et des questions sanitaires/SPS.

La mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges est un élément essentiel des programmes de réforme des pays en développement dans ce domaine, mais les pays ne devraient pas s'arrêter là. Les programmes de réforme actuels dans de nombreux pays vont bien au-delà des mesures prévues par l'AFE, qui devraient être considérées comme une base de réforme servant de point de départ. En fait, les programmes de réforme les plus actifs, soutenus par des organismes internationaux comme la Banque mondiale, aussi bien dans les pays à revenu intermédiaire que dans la plupart des pays à faible revenu, contribuent déjà à la modernisation de l'infrastructure de facilitation des échanges, en allant bien au-delà des dispositions de l'AFE.

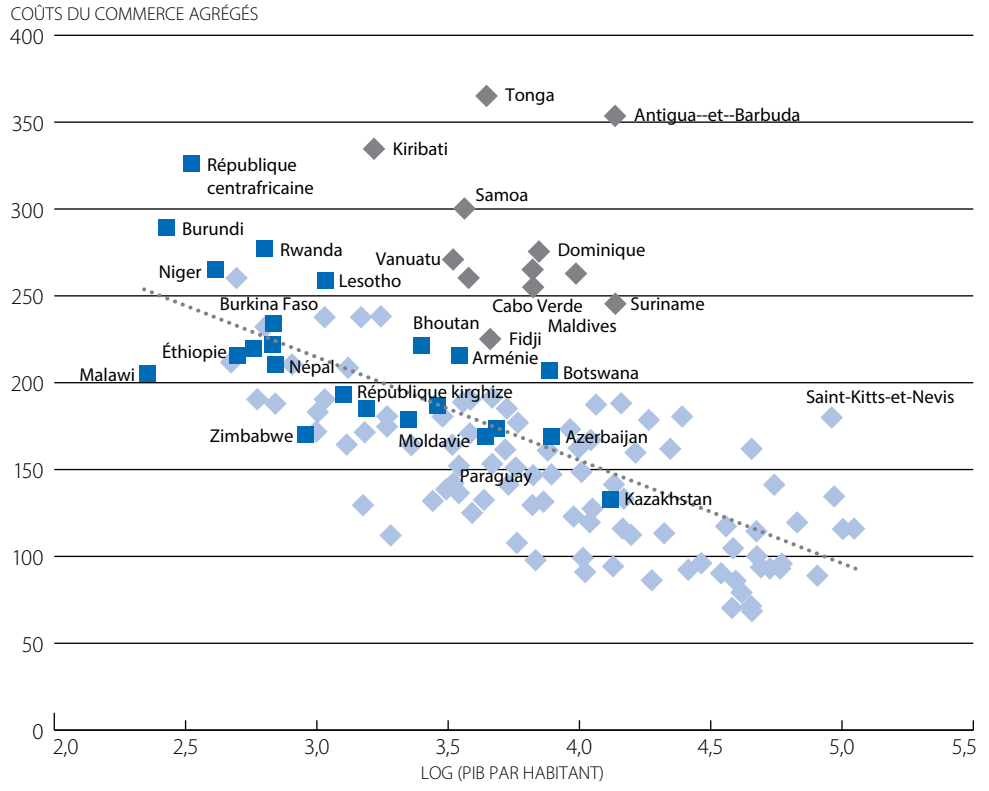
Une plus grande priorité doit être donnée aux services dans les stratégies de réforme visant à réduire les coûts du commerce. Les derniers résultats de l'Indice de performance logistique de groupe de la Banque mondiale montrent qu'il est important d'améliorer la qualité de la fourniture de services logistiques. Ce sont les entreprises privées, plutôt que les pouvoirs publics qui fournissent ces services, mais le cadre politique du secteur est fortement influencé par les décisions des pouvoirs publics. Certains secteurs comme les transports routiers ou le courtage en douane doivent être convenablement réglementés, du point de vue notamment de l'entrée en activité, et de l'application des règlements techniques et des normes d'accès aux marchés pour les opérateurs régionaux et internationaux. L'existence de marchés fermés ou le manque de moyens d'exécution dans les organismes chargés de réglementation sont des problèmes courants qui empêchent l'émergence des services orientés vers la qualité dont ont besoin les exportateurs. Dans les grandes économies, les exportateurs les plus efficients confient à des tiers la plupart des services logistiques, ce qui leur permet de maximiser la productivité dans leur domaine d'activité principal. C'est le contraire dans les pays à

revenu intermédiaire et encore plus dans les pays à faible revenu qui font peu appel à des tiers pour la fourniture des services logistiques. Un exemple classique est celui du transport routier dans des régions comme l'Afrique de l'Ouest où l'organisation traditionnelle du marché repose sur de nombreux petits opérateurs qui utilisent de vieux camions quelques jours par mois. Plusieurs projets visent à remédier à cette situation (notamment un prêt de la Banque mondiale à l'appui des politiques) en regroupant la profession.

Les mesures non tarifaires (MNT) sont à l'origine d'une part considérable des coûts du commerce. Ces mesures ont pris de l'importance avec la diminution des droits de douane dans le monde. La simplification des MNT et leur harmonisation entre les partenaires commerciaux et à l'intérieur des régions peuvent grandement contribuer à la réduction des coûts du commerce. Le diagnostic effectué, par exemple, à l'aide de la boîte à outils de la Banque mondiale sur les MNT peut aider les gouvernements à analyser ces mesures de manière plus systématique et peut servir de base à une discussion plus objective sur les MNT avec les différents groupes de parties prenantes.

L'Aide pour le commerce devrait aussi répondre aux besoins particuliers des groupes de pays où les coûts du commerce sont comparativement très élevés. **C'est le cas des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement.** Il ressort clairement de la figure 2.15 que ces pays restent en marge du système commercial en raison de coûts du commerce particulièrement élevés. Ils sont manifestement désavantagés par le fait qu'ils dépendent des pays de transit (pays sans littoral) ou du transbordement (États insulaires) pour accéder aux marchés internationaux.

Figure 2.15 PIB par habitant et coûts du commerce agrégés

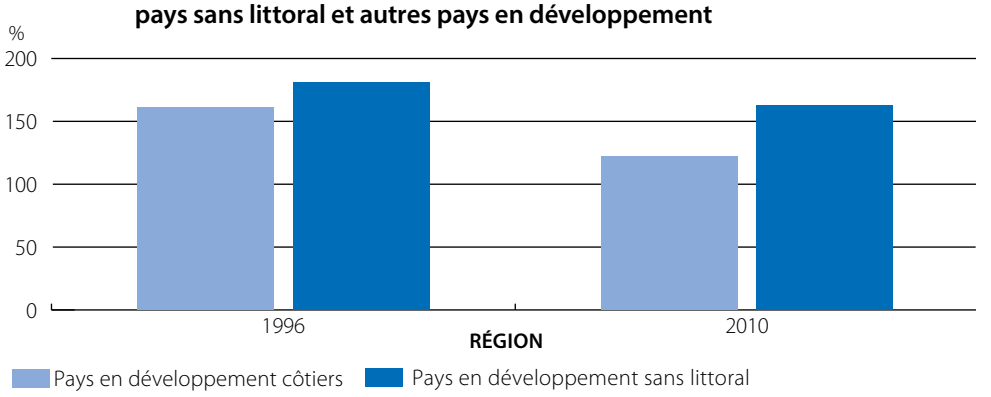


Source: Banque mondiale 2014.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933240979

L'évolution des coûts du commerce est encore plus préoccupante. La figure 2.16 indique les coûts du commerce moyens pour les pays sans littoral et les pays côtiers en 1996 et en 2010. Les pays côtiers ont réduit leurs coûts du commerce de près d'un quart en moyenne pendant la période considérée, alors que les pays sans littoral ne les ont réduits que de 10%. La différence est donc très nette: en 2010, les coûts du commerce des pays sans littoral étaient en moyenne supérieurs d'un tiers à ceux des pays côtiers, atteignant 163%.

Figure 2.16 Coûts du commerce dans le secteur manufacturier, 1996 et 2010, pays sans littoral et autres pays en développement



Source: Base de données CESAP-Banque mondiale sur les coûts du commerce 2014.

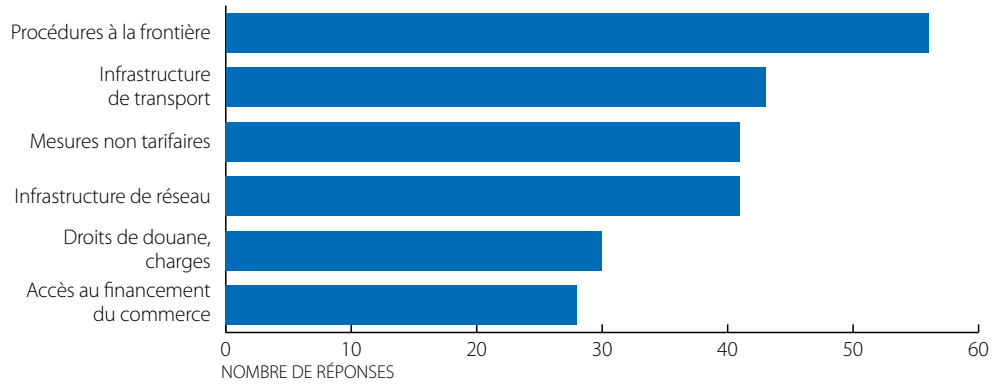
StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933240981

Plus que de la "tyrannie de la distance", les pays en développement sans littoral souffrent de la complexité et de l'inefficience potentielle de leur chaîne d'approvisionnement. La principale différence avec les pays côtiers réside dans la nécessité d'un système de transit qui permet le passage par le pays de transit des marchandises devant être dédouanées dans le pays sans littoral de destination. Les systèmes de transit ne sont souvent pas bien intégrés et la multiplicité des points de dédouanement et de contrôle entraîne des coûts et des retards supplémentaires et c'est un facteur d'incertitude.

L'ONU et d'autres organismes ont soutenu le Programme d'action d'Almaty (2003), qui a été élargi par le Programme d'action de Vienne (2014) à l'intention des pays en développement sans littoral et des pays de transit dont ils dépendent. Ces programmes indiquent plusieurs domaines où une aide pour le commerce et une coopération entre les pays sont nécessaires, notamment le régime de transit, le développement de corridors, l'intégration régionale des douanes et les politiques de transport. Il faudrait donner une plus grande priorité à l'Aide pour le commerce pour les pays sans littoral, en particulier dans les domaines des systèmes de transit et de l'intégration régionale, compte tenu notamment des difficultés supplémentaires liées aux projets multi pays. Malheureusement, les réformes dans ces domaines ont attiré moins d'attention et de soutien au titre de l'Aide pour le commerce que les réformes en matière de facilitation des échanges au niveau des pays ou que le soutien aux infrastructures.

L'enquête de suivi OCDE-OMC sur l'Aide pour le commerce de 2015 confirme l'importance de ces domaines et l'intensité des initiatives au niveau des pays. L'enquête montre que de nombreuses mesures ont été prises pour réduire les coûts du commerce de diverses façons (figure 2.17). Deux aspects sont importants. Premièrement, il faut une stratégie globale pour unifier les efforts dans les domaines administrativement distincts indiqués dans la figure 2.17. Deuxièmement, il est important d'identifier ce qui fonctionne dans le contexte de projets et pays particuliers et de le reproduire à plus grande échelle. L'expérience sur le terrain est essentielle pour comprendre les mesures que les gouvernements des pays en développement peuvent prendre pour réduire les coûts du commerce.

Figure 2.17 Mesures prises dans les pays partenaires pour réduire les coûts du commerce

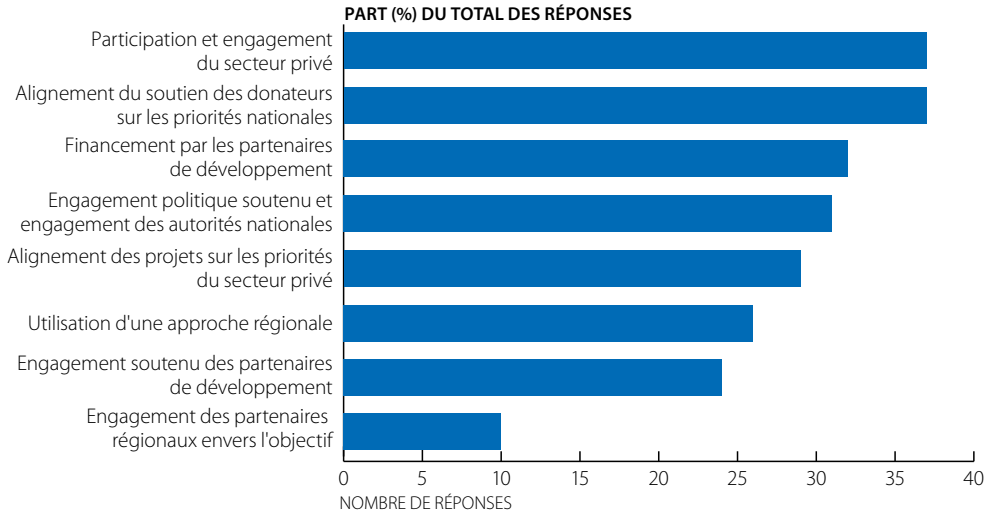


Source: Enquête de suivi OCDE-OMC sur l'Aide pour le commerce (2015).

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933240998

De nombreux facteurs contribuent à l'élaboration de programmes efficaces pour réduire les coûts du commerce. L'essentiel pour les gouvernements est de trouver la bonne combinaison de mesures et de veiller à ce que les mesures soient adaptées aux conditions et aux structures adéquates. Les pays partenaires se sont exprimés à ce sujet dans l'enquête OCDE-OMC (figure 2.18). Selon eux, un engagement soutenu au niveau politique et de la part du secteur privé est la clé du succès.

Figure 2.18 Facteurs clés pour réduire les coûts du commerce dans les pays partenaires



Source: Enquête de suivi OCDE-OMC sur l'Aide pour le commerce (2015).

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241006

BIBLIOGRAPHIE

Anderson, J. et E. van Wincoop (2004), "Trade costs", *Journal of Economic Literature*, Vol. 42, No. 3, pp. 691-751.

Arvis, J.-F. et al. (2013), "Trade costs in the developing world: 1995-2010", Policy Research Working Paper n° 6309, Banque mondiale.

Arvis, J.-F, Y Duval, B Shepherd, et C Utoktham (2013), "Trade Costs in the Developing World: 1995-2010", Policy Research Working Paper n° 6309, Banque mondiale.

Arvis, J.-F. et al. (2014), *Connecting to Compete: Trade Logistics in the Global Economy*. Washington, D.C.: Banque mondiale.

Banque mondiale 2014, Improving Trade and Transport for Landlocked Countries http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/Trade/Landlocked_Countries.pdf

De Sousa, J. (à paraître), "The currency union effect on trade is decreasing over time", E*conomics Letters*.

Miroudot, S. et B. Shepherd (2014), "The paradox of 'preferences': regional trade agreements and trade costs in services", *The World Economy,* Vol. 37, No. 12, pp. 1751-1772.

Novy, D. (2013), "Gravity redux: measuring international trade costs with panel data", Economic Inquiry, Vol. 51, No. 1, pp. 101-121.

OCDE (2014), "OECD trade facilitation indicators: calculating the potential impact of the WTO Trade Facilitation Agreement on trade costs", http://www.oecd.org/tad/facilitation/OECD_Trade_Facilitation_Indicators_updated-flyer_October_2014.pdf.

Straube, Frank, Robert Handfield, Hans-Christian Pfohl et Andreas Wieland, 2013. "Trends und Strategien in Logistik und Supply Chain Management." *Deutscher Verkehrs-Verlag*: Hambourg.

CHAPITRE 3

L'AIDE POUR LE COMMERCE: POLITIQUES, PRIORITÉS ET PROGRAMMES

Contribution de l'Organisation de coopération et de développement économiques

Résumé: *Le présent chapitre examine le volume des décaissements et des engagements au titre de l'Aide pour le commerce et donne des détails sur la répartition par secteur, zone géographique et groupe de revenu. Il résume en outre la littérature spécialisée qui a analysé les liens entre l'aide, le commerce, la croissance économique et la réduction de la pauvreté et constate que ces liens sont généralement positifs, tant globalement qu'au niveau des pays. Ces constatations sont confirmées par les cas d'expérience soumis par le secteur public et le secteur privé au sujet des programmes d'Aide pour le commerce. Enfin, le chapitre évalue les perspectives de l'Aide pour le commerce qu'il juge modérément positives.*

INTRODUCTION

L'Initiative Aide pour le commerce célébrera son dixième anniversaire à la Conférence ministérielle de l'OMC qui se tiendra à Nairobi (Kenya) du 15 au 18 décembre 2015. Elle a, entre autres, pour objectif d'assurer un "financement additionnel prévisible, durable et effectif" pour le renforcement des capacités commerciales dans les pays en développement. Afin d'évaluer le caractère additionnel et de garantir un compte rendu exact, des points de repères clairs au niveau mondial ont été convenus. Ils incluent l'aide publique au développement (APD) destinée à aider les pays en développement à élaborer des stratégies commerciales, à négocier des accords commerciaux et à mettre en œuvre leurs résultats, à construire des routes, des ports et des réseaux de télécommunication pour relier les marchés intérieurs au marché mondial, à soutenir le secteur privé pour l'aider à exploiter ses avantages comparatifs et à diversifier ses exportations, à aider les pays à faire face aux coûts liés à la libéralisation des échanges tels que les réductions tarifaires, l'érosion des préférences ou la détérioration des termes de l'échange, et à répondre à d'autres besoins liés au commerce s'ils sont mentionnés comme priorités liées au commerce dans les stratégies nationales de développement des pays partenaires (Équipe spéciale chargée de l'Aide pour le commerce de l'OMC – WT/AFT/1).

Le reste du chapitre analyse les flux, les programmes et les priorités en matière d'Aide pour le commerce. La section suivante présente les décaissements globaux effectués depuis que l'Initiative Aide pour le commerce est devenue opérationnelle. Elle indique en particulier les pays qui ont reçu cette aide, le type de soutien accordé et les conditions financières. La deuxième section présente les constatations issues des travaux empiriques réalisés pour établir le lien entre les décaissements au titre de l'Aide pour le commerce et leurs conséquences en termes de résultats commerciaux et de réduction de la pauvreté. Elle présente en outre les constatations globales tirées des cas d'expérience en ce qui concerne les produits, les résultats et les impacts. La troisième section traite des priorités des donateurs et des pays partenaires en matière d'Aide pour le commerce, et notamment de l'importance qu'ils accordent à la réduction des coûts du commerce. La quatrième section analyse les engagements au titre de l'Aide pour le commerce en 2013 du point de vue des bénéficiaires, des catégories et des donateurs. La cinquième section présente le budget et les perspectives à moyen terme de l'Aide pour le commerce. La dernière section présente des conclusions.

DÉCAISSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE

Depuis le lancement de l'Initiative Aide pour le commerce en 2006, un montant total de 246,5 milliards de dollars EU a été dépensé pour financer des programmes et des projets au titre de l'Aide pour le commerce. Ce montant correspond à environ 250 000 projets allant d'une valeur de 1 000 dollars EU à un peu moins de 1 milliard de dollars EU, la plupart ayant une valeur comprise entre 500 000 et 1 million de dollars EU. Les prestataires de l'Aide pour le commerce comprennent une soixantaine de donateurs bilatéraux et multilatéraux qui déclarent leur APD au Système de notification des pays créanciers (SNPC) du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Depuis 2006, les donateurs bilatéraux ont fourni près des deux tiers de l'aide totale, et les donateurs multilatéraux le reste. Durant la même période, les dépenses au titre de l'Aide pour le commerce ont été deux fois plus élevées pour les pays à revenu intermédiaire que pour les pays à faible revenu. L'aide est répartie à égalité entre les dons et les prêts à des conditions libérales, les pays à faible revenu, notamment les moins avancés d'entre eux, recevant l'essentiel de leur aide sous forme de dons, et les pays à revenu intermédiaire sous forme de prêts.

Du point de vue géographique, 146 pays en développement ont bénéficié d'un soutien au titre de l'Aide pour le commerce, principalement en Asie (38,4%) et en Afrique (35,1%). Les programmes régionaux et mondiaux ont également attiré 15,5% des décaissements totaux. À ce jour, plus des trois quarts de l'Aide pour le commerce ont servi à financer des projets dans quatre secteurs: transport et entreposage (29%), production et fourniture d'énergie (21%), agriculture (18%) et services bancaires et financiers (10%). En termes de population, les pays les moins avancés (PMA) ont reçu 10 dollars EU par habitant au titre de l'Aide pour le commerce, soit le montant le plus élevé par rapport aux autres groupes de revenu et plus du double de la moyenne de l'Aide pour le commerce par habitant.

Par ailleurs, 190,4 milliards de dollars "EU d'autres apports du secteur public (AASP) liés au commerce (transactions du secteur public avec les pays inscrits sur la liste des bénéficiaires d'APD du CAD ne remplissant pas les conditions requises pour être comptabilisées comme APD, soit parce qu'elles n'ont pas principalement pour objectif le développement, soit parce que leur élément de libéralité est inférieur à 25%) ont été versés depuis 2006, dont près de 80% par des institutions financières internationales. L'essentiel de ce financement aux conditions du marché est allé à des projets d'infrastructure économique (47%) et de renforcement des capacités de production (52%), presque exclusivement dans des pays à revenu intermédiaire (92%). Le principal bénéficiaire des AASP liés au commerce est également l'Asie, avec 72,5 milliards de dollars EU, soit 38% du total. Avec 30,75 milliards de dollars EU, l'Afrique est dépassée par les pays à revenu intermédiaire d'Amérique latine et des Caraïbes (45,9 milliards de dollars EU) et d'Europe (38,7 milliards de dollars EU).

Le reste de cette section examine plus en détail les décaissements totaux effectués depuis 2006 au titre de l'Aide pour le commerce. Elle analyse en particulier la répartition des décaissements entre les différentes catégories (politique et réglementation commerciales, infrastructure économique et renforcement de la capacité de production), qui sont utilisées comme valeur supplétive pour mesurer le volume de l'Aide pour le commerce au niveau mondial. On examine ensuite les pays et les régions qui reçoivent ces décaissements et les donateurs qui accordent des financements à des conditions libérales. Enfin, on étudie les conditions financières des décaissements. Tout au long de cette section, il est également fait référence aux AASP liés au commerce.

Répartition sectorielle et géographique

Entre 2006 et 2013, un montant total de 128,9 milliards de dollars EU a été versé pour financer des programmes et des projets destinés à réduire le déficit d'infrastructure dans les pays en développement. Les projets de transport et d'entreposage ont recueilli la majorité de ces fonds (56%), suivis par les projets de production et de fourniture d'énergie (40%), tandis que les projets de communication n'ont attiré que peu de financement à des conditions libérales (4%). Le principal bénéficiaire a été l'Asie avec 58,4 milliards de dollars EU, suivie par l'Afrique avec 44,8 milliards de dollars EU. Les économies en transition d'Europe orientale ont reçu beaucoup moins d'aide (12,0 milliards de dollars EU), de même que l'Amérique latine et les Caraïbes (8,9 milliards de dollars EU) et l'Océanie (1,6 milliard de dollars EU). Par ailleurs, un montant total de 89,7 milliards de dollars EU d'AASP a été accordé pour financer des programmes et projets d'infrastructure économique, dont 47,0 milliards de dollars EU pour des projets de transport et d'entreposage et 37,7 milliards de dollars EU pour des projets dans le secteur énergétique. Ces AASP ont surtout été fournis par des banques multilatérales de développement et par la Corée pour des programmes essentiellement concentrés dans les pays à revenu intermédiaire, notamment en Asie.

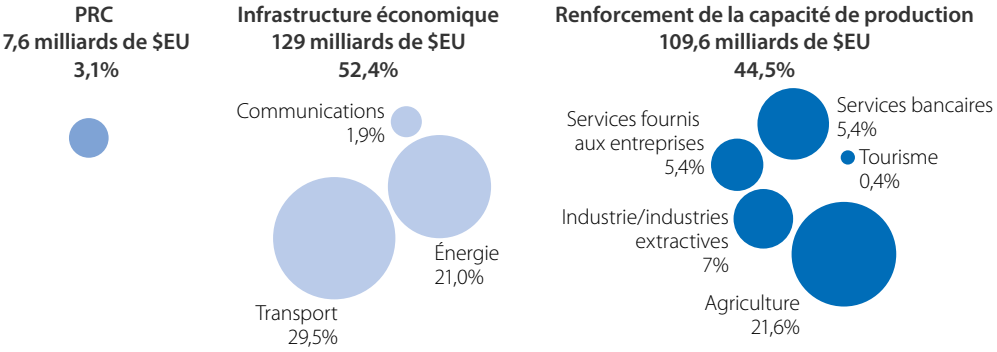
Entre 2006 et 2013, les programmes et projets destinés à renforcer les capacités de production dans les pays en développement ont été soutenus à hauteur de 109,6 milliards de dollars EU. L'amélioration de la productivité agricole et de la sécurité alimentaire a bénéficié d'une aide spécifique de 43,8 milliards de dollars EU. Cette aide faisait suite en partie au Sommet du G-8 qui s'était tenu à L'Aquila en 2009 et au cours duquel plusieurs donateurs (les membres du G-8 plus l'Australie, l'Espagne, les Pays-Bas et la Suède et l'UE) avaient promis un total de 22,2 milliards de dollars EU sur 3 ans en faveur de la sécurité alimentaire. Les services bancaires et financiers ainsi que les autres services aux entreprises ont reçu respectivement 24,9 milliards et 13,2 milliards de dollars EU. La plupart des décaissements destinés au renforcement de la capacité de production sont allés à l'Afrique (39,1 milliards de dollars EU), suivie par l'Asie (34,5 milliards de dollars EU), l'Amérique latine et les Caraïbes (11,1 milliards de dollars EU), l'Europe (9,9 milliards de dollars EU) et l'Océanie (0,96 milliard de dollars EU).

Par ailleurs, un montant total de 98,7 milliards de dollars EU d'AASP liés au commerce a également été versé depuis 2006 pour financer des programmes de renforcement des capacités de production. Les mesures destinées à remédier aux défaillances du marché concernant les services bancaires et financiers et les autres services aux entreprises ont bénéficié respectivement de 40,4 milliards et 8,8 milliards de dollars EU, tandis que les politiques sectorielles proactives touchant

le secteur manufacturier, l'agriculture et les industries extractives ont recueilli respectivement à 30,2 milliards, 8,9 milliards et 7,7 milliards de dollars EU. Les principaux bénéficiaires de ces aides ont été les pays à revenu intermédiaire d'Asie (38,1% du total des AASP), l'Amérique latine et les Caraïbes (24,1%) et l'Europe (20,4%). Le montant accordé à l'Afrique a été relativement faible (16,1%).

Depuis 2006, l'Aide pour le commerce dans son sens le plus étroit de soutien à la politique et à la réglementation commerciales a attiré au total 7,6 milliards de dollars EU, soit seulement 3,1% des décaissements totaux. La gestion de la politique commerciale, qui comprend le soutien technique apporté aux ministères du commerce et la mise en œuvre des accords commerciaux, y compris les obstacles techniques au commerce et les mesures sanitaires et phytosanitaires, a obtenu l'essentiel de ce soutien, soit 4,3 milliards de dollars EU, suivie par le soutien à la facilitation des échanges (1,8 milliard de dollars EU), la participation active aux négociations commerciales régionales (0,9 milliard de dollars EU), les négociations commerciales multilatérales (224 millions de dollars EU) et la formation et l'éducation (222 millions de dollars EU). Le soutien à l'ajustement lié au commerce – un des objectifs initiaux de l'Initiative Aide pour le commerce – n'a recueilli que 169 millions de dollars EU. Comme le soutien en faveur de la politique et de la réglementation commerciales a un caractère d'assistance technique, le montant des AASP liés au commerce servant à financer des projets dans ce domaine n'a pas dépassé 1,8 milliard de dollars EU.

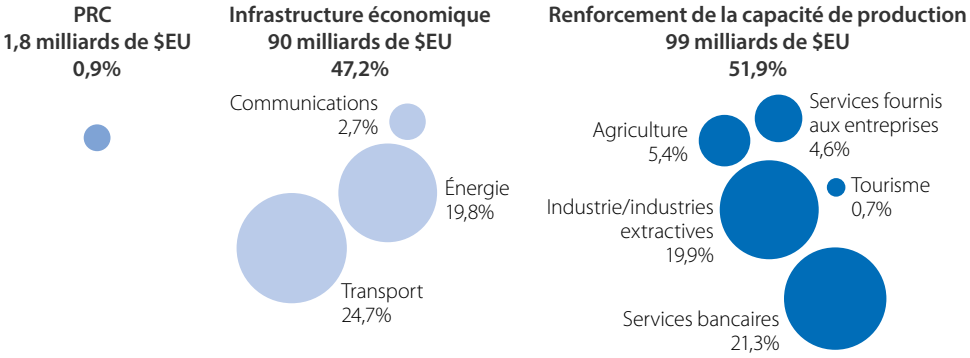
Figure 3.1 Part de l'Aide pour le commerce par catégorie (Décaissements totaux, 2006-2013)



Source: Base de données sur les activités d'aide (SNPC) du CAD de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241013

Figure 3.2 Part des AASP liés au commerce par catégorie (Décaissements totaux, 2006-2013)

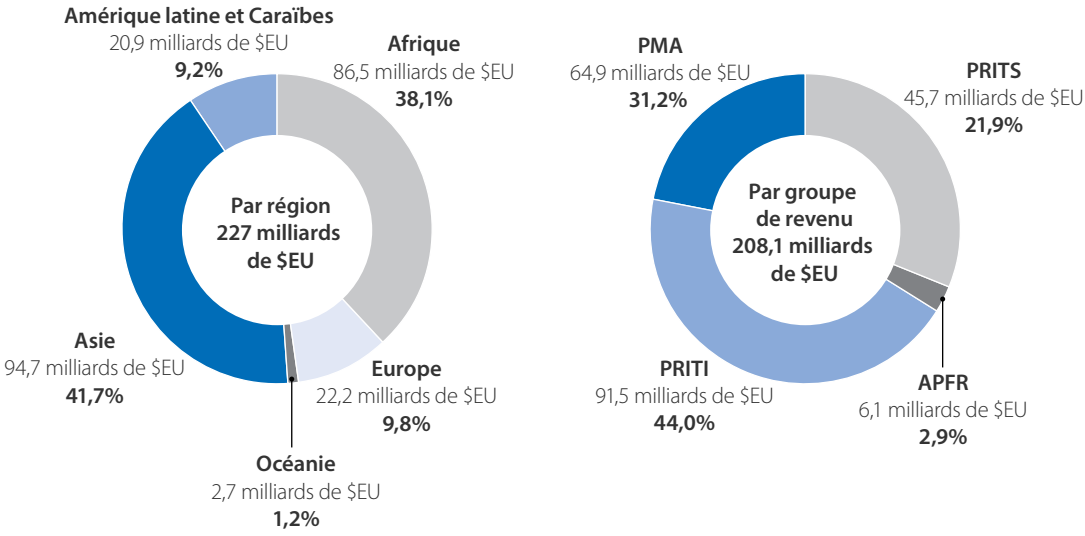


Source: Base de données sur les activités d'aide (SNPC) du CAD de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241026

Depuis 2006, les principaux bénéficiaires des versements au titre de l'Aide pour le commerce ont été les pays asiatiques (94,8 milliards de dollars EU), avec en plus 3 milliards de dollars EU pour les programmes régionaux. La majeure partie de ce financement est allée aux pays d'Asie du Sud et centrale (47,7%), suivis par l'Asie de l'Est (37%) et le Moyen-Orient (13,3%). Les AASP liés au commerce en faveur de l'Asie se sont élevés à 72,5 milliards de dollars EU, dont 37 milliards pour financer des programmes en Asie de l'Est et 30 milliards en Asie du Sud et centrale. Durant la même période, l'Aide pour le commerce en faveur de l'Afrique a atteint 86,5 milliards de dollars EU, dont les trois quarts pour l'Afrique subsaharienne. L'Afrique a reçu en outre 10,7 milliards de dollars EU pour des programmes régionaux. Globalement, 16,0% seulement des AASP liés au commerce ont été versés à des pays africains, soit moins que ce qu'ont reçu l'Amérique latine et les Caraïbes (24,1%) et l'Europe (20,4%). En fait, les AASP liés au commerce sont essentiellement destinés aux pays à revenu intermédiaire (91,0%) et presque pas aux PMA (3,2%).

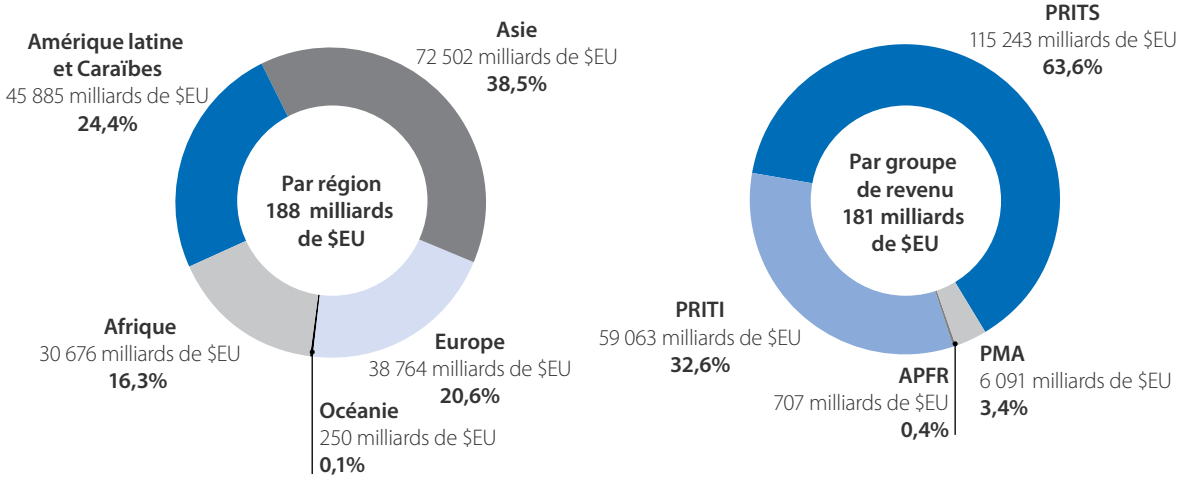
Figure 3.3 Décaissements au titre de l'Aide pour le commerce par région et par groupe e revenu, 2006-2013 (% du total de l'Aide pour le commerce)



Source: Base de données sur les activités d'aide (SNPC) du CAD de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241033

Figure 3.4 Décaissements au titre des AASP liés au commerce par région et par groupe de revenu, 2006-2013 (% du total des AASP liés au commerce)



Source: Base de données sur les activités d'aide (SNPC) du CAD de l'OCDE.

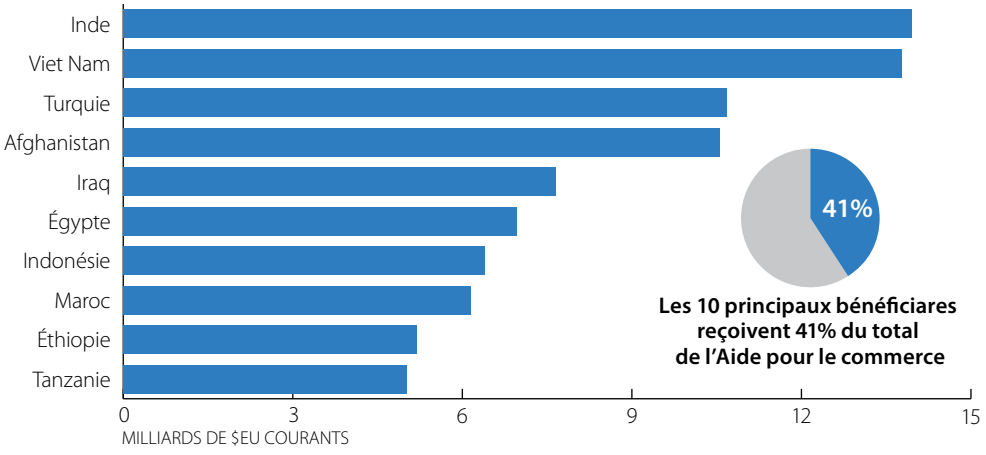
StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241046

La tendance à accorder aux pays les plus pauvres plus de fonds à des conditions libérales que d'AASP aux conditions du marché au titre de l'Aide pour le commerce apparaît aussi dans la répartition entre les prêts et les dons. Au niveau global, la part des prêts est quasiment égale à celle des dons depuis 2006. Mais les pays à faible revenu ont reçu 65,0% de leur aide sous forme de dons, alors que les pays à revenu intermédiaire ont reçu la même proportion sous forme de prêts. La part des PMA dans les décaissements totaux par pays au titre de l'Aide pour le commerce a été de 31,2%, contre 6,1% pour les pays à faible revenu, les 62,7% restants allant aux pays à revenu intermédiaire. Toutefois, l'Aide pour le commerce par habitant est de 10 dollars EU dans les PMA, contre 8,9 dollars EU dans les autres pays à faible revenu, 4,9 dollars EU dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et 2,5 dollars EU dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

Depuis 2006, les 10 principaux bénéficiaires d'Aide pour le commerce ont reçu un peu plus de 40% (86 milliards de dollars EU) des décaissements totaux par pays. Il s'agit de six pays asiatiques et de quatre pays africains. Seuls l'Afghanistan, l'Éthiopie et la Tanzanie font partie des PMA. Pour mettre les 86 milliards de dollars EU en perspective, il faut noter que la population totale de ces 10 principaux bénéficiaires représente près de 30% de la population totale des pays en développement. Les 10 principaux bénéficiaires d'AASP liés au commerce comprennent cinq pays asiatiques, deux pays européens, deux pays des Amériques et un pays africain. Ce sont tous des pays à revenu intermédiaire. Ils ont reçu ensemble 58% du total des AASP.

Depuis 2006, les donateurs bilatéraux ont effectué près de 63% des décaissements totaux au titre de l'Aide pour le commerce, le reste étant financé par des donateurs multilatéraux. Les 10 principaux donateurs (bilatéraux et multilatéraux) fournissent plus de 80% du total de l'Aide pour le commerce. Pour les AASP liés au commerce, la concentration est encore plus forte puisque les 10 principaux donateurs fournissent plus de 98% des fonds.

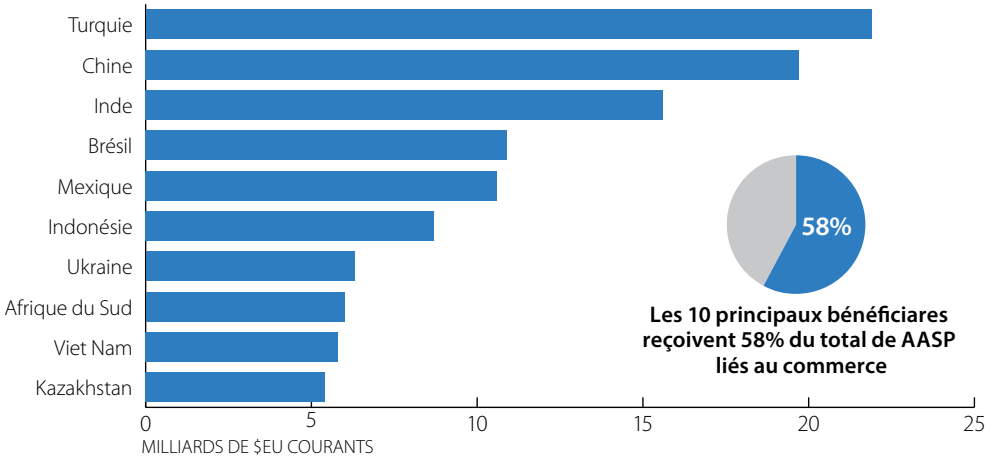
Figure 3.5 Aide pour le commerce: 10 principaux bénéficiaires (Décaissement totaux 2006-2013)



Source: Base de données sur les activités d'aide (SNPC) du CAD de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241052

Figure 3.6 AASP liés au commerce: 10 principaux bénéficiaires (Décaissements totaux, 2006-2013)



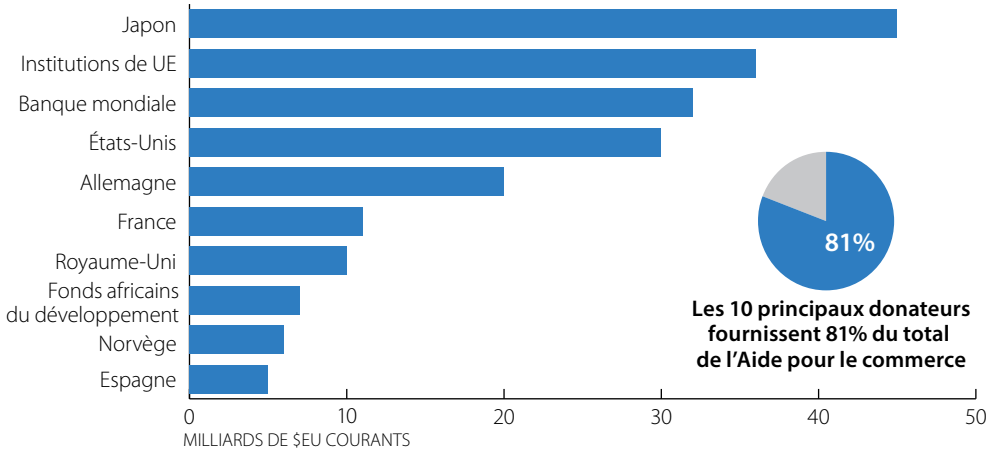
Source: Base de données sur les activités d'aide (SNPC) du CAD de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241060

RÉSULTATS DES PROGRAMMES D'AIDE POUR LE COMMERCE

Le montant élevé de l'aide et des AASP consacrés à aider les pays en développement à renforcer leurs capacités commerciales en améliorant l'infrastructure et en stimulant le secteur privé devrait faire apparaître des résultats. L'ouvrage conjoint OCDE/OMC L'Aide pour le commerce – Panorama 2011 était spécialement consacré à ce sujet. Il dressait un tableau encourageant des nombreux projets et programmes liés au commerce et soutenus par des donateurs qui donnaient des résultats concrets très divers en termes de résultats commerciaux, d'investissements privés et de création d'emplois dans un grand nombre de pays en développement. Montrer les résultats n'est pas un exercice sans lendemain mais exige une attention continue. La section suivante met en relief quelques données empiriques sur les liens entre l'Aide pour le commerce, les résultats commerciaux et la réduction de la pauvreté. Elle est suivie par une section qui présente des constatations globales en termes de produits, de résultats et d'impacts concernant les programmes d'Aide pour le commerce illustrés dans les cas d'expérience soumis à l'occasion de l'exercice de suivi de 2015.

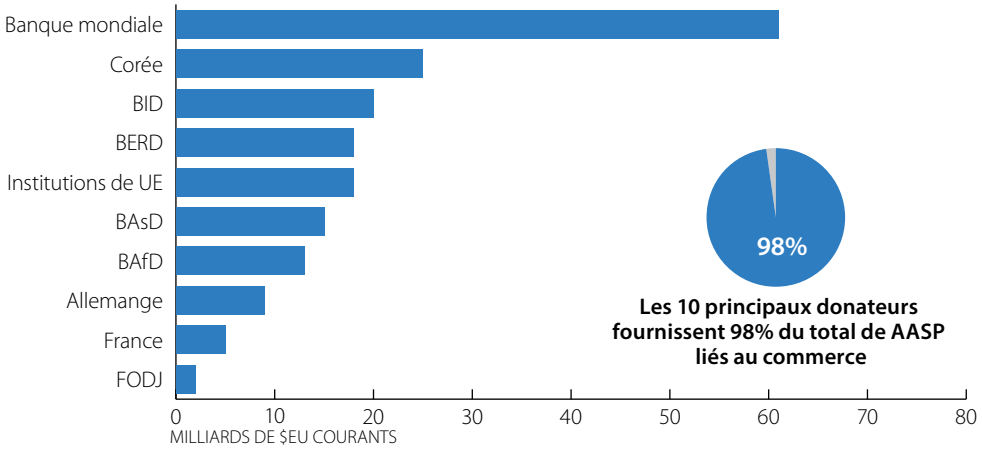
Figure 3.7 Aide pour le commerce: 10 principaux fournisseurs (Décaissements totaux, 2006-2013)



Source: Base de données sur les activités d'aide (SNPC) du CAD de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241076

Figure 3.8 AASP liés au commerce: 10 principaux fournisseurs (Décaissements totaux, 2006-2013)



Source: Base de données sur les activités d'aide (SNPC) du CAD de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241085

Observations empiriques

Dans leur examen de la littérature, Basnett *et al.* (2012) constatent que les études empiriques confirment le présupposé selon lequel la libéralisation des échanges réduit la pauvreté à long terme et en moyenne. Pour les pays en développement – qui tendent à avoir peu de capital et beaucoup de main-d'œuvre – l'accroissement des échanges permet d'augmenter le rendement du travail et d'améliorer ainsi la répartition des revenus en faveur des salaires et des pauvres. Cela peut se faire au moyen de différentes courroies de transmission, parmi lesquelles la baisse des prix, l'intensification de la concurrence, les économies d'échelle et la création de nouvelles industries et de CVM.

L'impact de l'Aide pour le commerce sur les résultats commerciaux est bien établi. Selon l' Overseas Development Institute (ODI) du Commonwealth (2013), la littérature empirique confirme que l'Aide pour le commerce est généralement efficace au niveau à la fois micro et macroéconomique. Mais les impacts peuvent varier considérablement selon le type d'intervention, le niveau de revenu et la région géographique du pays bénéficiaire ainsi que le secteur auquel s'adresse le soutien. Ainsi, Bearce *et al.* (2010) avancent qu'un investissement de 1 dollar EU d'Aide pour le commerce par les États-Unis augmenterait en moyenne les exportations d'un montant compris entre 42 et 53 dollars EU. Ferro *et al.* (2012) constatent qu'une augmentation de 10,0% de l'aide en faveur des transports, des TIC, de l'énergie et des services bancaires est associée à des hausses respectives de 2,0%, 0,3%, 6,8% et 4,7% des exportations de produits manufacturés des pays bénéficiaires. Cirera et Winters (2015) ont réalisé des analyses pour savoir si l'Aide pour le commerce avait favorisé le processus de transformation structurelle dans les pays d'Afrique subsaharienne et ont constaté que les délais d'exportation et d'importation avaient diminué, mais que d'autres facteurs que les flux d'Aide pour le commerce expliquaient les expériences différentes en matière de changement structurel.

L'Aide pour le commerce peut aussi avoir des effets très importants sur la réduction des coûts commerciaux. Utilisant une estimation de données de panel pour un échantillon de 99 pays en développement durant la période 2004-2009, Busse *et al.* (2011) ont montré que l'Aide pour le commerce et l'aide à la facilitation des échanges étaient étroitement associées à une baisse des coûts commerciaux et pouvaient donc jouer un rôle important en aidant les pays en développement à tirer parti du commerce. Point important, ils ont constaté que l'impact était significatif du point de vue non seulement statistique mais aussi économique. Cali et te Velde (2011) ont examiné l'impact de l'Aide pour le commerce sur les coûts commerciaux et les exportations et ont constaté qu'une augmentation de 1 million de dollars EU de l'aide à la facilitation des échanges était associée à une réduction de 6% du coût de l'emballage, du chargement et de l'expédition vers le centre de transit. L'étude de l'OCDE/OMC (2013) a constaté que 1 dollar EU investi dans l'Aide pour

le commerce était associé en moyenne à une hausse de près de 8 dollars EU des exportations de l'ensemble des pays en développement et à une hausse de 20 dollars EU des exportations des pays les plus pauvres. Ces effets sont plus marqués encore pour les exportations de pièces et composants.

Infrastructure économique

Il existe à présent un vaste ensemble de recherches qui illustrent l'importance de l'infrastructure matérielle et de l'infrastructure de services pour les résultats commerciaux et l'intégration commerciale des pays en développement. Ces études montrent que l'élimination des contraintes en matière d'infrastructure peut faciliter le processus de réorientation des ressources vers les secteurs plus productifs. L'analyse économétrique de l'aide en faveur de l'infrastructure a montré qu'elle avait un impact positif sur les résultats commerciaux. Par exemple, une étude comparative réalisée par Dollar *et al.* (2006) sur quatre pays d'Amérique latine (Brésil, Honduras, Nicaragua et Pérou) et quatre pays d'Asie (Bangladesh, Chine, Inde et Pakistan) a constaté que l'accès aux services d'infrastructure de base était l'un des principaux facteurs qui expliquaient le rythme plus rapide d'intégration du second groupe de pays dans le commerce international. Les recherches effectuées par Mariana Vijil et Laurent Wagner tendent aussi à montrer que l'infrastructure est un déterminant très important des résultats à l'exportation.

AMÉLIORATION DE L'INFRASTRUCTURE: APERÇU DES RÉSULTATS	
Équateur	La construction du pont à la frontière entre l'Équateur et la Colombie augmentera le commerce et le tourisme entre les deux pays (CE n° 20).
Kenya	Le projet de modernisation de la route Nairobi-Thika, qui emploie 3 600 travailleurs non qualifiés et 600 techniciens et ingénieurs, a stimulé la croissance et créé des emplois (CE n° 35).
Tanzanie	Dans le cadre du projet Millennium Cooperation des États-Unis, 386 millions de dollars EU ont été versés pour moderniser le réseau routier tanzanien et l'aéroport de Mafia Island et accroître ainsi le potentiel touristique et commercial. Au cours des 20 prochaines années, ces activités devraient entraîner une hausse du revenu des ménages estimée à 427 millions de dollars EU (CE n° 36).
Viet Nam	Le Japon a financé la construction de la centrale thermique au charbon de 600 MW de Nong Son grâce à un prêt de 170 millions de dollars EU au titre de l'APD. Ce projet est considéré comme l'un des plus importants du plan de développement énergétique à long terme pour répondre aux besoins énergétiques croissants du Viet Nam, qui jouit actuellement d'une forte croissance économique.
Afghanistan	La construction d'une voie ferrée de 75 kilomètres à la frontière avec l'Ouzbékistan a entraîné une hausse de l'emploi supérieur à 10% par an depuis 2010 et un accroissement du commerce transfrontières, qui est passé de 170 millions de dollars EU en 2008 à 732 millions de dollars EU en 2011 (CE n° 46).
Ouganda	Le Projet de services d'infrastructure et d'énergie renouvelable de Kalangala a rapporté 1 million de dollars EU de recettes publiques et créé plus de 300 emplois. Il a aussi favorisé l'autonomisation des femmes en leur fournissant de l'électricité et en créant des emplois pour elles (CE n° 99).
Équateur	L'amélioration de l'infrastructure du CEBAF-Huaquillas renforcera les processus de contrôle et contribuera à moderniser les Centres de services douaniers (CE n° 19).

Source: OCDE/OMC 2015, cas d'expérience concernant l'Aide pour le commerce.

Elles indiquent qu'une augmentation de 10% des engagements d'aide à l'infrastructure par habitant dans les pays en développement entraîne une hausse moyenne de 2,3% du ratio des exportations au PIB. Ces résultats soulignent l'impact potentiellement élevé de l'Aide pour le commerce sur les résultats à l'exportation des pays en développement pour l'ensemble de l'infrastructure. L'étude de l'OCDE/OMC (2013) arrive aux mêmes conclusions puisqu'elle a calculé qu'une augmentation de 10% de l'aide en faveur de l'infrastructure entraînait une hausse de 2,3% du ratio du commerce au PIB et de 0,3% des exportations.

Renforcement des capacités de production

Pour promouvoir une croissance inclusive et durable conduite par le secteur privé, les donateurs apportent un soutien en faveur du renforcement des capacités de production. Comme on a constaté que les formes directes de soutien aux entreprises étaient relativement coûteuses et tendaient à échouer, des approches indirectes ont été préférées (Agence danoise de développement international [DANIDA], 2009). L'une d'elles consiste à améliorer l'accès des PME aux services financiers en renforçant les banques locales.

PROGRAMMES EN LIGNE DE PROMOTION DU COMMERCE: APERÇU DES RÉSULTATS	
Chili	Le Système de renseignements sur les marchés agricoles est un système en ligne gratuit qui permet aux producteurs, aux transformateurs et aux exportateurs d'accéder à des renseignements à jour dans le domaine de l'agriculture (CE n° 25).
Laos	En tant que source unique faisant autorité pour l'ensemble des lois, règlements, processus administratifs et barèmes de redevances dans le domaine du commerce, la RDP Lao Trade Portal a permis d'accroître la productivité à l'exportation (CE n° 31).
Uruguay	La création d'une plate-forme nationale de renseignements commerciaux aide les PME à se développer au niveau international (CE n° 103).
Indonésie	Grâce à une opération de financement du commerce de type Murabaha d'un montant de 1 million de dollars EU, les cultivateurs de café sont payés à la livraison et non plus dans un délai de 45 jours (CE n° 70).
Îles du Pacifique	Le Projet de soutien à la commercialisation électronique en faveur des microentreprises des îles du Pacifique offre aux entreprises locales une formation à Internet afin d'augmenter les réservations en ligne (CE n° 76).
Fidji	Le projet a permis d'améliorer les connaissances des PME en matière de financement, de comptabilité et d'économies d'énergie afin de pouvoir gérer efficacement leurs opérations dans le secteur touristique (CE n° 78).

Source: OCDE/OMC 2015, cas d'expérience concernant l'Aide pour le commerce

Selon une évaluation récente de cette approche appliquée par des institutions européennes de financement du développement, les banques locales sont mieux placées pour offrir de façon durable des services financiers à leurs clients, y compris les PME. Or elles continuent à desservir un assez petit nombre de PME parmi leurs clients, sans élaborer de méthodes pour élargir l'offre de crédit à un plus grand nombre de PME (Horus Development Finance, 2014). Les interventions qui ciblent directement des acteurs du secteur privé sont des programmes de renforcement des capacités, de commerce interentreprises et de promotion du commerce (c'est-à-dire les offices d'importation).

Brenton et von Uexkull (2009) ont évalué l'efficacité de l'assistance technique dans le cadre des programmes de développement des exportations et ont constaté qu'en général ces programmes entraînaient une amélioration des résultats à l'exportation dans les secteurs visés. Ils nuancent toutefois ce constat en disant que ces programmes semblent plus efficaces lorsqu'il y a déjà une activité d'exportation importante et que l'on peut craindre que le soutien soit dirigé vers des secteurs qui auraient de toute façon prospéré. PricewaterhouseCoopers (2009) montre que les groupements professionnels du Kenya, de l'Ouganda et de la Tanzanie ont pu contribuer au processus de l'Aide pour le commerce. Ces groupements résultent d'une action collective et, bien qu'ils comportent des risques (par exemple, la recherche de rentes), ils présentent une série de caractéristiques positives telles que la mise en réseau et la fonction d'intermédiaire et servent aussi bien de bénéficiaires potentiels que de multiplicateurs et de facilitateurs des actions menées dans le cadre de l'Aide pour le commerce. Ils se heurtent cependant à diverses contraintes dans les domaines des ressources humaines et de la gestion organisationnelle et financière, qui les empêchent d'exercer leur rôle potentiel.

Politique et réglementation commerciales

La plupart des études empiriques consacrées au soutien des donateurs en faveur de la politique et de la réglementation commerciales portent sur l'aide à la facilitation des échanges. L'OCDE (2013) a calculé qu'une mise en œuvre complète de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges pourrait réduire les coûts commerciaux dans des proportions comprises entre 12% et 15% au niveau mondial et qu'une réduction de 1% de ces coûts augmenterait le revenu mondial de plus de 40 milliards de dollars EU, dont près des deux tiers pour les pays en développement.

FACILITATION DES ÉCHANGES: APERÇU DES RÉSULTATS	
Monde	AIM for Results a aidé 50 institutions de soutien au commerce à remédier à leurs faiblesses en matière de gestion et d'exploitation, ce qui a aidé des PME à se connecter aux CVM (CE n° 49).
Asie	La Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) a contribué à un renforcement des capacités pour les gouvernements locaux et l'Initiative du Grand Tumen, en organisant des rencontres et en effectuant des études sectorielles pour stimuler le commerce entre les régions frontalières au niveau sous-national (CE n° 66).
Îles du Pacifique	Le Programme d'accès aux marchés agricoles et horticoles du Pacifique (PHAMA) a fourni aux pays insulaires du Pacifique une approche stratégique structurée qui leur a permis d'accéder à des marchés importants pour certains produits primaires de forte valeur (CE n° 55).
Vanuatu	L'Accord du Pacifique pour le renforcement des relations économiques Plus – en cours de négociation entre 14 pays insulaires du Pacifique, l'Australie et la Nouvelle-Zélande – améliorera l'efficience et réduira le coût de l'activité commerciale dans les pays insulaires du Pacifique (CE n° 41).
Asie centrale	Les programmes de facilitation des échanges ont permis au Programme de coopération économique régionale pour l'Asie centrale (CAREC) de multiplier par 5 la valeur du commerce interrégional, d'accélérer de 30% la traversée du corridor du CAREC et de réduire de 20% les coûts de franchissement des frontières (CE n° 60).
Afrique de l'Ouest	Une Alliance sans frontières soutenue par l'USAID a permis d'accroître les échanges dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest et de faciliter la libre circulation des personnes, des marchandises et des véhicules à l'intérieur de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) (CE n° 65).
Afrique de l'Ouest	Le West Africa Joint Border Post Programme a entrepris d'améliorer la gestion à la frontière et de construire des postes frontières communs modernes afin de réduire les coûts commerciaux de 20%, d'accroître le commerce intrarégional et d'augmenter les revenus (CE n° 38).
Afrique de l'Est	Le Secrétariat de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) a amélioré le processus d'intégration de la CAE en faisant progresser la mise en place des éléments fondamentaux du marché commun et en prenant en compte les intérêts des acteurs non gouvernementaux (CE n° 67).
Afrique de l'Est	Le Projet de renforcement des capacités pour la facilitation du commerce international a amélioré les niveaux de conformité et l'efficience du dédouanement, favorisant ainsi la réduction de la pauvreté (CE n° 7).
Tunisie	Le Guichet unique des technologies de l'information et de la communication a simplifié les importations de services de télécommunication, réduisant ainsi les délais de dédouanement (CE n° 10).
Ouganda	Le Projet de renforcement des systèmes d'administration douanière a ramené le délai moyen de dédouanement de 18 à 4 jours, permettant aux entreprises d'économiser 373 millions de dollars EU par an et d'augmenter les volumes d'échanges (CE n° 6).
Pérou	Axé sur les prescriptions en matière de sécurité et les compétences des partenaires, le Programme d'opérateurs économiques agréés a amélioré la promotion du commerce, facilité les échanges et réduit les obstacles techniques (CE n° 12).

Source: OCDE/OMC 2015, cas d'expérience concernant l'Aide pour le commerce..

Une analyse économétrique effectuée par Massa (2013) apporte un nouvel éclairage sur les facteurs qui déterminent l'efficacité de l'aide à la facilitation des échanges. L'étude constate que cette aide est importante en soi pour stimuler les exportations mais que c'est son association avec des institutions de bonne qualité dans les pays bénéficiaires qui permet aux versements effectués à ce titre de déployer leurs effets positifs.

Subramanian, Anderson et Lee (2012) ont estimé l'effet d'une réduction du délai des transactions commerciales sur les exportations. Leurs résultats montrent qu'une réduction du délai d'exportation pourrait augmenter les échanges de 0,6% en moyenne pour les pays d'Afrique subsaharienne.

ADOPTION DE NORMES POUR FAVORISER LA CROISSANCE: APERÇU DES RÉSULTATS	
Cambodge	La mise en place de procédures de sécurité sanitaire des produits alimentaires et la promulgation de normes reconnues au niveau international pour le riz cambodgien ont doublé le volume des exportations de riz en 3 ans (CE n° 15).
Équateur	Grâce à l'harmonisation des programmes de lutte contre la fièvre aphteuse au niveau régional, l'Équateur n'a pas connu de nouvelles épidémies depuis 41 mois (CE n° 18).
Honduras	La création d'un système national d'inspection et de certification phytosanitaires pour les exportations de produits agricoles renforcera le cadre du Service national de sécurité sanitaire des produits agricoles (CE n° 30).
Pakistan	Les entreprises pakistanaises qui ont obtenu le marquage de conformité CE ont vu leurs exportations augmenter. Le fabricant Suntex, par exemple, a accru ses exportations de 20% et prévoit de les augmenter encore de 30% d'ici à la fin de 2015 (CE n° 75).
Papouasie-Nouvelle-Guinée	L'accord commercial bilatéral entre la Papouasie-Nouvelle-Guinée et l'Union européenne, qui date de 4 ans, a entraîné une augmentation de 987 millions d'euros des exportations de la Papouasie-Nouvelle-Guinée vers l'UE en 2012 et la création de 40 000 emplois dans le seul secteur de la pêche (CE n° 44).

Source: OCDE/OMC 2015, cas d'expérience concernant l'Aide pour le commerce.

Par ailleurs, Djankov *et al.* (2010) ont recueilli des données de 98 pays sur le nombre de jours nécessaires pour acheminer une cargaison type des portes de l'usine jusqu'au port et ont constaté que chaque jour supplémentaire de retard avant l'expédition entraînait une réduction du commerce de plus de 1%. Ils ont également constaté que les retards avaient plus d'impact sur les exportations de marchandises sensibles au facteur temps telles que les produits agricoles périssables.

Conclusions globales tirées des cas d'expérience

Ces constatations empiriques sont confirmées par les données concrètes qui peuvent être recueillies dans les 116 cas d'expérience présentés par le secteur public, le secteur privé, les milieux universitaires et les ONG en réponse à l'appel lancé en 2015. Les cas d'expérience ont été analysés afin de dégager les produits, les résultats et les impacts qui, associés aux apports et aux activités, constituent le fondement de la chaîne de résultats sur laquelle repose la théorie du changement de la plupart des donateurs. Une chaîne de résultats montre comment des changements ont eu lieu pour atteindre les objectifs souhaités, en commençant par la mise à disposition d'apports, pour continuer par les activités et leurs produits et arriver aux résultats et aux impacts. Ce processus est centré sur une solide notion de causalité mais, en tout point de cette chaîne, d'autres variables causales éventuellement plus puissantes peuvent intervenir pour exercer un effet positif ou négatif sur l'étape suivante, compliquant l'attribution des résultats au projet (OCDE, 2011).

Figure 3.9 Théorie du changement



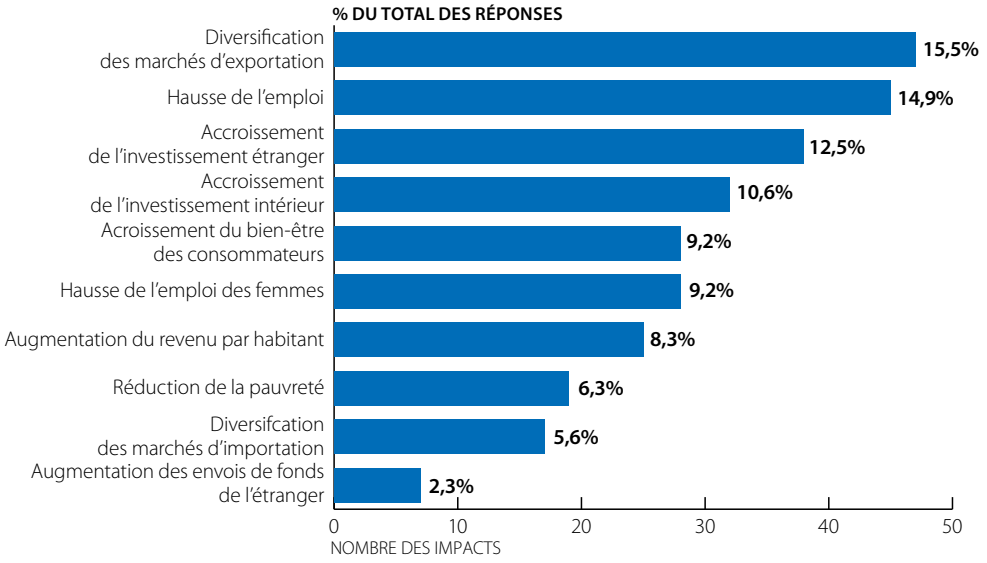
Avant de tirer des conclusions de ces cas d'expérience, il faut être conscient de leurs limites. Premièrement, ils sont présentés par les participants – gouvernements, donateurs ou consultants travaillant sur le projet – ce qui introduit deux biais de sélection: les auteurs ont moins tendance à rendre compte des projets qui ont échoué, et l'auto-évaluation est généralement plus indulgente et moins objective qu'une évaluation extérieure. Deuxièmement, l'hétérogénéité souhaitée, qui est une vertu si l'objectif est d'obtenir une large participation, peut aussi être un vice dans la mesure où elle empêche les comparaisons systématiques. Troisièmement, le niveau d'abstraction par rapport à un résultat recherché diffère beaucoup selon qu'il s'agit d'un cas d'expérience global ou d'un cas relatif à un projet particulier. Dans les deux cas, il est difficile d'évaluer l'attribution (OCDE/OMC, 2011).

Sur les 94 cas d'expérience soumis par le secteur public, 377 produits ont été mentionnés. Près de 60% de ces produits concernent la facilitation des échanges à la frontière, notamment les nouvelles procédures douanières (57 fois) ou la création d'un guichet unique (27 fois). La mise en conformité avec les normes est mentionnée 66 fois comme produit, suivie par la formation de fonctionnaires (54 fois). Il faut noter que les réformes touchant les droits de douane et autres impositions sont mentionnées moins souvent (18 fois). Le reste des produits signalés dans les cas d'expérience du secteur public concerne des questions telles que les nouvelles compétences en matière de services (16 fois), les nouvelles infrastructures (12 fois), les nouvelles lois (11 fois) et l'amélioration de l'entreposage (10 fois). Parmi les cas d'expérience du secteur privé, 17 énumèrent au total 50 produits, avec une répartition similaire, par exemple 12 fois pour la facilitation des échanges à la frontière et 14 fois au total pour les normes.

Les 366 résultats énumérés dans les cas d'expérience du secteur public concernent pour près de 40% la réduction des coûts du commerce grâce à l'accélération du dédouanement (57 fois) ou à la baisse de son coût (39 fois). L'autre résultat principal est l'accroissement des échanges – importations et exportations de marchandises et de services – qui a été mentionné 120 fois. Parmi les autres résultats signalés figurent la diminution des paiements informels (15 fois) ou des demandes de paiements informels (8 fois). Ces constatations se retrouvent également dans les cas d'expérience du secteur privé, qui signalent notamment une augmentation des exportations de services et de marchandises ainsi que des recettes tarifaires, plus une diminution du coût du financement du commerce, du coût du dédouanement ou des rejets par les douanes.

Dans les 94 cas d'expérience du secteur public, 299 impacts ont été mentionnés. Les plus importants sont le recul de la pauvreté et l'amélioration du bien-être (69 fois) et la hausse de l'investissement étranger et intérieur (69 fois également), suivis de près par la hausse de l'emploi, y compris pour les femmes (65 fois), et la diversification des importations et des exportations (63 fois). Là encore, des impacts similaires sont signalés dans les cas d'expérience du secteur privé. (Voir figure 3.10.)

Figure 3.10 Conclusions globales (impacts) tirées des cas d'expérience du secteur public et du secteur privé



Note: 111 résultats de cas d'expérience – les impacts multiples étaient autorisés.
Source: Cas d'expérience conjoints OCDE/OMC (2013).

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241096

PRIORITÉS EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

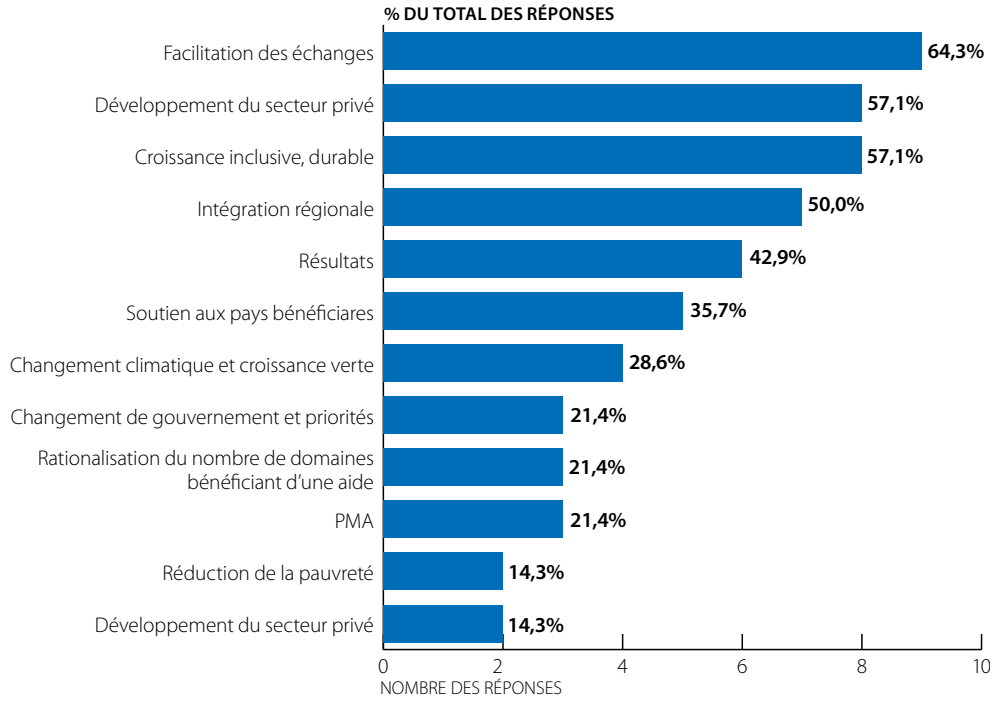
L'une des recommandations exprimées par l'Équipe spéciale chargée de l'Aide pour le commerce était que les donateurs et les pays en développement accordent plus d'attention aux questions commerciales dans leur aide et leurs stratégies de développement. Les exercices de suivi successifs ont montré que les donateurs et les pays bénéficiaires avaient effectivement répondu à cette suggestion et élaboré des stratégies spécifiques pour la fourniture de l'Aide pour le commerce. S'appuyant sur les réponses reçues à l'exercice conjoint OCDE/OMC de suivi de l'Aide pour le commerce de 2015, le reste de la présente section examine les priorités mises en relief dans les stratégies des donateurs en matière d'Aide pour le commerce et dans les stratégies de développement des pays partenaires.

Donateurs

Les deux tiers des donateurs qui ont participé à l'enquête ont une stratégie spécifique en matière d'Aide pour le commerce. Depuis 2012, ils ont révisé cette stratégie afin d'axer davantage leur soutien sur la facilitation des échanges (9 donateurs), la croissance inclusive et durable (8 donateurs), le développement du secteur privé (8 donateurs) et l'intégration régionale (7 donateurs). D'autres questions telles que les modifications apportées au budget ou l'accent mis davantage sur la réduction de la pauvreté ou l'égalité hommes-femmes étaient moins importantes (voir le graphique 3.11). Le gouvernement australien étudie actuellement une nouvelle stratégie d'Aide pour le commerce afin d'aider les pays en développement à: 1) améliorer leur environnement réglementaire; 2) accroître leurs investissements dans l'infrastructure; et 3) améliorer la capacité de production de leur secteur privé. La Nouvelle-Zélande a ajouté le commerce comme nouveau secteur prioritaire à son programme d'aide en 2014, afin d'aider les pays membres du Forum des îles du Pacifique à renforcer leurs capacités commerciales, notamment par la mise en œuvre de l'Accord du Pacifique pour le renforcement des relations économiques (PACER). Une révision de la stratégie de l'Allemagne en matière d'Aide pour le commerce a été recommandée à l'issue d'une évaluation, afin de mieux tenir compte des éléments suivants: 1) inclure des sujets d'actualité tels

que la croissance verte et inclusive, les normes sociales, l'investissement et la cohérence entre les politiques en matière de commerce et de développement; 2) tirer parti des synergies potentielles entre le commerce intérieur et l'évolution liée au commerce; et 3) souligner l'importance de la promotion du commerce pour les entreprises allemandes et pour le développement des pays partenaires, afin de renforcer la sensibilisation à l'Aide pour le commerce (German Institute for Development Evaluation, 2015).

Figure 3.11 Propriétés des donateurs en matière d'Aide pour le commerce



Note: 30 répondants – réponses multiples autorisées.
Source: Cas d'expérience conjoints OCDE/OMC (2013).

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241108

Au cours des dernières années, la CNUCED a mis l'accent sur le renforcement des capacités, ce qui s'est traduit dans certains PMA par des projets visant à intégrer le commerce dans le développement national. Elle encourage en outre le renforcement des capacités de production (investissements dans certains secteurs et industries pour aider les pays à diversifier leurs exportations et à tirer parti de leurs avantages comparatifs) et les politiques qui favorisent une croissance économique stable et un développement durable. Le Plan stratégique 2014-2017 du PNUD vise à aider les pays à faire disparaître la pauvreté et à réduire fortement les inégalités et l'exclusion. Le PNUD articule sa contribution autour de sept résultats, dont trois qui représentent la majeure partie du soutien qu'il apporte au titre de l'Aide pour le commerce: 1) la croissance et le développement sont inclusifs et durables, générant les capacités de production nécessaires pour créer des emplois et des moyens d'existence pour les pauvres et les exclus; 2) il faut accélérer l'élimination des inégalités entre les hommes et les femmes et promouvoir l'autonomisation des femmes; 3) les débats et les actions concernant le développement à tous les niveaux accordent la priorité à la lutte contre la pauvreté, l'inégalité et l'exclusion.

Les priorités du Groupe de la Banque mondiale en matière d'Aide pour le commerce visent à renforcer systématiquement son engagement dans le domaine du commerce et de la compétitivité, afin d'atteindre un double objectif: éliminer la pauvreté et favoriser une prospérité partagée. La stratégie définit la voie à suivre pour mettre en place une nouvelle pratique mondiale en matière de commerce et de compétitivité, de façon à mieux répondre aux demandes

des clients dans les pays à revenu faible et intermédiaire et les États fragiles qui se relèvent d'un conflit. Elle vise aussi à renforcer le soutien en faveur des politiques, des institutions et des initiatives ayant un effet catalyseur qui accroissent le volume et la valeur des échanges, améliorent le climat de l'investissement, favorisent la compétitivité et encouragent l'innovation et l'entrepreneuriat.

La Banque interaméricaine de développement (BID) met actuellement à jour sa stratégie institutionnelle, et l'Aide pour le commerce deviendra l'une de ses trois priorités institutionnelles. Sous la rubrique "Intégration productive", cette stratégie vise à accroître la participation des entreprises d'Amérique latine et des Caraïbes aux chaînes de valeur régionales et mondiales. L'accent sera mis sur les moyens de réduire encore les coûts du commerce, afin de rendre les entreprises plus compétitives et de créer des emplois de meilleure qualité, de façon à lancer un nouveau processus de croissance dans la région qui permette de réduire encore la pauvreté. Pour atteindre cet objectif, des investissements simultanés seront réalisés dans du matériel et des logiciels relatifs au commerce, avec une forte approche régionale destinée à créer des biens publics régionaux.

La Stratégie décennale adoptée en 2013 par la Banque africaine de développement (BAfD) énonce les moyens d'exploiter les bons résultats de l'Afrique en matière de croissance pour réaliser une transformation plus profonde de l'économie. La BAfD continuera d'aider à relier les Africains depuis le Cap jusqu'au Caire au sein d'un espace économique unique. L'un des moyens d'y parvenir est de mettre en place des corridors de transport régionaux afin de réduire les coûts du commerce et de permettre aux producteurs africains de devenir plus compétitifs, tout en aidant les zones rurales adjacentes à accéder aux marchés et aux services. La BAfD a créé en outre un fonds de 2 milliards de dollars EU pour une croissance inclusive de l'Afrique, ainsi que le Fonds africain pour le commerce, destiné à moderniser les systèmes douaniers, à réduire les obstacles non tarifaires et à renforcer les capacités en matière de normes.

La Société islamique internationale de financement du commerce (SIFC) a mis en place une Initiative Aide pour le commerce pour les pays arabes, conjointement avec la Ligue des États arabes, cinq organismes des Nations Unies et sept donateurs. Les objectifs de cette initiative sont les suivants: 1) renforcer la compétitivité régionale grâce à des réformes commerciales; 2) renforcer l'offre en matière de commerce et l'intégration dans les chaînes de valeur; et 3) renforcer la capacité des organisations régionales et sous-régionales de favoriser l'intégration commerciale.

Point de vue des partenaires

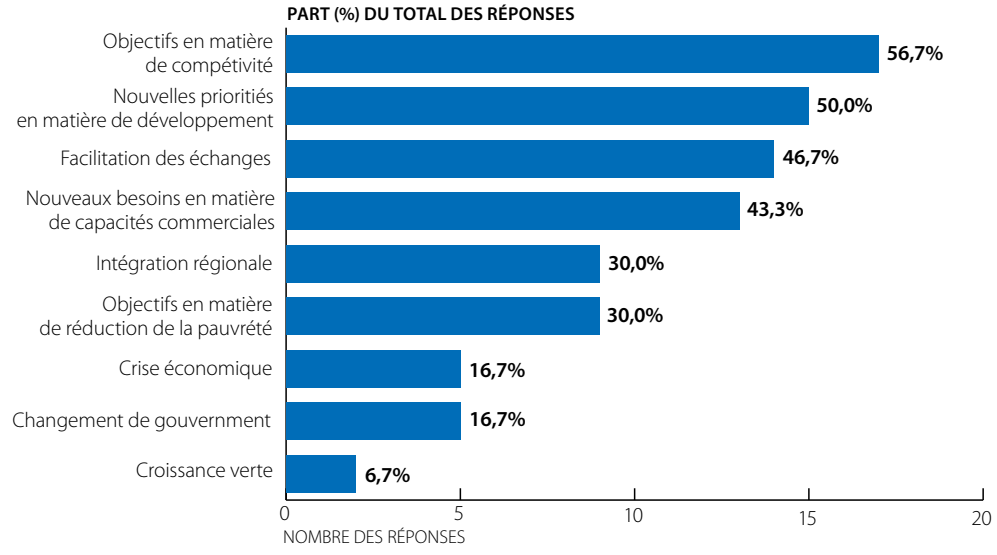
Les pays partenaires qui ont participé à l'enquête ont indiqué, dans la plupart des cas, que leurs réponses avaient été coordonnées avec d'autres départements ou organismes du gouvernement tels que le Cabinet du Premier Ministre, les ministères des finances, de la planification, de l'agriculture, de l'infrastructure ou du développement rural, l'administration des douanes, la chambre de commerce et d'industrie, la fédération des petites et moyennes entreprises, etc. Ils ont répondu à une écrasante majorité (93%) qu'ils avaient formulé des priorités spécifiques en matière d'Aide pour le commerce. La facilitation des échanges est citée 44 fois parmi les trois principales priorités, et elle est prioritaire dans presque toutes (93%) les stratégies régionales, nationales ou sectorielles de développement du commerce. Viennent ensuite la compétitivité, puis l'analyse de la politique commerciale, les négociations et la mise en œuvre, toutes deux citées 35 fois comme priorités. Comme lors des enquêtes précédentes, les partenaires ont accordé peu d'importance aux coûts de l'ajustement lié au commerce (4 fois) et à l'accession à l'OMC (8 fois), qui pose moins de problèmes en raison de l'augmentation du nombre de Membres de l'OMC.

Le Bangladesh a indiqué que l'intégration régionale et l'infrastructure transfrontières figuraient parmi ses principales priorités. Le Tchad a signalé que ses priorités étaient analysées et identifiées dans l'étude diagnostique sur l'intégration du commerce (EDIC) 2 et avaient été approuvées en novembre 2013. La Sierra Leone a fait savoir que l'enseignement tiré de la mise

en œuvre de l'EDIC de 2006 et du deuxième document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) 2008 2012 était qu'il fallait une approche globale pour que les stratégies et les investissements liés au commerce atteignent leurs objectifs. Cela supposait que les investissements et les stratégies commerciales s'appuient sur des réformes institutionnelles et sur une capacité de mise en œuvre complète, ce qui exigeait une planification et une chronologie précises. La Sierra Leone a indiqué que ce n'était malheureusement pas encore le cas et que les progrès réalisés dans des domaines tels que le renforcement de l'infrastructure et l'adoption de stratégies nationales liées au commerce ne s'étaient pas encore pleinement traduits par une baisse des coûts du commerce, une augmentation des exportations de produits à valeur ajoutée ou la mise en place de chaînes d'approvisionnement fiables. Du fait qu'elle était en transition entre le *Programme pour le changement* et le *Programme pour la prospérité*, avec comme aspiration d'atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire d'ici à 2035, il était plus important que jamais de lever les entraves au commerce du côté de l'offre et sur le plan institutionnel ainsi que de stimuler la compétitivité globale du pays.

Les priorités en matière d'Aide pour le commerce n'ont pas changé depuis 2012 dans 31 pays en développement, alors qu'elles ont changé dans 29 pays. Les trois principaux facteurs de ces changements sont de nouveaux objectifs en matière de compétitivité (17 pays), les besoins en capacités pour la facilitation des échanges (14 pays) et de nouveaux besoins de renforcement des capacités commerciales (13 pays). Le Costa Rica a indiqué que la promotion du commerce et de l'investissement étranger était un élément fondamental de sa stratégie de développement. Grâce à la facilitation des échanges, à des investissements dans l'infrastructure et à des programmes visant à développer les chaînes de production, il s'efforçait de diffuser les avantages du commerce et de l'investissement dans toutes les régions du pays. Dans neuf pays sur dix, ces nouvelles priorités sont reprises dans une stratégie de développement actualisée et, dans huit cas sur dix, elles ont aussi été évoquées dans le dialogue avec les donateurs. La majorité des pays partenaires (80%) considèrent que, depuis le lancement de l'Initiative Aide pour le commerce, le soutien des donateurs est mieux harmonisé avec les priorités nationales grâce à un dialogue de meilleure qualité avec les donateurs (43 pays), le secteur privé (35 pays) et les partenaires régionaux (31 pays) (voir le graphique 3.12).

Figure 3.12 Priorités des partenaires



Note: 30 répondants – réponses multiples autorisées.
Source: Cas d'expérience conjoints OCDE/OMC (2013).

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241114

Les fournisseurs d'assistance liée au commerce Sud-Sud – Chili, Chine, Indonésie – ont répondu à l'enquête de suivi. L'Indonésie a indiqué que son budget d'assistance liée au commerce avait augmenté de 10% depuis 2012 et qu'elle prévoyait une nouvelle augmentation de 10% au cours des cinq prochaines années; elle mettra l'accent sur les PMA et le développement du secteur privé, tout en rationalisant le nombre de domaines bénéficiant d'une aide et le nombre de pays qui reçoivent un soutien. La Chine compte aussi se centrer davantage sur les PMA et la réduction de la pauvreté. Le Chili prévoit de mettre davantage l'accent sur la facilitation des échanges et l'intégration régionale, avec une participation accrue du secteur privé et une harmonisation avec les objectifs de développement durable (ODD). La question des coûts du commerce est spécifiquement traitée dans les stratégies de la Chine et de l'Indonésie en matière d'Aide pour le commerce.

Depuis 1981, l'Indonésie a lancé de nombreuses initiatives de coopération Sud-Sud, parmi lesquelles des programmes de formation portant sur les PME, l'investissement, l'agriculture et la sécurité sanitaire des produits alimentaires, le microfinancement, l'autonomisation des femmes, les énergies renouvelables, la gouvernance, la gestion des catastrophes et l'allégement de la pauvreté. Ses activités de coopération Sud-Sud et triangulaires sont coordonnées par l'Équipe nationale de coordination, établie en 2010, qui se compose principalement de quatre ministères d'exécution: le Ministère du développement national et de la planification, le Ministère des affaires étrangères, le Secrétariat d'État et le Ministère des finances. Durant la période 2000-2014, l'Indonésie a mené à bien plus de 404 programmes et activités, pour un financement total d'au moins 56 millions de dollars EU. Le Chili a dispensé des connaissances techniques au sujet des renseignements sur les marchés et mis en place un système en ligne qui permet aux producteurs, aux transformateurs et aux exportateurs, entre autres, d'accéder à des informations et à des publications détaillées et à jour sur l'agriculture telles que des guides techniques, des projections de plantations et des statistiques sur les exportations et les prix. La plateforme Web, accessible gratuitement, offre des renseignements complets sur le comportement du marché intérieur et du marché international.

Réduction des coûts du commerce

Les coûts du commerce sont de plus en plus reconnus comme un facteur important pour la compétitivité des entreprises et les résultats commerciaux des pays. Comme indiqué aux chapitres 1 et 2, les producteurs des pays en développement sont souvent compétitifs au départ de l'usine ou de la ferme, mais ils ont des moyens limités de développer leur activité en raison du niveau élevé des coûts du commerce. La présente section examine dans quelle mesure la réduction des coûts du commerce est prioritaire pour les donateurs et comment ceux-ci suivent l'évolution de ces coûts.

Coûts du commerce: une priorité de l'Aide pour le commerce

La question des coûts du commerce est spécifiquement traitée dans près de 60% des stratégies des donateurs en matière d'Aide pour le commerce. Dans la plupart des cas, cela se fait au moyen de programmes et projets dans les pays (73%), de programmes et projets régionaux (64%) et d'une programmation thématique (64%). L'Allemagne, par exemple, au travers de ses organismes d'exécution, mène à bien des projets de facilitation des échanges et de réduction des coûts du commerce au niveau national aussi bien que régional. La Finlande aborde les coûts du commerce au moyen de trois programmes: le programme de modernisation des douanes en Afrique orientale et australe, mis en œuvre par l'OMD; le projet d'Aide pour le commerce en Ouzbékistan, en République kirghize et au Tadjikistan, mis en œuvre par le PNUD; et au travers du programme multidonateurs TradeMark East Africa. Conformément au Cadre stratégique de développement économique du Royaume-Uni, les plans opérationnels donnent la priorité à l'exécution de programmes conçus pour réduire les coûts du commerce en allégeant les formalités administratives et les réglementations complexes à la frontière qui empêchent les entreprises de faire du commerce et de progresser dans les chaînes de valeur. Par exemple, le projet régional de mécanisme pour la facilitation des échanges aide les pays en développement à réduire les coûts de transaction associés au commerce transfrontières.

La Banque asiatique de développement (BAsD) a élaboré une méthodologie fondée sur les processus pour mesurer et suivre les résultats des corridors, en vue d'obtenir des données sur la durée et le coût d'acheminement du fret dans la région visée par le CAREC, notamment aux points de passage des frontières situés à cheval sur six corridors de transport de la région. Cette méthodologie, qui repose sur des outils acceptés au niveau international de suivi et de mesure des résultats en matière de transport et de flux commerciaux, est un outil de mesure fondé sur les processus qui peut faciliter la réforme des politiques, notamment en identifiant des moyens viables et économiques de contourner ou de réduire les obstacles au mouvement des marchandises et des personnes dans les corridors visés par le CAREC et dans l'ensemble de la région. Les données de cette méthodologie sont fournies par des associations nationales de transporteurs et de transitaires appartenant à chacun des dix pays visés par le CAREC. Ces associations ont créé une fédération régionale pour faire en sorte que les préoccupations et les analyses du secteur privé fondées sur les données de la méthodologie soient présentées de façon cohérente et régulière aux responsables politiques (BAsD, 2014).

ENGAGEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE

Les engagements au titre de l'Aide pour le commerce sont des obligations fermes exprimées par écrit et appuyées par le financement nécessaire, prises par un donateur public de fournir une aide déterminée à un pays bénéficiaire ou à une organisation multilatérale. En tant que tels, ils sont l'expression des priorités en cours du bénéficiaire et du donateur. Les engagements sont comptabilisés à hauteur du montant total du transfert prévu, quel que soit le délai requis pour effectuer les décaissements qui, dans certains cas tels que l'aide en faveur de l'infrastructure économique, peuvent prendre de nombreuses années. Le reste de cette section présente une analyse des engagements au titre de l'Aide pour le commerce jusqu'en 2013, dernière année pour laquelle des renseignements détaillés sont disponibles. Elle indique la répartition sectorielle, régionale et par groupe de revenu, les donateurs et les modalités financières du soutien promis.

Budget

En 2013, les engagements au titre de l'Aide pour le commerce se sont élevés à 55,4 milliards de dollars EU, en hausse de 1,8 milliard de dollars EU en termes réels par rapport à 2012 et de 30,1 milliards de dollars EU par rapport à la moyenne de la période de référence 2002-2005, soit 119% en termes réels. Les AASP liés au commerce ont augmenté de plus de 10,0 milliards de dollars EU entre 2012 et 2013 pour atteindre 48,8 milliards de dollars EU et ont plus que doublé par rapport à la moyenne de la période de référence 2002-2005 (17 milliards de dollars EU).

D'après les réponses reçues à l'exercice conjoint OCDE/OMC de suivi de l'Aide pour le commerce de 2015, seuls quatre donateurs ont signalé une baisse de leurs crédits alloués à l'Aide pour le commerce depuis 2012. 9 donateurs n'ont pas signalé de changement, 12 ont augmenté leurs dépenses de plus de 10,0%, et 7 les ont augmentées de moins de 10,0%. La progression annuelle moyenne des engagements au titre de l'Aide pour le commerce, proche de 15,0%, a entraîné à une forte hausse de près de 6 points de pourcentage de la part de l'Aide pour le commerce dans l'aide totale ventilable par secteur, qui est passée de 32,5% durant la période de référence à 38,4% en 2013. L'Initiative Aide pour le commerce a apparemment contribué à inverser la tendance du début des années 1980 à la baisse de la part de l'APD destinée à promouvoir la croissance économique.

Répartition sectorielle

En 2013, les engagements visant l'infrastructure économique ont atteint 33,4 milliards de dollars EU, en hausse de 10,0% par rapport à 2012. L'essentiel de cette hausse a concerné l'aide en faveur du transport et de l'entreposage, qui a augmenté de 3,0 milliards de dollars EU par rapport à 2012 et a presque triplé de volume par rapport à la moyenne de la période de référence 2002-2005. Les engagements en faveur des technologies de l'information et de la communication (TIC) ont progressé de 37,0% en 2013 pour atteindre 1 milliard de dollars EU. L'aide en faveur de la production et de la fourniture d'énergie a baissé de 426,0 millions de dollars EU pour s'établir à 13,7 milliards de dollars EU, première baisse depuis la période de référence 2002-2005, où la moyenne était de 5,5 milliards de dollars EU. La part des engagements en faveur de l'infrastructure économique dans le total des engagements s'établit désormais à 60,4%, en hausse de 8,2 points de pourcentage par rapport à la moyenne de la période de référence 2002-2005. Les AASP liés au commerce destinés à l'infrastructure économique ont également augmenté en 2013, atteignant 24,6 milliards de dollars EU. L'essentiel de la hausse de 16,0% par rapport à 2012 concerne l'aide en faveur du transport et de l'entreposage, qui a augmenté de 3,3 milliards de dollars EU pour atteindre 13,8 milliards de dollars EU.

En 2013, les engagements pour le renforcement des capacités de production ont diminué de 1,5 milliard de dollars EU, pour s'établir à 20,3 milliards de dollars EU. Cette baisse est la première depuis le début de l'initiative, lorsque le soutien destiné à cette catégorie ne s'élevait qu'à 11,2 milliards de dollars EU. La majeure partie de cette aide concerne l'agriculture, qui a attiré 9,1 milliards de dollars EU d'engagements, soit 1,1 milliard de dollars EU de moins qu'en 2012. Les engagements en faveur des services bancaires et financiers sont restés stables aux alentours de 5,0 milliards de dollars EU, tandis que ceux destinés aux services aux entreprises ont progressé de 25% à 1,8 milliard de dollars EU. Les engagements en faveur de l'industrie et des activités extractives ont été ramenés respectivement à 2,2 milliards et 0,4 milliard de dollars EU, tandis que ceux destinés à la pêche et au tourisme ont augmenté pour atteindre 0,4 milliard et 153,0 milliards de dollars EU. Bien que les engagements pour le renforcement des capacités de production aient diminué de 6% en 2013, le marqueur du développement du commerce a continué à progresser, atteignant 5,4 milliards de dollars EU. Ce marqueur a été introduit pour identifier les activités de la catégorie renforcement des capacités de production qui contribuent "principalement" ou "de façon significative" au développement du commerce. En 2013, cela a été le cas pour 26% de l'ensemble de l'aide au secteur privé, principalement les services aux entreprises, l'industrie et le tourisme. Les engagements au titre des AASP liés au commerce en faveur du renforcement des capacités de production sont passés de 16,0 milliards de dollars EU en 2012 à 22,0 milliards de dollars EU en 2013. En volume, les principales augmentations ont concerné les services bancaires et financiers, avec une hausse de 3,5 milliards de dollars EU, et l'industrie, avec une hausse de 1,8 milliard de dollars EU.

L'Aide pour le commerce au sens le plus étroit de soutien à la politique et à la réglementation commerciales a attiré 1,6 milliard de dollars EU en 2013, soit 0,3 milliard de dollars EU de plus qu'en 2012. L'aide en faveur de la gestion de la politique commerciale et celle en faveur des accords commerciaux régionaux ont progressé respectivement de 35 millions et 73 millions de dollars EU. La plus forte hausse concerne l'aide à la facilitation des échanges, qui a augmenté de 210 millions de dollars EU pour atteindre 673 millions de dollars EU en 2013. En fait, cette aide a été multipliée par sept par rapport à la moyenne de la période de référence 2002-2005, qui était de 76 millions de dollars EU (voir aussi le chapitre 6). Les engagements au titre des AASP liés au commerce ont atteint 1,5 milliard de dollars EU en 2013, soit près du double du niveau de 2012.

Répartition régionale

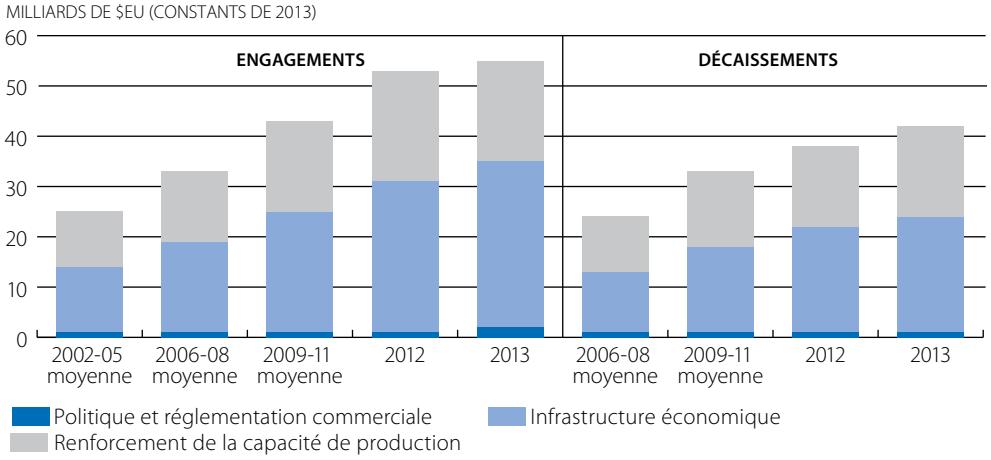
En 2013, la plupart des engagements au titre de l'Aide pour le commerce étaient destinés à l'Asie, qui a enregistré au total 22,6 milliards de dollars EU d'engagements, soit une hausse de 5,6 milliards de dollars EU par rapport à 2012. Les engagements en faveur de l'Asie du Sud et centrale ont progressé de 3,5 milliards de dollars EU et ceux en faveur de l'Asie de l'Est de 1,9 milliard de dollars EU. L'augmentation des engagements a également accru la part de l'Asie dans le total de l'Aide pour le commerce, qui est passée à 40,9% en 2013, contre 31,7% en 2012. Il faut noter cependant que la part de l'Asie dans le total de l'Aide pour le commerce fluctue beaucoup d'une année sur l'autre en raison des engagements biennaux élevés du Japon et de la BAsD dans le domaine de l'infrastructure économique.

Les engagements en faveur de l'Afrique ont été ramenés à 19,3 milliards de dollars EU en 2013, soit une baisse de 2,6 millions de dollars EU par rapport à 2012, année où les engagements étaient exceptionnellement élevés, notamment en faveur des pays d'Afrique du Nord. La baisse a donc été particulièrement marquée pour ces pays, à savoir 1,7 milliard de dollars EU, alors que les engagements destinés aux programmes visant l'Afrique subsaharienne n'ont régressé que de 0,8 milliard de dollars EU. Les engagements en faveur de l'Europe et de l'Amérique latine et des Caraïbes ont reculé respectivement de 0,5 milliard et 0,7 milliard de dollars EU, tandis que ceux destinés à l'Océanie ont progressé de 0,3 milliard de dollars EU.

En 2013, un montant de 6,7 milliards de dollars EU a été alloué aux programmes régionaux et mondiaux d'Aide pour le commerce. Ce chiffre est près de trois fois supérieur à la moyenne de la période de référence 2002-2005, mais il représente une baisse de 0,75 milliard de dollars EU par rapport à son niveau le plus élevé, c'est-à-dire 7,4 milliards de dollars EU en 2011. L'Aide pour le commerce au niveau régional offre un fort potentiel de catalyseur de la croissance, du développement et de la réduction de la pauvreté, mais les projets sont souvent difficiles à réaliser. Elle se heurte à de nombreuses difficultés pratiques, mais l'expérience a montré que les problèmes n'étaient pas insurmontables et exigeaient de la part des responsables politiques une planification rigoureuse ainsi qu'une formulation et une hiérarchisation soigneuses des projets (OCDE, 2014).

En 2013, la majeure partie des AASP liés au commerce est allée aux pays à revenu intermédiaire d'Asie (40,0%), suivis par l'Amérique latine et les Caraïbes (23,7%), l'Europe (17,3%), l'Afrique (16,4%) et l'Océanie (0,2%). Les programmes régionaux et mondiaux n'ont attiré que 2,4% du total des engagements au titre des AASP liés au commerce.

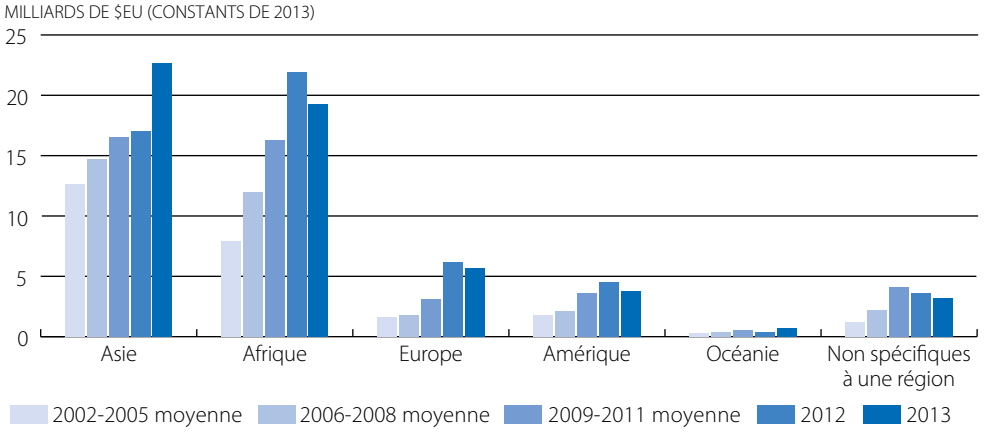
Figure 3.13 Aide pour le commerce par catégorie



Source: Base de données sur les activités d'aide (SNPC) du CAD de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241127

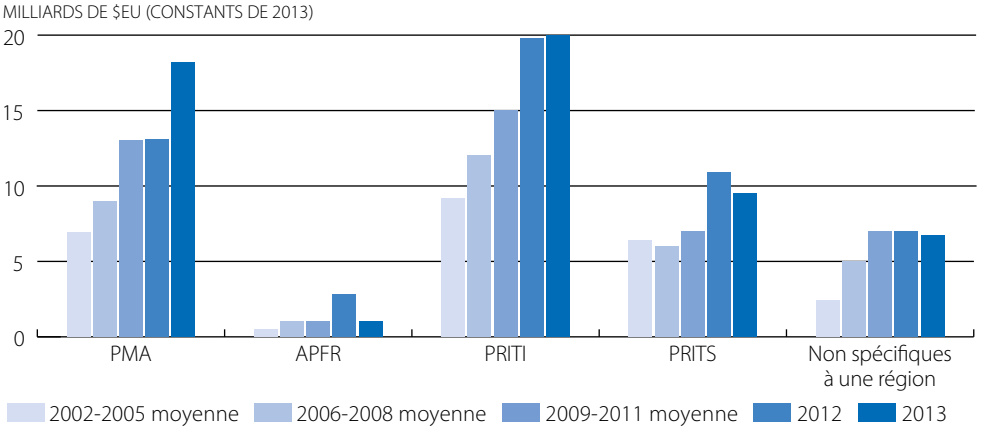
Figure 3.14 Aide pour le commerce par région, engagements



Source: Base de données sur les activités d'aide (SNPC) du CAD de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241132

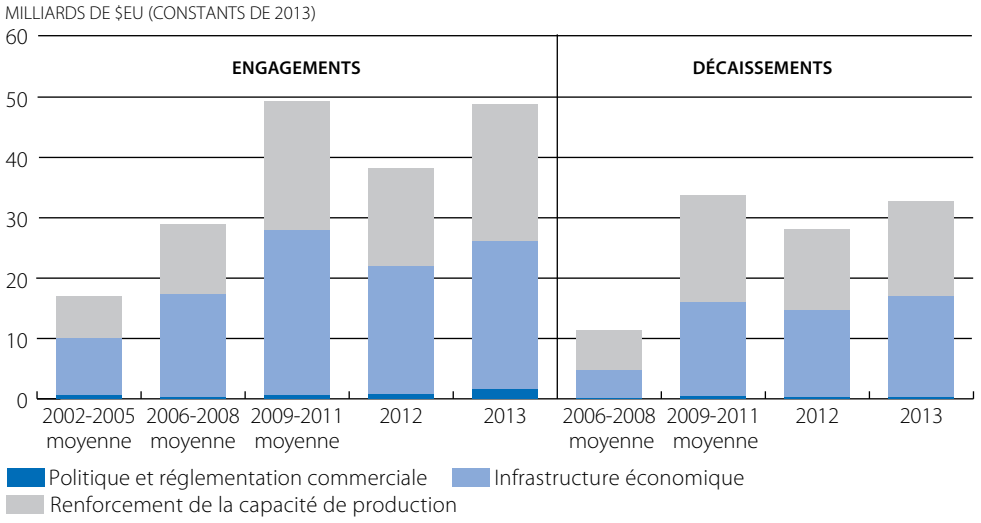
Figure 3.15 Aide pour le commerce par groupe de revenu, engagements



Source: Base de données sur les activités d'aide (SNPC) du CAD de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241149

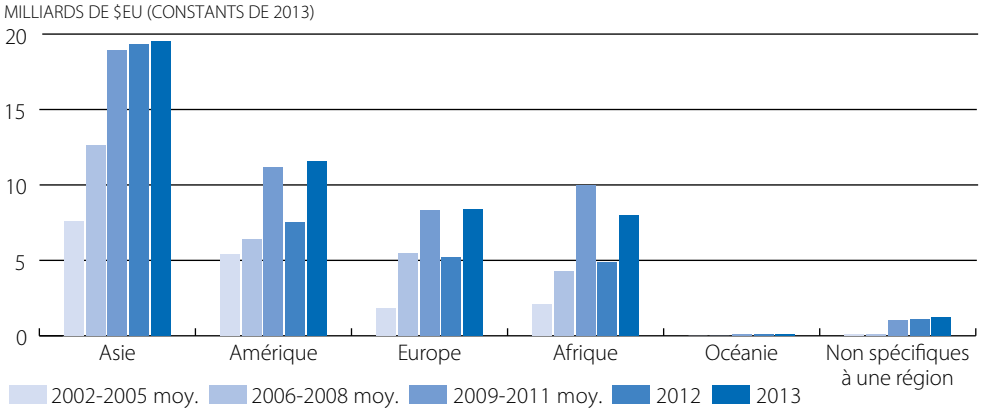
Figure 3.16 Autres apports du secteur public liés au commerce, par secteur



Source: Base de données sur les activités d'aide (SNPC) du CAD de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241153

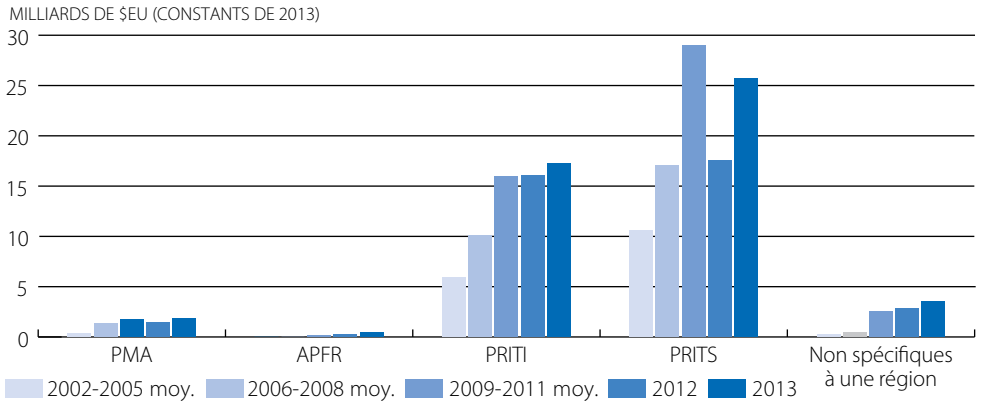
Figure 3.17 AASP liés au commerce par région, engagements



Source: Base de données sur les activités d'aide (SNPC) du CAD de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241169

Figure 3.18 AASP liés au commerce par groupe de revenu, engagements



Source: Base de données sur les activités d'aide (SNPC) du CAD de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241175

Répartition par groupe de revenu

En 2013, les engagements au titre de l'Aide pour le commerce en faveur des PMA ont augmenté de 5,1 milliards de dollars EU pour atteindre 18,2 milliards de dollars EU. L'aide en faveur des autres pays à faible revenu a baissé de 1,8 milliard de dollars EU pour s'établir à 1,0 milliard de dollars EU. La part des engagements en faveur des pays à faible revenu a représenté au total 34,6% des flux totaux d'Aide pour le commerce en 2013, contre 29,6% en 2012. En 2013, les principaux bénéficiaires de l'Aide pour le commerce ont été les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, avec 20 millions de dollars EU d'engagements. Les engagements en faveur des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure ont baissé de 1,4 milliard de dollars EU pour s'établir à 9,5 milliards de dollars EU.

Donateurs

Les donateurs bilatéraux ont assuré la majeure partie des engagements en matière d'Aide pour le commerce avec 31,5 milliards de dollars EU. Le plus gros donateur est le Japon, avec des engagements de 10,3 milliards de dollars EU destinés en grande partie au renforcement de l'infrastructure en Asie. Le deuxième plus gros donateur bilatéral est l'Allemagne avec 5,0 milliard de dollars EU, suivie par les États-Unis avec 3,8 milliards de dollars EU et la France avec 2,4 milliards de dollars EU. Les Émirats arabes unis deviennent aussi un donateur important avec 1,8 milliard de dollars EU d'engagements en 2013, suivis par le Koweït avec 832 millions de dollars EU. La plupart des donateurs bilatéraux accordent la majeure partie de leur aide sous forme de dons, à l'exception du Japon et de l'Allemagne, qui accordent une part importante de leur aide sous forme de prêts.

Les dirigeants du G-20, réunis au Sommet de Séoul les 11 et 12 novembre 2012, se sont engagés à maintenir au-delà de 2011 au moins le niveau d'Aide pour le commerce correspondant à la moyenne de la période 2006-2008. Ils ont chargé l'OCDE et l'OMC de suivre cet engagement. La moyenne des engagements du G-20, qui s'élevait à 22,6 milliards de dollars EU durant la période 2006-2008, a atteint 34,8 milliards de dollars EU en 2013, soit une hausse de 53,8%. Les engagements de l'ensemble des membres du G-20 ont augmenté, sauf ceux de l'Espagne (-669,0 millions de dollars EU), des États-Unis (-1,9 milliard de dollars EU) et de l'Italie (-168,0 millions de dollars EU).

L'OCDE établit aussi des estimations concernant neuf prestataires bilatéraux de coopération pour le développement avec lesquels elle collabore, mais qui ne communiquent pas d'informations au CAD de l'OCDE. Ces estimations, qui s'appuient sur des renseignements publiés, sont calculées, dans la mesure du possible, conformément à la définition de l'APD. Il faut souligner que les renseignements présentés ici au sujet de ces pays n'incluent peut-être pas tous les dons et les prêts à des conditions libérales qui remplissent les conditions requises pour être comptabilisés comme APD. Les estimations présentées dans le tableau 3.1 doivent donc être considérées uniquement comme une indication du volume de la coopération pour le développement fournie par ces neuf pays et tendent à être des estimations basses.

La majorité des projets d'assistance de la Chine à l'étranger sont consacrés à l'infrastructure économique; viennent ensuite l'industrie, l'énergie et l'exploitation des ressources, et l'agriculture. Les principales formes de financement sont les dons, les prêts à des conditions libérales et l'aide aux coentreprises, qui sont utilisés de concert avec les politiques chinoises en matière d'investissement et de commerce afin de démultiplier les investissements du secteur commercial (IDS, 2014). L'Inde a surtout recours à des lignes de crédit pour fournir des financements à des conditions libérales, en vue de promouvoir le commerce avec un pays partenaire. Dans le cas du Brésil, la coopération bilatérale est axée sur l'agriculture, l'éducation, la santé et les droits de l'homme. Le soutien du Brésil en matière de commerce international se fait principalement au moyen de crédits à l'exportation (IDS, 2014). La coopération de la Russie est centrée sur l'énergie, la santé et l'éducation, et celle de l'Afrique du Sud sur le maintien de la paix, la sécurité et la gouvernance.

Tableau 3.1 Estimation des flux de coopération pour le développement: Fournisseurs bilatéraux de coopération pour le développement qui ne communiquent pas de données au CAD de l'OCDE (montants bruts en millions de $EU, prix courants)

Pays	2010	2011	2012	2013	Source
Brésil	500	...	...	...	Institut de recherche en économie appliquée (IPEA) et Agence brésilienne de coopération (ABC)
Chili	16	24	38	44	Ministère des finances
Chine	2 561	2 776	3 114	3 009	Annuaire des statistiques des finances publiques, Ministère des finances
Colombie	15	22	86	95	Plan stratégique institutionnel 2013, Agence présidentielle de coopération internationale
Inde[1]	709	788	1 076	1 257	Rapports annuels, Ministère des affaires étrangères
Indonésie	10	17	27	12	Ministère de la planification du développement national
Mexique	...	99	203	...	Agence mexicaine de coopération pour le développement international (AMEXCID)
Qatar	334	733	543	1 344	Rapports sur l'aide étrangère, Ministère des affaires étrangères
Afrique du Sud[1,2]	151	227	188	183	Estimations des dépenses publiques 2013, Trésor sud-africain

... . = non disponible.

Note: 1) Les données incluent uniquement les contributions en lien avec le développement, ce qui signifie que les ressources locales, c'est-à-dire le financement émanant d'un pays via des organisations multilatérales et préaffecté pour des programmes au sein de ce même pays, sont exclues. Par ailleurs, comme pour les pays notificateurs, des coefficients sont appliqués aux contributions de base aux organisations multilatérales qui n'interviennent pas exclusivement dans les pays pouvant prétendre à l'APD. Ces coefficients attestent de la part des activités des organisations multilatérales consacrée au développement. 2) Les apports acheminés via les organisations multilatérales ont été calculés (partiellement) sur la base des informations contenues sur les sites Internet des organisations multilatérales, de www.aidflows.org et de données du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DESA), à l'exception du Brésil et de l'Inde.

1) Les chiffres relatifs à l'Inde et à l'Afrique du Sud ont été établis sur la base des exercices budgétaires des deux pays. Ainsi, les données de 2012 correspondent à l'exercice budgétaire 2012/13.

2) La baisse du volume de la coopération pour le développement de l'Afrique du Sud à compter de 2013 est due aux fluctuations de taux de change.

Les engagements des donateurs multilatéraux se sont élevés à 23,9 milliards de dollars EU, en recul de 3,8 milliards de dollars EU par rapport à 2012 mais encore très au-dessus de leurs engagements pour toutes les autres années depuis le début de l'Initiative Aide pour le commerce. Les institutions de l'UE sont le principal donateur multilatéral avec 10,1 milliards de dollars EU d'engagements, suivies par les banques multilatérales de développement, c'est-à-dire la BIRD (6,4 milliards de dollars EU), la BAsD (2,2 milliards de dollars EU), la BAfD (1,3 milliard de dollars EU), le Fonds arabe (986 millions de dollars EU), la BID (600 millions de dollars EU) et la BIsD (157 millions de dollars EU). Les donateurs bilatéraux ont fourni les deux tiers de leur aide sous forme de prêts à des conditions libérales. Ils ont également accordé des prêts aux conditions du marché pour un montant de 41,1 milliards de dollars EU.

Perspectives de l'Aide pour le commerce

Les perspectives à moyen terme de poursuite de la hausse des sommes allouées à l'Aide pour le commerce apparaissent positives: 21 donateurs signalent des augmentations et seulement 1 une diminution, tandis que 7 sont incertains quant à l'avenir. Le Centre du commerce international compte augmenter ses dépenses de 20% au cours des trois prochaines années. La BAfD prévoit aussi d'augmenter sensiblement son financement en faveur de l'Aide pour le commerce grâce à plusieurs instruments de financement en cours d'élaboration comme Africa50, le Fonds africain pour le commerce et le Fonds pour une croissance inclusive de l'Afrique. La France s'est engagée à poursuivre son soutien au commerce mais, dans un contexte de rigueur budgétaire, le financement public du développement en 2015 restera similaire à ce qu'il était en 2014. La Suisse prépare actuellement sa coopération pour le développement pour la période 2017-2020, y compris la part destinée au développement économique, et prévoit d'augmenter ses dépenses au titre de l'Aide pour le commerce.

En ce qui concerne l'avenir, 29 donateurs prévoient d'harmoniser au cours des cinq prochaines années leur stratégie d'Aide pour le commerce avec le Programme de développement pour l'après-2015. Presque tous considèrent aussi qu'il sera essentiel de collaborer avec le secteur privé pour atteindre les objectifs de développement durable. Cette collaboration du secteur privé en vue d'une croissance inclusive et durable sera plus aisée à concrétiser si le commerce est facilité. C'est un objectif explicite pour 20 donateurs, dont 18 ont mentionné la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges. Comme le souligne l'OCDE (2013), il est souvent moins coûteux de faciliter les échanges avec des programmes régionaux, lesquels sont prioritaires pour 19 donateurs. L'UE, par exemple, fournira l'essentiel de son Aide pour le commerce au moyen de programmes régionaux, comme elle le fait depuis 2014. Comme cela a été le cas pour les changements de priorités récents, les donateurs prévoient que les changements budgétaires ou la rationalisation des questions prioritaires ou des bénéficiaires auront peu d'effets. De même, on attend peu d'impact de l'accent mis sur les questions d'égalité hommes-femmes ou de croissance verte, des nouvelles priorités des partenaires de développement ou de l'accent mis sur les PMA.

CONCLUSIONS

Depuis le lancement de l'Initiative Aide pour le commerce en 2006, un montant total de 246,5 milliards de dollars EU a été dépensé pour financer des programmes et des projets au titre de l'Aide pour le commerce, principalement en Asie (38,4%) et en Afrique (35,1%). À ce jour, plus des trois quarts de l'Aide pour le commerce ont servi à financer des projets dans quatre secteurs: transport et entreposage (29,0%), production et fourniture d'énergie (21,0%), agriculture (18,0%) et services bancaires et financiers (10,0%). Par ailleurs, 190,4 milliards de dollars EU d'AASP liés au commerce ont été versés depuis 2006, dont près de 80,0% par des institutions financières internationales. L'essentiel de ce financement aux conditions du marché est allé à des projets d'infrastructure économique (47,0%) et de renforcement des capacités de production (52,0%), presque exclusivement dans des pays à revenu intermédiaire (92%).

Le montant élevé de l'aide et des AASP consacrés à aider les pays en développement à renforcer leurs capacités commerciales en améliorant l'infrastructure et en stimulant le secteur privé devrait faire apparaître des résultats. Les études empiriques confirment le présupposé selon lequel la libéralisation des échanges réduit la pauvreté à long terme et en moyenne et confirment que l'Aide pour le commerce est généralement efficace au niveau à la fois micro et macroéconomique. Mais les impacts peuvent varier considérablement selon le type d'intervention, le niveau de revenu et la région géographique du pays bénéficiaire ainsi que le secteur auquel s'adresse le soutien.

Ces constatations empiriques sont confirmées par les données concrètes qui peuvent être recueillies dans les 116 cas d'expérience présentés par le secteur public, le secteur privé, les milieux universitaires et les ONG en réponse à l'appel lancé en 2015. Les cas d'expérience dressent un tableau encourageant des nombreux projets et programmes liés au commerce et soutenus par des donateurs qui donnaient des résultats concrets très divers en termes de résultats commerciaux, d'investissements privés et de création d'emplois dans un grand nombre de pays en développement.

Les coûts du commerce sont de plus en plus reconnus comme un facteur important pour la compétitivité des entreprises et les résultats commerciaux des pays. Les producteurs des pays en développement sont souvent compétitifs au départ de l'usine ou de la ferme, mais ils ont des moyens limités de développer leur activité en raison du niveau élevé des coûts du commerce. Les pays partenaires et les donateurs accordent tous deux la priorité aux coûts du commerce dans leurs stratégies de développement et centrent les efforts en matière de commerce sur la facilitation des échanges.

En 2013, les engagements au titre de l'Aide pour le commerce se sont élevés à 55,4 milliards de dollars EU, en hausse de 1,8 milliard de dollars EU en termes réels par rapport à 2012 et de 30,1 milliards de dollars EU par rapport à la moyenne de la période de référence 2002-2005. Depuis la période de référence, les engagements au titre de l'Aide pour le commerce ont augmenté de 118% en termes réels, tandis que les AASP liés au commerce ont augmenté de plus de 10 milliards de dollars EU entre 2012 et 2013 pour atteindre 48,8 milliards de dollars EU. Les dirigeants du G-20, réunis au Sommet de Séoul les 11 et 12 novembre 2012, se sont engagés à maintenir au-delà de 2011 au moins le niveau d'Aide pour le commerce correspondant à la moyenne de la période 2006-2008. Ils ont chargé l'OCDE et l'OMC de suivre cet engagement. La moyenne des engagements du G-20, qui s'élevait à 22,6 milliards de dollars EU durant la période 2006-2008, a atteint 34,8 milliards de dollars EU en 2013, soit une hausse de 53,8%.

Les perspectives à moyen terme de poursuite de la hausse des sommes allouées à l'Aide pour le commerce apparaissent positives: 21 donateurs signalent des augmentations et seulement 1 une diminution, tandis que 7 sont incertains quant à l'avenir. En ce qui concerne l'avenir, 29 donateurs prévoient d'harmoniser au cours des 5 prochaines années leur stratégie d'Aide pour le commerce avec le Programme de développement pour l'après-2015. Presque tous considèrent aussi qu'il sera essentiel de collaborer avec le secteur privé pour atteindre les objectifs de développement durable.

BIBLIOGRAPHIE

BAsD (2014), "CAREC Transport Trade and Facilitation Strategy 2020", http://www.adb.org/documents/carec-transport-and-trade-facilitation-strategy-2020.

BAsD (2014), "Central Asia Regional Economic Cooperation corridor performance measurement and monitoring: a forward-looking retrospective", http://www.adb.org/publications/carec-corridor-performance-measurement-and-monitoring-forward-looking-retrospective.

Basnett, Y. *et al.* (2012), "Increasing the effectiveness of aid for trade: the circumstances under which it works best", Working Paper n° 353, ODI.

Brenton, P. et E. Von Uexkull (2009), "Product specific technical assistance for exports – has it been effective?", *Journal of International Trade and Development,* vol. 18, n° 2, pages 235 à 254.

Busse, M. *et al.* (2012), "The Impact of aid for trade facilitation on the costs of trading", Kyklos, vol. 65, pages 143 à 163, DOI: 10.1111/j.1467-6435.2012.00531.x.

Cirera, X. et L. Winters (2015), "Aid for trade and structural transformation in sub Saharan Africa", Commonwealth Trade Policy Discussion Papers n° 2015/01, Commonwealth Secretariat, Londres, DOI: http://dx.doi.org/10.14217/5js6b1lp69ms-en.

DANIDA (2009), "Synthesis of evaluations on support to business development", http://www.oecd.org/derec/denmark/44006517.pdf.

Djankov, S. (2010), "Trading on time", *The Review of Economics and Statistics*, vol. 92, n° 1, pages 166 à 173.

Dollar, D. *et al.* (2006), "Investment Climate and International Integration", *World Development*, vol. 34, pages 1498 et 516.

German Institute for Development Evaluation (2015), "Aid for trade, policies and strategies in German development cooperation", http://www.deval.org/en/evaluation-reports.html.

Horus Development Finance (2014), "Evaluation of the effectiveness of European development finance institutions support to SME development through financial institutions in Africa", www.edfi.be/component/downloads/downloads/96.html.

IDS (2014), "Understanding China' approaches to international development", http://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/123456789/4617/AD_ID151_PB75_China_online.pdf?sequence=1.

Massa, I. (2013), "Aid for trade facilitation in lower income countries: the role of institutional quality", ODI, Londres, http://www.odi.org.uk/publications/7989-aid-trade-facilitation-lower-income-countries-role-institutional-quality.

Millennium Challenge Corporation (2013), "Tanzania, roads, electricity and water supply", https://assets.mcc.gov/reports/countrybrief-20130021451O1-tanzania.pdf".

OCDE (2011), *Strengthening Accountability In Aid For Trade,* The Development Dimension, Editions OCDE, DOI: http://dx.doi.org/10.1787/9789264123212-en.

OCDE/OMC (2011), "Que nous apprennent les cas d'expérience?", *L'Aide pour le commerce – Panorama 2011: Montrer les résultats*, publication de l'OMC et de l'OCDE, http://www.oecd-ilibrary.org/fr/development/panorama-de-l-aide-pour-le-commerce-2011_aid_glance-2011-fr.

OCDE/OMC (2013), *L'Aide pour le commerce – Panorama 2013: Se connecter aux chaînes de valeur*, pages 179 et 180, http://www.oecd-ilibrary.org/fr/development/panorama-de-l-aide-pour-le-commerce_23045760.

OCDE (2014), *Regional Perspectives on Aid for Trade*, Editions OCDE, Paris.
DOI: http://dx.doi.org/10.1787/9789264216037-en.

PricewaterhouseCoopers (2009), "Aid for trade: making trade effective for development. Case studies from Kenya, Tanzania and Uganda", https://www.wto.org/english/tratop_e/devel_e/a4t_e/a4t_july09_session4_e.pdf.

Subramanian, U. *et al.* (2012), "Less time, more trade: results from an export logistics model", Investment Climate Department, Groupe de la Banque mondiale, Washington D.C.

United States Agency for International Development (2010), *From Aid to Trade: Delivering Results. A Cross-Country Evaluation of USAID Trade Capacity Building*, http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PDACR202.pdf.

Vijil, M. et L. Wagner (2012), "Does aid for trade enhance export performance? Investigating the infrastructure channel", *World Economy*, vol. 35, pages 838 à 868.

CHAPITRE 4

MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Contribution de l'organisation mondiale du commerce

Resumé: *Les recherches économiques et les données de terrain montrent que la suppression des obstacles administratifs et réglementaires aux frontières peut avoir un puissant effet sur la réduction des coûts du commerce et l'accroissement des échanges. Le nouvel Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges a pour but d'accélérer le mouvement, la mainlevée et le dédouanement des marchandises, y compris les marchandises en transit. Sa mise en œuvre devrait aider les pays en développement et les PMA Membres à réduire les inefficacités à la frontière et les coûts qui en résultent et donc à réaliser ces gains. L'un des traits particuliers de l'Accord est la flexibilité accordée aux Membres de l'OMC pour le mettre en œuvre. Premièrement, sur les quelque 35 mesures techniques de facilitation des échanges, beaucoup ne sont pas imposées, mais exigent plutôt les "meilleurs efforts". Deuxièmement, l'Accord permet à chacun des pays en développement ou des PMA Membres de déterminer quand il mettra en œuvre chaque mesure de facilitation des échanges et de déterminer le soutien dont il a besoin pour la mettre en œuvre.*

INTRODUCTION

Après près de dix ans de travail, les Membres de l'OMC ont conclu les négociations relatives à l'Accord sur la facilitation des échanges (ci-après l'AFE ou l'Accord) à la neuvième Conférence ministérielle de l'OMC, tenue à Bali (Indonésie) en décembre 2013 (le texte final de l'AFE a été publié le 15 juillet 2014 sous la cote WT/L/931). L'Accord a été ouvert à l'acceptation des 160 Membres de l'OMC le 27 novembre 2014 et entrera en vigueur lorsque deux tiers des Membres auront notifié son acceptation à l'OMC (la Décision du Conseil général et le Protocole d'amendement figurent dans le document WT/L/940).

L'AFE est un accord historique pour l'OMC et pour les communautés du commerce et du développement, c'est le premier accord commercial multilatéral conclu depuis la création de l'OMC en 1995. Et, ce qui est peut-être encore plus important, l'Accord énonce un principe qui ne se trouve dans aucun autre Accord de l'OMC, ou du GATT, à savoir que l'obligation pour un pays en développement ou un pays moins avancé (PMA) de mettre en œuvre les dispositions de l'Accord est subordonnée à l'acquisition par ce pays de la capacité technique nécessaire, ce qui peut nécessiter un soutien des donateurs, sur la base de l'évaluation qu'il fait de ses propres besoins et priorités.

Pour appliquer ce principe unique en ce genre, l'Accord contient des dispositions détaillées qui définissent les rôles et les responsabilités des pays en développement et des PMA Membres, d'une part et, d'autre part, des Membres donateurs et des organisations internationales et multilatérales qui soutiennent la facilitation des échanges. Il indique également les institutions chargées de soutenir la fourniture d'une assistance et les procédures à suivre à cet égard.

Le présent chapitre présente brièvement le nouvel Accord, les besoins et les priorités des pays en développement et des PMA Membres, et le soutien disponible. En outre, comme la facilitation des échanges en général est un enjeu prioritaire pour les donateurs et pour les pays en développement et les PMA Membres depuis un certain nombre d'années, ce chapitre donne des exemples de mise en œuvre réussie de certaines dispositions de l'Accord avec le soutien des donateurs et des avantages en résultant.

L'ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Le nouvel Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges a pour but d'accélérer le mouvement, la mainlevée et le dédouanement des marchandises, y compris les marchandises en transit. Aujourd'hui, les importateurs et les exportateurs supportent des coûts élevés dus à l'inefficacité des procédures de contrôle et de dédouanement appliquées par les douanes et les autres autorités présentes aux frontières, à l'existence de formalités et de prescriptions inutiles en matière de documents requis à la frontière, ainsi qu'à des redevances et impositions administratives opaques – toutes choses qui entraînent une perte d'efficacité économique considérable pour le commerce international.

Pour pouvoir mieux comprendre l'importance de l'AFE, il faut considérer la situation des parties prenantes qui souffrent le plus de l'inefficacité des procédures. Cette inefficacité désavantage tout particulièrement les petites entreprises, qui ont moins de moyens pour faire face aux lourdes procédures de contrôle, ainsi que les exportateurs et les producteurs des pays en développement sans littoral, dont les produits et les fournitures doivent franchir plusieurs fois les frontières (souvent celles d'autres pays en développement), et les producteurs de produits agricoles et autres denrées périssables ou de produits livrés juste à temps, pour lesquels tout retard de livraison peut nuire directement à la valeur des produits et à la santé financière des entreprises qui les vendent ou les reçoivent.

Ce point est clairement confirmé pour la recherche économique. Hummels (2001) a calculé qu'un jour de retard à la frontière entraîne une augmentation des coûts d'environ 0,8% en moyenne dans le monde. Sur la base de ces travaux et d'une étude de 126 pays utilisant un modèle de gravité, Djankov et al. (2010) ont constaté que chaque journée de transit avait pour effet de réduire le volume des échanges d'un peu plus de 1% en moyenne. Ils ont pu appréhender les effets des retards administratifs en utilisant comme variable de substitution le nombre de signatures exigées à l'exportation ou à l'importation. Ces retards avaient un effet équivalant à l'allongement de 70 kilomètres de la distance entre l'usine et

le marché de destination. Hoekman et Nicita (2010, 2011) estiment que les efforts faits pour rapprocher la performance des pays à faible revenu en matière de logistique et de facilitation des échanges (mesurée par l'indice de performance logistique et l'indicateur du "coût de l'activité commerciale" de la Banque mondiale) de celle des pays à revenu intermédiaire accroîtraient le commerce de 15%, soit le double de ce que permettrait la convergence avec la moyenne des droits d'importation des pays à revenu intermédiaire.

La perte d'efficacité due à des contrôles à la frontière trop pesants ressort aussi clairement de bon nombre des cas d'expérience présentés par les participants à l'exercice de suivi réalisé dans le cadre de l'Examen global de l'Aide pour le commerce 2015. Dans une communication, la CEDEAO a indiqué que les points de passage des frontières terrestres avaient été identifiés comme des goulets d'étranglement importants le long des principaux corridors routiers régionaux d'Afrique de l'Ouest. L'incohérence des procédures et de la documentation et la multiplicité des organismes gouvernementaux se traduisent par de mauvaises pratiques à différents niveaux, ce qui retarde et complique le passage des frontières par les marchandises, les personnes et les véhicules. D'après une étude citée par TradeMark East Africa, seulement 43% du temps de transport par camion le long des corridors commerciaux du Rwanda est passé en déplacement, le reste étant passé à attendre aux frontières ou aux barrages routiers, sans parler du temps de repos.

La suppression des obstacles administratifs peut contribuer grandement à la réduction des coûts du commerce. L'encadré 4.1 ci-dessous montre les économies réalisées et les autres avantages résultant de la mise en place de guichets uniques pour le dédouanement, indiqués dans les études de cas présentées.

Encadré 4.1 Économies réalisées grâce aux guichets uniques

"Le Kenya TradeNet System permet aux opérateurs commerciaux qui passent par le port de Mombasa, plaque tournante économique de l'Afrique de l'Est, ou par les aéroports et les postes frontières terrestres du pays, d'acheminer les marchandises et de suivre leur mouvement plus rapidement, plus facilement et à un moindre coût grâce à une procédure de dédouanement simplifiée. Compte tenu du volume actuel de marchandises importées ou en transit au Kenya, le Kenya TradeNet System pourrait permettre, grâce à la simplification des procédures, de réaliser une économie de l'ordre de 150 à 250 millions de dollars EU par an pendant les trois premières années, ce qui profitera à l'économie kényane. Ce chiffre devrait atteindre 300 à 450 millions de dollars EU par an dans les années suivantes." **Administration fiscale du Kenya**

"Avec un budget de 3,5 millions de dollars EU échelonné sur quatre phases entre 2010 et 2014, le projet de guichet unique électronique du Rwanda a déjà permis de ramener le délai de dédouanement des marchandises de 2 jours et 10 heures en 2010 à 23 heures en 2014. En conséquence, le coût total estimatif d'une déclaration pour un opérateur économique agréé est tombé de 350 à 64,5 dollars EU. Compte tenu de l'économie réalisée, le retour sur investissement est estimé à 18 millions de dollars EU par an." **TradeMark East Africa**

"Depuis 2008, avec l'aide des partenaires de développement, le gouvernement du Tadjikistan a développé un système de guichet unique pour réduire les coûts à l'exportation et à l'importation et améliorer les conditions de facilitation des échanges dans le pays. Le programme de guichet unique prévoit une approche échelonnée. La première phase consiste à uniformiser, simplifier et automatiser les procédures d'échange de renseignements et de documents liées au dédouanement, ouvrant la voie à la participation d'autres agents, tels que les fournisseurs de services logistiques, dans une deuxième phase." **Tadjikistan**

"Le guichet unique fait partie de notre stratégie pour attirer plus de commerce international, pour renforcer l'économie locale et pour améliorer notre classement d'après l'indice de compétitivité du rapport Doing Business de la Banque mondiale. Le nouveau guichet unique togolais repose sur un système de facturation particulièrement innovant: tous les paiements et transactions sont indiqués dans un document unique, ce qui permet un suivi plus efficace des coûts et des taxes." **Togo**

Source: Étude réalisée par le Secrétariat de l'OMC.

Des études montrent que la réduction des obstacles administratifs inutiles ou pesants peut procurer des avantages économiques considérables en augmentant le potentiel d'exportation et l'investissement étranger et en permettant aux consommateurs d'accéder à un plus large éventail de produits. Les pays en développement où les obstacles administratifs et procéduraux sont plus importants ont peut-être le plus à gagner des réformes. Par exemple, d'après des études de l'OCDE, une baisse de 1% des coûts du commerce mondial entraînerait une augmentation du revenu mondial d'au moins 40 milliards de dollars EU, dont l'essentiel (63%) reviendrait aux pays en développement (OCDE, 2013). L'encadré 4.1 met en évidence les économies réalisées par les participants à l'exercice de suivi par suite de la mise en place du système de guichet unique prévu par l'AFE. La mise en œuvre de l'AFE devrait aider les pays en développement et les PMA Membres à réduire les inefficacités à la frontière et les coûts qui en résultent, procurant ainsi des gains substantiels.

Réduction des coûts à la frontière: mesures techniques

L'AFE prévoit environ 35 mesures techniques pour accélérer le mouvement, la mainlevée et le dédouanement des marchandises (voir les intitulés des articles dans l'encadré 4.2). Ces mesures techniques imposent aux Membres de l'OMC l'obligation: 1) d'accroître la transparence; 2) d'améliorer la gouvernance au moyen de disciplines relatives aux processus de réglementation et de prise de décisions; 3) de rationaliser et de moderniser les procédures et les techniques de contrôle aux frontières; et 4) d'accélérer le mouvement des marchandises en transit.

Amélioration de la transparence

La difficulté d'obtenir des renseignements précis et fiables sur les prescriptions concernant l'importation, l'exportation et le transit entraîne des retards et des coûts importants. Au cours du processus d'importation ou d'exportation, les opérateurs commerciaux passent beaucoup de temps à chercher et remplir les formulaires et les documents requis. Le manque de clarté des prescriptions entraîne des retards et des coûts de dédouanement supplémentaires s'il faut corriger des documents et éventuellement fixer des pénalités. Cela préoccupe particulièrement les PME, qui, bien souvent, n'ont pas les ressources nécessaires pour rechercher et comprendre les exigences des marchés d'exportation, sur lesquels elles ne sont généralement pas présentes, en particulier si ces exigences ne figurent que dans des textes législatifs ou d'autres documents techniques rédigés dans une langue étrangère. Une étude de la CESAP de l'ONU a montré qu'une amélioration de la transparence et de la prévisibilité avait pour effet d'accroître la probabilité d'exporter pour les PME, ainsi que leur propension à exporter, car elle réduisait les coûts et les risques liés à l'activité commerciale. D'après cette étude, une augmentation d'une unité de la prévisibilité des politiques génère une augmentation de 66% de la probabilité pour les PME de participer aux activités d'exportation (Li et Wilson, 2009).

Pour améliorer la transparence, l'Accord exige que les gouvernements publient certains renseignements commerciaux spécifiés d'une manière facilement accessible. Les gouvernements sont également tenus de publier sur Internet les formulaires et documents requis, ainsi qu'une description pratique des procédures d'importation, d'exportation, de transit et de recours (dans une des langues de l'OMC lorsque cela est possible). En outre, ils doivent établir des points d'information que les négociants et les autres gouvernements peuvent contacter pour obtenir des renseignements et des formulaires. Afin d'accroître la prévisibilité et la certitude des coûts, les gouvernements doivent prendre des décisions contraignantes concernant l'application des lois et procédures à certaines marchandises avant leur importation (décisions anticipées).

Amélioration de la gouvernance

L'inefficacité résulte également du caractère redondant, aléatoire ou injustifié des formalités et prescriptions en matière de documents requis à la frontière. Cette inefficacité peut persister si le gouvernement n'a pas conscience de ses effets négatifs sur le commerce ou ne sait pas qu'il existe peut-être d'autres solutions plus efficientes qui lui permettraient d'atteindre les objectifs de la réglementation.

L'Accord exige que les gouvernements examinent leurs formalités et prescriptions en matière de documents se rapportant à l'importation, à l'exportation et au transit pour s'assurer que ces prescriptions sont adoptées ou appliquées en vue d'accélérer la mainlevée et le dédouanement des marchandises, de réduire les coûts et les délais de mise en conformité et de déterminer qu'il n'existe pas d'autre solution raisonnable qui serait moins restrictive pour le commerce. En outre, comme les personnes directement affectées par la réglementation sont souvent la meilleure source d'information sur les impacts et les alternatives, l'Accord impose aux gouvernements de ménager aux parties intéressées des possibilités pour formuler des observations sur l'introduction ou la modification projetées de lois et réglementations et de prévoir des consultations régulières avec les parties prenantes.

Encadré 4.2 Accord sur la facilitation des échanges

"ACCORD TECHNIQUE-MESURES TECHNIQUES"

Article

1. Publication et disponibilité des renseignements
2. Observations et consultations
3. Décisions anticipées
4. Procédures de recours ou de réexamen
5. Mesures visant à renforcer l'impartialité, la non-discrimination et la transparence
6. Disciplines concernant les redevances et impositions
7. Mainlevée et dédouanement des marchandises
8. Coopération entre les organismes présents aux frontières
9. Mouvement sous contrôle douanier
10. Formalités se rapportant à l'importation, à l'exportation et au transit
11. Liberté de transit
12. Coopération douanière

Source: OMC

Pour améliorer l'équité des décisions prises par les autorités présentes aux frontières, l'Accord exige aussi que les Membres de l'OMC accordent un droit de recours contre les décisions des autorités douanières et imposent des disciplines concernant la fixation de pénalités par les douanes, selon lesquelles le montant des pénalités doit être proportionnel au degré d'infraction.

Modernisation des procédures à la frontière

La plupart des mesures techniques prévues par l'Accord visent à rationaliser et moderniser le traitement des marchandises par les douanes et les autres autorités aux frontières. Ces mesures nécessiteront de mettre en œuvre de nouvelles techniques et procédures, comme suit:

- utilisation d'un système de gestion des risques pour axer les contrôles douaniers sur les marchandises présentant un risque élevé;
- traitement avant arrivée pour permettre aux importateurs de déclarer, voire de dédouaner, les marchandises avant leur arrivée;
- procédures permettant la mainlevée des marchandises par les douanes avant le paiement de droits et de taxes;

- utilisation de formulaires électroniques pour les paiements et les documents de dédouanement;
- utilisation de procédures de dédouanement simplifiées pour les négociants agréés (c'est-à-dire très fiables et présentant peu de risque) et les opérateurs d'envois exprès.

Il y a aussi des dispositions importantes visant à promouvoir une plus grande coordination entre les différentes autorités présentes aux frontière (l'absence de coordination étant en soi un facteur de retard), y compris la coopération transfrontalière et la mise en place d'un guichet unique pour permettre aux négociants de présenter en un seul endroit les documents requis par toutes les autorités.

Transit

Enfin, l'Accord contient des dispositions détaillées visant à réduire bon nombre des coûts et des retards subis par les importateurs et les exportateurs lorsque leurs marchandises transitent par des pays, par exemple en raison de prescriptions excessives en matière de données et de documents, de l'existence de points de contrôle intérieurs et du recours obligatoire au convoyage, de retards dans la réalisation des opérations de transit et le remboursement des garanties de transit, de l'insuffisance des infrastructures de transit et du manque de coopération régionale.

Flexibilité pour la mise en œuvre – Une nouvelle approche du traitement spécial et différencié

Ce qui fait que ce nouvel Accord est unique et historique, c'est avant tout la flexibilité qu'il accorde aux Membres de l'OMC pour sa mise en œuvre. Cette flexibilité a deux dimensions: premièrement, parmi les quelque 35 mesures techniques prévues, plusieurs ne sont pas libellées en termes prescriptifs ("shall" ou "shall not"), mais plutôt en termes d'"effort maximal". Autrement dit, ces dispositions "encouragent" les Membres de l'OMC ou les obligent "dans la mesure où cela sera réalisable" ou "selon qu'il sera approprié" à appliquer les prescriptions techniques. Cette flexibilité intrinsèque est offerte à tous les Membres de l'OMC (développés ou en développement) et permet à chacun de mettre en œuvre les mesures de la manière qu'ils jugent adaptée à leurs capacités et à leurs spécificités locales juridiques, techniques ou autres.

Deuxièmement, l'Accord témoigne de la reconnaissance du fait que, sans un soutien extérieur en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités (ATRC), les pays en développement et les pays les moins avancés Membres risquent de ne pas pouvoir mettre en œuvre certaines, voire la totalité, des mesures techniques, et que ces Membres devraient déterminer eux-mêmes de quel soutien ils ont besoin et quand ils seront prêts à mettre en œuvre les mesures. Chose essentielle, les dispositions de l'Accord relatives au traitement spécial et différencié (TSD) permettent aux pays en développement et aux pays les moins avancés Membres de définir, pour chaque mesure, leur propre calendrier de mise en œuvre, dont l'exécution peut-être subordonnée à l'obtention de l'aide dont ils estiment avoir besoin en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités.

L'Accord définit les mécanismes par lesquels les pays peuvent bénéficier de ces dispositions uniques en matière de TSD. Les pays en développement ou les pays les moins avancés Membres qui souhaitent en bénéficier doivent classer leurs mesures de facilitation des échanges dans l'une des trois catégories ci-dessous et notifier ces catégories au Comité de l'OMC dans des délais précis.

- **Catégorie A:** dispositions qu'un pays en développement Membre désignera pour mise en œuvre au moment de l'entrée en vigueur de l'Accord (les PMA disposent d'une année supplémentaire).
- **Catégorie B:** dispositions qu'un pays en développement ou un PMA Membre désignera pour mise en œuvre après une période de transition suivant l'entrée en vigueur de l'Accord.

- **Catégorie C:** dispositions qu'un pays en développement ou un PMA Membre désignera pour mise en œuvre après une période de transition suivant l'entrée en vigueur de l'Accord et exigeant l'acquisition de la capacité de mise en œuvre grâce à la fourniture d'une assistance et d'un soutien pour le renforcement des capacités.

L'Accord prévoit également des mesures de sauvegarde additionnelles pour les pays en développement et les PMA Membres:

- **mécanisme d'avertissement rapide:** permet à un Membre de demander un report au Comité de la facilitation des échanges de l'OMC s'il a des difficultés à mettre en œuvre une disposition de la catégorie B ou C à la date qu'il aura notifiée;
- **groupe d'experts:** dans les cas où le report demandé n'a pas été accordé et où un Membre ne dispose pas des capacités requises pour la mise en œuvre, le Comité de la facilitation des échanges établira un groupe d'experts pour examiner la question et formuler une recommandation;
- **transfert entre catégories:** les Membres pourront transférer des dispositions entre les catégories B et C;
- **période de grâce:** les pays en développement et les PMA Membres ne pourront pas faire l'objet d'une procédure de règlement des différends pendant une période initiale suivant la date à laquelle ils auront commencé à mettre en œuvre leurs mesures de facilitation des échanges. S'agissant des pays en développement, cette période de grâce s'appliquera pendant deux ans aux mesures relevant de la catégorie A.

Une plus grande flexibilité doit être accordée aux PMA Membres compte tenu de leurs besoins spéciaux. L'Accord établit donc le principe général selon lequel les PMA Membres "ne seront tenus de contracter des engagements que dans la mesure compatible avec les besoins du développement, des finances et du commerce de chacun d'entre eux ou avec leurs capacités administratives et institutionnelles". Sur cette base, l'Accord prévoit expressément pour les PMA des prescriptions en matière de notification plus souples que celles qui s'appliquent aux pays en développement, des prolongations plus longues des délais de mise en œuvre des engagements, si cela est nécessaire, et des périodes de grâce plus longues, à savoir six ans pour la catégorie A et huit ans pour les catégories B et C, de sorte que, ces pays ne pourront faire l'objet d'aucune procédure de règlement des différends pour toutes les catégories de mesures, et pas seulement celles de la catégorie A.

L'inconvénient de cette flexibilité est que les Membres peuvent différer la mise en œuvre de l'AFE, ce qui, pourrait non seulement empêcher les pays de profiter rapidement des avantages en résultant, mais aussi porter préjudice aux partenaires commerciaux voisins, en particulier si ces partenaires sont des pays sans littoral qui espèrent tirer parti de la simplification des procédures à la frontière et des procédures de transit. Les Membres ont là l'occasion de profiter du soutien offert pour la mise en œuvre pour faire des réformes significatives dans des délais raisonnables.

BESOINS ET POSSIBILITÉS EN MATIÈRE DE MISE EN ŒUVRE

Quel type et quel niveau de soutien à la mise en œuvre seront nécessaires aux pays en développement et aux PMA? Quelles dispositions de l'Accord seront les plus difficiles à mettre en œuvre pour ces pays? Quelles mesures sont prioritaires dans la mise en œuvre échelonnée? Et pour quelles mesures un soutien extérieur sera le plus demandé?

Il ne sera possible de répondre de manière catégorique à ces questions que lorsque les pays auront notifié leurs engagements des catégories B et C, mais les renseignements communiqués à ce jour par les Membres de l'OMC donnent quelques indications.

Ces renseignements figurent dans les réponses de 62 pays en développement et PMA Membres aux questionnaires adressés dans le cadre de l'exercice de suivi 2015. Par ailleurs, 54 pays Membres ont notifié leurs engagements de la catégorie A (au 31 mars 2015), indiquant les mesures qui sont le moins susceptibles de nécessiter une aide extérieure. Et surtout, la grande majorité des pays en développement et des PMA Membres de l'OMC ont réalisé au moins une auto-évaluation détaillée – évaluation de leur situation actuelle par rapport à chacune des mesures techniques prévues par l'Accord et de leurs besoins et priorités en matière de mise en œuvre – avec l'aide du Secrétariat de l'OMC et des partenaires de développement (voir le tableau 4.1 ci dessous).

Généralement, ces évaluations se font avec la participation de représentants des douanes et des autres autorités présentes aux frontières, des ministères de la justice, du commerce et des affaires étrangères et d'associations professionnelles du secteur privé, tels que les courtiers en douane, les chambres de commerce et d'industrie ou d'autres associations professionnelles.

Tableau 4.1 Évaluations des besoins réalisées par les Membres de l'OMC

	Nombre d'évaluations des besoins réalisées	Pays en développement	PMA	Pays sans littoral (également comptés avec les pays en développement et les PMA
2007–2010	94	60	34	18
2013–2014	90	40	30	14

Source: OMC

Priorités en matière de soutien à la mise en œuvre

Ces sources indiquent que les pays en développement et les pays les moins avancés considèrent que les mesures techniques ci-après prévues par l'Accord sont les principales priorités pour l'assistance technique et le renforcement des capacités (voir le tableau 4.2).

Comme le montrent ces résultats, les mesures le plus souvent citées comme des priorités pour l'assistance technique concernent le guichet unique, la coopération entre les organismes présents aux frontières, les opérateurs agréés, la gestion des risques et les décisions anticipées. En revanche, ces résultats n'indiquent pas clairement les raisons pour lesquelles ces mesures particulières sont jugées plus prioritaires que d'autres pour l'assistance technique. Ce n'est pas nécessairement parce qu'elles sont plus difficiles à mettre en œuvre.

Aucun pays ne part de zéro. Tous les Membres de l'OMC qui ont réalisé une évaluation de leurs besoins sont en totale conformité avec certaines de ces mesures. La plupart des pays appliquent déjà intégralement ou sont sur le point d'appliquer bon nombre des mesures, souvent avec le soutien des donateurs. Dans bien des cas, une mesure peut-être considérée comme hautement prioritaire parce qu'elle fait déjà partie du programme de modernisation du pays et/ou parce qu'elle est très demandée par les opérateurs commerciaux. Cela est probablement le cas pour le guichet unique, une des nombreuses mesures pour la mise en œuvre desquelles l'AFE exige seulement un effort maximal des Membres. Il se peut que de nombreux pays appliquent déjà certaines mesures, mais voient là une occasion d'élargir ou d'améliorer leurs programmes existants, ce qui pourrait souvent être le cas pour la gestion des risques.

Tableau 4.2 Mesures à soutenir en priorité

Mesures prioritaires d'après l'auto-évaluation des besoins des Membres de l'OMC	Mesures les moins notifiées au titre de la catégorie A	Mesures les plus difficiles à mettre en œuvre qui nécessitent un soutien en matière d'ATRC (questionnaire pour les pays en développement et les PMA)	Mesures nécessitant le plus d'ATRC (questionnaire pour les donateurs)
Guichet unique	**Guichet unique**	**Coopération entre les organismes présents aux frontières**	Formalités (y compris l'établissement d'un **guichet unique**)
Procédures d'essai	**Opérateurs agréés**	Formalités se rapportant à l'importation, à l'exportation et au transit (y compris l'établissement d'un **guichet unique**)	**Coopération entre les organismes présents aux frontières**
Gestion des risques	Contrôles renforcés	Publication et disponibilité des renseignements	Coopération douanière
Opérateurs agréés	Procédures d'essai	Décisions anticipées	Mainlevée et dédouanement des marchandises (y compris les mesures concernant la **gestion des risques** et les **opérateurs agréés**)
Comité national de la facilitation des échanges	Temps moyens nécessaires à la mainlevée	Mainlevée et dédouanement des marchandises (y compris les mesures concernant la **gestion des risques** et les **opérateurs agréés)**	L'Accord dans son ensemble
Publication et disponibilité des renseignements	Points d'information	Coopération douanière	Autres mesures visant à renforcer l'impartialité
Coopération entre les organismes présents aux frontières	**Coopération entre les organismes présents aux frontières**		
Décisions anticipées	Décisions anticipées		

Note: Les mesures communes sont indiquées en gras.

Besoins en matière de soutien à la mise en œuvre

Comme cela est expliqué plus haut, les "auto-évaluations" réalisées par les pays en développement et les PMA Membres avec l'aide du Secrétariat de l'OMC et des autres donateurs peuvent donner des renseignements sur les difficultés rencontrées par certains pays pour mettre en œuvre certaines mesures. Cela est bien sûr important à comprendre, car les causes profondes de ces difficultés détermineront le type de soutien extérieur qui peut-être nécessaire (par exemple, expertise juridique, compétences TI ou autres compétences techniques, soutien à l'infrastructure, etc.).

Les auto-évaluations ont permis à chaque pays de déterminer ce dont il aurait besoin pour mettre en œuvre les mesures qu'il n'applique pas encore. Bien que bon nombre des mesures prévues par l'Accord soient fondées sur le principe de l'"effort maximal", les participants ont pu évaluer ce dont ils auraient besoin pour mettre pleinement en œuvre chaque mesure. Cette section résume les difficultés et les besoins d'assistance le plus couramment identifiés.

Elle fait aussi référence à certains des cas d'expérience présentés dans le cadre de l'Examen global de l'Aide pour le commerce 2015 afin de mettre en relief des exemples de mise en œuvre réussie des mesures prévues par l'AFE. Les programmes de facilitation des échanges mentionnés dans les cas d'expérience sont antérieurs à l'Accord. Ils n'ont donc pas de lien avec la mise en œuvre de l'AFE, mais ils donnent une idée du type de problèmes et de possibilités existant dans les domaines où l'AFE a introduit des droits et des obligations.

■ *Coordination des autorités présentes aux frontières*

Le manque de coopération et de coordination entre les autorités présentes aux frontières est un problème de mise en œuvre fréquemment mentionné. À cela s'ajoute souvent le chevauchement de leurs rôles et de leurs responsabilités, ce qui peut compliquer la mise en œuvre de l'AFE de plusieurs manières.

Premièrement, la coordination et la coopération entre les autorités présentes aux frontières est une exigence explicite de l'Accord. Deuxièmement, pour superviser la mise en œuvre de l'Accord au niveau national, chaque Membre doit établir un comité national de la facilitation des échanges, dont le bon fonctionnement nécessite la participation de tous les organismes pertinents présents aux frontières. Troisièmement, la coopération et la coordination entre ces organismes constituent aussi une condition implicite de la mise en œuvre de plusieurs mesures prévues par l'Accord. C'est notamment le cas pour l'établissement d'un guichet unique, qui exige principalement l'intégration ou la coordination des prescriptions des différentes autorités présentes aux frontières en matière de renseignements.

Dans certains pays, certaines autorités présentes aux frontières ont dit craindre que la mise en œuvre de l'AFE n'aille à l'encontre de leur mandat légal. Cela pourrait s'expliquer en partie par le fait qu'elles ne comprennent pas bien les mesures prévues par l'AFE. Bien qu'en général, les responsables des divers organismes présents aux frontières aient participé aux évaluations nationales des besoins, il se peut que la connaissance des conditions et des objectifs de l'Accord n'ait pas été plus largement diffusée au sein de ces organismes.

Il est important de noter que la disposition exigeant que chaque pays établisse et maintienne un comité national de la facilitation des échanges ne relève pas des dispositions de l'Accord relatives au traitement spécial et différencié et doit être mise en œuvre dès l'entrée en vigueur de l'Accord. Mais cela ne signifie pas qu'un soutien des donateurs n'est pas nécessaire.

Une étude de cas sur l'établissement de l'équipe spéciale nationale de la facilitation des échanges au Nigéria montre qu'elle a réussi à coordonner les activités de 23 ministères, départements et organismes et d'acteurs du secteur privé organisé. Le Ministère du développement international du Royaume-Uni (DFID) a soutenu l'élaboration de plans d'action à court, moyen et long termes qui définissent le rôle de l'équipe spéciale. Cette dernière est le point focal pour les activités de facilitation des échanges du Nigéria et elle assure la coordination d'un vaste programme de réforme soutenu par de nombreux donateurs.

■ *Technologies de l'information et de la communication (TIC))*

En règle générale, les mesures dont la mise en œuvre implique ou nécessite un projet relatif aux technologies de l'information et de la communication (TIC) ont été identifiées par les pays en développement et les PMA Membres comme hautement prioritaires pour la fourniture d'une assistance et/ou particulièrement difficiles à mettre en œuvre.

Ainsi, de nombreux pays ont indiqué qu'ils ne respectaient que partiellement l'obligation de publication sur Internet en raison du manque de capacités en matière de TIC, y compris de l'insuffisance des services Internet, de logiciels et de matériels obsolètes, et de la capacité limitée des acteurs publics et privés d'effectuer des transactions par voie électronique; dans quelques pays, l'automatisation n'a pas encore été assurée.

Ces insuffisances empêchent également d'appliquer des mesures nécessitant l'utilisation des TI, comme le paiement par voie électronique et l'établissement d'un guichet unique. En outre, de nombreuses mesures, comme la gestion des risques et l'établissement des temps nécessaires à la mainlevée, nécessitent la collecte et l'analyse de renseignements, tandis que d'autres, comme les contrôles renforcés (systèmes d'"alertes à l'importation"), le traitement avant arrivée, les points d'information et la libération des garanties, pour n'en citer que quelques-unes, exigent un échange de renseignements rapide et efficace.

Sur les quelque 40 cas d'expérience, 19 comprenaient une composante TIC, par exemple: le renforcement des modules d'administration en ligne pour un échange de renseignements plus efficient (Belize); l'introduction d'une plate-forme d'échange électronique de formulaires douaniers uniques – FAUCA (Amérique centrale); la création de portails d'information commerciale (Lesotho, Haïti, RDP lao); l'établissement de guichets uniques (Rwanda, Kenya, Togo, Équateur, Costa Rica, Pérou); la mise en place d'un système électronique de suivi des cargaisons (Ouganda, Tanzanie, et El Salvador et Honduras); et la modernisation du système de dédouanement (Ouganda, Rwanda).

Un cas d'expérience cité par TradeMark East Africa met en évidence le retour sur investissement résultant de la réalisation de réformes pour réduire les temps de transit et de dédouanement grâce aux TIC et à des procédures simplifiées. Ce programme comporte trois éléments: 1) un système de dédouanement automatisé renforcé (mise à niveau de SYDONIA World); 2) un programme d'opérateurs agréés; et 3) un système électronique de suivi des cargaisons. Bien que ce projet d'assistance ne soit pas encore achevé, il a déjà procuré des avantages considérables. Le temps moyen nécessaire pour le dédouanement des marchandises et leur acheminement depuis Mombasa jusqu'en Ouganda par le Corridor Nord est tombé de 18 jours à 4 jours. Le nombre de documents douaniers a diminué de manière spectaculaire; par exemple, il a été réduit de 90% pour l'importation de combustibles. Cette réduction du temps de transport et de dédouanement des marchandises a eu une incidence directe sur le volume du commerce; par exemple, les importations de combustibles sont passées de 32,1 à 108 millions de litres. L'économie totale réalisée par les entreprises grâce à ce gain de temps est estimée à 373 millions de dollars EU par an.

■ *Cadre politique/juridique*

De nombreux pays n'ont pas de cadre juridique pour l'application de certaines des mesures prévues par l'AFE. Un cadre juridique désuet et obsolète peut entraver considérablement la mise en œuvre de nombreuses dispositions qui n'avaient pas été envisagées au moment de l'élaboration de la législation nationale. Beaucoup de pays ont dit avoir besoin d'une assistance technique pour examiner et réviser leurs lois et réglementations afin de les aligner sur l'Accord.

Les procédures modernes qui nécessitent généralement une modification de la législation sont notamment celles qui permettent de présenter les déclarations avant l'arrivée des marchandises (déclaration avant arrivée), ou de procéder à la mainlevée des marchandises avant le paiement des droits (séparation de la mainlevée de la détermination finale des droits de douane, taxes, redevances et impositions), celles qui permettent aux administrations d'accepter des copies de documents; et celles qui exigent que les lois soient publiées à l'avance pour permettre de faire des observations. Les lois de certains pays contiennent des dispositions qui empêcheraient la mise en œuvre de contrôles fondés sur les principes de la gestion des risques, la coordination entre les autorités présentes aux frontières et la mise en place d'un guichet unique.

■ *Procédures*

La complexité et le manque de clarté des procédures est un obstacle souvent signalé. Il semble que les procédures administratives sont souvent excessives et inefficaces. Certains pays doivent établir des procédures et directives commerciales et douanières conformes aux prescriptions, y compris en rationalisant et simplifiant les documents et procédures liés au commerce.

La lourdeur et l'inefficacité des procédures d'importation, d'exportation et de transit sont l'un des principaux problèmes que l'AFE cherche à résoudre. Pour cela, outre les procédures techniques prévues pour accélérer la mainlevée des marchandises et améliorer les contrôles douaniers, comme le traitement avant arrivée et la gestion des risques, l'Accord exige directement que les Membres examinent les formalités et prescriptions en matière de documents requis qu'ils appliquent en vue de réduire au minimum leurs effets et leur complexité.

Un projet innovant de commission frontalière mixte en Tanzanie, financé par le Conseil de la compétitivité des États-Unis, vise à simplifier les procédures administratives et réglementaires par le développement du travail d'équipe et d'une collaboration étroite entre tous les organismes présents aux frontières, et par l'offre d'un ensemble unique de services aux importateurs et aux exportateurs à un poste frontière. Ce projet a été réalisé avec succès dans 7 des 14 principaux postes frontières de transit.

Les Membres doivent également prévoir des procédures simplifiées pour les négociants dignes de confiance, ou "opérateurs agréés", c'est-à-dire ceux qui ont de bons antécédents en matière de conformité et qui remplissent des critères spécifiques. Le programme d'opérateurs agréés est l'une des mesures prioritaires mentionnées plus haut et il est cité dans plusieurs cas d'expérience soit comme un programme à part entière soit comme un élément d'un programme plus large d'opérateurs économiques agréés.

Dans un cas d'expérience concernant un programme d'opérateurs économiques agréés (OEA) introduit en Ouganda avec le soutien de TradeMark East Africa, un fabricant de produits en matières plastiques de Kampala a expliqué les avantages dont son entreprise bénéficiait depuis qu'elle était devenue OEA.

> "Nice House of Plastics économise environ 150 dollars EU par jour pour 25 conteneurs grâce au gain de temps résultant de la réduction du délai d'examen et d'inspection des marchandises et de l'acceptation de la déclaration d'importation avant l'arrivée. En outre, avant de devenir OEA, nous dépensions 10 millions de shillings ougandais pour dédouaner nos marchandises et nous ajustions nos prix tous les mois. Mais aujourd'hui, le dédouanement ne nous coûte rien et nous n'avons pas ajusté nos prix depuis un an, car le coût de notre activité commerciale est resté stable."

■ *Ressources humaines/formation*

L'un des problèmes les plus fréquents concernant la mise en œuvre des nouvelles mesures de facilitation des échanges est le manque de personnel et l'absence de programmes de formation pour les fonctionnaires et le secteur privé. Il arrive parfois que la législation nationale prévoie des mesures de facilitation des échanges, mais que ces mesures ne soient pas appliquées car les fonctionnaires ne savent pas comment le faire. De nombreux pays ont besoin d'une assistance technique pour élaborer des directives officielles ou des procédures opérationnelles type afin d'indiquer aux fonctionnaires des douanes comment appliquer les mesures. Cela permettra aussi d'assurer l'application plus cohérente et uniforme des mesures.

Il est important de disposer de personnel très qualifié, comme cela a été souligné dans 24 des 40 cas d'expérience.

L'un de ces cas d'expérience porte sur la mise en œuvre très réussie du système de guichet unique au Pérou. Avant son introduction, tous les fonctionnaires appelés à l'utiliser, ainsi que plus de 8 000 exportateurs et importateurs du pays, ont été formés à son utilisation par des experts de la Banque interaméricaine de développement. Ce guichet unique est maintenant utilisé par plus de 23 000 négociants dans l'ensemble du pays et il a permis d'économiser 70 dollars EU par transaction, soit, au total, 11 millions de dollars EU rien qu'en 2014.

■ *Équipement et infrastructure*

Les pays ont souvent indiqué que l'insuffisance des infrastructures, notamment le manque de sources d'électricité fiables, de routes et de ports, constituait un obstacle auquel les mesures générales de facilitation des échanges devaient remédier. S'agissant en particulier de la mise en œuvre des mesures de l'AFE, les principaux besoins signalés par les Membres concernaient les TIC (comme indiqué plus haut) et le matériel pour les inspections et les essais en laboratoire. Dans plusieurs pays, il y a peu de laboratoires publics et aucun laboratoire privé accrédité. Or des laboratoires sont nécessaires pour que les Membres appliquent les dispositions relatives à la notification de contrôles ou d'inspections renforcés et aux procédures d'essai.

Par ailleurs, et bien que cela ne soit pas exigé par l'AFE, de nombreux cas d'expérience ont fait état de projets d'infrastructure qui aideront à améliorer l'efficacité des procédures à la frontière, comme l'établissement d'un poste de contrôle intégré (PCI) à une frontière importante entre l'Inde et le Pakistan par laquelle passent surtout des produits périssables. Ce PCI vise à accélérer le dédouanement, il permet d'avoir plus d'espace pour les marchandises et il offre un ensemble unique d'installations intégrées, notamment, des installations pour la quarantaine et la fumigation et un pont-bascule. Il a permis d'accroître les importations et les exportations, d'accélérer le dédouanement; des marchandises et de réduire considérablement les coûts de dédouanement.

■ *Participation des milieux d'affaires*

Un autre obstacle souvent mentionné est le manque de coopération et de coordination entre les acteurs publics et privés. Ce problème a été mis en évidence dans le cadre du programme d'évaluation des besoins, l'une des plus grandes difficultés ayant été d'obtenir une large participation du secteur privé.

Il y avait plusieurs raisons à cela. Dans certains cas les négociants n'avaient pas connaissance des négociations menées à l'OMC et n'en comprenaient pas l'importance pour leur activité. Dans d'autres cas, ils hésitaient à s'exprimer devant des représentants d'organismes d'État par peur de représailles à la frontière. Parfois, c'était simplement une question de temps et d'argent, une petite entreprise ne pouvant pas se permettre qu'un employé s'absente plusieurs jours pour participer à l'évaluation.

Les améliorations à la frontière sont généralement dictées par les besoins du secteur privé. Les négociations à l'OMC sur la facilitation des échanges n'ont pas fait exception. Les Membres de l'OMC ont négocié le nouvel Accord afin d'obtenir de meilleures conditions pour leurs exportateurs dans les autres pays Membres de l'OMC. La participation continue du secteur privé a permis de poursuivre et de faire avancer les négociations pendant dix ans, comme en témoigne l'engagement de la Chambre de commerce internationale et de la Global Express Association pour soutenir l'AFE tout au long de la négociation.

Afin de superviser convenablement la mise en œuvre de l'Accord, il est important que les gouvernements et le secteur privé s'efforcent de coopérer efficacement, et donc que les principaux secteurs et associations soient représentés au sein du comité national de la facilitation des échanges.

Il est dans l'intérêt du secteur privé de continuer à faire pression sur les gouvernements pour veiller à ce que ses besoins soient satisfaits au cours du processus de mise en œuvre. Bon nombre des dispositions de l'Accord sont fondées sur le principe de l'effort maximal et les mesures ont été conçues de manière à permettre une certaine flexibilité dans la façon dont elles peuvent être mises en œuvre au niveau national. Dans certains pays, le secteur privé devra exercer une pression sur le gouvernement pour qu'il engage des réformes significatives et pour que le calendrier de mise en œuvre soit raisonnable.

Le secteur privé doit aussi veiller à ce que ses besoins et ses difficultés soient pris en compte dans les nouveaux programmes du gouvernement afin de garantir leur succès. Les milieux d'affaires peuvent avoir des renseignements sur le fonctionnement d'une entreprise moderne dont le gouvernement ne dispose pas.

Encadré 4.3 L'Alliance pour la facilitation du commerce avec le Viet Nam

IL'Alliance pour la facilitation du commerce avec le Viet Nam a été établie en décembre 2014 dans le cadre de la collaboration entre l'Agence des États-Unis pour le développement international, la Chambre de commerce américaine au Viet Nam et la Chambre de commerce et d'industrie du Viet Nam. Cette alliance, menée par le secteur privé, soutient la mise en œuvre de l'AFE, ainsi que la génération suivante d'accords de libre-échange, tels que le Partenariat transpacifique. L'Alliance vise aussi à améliorer la compétitivité des entreprises nationales et étrangères au Viet Nam grâce à un environnement commercial plus prévisible et plus transparent. Elle vise en particulier à aider le Viet Nam à atteindre l'objectif qu'il s'est fixé dans la Résolution n° 19/NQ-CP, à savoir améliorer les résultats de son commerce transfrontières en réduisant de façon significative les délais et les coûts d'importation et d'exportation pour les aligner sur les moyennes régionales. À travers ses réseaux réunissant diverses parties prenantes, l'Alliance favorisera l'échange de renseignements sur la facilitation des échanges, y compris la participation à l'enquête sur la satisfaction des négociants réalisée chaque année par le Chambre de commerce et d'industrie du Viet Nam en partenariat avec la Direction générale des douanes vietnamiennes, ainsi que la diffusion des données émanant du secteur privé sur l'efficacité des douanes.

Source: USAID.
www.usaid.gov/vietnam/press-releases/dec-12-2014-us-backed-alliance-facilitate-trade-through-public-private

Dans les cas d'expérience présentés aux fins de l'Examen global de l'Aide pour le commerce 2015, 27 sur 44 indiquaient que la participation du secteur privé était jugée essentielle pour la mise en œuvre réussie des réformes de facilitation des échanges.

- *Autres questions*

Les autres questions que les Membres considéraient comme une source de difficultés concernaient les risques pour la sécurité, la méconnaissance des meilleures pratiques et le manque de ressources financières. Certains pays doivent concevoir une stratégie de collaboration avec les donateurs et élaborer des plans de travail pour mieux connaître les besoins et les difficultés. D'autres pays ont évoqué la nécessité d'établir des unions douanières pour simplifier la mise en conformité et réduire les coûts. Beaucoup ont exprimé leur souhait de recevoir des renseignements des autres pays sur leur expérience nationale et leurs efforts de réforme antérieurs.

TIRER PARTI DES POSSIBILITÉS

L'objectif le plus souvent cité dans les cas d'expérience est d'améliorer la transparence et de réduire les coûts du commerce en accélérant le dédouanement. Les cas d'expérience montrent que des progrès importants étaient déjà réalisés dans ces domaines grâce à l'application de mesures de facilitation des échanges. Il en ressort aussi que les organismes donateurs répondent bien aux principaux besoins et priorités identifiés par les pays en développement et les PMA.

Encadré 4.4 Cas d'expérience – Impacts plus larges de la mise en œuvre de mesures de facilitation des échanges

Ces études ont aussi montré un impact plus large sur l'économie et le développement résultant de l'accroissement du volume des échanges, de l'investissement étranger, de la diversification des marchés d'exportation, des recettes publiques, de l'investissement intérieur et de l'emploi, avec des bénéfices collatéraux, comme la réduction de la pollution et l'amélioration de la relation entre le secteur privé et les douanes. Dans ce contexte, il est aussi intéressant de noter que les donateurs interrogés dans l'exercice de suivi 2015 ont souligné que la mise en œuvre de l'AFE aurait des retombées positives sur les programmes de gouvernance (75%) et entraînerait une réduction des coûts et des délais associés à la passation de marchés aux fins de programmes nationaux (67%).

SOUTIEN DE LA MISE EN ŒUVRE

La mise en œuvre de l'AFE s'inscrira dans un cadre juridique qui définit les rôles et les responsabilités des pays en développement et des PMA Membres d'une part et des Membres donateurs et des organisations internationales et multilatérales qui soutiennent la facilitation des échanges d'autre part.

L'AFE est mis en œuvre dans le cadre de relations bien établies entre les pays en développement et leurs partenaires de développement. La mise en œuvre n'a pas lieu isolément, mais s'inscrit dans le contexte de ces cadres existants. De ce fait, les obligations juridiques qui lui servent de base complètent les relations de développement existantes. Dans le passé, le soutien pour la facilitation des échanges a été fourni sur les bases suivantes:

- Demande de soutien pour la facilitation des échanges, exprimée par les PMA et les autres pays en développement à travers les stratégies de développement nationales et régionales et dans d'autres documents de planification nationaux (par exemple, stratégies commerciales, stratégies d'exportation, développement des infrastructures de transport, etc.); et
- Fourniture d'une assistance par les partenaires de développement (Membres donateurs, organisations internationales et multilatérales) et les partenaires Sud-Sud, en fonction des besoins exprimés par le pays en développement dans le cadre de documents de planification et de demandes *ad hoc*.

Ce qui est nouveau dans ce contexte, ce n'est pas la facilitation des échanges en soi; c'est l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges. Il convient de noter à cet égard que l'AFE prévoit en outre une surveillance de l'offre et de la demande d'assistance pour la mise en œuvre de l'AFE et de l'efficacité du soutien accordé.

Cette section examine comment le système peut fonctionner compte tenu des dispositions de l'AFE relatives à la fourniture d'une assistance; elle donne un aperçu du soutien existant au titre de l'AFE, et examine comment le nouveau Mécanisme pour l'Accord sur la facilitation des échanges (voir page 21 pour de plus amples renseignements) peut aider à faire en sorte que le système fonctionne pour soutenir la mise en œuvre de l'AFE, notamment si les donateurs et les pays en développement ont besoin d'un soutien pour apparier l'offre et la demande.

Procédures et mécanismes

En vertu de l'Accord, les "Membres donateurs" de l'OMC conviennent de faciliter la fourniture d'une assistance et d'un soutien pour le renforcement des capacités "suivant des modalités mutuellement convenues soit sur le plan bilatéral, soit par l'intermédiaire des organisations internationales appropriées". Autrement dit, l'Accord n'exige pas que les donateurs fournissent cette assistance ou définissent un processus pour mettre les donateurs en rapport avec les pays qui ont besoin d'une assistance mais il laisse aux Membres concernés le soin d'établir ces arrangements entre eux. Cela assure une certaine flexibilité, et impose aux pays en développement et aux PMA Membres l'obligation de chercher les partenaires de développement qui répondront à leurs besoins.

Pour aider à apparier l'offre et la demande d'assistance, l'Accord impose aux donateurs des obligations en matière de transparence. Il exige que les Membres donateurs mettent à disposition des renseignements sur leurs programmes d'assistance, y compris sur les points de contact et sur le processus et les mécanismes de demande d'assistance. Les Membres donateurs de l'OMC sont tenus de présenter chaque année un rapport sur les projets d'assistance technique. Les organisations non Membres qui fournissent un soutien pour la facilitation des échanges sont aussi encouragées à fournir au Comité de la facilitation des échanges des renseignements sur les arrangements existants ou conclus.

Encadré 4.5 Facilitation des échanges en République démocratique populaire lao

La RDP lao a obtenu le soutien dont elle avait besoin pour mettre en œuvre des réformes générales visant à faciliter les échanges en faisant de la facilitation des échanges une priorité dans son septième Plan quinquennal national pour le développement socioéconomique (2011-2015). La RDP lao a aussi élaboré un Plan stratégique de facilitation des échanges pour la même période, comportant six mesures stratégiques: intégrer les objectifs de facilitation des échanges dans les programmes des différents ministères; simplifier, harmoniser et moderniser les procédures commerciales et douanières; mettre en œuvre les engagements pris dans le cadre de l'OMC, de l'ASEAN et de la sous-région du Grand-Mékong; développer la capacité du secteur privé; fournir des équipements et des installations; et créer un organe national chargé de la facilitation des échanges.

La priorité donnée à la facilitation des échanges par le gouvernement de la RDP lao a permis de mobiliser un soutien continu des donateurs. Par exemple, la Banque mondiale fournit au pays un soutien pour les douanes et la facilitation des échanges qui est programmé sur la base de son Programme d'assistance au pays pour la période 2012-2016. La Banque asiatique de développement fournit elle aussi une assistance pluriannuelle dans le cadre du programme pour la sous-région du Grand-Mékong en mettant l'accent sur la mise en œuvre de l'accord sur la facilitation du transport transfrontières dans la sous-région du Grand-Mékong. La RDP lao reçoit également un soutien pour mettre en œuvre l'Accord sur le commerce des marchandises de l'ASEAN et le guichet unique de l'ASEAN et elle bénéficie du Programme stratégique de l'ASEAN pour le développement des douanes. Les donateurs actifs en RDP lao sont notamment l'Union européenne (qui a aussi contribué au financement du Mécanisme de la Banque mondiale pour le commerce et le développement de la RDP lao) et les États-Unis dans le cadre de leur accord avec la RDP lao et du projet d'intégration de l'ASEAN.

Source: Étude de Secrétariat de l'OMC

Pour garantir l'efficacité de l'assistance fournie, l'Accord énonce plusieurs principes à respecter, notamment: l'assistance devrait être fournie suivant des modalités mutuellement convenues, l'assistance ciblée devrait aider les PMA à renforcer durablement leur capacité, elle devrait prendre en compte le cadre de développement global et promouvoir l'intégration et la coordination au niveau régional. L'encadré 4.5 ci-dessous montre comment la facilitation des échanges a été intégrée dans les plans nationaux en RDP lao et comment l'assistance a été adaptée en fonction de la priorité donnée aux besoins en matière de facilitation des échanges.

Étant donné que les pays bénéficiaires sont les mieux placés pour coordonner l'assistance qu'ils reçoivent, l'Accord les encourage à collaborer avec ceux qui leur fournissent une assistance pour éviter les chevauchements et répétitions et promouvoir une coordination interne pour la mise en œuvre de l'Accord et l'assistance technique.

Pour la surveillance de la mise en œuvre, l'Accord impose des obligations de notification aux Membres qui souhaitent profiter des flexibilités en matière de mise en œuvre accordées aux pays en développement et aux PMA Membres.

Comme indiqué, ces Membres seront tenus de notifier au Comité de la facilitation des échanges de l'OMC chacune des mesures techniques prévues par l'Accord en les classant dans l'une des trois catégories indiquées, à savoir les catégories A, B ou C. Les notifications initiales donneront des dates indicatives pour la mise en œuvre de chaque mesure; les notifications suivantes au Comité de l'OMC indiqueront les dates de mise en œuvre définitives. Ces notifications seront publiées, ce qui permettra à toutes les parties intéressées de suivre l'avancement de la mise en œuvre dans tous les pays en développement et PMA Membres de l'OMC.

Les pays en développement et les PMA Membres sont censés, par l'intermédiaire de leur comité national de la facilitation des échanges, suivre individuellement l'avancement de la mise en œuvre et déterminer s'ils développent suffisamment de capacités pour appliquer les mesures. Si ce n'est pas le cas, des communications additionnelles au Comité de l'OMC sont exigées aux termes de l'Accord.

- Un Membre peut demander un report de la date de mise en œuvre qu'il a notifiée pour une ou plusieurs mesures particulières. Si le report n'est pas accordé, il peut demander au Comité de l'OMC d'établir un groupe d'experts pour examiner la question et faire des recommandations.
- Si un Membre rencontre des difficultés pour mettre en œuvre certaines dispositions de l'Accord dans les délais qu'il a notifiés, il peut demander le concours du nouveau Mécanisme de l'OMC pour l'Accord sur la facilitation des échanges.

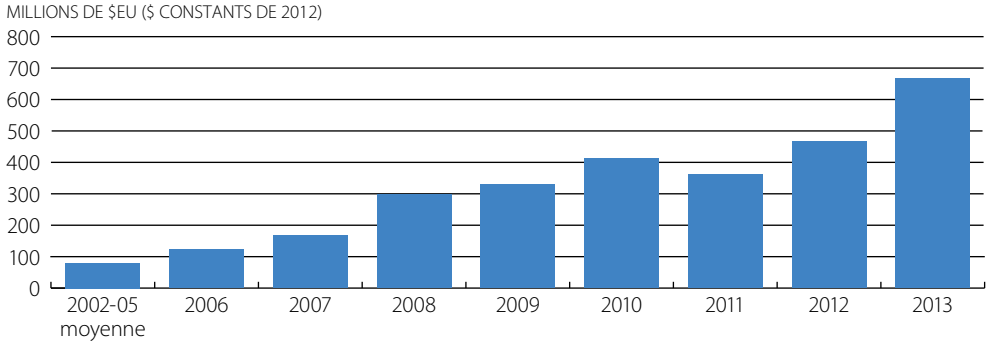
Comme indiqué précédemment, l'architecture juridique de l'AFE s'intègre bien dans les dialogues nationaux et régionaux sur le développement. Dans ces dialogues, la fourniture d'un soutien est influencée par a) la désignation de la facilitation des échanges comme un domaine prioritaire pour le soutien des partenaires de développement et b) par la réponse du (des) donateur(s) qui programme(nt) le soutien, par exemple sur la base de projets ponctuels, dans le cadre d'engagements pluriannuels (par exemple, dans le cadre de programmes d'assistance nationaux ou régionaux) ou en raison de l'appartenance à une organisation technique ayant des programmes d'assistance technique dans ce domaine (Organisation mondiale des douanes).

L'exercice de suivi 2015 indique qu'il y a une demande croissante de soutien pour la facilitation des échanges. Sur les 62 pays partenaires qui ont répondu au questionnaire de suivi, 57 ont dit que la facilitation des échanges était prise en compte dans les documents d'orientation qui étaient mis à jour ou élaborés – et 39 ont indiqué que c'était déjà une priorité dans leur stratégie nationale de développement ou leur stratégie nationale de développement du commerce. La facilitation des échanges était aussi considérée comme une priorité dans les stratégies de développement régional des sept communautés économiques régionales et projets de corridor ayant répondu au questionnaire de suivi.

Soutien de la facilitation des échanges

Les figures 4.1 et 4.2 montrent que des fonds importants ont été consacrés aux réformes visant à faciliter les échanges au cours de la dernière décennie – et qu'une expertise considérable a été acquise. Les engagements de financement en faveur de la facilitation des échanges sont passés de 80 millions de dollars EU en moyenne pendant la période 2002-2005 à 668 millions de dollars EU en 2013. Depuis 2005, un montant d'environ 1,9 milliard de dollars EU a été décaissé pour soutenir la facilitation des échanges, selon les chiffres déclarés au Système de notification des pays créanciers de l'OCDE.

Figure 4.1 Engagements de financement pour la facilitation des échanges, 2002-2013



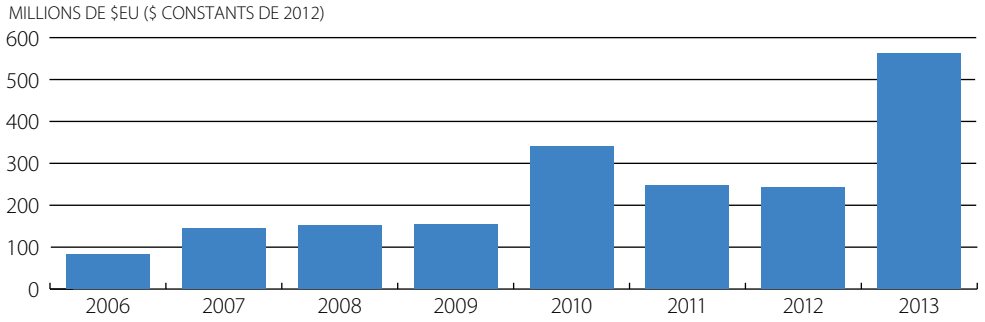
Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE (SNPC).

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241189

Toutefois, la figure 4.2, qui indique les décaissements au titre du soutien à la facilitation des échanges, montre que la situation est plus nuancée. Ces décaissements ont en effet tendance à augmenter, mais ils sont caractérisés par d'importantes fluctuations, avec des pics (comme en 2010) et des baisses (comme en 2011 et en 2012), conjugués à de fortes variations nationales et régionales des apports financiers.

Les réponses des donateurs à l'exercice de suivi 2015 suggèrent que l'aide pour la facilitation des échanges peut encore augmenter. Sur les 37 donateurs qui ont répondu, 22 ont indiqué qu'ils comptaient accroître leur soutien à la facilitation des échanges au cours des 5 prochaines années, dont 4 (Australie, Nouvelle-Zélande, CNUCED et Banque africaine de développement) prévoient d'augmenter leur soutien de plus de 10%. La figure 4.1 montre clairement qu'à mesure que les négociations sur l'AFE avançaient vers une conclusion positive, la communauté des donateurs a donné une plus grande priorité à la facilitation des échanges en tant qu'objectif de développement dans sa programmation de l'aide.

Figure 4.2 Décaissements pour la facilitation des échanges, 2002-2013

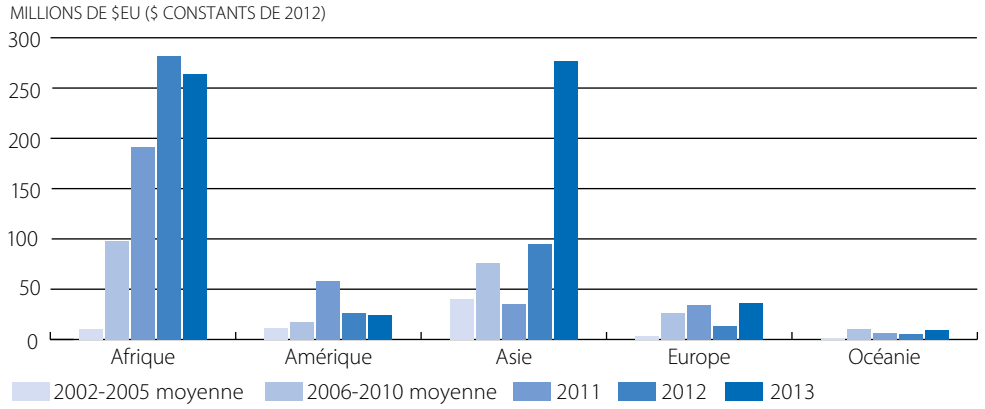


Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE (SNPC

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241197

Les fluctuations dans le financement sont évidentes au niveau régional – voir la figure 4.3 ci dessous. Par exemple, l'assistance aux Amériques en matière de facilitation des échanges signalée au Système de notification des pays créanciers de l'OCDE a culminé en 2011 à 58 millions de dollars EU puis elle est retombée à 24 millions de dollars EU en 2013. La région a aussi attiré beaucoup moins de soutien que l'Asie (277 millions de dollars EU en 2013) et que l'Afrique (263 millions de dollars EU la même année).

Figure 4.3 Engagements de financement pour la facilitation des échanges par région, 2002-2013



Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE (SNPC.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241205

La variation est aussi marquée au niveau national. Les chiffres déclarés au Système de notification des pays créanciers de l'OCDE montrent que 12 pays ont reçu plus de 3 millions de dollars EU d'aide en matière de facilitation des échanges pendant la période 2002-2013. Par contre, 56 pays en développement ont reçu moins de 1 million de dollars EU pendant la même période et 14 n'ont enregistré aucun soutien national direct en matière de facilitation des échanges au cours de cette période, selon les chiffres de l'OCDE.

Il faut cependant noter qu'une aide croissante est fournie dans le cadre de programmes régionaux et mondiaux (189 millions de dollars EU en 2013 contre 26 millions de dollars EU en moyenne entre 2002 et 2005). C'est là un autre canal important pour le financement destiné à la facilitation des échanges. Ainsi, de nombreux pays qui n'ont pas pu mobiliser un soutien pour la facilitation des échanges au niveau national ont pu accéder à la place à des sources de financement régionales. L'encadré 4.6 présente le cas de la Gambie.

Encadré 4.6 Accès à un soutien régional pour la facilitation des échanges – le cas de la Gambie

La facilitation des échanges est considérée comme une priorité dans la stratégie nationale de développement de la Gambie: le programme pour l'accélération de la croissance et l'emploi (PAGE). Le programme PAGE, qui couvre la période 2012-2015, vise à faire de la Gambie un pôle de transit en améliorant le réseau routier et en renforçant les capacités du port de Banjul et de l'aéroport international de Banjul. Une évaluation des besoins en matière de facilitation des échanges a été effectuée par l'OMC à l'automne 2013.

Des réformes axées sur la facilitation des échanges ont été engagées. L'administration fiscale autonome de Gambie (GRA) a été créée en vue d'accroître l'efficacité; la loi sur les douanes et les droits d'accise a été actualisée en 2010 et le système SYDONIA a été modernisé pour devenir SYDONIA++. Un Sous-Comité de la facilitation des échanges, qui relève du Ministère du commerce et qui est présidé par l'Administration des douanes, examine et coordonne les actions relatives à la facilitation des échanges.

Le soutien reçu à ce jour pour la facilitation des échanges a été destiné à l'intégration régionale et à la modernisation des infrastructures de transport. Parmi les projets en cours, on peut citer le Programme indicatif régional de l'UE et le Programme régional de facilitation du transport et du transit routiers de la Banque africaine de développement et de la Banque mondiale. L'UE finance un programme visant à créer des postes frontières communs entre la Gambie et le Sénégal et l'Organisation mondiale des douanes a réalisé un projet de modernisation de l'administration douanière en Afrique de l'Ouest. En avril 2015, des fonctionnaires gambiens ont participé à un atelier de deux jours sur la facilitation des échanges organisé dans le cadre du projet de renforcement des capacités de négociation commerciale de la CEDEAO (financé par la Commission de la CEDEAO et l'Agence suédoise de coopération pour le développement international). À ce jour, l'essentiel du soutien pour la facilitation des échanges a été programmé à l'échelle de la CEDEAO.

Source: Étude réalisée par le Secrétariat de l'OMC

Le Système de notification des pays créanciers de l'OCDE contient un code distinct pour la facilitation des échanges. Les lignes directrices du Système donnent la définition suivante de l'assistance en matière de facilitation des échanges: "Simplification et harmonisation des procédures internationales d'importation et d'exportation (par exemple évaluation en douane, procédures de licences, formalités de transport, paiements, assurances); soutien aux départements douaniers; réformes tarifaires." Source: OCDE "Liste des codes-objet du SNPC". La notification au titre de ce code a donné, jusqu'à présent, une définition large de la facilitation des échanges, et non une définition basée strictement sur l'AFE. L'AFE a été conclu à la neuvième Conférence ministérielle de l'OMC, en décembre 2013. Compte tenu de ce nouvel accord, l'OCDE cherche à établir de nouvelles lignes directrices pour la notification sous le code relatif à la facilitation des échanges. L'OCDE coopère également avec l'Organisation mondiale des douanes pour faire en sorte que l'assistance fournie par l'OMD soit mentionnée dans les notifications. Le tableau 4.3 ci-dessous indique les dix principaux projets de facilitation des échanges notifiés par les donateurs en 2013.

Tableau 4.3 Principaux projets de facilitation des échanges, 2013

Fournisseur de l'aide	Bénéficiaire de l'aide	Millions de $EU	Type de financement	Description
Institutions de l'UE	Communauté de développement de l'Afrique australe	42,49	Dons au titre de l'APD	Mécanisme de la SADC lié au commerce
Banque mondiale	Myanmar	30,80	Prêts au titre de l'APD	Programme de réengagement et d'appui à la réforme du Myanmar
Institutions de l'UE	Afghanistan	30,54	Dons au titre de l'APD	Appui à la coopération régionale de l'Afghanistan
Royaume Uni	Sud du Sahara, niveau régional	21,28	Dons au titre de l'APD	Arrangement de mise en œuvre entre TradeMark Southern Africa et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe
Banque mondiale	Géorgie	18,13	Prêts au titre de l'APD	Projet d'amélioration de la route nationale est-ouest
États-Unis	Pakistan	17,00	Dons au titre de l'APD	Initiative pour l'investissement privé au Pakistan – Environnement propice au commerce
Banque mondiale	Népal	16,56	Prêts au titre de l'APD	Projet régional de commerce et de transport Népal-Inde
Institutions de l'UE	Éthiopie	13,28	Dons au titre de l'APD	Programme de facilitation et d'accroissement des échanges
États-Unis	Soudan du Sud	12,84	Dons au titre de l'APD	Développement de l'infrastructure prioritaire – services de transport

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE (SNPC.

Les dix principaux donateurs (bilatéraux et multilatéraux) représentent ensemble entre 77% et 97% du total de l'assistance en matière de facilitation des échanges depuis 2002. Le tableau 4.4 montre qu'en 2013, cette assistance émanait principalement d'un petit groupe de donateurs, à savoir, les États-Unis, l'UE et la Banque mondiale, qui représentaient 78% du total du soutien destiné à la facilitation des échanges. Les sources de financement multilatérales sont particulièrement importantes. En 2013, 43% de l'assistance en matière de facilitation des échanges était fournie par des organisations multilatérales.

Il est important de noter aussi que les chiffres de l'aide pour la facilitation des échanges englobent l'aide publique au développement (APD) notifiée au Système de notification des pays créanciers. Outre le financement au titre de l'APD, les donateurs accordent aux pays un financement non concessionnel (prêts dont l'élément de libéralité n'atteint pas les 25% requis pour faire partie de l'APD, mais qui sont plus avantageux que les emprunts aux taux du marché) pour des projets de facilitation des échanges. En 2013, les autres apports publics au titre du soutien pour la facilitation des échanges ont atteint 174,5 millions de dollars EU, destinés principalement à des pays en développement à revenu intermédiaire. On peut citer ici comme exemple la coopération de la BID avec les pays de l'Alliance du Pacifique (Chili, Colombie, Mexique et Pérou) visant à soutenir l'interopérabilité de leurs guichets uniques.

Plusieurs points ressortent clairement de l'analyse précédente:

- Le soutien pour la facilitation des échanges a augmenté fortement au cours des dix dernières années. Une expertise et une expérience considérables ont été acquises dans les domaines de la facilitation des échanges qui sont couverts par les disciplines de l'AFE, y compris celles que les pays en développement considèrent comme des mesures difficiles (par exemple, l'établissement d'un guichet unique, la coopération entre les organismes présents aux frontières et les systèmes d'opérateurs agréés).

Tableau 4.4 Facilitation des échanges par donateur, 2002-2005 et 2010-2013, Millions de $EU ($ constants de 2012)

	2002 – 05 moy.	2010	2011	2012	2013
États-Unis	6	7	1	12	260
Institutions de l'UE	13	102	171	43	31
Banque mondiale	11	89	55	258	130
Royaume Uni	-	143	5	14	36
Japon	25	22	25	49	31
Canada	1	5	12	6	21
BAsD	9	-	-	25	18
Suède	0	11	4	18	10
Norvège	0	1	4	4	8
Allemagne	0	2	2	0	4
Total du soutien pour la facilitation des échanges	**80**	**412**	**361**	**466**	**668**
Part des 10 principaux donateurs dans le total	**83,5%**	**93,2%**	**77,1%**	**92,0%**	**97,0%**
Total bilatéral	47	214	133	138	385
Total multilatéral	33	197	228	328	283

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE (SNPC).

- Le soutien pour la facilitation des échanges repose sur un noyau de donateurs bilatéraux et multilatéraux. Dans le passé, l'assistance a souvent été concentrée sur des régions et des pays particuliers, la facilitation des échanges étant incluse dans des projets axés sur l'amélioration des infrastructures, l'environnement économique ou l'intégration commerciale régionale..

Préoccupations des pays en développement concernant le soutien de la mise en œuvre

Malgré l'augmentation évidente du soutien des donateurs aux projets de facilitation des échanges et les flexibilités prévues pour la mise en œuvre, plusieurs pays en développement et PMA Membres restent préoccupés à l'idée de contracter des obligations contraignantes pour appliquer les mesures de facilitation des échanges sans avoir l'assurance qu'ils pourront obtenir le soutien dont ils ont besoin.

Le tableau 4.5 ci-dessous fait ressortir clairement cette préoccupation à partir des réponses au questionnaire de suivi. Sur les 62 répondants, 37 s'attendaient à avoir des difficultés pour obtenir un financement extérieur, en raison surtout du manque d'informations sur les possibilités de financement, des priorités divergentes des donateurs présents dans le pays ou de la difficulté de démontrer une volonté politique en faveur des réformes visant à faciliter les échanges. Ce dernier point a souvent été évoqué par les donateurs dans leur estimation des difficultés qu'ils allaient probablement rencontrer pour intégrer le soutien de la mise en œuvre de l'AFE dans leur programmation de l'aide, 20 donateurs sur 36 le citant l'ont comme une difficulté potentielle.

Les questions relatives au financement sont mises en évidence dans le cas d'expérience présenté par la CEDEAO concernant un projet de postes frontières communs, lancé en 2011 pour "décongestionner les frontières afin d'assurer la fluidité du passage des marchandises, du transport et du commerce". Des postes frontières communs ont été établis entre le Togo et le Ghana et entre le Bénin et le Niger, mais les postes frontières communs entre le Nigéria et le Bénin, le Bénin et le Togo, et la Gambie et le Sénégal sont toujours en construction et ceux entre le Ghana et la Côte d'Ivoire,

Tableau 4.5 Difficultés que les pays en développement s'attendent à rencontrer pour obtenir un soutien au titre de l'Aide pour le commerce en vue de la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges

Options	% de réponses	Nombre de réponses
Difficultés pour obtenir un financement extérieur	59,7%	37
Manque d'informations sur les possibilités de financement	58,1%	36
Priorités divergentes des donateurs présents dans le pays	51,6%	32
Coordination et démonstration d'une volonté politique au niveau national	41,9%	26
Accès à l'expertise nécessaire	32,3%	20
Accès aux programmes mondiaux	32,3%	20
Difficultés pour quantifier les besoins pour la mise en œuvre de l'AFE	30,6%	19
Intégration de la mise en œuvre de l'AFE dans les programmes en cours	30,6%	19
Accès aux programmes régionaux	29,0%	18
Priorité à la mise en œuvre de l'AFE dans les plans de développement nationaux	27,4%	17
Difficultés pour formuler des demandes	24,2%	15
Cohérence avec les programmes antérieurs	24,2%	15
Cycles de programmation	16,1%	10
Aucune	4,8%	3
Autre (veuillez préciser):	3,2%	2
	Questions auxquelles il a été répondu: 62	

Source : Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC, 2015

la Guinée et le Mali, et le Ghana et le Burkina Faso n'ont pas encore vu le jour. Les auteurs de l'étude de cas attribuent cette situation au manque de financement et de bailleurs de fonds, à l'insuffisance des capacités et des connaissances dans les États Membres pour soutenir la mise en place des postes frontières communs et à la longueur des processus de passation des marchés et des procédures des donateurs. Ils concluent qu'avec seulement deux postes frontières communs achevés sur les huit prévus, il est trop tôt pour dire si le projet sera un succès ou non.

Bien que l'accès au financement soit une préoccupation pour de nombreux pays en développement, ce n'est manifestement pas le cas du Nicaragua, comme cela est expliqué dans l'encadré 4.7 ci dessous. Le Nicaragua a effectué une évaluation des besoins en matière de facilitation des échanges en octobre 2013 et il a notifié ses engagements de la catégorie A au Comité préparatoire de la facilitation des échanges le 3 juillet 2014. Le Nicaragua doit maintenant décider a) comment procéder à la ratification nationale de l'AFE et au dépôt de son instrument d'acceptation et b) comment inscrire les engagements restants au titre de l'AFE (c'est-à-dire ceux qui ne sont pas notifiés dans la catégorie A) en tant qu'engagement de la catégorie B ou de la catégorie C.

Pour apaiser ces craintes, les pays en développement et les PMA Membres ont demandé au Directeur général de l'OMC d'établir un Mécanisme pour l'Accord sur la facilitation des échanges. Ce nouveau mécanisme, qui est devenu opérationnel à la fin de 2014, peut aider les Membres à trouver le soutien nécessaire auprès des donateurs en publiant des informations sur les programmes d'assistance et, si nécessaire, en mettant en rapport les donateurs et les bénéficiaires. Le Mécanisme soutiendra aussi les efforts des Membres pour mettre en œuvre l'Accord en faisant office de dépositaire des matériels de formation, des études de cas et des meilleures pratiques concernant l'application des mesures. De cette façon, le Mécanisme s'efforcera de tirer parti de l'expérience acquise par les pays en développement et leurs partenaires de développement. De plus, il offrira des programmes de formation et du matériel d'appui pour aider les Membres à comprendre pleinement leurs obligations.

Dans les cas où aucun autre soutien n'est disponible, le Mécanisme offrira deux types de dons: 1) un don pour la préparation de projets d'un montant maximal de 30 000 dollars EU; et 2) un don pour l'exécution de projets d'un montant maximal de 200 000 dollars EU. Avec ces dons, un pays peut faire appel à un consultant ayant l'expertise nécessaire pour répondre à ses besoins.

Un autre rôle important du Mécanisme sera de travailler avec les organismes régionaux et multilatéraux, les donateurs bilatéraux et les autres fournisseurs d'assistance pour promouvoir la cohérence dans la fourniture d'une assistance et d'un soutien.

Encadré 4.7 Le Nicaragua et la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges

Les donateurs actifs au Nicaragua qui s'occupent de la facilitation des échanges sont notamment la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, l'Union européenne et les États-Unis. La stratégie de partenariat-pays de la Banque mondiale pour la période 2013-2017 prévoit une coopération dans le domaine de la facilitation des échanges et de l'infrastructure de transport. La stratégie d'aide-pays de la Banque interaméricaine de développement pour la période 2012 2017 fait aussi référence à ces questions. L'article 54 de l'Accord de partenariat entre le Nicaragua et l'UE, signé en 2012, porte expressément sur la coopération et l'assistance technique dans le domaine des douanes et de la facilitation des échanges. En 2007, l'USTR et le Nicaragua sont convenus d'un "Plan d'action pour le renforcement des capacités et l'utilisation optimale des accords commerciaux". Les États membres de l'UE, le Japon et la Suisse sont d'autres partenaires de développement actifs. Selon le SNPC de l'OCDE, depuis 2002, le Nicaragua a reçu 6,7 millions de dollars EU d'aide, dont environ 0,4 million depuis 2010.

La mise en œuvre de l'AFE a aussi une importante dimension régionale, avec la participation du Nicaragua au Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA), à l'Initiative de la Banque interaméricaine de développement relative aux biens publics régionaux, aux programmes spécifiques de facilitation des échanges, à l'accord de libre-échange ALEAC-RD avec les États-Unis et à l'accord d'association signé avec l'Union européenne en 2012. Par exemple, l'UE a soutenu l'intégration régionale en Amérique centrale à travers le Programme de soutien de l'intégration régionale en Amérique centrale (PAIRCA) comportant deux phases pour la période 2004-2014.

Source: Secrétariat de L'OMC

CONCLUSIONS

La mise en œuvre de l'AFE peut entraîner une réduction considérable des coûts pour les négociants et un accroissement des recettes pour les gouvernements, comme le promet l'Accord.

Les Membres donateurs de l'OMC et les organisations internationales se sont engagés à fournir un soutien pour aider les pays en développement et les PMA Membres à mettre en œuvre l'Accord et, comme cela est indiqué dans les études de cas présentées ici, les données disponibles à ce jour montrent que ces donateurs et ces organisations répondent aux besoins et aux priorités que les pays en développement et les PMA Membres ont eux-mêmes identifiés.

Les données réunies ici donnent des raisons de penser que le soutien peut-être fourni à temps et de façon cohérente. Dans la mise en œuvre de l'AFE, il est essentiel de faire en sorte que la facilitation des échanges soit alignée sur les autres priorités nationales et soit intégrée dans les dialogues nationaux et régionaux sur le développement entre les pays en développement et les PMA Membres et leurs partenaires de développement.

Le Mécanisme pour l'Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC peut jouer un rôle important à cet égard en contribuant au processus d'appariement de l'offre et de la demande et en aidant les pays en développement et les PMA Membres obtenir le soutien nécessaire, notamment en aidant à améliorer la cohérence des programmes de soutien.

Au niveau national, la mise en œuvre réussie des réformes exige une coopération entre le gouvernement et le secteur privé. Pour réussir, il faut surtout que les mesures soient importantes pour le secteur privé et puissent recevoir un appui politique durable du gouvernement et qu'il s'agisse de réformes que les donateurs sont disposés à soutenir.

Il sera tout aussi important que tous les organismes présents aux frontières participent activement au comité national pour que les notifications TSD (ou ABC) et les calendriers de mise en œuvre reflètent précisément les besoins de leur pays. Nonobstant le respect des termes de l'Accord, un pays en développement ou un PMA Membre qui ne notifie pas ses besoins et ses priorités dans les délais impartis risque de manquer une occasion de bénéficier du soutien des donateurs et de mener des réformes importantes.

Annexe 4.A1 Suivi par des tiers – Sources

Objectif et méthode	Domaines clés
Global Express Association (GEA): Rapport sur les capacités douanières de la GEA http://global-express.org/index.php?id=4	
Rassembler des informations sur les obstacles à l'accès aux marchés et les barrières douanières dans un large ensemble de pays développés et en développement; identifier les lois et les politiques nationales qui rendent difficile pour les services de livraison exprès et les autres entreprises de transport de desservir efficacement un pays donné; et identifier les besoins de l'administration douanière du pays en matière de renforcement des capacités **Méthode** Questionnaires, Enquêtes	Transparence Efficacité des douanes Processus après mainlevée
OCDE: Indicateurs de la facilitation des échanges http://www.oecd.org/trade/facilitation/indicators.htm#About-TFI	
Les indicateurs ont pour but d'aider les gouvernements à identifier les priorités dans la mise en œuvre de la facilitation des échanges. Ainsi, l'assistance technique et le renforcement des capacités seront mieux ciblés sur les domaines où les besoins sont les plus grands. **Méthode** Les valeurs des indicateurs proviennent de données en libre-accès et sont confirmées par les parties intéressées.	Décisions anticipées Procédures d'appel Coopération interne/externe Redevances et impositions Automatisation, documents, procédures et formalités Gouvernance et impartialité Disponibilité des informations Participation de la communauté commerciale
Banque mondiale: Indicateurs Doing Business et indicateur du commerce transfrontalier http://www.doingbusiness.org/methodology/trading-across-borders	
Compiler toutes les procédures officielles pour l'exportation et l'importation d'une cargaison normalisée de marchandises par voie maritime et mesurer les délais et les coûts y afférents (en excluant les droits de douane) **Méthode** Renseignements recueillis auprès de différentes parties prenantes, parmi lesquelles des transitaires locaux, des compagnies maritimes, des courtiers en douane, des fonctionnaires des ports et des banques	Nombre de documents requis pour l'importation/l'exportation de marchandises Temps nécessaire pour se conformer à toutes les procédures requises pour l'exportation/ l'importation de marchandises Coût associé à toutes les procédures requises pour l'exportation/l'importation de marchandises

Annexe 4.A1 Suivi par des tiers – Sources

Objectif et méthode	Domaines clés
Banque mondiale: Indice de performance logistique http://lpi.worldbank.org/	
Évaluer la performance le long de la chaîne d'approvisionnement logistique d'un pays **Méthode** Enquête mondiale sur les transitaires et les transporteurs express internationaux	Niveau des redevances et impositions Délai de dédouanement Pourcentage d'inspections matérielles Efficacité des processus Changements dans l'environnement logistique depuis 2005 Qualité des télécommunications et des technologies de l'information
Forum économique mondial: Rapport sur la compétitivité dans le monde http://www.weforum.org/reports	
Évaluer la compétitivité nationale, en donnant un aperçu utile de l'environnement économique d'un pays et de sa capacité à atteindre des niveaux soutenus de prospérité et de croissance **Méthode** Informations provenant d'organisations internationales, de sources nationales et de l'étude intitulée "Executive Opinion Survey" du Forum économique mondial	Transparence de l'élaboration des politiques par les gouvernements Indépendance de la justice Efficacité du cadre juridique en cas de contestation des règlements Paiements irréguliers et corruption
Base de données sur les profils institutionnels http://www.cepii.fr/IPD.asp	
Fournir des indications sur les caractéristiques institutionnelles des 123 pays développés et en développement **Méthode** Enquête mondiale	Efficacité des institutions Qualité et mise en œuvre des arrangements institutionnels Structures de dialogue entre acteurs privés et publics dans un pays Fonctionnement des tribunaux en ce qui concerne les affaires commerciales

Annexe 4.A1 Suivi par des tiers – Sources

Objectif et méthode	Domaines clés
Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) **Sous-Comité des procédures douanières:** **Rapport d'évaluation 2010 sur les activités douanières de l'APEC** http://www.apec.org/Groups/Committee-on-Trade-and-Investment/	
Déterminer le statut des éléments du Plan d'action collectif qui visent à promouvoir la libéralisation et la facilitation du commerce et de l'investissement **Méthode** Enquêtes et questionnaires	Harmonisation de la structure des tarifs douaniers avec la Convention sur le SH Publication des renseignements sur les législations douanières, les règlements, les directives et les décisions administratives fournis régulièrement au secteur des entreprises Simplification et harmonisation sur la base de la Convention de Kyoto Adoption et soutien du commerce électronique EDIFACT/ONU Adoption des principes de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane Introduction de dispositions claires en matière d'appelIntroduction d'un système de décision anticipée en matière de classification Techniques de gestion des risques Intégrité Partenariat entre les douanes et les entreprises
Organisation mondiale du commerce: **Examens des politiques commerciales (politiques et pratiques commerciales – analyse par mesure)** https://www.wto.org/english/tratop_e/tpr_e/tp410_e.htm	
Examiner les politiques commerciales nationales des divers Membres de l'OMC pour vérifier leur conformité avec les obligations découlant des Accords de l'OMC (tous les Membres de l'OMC sont soumis à un examen, la fréquence de cet examen dépendant de leur part respective dans le commerce mondial) **Méthode** Les examens sont effectués par l'Organe d'examen des politiques commerciales (OEPC) et un rapport est établi par les économistes de la Division de l'examen des politiques commerciales du Secrétariat.	Mesures affectant directement les importations (par exemple, douanes, droits de douane, règles d'origine, NPF, SPS) Mesures affectant directement les exportations (par exemple, taxes et licences) Mesures affectant la production et le commerce (par exemple, taxes, subventions, entreprises publiques, politique de la concurrence, DPI) Notifications Une fois que l'AFE sera entré en vigueur, les EPC rendront compte de sa mise en œuvre

RÉFÉRENCES

Djankov, S. et al. (2010), "Trading on time", *Review of Economics and Statistics*, Vol. 92, No. 1, p. 166-174.

Hoekman, B. et A. Nicita (2011), "Trade policy, trade costs and developing country trade", World Development, World Bank Policy Research Working Paper 4797.

Hummels, D. (2001), "Time as a trade barrier", Time as a Trade Barrier GTAP Working Paper No. 18, mimeo, Purdue University.

Li, Y. et John S. Wilson (2009), "Trade facilitation and expanding the benefits of trade: evidence from firm-level data", Asia-Pacific Research and Training Network on Trade: Working Paper Series, No. 71, http://www.unescap.org/sites/default/files/AWP%20No.%2071.pdf.

OCDE (2013), "Un accord sur la facilitation des échanges se traduirait par un gain de plusieurs milliards de dollars pour l'économie mondiale, selon l'OCDE", http://www.oecd.org/fr/echanges/un-accord-sur-la-facilitation-des-echanges-se-traduirait-par-un-gain-de-plusieurs-milliards-de-dollars-pour-leconomie-mondiale.htm

OCDE (2014),"The list of CRS purpose codes", http://www.oecd.org/dac/stats/documentupload/2012%20CRS%20purpose%20codes%20EN.pdf.

CHAPITRE 5

RÉDUCTION DES COÛTS DU COMMERCE POUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

Contribution du Secrétariat exécutif du Cadre intégré renforcé

Résumé: *Pour les PMA, la réduction des coûts du commerce est doublement importante car, comme ils partent d'un niveau plus bas, ils peuvent en retirer proportionnellement plus d'avantages que les autres pays. C'est pourquoi les PMA prennent actuellement les mesures nécessaires pour réduire les coûts du commerce, soit seuls, soit avec l'appui du secteur privé, et certains ont obtenu d'excellents résultats. Pourtant, ils ne parviennent pas à réaliser une véritable transformation en raison de capacités institutionnelles limitées et de contraintes en matière de ressources. C'est là que l'Aide pour le commerce peut apporter sa contribution, comme l'ont montré les réussites enregistrées par diverses initiatives multilatérales, régionales et bilatérales menées dans le cadre de cette aide. Le présent document montre que les interventions au titre de l'Aide pour le commerce tendent à avoir plus d'impact sur la réduction des coûts du commerce dans les PMA lorsqu'elles reposent sur un travail analytique robuste et crédible, un haut niveau d'appropriation par les pays, un renforcement soutenu des capacités institutionnelles, un soutien continu sur une période suffisamment longue, une mobilisation de ressources et une réponse coordonnée des donateurs. Par ailleurs, ces interventions ne peuvent donner de résultats que si les difficultés en matière d'économie politique sont prises en compte, intégrées et atténuées.*

INTRODUCTION

Les coûts du commerce font depuis quelque temps l'objet de débats parmi ceux qui s'occupent des politiques commerciales et les milieux universitaires en raison de leur visibilité accrue lorsqu'il s'agit de réduire les obstacles traditionnels au commerce. Avec l'intégration rapide de l'économie mondiale et son importance comme moteur de la croissance, l'impératif de réduire les coûts du commerce pour devenir et rester compétitif sur les marchés internationaux et régionaux est largement démontré. Mais cette réduction est plus urgente encore dans le contexte des PMA, où la plupart des entreprises exportatrices sont des petites et moyennes entreprises (PME), où les coûts du commerce diminuent plus lentement que chez leurs partenaires commerciaux et où la diversification des exportations est une nécessité urgente; les PMA sont aussi ceux qui participent le moins aux chaînes de valeur mondiales et régionales et qui font partie des pays sans littoral et/ou en situation fragile.

Conscients de la nécessité grandissante de réduire les coûts du commerce, les PMA ont pris diverses initiatives, soit par eux-mêmes, soit en collaboration avec le secteur privé, même s'il est peu probable que ces actions apportent à elles seules une contribution suffisamment importante pour leur permettre de surmonter l'éventail complet des obstacles qu'ils rencontrent. D'une part, les PMA mettent beaucoup de temps pour mener à bien ces réformes, soit parce qu'ils manquent de ressources, soit parce qu'ils n'ont pas les connaissances techniques nécessaires. D'autre part, les autres pays réforment beaucoup plus vite, de sorte que les PMA ont du mal à suivre, ce qui réduit encore leur compétitivité sur le marché mondial. Du côté positif, comme les PMA partent d'un niveau inférieur, ils retireront probablement plus d'avantages des réformes que les pays développés, qui ont presque atteint le point de saturation en la matière.

Les PMA ont également reçu un soutien au titre de l'Aide pour le commerce de la part de divers donateurs bilatéraux et multilatéraux ainsi qu'au travers du CIR – cadre de coordination multiacteurs exclusivement consacré au renforcement des capacités commerciales des PMA – pour s'attaquer, entre autres choses, au problème des coûts du commerce. Bien qu'ils soient confrontés à de nombreuses difficultés liées au commerce, parmi lesquelles l'allégement des contraintes du côté de l'offre et le renforcement des capacités de production, le présent chapitre est exclusivement consacré aux coûts du commerce, car ceux-ci occupent une place essentielle dans le vaste univers de l'Aide pour le commerce. Il est organisé comme suit:

La section suivante examine pourquoi les coûts du commerce sont importants pour les PMA et si leur importance relative varie de façon notable entre différentes catégories de PMA. La section 3 analyse les coûts du commerce dans les PMA au cours des dix dernières années, afin de déterminer s'il y a des différences marquées entre diverses catégories de PMA. La section 4 traite des priorités des PMA en matière de réduction des coûts du commerce et de la question de savoir si elles ont changé au cours du temps. Elle identifie aussi les facteurs de changement dans les cas o une réforme a permis de réduire les coûts du commerce.

La section pénultième traite du rôle des partenaires de développement et des autres organismes qui participent à la fourniture de l'Aide pour le commerce en analysant l'évolution et les flux de cette aide, notamment dans le contexte des PMA, et en examinant les données disponibles afin de voir si l'Aide pour le commerce a contribué à réduire les coûts du commerce dans les PMA. Elle analyse aussi, sur la base de l'expérience du CIR, ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas, ainsi que les points sur lesquels il faut apporter des améliorations aux actions menées pour remédier aux problèmes rencontrés par les PMA dans le domaine des coûts du commerce. La section finale conclut le chapitre.

IMPORTANCE DES COÛTS DU COMMERCE POUR LES PMA

Une génération relativement nouvelle d'écrits sur le commerce affirme que plus de 60 années de négociations commerciales multilatérales, une série d'arrangements commerciaux préférentiels et un grand nombre de mesures autonomes de libéralisation ont contribué à réduire dans une large mesure les obstacles au commerce à la frontière, c'est-à-dire les obstacles tarifaires et les restrictions quantitatives, notamment pour les exportations des PMA. De ce fait, les chercheurs et les responsables politiques se concentrent davantage aujourd'hui sur d'autres éléments des coûts du commerce.

La définition de ces coûts pour le commerce des marchandises peut englober tout obstacle ou entrave propre à accroître le coût du commerce international. Toutefois, comme les renseignements et les données disponibles sont limités et afin de centrer l'analyse, les coûts du commerce aux fins du présent chapitre sont définis de façon étroite comme étant les coûts liés aux procédures à la frontière et les coûts de transport et de logistique pour le commerce des marchandises uniquement. Cette définition étroite n'est nullement destinée à minimiser l'importance des autres éléments des coûts du commerce, tant pour les marchandises que pour les services.

Bien que les coûts du commerce soient importants pour tous les groupes de pays, le fait qu'ils le sont davantage pour les PMA s'explique par les facteurs suivants, qui sont distincts mais liés entre eux.

Premièrement, bien que les coûts du commerce baissent d'une manière générale, cette baisse est plus lente dans les pays à faible revenu (Arvis *et al.*, 2013), catégorie à laquelle appartiennent une grande majorité de PMA. L'ITC (2013a), qui soutient cet argument, estime que les coûts moyens du commerce sont beaucoup plus élevés dans les PMA que dans les autres pays. Sur la base des coûts afférents au mouvement transfrontières d'un conteneur type, Koniger *et al.* (2011), par exemple, constatent que les PMA déboursent en moyenne 43% de plus que les autres pays pour exporter et 54% de plus pour importer.

Deuxièmement, la participation des PMA aux chaînes de valeur mondiales et régionales progresse, mais elle est limitée. L'ITC (2013b), par exemple, montre que les PMA rattrapent progressivement leur retard sur les autres pays en développement depuis dix ans en matière de participation aux chaînes de valeur mondiales (CVM) mesurée par les exportations de produits transformés et les importations de produits intermédiaires. Mais il y a de très fortes variations entre les PMA, et le rythme de leur intégration laisse beaucoup à désirer. Les PMA qui cherchent à participer aux chaînes de valeur mondiales et régionales se heurtent à des obstacles qui les excluent, parmi lesquels des facteurs qui accroissent les coûts du commerce et nuisent à la compétitivité (ITC, 2013a). Bien que les coûts du commerce ne soient pas le seul élément qui influe sur l'intégration des PMA dans les chaînes de valeur mondiales et régionales, ils sont certainement un élément important. Comme la réduction des coûts d'exportation et d'importation est nécessaire pour obtenir des résultats dans ce domaine, les PMA doivent opérer une transformation en vue de réduire ces deux types de coûts, notamment les seconds, qui tendent à être plus élevés pour eux de façon disproportionnée.

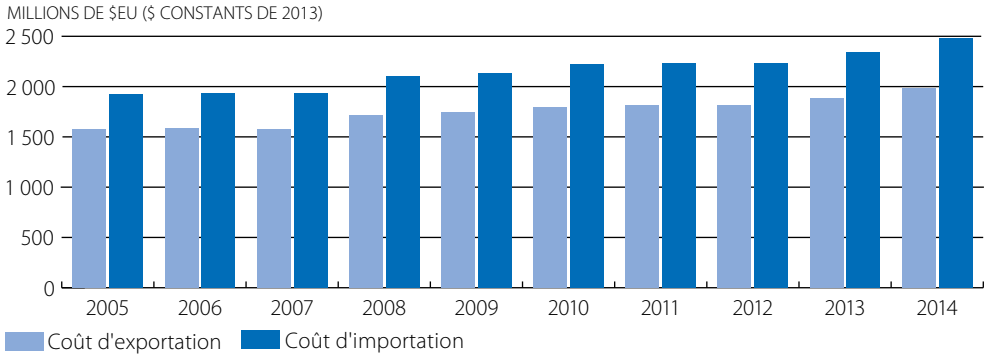
Troisièmement, la concentration des exportations – du point de vue des produits aussi bien que des marchés – est beaucoup plus forte dans les PMA que dans les pays en développement (ITC, 2013a). Dans le même temps, les tentatives faites par les PMA pour diversifier leurs exportations – à la marge intensive aussi bien qu'à la marge extensive – n'ont pas donné les résultats escomptés. Par exemple, malgré plusieurs tentatives, le taux de survie des nouveaux produits mis sur les marchés régionaux et mondiaux par les PMA est faible. Nicita *et al.* (2013), qui ont étudié la survie des flux d'exportation des PMA à destination de 190 pays entre 1993 et 2007, montrent que 41% des produits des PMA disparaissent, contre 15% de ceux des autres pays en développement. Ce résultat est confirmé par Fernandes *et al.* (2013), qui constatent que les taux d'entrée sont inférieurs et les taux de sortie supérieurs pour les pays ayant un faible revenu par habitant par rapport aux pays à revenu plus élevé.

Quatrièmement, la plupart des PMA sont handicapés par plusieurs obstacles naturels qui s'ajoutent à leurs coûts commerciaux. Sur 31 pays en développement sans littoral (PDSL), 16 sont des PMA. De même, sur 40 petits États insulaires en développement (PEID), 9 sont des PMA ou des pays retirés récemment de la liste des PMA. Bien que les catastrophes naturelles soient inévitables, les faibles moyens d'atténuation signifient qu'elles peuvent avoir de graves conséquences sur les coûts commerciaux dans les PMA. Ainsi, le séisme qui a frappé Haïti en 2010 a causé l'effondrement du tablier principal du quai public, de sorte que la capacité du port international de Port-au-Prince a été sévèrement affectée. Le port fonctionne à présent avec trois quais flottants seulement, ce qui limite le potentiel commercial et accroît les coûts commerciaux en raison des délais (EDIC d'Haïti, 2013). Les dégâts causés récemment (mi-mars 2015) par le cyclone tropical Pam aux infrastructures des pays insulaires du Pacifique comme Kiribati, Tuvalu et le Vanuatu risquent d'avoir des effets aggravants sur les coûts du commerce dans ces pays. Dans le cas de Kiribati, par exemple, ainsi que l'a expliqué la Banque asiatique de développement (BAsD), les marées de tempête ont causé de gros dégâts à la route sur digue entre Betio et Tarawa, qui est une liaison de transport essentielle dans le pays (BAsD, 2015).

Par ailleurs, plusieurs PMA sont vulnérables aux changements climatiques: i) parce qu'ils sont situés dans des zones qui seront sans doute gravement touchées par les changements de température et de précipitations; ii) parce que leurs recettes d'exportation dépendent beaucoup de secteurs économiques sensibles au climat tels que l'agriculture; et iii) parce qu'ils ont des moyens limités de s'adapter aux événements extérieurs négatifs en raison de leur faible développement économique et de leurs capacités institutionnelles déjà très sollicitées (Bruckner, 2012). Comme les PMA ont tendance à avoir des coûts commerciaux plus élevés en moyenne que les autres pays en raison de ces handicaps naturels, qui ne peuvent être modifiés à court terme, ils devraient se préoccuper avant tout de réduire les autres éléments des coûts du commerce pour rester compétitifs sur le marché mondial.

Cinquièmement, du fait que la taille du marché intérieur est fortement corrélée avec la taille moyenne des entreprises et les exportations, comme le font observer Fernandes *et al.* (2013), les entreprises de la grande majorité des PMA, qui ont un petit marché, tendent à être des PME. Selon les auteurs, ces PME exportent relativement peu. Elles exportent beaucoup moins de produits, et la plupart d'entre elles n'exportent qu'un produit vers un seul marché. Comme il est peu probable qu'elles puissent réaliser des économies d'échelle et atteindre le niveau de compétitivité nécessaire pour survivre sur le marché mondial, leur taux de survie à l'international tend à être beaucoup plus faible que celui des entreprises des pays avancés. En raison de revenus limités et incertains, y compris les recettes d'exportation, le fardeau des coûts commerciaux plus élevés en pourcentage défavorise de façon disproportionnée les PME. En outre, contrairement aux grandes entreprises, les PME n'ont pas les capacités ou les compétences internes nécessaires pour surmonter ces obstacles et doivent faire appel à des intermédiaires professionnels, ce qui accroît encore leurs coûts commerciaux (ITC et OMC, 2014; Snow *et al.*, 2004).

Figure 5.1 Coûts d'exportation et d'importation des PMA (en $EU), 2005-2014



Source: Banque mondiale, base de données *Doing Business*

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241216

L'effet combiné de tous ces facteurs se reflète dans divers indicateurs mondiaux, parmi lesquels l'indicateur "*Doing Business*", l'indice de performance logistique (IPL) et l'Enabling Trade Report. La figure 5.1, établie à partir de la base de données *Doing Business*, donne une image comparative des coûts du commerce subis par les PMA au cours de la dernière décennie, tant à l'exportation qu'à l'importation. Ces chiffres révèlent que les deux catégories de coûts commerciaux subis par les PMA ont augmenté d'une manière générale. Le coût d'exportation, qui était de 1 578 dollars EU en 2005, atteignait 1 980 dollars EU en 2014, soit une hausse de 25%; quant au coût d'importation, il est passé de 1 928 à 2 484 dollars EU, soit une hausse de 29% en 10 ans (figure 5.1).

Comme les PMA sont très hétérogènes quant à leur position géographique, à leur situation politique, à leur type de gouvernance, à la structure de leur économie, à leurs dotations en ressources naturelles, à leurs capacités institutionnelles, à leur niveau d'intégration dans l'économie mondiale et/ou régionale, etc., les coûts du commerce varient fortement entre les différents groupes de pays. Il faut savoir en outre que ces coûts dépendent aussi de la volonté et de la capacité des PMA de concevoir et de mettre en œuvre des réformes, de leur participation aux diverses initiatives relevant de l'Aide pour le commerce et de leur participation au commerce régional.

Bien que la réduction des coûts du commerce soit un objectif à poursuivre par tous les pays, elle est relativement plus importante pour certaines catégories de PMA que pour d'autres en raison de la conjugaison de plusieurs facteurs. Aux fins du présent chapitre, ces facteurs sont divisés en quatre catégories: i) dimension sous-régionale; ii) absence de littoral; iii) dépendance à l'égard des produits de base; et iv) situation fragile.

Dimension sous-régionale

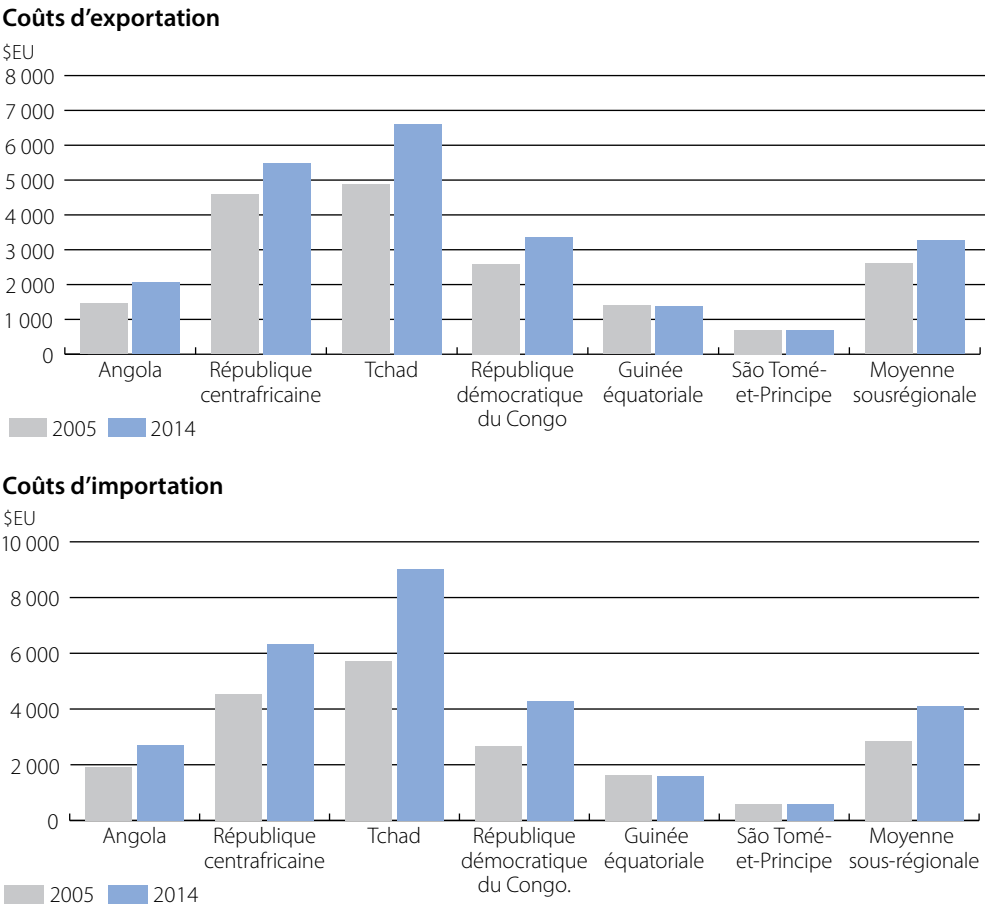
D'une manière générale, les PMA sont traditionnellement divisés en trois sous-régions pour des raisons pratiques: l'Afrique subsaharienne (qui inclut Haïti), l'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Est/Pacifique. Selon les chiffres du rapport *Doing Business*, les coûts du commerce ont augmenté dans les deux premières catégories et baissé dans la troisième. Toutefois, ils varient considérablement à l'intérieur de ces catégories. Pour présenter les données, nous avons donc établi les groupements sous-régionaux suivants, qui guideront nos analyses: i) Caraïbes; ii) Afrique centrale; iii) Afrique de l'Est; iv) Moyen-Orient et Afrique du Nord; v) Pacifique; vi) Asie du Sud; vii) Asie du Sud-Est; viii) Afrique australe; et ix) Afrique de l'Ouest (les pays inclus dans ces sous-régions sont indiqués dans l'annexe 1).

Les deux sous-régions où les coûts du commerce subis par les PMA tels qu'ils sont mesurés par les coûts d'importation et d'exportation sont les plus élevés sont l'Afrique centrale et l'Asie du Sud. Il s'agit précisément des régions dans lesquelles les PMA devraient s'efforcer de réduire leurs coûts plus que les autres sous-régions. La figure 5.2 illustre la situation de la sous-région de l'Afrique centrale; l'axe de gauche représente l'évolution des coûts d'exportation entre 2005 et 2014, et l'axe de droite la variation en pourcentage. Dans cette sous-région, où se trouvent six PMA, le coût d'exportation moyen pour les PMA était de 2 598 dollars EU en 2005. Il a augmenté pour atteindre 3 200 dollars EU, soit une hausse de 23% sur une période de 8 ans (figure 5.2). Le coût moyen d'importation est passé de 2 524 à 3 441 dollars EU, soit une hausse de 36% durant la même période (figure 5.2). Ce n'est pas l'augmentation de ces coûts qui pose problème mais le niveau de départ, qui était déjà très élevé. Cela est dû à la situation dégradée des transports en Afrique centrale, comme le montre très bien un rapport de la BAfD. En raison de la présence de plusieurs pays sans littoral dans la région et d'une connectivité aérienne limitée, environ 80% des personnes et des marchandises sont transportées par voie terrestre, alors que les routes revêtues représentent moins de 20% de l'ensemble du réseau régional (Harding, 2011).

Malgré la présence de pays côtiers tels que l'Angola, la Guinée équatoriale et Sao Tomé-et-Principe, où les coûts d'exportation sont beaucoup plus faibles que la moyenne des PMA, le niveau élevé des coûts est dû en grande partie aux pays sans littoral de la sous-région, à savoir la République centrafricaine et le Tchad. Bien que la République démocratique du Congo soit un pays côtier, on peut la considérer de fait comme un pays sans littoral, car elle a un littoral de faible longueur éloigné des grandes villes (Banque mondiale, 2010). Le Tchad est le pays où les coûts d'exportation et d'importation sont les plus élevés au monde. Ses coûts d'exportation dépassent en effet systématiquement la moyenne sous-régionale dans des proportions comprises entre 43% et 59% (figure 5.2).

Par ailleurs, d'après les chiffres donnés dans le Rapport *Doing Business* 2014 de la Banque mondiale, il faut 70 jours pour exporter à partir du Tchad, ce qui est le deuxième délai le plus long après celui de l'Afghanistan (86 jours). Quant au délai d'importation, il est de 90 jours au Tchad et n'est dépassé là encore que par l'Afghanistan (91 jours). Les chiffres montrent aussi clairement que le Tchad est le seul pays où les coûts d'importation et d'exportation ont fortement augmenté alors que, dans les autres pays de la sous-région, ils sont restés stables ou ont même légèrement baissé après 2009 (invisibles sur la figure).

Figure 5.2 Coûts d'exportation et d'importation dans les PMA de la sous région de l'Afrique centrale, 2005-2014



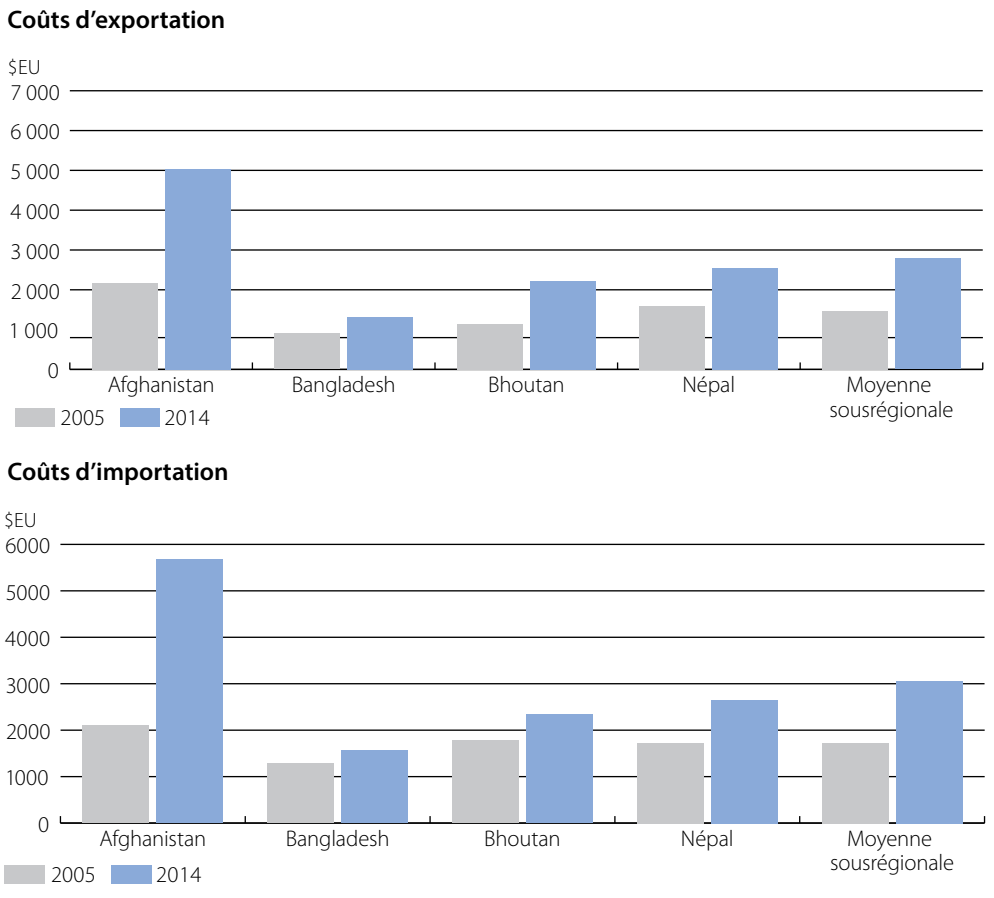
Source: Banque mondiale.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241226

La sous-région de l'Asie du Sud présente une image différente du fait que, contrairement à l'Afrique centrale, les coûts subis initialement par les PMA n'étaient pas très élevés. Ils ont cependant augmenté rapidement au fil des ans. Les coûts moyens d'exportation rencontrés par les PMA de cette sous-région seront passés de 1 458 dollars EU en 2005 à 2 561 dollars EU en 2014, soit une hausse de 75% (figure 5.3). De même, les coûts moyens d'importation sont passés de 1 723 à 2 845 dollars EU durant la même période, soit une hausse de 65% (figure 5.3). À l'instar de la sous-région de l'Afrique centrale, où la hausse des coûts est essentiellement due au Tchad, dans la sous-région de l'Asie du Sud, la majorité des coûts et de leur augmentation est due à l'Afghanistan.

Une autre similitude est que, dans la sous-région de l'Asie du Sud, le niveau élevé des coûts moyens est dû à la présence de trois pays sans littoral, où les délais d'importation et d'exportation tendent à être plus longs en raison de faiblesses liées au transport intérieur ainsi que de déficiences dans les pays de transit. Toutefois, contrairement à la sous-région de l'Afrique centrale, les coûts ont augmenté dans tous les PMA de la sous-région de l'Asie du Sud, y compris au Bangladesh, où les résultats sont relativement meilleurs.

Figure 5.3 Coûts d'exportation et d'importation dans les PMA de la sous-région de l'Asie du Sud (en $EU), 2005-2014



Source: Banque mondiale..

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241239

Absence de littoral

Les coûts du commerce tendent à être beaucoup plus élevés dans les pays sans littoral que dans les pays côtiers, et plus particulièrement dans les pays de transit voisins, pour des raisons diverses. Premièrement, les pays sans littoral dépendent des pays de transit pour leurs expéditions internationales – à l'importation aussi bien qu'à l'exportation. Comme l'indique par exemple l'EDIC du Malawi réalisée avec l'aide du CIR, le pays est tributaire des corridors de transport et des ports situés dans les pays voisins pour la totalité de son commerce, et ses producteurs ne peuvent rivaliser sur les marchés régionaux et internationaux en raison de leurs délais de livraison incertains et imprévisibles (Malawi, 2014).

Deuxièmement, les pays sans littoral sont généralement isolés des principaux marchés, ont une petite économie, peu de ressources naturelles et des institutions faibles et sont souvent en proie à des conflits (Banque mondiale, 2010). La plupart d'entre eux font partie du dernier quintile dans le classement de l'indicateur du développement humain. Troisièmement, bien que l'infrastructure de transport intérieur se soit quelque peu améliorée dans les PMA sans littoral, elle est généralement de très mauvaise qualité, ce qui contribue à accroître les coûts du commerce. Par exemple, selon les données disponibles pour un maximum de 29 PMA, la qualité moyenne de l'infrastructure routière sur une échelle de 1 (la plus mauvaise) à 7 (la meilleure) était de 2,37 en 2005. Elle est passée à 3,1 en 2011, puis a reculé à 3,06 en 2012, avant de se redresser légèrement à 3,08 en 2013 (Forum économique mondial, 2014).

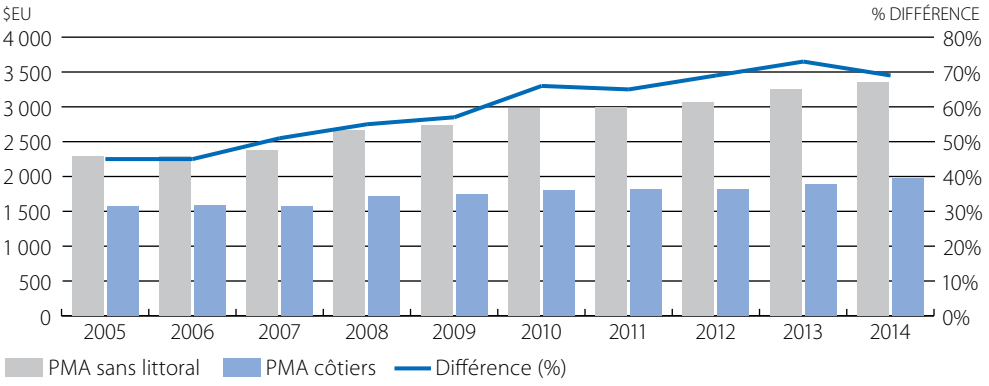
Par ailleurs, un rapport récent publié conjointement par la Banque mondiale et l'UN-OHRLLS (2014) montre que les PMA sans littoral ont généralement des coûts commerciaux beaucoup plus élevés que les pays côtiers de transit. Même parmi les PMA, les pays sans littoral tendent à avoir des coûts commerciaux plus élevés que les pays côtiers, à l'exportation aussi bien qu'à l'importation. La figure 5.4 montre non seulement les coûts plus élevés subis par les PMA sans littoral par rapport aux PMA côtiers, mais aussi l'évolution de ces coûts durant la dernière décennie. L'axe de gauche représente les coûts d'exportation d'un conteneur équivalent 20 pieds pour les PMA sans littoral et les PMA côtiers, et l'axe de droite les coûts plus élevés subis par les premiers par rapport aux seconds en pourcentage. Comme l'indique cette figure, les pays sans littoral avaient déjà des coûts d'exportation plus élevés au départ, et ces coûts ont augmenté rapidement par rapport aux pays côtiers: la différence, qui était de 96% en 2005, est passée à 168% en l'espace de dix ans. Il faut noter que les coûts d'exportation des PMA sans littoral ont augmenté de 46% entre 2005 et 2014, contre 7% seulement pour les pays côtiers.

Les coûts d'importation indiqués sur la figure 5.4 révèlent à nouveau la situation précaire des PMA sans littoral par rapport aux PMA côtiers. Les coûts d'importation des PMA sans littoral étaient déjà beaucoup plus élevés au départ puisque la différence entre les deux groupes était de 120% en 2005. Ce chiffre est passé à 180% en 2014. Comme pour l'évolution des coûts d'exportation entre les deux périodes, les coûts d'importation ont augmenté de 46% exactement dans le cas des PMA entre 2005 et 2014, alors que la hausse a été limitée à 12% pour les pays côtiers. Même dans la même sous-région, le coût pour les pays côtiers est beaucoup plus faible que pour les pays sans littoral, comme le montrent la figure 5.2 ainsi que la figure 5.3.

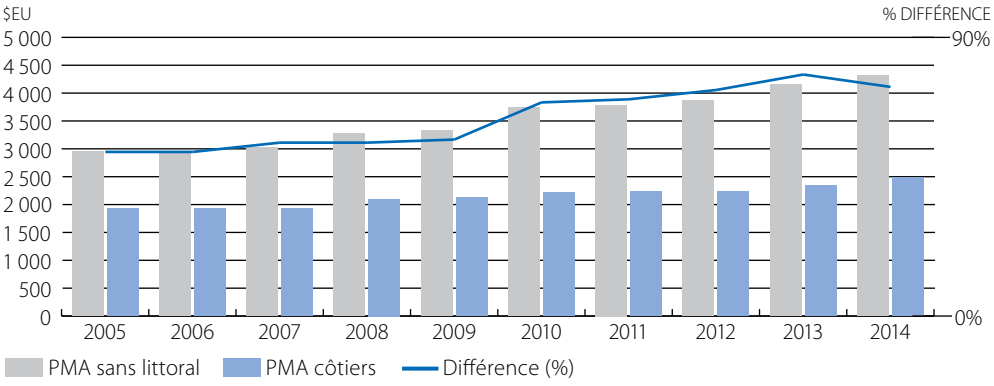
Plusieurs raisons expliquent les coûts commerciaux exceptionnellement élevés subis par les PMA sans littoral. Premièrement, ces pays comptent généralement parmi les plus pauvres du monde, avec de faibles indicateurs du développement humain, comme on l'a vu ci-dessus. Il est donc tout à fait naturel que les contraintes en matière de ressources – financières, humaines et technologiques – constituent des obstacles majeurs à l'amélioration de l'infrastructure, qui est généralement très déficiente. C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles les coûts du commerce tendent à être inversement corrélés avec le niveau de revenu (Banque mondiale et UN-OHRLLS, 2014).

Figure 5.4 Coûts d'exportation et d'importation des PMA sans littoral par rapport aux PMA côtiers (en $EU), 2005-2014

Coûts d'exportation



Coûts d'importation



Source: Banque mondiale.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241245

Deuxièmement, le postulat de la "mort de la distance" semble très exagéré si l'on considère la situation des PMA sans littoral, notamment parce que leurs exportations aussi bien que leurs importations doivent parcourir en moyenne 1 112 à 1 494 kilomètres par rapport au port le plus proche (Banque mondiale et UN-OHRLLS, 2014). Même si une partie de ce trajet se trouve sur leur propre territoire, où ils ont un certain contrôle, la grande majorité se trouve sur le territoire des pays de transit voisins, sur lesquels ils n'ont aucune influence.

Troisièmement et en lien avec le deuxième facteur susmentionné, les pays de transit voisins de la plupart des pays sans littoral ne font pas partie des pays où l'infrastructure routière et portuaire est la plus efficiente, ce qui rend le transit très long et laborieux. Il se peut que les formalités administratives y soient un peu moins pesantes que dans les PMA, mais elles le sont plus que la moyenne mondiale. Certains de leurs ports sont déjà congestionnés par leur propre trafic de marchandises, de sorte qu'ils ne peuvent offrir une circulation fluide aux marchandises des pays voisins sans littoral. L'EDIC du Bhoutan, pays qui dépend du transit par l'Inde pour accéder à la mer et aux autres marchés, témoigne de cette situation problématique. Le Bhoutan, tributaire du port de Calcutta pour son commerce maritime, voit ses résultats commerciaux pénalisés par des retards opérationnels dans le port, une procédure de dédouanement longue et des grèves fréquentes le long du trajet (Bhoutan, 2012).

De même, l'EDIC de 2014 du Malawi montre que les délais de livraison incertains et imprévisibles empêchent les producteurs de soutenir la concurrence sur les marchés régionaux et internationaux. L'EDIC de 2012 du Burundi mentionne de longs délais en douane et des coûts élevés dans les ports de Dar es-Salaam (Tanzanie) et de Mombasa (Kenya), par lesquels passent les échanges du Burundi. Selon certaines estimations, cela se traduit par des coûts de transport et de logistique qui atteignent environ 40% du prix d'exportation des produits agricoles au Burundi. Les délais et les coûts de transit sont également influencés par la situation des pays de transit voisins en matière de paix et de sécurité, comme l'ont indiqué Faye *et al.* (2004). L'EDIC de 2007 du Burkina Faso montre, par exemple, que les troubles en Côte d'Ivoire et les perturbations dans le principal corridor vers la côte ont entraîné une augmentation des coûts du commerce.

Quatrièmement, dans la plupart des pays sans littoral, le mode de gouvernance et les arrangements institutionnels du secteur du transport routier, où la structure commerciale prédominante est l'oligopole, favorisent les ententes et les pratiques anticoncurrentielles. Il en résulte des profits anormalement élevés pour les camionneurs, alors que les commerçants sont obligés de payer plus que ce qu'ils paieraient dans une structure commerciale concurrentielle (Teravaninthorn et Raballand, 2009). L'EDIC du Burkina Faso présente ce problème de manière légèrement différente en soulignant que les transporteurs du pays sont choisis parce qu'ils sont dans la file d'attente et non en fonction de leurs résultats. En outre, le secteur du transport aérien, qui offre apparemment une solution plus efficiente, quoique plus coûteuse, que le transport terrestre, est également très protégé dans certains pays sans littoral. En effet, comme l'ont constaté Borchert *et al.* (2012), la contrepartie d'une protection accordée à des intérêts acquis bien organisés tend à être plus élevée dans ces pays, car la tendance des responsables politiques à favoriser les intérêts acquis au détriment du bien-être public est moins contrôlée. Il en résulte un grave manque de concurrence dans le secteur des transports, que les responsables politiques sont peu enclins à libéraliser pour des raisons d'économie politique.

Cinquièmement, le coût élevé du transit, y compris les services superflus et les pots-de-vin, pénalise un certain nombre de PMA sans littoral, qui dépendent de la structure et des pratiques réglementaires et administratives du pays de transit voisin. La lourdeur des prescriptions en matière de documents requis, des procédures de dédouanement et des opérations de chargement et déchargement peut faire perdre beaucoup de temps et de ressources aux commerçants des pays sans littoral. Afin de réduire ces dépenses, la plupart d'entre eux font appel à des commissionnaires en douane et à des transitaires qui ont l'expérience des opérations de transit mais coûtent relativement plus cher (Snow *et al.*, 2003). Bien que les pots-de-vin et la corruption ne soient pas endémiques dans les pays de transit, les procédures compliquées et opaques à la frontière, notamment les prescriptions en matière de documents requis et les nombreux contrôles de sécurité, se traduisent souvent par des pots-de-vin élevés.

En Afrique de l'Ouest, par exemple, comme l'a montré Ben Barka (2012, page 6), les pots-de-vin perçus par différents organismes, dont les douanes, la police, la gendarmerie et d'autres agents en uniforme, vont de 3 à 23 dollars EU pour 100 kilomètres. Dans le cas du Burkina Faso, Snow *et al.* (2003) soutiennent, même s'ils ne donnent pas de chiffres, que les contrôles de police rigoureux sur les voies commerciales sont coûteux, non seulement en temps mais souvent aussi en pots-de-vin. Les demandes fréquentes de pots-de-vin sur la route sont également mentionnées dans la version antérieure de l'EDIC du Burkina Faso élaborée en 2007.

Dépendance à l'égard des produits de base

Selon la classification de la CNUCED, plus de la moitié des PMA (27 sur 48) dépendent des produits de base (produits agricoles, combustibles et minéraux) pour leurs exportations. Comme les produits de base sont volumineux, le coût commercial global de leur exportation tend à être plus élevé que pour les produits manufacturés légers. Pour calculer les coûts du commerce, nous nous appuyons à nouveau sur les données relatives au coût des exportations qui figurent dans le rapport *Doing Business* pour la période 2005-2014. Comme la plupart des pays exportateurs de produits de base n'importent pas de matières premières et exportent leurs produits de base sous une forme plus ou moins brute, nous avons décidé de ne pas inclure les coûts d'importation.

Tableau 5.1 PMA exportateurs de produits de bases

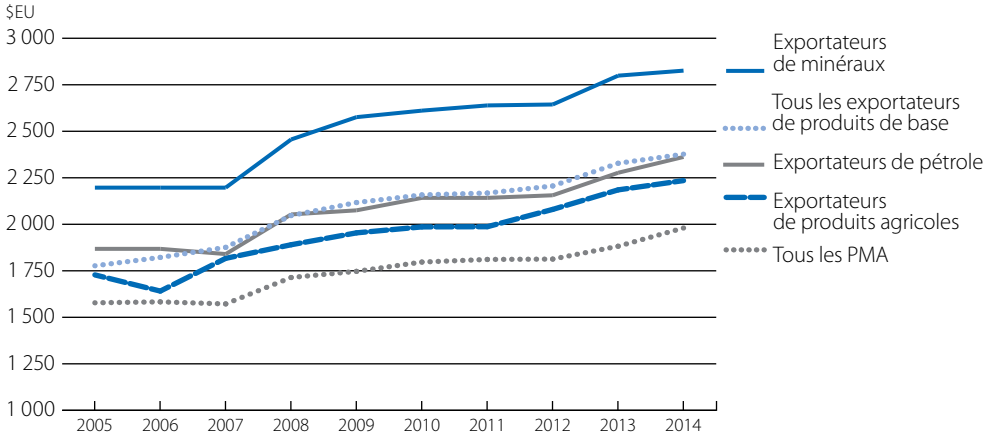
Exportateurs de produits agricoles	Afghanistan, Bénin, Burkina Faso, Guinée-Bissau, Îles Salomon, Kiribati, Libéria, Malawi, Ouganda
Exportateurs de minéraux	Burundi, Guinée, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sierra Leone, Zambie
Exportateurs de pétrole (combustibles)	Angola, Guinée équatoriale, Soudan, Tchad, Timor-Leste, Yémen

Source: CNUCED (2010).

Pour identifier les pays exportateurs de produits de base, nous suivons la classification de la CNUCED (2010), qui divise ces pays en diverses catégories, comme l'indique le tableau 5.1. Sur les 25 pays de la liste, il n'existe pas de données pour 2 pays, à savoir la Somalie et Tuvalu. L'analyse repose donc sur les données relatives aux pays ci-après.

La figure 5.5 illustre les coûts d'exportation que subissent les trois catégories de PMA exportateurs de produits de base, ainsi que l'ensemble des pays mentionnés dans le tableau 5.1 pour lesquels des données sont disponibles. La moyenne de tous les PMA est également incluse à titre de référence. Comme le montre la figure, les PMA exportateurs de produits de base sont généralement exposés à des coûts d'exportation plus élevés que la moyenne des PMA, et les PMA qui exportent des minéraux subissent les coûts d'exportation les plus élevés, suivis par les PMA exportateurs de pétrole et les PMA exportateurs de produits agricoles.

Figure 5.5 Coûts d'exportation pour les PMA exportateurs de produits de base, 2005-2014



Source: D'après la Banque mondiale

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241258

Comme les produits de base sont par nature volumineux, quel que soit le pays exportateur, il ne peut y avoir de raison particulière pour que les exportations de minéraux coûtent plus cher que les exportations d'autres produits de base. Cependant, une raison qui peut expliquer que les exportateurs de minéraux subissent des coûts commerciaux plus élevés que les exportateurs de pétrole est que, parmi les exportateurs de pétrole, tous sauf le Tchad sont des pays côtiers, dont les coûts d'exportation sont plus bas. Cela tend à montrer que les coûts commerciaux plus élevés pour les pays exportateurs de minéraux sont dus au fait qu'ils sont dépourvus de littoral plutôt qu'à tout autre facteur. Toutefois, pour vérifier s'il en est réellement ainsi, il faudrait des recherches plus approfondies.

Situation fragile

Les PMA sont parmi les pays les plus fragiles, étant exposés à l'agitation politique, à la révolte armée ou à la menace du terrorisme, qui peuvent imposer des coûts commerciaux non négligeables. Ces coûts peuvent être dus aux dommages causés à des infrastructures vitales telles que les routes, les ponts, les télécommunications ou les ports, aux contrôles de sécurité supplémentaires nécessaires pour limiter les dommages potentiels, aux menaces de grève et de blocage des routes commerciales et aux primes d'assurance plus élevées consécutives à ces différentes menaces. L'EDIC de 2006 de la Sierra Leone, par exemple, prenait en compte les dommages causés par le conflit civil à une grande partie de l'infrastructure et des services liés au commerce dans le pays.

L'incidence des conflits sur les coûts du commerce n'a pas encore fait l'objet de recherches suffisantes, mais Blomberg et Hess (2006), qui ont effectué une enquête empirique en observant un ensemble de données de panel concernant 177 pays pour chaque année de la période 1968-1999, ont constaté que, pour une année donnée, la présence du terrorisme associée à un conflit intérieur et extérieur équivalait à un droit de douane de près de 30%, ce qui est beaucoup plus élevé que bien d'autres coûts commerciaux examinés jusqu'à présent.

Sur les 48 PMA, pas moins de 23 figurent sur la Liste harmonisée des situations fragiles 2014 de la Banque mondiale. Certains sont en proie à des luttes internes, tandis que d'autres sont en situation d'après-conflit. Trois pays figurant sur cette liste (Somalie, Soudan du Sud et Tuvalu) n'ont pas été inclus dans le rapport *Doing Business,* de sorte qu'ils ne sont pas compris dans l'analyse comparative. La liste finale des pays a été regroupée selon les six sous-régions présentées dans le tableau 5.2.

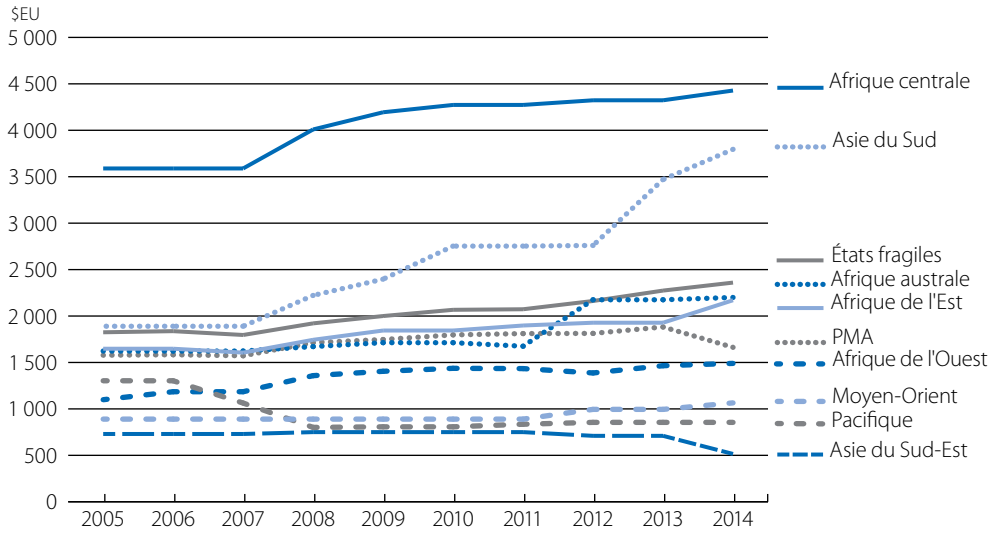
Tableau 5.2 Liste des États fragiles et leurs sous-régions, 2014

Sous-régions	Pays
Asie	Afghanistan, Myanmar, Népal, Timor-Leste, Yémen
Pacifique	Îles Salomon, Kiribati
Afrique de l'Est	Burundi, Comores, Érythrée, Soudan
Afrique de l'Ouest	Libéria, Mali, Sierra Leone, Togo
Afrique centrale	République centrafricaine, République démocratique du Congo
Afrique australe	Malawi

Source: Banque mondiale (2014).

Sur la base des coûts d'exportation tirés du rapport *Doing Business*, nous prenons les coûts par sous-région ainsi que les coûts totaux d'exportation subis par les PMA fragiles. Nous incluons également le chiffre moyen pour les PMA à titre de comparaison. Ce qui en ressort est que les États fragiles tendent à payer entre 29% et 34% de plus que l'ensemble des PMA pour exporter leurs marchandises et que les coûts ont généralement augmenté au cours des dernières années, sauf pour la sous-région du Pacifique (figure 5.6). Selon les chiffres, les sous-régions de l'Afrique australe, de l'Afrique centrale, de l'Afrique de l'Est et de l'Asie du Sud paient plus pour exporter que la moyenne des PMA et que la moyenne des États fragiles. Toutefois, les États fragiles de la sous-région de l'Asie du Sud-Est, suivis par ceux du Pacifique, du Moyen-Orient et de l'Afrique de l'Ouest, ont des coûts commerciaux plus faibles que les moyennes des PMA et des États fragiles.

Figure 5.6 Coûts d'exportation dans les États fragiles, leurs sous-régions et les PMA (en $EU), 2005-2014



Source: Banque mondiale.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241262

Bien que les constatations ci-dessus tendent à montrer que les coûts du commerce sont plus élevés dans les États fragiles, si l'on en croit Blomberg et Hess (2006), il faut approfondir l'analyse pour voir si les différences de coût ne sont pas dues en réalité au fait que les pays sont dépourvus de littoral. En effet, si l'on exclut les pays sans littoral de toutes les sous-régions, les coûts d'exportation sont en fait inférieurs à la moyenne des PMA pour toutes les sous-régions, sauf l'Afrique centrale, qui constitue de toute façon un cas atypique.

Évolution de la structure des coûts du commerce dans la dernière décade

Il y a eu une certaine baisse des coûts du commerce au cours des dix dernières années, même si elle a été très limitée par rapport aux autres pays, comme le signalent Arvis *et al.* (2013). S'appuyant sur l'examen d'une douzaine de cas d'expérience présentés par les PMA lors du troisième Examen global de l'Aide pour le commerce et sur une analyse des données publiées dans les indicateurs *Doing Business* (entre 2007 et 2013) ainsi que sur les IPL (entre 2007 et 2012), l'ITC (2013a) constate que les PMA ont bien pris des initiatives pour remédier aux obstacles en matière de politique et réduire ainsi les coûts du commerce. Il montre en outre qu'entre ces périodes, le nombre de jours nécessaires pour exporter a été ramené de 40 à 33 et que l'IPL pour l'ensemble des PMA s'est amélioré, passant de 2,2 à près de 2,4. Toutefois, il y a eu des variations entre les PMA insulaires de l'Asie et du Pacifique et les PMA africains et Haïti (*ibid.*).

Les performances des différents pays dans ce domaine indiquent que certains PMA progressent beaucoup plus que d'autres. L'évolution des indices (plutôt que le classement, qui est influencé par le nombre de pays choisis pour l'indicateur) pour les dix PMA qui ont affiché les meilleures performances en 2014 montre qu'il y a eu un certain progrès, même si ces pays ont encore beaucoup à faire pour améliorer leur IPL (tableau 5.3). Le fait que le Malawi, qui enregistre les meilleures performances parmi les PMA, n'occupe que la 73ème place sur une liste de 160 pays en 2014 montre que les PMA doivent encore engager des réformes importantes et ambitieuses pour rattraper le reste du monde. Il faut aussi noter que, parmi les dix pays au bas du classement, sept sont des PMA.

Tableau 5.3 Évolution de l'IPL pour les dix PMA ayant les meilleures performances, 2007-2014

Pays	2007	2010	2012	2014	Différence
Malawi	2,42	-	2,81	2,81	0,39
Rwanda	1,77	2,04	2,27	2,76	0,98
Cambodge	2,50	2,37	2,56	2,74	0,24
Sao Tomé-et-Principe	-	-	-	2,73	-
Burkina Faso	2,24	2,23	2,32	2,64	0,40
Sénégal	2,37	2,86	2,49	2,62	0,26
Libéria	2,31	2,38	2,45	2,62	0,31
Éthiopie	2,33	2,41	2,24	2,59	0,27
Népal	2,14	2,20	2,04	2,59	0,45
Îles Salomon	2,08	2,31	2,41	2,59	0,51

Source: Banque mondiale.

Le Rwanda, dont l'indice a progressé de 0,98 point à partir d'une base faible selon le tableau, est un brillant exemple qui mérite d'être souligné. D'autres PMA tels que le Malawi, le Burkina Faso et le Népal, qui sont aussi partis d'une base relativement faible, ont également amélioré de façon sensible leur IPL, bien qu'étant des pays sans littoral. Une telle amélioration de l'indice n'est pas possible dans les pays développés, qui ont déjà un score plus élevé et approchent de la perfection. L'Allemagne, par exemple, qui affichait les meilleures performances en 2014, n'a enregistré qu'une amélioration marginale de 4,10 à 4,12 durant la période correspondante.

Sur la base des quatre catégories de PMA considérées dans la section 2, si l'on examine l'évolution de la structure des coûts durant la dernière décennie, il apparaît clairement que les coûts ont augmenté rapidement dans la région de l'Afrique centrale, suivie par l'Asie du Sud. Comme on l'a indiqué, les coûts plus élevés dans ces régions au cours des dix dernières années peuvent être attribués à la présence d'un grand nombre de pays sans littoral, parmi lesquels des cas atypiques tels que le Tchad et l'Afghanistan, dont les coûts étaient déjà plus élevés au départ et ont encore augmenté au cours de la dernière décennie. Le fait que l'absence de littoral augmente les coûts du commerce est également prouvé par le fait qu'elle est un facteur contribuant de façon prédominante, voire exclusive, au niveau initial élevé, ainsi qu'aux coûts plus élevés dans les PMA exportateurs de minéraux (figure 5.5) et dans les États fragiles (figure 5.6).

Les renseignements sur les coûts du commerce tirés de 20 EDIC et de leurs mises à jour pour différentes sous-régions montrent que ces coûts varient non seulement de niveau mais aussi de nature. Le tableau 5.4 donne le détail des principaux éléments des coûts commerciaux dans les versions antérieures des EDIC réalisées entre 2002 et 2008 et dans les dernières versions, y compris les mises à jour, réalisées entre 2012 et 2014. Toutefois, des problèmes tels que le transit, sur lesquels les pays sans littoral n'ont pas de contrôle, ressortent comme des difficultés dans les deux versions des EDIC pour certains pays. Un autre ensemble de problèmes semble persister bien qu'ils soient diagnostiqués dans les versions antérieures des EDIC, à savoir la corruption, l'absence de concurrence dans le secteur des transports et les procédures compliquées, opaques et longues à la frontière.

Tableau 5.4 Évolution des coûts du commerce dans les PMA sur la base des EDIC, 2002-2014

Pays	Principaux éléments des coûts du commerce (2002-2008)	Principaux éléments des coûts du commerce (2012-2014)
Bhoutan	n.d.	Problèmes de transit; processus administratifs fragmentés; absence de télécommunications et de connexion des données entre les lieux de dédouanement et d'inspection; et partage limité des renseignements entre les organismes
Burkina Faso	Transit; corruption; informalité du transport routier; redevances non justifiées imposées au transport routier; et formulaires redondants	Difficultés de transit; postes de contrôle et barrages routiers informels; infrastructure de transport inadéquate; pratiques douanières inefficaces; corruption; entreprises de transport monopolistiques; et mauvaise qualité des services dans les corridors de transit
Burundi	Absence de règles claires; capacité limitée, corruption et insuffisances dans l'administration des douanes; infrastructure matérielle en mauvais état et peu fiable; coûts de transport élevés; et incompatibilité des procédures de dédouanement des institutions intervenantes	Faiblesse des infrastructures, y compris le réseau routier; informatisation insuffisante; services logistiques sous-développés; longs délais en douane; corruption; et coûts de transport élevés
Cambodge	Opacité et capacité limitée de l'administration des douanes; et coûts de transport élevés	Faible application des procédures transfrontières; postes de contrôle et paiements informels dans les principaux corridors commerciaux; entreprises de transport monopolistiques; et logistique insuffisante pour soutenir les exportations de produits agricoles
Haïti	n.d.	Capacité réduite du port international à la suite du tremblement de terre; absence de guichet unique pour faciliter la délivrance des immatriculations, permis et certificats; et absence d'un mécanisme de coordination entre les organismes gouvernementaux à la frontière
RDP lao	Secteur logistique sous-développé et limité, géré surtout par de petites entreprises familiales; temps passé à appliquer les procédures réglementaires; étapes multiples à suivre pour respecter la réglementation commerciale; système douanier faible et fragmenté; manque d'infrastructures et de capacités au passage des frontières; et pratiques administratives obligeant les requérants à faire longuement la file ou à demander des rendez-vous formels avec les fonctionnaires compétents	Procédures commerciales complexes à la frontière exigeant une documentation excessive; manque d'équipements et de locaux pour assurer une administration fluide et efficace des procédures commerciales et douanières; redevances informelles à la frontière; petite taille du secteur local des transitaires; réseau de transport par conteneur peu développé; installations des ports fluviaux sous-développées et non adaptées aux marchandises conteneurisées; et certains points de passage de la frontière manquant d'équipements de base tels que des ponts-bascules en état de marche et des revêtements permanents

Tableau 5.4 Évolution des coûts du commerce dans les PMA sur la base des EDIC, 2002-2014

Pays	Principaux éléments des coûts du commerce (2002-2008)	Principaux éléments des coûts du commerce (2012-2014)
Malawi	Procédures douanières et pratiques de gestion dépassées, notamment l'absence de données sur les délais de traitement et le volume des déclarations traitées aux divers points d'entrée; système de transport inefficace et inadéquat; absence de routes de camionnage libéralisées et restrictions à la concurrence des transporteurs internationaux; législation douanière dépassée et incompatible avec les accords internationaux et régionaux; système informatisé de transit inefficace; infrastructure de communication déficiente; corruption; manque de compétences techniques; et mauvaise coordination des réseaux routiers	Transparence limitée dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique commerciale; règlements techniques dépassés et application problématique aux frontières; procédures compliquées à la frontière et en transit; concurrence limitée dans le secteur des transports; fragmentation du marché traditionnel des courtiers en douane; et restrictions au cabotage pour le transport routier intérieur
Sénégal	Procédures d'importation longues et compliquées; corruption; irrégularités et absence de données concernant les procédures de mainlevée par les fonctionnaires des douanes; système d'information douanière inadéquat; fonctionnaires des douanes inexpérimentés dans les techniques modernes d'évaluation; et capacité administrative insuffisante pour mettre en œuvre la politique commerciale	Déficience du réseau routier et de son infrastructure entraînant des coûts de transport élevés; multiplicité des plates-formes et des procédures douanières; et fraude douanière
Sierra Leone	Sous-développement des secteurs de la logistique et des transports; fonctionnaires et directeurs des douanes inexpérimentés; manque de transparence et application irrégulière du système d'évaluation en douane; manque d'infrastructures pour mettre en œuvre l'Accord de l'OMC sur l'évaluation douane; détournement du rôle des douanes; manque de connaissances et de compétences en matière de classification tarifaire; système de dédouanement long, coûteux et soumis à la corruption; nombre limité de commissionnaires en douane et de transitaires et législation restrictive applicable aux activités de dédouanement et de transitaires à effectuer par des entreprises ou des ressortissants nationaux; et couverture et qualité déficientes de l'infrastructure (télécommunications et électricité) en raison de la guerre civile	Infrastructure déficiente en raison du conflit civil; services logistiques sous-développés; augmentation des délais de transit, notamment pendant la saison des pluies; manque de transparence des opérations aux postes frontière; barrages routiers et postes de contrôle arbitraires et perceptions illicites sur les routes de transport; services de camionnage transfrontalier inefficaces, embouteillages de camions et longs délais aux postes frontière en raison d'une bureaucratie pléthorique; et coûts de transport élevés
Soudan	Infrastructure de transport fragmentée en raison du conflit intérieur et de la géographie; absence de fournisseurs de services logistiques; secteur des services de dédouanement et de transitaires relativement désorganisé; nombre limité d'installations de manutention de conteneurs; infrastructure et services ferroviaires inefficaces; routes non entretenues; retards fréquents au port; entrepôt sous douane pour les marchandises en transit exigé par les pays d'Afrique de l'Est; et absence d'un plan formel de modernisation de l'administration générale des douanes	Inefficacité des organismes présents aux frontières, y compris l'obligation de fournir les mêmes renseignements à plusieurs organismes; coûts de transport élevés; mauvaise coordination avec les pays voisins pour établir des corridors régionaux; et système déficient d'enregistrement des camions

Tableau 5.4 Évolution des coûts du commerce dans les PMA sur la base des EDIC, 2002-2014

Pays	Principaux éléments des coûts du commerce (2002-2008)	Principaux éléments des coûts du commerce (2012-2014)
Zambie	Longs délais de dédouanement; partage insuffisant des renseignements entre les organismes de contrôle à la frontière; procédures inutilement compliquées exigeant des renseignements, des vérifications et des inspections physiques redondants; recours insuffisant à l'évaluation des risques pour réduire la proportion des marchandises inspectées; corruption; procédures lourdes en matière de transit; mauvais état du réseau routier; et absence de mesures visant à éviter la surcharge systématique des camions	Absence de transparence et de prévisibilité des mesures réglementaires non tarifaires; prescriptions excessives en matière de documents requis; procédures administratives longues; et tendance à la recherche de rentes parmi les organismes présents aux frontières

Source: Compilation des auteurs sur la base des EDIC et de leurs mises à jour.

PRIORITÉS DES PMA EN MATIÈRE DE RÉDUCTION DES COÛTS DU COMMERCE: AVANT ET MAINTENANT

Comme le révèlent les EDIC des différents PMA, la nature des coûts du commerce dans ces pays a varié dans une certaine mesure au cours de la dernière décennie, mais leur orientation n'a pas fondamentalement changé. Le tableau 5.5, établi sur la base des EDIC et des mises à jour des EDIC de onze pays examinés aux fins du présent chapitre, résume les priorités des PMA en matière de réduction des coûts du commerce durant une période antérieure (2002-2008) et les compare à la période récente (2013-2014).

Cet examen montre qu'au niveau général, les thèmes récurrents au cours de ces deux périodes sont la réduction des coûts de transport, l'amélioration des performances logistiques et le renforcement de la gestion des frontières. Toutefois, dans les versions antérieures des EDIC établies entre 2002 et 2008, les principaux domaines prioritaires en matière de transport et de logistique étaient la qualité de la construction des routes, l'affectation de ressources plus importantes à l'infrastructure de transport, la promotion de la concurrence dans le secteur des transports, la lutte contre les pots-de-vin et la corruption et l'amélioration de la gestion du commerce et du transit régionaux. De même, les principales priorités mentionnées durant cette période en matière de gestion des frontières étaient de mettre en place des systèmes améliorés en renforçant la transparence des divers processus, d'établir des mécanismes appropriés d'évaluation en douane, de faciliter les échanges numériques et de renforcer les capacités des organismes de gestion des frontières. Parmi les autres priorités figuraient la diminution des redondances, l'harmonisation et la simplification des droits de douane et des obstacles non tarifaires et l'accroissement de la transparence.

Les versions plus récentes des EDIC (celles finalisées en 2013 et 2014, dont la plupart sont des mises à jour) mentionnent des priorités globalement similaires. Toutefois, dans le domaine des transports et de la logistique, des thèmes tels que la gestion des corridors de transit, la mise en place d'arrangements de transport transfrontières pour le trafic et le transit régionaux, et l'amélioration des infrastructures portuaires occupent une place prédominante. En ce qui concerne l'amélioration de la gestion des frontières, les principales priorités sont une meilleure gestion de l'infrastructure, le recours aux technologies de l'information – y compris la mise en place de systèmes de dédouanement électronique –, la professionnalisation de l'administration des douanes, la réduction des redondances, l'amélioration de la transparence des procédures et la lutte contre la corruption. Parmi les nouvelles priorités en matière de réduction des coûts du commerce qui ressortent des dernières versions des EDIC figurent la nécessité de remédier aux obstacles transversaux

qui entravent le développement de l'infrastructure, l'élaboration de politiques et de réglementations des transports visant à renforcer la structure des marchés de transport ainsi que le secteur de la logistique, la modernisation des cadres réglementaires et l'amélioration de la collaboration entre les organismes présents aux frontières ainsi qu'avec le secteur privé. Cette évolution est plus proche de la tendance de nombreux pays en développement à se concentrer sur la dynamique "immatérielle" des coûts du commerce en plus de l'aspect "matériel".

Tableau 5.5 Évolution des priorités des PMA en matière de réduction des coûts du commerce, 2002-2014

Pays	Principales priorités identifiées (2002-2008)	Principales priorités identifiées (2013-2014)
Bhoutan	n.d.	Améliorer la gestion de l'infrastructure aux principaux points de passage de la frontière; accroître le recours aux technologies de l'information pour les procédures douanières; et mettre en place des corridors de transit
Burkina Faso	Établir des mécanismes permettant de limiter les demandes fréquentes de pots-de-vin sur la route et les redevances légales mais inutiles imposées aux transporteurs routiers; moderniser le transport en conteneur scellé; et introduire la concurrence dans le secteur des transports	Réduire les coûts de transport; créer une administration des douanes dynamique, équitable et professionnalisée; développer une vision commune de la lutte contre la corruption entre les autorités et le secteur privé; simplifier et informatiser les procédures et les opérations douanières; et augmenter le nombre de documents et de manuels douaniers internationaux disponibles
Burundi	Élaborer un plan d'action sur les questions de transit régional; concevoir un programme d'action concernant les droits de douane et l'évaluation en douane; mettre en œuvre un programme de réforme douanière; finaliser un accord sur la facilitation des échanges; et faciliter l'échange électronique de données entre les organismes qui s'occupent de la facilitation des échanges	Améliorer la logistique, moderniser les douanes et gérer les corridors; réduire les déficits de connectivité dans les régions en retard; et créer une charte pour les commerçants transfrontaliers afin de supprimer les obstacles rencontrés par les petits commerçants et de faciliter le commerce régional
Cambodge	Réduire les interventions non officielles et accroître la transparence afin d'améliorer l'efficience des douanes; réduire les redondances institutionnelles; renforcer les capacités de l'administration des douanes; et réduire les coûts de transport en améliorant la qualité et en diminuant les redevances et impositions non officielles	Simplifier et automatiser les procédures et les processus commerciaux afin de réduire les coûts et les délais de dédouanement; mettre en œuvre des pratiques douanières conformes aux prescriptions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane; accroître la transparence des droits de douane et des réglementations commerciales; améliorer les procédures transfrontières pour favoriser une intégration complète dans l'ASEAN; et éliminer les postes de contrôle (et les paiements informels) le long des principaux corridors commerciaux
Haïti	n.d.	Reconstruire le port de Port-au-Prince et améliorer et entretenir l'infrastructure

Tableau 5.5 Évolution des priorités des PMA en matière de réduction des coûts du commerce, 2002-2014

Pays	Principales priorités identifiées (2002-2008)	Principales priorités identifiées (2013-2014)
RDP lao	Élaborer des règlements pour appliquer la nouvelle loi douanière; réformer l'administration nationale des douanes; simplifier, moderniser et automatiser les procédures de dédouanement et le traitement des données; renforcer et étendre les programmes de répression de la contrebande; délivrer des licences aux courtiers en douane; mettre en place à titre expérimental le programme de carte d'or afin d'accélérer les procédures de dédouanement pour les commerçants agréés; améliorer les opérations des guichets uniques dans les provinces; développer la logistique du commerce; élaborer des normes et des règlements techniques; faciliter le commerce transfrontalier; et simplifier ou éliminer les régimes de licences et les plans indicatifs en matière d'exportation et d'importation	Renforcer les capacités du Secrétariat national de la facilitation des échanges et de la Division de la facilitation des échanges; intégrer la facilitation des échanges dans l'ensemble des ministères d'exécution et des départements compétents; continuer de développer des fonctionnalités supplémentaires pour le Lao Trade Portal afin de réduire les coûts de transaction à l'importation et à l'exportation; concevoir et mettre en place le guichet unique national; étudier les possibilités de réduire les coûts de transport; développer la capacité du secteur privé de faire du commerce de manière efficiente en respectant les règles et réglementations; adopter et mettre en application la loi douanière révisée conformément aux principes de l'OMC; et automatiser les procédures de dédouanement aux principaux postes de contrôle
Malawi	Faire appliquer les mécanismes de mise en conformité pour les redevances de transit harmonisées; simplifier la documentation et les procédures douanières; promouvoir le développement de l'infrastructure; professionnaliser le personnel chargé de l'immigration; établir un système normalisé de paiement des droits de douane; harmoniser l'administration nationale des douanes avec les systèmes et procédures régionaux; et mettre en œuvre plus efficacement l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane	Réduire la redevance pour utilisation du Régime commercial simplifié; mettre en œuvre la Charte pour les commerçants transfrontaliers et identifier les contraintes spécifiques rencontrées par les femmes commerçantes; modifier la législation afin de donner aux principaux organismes présents aux frontières le pouvoir d'exercer des fonctions dans le domaine transfrontalier; mettre en place un portail commercial national contenant tous les renseignements juridiquement contraignants sur les procédures commerciales; et sélectionner des routes intérieures et réduire les restrictions imposées aux transporteurs étrangers pour la collecte et la livraison de marchandises au Malawi
Sénégal	Améliorer l'efficacité de la gestion des procédures d'importation; améliorer les procédures d'évaluation en douane; et améliorer la gestion des importations hors taxes dans les régimes spéciaux destinés à aider les exportateurs	Améliorer et entretenir le réseau routier et son infrastructure; réduire la multiplicité des plates-formes et procédures douanières; et lutter contre la fraude douanière

Tableau 5.5 Évolution des priorités des PMA en matière de réduction des coûts du commerce, 2002-2014

Pays	Principales priorités identifiées (2002-2008)	Principales priorités identifiées (2013-2014)
Sierra Leone	Réduire les coûts de dédouanement; accroître la transparence; sensibiliser les commerçants aux taux de droits applicables et aux procédures douanières; améliorer les procédures d'évaluation; renforcer les capacités des services douaniers; réduire la contrebande transfrontalière; améliorer l'infrastructure de transport; encourager la participation privée à la construction et à l'exploitation des ports, des terminaux et des installations de manutention et de stockage; améliorer la coordination entre les divers ministères et organismes compétents; former les acteurs du transport dans le secteur privé; renforcer le dialogue public-privé en matière de transport, de facilitation des échanges, de transit et de passage des frontières; et mettre en place des alternatives de transport bon marché	Éliminer les obstacles liés à l'infrastructure et améliorer la connectivité intermodale; améliorer la qualité et le cadre de fonctionnement des services logistiques de base afin de mettre en place des chaînes d'approvisionnement efficientes; exploiter les progrès en matière de gestion douanière et frontalière pour améliorer la perception des recettes et l'efficience en matière de dédouanement et de transit des marchandises; et instaurer des mesures visant à mieux suivre le commerce transfrontalier et à répondre aux difficultés des commerçants informels afin de les aider à s'intégrer au secteur formel
Soudan	Améliorer les services de logistique commerciale; réduire les goulets d'étranglement à Port-Soudan; simplifier les procédures douanières et les harmoniser avec les règles de l'OMC; simplifier et harmoniser les taxes, redevances et impositions; supprimer les mesures de restriction des exportations; et rendre les politiques commerciales plus uniformes et plus prévisibles	Adopter des mécanismes améliorés pour assurer une gestion intégrée des frontières; améliorer le service centralisé existant et poursuivre la mise en place du guichet unique national; créer un portail commercial national pour tous les renseignements juridiquement contraignants sur les procédures commerciales; revoir les conditions à remplir pour obtenir une licence de commissionnaire en douane; autoriser le dédouanement par les importateurs eux-mêmes; revoir la réglementation applicable aux entreprises de transport et aux transitaires; accélérer la mise en œuvre du plan d'exploitation convenu pour le réseau ferroviaire dans le corridor entre Port-Soudan et Khartoum; mettre en place un contournement vers le port sec de Soba ou créer un nouveau port sec au nord de Khartoum; et élaborer une stratégie logistique complète pour appliquer le schéma directeur national des transports
Zambie	Améliorer l'équipement et l'infrastructure de l'Administration fiscale zambienne; intégrer les organismes présents aux frontières; réduire les délais de dédouanement tout en assurant l'intégrité et en renforçant la conformité; mettre en œuvre les accords de facilitation des échanges; améliorer le cadre réglementaire concernant le transport et le transit pour améliorer la logistique et l'efficience et réduire les coûts; réduire les coûts de transit; accélérer l'investissement dans la nouvelle infrastructure de transport; et accroître la capacité de l'industrie des transports	Élaborer une approche logistique cohérente en définissant un réseau logistique stratégique de base; relier une stratégie à l'évaluation des besoins en matière de facilitation des échanges dans le cadre de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges; désigner un organisme ayant la responsabilité globale de la coordination et de la gestion des frontières; donner la priorité à la qualité des services pour les principaux expéditeurs et offrir des incitations à la coopération entre les chemins de fer locaux et transfrontaliers; élaborer un plan logistique clair pour l'intégration dans les chaînes d'approvisionnement régionales potentielles; et mettre en œuvre la charte pour les commerçants transfrontaliers

Source: Compilation des auteurs sur la base des EDIC et de leurs mises à jour.

Les réformes entreprises

Si l'on regarde de plus près les réformes entreprises par les PMA au cours des dix dernières années d'après les indicateurs du commerce transfrontalier figurant dans le rapport *Doing Business*, on constate que les PMA procèdent à des réformes ambitieuses et souvent complètes pour améliorer leurs indicateurs et réduire leurs coûts. Notre décompte montre que 21 PMA ont engagé des réformes pour améliorer leur classement en matière de coûts du commerce transfrontalier entre 2006 et 2014. Certains en ont engagé beaucoup plus que la moyenne mondiale, qui est proche de deux. Il s'agit du Bénin (5), de Madagascar (4), de l'Ouganda (4) et du Rwanda (6) (Banque mondiale, 2015a). Un examen des EDIC et des autres documents publiés révèle que les réformes ont été effectivement de grande ampleur. On en donne quelques exemples ci-dessous.

Le Burkina Faso a considérablement amélioré l'efficacité du transport et de la logistique dans le corridor Tema-Ouagadougou pendant la période 2008-2012, et l'accroissement de la transparence a fait baisser de plus de 50% les paiements informels. Au Cambodge, la simplification des procédures de licences, l'élimination des étapes et des documents inutiles et l'introduction de délais pour la délivrance des licences avaient réduit de 30% les coûts du commerce pour les produits agricoles transformés avant décembre 2014. Après la simplification des procédures d'exportation, les frais d'obtention de licences d'exportation pour le riz usiné ont baissé de 28%, ce qui s'est traduit par une économie d'environ 700 000 dollars EU par an pour les exportateurs de riz (Banque mondiale, 2015a). De même, le nombre de jours nécessaires pour dédouaner un conteneur à la frontière a été divisé par deux grâce à l'informatisation des opérations douanières au moyen du Système douanier automatisé pour la saisie, le contrôle et la gestion (SYDONIA) et à la mise en conformité du système douanier avec les obligations dans le cadre de l'OMC. En conséquence, le délai d'exportation a été ramené de 37 jours en 2007 à 22 jours en 2012, et le délai d'importation de 45 jours en 2007 à 26 jours en 2012. Les programmes de sensibilisation à la facilitation des échanges destinés aux fonctionnaires des douanes, à Camcontrol, aux fonctionnaires des ports et au secteur privé ont contribué à accroître la productivité du port de Sihanoukville, qui est passée de 10 à 30 conteneurs par heure (CIR, 2014).

En RDP lao, l'ouverture du commerce de transit à tous les camionneurs thaïlandais dans le corridor Vientiane-Bangkok a réduit les coûts de logistique de 30% (UNOHRLLS, 2014). La mise en place d'un portail commercial en 2012 a contribué à accroître la transparence et à réduire les coûts du commerce. Les délais de dédouanement par les organismes autres que les douanes ont baissés de 42%, c'est-à-dire de 5 jours en 2009 à 2,9 jours en 2012. Et surtout, cette idée a été reprise dans la mise à jour de l'EDIC du Malawi (2014). Le Lesotho et le Myanmar cherchent aussi à reproduire ce modèle. Au Cambodge et au Soudan, le portail commercial national fait partie des recommandations pour l'avenir.

La mise en place du SYDONIA en Haïti en 2008 a permis d'améliorer très largement les performances logistiques du pays, qui est passé du 123ème rang en 2007 au 98ème en 2010 selon l'IPL. Au Libéria, l'automatisation du Registre national des entreprises, réalisée par le Ministère du commerce avec le soutien du CIR, a permis de réduire considérablement le délai nécessaire à l'enregistrement des entreprises et d'améliorer le classement du Libéria selon l'enquête de la Banque mondiale sur la facilité de faire des affaires, le pays étant passé de la 167ème position en 2008 à la 144ème en 2014.

Le Malawi, pour sa part, a décidé en mars 2013 de ramener de 14 à 5 le nombre des organismes présents aux frontières, ce qui a permis d'éliminer de nombreuses redondances et d'améliorer l'efficacité (Malawi, mise à jour de l'EDIC, 2014). Au Rwanda, TradeMark East Africa (TMEA) a mis en place, entre autres choses, un guichet unique de dédouanement électronique, ce qui a permis de réduire le délai de dédouanement des marchandises de 40%, soit une journée complète, et de diminuer de près d'une journée le trajet jusqu'aux ports de Mombasa ou Dar es-Salaam. Cela s'est traduit par des économies directes d'environ 8 à 17 millions de dollars EU par an pour les entreprises.

La Sierra Leone a rénové 85 kilomètres de routes (76 kilomètres en Sierra Leone et 9 kilomètres en Guinée) sur l'itinéraire Freetown-Conakry et construit un poste frontière commun entre 2009 et 2012, grâce à un financement de l'Union européenne, afin d'établir une connexion avec ses voisins les plus proches le long de la côte atlantique. Grâce à cette amélioration de l'infrastructure, les coûts de transport et la durée des déplacements ont été réduits de 30%, et l'on peut penser que le volume des échanges entre la Sierra Leone et la Guinée a fortement augmenté. Un autre grand projet routier a été la rénovation de 165 kilomètres de route entre Masiaka et Bo, qui s'est étalée sur cinq ans à partir de 2006. En tant que tronçon de la route Conakry-Freetown-Monrovia, ce projet contribue également à la connectivité régionale de la Sierra Leone (Sierra Leone, mise à jour de l'EDIC, 2013).

L'établissement d'un poste frontière à guichet unique à Chirundu, sur la frontière entre la Zambie et le Zimbabwe, qui utilise un scanner d'inspection non invasif pour le prédédouanement, a permis de ramener à environ 3 ou 4 heures le temps moyen passé par un camion à la frontière, contre 7 à 9 jours précédemment, et de porter le nombre de camions qui franchissent la frontière d'une moyenne de 1 800 à 2 000 par mois en 2009 à 12 000 à 14 000 en 2012. Ces réformes ont permis au secteur privé d'économiser en moyenne quelque 20 millions de dollars EU par mois. Ces économies sont dues à un raccourcissement de la durée de transit depuis mi-2012 et à une hausse de plus de 100% des taxes commerciales perçues du côté zambien de Chirundu, qui sont passées de 10 millions de dollars EU par mois en moyenne en 2009 à 20,3 millions de dollars EU par mois en 2012. Le temps économisé à la frontière, qui est évalué à 600 000 dollars EU par jour, se répercute sur les transporteurs, les courtiers, les négociants, les producteurs et les consommateurs (TradeMark Southern Africa).

FACTEURS DE CHANGEMENT

La réduction des coûts du commerce figure à l'ordre du jour de tous les pays, quel que soit leur statut économique, mais l'accent est mis désormais davantage sur les obstacles dans les pays destinataires, les formalités à la frontière et le transport et la logistique. Le programme en matière de réduction des coûts du commerce progresse grâce au jeu réciproque de plusieurs facteurs. Dans le cas des PMA, sur la base des descriptions factuelles ainsi que de l'analyse présentée ci-dessus, on peut considérer que les principaux facteurs de changements sont les suivants:

Évolution de la dynamique du commerce mondial

Les pressions liées aux tendances internationales telles que les chaînes de valeur mondiales et régionales ont également contribué à modifier les perceptions, car les pays se rendent compte désormais qu'il leur faut se concentrer sur la fluidité du mouvement des marchandises – à l'exportation aussi bien qu'à l'importation. Cet aspect ressort clairement des réponses apportées par les PMA au questionnaire administré par l'OMC pour le cinquième Examen global de l'Aide pour le commerce, même si leur nombre est limité. Des pays aussi divers que l'Afghanistan, le Bangladesh, le Bhoutan, le Cambodge, le Mali, l'Ouganda, la République démocratique du Congo et la Sierra Leone considèrent que les coûts du commerce sont importants pour l'accès aux intrants importés. Certains d'entre eux soulignent même que l'augmentation des coûts du commerce afférents aux intrants importés pénalise finalement leurs exportations.

Une autre évolution sans précédent qui pourrait avoir de vastes répercussions est l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE) conclu lors de la Conférence ministérielle de Bali et adopté en novembre 2014. Plusieurs initiatives telles que l'évaluation des besoins et la création de mécanismes nationaux de coordination ont vu le jour dans les PMA, certains d'entre eux choisissant d'utiliser leur Comité directeur national du CIR (CDN) comme Comité national de la facilitation des échanges. Bien que les PMA puissent choisir eux-mêmes les mesures qu'ils souhaitent notifier au titre de la catégorie C, l'AFE leur offre une occasion exceptionnelle de procéder à des réformes utiles, qu'ils auraient de toute façon engagées (voir le chapitre 4 pour plus de détails). Par ailleurs, avec les diverses facilités de financement disponibles pour la mise en œuvre de l'Accord, il y a plus de chances pour que les PMA se saisissent de cette occasion à cette fin.

Renforcement de l'intégration régionale

L'intégration régionale est en plein essor, et il est probable qu'elle s'accélérera encore, quelle que soit l'évolution au sein du système commercial multilatéral. Tous les PMA sont maintenant parties à des accords commerciaux régionaux, et certains d'entre eux ont compris que l'intégration régionale pouvait atténuer la vulnérabilité due au fait qu'ils dépendent de manière excessive des pays extérieurs à la région pour leurs relations commerciales. Parallèlement, les pays sans littoral jugent plus commode et plus économique de faire du commerce avec leurs voisins immédiats, ce qui évite les problèmes de transit.

En outre, une partie de la réduction des coûts du commerce peut être réalisée de manière plus commode et plus économique au niveau régional qu'au niveau international. Il est largement démontré que le commerce peut être accru dans le cadre des mécanismes d'intégration régionale existants au moyen de réformes relativement simples et peu coûteuses telles que la simplification et l'allégement des prescriptions en matière de documents requis à la frontière, l'accroissement de la transparence, l'accélération de la mainlevée des marchandises par les douanes, la normalisation des réglementations liées au commerce et l'amélioration de la coordination entre les organismes présents aux frontières, à l'intérieur et entre les membres d'un accord commercial régional (Milner, Morrissey et Zgovu, 2008). Cette question figure en bonne place dans certaines versions nouvelles des EDIC. La Sierra Leone et la Zambie offrent deux exemples remarquables de tentative régionale pour réduire les coûts en montrant que les réformes induites par l'intégration régionale peuvent avoir un effet multiplicateur sur la réduction des coûts du commerce.

Travaux analytiques

Au cours de la dernière décennie, une grande quantité de travaux analytiques ont été réalisés pour appuyer le processus des EDIC, les politiques commerciales nationales et les stratégies d'exportation nationales, et divers rapports ont été élaborés par des institutions multilatérales, des commissions économiques régionales et des fondations sans but lucratif. La facilitation des échanges, qui constitue un élément important du problème des coûts du commerce, fait l'objet d'un chapitre spécifique ou est traitée comme une question transversale dans la nouvelle génération des EDIC (par exemple, la mise à jour de l'EDIC du Burkina Faso de 2014, celle du Burundi de 2012, celle du Cambodge de 2014, l'EDIC d'Haïti de 2013, etc.) ou dans les stratégies d'exportation nationales (celles de la Gambie et du Malawi, par exemple, accordent une place importante à la facilitation des échanges).

Ces travaux ont également contribué à la publication de classements mondiaux en matière de coûts du commerce tels que ceux du rapport *Doing Business* de la Banque mondiale, l'IPL ou l'Enabling Trade Report du Forum économique mondial. Ces classements sont devenus de puissants instruments en raison non seulement de la carotte qu'ils offrent aux réformateurs, mais aussi du bâton qu'ils représentent pour les pays qui maintiennent le statu quo ou régressent. Malgré leurs limites méthodologiques, ils exercent, en tant qu'instruments de mesure acceptés, une pression considérable sur les pays pour qu'ils entreprennent des réformes car, comme l'a dit le théoricien des organisations Mason Haire, "ce qui est mesuré est réalisé". En outre, les commerçants potentiels, les grandes entreprises dans les CVM et les investisseurs étrangers qui souhaitent faire du commerce avec les pays mentionnés dans ces classements mondiaux utilisent ce type de renseignements pour prendre leurs décisions (voir, par exemple, Kelley et Simmons (2015)), ce qui constitue une incitation supplémentaire à la réforme.

Évolution des priorités et des politiques gouvernementales

Le commerce est de plus en plus perçu comme un moyen essentiel d'atteindre des objectifs en matière de développement, notamment la croissance économique inclusive et le recul de la pauvreté dans les PMA. Comme les gouvernements des PMA souscrivent assez largement à ce programme, ils sont soucieux de prendre les mesures nécessaires pour accroître et diversifier les échanges, ce qui procure des retombées importantes en matière de développement. Il faut noter que l'un des principaux objectifs du CIR est d'assurer l'intégration du commerce dans les stratégies de développement nationales ainsi que dans les politiques et les programmes sectoriels. D'après le Rapport d'activité annuel du CIR 2014, par exemple, 82% des pays du CIR ont atteint un niveau "satisfaisant" d'intégration du commerce dans leurs plans de développement nationaux, contre 32% en 2010, et 93% des pays du CIR qui mettent en œuvre des projets de "renforcement des capacités de production" ont au moins un secteur de production qui accorde la priorité au commerce dans sa stratégie (CIR, à paraître).

D'après les réponses limitées apportées par les PMA au questionnaire diffusé pour le cinquième Examen global de l'Aide pour le commerce, on observe que ce programme est inscrit dans divers documents d'orientation tels que les EDIC du Bangladesh, du Cambodge, du Mali, de l'Ouganda, de la République démocratique du Congo, de la Sierra Leone et du Tchad.

Rôle du secteur privé

Dans de nombreux PMA, le secteur privé est de plus en plus conscient de l'importance de sa participation à des questions telles que le développement du secteur privé, l'amélioration du climat des affaires, la politique commerciale et l'Aide pour le commerce. Dans certains pays, divers donateurs bilatéraux ainsi que des organismes multilatéraux ont soutenu des projets en faveur du développement du secteur privé et du climat des affaires, dont la politique commerciale constitue un élément important. Le secteur privé est représenté dans tous les groupes de travail qui ont été créés et dans toutes les instances de dialogue public-privé qui ont été mises en place, ce qui a permis de renforcer ses capacités et ses compétences. De même, dans tous les PMA, le secteur privé est représenté au Comité directeur national – qui est l'organe central d'élaboration des politiques au sein des arrangements nationaux de mise en œuvre du CIR. Grâce à cela, il a pu prendre une part active aux processus décisionnels importants. Comme les entités du secteur privé paient le prix des coûts du commerce plus élevés, elles tendent à faire pression sur leur gouvernement pour identifier les goulets d'étranglement et engager des réformes en vue de réduire les coûts du commerce, ainsi qu'à contribuer au processus de réforme.

Le taux de réussite des programmes auxquels participe le secteur privé tend à être élevé. Au Bangladesh, par exemple, le projet d'automatisation du Bureau de douane de Dacca est une initiative conjointe de la Chambre de commerce et d'industrie de Dacca et de DataSoft Management Services réunissant plusieurs entités des secteurs public et privé qui s'occupent de divers services liés au commerce. Il pourrait permettre de doubler les recettes en l'espace de deux ans, en réduisant le coût de l'activité commerciale d'au moins 70% et en écourtant le délai d'exécution des procédures douanières de 80%. Il devrait aussi contribuer à assurer un suivi précis des prix internationaux et intérieurs, à accroître la transparence, à assurer l'égalité des chances pour les entreprises et à mieux gérer les risques (voir le site Web de Datasoft pour plus de détails).

De même, le succès du poste frontière à guichet unique de Chirundu, sur la frontière entre la Zambie et le Zimbabwe (voir plus haut), est attribué à la participation du secteur privé de part et d'autre de la frontière dès le début de l'initiative. Au Bhoutan, l'EDIC recommande des efforts conjoints de la part des secteurs public et privé, y compris l'amélioration de la coordination transfrontières, pour lever les contraintes réglementaires et autres et faciliter les échanges et le mouvement des marchandises le long du corridor routier Phuentsholing-Calcutta (Bhoutan, EDIC 2012).

Discours et initiatives concernant le développement dans le monde

Le discours récent sur le développement, notamment après l'adoption des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), reconnaît le rôle du commerce en faveur d'une croissance économique et d'un développement durables et inclusifs. Cela se traduit dans les plans d'action spécifiques des PMA tels que le Programme d'action de Bruxelles et le Programme d'action d'Istanbul. Cette reconnaissance est en outre appuyée par l'inclusion du commerce comme question prioritaire dans les Objectifs de développement durable (ODD) pour l'après-2015. L'accent accru mis sur le commerce au niveau politique a non seulement influencé la fixation des priorités gouvernementales, comme on l'a indiqué dans la section ci-dessus, mais aussi donné naissance à diverses initiatives en vue de remédier aux difficultés rencontrées par les pays en développement et les PMA qui s'efforcent de mettre le commerce au service du développement économique et de la réduction de la pauvreté.

Cela a conduit à mettre en œuvre au cours de la dernière décennie diverses initiatives et programmes mondiaux destinés à renforcer les capacités commerciales des pays en développement en général et des PMA en particulier. Parmi eux figurent l'Initiative Aide pour le commerce de l'OMC, le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce, le Mécanisme pour la facilitation des échanges et le CIR. La réduction des coûts du commerce est l'un des objectifs de ces initiatives, même si elle n'est pas toujours mentionnée de façon explicite. Diverses initiatives régionales telles que TMEA (une initiative multidonateurs destinée à renforcer l'environnement commercial et dotée d'objectifs spécifiques et mesurables) et les Trade Hub Projects (une initiative financée par l'USAID et axée sur la réforme et la modernisation des douanes, la facilitation des échanges, la mise en conformité avec les règles de l'OMC et la réduction des coûts du commerce) sont venues s'ajouter à ces efforts mondiaux de réduction des coûts du commerce. Il y a en outre plusieurs autres initiatives au niveau bilatéral – à la fois traditionnelles et avec des donateurs Sud-Sud. L'existence de ces initiatives a incité les gouvernements à engager des réformes pour réduire les coûts du commerce.

PROGRAMMES DE RÉDUCTION DES COÛTS DU COMMERCE AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE

Comme indiqué ci-dessus, diverses initiatives de renforcement des capacités commerciales ont contribué à réduire les coûts du commerce dans un certain nombre de PMA, notamment l'Initiative Aide pour le commerce. Une vaste littérature est apparue dans le domaine de l'Aide pour le commerce en général et au sujet du rôle de ces initiatives dans la réduction des coûts du commerce en particulier. Bien qu'elle ne permette pas de tirer des conclusions, il est généralement reconnu que l'aide accordée pour la politique et la réforme commerciales a permis de réduire les coûts du commerce dans les pays en développement, car elle était centrée sur l'infrastructure "immatérielle" et sur les investissements destinés à renforcer la qualité des institutions (voir, par exemple, Calì et te Velde (2009), Portugal-Pérez et Wilson (2010), Helble *et al.* (2012) et Massa (2013)). Mais ce constat n'est pas toujours sans ambiguïté, notamment lorsqu'il s'agit des pays à faible revenu et des PMA. Il semble en effet que le soutien en faveur du renforcement de la qualité institutionnelle n'ait pas toujours l'effet désiré s'il ne s'accompagne pas de mesures destinées à remédier aux contraintes en matière d'infrastructure ou d'offre, pour lesquelles il faut accroître et cibler davantage l'Aide pour le commerce (voir, par exemple, Busse, Hoekstra et Königer (2011), Vijil et Wagner (2012), et Hühne, Meyer et Nunnenkamp (2013)).

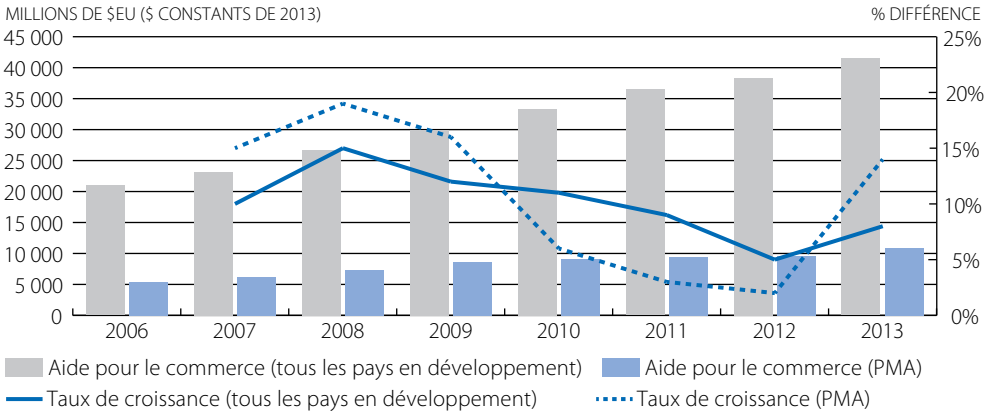
L'Aide pour le commerce en chiffres

Depuis son lancement en 2005, l'Aide pour le commerce s'est accrue et a en outre bien résisté au choc provoqué par la crise financière mondiale. Cela est vrai non seulement pour les engagements, mais aussi pour les décaissements. Selon les données fournies par le SNPC de l'OCDE, les engagements aussi bien que les décaissements au titre de l'Aide pour le commerce ont presque doublé entre 2006 et 2013, leurs taux de croissance ayant été d'environ 100% et 98% respectivement (voir la base de données du SNPC de l'OCDE et le chapitre 1).

Bien que le taux de croissance annuel ait beaucoup varié, il y a eu dans l'ensemble une croissance assez régulière, sauf en 2011, où les engagements ont accusé une légère baisse de 5% par rapport à 2010. Cela peut s'expliquer par les mesures d'austérité consécutives à la faible croissance enregistrée dans la plupart des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) à la suite de la crise financière mondiale. En 2012, le taux de croissance des engagements est reparti à la hausse, puis il a de nouveau baissé en 2013. Toutefois, l'important concrètement est que le taux des décaissements soit resté continuellement positif (*ibid.*).

Les décaissements au titre de l'Aide pour le commerce en faveur des PMA ont également augmenté au cours des huit dernières années, plus vite en fait que le total de l'Aide pour le commerce. Pendant la période 2006-2013, le total des décaissements au titre de l'Aide pour le commerce a progressé de 98%, comme indiqué ci-dessus, alors que les décaissements en faveur des PMA se sont accrus de 104%. Le taux de croissance annuel a été irrégulier, non seulement pour les PMA mais aussi pour l'ensemble des pays en développement. Il a baissé pour les PMA à la suite de la crise financière mondiale, descendant jusqu'à 2% en 2012, mais s'est redressé en 2013 (figure 5.7). Selon les chiffres du SNPC, les PMA ont reçu la deuxième part la plus élevée (27%) parmi les différents groupes de pays, après les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (34%).

Figure 5.7 Décaissements en faveur des pays en développement et des PMA, 2006-2013



Source: Calculs des auteurs fondés sur la base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE (SNPC)..

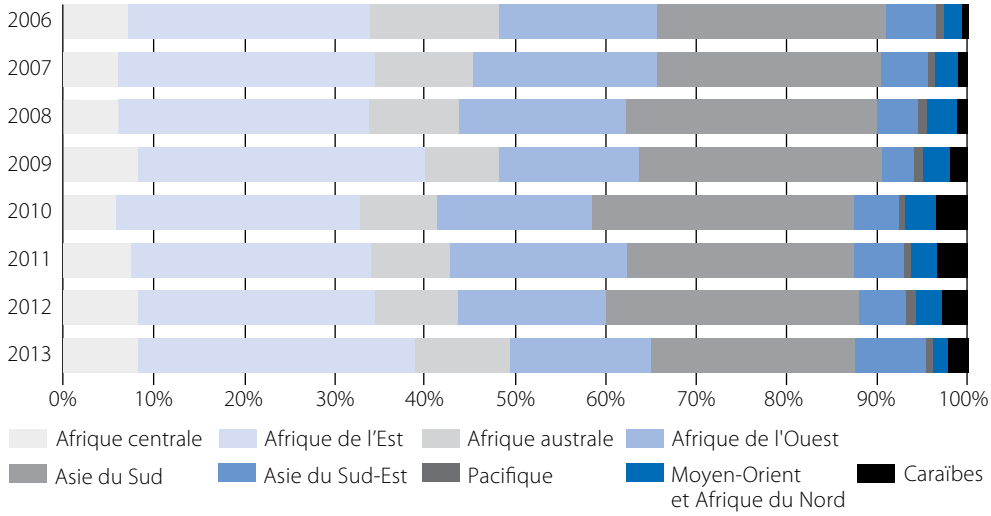
StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241270

Toutefois, ce qui peut être préoccupant du point de vue du développement est la concentration de l'Aide pour le commerce, les dix premiers pays recevant 63% de cette aide et les dix derniers seulement 2%. Cela n'est pas nécessairement un problème important, mais comme les dix derniers pays de la liste sont des petits États insulaires en développement (PEID) faiblement peuplés, le montant des ressources reçues par les PMA par rapport à leurs besoins et à leur capacité d'absorption mérite d'être examiné.

Afin d'observer la variation régionale des décaissements au titre de l'Aide pour le commerce, nous présentons sur le figure 5.8 la part des divers groupes de PMA dans ces décaissements au cours des huit dernières années pour les PMA divisés en neuf sous-régions.

D'après le figure 5.8, deux sous-régions – Afrique de l'Est et Asie du Sud – ont reçu la majeure partie des décaissements au titre de l'Aide pour le commerce au cours des huit dernières années, avec une part cumulée de 54%, dont 28% pour l'Afrique de l'Est et 26% pour l'Asie du Sud. Les autres sous-régions n'ont donc reçu que 46% au total. Même dans les deux premières sous-régions, les décaissements ont beaucoup varié selon les pays. Nous présentons ci-dessous la répartition des décaissements par pays au sein de ces deux sous-régions (figure 5.9).

Figure 5.8 Parts des décaissements au titre de l'Aide pour le commerce pour neuf sous-groupes de PMA, 2006-2013



Source: Calculs des auteurs fondés sur la base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE (SNPC).

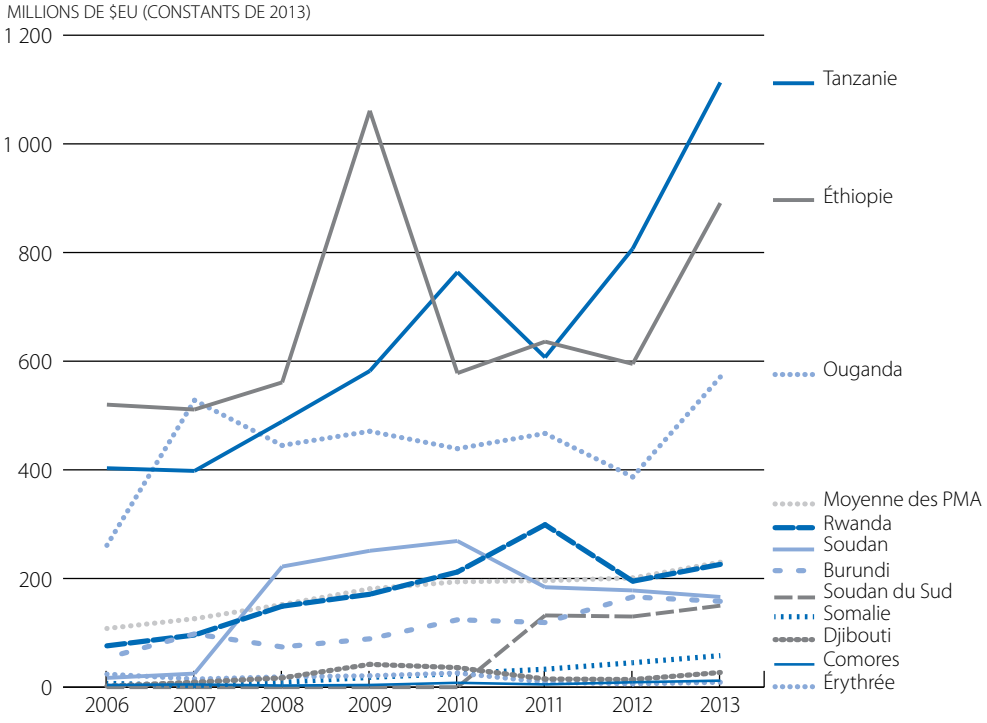
StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241288

Comme on le voit d'après les figures ci-dessous, quelques PMA reçoivent une part plus élevée que les autres et souvent aussi beaucoup plus élevée que la moyenne des PMA. Dans le cas de l'Afrique de l'Est, par exemple, l'Éthiopie, l'Ouganda et la Tanzanie reçoivent plus que le reste des pays de la région. De même, dans le cas de l'Asie du Sud, l'Afghanistan reçoit une part beaucoup plus élevée que les autres PMA, tandis que la part reçue par le Bangladesh est beaucoup plus élevée que celle des deux autres pays et que la part moyenne des PMA.

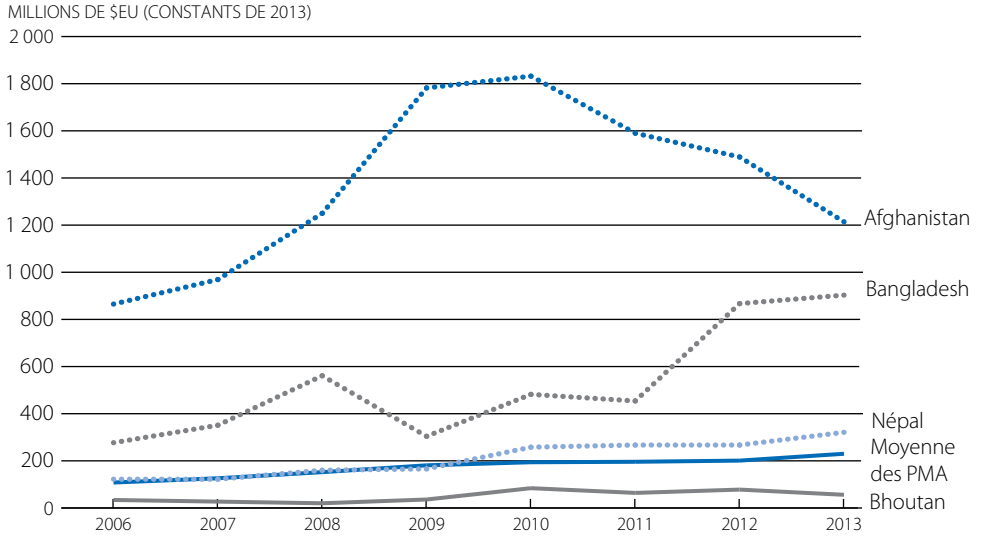
Enfin, en ce qui concerne l'Aide pour le commerce fournie au titre du CIR, qui tient compte du principe d'équité tout en apportant des ressources servant de catalyseur, le soutien vise principalement trois grandes catégories: 1) les travaux analytiques (pré-EDIC, mises à jour des EDIC et études de faisabilité); 2) le soutien institutionnel (création et renforcement de la structure institutionnelle nationale et aide à l'intégration du commerce); et 3) le renforcement des capacités de production (aide sectorielle ou transversale dans des domaines tels que l'agroalimentaire, les textiles et les vêtements, le tourisme, les normes et la facilitation des échanges). Au 3 mai 2015, le Programme du CIR avait alloué au total 193 millions de dollars EU, soit 97% des ressources disponibles au Fonds d'affectation spéciale pour le CIR. Bien que le CIR s'adresse à 48 PMA et 3 pays sortis récemment de la catégorie des PMA, le soutien institutionnel (d'un montant maximal de 1,5 million de dollars EU) a été accordé jusqu'à présent à 37 pays, et l'aide au renforcement des capacités de production (d'un montant maximal de 3 millions de dollars EU par projet) a été accordée à 27 pays pour 36 projets (voir le site Web du CIR pour plus de détails).

Figure 5.9 Aide pour le commerce en faveur de l'Afrique de l'Est et de l'Asie du Sud (décaissements)

Afrique de l'Est



Asie du Sud



Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE (SNPC).

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241291

ENSEIGNEMENTS

Sur la base des interventions sur le terrain au titre de l'Aide pour le commerce, dont le CIR fait partie intégrante, il est possible de dégager les enseignements suivants en vue de répondre de manière efficace et soutenue aux difficultés rencontrées par les PMA dans le domaine du commerce.

Travaux analytiques: Avant le début de toute intervention au titre de l'Aide pour le commerce, il faut effectuer des travaux analytiques robustes fondés sur des données pour comprendre les besoins et les priorités du pays ainsi que les possibilités et les difficultés en matière de commerce. Il est également important de comprendre les réformes engagées et leur aspect d'économie politique, ainsi que les interventions déjà en place au titre de l'Aide pour le commerce, et de recenser les lacunes. Le CIR aide les pays à élaborer leurs EDIC, qui contiennent aussi une matrice des actions prioritaires, et à les mettre à jour à des intervalles de trois à cinq ans. Ces études offrent un instrument pratique au gouvernement concerné, aux autres acteurs du pays, au CIR, aux divers donateurs bilatéraux, multilatéraux et régionaux et aux organisations partenaires du CIR pour concevoir leurs interventions et les programmer dans le temps. Elles contribuent aussi à cibler le soutien au titre de l'Aide pour le commerce sur les besoins et les priorités identifiés par le pays bénéficiaire.

Capacité institutionnelle: Les pays ayant une meilleure capacité institutionnelle tendent non seulement à fixer correctement leurs priorités, mais aussi à utiliser de manière efficace l'Aide pour le commerce. Avec une capacité institutionnelle renforcée, si le gouvernement est déterminé à faire en sorte que les avantages découlant du projet perdurent, il apportera probablement des ressources institutionnelles, humaines et financières pour pérenniser les gains. Le CIR crée deux types de structures institutionnelles dans le pays, qui sont vitales pour le renforcement de la capacité institutionnelle liée au commerce. Premièrement, un CDN est établi comme organe de tutelle chargé de superviser la mise en œuvre du programme du CIR dans le pays. Il est normalement présidé par un haut fonctionnaire du gouvernement et comprend des représentants du Ministère du commerce et d'autres ministères sectoriels, le Facilitateur des donateurs du CIR (FD), et des représentants du secteur privé, de la société civile et des milieux universitaires. Deuxièmement, un Point focal du CIR (PF), qui est habituellement un fonctionnaire expérimenté du Ministère du commerce, guide le fonctionnement de l'Unité nationale de mise en œuvre du CIR, qui se trouve souvent dans le ministère lui-même.

Appropriation par les pays: L'engagement et l'appropriation sont omniprésents, depuis le plus haut niveau des responsables politiques jusqu'aux fonctionnaires de base. Le secteur privé et la société civile sont nécessaires à la réussite de toute intervention au titre de l'Aide pour le commerce. Si les parties prenantes dans le pays sont convaincues que le processus leur appartient, qu'elles le dirigent et que toute intervention extérieure contribue seulement aux programmes qu'elles poursuivent, les chances de succès sont plus grandes. Un indicateur de l'appropriation par le pays est l'intégration du commerce dans le programme de développement national, ainsi que dans les politiques et les programmes sectoriels, ce que le CIR permet de réaliser, comme on l'a vu ci-dessus. En outre, la structure de gouvernance du CIR qui associe de multiples parties prenantes tend à rendre relativement forte l'appropriation par tous les acteurs concernés.

Horizon temporel: Alors que certaines réformes peuvent être accomplies d'un trait de plume, d'autres demandent du temps pour que leurs avantages parviennent jusqu'aux utilisateurs réels. Par exemple, un programme de réforme douanière tel que la mise en place d'un guichet unique ne procurera pas de résultats immédiats, car il se heurtera vraisemblablement à des problèmes de rodage dus au fait que les acteurs et les opérateurs n'ont pas la capacité d'en fournir ou d'en retirer les avantages, que la coordination est déficiente et que des groupes d'intérêts établis s'y opposent. Une fois ces problèmes résolus, ce qui peut prendre beaucoup de temps, les avantages pourront se concrétiser. Il est donc très important que les parties prenantes fassent preuve de persévérance.

Ressources nécessaires: Comme certaines des mesures destinées à remédier aux problèmes de transport et de logistique exigent beaucoup de ressources et que les acteurs nationaux – c'est-à-dire le gouvernement et le secteur privé – ne peuvent les financer à eux seuls, les donateurs devraient apporter des ressources suffisantes pour aider les pays à obtenir les résultats souhaités. Si un donateur ne peut soutenir entièrement une initiative, il est souhaitable qu'il le fasse au travers d'une approche collective, avec la participation de plusieurs autres donateurs, ou qu'il encourage le pays bénéficiaire dès le début à mobiliser des ressources. Une autre approche consiste à prévoir des fonds d'encouragement soutenus par les donateurs, qui incitent le secteur privé à participer davantage au transport et à la logistique, comme cela se produit en Afrique de l'Est. C'est un domaine dans lequel le CIR a obtenu des résultats contrastés et doit renforcer son activité (Capra International Inc., 2014).

Coordination des donateurs: Elle est vitale pour éviter les financements redondants ainsi que pour créer une synergie entre les aides apportées par les divers donateurs. L'un des objectifs du CIR est d'assurer une fourniture coordonnée de l'assistance technique liée au commerce, grâce à trois moyens différents. Premièrement, le CIR encourage les donateurs à fonder leur soutien sur les priorités identifiées par le pays au cours du processus de l'EDIC. Les diverses structures institutionnelles créées au titre du CIR sont bien informées de ces priorités, ainsi que de l'aide déjà apportée par les autres donateurs. Deuxièmement, le FD tient des consultations régulières avec les autres donateurs sur le terrain pour coordonner la fourniture de l'Aide pour le commerce. Troisièmement, le FD, qui est représenté au CDN, connaît l'état de l'Aide pour le commerce reçue par le pays au cours d'une période donnée.

Facteurs liés à l'économie politique: Dans tout pays, il existe des groupes d'intérêts établis qui cherchent à faire échouer les réformes afin de protéger les rentes qu'ils sont habitués à recevoir. Il faut donc prendre ces facteurs en considération lorsqu'on engage des réformes, soit en créant une structure incitative telle que les groupes d'intérêts établis ne s'opposent pas aux réformes, soit en les convainquant que les réformes apportent des avantages à long terme, même si certains problèmes se poseront vraisemblablement à court terme. C'est un domaine dans lequel le CIR doit encore progresser.

Il faut noter que certains de ces enseignements sont étroitement liés entre eux. Les travaux analytiques, par exemple, conduisent à l'intégration, l'intégration est liée à l'appropriation, l'appropriation conduit à la mobilisation, grâce notamment à la contribution des ressources nationales, et ces deux éléments contribuent à la durabilité.

CONCLUSIONS

La participation des PMA au commerce mondial, y compris au travers des chaînes de valeur mondiales et régionales, reste faible. Les coûts du commerce sont en moyenne beaucoup plus élevés dans ces pays. Ils sont dus, entre autres choses, au transport et à la logistique, à la lourdeur des procédures à la frontière, à la déficience des politiques et des cadres réglementaires et à une faible capacité de respecter les normes. Ils jouent un rôle important en empêchant les PMA d'améliorer leur productivité et leur compétitivité, de sorte que ceux-ci sont dans l'incapacité de concrétiser leur potentiel commercial en vue d'accélérer leur croissance économique et leur développement.

Ce problème est aggravé par une combinaison de facteurs structurels liés entre eux qui sont particulièrement prononcés dans les PMA, tels qu'un développement humain faible, des exportations très concentrées et une prédominance de PME qui supportent une part disproportionnée des coûts du commerce. Il y a aussi d'autres facteurs importants tels que la fragilité et les conflits, et il y a des facteurs naturels qui défavorisent encore davantage les PMA tels que l'absence de littoral ou la forte vulnérabilité aux conséquences du changement climatique ou aux catastrophes naturelles.

La priorité donnée par les PMA aux coûts du commerce a subi une évolution, parallèlement à celle de la dynamique du commerce mondial, à l'accent accru mis sur les mesures à l'intérieur des frontières et à l'importance grandissante de l'intégration régionale. En outre, le secteur privé joue un rôle plus actif dans la définition des priorités nationales dans ce domaine, et il y a un accès plus large aux analyses et aux données qui aident à mieux identifier ces priorités. Enfin, les initiatives en matière d'Aide pour le commerce sont mieux harmonisées en vue de répondre aux priorités nationales.

Les PMA ont progressé dans la mise en œuvre des réformes nécessaires pour réduire leurs coûts commerciaux, comme on peut le constater par de nombreux exemples. Il y a cependant des variations selon les régions, et il faut parvenir à des résultats plus cohérents au niveau des pays. Il reste encore beaucoup à faire. La hiérarchisation des priorités fondée sur des données doit se poursuivre afin d'appuyer le programme de réforme des PMA, notamment par le biais des travaux analytiques réalisés dans le cadre des EDIC.

Les initiatives en matière d'Aide pour le commerce peuvent jouer un rôle particulièrement important en termes d'assistance financière, d'aide au renforcement des capacités techniques et de soutien institutionnel pour aider les PMA à réduire leurs coûts commerciaux. L'aide en faveur de l'infrastructure économique ainsi que de la politique et de la réglementation commerciales s'est accrue au cours des huit dernières années, ces deux catégories affichant une croissance robuste depuis deux ans. La littérature consacrée à l'Aide pour le commerce montre que celle-ci contribue à réduire les coûts du commerce. Étant donné les besoins importants des PMA et les conséquences du niveau élevé des coûts du commerce, il faut que des ressources proportionnées continuent d'être apportées aux PMA au titre de l'Aide pour le commerce et qu'elles soient mieux ciblées sur les pays qui en ont le plus besoin. Le CIR, qui est le seul programme mondial d'Aide pour le commerce axé sur les besoins des PMA en matière de commerce, offre aux partenaires de développement une occasion unique d'apporter leur soutien et de trouver des moyens de faire avancer les travaux dans ce domaine.

Dans le contexte des PMA, les interventions au titre de l'Aide pour le commerce tendent à avoir un plus grand impact lorsqu'elles reposent sur des travaux analytiques robustes et crédibles, lorsqu'il y a une forte appropriation par le pays, lorsqu'une capacité institutionnelle durable est mise en place, lorsque le soutien est fourni pendant une période suffisamment longue, lorsque des ressources diverses sont exploitées et lorsque les donateurs coordonnent leurs réponses. Par ailleurs, ces interventions donnent de meilleurs résultats si les difficultés en matière d'économie politique sont prises en compte, intégrées et atténuées.

Bien que tous les éléments susmentionnés entrent en ligne de compte dans la poursuite du programme de réduction des coûts du commerce dans les PMA, ils peuvent être appuyés par une participation renforcée du secteur privé et par un recours accru aux instruments et mécanismes régionaux. Enfin, les PMA doivent réfléchir à la manière d'exploiter les processus de développement mondiaux tels que le Programme d'action d'Istanbul en faveur des PMA et les Objectifs de développement durable (ODD) pour soutenir leurs priorités liées au commerce en général et réduire directement leurs coûts commerciaux, afin de concrétiser leur vision globale d'un développement inclusif et durable.

.

Annexe 5A.1 Sous-groupes régionaux de PMA

Sous-région	Pays
Asie du Sud	Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Népal
Asie du Sud-Est	Cambodge, Myanmar, RDP lao, Timor-Leste
Pacifique	Îles Salomon, Kiribati, Tuvalu, Vanuatu
Caraïbes	Haïti
Moyen-Orient et Afrique du Nord	Mauritanie, Yémen
Afrique de l'Est	Burundi, Comores, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Ouganda, Rwanda, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Tanzanie
Afrique de l'Ouest	Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali
Afrique centrale	Guinée équatoriale, Madagascar, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Tchad
Afrique australe	Angola, Lesotho, Malawi, Mozambique, Sao Tomé-et-Principe, Zambie

Sources: Banque africaine de développement http://www.afdb.org/fr/; Banque asiatique de développement http://www.adb.org/; et Banque interaméricaine de développement http://www.iadb.org/fr .

RÉFÉRENCES

Arvis, J.-F., Y. Duval, B. Shepherd et C. Utoktham (2013), "Trade costs in the developing world 1995-2010", Policy Research Working Paper 6309, Banque mondiale, Washington (D.C.).

Banque asiatique de développement (2015), *Asian Development Outlook 2015: Financing Asia's Future Growth*.

Banque mondiale (2010), "Connecting Landlocked Developing Countries to Markets. Trade Corridors in the 21st Century", publié sous la direction d'Arvis, J.-F., R. Carruthers, G. Smith et C. Willoughby.

Banque mondiale (2014), "Harmonized List of Fragile Situations FY14" (consulté le 31 mars 2015), voir: http://siteresources.worldbank.org/EXTLICUS/Resources/511777-1269623894864/HarmonizedlistoffragilestatesFY14.pdf

Banque mondiale (2015a), Business Reforms Summaries, http://www.doingbusiness.org/reforms/reforms-count (consulté le 12 avril 2015).

Banque mondiale (2015b), "Increasing the competitiveness and expanding exports of Cambodian rice: results from collaboration by the Royal Government of Cambodia, the domestic private sector, and the World Bank Group", cas d'expérience soumis pour le cinquième Examen global de l'Aide pour le commerce.

Banque mondiale et UN-OHRLLS (2014), "Improving trade and transport for landlocked developing countries – a ten-year review", Washington (D.C.)/New York.

Banque mondiale et UN-OHRLLS (2014), Improving Trade and Transport in Landlocked Countries, exposé intitulé: "The costs of being landlocked – What the research says", New York/Washington (D.C.).

Banque mondiale, série de rapports *Doing Business* (2005-2014).

Ben Barka, H. (2012), "Border posts, checkpoints, and Intra-African trade: challenges and solutions", Chief Economist Complex, Banque africaine de développement, Tunis.

Bhoutan, Diagnostic Trade Integration Study (2012).

Blomberg, S.B., G.D. Hess et S. Thacker (2006), "On the Conflict–Poverty Nexus", Economics & Politics 0954-1985 18 (3), novembre.

Borchert, I., B. Gootiiz, A. Grover et A. Mattoo (2012), "Landlocked or Policy Locked? How Services Trade Protection Deepens Economic Isolation", Policy Research Working Paper 5942, Banque mondiale, Washington (D.C.).

Bruckner, M. (2012), "Climate change vulnerability and the identification of least developed countries", CDP Background Paper n° 15 ST/ESA/2012/CDP/15.

Burkina Faso, Étude diagnostique sur l'intégration commerciale (2007).

Burkina Faso, Étude diagnostique sur l'intégration commerciale, mise à jour (2014).

Burundi, Étude diagnostique sur l'intégration commerciale (2003).

Burundi, Étude diagnostique sur l'intégration commerciale, mise à jour (2012).

Busse, M., R. Hoekstra et J. Königer (2011), "The Impact of Aid for Trade Facilitation on the Costs of Trading", Université de la Ruhr à Bochum.

Calì, M. et D., Willem te Velde (2009), "Does Aid for Trade Really Improve Trade Performance?", voir: SSRN: http://ssrn.com/abstract=1430492 ou http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.1430492.

Cambodge, Trade Integration Strategy Update (2014-2018).

Cambodge, Trade Integration Study (2007).

Capra International, Inc. (2014), *Évaluation du Cadre intégré renforcé,* Ontario.

CIR (2014), Rapport d'activité annuel du CIR 2013, Genève.

CIR (2014), Trading Stories, Genève.

CIR (à paraître), Rapport d'activité annuel 2014, Genève.

CIR, site Web: http://enhancedif.org/fr.

CNUCED (2010), "Les pays les moins avancés – Rapport 2010 – Vers une nouvelle architecture internationale du développement pour les PMA", Genève.

CNUCED (2011), "Crises mondiales et dépendance des pays les moins avancés envers les produits de base – Impacts, défis et comment aller de l'avant", Genève.

Datasoft, "Dhaka Custom House Automation Project", voir: http://datasoft-bd.com/old_backup/index.php/about-us/newsroom/press-releases/182-launching-of-dhaka-custom-house-automation-project (consulté le 8 avril 2015).

Fernandes, A.M., C. Freund, M.D. Pierola et T. Cebeci (2013), "Exporter behavior, country size and stage of development", Banque mondiale, Washington (D.C.).

Forum économique mondial (2014), "The Global Enabling Trade Report 2014", voir http://www3.weforum.org/docs/WEF_GlobalEnablingTrade_Report_2014.pdf (consulté le 2 avril 2015).

Haïti, Étude diagnostique sur l'intégration du commerce (2013).

Harding, C. (2011), "Infrastructure one of Central Africa's largest challenges", How We Made It in Africa, voir: http://www.howwemadeitinafrica.com/infrastructure-one-of-central-africa%E2%80%99s-largest-challenges/9643/ (consulté le 3 avril 2015).

Helble, M., C.L. Mann et J.S. Wilson (2012), "Aid-for-trade facilitation", Review of World Economics 148 (2), 357-376.

Hühne, P., B. Meyer et P. Nunnenkamp (2013), "Who benefits from aid for trade? Comparing the effects on recipient versus donor exports", n° 1852, Kiel Institute for the World Economy, Kiel.

ITC (2013a), "LDCs and Global Value Chains: Using Aid for Trade to Seize New Opportunities", Genève.

ITC (2013b), "The participation of LDCs in value chains – current trends and future prospects", Genève.

ITC et OMC (2014), "SME competitiveness and aid for trade: connecting developing country SMEs to Global Value Chains", Technical Paper, Genève.

Kelley, J-G. et B.-A. Simmons (2015), "The Power of ranking: ease of doing business as a soft power", communication établie pour le Princeton Workshop on Ideas, Institutions, and Political Economy, voir: https://www.sss.ias.edu/files/pdfs/Rodrik/workshop%2014-15/Kelley__Simmons_EDB_22Mar15v2.pdf (consulté le 7 avril 2015).

Malawi, Diagnostic Trade Integration Study (2003).

Malawi, Diagnostic Trade Integration Study Update (2014).

Massa, I. (2013), "Aid for trade facilitation in lower income countries: The role of institutional quality", Londres, Overseas Development Institute, voir: http://www.odi.org.uk/publications/7989-aid-trade-facilitation-lower-income-countries-role-institutional-quality (consulté le 7 avril 2015).

Nicita, A., M. Shirotori et B. Tumurchudur Klok (2013), "Survival analysis of the exports of least developed countries: the role of comparative advantage", *Policy Issues in International Trade and Commodities Study Series* n° 54, CNUCED, Genève.

OMC (2015), Compilation des cas d'expérience et des réponses au questionnaire soumis pour le cinquième Examen global de l'Aide pour le commerce, Genève.

Programme d'action de Bruxelles en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010, voir: http://www.un-documents.net/ac191-11.htm (consulté le 7 avril 2015).

RDP lao, Diagnostic Trade Integration Study (2006).

RDP lao, Diagnostic Trade Integration Study Update (2012).

Sénégal, Étude diagnostique de l'intégration commerciale (2008).

Sénégal, Étude diagnostique sur l'intégration du commerce du Sénégal – Mise à jour (2013)

Sierra Leone, Diagnostic Trade Integration Study (2006).

Sierra Leone, Diagnostic Trade Integration Study Update (2013).

Snow, T., M. Faye, J. McArthur et J. Sachs (2003), "Country case studies on the challenges facing landlocked developing countries", Occasional Paper, PNUD, New York.

Soudan, Diagnostic Trade Integration Study (2008).

Soudan, Diagnostic Trade Integration Study – Update (2014).

Teravaninthorn, S. et G. Raballand (2009), "Transport Prices and Costs in Africa. A Review of the International Corridors", Directions in Development Infrastructure, Banque mondiale, Washington (D.C.).

TradeMark Southern Africa, "Chirundu One-Stop Border Post saves US$600 000 per day", voir: http://www.trademarksa.org/about_us/programme_news/chirundu-one-stop-border-post-saves-us600-000-day (consulté le 15 mars 2015).

UN-OHRLLS (2014), *The costs of being landlocked – What the research says*, voir: http://unohrlls.org/UserFiles/File/LLDC%20Documents/TheCostsOfBeingLandlocked_Willoughby.pdf (consulté le 8 avril 2015).

Vijil, M. et L. Wagner, 2012 "Does aid for trade enhance export performance? Investigating the infrastructure channel", *World Economy* 35 (7), 838-868.

Zambie, Diagnostic Trade Integration Study (2005).

Zambie, Diagnostic Trade Integration Study Update (2014).

Zambia Diagnostic Trade Integration Study Update (2014).

CHAPITRE 6

SE CONNECTER AUX CHAÎNES DE VALEUR: LE RÔLE DES COÛTS DU COMMERCE ET DE LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Contribution de l'Organisation de coopération et de développement économiques

Résumé: *Le présent chapitre met en relief l'importance des coûts du commerce pour la participation des pays en développement aux chaînes de valeur mondiales et régionales. Il examine en particulier le rôle de différents aspects de la facilitation des échanges tels que les procédures à la frontière et la qualité des infrastructures et montre comment les pays en développement peuvent réduire leurs coûts commerciaux grâce à ces deux aspects en particulier. Il explique ensuite en quoi la coopération régionale peut constituer une stratégie efficace pour promouvoir l'intégration dans les chaînes de valeur en remédiant aux goulets d'étranglement régionaux. Et il passe en revue les initiatives plurinationales et régionales en matière d'Aide pour le commerce en attirant l'attention sur certains projets qui donnent de bons résultats et sur d'autres qui n'ont pas autant progressé.*

INTRODUCTION

L'internationalisation de la production a donné naissance à des flux transfrontières complexes de marchandises, de savoir-faire, d'investissements, de services et de personnes, qu'on appelle commerce basé sur les chaînes d'approvisionnement. Ces chaînes peuvent offrir aux pays en développement de nouvelles possibilités de s'intégrer dans l'économie mondiale en permettant aux entreprises de se joindre aux réseaux de production internationaux plutôt que d'avoir à créer leurs propres réseaux à partir de rien. Mais elles exigent de mettre davantage l'accent sur la réduction des coûts du commerce liés ou non aux politiques, afin que chaque stade de la chaîne de production fonctionne de manière efficace et que le commerce se fasse avec le moins de frictions possible.

La fragmentation croissante de la production au-delà des frontières montre que les pays ont besoin d'un régime de commerce et d'investissement ouvert, prévisible et transparent, car les droits de douane, les obstacles non tarifaires et les autres mesures restrictives affectent les fournisseurs non seulement étrangers mais aussi nationaux. La réussite sur les marchés internationaux dépend désormais autant de la capacité d'importer des intrants de classe mondiale que de la capacité d'exporter. Les obstacles à l'importation de produits intermédiaires augmentent les coûts de production et réduisent la capacité des pays de rivaliser sur les marchés d'exportation: les droits de douane et les autres obstacles à l'importation tels que les procédures inefficaces à la frontière constituent une taxe sur les exportations.

Les accords commerciaux multilatéraux et régionaux peuvent aider les entreprises à entrer et à se développer dans les CVM s'ils sont compatibles avec les réseaux de production régionaux. Les gains seront plus élevés si les pays sont plus nombreux à y participer et si les intrants intermédiaires peuvent être acquis au niveau mondial. Mais les accords régionaux en matière de commerce et d'investissement peuvent aussi donner des résultats s'ils contribuent à approfondir l'intégration en couvrant autant de dimensions des CVM que possible, c'est-à-dire entre autres les droits de douane, les mesures techniques, les services et les mesures de facilitation des échanges, ainsi que la politique de la concurrence, l'investissement, la protection de la propriété intellectuelle et le règlement des différends.

Les coûts qui nuisent à la connexion harmonieuse des diverses parties de la chaîne transcendent souvent les frontières nationales. Dans les pays en développement aussi bien que dans les pays développés, la facilitation des échanges au sens étroit (indice de performance logistique de la Banque mondiale pour les douanes) ou au sens large (infrastructure, DPI, services à large bande et électricité) semble être un déterminant important de la participation aux CVM. Comme les marchandises franchissent plusieurs fois les frontières en raison de l'intensification de l'activité des CVM, la facilitation des échanges est devenue indispensable au bon fonctionnement des CVM. C'est pourquoi les initiatives prises au niveau régional pour renforcer la connectivité sont souvent plus efficaces pour remédier à ces coûts que les initiatives purement nationales. Plusieurs projets menés au titre de l'Aide pour le commerce ont donc été ciblés sur les contraintes régionales et ont réussi à améliorer la coopération économique régionale.

DIMENSIONS MONDIALE ET RÉGIONALE DES CHAÎNES DE VALEUR

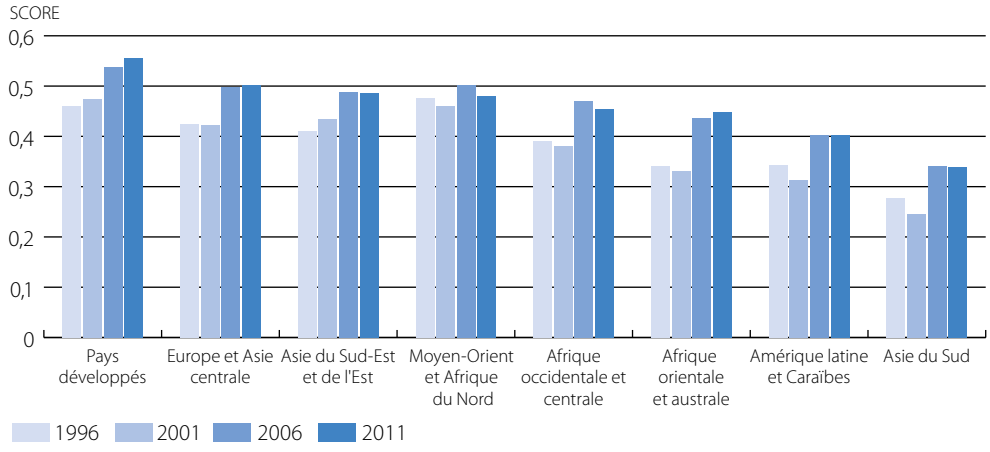
La fragmentation internationale de la production a permis aux entreprises de prendre part à un éventail de plus en plus large de tâches dispersées en divers endroits du monde. Participer aux chaînes de valeur internationales, c'est se relier à des activités telles que l'agriculture, l'extraction de ressources naturelles, la recherche-développement, divers types d'activités manufacturières, la conception, la gestion, la commercialisation, la distribution ou le service après-vente grâce au processus de création de valeur. Toutefois, la production se complexifie et, pour amener un produit de sa conception jusqu'à son utilisation finale, il ne suffit plus de coordonner des activités entre différents sites, il faut aussi déplacer les produits d'un site à l'autre de façon fluide. Les coûts du commerce sont donc un élément clé du bon fonctionnement des CVM, comme l'a montré une évaluation empirique récente de l'importance relative des différents déterminants de la participation aux CVM (OCDE, 2015).

Comment les pays s'engagent-ils dans les CVM?

Les indicateurs de la participation aux CVM font la distinction entre les situations où les entreprises utilisent des biens et services étrangers comme intrants dans leurs exportations (participation en amont) et celles où elles fournissent des biens et services intermédiaires pour les exportations d'autres pays (participation en aval). La participation en amont est mesurée par la part de la valeur ajoutée étrangère dans les exportations brutes du pays, tandis que la participation en aval est mesurée par la part, dans les exportations brutes, de la valeur ajoutée intérieure incorporée dans les produits intermédiaires exportés, qui sont eux-mêmes utilisés par les entreprises d'autres pays pour produire leurs propres exportations.

Quand les deux participations (amont et aval) sont ajoutées pour former l'indice de participation aux CVM (comme l'indique le document de l'OCDE (2015), les facteurs qui déterminent les deux types de participation aux CVM tendent à être différents, mais leur addition pour constituer l'indice de participation aux CVM donne une première indication de l'engagement global d'un pays dans les CVM), une tendance claire se dégage, à savoir que la participation aux CVM a commencé de croître au début des années 2000, notamment parmi les pays en développement (figure 6.1). Toutefois, les pays développés continuent d'afficher en moyenne des taux de participation plus élevés, à commencer par les pays européens. Parmi les régions en développement, les économies d'Asie du Sud-Est (ASE) et celles d'Europe et d'Asie centrale (EAC) affichent les taux les plus élevés, tandis que celles du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MOAN) ont aussi des taux relativement élevés. En revanche, l'Amérique latine et les Caraïbes (ALC), l'Asie du Sud (AS) et l'Afrique subsaharienne (ASS) sont à la traîne, mais leur participation a progressé respectivement de 26%, 34% et 28% entre 2001 et 2011.

Figure 6.1 Indice moyen de participation aux CVM par région, 1996-2011



Source: OCDE (2015).

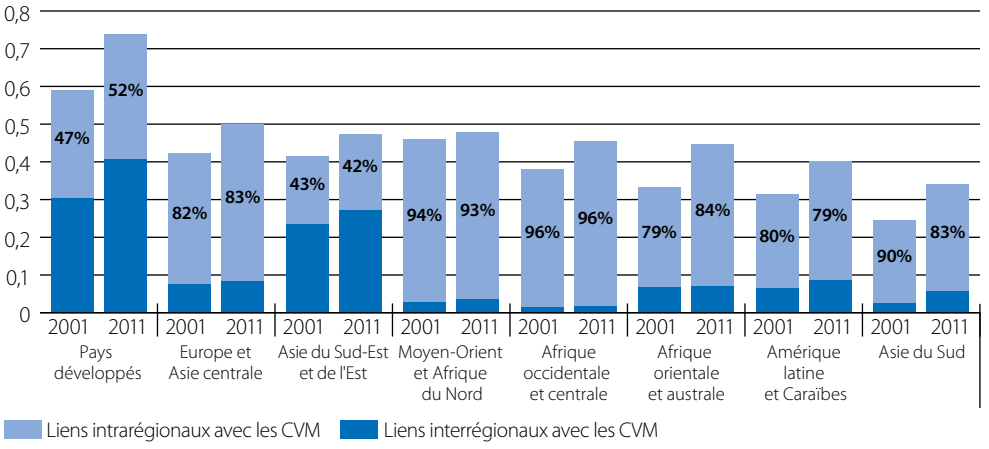
StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241307

L'indice de participation aux CVM représenté sur la figure 6.2 montre qu'il y a des différences importantes entre les régions dans la manière dont les pays s'intègrent aux CVM. Parmi les pays en développement, l'Asie du Sud-Est est la région où l'on trouve les accords d'intégration régionale les plus complets et les plus approfondis. C'est elle qui a le pourcentage moyen le plus élevé de participation intrarégionale aux CVM (58% en 2011 et 57% en 2001), plus même que les économies développées (48%), qui sont habituellement bien intégrées avec leurs voisins.

Dans le reste du monde en développement, le taux de participation intrarégionale aux CVM est plus faible que les liens extrarégionaux. En Amérique latine, par exemple, le taux d'activité intrarégionale en matière de chaînes de valeur est d'environ 20% sur l'ensemble de la période, alors que dans la région de l'Europe et de l'Asie centrale, le taux de participation intrarégionale est resté à peu près constant (18% en 2001 et 17% en 2011). En Afrique orientale et australe (AOA), il était de 16% en 2011, contre 21% en 2001. Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, l'Afrique occidentale et centrale et l'Asie du Sud sont loin derrière avec une participation intrarégionale aux CVM inférieure à 10% en 2011, malgré une légère progression par rapport à 2001.

Ces constatations amènent à se demander ce qui détermine de tels taux de participation aux niveaux mondial et régional et si les coûts du commerce ont pour effet d'entraver ou de faciliter l'activité des CVM.

Figure 6.2 Participation intrarégionale et extrarégionale moyenne aux CVM pour l'ensemble des régions en 2011



Source: OCDE (2015), calculs fondés sur la base de données EORA.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241317

Qu'est-ce qui détermine la participation et quel est le rôle des coûts du commerce?

Pour comprendre comment un pays s'intègre dans des réseaux de production, il ne suffit pas d'examiner son taux de participation. En effet, les grands pays tendent à avoir un taux de participation plus faible, ce qui est souvent attribué au fait qu'ils ont un marché intérieur plus vaste sur lequel ils peuvent trouver leurs produits intermédiaires. En outre, les économies fondées sur les ressources naturelles ainsi que les économies technologiquement très développées tendent à être des sources d'intrants intermédiaires, même s'ils sont très différents, plutôt que des acheteurs internationaux de tels intrants. Il y a une association mécanique entre les indicateurs de la participation en amont et en aval. Tous deux sont exprimés en pourcentage des exportations brutes, de sorte que, si l'un est élevé, l'autre tend à être faible. Cette corrélation négative est expliquée davantage dans l'ouvrage de l'OCDE (2015). Par conséquent, les différences de taux de participation tendent à être fortement déterminées par des caractéristiques propres au pays. Pour examiner de plus près cette question, il est utile de faire d'abord la distinction entre l'approvisionnement en valeur ajoutée étrangère pour les exportations (participation en amont) et la fourniture de valeur ajoutée intérieure pour les exportations des partenaires (participation en aval), puis d'identifier les différents facteurs et les caractéristiques nationales qui déterminent cette participation. Cela permet de démêler le rôle joué par différents facteurs dans la détermination de la participation, afin d'évaluer l'importance relative des politiques liées au commerce et d'identifier par conséquent les moyens par lesquels l'Aide pour le commerce, par exemple, peut favoriser la participation aux réseaux de production.

Pour mieux illustrer l'importance des différents déterminants de la participation aux CVM, on analyse les taux de participation (amont et aval) en rapport avec plusieurs facteurs dont il est dit dans la littérature qu'ils influencent le degré et le type d'intégration dans les CVM et pour lesquels il existe des données (OCDE, 2015). Bien que les limites soient parfois floues, ces facteurs peuvent être regroupés en deux grandes catégories: les facteurs non liés à la politique – c'est-à-dire qui ne sont pas facilement influencés par la politique, au moins à court et moyen termes – et les facteurs de politique, qui apparaissent dans des mesures telles que l'ouverture du commerce et de l'investissement.

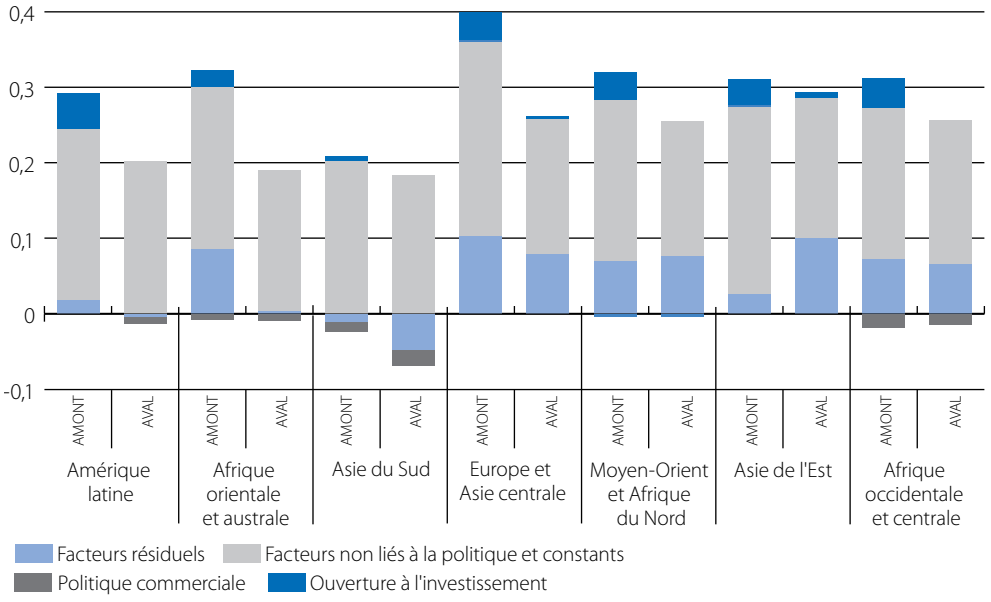
La figure 6.3 présente une décomposition des facteurs liés et non liés à la politique de la participation en amont et en aval dans les régions en développement. Ces facteurs sont obtenus au moyen d'une régression des indicateurs de participation sur un ensemble de paramètres structurels ou de caractéristiques non liées à la politique qui sont difficiles à influencer à court et moyen termes (par exemple, la taille de l'économie, le niveau de développement, la part du secteur manufacturier dans le PIB et la distance par rapport aux centres d'activité économique) et sur des variables de politique (telles que les droits de douane imposés ou à acquitter, la présence d'ALE et l'ouverture à l'investissement étranger direct). Les barres montrent de quelle manière le lien prédit en amont (à partir du modèle) se décompose selon ces éléments structurels et ces éléments de politique.

Il est clair que les principaux déterminants de la participation sont les caractéristiques structurelles du pays: la taille et la situation géographique ainsi que la part du secteur manufacturier dans le PIB expliquent l'essentiel des différences entre les taux de participation, mais les politiques en matière de commerce et d'investissement entrent aussi en ligne de compte. La suppression des obstacles tarifaires au commerce est importante, car les modes de production fragmentés entraînent de nombreux franchissements des frontières et ont donc des effets exponentiels (OCDE, 2013). Mais elle n'est pas suffisante pour favoriser l'intégration si les produits sont retenus à la frontière par des procédures douanières astreignantes ou si des règles d'origine pesantes empêchent le cumul régional.

Une question primordiale est donc de savoir s'il faudrait donner la priorité à l'intégration régionale par rapport à la réduction des obstacles au commerce avec tous les partenaires commerciaux et dans quelle mesure les ACR et les autres initiatives de coopération régionale peuvent jouer un rôle pour accroître la participation au niveau régional. En effet, la compétitivité est associée de façon plus forte à l'approvisionnement mondial en intrants intermédiaires qu'à l'approvisionnement régional, ce qui signifie que les initiatives régionales destinées à faciliter l'accès à ces intrants, même si elles sont les bienvenues, ne devraient pas se faire aux dépens de la recherche d'intrants provenant davantage de l'ensemble du monde (OCDE, 2015).

Par ailleurs, certains considèrent que les ACR peuvent renforcer l'activité des CVM (Orefice et Rocha, 2013, et Lopez-Gonzalez, 2012), alors que d'autres soutiennent que ce n'est pas le cas (voir Menon, 2013, à propos de l'Asie du Sud-Est), car les ALE sont discriminatoires par nature. Le débat est centré sur le sens du lien de causalité, c'est-à-dire sur la question de savoir si les pays qui sont déjà très engagés dans les CVM ont plus tendance à signer des ACR ou c'est l'ACR lui-même qui accroît la participation – mais l'un n'empêche pas l'autre. En ne tenant pas compte du fait que les pays qui sont plus intégrés ont aussi plus tendance à signer des accords commerciaux, on risque de fausser l'attribution de l'impact des ALE sur les flux (voir l'analyse de Lopez-Gonzalez, 2012). Toutefois, les mesures d'intégration approfondie (OMC+) négociées au niveau régional, qui incluent la facilitation des échanges ainsi que la politique de la concurrence, l'investissement, la protection de la propriété intellectuelle, les services et le règlement des différends, ne tendent pas à établir de discrimination entre les entreprises (Baldwin, 2013), de sorte qu'il demeure justifié de coopérer sur ces questions avec les voisins régionaux, quel que soit le débat sur la libéralisation préférentielle.

Figure 6.3 Contributions relatives des facteurs de politique et des facteurs non liés à la politique au taux de participation



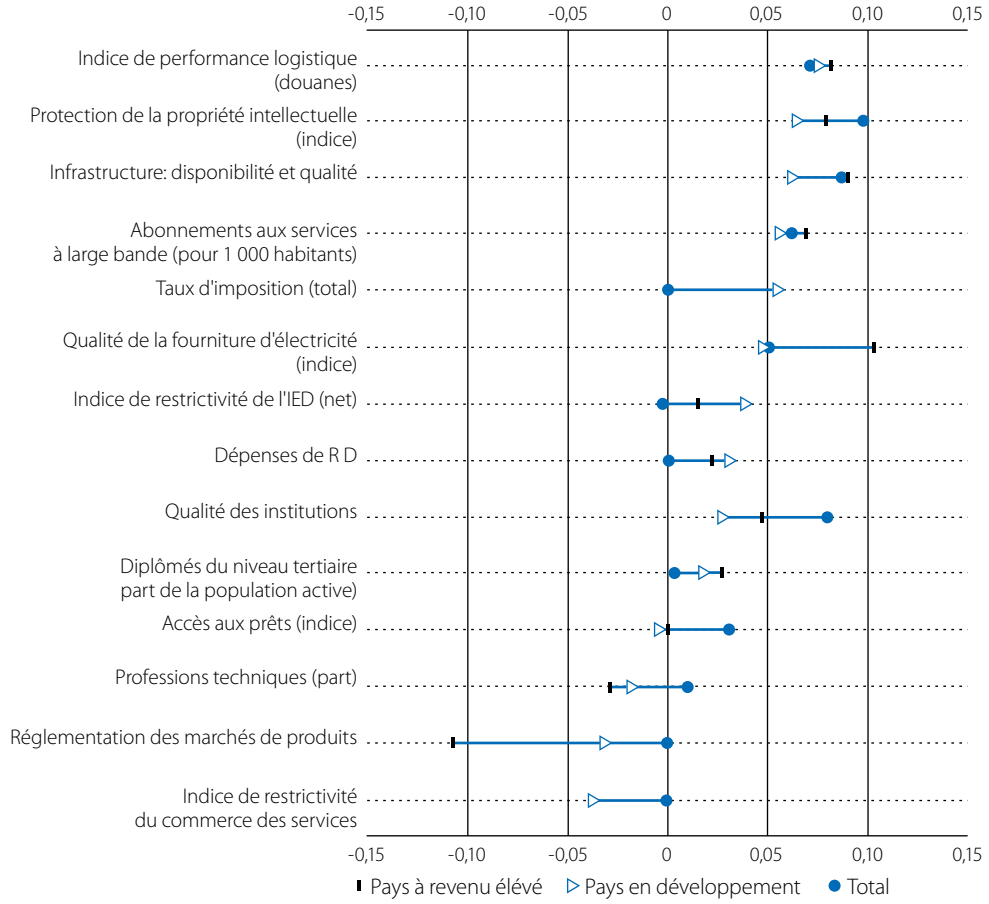
Source: OCDE (2015), estimation fondée sur la base de données EORA (voir le tableau E.1 de l'annexe E).

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241327

Une politique commerciale ouverte peut favoriser la participation, ce qui est particulièrement important pour les pays d'Asie du Sud et d'Afrique subsaharienne, où les obstacles tarifaires sont encore élevés et où l'intégration régionale est en retard, de sorte qu'on observe un impact négatif de la politique commerciale. Un régime d'investissement ouvert est également essentiel, et l'on constate qu'il joue un rôle actif en favorisant la participation aux CVM mais, pour déterminer le rôle des coûts du commerce, il est important de se pencher sur d'autres déterminants de la participation. On constate en particulier que certains déterminants des coûts du commerce sont liés à ce qu'on appelle des variables structurelles, identifiées précédemment. Par exemple, un pays géographiquement éloigné a tendance à avoir des coûts commerciaux plus élevés à l'importation et à l'exportation. De même, le niveau de développement est corrélé positivement avec l'infrastructure. Pour mieux comprendre le rôle de ces coûts dans la participation, il faut donc des régressions distinctes. Ces régressions sont classées par ordre d'importance pour la participation aux CVM dans la figure 6.4, qui montre que, dans les pays en développement aussi bien que dans les pays développés, la facilitation des échanges au sens étroit (indice de performance logistique de la Banque mondiale pour les douanes) ou au sens large (infrastructure, DPI, services à large bande et électricité) semble être un déterminant important de la participation aux CVM. Comme les marchandises franchissent plusieurs fois les frontières en raison de l'intensification de l'activité des CVM, la facilitation des échanges est devenue indispensable au bon fonctionnement des CVM.

Les analyses récentes de l'OCDE (OCDE, 2011; OCDE, 2013; OCDE, 2015a) qui examinent les différents impacts de certaines mesures de facilitation des échanges montrent en outre que le traitement des obstacles procéduraux à la frontière peut favoriser l'intégration dans les chaînes de valeur sur l'ensemble des régions, non seulement pour les pays importateurs mais aussi pour les pays exportateurs. Les résultats estimés dans le cas des importations sont importants non seulement pour l'effet direct sur les importations elles-mêmes, mais aussi pour les effets notables que cela peut avoir sur le marché intérieur et la compétitivité à l'exportation par le biais de l'accès aux produits intermédiaires importés nécessaires. Il est essentiel que les pays en développement améliorent le contexte en matière de facilitation des échanges pour accroître leurs résultats à l'exportation. Les analyses sectorielles montrent que ces indicateurs sont particulièrement importants pour les produits manufacturés.

Figure 6.4 Impact estimé des autres politiques sur l'intégration dans les CVM



Source: OCDE (2015), estimations fondées sur la base de données EVA de l'OCDE. Voir aussi le tableau E.2 de l'annexe E.

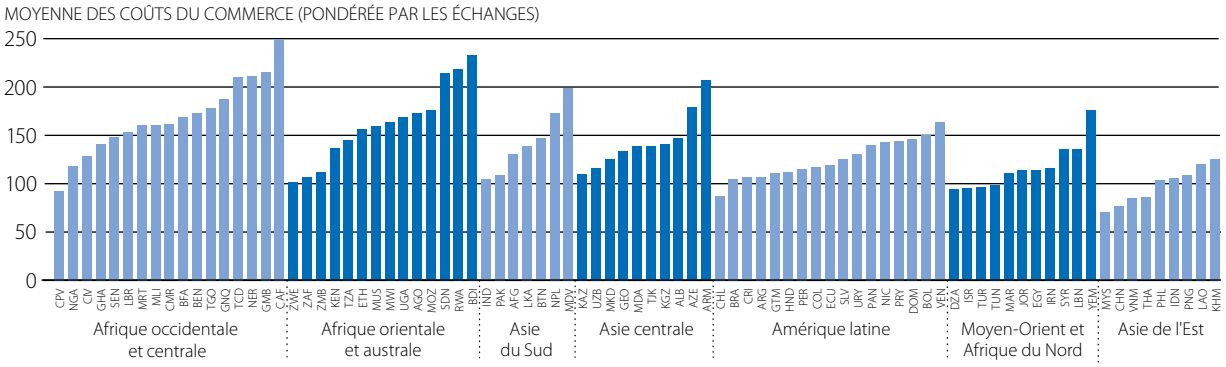
StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241339

La capacité des économies à s'intégrer efficacement dans l'économie mondiale dépend donc pour une large part de la qualité des infrastructures matérielles et immatérielles, qui va des transports, des télécommunications et des services financiers jusqu'aux processus à la frontière, en passant par les pratiques douanières et l'environnement économique et réglementaire. Une approche de ces coûts sous l'angle de la coopération régionale sera probablement avantageuse, car le commerce régional, et même le commerce avec des partenaires situés en dehors de la région, devront transiter par les pays voisins pour parvenir jusqu'aux utilisateurs (entreprises ou consommateurs).

PERSPECTIVE RÉGIONALE DES COÛTS DU COMMERCE

Selon les estimations de la base de données CESAP-Banque mondiale sur les coûts du commerce, seulement 0% à 10% des coûts du commerce sont dus aux droits de douane, et 10% à 30% correspondent à des coûts naturels (c'est-à-dire des facteurs géographiques et culturels). Les 60% à 80% restants correspondent à des mesures non tarifaires telles que les coûts indirects des procédures commerciales, la connectivité et les services maritimes, l'environnement économique (réglementaire), les fluctuations monétaires et l'existence et l'utilisation de services de TIC (CESAP, 2014). Cadot *et al.* (2015) constatent que les mesures SPS et OTC accroissent d'environ 25% les valeurs unitaires d'importation pour les produits alimentaires. La figure 6.5 montre l'équivalent *ad valorem* des coûts du commerce estimé par Arvis *et al.* (2012).

Figure 6.5 Coûts du commerce pour l'ensemble des régions



Note: Les barres représentent les équivalents *ad valorem* des coûts du commerce calculés d'après Arvis *et al.* (2013) au moyen de la mesure des coûts du commerce proposée dans Novy (2013). Comme les données sont bilatérales, nous ne montrons ici que les valeurs pondérées par les échanges par pays pour l'année 2010.

Source: OCDE (2015), calculs fondés sur la base de données CESAP-Banque mondiale sur les coûts du commerce.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241349

Les pays de l'Asie du Sud-Est ont les coûts les plus faibles parmi les régions en développement examinées, facteur qui contribue assurément à leur intégration remarquable dans les CVM. Bien que cela soit peut-être dû surtout à des facteurs non liés à la politique tels que les économies d'échelle en matière d'expédition (Haddad, 2007), cela correspond aussi à des investissements importants dans l'infrastructure matérielle. Le Viet Nam, par exemple, investit environ 8% à 10% de son PIB dans l'infrastructure matérielle (Banque mondiale, 2010). Le schéma directeur pour la connectivité de l'ASEAN, qui vise expressément à remédier aux problèmes de facilitation des échanges, a également apporté une contribution importante. Il définit un ensemble d'actions que les pays membres de l'ASEAN se sont engagés à mettre en œuvre pour améliorer la connectivité, appuyant ainsi les objectifs du projet de Communauté économique de l'ASEAN. Outre l'accent qu'il met sur la modernisation de l'infrastructure matérielle et des systèmes de transport multimodal, sa dimension infrastructure institutionnelle, avec des cadres convenus pour la facilitation du transit et du transport inter-États ainsi que le guichet unique national, entraînera probablement des gains d'efficience importants. Il ne s'agit pas seulement de connecter les partenaires régionaux entre eux, mais aussi de les connecter aux autres pôles d'activité mondiaux. Cela devrait contribuer à attirer davantage d'investissements (nationaux et étrangers) et à dynamiser ainsi l'intégration dans les chaînes de valeur.

Tableau 6.1 Coûts du commerce pondérés par les échanges, par région

	UE-27	EAC	AOA	ALC	MOAN	AN	AS	ASE	AOC
UE-27	34,3								
EAC	67,3	64,8							
AOA	112,0	146,0	103,7						
ALC	109,5	158,4	186,2	93,6					
MOAN	76,0	109,4	91,0	135,0	48,3				
AN	65,5	102,6	125,0	92,3	72,2	14,8			
AS	94,8	136,5	161,9	183,8	60,8	88,6	92,0		
ASE	88,0	119,5	155,1	127,9	69,4	71,9	103,6	68,8	
AOC	106,7	168,2	93,7	123,7	112,4	105,4	99,6	162,0	104,3

Note: Les chiffres indiquent les équivalents *ad valorem* des coûts du commerce calculés d'après Arvis *et al.* (2013) au moyen de la mesure des coûts du commerce proposée dans Novy (2013). Les données sont les coûts moyens du commerce pondérés par les échanges par région pour l'année 2010.

Source: OCDE (2015), calculs fondés sur la base de données CESAP-Banque mondiale sur les coûts du commerce.

Le tableau 6.1 montre les coûts du commerce intrarégional et interrégional. L'Asie centrale, qui a des coûts commerciaux relativement élevés avec les autres régions, a les coûts les plus faibles parmi les pays en développement pour le commerce intrarégional (64,8). En Asie du Sud-Est (ASE), l'investissement dans l'infrastructure et la facilitation des échanges ont contribué aux faibles coûts du commerce intrarégional (68,8), bien que les distances jouent aussi un rôle, puisqu'il s'agit de mesures pondérées par les échanges. La région a cependant encore un certain chemin à parcourir pour rattraper les coûts du commerce dans l'UE (34,3) ou en Amérique du Nord (14,8).

En revanche, l'Asie du Sud (AS) et l'Amérique latine et les Caraïbes (ALC), qui dépensent beaucoup moins pour leur infrastructure matérielle et où la coordination régionale en matière de facilitation des échanges fait défaut, ont des coûts du commerce intrarégional élevés (92 et 93,6 respectivement). Dans ces régions, des investissements dans l'entretien et la modernisation des infrastructures et la création d'infrastructures nouvelles pourraient stimuler de façon importante l'activité économique, notamment dans des pays tels que le Bangladesh, le Népal et le Pakistan, où la qualité est la plus basse.

En Afrique subsaharienne aussi, l'éloignement est un facteur critique qui fait obstacle à une plus grande participation aux CVM. En outre, le coût du commerce transfrontalier en Afrique est nettement plus élevé que dans les autres régions: selon les indicateurs *Doing Business* de la Banque mondiale, en Afrique subsaharienne, il faut en moyenne 38 jours pour importer et 32 jours pour exporter des marchandises (Banque mondiale, 2012). Le calcul des équivalents *ad valorem* des coûts du commerce pour chacune des régions de l'échantillon confirme la charge pesant sur les entreprises qui font du commerce à l'extérieur et à l'intérieur de leur région: les coûts du commerce intrarégional en Afrique orientale et australe et en Afrique occidentale et centrale (103,7 et 104,3 respectivement) sont environ 2, 3 et 6 fois plus élevés qu'au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, dans l'Union européenne et en Amérique du Nord respectivement (tableau 6.1).

Deux composantes importantes des coûts du commerce: l'infrastructure commerciale et la facilitation des échanges

Ces constatations sont confirmées par les résultats de l'enquête OCDE-OMC réalisée pour le cinquième Examen global de l'Aide pour le commerce (tableau 6.2). Les entités et les pays visés par l'enquête, qui incluent 10 communautés économiques régionales ou corridors de transport et 62 pays en développement, considèrent la facilitation des échanges au sens étroit (c'est-à-dire les procédures à la frontière) comme le plus important facteur de coûts commerciaux pour les exportations de marchandises (83,3% des sondés), suivie par l'infrastructure de transport (80,6%) et les autres mesures non tarifaires (79,2%). Les autres types de coûts commerciaux tels que les droits de douane ou l'accès au financement du commerce sont jugés moins importants.

Dans le cas des exportations de services, l'infrastructure de transport reste essentielle pour 68,1% des sondés, mais le principal obstacle est l'infrastructure de réseau (77,8%).

L'Asie de l'Est est souvent citée comme un exemple de réussite en matière de baisse des coûts du commerce. En ce qui concerne la qualité des infrastructures, la Malaisie et la Thaïlande montrent la voie dans la région (voir la figure 6.6). La Chine se situe juste derrière, mais bien avant de nombreux pays asiatiques. Le Cambodge, la RDP lao et le Viet Nam affichent la plus faible qualité des infrastructures, ce qui n'est pas surprenant étant donné leur niveau de développement inférieur et leur entrée tardive dans l'ASEAN. La position dominante de l'Asie de l'Est est clairement illustrée par le projet de la sous-région du Grand Mékong (GMS), qui comporte certains des mécanismes de facilitation les plus efficaces parmi tous les arrangements sous-régionaux au sein de l'ASEAN (voir l'encadré 6.1). Dans cette sous-région, le régionalisme progresse sans faire obstacle au multilatéralisme, car il repose sur l'intégration des marchés et non des institutions, conformément au développement de la zone de libre-échange de l'ASEAN, fondé sur un ambitieux programme de libéralisation dans le cadre d'un régionalisme ouvert (Menon, 2005). Par conséquent, la GMS et les autres groupements sous-régionaux sont considérés comme des éléments constitutifs de l'intégration de l'ASEAN plutôt que comme des entraves, le plan de la GMS jusqu'en 2022 étant étroitement aligné sur les feuilles de route de l'ASEAN.

Tableau 6.2 Question posée aux bénéficiaires de l'Aide pour le commerce sur les facteurs de coûts du commerce

Réponses possibles	Marchandises	Services
Procédures à la frontière (facilitation des échanges))	**83,3%**	
Droits de douane, redevances et autres droits	51,4%	
Mesures non tarifaires	**79,2%**	
Infrastructure de transport	**80,6%**	**68,1%**
Infrastructure de réseau (TIC, électricité, télécommunications)	55,6%	**77,8%**
Accès au financement du commerce	59,7%	
Autres	4,2%	5,6%
Non-reconnaissance des qualifications professionnelles		44,4%
Restrictions à la présence commerciale		22,2%
Restrictions relatives au mouvement des personnes physiques		44,4%
Carences de l'environnement réglementaire		44,4%
Droits de douane sur les intrants (par exemple sur les ordinateurs pour les services de TIC)		19,4%
Faible niveau des compétences dans le secteur des service		43,1%

Source : OCDE-OMC, exercice de suivi de l'Aide pour le commerce (2015).

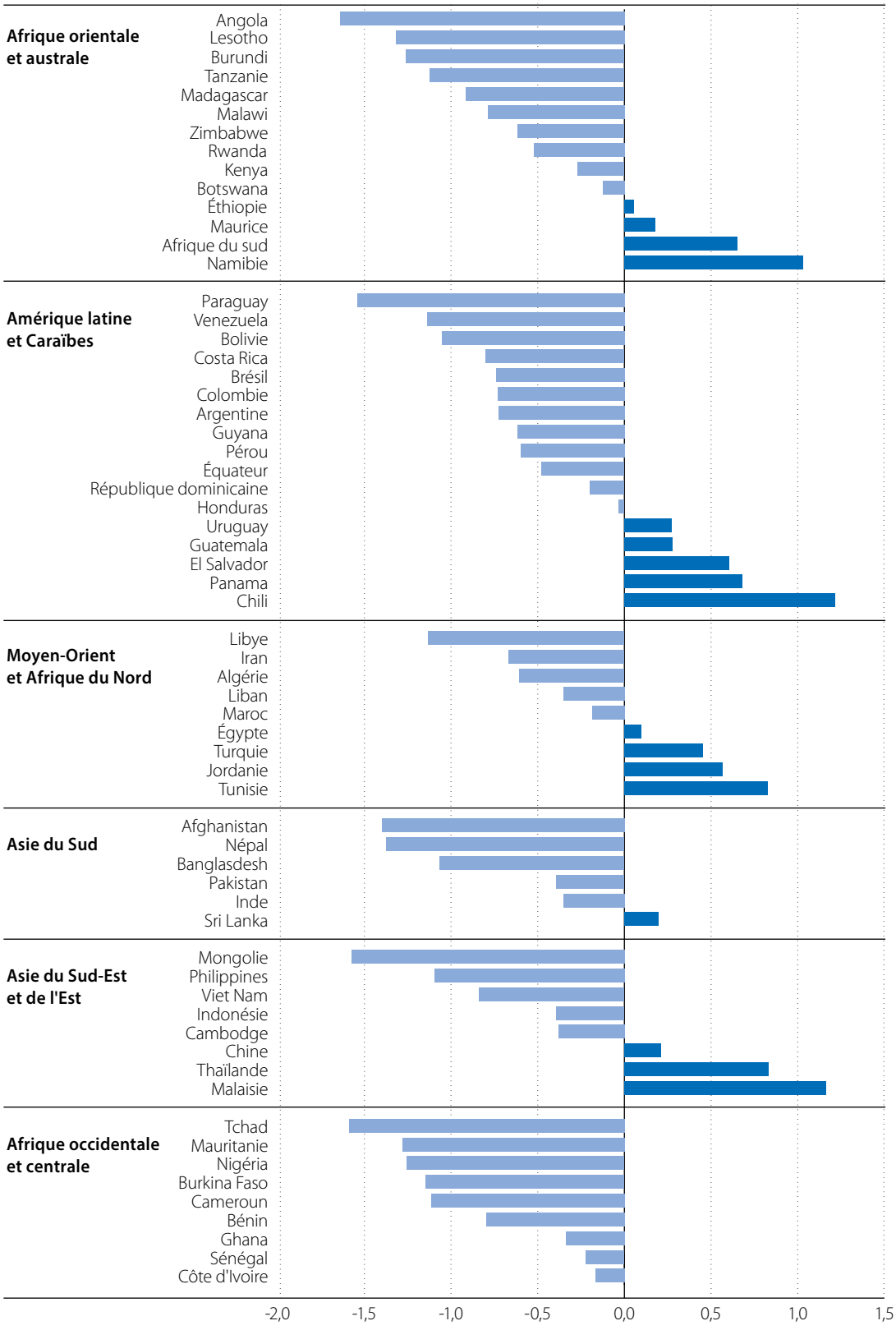
Encadré 6.1 Sous-région du Grand Mékong

Pour lutter contre les disparités croissantes de revenus et faire de la GMS une zone affranchie de la pauvreté et riche du point de vue de l'environnement, la BAsD a mis au point le modèle de corridor économique, qui a été incorporé dans le programme de la GMS. Au cœur de ce modèle figure le développement des routes transfrontalières entre les grands centres économiques. Sur ces routes se trouvent des nœuds terminaux et des marchés tremplins qui relient les zones éloignées et défavorisées aux centres économiques. Dans la GMS, les corridors économiques ont permis d'accroître la production agricole de certaines provinces du Mékong en modernisant les routes du corridor économique Est-Ouest et en réalisant le deuxième pont international sur le Mékong. Le programme encourage actuellement l'agriculture sous contrat dans la RDP lao pour les marchés thaïlandais et chinois (canne à sucre, maïs et choux). Grâce à un programme de formation des dirigeants dans la GMS appelé Plan de gestion du développement de Phnom Penh, la BAsD a renforcé les capacités des fonctionnaires de niveau intermédiaire-élevé dans des domaines liés à la compétitivité et à la croissance inclusive.

Source: OCDE (2014). .

La qualité des infrastructures est inférieure à la moyenne dans tous les pays d'Asie du Sud, sauf Sri Lanka (voir la figure 6.6), ce qui a tendance à faire obstacle à l'intégration, non seulement au niveau intérieur (c'est-à-dire pour la connexion des régions éloignées), mais aussi aux niveaux régional et international. Les performances de l'Inde et du Pakistan se situent comparativement entre celles de la Chine et de l'Indonésie, mais les autres pays d'Asie du Sud sont ceux qui affichent les plus mauvaises performances en Asie, les scores étant particulièrement bas dans les pays sans littoral comme l'Afghanistan, le Bangladesh et le Népal.

Figure 6.6 Qualité des infrastructures dans les régions



Source: Indice de compétitivité mondiale, 2010.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241355

Par rapport aux autres régions en développement, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes affichent en moyenne de meilleures performances que les pays d'Afrique et d'Asie du Sud en ce qui concerne la densité des réseaux routiers et ferroviaires. Même par rapport à l'Asie du Sud-Est, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont des réseaux ferroviaires plus denses, bien que leur couverture routière le soit moins (Banque mondiale, 2015). Il faut cependant préciser que les mesures de la densité routière et ferroviaire sont des indicateurs imparfaits de la quantité des services de transport qui interviennent dans le développement des liaisons transfrontières, car elles n'indiquent pas si les centres de production sont effectivement connectés aux marchés. En Amérique latine et dans les Caraïbes, la qualité du réseau routier, mesurée par la proportion de routes non revêtues, est relativement basse par rapport aux autres régions en développement: près de 70% des routes de cette région sont sans revêtement, contre moins de 30% dans les régions de l'Asie du Sud-Est et du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, et moins de 50% en Asie du Sud. Par conséquent, la moitié des pays ont un indice de qualité des infrastructures nettement inférieur à la moyenne.

Dans le cas de l'Afrique, l'éloignement ne peut pas être considéré uniquement en termes de distance géographique, problème exacerbé par certains éléments critiques liés à la qualité des infrastructures. La figure 6.6 en est une illustration: à l'exception de l'Afrique du Sud et de quelques partenaires plus petits, la plupart des pays de la région affichent un score inférieur à la moyenne mondiale (ligne 0) en matière de qualité des infrastructures. Les pays sans littoral sont sans doute affectés de façon disproportionnée par le manque de fiabilité des routes d'approvisionnement, car les entreprises sont confrontées à une grande incertitude quant à la fourniture d'intrants au travers d'autres pays et à leurs coûts de production. Selon des données empiriques, les entreprises du Burundi et du Zimbabwe, par exemple, sont obligées de conserver des stocks d'intrants importés couvrant une année de production pour éviter les ruptures.

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) accordent toutes deux une attention particulière à l'intégration des transports routiers dans la sous-région. La CEDEAO a adopté un programme prioritaire en matière de transport routier (PRTP), qui prévoit la facilitation du transport routier transfrontalier et la construction d'un réseau routier à travers l'Afrique de l'Ouest comprenant la route transcôtière Lagos-Nouakchott et la route transsahélienne Dakar-N'Djamena. Une autre phase porte sur l'interconnexion verticale (nord-sud) des tronçons routiers afin de relier les pays sans littoral aux pays côtiers. Bien qu'il ne soit pas encore achevé, le réseau routier ouest-africain est considéré comme l'une des réalisations les plus importantes du programme d'intégration de la CEDEAO. Le projet de réseau ferroviaire dans la CEDEAO a moins bien réussi. Bien qu'il soit soutenu par une forte volonté politique des États membres, il n'est pas aussi clair que les organismes donateurs soient résolus à le financer.

Encadré 6.2 Les transports dans la CEDEAO

Transports routiers

Les évaluations réalisées en 2006 indiquent que plus de 80% (3 777 km sur 4 560 km) de la route transcôtière Lagos-Nouakchott a été réalisée. De même, 3 894 km de la route transsahélienne Dakar-N'Djamena, représentant 87% de la longueur totale de 4 460 km, ont été achevés. En 2012, la CEDEAO et la République populaire de Chine ont signé un accord de coopération économique, qui prévoit, entre autres choses, la construction d'une grande route côtière de 2 000 km à travers l'Afrique de l'Ouest entre Dakar et Lagos.

Transports ferroviaires

La CEDEAO et la BAfD ont signé en 2002 un accord de prêt pour une étude de faisabilité concernant un schéma directeur ferroviaire sous-régional. La ligne ferroviaire de 1 178 km qui doit relier le Nigéria au Bénin, au Togo, au Ghana et à la Côte d'Ivoire et dont le coût est estimé à 58,9 milliards de dollars EU, n'a guère progressé. Les attentes sont fortes au sujet de ce projet, dont on considère qu'il pourrait transformer le système de transport de la région en instaurant de nouveaux services de transport à grande vitesse pour les marchandises et les voyageurs. Il pourrait améliorer considérablement le mouvement des marchandises et des voyageurs, créer des emplois, accroître l'efficience, réduire les coûts commerciaux internationaux et, en fin de compte, stimuler le commerce intrarégional.

Source: OCDE (2014).

Mais la réduction des coûts du commerce ne concerne pas seulement les infrastructures commerciales, elle passe aussi par la facilitation des procédures. L'exemple de l'Asie du Sud est particulièrement révélateur des perturbations que la lourdeur des procédures à la frontière peut causer au commerce. La Banque mondiale (2010) constate que, pour faire du commerce de marchandises avec l'Inde, le Népal a besoin d'environ 200 signatures, alors qu'il en faut environ 140 dans le sens inverse. Mais ces entraves ne sont pas réservées aux pays sans littoral: à un important point de passage de la frontière entre le Bangladesh et l'Inde, les camions sont souvent obligés d'attendre plus de quatre jours pour franchir la frontière (Banque mondiale, 2010).

Encadré 6.3 Poste frontière entre l'Inde et le Pakistan

La seule route terrestre pour le commerce entre l'Inde et le Pakistan passe par un important poste frontière à Attari-Wagah. Bien que le commerce transfrontalier à ce point de passage soit limité à seulement 137 produits mutuellement convenus entre les deux pays, il est évident que ce poste frontière est important pour l'amélioration du commerce bilatéral. Les principaux produits exportés par l'Inde vers le Pakistan sont les tourteaux de soja, les fruits et légumes frais, les biscuits, la viande fraîche, les balles de coton, les biens d'équipement ménager et les granules de polypropylène. Et les principaux produits importés du Pakistan par l'Inde sont la pierre à plâtre, le clinker, la poudre de plâtre, le sel, la soude, les fruits secs, les flocons de soude caustique, les dattes séchées, les herbes, le peroxyde d'hydrogène, la pierre à chaux, le calcium, le sucre et les biens d'équipement ménager. En 2012, le gouvernement indien a établi un poste de contrôle intégré à Attari, dans le Pendjab indien, frontalier avec Wagah, dans le Pendjab pakistanais.

Le gouvernement indien a mis en place un terminal de marchandises de 4 700 m^2, un entrepôt d'importation de 7 400 m^2, un entrepôt d'exportation de 3 400 m^2 et une aire de stationnement de 55 000 m^2 pour assurer l'efficience du trafic de marchandises. Il offre des installations intégrées à guichet unique telles que des centres de quarantaine, des chambres d'isolement, des centres de fumigation, un pont-bascule, un système de sonorisation, des barrières automatiques et des dortoirs. Des installations similaires sont actuellement mises en place à Wagah, du côté pakistanais de la frontière.

Selon les données communiquées par les douanes indiennes, en 2012-2013, la valeur totale des importations franchissant cette frontière était de 292 millions de dollars EU (54% des importations totales de l'Inde en provenance du Pakistan), contre 161 millions de dollars EU en 2011-2012, tandis que les exportations s'élevaient à 509 millions de dollars EU (25% des exportations totales de l'Inde vers le Pakistan), contre 229 millions de dollars EU en 2011-2012. Cet accroissement des échanges est principalement attribué à l'établissement du poste de contrôle intégré. Les commerçants ont indiqué que ce dernier leur avait permis de réduire fortement le coût de leurs transactions et d'accélérer le dédouanement des marchandises.

Le poste de contrôle intégré peut désormais traiter dix fois plus de camions, et les marchandises peuvent circuler entre les deux pays 12 heures par jour, contre 8 heures précédemment. Les embouteillages sont négligeables, car un système de numéros d'appel a été mis en place pour le dédouanement. En bref, depuis la mise en place de ce poste de contrôle, le nombre de camions et le volume des exportations et des importations ont fortement augmenté.

Source: OCDE-OMC, cas d'expérience (2015).

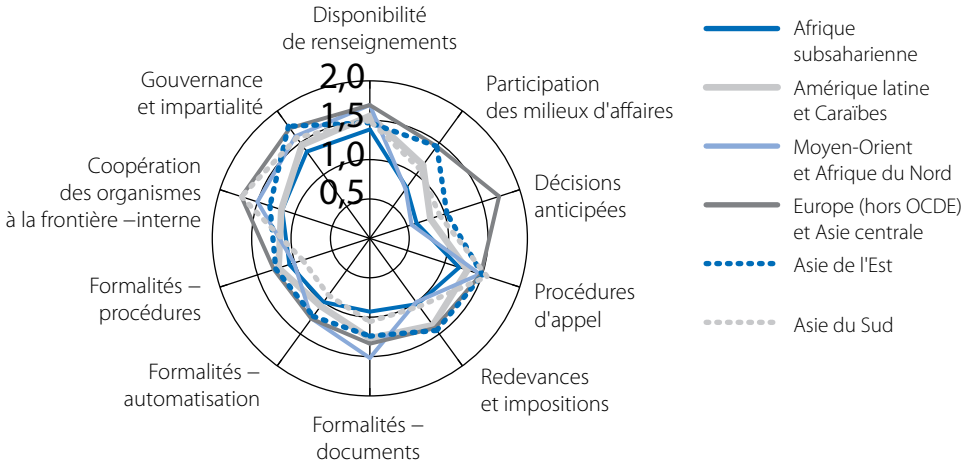
L'impact potentiel des performances à la frontière sur le volume des échanges, les coûts du commerce et les indicateurs de la participation aux CVM peut être évalué de façon plus rigoureuse au moyen des indicateurs de facilitation des échanges (IFE). Ces indicateurs ont été élaborés par l'OCDE pour aider les gouvernements à programmer et à hiérarchiser leurs mesures dans les domaines visés par l'Accord sur la facilitation des échanges. Ils couvrent 133 pays représentant différents niveaux de revenu, différentes régions géographiques et différents stades de développement, donnant ainsi des renseignements approfondis sur les performances régionales.

La figure 6.7 donne une image générale des performances en matière de facilitation des échanges pour l'Asie, l'Europe et l'Asie centrale, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, l'Amérique latine et les Caraïbes, et l'Afrique subsaharienne, et met en relief les différences au stade de la mise en œuvre des mesures de facilitation des échanges prévues dans l'Accord sur la facilitation des échanges ainsi que les domaines où les améliorations les plus importantes pourraient être apportées. Les principales disparités de performances entre les régions se trouvent dans les domaines des consultations et des possibilités de formuler des observations, des décisions anticipées et, dans une moindre mesure, de la simplification et de l'harmonisation des documents. La facilitation des échanges peut aussi stimuler le commerce intrarégional. Il s'agit là d'une autre indication importante, car les mesures de facilitation des échanges peuvent agir comme catalyseur pour la consolidation des réseaux de production régionaux.

Les consultations et les possibilités de formuler des observations, ainsi que la disponibilité de renseignements relatifs au commerce, la proportionnalité et la transparence des redevances et impositions à l'importation et à l'exportation, l'automatisation des processus à la frontière et la simplification des procédures à la frontière sont des mesures essentielles pour développer le côté offre (liens en aval) de l'activité des chaînes de valeur ou de la base d'exportation du pays concerné (OCDE, 2015a). Par contre, les décisions anticipées, la simplification des procédures et des contrôles à la frontière, la proportionnalité et la transparence des redevances et impositions à l'importation et à l'exportation et l'automatisation des processus à la frontière semblent encourager surtout les liens du côté de la demande (liens en amont) de l'activité des chaînes de valeur. Ces constatations soulignent très clairement l'importance de la prévisibilité et de la rapidité de mouvement des marchandises dans les décisions d'approvisionnement que prennent les entreprises.

L'analyse de l'IFE par l'OCDE révèle aussi une forte corrélation positive entre l'amélioration des performances en matière de facilitation des échanges et la participation aux CVM. Il semble que les mesures de facilitation des échanges aient le plus d'effets lorsque la valeur ajoutée provient d'industries de technologie moyenne-faible comme les industries extractives ou le secteur des métaux communs, ou de secteurs de technologie haute et moyenne-haute comme le matériel de transport, les produits chimiques et le matériel électrique et optique, alors que le secteur de destination appartient aux industries de technologie haute et moyenne-haute. Il semble que des informations à jour suffisantes et facilement accessibles relatives au commerce et des prescriptions simplifiées et harmonisées au niveau international en matière de documents requis soient particulièrement importantes dans le cas de l'approvisionnement en intrants étrangers pour le matériel de transport, les produits chimiques et le matériel électrique et optique.

Figure 6.7 IFE et groupes géographiques de pays



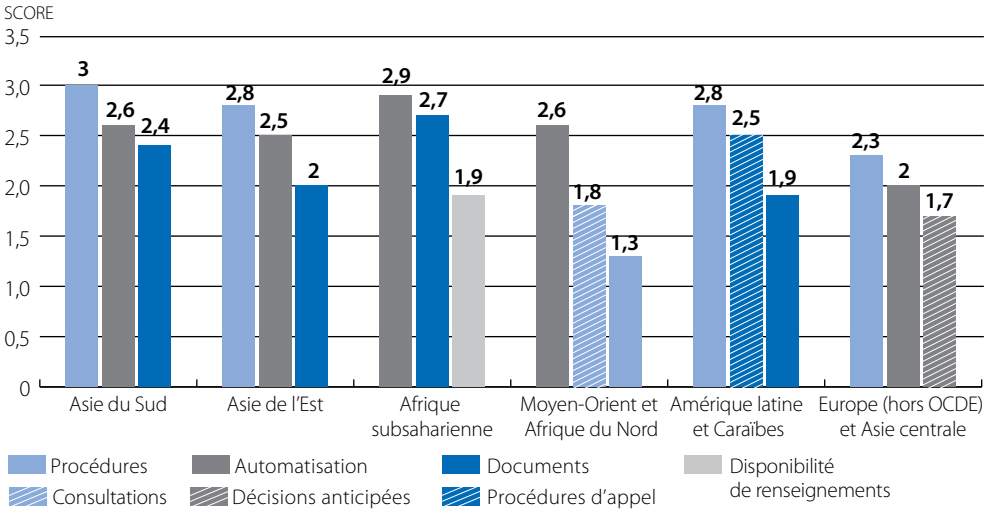
Note: Valeurs IFE entre 0 et 2: 2 correspond à la meilleure performance. Les valeurs montrent la moyenne de la performance IFE par groupe de pays.

Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241362

Les IFE de l'OCDE permettent aussi d'étudier les impacts différenciés des mesures de facilitation des échanges pour certaines régions, et donc de mettre en relief les différences de priorité (OCDE, 2013). La simplification des procédures à la frontière est le domaine qui semble compter le plus pour accroître les flux commerciaux et réduire les coûts du commerce en Europe (hors OCDE), dans toutes les régions d'Asie et en Amérique latine et dans les Caraïbes. Par contre, ce qui semble compter le plus en Afrique subsaharienne est la simplification des documents commerciaux et, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, l'automatisation des processus à la frontière. Le potentiel de réduction des coûts du commerce grâce à une réforme complète de la facilitation des échanges est de 17% pour l'Afrique subsaharienne, 16,7% pour l'Asie du Sud, 16,2% pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 12,7% pour l'Europe (hors OCDE) et l'Asie centrale, 15,9% pour l'Asie de l'Est et 10,2% pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

Figure 6.8 Réduction potentielle des coûts du commerce par groupement régional (%)



Source: Indicateurs de facilitation des échanges.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241372

INITIATIVES RÉGIONALES EN MATIÈRE DE FACILITATION DES ÉCHANGES

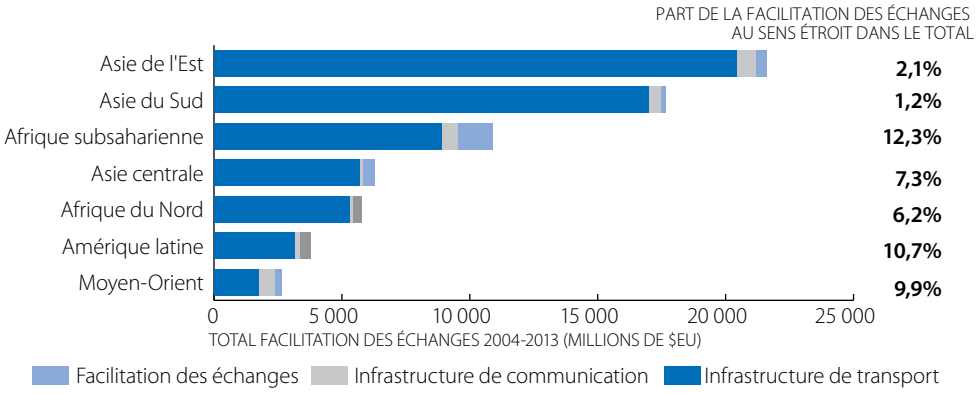
L'infrastructure liée au commerce, la facilitation des échanges et la création d'un environnement favorable au commerce ne figurent pas seulement parmi les principaux obstacles à l'intégration dans les CVM relevés dans les analyses économiques et les enquêtes, ce sont aussi des thèmes essentiels de l'Initiative Aide pour le commerce. Les actions passent souvent par des initiatives de coopération régionale destinées à créer des échanges et des investissements à l'intérieur des régions, de façon à renforcer les réseaux de production régionaux. L'argument le plus évident en faveur de ces initiatives visant à réduire les coûts du commerce se rapporte à la géographie, car bon nombre de ces coûts sont déterminés au niveau régional. Les initiatives régionales dans ce domaine peuvent porter, par exemple, sur le partage des installations aux frontières, l'harmonisation et la coopération régionales en vue d'éviter les chevauchements (dus aux différences de normes entre les pays) et les coûts de friction (par exemple lorsque le temps est utilisé d'une manière inefficace du fait de chargements et de déchargements répétés de marchandises).

Programme régional en matière d'aide à la facilitation des échanges

Comme l'ont observé Helble *et al.* (2012), la part des dépenses au titre de l'Aide pour le commerce consacrées à la facilitation des échanges au sens étroit (c'est-à-dire les procédures à la frontière) par rapport aux dépenses consacrées à l'infrastructure n'a guère varié au cours du temps. Toutefois, on observe une forte hétérogénéité entre les régions.

Pendant la période 2004-2013, la part du financement destiné à la facilitation des échanges a varié de 1,2% en Asie du Sud à 12,3% en Afrique subsaharienne (figure 6.8). En ce qui concerne l'infrastructure, l'essentiel du financement est destiné aux transports, qui représentent 95% en Asie du Sud et en Asie de l'Est. L'aide en faveur de l'infrastructure de communication est la plus élevée en Asie de l'Est et du Sud, au Moyen-Orient et en Afrique subsaharienne.

Figure 6.9 Flux d'aide en faveur de la facilitation des échanges et de l'infrastructure par région, 2004-2013



Source: OCDE, sur la base des données du SNPC de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241387

En Asie centrale, l'aide est essentiellement destinée à des projets d'infrastructure de transport. L'un des projets les plus importants est le concept de développement des corridors appelé Coopération économique régionale pour l'Asie centrale (CAREC). En 2011, à la fin de la première décennie de mise en œuvre du programme, un cadre stratégique a été formulé pour le Programme de coopération économique régionale pour l'Asie centrale 2011-2020 (CAREC 2020), et les objectifs initiaux du programme ont été traduits en un ensemble plus ciblé d'objectifs (voir l'encadré 6.4). Les stratégies et les plans d'action au niveau sectoriel ont été affinés pour être conformes au CAREC 2020, y compris les enseignements tirés de la mise en œuvre et la réponse à un environnement en évolution. Le Pakistan et le Turkménistan sont venus s'ajouter aux membres du CAREC.

Les éléments infrastructure et facilitation des échanges peuvent aussi être combinés dans des projets régionaux tels que la TTFS dans le CAREC, qui comprend également une composante facilitation des échanges gérée par le Comité de coopération douanière. Les aspects combinés du projet ont permis de réduire de 8%, soit près d'une heure, le délai moyen de dédouanement à la frontière, qui a été ramené de 10,9 heures en 2012 à 10,0 heures en 2013 (Rapport annuel 2013 du CPMM du CAREC). Le délai de franchissement de la frontière par la route, en particulier, a été remarquablement écourté, de 8,9 heures à 5,6 heures en moyenne, grâce au raccourcissement de la durée de passage à travers presque tous les corridors.

Un projet routier africain visant à combiner des éléments de facilitation des échanges et d'infrastructure de transport, le Projet de facilitation du commerce et du transport Abidjan-Lagos (ALTTFP), lancé par la CEDEAO, n'a pas rencontré le même succès. Il vise non seulement à améliorer l'infrastructure routière du corridor, mais comporte aussi des éléments tels que la coordination ainsi que le suivi et l'évaluation des résultats du corridor. Huit indicateurs ont été élaborés pour mesurer les résultats du projet. Une évaluation intérimaire indique que ce projet avance peu à peu, mais il se heurte à des problèmes de mise en œuvre, notamment une appropriation insuffisante par les pays et des difficultés pour recueillir les données qui permettraient de mieux évaluer les résultats.

Encadré 6.4 CAREC

Conformément au CAREC 2020, le Comité de coordination du secteur des transports (TSCC) et le Comité de coopération douanière (CCC) mettent en œuvre conjointement la Stratégie de facilitation des transports et des échanges du CAREC (TTFS). Cette stratégie vise trois résultats: 1) des corridors compétitifs dans l'ensemble de la région du CAREC; 2) un mouvement efficient des personnes et des marchandises dans les corridors du CAREC et à travers les frontières; et 3) des réseaux de transport et de commerce durables, sûrs et pratiques à utiliser. L'approche consolidée de la TTFS a pour but d'optimiser l'emploi des ressources consacrées à l'accroissement de la compétitivité et des échanges de la région.

En 2013, un examen à mi-parcours de la TTFS a été effectué pour améliorer la contribution des résultats intermédiaires des secteurs grâce à un réexamen de leurs liens.

Dès 2012, 80% des routes des corridors qui devaient être en bon état en 2013 selon la TTFS 2008-2017 avaient déjà atteint cet objectif. En 2013, 1 312 km de routes ont été construits ou modernisés, soit plus que l'objectif de 1 200 km pour l'année, ce qui représente aussi 17% des 7 800 km de corridors dont l'amélioration est prévue d'ici à 2020. En conséquence, la longueur totale des portions de routes achevées durant la période 2008-2013 s'élève à 4 970 km, ce qui équivaut à 85% de l'objectif de 24 000 km de routes en bon état. La longueur supplémentaire comprend la portion de route Bishkek-Torugart en République kirghize, la grande route est-ouest en Azerbaïdjan, la route régionale ouest en Mongolie et la route Aktau-Beyneu au Kazakhstan. Le projet de remise en état de la route entre Oulan-Bator et la frontière russe est presque achevé, et la route est ouverte à la circulation.

En ce qui concerne les chemins de fer, environ 3 226 km de voies ferrées, soit à peu près 85% de l'objectif de 3 800 km, ont été achevés. En 2013, la construction de la voie ferrée Atamyrat-Ymamanzar-Akina (88 km) a commencé. Dans les autres sous-secteurs des transports tels que l'aviation civile, les ports et les centres logistiques, 13 projets sont en cours de mise en œuvre.

La TTFS 2020, qui comprend un plan d'action pour 2014-2020, vise à atteindre les trois objectifs initiaux de manière plus efficiente et plus complète. L'achèvement des six corridors multimodaux stratégiques reste prioritaire. La TTFS 2020 prévoit aussi des prolongations de corridors destinées à: 1) assurer la connexion avec les ports maritimes; 2) offrir des routes alternatives le long des corridors existants; 3) accroître la couverture géographique et l'interconnectivité; 4) inclure un réseau ferré, qui est idéal pour le fret à grande distance; et 5) établir des pôles intermodaux.

Source: OCDE, 2014.

Les projets spécifiquement axés sur la facilitation des échanges se trouvent surtout en Afrique subsaharienne. Récemment, et en conformité avec le plan d'action du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), la CEDEAO et l'UEMOA ont élaboré un Programme de facilitation du transport et du transit routiers inter-États pour l'Afrique de l'Ouest (ISRTTFP-WA) (l'UE a engagé 63,8 millions d'euros pour ce projet par le biais du neuvième Fonds européen de développement (FED) afin de financer l'assistance technique). Ce projet comprend les activités suivantes: simplification et harmonisation des réglementations, procédures et documents relatifs au transport routier; établissement de postes frontière communs le long des corridors inter-États; et création d'observatoires pour repérer et analyser les pratiques anormales qui nuisent à la fluidité du trafic dans les corridors routiers. Malgré quelques réussites, la mise en œuvre des programmes de facilitation du transport par les États membres se heurte à de nombreuses difficultés. Une analyse de cette mise en œuvre par la Commission de la CEDEAO et l'USAID met en relief plusieurs facteurs de blocage, parmi lesquels le faible niveau de transposition des protocoles du Schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO (ETLS) dans les lois nationales et une publication insuffisante des règles et procédures. Les opérateurs économiques ne sont donc pas suffisamment sensibilisés aux conventions sur le transport routier inter-États, et de nombreux postes de contrôle et obstacles non tarifaires subsistent en raison de l'absence de coordination des procédures applicables au transport des marchandises et des passagers.

Encadré 6.5 Postes frontière communs dans la CEDEAO

Le programme prévoit la construction et l'équipement de postes frontière communs dotés de scanners et de ponts-bascules. Pour l'instant, seuls les postes frontière Togo/Ghana et Bénin/Niger sont achevés. Les projets en cours sont les postes frontière Nigéria/Bénin et Bénin/Togo ainsi que le pont Gambie/Sénégal. Les deux derniers sont mis en œuvre par la Banque africaine de développement. Les trois postes frontière restants qui nécessitent un financement sont ceux d'Elubo/Noé (Ghana/Côte d'Ivoire), de Kouremale (Guinée/Mali) et de Paga (Ghana/Burkina Faso).

Un texte régional générique a également été élaboré dans le cadre du programme pour guider l'établissement et l'exploitation des postes frontière communs en Afrique de l'Ouest. Le cadre comporte aussi un recueil de manuels de procédures opérationnelles qui indiquent les procédures à suivre étape par étape pour chaque organisme à la frontière et qui sont adaptés à la situation de chaque frontière.

Le concept de poste frontière commun repose sur l'échange de renseignements et l'interconnexion des administrations des douanes. Les TIC seront utilisées pour assurer des inspections et des contrôles simultanés. Les principes de gestion intégrée des frontières, de guichet unique et de gestion des risques de l'Organisation mondiale des douanes seront adoptés et incorporés dans les activités des fonctionnaires et des organismes à la frontière, afin de réduire au minimum les délais et les coûts à la frontière. Il est également prévu de former les fonctionnaires chargés des contrôles à la frontière et de sensibiliser les utilisateurs.

Source: OCDE (2014).

Les postes frontière communs de la CEDEAO ont aussi suscité de fortes attentes, mais ils continuent de rencontrer d'importantes difficultés en raison du manque de financement pour les postes frontière restants et d'une insuffisance de capacités et de connaissances dans les États membres pour aider la CEDEAO à mettre en œuvre les projets de postes frontière communs, comme l'indique un examen récent du projet.

Le deuxième plus important bénéficiaire d'aide à la facilitation des échanges est l'Amérique latine. Dans le cadre du Projet méso-américain, par exemple, un outil de transit international des marchandises (TIM) a été mis en place avec le soutien de la BID, sous la forme d'un système électronique qui gère efficacement les marchandises en transit entre le Mexique et le Panama (voir l'encadré 6.7). Au Brésil, les entreprises et les pouvoirs publics ont coopéré pour mettre en œuvre un projet de cartographie du commerce extérieur, afin de réduire les obstacles au commerce des marchandises à l'intérieur des frontières. Ce projet, considéré comme un exemple réussi de partenariat public-privé (voir le Forum économique mondial, "Enabling trade – catalysing trade facilitation agreement implementation in Brazil"), a posé les bases du guichet unique brésilien. Le Brésil a également l'intention de contribuer à la mise en œuvre de projets similaires au Paraguay et en Uruguay grâce à une assistance technique et financière.

L'Asie du Sud, en revanche, a peu bénéficié de projets d'assistance axés sur la facilitation des échanges au sens étroit, alors qu'elle est un important bénéficiaire pour l'infrastructure de facilitation des échanges. Néanmoins, les réformes en matière de facilitation des échanges mises en place au poste frontière d'Attari-Wagah ont joué un rôle important dans l'amélioration du commerce entre l'Inde et le Pakistan et ont changé les conditions de vie des habitants dans les zones frontalières (voir l'encadré 6.3).

Encadré 6.6 Cartographie du commerce extérieur du Brésil

Le projet brésilien de cartographie du commerce extérieur a été élaboré grâce à un partenariat de la Confédération nationale de l'industrie (CNI) et d'Aliança PROCOMEX (une alliance réunissant des entreprises et des associations professionnelles en vue de moderniser les procédures douanières au Brésil) avec le Ministère des finances (où se trouve l'administration des douanes) et le Ministère du développement, de l'industrie et du commerce extérieur. Il comportait l'établissement d'un diagnostic des goulets d'étranglement et l'élaboration de recommandations visant à améliorer les processus d'importation et d'exportation. Les résultats de cette cartographie ont été utilisés par le gouvernement comme base pour la mise en place du guichet unique du Brésil.

Le projet visait à établir pour le gouvernement une carte des processus d'importation et d'exportation tels qu'ils étaient appliqués par les douanes en identifiant les systèmes, les règles et les possibilités de rendre plus efficients les processus de dédouanement et de mainlevée. Il a aussi donné lieu à l'élaboration d'une liste de recommandations du secteur privé fondées sur cette carte, ainsi que d'un plan des domaines qui devraient être mieux conçus et des règles qui devraient être modifiées, élaboré conjointement par les autorités et le secteur privé.

Dans le cadre du projet, il y a eu 59 réunions entre l'administration et 118 grandes entreprises du secteur privé participant au commerce ainsi que des associations professionnelles représentant les secteurs les plus importants. La cartographie de quatre processus a déjà été réalisée, à savoir les processus d'exportation par voie terrestre, maritime et aérienne et les procédures d'admission temporaire. La cartographie des processus d'importation par voie maritime, terrestre et aérienne et des processus d'exportation des régimes spécifiques est en cours.

Source: OCDE-OMC, cas d'expérience (2015)

COOPÉRATION RÉGIONALE

Comme indiqué ci-dessus, l'Aide pour le commerce au niveau régional peut favoriser grandement les réseaux de production et approfondir la participation aux chaînes de valeur. La section ci-dessous examine les acteurs et les initiatives qui visent à réduire les obstacles à la création et à l'expansion des réseaux de production ainsi qu'à faciliter la participation aux chaînes de valeur à l'échelle régionale.

Asie

À l'issue de plusieurs vagues de libéralisation unilatérale et de coopération régionale, l'Asie de l'Est est devenue plus ouverte sur l'extérieur et plus liée aux réseaux de production mondiaux. Cette réussite est due à la coopération dans le cadre de l'ASEAN. L'orientation économique transitoire de l'ASEAN tend à accorder plus de valeur à la coopération régionale et a reçu plus de ressources nationales au titre de l'Aide pour le commerce, ce qui a facilité l'amélioration des liens en matière de commerce et d'investissement étranger direct. Le projet de Communauté économique de l'ASEAN (AEC) adopté en 2007 était destiné à mobiliser les ressources nécessaires pour atteindre les objectifs qui y étaient fixés et qui ont pu également être traduits en un programme de développement pour l'après-2015.

Pour que l'ASEAN reste intégrée de façon dynamique dans la région Asie-Pacifique, il faut une mise en œuvre effective des programmes prévus dans le projet d'AEC. Comptant parmi les principaux facilitateurs des réseaux de production dans la région, l'AEC contribuera à relier celle-ci aux marchés mondiaux et à créer ainsi des emplois dans un contexte de régionalisme ouvert. Cette intégration axée sur le marché est actuellement accélérée par la décision intergouvernementale d'adopter une charte de l'ASEAN, laquelle est passée du niveau de l'association à celui plus élevé des résultats attendus. Certains membres hésitent toutefois à engager des réformes douanières au niveau régional (le guichet unique, le document de déclaration douanière et les certificats d'origine de l'ASEAN ne progressent que lentement); l'Aide pour le commerce au niveau national semble plus efficace, et l'administration des douanes s'améliore de façon inégale entre les membres.

La Banque asiatique de développement (BAsD) soutenait déjà des activités liées au commerce avant l'Initiative Aide pour le commerce, notamment des projets d'infrastructures transfrontalières, de facilitation des échanges et de modernisation des douanes, de promotion et de diversification des exportations et de soutien aux régimes commerciaux en matière de politique et d'institutions. Mais, jusqu'à la mise en place de l'AEC en 2007, elle n'appliquait pas d'approche régionale dans ses opérations relatives au transport et à l'énergie. À présent, ces opérations sont étroitement harmonisées avec la mise en œuvre de l'AEC, y compris le renforcement des initiatives de coopération régionale dans divers domaines tels que la logistique et les corridors commerciaux et économiques. La BAsD soutient également diverses activités de l'ASEAN qui occupent une place centrale dans les stratégies des programmes sous-régionaux à l'échelle du programme (comme le projet GMS présenté ci-dessus).

Amérique latine et Caraïbes

Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont mis en place des mesures de facilitation des échanges au travers de leurs initiatives régionales et de leurs accords de libre-échange. Les trois quarts des accords commerciaux préférentiels (ACPr) de la région comportent des engagements en matière de facilitation des échanges. Il n'y a pas d'initiative unique regroupant tous les pays, comme dans le cas de l'Asie de l'Est.

L'accord-cadre de l'Alliance du Pacifique comprend un chapitre sur la facilitation des échanges et la coopération douanière, qui contient des dispositions sur la publication d'informations, les décisions anticipées et les procédures d'appel et d'examen des décisions administratives, la séparation entre la mainlevée des marchandises et le calcul final des droits de douane et autre redevances et impositions, et l'adoption de systèmes de gestion des risques. En outre, l'Alliance du Pacifique collabore étroitement avec le secteur privé afin d'incorporer les questions les plus importantes pour les entreprises latino-américaines opérant dans la région.

Encadré 6.7 Le projet TIM

Le programme pilote, mis en œuvre en El Salvador, est prêt pour un grand nombre de routes, de postes de douane et d'opérations de transit. Toutefois, selon le coordonnateur des opérations techniques du projet en El Salvador, "tous les pays ne mettent pas en place l'outil au même rythme". En décembre 2012, le projet TIM fonctionnait depuis la frontière sud du Mexique jusqu'au Panama et dans certains ports.

Ce projet, lancé en 2008 par la BID, illustre aussi la manière dont l'aide a servi à promouvoir l'harmonisation des processus à la frontière. Au point de passage de la frontière d'El Amatillo, entre le Honduras et El Salvador, il a permis de mettre en place un système électronique utilisant un document unique de transit qui simplifie et harmonise les processus exigeant beaucoup de temps. Le délai de franchissement de la frontière à El Amatillo aurait été réduit de 87%, soit de 62 à 8 minutes en moyenne, en plus de la diminution du nombre de documents requis. Le projet TIM a également amélioré la traçabilité des marchandises à travers la frontière, la perception des recettes fiscales et l'analyse des risques. Son succès a entraîné la mise en place de projets similaires à d'autres points de passage des frontières dans la région grâce à un financement supplémentaire de 950 000 dollars EU accordé au Costa Rica, au Guatemala, au Mexique, au Nicaragua et au Panama.

La prochaine phase du projet, qui porte sur le transit international multimodal de marchandises (Corridor du Pacifique), vise le Belize, la Colombie, la République dominicaine et la zone de libre-échange de Colón au Panama. La coopération relative à ce projet, soutenu par la BID, a commencé en 2012. Le projet en est à ses débuts, des experts du transit des marchandises étant actuellement contactés et embauchés. La coordination entre divers projets est importante pour qu'il y ait des effets significatifs en matière d'intégration des marchés et, en fin de compte, pour stimuler les exportations et renforcer la compétitivité. C'est notamment le cas pour le dernier projet, qui est relié au projet d'interopérabilité des guichets uniques, dont le but est de mettre en place un guichet unique pour simplifier les procédures commerciales dans les pays méso-américains. Ce dernier en est à ses débuts, avec une mise en œuvre d'environ 20%.

Source: OCDE-OMC, cas d'expérience (2015)

Les pays d'Amérique centrale ont mis l'accent sur l'harmonisation des processus douaniers et l'établissement du Code douanier uniforme centraméricain et de son règlement d'application, qui en sont actuellement à leur quatrième version. Parallèlement, des progrès notables ont été accomplis au niveau intérieur, avec par exemple la création de guichets uniques pour le commerce extérieur au Costa Rica, au Guatemala et au Panama. Ces guichets uniques, qui relient l'ensemble des organismes et des institutions gouvernementales chargés du commerce extérieur au moyen d'un unique point de contact, ont facilité les formalités d'exportation en réduisant les délais et les coûts.

Dans le cadre du Projet méso-américain concernant la facilitation des échanges et la compétitivité, des initiatives telles que le système de transit international des marchandises (TIM) ont été mises en place afin de faciliter le passage des marchandises à la frontière en simplifiant les procédures douanières, en améliorant les contrôles fiscaux et la traçabilité des opérations commerciales et en appliquant des systèmes modernes d'analyse des risques (voir l'encadré 6.7). De même, dans la région des Caraïbes, les chefs d'État de l'Association des États de la Caraïbe ont créé en 2014 un groupe de travail de la facilitation des échanges, et les bureaux de douane nationaux sont convenus de relier leurs systèmes d'information et d'élargir le système de TIM.

La Banque interaméricaine de développement (BID) soutient l'intégration depuis sa création, et elle a renforcé cette priorité institutionnelle par le biais de sa neuvième augmentation générale de capital en établissant pour 2015 un objectif financier consistant à investir 15% de ses prêts dans des projets d'intégration. Ce mandat important consistant à stimuler l'intégration mondiale et régionale de l'Amérique latine et des Caraïbes exige davantage de solutions créatives et dynamiques. Le fonds de la BID est le principal apporteur d'aide au secteur de l'infrastructure en Amérique latine. Le coût estimé de l'ensemble des investissements dans le Projet méso-américain en ce qui concerne l'énergie, la facilitation des échanges et le transport est d'environ 3 milliards de dollars EU. Les ressources au titre de l'Aide pour le commerce directement consacrées au Projet méso-américain s'élèvent à 13,3 millions de dollars EU, dont 10,8 millions gérés par la BID.

Afrique

Il y a actuellement en Afrique plusieurs projets en cours et prévus au titre de l'Aide pour le commerce aux niveaux plurinational et régional. Ces projets sont concentrés sur le développement des réseaux de transport ainsi que sur la facilitation du mouvement des personnes et des marchandises et la facilitation des transports entre les pays. Un grand nombre de communautés économiques régionales (CER) et de gouvernements africains ont pris des initiatives au cours des dernières années pour faciliter les échanges. Leurs efforts sont surtout centrés sur l'élimination des obstacles non matériels au transport dans les principaux corridors de transit, notamment ceux qui relient les pays sans littoral aux ports maritimes.

Le COMESA a mis en place un programme de facilitation du commerce et du transit, consistant, entre autres choses, à moderniser et à automatiser les douanes, ainsi qu'un système d'information anticipée sur les marchandises (ACIS), qui est un outil intégré de gestion de la logistique des transports permettant de suivre le matériel de transport et les marchandises sur les voies ferrées, dans les ports, sur les routes, etc.

La CEDEAO et l'UEMOA ont mis en place plusieurs programmes, parmi lesquels le programme de facilitation du transport et du transit routiers pour l'Afrique de l'Ouest, qui vise à améliorer l'accès du Burkina Faso et du Mali aux ports ghanéens, et le programme de facilitation du commerce et du transport Abidjan-Lagos, commun aux deux organisations. L'objectif est de réduire les obstacles au commerce et au transport dans les ports et sur les routes le long du corridor en définissant un mécanisme privilégiant les opérateurs respectueux des règles.

La Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) met en œuvre, avec les États partenaires, le Projet de facilitation des échanges et des transports en Afrique de l'Est (EATTF), placé sous l'égide de l'Autorité de coordination du transport de transit du Corridor Nord et dont l'objectif principal est de réduire les obstacles non tarifaires et l'incertitude des délais de transit dans les principaux corridors.

La Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a élaboré un modèle de loi douanière et identifié de nouveaux corridors commerciaux, dont certains en sont déjà à la première phase pilote. Outre le poste frontière à guichet unique de Chirundu, des efforts sont en cours pour établir d'autres postes entre l'Afrique du Sud et le Mozambique à Ressano Garcia/Lebombo et entre l'Afrique du Sud et le Zimbabwe à Beitbridge.

La BAfD a participé de près à des activités de facilitation des échanges. En mars 2012, elle a établi un Fonds africain pour le commerce (FdAC). Il s'agit d'un mécanisme d'assistance technique liée au commerce d'un montant de plusieurs millions de dollars, destiné à accélérer l'intégration des pays membres régionaux (PMR) et des communautés économiques régionales (CER) dans les marchés régionaux et mondiaux. Le FdAC visera notamment à améliorer la facilitation des échanges dans les PMR et les CER et mobilisera une assistance technique pour soutenir la mise en œuvre des plans d'action des PMR et des CER en matière de commerce. C'est actuellement l'un des plus importants mécanismes de financement de l'assistance technique liée au commerce sur le continent.

CONCLUSIONS

Comme en témoigne la participation croissante de nombreux pays en développement aux CVM, la fragmentation de la production et la création de CVM offrent de nouvelles possibilités à leurs entreprises et à leurs travailleurs. L'ampleur et la nature de l'intégration dans les CVM, ainsi que les avantages qui en découlent, dépendent de plusieurs facteurs tels que les dotations, la taille et la situation géographique de l'économie, mais aussi d'un certain nombre de facteurs liés à la politique commerciale. En particulier, de faibles droits d'importation, qu'il s'agisse des droits appliqués par le pays ou de ceux à acquitter sur les marchés d'exportation, la participation à des ACR et l'ouverture à l'IED peuvent faciliter l'engagement dans les CVM.

Plusieurs autres domaines du développement économique et institutionnel importants pour les CVM entrent dans le cadre de l'Initiative Aide pour le commerce. On estime notamment que la facilitation des échanges et la qualité des infrastructures ainsi que d'autres éléments liés à la facilitation des échanges (droits de propriété, par exemple) ont de puissants effets sur l'intégration dans les CVM, qui peuvent parfois l'emporter largement sur ceux associés à des formes conventionnelles de politique commerciale. Le rôle jugé important de la facilitation des échanges est conforme en particulier aux réponses apportées lors des enquêtes OCDE-OMC de 2015 et montre que les partenaires et les CER sont de plus en plus conscients de la nécessité de traiter les questions de facilitation des échanges pour réduire les coûts du commerce et accroître la participation aux CVM.

Des améliorations peuvent être apportées dans ce domaine. L'Afrique, l'Asie du Sud et l'Amérique latine sont très en retard en ce qui concerne les coûts du commerce en raison de la mauvaise qualité de leurs infrastructures ainsi que de la lenteur des réformes visant à améliorer des aspects de la facilitation des échanges tels que les procédures à la frontière.

La coopération régionale peut constituer une stratégie efficace pour promouvoir l'intégration dans les chaînes de valeur et renforcer l'intégration régionale, notamment en remédiant aux obstacles qui ont un caractère plus régional que national. Les réponses aux enquêtes OCDE-OMC de 2015 confirment que des mesures ont été prises dans les principaux domaines. L'analyse des initiatives plurinationales et régionales en matière d'Aide pour le commerce montre que certains projets donnent de bons résultats, alors que d'autres n'ont pas entraîné autant de progrès.

L'une des grandes difficultés pour l'avenir est la nécessité de mieux coordonner au niveau régional les projets d'infrastructure avec les projets restreints de facilitation des échanges, comme cela se fait dans le cadre de la GMS ou du CAREC. En Afrique subsaharienne, par exemple, des projets restreints de facilitation des échanges bénéficient actuellement de financements importants, mais il manque des infrastructures de transport et de communication pour les rendre réellement efficaces et réduire les coûts du commerce. Inversement, l'Asie de l'Est a obtenu d'excellents résultats avec des programmes de facilitation des échanges soutenus en parallèle par d'importants projets d'infrastructure matérielle destinés non seulement à accroître la quantité, mais aussi à améliorer la qualité des transports et des communications.

BIBLIOGRAPHIE

Ahmed, S., S. Kelegama et E. Ghani (éds.) (2010), *Promoting Economic Cooperation in South Asia*, Banque mondiale, Washington (D.C.).

Arvis, J.-F. *et al.* (2013), "Trade costs in the developing world: 1995-2010", World Bank Policy Research Working Paper, n° 6309.

Banque mondiale (2015), "The structure of trade linkages and economic growth in the rise of the south", Latin America Chief Economist Office, Banque mondiale.

Cadot O., A. Asprilla, J. Gourdon, C. Knebel et R. Peters (2015), "Deep regional integration and non-tariff measures: A methodology for data analysis", UNCTAD Policy Issues in International Trade and Commodities, Study Series n° 69

Fugazza M. (2015), "Maritime Connectivity and Trade", UNCTAD Policy Issues in International Trade and Commodities, Study Series n° 70.

Gereffi, G. *et al.* (2001), "Globalisation, value chains and development", IDS Bulletin, vol. 32, n° 3, pages 1 à 8.

Haddad, M. (2007), "Trade integration in East Asia: the role of China and production networks", World Bank Policy Research Working Paper, n° 4160.

Helble M., C. Mann et J. Wilson (2012), "Aid-for-trade facilitation", Review of World Economics (Weltwirtschaftliches Archiv), Springer, vol. 148, n° 2, pages 357 à 376.

Hoekman, B. et B. Shepherd (2013), "Who profits from trade facilitation initiatives?", CEPR Discussion Paper, n° 9490.

Hummels, D., J. Ishii et K.-M. Yi (2001), "The nature and growth of vertical specialization in world trade", Journal of International Economics, vol. 54, n° 1, pages 75 à 96.

Koopman, R. *et al.* (2011), "Give credit where credit is due: tracing value added in global production chains", NBER Working Paper, n° 16426.

Koopman, R., Z. Wang et S-J. Wei (2012), "Tracing value-added and double counting in gross exports", NBER Working Papers n° 18579, National Bureau of Economic Research, Inc.

Kowalski P. et J. Lopez-Gonzalez (2015), "Trade, global value chains and inequality", OECD Trade Policy Paper (à paraître), publication de l'OCDE.

Kowalski, P. *et al.* (2015), "Developing countries participation in global value chains and its implications for trade and trade related policies", OECD Trade Policy Paper (à paraître), publication de l'OCDE.

Mayer, F. et W. Milberg (2013), "Aid for trade in a world of global value chains: chain power, the distribution of rents, and implications for the form of aid", Duke University Working Paper.

Moisé, E. et S. Sorescu (2013), "Indicateurs sur la facilitation des échanges: Effets possibles de la facilitation sur les échanges des pays en développement", OECD Trade Policy Paper n° 144, publication de l'OCDE.

Moisé, E. et S. Sorescu (2015), "Contribution of trade facilitation measures to the operation of supply chains", OECD Trade Policy Paper (à paraître), publication de l'OCDE.

Moisé, E., T. Orliac et P. Minor (2011), "Trade facilitation indicators: the impact on trade costs", OECD Trade Policy Paper n° 118, publication de l'OCDE.

Novy, D. (2013), "Gravity redux: measuring international trade costs with panel data", Economic Inquiry, vol. 51, n° 1, pages 101 à 121.

OCDE (2014), "The regional perspectives on aid for trade", OECD Series: The Development Dimension, publication de l'OCDE.

Wilson, J. S., C. L Mann et T. Otsuki (2003), "Trade facilitation and economic development: measuring the impact", World Bank Working Paper, n° 2988.

Annexe 6.A1 Facteurs de participation par groupe de revenu d'après la base de données EORA

AMONT

	Total		Revenu élevé		Revenu intermédiaire		Faible revenu	
	I	II	I	II	I	II	I	II
Droits de douane imposés (moyenne pondérée)	-0,095[3]	-0,054[1]	-0,046	-0,019	-0,132[2]	-0,135[3]	-0,071	-0,069
	(0,029)	(0,030)	(0,037)	(0,041)	(0,052)	(0,052)	(0,047)	(0,052)
Droits de douane à acquitter (moyenne pondérée)	0,084[3]	0,082[3]	-0,266[3]	-0,251[3]	-0,004	-0,005	0,067[1]	0,066[1]
	(0,029)	(0,028)	(0,081)	(0,082)	(0,065)	(0,065)	(0,036)	(0,036)
Part des importations visée par des ACPr	0,115[1]	0,065	-0,210[3]	-0,260[3]	0,089	0,088	0,206[3]	0,206[3]
	(0,061)	(0,058)	(0,063)	(0,069)	(0,185)	(0,185)	(0,063)	(0,063)
Part des exportations visée par des ACPr	-0,088	-0,086	0,018	0,092	-0,044	-0,041	-0,06	-0,061
	(0,067)	(0,066)	(0,074)	(0,089)	(0,184)	(0,183)	(0,064)	(0,063)
Ouverture à l'IED constatée	0,489[3]	0,484[3]	0,852[3]	0,842[3]	0,680[3]	0,678[3]	0,161[3]	0,162[3]
	(0,053)	(0,052)	(0,056)	(0,055)	(0,162)	(0,163)	(0,050)	(0,050)
Part du secteur manufacturier dans le PIB	0,228[3]	0,303[3]	0,652[3]	0,658[3]	0,559[3]	0,558[3]	-0,006	-0,007
	(0,070)	(0,075)	(0,051)	(0,051)	(0,164)	(0,164)	(0,063)	(0,063)
Distance par rapport au pôle manufacturier le plus proche (log)	-0,07	-0,121[1]	0,449[3]	0,391[3]	0,05	0,078	-0,292[3]	-0,290[3]
	(0,070)	(0,065)	(0,102)	(0,106)	(0,191)	(0,213)	(0,077)	(0,078)
Distance par rapport aux centres d'activité économique (log)	-0,146	-0,106	-0,524[3]	-0,465[3]	-0,271	-0,298	0,126	0,124
	(0,094)	(0,089)	(0,084)	(0,091)	(0,261)	(0,281)	(0,115)	(0,115)
PIB (log)	-0,149[3]	-0,112[3]	-0,106[3]	-0,021	-0,747[3]	-0,897[3]	-1,039[3]	-0,871
	(0,012)	(0,009)	(0,009)	(0,043)	(0,133)	(0,274)	(0,219)	(1,061)
Population (log)		-0,134[3]		-0,438[2]		0,046		-0,019
		(0,018)		(0,216)		(0,058)		(0,104)
Effets fixes par année	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Erreurs types groupées (pays et année)	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Observations	834	834	202	202	325	325	307	307
R-carré	0,336	0,368	0,859	0,862	0,338	0,338	0,315	0,315

Note: 1, 2, 3: Pays du premier, deuxième et troisième centile de la répartition mondiale du PIB par habitant chaque année.

Annexe 6.A1 Facteurs de participation par groupe de revenu d'après la base de données EORA

AVAL

	Total		Revenu élevé		Revenu intermédiaire		Faible revenu	
	I	II	I	II	I	II	I	II
Droits de douane imposés (moyenne pondérée)	-0,126[3] (0,030)	-0,116[3] (0,032)	-0,316[3] (0,060)	-0,206[3] (0,070)	0,031 (0,042)	0,036 (0,042)	-0,135[2] (0,065)	-0,107 (0,065)
Droits de douane à acquitter (moyenne pondérée)	-0,196[3] (0,033)	-0,196[3] (0,033)	-0,438[3] (0,107)	-0,380[3] (0,103)	-0,292[3] (0,056)	-0,291[3] (0,056)	-0,124[2] (0,049)	-0,129[3] (0,048)
Part des importations visée par des ACPr	0,203[3] (0,060)	0,191[3] (0,059)	0,360[1] (0,188)	0,159 (0,190)	0,532[3] (0,131)	0,533[3] (0,130)	0,019 (0,076)	0,012 (0,076)
Part des exportations visée par des ACPr	-0,094 (0,064)	-0,093 (0,064)	-0,29 (0,198)	0,009 (0,208)	-0,581[3] (0,133)	-0,586[3] (0,133)	0,134 (0,097)	0,121 (0,098)
Ouverture à l'IED constatée	0,015 (0,047)	0,014 (0,047)	-0,017 (0,056)	-0,058 (0,046)	0,021 (0,138)	0,025 (0,138)	0,043 (0,186)	0,05 (0,185)
Part du secteur manufacturier dans le PIB	-0,173[3] (0,049)	-0,156[3] (0,054)	-0,189[1] (0,097)	-0,164[1] (0,085)	-0,059 (0,095)	-0,058 (0,095)	-0,259[3] (0,097)	-0,264[3] (0,097)
Distance par rapport au pôle manufacturier le plus proche (log)	-0,170[3] (0,061)	-0,182[3] (0,061)	-0,106 (0,126)	-0,340[3] (0,124)	0,041 (0,141)	-0,011 (0,155)	-0,347[3] (0,091)	-0,329[3] (0,092)
Distance par rapport aux centres d'activité économique (log)	0,195[3] (0,069)	0,205[3] (0,068)	0,057 (0,118)	0,293[2] (0,116)	0,035 (0,173)	0,085 (0,185)	0,627[3] (0,124)	0,607[3] (0,127)
PIB (log)	-0,056[3] (0,012)	-0,047[3] (0,012)	-0,069[3] (0,016)	0,272[3] (0,054)	-0,119 (0,082)	0,156 (0,195)	0 (0,224)	1,807[1] (0,971)
Population (log)		-0,032[2] (0,014)		-1,762[3] (0,288)		-0,085[1] (0,048)		-0,204[2] (0,097)
Effets fixes par année	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Erreurs types groupées (pays et année)	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Observations	834	834	202	202	325	325	307	307
R-carré	0,147	0,149	0,315	0,389	0,24	0,244	0,147	0,153

Note: 1, 2, 3: Pays du premier, deuxième et troisième centile de la répartition mondiale du PIB par habitant chaque année.
Source: Base de données EORA.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241396

Annexe 6A.2 Facteurs liés à la politique des flux de valeur ajoutée dans le cadre d'un modèle de gravité

		Flux de valeur ajoutée		
		Total	**Pays à revenu élevé**	**Pays en développement**
Coûts unitaires du travail (OCDE)	Coefficient	-0,007	-0,002	
	Erreur type	(0,007)	(0,012)	
	Coefficient partenaire	-0,033[3]	-0,039[3]	
	Erreur type partenaire	(0,007)	(0,012)	
	Observations	54 360	44 352	2 070
	R carré	0,156	0,161	0,417
Réglementation des marchés de produits (OCDE)	Coefficient	-0,031[3]	-0,107[3]	-0,038
	Erreur type	(0,009)	(0,016)	(0,054)
	Coefficient partenaire	-0,005	0,023[2]	-0,049
	Erreur type partenaire	(0,009)	(0,012)	(0,033)
	Observations	36 072	21 456	6 660
	R carré	0,119	0,163	0,107
Indice de performance logistique (douanes) (Banque mondiale)	Coefficient	0,076[3]	0,081[3]	0,070[3]
	Erreur type	(0,004)	(0,005)	(0,012)
	Coefficient partenaire	0,030[3]	0,017[3]	0,038[3]
	Erreur type partenaire	(0,004)	(0,004)	(0,008)
	Observations	109 314	68 472	40 842
	R carré	0,097	0,147	0,09
Taux d'imposition (total) (Indicateurs du développement dans le monde))	Coefficient	0,055[3]	-0,007	0,01
	Erreur type	(0,004)	(0,006)	(0,009)
	Coefficient partenaire	0,010[2]	0,012[3]	0,005
	Erreur type partenaire	(0,004)	(0,005)	(0,008)
	Observations	108 522	68 022	40 500
	R carré	0,099	0,146	0,09
Accès aux prêts (indice) (Forum économique mondial)	Coefficient	-0,004	-0,001	0,031[1]
	Erreur type	(0,006)	(0,006)	(0,017)
	Coefficient partenaire	0,004	-0,005	0,016
	Erreur type partenaire	(0,006)	(0,006)	(0,011)
	Observations	73 746	46 854	26 892
	R carré	0,096	0,147	0,09
Protection de la propriété intellectuelle (indice) (Forum économique mondial)	Coefficient	0,065[3]	0,079[3]	0,098[3]
	Erreur type	(0,005)	(0,007)	(0,018)
	Coefficient partenaire	0,031[3]	0,018[3]	0,043[3]
	Erreur type partenaire	(0,005)	(0,005)	(0,011)
	Observations	73 746	46 854	26 892
	R carré	0,098	0,15	0,092
Qualité de la fourniture d'électricité (indice) (Forum économique mondial)	Coefficient	0,048[3]	0,103[3]	0,050[3]
	Erreur type	(0,005)	(0,010)	(0,014)
	Coefficient partenaire	0,045[3]	0,030[3]	0,065[3]
	Erreur type partenaire	(0,005)	(0,005)	(0,011)
	Observations	73 746	46 854	26 892
	R carré	0,098	0,15	0,092
Abonnement aux services à large bande (pour 1 000 habitants (UIT))	Coefficient	0,056[3]	0,069[3]	0,062[3]
	Erreur type	(0,004)	(0,006)	(0,019)
	Coefficient partenaire	0,027[3]	0,012[2]	0,043[3]
	Erreur type partenaire	(0,004)	(0,005)	(0,008)
	Observations	136 782	88 416	48 366
	R carré	0,104	0,139	0,095

Note: 1, 2, 3: Pays du premier, deuxième et troisième centile de la répartition mondiale du PIB par habitant chaque année.

Annexe 6A.2 Facteurs liés à la politique des flux de valeur ajoutée dans le cadre d'un modèle de gravité

		Flux de valeur ajoutée		
		Total	**Pays à revenu élevé**	**Pays en développement**
Professions techniques (part) (OIT)	Coefficient	-0,017[3]	-0,029[3]	0,011[2]
	Erreur type	(0,003)	(0,008)	(0,005)
	Coefficient partenaire	0,001	0,002	0
	Erreur type partenaire	(0,003)	(0,005)	(0,006)
	Observations	104 940	59 778	28 440
	R carré	0,104	0,131	0,09
Dépenses de R-D (Indicateurs du développement dans le monde)	Coefficient	0,031[3]	0,022[3]	0,046
	Erreur type	(0,004)	(0,004)	(0,047)
	Coefficient partenaire	0,021[3]	0,004	0,052[3]
	Erreur type partenaire	(0,004)	(0,004)	(0,009)
	Observations	103 608	72 234	31 374
	R carré	0,109	0,146	0,098
Diplômés du niveau tertiaire (part de la population active) (Indicateurs du développement dans le monde)	Coefficient	0,018[3]	0,027[3]	0,003[1]
	Erreur type	(0,002)	(0,004)	(0,002)
	Coefficient partenaire	0,029[3]	0,036[3]	0,023[3]
	Erreur type partenaire	(0,002)	(0,003)	(0,002)
	Observations	93 366	64 926	20 970
	R carré	0,112	0,127	0,122
Indice de restrictivité du commerce des services (Banque mondiale)	Coefficient	-0,037[3]	-0,001	-0,018
	Erreur type	(0,012)	(0,026)	(0,021)
	Coefficient partenaire	-0,028[3]	-0,012	-0,054[2]
	Erreur type partenaire	(0,012)	(0,012)	(0,023)
	Observations	23 886	14 256	9 630
	R carré	0,117	0,198	0,105
Infrastructure: disponibilité et qualité (Indice composite basé sur les indicateurs du développement dans le monde)	Coefficient	0,062[3]	0,090[3]	0,087[3]
	Erreur type	(0,005)	(0,006)	(0,015)
	Coefficient partenaire	0,033[3]	0,020[3]	0,045[3]
	Erreur type partenaire	(0,005)	(0,006)	(0,011)
	Observations	73 746	46 854	26 892
	R carré	0,098	0,151	0,092
Qualité des institutions (Indice composite basé sur les indicateurs du développement dans le monde)	Coefficient	0,028[3]	0,047[3]	0,080[3]
	Erreur type	(0,003)	(0,005)	(0,011)
	Coefficient partenaire	0,015[3]	0	0,032[3]
	Erreur type partenaire	(0,003)	(0,004)	(0,006)
	Observations	189 432	102 924	55 926
	R carré	0,093	0,135	0,086
Indice de restrictivité de l'IED (OCDE)	Coefficient	0,031[3]	0,101[3]	-0,046[3]
	Erreur type	(0,004)	(0,009)	(0,014)
	Coefficient partenaire	0,013[3]	0,037[3]	-0,027[2]
	Erreur type partenaire	(0,004)	(0,005)	(0,011)
	Observations	127 728	74 592	34 704
	R carré	0,105	0,145	0,094
Indice de restrictivité de l'IED *sans l'ouverture à l'IED dans la principale spécification	Coefficient	0,039[3]	0,015[3]	-0,003
	Erreur type	(0,003)	(0,005)	(0,009)
	Coefficient partenaire	0,029[3]	0,035[3]	0,008
	Erreur type partenaire	(0,003)	(0,003)	(0,009)
	Observations	135 522	98 046	37 476
	R carré	0,102	0,13	0,104

Note: 1, 2, 3: Pays du premier, deuxième et troisième centile de la répartition mondiale du PIB par habitant chaque année.
Source: Base de données EVA de l'OCDE..

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241402

CHAPITRE 7

COMMENT L'AIDE POUR LE COMMERCE CONTRIBUE À LA RÉDUCTION DES COÛTS DU COMMERCE POUR LES PME

Contribution du Centre du commerce international

Résumé: *Les petites et moyennes entreprises (PME) constituent l'épine dorsale de l'activité économique, dans les pays développés aussi bien que dans les pays en développement. Elles tendent à être moins productives que les grandes entreprises, et l'écart de productivité est particulièrement marqué dans les pays en développement. Les données montrent que les PME qui sont intégrées dans les marchés mondiaux – que ce soit directement ou indirectement – sont plus productives que celles qui ne participent pas au commerce international. L'intégration dans les marchés mondiaux et régionaux contribue donc probablement à combler l'écart de productivité entre les PME et les grandes entreprises, ce qui a des effets positifs sur le caractère inclusif de la croissance.*

Les PME pâtissent de façon disproportionnée des coûts fixes liés au commerce, qui créent un déséquilibre en faveur des grandes entreprises, celles-ci ayant plus de facilité pour les absorber. La réduction de ces coûts peut donc contribuer à rendre le commerce plus inclusif. Les résultats d'enquêtes présentés dans ce chapitre montrent que les coûts liés à l'accès à l'information, à l'accès au financement du commerce ou au poids de la réglementation sont particulièrement importants pour l'activité du secteur privé. Afin de concevoir des solutions efficaces pour réduire ces coûts, en particulier les coûts à la frontière, une collaboration entre les secteurs public et privé est nécessaire.

INTRODUCTION

Les petites et moyennes entreprises (PME) font partie intégrante du développement économique, notamment dans les PMA, et sont un élément essentiel d'un développement durable et inclusif. Dans la plupart des pays, elles représentent plus de 90% des entreprises privées et plus de 60% de l'emploi. Il est donc légitime de dire qu'elles constituent l'épine dorsale de l'activité économique dans la plupart des pays. Par conséquent, il n'est pas étonnant que la santé du secteur des PME soit un bon baromètre du bien-être économique d'un pays.

Les données montrent que les PME sont généralement moins productives que les grandes entreprises et paient des salaires moins élevés. Mais l'écart de productivité entre les PME et les grandes entreprises diffère d'un pays à l'autre et est généralement plus important dans les pays en développement. Cet écart est probablement un déterminant de la cohésion économique et sociale d'une économie, ce qui détermine la répartition des revenus et la probabilité de croissance des PME.

Les PME sont par définition des petites entreprises, mais leur taille varie selon les pays et, dans de nombreux pays en développement, la majorité d'entre elles sont des microentreprises. Certains pays, en particulier les PMA, sont caractérisés par l'absence d'un chaînon intermédiaire, c'est-à-dire l'absence d'un segment robuste d'entreprises de taille moyenne. Cela peut signifier que les grandes entreprises ne sont exposées à aucune concurrence intérieure, ce qui peut être source d'inefficiences et donner lieu à des comportements non concurrentiels.

Les PME qui sont intégrées directement ou indirectement dans les marchés régionaux ou mondiaux ont tendance à être plus productives et plus grandes que les autres. La relation entre le commerce, d'une part, et la productivité et la taille des entreprises, d'autre part, a plusieurs aspects et est multidirectionnelle, les entreprises plus productives ayant plus de facilité à faire du commerce, ce qui contribue à l'accroissement de leur productivité. Réduire les coûts du commerce peut donc contribuer à une meilleure intégration des PME dans les marchés régionaux et mondiaux et à l'accroissement de leur productivité, ce qui a des effets positifs sur la croissance inclusive.

Qu'est-ce qu'une PME?

L'expression "PME" recouvre un large éventail de définitions qui varient selon les pays et les régions. Les organisations internationales et les institutions financières ont leurs propres critères pour définir les PME, mais presque toutes les définitions tiennent compte à la fois du nombre d'employés, du chiffre d'affaires et des actifs. Pour ce qui est du nombre maximal d'employés, la Banque mondiale applique un seuil de 300 employés par entreprise, la Banque interaméricaine de développement un seuil de 100 employés et les Banques asiatique et africaine de développement un seuil de 50 employés.

Les définitions varient aussi beaucoup d'un pays à l'autre et ce ne sont pas nécessairement les pays les plus riches qui ont les seuils d'employés les plus élevés, comme on pourrait s'y attendre. C'est ce que montre, par exemple, le tableau 7.1 ci-dessous, établi d'après Gibson et van der Vaart (2008). On voit qu'au Viet Nam, les entreprises ayant jusqu'à 300 employés sont considérées comme petites ou moyennes, tandis qu'en Norvège, les entreprises de plus de 100 employés sont considérées comme de grandes entreprises.

Tableau 7.1 Nombre maximal d'employés selon les définitions nationales des PME, pour certains pays

Pays (classés selon le RNB par habitant))	Nombre maximal d'employés selon la définition des PME	Pays (classés selon le RNB par habitant))	Nombre maximal d'employés selon la définition des PME
Norvège	100	**Viet Nam**	300
Suisse	250	**Bangladesh**	100
Brésil	100	**Ghana**	100
Thaïlande	200	**Tanzanie**	20
Moldova	250	**Malawi**	50
Égypte	50		

Source: Gibson et van der Vaart (2008)..

Quelle est la productivité des PME?

Selon la littérature, les PME on tendance à être moins productives que les grandes entreprises, en partie parce qu'elles opèrent généralement dans des secteurs à plus forte intensité de main-d'œuvre et ne bénéficient pas d'économies d'échelle (Wymenga *et al.*, 2011). C'est le cas dans les pays en développement, où des techniques de fabrication avancées ne sont pas utilisées en raison d'un financement insuffisant, d'un environnement réglementaire de mauvaise qualité ou d'autres défaillances du marché. La plus faible productivité est illustrée par les statistiques présentées dans le tableau 7.2, qui indiquent la part de l'emploi et la contribution au PIB pour un certain nombre de pays. Dans la plupart des cas, la part de l'emploi est plus élevée que la part du PIB, ce qui signifie que la productivité moyenne d'un employé est plus faible dans les PME que dans les grandes entreprises. Les États-Unis constituent une exception car les employés des PME semblent être aussi productifs que ceux des grandes entreprises.

Tableau 7.2 Importance des PME pour le commerce et l'activité économique

Pays	Part des entreprises (%)	Part de l'emploi (%)	Valeur ajoutée en part du PIB (%)	Part des PME exportatrices (%)
Brésil	99,9	77	61	11 (S)
Canada	99,7	60	-	-
Chili	98,9	80	25	15
Chine	99,0	73	60	40-60 (M)
Colombie	96,4	84	-	20
États-Unis	99,8	70	61	-
Inde	95,0	80	40	32 (M)
Japon	99,0	72	52	14 (M)
Mexique	99,8	74	52	-
Nouvelle-Zélande	99,8	75	-	-
Suède	96,3	60	57	24 (M)
Taiwan	96,3	80	-	56 (M)
UE	99,9	50	50	31 (M)

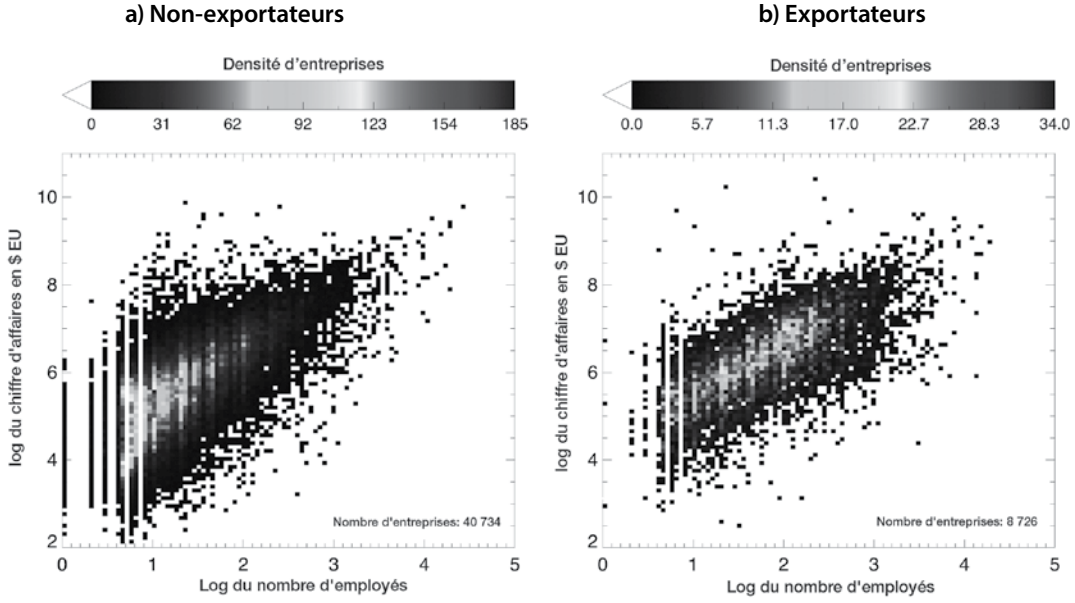
Note: Part des PME dans les entreprises, l'emploi et le PIB. Part des PME ayant des activités d'exportation. (M) et (S) indiquent que les données concernent uniquement le secteur manufacturier ou les services.

Source: OCDE (2014).

Les différences de productivité entre petites et grandes entreprises sont généralement plus marquées dans les pays en développement que dans les pays industrialisés. D'après un rapport OCDE-CEPALC (2013), la productivité des petites entreprises en Allemagne équivaut à environ 70% de celle des grandes entreprises. En Argentine, par contre, la productivité des petites entreprises représente moins de 40% de celle des grandes entreprises, et au Brésil, ce pourcentage est inférieur à 30%. Dans certains pays, l'écart de productivité entre les petites et les grandes entreprises est important. En Inde, par exemple, les entreprises de plus de 200 employés sont 10 fois plus productives que celles qui en comptent entre 5 et 49 (Abe *et al.*, 2014). La productivité des PME varie aussi fortement entre les pays d'Asie; elles est deux fois plus élevée en Indonésie qu'en Inde, celle de la Thaïlande étant plus de deux fois supérieure à celle de l'Indonésie (Abe *et al.*, 2014).

Les petites entreprises moins productives ont plus de difficulté à se connecter aux marchés mondiaux. Les "cartes thermiques" de la figure 7.1 ci-après montrent qu'il existe des petites entreprises ayant un chiffre d'affaires élevé et exportant beaucoup (notamment dans le secteur des services), mais que, bien plus souvent, les entreprises qui exportent comptent une centaine d'employés (les points rouges ont une valeur de 2 sur l'axe horizontal). Cette observation fondée sur des données provenant des enquêtes de la Banque mondiale auprès des entreprises concordent avec les résultats d'études empiriques plus sophistiquées montrant que les entreprises qui exportent sont généralement plus grandes et plus productives que celles qui n'exportent pas (par exemple Bernard *et al.*, 2007).

Figure 7.1 Chiffre d'affaires des entreprises par rapport au nombre d'employés: densités en fonction de la situation en matière d'exportation



Source: Calculs de l'ITC, sur la base des résultats des enquêtes de la Banque mondiale auprès des entreprises..

Pourquoi les coûts fixes liés au commerce ont plus d'importance pour les PME

L'existence de coûts fixes liés au commerce est probablement l'une des principales raisons pour lesquelles les entreprises plus petites et moins productives ont des difficultés à exporter. En effet, selon l'article novateur de Melitz (2003), les coûts fixes liés au commerce créent un écart entre les grandes entreprises et les petites car seules les premières parviennent à dégager des bénéfices tout en payant les coûts fixes liés à l'exportation. Les entreprises qui parviennent à exporter sont plus productives d'entrée de jeu, mais elles le deviennent encore plus grâce à leur capacité d'exporter.

L'idée que les coûts fixes affectent les PME de façon disproportionnée ressort également d'études de cas et de la littérature spécialisée. Lattimore *et al.*, (1998) citent des données montrant que, durant la période 1994-1995, les PME supportaient environ 85% du fardeau de la mise en conformité avec la réglementation, alors que leur part dans le PIB n'était que d'environ 30%. Contrairement aux grandes entreprises, la plupart des PME n'ont pas de département d'exportation ou de département international doté de spécialistes qui savent comment résoudre efficacement le problème des coûts du commerce. Elles ont généralement des ressources limitées et un seuil d'absorption des risques inférieur, surtout lorsqu'elles opèrent sur des marchés très compétitifs (OCDE, 2006). En outre, comme elles exportent généralement de plus faibles quantités, les coûts fixes du commerce représentent souvent une part plus élevée du coût unitaire de leurs marchandises et services que pour leurs rivaux qui exportent de gros volumes.

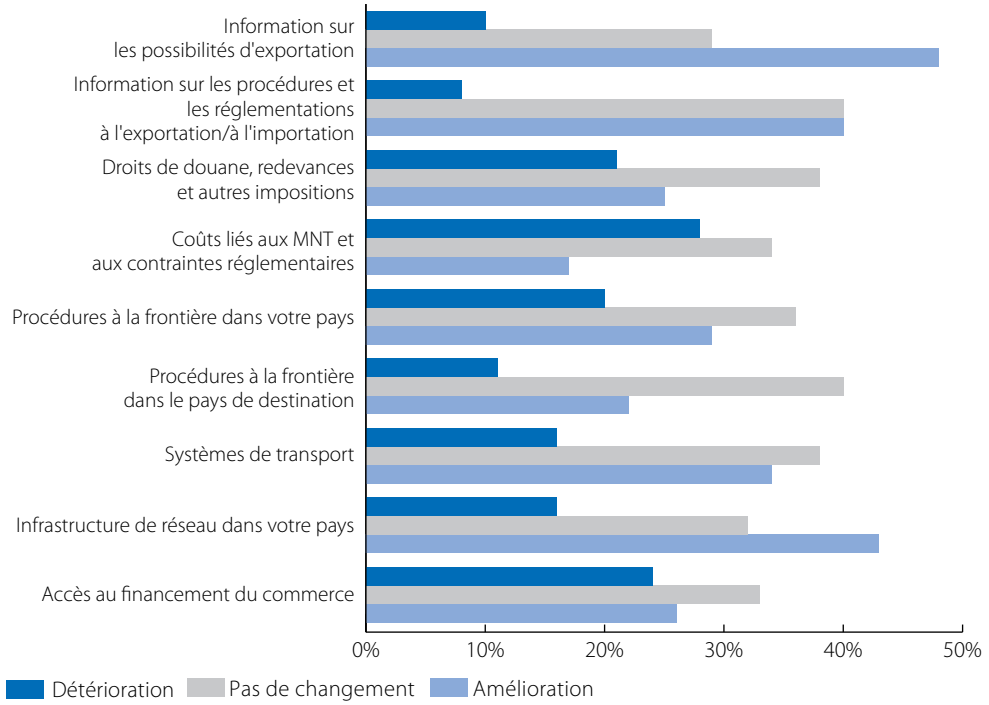
Les coûts fixes liés au commerce ont donc une grande importance pour les PME et peuvent limiter leurs possibilités d'accroître leur productivité grâce au commerce. Par conséquent, les PME sont probablement parmi les principaux bénéficiaires des efforts faits pour réduire ces coûts dans le cadre de l'Aide pour le commerce.

POINT DE VUE DU SECTEUR PRIVÉ SUR LES COÛTS DU COMMERCE

Dans le cadre de l'exercice de suivi et d'évaluation mené pour le cinquième Examen global de l'Aide pour le commerce, il a été demandé aux entreprises privées de faire part de leur expérience concernant les coûts du commerce et d'indiquer leurs priorités pour la réduction future de ces coûts, notamment pour ce qui est des procédures à la frontière. 521 entreprises ont répondu, dont 103 étaient des grandes entreprises (> 250 employés), 94 des entreprises de taille moyenne (entre 50 et 250 employés), 161 des petites entreprises (entre 10 et 50 employés) et 158 des microentreprises (moins de 10 employés).

Interrogées sur leur expérience des cinq dernières années concernant les coûts du commerce, les entreprises ont décrit la situation de manière relativement positive, peu d'entre elles ayant observé une détérioration. Quelle que soit leur taille, elles ont donné des réponses similaires.

Figure 7.2 Comment les aspects suivants des coûts du commerce ont-ils évolué au cours des cinq dernières années?



Source: Enquête de suivi de l'ITC (2015).

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241412

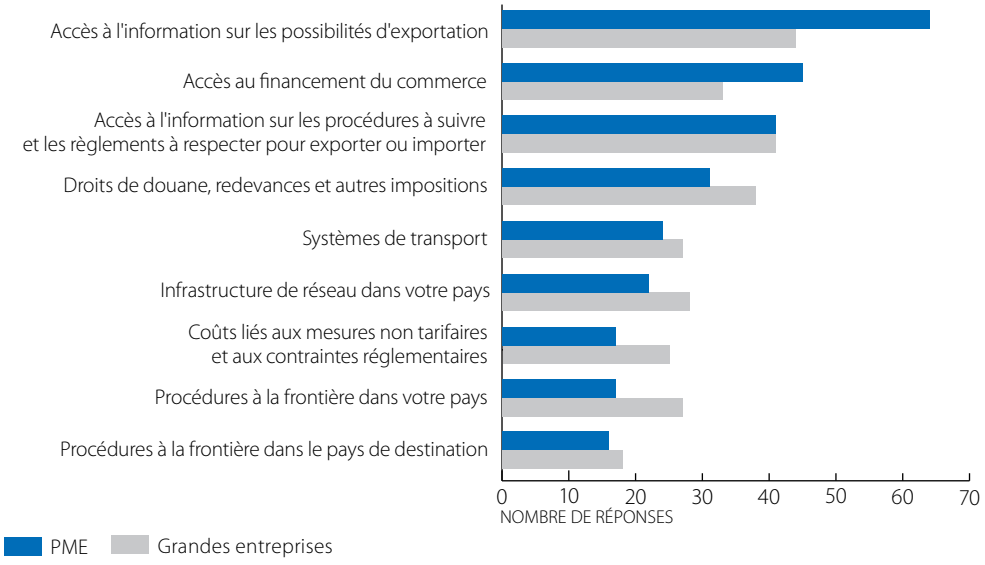
Dans cette enquête, une distinction a été faite entre les coûts que les entreprises doivent supporter pour obtenir des renseignements sur les procédures et les réglementations et les coûts qui leur sont imposés du fait des mesures non tarifaires et des contraintes réglementaires. Ces derniers correspondent aux coûts supportés pour se conformer effectivement aux normes et aux réglementations et pour prouver que ces normes et réglementations sont respectées, c'est-à-dire les coûts de certification.

Les entreprises ont également été interrogées sur les aspects des coûts du commerce qu'elles voudraient voir améliorer avant tout. Elles devaient indiquer les trois facteurs prioritaires. Les résultats sont présentés dans la figure 7.3 ci-après et sont groupés selon la taille des entreprises, les réponses des PME et des grandes entreprises étant présentées séparément.

Les résultats suivants méritent d'être soulignés:

- La principale priorité pour les grandes entreprises comme pour les PME est l'amélioration de l'accès à l'information sur les possibilités d'exportation. Cela signifie que les exportateurs ont d'abord besoin de pouvoir identifier les acheteurs potentiels, ce qui passe avant les préoccupations concernant des entraves à la livraison des marchandises ou des services.
- La nécessité d'améliorer l'accès à l'information sur les possibilités d'exportation a beaucoup plus d'importance pour les PME (plus de 60% des réponses) que pour les grandes entreprises (plus de 40%). En général, les réponses des grandes entreprises sont réparties d'une manière relativement égale entre les différents aspects des coûts du commerce, tandis que les réponses des PME sont clairement centrées sur trois priorités principales.
- Pour les PME, l'amélioration de l'accès au financement du commerce est la deuxième priorité et l'amélioration de l'accès à l'information sur les procédures et réglementations est la troisième. Pour les grandes entreprises, l'accès à l'information sur les procédures et réglementations est la deuxième priorité et les améliorations concernant les droits de douane, redevances et autres impositions, la troisième priorité.

Figure 7.3 Quels sont les trois facteurs pour lesquels vous voudriez voir le plus d'améliorations? PME et grandes entreprises



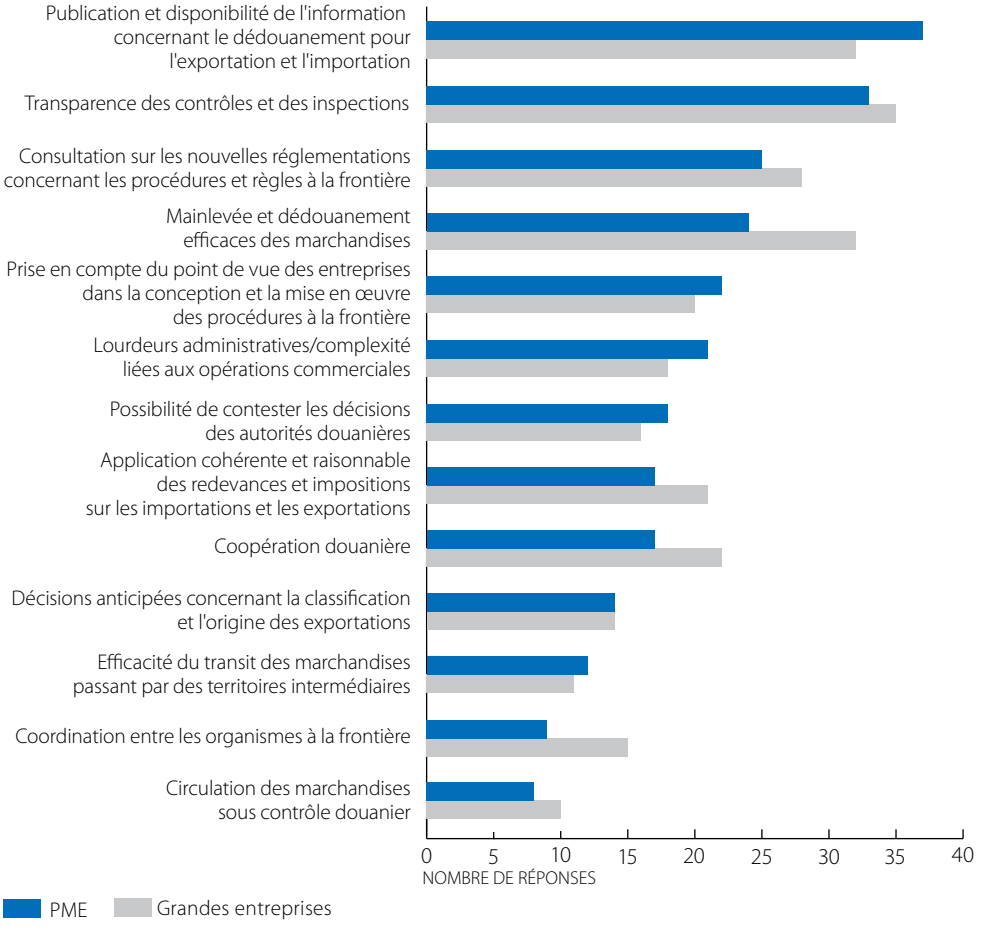
Note: Les PME sont définies comme des entreprises de moins de 250 employés. Le graphique rend compte des réponses de 418 PME et de 103 grandes entreprises.
Source: Enquête de suivi de l'ITC (2015).

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241425

- Dans l'enquête, les PME comme les grandes entreprises citent les coûts liés à l'accès à l'information sur les procédures et réglementations plus fréquemment que les coûts à supporter pour faire face aux contraintes réglementaires. Cela concorde avec les résultats d'enquêtes plus approfondies sur les mesures non tarifaires réalisées par le Centre du commerce international [ITC] ces dernières années, qui sont décrits dans la section suivante.

Les exportateurs ont également été interrogés sur l'importance des différents aspects de la facilitation des procédures à la frontière pour leur performance. Les questions et explications connexes suivaient de près la terminologie de l'Accord sur la facilitation des échanges. La figure 7.4 illustre les résultats, qui sont de nouveau présentés séparément pour les PME et pour les grandes entreprises. En ce qui concerne les procédures à la frontière, les différences de vues entre les PME et les grandes entreprises sont moins apparentes que pour les coûts du commerce plus généraux dont il est question dans la figure 7.4.

Figure 7.4 Quels sont les trois facteurs liés aux procédures à la frontière pour lesquels vous voudriez voir le plus d'améliorations?



Note: Les PME sont définies comme des entreprises de moins de 250 employés. Le graphique rend compte des réponses de 418 PME et de 103 grandes entreprises..
Source: Enquête de suivi de l'ITC (2015).

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241430

Les grandes entreprises et les PME indiquent quatre priorités identiques concernant l'amélioration des procédures à la frontière:

i. La publication et la disponibilité de l'information concernant le dédouanement pour l'exportation et l'importation sont la première priorité pour les PME et la deuxième pour les grandes entreprises.

ii. La transparence des contrôles et des inspections sont la deuxième priorité pour les PME et la première pour les grandes entreprises.

iii. Les consultations sur les nouvelles réglementations concernant les procédures et les règles à la frontière sont la troisième priorité pour les PME et la quatrième pour les grandes entreprises.

iv. La mainlevée et le dédouanement efficaces des marchandises sont la quatrième priorité pour les PME et la deuxième pour les grandes entreprises (à égalité avec la publication et la disponibilité de l'information concernant le dédouanement pour l'exportation et l'importation).

Il convient en outre de noter qu'une meilleure prise en compte du point de vue des entreprises dans la conception et la mise en œuvre des procédures à la frontière est considérée comme une cinquième priorité par les PME.

Les mesures non tarifaires en tant qu'obstacles au commerce: point de vue du secteur privé

Les obstacles tarifaires au commerce ont considérablement diminué au cours des dernières décennies, notamment grâce aux différents cycles de négociations commerciales multilatérales et à une multitude d'accords commerciaux régionaux et bilatéraux. Les obstacles au commerce des produits manufacturés, par exemple, sont passés de 40% en moyenne à la fin des années 1940 à 4% en moyenne en 2009 (Love et Lattimore, 2009).

Il subsiste cependant des obstacles au commerce, mais ceux-ci prennent plus souvent la forme de mesures non tarifaires (MNT). Bien que certaines MNT aient été soupçonnées d'être de nature protectionniste, nombre d'entre elles sont motivées par la demande croissante de protection de la santé et de la sécurité des consommateurs et de protection de l'environnement, ce qui se traduit par des mesures sanitaires et phytosanitaires, des prescriptions en matière de traçabilité et d'autres réglementations. Certaines sont aussi la conséquence du nombre accru d'accords commerciaux bilatéraux et plurilatéraux, qui, en l'absence de véritable union douanière, peuvent conduire à des régimes de règles d'origine compliqués.

Les MNT sont généralement les mêmes pour tous les exportateurs, mais leur incidence peut varier sensiblement d'une entreprise à l'autre. Les réglementations et les prescriptions en matière de certification exigent le recours à des fournisseurs et à des services spécifiques (par exemple des fournisseurs d'intrants non toxiques et des laboratoires d'essai) qui peuvent ne pas exister à proximité de certaines entreprises. En outre, les coûts liés aux MNT revêtent souvent la forme de coûts fixes et sont donc susceptibles d'affecter les PME de façon disproportionnée. Il se peut aussi que les normes permettent aux grandes entreprises d'accroître leurs exportations au détriment de celles des petites entreprises, comme le montrent Anders et Caswell (2007) en évaluant l'effet de l'adoption par les États-Unis de la norme HACCP (analyse des risques et maîtrise des points critiques) pour les importations de produits alimentaires.

Il est notoirement difficile d'évaluer les effets des MNT sur le commerce à l'aide des méthodes empiriques traditionnelles et des statistiques du commerce. Pour compléter les efforts en cours en ce sens, l'ITC a récemment mené une série d'enquêtes approfondies pour recueillir des renseignements sur les MNT telles que les perçoivent les entreprises des pays en développement.

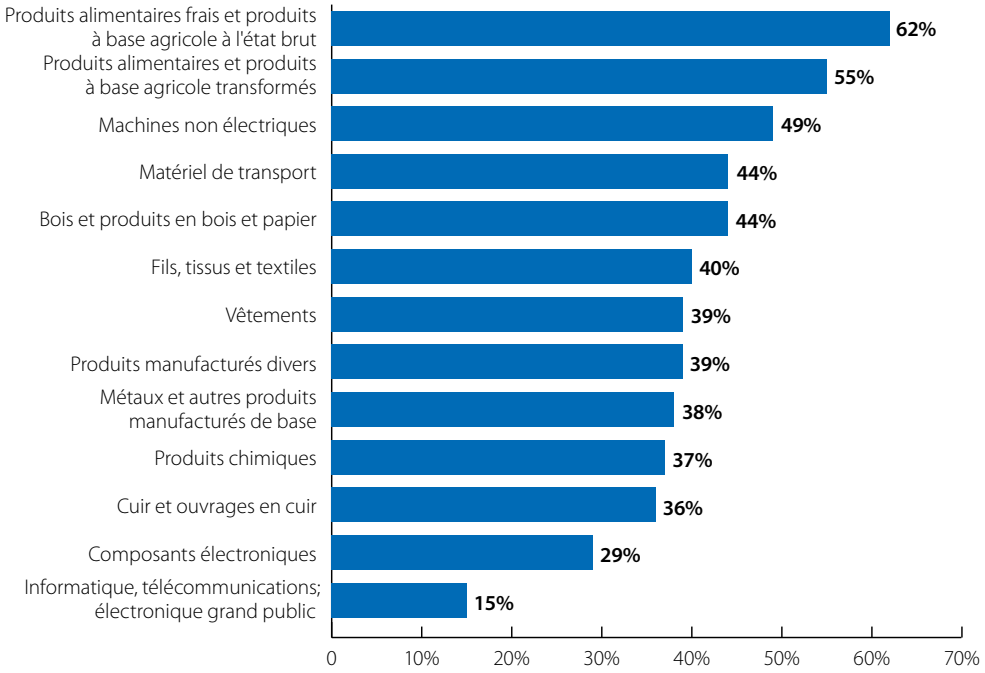
Tableau 7.3 Liste des pays couverts par l'enquêtes

Afrique subsaharienne	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Asie	Amérique latine et Caraïbes
Burkina Faso	Égypte	Bangladesh*	Colombie*
Côte d'Ivoire	État de Palestine	Cambodge	Jamaïque
Guinée	Maroc	Indonésie	Paraguay
Kenya	Tunisie	Kazakhstan	Pérou
Madagascar		Sri Lanka	Trinité-et-Tobago
Malawi		Thaïlande*	Uruguay
Maurice			
Rwanda			
Sénégal			
Tanzanie			

Note: *Les résultats pour la Colombie, la Thaïlande et le Bangladesh ne sont pas pris en compte dans l'analyse..
Source: ITC (2015).

Les renseignements sur les MNT ont été classés selon la taxonomie internationale des MNT établie conjointement par une équipe d'appui multiorganisations, moyennant une adaptation mineure au contexte d'une enquête auprès des entreprises. L'enquête vise à identifier le type de mesure perçu comme un obstacle et l'institution qui applique la mesure problématique et à déterminer si le problème vient de la mesure elle-même ou de la procédure à suivre pour démontrer que l'entreprise s'y conforme. Dans ce dernier cas, la MNT est classée comme obstacle procédural. L'analyse ci-après s'appuie sur les données concernant 23 des 26 pays pour lesquels des données ont été recueillies et traitées (voir le tableau 7.3). Au total, 11 567 entreprises ont accepté de prendre part à des entretiens en visioconférence.

Figure 7.5 Exportateurs affectés par des obstacles liés aux MNT, par secteur

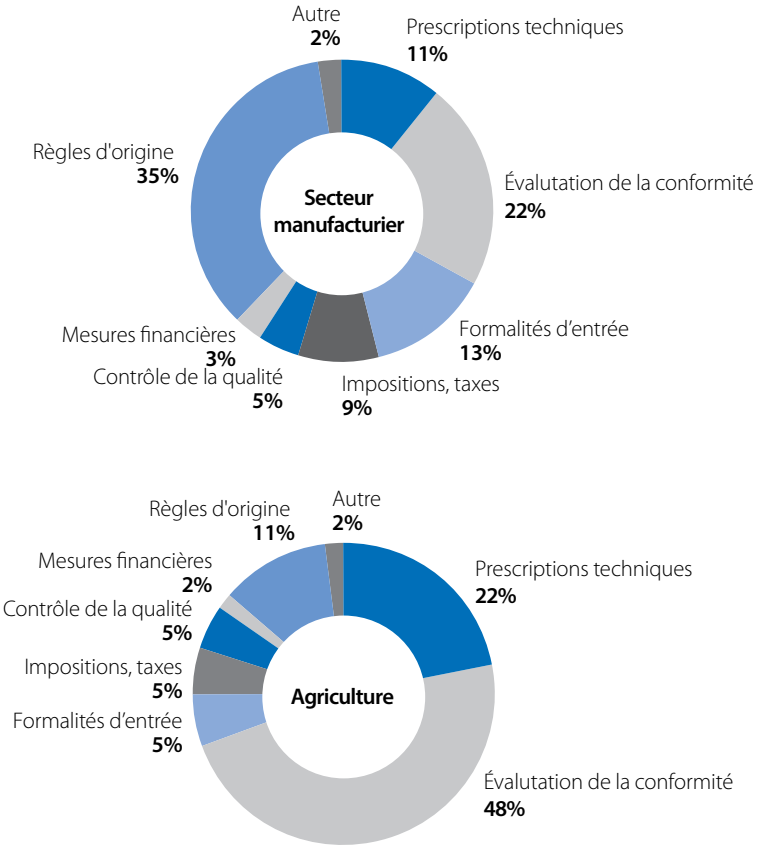


Source: How companies experience non-tariff measures – Survey-based evidence from developing countries, ITC (2015).
StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241448

Il ressort des données de la figure 7.5 que les produits alimentaires frais et l'agriculture sont le secteur le plus affecté en moyenne dans les 23 pays visés par l'enquête, suivis par le secteur des produits alimentaires et des produits à base agricole transformés. Les secteurs manufacturiers, notamment les secteurs liés à l'électronique, sont moins touchés. Le décompte des MNT repose sur le nombre de cas de MNT signalés par les entreprises, dans lesquels les problèmes relatifs à différents produits ou différentes mesures signalées par une même entreprise ont été considérés comme des cas de MNT différents. Le même poids a été attribué à chaque pays dans le calcul des totaux et des moyennes.

Le type de MNT contraignantes varie aussi selon les secteurs, comme le montre la figure 7.6. Les MNT contraignantes appliquées à destination et signalées par les exportateurs de produits alimentaires et de produits à base agricole concernent principalement l'évaluation de la conformité et les prescriptions techniques, tandis que les exportateurs de produits manufacturés sont principalement affectés par les règles d'origine.

Figure 7.6 Types de MNT contraignantes appliquées par les pays partenaires, par secteur

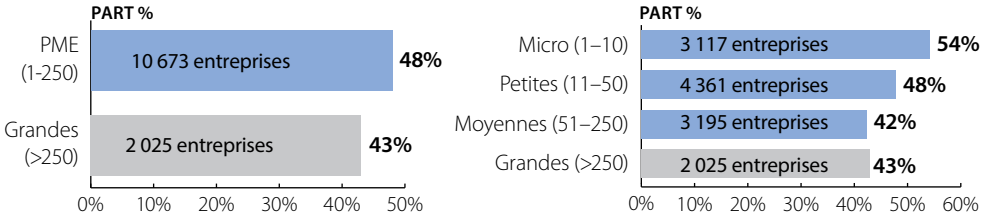


Source: How companies experience non-tariff measures – Survey-based evidence from developing countries, ITC (2015).

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241452

La figure 7.7 montre que la perception des MNT varie selon la taille des entreprises. Elle indique le pourcentage d'entreprises de différente taille qui signalent au moins une MNT en tant qu'obstacle au commerce. Le panneau de gauche montre que 48% des PME signalent que leur activité est affectée par au moins une MNT. Ce pourcentage est de 42% pour les grandes entreprises. Le chiffre plus élevé pour les PME est dû principalement aux petites et microentreprises, comme le montre le panneau de droite. 54% des microentreprises et 48% des petites entreprises disent qu'elles sont affectées par au moins une MNT.

Figure 7.7 Exportateurs affectés par des obstacles liés aux MNT, par taille d'entreprise



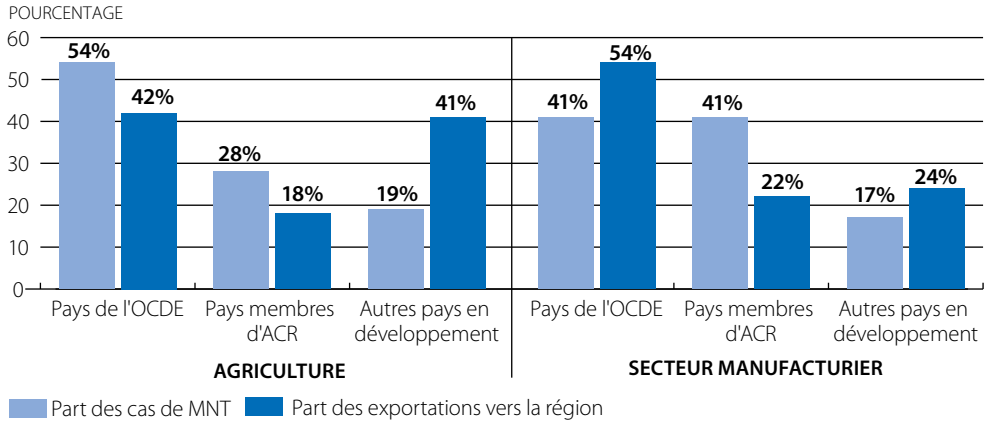
Source: How companies experience non-tariff measures – Survey-based evidence from developing countries (une entreprise est affectée par des MNT si elle signale au moins un obstacle lié aux MNT), ITC (2015).

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241467

En revanche, les réponses des entreprises de taille moyenne sont semblables à celles des grandes entreprises: 42% des entreprises de taille moyenne indiquent que leur activité est affectée par au moins une MNT. Dans ce contexte, il convient cependant de souligner que la définition des entreprises de taille moyenne appliquée dans le graphique ne correspond pas nécessairement aux définitions nationales. En effet, dans certains des pays visés par l'enquête – comme l'Égypte, le Malawi et la Tanzanie – les entreprises de plus de 50 employés sont considérées comme grandes.

Une comparaison de la répartition des cas de MNT par marché de destination, donne une idée de la difficulté de se conformer à ces mesures sur différents marchés. La figure 7.8 montre que la fréquence des MNT contraignantes est plus grande pour les exportations de produits agricoles vers les pays de l'OCDE. Mais, cela tient aussi en partie au fait que les pays de l'OCDE sont les principales destinations des exportations de produits agricoles des pays visés par l'enquête.

Figure 7.8 Part des cas de mesures non tarifaires contraignantes et part des exportations pour différents partenaires commerciaux, par secteur



Note: Le diagramme montre, pour le secteur agricole et le secteur manufacturier, la part des cas de MNT pour les mesures appliquées par les pays partenaires par rapport à la part estimée des exportations des pays visés par l'enquête vers leurs partenaires régionaux et vers le reste du monde (pays en développement et pays de l'OCDE). Le calcul des parts des exportations ne tient pas compte des minéraux et des armes. Seules les MNT signalées par les exportateurs sont prises en considération.

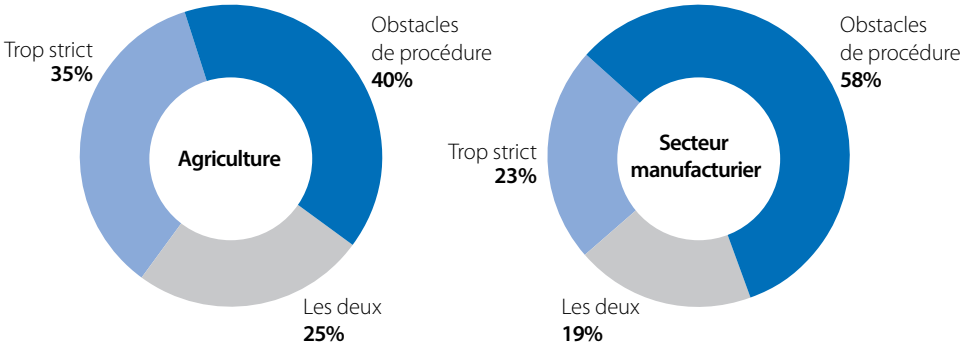
Source: How companies experience non-tariff measures – Survey-based evidence from developing countries (une entreprise est affectée par des MNT si elle signale au moins un obstacle lié aux MNT), ITC (2015).

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241472

Ce qui est le plus surprenant dans la figure 7.8, c'est probablement la forte proportion de MNT contraignantes entre les pays membres d'ACR. Proportionnellement aux flux commerciaux, les MNT sont plus fréquemment signalées comme une contrainte pour les exportations vers un partenaire au sein d'un ACR que pour les exportations vers un pays partenaire de l'OCDE. La différence est encore plus frappante si l'on compare les exportations vers des partenaires d'ACR avec les exportations vers d'autres partenaires en développement. Le commerce avec les autres pays en développement est plus important, mais la proportion de MNT contraignantes est moins élevée. Ces observations appellent une analyse plus approfondie de la conception des éléments des ACR avec des pays en développement relatifs aux MNT et de la mise en œuvre de ces ACR.

La mise en œuvre est effectivement un problème, comme le montre l'examen des aspects procéduraux relatifs aux MNT. Lorsqu'il a été demandé aux entreprises si les contraintes liées aux MNT étaient dues principalement au caractère trop strict des mesures ou aux procédures à suivre pour prouver la conformité avec les MNT, il s'est avéré que les obstacles de procédure étaient plus importants que la conception des MNT. C'est le cas en particulier dans le secteur manufacturier, où 58% des entreprises indiquent que les coûts liés aux MNT sont dus à des obstacles de procédure (figure 7.9).

Figure 7.9 Raisons pour lesquelles les MNT sont contraignantes pour les exportateurs, par secteur



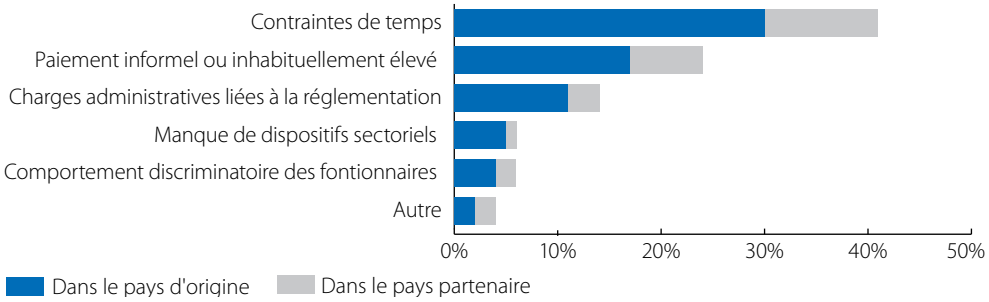
Note: Le diagramme présente les types d'obstacles liés aux MNT rencontrés par les exportateurs des pays couvert par l'enquête pour les produits agricoles et les produits manufacturés. Il montre que 65% des MNT visant les produits agricoles (à gauche) et 77% des MNT visant les produits manufacturés (à droite) sont considérées comme contraignantes en raison d'obstacles de procédure.

Source: How companies experience non-tariff measures – Survey-based evidence from developing countries, ITC (2015).

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241480

Les réponses à l'enquête permettent de faire une distinction entre les contraintes liées aux MNT qui ont leur origine dans le pays exportateur et celles qui ont leur origine dans le pays partenaire. La plupart des obstacles de procédure semble avoir leur origine dans le pays exportateur, comme le montre la figure 7.10. Ces obstacles sont le plus souvent liés aux délais, aux paiements et aux charges administratives associés aux MNT.

Figure 7.10 Obstacles de procédure liés aux MNT



Note: Le diagramme présente les types d'obstacles de procédure associés aux MNT signalées par les exportateurs des pays couverts par l'enquête (y compris les mesures appliquées par le pays d'origine et les mesures imposées par les pays partenaires).

Source: How companies experience non-tariff measures – Survey-based evidence from developing countries, ITC technical paper (2015).

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241498

REMÉDIER AUX OBSTACLES AU COMMERCE POUR LES PME: TROUVER L'ACHETEUR

L'analyse qui précède a montré que les exportateurs se heurtent à une série d'obstacles lorsqu'ils cherchent à atteindre des clients à l'étranger. Premièrement, ils doivent être en mesure de trouver des acheteurs et de comprendre leur demande. En effet, l'accès à l'information sur les possibilités d'exportation est le facteur le plus important pour lequel les exportateurs souhaiteraient voir des améliorations. Une fois que des acheteurs hypothétiques ont été identifiés, se pose le problème de la fourniture effective des marchandises et des services à ces acheteurs.

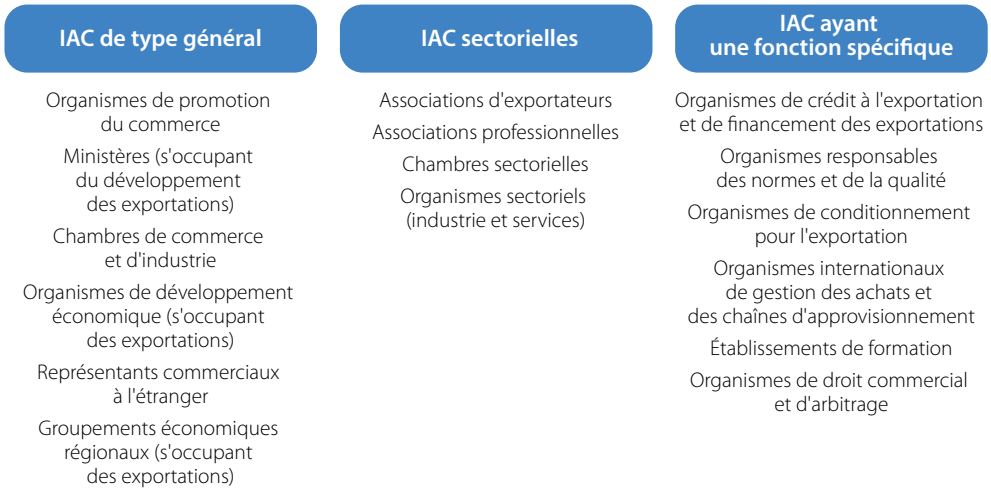
L'enquête dont il est question ci-dessous a montré que l'accès à l'information sur les possibilités d'exportation est le facteur pour lequel les entreprises souhaiteraient le plus des améliorations. C'est particulièrement le cas pour les petites et moyennes entreprises (PME), dont plus de 60% ont indiqué qu'un meilleur accès à l'information sur les possibilités d'exportation était leur priorité absolue.

Différentes institutions privées et publiques s'occupent traditionnellement de donner aux producteurs un accès à l'information sur les exportations. Elles seront appelées ci-après institutions d'appui au commerce (IAC). Leur rôle est particulièrement important pour les exportateurs pionniers.

Institutions d'appui au commerce (IAC): une multitude de structures différentes

Les IAC permettent aux entreprises de s'engager et de se maintenir sur les marchés internationaux et les y encouragent. Elles sont généralement tournées vers l'exportation, mais, comme l'importation est devenue un élément clé de la réussite commerciale, les IAC mettent de plus en plus l'accent sur tous les aspects du commerce international, y compris l'investissement. La définition des IAC recouvre de nombreuses institutions, dont la fonction, la forme et le financement peuvent être très différents. On peut cependant les classer aisément dans l'une des trois catégories suivantes: institutions de type général, institutions sectorielles et institutions ayant une fonction spécifique (voir la figure 7.11; Skidmore, 2013).

Figure 7.11 Description des institutions d'appui au commerce



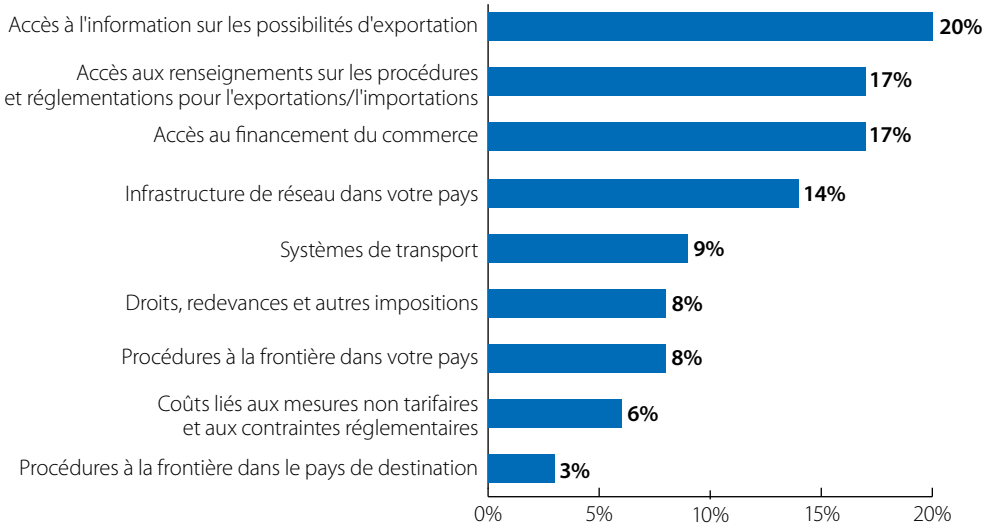
Source: ITC (2013).

Les IAC de type général comprennent les organismes de promotion du commerce, les organismes de promotion de l'investissement, les ministères chargés du commerce, les chambres de commerce et les organismes de développement économique. En tant que telles, elles sont parmi les plus grandes IAC; elles ont des mandats très larges pour promouvoir le commerce, et leur financement vient souvent de sources publiques, même s'il est administré en partenariat avec le secteur privé. Les IAC de type général sont souvent une source d'information commerciale très récente et elles gèrent des programmes d'assistance technique. Par exemple, les Outils d'analyse de marchés du Centre du commerce international, qui fournissent des renseignements à jour sur les normes et les prescriptions en matière de certification et les mesures tarifaires et non tarifaires, ainsi que des données sur les flux commerciaux, ont aidé à générer 126 millions de dollars EU d'exportations supplémentaires en 2014. (Voir l'étude de cas n° 54 sur l'Aide pour le commerce, "Market intelligence: ITC market analysis tools help generation of over USD 126 million dollars in goods and services exports").

Les organismes sectoriels comprennent les associations d'exportateurs, les associations professionnelles, les chambres sectorielles et d'autres organismes sectoriels. Ils ont généralement une taille et une portée moindres que les IAC de type général, mais ils offrent souvent des renseignements et un savoir-faire très spécialisés relatifs au secteur concerné.

Enfin, les IAC ayant une fonction spécifique fournissent des services qui facilitent le processus d'exportation (ou d'importation) pour les entreprises. Elles comprennent les organismes de crédit à l'exportation et de financement des exportations, les organismes responsables des normes et de la qualité, les organismes de conditionnement pour l'exportation, les établissements de formation et les organismes de droit commercial et d'arbitrage. Pour résumer, on peut considérer que ces IAC fournissent des services aux entreprises et donnent confiance aux consommateurs et aux intermédiaires étrangers, qui ne connaissent peut-être pas bien l'entreprise exportatrice ou son produit.

Figure 7.12 Éléments des coûts du commerce pour lesquels les IAC voudraient voir le plus d'améliorations



Note: Il a été demandé aux IAC d'indiquer trois facteurs pour lesquels elles voudraient voir le plus d'améliorations.

Source: Enquête de suivi de l'ITC (2015).

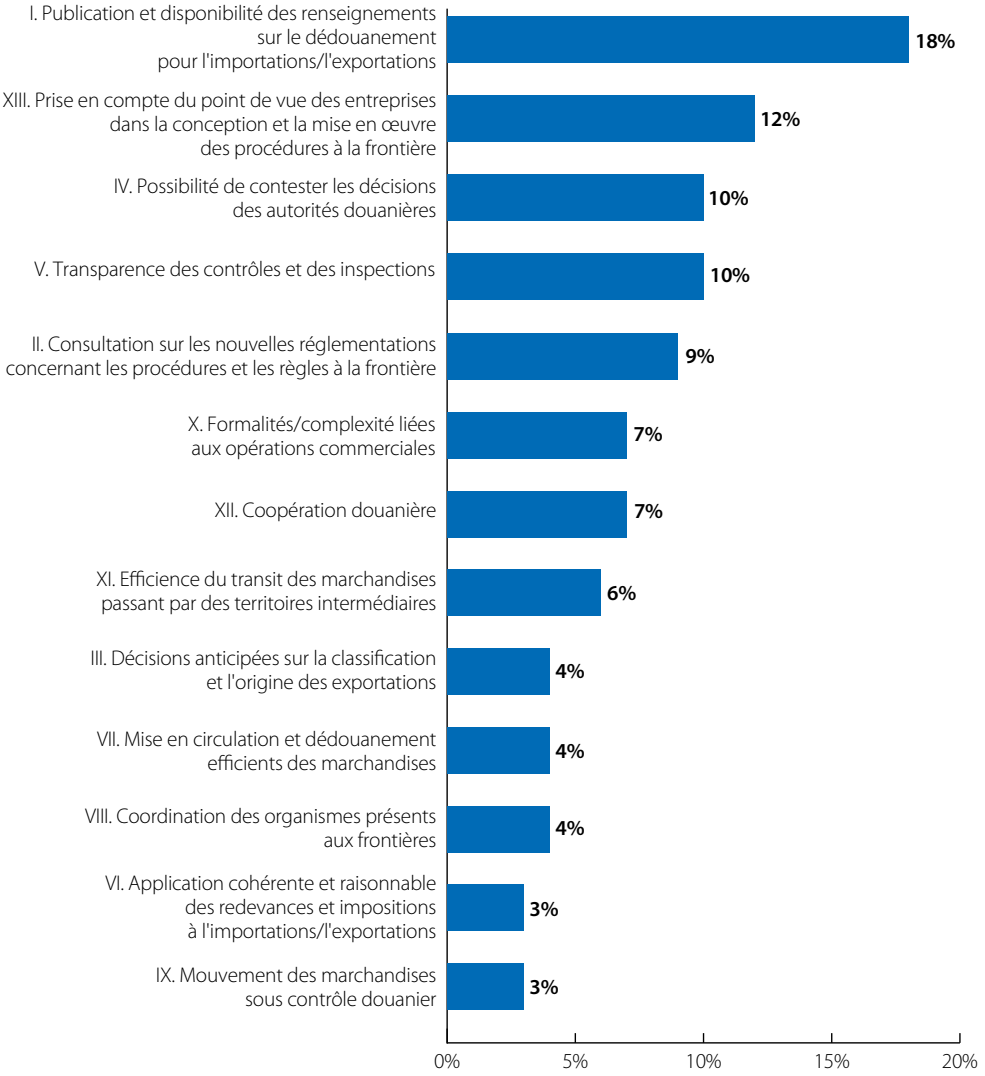
StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241507

Dans une enquête récente, réalisée par l'ITC pour le cinquième Examen global de l'Aide pour le commerce, il a été demandé à 24 IAC quels étaient les trois domaines dans lesquels elles voudraient voir le plus d'améliorations pour leurs clients (figure 7.12). Les résultats montrent que l'accès à l'information sur les possibilités d'exportation était le premier domaine, suivi de l'accès au financement du commerce et de l'accès à l'information sur les procédures et les réglementations. Il a également été demandé aux IAC d'indiquer les trois articles les plus importants de l'Accord sur la facilitation des échanges (figure 7.13). Le premier était l'article sur la publication et la disponibilité des renseignements concernant le dédouanement pour l'importation et l'exportation, suivi des dispositions concernant la prise en compte du point de vue des entreprises et la transparence, en deuxième et troisième positions, respectivement.

Il ressort clairement de ces résultats que les IAC sont surtout préoccupées par les défaillances du marché liées au manque d'informations. Cela concorde avec les conclusions d'une enquête analogue menée par l'ITC auprès des IAC pendant sa Conférence mondiale des organisations de promotion du commerce, tenue à Dubaï en octobre 2014. L'accès à l'information étant largement considéré comme un bien public, ces résultats soulignent l'importance des efforts faits par les IAC et des activités d'assistance technique visant à renforcer ces institutions.

Il est frappant aussi de voir que les réponses données par les IAC dans cette enquête concordent bien avec celles des entreprises privées décrites dans la section 2. Cela donne à penser que les IAC peuvent jouer un rôle utile en tant qu'intermédiaire entre les secteurs privé et public, notamment pour ce qui est de contribuer à la réduction des coûts du commerce.

Figure 7.13 Facteurs liés aux procédures à la frontière pour lesquels les IAC voudraient voir le plus d'améliorations



Note: Il a été demandé aux IAC d'indiquer trois facteurs pour lesquels elles voudraient voir le plus d'améliorations. Les chiffres romains indiquent l'article pertinent de l'Accord sur la facilitation des échanges.

Source: Enquête de suivi de l'ITC (2015)

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241511

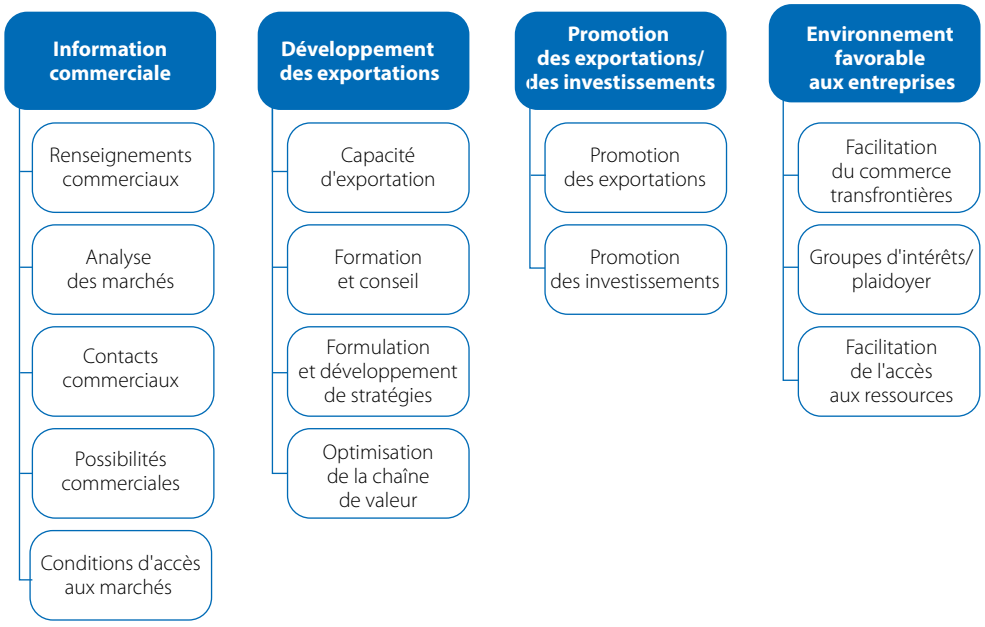
IAC: donner accès à l'information et aider les exportateurs pionniers

La justification économique des IAC repose sur la théorie de l'asymétrie de l'information, les coûts irrécupérables pour les exportateurs pionniers et d'autres défaillances du marché. Le problème d'information asymétrique résulte de la nécessité pour les entreprises d'identifier des partenaires, des fournisseurs et des distributeurs. Les IAC peuvent aider à résoudre ce problème en facilitant la mise en place de forums et de réseaux pour aider les entreprises à identifier des partenaires adéquats. Les coûts irrécupérables, dans le contexte des exportateurs pionniers, sont les coûts liés à la collecte de renseignements sur les marchés étrangers concernant, entre autres, les préférences des consommateurs, les possibilités commerciales et les prescriptions techniques et relatives à la qualité. Ces activités nécessitent un investissement

important, et la possibilité que des concurrents obtiennent ces renseignements directement ou indirectement avec peu ou pas d'investissement a un effet dissuasif sur les nouveaux venus sur les marchés d'exportation (voir Roberts et Tybout, 1997). Par conséquent, les IAC mettent souvent à disposition des informations commerciales en tant que bien public, en plus de nombreux autres services (voir la figure 7.14 pour un aperçu).

Étant donné que les IAC désignent un large éventail d'institutions, il est difficile d'évaluer leur efficacité. Toutefois, celle-ci a été examinée dans plusieurs études au cours des dix dernières années (notamment Lederman, Olarreaga et Payton, 2006; Copeland, 2008; Lederman, Olarreaga et Payton, 2009; Martincus *et al.*, 2010). Ces études mettent généralement l'accent sur un sous-ensemble d'institutions d'appui au commerce, les organismes de promotion du commerce (voir la figure 7.11). Une branche connexe de la littérature examine l'effet des ambassades et des consulats étrangers (par exemple Rose, 2005; Creusen et Lejour, 2013) sur les exportations et note que l'établissement d'une première mission étrangère dans un pays a des effets très positifs sur le commerce bilatéral.

Figure 7.14 Liste des services qu'une IAC peut offrir

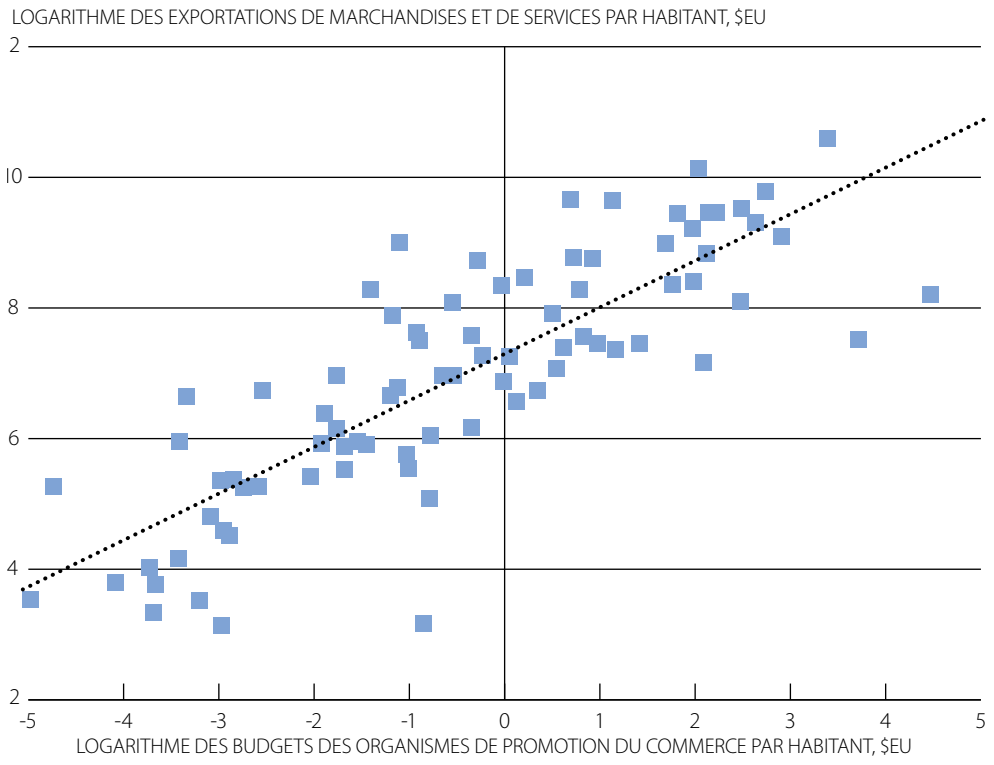


Source: http://www.intracen.org/itc/appui-au-commerce/developper-votre-portefeuille-de-services./

L'étude de Lederman, Olarreaga et Payton (2006) révèle l'existence d'une relation positive entre la taille du budget des organismes de promotion du commerce et les exportations (voir la figure 7.15). En éliminant les autres effets susceptibles d'influer sur la relation (par exemple le PIB par habitant), Lederman (2009) constate qu'il y a une relation en U inversé entre la taille du budget de ces organismes et l'augmentation marginale des exportations. À la médiane de l'échantillon, une augmentation de 1 dollar EU des budgets des organismes entraîne une hausse des exportations de 200 dollars EU.

Une étude sur six pays d'Amérique latine pour la période 2000-2007 a montré que l'ouverture d'un organisme de promotion des exportations à l'étranger se traduit par une augmentation des exportations qui est environ 5,5 fois plus importante que celle qui résulte de l'établissement d'une ambassade ou d'un consulat exerçant la même fonction (BDI, 2010). L'étude a également montré que les organismes de promotion des exportations sont beaucoup plus efficaces pour soutenir l'ensemble du processus d'exportation (voir la figure 7.15).

Figure 7.15 Logarithme des exportations de marchandises et de services par habitant et logarithme des budgets des organismes de promotion du commerce par habitant



Note: Une simple ligne de tendance a été utilisée pour indiquer la réaction positive entre les deux variables..

Source: Lederman, Olarreaga et Payton (2006)..

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241524

La littérature a mis en évidence deux difficultés pour les IAC, liées à leur structure administrative et à leurs décisions concernant le ciblage au niveau des entreprises.

La structure administrative des organismes de promotion des exportations a été étudiée par Lederman, Olarreaga et Payton (2006). Les organismes dont les membres partagent de nombreux postes dans les conseils d'administration avec le secteur privé, malgré leur financement public, sont associés à un accroissement des exportations nationales plus important qu'avec d'autres combinaisons. De plus, un seul organisme de promotion des exportations solide semble être plus efficace que plusieurs organismes dont les fonctions se chevauchent (Lederman, Olarreaga et Payton, 2006). Le programme AIM (Évaluer, améliorer et mesurer) de l'ITC vise à aider les IAC, et en particulier les organismes de promotion des exportations, à se réformer pour être plus efficaces (voir l'étude de cas n° 49 sur l'Aide pour le commerce, "Helping trade and investment support institutions AIM higher"). Sur 5 ans, le programme AIM aidera quelque 50 IAC à mieux répondre aux besoins de leurs clients.

Les institutions d'appui au commerce ont souvent des approches différentes en ce qui concerne le type de soutien offert aux entreprises. Certaines ciblent les petites entreprises qui ont le plus besoin d'assistance, tandis que d'autres soutiennent les grandes entreprises pour engranger des bénéfices importants. En général, ce sont les petites entreprises qui contribuent le plus à la croissance de l'emploi dans la plupart des économies, mais elles souffrent souvent d'une faible productivité et de la qualité médiocre de leurs produits, parmi nombre d'autres insuffisances. En revanche, les grandes entreprises sont souvent les plus productives. Mais elles sont généralement bien financées et disposent de ressources importantes, et on peut se demander si elles ont besoin d'un soutien public.

Une étude récente de Fernandes et Mattoo (2014) sur l'incidence à long terme sur les exportations de l'assistance fournie par le programme de subventions de contrepartie de la Tunisie indique une troisième voie. Quand les entreprises ayant reçu une aide sont réparties en trois catégories – petites (moins de 20 employés), moyennes (de 20 à 99 employés) et grandes (100 employés ou plus) – on voit qu'après 4 ans, les exportations des petites entreprises ont baissé de 65%, tandis que celles des grandes entreprises n'ont augmenté que de 6%. En revanche, les exportations des entreprises de taille moyenne ont enregistré une hausse de 57%. Cela tient peut-être au fait que ces dernières sont souvent sur le point d'entrer sur les marchés étrangers et ont juste besoin d'une aide minime pour atteindre cet objectif, aide que les IAC sont en mesure de leur fournir.

REMÉDIER AUX OBSTACLES AU COMMERCE POUR LES PME: LIVRAISON À L'ACHETEUR

Une fois que les marchés potentiels ont été identifiés, les producteurs doivent identifier et évaluer ce qu'il faut pour livrer effectivement sur ces marchés. Pour cela, il faut évaluer les difficultés liées à l'organisation du transport et éventuellement à l'organisation du financement du commerce, deux aspects qui sont examinés dans des enquêtes de l'Aide pour le commerce portant sur les coûts du commerce (voir aussi la section 2).

Dans ce qui suit, l'accent sera mis sur les difficultés liées aux mesures non tarifaires, qui ne sont certes qu'un sous-ensemble – quoique important – des coûts du commerce. Les coûts du commerce liés aux MNT pris en compte dans les enquêtes dont il a été question dans la section 3 et examinés ci-dessous ne relèvent pas tous du concept standard de coûts à la frontière. Pour ajuster les processus de production en fonction des MNT spécifiques, les coûts à la charge du producteur, par exemple, n'interviennent pas à la frontière. Cependant, ce sont des coûts qu'il faut supporter pour faire du commerce, car ils font partie d'une série de difficultés que les producteurs doivent surmonter pour se conformer aux MNT à l'étranger. Par conséquent, agir sur ces coûts est un élément important de l'assistance technique liée au commerce.

Les difficultés liées aux MNT seront examinées dans l'ordre dans lequel les producteurs les rencontrent lorsqu'ils cherchent à fournir des marchandises ou des services sur un marché étranger:

- Ils doivent s'informer des prescriptions à respecter pour exporter à l'étranger. Il s'agit d'un problème d'information, qui a été mis en avant dans les réponses à l'enquête comme étant le troisième facteur le plus important pour lequel les entreprises voudraient voir des améliorations.
- Ils doivent adapter les produits et les processus pour se conformer aux prescriptions, qu'il s'agisse de réglementations imposées par les pouvoirs publics ou de normes privées.
- Ils doivent démontrer la conformité, ce qui signifie que les produits doivent être certifiés par des organismes et selon des procédures reconnus (par exemple inspection, essais et certification), et la preuve de la certification doit être fournie à la frontière, ce qui peut entraîner des obstacles de procédure comme ceux qui ont été mis en évidence dans l'enquête mentionnée dans la section 3.

À chaque étape de ce processus, les exportateurs peuvent rencontrer des obstacles liés à leur propre capacité d'y faire face ou à l'environnement institutionnel ou politique. S'agissant des MNT, l'environnement institutionnel se situe à la frontière et consiste dans une large mesure en l'infrastructure technique nécessaire pour vérifier et prouver la conformité avec les mesures réglementaires.

La nature des différents types d'obstacles est décrite ci-dessous, de même que les types de politiques ou d'interventions qui existent pour surmonter ces obstacles.

Accès à l'information sur les prescriptions relatives aux produits et aux services

Des efforts importants sont faits aux niveaux national et international pour réunir et diffuser des renseignements sur les MNT. Comme indiqué dans la section 3, une vaste initiative interorganisations, intitulée MAST, a permis d'établir une taxinomie internationale des MNT et a facilité la publication de données nationales sur les mesures non tarifaires dans la base de données TRAINS (système d'analyse et d'information sur le commerce). Cette base de données contient des renseignements sur les législations nationales pertinentes et peut être consultée par le public. En parallèle, des données sont collectées et diffusées sur la perception des MNT au niveau des entreprises. Ces initiatives supposent de vastes exercices de collecte de données, souvent coûteux. Elles sont soutenues par la communauté internationale des donateurs et elles contribuent grandement à la transparence sur la nature des mesures non tarifaires.

Figure 7.16 Normes de durabilité volontaires: aperçu

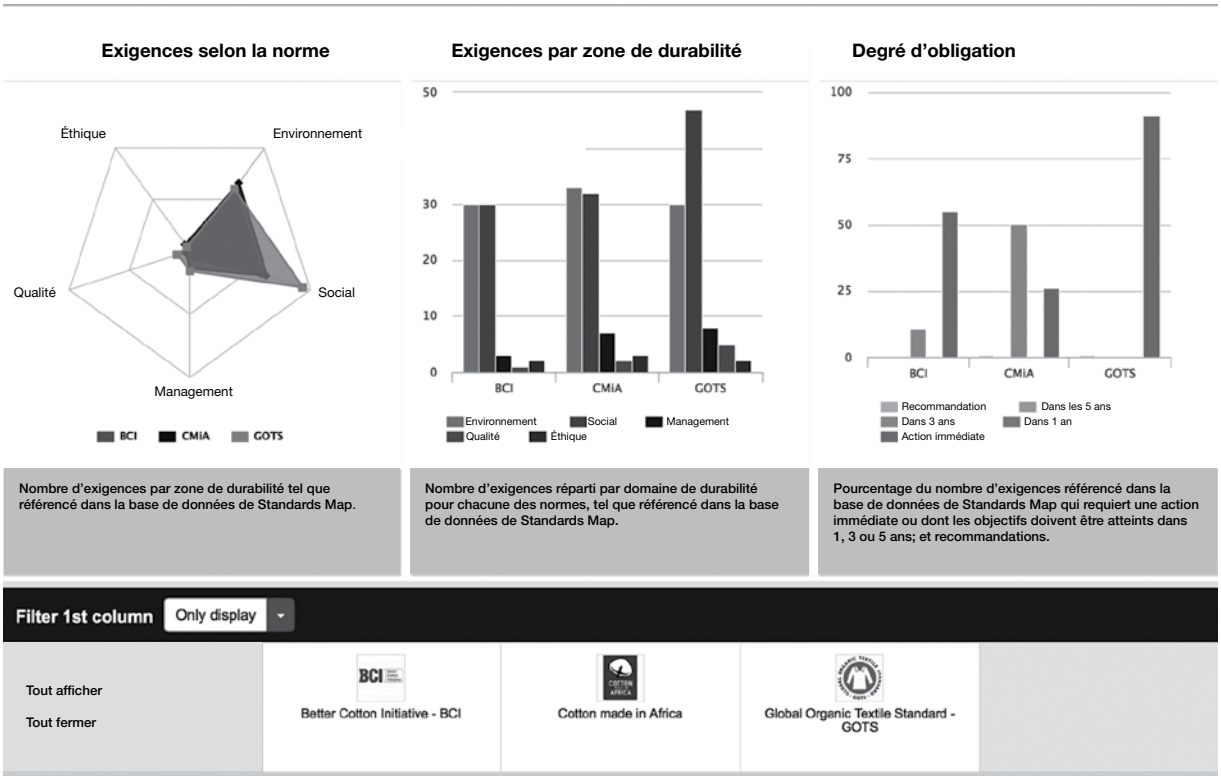


Source: ITC

Des exercices analogues sont menés maintenant dans le contexte des normes volontaires. Les MNT sont généralement liées à des réglementations obligatoires imposées par les autorités sur les marchés de destination et par les pays exportateurs. Outre ces réglementations officielles, les entreprises doivent aussi se conformer à d'autres normes pour pouvoir accéder aux marchés. Les normes volontaires sont publiées par les pouvoirs publics, des organismes internationaux privés (entreprises, ONG, etc.) et des associations sectorielles. Le respect de certaines normes volontaires est souvent une condition *de facto* pour vendre à certains grands détaillants, tandis que d'autres normes concernent les marchés de niche. Étant donné le grand nombre de normes privées applicables dans le commerce international, ces normes peuvent accroître considérablement les coûts du commerce dus aux mesures réglementaires nationales. La figure 7.16 donne un aperçu d'un sous-ensemble de normes volontaires, les normes de durabilité volontaires, et donne une idée de l'incidence de ces normes.

Le rôle que les outils d'information relativement simples peuvent jouer pour accroître la transparence dans la jungle des normes volontaires, illustrée dans la figure 7.16, est expliqué ici, avec une référence à un outil en ligne de l'ITC – Standards Map (www.standardsmap.org) – qui est dédié à cet objectif de transparence et qui donne des renseignements sur plus de 160 normes de durabilité volontaires. En plus d'être une plate-forme donnant des renseignements détaillés sur les normes, les organismes et les coûts de certification, et les pays où ces normes s'appliquent et sont reconnues par les entreprises et les consommateurs, l'outil permet aux entreprises exportatrices d'autoévaluer leurs résultats par rapport à diverses prescriptions concernant les normes (voir la figure 7.17). Standards Map peut aussi être utilisé par les entreprises qui achètent et qui vendent et qui souhaitent comparer les niveaux des normes de durabilité volontaires par rapport à certaines dimensions: l'environnement, les aspects sociaux, la gestion, la qualité et l'éthique.

Figure 7.17 Comparaison des normes relatives au coton au moyen de Standards Map de l'ITC



Source: Standards Map (ITC), 2015

Dans un contexte de normes de durabilité volontaires multiples et de plus en plus nombreuses, qui sont souvent analogues sur plusieurs critères, les responsables des marques, les détaillants et les organismes de normalisation peuvent aussi utiliser Standards Map pour faciliter la convergence des critères. Ainsi, les vendeurs et les acheteurs peuvent tirer parti des éléments communs de ces normes pour introduire plus de rationalité, économiser du temps et réduire les coûts, en procédant conjointement à des audits et à des certifications.

Capacité au niveau des entreprises de respecter les prescriptions réglementaires et relatives aux normes

Les entreprises ont souvent besoin de renforcer leurs capacités internes et/ou d'acheter le matériel nécessaire pour respecter les prescriptions réglementaires ou les prescriptions relatives aux normes volontaires. Ces investissements sont coûteux et peuvent comporter des risques, notamment le risque de développer des capacités en vain et de ne pas réussir à exporter. Les données montrent que le fait de se connecter aux chaînes de valeur mondiales peut réduire les coûts de transaction et les risques. Les acheteurs qui se trouvent dans la chaîne transmettent souvent un savoir-faire aux fournisseurs et garantissent un certain niveau de ventes si les normes sont respectées. Mais cette assistance n'est pas gratuite, et les fournisseurs finissent souvent par accepter des prix de vente inférieurs en contrepartie de coûts de transaction réduits (Lacovone *et al.*, 2015).

En l'absence d'initiatives privées, les efforts d'assistance technique sont parfois orientés vers le renforcement des capacités nécessaires. Ces efforts visent souvent explicitement les PME et ils prennent généralement la forme de projets sur le terrain impliquant un travail direct avec les PME. Il existe de nombreux projets d'Aide pour le commerce consistant à travailler directement avec les entreprises des pays en développement pour les aider à se conformer aux MNT et aux réglementations. Bien souvent, ces projets ciblent le secteur agricole ou l'industrie agroalimentaire et, dans ces cas, ils peuvent être réalisés sous l'égide du Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF).

Avec le Conseil nigérian de promotion des exportations, l'ITC a exécuté un projet du STDF visant à accroître les exportations de graines de sésame et de beurre de karité du Nigéria en renforçant les capacités SPS des organismes privés et publics et en améliorant le contrôle de la qualité tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

Un autre projet a été financé par le Fonds européen de développement et réalisé par le Centre technique horticole de Tamatave (Madagascar), dans le but de développer la production de litchis et d'aider le Centre à se conformer à la réglementation de l'Union européenne en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires (voir l'étude de cas n° 45 sur l'Aide pour le commerce "Appui à la filière litchi de Madagascar"). Ce projet, lancé en 2001, a duré cinq ans. Les données commerciales fournies par Madagascar montrent que les exportations de litchis vers l'Europe ont été importantes pendant toute la durée du projet, puis ont diminué. Elles ont de nouveau augmenté en 2010.

Un autre projet, exécuté par l'ITC, concernait la culture du sacha inchi, plante originaire du Pérou qui peut être utilisée pour la production d'huile comestible (voir l'étude de cas n° 56 sur l'Aide pour le commerce, "US safety certificate could quintuple Peru's exports of indigenous food product"). Le projet, réalisé par le programme de l'ITC Commerce et environnement, visait à aider les PME et à favoriser les exportations basées sur la biodiversité. L'ITC a non seulement fourni un appui technique aux producteurs, mais il les a aussi aidés à préparer une communication pour l'obtention du statut GRAS (généralement reconnu inoffensif) de l'Agence des médicaments et des produits alimentaires des États-Unis. Ce statut a été obtenu en 2014 et il devrait entraîner une hausse importante de la demande du produit de la part des entreprises des États-Unis.

Nécessité d'une infrastructure technique adéquate au niveau national

Pour exporter, les producteurs doivent apporter la preuve de la conformité de leurs produits, ce qui signifie généralement que les produits doivent être certifiés par des organismes reconnus, souvent des laboratoires, et suivant des procédures reconnues (par exemple inspection, essais et certification). Un laboratoire accrédité est un laboratoire reconnu comme compétent. Dans plusieurs pays, l'accréditation des laboratoires est effectuée par des organismes nationaux autorisés qui examinent la compétence des laboratoires au regard de la norme ISO/IEC 17025 (Exigences générales concernant la compétence des laboratoires d'étalonnages et d'essai). La conformité d'un laboratoire avec la norme ISO/IEC 17025 garantit sa compétence.

La non-acceptation ou la non-reconnaissance des rapports d'essai étrangers peut représenter un obstacle considérable au commerce. L'acceptation à l'étranger du rapport d'essai fourni par un exportateur/un fabricant dépend de chaque marché et de chaque organisme de réglementation. Cela doit être déterminé par l'exportateur/le fabricant avant qu'il cherche à entrer sur un marché et cela fait partie des obstacles de procédure qui ont été signalés dans les enquêtes mentionnées dans la section 3.

Grâce à des projets financés par la Suisse et exécutés par l'ITC, des laboratoires d'essai pour les produits alimentaires et agricoles au Tadjikistan ont été accrédités selon la norme ISO/IEC 17025, et le Centre d'accréditation kirghiz (KCA) a signé l'Accord de reconnaissance mutuelle (ARM) de la Coopération internationale pour l'accréditation des laboratoires (ILAC). Le KCA est maintenant membre à part entière de l'ILAC pour l'accréditation des laboratoires d'essai selon la norme ISO/IEC 17025. L'accréditation de l'ILAC aide les PME à réduire les coûts car elle évite la répétition des essais dans différents pays, en permettant la sélection de services de certification compétents qui permettent aux PME d'économiser du temps et de l'argent.

Bien que l'accréditation soit suffisante pour la reconnaissance de la compétence au niveau national, les ARM sont nécessaires pour la reconnaissance au-delà des frontières. Les accords/arrangements de reconnaissance mutuelle (ARM/AML) sont des accords formels conclus entre des organismes d'accréditation qui reconnaissent que l'accréditation des laboratoires et des organismes de certification accordée par toutes les parties à l'Accord est équivalente. C'est l'un des domaines dans lesquels les efforts de collaboration au niveau international peuvent contribuer à la facilitation des échanges. Un autre domaine concerne la collaboration pour la réduction des obstacles de procédure au commerce, dont il est question dans la sous-section suivante.

Remédier aux obstacles non tarifaires et aux obstacles de procédure pour améliorer l'efficacité des processus transfrontières

Les enquêtes sur les MNT réalisées auprès des entreprises dont il a été question plus haut soulignent l'importance des obstacles de procédure dans le contexte des MNT. Les solutions pour réduire ces obstacles peuvent passer par l'amélioration de la coordination entre organismes, la simplification des documents et des procédures, l'augmentation de la transparence et de la prévisibilité, et la réduction des impositions et redevances. Il y a lieu de penser que ces réformes ont plus d'impact lorsqu'elles sont conçues, mises en œuvre et suivies en coordination avec les entreprises au moyen de mécanismes public-privé. Il est important d'inclure les PME dans le processus de dialogue pour que celui-ci soit inclusif et que ses résultats soient de grande portée. De fait, les PME ont dit qu'elles attachaient beaucoup d'importance à la prise en considération de leur avis dans l'enquête dont il est question dans la section 2.

L'inscription de ces principes et de ces réformes dans l'Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC n'est pas une coïncidence. En imposant des obligations contraignantes à tous les Membres de l'OMC pour améliorer l'efficacité des procédures à la frontière, l'AFE donne une occasion unique de réduire la durée et les coûts des transactions et d'accroître la participation des PME au commerce mondial. La facilitation des procédures commerciales, en particulier dans les pays en développement et les PMA, rendra les PME plus compétitives sur les marchés régionaux et internationaux et leur permettra de mieux s'intégrer dans les chaînes de valeur mondiales.

Promouvoir la coordination entre les organismes

Le manque de coordination entre les organismes participant au processus commercial de bout en bout est une des premières causes de retards dans les procédures administratives et de mise en conformité. Comme les commerçants ont affaire à de nombreux organismes différents à la frontière, le manque de coordination entre ces organismes signifie que les demandes et les documents doivent être soumis et suivis auprès de chacun d'eux séparément. Ces procédures, qui mobilisent beaucoup de ressources humaines et financières, sont coûteuses pour les organismes publics ainsi que pour les commerçants, en particulier les PME, et augmentent les coûts de transaction internationaux.

Plusieurs mesures peuvent être prises pour améliorer la coordination entre les organismes présents aux frontières. Outre l'établissement d'un Comité national de la facilitation des échanges, les rédacteurs de l'AFE ont prévu que les organismes de réglementation présents aux frontières devaient coopérer au niveau national et devaient se coordonner avec ceux des pays voisins pour synchroniser et harmoniser leurs activités afin de faciliter les transactions transfrontières. La coordination implique la désignation d'un organisme d'exécution principal, l'alignement des procédures, des formalités et des jours et heures de travail, ainsi que l'établissement et le partage d'installations communes (y compris des contrôles conjoints à la frontière, aussi appelés postes-frontières à guichet unique).

Accroître la transparence et la prévisibilité

Le manque de transparence et de prévisibilité des réglementations et des prescriptions transfrontières entraîne des retards et des coûts additionnels pour les commerçants. L'absence de renseignements à jour sur les processus commerciaux, les modifications fréquentes des réglementations, et des prescriptions différentes de ce qui est publié sont des problèmes rencontrés couramment par les PME, surtout dans les cas où les entreprises opèrent dans des lieux éloignés, sans accès régulier aux fonctionnaires des douanes et aux responsables du contrôle aux frontières.

L'Accord sur la facilitation des échanges prévoit plus de transparence et de prévisibilité, dans l'intérêt des commerçants. Les entreprises exportatrices et importatrices peuvent obtenir tous les renseignements relatifs au commerce par diverses voies (par exemple sur papier ou en ligne). De plus, les Membres sont tenus d'établir des points d'information pour leur permettre d'obtenir les documents et les formulaires, de comprendre les procédures et d'avoir des réponses à leurs questions. Dans ce contexte, il peut être possible de voir les retombées des efforts de collecte de données au niveau international décrits dans la section 5.1. L'introduction de décisions anticipées et la communication de décisions douanières contraignantes, avant l'arrivée des marchandises à la frontière, sur la classification tarifaire et l'origine sont des outils essentiels pour rendre plus prévisibles les procédures douanières et garantir le traitement uniforme des marchandises à la frontière.

Simplification des documents et des procédures et réduction des impositions et des redevances

Les prescriptions et procédures complexes en matière de documentation qui interviennent dans le processus commercial imposent une charge importante aux exportateurs. Dans certains cas, les négociants, et en particulier les PME qui n'ont pas les ressources humaines nécessaires, n'ont pas d'autre choix que d'engager des dépenses supplémentaires pour recruter des courtiers en douane afin de respecter les prescriptions complexes et de réduire les retards dus à des documents incorrects. De plus, les négociants se plaignent souvent des redevances et impositions particulièrement élevées et des retards dans la réception des certificats et des licences, qui empêchent de nombreuses PME d'entrer sur les marchés d'exportation. Ils considèrent que les redevances perçues manquent de transparence, et des paiements informels sont souvent inclus dans le montant final.

Pour remédier à ces problèmes, on peut procéder à plusieurs réformes en matière de facilitation des échanges. Les Membres de l'OMC sont tenus d'établir un système de guichet unique, point d'entrée unique par lequel les négociants peuvent présenter les renseignements et les documents destinés à tous les organismes intervenant dans le processus commercial. Ces organismes se coordonnent entre eux et communiquent leurs réponses au moyen du même système et en même temps, et ils doivent accepter les copies des certificats et des licences délivrés par d'autres organismes nationaux. Cette réforme permet aux négociants d'assurer plus facilement le suivi auprès d'une seule entité, et elle réduit le risque de retards dus à la présentation de renseignements en double.

Les Membres sont également tenus de réexaminer périodiquement les procédures et les documents commerciaux pour en réduire la complexité et pour assurer leur application uniforme à tous les postes-frontières. Les pouvoirs publics devraient aussi s'efforcer d'aligner les procédures nationales aux frontières sur les normes internationales à des fins d'harmonisation et de simplification. Les Membres de l'OMC doivent publier toutes les redevances et impositions et établir des mécanismes pour les revoir périodiquement, afin d'en réduire le nombre et la diversité et de les limiter aux coûts des services rendus. En outre, avec l'introduction des paiements par voie électronique, l'AFE vise à créer un environnement qui accroît la transparence des redevances perçues et réduit les paiements informels.

Le Mécanisme d'alerte aux obstacles au commerce, lancé récemment par l'ITC, montre comment utiliser les technologies de l'information modernes pour identifier les complexités dans les procédures commerciales et y remédier. Ce mécanisme, établi à la suite d'enquêtes sur les mesures non tarifaires, consiste en une plate-forme en ligne qui permet aux entreprises d'indiquer les obstacles qu'elles rencontrent dans leurs opérations commerciales. Un point focal national est chargé de valider les rapports, de les transmettre à l'organisme public approprié et de renvoyer la réponse à l'entreprise. L'existence d'une entité externe garantit le traitement rapide des demandes. Le mécanisme est actuellement opérationnel en Côte d'Ivoire et il a déjà permis de réduire les délais et les coûts du commerce.

CONCLUSIONS

Les coûts du commerce peuvent prendre des formes multiples et différents types d'interventions sont nécessaires pour les réduire. Les résultats des enquêtes auprès du secteur privé examinés dans ce chapitre ont amené à la conclusion surprenante que l'accès à l'information et les obstacles procéduraux figurent parmi les principales entraves au commerce. Ce constat est étonnant à l'heure des technologies de l'information et de l'informatisation. Mais il signifie aussi qu'il est relativement simple et pas trop coûteux de remédier à ces obstacles.

La nature des obstacles donne aussi à penser que les efforts pour y remédier peuvent avoir une grande incidence sur l'intégration des PME dans les marchés mondiaux. L'accès à l'information est plus souvent mentionné comme un obstacle prioritaire par les PME que par les grandes entreprises. En effet, le coût de l'accès à l'information peut être relativement faible pour la plupart des grandes entreprises, mais prohibitif pour les PME.

Les institutions d'appui au commerce (IAC) jouent traditionnellement un rôle important dans la fourniture de renseignements liés au commerce, en particulier de renseignements sur les possibilités d'exportation. Étant donné l'importance des obstacles informationnels, le renforcement de la capacité des IAC de fournir des renseignements pertinents et adaptés pourrait être un élément essentiel d'un futur programme d'Aide pour le commerce.

Les technologies modernes offrent aussi, en principe, des solutions relativement efficaces et peu coûteuses pour faciliter et simplifier les processus à la frontière. La conception la plus appropriée de ces solutions et leur mise en œuvre effective peuvent différer selon les pays. Le renforcement de la communication et, si possible, de la collaboration entre le secteur privé et le secteur public peuvent aider grandement à trouver les solutions les plus adéquates et à les appliquer d'une manière favorable aux entreprises. La dynamique internationale actuelle offre sans doute aux Membres de l'OMC une occasion unique d'engager le dialogue nécessaire avec le secteur privé dans leur pays et de lancer le processus de mise en œuvre de réformes visant à faciliter les échanges.

Outre le secteur public, le secteur privé a un rôle important à jouer dans la mise en œuvre de ces réformes. Le dialogue public-privé est particulièrement utile pour identifier les priorités, réduire les coûts liés à la réglementation et trouver un consensus sur les réformes nécessaires. Il permet de faire en sorte que les réformes soient fondées sur la demande et conformes aux besoins et aux priorités des principales parties prenantes, y compris les PME. Il convient de souligner que la participation du secteur privé est nécessaire à toutes les étapes: évaluation des besoins, identification des priorités, élaboration de solutions pour la facilitation des échanges, formulation et mise en œuvre des politiques, et suivi et évaluation après les réformes.

Les négociateurs chargés de la facilitation des échanges ont choisi d'appliquer ce principe en incluant une série de mesures pour faire participer les représentants du secteur privé à la formulation des politiques commerciales. Les Membres de l'OMC sont tenus de mener des consultations – avec la participation attendue du secteur privé – avant de modifier ou d'introduire de règlements relatifs au commerce, de ménager la possibilité de formuler des observations sur les projets de législation, et de prévoir un délai entre la publication et l'entrée en vigueur des règlements nouveaux ou modifiés pour permettre aux parties prenantes d'en prendre connaissance. Outre la tenue de consultations régulières entre les négociants, les organismes gouvernementaux et les autres parties prenantes en vue de la réalisation de leurs objectifs communs, l'Accord impose une obligation contraignante à tous les Membres de l'OMC qui doivent établir ou maintenir un Comité national de la facilitation des échanges, dans le but de faciliter la coordination et la mise en œuvre des dispositions de l'Accord au niveau national.

Du point de vue des douanes, les PME sont rarement les clients préférés car leurs transactions commerciales sont moins fréquentes et leurs contributions plus faibles. Pour cette raison, les PME se heurtent parfois à des difficultés particulières et à une discrimination dans l'accomplissement des procédures à la frontière. Ces mesures discriminatoires comprennent, dans certains pays, des règlements qui interdisent aux PME d'utiliser les procédures accélérées à la frontière, ou d'autres initiatives de facilitation des échanges réservées aux grandes entreprises. L'AFE permet de réduire la discrimination à l'égard des PME, notamment en interdisant le recours à des critères qui peuvent être discriminatoires envers les PME (par exemple des critères fondés sur la taille de l'entreprise ou la quantité de marchandises), et qui peuvent les empêcher de tirer pleinement parti de toutes les mesures de facilitation des échanges.

Les efforts au niveau national devraient aussi viser à permettre aux PME de participer pleinement aux mécanismes de dialogue public-privé qui sont mis en place sous les auspices de l'AFE. Cela serait pleinement conforme non seulement à l'esprit de l'Accord, mais aussi aux autres initiatives politiques lancées au niveau mondial, notamment dans le cadre de l'Équipe spéciale du B20 chargée des PME et de l'entrepreneuriat, établie en 2014.

BIBLIOGRAPHIE

Anders, S. et J. Caswell (2007), "Standards-as-barriers versus standards-as-catalysts: assessing the impact of HACCP implementation on U.S. seafood imports", *University of Massachusetts Amherst Department of Resource Economics Working Paper,* n° 2007-7.

Bernard, A. *et al.* (2007), "Firms in international trade", National Bureau of Economic Research, *NBER Working Paper*, n° 13054.

Copeland, B. (2008), "Une politique de promotion du commerce et de l'investissement: a-t-elle sa raison d'être?" Université de la Colombie-Britannique, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, http://www.international.gc.ca/economist-economiste/assets/pdfs/research/TPR_2007/Chapter1-Copeland-fr.pdf.

Creusen, H. et Lejour, A. (2013), "Market entry and economic diplomacy", *Applied Economics Letters*, vol. 20, n° 5, pages 504 à 507.

Hogan, P., Keesing, D. et Singer, A. (1991), "The role of support services in expanding manufactured exports in developing countries", Economic Development Institute, n° 9928, Banque mondiale.

Iacovone, L. *et al.* (2015), "Supplier responses to Wal-Mart's invasion in Mexico", *Journal of International Economics*, vol. 95, n° 1, pages 1 à 15.

ITC (2013), "The role of multilateral trade promotion agencies", http://www.comcec.org/UserFiles/Files/WG/Trade/1/RobertSkidmore.pdf.

ITC (2015), "How companies experience non-tariff measures – Survey-based evidence from developing countries", document technique de l'ITC.

Lederman, D., Olarreaga, M. et Payton, L. (2006), "Export promotion agencies, what works and what doesn't?", *Policy Research Working Paper*, n° 4044, Banque mondiale.

Lederman, D., Olarreaga, M. et Payton, L. (2009), "Export promotion agencies revisited", P*olicy Research Working Paper,* n° 5125, Banque mondiale.

Love, P. et Lattimore, R. (2009), "Protectionnisme? Tarifs douaniers et autres barrières aux échanges", dans *Le commerce international: Libre, équitable et ouvert?*, Éditions OCDE.

Melchior, A. (2002), "Sunk costs in the exporting activity: implications for international trade and specialization", Norwegian Institute of International Affairs, n° 634.

Melitz, M. (2003), "The impact of trade on intra-industry reallocations and aggregate industry productivity", *Econometrica*, vol. 71, n° 6, pages 1695 à 1725.

OCDE-CEPALC (2013), "Politiques envers les PME pour le changement structurel", *Perspectives économiques de l'Amérique latine 2013*, Éditions OCDE, Paris, DOI: http://www.oecd.org/dev/americas/LEO%202013%20Presentation%20Maison%20de%20l%20Amerique%20Latine%20130213%20FINAL.pdf.

Roberts, M. et Tybout, J. (1997), "The decision to export in Colombia, an empirical model of entry with sunk costs", *The American Economic Review*, vol. 87, n° 4, pages 545 à 564.

Rose, A. (2007), "The foreign service and foreign trade, embassies as export promotion", National Bureau of Economic Research, *NBER Working Paper*, n° 11111.

Volpe Martincus, C. (2010), *Odyssey in international markets an assessment of the effectiveness of export promotion in Latin America and the Caribbean*, BID, Washington D.C.

Volpe Martincus, C. *et al*. (2010), "Information barriers, export promotion institutions, and the extensive margin of trade", *IDB Working Paper Serie*s, n° IDB-WP-200.

Wymenga, P. *et al*. (2011), "Are EU SMEs recovering from the crisis?", *Rapport annuel sur les petites et moyennes entreprises de l'UE 2010/11*, Rapport pour la Commission européenne.

CHAPITRE 8

RENFORCER L'ENGAGEMENT DU SECTEUR PRIVÉ DANS L'AIDE POUR LE COMMERCE

Contribution de l'Organisation de coopération et de développement économiques

Resumé: *Ce chapitre traite de l'engagement du secteur privé dans l'Aide pour le commerce, et en particulier du rôle joué par les organismes donateurs pour promouvoir sa participation en instaurant un environnement favorable au secteur privé et en remédiant aux défaillances du marché en termes d'asymétries d'information et d'accès au financement. Après avoir examiné les différents modèles de coopération public-privé, le chapitre conclut que l'engagement du secteur privé dans le développement crée des possibilités, mais aussi des défis en termes d'attentes, de coûts et de bénéfices et de délais..*

INTRODUCTION

Le secteur privé assure environ 90% de l'emploi dans les pays en développement (emplois formels et informels confondus). Les entreprises privées et leurs activités lucratives – qu'il s'agisse de grandes multinationales, de petites et moyennes entreprises locales ou d'agriculteurs informels – fournissent des biens et des services essentiels qui améliorent la vie des individus, génèrent des recettes fiscales intérieures et sont indispensables pour stimuler la croissance économique (see IFC website). Dans de nombreux pays en développement, le secteur privé joue un rôle essentiel dans la production de marchandises et de services destinés à l'exportation, ce qui génère des devises étrangères (indispensables à la stabilité macroéconomique) et permet aux entreprises d'élargir leurs possibilités de production, de réaliser des économies d'échelle et d'améliorer leur compétitivité. Les organismes donateurs diffèrent quant à leurs approches et à leurs priorités en matière de lutte contre la pauvreté, mais ils considèrent tous la croissance économique comme le facteur indispensable pour atteindre les objectifs de développement durable et mettre fin à la pauvreté – et ils reconnaissent que le secteur privé jouera un rôle dans les solutions en matière de développement durable. Ce constat est corroboré par les nombreux faits qui montrent que l'investissement privé et l'accroissement de la productivité sous l'impulsion du secteur privé constituent la force de transformation dans le domaine du développement (Sida, 2014).

Compte tenu du rôle fondamental des entreprises, la nécessité de trouver les moyens de mobiliser le savoir-faire, les capacités productives et les ressources financières du secteur privé en faveur du développement figure au premier plan du programme des organismes donateurs. Pour encourager un secteur privé dynamique, les organismes donateurs ont apporté un soutien important aux pays partenaires afin de mettre en place les conditions préalables à son développement, parmi lesquelles un climat des affaires favorable, des investissements dans l'infrastructure et une facilitation de l'entrepreneuriat grâce au financement du développement et à l'assistance technique. Pour promouvoir une croissance inclusive et durable tirée par le secteur privé, les pays en développement doivent privilégier la réduction des coûts du commerce et de l'investissement. Même si la création d'un environnement propice à la croissance du secteur privé incombe aux gouvernements des pays en développement, la coopération pour le développement peut aider ces gouvernements à orienter les activités du secteur privé de façon qu'elles contribuent à une croissance plus inclusive et plus durable pour l'environnement.

Ce chapitre examine le contexte et l'état actuel du débat sur la manière de renforcer l'engagement du secteur privé dans l'Aide pour le commerce. Il met en relief les leçons à tirer et les difficultés que rencontrent les organismes donateurs pour accroître l'engagement du secteur privé dans la coopération pour le développement en utilisant l'APD pour attirer des financements et des investissements privés. Le reste du chapitre est structuré de la façon suivante: la section 1 analyse l'évolution du contexte de la coopération pour le développement entre les secteurs privé et public. La section 2 examine comment les pays de l'OCDE encouragent l'investissement privé. La section 3 se penche sur l'objectif d'une croissance inclusive et durable. La section 4 analyse le volume d'APD destiné au renforcement des capacités de production. La section 5 explique comment les donateurs travaillent avec le secteur privé et par son intermédiaire, et la section 6 analyse les éléments nouveaux qui attestent l'efficacité de ces partenariats. La section 7 conclut en soulignant les opportunités et les bénéfices implicites d'un secteur privé dynamique et le rôle des organismes donateurs dans la promotion du développement du secteur privé au moyen des activités et des ressources en faveur de la coopération pour le développement. Le chapitre s'appuie sur des travaux académiques, des évaluations des programmes des donateurs, les réponses à l'enquête OCDE/OMC et les cas d'expérience présentés par les donateurs, les bénéficiaires, le secteur privé et les ONG.

ÉVOLUTION DU CONTEXTE DE LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT ENTRE LES SECTEURS PRIVÉ ET PUBLIC

Le processus de mondialisation, favorisé par les progrès innovants de grande ampleur dans les transports et les technologies à travers le monde, a avancé rapidement au cours des dix dernières années, renforçant l'interconnexion de tous les pays par le biais des communications, du commerce, des flux financiers et des systèmes de production intégrés. L'engagement des pays de l'OCDE dans les régions en développement, longtemps vu à travers l'APD, est en passe de s'accroître et de s'approfondir grâce à un réseau important et grandissant de partenariats en matière de commerce, d'investissement et de développement. En outre, le soutien apporté par d'autres acteurs de la coopération pour le développement, y compris la coopération Sud-Sud, par l'établissement de relations mutuellement bénéfiques dans les domaines du commerce et de l'investissement, s'est rapidement accéléré au cours des dix dernières années. Les entreprises multinationales sont pour le public l'image de la mondialisation, et ce n'est pas sans raisons. Il y a 104 000 entreprises multinationales dans le monde, qui contrôlent environ 790 000 filiales. 71% de ces entreprises sont implantées dans les pays riches, et les 500 plus grandes multinationales représentent 25% de la production mondiale et 50% du commerce international. De plus, les entreprises multinationales reçoivent 80% des paiements au titre des redevances et des droits sur des technologies. Malgré la prédominance des multinationales des pays avancés, le secteur privé dynamique est aussi florissant dans de nombreux pays émergents. Par exemple, au Brésil, JBS dans l'industrie alimentaire, Vale dans l'industrie minière, Braskem dans les bioplastiques, Embraer dans l'industrie aérospatiale et Cosan dans le secteur de l'énergie; en Inde, Bharat Forge dans la métallurgie et Tata Communications dans les télécommunications; et en Chine, Haier pour les appareils ménagers, BYD pour les batteries et Lenovo pour les ordinateurs personnels.

L'évolution de l'environnement international, en particulier l'expansion des chaînes de valeur mondiales et régionales, ouvre de nouvelles possibilités aux pays en développement. La libéralisation du commerce a joué un rôle crucial dans l'expansion de la production mondiale au cours des 20 dernières années. Le commerce est de plus en plus organisé en chaînes de valeur, caractérisées par des processus de production fragmentés: 85% des échanges mondiaux sont liés aux entreprises multinationales et 60% consistent en biens intermédiaires. La production internationale n'est pas une nouveauté, mais son ampleur et son degré de fragmentation dans les CVM sont sans précédent. Plus que jamais, les entreprises peuvent maintenant segmenter leurs chaînes de valeur et localiser les activités distinctes en fonction de l'avantage compétitif plutôt que de la proximité géographique. Aujourd'hui, dans le paysage mondialisé de la production et de la distribution, les entreprises des pays en développement peuvent se spécialiser dans des tâches et des services spécifiques afin de se connecter à ces chaînes de valeur. Cela ouvre des possibilités aux grands pays comme aux petits, à condition qu'ils trouvent les domaines dans lesquels ils ont un avantage comparatif en termes de coûts, de productivité, de compétences et de savoir-faire (OCDE, 2013).

ENTRÉE DU BANGLADESH DANS LES CHAÎNES DE VALEUR MONDIALES: APERÇU DES RÉSULTATS

Bangladesh	Le Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas (NTF) a permis au Bangladesh de connecter ses entreprises informatiques compétitives aux marchés européens, exploitant ainsi le potentiel du pays. (Cas d'expérience n° 68)
Bangladesh	Grâce à une activité de mise en relation du NTF, l'entreprise bangladaise de logiciels Nascenia est entrée en contact avec Better Collective, ce qui a marqué le début d'un partenariat fructueux. (Cas d'expérience n° 88)
Bangladesh	La fourniture d'un soutien publicitaire pour le lancement de Windows 8 a permis à Graphic People – une entreprise bangladaise – d'acquérir des connaissances auprès de Microsoft, ainsi qu'une expérience en vue d'autres grands projets futurs. (Cas d'expérience n° 87)

Source: OCDE/OMC, cas d'expérience concernant l'Aide pour le commerce (2015).

Les CVM donnent au secteur privé dans les pays en développement un accès sans précédent aux réseaux, aux nouveaux marchés, aux capitaux, aux connaissances et aux technologies, ce qui peut ouvrir la voie à un développement et une croissance économiques plus robustes et diversifiés. Au cours des deux dernières décennies, les gouvernements des pays en développement, en particulier en Asie de l'Est, ont fait de l'expansion du commerce international la pièce maîtresse de leurs stratégies nationales de croissance et de développement (OCDE/OMC, 2013).

Le secteur privé a saisi ces opportunités en faisant des investissements importants. Prenons l'exemple d'Unilever. D'ici à 2020, il prévoit que les marchés en développement représenteront 70% du total des ventes. Au Bangladesh, il emploie déjà dans les zones rurales 2 800 des femmes pauvres, qui vendent les produits de 7 grandes entreprises, dont Unilever, et 12 000 autres femmes devaient s'y ajouter à la fin de 2014. Outre les avantages pour la réputation d'entreprises comme Unilever, l'investissement dans les économies émergentes peut permettre de faire baisser les coûts de fonctionnement et de production, de trouver de nouvelles possibilités de marché et d'avoir un plus grand nombre d'options de distribution ainsi qu'une clientèle plus nombreuse. Au-delà du potentiel des chaînes de valeur, les entreprises privées ont la possibilité de répondre aux besoins de ceux qui sont en bas de la pyramide (Prahalad, 2004) (dans la littérature économique, l'expression "bas de la pyramide" fait référence au segment le plus large mais le plus pauvre de la société: les 3 milliards de personnes vivant avec moins de 2,5 dollars EU par jour).

Comme des milliards de personnes vivent dans la pauvreté, les pauvres représentent un potentiel considérable pour les entreprises qui apprennent à servir ce marché en fournissant aux pauvres ce dont ils ont besoin. Par exemple, Interchange cable network a connecté le Vanuatu au monde en réduisant les coûts de l'Internet à large bande d'au moins 70% et en améliorant la connectivité des TIC avec les fournisseurs et les marchés étrangers (OCDE/OMC, 2015). Cela est avantageux pour tout le monde: les entreprises exploitent le marché tandis que les pauvres deviennent des clients plus autonomes. Les entreprises qui servent ce marché créent des emplois pour les pauvres, mettant fin au cercle vicieux de la pauvreté. En bref, pour une croissance diversifiée et inclusive, le secteur privé doit répondre aux besoins de ceux qui sont en bas de la pyramide.

FACILITER LE COMMERCE TRANSFRONTIÈRES: APERÇU DES RÉSULTATS

Brésil	Le processus de cartographie du commerce extérieur du Brésil, mis en œuvre conjointement par les entreprises et le gouvernement, a réduit les délais et les coûts liés aux importations et aux exportations (par exemple, projet de guichet unique). (Cas d'expérience n° 95)
Afrique du Sud	La mise en œuvre du nouveau système de douane électronique a réduit les délais de traitement d'entre quatre et huit heures à deux heures et la quantité de papier de 16 millions à 0,8 million de pièces. (Cas d'expérience n° 96)
Inde	Le poste frontière intégré entre l'Inde et le Pakistan a permis une augmentation de la valeur totale des importations, qui est passée de 161 millions de $EU en 2011-2012 à 292 millions de $EU en 2012-2013, tandis que les exportations ont atteint 509 millions de $EU en 2012-2013, contre 229 millions de $EU en 2011-2012. (Cas d'expérience n° 100)
Rwanda	Suite à l'introduction du guichet unique électronique au Rwanda, le délai moyen de traitement par les douanes est passé de 34 heures à 23 heures, ce qui a entraîné une baisse du coût des transactions commerciales et des prix de détail. (Cas d'expérience n° 13)
Gambie	Avec la création du système de guichet unique pour l'enregistrement des entreprises, celles-ci peuvent être enregistrées en sept jours, et les coûts associés à l'application de la réglementation fiscale sont réduits. (Cas d'expérience n° 63)

Source: OCDE/OMC, cas d'expérience concernant l'Aide pour le commerce (2015).

Les pays en développement ont de nombreux atouts, comme l'accès aux matières premières, des coûts de la main-d'œuvre absolus faibles et une demande intérieure croissante. En général, l'environnement économique s'améliore, les indicateurs de nombreux pays affichant une progression, notamment l'indicateur *Doing Business* et l'Indice de performance logistique (BAfD/OCDE, 2014). Pourtant, ces pays restent désavantagés à d'autres égards, en particulier en raison du coût élevé des transactions commerciales dû à de nombreux facteurs, comme les obstacles tarifaires et non-tarifaires, les coûts de la logistique et des transports, et l'accès coûteux et peu fiable à l'énergie. Dans un monde où les CVM sont une caractéristique dominante du commerce et de l'investissement mondial, la rapidité et la facilité du commerce des marchandises et des services à travers les frontières ont une incidence directe sur l'attrait d'une économie ou d'une industrie particulière pour les investisseurs, particulièrement dans le contexte des chaînes de valeur régionales et mondiales (OCDE/OMC, 2013).

COMMENT LES PAYS DE L'OCDE FAVORISENT-ILS L'ENGAGEMENT DU SECTEUR PRIVÉ?

Les arguments théoriques et les motivations du soutien du secteur privé sont généralement bien exposés dans la littérature. Des facteurs non commerciaux, comme la règle de droit (exécution des contrats, droits de propriété intellectuelle et protection des investisseurs), la corruption et l'instabilité politique, influencent le comportement du secteur privé dans tous les pays, mais en particulier dans les pays pauvres, où les défaillances du marché et le non-respect des contrats sont beaucoup plus répandus. Les défaillances du marché, telles que les externalités, l'asymétrie de l'information, la concurrence imparfaite et l'incertitude, font que les marchés sont très imparfaits, sous-développés ou inexistants (Pietrobelli, 2007). Les problèmes de coordination et les dysfonctionnements du système constituent un motif supplémentaire d'intervention. Les résultats individuels des entreprises dépendent fondamentalement du comportement des autres acteurs, notamment des décisions de production et d'investissement en amont et en aval, de l'investissement dans l'infrastructure et les biens publics et de leur fourniture. (Reiner et Staritz, 2013).

Un climat propice à l'investissement, à la compétitivité et à l'esprit d'entreprise est indispensable pour élever les niveaux de vie et lutter contre la pauvreté. L'idée d'utiliser l'APD pour promouvoir le secteur privé est simple. Le principal objectif de la coopération pour le développement est de réduire la pauvreté. La croissance économique est un facteur essentiel pour réduire la pauvreté et promouvoir le développement, et elle dépend avant tout du secteur privé. Le gouvernement a un rôle central à jouer en permettant au secteur privé de prospérer et en faisant en sorte que la croissance contribue à la réduction de la pauvreté. En particulier, si le développement du secteur privé est essentiel pour accélérer le rythme de la croissance, la façon dont il se développe a aussi une grande influence sur les modalités de la croissance, notamment sur la largeur de son assise et sur la mesure dans laquelle elle associe les pauvres (OCDE, 2006). Le gouvernement du Canada aide les pays en développement partenaires à créer les conditions d'une croissance forte et durable tirée par le secteur privé par le biais de sa Stratégie sur la croissance économique durable. Les trois axes de cette stratégie – établir des assises économiques, favoriser la croissance des entreprises et investir dans le capital humain – correspondent aux principales conditions requises pour lutter contre la pauvreté en favorisant une croissance économique durable, tirée par le secteur privé.

Les programmes des organismes donateurs sont traditionnellement axés sur l'instauration d'un environnement plus favorable à l'initiative privée et aux opérations des entreprises dans les pays en développement, afin de réaliser les objectifs de développement grâce à la croissance du secteur privé (Davies, 2011). Pour aider les pays à améliorer leur environnement économique, les organismes d'aide au développement soutiennent les interventions utilisant l'APD pour améliorer l'environnement juridique et réglementaire, accélérer et rationaliser les procédures administratives, faire baisser les coûts de l'investissement, réduire les risques, améliorer la concurrence et renforcer les capacités. La Société financière internationale a soutenu des réformes au Rwanda visant à accélérer les procédures commerciales et à réduire leur coût: le pays est maintenant classé 46ème sur 189 dans le rapport *Doing Business* de 2015 et il est l'un des principaux

pays réformateurs d'Afrique subsaharienne depuis 2005 (cas d'expérience n° 29). Par ailleurs, le dialogue politique et le soutien ciblé accordé par le Département du développement international du Royaume-Uni (DFID) dans la Sierra Leone ont aidé le pays à améliorer la gestion de la dette publique, ce qui a contribué à la baisse de l'inflation et ce qui a facilité l'accès du secteur privé à un financement abordable. Cela a également permis d'accroître les recettes publiques et de renforcer les politiques pour rendre la situation budgétaire plus soutenable.

Les donateurs ont différentes raisons et diverses méthodes d'action pour soutenir le secteur privé. Les politiques et les programmes d'Aide pour le commerce sont un vecteur important à cet égard. Par exemple, le DFID collabore avec le secteur privé pour une grande partie de ses activités au titre de l'Aide pour le commerce visant à améliorer les droits de propriété et le climat d'investissement en aidant les entreprises privées à accroître leur productivité et la compétitivité de leurs produits et services sur les marchés nationaux et internationaux. Il recourt à des dons, des prêts ou des prises de participation, selon les cas, pour encourager la participation du secteur privé. Le DFID cofinance les aux activités de production des principaux détaillants de vêtements et de produits alimentaires au Royaume-Uni à travers l'Initiative en faveur du commerce et des chaînes de valeur mondiales, laquelle devrait favoriser la résilience à long terme des chaînes d'approvisionnement mondiales et profiter à plus de 700 000 travailleurs et petits agriculteurs au Kenya, en Afrique du Sud et au Bangladesh. De même, l'objectif global des efforts de la Finlande au titre de l'Aide pour le commerce est de créer des emplois décents et des possibilités d'entrepreneuriat pour tous grâce au développement du secteur privé. L'un des quatre objectifs de la coopération pour le développement de la Finlande est de créer un environnement sain favorable aux entreprises et au développement du secteur privé; les activités sont axées sur le commerce inclusif, l'entrepreneuriat des femmes, l'utilisation des technologies de l'information pour des activités économiques innovantes ainsi que l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes.

Les banques multilatérales de développement soutiennent depuis longtemps les entreprises privées et les marchés financiers. Aujourd'hui, nombreuses sont celles qui élargissent la gamme des programmes et des instruments qu'elles utilisent à cette fin. Par exemple, les investissements et les interventions de la Banque asiatique de développement sont de plus en plus axés sur l'engagement direct avec les entreprises et le secteur privé: le soutien est accordé sous la forme d'une aide financière comprenant des prêts sans garanties souveraines, des prises de participation, des produits d'amélioration du crédit et des activités de syndication de prêts. Le développement du secteur privé est pleinement intégré aux programmes nationaux et régionaux: par exemple, en Indonésie, un soutien est accordé pour améliorer la productivité des petits agriculteurs en développant la chaîne de valeur, et aux Philippines, des partenariats public-privé (PPP) aident à attirer davantage d'investissements dans les infrastructures. De même, la Société islamique pour le développement du secteur privé (ICD), branche du Groupe de la Banque islamique de développement s'occupant du secteur privé, accorde un soutien financier pour l'établissement, l'expansion et la modernisation des entreprises privées et le développement des marchés de capitaux. L'ICD fournit également des services consultatifs aux gouvernements et aux groupes du secteur privé au sujet des politiques permettant de renforcer le rôle de l'économie de marché et les techniques de gestion.

Encadré 8.1 Sommet des chefs d'entreprises des Amériques

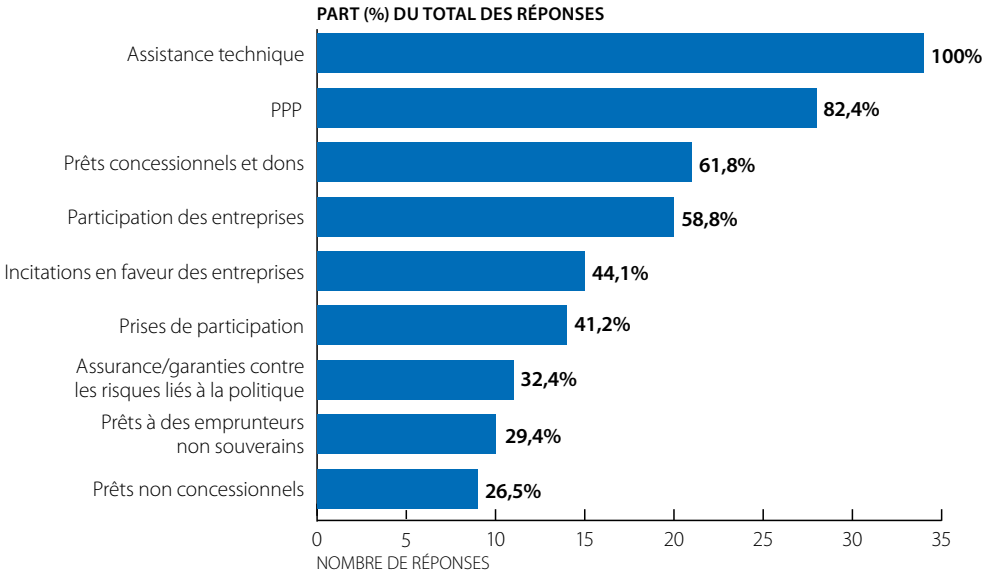
La Banque interaméricaine de développement a lancé une initiative visant à promouvoir le dialogue entre les gouvernements et le secteur privé en Amérique latine par le biais de sommets spéciaux de haut niveau organisés en collaboration avec les gouvernements hôtes, où les participants discutent de la dynamique et des perspectives du commerce et des possibilités d'investissement en Amérique latine. Le premier Sommet des chefs d'entreprise des Amériques, organisé à Carthagène en 2012 en collaboration avec le gouvernement colombien, a réuni environ 700 dirigeants d'entreprises et 12 chefs d'État, qui ont échangé des vues et des idées lors d'une série de tables rondes interactives. Le deuxième Sommet, organisé à Panama en 2015, a renforcé le rôle du sommet en tant que plate-forme d'échange de haut niveau sur les questions régionales relatives au commerce et à l'investissement, et il a élargi la portée du dialogue pour y inclure les priorités du développement social et économique des Amériques.

Pour plus de renseignements, voir: http://cumbreempresarialdelasamericas.com/en.

Aujourd'hui, la communauté des donateurs cherche de plus en plus à collaborer avec le secteur privé dans le domaine du développement afin de mettre à profit les compétences du secteur privé et de mobiliser des financements supplémentaires. Cela implique une collaboration avec les entreprises du secteur privé pour faire d'elles des acteurs directs du développement, et il en est résulté un changement de paradigme, à savoir que l'approche essentiellement axée sur les gouvernements a laissé la place à un mélange d'activités et d'initiatives axées sur l'aide, le commerce et l'investissement. Les examens par les pairs du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE qui ont suivi ont mis en évidence ces tendances en matière de coopération pour le développement sur plusieurs années. Une synthèse des examens par les pairs effectués entre 2012 et 2014 signale que "la coopération avec le secteur privé et l'expansion de celui-ci font l'objet d'un intérêt nouveau ou grandissant de la part des Membres soumis à l'examen" (RCD, 2014).

Les réponses des donateurs aux questionnaires concernant la nature de l'assistance fournie pour le développement du secteur privé indiquaient un soutien unanime en faveur de l'assistance technique (voir la figure 8.1). Ce soutien vise à améliorer l'environnement des entreprises par le biais de politiques et de réformes, de transferts de technologie et d'initiatives en faveur du développement des entreprises. Le soutien direct à la création ou au développement des entreprises – au moyen de PPP et de prêts concessionnels et de dons – est aussi une caractéristique essentielle des efforts déployés par les donateurs, puisque ces moyens représentent respectivement plus de 80% et 60% des réponses. Bon nombre de ces activités font intervenir des entreprises privées établies dans les pays donateurs, qui reçoivent une aide pour créer des coentreprises ou accroître leurs investissements commerciaux dans les pays en développement: 88% des répondants ont indiqué que le secteur privé de leur pays participait à leurs programmes.

Figure 8.1 Approches des donateurs pour promouvoir le développement du secteur privé



Note: 34 répondants – réponses multiples autorisées.
Source: Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE/OMC 2015.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241530

Le soutien direct aux entreprises privées des pays donateurs qui investissent dans des activités commerciales dans les pays en développement est un élément essentiel des activités bilatérales du secteur privé. Le Programme autrichien de partenariat d'entreprises exige que les entreprises investissent à long terme, à leurs frais et risques, pour créer de la valeur locale, transférer des savoir-faire et des technologies, créer des emplois, et réduire ainsi la pauvreté. Dans la plupart des cas, les projets sont axés sur la mise en place et/ou le renforcement de chaînes de valeur et d'approvisionnement, sur

l'amélioration de la formation professionnelle et sur la responsabilité sociale des entreprises (RSE). L'Agence autrichienne de développement apporte un savoir-faire, des contacts, des renseignements commerciaux et jusqu'à 200 000 euros de financement pour les projets des entreprises éligibles. L'Allemagne a mis en place le programme develoPPP.de afin d'encourager la participation du secteur privé à l'intersection entre les possibilités commerciales et les initiatives de développement. À travers ce programme, le gouvernement allemand accorde un soutien financier allant jusqu'à 200 000 euros pour des projets axés, par exemple, sur la formation professionnelle, la promotion des technologies respectueuses du climat ou l'amélioration des normes sociales dans les installations de production et, en cas de besoin, une assistance technique aux entreprises qui investissent dans les pays émergents et en développement.

Dans la période qui a précédé le quatrième Forum de haut niveau, tenu à Busan en 2011, l'accent a été mis de plus en plus sur le rôle du secteur privé et sa contribution au processus de développement (la Déclaration de Paris [2005] et le Programme d'action d'Accra [2008] évoquaient de manière limitée le rôle du secteur privé dans le développement, mettant l'accent sur la collaboration entre tous les acteurs du développement au sein de partenariats plus inclusifs pour que tous les efforts aient plus d'impact sur la réduction de la pauvreté). L'Accord de partenariat de Busan reconnaît le rôle central du secteur privé et les avantages de modalités de financement du développement tels que les PPP pour faire avancer l'innovation, créer de la richesse, des salaires et des emplois, mobiliser les ressources intérieures et contribuer ainsi à la réduction de la pauvreté. Le secteur privé est maintenant un soutien actif du Partenariat mondial pour l'efficacité de la coopération pour le développement. L'engagement avec le secteur privé est aussi une priorité pour les pays partenaires, dont près de 60% considèrent qu'il joue un rôle décisif.

Du point de vue des organismes donateurs, la collaboration avec le secteur privé va bien Au-delà du simple apport de financements supplémentaires. Pour les pays en développement, il est important d'attirer des IED, car cela peut procurer un ensemble d'avantages, parmi lesquels des compétences en gestion et des compétences techniques, des financements à l'intérieur d'un même groupe d'entreprises, des retombées technologiques et un accès à de nouveaux marchés. Le secteur privé a aussi l'avantage de réagir plus rapidement et d'être plus adaptable que le secteur public. Les activités des gestionnaires compétents qui organisent et forment une main-d'œuvre locale, fixent des normes de sécurité et de santé, paient des impôts à l'administration locale et relèvent le niveau technologique des industries et des fournisseurs de services locaux, apportent des avantages qui contribuent beaucoup plus au développement de l'économie locale que l'impact direct de l'investissement lui-même. En particulier, les cas d'expérience (voir le tableau ci-dessous) soulignent qu'il est important que le secteur privé se conforme aux normes internationales pour entrer dans les CVM et stimuler ainsi la croissance.

LES NORMES COMME CLÉS D'ENTRÉE DANS LES CHAÎNES DE VALEUR MONDIALES: APERÇU DES RÉSULTATS

Madagascar	Après s'être conformé aux réglementations européennes sur la sécurité sanitaire des litchis, Madagascar a augmenté ses exportations et amélioré les relations entre les exportateurs et les importateurs. (Cas d'expérience n° 45)
Égypte	Après que les entreprises agroalimentaires égyptiennes eurent obtenu les certificats nécessaires pour exporter des produits halal en Malaisie, leur présence dans ce pays asiatique a progressé de 30%. (Cas d'expérience n° 61)
Pérou	Après que l'Agence des médicaments et des produits alimentaires des États-Unis eut reconnu l'huile de Sacha Inchi péruvienne comme généralement sans danger pour la santé, les prévisions de ventes ont quintuplé. (Cas d'expérience n° 56)
Éthiopie	L'agrandissement et la modernisation – conformément aux normes internationales – de l'aéroport d'Addis-Abeba ont attiré les compagnies aériennes étrangères et le trafic en découlant. (Cas d'expérience n° 35)

Source: OCDE/OMC, cas d'expérience concernant l'Aide pour le commerce (2015).

Par ailleurs, pour les grandes entreprises mondiales, investir dans les pays en développement crée de nombreuses possibilités de faire "bien" tout en réussissant commercialement (Warden, 2007). Nombre de ces entreprises ont intégré la RSE dans leur modèle d'entreprise car elles estimaient que leur position concurrentielle et la santé de la communauté locale étaient indissociables – et interdépendantes. Les entreprises qui ont adopté ce modèle de création de valeur partagée ont contribué à la promotion des politiques, usant de leur influence pour améliorer le cadre d'action en matière de développement dans le pays d'accueil ou le pays d'origine. Elles ont acheté des matériaux, des marchandises et des services dans les pays en développement et elles ont contribué au respect des normes et formé et instruit des travailleurs. Elles apportent sur le marché des compétences, des idées et des méthodes. Les initiatives de collaboration du secteur privé et les investissements conjoints dans les chaînes de valeur (par exemple, Danone et Walmart) se multiplient et ont de plus en plus d'impact, ouvrant une nouvelle voie pour la participation des entreprises au développement (OCDE, 2011; Banque mondiale, 2011).

Les opérations courantes des entreprises privées peuvent contribuer non seulement au développement économique, mais aussi à la réalisation d'objectifs sociaux. Par exemple, les systèmes de distribution des brasseries ont été utilisés pour livrer des engrais aux agriculteurs et pour fournir des préservatifs et des renseignements sur le VIH/SIDA (Davies, 2011). Coca-Cola est en train d'élargir son réseau de distribution et transporte des fournitures médicales dans les emballages Cola Life sur ses camions (Greening, 2014). La plupart des grandes entreprises adhèrent aussi à la RSE et aux pratiques responsables, ce qui peut contribuer au développement. Le Pacte mondial de l'ONU et les Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales de l'OCDE sont deux des principales initiatives volontaires qui encouragent la responsabilité de l'entreprise et les pratiques commerciales durables. Ces initiatives se complètent dans le but de créer un secteur des entreprises plus responsable, mais elles sont différentes et uniques. Leur engagement et leurs mécanismes de responsabilité sont complémentaires. Ensemble, elles définissent et renforcent la relation entre les entreprises et les normes internationales, tout en offrant un modèle global de pratiques responsables. Le Pacte mondial des Nations Unies invite les entreprises à adopter, soutenir et appliquer, dans leur sphère d'influence un ensemble de valeurs fondamentales, dans les domaines des droits de l'homme, des normes de travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption.

Un nombre croissant d'entreprises adoptent des approches novatrices qui combinent une stratégie commerciale et des objectifs ayant une incidence sur la société, y compris l'approvisionnement auprès des petits producteurs, les paiements pour services environnementaux, l'emploi des populations marginalisées ou la commercialisation de produits adaptés à leurs besoins. Par exemple, la fondation "FairChain" veut partager la valeur ajoutée de la filière café avec les économies locales. Ainsi, plutôt que d'exporter les grains de café verts, elle soutient la torréfaction locale, de sorte qu'une plus grande partie de la valeur ajoutée reste dans le pays producteur, ce qui lui permet de passer du statut d'économie de production primaire à celui d'économie de transformation secondaire (cas d'expérience n° 117). La France soutient des projets responsables de ce type réalisés par des entreprises privées, parfois à grande échelle. En 2013, le DFID du Royaume-Uni a lancé l'initiative en faveur du commerce et des chaînes de valeur mondiales afin de créer des partenariats avec les entreprises pour améliorer les conditions de travail et les possibilités d'emploi des travailleurs pauvres et des petits agriculteurs dans les pays en développement et pour soutenir la résilience à long terme des chaînes d'approvisionnement mondiales. Cette initiative a approuvé des projets de cofinancement avec de grands détaillants de vêtements et de produits alimentaires du Royaume-Uni, qui devraient profiter à plus de 700 000 travailleurs et petits exploitants dans les secteurs de l'horticulture et de l'habillement au Kenya, en Afrique du Sud et au Bangladesh. En 2014, l'Allemagne a lancé un partenariat pour les textiles durables visant à promouvoir les normes sociales et environnementales tout au long de la chaîne d'approvisionnement mondiale des textiles et des vêtements. Ce partenariat est conçu comme une plate-forme entre plusieurs parties prenantes et il cherche à s'appuyer sur les normes de durabilité établies et à coopérer avec d'autres initiatives nationales et internationales au niveau du G-7, de l'OCDE et de l'UE.

LA DIFFICILE QUÊTE D'UNE CROISSANCE INCLUSIVE

Bien que la croissance globale soit importante, il faut s'attaquer particulièrement aux obstacles rencontrés par les groupes vulnérables dans le cadre des programmes du secteur privé, pour faire en sorte que tous les membres de la société puissent en bénéficier. Les grandes inégalités freinent la croissance car elles entravent l'investissement dans le capital humain et nuisent à la qualité des institutions. Leur accentuation affaiblit aussi la classe moyenne, fondement de la démocratie moderne et vecteur de progrès social. Enfin, la persistance des inégalités pourrait ébranler la cohésion sociale et provoquer une instabilité sociale et politique, menaçant ainsi la viabilité de la croissance et des progrès économiques d'un pays. Cela étant, les pauvres constituent un groupe hétérogène, et aucune politique d'aide axée uniquement sur la croissance ne peut réussir. Par exemple, la participation des femmes à l'économie est indispensable pour promouvoir l'inclusion, et elle n'est pas possible sans une intervention forte du secteur privé, en particulier des PME, qui sont une importante source d'emplois pour les femmes dans de nombreux pays en développement. Les femmes se heurtent à de nombreux obstacles en termes d'accès au financement, de droits légaux et de discrimination dans l'emploi: elles ne peuvent pas profiter de programmes qui ne défendent pas leur droit fondamental de participer à l'économie avec des chances égales et un accès égal aux avantages (Banque mondiale, 2014).

Depuis de nombreuses années, le Groupe de la Banque mondiale soutient activement le secteur privé dans tous les pays en développement. Il a mis en place le Trade and Competitiveness Global Practice, qui a la capacité de faire participer les entreprises et les entrepreneurs. Le soutien ciblé en faveur des jeunes pousses et des PME est au centre de ses opérations: le soutien catalyseur apporté aux entreprises et aux entrepreneurs – en particulier aux femmes – est élargi à travers un ensemble plus coordonné de prêts souverains et de mesures de gestion des risques, de services consultatifs intégrés et de dons directs.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE PRODUCTION DES PME: APERÇU DES RÉSULTATS	
Gambie	New Life for MP Farm – réorganisation complète de MP Farm, exploitation de 100 hectares en Gambie – réduction du coût de l'irrigation, mise en place d'un centre de recherche, amélioration de l'efficacité et augmentation des salaires des travailleurs. (Cas d'expérience n° 85)
Pérou	Un projet visant à inciter les exportateurs à produire des mangues biologiques et à renforcer les liens commerciaux entre le Canada et le Pérou a permis l'exportation de 12 conteneurs de mangues, avec une amélioration des revenus de plus de 200 familles. (Cas d'expérience n° 101)
Éthiopie	Des stagiaires éthiopiens ont eu la possibilité de suivre un cours de 14 jours à Czech Vítkovice Machinery Group, où ils ont reçu une formation pratique à l'usinage et à la soudure. (Cas d'expérience n° 83)

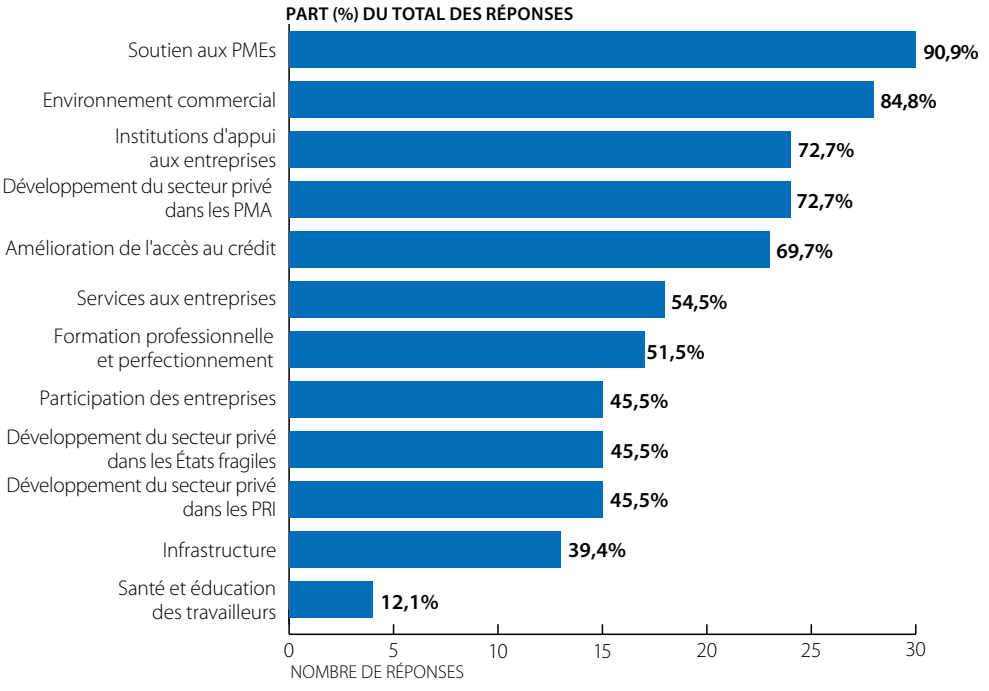
Source: OCDE/OMC, cas d'expérience concernant l'Aide pour le commerce (2015).

La majeure partie de l'aide fournie pour le développement industriel, qui a atteint plus de 2 milliards de dollars EU par an au cours des dernières années, est destinée à la promotion des PME, qui constituent l'essentiel du secteur privé dans les pays en développement. Cependant, les PME rencontrent de sérieuses difficultés pour développer leurs activités. Les contraintes les plus courantes sont les réglementations inefficaces, les technologies obsolètes et le manque de compétences techniques et entrepreneuriales. De plus, la plupart de ces entreprises opèrent sur les marchés informels, caractérisés par une faible productivité et des produits de qualité inférieure. La Porta et Schleifer (2014) ont constaté que les entreprises informelles ont une faible productivité et que leurs produits sont de mauvaise qualité. Elles ne constituent donc pas une menace pour les entreprises formelles. Elles ont tendance à disparaître à mesure que les pays se développent. Le secteur formel, composé d'entreprises qui sont dirigées par des entrepreneurs instruits et qui ont des niveaux de productivité beaucoup plus élevés, est généralement un moteur de la croissance économique. La croissance rapide des PME est un puissant facteur de création d'emplois dans de nombreuses économies, mais plus des deux tiers des PME dans les pays en développement n'ont pas accès à un financement du secteur financier formel.

Cette défaillance du marché entrave sérieusement les efforts faits pour promouvoir une reprise forte et durable au niveau mondial. Récemment, le G-20 a abordé cette question en organisant un concours pour le financement des PME afin d'identifier des moyens d'accroître l'efficacité des gouvernements et des institutions publiques pour mobiliser un financement privé pour les PME dans les pays en développement.

Sans des compétences efficaces en matière de technique, de gestion et de commercialisation, les PME ont peu de chances d'accroître leur productivité, de diversifier leurs produits et de développer leurs activités. Certains donateurs soutiennent les conditions-cadre pour la croissance et l'emploi dans les PME. D'autres aident à améliorer la compétitivité des PME (le Japon, par exemple, a encouragé les économies d'énergie dans des PME indiennes). D'autres projets d'assistance ciblent des secteurs spécifiques (OCDE/OMC, 2013). Par exemple, l'UE aide la Jordanie dans ses efforts pour attirer des entreprises durables qui apportent de la valeur, renforçant ainsi le secteur des services pour qu'il devienne plus productif et qu'il soit mieux connecté au niveau mondial. Le Canada aide à reconstruire le secteur privé en Haïti en facilitant la croissance et la diversification des exportations. L'objectif principal est de développer et promouvoir l'artisanat afin d'accroître les exportations haïtiennes dans les secteurs de la décoration d'intérieur et des cadeaux. En plus de cela, les centres de formation à la gestion et les services de conseil aux entreprises peuvent aider les PME à accroître leur productivité et à élargir leurs marchés. Les réseaux locaux de conseil aux entreprises assistent les PME pour des problèmes spécifiques. Le soutien du gouvernement italien aux PME en Iraq, notamment par des programmes visant à renforcer les capacités en matière de politique commerciale et d'investissement, a donné lieu à 60 accords de partenariat, et a permis de créer plus de 1 300 emplois et de mobiliser pour 42 millions de dollars EU d'investissements. (Cas d'expérience n° 22)

Figure 8.2 Domaines clés du soutien des donateurs pour le développement du secteur privé



Note: 33 répondants – réponses multiples autorisées.

Source: Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE/OMC, 2015.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241547

Le développement des PME est un axe essentiel du soutien des donateurs: plus de 90% des répondants ont indiqué que leur programme de développement du secteur privé était centré sur le soutien au développement du secteur des PME (voir la figure 8.2). De plus, les PME bénéficient souvent d'autres activités largement soutenues par les donateurs telles que le renforcement des capacités des institutions commerciales ou des entreprises, l'amélioration de l'information sur les marchés et des services aux entreprises et le renforcement de l'accès au crédit.

Les efforts visant à remédier aux disparités et à maximiser les possibilités d'emploi pour les personnes se trouvant au bas de la pyramide se développent rapidement. Plusieurs donateurs mettent l'accent sur le potentiel gagnant-gagnant de la promotion des producteurs, des entrepreneurs et des consommateurs pauvres qui peut soutenir le développement du secteur privé, et ils ont développé des compétences institutionnelles spécialisées pour ce type d'initiative. La stratégie du PNUD pour le secteur privé prévoit des actions spécifiques pour promouvoir le développement des entreprises au bas de la pyramide, notamment un plaidoyer pour encourager le secteur privé à développer des modèles d'entreprise inclusifs pour les marchés pauvres, en accordant des financements et des dons novateurs afin de stimuler les investissements privés durables dans le développement d'entreprises propauvres, en facilitant de l'intégration des producteurs pauvres/d'autres acteurs du marché dans les chaînes de valeur et les secteurs économiques clés, et en améliorant les infrastructures politiques et institutionnelles pour un développement inclusif du marché. L'approche du PNUD inclut directement les pauvres du côté de la demande en tant qu'usagers et clients, et du côté de l'offre en tant qu'employés, producteurs et chefs d'entreprise, à différents points des chaînes de valeur.

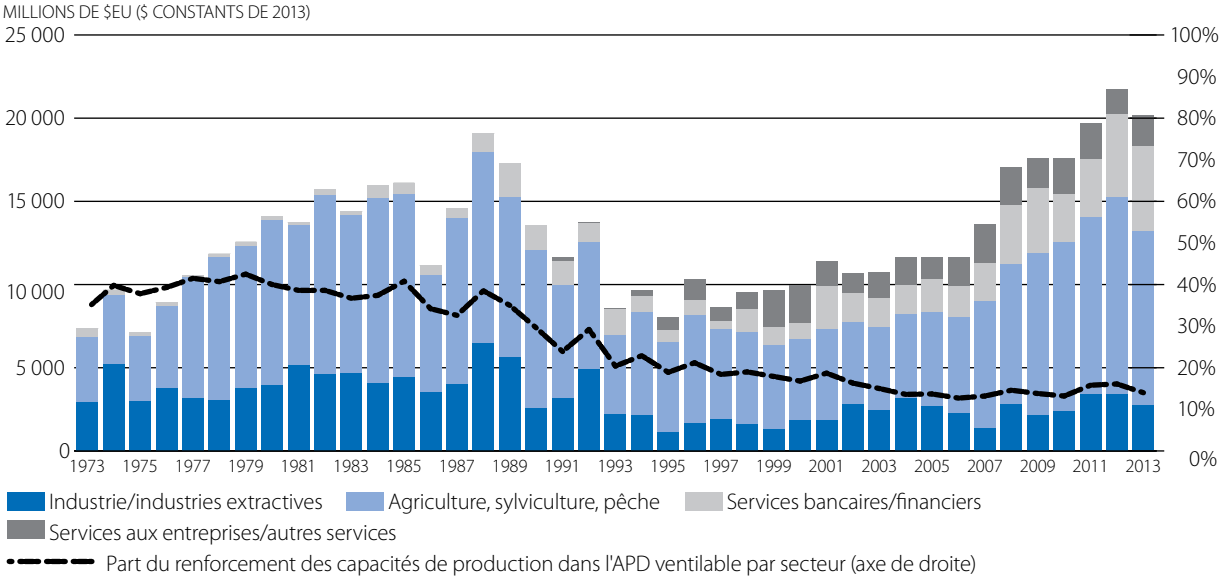
AIDE POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE PRODUCTION

Reflétant la priorité de plus en plus grande que les donateurs donnent au développement du secteur privé, l'aide destinée au renforcement des capacités de production – ressources ciblées sur l'agriculture, l'industrie, le secteur financier et les services aux entreprises – a plus que doublé pendant la période 2003-2012, passant de 10,7 à 21,5 milliards de dollars EU (voir la figure 8.3). Bien que la part du renforcement des capacités de production dans l'APD ventilable par secteur ait augmenté pour atteindre environ 14%, cela est faible par rapport à la priorité accordée au secteur privé dans les années 1970 et 1980, lorsque 30 à 40% de l'APD étaient généralement consacrés aux activités du secteur privé. Le récent regain du soutien au secteur privé a été stimulé par l'aide destinée à l'agriculture, à la pêche et à la sylviculture, qui a reçu près de 60% de l'APD totale axée sur le renforcement des capacités de production. De nombreux donateurs tiennent à soutenir les petits agriculteurs, qui sont sans doute le plus large segment du secteur privé dans le monde en développement, et qui jouent un rôle essentiel dans les économies rurales en contribuant à l'emploi, aux revenus et à la sécurité alimentaire. Par exemple, avec le soutien financier de l'Australie, le programme du gouvernement indonésien pour l'agriculture, la sylviculture et le développement communautaire a touché plus de 21 000 ménages, a élargi les zones cultivées et a augmenté les rendements agricoles, la valeur de la production et la rentabilité des exploitations agricoles (cas d'expérience n° 51). Grâce au programme du gouvernement canadien visant à renforcer les capacités commerciales des pays arabes (EnACT), le nombre d'entreprises certifiées halal a plus que doublé, passant de 21 à 52, et la présence du secteur égyptien de l'industrie alimentaire sur le marché malaisien a augmenté de 30% (cas d'expérience n° 61).

La part de l'APD ventilable par secteur destinée à l'agriculture est tombée de 25% dans les années 1970 à un niveau très bas de 5,8% en 2004. Cependant, face à la crise alimentaire de 2007-2008, les donateurs ont réagi en augmentant leur soutien au secteur agricole (OCDE, 2010): en 2012, la part du soutien à l'agriculture a atteint près de 9%. L'accent mis sur la pauvreté en milieu rural et la sécurité alimentaire est une caractéristique récurrente des projets d'aide à l'agriculture. Par exemple, dans le cadre de l'un des plus grands projets mentionnés récemment, la Banque mondiale a accordé à l'Inde 1 milliard de dollars EU de prêts pour le développement agricole, à travers un projet national pour les moyens de subsistance en milieu rural. Le gouvernement des États-Unis a accordé un soutien à l'Afghanistan pour améliorer les technologies et les pratiques de gestion afin d'accroître l'efficacité organisationnelle et l'efficience du marché en vue

d'augmenter la résilience des systèmes de production et de subsistance. L'UE s'occupe de la sécurité alimentaire en accordant 139 millions de dollars EU pour les personnes pauvres et vulnérables vivant en situation précaire dans des pays comme l'Afghanistan, Haïti, le Libéria, Madagascar, la République démocratique du Congo, la République populaire démocratique de Corée, le Pakistan et le Soudan. Suite à la mise en œuvre du programme du gouvernement gambien visant à accroître la production de mangues, la productivité et les ventes ont augmenté dans les zones rurales et 250 agriculteurs ont exporté 352 tonnes de mangues, ce qui a généré des recettes totales de 77 millions de dollars EU (cas d'expérience n° 62).

Figure 8.3 APD consacrée au renforcement des capacités de production, par secteur



Source: Système de notification des pays créanciers de l'OCDE/CAD.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241557

L'accès au financement est essentiel pour la croissance du secteur privé. La part de l'aide destinée à soutenir les services bancaires et financiers dans l'aide totale pour le renforcement des capacités de production a progressivement augmenté depuis son apparition au milieu des années 1980, et, depuis 2000, elle a connu une croissance exponentielle, passant de 896 millions de dollars EU à 5 milliards de dollars EU en 2013, soit une multiplication par cinq au cours de la période. Aujourd'hui, les services bancaires et financiers représentent 25% de l'aide totale destinée au renforcement les capacités de production. Ces ressources sont allouées aux banques centrales, aux intermédiaires financiers du secteur formel, à des lignes de crédit et à des coopératives de microcrédit et de crédit.

En Papouasie-Nouvelle-Guinée, un programme ambitieux de services de microbanques a considérablement amélioré l'accès aux services bancaires dans les zones rurales grâce à 15 000 guichets automatiques, à des machines pour le transfert électronique de fonds au point de vente, à des agents et à des services de paiement par téléphonie mobile; plus de 500 000 personnes peuvent maintenant effectuer des opérations financières rapidement et en toute sécurité à des fins personnelles et professionnelles (cas d'expérience n° 52). Outre le crédit, un environnement sain pour le commerce et l'investissement nécessite des associations commerciales et professionnelles, une réforme juridique et réglementaire, le renforcement des capacités institutionnelles du secteur privé, et des conseils des informations commerciales et l'établissement de réseaux public-privé lors de foires commerciales. Ces services aux entreprises ont bénéficié d'un financement d'environ 1,9 milliard de dollars EU par an en moyenne pendant la période 2010-2013, ce qui correspond à peu près à la tendance de la dernière décennie (par exemple, les États-Unis accordent des subventions pour renforcer

SERVICES BANCAIRES ET ACCÈS AU CRÉDIT POUR LA CROISSANCE: APERÇU DES RÉSULTATS	
Pays africains et pays du Mékong	Le projet ITC-OIF a facilité l'établissement d'une coopération interbancaire directe entre 14 pays africains et 3 pays du Mékong, ce qui a contribué à un fort accroissement des échanges. (Cas d'expérience no 57)
Gambie	La Société internationale islamique de financement du commerce a accordé 14 millions de dollars EU à la Société gambienne de l'arachide afin de financer ce produit de base, ce qui a profité à des milliers d'agriculteurs locaux. (Cas d'expérience no 69)
Papouasie-Nouvelle-Guinée	En améliorant l'accès aux services bancaires dans les zones rurales grâce à 15 000 distributeurs automatiques, à des machines pour le transfert électronique de fonds au point de vente, à des agents et à des services de paiement par téléphonie mobile, plus de 500 000 personnes peuvent maintenant effectuer des transactions financières rapidement et en toute sécurité. (Cas d'expérience no 52)
Pays insulaires du Pacifique	Le Programme de finance inclusive dans le Pacifique a permis à plus de 150 000 personnes d'avoir accès à de nouveaux comptes d'épargne et à plus de 450 000 personnes d'utiliser les télécommunications mobiles pour stocker et transférer de l'argent. (Cas d'expérience no 53)

Source: OCDE-OMC, cas d'expérience concernant l'Aide pour le commerce (2015).

la capacité des entreprises de s'intégrer aux marchés nationaux et internationaux en augmentant la productivité, en améliorant la gouvernance d'entreprise et en développant et appliquant des technologies et des pratiques de commercialisation modernes). Les programmes de développement des capacités des entreprises comprennent des activités qui aident les entreprises et les associations à saisir les possibilités existant sur le marché international.

TRAVAILLER AVEC LE SECTEUR PRIVÉ ET PAR SON INTERMÉDIAIRE

Comme cela a été indiqué précédemment, les organismes donateurs cherchent de nouvelles façons d'utiliser les ressources et les outils de développement pour mobiliser stratégiquement le secteur privé pour qu'il aide à obtenir des résultats positifs en matière de développement. Des tendances récentes indiquent que les volumes croissants d'APD favorisent des investissements privés et de nouveaux types de partenariat pour faire des entreprises un partenaire essentiel dans le développement. Les coûts peuvent être partagés pour que les risques pour les investisseurs privés soient ramenés à des niveaux acceptables ou pour dédommager ceux qui apportent des bénéfices au public. Les financements compétitifs sont une formule très utilisée qui permet de fournir des ressources au secteur privé pour réaliser des investissements et des activités contribuant au développement. En général, on s'attend à ce que ce type de soutien des donateurs donne lieu à des activités privées qui ne verraient pas le jour sans cela ou à ce qu'il augmente leur impact sur le développement en améliorant leur viabilité et leur orientation propauvres, ou encore à ce qu'il aide à les réaliser beaucoup plus rapidement. En d'autres termes, le soutien des donateurs devrait être à la fois un catalyseur et un complément.

Te Velde *et al.* (2008) mettent en évidence les différentes approches des organismes de développement. Les organismes donateurs bilatéraux, tels que le DFID, ont tendance à considérer que le soutien visant à créer un environnement propice est l'approche la plus efficace pour promouvoir le développement du secteur privé, tandis que d'autres, comme la GIZ et la DANIDA, sont plus engagés dans les services aux entreprises et au niveau du financement et/ou de l'investissement. Ces deux approches caractérisent le soutien des donateurs depuis des décennies et sont aujourd'hui qualifiées de modèle pilote par les donateurs. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) estime que des politiques plus directives (par exemple, la politique industrielle) peuvent également être appropriées.

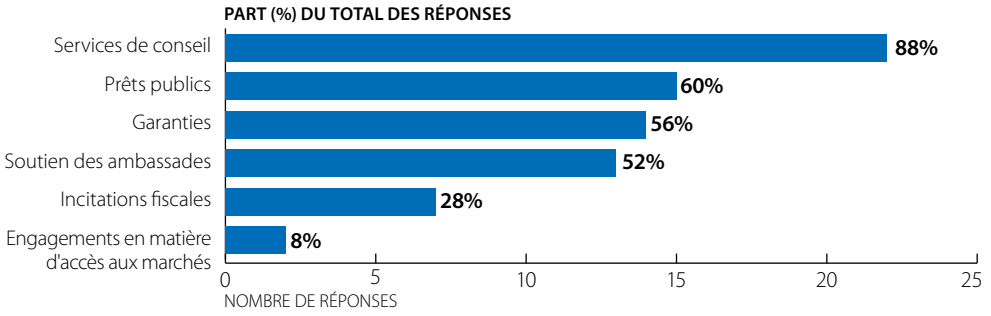
Un partenariat piloté par l'industrie qui vise à transformer les chaînes d'approvisionnement mondiales, que le Comité des donateurs pour le développement de l'entreprise définit comme le modèle de coalition, qui consiste à toucher de nombreux bénéficiaires et à collaborer avec les acteurs économiques clés dans la chaîne d'approvisionnement, est considéré comme convenant parfaitement pour l'intégration de la transformation du marché. Cependant, un problème majeur avec cette approche est qu'il faut que la coalition englobe un nombre suffisant d'acteurs clés de la chaîne de valeur disposés à modifier leurs pratiques commerciales d'une manière qui entraîne une transformation. Les initiatives mondiales de cette nature financées par des donateurs se heurtent à des difficultés lorsque des transformations sont nécessaires dans des pays développés. Le modèle piloté par les donateurs et le modèle de coalition ont des stratégies de financement claires, fondées sur la mobilisation des fonds et des innovations du secteur privé. Dans la plupart des projets pilotes par les donateurs, les opérateurs privés apportent jusqu'à 50% du financement. Certains modèles de coalition utilisent des systèmes de redevances et d'appariement pour obtenir des contributions du secteur privé.

Dans la pratique, l'aide destinée au secteur privé englobe de nombreux types d'activités. Les donateurs bilatéraux et multilatéraux œuvrent principalement à la création d'un environnement favorable aux entreprises, avec la mise en place d'infrastructures, l'amélioration des compétences et du bien-être des travailleurs et le renforcement des réformes et de la gouvernance économiques (des détails sur les stratégies de développement du secteur privé des organismes donateurs figurent à l'adresse suivante: http://www.enterprise-development.org/page/psdstrategies). Pour la majorité des organismes donateurs, le développement des PME est la pierre angulaire de la promotion du secteur privé. Outre un soutien aux projets, les membres du CAD, comme le Royaume-Uni et la Suède, fournissent des conseils. Ils apportent aussi leur expertise et encouragent le partage des connaissances. La participation des entreprises – lorsque le secteur privé dialogue directement avec le gouvernement et joue un rôle constructif dans l'élaboration de politiques nationales – est un nouveau domaine de travail pour de nombreux membres du CAD. Le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement mobilise le secteur privé pour assurer une coopération plus efficace au développement. À cette fin, l'OCDE et le PNUD élaborent un indicateur qui mesure la contribution du secteur privé au développement via un dialogue public privé.

Pour de nombreux membres de l'OCDE, l'engagement avec le secteur privé se fait principalement par l'intermédiaire des institutions de financement du développement (IFD). En général, les IFD organisent leurs mécanismes d'investissement et leurs opérations de prêt en panachant des dons d'APD, des prêts concessionnels, des garanties d'investissement et des ressources privées provenant des entreprises et du secteur financier, en bénéficiant de la capacité de ce secteur de lever des fonds (Miyamoto et Biousse, 2014). Dans l'ensemble, les garanties se sont révélées être un instrument utile permettant d'effectuer les investissements souhaitables dans des pays et des secteurs à haut risque. Néanmoins, si elles sont mal gérées, elles génèrent peu d'additionnalité financière et économique et peuvent devenir un instrument de contrôle politique et de clientélisme. Les opérations des IFD ont notablement augmenté, leurs investissements étant estimés à environ 40 milliards de dollars EU en 2010. Ils devraient atteindre 100 milliards de dollars EU avant la fin de l'année (Reality of Aid, 2012). Au sein de l'UE, les IFD ont créé un forum de discussion sur la politique de développement entre les gouvernements membres par l'intermédiaire de l'Association des institutions européennes de financement du développement (IEFD), en plus des forums traditionnels comme le CAD.

Les IFD sont un instrument essentiel pour les donateurs qui souhaitent encourager la participation directe de leur secteur privé à des programmes et des projets visant à promouvoir le développement des entreprises dans les pays partenaires: près des trois quarts des donateurs ayant répondu à l'enquête fournissent ce type de soutien. Des services de conseil et de mise en relation – souvent gérés et fournis dans le pays par le personnel chargé de la coopération pour le développement et le personnel des ambassades – sont assurés par près de 90% des donateurs qui ont répondu au questionnaire (voir la figure 8.4). Le soutien financier direct, y compris les prêts et les garanties, est un élément courant des programmes destinés à promouvoir les investissements directs: les IFD donatrices jouent un rôle important dans la fourniture de ces ressources.

Figure 8.4 Types de soutien fourni par les donateurs pour encourager les investissements des entreprises



Note: 25 donateurs ont répondu – il était possible de fournir plusieurs réponses
Source: Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC (2015).
StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241565

De nombreux donateurs européens ont créé des IFD. Par exemple, le Finnfund (Finish Fund for Industrial Co-operation Ltd.) est une institution finlandaise de financement du développement qui fournit du capital-risque à long terme pour des projets privés dans des pays en développement. En plus d'investir avec des entreprises finlandaises, le Finnfund peut financer des entreprises qui utilisent des technologies finlandaises, qui coopèrent à long terme avec des partenaires finlandais ou qui génèrent d'importants bénéfices environnementaux ou sociaux. Le Dutch Good Growth Fund soutient les petites et moyennes entreprises et les petits et moyens entrepreneurs néerlandais sur les marchés émergents et dans les pays en développement en facilitant le financement des exportations et des investissements locaux, axés sur le développement.

Parmi les différentes approches de l'engagement du secteur privé, il est intéressant de mobiliser l'APD pour faciliter les PPP qui peuvent encourager l'investissement, en particulier dans le secteur des infrastructures. Les PPP sont de plus en plus considérés comme une option de financement du développement intéressante car ils sont généralement perçus comme un moyen efficace de mobiliser des ressources financières, avec des coûts initiaux plus élevés mais des risques plus faibles. Dans leurs réponses à l'enquête OCDE-OMC, 44 pays partenaires ont indiqué qu'ils participaient à des PPP au niveau national et 30 au niveau régional.

Les PPP peuvent permettre au secteur public de tirer parti de l'expertise et de l'efficacité du secteur privé pour la fourniture de services publics et ils peuvent également être un bon moyen d'offrir des possibilités de sous-traitance aux entreprises locales. L'aide du gouvernement australien au Centre philippin de partenariats public-privé a permis de soutenir six projets d'infrastructure d'une valeur de 1 milliard de dollars EU depuis 2011, ce qui a augmenté la participation du secteur privé aux PPP et a permis de mieux coordonner la passation des marchés (cas d'expérience n° 50). Un autre exemple de PPP réussi est Dubai Ports World au Sénégal, qui a permis la modernisation et l'extension considérables du terminal de conteneurs (de 300 000 à 600 000 unités), la création de plus de 200 emplois et la formation spécialisée, conformément aux normes mondiales, de tous les employés du terminal (cas d'expérience no 94).

Le Japon propose divers programmes pour aider le secteur privé à investir dans les pays en développement. Les résultats d'enquêtes préparatoires réalisées par l'intermédiaire de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) révèlent que les programmes fondés sur des propositions du secteur privé encouragent les entités privées à résoudre les problèmes de développement des pays en développement. Des investissements dans des projets d'infrastructure, tels que la construction, l'exploitation et la maintenance de centrales électriques, de chemins de fer, d'aéroports, de parcs industriels, de systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement et d'hôpitaux, sont envisagés sur la base des résultats des études de faisabilité susmentionnées. S'ils sont réalisables, la JICA pourrait soutenir les projets d'infrastructure en PPP par le biais du Fonds d'investissement du secteur privé (au moyen de prêts participatifs et/ou de prêts concessionnels ou non).

Si les PPP semblent pouvoir être un moyen de réunir des ressources et des compétences publiques et privées, locales et internationales, toutes les parties prenantes doivent apporter une contribution importante pour réaliser ce potentiel (OCDE, 2005). Comme EURODAD (2013) et d'autres l'ont fait valoir, il ne faut pas présumer de l'efficacité des PPP. De plus, il existe encore peu d'outils diagnostiques pour déterminer quand et comment les PPP peuvent être un arrangement de financement préférable, et on manque de données empiriques sur l'efficacité de ces partenariats. Les PPP peuvent, par exemple, profiter aux entreprises privées qui ont déjà un accès suffisant au financement au détriment des microentreprises et des petites et moyennes entreprises locales.

NOUVELLES APPROCHES IMPLIQUANT LE SECTEUR PRIVÉ: APERÇU DES RÉSULTATS	
Uruguay	Création d'une plate-forme nationale d'information commerciale pour soutenir l'expansion internationale des PME. (Cas d'expérience n° 103)
Viet Nam	Création d'un portail en ligne permettant aux exportateurs de présenter des factures électroniques à leurs clients, ce qui accélère les paiements et accroît la transparence. (Cas d'expérience n° 32)
Asie	L'ASEAN TMview fournit aux entreprises à une base de données fiable, efficace et économique contenant 2,2 millions de dépôts de marques pour faciliter la protection des marques aux niveaux national et international. (Cas d'expérience n° 59)
Monde	Le programme d'information sur les marchés de l'ITC – particulièrement important pour les PMA qui manquent de sources d'informations commerciales – a permis 126 millions de dollars EU d'exportations en 2014. (Cas d'expérience n° 54)
Pays ACP du Pacifique	Le programme de soutien du commerce électronique pour les microentreprises des îles du Pacifique assure une formation aux entreprises locales pour accéder à Internet afin d'effectuer des ventes et des réservations en ligne. (Cas d'expérience n° 76)

Source: OCDE-OMC, cas d'expérience concernant l'Aide pour le commerce (2015).

ÉVALUATION DU SOUTIEN DES DONATEURS POUR LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVÉ

Il est de plus en plus nécessaire de démontrer que les partenariats avec les entreprises sont une bonne manière d'utiliser les ressources publiques, surtout parce que les médias concentrent leur attention sur les décisions de financement des donateurs. Il est nécessaire de mesurer plus efficacement la contribution du secteur privé au développement et l'impact des organismes de coopération au développement sur la mobilisation de cette contribution. Les organismes ont du mal à prouver de manière crédible et convaincante le caractère additionnel de leur soutien, par exemple, en démontrant empiriquement que l'aide va aux entreprises et aux secteurs qui ont le moins accès aux marchés de capitaux privés et qui produisent les meilleurs résultats en matière de développement pour les pauvres

Un nombre croissant d'évaluations des approches et des programmes du secteur privé indiquent des résultats mitigés. Par exemple, une évaluation indépendante réalisée par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI) a trouvé des éléments indiquant clairement que les politiques visant à améliorer le climat d'investissement et le capital humain stimulent la croissance. Cependant, la définition des priorités et l'échelonnement approprié des réformes restent problématiques, ce qui nécessite plus de recherche contextuelle tenant compte non seulement des contraintes, mais aussi de la faisabilité et du calendrier de la mise en œuvre. Par exemple, bien que les interventions de l'ASDI ont assuré un suivi efficace des produits, peu ont évalué les résultats et les impacts. Il a également été constaté que les données corroborant les résultats des politiques industrielles sont insuffisantes, en particulier pour ce qui est de la réduction des disparités de revenu au niveau régional et de la création d'emplois (ASDI, 2014).

La fourniture de services non financiers de développement des entreprises produit par résultats modestes qui peuvent être renforcés s'ils s'accompagnent d'un accès à des services financiers et sont axés sur les entreprises transformatrices. Des approches plus systématiques des services de développement des entreprises, comme la stimulation de l'offre et les services intégrés, ont plus d'impact et sont plus durables. Les approches axées sur le marché, telles que l'approche "Faire fonctionner les marchés pour les pauvres" (M4P) qui a été adoptée par plusieurs membres du CAD (par exemple, le DFID, l'ASDI, la DDC et l'AAD), peuvent remédier à bon nombre de faiblesses des programmes de développement traditionnels du secteur privé en s'attaquant aux causes profondes plutôt qu'aux symptômes des défaillances du marché et en ayant un impact durable sur l'ensemble du système. Dans les zones de conflits, des efforts conjugués pour rétablir la stabilité macroéconomique, construire des infrastructures pour créer des emplois, remédier aux contraintes qui pèsent sur la croissance, promouvoir l'entrepreneuriat et améliorer le fonctionnement des chaînes de valeur qui sont importantes pour les pauvres, se sont révélés efficaces.

Les évaluations ont tendance à critiquer le soutien direct aux entreprises privées individuelles, y compris le soutien accordé à travers des partenariats interentreprises qui n'ont pas de retombées importantes sur le développement. Les nouveaux instruments risquent d'entraîner une augmentation de l'aide liée et d'être principalement déterminés par l'offre, ce qui risque d'entraîner un déplacement de l'activité des pays à faible revenu vers ceux à revenu intermédiaire et des secteurs et partenaires locaux qui sont stratégiques pour les pays bénéficiaires vers ceux qui sont stratégiques pour les pays donateurs. Schulpen et Gibbon (2002) ont critiqué les politiques de développement du secteur privé, faisant valoir, par exemple, qu'elles étaient déterminées principalement par la nature et les intérêts du secteur privé dans les pays donateurs eux-mêmes, qu'elles comportaient une forte proportion d'aide liée et qu'elles ne satisfaisaient pas aux critères essentiels de cohérence. Moss (2010) soutient que les efforts des donateurs pour s'attaquer aux obstacles à l'investissement qui entravent la croissance du secteur privé, bien que constructifs et positifs, ont été inefficaces et ont parfois été déployés de façon désordonnée. L'absence de sélectivité, de définition des priorités et d'orientation stratégique a entravé l'efficacité de l'aide. Il y a aussi un risque latent de soutenir des entreprises qui ne sont pas compétitives et/ou de reproduire les échecs des politiques industrielles enregistrés dans de nombreux pays dans les précédentes décennies.

L'APD utilisée pour mobiliser des fonds privés passe souvent par des intermédiaires financiers qui sont soumis au secret commercial et à des limitations concernant la divulgation publique de renseignements. Cela a montré qu'il est important de veiller à ce que le secteur privé rende des comptes, et plus généralement d'assurer une coordination et une cohérence institutionnelles adéquates entre les organismes et les autorités (par exemple les IFD) lorsque des fonds publics sont utilisés pour mobiliser des fonds privés. Les IFD ont certes joué un rôle dans la mobilisation de fonds des prêteurs multilatéraux et bilatéraux au profit de certaines entreprises et certains secteurs industriels, mais leur performance a souvent été mise en question (Kwakkenbos, 2012; Spratt et Collins, 2011). Ce sont en fin de compte aussi des banques d'investissement qui doivent rester attractives pour les investisseurs privés et tirer un revenu des activités à risque dans lesquelles elles s'engagent (par exemple, prises de participation, prêts et garanties). Cela amènera généralement les IFD à soutenir des entreprises qui sont déjà bien établies et prêtes à exporter plutôt que des petites entreprises locales ou des entreprises du secteur informel, qui pourraient profiter davantage aux pauvres. Les risques liés au soutien d'entreprises quand d'autres capitaux ne sont pas disponibles doivent être mis en balance avec les rendements probables pour les investisseurs privés et pour le maintien de la viabilité financière des IFD.

Au cours des dernières années, certaines IFD ont réformé leurs systèmes et ont commencé à accorder une plus grande priorité à l'impact sur le développement, dans leurs opérations comme le montre le nombre croissant de données recueillies. Les IFD, comme la CDC et le Norfund, ont maintenant de vastes systèmes de notification pour assurer le suivi des aspects sociaux et environnementaux de leurs opérations (Norwegian Church Aid, 2011). Il reste cependant difficile d'interpréter les données pour savoir ce qu'elles nous disent de l'impact sur le développement et en particulier dans quelle mesure le changement peut être attribué à la contribution des IFD. Dans les systèmes statistiques actuels des IFD, les chiffres sont complexes, leur signification est opaque et l'influence des résultats sur les décisions d'investissement effectives n'est pas claire.

Les rapports concernant l'impact sur le développement des partenariats public-privé ont tendance à mettre l'accent sur des facteurs comme l'augmentation de la productivité, le renforcement des capacités, la portée du projet (par exemple, le nombre de participants) et l'impact environnemental. Il est difficile d'obtenir des données sur le rendement pour les partenaires privés. Du point de vue du développement, il est nécessaire d'effectuer une évaluation à plus long terme de ce que ces partenariats signifient pour l'emploi selon les catégories de revenu dans les pays en développement.

Bien que de nombreuses entreprises multinationales respectent des normes de conduite élevées, certaines peuvent négliger les principes et les règles de conduite appropriées pour tenter d'obtenir un avantage concurrentiel indu. Cela peut être particulièrement vrai dans des environnements où les cadres réglementaire, juridique et institutionnel sont sous-développés ou fragiles (OCDE, 2013). Dans ce contexte, la conduite responsable des entreprises est devenue une priorité dans l'agenda économique mondial. Le gouvernement néerlandais, par exemple, a rendu obligatoire le respect des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales pour toute entreprise bénéficiant de l'APD.

CONCLUSIONS

Le secteur privé joue un rôle central dans le développement économique, en créant des emplois, en générant de la croissance et des revenus et en diffusant les technologies. C'est le moteur de l'élargissement des possibilités commerciales qui repousse les frontières de la production pour les entreprises locales, génère des réserves de change et facilite l'entrée dans les CVM. La communauté des donateurs a été un fervent défenseur du développement du secteur privé, s'efforçant de créer un environnement plus favorable aux entreprises par l'élaboration et la réforme des politiques, le transfert de technologie et des initiatives en matière d'information et de développement des entreprises. Les donateurs ont également fourni un soutien direct pour la création ou l'expansion d'entreprises au moyen d'accords de jumelage, de coentreprises, de PPP, de prêts concessionnels et de dons. Et ils ont contribué au développement des marchés financiers en soutenant les activités productives de ceux qui se trouvent au bas de la pyramide et en encourageant la conduite responsable des entreprises multinationales.

Il subsiste des problèmes: les liens entre le commerce et le développement des entreprises pourraient être resserrés; davantage de données empiriques sont nécessaires pour analyser ce qui fonctionne et ne fonctionne pas; des approches systémiques qui permettent d'identifier les causes profondes des obstacles au développement du secteur privé et d'y remédier sont également nécessaires et il serait possible de mettre davantage l'accent sur les résultats et les impacts en les intégrant plus largement dans les efforts de soutien au secteur privé. La communauté d'aide au développement a beaucoup appris au cours des 50 dernières années sur la meilleure manière de soutenir les entreprises privées dans le monde en développement, et tout pousse à approfondir ces connaissances dans l'avenir et à les partager plus largement avec d'autres acteurs du développement à travers le monde.

BIBLIOGRAPHIE

Altenburg, T. et von Drachenfels, C. (2006), "The 'New Minimalist Approach' to Private-Sector Development: A Critical Assessment", *Development Policy Review,* vol. 24, n° 4, pages 387 à 411.

Banque mondiale (2011), cas d'expérience du secteur privé, Banque mondiale, Washington, D.C.

Collin, S. et M. J. Romero (2013), "Public-private partnerships (PPPs): are they the right tools for development?", Eurodad Brief, voir: http://www.eurodad.org/Entries/view/1545270.

Commission européenne (2013), "Evaluation of the European Union's support to Private-Sector development in third countries", https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/evaluation-private-sector-main-report_vol1_en_0.pdf.

Dickinson, T. (2008), "Development Finance Institutions: Profitability Promoting Development", T*urning African Agriculture into a Business – A Reader*, Éditions OCDE, Paris.

Greening, J. (2014), "Smart aid: Why it's all about jobs", Discours à la Bourse de Londres, https://www.gov.uk/government/speeches/smart-aid-why-its-all-about-jobs.

Griffith, J. (2012), "Leveraging' Private-Sector finance: how does it work and what are the risks?", Bretton Woods Project.

Griffiths, J. *et al.* (2014), "Financing for development post-2015: improving the contribution of private finance", Document d'information non publié pour le Parlement européen.

Harms, P. et M. Lutz (2006), "Aid, governance, and private foreign investment", Economic Journal, vol. 116, n° 513, pages 773 à 790.

Independent Evaluation Group (IEG) (2008), *Independent Evaluation of IFC's Development Results 2008: IFC's Additionality in Supporting Private-Sector Development*, Independent Evaluation Group, Washington, D.C.

IEG (2011), Independent Evaluation of IFC's Development Results, Banque mondiale, Independent Evaluation Group, Banque mondiale, Washington, D.C.

Independent Commission for Aid Impact (ICAI) (2014), "DfID's Private-Sector development work", ICAI Report, n° 35, Londres.

Institut international du développement durable (2013) "Overcoming barriers to scale: institutional impact investments in low-income and developing countries", Winnipeg.

Jouanjean, M.A et D.W. te Velde (2013), "The role of development finance institutions in promoting jobs and structural transformation, a quantitative assessment", *ODI Working Paper.*

Kharas, H. et Rogerson, A. (2012), "Horizon 2025: creative destruction in the aid industry", Research Report, ODI, Londres.

Kwakkenbos, J. (2012), "Private profit for public good. Can investing in private companies deliver for the poor?", Eurodad, Bruxelles.

La Porta, R., et A. Shleifer (2014), "Informality and Development", *Journal of Economic Perspectives*, vol. 28, n° 3, pages 109 à 126.

Lindahl, C. (2006), "SIDA's independent guarantee scheme SIDA evaluation 06/52", "http://www.sida.se/contentassets/7f3ee22a8fb04cc699463d0bad8a5a33/0652-sidas-independent-guarantee-scheme_2014.pdf".

Massa, I. (2011), "The impact of multilateral development finance institutions on economic growth", DFID, Londres.

Massa, I. (2013), "A brief review of the role of development finance institutions in promoting jobs and productivity change, ODI, Londres.

Miyamoto, K. et K. Biousse (2014), "Official support for Private-Sector participation in developing country infrastructure", *OECD Development Co-operation Working Papers*, n° 19, Éditions OCDE, Paris.

Moss, T. (2010), "A *Doing Business* facility: a proposal for enhancing business climate reform assistance", Center for Global Development, Washington, D.C.

OCDE (1990), *Donor Support for Enterprise Development*, Éditions OCDE, Paris.

OCDE (1996), *Le rôle de la coopération pour le développement à l'aube du XXIe siècle*, Éditions OCDE, Paris.

OCDE (2006), *Vers une croissance propauvres: Le développement du secteur privé*, Éditions OCDE, Paris.

OCDE (2010), *Aid for Agriculture*, Éditions OCDE, Paris.

OCDE (2011), *Aid for Trade in Action*, Éditions OCDE, Paris.

OCDE (2011), *Strengthening Accountability in Aid for Trade*, Éditions OCDE, Paris.

OCDE (2012), "Recommandation du Conseil sur les Principes applicables à la gouvernance publique des partenariats public privé", "http://acts.oecd.org/Instruments/ShowInstrumentView.aspx?InstrumentID=275&Lang=fr&Book=False".

OCDE (2013), *Les garanties pour le développement*, Éditions OCDE, Paris.

OCDE (2013), *Économies interconnectées: Comment tirer parti des chaînes de valeur mondiales*, DOI: http://dx.doi.org/10.1787/9789264189560-en, Éditions OCDE, Paris.

OCDE (2014), *Coopération pour le développement* 2014, Éditions OCDE, Paris.

OCDE-BAfD (2013), *Perspectives économiques en Afrique 2013*, Éditions OCDE, Paris.

OCDE-BAfD (2014), *Perspectives économiques en Afrique 2014*, OCDE, Éditions OCDE, Paris.

OCDE-OMC (2013), *Panorama de l'Aide pour le commerce 2013: Se connecter aux chaînes de valeur*, Éditions OCDE, Paris.

OCDE-OMC (2015), "Questionnaire sur l'Aide pour le commerce" (cas d'expérience n° 47).

Page, J. (2014), "Three Myths About African Industry", *Foresight Africa: Top Priorities for the Continent in 2014*, Brookings Institute, Washington, D.C.

Pietrobelli, C. (2007), "Private-Sector development: concepts and practices", *Business for Development: Fostering the Private Sector*, Éditions OCDE, Paris.

Prahalad, C. K. (2004), *The Fortune at the Bottom of the Pyramid: Eradicating Poverty Through Profits*, Wharton School Publishing, Upper Saddle River (États Unis).

Reiner, C. et Staritz, C. (2013), "Private-Sector development and industrial policy: Why, how and for whom?", *Österreichische Entwicklungspolitik, Analysen • Berichte • Informationen Private-Sector Development – Ein neuer Businessplan für Entwicklung?*, pages 53 à 61, ÖFSE, Vienne.

Roodman, D. (2014), *The Commitment to Development Index*: 2014 Edition, Centre for Global Development, Washington, D.C.

Sandor, E., Benn, J. et S. Scott (2009), "Innovative financing to fund development: progress and prospects", DCD Issues Brief, http://www.oecd.org/development/effectiveness/44087344.pdf.

Schulpen, L. et P. Gibbon (2002), "Private-Sector Development: Policies, Practices and Problems", *World Developmen*t, vol. 30, n° 1, pages 1 à 15.

Selaya, P. et E.R. Sunesen (2008), "Does foreign aid increase foreign direct investment?", Discussion Paper n° 08 à 04, Department of Economics, Université de Copenhague.

Spratt, S. & Collins, L. R. (2012), "Development finance institutions and infrastructure: a systematic review of evidence for development additionality", A Report Commissioned by the Private Infrastructure Development Group.

Te Velde, D.W., K. Kurokawa et F. Tembo (2008), "Donor support to Private-Sector development in sub-Saharan Africa", Japan International Cooperation Agency-Overseas Development Institute (JICA-ODI), *Working Paper,* n° 290, Tokyo et Londres.

Warden, S. (2007), "Joining the fight against global poverty: a menu for corporate engagement", Centre for Global Development, Washington, D.C.

White, S. (2004), "Donor approaches to improving the business environment for small enterprises", Working Group on Enabling Environment, Committee of Donor Agencies for Small Enterprise Development, Washington, D.C.

CHAPITRE 9

LE COMMERCE DANS LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT POUR L'APRÈS-2015

Contribution de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Resumé: *"Le programme de développement durable doit reposer sur des solutions économiques, environnementales et sociales intégrées. Sa force réside dans les liens unissant ses différents aspects. Cette intégration offre la base de modèles économiques au service des peuples et de l'environnement; de solutions environnementales qui contribuent au progrès; d'approches sociales qui favorisent le dynamisme économique et permettent la préservation et l'utilisation durable du patrimoine environnemental, ainsi que le renforcement des droits de l'homme, de l'égalité et de la viabilité. Pour que les transformations puissent avoir lieu à grande échelle, il faudra s'attaquer à tous les objectifs comme à un tout cohérent et intégré"* – Paragraphe 84 du Rapport de synthèse du Secrétaire général de l'ONU sur le programme pour l'après-2015)

INTRODUCTION

L'année 2015 pourrait être marquée par un important changement d'orientation dans le paradigme de développement. En juillet, les États membres de l'Organisation des Nations Unies (ONU) présenteront un nouveau programme de développement pour la période 2015-2030, visant principalement à assurer un développement qui soit durable sur le plan social, économique et environnemental. Également en juillet, à la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, à Addis Abbeba, la communauté internationale devrait présenter sa position collective sur la mobilisation de ressources financières publiques et privées et des autres moyens nécessaires pour mettre en œuvre le nouveau programme de développement (voir le paragraphe 4, Nations Unies, 2014a).

Après l'adoption officielle du programme de développement pour l'après-2015 au Sommet de l'ONU en septembre 2015, la 21ème session annuelle de la Conférence des parties (COP21/CMP11) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) se tiendra à Paris du 30 novembre au 11 décembre 2015 (la Conférence est aussi la 11ème session de la réunion des parties au Protocole de Kyoto de 1997). On espère que l'adoption du programme de développement pour l'après-2015 créera la dynamique nécessaire pour conclure un nouvel accord universel sur le changement climatique, qui mettra le monde sur la voie d'un avenir durable sans carbone (Portail d'actualités de l'ONU sur les changements climatiques).

Le commerce international a été le moteur de la croissance économique rapide enregistrée par de nombreux pays en développement au cours des 15 dernières années, qui ont coïncidé avec la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement ou OMD. Pour les pays les moins avancés (PMA), cette croissance a résulté en grande partie de l'accroissement des recettes tirées des produits de base tels que les combustibles et les minéraux, qui n'a pas nécessairement profité à la majorité de la population des pays exportateurs (CNUCED, 2014). Mais les négociations en cours sur le programme de développement pour l'après-2015, au centre duquel figurent les objectifs de développement durable (ODD), suggèrent que le monde devrait transformer son mode de croissance tributaire des ressources naturelles en un mode plus inclusif, plus soutenu et plus durable (Nations Unies, 2014b). En quoi cela va-t-il influencer la façon dont le commerce international contribue au développement socioéconomique des pays en développement, en particulier des PMA?

Dans ce contexte, le présent chapitre examine: 1) le cadre et le contenu escomptés du programme de développement de l'après-2015; 2) le rôle du commerce international comme moyen financier et non financier d'assurer le développement; et 3) les nouveaux défis possibles pour le partenariat mondial, y compris l'aide pour le commerce, pour tirer parti de la capacité du commerce de favoriser le développement dans le paradigme de développement pour l'après-2015.

LE COMMERCE DANS LE CADRE DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Comment est défini le programme de développement pour l'après-2015

L'idée de ce que pourrait être un programme de développement dans des OMD a pris forme au début du siècle au travers de consultations et d'enquêtes menées auprès des gouvernements, des organisations non gouvernementales (ONG) et du secteur des entreprises et avec la participation de millions de citoyens intéressés.

Certaines positions communes sont ressorties de ces consultations nationales, régionales et thématiques (pour de plus amples renseignements sur les résultats de ces consultations, voir le rapport de 2014 du Groupe des Nations Unies pour le développement, "Mettre en œuvre le programme de développement pour l'après-2015: les opportunités au niveau national et local"). La plupart des résultats des consultations indiquaient qu'il fallait que le futur programme fasse fond sur ce qui avait été réalisé dans le cadre des OMD, tout en s'attaquant au travail resté inachevé. Dans le même temps, il est ressorti de nombreuses consultations que le nouveau programme ne devait pas être un simple prolongement du même ensemble d'objectifs de développement. Il a été souligné qu'il était important d'aborder les nouveaux défis mondiaux, comme l'accroissement des inégalités économiques dans le monde et l'impact potentiellement colossal de la croissance conventionnelle sur l'écosystème de la planète et sur le problème du changement climatique.

L'écart entre les pays riches et les pays pauvres s'est considérablement creusé entre 2001 et 2015: alors que de nombreux pays en développement ont affiché une croissance économique remarquablement rapide, les 20% les plus pauvres de la population mondiale (soit en 2008 1,4 milliard de personnes vivant avec moins de 1,3 dollar EU par jour) ont reçu moins de 1% du revenu additionnel généré par cette croissance (CNUCED, 2013a).

S'agissant des liens possibles entre le développement socioéconomique et la durabilité environnementale, la Conférence des Nations Unies sur le développement durable de 2012 (aussi appelée Rio+20) a débouché sur un accord décisif entre les États membres de l'ONU. Cet accord a réaffirmé que "si nous intégrons les questions d'environnement et de développement [. . .] nous pourrons satisfaire les besoins fondamentaux, améliorer le niveau de vie pour tous, mieux protéger et mieux gérer les écosystèmes et assurer un avenir plus sûr et plus prospère" (Action 21, Sommet planète Terre de 1992). En outre, le document final de la Conférence (intitulé "L'avenir que nous voulons") précisait que l'intégration des préoccupations en matière d'environnement et de développement impliquerait de promouvoir le développement durable dans ses trois dimensions, sociale, économique et environnementale (Nations Unies, 2012). Le résultat a aussi conduit à l'établissement d'un groupe de travail ouvert ayant pour mandat de définir un ensemble d'objectifs de développement durable (ODD) (paragraphes 246 à 248, Nations-Unies, 2012).

Après 13 séances de consultations multipartites, tenues à partir de janvier 2013, le Groupe de travail ouvert est convenu d'un ensemble de 17 ODD (encadré 9.1), reliés à 169 cibles qui doivent être considérées comme "un ensemble intégré, indivisible de priorités mondiales en vue du développement durable" (Nations Unies, 2014d).

Les ODD proposés reprennent les huit objectifs qui constituaient les OMD en élargissant leur portée pour inclure des objectifs relatifs au développement économique (par exemple, inégalités, croissance économique, emplois décents, industrialisation et énergie) et un cadre institutionnel nécessaire pour la paix et la justice. Les ODD élargissent aussi et clarifient les objectifs relatifs à la durabilité environnementale, qui concernent le changement climatique, les villes et les établissements humains, les océans et les ressources marines et les modes de consommation et de production durables. Les ODD proposés ont été adoptés à la 68ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies en tant que "fondement de l'intégration des objectifs de développement durable au programme de développement pour l'après-2015" dans le contexte des négociations intergouvernementales sur le programme de développement pour l'après-2015 (Nations Unies, 2014e).

Encadré 9.1 Objectifs de développement durables (ODD) proposés par le groupe de travail ouvert

Objectif 1.	Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde
Objectif 2.	Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable
Objectif 3.	Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge
Objectif 4.	Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie
Objectif 5.	Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles
Objectif 6.	Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau
Objectif 7.	Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable
Objectif 8.	Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous
Objectif 9.	Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation
Objectif 10.	Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre
Objectif 11.	Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables
Objectif 12.	Établir des modes de consommation et de production durables
Objectif 13.	Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions
Objectif 14.	Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable
Objectif 15.	Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité
Objectif 16.	Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous
Objectif 17.	Renforcer les moyens de mettre en œuvre le partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser

Source: Nations Unis (2014d).

Le programme de développement pour l'après-2015 sera universel, porteur de changement et intégré

En décembre 2014, juste un mois avant le début des négociations intergouvernementales, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a publié son rapport de synthèse sur le programme pour l'après-2015 en tant que contribution de fond auxdites négociations intergouvernementales.

Le rapport de synthèse contient un résumé des discussions sur le programme de développement pour l'après-2015 et montre quels peuvent être les principes fondamentaux du programme, à savoir qu'il devrait être: 1) universel; 2) porteur de changement; et 3) axé sur les trois dimensions du développement durable.

Un programme universel signifie qu'il s'applique à tous les pays, pas seulement aux pays en développement, comme c'était le cas des OMD. L'universalité signifie aussi que toutes les parties prenantes, et pas seulement les gouvernements, devraient participer de manière à ce que les ODD soient réalisés sur la base d'"une responsabilité partagée pour un avenir commun".

Un programme porteur de changement signifie qu'il devrait transformer les économies, l'environnement et la société d'une manière qui aboutira à "des modes de croissance plus soutenus et durables qui profitent à tous" (paragraphe 54, Nations Unies, 2014b). La notion de programme porteur de changement a d'abord été introduite par le Groupe de personnalités de haut niveau chargé du programme de développement pour l'après-2015, qui a été établi par le Secrétaire général de l'ONU en 2012. Le rapport final du Groupe recommande que le programme de développement pour l'après-2015 soit basé sur cinq grandes réorientations transformatrices, y compris en ce qui concerne la façon d'intégrer les préoccupations concernant l'environnement et le changement climatique dans le développement social et économique (Nations Unies, 2013a). Bon nombre des objectifs et des cibles indicatifs présentés dans le rapport ont été incorporés dans la proposition du Groupe de travail ouvert sur les ODD.

Un programme porteur de changement signifie que, outre la réalisation des cibles quantitatives dans un délai donné – comme dans le cas des OMD – le processus de mise en œuvre du programme devrait aussi renforcer la durabilité dans les trois dimensions.

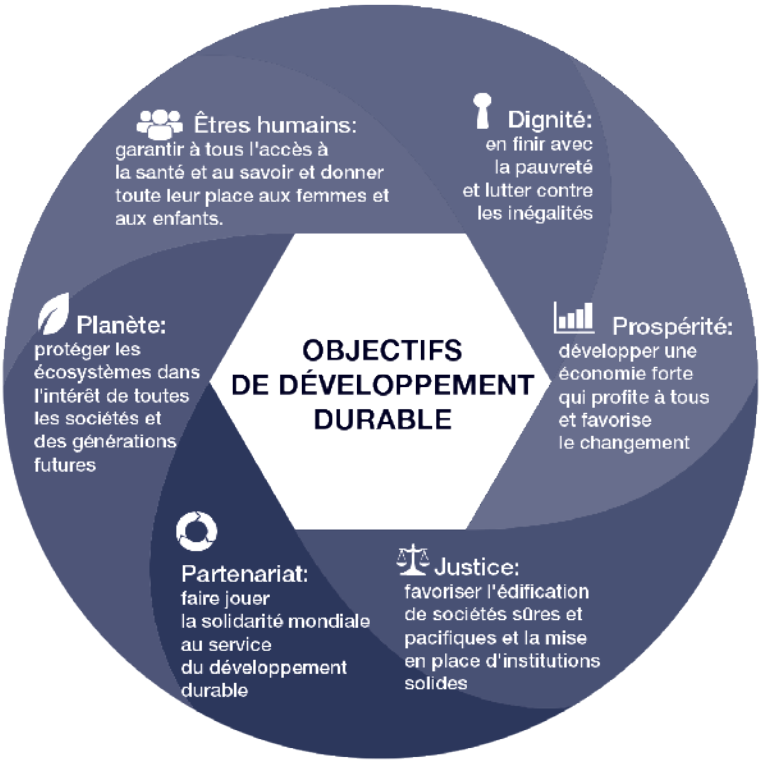
Enfin, le programme devrait être intégré. À cet égard, le rapport de synthèse indique ce qui suit: "Le programme de développement durable doit reposer sur des solutions économiques, environnementales et sociales intégrées. [. . .] Cette intégration offre la base de modèles économiques au service des peuples et de l'environnement; de solutions environnementales qui contribuent au progrès; d'approches sociales qui favorisent le dynamisme économique et permettent la préservation et l'utilisation durable du patrimoine environnemental, ainsi que le renforcement des droits de l'homme, de l'égalité et de la viabilité" (paragraphe 82, Nations Unies, 2014b).

Il se peut que l'importance accordée aux relations entre les dimensions sociale, économique et environnementale du développement résulte directement des difficultés rencontrées par de nombreux PMA pour atteindre les OMD. Les difficultés étaient dues à ce que le cadre des OMD, bien qu'il ait traité de fait ce qui devait être réalisé comme étant principalement des objectifs de développement social, n'indiquait pas comment ces objectifs pouvaient être atteints.

Pendant la phase de mise en œuvre des OMD, il est apparu clairement que la poursuite d'objectifs de développement social exigeait que l'on s'attaque à la racine des problèmes, qui était, dans la plupart des cas, la fragilité sous-jacente de l'économie des pays. Les mauvais résultats économiques limitaient les ressources dont les pays ont besoin pour éliminer la pauvreté et promouvoir la santé et l'éducation. La persistance de la sous-alimentation, de mauvaises conditions sanitaires et d'un faible niveau d'instruction empêchait de nombreux ménages et de nombreux travailleurs dans les PMA d'améliorer leur capacité de production, ce qui perpétuait leurs médiocres résultats économiques. Peu de PMA ont réussi à sortir de ce cercle vicieux au cours des années OMD (CNUCED, 2014).

Afin d'intégrer les objectifs, les cibles et les moyens de mise en œuvre dans un tout cohérent, le rapport de synthèse du Secrétaire général de l'ONU propose que les 17 ODD soient structurés autour de 6 points clés: 1) la dignité, pour en finir avec la pauvreté et lutter contre les inégalités; 2) les êtres humains, pour garantir à tous l'accès à la santé et au savoir et donner toute leur place aux femmes et aux enfants; 3) la prospérité, pour développer une économie forte qui profite à tous et favorise le changement; 4) la planète, pour protéger les écosystèmes dans l'intérêt de toutes les sociétés et des générations futures; 5) la justice, pour favoriser l'édification de sociétés sûres et pacifiques et la mise en place d'institutions solides; et 6) le partenariat, pour faire jouer la solidarité mondiale au service du développement durable (voir la figure 9.1).

Figure 9.1 Six point clés des ODD



Source: Rapport de synthèse du Secrétaire général de l'ONU (2014).

Comment le commerce est-il traité dans les ODD?

Les synergies entre les différents objectifs peuvent être renforcées en regroupant les cibles sous plusieurs objectifs en fonction d'une question commune abordée par différentes cibles qui sont étroitement liées au commerce international.

Le commerce international peut accroître considérablement la capacité d'un pays de générer des revenus. En tant que tel, le commerce a été considéré comme un moteur de la croissance économique et du développement dans les partenariats mondiaux, y compris les précédentes conférences sur le financement du développement tenues à Monterrey (2002) et à Doha (2008). En ce qui concerne les ODD, le résultat de Rio+20 a réaffirmé que le commerce était l'un des moyens essentiels de mise en œuvre d'une stratégie de développement durable (paragraphe 281, Nations Unies, 2012).

Il y a environ 20 cibles dans les différents ODD qui sont liées au commerce international (voir l'encadré 9.2). Ces cibles peuvent être classées en deux catégories: celles qui concernent le cadre institutionnel, c'est-à-dire les règles commerciales multilatérales dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce, et celles qui concernent le commerce sous sa forme fonctionnelle, c'est-à-dire l'importation et l'exportation de marchandises et de services.

L'encadré 9.2.2 indique seulement certaines cibles (la liste n'est pas exhaustive) qui sont liées à la capacité d'un pays d'accroître les gains qu'il tire du commerce. Leur résultat aura une influence positive sur la capacité d'offre d'un pays et sur la compétitivité de ses produits et de ses services sur le marché international.

Encadré 9.2.1 Cibles liées au commerce et leur rapport avec les dispositions de l'OMC

Objectif 2. Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

- **2.b:** Corriger et prévenir les restrictions et distorsions commerciales sur les marchés agricoles mondiaux, y compris par l'élimination parallèle de toutes les formes de subventions aux exportations agricoles et de toutes les mesures relatives aux exportations aux effets similaires, conformément au mandat du Cycle de développement de Doha

Objectif 3. Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

- **3.b:** Appuyer la recherche et la mise au point de vaccins et de médicaments contre les maladies, transmissibles ou non, qui touchent principalement les habitants des pays en développement, donner accès, à un coût abordable, à des médicaments et vaccins essentiels, conformément à la Déclaration de Doha sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique, qui réaffirme le droit qu'ont les pays en développement de tirer pleinement parti des dispositions de l'Accord sur les ADPIC relatives à la marge de manœuvre nécessaire pour protéger la santé publique et, en particulier, assurer l'accès universel aux médicaments

Objectif 10. Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

- **10.b:** Mettre en œuvre le principe d'un traitement spécial et différencié (TSD) pour les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, conformément aux Accords de l'OMC

Objectif 14. Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

- **14.6:** D'ici à 2020, interdire les subventions à la pêche qui contribuent à la surcapacité et à la surpêche, supprimer celles qui favorisent la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et s'abstenir d'en accorder de nouvelles, sachant que l'octroi d'un traitement spécial et différencié efficace et approprié aux pays en développement et aux pays les moins avancés doit faire partie intégrante des négociations sur les subventions à la pêche menées dans le cadre de l'OMC (compte tenu des négociations menées dans le cadre de l'OMC, du Programme de Doha pour le développement et du mandat ministériel de Hong Kong)

Objectif 17. Renforcer les moyens de mettre en œuvre le partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser

- **17.10:** Promouvoir un système commercial multilatéral universel, réglementé, ouvert, non discriminatoire et équitable sous l'égide de l'OMC, notamment grâce à la tenue de négociations dans le cadre du Programme de Doha pour le développement (PDD)
- **17.12:** Permettre l'accès rapide de tous les pays les moins avancés aux marchés en franchise de droits et hors contingent (FDSC) conformément aux décisions de l'OMC, notamment en veillant à ce que les règles préférentielles applicables aux importations provenant des PMA soient transparentes et simples et facilitent l'accès aux marchés

Source: Nations Unies (2014d).

Encadré 9.2.2 Cibles liées à la forme fonctionnelle du commerce (liste non exhaustive)

Objectif 8. Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous

- **8.2:** Parvenir à un niveau élevé de productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l'innovation, notamment en mettant l'accent sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main-d'œuvre
- **8.3:** Promouvoir des politiques axées sur le développement qui favorisent des activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation et stimulent la croissance des microentreprises et des petites et moyennes entreprises et facilitent leur intégration dans le secteur formel, y compris par l'accès aux services financiers
- **8.9:** D'ici à 2030, élaborer et mettre en œuvre des politiques visant à développer un tourisme durable qui crée des emplois et mette en valeur la culture et les produits locaux
- **8.a:** Accroître l'appui apporté dans le cadre de l'Initiative Aide pour le commerce aux pays en développement, en particulier aux PMA, y compris par l'intermédiaire du Cadre intégré renforcer en faveur des PMA s

Objectif 9. Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation

- **9.1:** Mettre en place une infrastructure de qualité, fiable, durable et résiliente, y compris une infrastructure régionale et transfrontières, pour favoriser le développement économique et le bien-être de l'être humain, en mettant l'accent sur un accès universel, à un coût abordable et dans des conditions d'équité
- **9.3:** Accroître, en particulier dans les pays en développement, l'accès des entreprises, notamment des petites entreprises industrielles, aux services financiers, y compris aux prêts consentis à des conditions abordables, et leur intégration dans les chaînes de valeur et sur les marchés
- **9.b:** Soutenir la recherche-développement et l'innovation technologiques nationales dans les pays en développement, notamment en instaurant des conditions propices, entre autres, à la diversification industrielle et à l'ajout de valeur aux marchandises

Objectif 10. Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

- **10.c:** D'ici à 2030, faire baisser au-dessous de 3% les coûts de transaction des envois de fonds effectués par les migrants et éliminer les couloirs de transfert de fonds dont les coûts sont supérieurs à 5%

Objectif 14. Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

- **14.7:** D'ici à 2030, faire mieux bénéficier les petits États insulaires en développement et les PMA des retombées économiques de l'exploitation durable des ressources marines, notamment grâce à une gestion durable des pêches, de l'aquaculture et du tourisme

Objectif 15. Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable [. . .] et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

- **15.7:** Prendre d'urgence des mesures pour mettre un terme au braconnage et au trafic d'espèces végétales et animales protégées et s'attaquer au problème sous l'angle de l'offre et de la demande
- **15.c:** Apporter, à l'échelon mondial, un soutien accru à l'action menée pour lutter contre le braconnage et le trafic d'espèces protégées, notamment en donnant aux populations locales d'autres moyens d'assurer durablement leur subsistance

Objectif 17. Renforcer les moyens de mettre en œuvre le partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser

- **17.11:** Accroître nettement les exportations des pays en développement, en particulier en vue de doubler la part des pays les moins avancés dans les exportations mondiales d'ici à 2020

Source: Nations Unis (2014d).

LE COMMERCE COMME MOYEN DE METTRE EN ŒUVRE LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

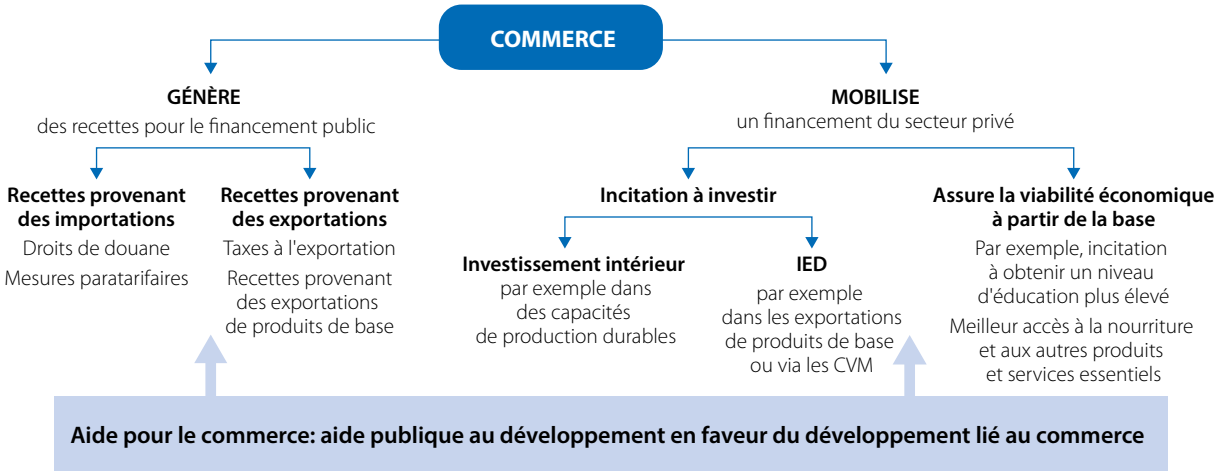
Comme on l'a vu dans la section précédente, le cadre des ODD, tel qu'il se présente aujourd'hui, considère le commerce international comme un moyen d'assurer un développement inclusif et durable dans les prochaines décennies. Le commerce est considéré comme un moyen de mise en œuvre non financier en raison de l'impact positif que les mesures liées au commerce peuvent avoir sur la capacité de développement socioéconomique d'un pays (CNUCED, 2014e).

Le cadre des ODD suggère aussi certaines mesures que le partenariat mondial pourrait prendre pour renforcer la capacité du commerce de favoriser le développement. Elles sont présentées comme les cibles relevant de l'objectif 17 (cibles 17.10 à 17.12). Il se peut que la conférence sur le financement du développement, à Addis Abbeba, en juillet 2015, précise davantage ce que la communauté internationale peut faire pour aider les pays en développement à utiliser au mieux le commerce international dans leurs efforts pour réaliser les ODD (Nations Unies, 2015).

Cette section analyse deux canaux spécifiques – le financement public et le financement privé – par lesquels l'importation et l'exportation de marchandises et de services peut générer ou mobiliser des ressources financières et créer une dynamique économique non financière.

Le commerce international pourrait être la principale source extérieure de financement du développement, en particulier pour les petits pays en développement et les PMA. En moyenne, la valeur du commerce total de ces pays (importations plus exportations) a représenté 60% de leur PIB dans les années 2008 à 2012, soit une augmentation sensible par rapport à la moyenne de 27% du PIB dans les années 1986 à 1990. Cette augmentation du ratio commerce/PIB a eu lieu dans le contexte d'une croissance du PIB d'environ 7% pendant la période 2000–2011, contre 3% pour les pays en développement dans leur ensemble (voir Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde et base de données Globestat de la CNUCED).

Figure 9.2 Commerce – Canaux de financement



Source: CNUCED

Le commerce comme source de ressources financières publiques

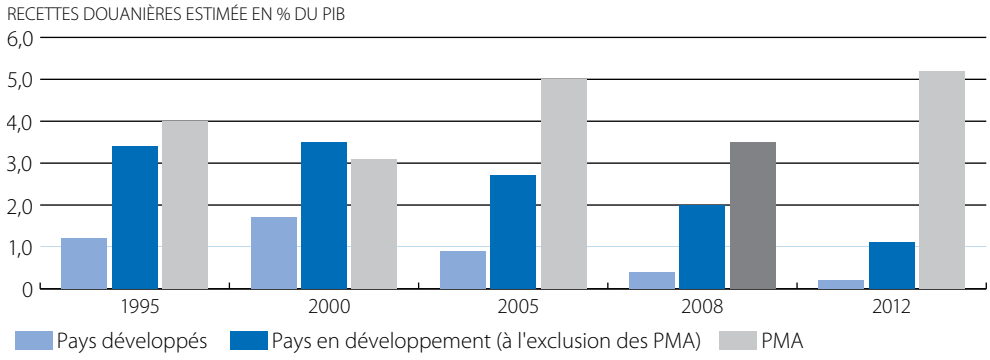
Un gouvernement peut tirer des recettes publiques du commerce international de trois façons: 1) par une taxe sur les produits (et les services) importés (recettes douanières); 2) par une taxe sur les produits (et les services) exportés (taxe à l'exportation); et 3) grâce aux recettes d'exportation, comme les exportations de produits de base (les services sont une catégorie à part car les taxes sur les services passent par diverses voies réglementaires, comme les droits de licence, et les services sont taxés de façon indirecte lorsqu'ils sont intégrés dans des produits).

En moyenne, dans les PMA, les recettes douanières peuvent représenter jusqu'à 5% du PIB ou plus, contre environ 1% dans les pays en développement autres que les PMA. En outre, dans les PMA, les recettes douanières sont restées relativement élevées au cours des 10 ou 15 dernières années, alors que, dans les pays en développement autres que les PMA, elles ont eu nettement tendance à baisser.

Cela est dû à l'augmentation massive des importations des PMA pendant cette période, qui a été de 17% par an en moyenne entre 2000 et 2010. Pendant cette période, le taux appliqué moyen des droits d'importation n'a que légèrement diminué, tombant de 8% en 2002 à 7% en 2012.

À supposer que la forte croissance économique et la croissance des importations qui lui est associée se poursuivent dans les PMA, il est probable que les recettes douanières resteront une importante source de recettes publiques. Une mesure telle que l'automatisation douanière, par exemple par le biais du Système douanier automatisé de la CNUCED (SYDONIA), aiderait les PMA à améliorer l'efficacité du recouvrement des recettes douanières et réduirait considérablement les coûts du commerce. SYDONIA, système de gestion douanière intégré pour le commerce international et les opérations de transport, est conçu et mis au point à l'intention des administrations douanières, afin d'aider la communauté commerciale à se conformer aux normes internationales dans le cadre des procédures d'importation, d'exportation et de transit, et il simplifie les procédures de contrôle des marchandises, ainsi que le transit et le dédouanement des marchandises. SYDONIA a contribué à la facilitation des échanges dans plus de 90 pays, territoires et régions.

Figure 9.3 Le commerce comme source de ressources financières publiques



Source: CNUCED

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241571

Les taxes à l'exportation sont perçues sur la valeur ou la quantité des produits exportés. Le plus souvent, elles sont appliquées aux produits des industries extractives, comme les minerais, les minéraux, les autres métaux communs et les combustibles fossiles, ainsi qu'aux produits agricoles. Les taxes à l'exportation ont augmenté depuis les crises financières de 2008-2009.

Des recherches récentes fondées sur un ensemble de données transnationales concernant les années 2000-2011 semblent indiquer qu'en moyenne, le taux de la taxe à l'exportation *ad valorem* sur les produits de base non transformés est d'environ 20% et que, sur les produits finis et semi-finis, ce taux est compris entre 13% et 17% (Solleder, 2013). Il est difficile d'obtenir des renseignements sur le montant total des recettes provenant des taxes à l'exportation par rapport aux recettes publiques totales car les taxes à l'exportation sont perçues par différents canaux.

Les gouvernements peuvent aussi tirer des recettes importantes des exportations de produits de base, notamment par le biais de systèmes contractuels prévoyant, par exemple, le partage de la production et/ou une participation de l'État (CNUCED, 2014). Les recettes tirées des exportations de produits de base peuvent être regroupées dans un fonds. Il s'agit, par exemple, des fonds souverains, fonds d'investissement d'État qui placent les gains des pays exportateurs sur les marchés internationaux d'actions et d'obligations. Les fonds souverains se sont développés au cours du boom des produits de base des dernières années: sur les quelque 4 700 milliards de dollars EU détenus par les fonds souverains à la fin de 2011, plus de 40% – soit 2 000 milliards de dollars EU – provenaient des produits de base et étaient détenus par des pays en développement (Ibid.). Dans certains cas, les recettes provenant des exportations de produits de base sont utilisées à des fins de stabilisation budgétaire lorsque les recettes fiscales globales sont inférieures au niveau escompté. Ce type de mesure peut protéger l'économie nationale des chocs externes causés par la volabilité des prix des produits de base (CNUCED, 2013b).

Le commerce international est donc une importante source de recettes publiques pour les PMA, dont un grand nombre sont très spécialisés dans l'exportation de minerais, de métaux et de combustibles fossiles. Comme le montre le tableau 9.1, toutes les recettes liées au commerce (recettes agrégées provenant des droits d'importation et d'exportation, des taxes sur les exportations et d'autres sources) représentent une part considérable des recettes publiques totales dans les pays à faible revenu (Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, 2013). Selon une autre estimation de Cagé et Gadenne (2014), les recettes liées au commerce dans les pays d'Afrique subsaharienne, dont beaucoup sont des PMA, peuvent représenter environ un quart des recettes publiques totales.

Tableau 9.1 Recettes liées au commerce (% des recettes publiques totales)

	2000	2011
Revenu élevé	1	1
Revenu intermédiaire	7	5
Revenu faible et intermédiaire	8	6
Asie de l'Est et Pacifique	9	8
Europe et Asie centrale	6	3
Amérique latine et Caraïbes	7	5
Moyen-Orient et Afrique du Nord	10	5
Asie du Sud	15	14
Afrique subsaharienne	...	25*

Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde (2013); Cagé et Gadenne (2014)..

Le commerce comme source de ressources financières privées

Outre les sources directes de recettes publiques mentionnées ci-dessus, la participation au commerce international peut mobiliser d'importantes ressources financières privées en encourageant l'investissement intérieur ou étranger dans la capacité de production de biens et de services liés au commerce. Le commerce international peut aussi stimuler la capacité des entreprises nationales de générer des revenus en permettant de dégager des excédents, en créant des emplois et en améliorant les perspectives économiques globales d'un pays, qui sont des conditions essentielles pour l'éradication de l'extrême pauvreté.

L'investissement étranger direct reste la source la plus stable à long terme de financement privé international pour les pays en développement. Les flux d'IED vers les pays en développement ont atteint 778 milliards de dollars EU en 2013, dépassant les flux totaux d'IED à destination des pays développés. Pour les PMA, l'IED est une source de financement relativement importante, représentant environ 21% du total des financements extérieurs reçus en 2012. En outre, même si l'IED représente moins de 10% de la valeur de la formation brute de capital fixe dans les pays en développement, dans les PMA, il en représente environ 15% (CNUCED, 2014b).

Le lien entre le commerce et les flux d'IED s'est resserré ces dernières années en raison de l'essor des CVM (Nations Unies, 2014f). Aujourd'hui, environ 60% des biens et des services échangés sont des biens intermédiaires et des biens d'équipement, ce qui dénote le caractère évolutif des systèmes de partage de la production dans le monde. Au cours des 20 dernières années, les flux d'IED et les flux commerciaux ont considérablement augmenté. Entre 1990 et 2010, il y avait une relation positive forte entre l'IED en provenance des pays de l'OCDE destiné aux pays en développement et l'amélioration des conditions d'accès aux marchés internationaux de ces derniers (Fugazza et Trentini, 2014). Pendant cette période, la majeure partie de l'IED en provenance des pays de l'OCDE à destination des pays non membres de l'OCDE a servi à la création d'une plate-forme d'exportation. Cela explique bien la croissance parallèle récente de l'IED et du commerce via les réseaux de CVM, c'est-à-dire des exportations Sud-Sud de biens intermédiaires et des exportations Sud-Nord de produits finals dans le cadre d'accords commerciaux bilatéraux et régionaux.

Les envois de fonds sont une source importante de revenus pour les pays en développement, en particulier les PMA, et selon les estimations, ils ont augmenté de 6,0% pour atteindre 414 milliards de dollars EU en 2013, ce qui est beaucoup plus que l'APD totale (Banque mondiale, 2012). En 2013, les envois de fonds reçus par les PMA ont atteint 31 milliards de dollars EU, contre 28 milliards de dollars EU d'IED et 43 milliards de dollars EU d'APD. Les envois de fonds augmentent directement le revenu disponible des ménages privés dans les PMA et ils peuvent avoir une grande incidence sur les leurs décisions d'investissement, y compris dans l'éducation et la formation. Une étude portant sur 77 pays en développement a constaté qu'une augmentation de 10% des envois de fonds entraînait une baisse de 3,1% du pourcentage de la population vivant avec moins de 1,30 dollar EU par jour (CNUCED, 2011).

Tableau 9.2 Composition des sources externes de financement, 2012

	PMA	Économies en développement et en transition
APD	38	6
Envois de fonds	26	20
IED	21	40
Autres investissements	13	11
Investissements de portefeuille	1	23
TOTAL	100%	100%

Source: CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde (2014).

Le commerce comme moyen non financier d'accroître la viabilité économique

Le commerce joue aussi un rôle clé en tant que moyen de développement non financier en augmentant la capacité de l'économie de générer des revenus et en renforçant sa viabilité économique à partir du bas, ce qui réduit les besoins de financement globaux pour réaliser des objectifs de développement comme la réduction de la pauvreté.

Dans les cas les plus simples, le commerce améliore l'accès des pays en développement aux biens et services qui sont essentiels pour assurer à tous une vie digne, tels que les médicaments essentiels, les vaccins, les matériels médicaux et certains services de santé. L'accès à ces biens et services essentiels grâce au commerce – et à la réduction des coûts du commerce pour les acquérir – peut améliorer le rapport coût-efficacité des dépenses publiques d'un pays dans des domaines comme les soins de santé lorsque la disponibilité de ces biens et services est encore limitée sur le marché intérieur. Par exemple, il semble que l'amélioration de la logistique du commerce international – qui réduit les coûts du commerce – peut accroître les taux de vaccination dans les pays en développement car des procédures de manutention spécifiques sont nécessaires pour ces produits (Nations Unies, 2013b).

Le commerce peut contribuer à un développement inclusif, en particulier lorsqu'il entraîne la création d'emplois pour les segments défavorisés de la société, comme les femmes. Au Lesotho, l'expansion de l'industrie du vêtement, tirée par le commerce, a généré plus de 30 000 emplois entre 1999 et 2004, dont la plupart ont été occupés par des femmes. Cette industrie est devenue le principal employeur du pays, avec environ 48 000 emplois en 2004, ce qui confirme que la politique commerciale – dans ce cas, l'accès préférentiel au marché américain dans le cadre de la Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique (AGOA) – peut jouer un rôle catalyseur en créant des emplois formels pour la population, notamment pour les femmes défavorisées et relativement peu qualifiées (CNUCED, 2012a). Mais hormis la création d'emplois, il subsiste des défis majeurs en termes de vulnérabilité et d'inégalité. Les emplois devenus disponibles pour les femmes dans l'industrie du vêtement étaient concentrés dans le segment à bas salaire, et offraient peu de possibilités de développer des compétences. De plus, la stabilité de l'emploi dépend beaucoup du maintien de l'accès préférentiel aux marchés.

L'effet catalyseur du commerce est maximisé lorsque les relations commerciales connectent le secteur commercial au secteur non commercial. De cette façon, l'accroissement du commerce génère des emplois non seulement dans les secteurs exportateurs, mais aussi dans les secteurs qui facilitent l'importation et l'exportation, tels que le transport, le conditionnement, la commercialisation et les services financiers.

S'agissant de l'effet sur le développement social, les possibilités économiques qui découlent du commerce peuvent inciter davantage les gens à obtenir un niveau d'éducation et de formation plus élevé. En Inde, par exemple, l'augmentation des exportations de services basés sur les technologies de l'information, tels que les centres d'appels et les services administratifs offshore, a entraîné une augmentation de la demande de main-d'œuvre féminine, ce qui a augmenté la scolarisation des filles, en particulier dans les écoles de langue anglaise (Oster et Millet, 2013).

Le commerce dans le paradigme de développement pour l'après-2015

> Le développement durable devra s'appuyer sur des économies dynamiques et une croissance partagée pour pouvoir progresser au même rythme que la croissance démographique et l'allongement de la vie, créer des emplois, y compris rémunérés, et générer des recettes destinées à financer les programmes sociaux. (Paragraphe 133, Rapport de synthèse du Secrétaire général de l'ONU)

Cette section examine comment le nouveau paradigme de développement dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015 influencera la contribution possible du commerce international à la capacité des PMA d'assurer un développement inclusif et durable.

Cette question peut être abordée en examinant: 1) si l'évolution actuelle du commerce international facilitera ou entravera le rôle du commerce comme moyen de développement; 2) si, et comment, l'accent mis sur le développement durable au niveau mondial influera sur la capacité des PMA d'utiliser le commerce aux fins du développement durable; et 3) une nouvelle approche possible de la coopération internationale pour le développement, en particulier de l'Aide pour le commerce, afin de répondre aux nouveaux défis.

L'attention se porte sur les PMA parce qu'ils ont un défi relativement plus important à relever pour réaliser les ODD, qui sont en général plus ambitieux que les OMD. En outre, comme cela a été dit plus haut, la contribution qualitative et quantitative du commerce international au développement socioéconomique peut être beaucoup plus importante pour ces pays que pour d'autres.

COMMENT LE COMMERCE AIDE-T-IL LES PMA À RÉALISER LES ODD?

Le marché mondial évolue rapidement vers un environnement sans droits de douane du fait de la prolifération des accords commerciaux préférentiels (ACPr) aux niveaux bilatéral, régional et interrégional. Au milieu de 2014, 585 ACPr avaient été notifiés à l'OMC, dont 379 sont actuellement en vigueur. Mais la plupart des ACPr ne concernent pas les PMA, en particulier ceux d'Afrique subsaharienne.

La prolifération d'ACPr peut réduire la valeur de l'accès préférentiel aux marchés dont bénéficient les PMA. Imaginons que l'UE, qui permet aux PMA de bénéficier de l'initiative "Tout sauf les armes" (TSA), conclue un ACPr avec des pays qui ne sont pas des PMA. Cela aurait pour effet de réduire, voire de supprimer, l'écart entre le taux TSA (0%) et le taux de droit qui s'applique aux pays membres de l'ACPr, et donc d'éroder la marge préférentielle "relative" (MPR) des PMA. D'après une étude de la CNUCED, qui a examiné l'incidence de l'érosion de la MPR sur les exportations des pays d'Afrique subsaharienne (dont beaucoup sont des PMA), une baisse d'une unité de la MPR réduirait les exportations de ces pays de 0,30 point de % en moyenne (Nicita et Rollo, 2013). L'étude a conclu que toute érosion des marges préférentielles due à la prolifération des ACPr en dehors de l'Afrique subsaharienne réduirait la probabilité d'exporter des pays d'Afrique subsaharienne, qu'il s'agisse des flux existants ou des flux potentiels.

La prolifération des ACPr en dehors des PMA peut avoir des implications importantes pour l'utilité de la cible 12 de l'ODD 17, qui préconise "l'accès rapide de tous les PMA (…) aux marchés en franchise de droits et sans contingent". Même si cette cible est atteinte, c'est-à-dire si toutes les exportations des PMA se voient appliquer des droits nuls sur les grands marchés d'importation, son impact sur la promotion des exportations des PMA peut être limitée en raison de la libéralisation continue des droits de douane à laquelle procèdent les pays développés et les pays en développement autres que les PMA sur une base bilatérale, régionale et mondiale. Si l'objectif est d'améliorer considérablement les possibilités d'exportation des PMA, la communauté internationale doit prendre des mesures supplémentaires.

Comment le programme porteur de changement influe sur l'utilisation du commerce comme moyen de mise en œuvre

Comme on l'a vu dans la section A.2, le programme de développement pour l'après-2015 se veut porteur de changement, cherchant avant tout à remodeler notre façon de vivre pour la rendre plus respectueuse de l'environnement. Le développement économique actuel ne devrait pas compromettre les possibilités de développement des générations futures.

Par exemple, d'après l'ODD 12 (Établir des modes de consommation et de production durables), les pays devraient "parvenir à une gestion durable et à une utilisation rationnelle des ressources naturelles d'ici à 2030" (cible 12.2) et "rationaliser les subventions aux combustibles fossiles qui sont source de gaspillage" (cible 12.c). L'ODD 7 (Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable) indique que les pays devraient "accroître nettement la part de l'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique mondial d'ici à 2030" (cible 7.2).

Un programme "porteur de changement" peut avoir, directement ou indirectement, des effets considérables sur l'environnement commercial des PMA.

Premièrement, une plus grande sensibilité aux questions environnementales, par exemple, peut réduire la demande de produits basés sur les ressources naturelles, en particulier les produits liés aux énergies fossiles, ce qui peut réduire progressivement les recettes publiques provenant des exportations des PMA tributaires des produits de base, à un moment où ils seront confrontés à des besoins de financement croissants pour parvenir à un développement durable. Le Rapport sur l'investissement dans le monde 2014 de la CNUCED estime à près de 120 milliards de dollars EU par an les besoins d'investissement totaux des PMA dans les secteurs liés au développement durable, alors que leurs investissements actuels dans ces secteurs sont de l'ordre de 40 milliards de dollars EU par an. Les "secteurs clés des ODD" sont, entre autres, les transports, l'eau et l'assainissement, l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, la biodiversité et le maintien de la biodiversité. Par ailleurs, le rapport final du Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable indiquait que le financement nécessaire pour réaliser les ODD pourrait s'élever à 200 milliards de dollars EU par an, montant supérieur au niveau record d'APD atteint en 2013, qui était de 134,8 milliards de dollars EU en termes nets (Nations Unies, 2014f).

Pour satisfaire ces besoins de financement, les PMA ont besoin d'un soutien spécial et ciblé de la communauté internationale, afin d'obtenir les ressources nécessaires des investisseurs nationaux et étrangers. Il convient de mobiliser l'APD pour attirer des fonds privés additionnels, fournir une assistance technique pour améliorer les capacités de production et réduire les coûts du commerce (CNUCED, 2014b). Un soutien de ce type est essentiel pour permettre aux PMA tributaires des produits de base d'élargir et d'approfondir les liens horizontaux et verticaux entre les secteurs de produits de base et les autres secteurs de l'économie, et d'améliorer l'efficience en utilisant au mieux les recettes exceptionnelles générées par les exportations de produits de base (CNUCED, 2014c).

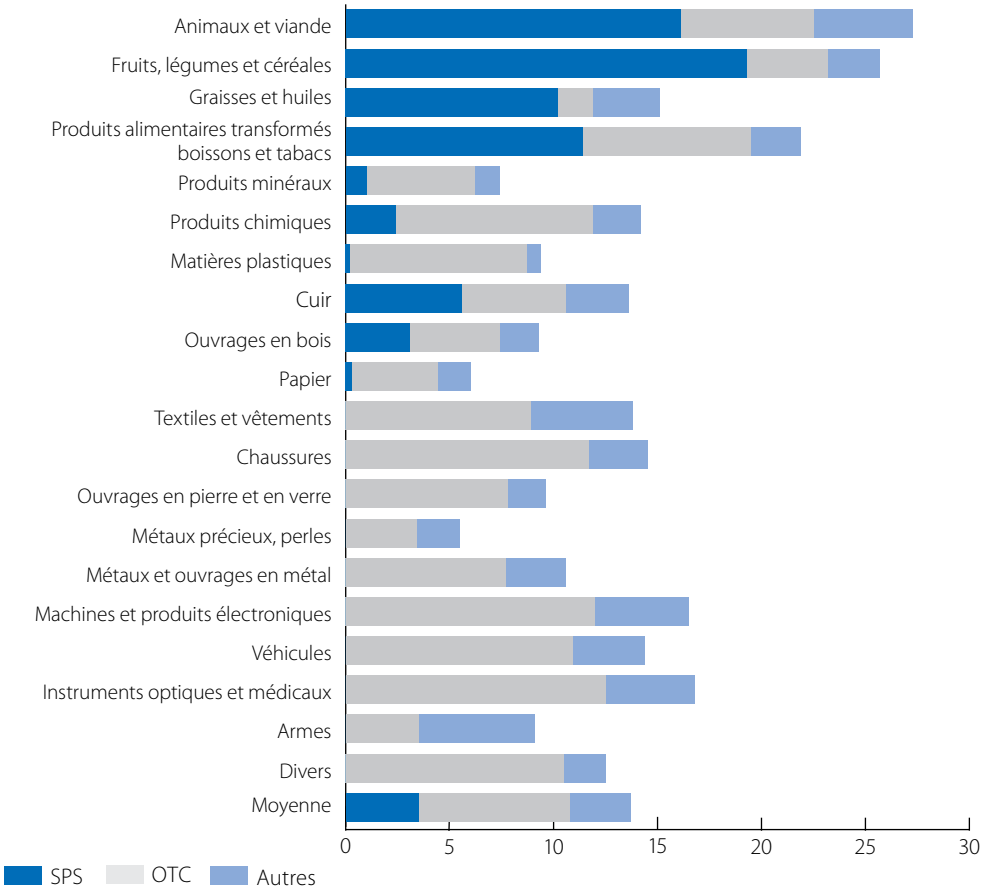
Deuxièmement, un programme porteur de changement peut avoir une incidence sur le commerce dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015 par le biais des mesures non tarifaires (MNT). Les MNT sont des mesures autres que les droits de douane classiques qui peuvent avoir des effets quantitatifs sur les flux d'importation du pays qui les applique (CNUCED, 2010). La plupart des MNT identifiées à ce jour sont des mesures dites "techniques", qui fixent les normes de qualité applicables aux produits concernés afin de garantir de bonnes conditions de vie du point de vue socioéconomique et environnemental (par exemple, mesures concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et la protection de l'environnement). Plus de 50% des produits exportés par les pays en développement sont soumis à certains types de MNT techniques (CNUCED, 2012b).

La plupart des mesures techniques ont pour objectif général de protéger la sécurité des personnes et de préserver l'environnement, entre autres. Ainsi, elles vont dans le sens des ODD, en particulier des objectifs 2, 3, 12, 13 et 15 qui portent sur la sécurité alimentaire, la santé et les actions en faveur d'écosystèmes durables. Par conséquent, il est fort probable que, dans leurs efforts pour réaliser les ODD, les pays de par le monde recourent davantage à des mesures techniques dans les prochaines années.

Le problème est que l'utilisation accrue de ces mesures dans un pays entraîne une augmentation du coût des exportations des autres pays. L'impact global des mesures SPS et OTC sur les coûts du commerce est élevé en termes de coûts d'entrée et de coûts de transaction, en particulier pour les PMA. Une récente étude de la CNUCED fournit des estimations des équivalents ad valorem (EAV) moyens de certaines MNT au niveau sectoriel (Cadot et al., 2015). Les résultats sont éloquents: en moyenne, les MNT dans les secteurs de l'élevage et de l'agriculture imposent des obstacles à l'importation équivalant à un droit de douane d'environ 26-27%, dont plus de 20% pour les mesures SPS et OTC appliquées dans ces secteurs. Dans plusieurs autres secteurs d'exportation des pays en développement, les EAV sont supérieurs à 15%. Cela est dû essentiellement à l'application de mesures techniques (voir la figure 9.4).

Une autre étude de la CNUCED a examiné l'effet des mesures SPS de l'UE pour 21 grandes catégories de produits agricoles. Elle a constaté que l'effet de distorsion des échanges potentiel de ces mesures était asymétrique entre les pays exportateurs. Plus précisément, ces mesures pèsent plus lourdement sur les exportateurs des pays à faible revenu que sur ceux d'autres pays (Murina et Nicita, 2014). Globalement, l'effet de distorsion des échanges des mesures SPS sur les exportations de produits agricoles des pays à faible revenu représentait environ trois milliards de dollars EU – ce qui équivaut à peu près à 14% de leurs exportations totales de produits agricoles vers l'UE – ce qui s'ajoute à la baisse des exportations due à la concurrence des autres exportateurs. Ces résultats corroborent l'hypothèse selon laquelle les pays à faible revenu n'ont pas la capacité interne nécessaire pour se conformer aux mesures SPS, à la différence de bon nombre des pays à revenu intermédiaire et élevé.

Figure 9.4 Équivalents *ad valorem* des mesures SPS, des OTC et des autres MNT, par secteur



Source: Cadot *et al.* (2015).

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241585

Le partenariat mondial peut-il aider les PMA à faire face à l'augmentation potentielle des coûts du commerce?

Que pourrait-on faire pour atténuer l'effet négatif sur les exportations des PMA des mesures techniques et réglementaires appliquées sur le marché international – dont la fréquence augmentera probablement au cours des prochaines années. La difficulté est que le problème est une conséquence indirecte des mesures prises par les autres pays pour améliorer le bien-être de leur population et protéger l'environnement. La solution de ce problème nécessiterait une action du partenariat mondial, notamment dans le cadre de l'Initiative Aide pour le commerce.

Contrairement aux droits de douane ou aux obstacles non tarifaires comme les contingents, il n'est pas envisageable d'éliminer les mesures SPS et les OTC dans le but de promouvoir les exportations des PMA. À cet égard, le partenariat mondial peut remédier aux causes profondes des coûts du commerce qui pèsent sur les exportations des PMA du fait des MNT, tout en aidant les PMA à développer les capacités nécessaires pour utiliser efficacement ces mesures afin de réaliser leurs propres ODD liés à la sécurité alimentaire, à la santé et à la protection de l'environnement.

L'une des sources des coûts du commerce résultant des MNT est le coût de l'acquisition d'informations sur ces mesures, en particulier sur les mesures SPS/OTC dans les pays importateurs. Le problème est multiplié lorsque plusieurs pays importateurs appliquent différentes mesures SPS et OTC au même produit. Par ailleurs, les informations sur ces mesures proviennent de plusieurs organismes de réglementation d'un pays, de sorte qu'il est difficile et coûteux de recueillir les données pertinentes. Pour remédier au manque d'informations des PMA et des autres pays en développement, le partenariat mondial a lancé l'Initiative pour la transparence dans le commerce. Il s'agit d'un programme interinstitutions auquel participent la CNUCED, la Banque mondiale, le Centre du commerce international et la Banque africaine de développement. Ce programme facilite les efforts internationaux visant à recueillir des données et des informations officielles sur les MNT appliquées dans différents pays et il améliore la transparence en classant les différentes mesures selon une classification commune développée conjointement par plusieurs institutions internationales (CNUCED, 2012c). Des données relatives à 51 pays ont été collectées à ce jour et plus de 90% du commerce mondial devrait être couvert en 2015.

Une autre source de coûts du commerce, étroitement liée à la précédente, est la disparité entre les pays des normes de qualité des produits ou des méthodes de transformation exigées dans une mesure SPS ou OTC donnée. Le partenariat mondial peut encourager une plus grande harmonisation des normes nationales sur la base des normes internationales (par exemple, celles qui sont convenues au niveau international et qui sont fondées scientifiquement), ce qui supprimera une grande partie des restrictions au commerce, dans la mesure où les processus de production n'ont pas besoin d'être adaptés pour satisfaire aux prescriptions propres à chaque marché d'exportation.

L'harmonisation peut être tentée au niveau multilatéral, mais un nombre croissant d'accords bilatéraux, régionaux et mégarégionaux ont l'ambition d'assurer la reconnaissance mutuelle ou l'harmonisation des prescriptions SPS et OTC. Les bénéfices potentiels d'une harmonisation bilatérale ou régionale pour la réduction des coûts du commerce des pays en développement ont fait l'objet de débats. Shepherd (2007) présente des données empiriques montrant que l'harmonisation avec les normes internationales accroît la diversification des exportations vers de nouveaux marchés, ce qui n'est pas le cas de l'harmonisation bilatérale. L'étude estime qu'une augmentation de 1% des normes propres à un pays entraîne une diminution de 0,7% de la diversité des exportations des pays partenaires, tandis qu'une augmentation de 1% des normes harmonisées au niveau international accroît la diversité des exportations de 0,3%. En valeur absolue, les deux effets sont plus marqués pour les pays à faible revenu que pour les pays à revenu élevé, ce qui souligne l'importance de l'harmonisation internationale des normes du point de vue du développement. Disdier, Cadot et Fontagné (2012) indiquent que sous l'effet des prescriptions techniques figurant dans les accords commerciaux Nord-Sud, les pays en développement adoptent les prescriptions plus strictes des marchés développés, augmentant ainsi les possibilités de vendre leurs produits. Toutefois, ces normes plus strictes entraînent des coûts plus élevés pour les pays du Sud, ce qui réduit la compétitivité de leurs marchés.

Une autre source des coûts du commerce est le manque de capacités techniques, financières et administratives des PMA pour élaborer et appliquer les mesures techniques nécessaires afin d'atteindre leurs propres ODD. Comme on l'a vu, les mesures qui sont considérées comme des MNT sont des mesures pertinentes pour atteindre des objectifs liés à la santé, à la sécurité et à la protection de l'écosystème. Le partenariat mondial, comme l'Initiative Aide pour le commerce, pourrait aider les PMA à concevoir leurs propres mesures, de façon à renforcer leurs capacités administratives et techniques en la matière, ce qui réduira les coûts de mise en conformité que leur imposent les MNT appliquées sur leurs marchés d'exportation.

QUELLES SERONT LES IMPLICATIONS POUR L'INITIATIVE AIDE POUR LE COMMERCE?

Au moment de la deuxième Conférence internationale sur le financement du développement (Déclaration de Doha), on considérait qu'un objectif essentiel de l'Aide pour le commerce était d'"aider les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, dans les domaines suivants: politique commerciale et réglementation des échanges, développement du commerce, renforcement des capacités de production, infrastructure commerciale, mesures d'ajustement dans le domaine commercial et autres besoins liés au commerce". Ces éléments resteront certainement pertinents en tant que résultats attendus de l'Aide pour le commerce.

Toutefois, le nouveau paradigme de développement dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015 peut exiger l'adoption d'une nouvelle approche – intégrée – de l'Aide pour le commerce. Il s'agit de faire en sorte que les résultats obtenus dans le cadre de l'Aide pour le commerce contribuent à un développement inclusif et durable. Peut-être plus important encore, la conception et le cadre de mise en œuvre des projets d'Aide pour le commerce doivent être inclusifs et durables. À cet égard, quelle est la contribution attendue de l'Initiative Aide pour le commerce au programme de développement pour l'après-2015?

Comme l'a montré l'exercice de suivi de l'Aide pour le commerce, de nombreux pays partenaires, ainsi que des pays donateurs, ont bon espoir que l'Aide pour le commerce contribuera à améliorer la capacité des pays d'atteindre les objectifs du programme de développement pour l'après-2015. Les attentes sont particulièrement grandes concernant la contribution de l'Aide pour le commerce à la croissance économique et à l'éradication de la pauvreté par un développement durable et inclusif et un financement en faveur du développement. Cela confirme que les pays eux-mêmes considèrent le commerce comme un instrument, ou un moyen, efficace pour mettre en œuvre le programme de développement pour l'après-2015 (voir la figure 9.5).

Les réponses indiquent aussi que les pays, en particulier les pays partenaires, ne sont pas encore convaincus que l'Aide pour le commerce favorise le développement économique et les progrès sur le plan social et environnemental, notamment l'autonomisation économique des femmes et la croissance verte.

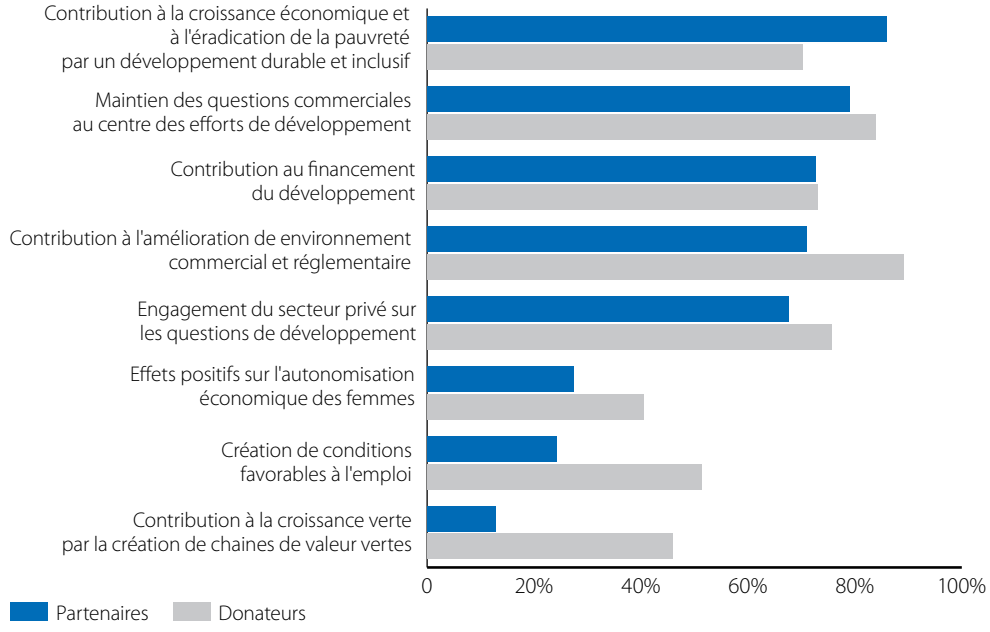
Comment la réduction des coûts du commerce pourrait-elle principalement contribuer à un développement inclusif et durable? À cette question, les pays partenaires et les pays donateurs répondent qu'une contribution directe serait d'accroître les exportations et l'emploi et de diversifier les marchés d'exportation. Il est intéressant de noter que seuls les pays partenaires associent une réduction des coûts du commerce à une diversification des produits exportés et à une augmentation de l'investissement privé intérieur, qui sont étroitement liées à la transformation structurelle de leur économie (figure 9.6).

Les réponses susmentionnées confirment de nouveau l'importance d'une approche intégrée pour la conception et la mise en œuvre de l'Initiative Aide pour le commerce. La politique commerciale dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015 fera partie d'une stratégie de développement globale. Elle devrait viser non seulement à promouvoir le commerce mais aussi à faire en sorte que le commerce aide les pays à assurer un développement inclusif et durable. Autrement dit, l'Initiative Aide pour le commerce devrait aider les pays à assurer une cohérence entre leurs politiques de promotion du commerce et de développement économique, d'une part, et leurs objectifs de développement social et environnemental, d'autre part.

Le Groupe interinstitutions des Nations Unies sur le commerce et les capacités productives peut donner un exemple utile de la manière d'assurer la cohérence des politiques au niveau national (voir Groupe interinstitutions des Nations Unies sur le commerce et les capacités productives: *Delivering Aid for Trade*, 2014). Quinze entités des Nations Unies collaborent

à ce mécanisme interinstitutions, créé en avril 2008, qui adopte une approche intégrée pour l'exécution d'opérations et de programmes conjoints axés sur le renforcement des capacités commerciales et productives (le groupe comprend actuellement la CNUCED, l'ONUDI, la FAO, l'OIT, la CNUDCI, l'ITC, l'OMC, le PNUD, les cinq Commissions régionales des Nations Unies, le PNUE et l'UNOPS). Initiative unique en son genre à l'échelle des Nations Unies, le Groupe coordonne les contributions de différentes entités en faveur du développement lié au commerce avec les programmes mondiaux que sont l'Initiative Aide pour le commerce, les OMD, les ODD et le programme de développement pour l'après-2015.

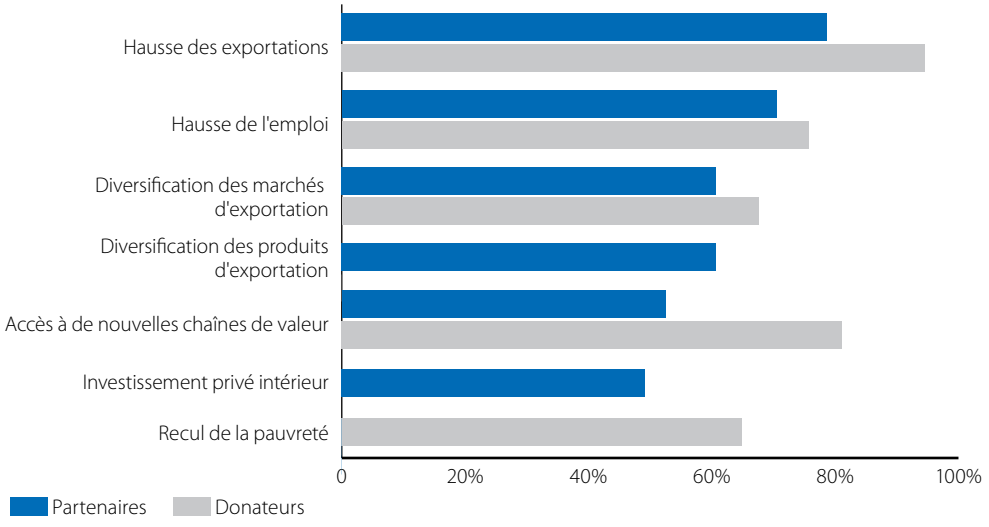
Figure 9.5 Contribution de l'Initiative Aide pour le commerce au programme de développement pour l'après-2015



Source: Exercice conjoint de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE/OMC (2015).

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241598

Figure 9.6 Contribution d'une réduction des coûts du commerce au développement inclusif et durable



Source: Exercice conjoint de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE/OMC (2015).

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241600

CONCLUSIONS

Le commerce international a été un moteur de la croissance économique et un moyen de mobiliser des ressources financières et non financières pour le développement. Il a représenté, en particulier pour les PMA, une source essentielle de recettes publiques, d'investissements privés intérieurs et de formation de capital pour le renforcement des capacités de production et la transformation structurelle.

Le programme de développement pour l'après-2015, qui vise à assure un développement inclusif et durable dans trois domaines (social, économique et environnemental), implique une augmentation significative des besoins de financement, ce qui renforcerait l'importance du commerce international comme source de financement public/privé pour le développement des pays en développement, en particulier des PMA. Toutefois, le changement dont le programme se veut porteur peut avoir une incidence sur les flux commerciaux futurs en augmentant les coûts du commerce pour les exportateurs des PMA en raison, entre autres, de la multiplication des MNT sur les marchés d'exportation des PMA.

Afin d'aider les PMA à tirer parti du commerce international dans leur efforts pour parvenir à un développement inclusif et durable, l'Initiative Aide pour le commerce doit être conçue et mise en œuvre suivant une approche "intégrée". Autrement dit, outre la promotion et la diversification des échanges, par exemple par le renforcement des capacités de production, l'Initiative Aide pour le commerce peut chercher à aider les pays à renforcer les voies par lesquelles les "résultats" commerciaux peuvent avoir une influence positive sur les résultats sociaux, économiques et environnementaux.

BIBLIOGRAPHIE

Banque mondiale (2012), Migration and Development Brief 18, Banque mondiale, Washington (D.C.)

Banque mondiale (2013), *World Development Indicators 2013*, Banque mondiale, Washington (D.C.), http://databank.worldbank.org/data/download/WDI-2013-ebook.pdf.

Cadot, O., et al. (2015), "Deep regional integration and non-tariff measures: A methodology for data analysis", UNCTAD Study Series Policy Issues in International Trade and Commodities, n° 69, CNUCED, New York et Genève.

Cage J. et Gadenne L. (2014), "Tax revenues, development, and the fiscal cost of trade liberalization, 1792-2006", VOX, http://www.voxeu.org/article/fiscal-cost-trade-liberalisation.

Centre for Economic Policy Research, *Global Trade Alert*, http://www.globaltradealert.org/.

CNUCED (2010), "Non-tariff measures: evidence from selected developing countries and future research agenda", Developing Countries in International Trade Studies, CNUCED, New York et Genève.

CNUCED (2011), "Impact of remittances on poverty in developing countries", CNUCED, New York et Genève.

CNUCED (2012a), "Who is benefiting from trade liberalisation in Lesotho? A gender perspective", CNUCED, New York et Genève.

CNUCED (2012b), "Non-Tariff Measures to Trade: Economic and Policy Issues for Developing Countries", Developing Countries in International Trade Studies, CNUCED, New York et Genève.

CNUCED (2012c), "Classification of non-tariff measures", CNUCED, New York et Genève, http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/ditctab20122_en.pdf.

CNUCED (2013a), "Growth and poverty eradication: Why addressing inequality matters", Post-2015 policy brief, n° 2, CNUCED, New York et Genève, http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/presspb2013d4_en.pdf.

CNUCED (2013b), "Commodities and Development Report: Perennial problems, new challenges and evolving perspectives", CNUCED, New York et Genève.

CNUCED (2014a), "Rapport 2014 sur les pays les moins avancés: Croissance et transformation structurelle: un programme de développement pour l'après-2015", CNUCED, New York et Genève.

CNUCED (2014b), "Rapport sur l'investissement dans le monde 2014 – L'investissement au service des objectifs de développement durable: Un plan d'action", New York et Genève.

CNUCED (2014c), "Le secteur des ressources naturelles: examen et recensement des possibilités de commerce et de développement fondées sur les produits de base", Note du secrétariat de la CNUCED pour la Réunion d'experts pluriannuelle sur les produits de base et le développement, CNUCED, New York et Genève.

CNUCED (2014d), "Regard sur la politique commerciale sous l'angle de la parité hommes-femmes: Synthèse de sept études de cas par pays", CNUCED, New York et Genève.

CNUCED (2014e), "The role of trade in financing for sustainable development", polycopié, http://www.un.org/esa/ffd/wp-content/uploads/2014/12/10Dec14-UNCTAD-input.pdf.

Disdier A.C., L. Fontagné et O. Cadot (2014), "North-South standard harmonization and international trade"", *World Bank Economic Review*, DOI: http://dx.doi.org//10.1093/wber/lht039.

Fugazza M. et C. Trentini (2014), "Empirical insights on market access and foreign direct investment", Policy Issues in International Trade and Commodity Study Series, n° 63, CNUCED, New York et Genève.

Groupe interinstitutions des Nations Unies sur le commerce et les capacités productives: Delivering Aid for Trade (2014), http://unctad.org/en/Pages/TC/TC_United-Nations-Inter-Agency-Cluster.aspx.

Murina, M. et A. Nicita (2014). "Trading with conditions: the effect of sanitary and phytosanitary measures on lower income countries' agricultural exports", Policy issues in international trade and commodities research study series, n° 68, CNUCED, New York et Genève.

Nations Unies (1997), *Action 21,* Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/Agenda21.pdf.

Nations Unies (2012), Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 27 juillet 2012, "L'avenir que nous voulons", A/RES/66/288*, https://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1298.

Nations Unies (2013a), "Pour un nouveau partenariat mondial: vers l'éradication de la pauvreté et la transformation des économies par le biais du développement durable", Rapport du Groupe de personnalités de haut niveau chargé du programme de développement pour l'après-2015, (http://www.un.org/sg/management/pdf/HLP_P2015_Report.pdf).

Nations Unies (2013b), "Une vie de dignité pour tous: accélérer les progrès dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et dans la définition du programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015", Rapport du Secrétaire général, A/68/202.

Nations Unies (2014a), Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 30 juin 2014, "Modalités de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement", A/RES/68/279, http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/68/279&Lang=F.

Nations Unies (2014b), "La dignité pour tous d'ici à 2030: éliminer la pauvreté, transformer nos vies et protéger la planète: Rapport de synthèse du Secrétaire général sur le programme de développement durable pour l'après-2015", (A/69/700).

Nations Unies (2014c), "Mettre en œuvre le programme de développement pour l'après-2015: les opportunités au niveau national et local", Rapport du Groupe des Nations Unies pour le développement, http://issuu.com/undevelopmentgroup/docs/delivering_the_post-2015_developmen/0.

Nations Unies (2014d), Rapport du Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale sur les objectifs de développement durable, A/68/970, http://undocs.org/A/68/970.

Nations Unies (2014e), Rapport du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable, établi conformément à la résolution 66/288 de l'Assemblée générale, A/68/L.61, http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/68/L.61&Lang=F.

Nations Unies (2014f), Rapport du Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable, A/69/315*, http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/69/315&Lang=F.

Nations Unies (2015), Projet de deuxième résolution de l'Assemblée générale sur les modalités de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, http://www.un.org/esa/ffd/index.html.

Nicita, A. et V. Rollo (2013), "Tariff preferences as a determinant for exports from sub-Saharan Africa", Policy Issues in International Trade and Commodity Study Series, n° 60, CNUCED, New York et Genève.

Oster, E. et B. Millet (2013), "Do IT service centers promote school enrolment? Evidence from India", *Journal of Development Economics*.

Portail d'actualités de l'ONU sur les changements climatiques, http://newsroom.unfccc.int/.

Shepherd, B. (2007), "Product standards, harmonization, and trade: evidence from the extensive margin", Policy Research Working Paper Series, n° 4390, Banque mondiale.

Solleder O., (2013), "Panel export taxes dataset: New data on export tax rates", *Graduate Institute of International and Development Studies Working Paper,* n° 07/2013.

CHAPITRE 10

ENCOURAGER LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT: LE POINT DE VUE DES ENTREPRISES

Contribution du Forum économique mondial

Résumé: *Les entreprises sont de fervents défenseurs de la réduction des obstacles au commerce et à l'investissement. Il faut un partenariat entre les secteurs public et privé pour faire en sorte que les efforts de mise en œuvre répondent aux besoins des chaînes de valeur et permettre d'atteindre le point de bascule pour la croissance. À cette fin, il est important d'intégrer le secteur privé dès le début de la planification de l'Aide pour le commerce. Un dialogue permanent entre les pouvoirs publics et le secteur privé peut contribuer à adapter les réformes de façon à répondre aux besoins des utilisateurs et à accroître l'impact de ces réformes. La première priorité des entreprises est de mettre en œuvre l'Accord sur la facilitation des échanges, mais les mesures visant à rationaliser l'administration à la frontière ne devraient pas s'arrêter là. Une approche complète et coordonnée allant au-delà de mesures d'encouragement au commerce est aussi nécessaire. C'est ainsi que la facilitation du commerce devrait aller de pair avec la facilitation de l'investissement. Le présent chapitre aborde ces questions du point de vue des entreprises, examine les efforts en cours et suggère des solutions pour accroître la collaboration entre les entreprises et les donateurs afin de piloter et de mettre en œuvre la facilitation des échanges.*

INTRODUCTION

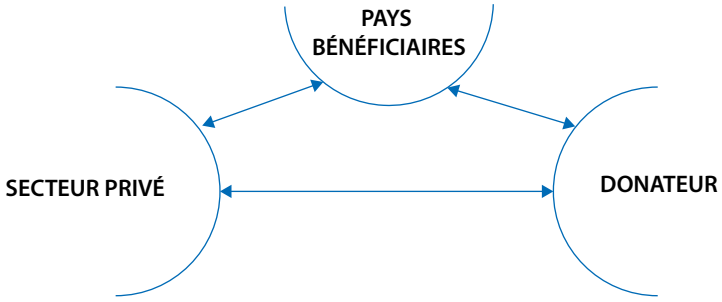
La facilitation des échanges permet aux travailleurs et aux consommateurs du monde entier d'avoir accès non seulement à des marchés de produits spécifiques mais aussi aux chaînes de valeur mondiales (CVM). Dans ces dernières, les processus de production sont divisés en tâches plus petites, permettant ainsi aux pays de se tailler des créneaux non disponibles auparavant. Toutefois, tant les pays à faible revenu que les pays à revenu élevé se disent préoccupés devant la concentration de valeur au sein de ces chaînes. Afin de soutenir la concurrence dans les activités à forte valeur ajoutée et de maximiser l'intérêt de la participation aux CVM du point de vue environnemental, les pays ont besoin de mesures efficaces de facilitation des échanges et d'une prise en compte de l'importance du volet services dans les chaînes de valeur actuelles.

Les déficits d'information, les inefficacités administratives et l'inadéquation des infrastructures sont des obstacles majeurs à l'augmentation de la participation aux CVM. Pour améliorer l'accès à ces dernières, il sera nécessaire non seulement de mener une réforme des procédures et des institutions et de réaliser des investissements dans les infrastructures, mais aussi de renforcer les capacités nationales en améliorant les échanges de renseignements, la formation et la certification.

Pour mettre en œuvre une facilitation des échanges efficace, il faut passer par un certain nombre d'étapes, dont plusieurs sont bien engagées dans le monde entier.

- Il est fondamental de mettre en œuvre les articles de la section I de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE). Les pays devraient s'efforcer de s'aligner sur les besoins des chaînes de valeur mondiales en hiérarchisant les réformes intérieures et le soutien des donateurs conformément à la section II de l'AFE ou selon les objectifs plus larges de l'Aide pour le commerce. Cela nécessite de prendre davantage en compte les compétences du secteur privé. Les comités nationaux de facilitation des échanges devraient s'appuyer sur les organismes sectoriels comme sources de connaissances et d'expérience en matière de chaînes d'approvisionnement. Par ailleurs, une plus large place doit être faite au sein même de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à l'expérience du secteur privé en matière de chaînes de valeur afin d'éclairer les examens des politiques commerciales et autres exercices similaires. Ces éléments peuvent être complétés par un éclairage analytique plus approfondi tiré de la base de données sur les échanges en valeur ajoutée.
- De façon plus ambitieuse, la conclusion et la mise en œuvre du Cycle de Doha, les négociations sur les services et les technologies de l'information et, ultérieurement, un accord sur l'investissement fourniraient un soutien multilatéral ou plurilatéral pour une facilitation des échanges de grande qualité.

Figure 10.1 Partenariats public-privé



Encadré 10.1 Point de vue des entreprises: les facteurs les plus problématiques pour le commerce

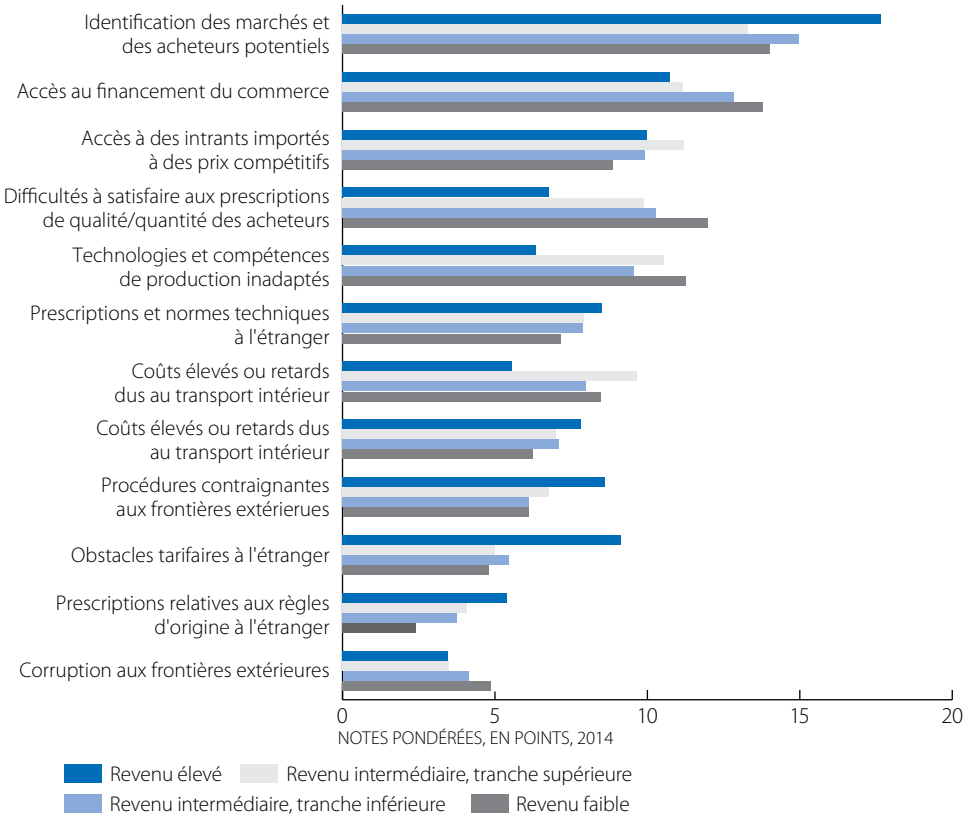
L'enquête d'opinion menée par le Forum économique mondial auprès des grands dirigeants d'entreprises (voir aussi l'encadré 10.2), apporte un éclairage complémentaire sur les obstacles rencontrés par les entreprises au niveau national lorsqu'elles cherchent à exporter et importer.

L'une des 140 questions de l'enquête demande aux participants de choisir, parmi une liste de 19 facteurs, les 5 qui sont les plus problématiques pour leur économie; la liste comporte 12 facteurs concernant l'exportation et 7 facteurs concernant l'importation. Il a aussi été demandé aux répondants de classer les cinq facteurs de 1 (le plus problématique) à 5 (le moins problématique). Une note a été attribuée à chaque réponse en fonction de ce classement, de cinq points pour le facteur classé premier à un point pour le facteur classé au cinquième rang. Une note pondérée a été établie en additionnant les points attribués à chaque facteur et en divisant la somme par le total des points attribués à tous les facteurs.

La figure 10.2 indique les notes pondérées par groupe de revenu pour les facteurs associés à l'exportation (10.2 a) et à l'importation (10.2 b), respectivement.* Les résultats soulignent non seulement l'importance de la facilitation des échanges aux niveaux multilatéral et bilatéral mais aussi les possibilités qu'ont les pays de faciliter les échanges grâce à des mesures pratiques relevant des compétences de leur gouvernement.

Figure 10.2 Les facteurs les plus problématiques pour l'exportation et l'importation, par groupe de revenu

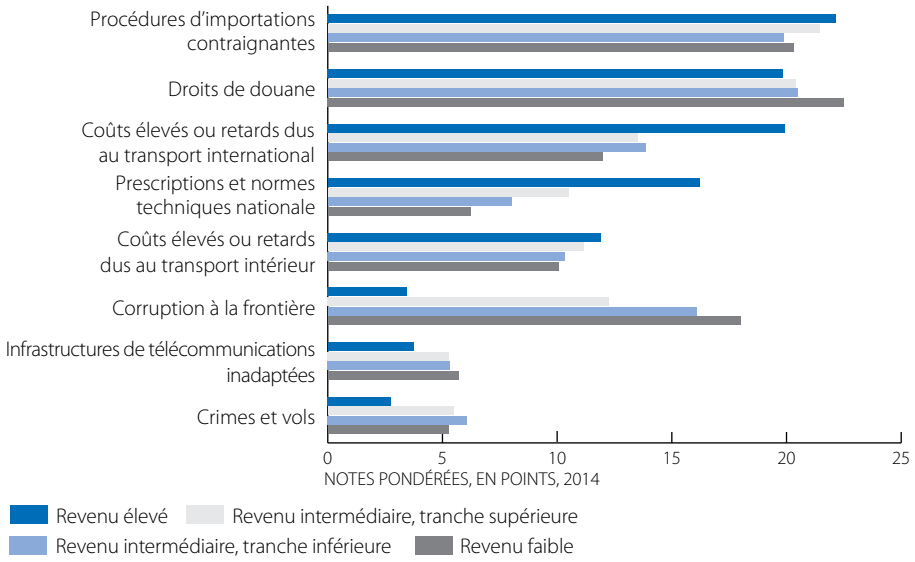
a. Exportation



Encadré 10.1 Point de vue des entreprises: les facteurs les plus problématiques pour le commerce

Figure 10.2 Les facteurs les plus problématiques pour l'exportation et l'importation, par groupe de revenu (suite)

b. Importation



Notes:

* Les notes agrégées correspondent aux notes moyennes de chaque facteur dans l'ensemble des économies appartenant au groupe de revenu.

Classification adaptée de la classification par groupe de revenu de la Banque mondiale (situation en juillet 2014). Nombre d'économies par groupe de revenu: élevé (50), intermédiaire – tranche supérieure (37), intermédiaire – tranche inférieure (35) et faible (21). Les facteurs sont classés par ordre descendant en fonction de la moyenne globale.

Source: Forum économique mondial, Enquête d'opinion auprès des grands dirigeants d'entreprises (2014); voir Browne *et al.* (2014) pour plus de précisions.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241613

- Dans ce contexte, une première étape essentielle est d'identifier les principaux goulets d'étranglement qui entravent le commerce et la connectivité aux chaînes d'approvisionnement (voir l'encadré 10.1 et la figure 10.2); c'est là l'objectif du Global Enabling Trade Report 2014, qui est présenté dans la section suivante. Publié tous les deux ans, ce rapport fournit des renseignements aux décideurs, aux partenaires et aux donateurs concernant les domaines prioritaires et favorise le suivi des progrès.
- Les sections suivantes mettent en lumière le rôle du secteur privé pour orienter l'aide vers les domaines où elle est le plus nécessaire et faire en sorte que des points de bascule pour le commerce soient atteints. Pour agir à une plus grande échelle et assurer la mise en œuvre dans les pays les plus pauvres, une coopération renforcée entre les efforts des donateurs publics et du secteur privé est nécessaire, les pays bénéficiaires étant toujours ceux qui en profitent en fin de compte.

- Plus généralement, la communauté commerciale souffre d'un schisme entre ceux qui sont chargés de l'élaboration des politiques et ceux qui assurent la mise en œuvre et le renforcement des capacités. Le secteur privé est généralement moins compartimenté à cet égard et il peut favoriser un rapprochement entre ces deux composantes. Lorsque les efforts de facilitation des échanges peuvent s'intégrer dans un programme axé sur l'avenir concernant l'économie numérique et la politique en matière de services, entre autres, la communauté commerciale peut déployer toutes ses forces pour accomplir des progrès.

Le rapport *Global Enabling Trade Report 2014* vise à préciser les obstacles que rencontrent les entreprises dans certains pays lors de leurs activités d'exportation et d'importation.

SUIVRE LES PROGRÈS: L'INDICE DE FACILITATION DES ÉCHANGES

Publié initialement par le Forum économique mondial en 2008 et tous les deux ans depuis 2010, l'indice de facilitation des échanges (l'*Enabling Trade Index* (ETI)) est un indicateur composite qui évalue dans quelle mesure les économies possèdent les institutions, les politiques, les infrastructures et les services nécessaires pour faciliter la libre circulation des marchandises à travers les frontières et jusqu'à leur destination.

L'ETI prend en compte non seulement des facteurs liés à l'accès aux marchés, comme les droits de douane et les obstacles non tarifaires, mais aussi ceux qui facilitent les échanges sur un plan plus pratique: une administration plus efficace à la frontière, de meilleures infrastructures et télécommunications et de meilleurs régimes réglementaires et de sécurité qui protègent les droits de propriété et réduisent les coûts de transaction.

L'accent mis sur la facilitation des échanges est particulièrement pertinent à la suite de la neuvième Conférence ministérielle de l'OMC qui s'est tenue à Bali en 2013 puis des décisions adoptées par le Conseil général en novembre 2014. La facilitation des échanges était au premier plan des préoccupations des gouvernements, des entreprises et des partenaires de développement depuis l'accord de Bali. Ce regain d'intérêt est l'occasion pour les décideurs, en particulier dans les pays en développement, de faire adopter des mesures favorisant le commerce. Étant donné que la conclusion de l'ensemble du Programme de Doha pour le développement reste encore bien éloignée, et en l'absence de réels progrès des négociations sur l'accès aux marchés, ces mesures représentent un moyen de tirer parti des importants avantages découlant du commerce. Dans ce contexte, l'ETI offre un outil permettant à la communauté commerciale internationale de suivre les progrès accomplis concernant la mise en œuvre de ces mesures. Dans le contexte de l'Initiative Aide pour le commerce, il aide à identifier les domaines thématiques et géographiques prioritaires.

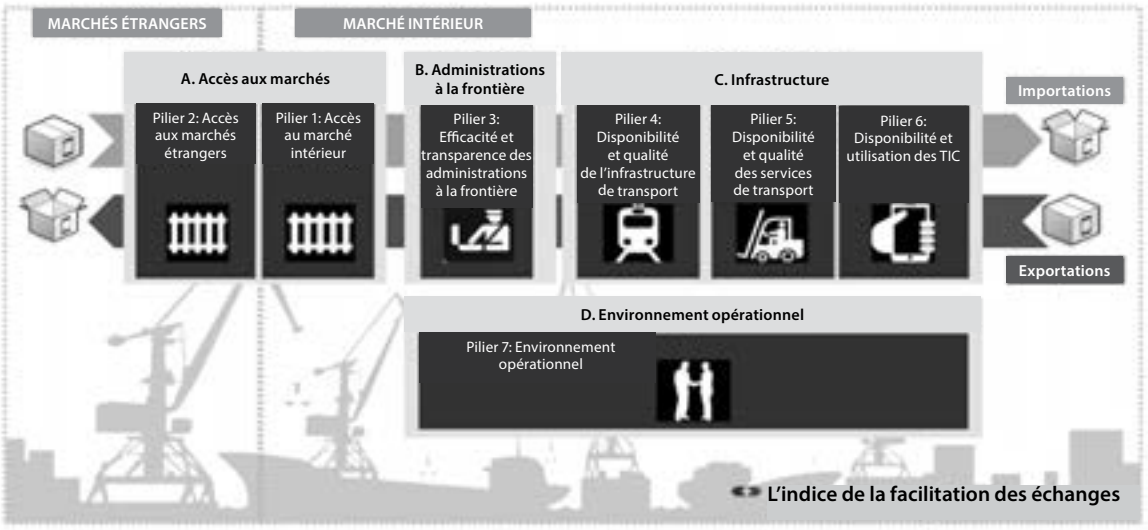
En outre, l'importance de ces facteurs est largement attestée par la littérature empirique. Par exemple, les recherches suggèrent que la qualité de la logistique, de la connectivité et de l'administration à la frontière joue un rôle au moins aussi important que les droits de douane, pour déterminer les coûts du commerce bilatéral (Forum économique mondial, 2014a).

L'encadré 10.3 décrit brièvement la structure de l'ETI, ainsi que la méthodologie et les données utilisées pour calculer l'indice, tandis que la figure 10.2 illustre le cadre de l'indice. Les résultats des différents groupes de revenu pour les sept piliers de l'ETI et par rapport à la moyenne des cinq économies les plus performantes (*Ibid.*) sont représentés dans la figure 10.4..

Encadré 10.2 L'indice de facilitation des échanges

L'ETI compile différents indicateurs en un indice unique sur la base de son cadre sous-jacent. Depuis sa mise au point, le cadre a évolué en fonction de l'apparition de nouveaux indicateurs, des commentaires recueillis au fil des ans et des éléments de preuve figurant dans la littérature théorique et empirique. Les résultats pour 2010 et 2014 indiqués dans le présent chapitre ont été recalculés en utilisant la même méthodologie (élaborée en 2014) afin de s'assurer qu'ils soient pleinement comparables. En tant qu'outil diagnostique, l'indice s'attache principalement à mesurer les résultats et, délibérément, ne donne pas d'indications concernant des solutions potentielles.

Figure 10.3 Le cadre de l'ETI, par type de marché, sous-indice et pilier



Source: Forum économique mondial

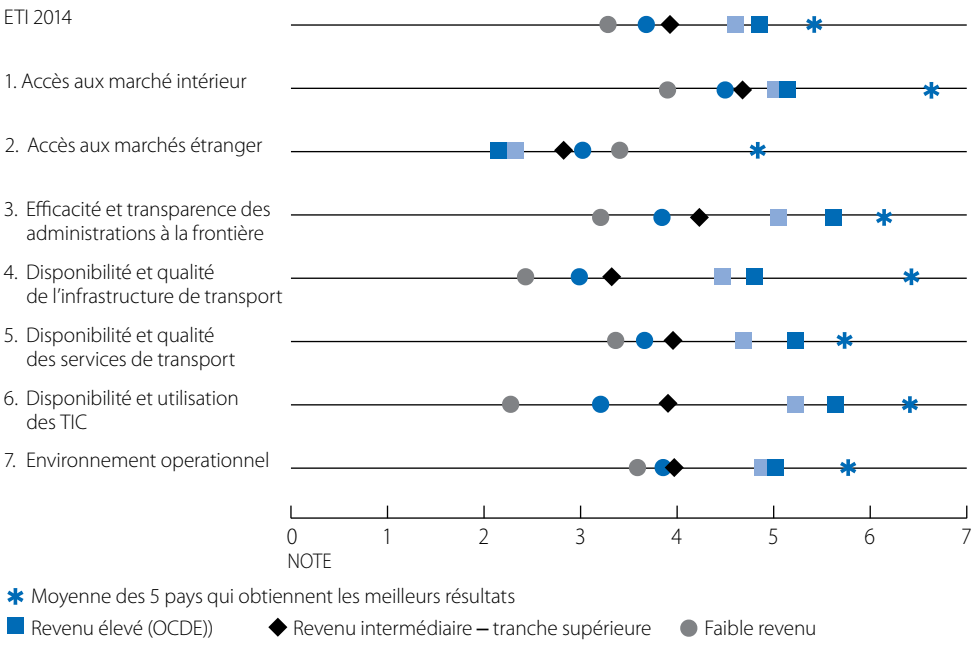
Le cadre de l'ETI permet de mesurer les différents facteurs qui facilitent le commerce, en les classant dans quatre grands domaines thématiques ou sous-indices, à savoir:

- **Accès aux marchés** – mesure l'étendue et la complexité du régime tarifaire d'un pays, ainsi que les obstacles tarifaires rencontrés par les exportateurs d'un pays sur les marchés étrangers et les préférences dont ils bénéficient.
- **Administrations à la frontière** – évalue la qualité, la transparence et l'efficacité de l'administration des frontières d'un pays.
- **Infrastructure** – évalue la disponibilité et la qualité de l'infrastructure de transport, des services connexes et de l'infrastructure de communications d'un pays, qui sont nécessaires pour faciliter la circulation des marchandises dans le pays et à l'étranger.
- **Environnement opérationnel** – mesure la qualité des facteurs institutionnels essentiels qui ont une incidence sur les activités des importateurs et des exportateurs opérant dans un pays.

Ces quatre domaines sont à leur tour divisés en sous-parties, ou piliers, qui rendent compte d'aspects plus spécifiques au sein de leurs grands domaines thématiques respectifs. Chaque pilier comprend un certain nombre d'indicateurs. Les 56 indicateurs de l'ETI proviennent de différentes organisations, dont plusieurs ont fourni des indications et un appui pour concevoir le cadre de l'indice, en créant de nouveaux indicateurs ou en fournissant un accès privilégié ou avancé à leurs propres séries de données. Le Centre du commerce international, la Global Express Association, la Banque mondiale, l'OMC et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement figurent parmi les partenaires de longue date du projet. En outre, 23 indicateurs, représentant 36% de la note de l'ETI, proviennent de l'enquête d'opinion du Forum économique mondial auprès des grands dirigeants d'entreprises. Le Forum mène cette enquête chaque année depuis plus de 30 ans, ce qui en fait l'une des enquêtes mondiales les plus anciennes et les plus vastes sur l'environnement économique. L'édition 2014 a rassemblé les opinions de 13 000 répondants issus de 148 économies.

Source: Browne *et al.* (2014).

Figure 10.4. ETI 2014: moyennes par groupe de revenu et pays qui obtiennent les meilleurs résultats



Note: Basé sur les classifications de la Banque Mondiale.

Source: Forum économique mondial 2014.

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241620

Les résultats de l'ETI montrent que les pays à faible revenu affichent des performances systématiquement inférieures à celles des autres pays dans la plupart des piliers. L'écart est particulièrement important dans les domaines où des améliorations nécessitent d'importants efforts financiers, comme la disponibilité et la qualité de l'infrastructure de transport et la disponibilité et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC). Toutefois, des écarts importants subsistent aussi concernant l'efficacité et la transparence de l'administration aux frontières, un domaine qui figure au centre du programme de facilitation des échanges et qui est souvent perçu comme pouvant avoir un impact rapide pour stimuler le commerce, dans la mesure où les avantages l'emportent largement sur le coût des réformes nécessaires. Les mesures visant à moderniser l'administration aux frontières sont relativement moins coûteuses et chronophages et elles sont politiquement moins sensibles car elles suscitent peu de controverses, comme le prouve l'accord de Bali, qui a été adopté au cours d'une période difficile pour la gouvernance internationale.

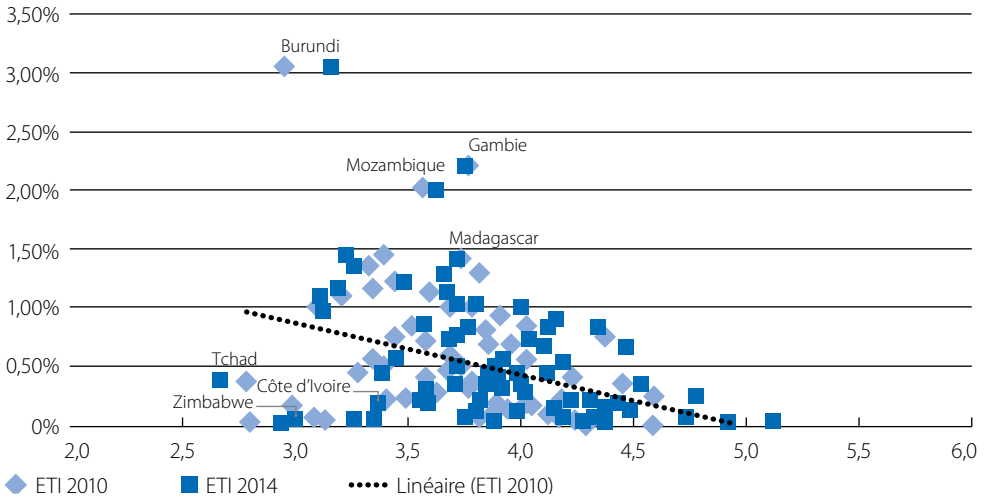
Consciente de l'importance du commerce pour le développement, la communauté internationale déploie des efforts considérables pour surmonter les goulets d'étranglement et les obstacles qui entravent le commerce. En 2005, l'OMC a lancé l'Initiative Aide pour le commerce afin d'aider "les pays en développement, et notamment les pays les moins avancés, à faire du commerce", reconnaissant que "beaucoup de pays en développement sont confrontés à une série de difficultés du côté de l'offre et à des problèmes d'infrastructure qui limitent leur aptitude à participer au commerce international".

En 2012, l'Aide pour le commerce octroyée par le Comité d'aide au développement de l'OCDE représentait 31% de l'aide totale fournie à 23 pays à faible revenu inclus dans l'ETI de 2014. En outre, si cette part est restée stable, les versements au titre de l'Aide pour le commerce ont quant à eux augmenté de 126% entre 2005 et 2012. L'Aide pour le commerce accordée aux pays à faible revenu dans les secteurs et domaines pris en compte dans l'ETI représentaient 0,7% de leur PIB combiné (conformément à la méthodologie du Système de notification des pays créanciers de l'OCDE, seuls

les fonds relevant des codes suivants ont été inclus: 21010 à 21081; 22010 à 22040; 33110 à 33140; 33181; 24010 à 24081; et 25010 à 25020). Cela représente 44% de l'Aide pour le commerce totale octroyée à ces pays, l'aide consacrée à l'infrastructure de transport représentant à elle seule 32%. L'Aide pour le commerce restante était destinée au renforcement de la capacité de production et à des domaines spécifiques de l'infrastructure économique, comme la production et la fourniture d'énergie.

Dans ce contexte, nous utilisons l'ETI pour évaluer si, au cours de la dernière décennie, l'aide a pu bénéficier aux pays qui en avaient le plus besoin et si elle a ciblé les domaines dans lesquels ils avaient le plus de retard. La figure 10.5 montre les montants moyens versés au titre de l'Aide pour le commerce au cours de la période 2005-2012 qui entrent dans le cadre de l'ETI (exprimés en pourcentage du PIB du pays bénéficiaire) ainsi que les notes globales de l'ETI pour 2010 et 2014 (en bleu et en rouge, respectivement). Seuls les pays qui ont reçu une Aide pour le commerce entre 2005 et 2012 étaient inclus dans le graphique, ce qui correspondait à 75 pays pris en compte par l'ETI de 2010 et 2014. Les données sur l'Aide pour le commerce comprennent l'aide publique au développement et les autres apports du secteur public. L'ajustement linéaire est basé sur l'ETI de 2010.

Figure 10.5 ETI 2010 et 2014 et moyenne des décaissements au titre de l'Aide pour le commerce, 2005-2012 (% du PIB)

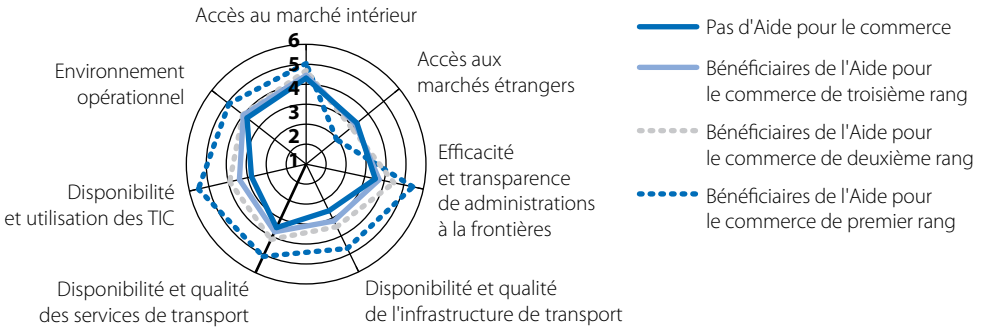


Source: Forum économique mondial; OCDE (2015).

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241638

La figure 10.5 montre que l'aide a généralement profité aux pays qui affichaient les moins bons résultats dans les sept piliers de l'ETI. En particulier, le Burundi, le Mozambique, la Gambie et Madagascar ont reçu chaque année, en moyenne, 2 à 3% de leur PIB sous forme d'Aide pour le commerce – la plus forte proportion parmi les pays analysés par l'ETI. Alors que les résultats globaux du Burundi mesurés par l'ETI se sont considérablement améliorés, les résultats enregistrés par les trois autres pays sont restés relativement stables. À l'autre extrémité, des pays tels que le Zimbabwe, la Côte d'Ivoire et le Tchad ont reçu une aide d'un montant relativement faible compte tenu de leurs résultats mesurés par l'ETI. Les résultats du Tchad, qui étaient déjà les plus mauvais au sein de l'échantillon, se sont encore détériorés entre 2010 et 2014, tandis que la situation au Zimbabwe et en Côte d'Ivoire s'est améliorée au cours de la même période, même si la fin des crises politiques qui ont touché les deux pays autour de 2010 a probablement contribué à cette évolution.

Figure 10.6 ETI 2014 par pilier et par groupe de bénéficiaires de l'Aide pour le commerce



Note: Voir le texte pour plus de précisions.
Source: Forum économique mondial

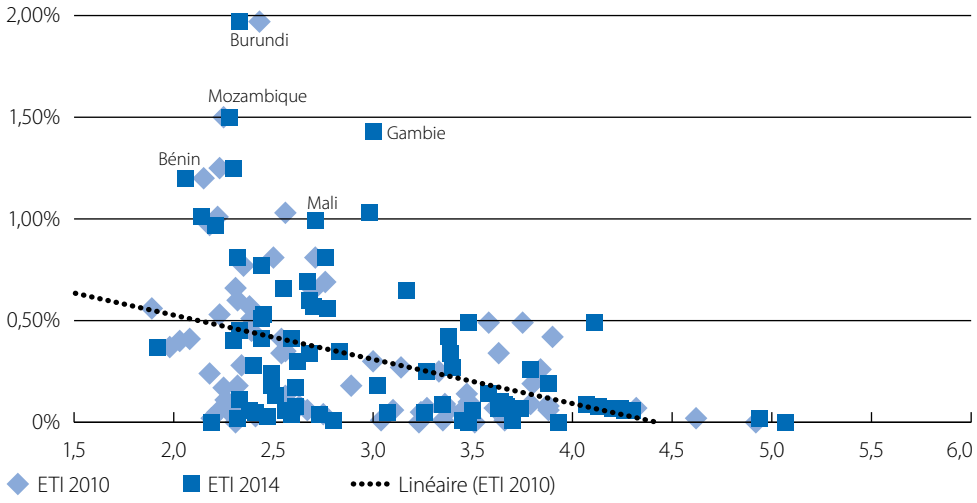
StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241642

L'ETI 2014 couvre 118 économies au total. Parmi elles, 43 n'ont reçu aucune Aide pour le commerce entre 2005 et 2012 (ligne verte). Les 75 pays restants ont été divisés en 3 groupes égaux en fonction du montant moyen reçu au titre de l'Aide pour le commerce: les bénéficiaires de premier rang correspondent aux bénéficiaires des 67ème centiles et supérieurs, les bénéficiaires de deuxième rang aux bénéficiaires des 34ème–66ème centiles, et les bénéficiaires de troisième rang aux bénéficiaires des 33ème centiles et inférieurs. Les résultats des quatre ensembles de pays, comparés au regard des sept piliers et regroupés selon le montant de l'aide reçue au cours de la période 2005-2012, sont indiqués dans la figure 10.6. Les bénéficiaires de premier rang – ceux qui ont reçu, en moyenne, plus de 1,3% de leur PIB sous forme d'aide chaque année et qui sont représentés par la ligne violette – affichent des résultats systématiquement plus mauvais que les autres pays au regard de tous les piliers, à l'exception de l'accès aux marchés étrangers. Dans ce pilier, ils bénéficient de l'accès préférentiel accordé aux pays les moins avancés et aux autres pays en développement.

L'écart entre les bénéficiaires d'Aide pour le commerce de premier rang et le reste du monde est le plus grand pour ce qui est de la disponibilité et de l'utilisation des TIC (pilier 6), de la disponibilité et de la qualité de l'infrastructure de transport (pilier 4) et de l'efficacité et de la transparence de l'administration aux frontières (pilier 3). Dans le cas de l'infrastructure de transport, les versements au titre de l'Aide pour le commerce correspondent largement aux résultats des pays pour le pilier 4, dans la mesure où les pays dont les résultats étaient relativement mauvais ont reçu davantage de fonds pour remédier à ces faiblesses (figure 10.6) (les versements au titre de l'Aide pour le commerce incluent les codes du SNPC 21010 à 21081; l'ajustement linéaire est basé sur l'ETI 2010). En particulier, le Mozambique et le Burundi étaient là-aussi les principaux bénéficiaires d'Aide pour le commerce, avec Madagascar, le Bénin et la Gambie. Parmi ces pays, c'est le Mali qui a le plus amélioré son infrastructure durant la période 2010-2014, tandis que les résultats des autres pays sont restés stables ou se sont légèrement détériorés.

Les encaissements des pays au titre de l'Aide pour le commerce en faveur de la facilitation des échanges et de l'efficacité et de la transparence de l'administration aux frontières (pilier 3) sont présentés dans la figure 10.8 (les versements au titre de l'Aide pour le commerce incluent les codes du SNPC 33110 à 33120; l'ajustement linéaire est basé sur l'ETI 2010). La plupart des pays n'ont reçu aucune aide ou presque pour surmonter les goulets d'étranglement et les obstacles auxquels ils sont confrontés dans ce domaine, quels que soient leurs résultats. Le Burundi, et la Jordanie dans une moindre mesure, sont les pays qui ont reçu relativement plus d'aide axée sur la facilitation des échanges (les résultats du Burundi se sont détériorés et ceux de la Jordanie se sont améliorés entre 2010 et 2014). Toutefois, les pays qui font face à d'importantes contraintes, tels que le Tchad, ont reçu très peu d'aide au cours de la dernière décennie.

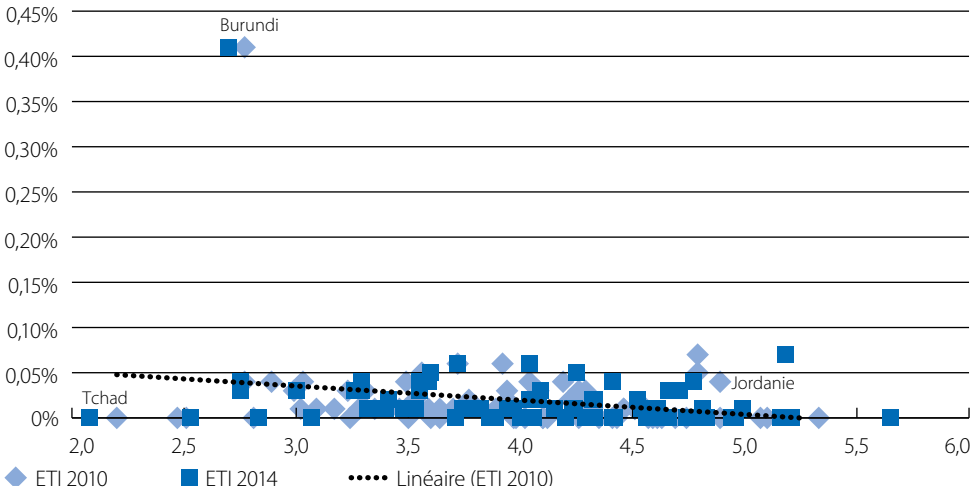
Figure 10.7 Note ETI 2010 et 2014 concernant le pilier 4 et versements moyens au titre de l'Aide pour le commerce en faveur de l'infrastructure, 2005-2012 (% du PIB)



Source: Forum économique mondial; OCDE (2015).

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241650

Figure 10.8 Note ETI 2010 et 2014 concernant le pilier 3 et versements moyens au titre de l'Aide pour le commerce en faveur de la facilitation des échanges, 2005-2012 (% du PIB)

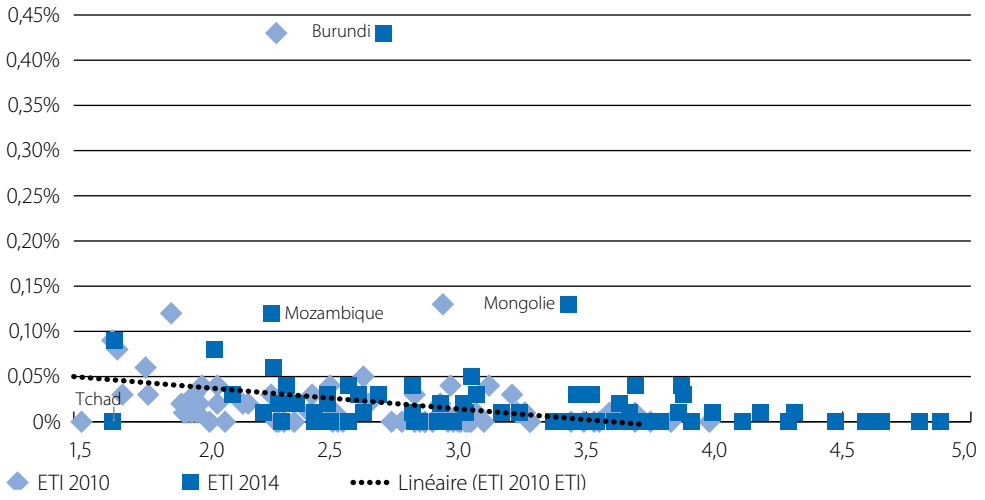


Source: Forum économique mondial; OCDE (2015).

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241662

Comme le montre la figure 10.6, les TIC et l'infrastructure de transport sont les principales faiblesses des pays bénéficiaires de l'Aide pour le commerce participant au commerce international. Pourtant, peu de fonds sont destinés à l'amélioration des télécommunications et des TIC (figure 10.9). La grande majorité des pays en développement reçoivent peu d'aide, voire aucune aide, pour améliorer leur infrastructure des TIC et combler le vaste écart – le plus important de tous les piliers de l'ETI – qui les sépare des économies développées. La Gambie vient en tête des bénéficiaires de l'aide destinée aux TIC (en proportion du PIB), avec une moyenne annuelle de 0,4% entre 2005 et 2012, suivie par la Mongolie et le Mozambique. Une fois encore, le Tchad figure parmi les pays ayant reçu le moins d'aide, malgré les difficultés qu'il rencontre dans ce domaine.

Figure 10.9 Note ETI 2010 et 2014 concernant le pilier 6 et versements moyens au titre de l'Aide pour le commerce en faveur des TIC, 2005-2012 (% du PIB)



Source: Forum économique mondial; OCDE (2015).

StatLink http://dx.doi.org//10.1787/888933241673

L'ETI indique la mesure dans laquelle le système d'un pays favorise le commerce. Cela représente une première étape importante dans le processus de prise de décisions, notamment dans le contexte des activités d'Aide pour le commerce. L'ETI est un outil de diagnostic et, en ce sens, il ne donne pas d'indications sur les solutions possibles et il ne fait pas de recommandations spécifiques. Cependant, les résultats peuvent être utilisés pour identifier les succès rencontrés tout au long de l'échelle du développement, des pays qui obtiennent les meilleurs résultats aux économies moins avancées dont les résultats vont au-delà de ce que ne laissaient présager leurs capacités. Il est possible d'identifier des bonnes pratiques en analysant ensuite les facteurs qui ont contribué à ces réalisations.

EXEMPLES D'EFFORTS DÉPLOYÉS PAR LES ENTREPRISES EN VUE D'ATTEINDRE DES POINTS DE BASCULE POUR LE COMMERCE

En passant du point de vue macroéconomique au point de vue microéconomique, il convient d'examiner la façon dont les efforts du secteur privé, qui répondent à la nécessité de développer les entreprises, s'attaquent aux principaux goulets d'étranglement. L'élimination des goulets d'étranglement est plus efficace lorsque ces efforts sont combinés, en particulier à des initiatives du secteur public.

Renforcer les capacités humaines et l'infrastructure portuaire

Depuis qu'elle a repris la gestion du port de Dakar (Sénégal) en 2008, la société de manutention de marchandises Dubaï Ports World (DP World) apporte une contribution majeure à l'économie sénégalaise. En soutenant le développement du terminal et de la communauté locale, DP World a créé plus de 200 emplois pour les populations locales, en donnant une formation spécialisée aux employés du terminal, en développant leurs compétences et en développant l'efficacité opérationnelle pour s'aligner sur les normes mondiales. Les capacités sont passées de moins de 300 000 EVP (équivalents vingt pieds) à plus de 600 000 EVP. Cela s'est traduit entre autres par une importante réduction du temps de séjour des navires et une envolée des importations et des exportations de marchandises, ce qui a profité à la fois au commerce intra-africain et à l'économie sénégalaise. Ces améliorations ont été soutenues par un financement octroyé par la Banque africaine de développement.

Améliorer la sécurité routière

Le taux d'accidents élevé sur les routes africaines est un obstacle au commerce ainsi qu'une cause importante de blessures et de décès. Améliorer la sécurité le long des corridors commerciaux est une façon rentable de faciliter les échanges sur le continent. Dans ce contexte, le groupe TOTAL s'est associé à la Banque mondiale afin d'améliorer la sécurité le long des corridors de transport prioritaires en Afrique, ce qui a à son tour permis d'améliorer l'efficacité des corridors internationaux de commerce et de transit essentiels (TOTAL et Banque mondiale, voir http://www.oecd.org/aidfortrade/48368666.pdf).

Associer les petits exploitants et atteindre un volume critique

Compte tenu de ses nombreuses applications industrielles, le manioc est l'une des six cultures cibles que le Ministère nigérian de l'agriculture a identifiées comme devant faire l'objet d'une attention particulière. La production actuelle est utilisée uniquement sous forme de produits alimentaires traditionnels, à l'exception de quelques entreprises pionnières qui produisent des produits à valeur ajoutée tels que de la farine de manioc de haute qualité. Pour dégager des bénéfices dans ces chaînes de valeur naissantes, il sera nécessaire de surmonter les difficultés logistiques liées aux réseaux de production des petits exploitants, le ratio valeur/volume extrêmement faible du manioc, ainsi que les obstacles liés à l'infrastructure de transport. L'entité public-privé Cassava Development Corporation a été mise en place pour induire des progrès dans ce secteur en créant des points de ramassage permettant aux petits exploitants de regrouper leurs chargements pour le transport longue distance. Améliorer l'infrastructure sous-jacente et adapter les modèles d'activité peut aider à stimuler l'investissement privé dans le secteur agricole du Nigéria (Forum économique mondial, 2014b).

Emballer, stocker et transformer pour réduire les pertes et ajouter de la valeur

Même si l'Inde est le deuxième producteur de tomates du monde, la chaîne d'approvisionnement du pays est extrêmement fragmentée. Un certain nombre d'obstacles liés à la chaîne d'approvisionnement contribuent à des pertes de 25 à 30% durant la récolte et le transport et sur les marchés locaux (*mandis*). CHEP et Unilever collaborent actuellement dans le cadre d'un projet pilote visant à améliorer les emballages de transport, afin de réduire les coûts et d'accroître la valeur (Forum économique mondial, 2014c).

Encourager le commerce des petites et moyennes entreprises

En tant que sources d'emplois et de croissance, les petites et moyennes entreprises (PME) sont importantes pour les économies nationales. Ces entreprises réalisent en général peu d'exportations; une étude portant sur les entreprises françaises (à l'exclusion des entreprises menant leurs activités sur Internet) a constaté que 65% des grandes entreprises travaillent à l'exportation, contre seulement 3% des plus petites entreprises. Internet aide les PME à participer au commerce mondial. eBay et le Web, par exemple, ont bouleversé les dynamiques en facilitant l'accès des PME aux marchés internationaux. Dans le cadre d'un programme pilote, eBay a collaboré avec de petites entreprises en vue d'éliminer les obstacles rencontrés par les acheteurs et les vendeurs internationaux et de favoriser la transparence concernant les prix totaux au débarquement et les dates de livraison en facilitant la communication, la manutention et l'expédition. Les résultats préliminaires suggèrent que l'élimination des obstacles de ce type peut se traduire par une augmentation de 60 à 80% des activités transfrontières des petites entreprises de vente (Forum économique mondial, 2013).

Ces exemples montrent que la facilitation des échanges n'existe pas en dehors de tout contexte. Un large ensemble de parties prenantes, dont beaucoup ne se considèrent peut-être pas comme directement connectées aux courants d'échanges, doivent constater les avantages de la collaboration pour que les chaînes d'approvisionnement puissent fonctionner. Plus les chaînes d'approvisionnement permettent d'ajouter de la valeur, plus les parties prenantes sont incitées à œuvrer à l'élimination des entraves à la facilitation des échanges.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS DES EFFORTS DE COLLABORATION DÉPLOYÉS EN VUE DE LA MISE EN ŒUVRE

Le Brésil a enregistré des taux de croissance du commerce élevés au cours des dix dernières années, mais ses entreprises rencontrent toujours quelques obstacles. Selon une enquête de perception menée par la Confédération nationale de l'industrie (CNI), 44% des entreprises interrogées considéraient les procédures douanières comme une question préoccupante (*Entraves às Exportações Brasileiras,* enquête de la CNI, 2014). À la lumière de ces résultats, le Brésil a commencé à mettre en œuvre un guichet unique (*portal único*).

Lancé officiellement en avril 2014 en vertu d'un décret présidentiel, le portal único vise à rendre le Brésil plus compétitif en matière de procédures commerciales, en améliorant la transparence pour toutes les parties prenantes. L'objectif est de réduire le délai d'exportation moyen de 38% (pour le ramener de 13 à 8 jours) et le délai d'importation moyen de 41% (pour le ramener de 17 à 10 jours). Grâce à ce système intégré unique, le Brésil pourrait réduire la bureaucratie et les prescriptions en matière de documents requis, simplifier les procédures et faciliter le processus pour les opérateurs commerciaux.

Le guichet unique nécessitera une coordination entre plusieurs organismes ayant des priorités différentes. Le Secrétariat au commerce extérieur (SECEX) et le Secrétariat aux douanes (*Receita Federal*) dirigent le projet, et d'autres organismes qui participent aux opérations commerciales jouent aussi un rôle.

Les enseignements tirés sont les suivants:

- Un soutien présidentiel adéquat est bénéfique. Durant la phase de préparation, le gouvernement a créé des structures qui serviront de base au futur projet. Le soutien fourni par les parties prenantes clés, jusqu'au niveau présidentiel, aide à consolider le projet de guichet unique comme l'une des priorités absolues de l'administration. Par exemple, le décret présidentiel d'avril 2014 a établi un mécanisme de coopération entre les organismes pertinents ainsi que le SECEX et *Receita Federal*, les deux principaux organismes en charge du projet. De plus, le décret définissait les éléments clés d'un modèle opérationnel de guichet unique à adopter.
- Des organismes de coordination désignés et une bonne gouvernance favorisent la gestion du processus. Afin de coordonner les différents points de vue et priorités des nombreuses parties prenantes, le Brésil a mis en place un comité de gestion composé de représentants du SECEX et de *Receita Federa*l. Le Comité articule les questions interorganismes et coordonne les activités, les groupes de travail et les autres organismes participants. Outre ce comité de gestion, le gouvernement a formé un organe de gestion qui est ouvert à la participation des membres d'autres organismes pertinents. Enfin, le projet a donné à la Chambre de commerce extérieur (CAMEX) le pouvoir d'arbitrer et d'articuler les questions interministérielles. Pour que la coordination soit efficace, il faut un processus de prise de décisions clair qui commence par identifier tous les rôles clés et les étapes décisionnelles et qui désigne ensuite les responsables des décisions. Ce processus permet à toutes les parties prenantes de comprendre clairement leur rôle dans la prise de décisions importantes et le niveau d'implication requis. Même si le comité de gestion supervise l'ensemble du processus, il ne dispose pas de pouvoir exécutif, ce qui pourrait ralentir la mise en œuvre en cas de changement des priorités des organismes.
- La participation du secteur privé est importante pour la réussite d'un projet. Le gouvernement brésilien a signé un accord de coopération avec Procomex, une alliance d'associations et de grandes entreprises brésiliennes. Des représentants du secteur privé participent aux réunions et aux ateliers organisés par Promomex afin de cartographier les modalités de fonctionnement actuelles, identifier les goulets d'étranglement existants en matière de procédures à la frontière et discuter des moyens possibles pour améliorer les processus. Des représentants du secteur privé aident aussi à élaborer et à valider

les procédures modifiées. Par ailleurs, le gouvernement a collaboré directement avec les entreprises afin d'avoir leur point de vue sur les obstacles au commerce et de solliciter des recommandations en vue d'affiner le projet de guichet unique. Obtenir le soutien et la contribution du secteur privé est extrêmement important pour la réussite du projet; cela aide le Brésil à dégager un point de vue collectif concernant l'objectif final qu'il souhaite atteindre. Le pays a réussi à définir clairement certaines étapes spécifiques des processus.

- Un diagnostic peut conduire à des améliorations, permettre d'identifier les risques et suggérer des moyens de les atténuer. Le diagnostic initial était axé sur les procédures d'exportation existantes. Le Brésil a étudié environ 48 processus qui faisaient intervenir 16 organismes gouvernementaux (estimations réalisées à partir de documents officiels). Receita Federal a mené des études sur les délais nécessaires à l'importation, et les douanes ont examiné le temps nécessaire entre l'accostage et la réception des marchandises par les importateurs maritimes dans huit ports brésiliens importants. Les délais nécessaires pour chaque étape ont été mesurés, dans le but d'identifier les étapes qui offraient le plus grand potentiel d'amélioration. En outre, il a été possible de mesurer la variabilité des délais à chacune des étapes. Le SECEX et *Receita Federal* ont aussi identifié 30 risques potentiels qui étaient susceptibles de nuire à la bonne mise en œuvre d'un projet, en les classant selon leur probabilité et leur impact possible. Les organismes ont suggéré des mesures visant à atténuer ces risques, qui couvraient des domaines tels que la technologie, la complexité de la réorganisation, le soutien des parties prenantes publiques et les risques liés au secteur privé et aux organisations internationales.

L'approche adoptée en matière de communication, les messages clés et leur fréquence peuvent être ajustés en identifiant les intérêts de chaque partie prenante et l'impact au niveau du projet. Cela permet de déployer les ressources plus efficacement et avec davantage de précisions. La participation du secteur privé est importante pour une élaboration efficace des processus et un diagnostic approprié. Le secteur privé exerce des pressions en faveur d'une mise en œuvre à court terme; en réponse, le gouvernement donne la priorité aux procédures d'exportation.

Le gouvernement est aussi conscient des éléments qui ont une incidence équivalente sur les opérations commerciales et qui devraient être abordés au-delà du projet de guichet unique. Un exemple intéressant concernait la large gamme d'interactions entre les organismes nécessaires pour l'importation et l'exportation dans le secteur automobile, y compris des prescriptions non évidentes comme l'inspection phytosanitaire des palettes en bois sur lesquels sont transportées les pièces automobiles. Le gouvernement brésilien, conjointement avec les constructeurs automobiles, a amélioré les procédures d'importation dans l'industrie automobile et des résultats sont déjà visibles. Au Brésil, les processus d'importation commencent avec l'obtention d'une licence/certification qui, dans la plupart des cas, devrait être délivrée avant l'expédition (entretiens avec des constructeurs automobiles au Brésil, voir http://www.receita.fazenda.gov.br/manuaisweb/importacao/topicos/procedimentos_preliminares/licenciamento_da_importacao/pedido_de_licenciamento.htm). Après cette première étape, les marchandises sont expédiées vers le pays, traitées, scannées, mises en libre circulation par les douanes, inspectées par le Ministère de l'agriculture et enfin chargées pour livraison. Auparavant, des étapes additionnelles retardaient la sortie des marchandises du port. Par exemple, pour les marchandises importées à des fins de réexportation, des procédures additionnelles d'exonération de droits pouvaient rallonger le processus de quatre jours. Le gouvernement brésilien et les constructeurs automobiles ont travaillé en étroite collaboration pour rationaliser l'administration aux frontières et les procédures de réexportation et ont obtenu de bons résultats, ramenant les délais de livraison à trois jours pour certaines entreprises (entretiens avec des constructeurs automobiles au Brésil).

Deux mesures ont conduit à cette amélioration:

- Des procédures en matière d'exonération fiscale (ristournes) – l'exonération est importante car les taxes ajoutent 25% à la valeur du fret international (voir http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_ato2004-2006/2004/lei/l10.893.htm). Étant donné que le processus d'exonération prenait quatre jours et pouvait entraver la production, les entreprises préféraient parfois payer les taxes plutôt que d'attendre que le processus soit achevé. Le processus a été rationalisé par le gouvernement et il se déroule désormais sans retard. En outre, les critères d'exonération ont été simplifiés. Par exemple, les entreprises devaient auparavant déclarer une estimation de la part des marchandises qui seraient réexportées et de la quantité réelle lors de l'expédition afin de bénéficier d'une exonération. Aujourd'hui, la décision est fondée uniquement sur la quantité réelle de produits réexportés, un changement qui simplifie les processus internes des entreprises. Cette mesure a eu pour effet de réduire de quatre à cinq jours les délais de livraison.
- Des processus de dédouanement plus rapides grâce à un régime spécial – Blue Line, une initiative mise en place en 2004 (*Receita Federal do Brasil*, http://www.receita.fazenda.gov.br/aduana/linhaazul/emphab.htm), est un régime spécial prévoyant un traitement prioritaire et une inspection réduite dans le cadre du processus de dédouanement. Le gouvernement a porté le nombre d'entreprises bénéficiant de ce régime à 49, dont 14 dans le secteur automobile (*Receita Federal do Brasil*, http://www.receita.fazenda.gov.br/aduana/linhaazul/emphab.htm). Par conséquent, davantage de constructeurs automobiles peuvent bénéficier du régime et réalisent presque 100% de leurs importations sans inspection matérielle (entretiens avec des constructeurs automobiles au Brésil), ce qui rend le processus de dédouanement plus rapide et fiable. Cette mesure a eu pour effet de réduire d'un jour les délais de livraison.

Le Brésil a œuvré pour répondre aux principales priorités identifiées par les constructeurs automobiles et il a pu accomplir des progrès rapides. Toutefois, malgré ces améliorations, les entreprises auraient à gagner de processus encore plus efficaces. Par exemple, les délais d'importation pourraient être ramenés à deux jours en modifiant les modalités relatives aux licences agricoles et en modernisant les processus de dédouanement. À l'évidence, les résultats commerciaux sont affectés par des problèmes très divers liés à la compétitivité et les rares ressources destinées aux réformes doivent être judicieusement allouées. La participation des entreprises à la hiérarchisation des priorités et à la mise en œuvre des réformes peut aider à parvenir à un réel équilibre. En outre, plusieurs questions liées à la fiscalité et à l'infrastructure nuisent à la compétitivité commerciale des entreprises brésiliennes.

CONCLUSIONS

Il y a des possibilités importantes d'améliorer la coordination du financement et des compétences en matière de facilitation des échanges, en s'appuyant sur l'expérience des secteurs public et privé, afin de soutenir efficacement la mise en œuvre de l'AFE.

L'objectif principal d'une coalition public-privé de ce type est une exécution accélérée et ciblée à l'échelle voulue. Mettre en œuvre des activités de facilitation des échanges plus larges, de meilleure qualité, mieux coordonnées et plus transparentes servirait les intérêts des gouvernements des pays en développement, des entreprises et des donateurs.

Les exemples de mise en œuvre cités précédemment, issus des rapports sur la facilitation du commerce, sont limités à un ou deux pays et projets par an. Un exercice plus large aurait une plus grande portée régionale pour le partage des meilleures pratiques et s'intégrerait plus étroitement avec d'autres activités de développement. Une réelle participation du secteur privé, axée sur la demande, renforcerait la confiance des organismes donateurs quant à l'impact de leur financement.

Une coalition public-privé pourrait faire fond sur les travaux existants en matière de mise en œuvre de mesures favorables au commerce et les efforts analogues par le bais d'un processus comprenant les actions suivantes:

- évaluation des besoins et demandes de soutien par les gouvernements bénéficiaires;
- évaluation des obstacles et des possibilités commerciales viables par les acteurs; multinationaux et locaux du secteur privé;
- évaluation des besoins de financement par les donateurs;
- hiérarchisation collaborative et multipartite des priorités en matière de réformes et mécanismes de mise en œuvre;
- fourniture de compétences techniques, financement et gestion de projet;
- suivi continu par le biais de conseils régionaux et/ou sectoriels de la chaîne d'approvisionnement, rapports sur les indicateurs de résultats clés et partage proactif des meilleurs pratiques;
- supervision réglementaire et pilotage au niveau mondial.

Pour conclure, il y a des signes encourageants de progrès dans l'édification de coalitions pour mettre en œuvre la facilitation des échanges. Une coopération souple entre les donateurs, les institutions internationales, les gouvernements bénéficiaires et le secteur privé renforcera le travail de chacun d'eux. Le Forum économique mondial dispose d'une importante marge de manœuvre pour tirer parti des synergies à plusieurs stades des travaux relatifs à la mise en œuvre de mesures favorables au commerce, offrant ainsi un mécanisme qui facilite la coopération public-privé.

RÉFÉRENCES

Browne, C. *et al*. (2015), "The executive opinion survey: the voice of the business community", in *The Global Competitiveness Report 2014–2015*, pages 85 à 96, FEM.

Enquête de la Confédération nationale de l'industrie (CNI) (2014), *Entraves às Exportações Brasileiras*.

Forum économique mondial (2013), "eBay: Ramping up trade growth among smaller enterprises", *Enabling Trade: Valuing Growth Opportunities*, Étude de cas, FEM, Genève.

Forum économique mondial (2014a), *The Global Enabling Trade Report 2014*, FEM, Genève.

Forum économique mondial (2014b), "Nigérian cassava flour: broadening value chains for traditional crops", *Enabling Trade: From Farm to Fork*, Étude de cas, FEM, Genève.

Forum économique mondial (2014c), "Indian tomatoes: adding value and reducing losses through processing", *Enabling Trade: From Farm to Fork*, Étude de cas, FEM, Genève.

Système de notification des pays créanciers de l'OCDE (2015), *Aid Activity database*, Éditions OCDE, Paris.

TOTAL et Banque mondiale, Initiative pour la sécurité routière des corridors africains, "Building Trade Capacity in Developing Countries: Private-Sector Contribution to Aid for Trade", http://www.oecd.org/aidfortrade/48368666.pdf.

CHAPITRE 11
LA VOIE À SUIVRE

Contribution de l'Organisation de coopération et de développement économiques et de l'Organisation mondiale du commerce

Résumé : *De grands progrès ont été accomplis depuis le lancement de l'Initiative Aide pour le commerce en 2006. Cette initiative a réussi à faire prendre conscience aux pays en développement et aux organismes donateurs que le commerce pouvait jouer un rôle positif en faveur de la croissance économique et du développement. Depuis 2006, les donateurs ont déboursé 246,5 milliards de dollars EU au titre de l'aide publique au développement et 190,7 milliards de dollars EU au titre des autres apports du secteur public liés au commerce en vue de financer des programmes d'Aide pour le commerce. Il existe à présent de nombreuses données empiriques qui montrent que l'Aide pour le commerce est globalement corrélée avec un accroissement des échanges. Malgré ces réalisations, plusieurs difficultés sont à prévoir du fait que l'Initiative Aide pour le commerce devra s'adapter au programme de développement pour l'après 2015 et à ses objectifs de développement durable, comme maintenir l'attention, amplifier l'action, réduire la pauvreté, améliorer l'efficacité, garantir la durabilité et élargir les partenariats. L'incorporation d'une perspective coûts du commerce au centre de l'Initiative Aide pour le commerce constituerait un point d'ancrage opérationnel pour un large ensemble de parties prenantes.*

INTRODUCTION

Après dix années au cours desquelles l'économie mondiale a subi de profondes transformations, le moment est venu d'évaluer si l'Initiative Aide pour le commerce est toujours adaptée à ses objectifs, à savoir "aider les pays en développement, en particulier les PMA, à se doter de la capacité du côté de l'offre et de l'infrastructure liée au commerce dont ils ont besoin pour les aider à mettre en œuvre les Accords de l'OMC et en tirer profit et, plus généralement, pour accroître leur commerce" (OMC, 2006). D'ici à la tenue de la troisième Conférence internationale des Nations Unies sur le financement du développement, qui vise à soutenir le programme de développement pour l'après 2015, et de la dixième Conférence ministérielle de l'OMC prévue à Nairobi (Kenya), la communauté du commerce et du développement a une occasion exceptionnelle de faire en sorte que l'Aide pour le commerce reste pertinente et efficace. Ce dernier chapitre met en lumière certaines des principales réalisations et difficultés de l'initiative. Il y est dit que l'accent mis sur la réduction des coûts du commerce pourrait servir de point de ralliement pour les approches intégrées visant à favoriser un développement inclusif et durable.

RÉALISATIONS

Les recommandations formulées en 2006 par l'Équipe spéciale chargée de l'Aide pour le commerce ont conduit à la mise en place du cadre de suivi mondial et par pays mené par l'OMC (c'est à dire l'examen global et la partie consacrée à l'Aide pour le commerce dans l'examen des politiques commerciales). Le cadre s'articule autour de la transparence, de la responsabilité et du dialogue afin de créer des incitations à accroître et à améliorer l'Aide pour le commerce. L'Examen global biennal a montré que l'Initiative Aide pour le commerce avait fonctionné comme prévu et qu'elle était largement considérée comme une réussite. On pouvait faire les constatations suivantes, en particulier:

- Cette initiative a réussi à faire prendre conscience aux pays en développement et aux organismes donateurs que le commerce pouvait jouer un rôle positif en faveur de la croissance économique et du développement. Les examens globaux successifs ont montré que les pays en développement, et notamment les PMA grâce à l'aide reçue par le biais du Cadre intégré renforcé, progressaient dans la formulation, l'intégration et la communication de leurs objectifs et stratégies liés au commerce.
- Depuis le lancement de l'initiative en 2006, les donateurs ont déboursé 246,5 milliards de dollars EU au titre de l'aide publique au développement (APD) et 190,7 milliards de dollars EU au titre des autres apports du secteur public (AASP) liés au commerce en vue de financer des programmes et des projets d'Aide pour le commerce. En 2013, les engagements au titre de l'APD pour des programmes liés au commerce se sont élevés à 55 milliards de dollars EU, tandis que les AASP se sont élevés à 49 milliards de dollars EU. Depuis la période de référence 2002 2005, les engagements ont plus que doublé, tandis que la part moyenne de l'Aide pour le commerce dans l'aide programmable par pays est passée de 31% à 38% en 2013.
- Il existe à présent de nombreuses données empiriques qui montrent que l'Aide pour le commerce est globalement corrélée avec un accroissement des échanges. Par exemple, l'étude menée par l'OCDE et l'OMC (2013) a constaté que 1 dollar EU investi dans l'Aide pour le commerce était associé en moyenne à une hausse de près de 8 dollars EU des exportations de l'ensemble des pays en développement – et à une hausse de 20 dollars EU des exportations des pays les plus pauvres. Plusieurs autres études, qui ont utilisé différentes méthodologies, ont également mis en évidence de fortes corrélations entre l'Aide pour le commerce et la croissance des exportations. En outre, il est désormais largement admis que le commerce entraîne une croissance économique qui – selon son rythme et sa structure – fait reculer la pauvreté.

- Les données empiriques sont étayées par des constatations tirées d'un grand nombre de cas d'expérience présentés dans le cadre des exercices de suivi de 2011 et 2015. Le simple nombre des activités décrites par les secteurs public et privé tend à montrer que les efforts dans le domaine de l'Aide pour le commerce sont intensifs, qu'ils ont pris racine dans un large éventail de pays et qu'ils commencent à occuper une place centrale dans les stratégies de développement. Bien que les liens de cause à effet ne soient pas toujours faciles à établir, les cas d'expérience présentent certaines preuves tangibles, parmi lesquelles une augmentation des volumes échangés, une diversification des produits et des marchés, une réduction des délais de dédouanement, une diminution des coûts du commerce, une augmentation des investissements intérieurs et étrangers, la création d'emplois – y compris pour les femmes – et une réduction de la pauvreté.
- En outre, l'initiative a prouvé qu'elle était suffisamment souple pour traiter un large ensemble de questions inscrites au programme évolutif concernant le commerce et le développement, parmi lesquelles la nécessité de maintenir la dynamique (2009), la gestion des résultats en matière d'Aide pour le commerce et de développement (2011), la connexion aux chaînes de valeur (2013) et la réduction des coûts du commerce pour une croissance inclusive et durable (2015). Outre ces objectifs, l'initiative doit associer une vaste communauté, y compris les fournisseurs de coopération Sud Sud, le secteur privé et la société civile.

DIFFICULTÉS

Malgré ces réalisations, plusieurs difficultés sont à prévoir du fait que l'Initiative Aide pour le commerce devra s'adapter au programme de développement pour l'après 2015 et à ses objectifs de développement durable (ODD). Les difficultés suivantes sont particulièrement notables:

- **Maintenir l'attention** – Le paquet de Bali de 2013 a recentré l'attention sur les possibilités qu'offrent les approches multilatérales de conclure des accords sur les règles commerciales. La présente publication a souligné comment les progrès en matière de modernisation des procédures à la frontière peuvent être poursuivis et être pérennisés par la ratification de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) de l'OMC. La facilitation des échanges est un domaine central pour les marchés et les processus de production interconnectés d'aujourd'hui. L'AFE met en lumière comment les accords commerciaux peuvent être adaptés aux situations individuelles en matière de développement, avec des flexibilités intégrées, et être soutenus par l'Aide pour le commerce. L'AFE, qui s'inscrivait dans le paquet de Bali, faisait partie de ce qu'il était convenu d'appeler les premiers résultats dans le cadre plus large des négociations du Programme de Doha pour le développement (PDD). L'enjeu est à présent de convenir d'un programme de travail qui puisse servir de tremplin à la conclusion du PDD. Les recherches laissent à penser que la conclusion d'un accord de fond sur le PDD pourrait favoriser les progrès vers la réalisation des ODD et être considérée comme une première contribution au financement du programme de développement pour l'après 2015.
- **Adopter la bonne approche** – La définition de l'Aide pour le commerce comme des "projets et programmes [. . .] [qui] ont été identifi[és] comme des priorités de développement liées au commerce dans les stratégies de développement nationales du pays bénéficiaire" est basée sur les principes d'efficacité de l'aide énoncés en 2005 dans la Déclaration de Paris. Une définition aussi vaste offre une flexibilité opérationnelle permettant de faire face à tout type de contraintes liées au commerce au niveau national. Cela reflète aussi la réalité des mesures commerciales, en particulier pour ce qui est

des mesures non tarifaires (MNT) qui au premier abord peuvent ne pas sembler être des mesures de politique commerciale (par exemple, les mesures liées à la santé, à l'environnement et à la certification) mais qui peuvent tout de même avoir de lourdes répercussions sur le commerce. Dans le même temps, l'absence d'une définition précise de l'Aide pour le commerce a compliqué les débats mondiaux et locaux sur l'efficacité de cette aide. À cet égard, l'AFE fournit un point de référence, tant au sens strict en ce qui concerne les efforts de modernisation des procédures à la frontière qu'au sens large en ce qui concerne les investissements complémentaires dans l'infrastructure de réseau et de transport qui sont nécessaires pour maximiser les avantages découlant de l'accord.

- **Cibler les besoins des pays à revenu intermédiaire et des PMA** – En dépit des besoins évidents des pays les moins avancés (PMA), deux tiers des fonds de l'Aide pour le commerce sont destinés à des pays à revenu intermédiaire, à quoi s'ajoutent neuf dixièmes des AASP liés au commerce. Si l'on considère que les donateurs alignent leur soutien sur les priorités, cette répartition reflète le fait que les PMA ont d'autres priorités de développement plus pressantes pour lesquelles ils souhaitent bénéficier d'un financement extérieur du développement. Elle peut aussi souligner leurs difficultés à élaborer des projets susceptibles de bénéficier d'un concours bancaire en matière d'assistance liée au commerce – une contrainte majeure à laquelle le Cadre intégré renforcé tente de remédier. De la même manière, étant donné que le commerce Sud Sud est le segment le plus dynamique du commerce mondial, les PMA peuvent aussi tirer parti d'une amélioration des perspectives de croissance économique des pays à revenu intermédiaire à condition que les marchés de ces derniers soient ouverts aux exportations des PMA. En effet, il peut être en fait plus facile pour les PMA de satisfaire aux prescriptions à l'importation appliquées par les pays à revenu intermédiaire – en particulier en ce qui concerne les MNT – qu'à celles des pays à revenu élevé.
- **Améliorer l'efficacité** – Les engagements en faveur de programmes d'Aide pour le commerce régionaux et mondiaux ne s'élèvent qu'à 7 milliards de dollars EU. Pourtant, ces programmes sont souvent plus efficaces pour réduire les contraintes liées au commerce, notamment pour les pays sans littoral où les corridors de transport sont vitaux pour le commerce. Les programmes mondiaux et régionaux sont aussi particulièrement efficaces pour aider les pays à se conformer aux normes dans des domaines très techniques, comme les mesures sanitaires et phytosanitaires. Un tel soutien nécessite des compétences techniques rares. Les programmes mondiaux et régionaux peuvent potentiellement jouer un rôle moteur important pour la croissance, le développement et la réduction de la pauvreté, mais ils font face à de nombreuses difficultés pratiques de mise en œuvre qui nécessitent une meilleure promotion, une élaboration minutieuse du projet et la définition de priorités de la part des décideurs.
- **Étendre les partenariats** – Même si l'Initiative Aide pour le commerce est inclusive et qu'elle englobe une vaste coalition de parties prenantes du secteur public, les fournisseurs d'assistance liée au commerce Sud Sud ne s'engagent que lentement dans l'initiative en dépit de leur soutien financier accru en faveur du renforcement des capacités commerciales. Il est nécessaire de poursuivre les travaux pour encourager cette tendance, notamment au niveau national. Mais c'est surtout sur le secteur privé qu'il faut mettre l'accent. Jusqu'à présent, sa participation a eu tendance à être principalement motivée par des questions spécifiques. Pourtant, le secteur privé devrait être un promoteur essentiel de l'Aide pour le commerce et un interlocuteur important. Les contacts avec les différents groupes professionnels, comme la Chambre de commerce internationale et le Forum économique mondial, doivent être renforcés et devenir plus cohérents et structurés. Cependant, ces efforts ne devraient pas cibler uniquement les groupes professionnels internationaux, ils doivent aussi associer les groupes professionnels des pays en développement – principaux bénéficiaires de cette initiative. L'accent accru qui est mis sur le secteur privé dans les politiques et les programmes de développement offre une fenêtre d'opportunité à cet égard.

- **Garantir un impact sur la pauvreté** – Garder les marchés mondiaux ouverts est une condition préalable nécessaire pour accomplir des progrès en matière de réduction de la pauvreté. Un système commercial ouvert et une croissance tirée par les échanges ont contribué à atteindre l'Objectif du Millénaire pour le développement consistant à réduire de moitié le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté à l'horizon 2015. Le programme de développement pour l'après 2015, qui est en cours d'élaboration, a fait de l'élimination de l'extrême pauvreté un objectif central. Les organisations s'occupant du développement devraient suivre l'exemple de la Banque mondiale et placer cet objectif au centre de leurs programmes. Le commerce et le système commercial multilatéral ont une contribution importante à apporter – une contribution qui englobe le financement en faveur du développement. La difficulté est qu'une grande partie des activités d'Aide pour le commerce visent à créer un environnement favorable à la croissance économique tirée par le secteur privé (c'est à dire établir un climat des affaires, de l'investissement et réglementaire adéquat). Ce processus prend du temps et n'est pas nécessairement linéaire, avec des liens directs entre les apports, les produits, les résultats et les impacts.
- **Amplifier l'action** – L'évaluation de l'impact et d'autres outils d'évaluation permettent de mieux comprendre les résultats au niveau du projet, ce qui devrait se traduire par l'élaboration de meilleures politiques. Le défi consiste à faire en sorte que les résultats de recherche soient partagés au sein d'une communauté de personnes intervenant dans des projets sur le terrain et ne conservent pas un caractère purement théorique. De plus, il est à craindre que l'accent mis sur la répartition et les résultats microéconomiques compromette l'importance des grandes tendances au niveau de l'économie régionale ou mondiale. Cela crée à son tour le risque qu'une absence de résultats au niveau microéconomique conduise à négliger les mesures de facilitation macroéconomiques, qui sont très importantes. Mettre l'accent sur l'égalité entre les sexes pourrait permettre de résoudre ce dilemme. Les recherches menées dans le domaine naissant mais en rapide croissance de l'égalité entre les sexes en matière de commerce ne laissent subsister aucun doute concernant les effets positifs découlant de l'augmentation de la participation des femmes aux marchés à tous les niveaux de l'économie. La part disproportionnée du fardeau de la pauvreté que portent les femmes et les jeunes filles dans les pays en développement signifie que les interventions au titre de l'Aide pour le commerce, tant au niveau microéconomique que macroéconomique, sont susceptibles d'avoir aussi des effets positifs en matière d'autonomisation.
- **Assurer la durabilité** – Les recherches portant sur le financement au titre de l'Aide pour le commerce soulignent qu'une part croissante de ce financement contribue aussi à la composante durable des ODD. Dans l'hypothèse de l'obtention de résultats positifs à la 21ème session de la Conférence des Parties à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, cette proportion pourrait continuer à augmenter. Cela offre une opportunité d'intégrer une dimension environnementale supplémentaire à l'Initiative Aide pour le commerce. Toutefois, cet objectif figurait régulièrement en bas de classement dans les enquêtes menées dans les pays partenaires au sujet du futur de l'initiative. D'autres objectifs, notamment l'investissement dans l'infrastructure liée au commerce, le renforcement de la capacité de production et la facilitation des échanges ont régulièrement été cités comme prioritaires par rapport à la croissance verte. Toutefois, dans la pratique, ces objectifs devraient être poursuivis ensemble plutôt que de manière isolée. Loin d'être incompatibles, les ODD et l'Aide pour le commerce devraient être considérés comme se renforçant mutuellement.

- **Garantir la cohérence politique pour le développement** – Une perspective importante qui se dégage du programme de développement pour l'après 2015, qui est universel et transformateur, est qu'il pourrait potentiellement se traduire par une augmentation du nombre et de l'importance des MNT. Les recherches indiquent que le fardeau de la mise en conformité avec les MNT pèse particulièrement lourdement sur les PME et sur les PMA. Il faudra peut être accroître les efforts visant à soutenir la mise en conformité et à réduire ce fardeau pour que la transformation voulue se fasse en douceur et n'engendre pas d'importants coûts d'ajustement pour les exportateurs des pays en développement, et en particulier des PMA.

RENFORCER L'INITIATIVE

Le préalable de départ de l'Initiative Aide pour le commerce était que l'incorporation de l'accès aux marchés dans les accords commerciaux constituait une étape essentielle mais non suffisante pour assurer la présence sur les marchés: d'autres facteurs doivent aussi être pris en considération. Les examens globaux et les publications passés ont cherché à focaliser l'attention et l'action sur cette question. Le présent rapport souligne que cette stratégie fonctionne, mais que les coûts élevés du commerce restent un obstacle important pour les pays en développement. Dans les cas les plus difficiles, les coûts prohibitifs du commerce peuvent exclure entièrement du marché mondial les pays les plus pauvres, qui se retrouvent cantonnés à un commerce régional de faible valeur interdisant toute possibilité de croissance. Même si le prix départ usine ou le prix à la ferme des produits est compétitif, les marchés d'exportation – et les marchés intérieurs dans le pire des cas – restent souvent inaccessibles en raison des coûts excessifs du commerce. Les coûts élevés du commerce annulent concrètement les avantages comparatifs en rendant les exportations non compétitives. Ils bloquent l'accès des entreprises à la technologie et aux intrants intermédiaires, les empêchant d'entrer ou de progresser dans les chaînes de valeur mondiales. Ils nuisent également au bien être des consommateurs en réduisant la gamme des biens et des services offerts et en augmentant les prix. Bien qu'ils n'expliquent pas à eux seuls les trajectoires de développement des différentes économies, les coûts du commerce sont un facteur important qui éclaire les raisons pour lesquelles certains pays sont dans l'incapacité de croître ou de se diversifier. Cela vaut également pour de nombreuses régions souvent défavorisées à l'intérieur des pays.

L'incorporation d'une perspective coûts du commerce au centre de l'Initiative Aide pour le commerce constituerait un point d'ancrage opérationnel pour un large ensemble de parties prenantes. L'objectif de réduction des coûts du commerce offre l'avantage d'être neutre dans le sens où cette réduction profite non seulement aux exportateurs mais aussi aux importateurs et aux ménages. Ce devrait être aux gouvernements d'identifier, dans leur dialogue avec les parties prenantes, les coûts qui ont le plus d'effets de distorsion, la meilleure manière de les réduire et les moyens d'utiliser les diverses formes de financement du développement offertes par les différents fournisseurs. Cette approche permettrait aussi de faire une analyse critique du cadre réglementaire national, qui étouffe souvent la croissance du secteur des services. Enfin, une telle approche pragmatique permettrait de mieux rendre compte des résultats et même de mettre en place des approches novatrices par les donateurs, telles que le paiement à la prestation et d'autres formes de programmation des impacts.

Le nouveau paradigme de développement du Programme de développement pour l'après 2015 proposé exigera l'adoption d'une approche intégrée de l'Aide pour le commerce pour s'assurer que cette aide favorise un développement inclusif et durable. Qui plus est, les processus destinés à atteindre les résultats attendus – c'est à dire les cadres de conception et de mise en œuvre des projets – devraient être d'une part inclusifs de manière à associer les groupes désavantagés économiquement et d'autre part durables de manière à encourager les activités d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets.

L'Initiative Aide pour le commerce est un élément essentiel des politiques de développement pour l'après 2015. Le présent rapport a montré qu'une meilleure compréhension de la manière dont les coûts élevés du commerce nuisent à la connectivité et entravent la croissance économique et le développement permettrait de continuer à progresser dans ce domaine, notamment en vue d'atteindre l'objectif de l'éradication de l'extrême pauvreté. Les interventions bien conçues en matière d'Aide pour le commerce peuvent permettre de réduire les coûts du commerce dans les domaines jugés prioritaires par les pays partenaires et les donateurs, tels que l'infrastructure, la facilitation des échanges et les mesures non tarifaires comme les normes de produits. Par ailleurs, cela ne va pas à l'encontre des objectifs fondamentaux de la croissance verte; au contraire, l'Aide pour le commerce peut en réalité promouvoir ces objectifs. Il y a de bonnes raisons de penser que les pays en développement et leurs partenaires prennent au sérieux la question des coûts du commerce et que les mesures dans ce domaine s'appuient sur des fondements théoriques et pratiques solides et, surtout, qu'elles favoriseront la réalisation des ODD proposés.

RÉFÉRENCES

OMC (2006), "Recommandations de l'Équipe spéciale chargée de l'Aide pour le commerce", WT/AFT/1, OMC, Genève.

PROFILS DE PAYS ÉTABLIS DANS LE CADRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PROFILS DE PAYS ÉTABLIS DANS LE CADRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE

Les profils de pays établis dans le cadre de l'Aide pour le commerce donnent des informations factuelles destinées à stimuler le débat sur les tendances observées concernant l'Aide pour le commerce, les coûts du commerce, les résultats commerciaux et le développement au niveau des pays. L'objectif est de comparer les résultats d'un pays sur la base de quatre catégories d'indicateurs suivis sur la période 2006-2013 et, pour certains indicateurs, au regard de groupes de pays servant de points de référence.

Les profils de pays sont structurés suivant le modèle de la chaîne de résultats généralement utilisé dans les interventions de développement basées sur des projets. Le modèle de la chaîne de résultats illustre la séquence causale des interventions de développement sur la base de quatre éléments principaux: i) les apports et les activités créent ii) des produits directs, qui à leur tour conduisent à iii) des résultats intermédiaires qui contribuent à iv) des impacts à long terme.

Les profils de pays transposent l'idée sous-jacente à cet outil analytique basé sur des projets au niveau macroéconomique et retracent une séquence causale possible des interventions d'Aide pour le commerce pour atteindre les objectifs en matière de commerce et de développement. Les profils de pays présentent donc des indicateurs dans quatre sections: A. Financement du développement; B. Coûts du commerce; C. Résultats commerciaux; et D. Indicateurs du développement. Une grande partie de l'Aide pour le commerce est consacrée à la réduction des coûts du commerce; des coûts du commerce plus faibles se traduisent par de meilleurs résultats commerciaux en termes de valeur, de diversification des exportations et d'entrée de nouvelles entreprises sur le marché, et de meilleurs résultats commerciaux peuvent aider à améliorer les indicateurs du développement à long terme, notamment par le biais de la création d'emplois et de la réduction de la pauvreté.

Les profils de pays n'établissent pas l'existence de liens de causalité; ils ne cherchent pas à vérifier ou à estimer l'impact de l'Aide pour le commerce au niveau macroéconomique. Ils donnent plutôt une perspective dynamique sur le développement d'un pays. En ce sens, la séquence retracée est une séquence de contribution, et non d'imputation. Lorsqu'il est possible d'établir cette contribution, les profils de pays fournissent une base pour mener une recherche approfondie fondée sur le pays. En ce sens, les profils de pays aident à mieux comprendre le rôle important que jouent les flux d'Aide pour le commerce dans la réalisation par un pays des objectifs en matière de commerce et de développement visés par ces flux.

La plupart des indicateurs des profils de pays offrent une comparaison entre 2006 et 2013. Toutefois, la période couverte est adaptée aux données disponibles au niveau tant des indicateurs que des pays. Pour un certain nombre d'indicateurs, des comparaisons au regard de groupes de référence sont indiquées. Les groupes de pays utilisés comme références sont les pays les moins avancés (PMA), les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI), les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS) et les pays à revenu élevé (PRE). Les groupes de pays ne se chevauchent pas, ce qui signifie que les PMA ne sont pas inclus dans les groupes de revenu. Le Zimbabwe, qui est un pays à faible revenu mais pas un PMA, est évalué par rapport aux PRITI. La composition des quatre groupes de pays diffère entre les indicateurs en fonction des données disponibles. Le nombre de pays inclus dans les quatre groupes pour un indicateur donné est précisé dans les descriptions des indicateurs figurant ci-dessous.

Le choix des indicateurs a été influencé par les séries chronologiques disponibles. De nouveaux indicateurs apparaissent actuellement et pourraient être plus adaptés, dans certains cas, aux fins de cette analyse. Mais, faute de données historiques et en raison de leur couverture géographique, ils ne peuvent pas encore être utilisés. Les indicateurs figurant dans les profils de pays seront donc actualisés et affinés dans les éditions futures.

Les profils de pays comprennent les quatre sections suivantes:

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

Le financement du développement constitue une source essentielle de financement extérieur pour de nombreux pays en développement dans la mesure où il comprend les flux d'investissement étranger direct (FDI), les envois de fonds, l'aide publique au développement (APD) et les autres apports du secteur public (AASP). Le financement du développement est utilisé pour financer des investissements ainsi que la consommation privée et publique, et il est donc à la base de la croissance économique et du développement.

Cette section illustre la façon dont les flux d'Aide pour le commerce ont évolué au fil du temps, leur importance par rapport à d'autres flux de financement du développement, et l'importance de cette aide pour un pays par rapport à d'autres pays. En outre, la section montre les tendances observées dans les versements au titre de l'Aide pour le commerce au cours du temps au niveau global et au niveau des secteurs et des donateurs. Les flux de financement du développement sont présentés pour les périodes 2006 -2008 et 2010-2012 (moyennes sur trois ans) et pour l'année 2013.

Indicateurs et sources:

L'**IED** désigne une relation à long terme et un intérêt durable assorti de l'exercice d'un contrôle sous la forme d'une participation acquise par une entité résidant dans un pays déterminé (l'investisseur étranger direct ou la société mère) dans une entreprise résidant dans un pays autre que celui de l'investisseur étranger direct (société étrangère affiliée). Les flux d'IED mesurent les capitaux nets (capitaux propres, bénéfices réinvestis et prêts interentreprises) fournis par un investisseur étranger direct à une société étrangère affiliée. *Source:* CNUCED, UNCTADstat.

Les **envois de fonds** comprennent les transferts personnels et la rémunération des employés. Les transferts personnels se composent de l'ensemble des transferts en espèces ou en nature que des ménages résidents reçoivent de la part de ménages non résidents. La rémunération des employés fait référence aux revenus des travailleurs frontaliers et saisonniers et autres travailleurs temporaires qui sont employés dans une économie autre que celle dont ils sont résidents, et à ceux des résidents employés par des entités non résidentes. La rémunération des employés représente généralement une part élevée des envois de fonds dans le cas des pays en développement qui sont proches d'une grande économie (par exemple le Lesotho, le Swaziland et le Botswana, qui sont frontaliers de l'Afrique du Sud) ou qui se caractérisent par la présence d'institutions non résidentes (par exemple l'Afghanistan). *Source:* Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

L'**aide publique au développement (APD)** comprend les prêts et les dons octroyés par le secteur public dans le but principal de promouvoir le développement économique et le bien-être des pays en développement. L'APD a un caractère libéral et comporte une partie de don d'au moins 25% (calculé avec un taux d'escompte de 10%). L'**Aide pour le commerce** est une sous-catégorie de l'APD et elle peut être classée dans les quatre catégories suivantes: politique et réglementation commerciales, infrastructure économique, renforcement des capacités de production et ajustement lié au commerce. *Source:* OCDE, base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

Les **autres apports du secteur public (AASP)** sont les transactions du secteur public qui ne remplissent pas les conditions requises pour être comptabilisées comme APD, soit parce qu'elles n'ont pas principalement pour objectif le développement, soit parce que leur élément de libéralité est inférieur à 25%. Les **AASP liés au commerce** sont une sous-catégorie des AASP et ils peuvent être classés dans les quatre catégories suivantes: politique et réglementation commerciales, infrastructure économique, renforcement des capacités de production et ajustement lié au commerce. *Source:* OCDE, base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC).

Les trois premières **priorités en matière d'Aide pour le commerce** sont basées sur le classement des catégories d'Aide pour le commerce réalisé par les pays dans les questionnaires d'auto-évaluation. *Source:* Questionnaire OCDE/OMC destiné aux pays partenaires.

La **part de l'Aide pour le commerce dans le financement du développement** indique la dépendance d'un pays à l'égard de l'Aide pour le commerce par rapport aux autres flux de financement du développement. Le financement du développement correspond à la somme des flux d'IED, des envois de fonds, des AASP et de l'APD. Pour les périodes 2006 2008 et 2010 2012, le financement du développement est calculé comme la somme des moyennes sur trois ans de ces quatre flux. Nombre de pays inclus dans les groupes de référence: PMA (38), PRITI (29), PRITS (44), PRE (7). *Sources:* OCDE, base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC); CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

La **part de l'Aide pour le commerce dans la formation brute de capital fixe** indique l'importance de l'Aide pour le commerce dans le financement de la formation brute de capital fixe. La formation brute de capital fixe comprend les améliorations foncières; les achats d'installations, de machines et d'équipements; et la construction de routes, de voies ferrées et d'autres infrastructures, y compris les écoles, les bureaux, les hôpitaux, les logements résidentiels privés et les bâtiments commerciaux et industriels. Nombre de pays inclus dans les groupes de référence: PMA (37), PRITI (29), PRITS (42), PRE (6). *Sources:* OCDE, base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC); Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

B. COÛTS DU COMMERCE

Dans la chaîne de résultats, les apports et les activités qui les accompagnent donnent des produits. L'un des principaux objectifs des projets d'Aide pour le commerce est de réduire les coûts du commerce. La section consacrée aux coûts du commerce couvre les indicateurs qui permettent d'évaluer comment les coûts du commerce liés à l'infrastructure et à la politique d'un pays ont évolué au fil du temps et quel est le niveau des coûts du commerce par rapport à un groupe de pays de référence.

Indicateurs et sources:

Tarifs:

Droits de douane: les moyennes simples et pondérées des droits d'importation appliqués mesurent les droits de la nation la plus favorisée (NPF) appliqués, qui sont calculés sous forme de moyenne simple ou de moyenne pondérée en utilisant les flux d'importation au niveau à six chiffres du Système harmonisé (SH) comme pondération. La moyenne pondérée des droits d'exportation prend en compte les préférences et mesure le droit moyen pondéré appliqué au pays sur ses cinq principaux marchés d'exportation pour les produits agricoles et non agricoles, respectivement. La part des exportations en franchise de droits mesure la part des exportations qui atteignent ces principaux marchés d'exportation de produits agricoles et non agricoles en franchise de droits. *Source:* OMC, Profils tarifaires dans le monde.

Connexion à Internet (% de la population): les abonnements à des services à large bande mobiles (fixes) indiquent le pourcentage d'habitants qui disposent d'un abonnement actif à des services à large bande mobiles (fixes). Les utilisateurs d'Internet désignent le pourcentage de la population qui utilise Internet.

Coût et temps nécessaires pour exporter (importer): ces indicateurs mesurent le coût en dollars EU et le temps en nombre de jours nécessaires pour transporter un conteneur de 20 pieds de l'entrepôt au point de départ du porte-conteneurs, ou l'inverse dans le cas des importations. Les indicateurs de coût et de temps prennent en compte quatre éléments associés au commerce, à savoir la préparation des documents, le dédouanement et l'inspection, le transport et la manutention intérieurs, et la manutention dans le port et au terminal. Dans le cas des pays sans littoral, le coût et le temps nécessaires pour franchir les frontières terrestres et assurer le transit jusqu'au port maritime sont aussi inclus.

Le coût indiqué n'inclut pas les coûts liés aux droits de douane, au transport maritime ou aux pots-de-vin. Le temps indiqué prend en compte les temps d'attente. Nombre de pays inclus dans les groupes de référence: PMA (45), PRITI (32), PRITS (49), PRE (47). *Source:* Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

L'indice de performance logistique (IPL) (1-5): l'"IPL global" est un indicateur composite fondé sur la perception de la logistique d'un pays, à partir de six éléments, à savoir l'efficacité des processus de dédouanement ("Douanes"), la qualité des infrastructures commerciales et des infrastructures de transport ("Infrastructure"), la facilité de l'organisation des expéditions à des prix concurrentiels ("Expéditions internationales"), la qualité des services logistiques ("Compétences logistiques"), la capacité de suivi et de traçabilité des expéditions ("Suivi et traçabilité") et la fréquence avec laquelle les expéditions arrivent au destinataire dans les délais prévus ("Respect des délais"). L'indice et ses composantes vont de 1 à 5, une note plus élevée représentant une meilleure performance. Nombre de pays inclus dans les groupes de référence: PMA (41), PRITI (28), PRITS (40), PRE (48). *Source:* Banque mondiale, Indice de performance logistique (IPL).

Indicateurs de compétitivité (1-7): les indicateurs de compétitivité mesurent la perception par les dirigeants d'entreprise de la facilité d'accès aux prêts, la qualité de l'approvisionnement en électricité, la qualité des routes, la qualité de l'infrastructure portuaire et la qualité de l'infrastructure de transport aérien. Les notes vont de 1 (faible) à 7 (meilleure). Nombre de pays inclus dans les groupes de référence: PMA (27), PRITI (27), PRITS (35), PRE (50). *Source:* Forum économique mondial.

Coûts du commerce (*ad valorem*, %): ces indicateurs mesurent les coûts *ad valorem* du commerce total, intrarégional et extrarégional d'un pays, en pourcentage, sur la base des moyennes simples des coûts du commerce *ad valorem* bilatéral. Compte tenu de la faible quantité de données disponibles, le nombre de partenaires utilisé pour le calcul des coûts du commerce moyens varie entre les pays. Par conséquent, la mesure donne des informations sur l'évolution des coûts du commerce d'un pays au fil du temps mais les comparaisons entre pays devraient être évitées ou effectuées avec une grande prudence. Les coûts du commerce bilatéral sont obtenus à partir des flux commerciaux observables représentant la moyenne géométrique des coûts du commerce international entre deux pays par rapport aux coûts du commerce intérieur dans chaque pays. L'idée sous-jacente de la mesure est que si le commerce bilatéral augmente par rapport aux flux commerciaux intérieurs, les coûts du commerce bilatéral ont diminué. La base de données utilisée et le calcul des coûts du commerce bilatéral sont décrits dans Arvis et al. (2013). Pour calculer les coûts du commerce intrarégional et extrarégional, les partenaires commerciaux sont regroupés selon la classification de l'OMC dans les régions suivantes: Afrique, Asie, Communauté d'États indépendants (CEI), Europe, Moyen-Orient, Amérique du Nord, Amérique du Sud et Amérique centrale (y compris les Caraïbes). *Source:* Calculs de l'auteur à l'aide de la base de données CESAP/Banque mondiale sur les coûts du commerce.

Indicateurs de la facilitation des échanges (0-2): les indicateurs de la facilitation des échanges sont des indicateurs composites qui mesurent divers aspects de la facilitation des échanges, dont la plupart sont étroitement liés à l'Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC, selon une note allant de 0 (faible) à 2 (meilleure). Les profils de pays présentent les six indicateurs suivants (sur un total de onze indicateurs) pour lesquels on dispose du plus de données: disponibilité des renseignements (publication des renseignements sur le commerce, y compris sur Internet; points d'information), décisions anticipées (engagement préalable de la part de l'administration suite à la demande d'un négociant concernant la manière dont la classification, l'origine, la méthode d'évaluation, etc., seront appliquées à des marchandises au moment de leur importation; les règles et les processus appliqués à cet engagement), procédures d'appel (conditions et modalités pour faire appel des décisions administratives prises par les agences frontalières), automatisation (échange électronique de données; procédures frontalières automatisées; utilisation des procédures de gestion des risques), procédures (rationalisation des contrôles aux frontières; guichets uniques; contrôles après dédouanement; opérateurs économiques agréés), gouvernance et impartialité (structures et fonctions des douanes; responsabilisation; déontologie). Nombre de pays inclus dans les groupes de référence: PMA (30), PRITI (28), PRITS (40), PRE (51). Les indicateurs sont basés sur les données collectées jusqu'à la mi-mai 2015. *Source:* Indicateurs sur la facilitation des échanges de l'OCDE.

C. RÉSULTATS COMMERCIAUX

Les interventions au titre de l'Aide pour le commerce visent à améliorer les résultats commerciaux des entreprises et des pays en remédiant aux contraintes nationales du côté de l'offre afin de réduire les coûts du commerce ou d'améliorer la capacité de production des entreprises. Cette section contient des indicateurs qui permettent d'évaluer les résultats commerciaux des pays en termes de valeur, de croissance, de structure et de diversification.

Indicateurs et sources:

Le **ratio du commerce au PIB** correspond au commerce total de marchandises et de services commerciaux (exportations + importations sur la base de la balance des paiements) d'un pays divisé par son PIB. *Source:* Secrétariat de l'OMC.

L'indicateur **Services commerciaux en % des exportations (importations) totales** mesure la part des services commerciaux dans les exportations (importations) mondiales de marchandises et de services commerciaux. Les flux commerciaux sont mesurés par les statistiques de la balance des paiements conformément aux principes énoncés dans la cinquième édition du Manuel de la balance des paiements (MBP5). *Source:* Secrétariat de l'OMC.

L'indicateur **Produits intermédiaires hors combustibles (% des exportations (importations) de marchandises)** mesure la part des produits intermédiaires hors combustibles dans les exportations (importations) de marchandises en se fondant sur les statistiques douanières. Les produits intermédiaires sont classés selon la Classification par grandes catégories économiques de l'Organisation des Nations Unies. Les combustibles ne sont pas classés comme produits intermédiaires mais ils sont inclus dans les exportations totales de marchandises. *Source:* Base de données Comtrade des Nations Unies

L'indicateur **Flux commerciaux (milliards de dollars EU courants)** fait référence aux exportations et aux importations de marchandises et de services commerciaux telles que mesurées par les statistiques de la balance des paiements selon les principes du MBP5. Les statistiques de la balance des paiements prennent en compte les transactions entre les résidents d'un pays et des non-résidents qui entraînent un changement de propriétaire. *Source:* Secrétariat de l'OMC.

Nombre de produits et de marchés: le nombre de produits exportés et importés et le nombre de marchés d'exportation et d'importation donnent des mesures simples de la diversification des produits et des marchés, respectivement. Le nombre maximal de marchés est de 233, tandis que le nombre maximal de produits, définis au niveau à quatre chiffres du Système harmonisé (SH) de 2002, est de 1 246. *Source:* Calculs de l'auteur à partir des données provenant de la base de données Comtrade des Nations Unies.

Indice de concentration de Hirschman-Herfindahl (IHH): l'indice de concentration de Hirschman-Herfindahl mesure la concentration, ou la diversification, du commerce d'un pays en termes de produits ou de marchés. L'indice de concentration des produits d'exportation (importation) est calculé en additionnant le carré des parts des produits dans les exportations (importations) d'un pays, puis normalisé pour être compris entre 0 et 1. L'indice de concentration du marché est calculé de manière analogue. Un indice de concentration des produits d'exportation et d'importation dont le score est proche de zéro indique un portefeuille de produits diversifié, c'est-à-dire réparti de façon égale, tandis qu'un score proche de 1 indique une forte concentration sur quelques produits. De même, dans le cas de l'indice de concentration des marchés d'exportation et d'importation, un score proche de 0 indique que le commerce est diversifié, c'est-à-dire réparti de façon égale sur les différents marchés, tandis qu'un score proche de 1 indique une concentration sur un petit nombre de marchés. Il convient de noter que l'IHH donne uniquement des indications sur la distribution des échanges, et pas sur les nombres sous-jacents de produits et de marchés. L'évaluation, par exemple, de la diversification des exportations devrait donc prendre en compte à la fois le nombre de produits exportés et de marchés d'exportation et l'IHH indiquant dans quelle mesure les échanges sont répartis de manière égale entre ces produits et ces marchés. *Source:* Calculs de l'auteur à partir des données provenant de la base de données Comtrade des Nations Unies.

L'indicateur **Structure du commerce des marchandises** présente les exportations et les importations de marchandises ventilées par principaux groupes de produits selon les définitions des Statistiques du commerce international de l'OMC: les produits agricoles désignent les produits alimentaires (sections 0, 1 et 4 et division 22 de la CITI Rev.3) et les matières premières (divisions 21, 23, 24, 25 et 26 de la CITI Rev.3). Les combustibles et les produits des industries extractives comprennent les minerais et autres minéraux, les combustibles et les métaux non ferreux. Les produits manufacturés comprennent le fer et l'acier, les produits chimiques, les autres produits semi manufacturés, les machines et le matériel de transport, les textiles, les vêtements et les autres produits de consommation. La somme des parts est égale à 100% dans la mesure où les flux commerciaux qui ne sont pas classés dans un groupe de produits ne sont pas pris en compte dans le calcul. *Source:* Secrétariat de l'OMC.

L'indicateur **Structure du commerce des services** montre la part des services relatifs aux voyages, des services de transport et des autres services commerciaux dans les exportations et les importations de services commerciaux. Les autres services commerciaux désignent les services de communications, les services de construction, les services d'assurance, les services financiers, les services informatiques, les services d'information, les autres services fournis aux entreprises et les services culturels et récréatifs, ainsi que les redevances et droits de licence. Le commerce des services est mesuré à partir des statistiques de la balance des paiements selon les principes du MBP5. *Source:* Secrétariat de l'OMC.

La rubrique **Cinq premiers marchés pour les exportations et les importations de marchandises (%)** indique les cinq principaux marchés d'exportation et d'importation d'un pays selon les statistiques basées sur les données douanières. Les parts de marché des États membres de l'UE sont indiquées au niveau national selon le concept national, et elles peuvent donc différer des données harmonisées conformément au concept communautaire. Les origines ou les destinations non spécifiées (régions n.d.a., soutes et zones franches) ne sont pas indiquées si elles figurent parmi les cinq premiers marchés. *Source:* Base de données Comtrade des Nations Unies.

La rubrique **Cinq premiers produits importés et exportés (%)** indique les parts en pourcentage des cinq principaux produits exportés et importés par un pays selon les statistiques basées sur les données douanières. Les produits sont classés selon la troisième révision de la Classification type pour le commerce international (CITI Rev.3). *Source:* Base de données Comtrade des Nations Unies.

D. INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT

L'Aide pour le commerce a pour objectif de produire un impact à long-terme sur le développement par le biais d'une participation accrue des pays au commerce international. Cette section décrit les tendances des indicateurs du développement liés au développement humain et économique, y compris la pauvreté et les inégalités.

Indicateurs et sources:

L'indicateur **Chômage (% de la population active totale)** montre la part de la population active qui n'a pas de travail mais qui est prête à travailler et recherche un emploi. *Source:* Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

L'indicateur **Population active féminine (% de la population active totale)** montre le niveau d'activité des femmes. La population active comprend les personnes âgées de 15 ans et plus qui entrent dans la définition de la population économiquement active donnée par l'Organisation internationale du travail (OIT). *Source:* Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

APD nette reçue (% du PNB): la part de l'APD dans le produit national brut (PNB) indique dans quelle mesure un pays est tributaire de l'aide au développement. *Source:* Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales): la part des droits d'importation dans les recettes fiscales indique dans quelle mesure un pays est tributaire des droits d'importation pour financer son budget public. *Source:* OMC, Profils commerciaux.

Service total de la dette (% des exportations totales): le service total de la dette est la somme des remboursements du capital et des intérêts payés sur la dette à long terme, des intérêts payés sur la dette à court terme et des remboursements (rachats et commissions) auprès du FMI. La dette extérieure tant publique que privée est incluse. La dette extérieure affecte la solvabilité d'un pays et les perceptions qu'en ont les investisseurs. Le ratio du service total de la dette aux exportations totales aide à évaluer la viabilité de la charge du service de la dette d'un pays, s'agissant en particulier de la capacité d'un pays à obtenir des devises grâce aux exportations. *Source:* Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Indice du développement humain (IDH): l'IDH va de zéro (niveau minimal de développement) à un (niveau maximal de développement) et il résume les trois dimensions fondamentales du développement, à savoir la santé, l'éducation et le niveau de vie. *Source:* Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Indicateurs internationaux du développement humain: indice du développement humain.

PIB par habitant, en PPA (en dollars internationaux constants de 2011): le PIB par habitant est converti en dollars internationaux en utilisant les taux de parité de pouvoir d'achat. Un dollar international a le même pouvoir d'achat par rapport au PIB que le dollar EU aux États-Unis. Nombre de pays inclus dans les groupes de référence: PMA (45), PRITI (32), PRITS (50), PRE (50). *Source:* Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Structure économique: l'évolution de la structure économique d'un pays est reflétée par la part de l'agriculture, de l'industrie et des services dans le PIB en 2006 et 2013. *Source:* Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Pauvreté: cet indicateur mesure le pourcentage de la population vivant avec moins de 1,25 dollar (2 dollars) par jour aux prix internationaux de 2005. *Source:* Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Inégalités: la part des revenus détenue par les deux déciles (quatre déciles) inférieurs de la population correspond au pourcentage des revenus qui reviennent aux sous-groupes de population figurant dans les déciles en question. *Source:* Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Légende:

"-" Sans objet

"..." Données non disponibles ou non communiquées

RÉFÉRENCES:

Arvis, J. F., Y. Duval, B. Shepherd et C. Utoktham (2013), "Trade costs in the developing world: 1995-2010", Banque mondiale, Policy Research Working Paper n° 6309.

AFGHANISTAN

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour l'Afghanistan

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	173,7	129,5	69,3	-60%
Envois de fonds	104,2	321,0	537,5	416%
Autres apports du secteur public (AASP)	14,2	58,9	24,7	74%
dont: AASP liés au commerce	14,2	13,4	8,8	-38%
Aide publique au développement (APD)	3 633,4	6 513,7	5 191,8	43%
dont: Aide pour le commerce	944,0	1 612,7	1 214,1	29%

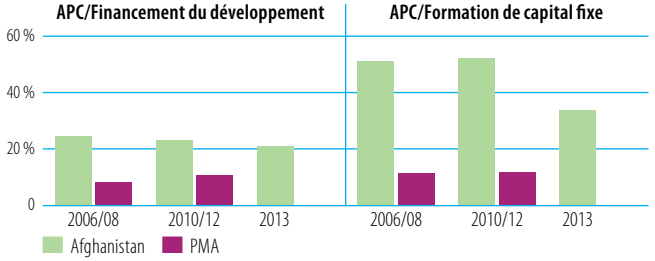
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Politique commerciale	2	Infrastructure de réseau (électricité, eau, télécom.)	3	Intégration régionale

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



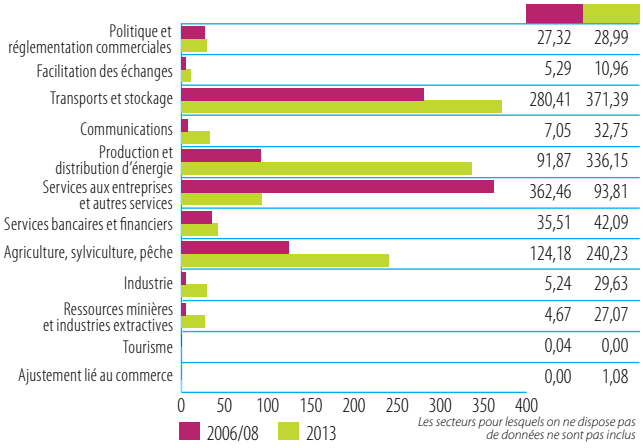
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
États-Unis	699,3	74	États-Unis	611,7	50
IDA	85,8	9	BAsD, fonds spéciaux	158,7	13
Canada	32,4	3	Japon	128,9	11
Royaume-Uni	30,4	3	IDA	94,4	8
Allemagne	24,5	3	Royaume-Uni	64,8	5

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

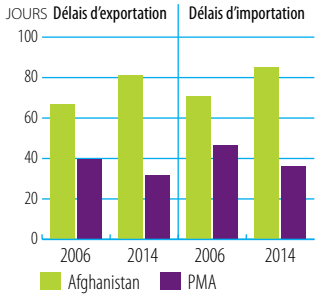


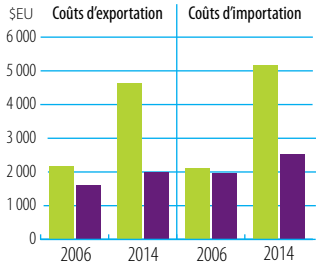
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DU COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	5,7	5,9
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...	...
Exportations: moyenne pondérée appliquée	13,5	6,6
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	36,6	74,2
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	1,2
Abonnements tél. fixe à large bande	0,0	0,0
Personnes physiques utilisant Internet	2,1	5,9

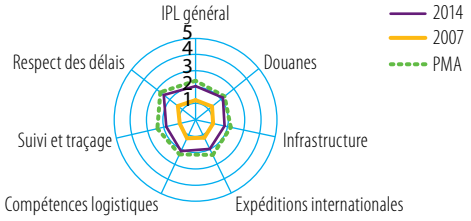
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





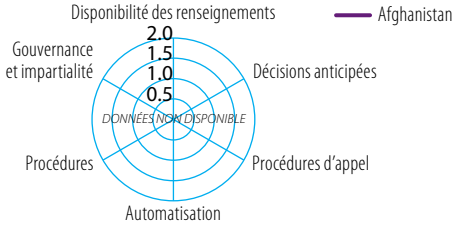
Source: Banque mondiale, *Doing Business.*

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



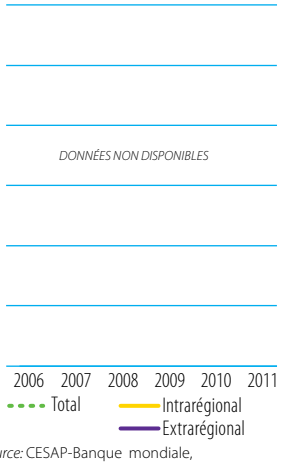
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



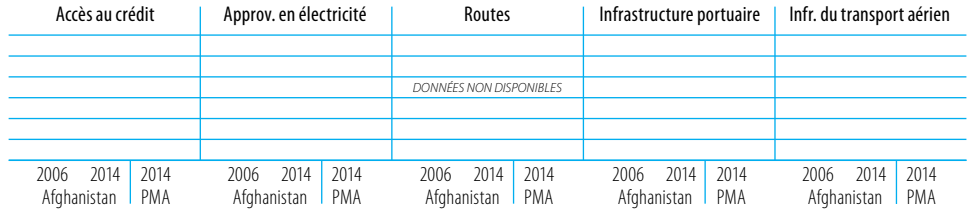
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%, 2006-2012)	...	74
Services commerciaux en % des exportations totales (%, 2006-2012)	...	83
Services commerciaux en % des importations totales (%, 2006-2012)	...	19
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	...	2
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	...	12

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

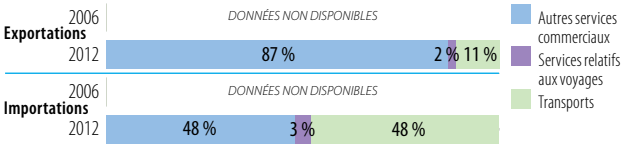
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2012	2013	+	–
Exportations	Marchandises	...		0,745		
	Services commerciaux	...	2,998			
Importations	Marchandises	...		9,040		
	Services commerciaux	...	2,185			

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	...	5
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	...	15
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	...	0,443
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	...	0,466
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	...	6
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	...	7
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	...	0,248
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	...	0,235

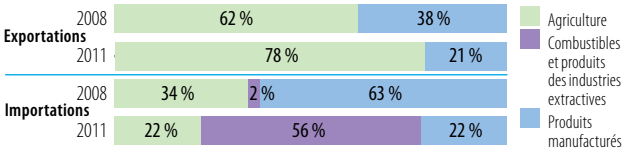
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2008	%	2013	%
Pakistan	49	Pakistan	39
Inde	24	Inde	20
Fédération de Russie	7	Iran	8
Émirats arabes unis	3	Chine	4
Iran	3	Allemagne	2

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2008	%	2013	%
Pakistan	16	Pakistan	10
Chine	14	Iran	8
Japon	12	Allemagne	2
Iran	6	Chine	2
Ouzbékistan	6	Inde	1

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2008	%	2013	%
Fruits, sauf huiles de fruits à coques	51	Transactions spéciales non classées	72
Revêtements de sols, etc.	28	Revêtements de sols, etc.	14
Transactions spéciales non classées	8	Épices	12
Objets d'art, d'antiquité, etc.	6	Graines oléagineuses (huiles vég. fixes douces)	2
Matières brutes d'orig. végétale, n.d.a.	4	Matières brutes d'orig. animale, n.d.a.	0

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2008	%	2013	%
Transactions spéciales non classées	49	Transactions spéciales non classées	68
Objets d'art, d'antiquité, etc.	14	Briquettes, lignites et tourbes	17
Huiles et graisses d'orig. animale ou vég., n.d.a	5	Semoules et farines de blé et de méteil	5
Semoules et farines de blé et de méteil	5	Chaux, ciment, matériaux de construction	3
Pneumatiques, chambres à air, etc. en caoutchouc	4	Tulle, dentelle, broderie, etc.	2

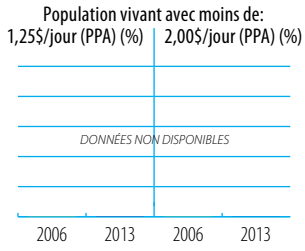
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT

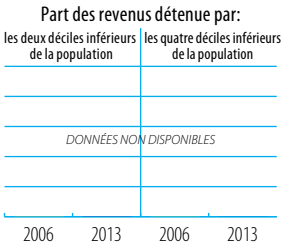
INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	8,3	8,0
Population active féminine (% de la population active totale)	14,5	16,4
APD nette reçue (% du RNB, 2006-2012)	41,7	32,6
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2006-2012)	47,1	36,1
Service total de la dette (% des exportations totales, 2008-2013)	0,4	0,6
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,40	0,47

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

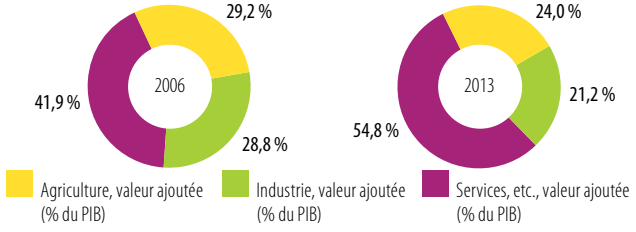


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



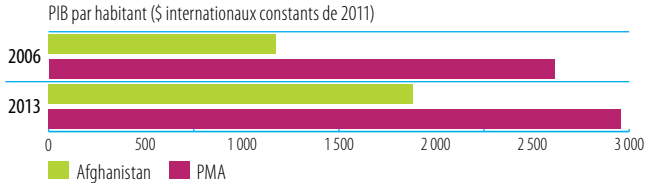
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933241683

ANTIGUA-ET-BARBUDA

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour Antigua-et-Barbuda

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	287,5	101,1	138,3	-52%
Envois de fonds	20,6	20,4	21,1	2%
Autres apports du secteur public (AASP)	0,0	6,0	1,5	-
dont: AASP liés au commerce	0,0	0,0	0,0	-
Aide publique au développement (APD)	3,4	12,8	2,4	-31%
dont: Aide pour le commerce	0,9	6,1	0,3	-71%

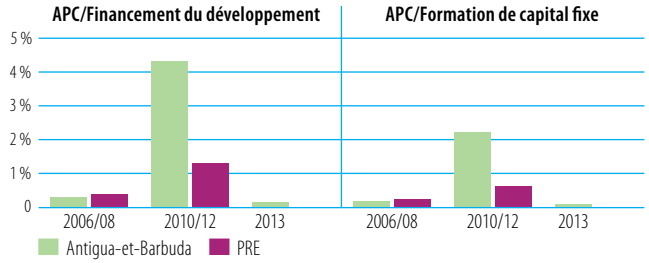
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Facilitation des échanges	2	Compétitivité	3	Intégration régionale

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



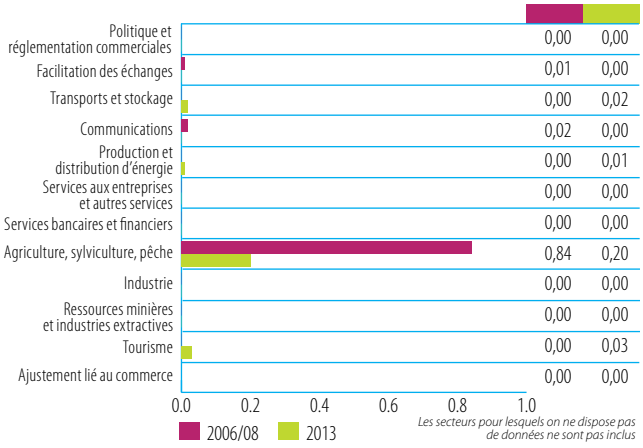
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
Japon	0,9	98	Japon	0,2	93
OMC	0,0	2	Institutions de l'UE	0,0	7

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

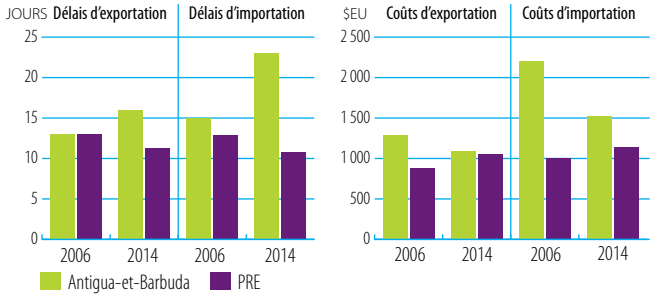


Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DU COMMERCE

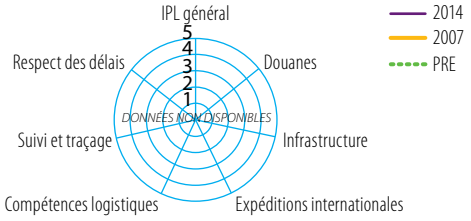
INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	9,7	10,5
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...	17,3
Exportations: moyenne pondérée appliquée	0,8	52,2
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	96,7	41,3
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	30,4
Abonnements tél. fixe à large bande	1,8	4,6
Personnes physiques utilisant Internet	30,0	63,4

Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.



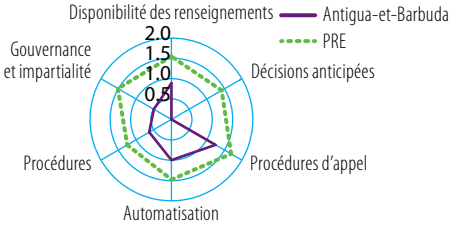
Source: Banque mondiale, *Doing Business.*

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



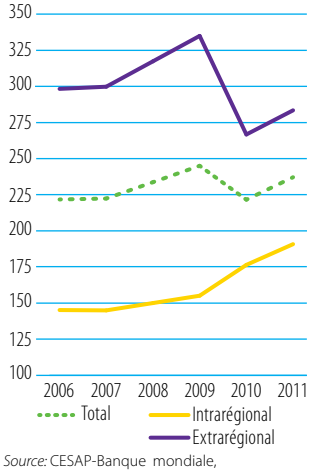
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



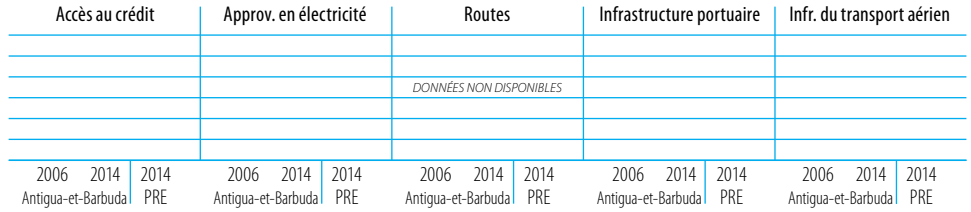
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	118	94
Services commerciaux en % des exportations totales	86	88
Services commerciaux en % des importations totales	31	35
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises, 2007-2013)	10	22
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	24	19

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

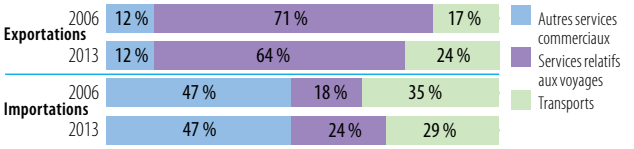
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	–
Exportations	Marchandises	0,074	0,062		-17% ▼
	Services commerciaux	0,462	0,466	+1% ▲	
Importations	Marchandises	0,560	0,412		-26% ▼
	Services commerciaux	0,249	0,221		-11% ▼

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	. . .	139
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	. . .	630
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	...	0,108
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	...	0,113
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	46	40
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	89	91
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,151	0,116
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,225	0,278

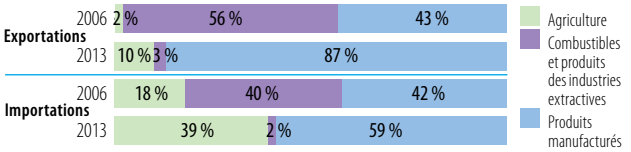
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Sources: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2007	%	2013	%
Antilles néerlandaises	31	États-Unis	27
États-Unis	24	Royaume-Uni	21
Barbade	8	Curaçao	7
Dominique	6	Nouvelle-Zélande	5
Royaume-Uni	4	Montserrat	3

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
États-Unis	41	États-Unis	35
Antilles néerlandaises	23	Chine	4
Trinité-et-Tobago	9	Trinité-et-Tobago	3
Royaume-Uni	3	Royaume-Uni	3
Japon	3	Japon	2

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2007	%	2013	%
Produits pétroliers	58	Articles textiles, n.d.a.	29
Parties d'équipement de télécom., n.d.a	8	Produits pétroliers	13
Appareils électriques rotatifs	4	Bateaux, navires, structures flottantes	7
Or, argent, articles de joaillerie, n.d.a.	3	Art. manufacturés en métaux communs, n.d.a.	4
Articles textiles, n.d.a.	3	Déchets et débris ferreux	4

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Produits pétroliers	36	Produits pétroliers	33
Véhicules automobiles de trans. de pass. (sauf bus)	4	Véhicules automobiles de trans. de pass. (sauf bus)	3
Moteur à combustion interne à piston	2	Autres viandes, abats	3
Parties d'équipement de télécom., n.d.a	2	Boissons alcooliques	2
Meubles, coussins, etc.	2	Produits et prép. alimentaires, n.d.a.	2

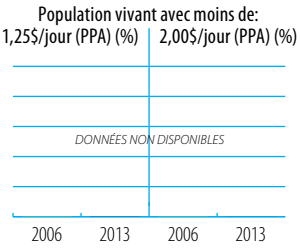
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT

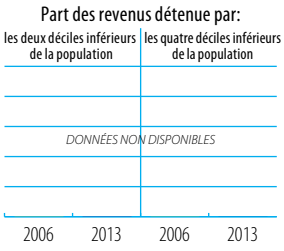
INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	. . .	. . .
Population active féminine (% de la population active totale)	. . .	...
APD nette reçue (% du RNB)	0,3	0,2
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2006-2012)	14,5	13,4
Service total de la dette (% des exportations totales)	. . .	...
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	. . .	0,77

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain. s

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

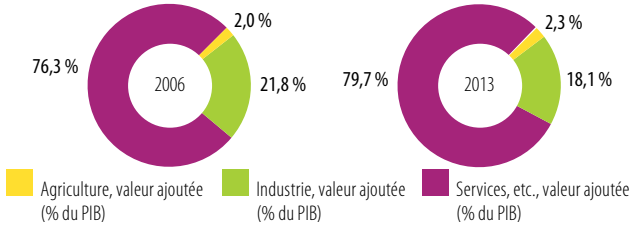


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



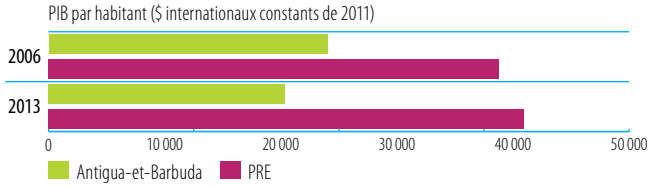
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933241691

BANGLADESH

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Bangladesh

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	848,4	1114,1	1599,1	88 %
Envois de fonds	73 84,3	12 826,1	13 857,1	88 %
Autres apports du secteur public (AASP)	14,9	233,4	396,0	2 566 %
dont: AASP liés au commerce	14,0	200,9	384,7	2 657 %
Aide publique au développement (APD)	2 031,2	2 418,3	3 443,2	70 %
dont: Aide pour le commerce	376,0	623,9	901,1	140 %

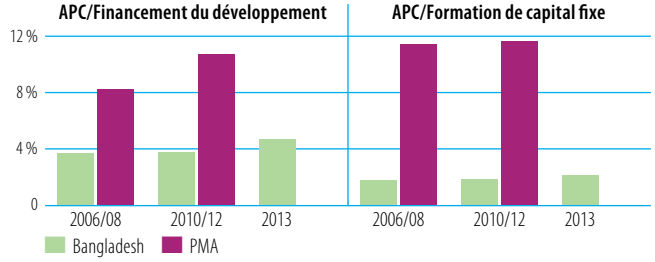
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Diversification des exportations	2	Facilitation des échanges	3	Infrastructure des transports

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



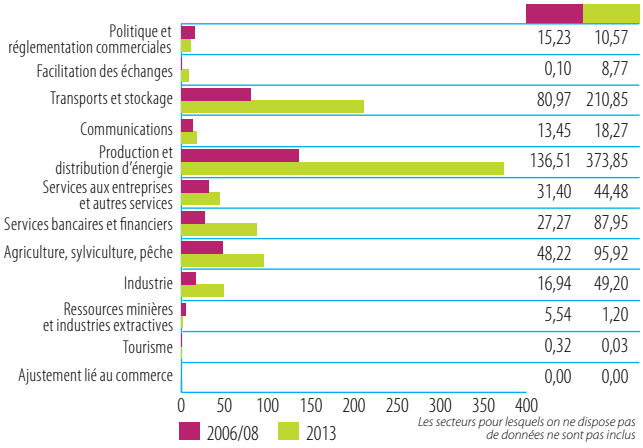
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
IDA	233,8	62	Japon	327,9	36
Royaume-Uni	40,1	11	IDA	194,8	22
Allemagne	21,5	6	BAsD, fonds spéciaux	193,0	21
Danemark	16,6	4	États-Unis	37,2	4
Japon	14,1	4	Royaume-Uni	31,3	3

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

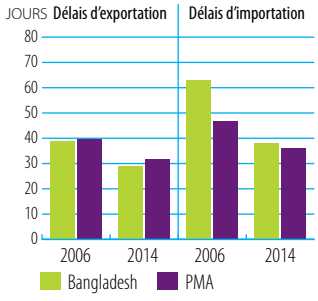


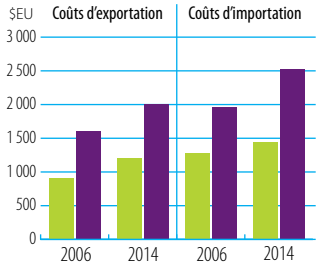
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DU COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	15,2	13,9
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...	...
Exportations: moyenne pondérée appliquée	4,9	3,8
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	69,3	75,7
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	1,9
Abonnements tél. fixe à large bande	...	1,0
Personnes physiques utilisant Internet	1,0	6,5

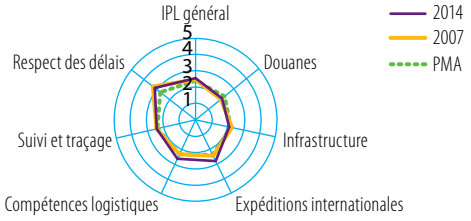
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





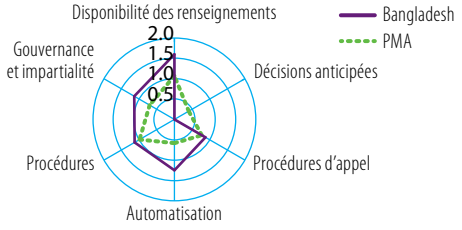
Source: Banque mondiale, *Doing Business.*

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



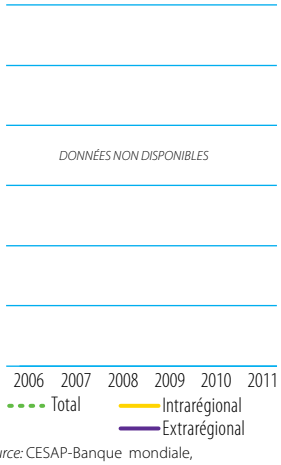
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



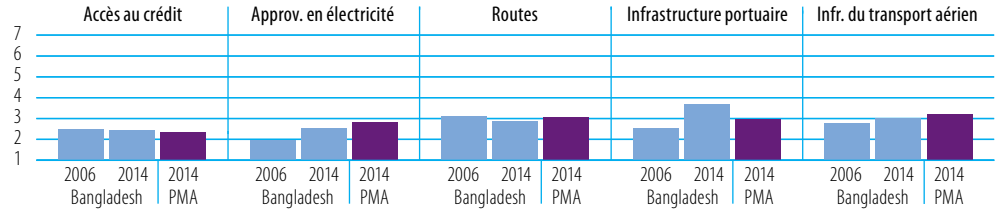
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	46	56
Services commerciaux en % des exportations totales	5	6
Services commerciaux en % des importations totales	13	15
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises, 2006-2018&)	17	10
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises, 2006-2011)	60	67

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

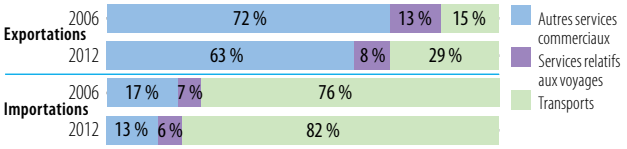
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	–
Exportations	Marchandises	11,554	28,951	**+151%** ▲	
	Services commerciaux	0,603	1,876	**+211%** ▲	
Importations	Marchandises	14,443	35,861	**+148%** ▲	
	Services commerciaux	2,111	6,200	**+194%** ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres; 2006-2011)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	502	575
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	1 035	1 096
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,082	0,101
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,024	0,020
Diversification des marchés, 2006-2011		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	160	173
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	172	165
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,116	0,091
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,064	0,085

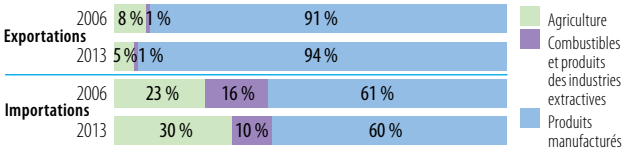
Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2011	%
États-Unis	27	États-Unis	21
Allemagne	15	Allemagne	16
Royaume-Uni	9	Royaume-Uni	9
Chine	7	France	6
France	6	Espagne	4

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2011	%
Chine	16	Thaïlande	23
Inde	12	Inde	11
Koweït	9	Chine	9
Japon	6	Indonésie	6
République de Corée	4	Singapour	5

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2011	%
Autres textiles et vêtements, n.d.a.	28	Autres textiles et vêtements, n.d.a.	32
Vêtements pour hommes et garçonnets, autres que de bonneterie	24	Vêtements pour hommes et garçonnets, autres que de bonneterie	27
Vêtements pour femmes et fillettes, autres que de bonneterie	10	Vêtements pour femmes et fillettes, autres que de bonneterie	10
Tissus de coton, tissés	7	Vêtements pour hommes et garçonnets, de bonneterie	6
Vêtements pour hommes et garçonnets, de bonneterie	5	Articles textiles, n.d.a.	4

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2011	%
Produits pétroliers	11	Tissus de coton, tissés	7
Coton	5	Produits pétroliers	7
Parties d'équipement de télécom., n.d.a.	5	Coton	6
Machines textiles, machines pour la préparation des cuirs	5	Graisses et huiles végétales, fixes	6
Tissus en fibres synthétiques	5	Fils de fibres textiles	5

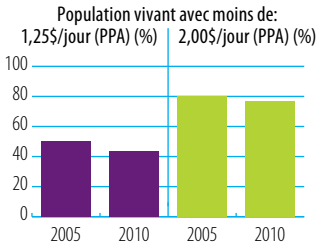
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT

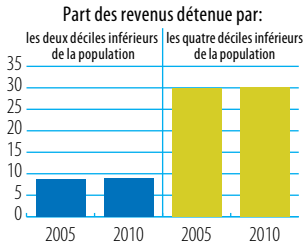
INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	4,2	4,3
Population active féminine (% de la population active totale)	38,5	40,2
APD nette reçue (% du RNB)	1,6	1,5
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2006-2011)	39,9	30,3
Service total de la dette (% des exportations totales)	5,4	5,2
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,49	0,56

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

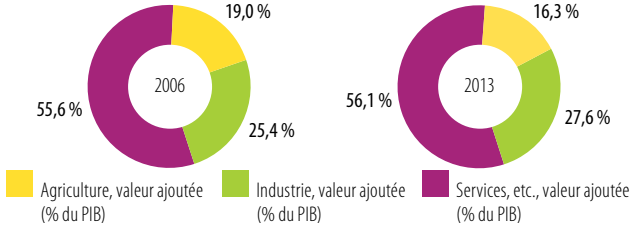


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



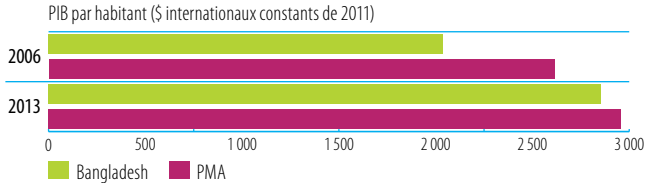
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933241703

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Belize

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	140,5	128,9	89,3	-36%
Envois de fonds	71,1	76,5	74,4	5%
Autres apports du secteur public (AASP)	4,7	10,9	13,7	193%
dont: AASP liés au commerce	0,0	5,0	5,9	97632%
Aide publique au développement (APD)	13,8	25,8	49,4	258%
dont: Aide pour le commerce	6,1	12,2	17,9	194%

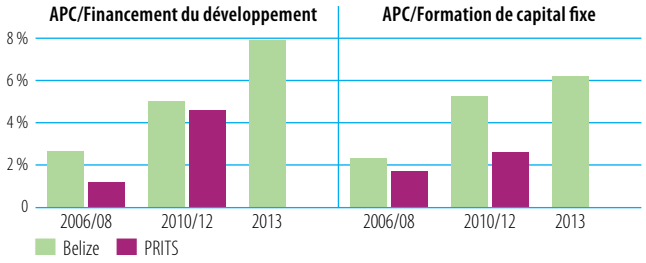
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Infrastructure des transports	**2**	Diversification des exportations	**3**	Politique commerciale

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



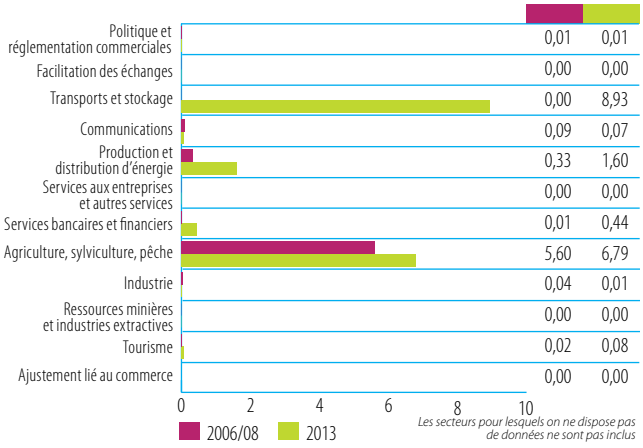
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
Institutions de l'UE	5,8	95	Institutions de l'UE	10,1	57
Japon	0,2	4	FODI	4,7	26
Canada	0,0	1	Koweït (KFAED)	1,8	10
République de Corée	0,0	0	Fonds spécial de la BID	0,6	3
Autriche	0,0	0	République de Corée	0,4	2

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

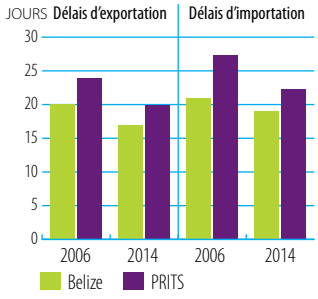


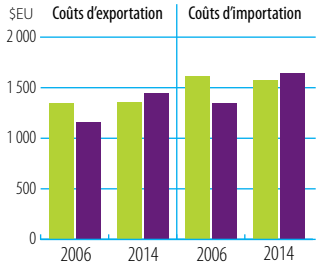
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DU COMMERCE

INDICATEURS	2006	2012	2013
Droits de douane (%)			
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	10,8		11,1
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...		14,6
Exportations: moyenne pondérée appliquée	16,2		1,1
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	63,5		89,4
Connectivité à Internet (% de la population)			
Abonnements tél. mobile à large bande	...		2,0
Abonnements tél. fixe à large bande	2,6	3,1	
Personnes physiques utilisant Internet	10,4		31,7

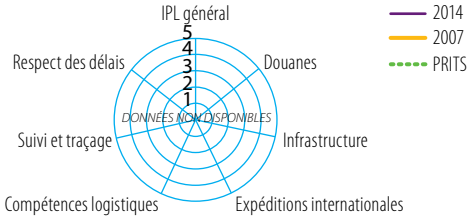
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





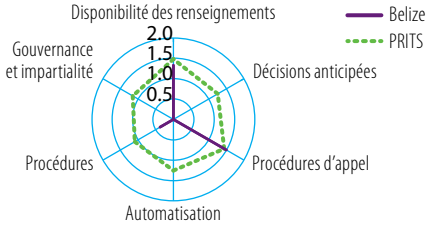
Source: Banque mondiale, *Doing Business.*

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



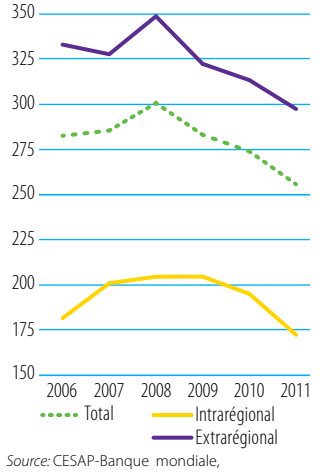
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



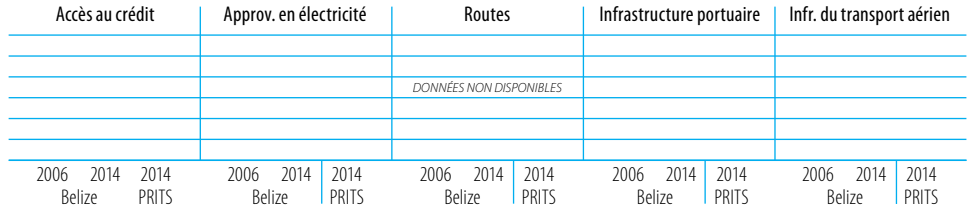
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	125	131
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	44	41
Services commerciaux en % des importations totales (%)	19	18
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	21	23
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	25	28

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

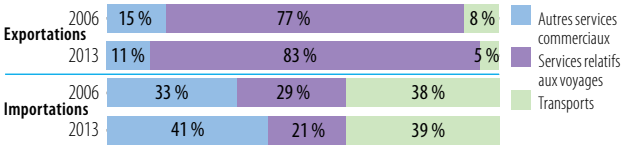
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	–
Exportations	Marchandises	0,427	0,609	**+43%** ▲	
	Services commerciaux	0,339	0,421	**+24%** ▲	
Importations	Marchandises	0,612	0,876	**+43%** ▲	
	Services commerciaux	0,143	0,195	**+36%** ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	79	135
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	665	671
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,131	0,103
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,097	0,073
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	42	56
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	71	81
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,200	0,199
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,180	0,143

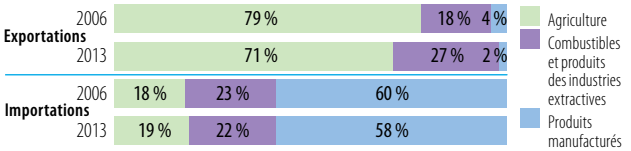
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
États-Unis	42	États-Unis	39
Royaume-Uni	16	Royaume-Uni	21
Costa Rica	8	Pays-Bas	6
Pays-Bas	6	Inde	5
Jamaïque	4	Trinité-et-Tobago	5

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
États-Unis	39	États-Unis	32
Antilles néerlandaises	11	Curaçao	13
Panama	10	Mexique	11
Mexique	9	Chine	11
Guatemala	6	Guatemala	7

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Jus de fruits ou de légumes	20	Huiles de pétrole brutes	17
Sucres, mélasses, miels	19	Sucres, mélasses, miels	14
Huiles de pétrole brutes	16	Crustacés, mollusques, etc.	14
Fruits, à l'exception des fruits oléagineux	16	Jus de fruits ou de légumes	13
Crustacés, mollusques, etc.	15	Fruits, à l'exception des fruits oléagineux	13

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Transactions spéciales non classées	27	Transactions spéciales non classées	23
Produits pétroliers	15	Produits pétroliers	14
Boissons alcooliques	2	Véhicules pour le transport de marchandises, à usages spéciaux	2
Articles, n.d.a., en matières plastiques	2	Produits et prép. alimentaires, n.d.a.	2
Véhicules pour le transport de marchandises, à usages spéciaux	2	Engrais, autres que les engrais bruts	2

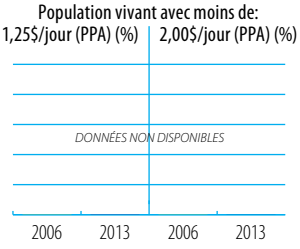
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT

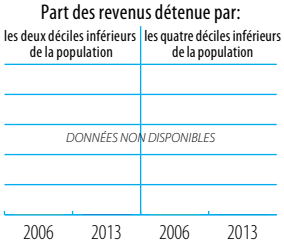
INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	9,4	14,6
Population active féminine (% de la population active totale)	36,3	37,8
APD nette reçue (% du RNB)	0,8	1,7
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	...	...
Service total de la dette (% des exportations totales)	16,7	12,7
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,71	0,73

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

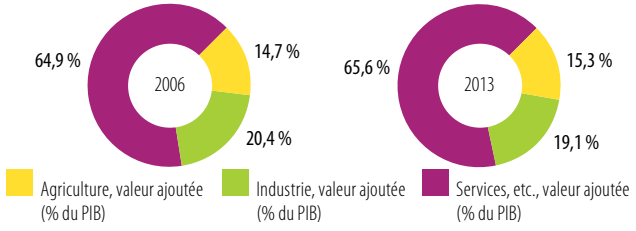


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



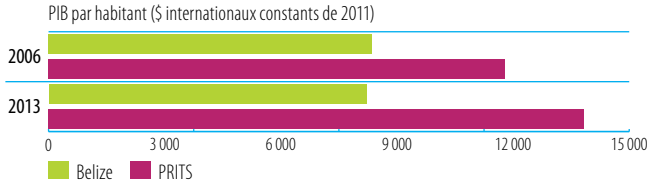
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933241715

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Bénin

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	159,4	206,5	320,1	101%
Envois de fonds	214,3	173,1	...	-
Autres apports du secteur public (AASP)	0,0	1,4	6,8	-
dont: AASP liés au commerce	0,0	0,8	0,0	-
Aide publique au développement (APD)	862,2	642,8	675,0	-22%
dont: Aide pour le commerce	116,6	199,9	189,6	63%

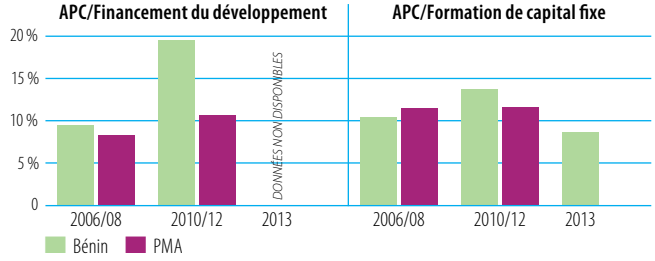
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Politique commerciale	2	Facilitation des échanges	3	Intégration régionale

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



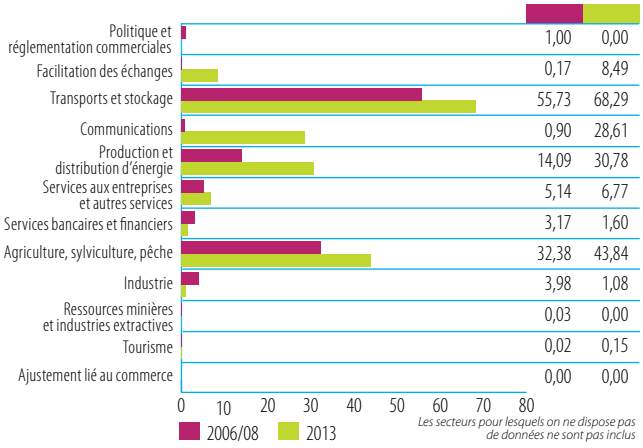
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
Institutions de l'UE	29,7	26	IDA	77,4	41
IDA	23,6	20	Fonds africain de développement (FAD)	35,3	19
Danemark	19,0	16	Institutions de l'UE	31,8	17
Fonds africain de développement (FAD)	18,4	16	Allemagne	9,2	5
France	8,0	7	Belgique	9,0	5

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

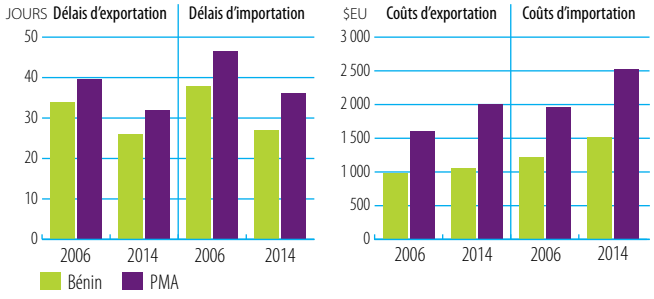


Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DU COMMERCE

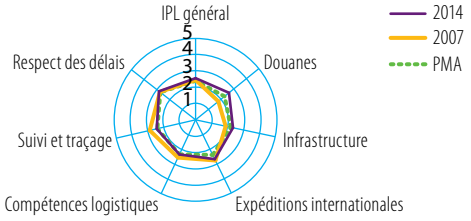
INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	12,0	11,9
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	12	12,3
Exportations: moyenne pondérée appliquée	24,3	2,8
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	24,7	48,9
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	0,0
Abonnements tél. fixe à large bande	0,0	0,0
Personnes physiques utilisant Internet	1,5	4,9

Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.



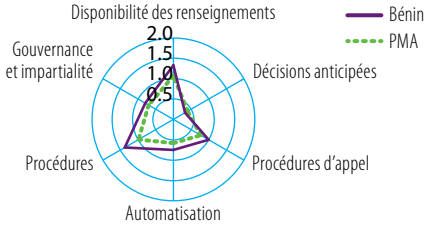
Source: Banque mondiale, *Doing Business.*

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



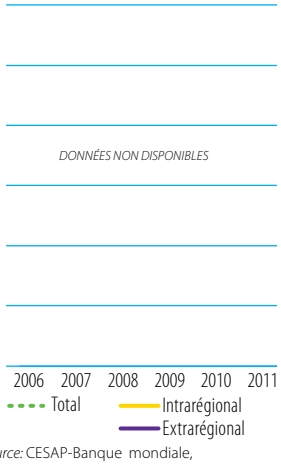
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



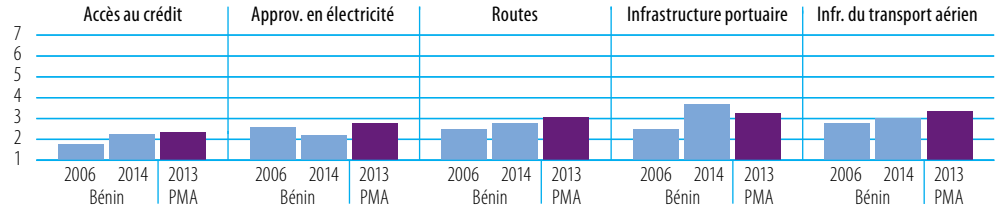
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%, 2006-2012)	49	59
Services commerciaux en % des exportations totales (%, 2006-2012)	21	22
Services commerciaux en % des importations totales (%, 2006-2012)	25	22
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	74	70
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	33	24

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

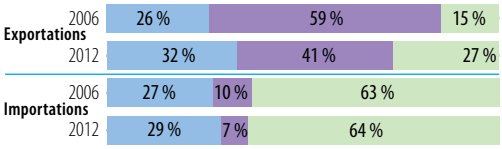
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2012	2013	+	–
Exportations	Marchandises	0,735		1,602	**+118%**	▲
	Services commerciaux	0,196	0,414		**+111%**	▲
Importations	Marchandises	1,046		2,186	**+109%**	▲
	Services commerciaux	0,342	67,0		**+67%**	▲

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	120	191
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	580	705
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,194	0,154
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,050	0,100
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	64	76
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	99	136
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,078	0,069
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,054	0,107

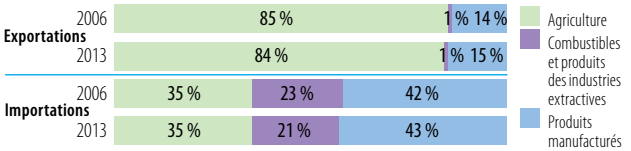
Source: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Chine	24	Chine	19
Nigéria	9	Inde	11
Inde	9	Nigéria	11
Niger	7	Tchad	7
Côte d'Ivoire	6	Indonésie	6

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
France	17	États-Unis	28
Chine	9	France	9
Côte d'Ivoire	7	Inde	9
Ghana	7	Togo	8
Royaume-Uni	6	Chine	7

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Coton	40	Coton	37
Tabacs fabriqués	16	Fruits, autres que les fruits oléagineux	12
Fruits, autres que les fruits oléagineux	7	Barres, profilés, etc. en fer ou en acier	9
Chaux, ciment, matériaux de construction	4	Navires, bateaux et engins flottants	6
Graisses et huiles vég., fixes, douces	4	Produits pétroliers	5

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Produits pétroliers	15	Navires, bateaux et engins flottants	26
Riz	11	Riz	16
Énergie électrique	6	Produits pétroliers	7
Chaux, ciment, matériaux de construction	5	Autres viandes et abats	6
Articles de friperie et chiffons	4	Énergie électrique	4

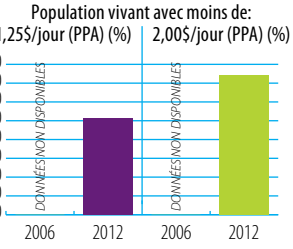
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT

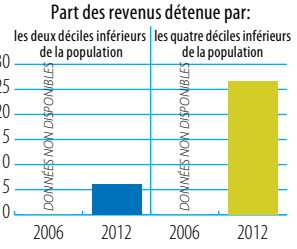
INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	1,1	1,0
Population active féminine (% de la population active totale)	46,8	47,0
APD nette reçue (% du RNB)	8,5	6,8
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2006-2012)	26,5	27,2
Service total de la dette (% des exportations totales, 2006-2012)	4,2	4,3
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,43	0,48

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

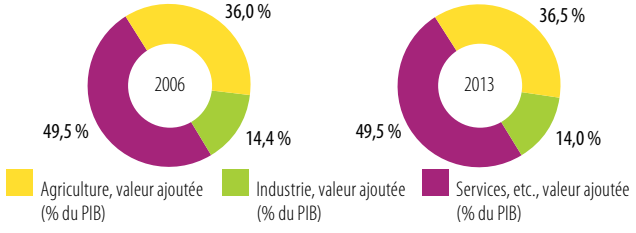


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



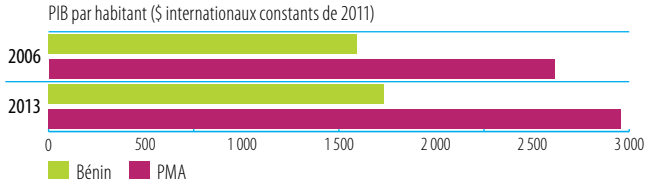
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933241721

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Bhoutan

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	31,7	26,2	21,3	-33%
Envois de fonds	2,9	12,3	11,8	306%
Autres apports du secteur public (AASP)	0,0	14,0	0,9	-
dont: AASP liés au commerce	0,0	14,0	0,9	-
Aide publique au développement (APD)	79,3	149,0	138,6	75%
dont: Aide pour le commerce	24,4	79,9	56,3	131%

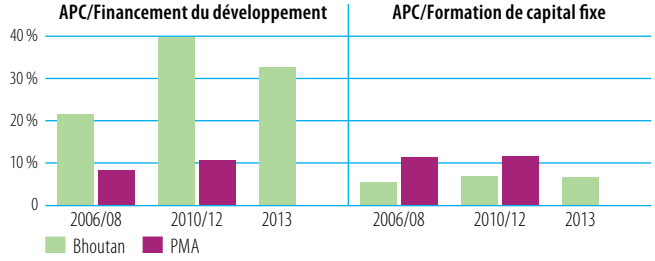
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Facilitation des échanges	2	Diversification des exportations	3	Infrastructure de réseau (électricité, eau, télécom.)

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



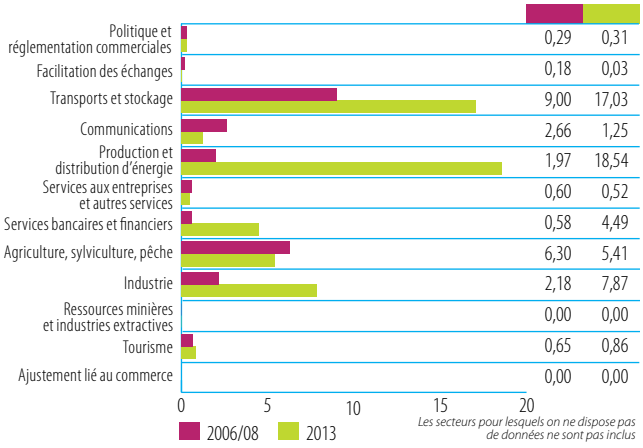
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
Japon	10,7	44	BAsD, fonds spéciaux	36,4	65
IDA	5,5	23	Japon	12,2	22
Suisse	1,7	7	Autriche	2,7	5
Autriche	1,5	6	IDA	1,6	3
Institutions de l'UE	1,5	6	Norvège	1,2	2

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

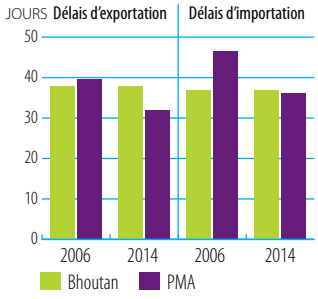


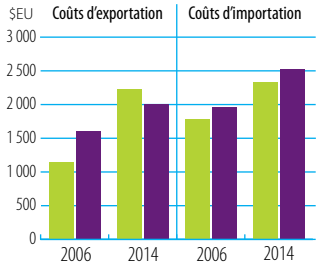
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DU COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%, 2005-2013))		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	22,1	...
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...	...
Exportations: moyenne pondérée appliquée	9,3	...
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	40,3	...
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	15,6
Abonnements tél. fixe à large bande	0,0	2,7
Personnes physiques utilisant Internet	4,5	29,9

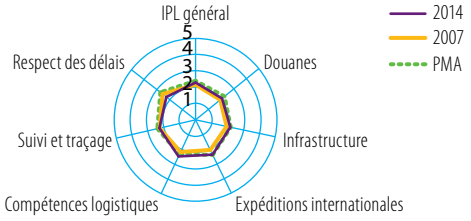
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





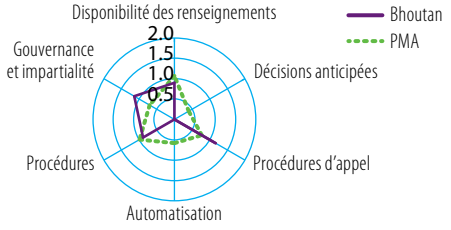
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



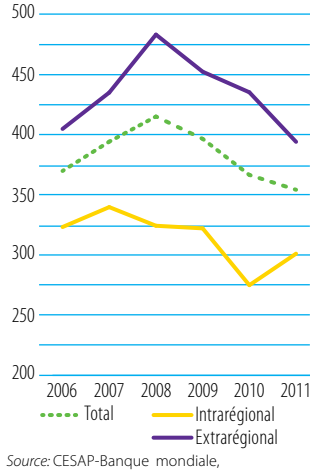
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



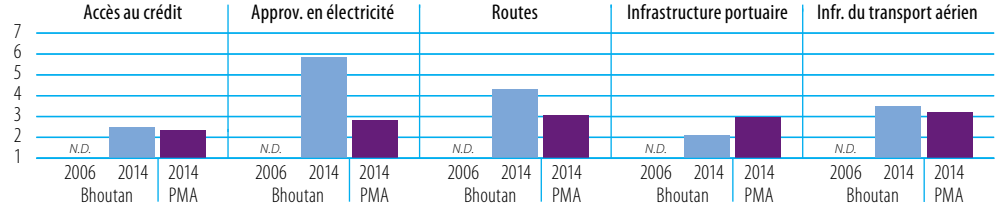
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	99	75
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	12	18
Services commerciaux en % des importations totales (%)	11	23
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises, 2006-2012)	48	60
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises, 2006-2012)	55	54

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

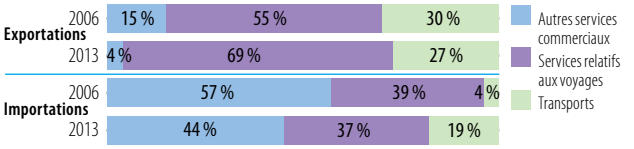
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	–
Exportations	Marchandises	0,312	0,544	**+74%** ▲	
	Services commerciaux	0,042	0,123	**+192%** ▲	
Importations	Marchandises	0,480	0,580	**+21%** ▲	
	Services commerciaux	0,058	0,171	**+197%** ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres; 2006-2012)		
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	108	117
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	618	703
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,111	0,168
Diversification des marchés	0,027	0,026
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	14	19
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	41	49
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,592	0,873
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,470	0,627

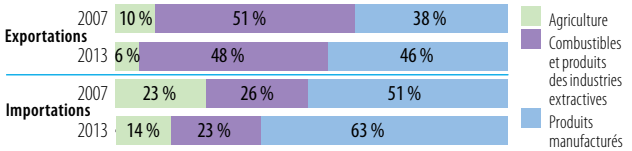
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2012	%
Inde	77	Inde	94
Hong Kong, Chine	15	Bangladesh	4
Singapour	3	Italie	0
Bangladesh	3	Japon	0
Thaïlande	2	Népal	0

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2012	%
Inde	69	Inde	79
Indonésie	7	République de Corée	3
Fédération de Russie	5	Chine	3
Singapour	3	Japon	2
République de Corée	2	Autriche	2

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2012	%
Électricité	27	Électricité	32
Instruments de musique, etc.	19	Fonte, fonte Spiegel, etc.	24
Cuivre	8	Autres composés chimiques	6
Autres graisses et huiles vég. fixes	7	Barres, profilés, etc., en fer ou en acier	5
Ouvrages en fils métalliques, sauf fils électriques	6	Chaux, ciment, matériaux de construction	5

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2012	%
Produits pétroliers	13	Produits pétroliers	13
Cuivre	9	Fonte, fonte Spiegel, etc.	4
Autres graisses et huiles vég. fixes	7	Équipements de génie civil	4
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	3	Structures métalliques, n.d.a.	3
Barres, profilés, etc., en fer ou en acier	3	Cuivre	3

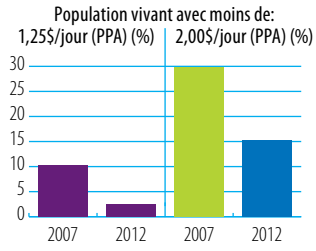
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT

INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	3,1	2,1
Population active féminine (% de la population active totale)	40,8	41,5
APD nette reçue (% du RNB)	11,4	9,6
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	4,3	...
Service total de la dette (% des exportations totales)	2,8	11,0
Indice du développement humain (de 0 à 1), 2005-2013	...	0,58

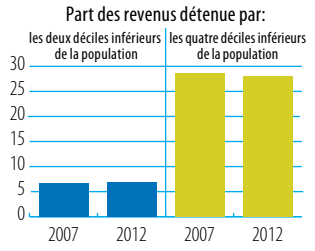
Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

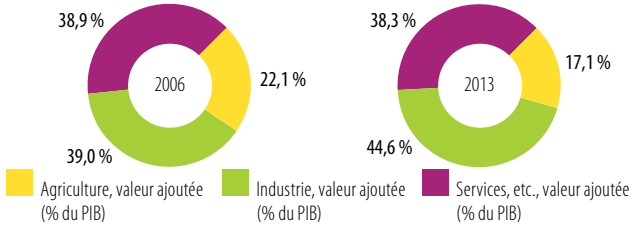


Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

INDICATEURS D'INÉGALITÉ

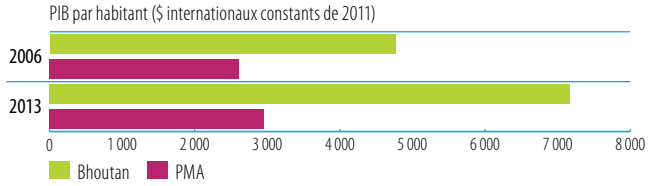


STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933241734

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Botswana

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	500,6	458,6	188,2	-62%
Envois de fonds	80,9	20,3	36,0	-55%
Autres apports du secteur public (AASP)	7,7	219,8	27,6	256%
dont: AASP liés au commerce	2,4	34,3	14,9	514%
Aide publique au développement (APD)	311,9	131,2	126,6	-59%
dont: Aide pour le commerce	11,4	18,4	10,7	-6%

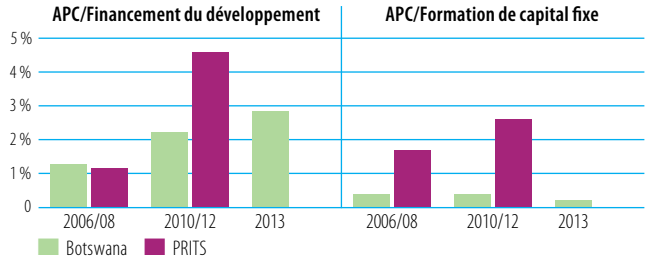
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Diversification des exportations	2	Compétitivité	3	Infrastructure des transports

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



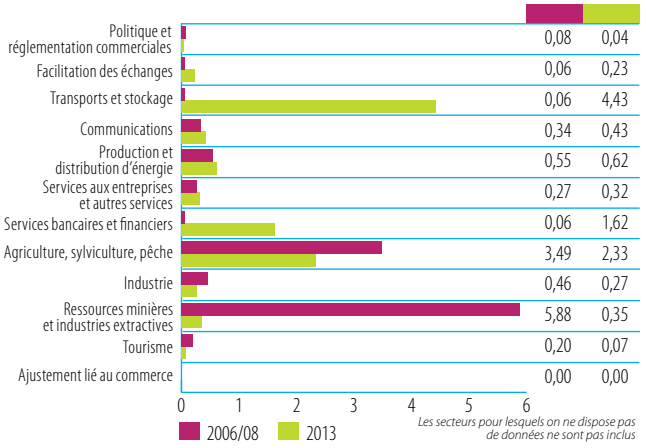
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
Institutions de l'UE	5,8	51	Japon	5,6	52
France	3,0	26	Suède	1,9	18
Japon	0,9	8	BADEA	1,5	14
États-Unis	0,5	4	BAfD	0,5	5
Danemark	0,4	4	Canada	0,5	4

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

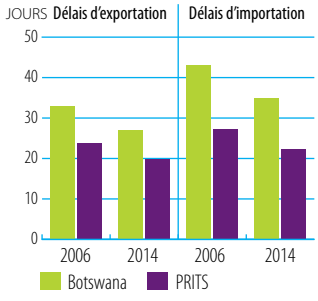


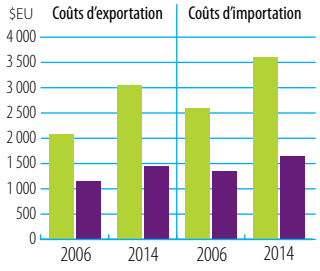
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DU COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	8,0	7,6
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...	6,6
Exportations: moyenne pondérée appliquée	0,8	0,1
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	98,9	98,9
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	74,1
Abonnements tél. fixe à large bande	0,1	1,1
Personnes physiques utilisant Internet	4,3	15,0

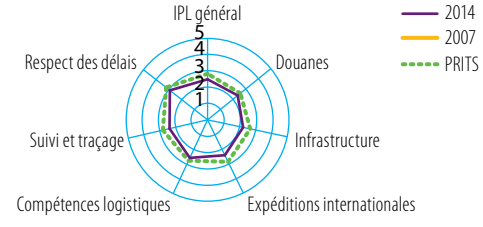
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





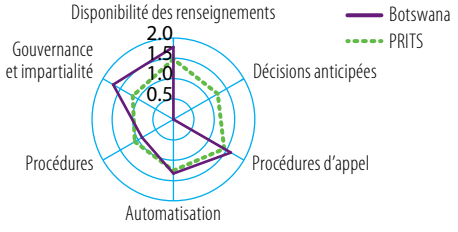
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



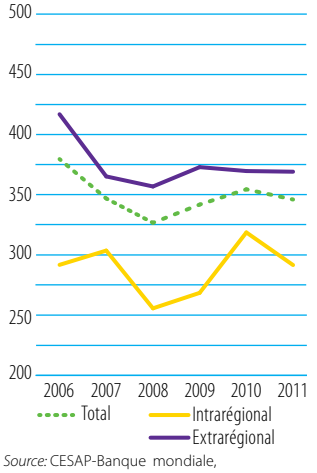
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



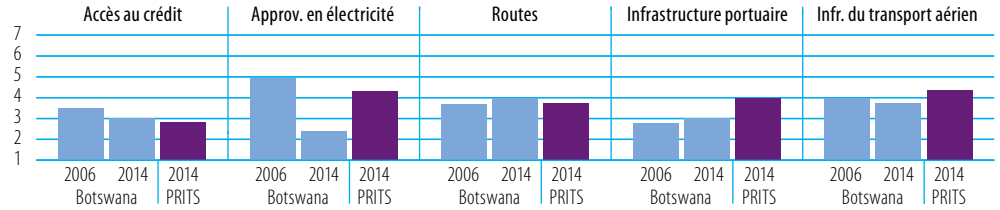
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	86	109
Services commerciaux en % des exportations totales	. . .	4
Services commerciaux en % des importations totales	. . .	7
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	92	95
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	39	52

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

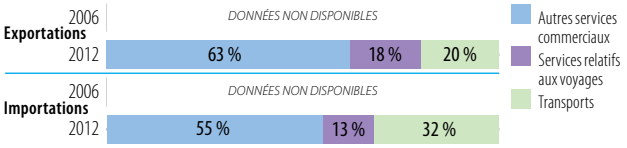
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	–
Exportations	Marchandises	0,312	7,600	+68% ▲	
	Services commerciaux	0,042	0,351		
Importations	Marchandises	0,480	7,570	+189% ▲	
	Services commerciaux	0,058	0,569		

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	...	478
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	...	1 015
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	...	0,691
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	...	0,096
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	63	61
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	77	78
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,532	0,265
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,737	0,441

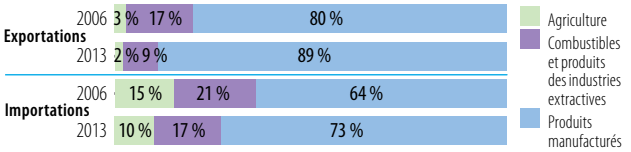
Source: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Royaume-Uni	72	Royaume-Uni	49
Norvège	9	Belgique	13
Afrique du Sud	6	Afrique du Sud	11
Zimbabwe	6	Israël	6
États-Unis	2	Norvège	4

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Afrique du Sud	86	Afrique du Sud	66
Zimbabwe	2	Royaume-Uni	7
Chine	1	Namibie	7
Royaume-Uni	1	Belgique	5
États-Unis	1	Canada	3

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Perles, pierres gemmes	72	Perles, pierres gemmes	82
Minerais de cuivre et leurs concentrés	15	Minerais de nickel et leurs concentrés; mattes de nickel	6
Viande bovine	2	Minerais de cuivre et leurs concentrés	2
Autres vêtements en matières textiles	1	Viande bovine	2
Abrasifs naturels, n.d.a.	1	Abrasifs naturels, n.d.a.	1

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Produits pétroliers	15	Perles, pierres gemmes	27
Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	3	Produits pétroliers	14
Véhicules spéciaux de trans. de marchandises	3	Électricité	3
Médicaments	3	Véhicules spéciaux de trans. de marchandises	3
Minerais de nickel et leurs concentrés; mattes de nickel	2	Véhicules automobiles de transport de passagers (sauf bus)	3

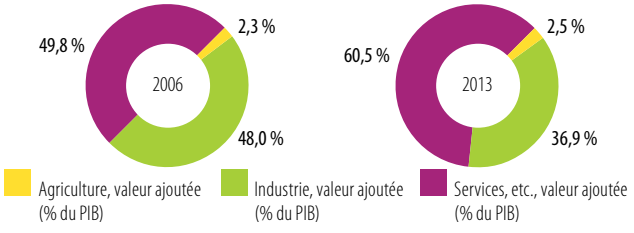
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT

INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	17,6	18,4
Population active féminine (% de la population active totale)	47,3	46,7
APD nette reçue (% du RNB)	0,7	0,5
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2006-2012)	41,5	47,3
Service total de la dette (% des exportations totales)	1,0	2,2
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,61	0,68

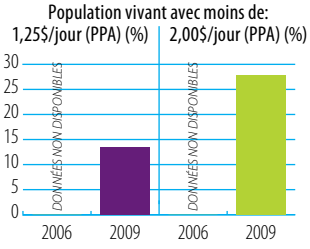
Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE

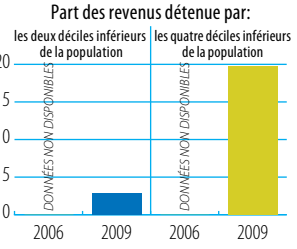


Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

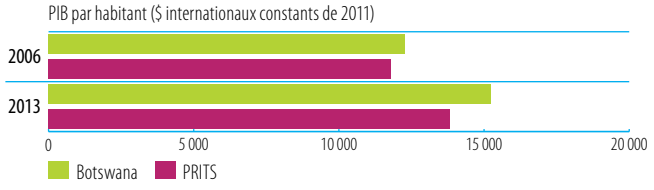


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933241741

BURKINA FASO

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Burkina Faso

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	161,0	169,2	374,3	133%
Envois de fonds	83,9	120,3	...	-
Autres apports du secteur public (AASP)	4,2	3,2	2,7	-35%
dont: AASP liés au commerce	0,0	1,5	0,0	-
Aide publique au développement (APD)	1 347,8	1 104,9	1 088,5	-19%
dont: Aide pour le commerce	195,8	257,3	330,5	69%

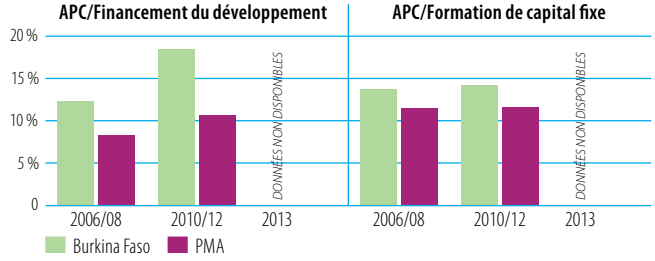
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Infrastructure de réseau (électricité, eau, télécom.)	2	Facilitation des échanges	3	Infrastructure des transports

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



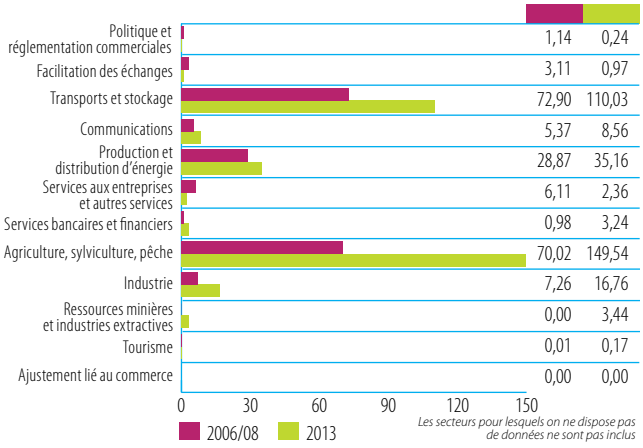
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
Institutions de l'UE	62,0	32	États-Unis	109,7	33
IDA	48,3	25	IDA	79,0	24
France	35,6	18	Institutions de l'UE	33,5	10
FAD (Fonds africain de développement)	12,6	6	FAD (Fonds africain de développement)	25,4	8
Danemark	8,3	4	Allemagne	11,0	3

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

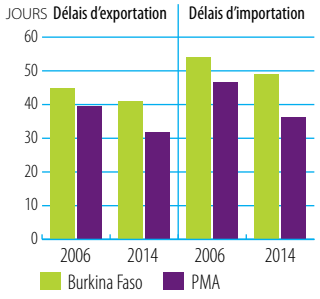


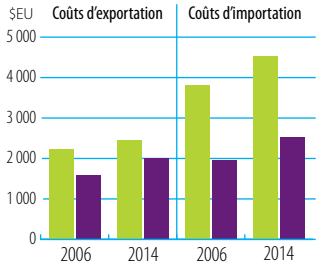
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DU COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	12,0	11,9
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	12	10,4
Exportations: moyenne pondérée appliquée	26,8	1,3
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	25,2	53,6
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	9,0
Abonnements tél. fixe à large bande	0,0	0,1
Personnes physiques utilisant Internet	0,6	4,4

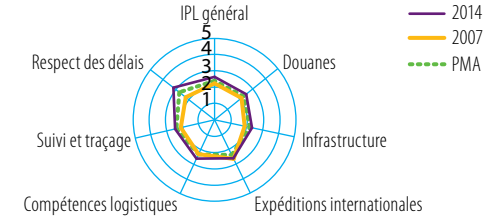
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





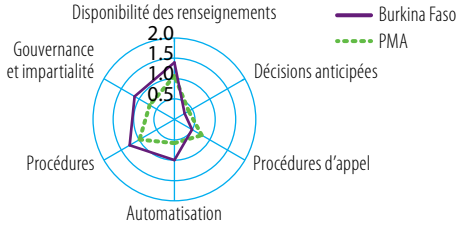
Source: Banque mondiale, *Doing Business.*

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



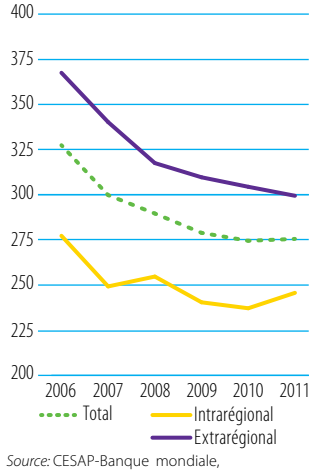
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



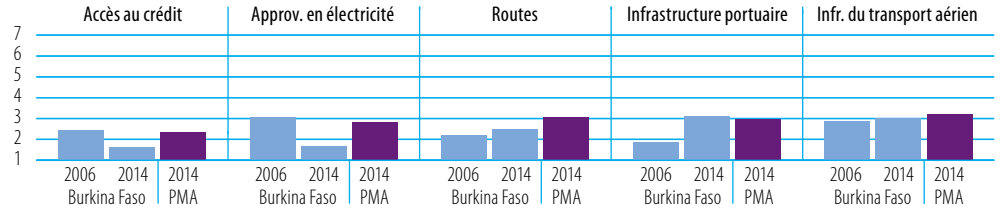
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%, 2006-2012)	36	66
Services commerciaux en % des exportations totales (%, 2006-2012)	9	13
Services commerciaux en % des importations totales (%, 2006-2012)	24	30
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises, 2007-2013)	92	85
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises, 2007-2013)	39	38

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

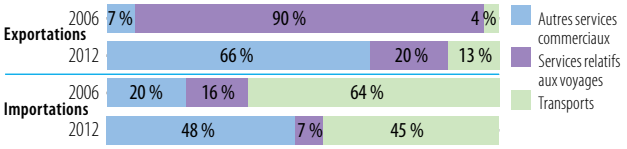
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2012	2013	+	–
Exportations	Marchandises	0,607		2,833	**+367%**	▲
	Services commerciaux	0,059	0,413		**+603%**	▲
Importations	Marchandises	1,094		3,000	**+174%**	▲
	Services commerciaux	0,346	1,160		**+235%**	▲

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres; 2007-2013)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	193	263
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	724	792
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,462	0,353
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,049	0,068
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	50	75
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	101	108
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,114	0,280
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,067	0,041

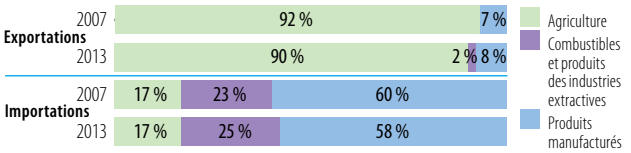
Source: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2007	%	2013	%
Suisse	28	Suisse	52
France	14	Mali	7
Belgique	10	Afrique du Sud	5
Ghana	9	Chine	5
Singapour	7	Singapour	5

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2007	%	2013	%
Côte d'Ivoire	17	Chine	10
France	15	Côte d'Ivoire	9
Chine	8	France	9
États-Unis	7	Pays-Bas	9
Inde	6	États-Unis	6

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2007	%	2013	%
Coton	67	Or à usage non monétaire (sauf minerais)	56
Graines oléagineuses (huiles végétales fixes, autres)	8	Coton	17
Graines oléagineuses (huiles végétales fixes douces)	6	Produits pétroliers	9
Animaux vivants	2	Graines oléagineuses (huiles végétales fixes douces)	6
Tabacs fabriqués	2	Fruits (sauf huiles de fruits à coques)	2

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2007	%	2013	%
Produits pétroliers	20	Produits pétroliers	25
Riz	4	Équipements d'ingénierie civile	4
Médicaments	4	Médicaments	4
Chaux, ciment, matériaux de construction	4	Engrais, autres que les engrais bruts fertilizer, except crude fertilizers	3
Engrais, autres que les engrais bruts fertilizer, except crude fertilizers	3	Chaux, ciment, matériaux de construction	3

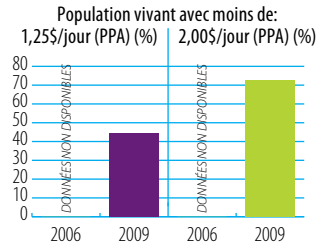
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT

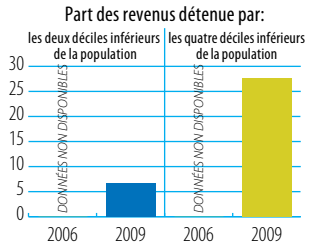
INDICATEUR	2005	2006	2012	2013
Chômage (% de la population active totale)		2,3		3,1
Population active féminine (% de la population active totale)		47,8		47,5
APD nette reçue (% du RNB)		15,4		10,8
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)		17,5	16,6	
Service total de la dette (% des exportations totales)		6,1	2,0	
Indice du développement humain (de 0 à 1)	0,32			0,39

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

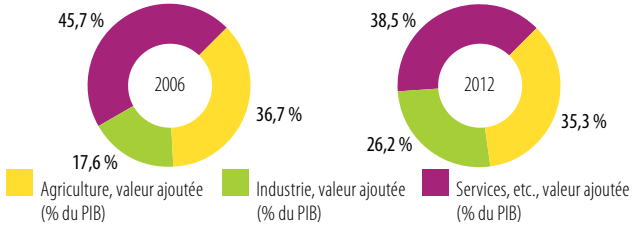


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



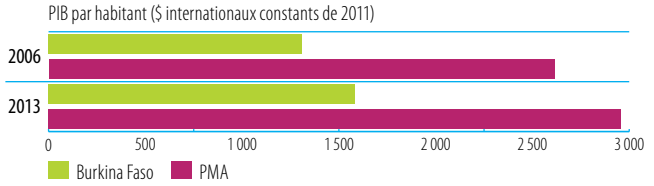
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933241753

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Cambodge

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	721,9	1 014,5	1 396,0	93%
Envois de fonds	185,8	161,7	176,0	-5%
Autres apports du secteur public (AASP)	10,2	30,6	118,0	1062%
dont: AASP liés au commerce	5,2	28,4	99,1	1799%
Aide publique au développement (APD)	574,4	828,3	862,2	50%
dont: Aide pour le commerce	121,7	245,6	285,7	135%

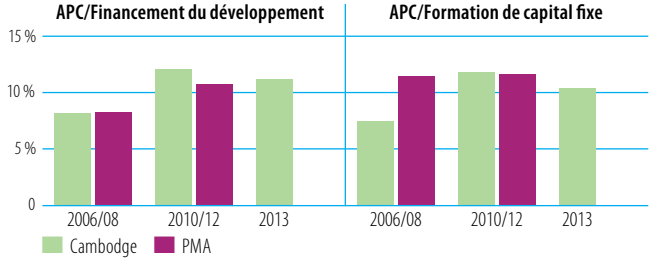
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Facilitation des échanges	2	Diversification des exportations	3	Compétitivité

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



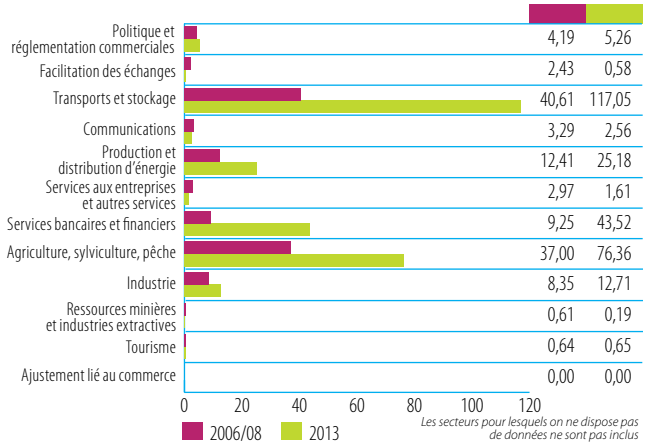
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
Japon	50,7	42	BAsD, fonds spéciaux	81,2	28
République de Corée	11,8	10	Japon	70,2	25
Allemagne	9,6	8	République de Corée	27,8	10
Australie	9,5	8	Australie	24,4	9
IDA	7,9	7	Norvège	21,9	8

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

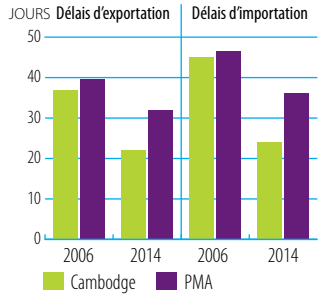


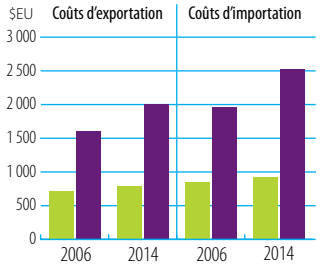
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DU COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%, 2006-2012)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	14,3	10,9
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	11	8,9
Exportations: moyenne pondérée appliquée	10,6	6,7
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	35,0	60,6
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	9,6
Abonnements tél. fixe à large bande	0,0	0,2
Personnes physiques utilisant Internet	0,5	6,0

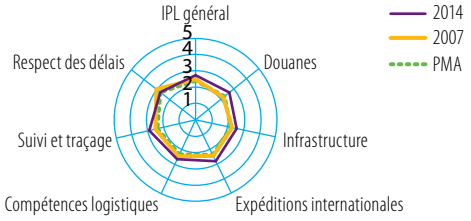
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





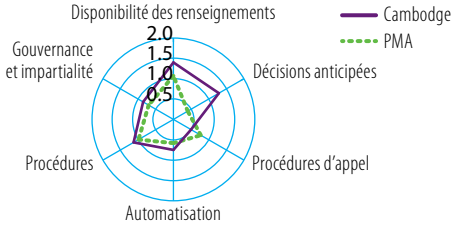
Source: Banque mondiale, *Doing Business.*

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



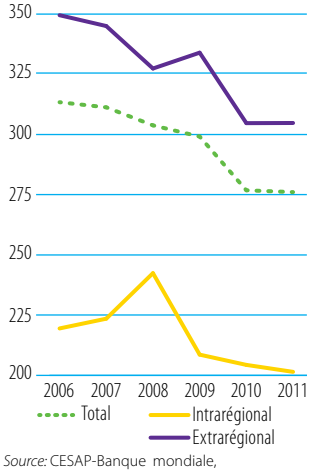
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



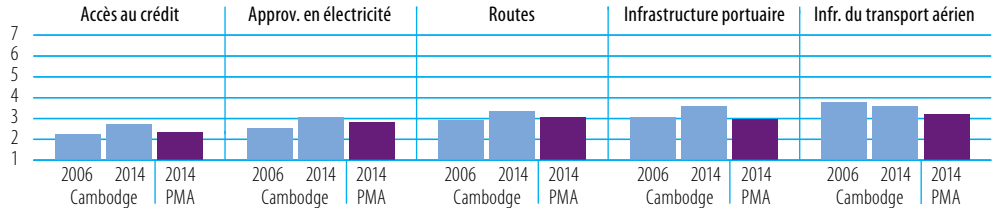
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	144	136
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	25	28
Services commerciaux en % des importations totales (%)	14	16
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	22	32
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	62	63

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

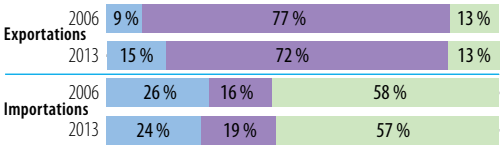
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2006	+	–
Exportations	Marchandises	3,692	3,692	**+89%**	▲
	Services commerciaux	1,244	1,244	**+117%**	▲
Importations	Marchandises	4,771	4,771	**+96%**	▲
	Services commerciaux	0,760	0,760	**+129%**	▲

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	238	352
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	759	826
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,139	0,105
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,059	0,044
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	101	127
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	86	108
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,312	0,105
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,122	0,169

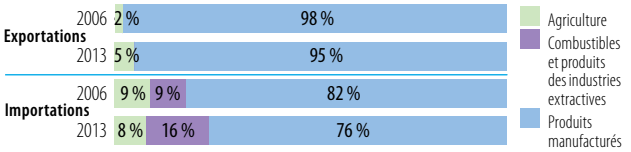
Source: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
États-Unis	53	États-Unis	24
Hong Kong, Chine	15	Hong Kong, Chine	17
Allemagne	7	Singapour	9
Royaume-Uni	4	Royaume-Uni	8
Singapour	4	Allemagne	7

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Hong Kong, Chine	18	Chine	33
Chine	18	États-Unis	12
Thaïlande	14	Thaïlande	12
Autres pays d'Asie, n.d.a.	13	Viet Nam	11
Viet Nam	9	Hong Kong, Chine	7

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Autres vêtements en matières textiles, n.d.a.	28	Imprimés	24
Vêtements pour femmes ou fillettes, en bonneterie	26	Autres vêtements en matières textiles, n.d.a.	22
Imprimés	18	Vêtements pour femmes ou fillettes, en bonneterie	18
Vêtements pour hommes ou garçonnets, en bonneterie	16	Vêtements pour hommes ou garçonnets, en bonneterie	12
Vêtements pour femmes ou fillettes, autres qu'en bonneterie	2	Bicyclettes, motocyclettes, etc.	4

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Étoffes de bonneterie, n.d.a.	19	Étoffes de bonneterie, n.d.a.	17
Tissus de fibres synthétiques	13	Imprimés	11
Produits pétroliers	7	Produits pétroliers	10
Bicyclettes, motocyclettes, etc.	4	Tissus de fibres synthétiques	7
Tabacs fabriqués	3	Véhicules de trans. de passagers (sauf bus)	2

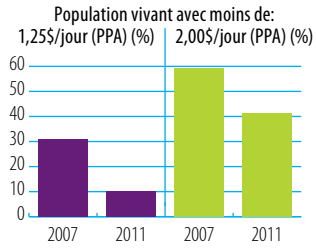
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT

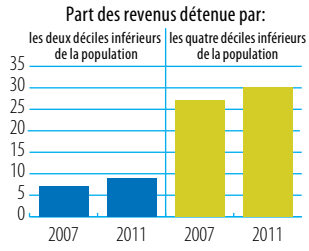
INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	0,8	0,3
Population active féminine (% de la population active totale)	50,1	49,9
APD nette reçue (% du RNB)	7,6	6,0
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	25,2	...
Service total de la dette (% des exportations totales)	0,6	1,5
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,54	0,58

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

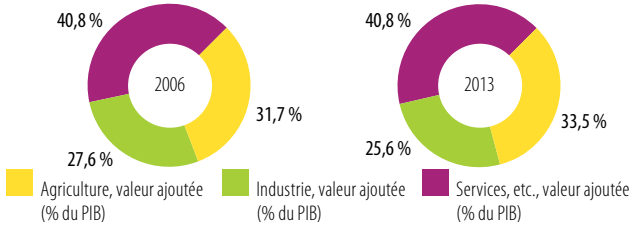


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



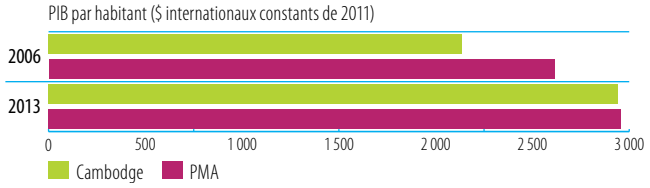
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933241764

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Cameroun

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	89,8	572,0	572,0	537%
Envois de fonds	153,1	181,5	...	-
Autres apports du secteur public (AASP)	32,4	49,3	34,0	5%
dont: AASP liés au commerce	17,4	48,4	32,4	86%
Aide publique au développement (APD)	2 210,6	676,5	765,6	-65%
dont: Aide pour le commerce	132,0	171,7	291,5	121%

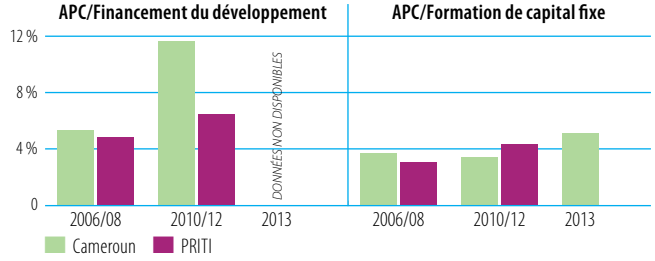
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	...	2	...	3	...

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



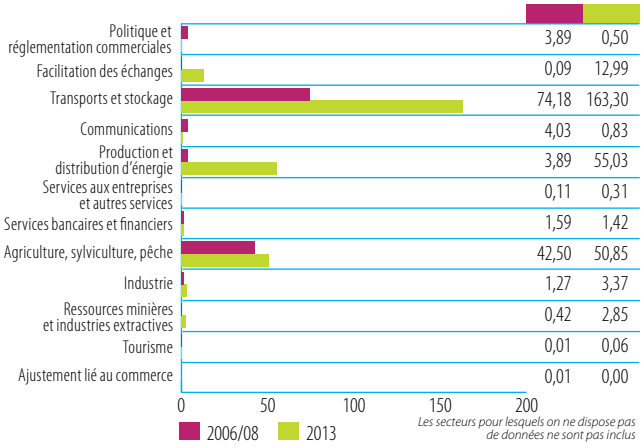
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
Institutions de l'UE	48,2	37	IDA	127,8	44
France	25,0	19	Institutions de l'UE	56,2	19
IDA	22,8	17	France	41,9	14
Allemagne	12,1	9	FAD (Fonds africain de développement)	33,6	12
FAD (Fonds africain de développement)	8,6	6	Japon	11,4	4

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

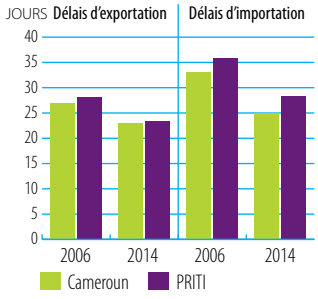


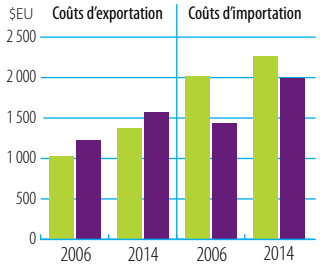
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DU COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%, 2005-2013)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	18,0	18,0
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	0	13,3
Exportations: moyenne pondérée appliquée	5,7	0,1
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	79,6	95,1
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	0,0
Abonnements tél. fixe à large bande	0,0	0,1
Personnes physiques utilisant Internet	2,0	6,4

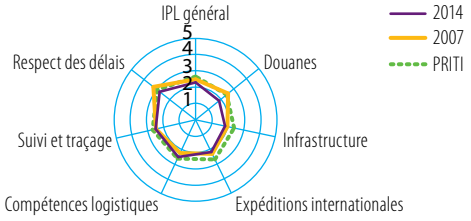
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





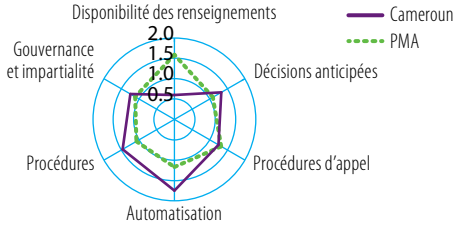
Source: Banque mondiale, *Doing Business.*

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



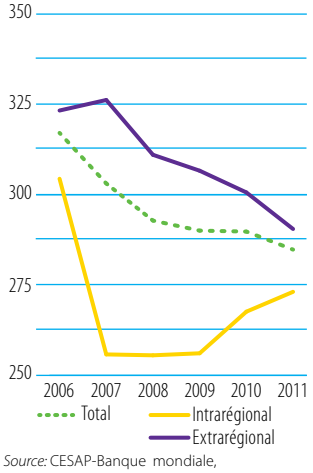
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



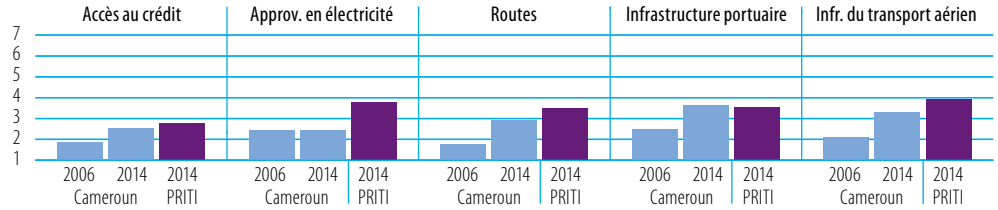
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2012
Ratio du commerce au PIB (%, 2006-2012)	52	58
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	19	21
Services commerciaux en % des importations totales (%)	31	26
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	33	37
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	36	35

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

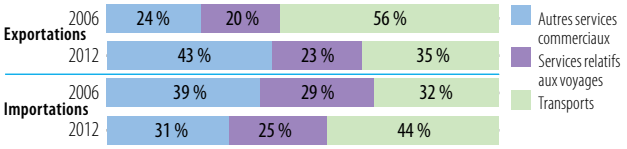
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2012	2013	+	–
Exportations	Marchandises	3,849		5,656	**+47%**	▲
	Services commerciaux	0,900	1,548		**+72%**	▲
Importations	Marchandises	3,179		6,480	**+104%**	▲
	Services commerciaux	1,416	2,067		**+46%**	▲

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres; 2006-2012)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	273	400
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	831	919
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,277	0,215
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,093	0,055
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	95	105
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	105	123
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,144	0,072
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,091	0,063

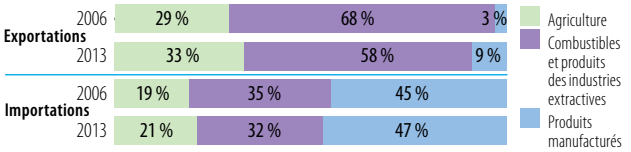
Source: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2012	%
Espagne	26	Chine	15
Italie	23	Portugal	12
France	11	Pays-Bas	11
États-Unis	6	Espagne	11
Pays-Bas	6	France	9

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2012	%
Nigéria	23	Nigéria	18
France	17	France	12
Chine	6	Chine	10
Belgique	4	Pays-Bas	4
Guinée équatoriale	3	Inde	4

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2012	%
Huiles brutes de pétrole	50	Huiles brutes de pétrole	43
Produits pétroliers	12	Produits pétroliers	12
Bois simplement travaillés	10	Cacao	11
Cacao	7	Bois simplement travaillés	7
Aluminium	5	Coton	3

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2012	%
Huiles brutes de pétrole	29	Huiles brutes de pétrole	20
Riz	4	Produits pétroliers	9
Froment et méteil non moulus	3	Riz	5
Médicaments	3	Poissons frais, réfrigérés ou congelés	4
Poissons frais, réfrigérés ou congelés	2	Froment et méteil non moulus	3

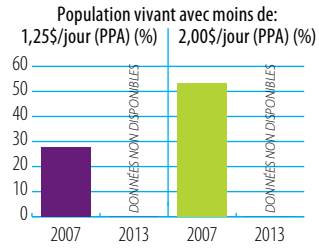
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT

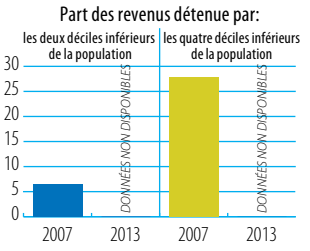
INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	3,8	4,0
Population active féminine (% de la population active totale)	45,4	45,7
APD nette reçue (% du RNB)	9,7	2,3
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	...	...
Service total de la dette (% des exportations totales)	10,1	2,6
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,46	0,50

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

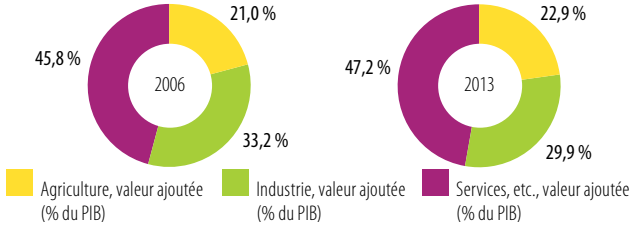


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



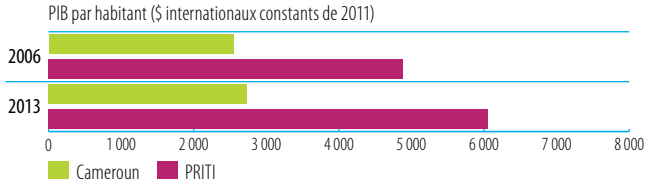
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933241775

COLOMBIE

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour la Colombie

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	8 767,0	11 893,5	16 771,7	91%
Envois de fonds	4 395,4	4 050,3	41 19,5	-6%
Autres apports du secteur public (AASP)	814,2	1 326,0	1 868,4	129%
dont: AASP liés au commerce	314,1	346,0	463,3	48%
Aide publique au développement (APD)	918,7	940,9	897,2	-2%
dont: Aide pour le commerce	123,7	177,7	178,2	44%

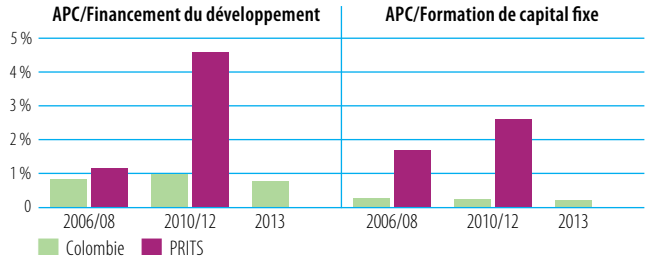
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Compétitivité	2	Politique commerciale	3	Facilitation des échanges

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



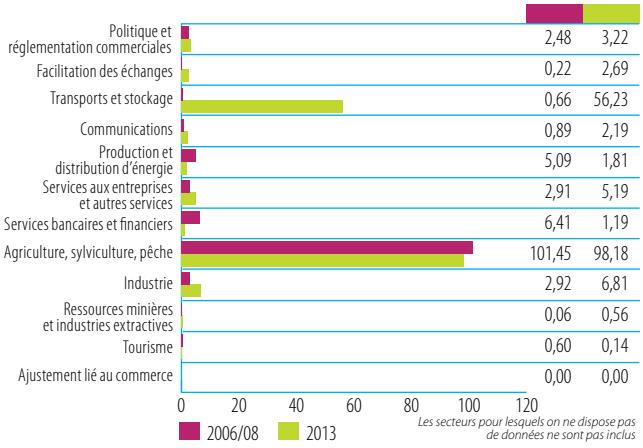
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
États-Unis	89,3	72	États-Unis	81,4	46
Espagne	11,6	9	France	48,5	27
Pays-Bas	7,3	6	FODI	6,4	4
Institutions de l'UE	3,4	3	Allemagne	5,9	3
France	3,3	3	Canada	5,5	3

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

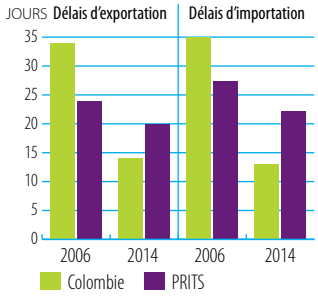


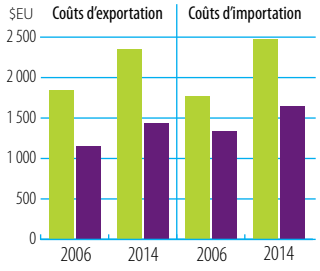
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DU COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	12,5	8,8
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	11	9,2
Exportations: moyenne pondérée appliquée	5,7	0,3
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	91,0	57,9
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	25,0
Abonnements tél. fixe à large bande	1,4	9,3
Personnes physiques utilisant Internet	15,3	51,7

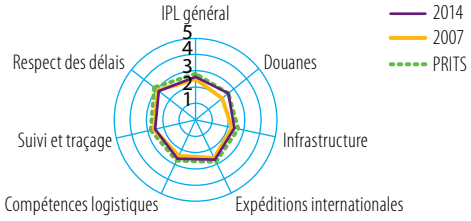
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





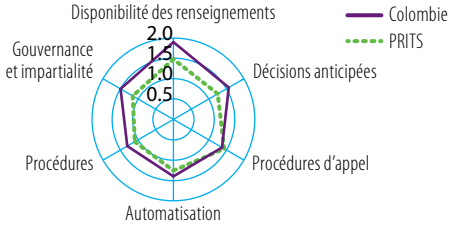
Source: Banque mondiale, *Doing Business.*

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



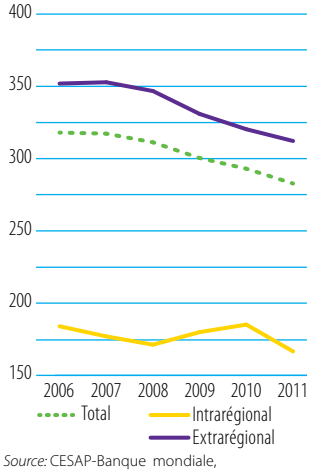
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



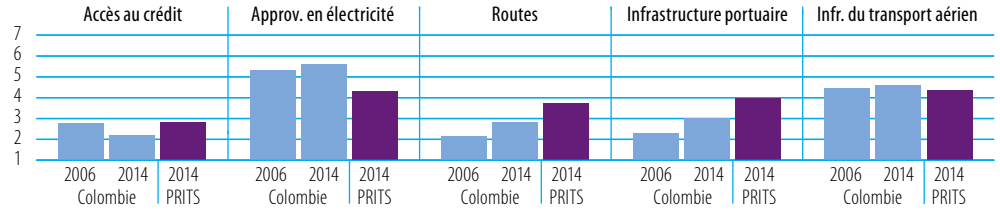
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	36	35
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	12	9
Services commerciaux en % des importations totales (%)	18	16
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	34	19
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	53	43

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

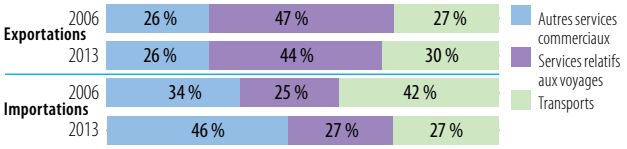
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	–
Exportations	Marchandises	25,181	59,992	**+138%**	▲
	Services commerciaux	3,301	5,675	**+72%**	▲
Importations	Marchandises	24,859	57,160	**+130%**	▲
	Services commerciaux	5,428	11,113	**+105%**	▲

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	946	970
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	1 143	1 151
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,063	0,241
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,010	0,019
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	157	162
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	151	163
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,191	0,124
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,100	0,124

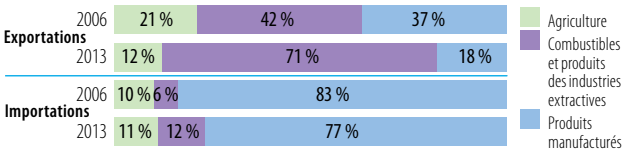
Source: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
États-Unis	41	États-Unis	32
République bolivarienne du Venezuela	11	Chine	9
Équateur	5	Panama	5
Pérou	3	Inde	5
République dominicaine	2	Espagne	5

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
États-Unis	27	États-Unis	28
Mexique	9	China	17
Chine	8	Mexique	9
Brésil	7	Brésil	4
République bolivarienne du Venezuela	6	Allemagne	4

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Huiles brutes de pétrole	19	Huiles brutes de pétrole	47
Houilles non agglomérées	12	Houilles non agglomérées	11
Produits pétroliers	7	Produits pétroliers	7
Café, succédané du café	7	Or à usage non monétaire (sauf minerais)	4
Fontes brutes et fontes Spiegel	5	Café, succédané du café	4

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	6	Produits pétroliers	11
Véhicules de trans. de passagers (sauf bus)	5	Véhicules de trans. de passagers (sauf bus)	5
Véhicules spéc. de trans. de marchandises	3	Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	4
Hydrocarbures et leurs dérivés, n.d.a.	3	Aéronefs et matériel connexe	4
Matériel de traitement de l'information	3	Matériel de traitement de l'information	3

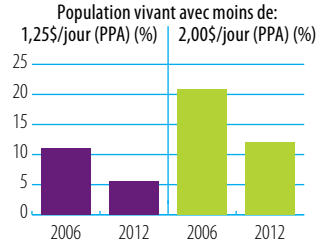
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT

INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	11,7	10,5
Population active féminine (% de la population active totale)	41,1	42,7
APD nette reçue (% du RNB)	0,6	0,2
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2008-2012)	7,3	4,0
Service total de la dette (% des exportations totales)	33,3	14,1
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,68	0,71

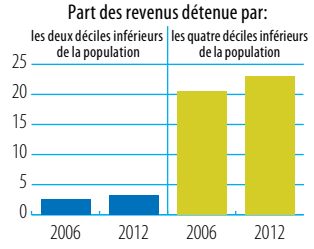
Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

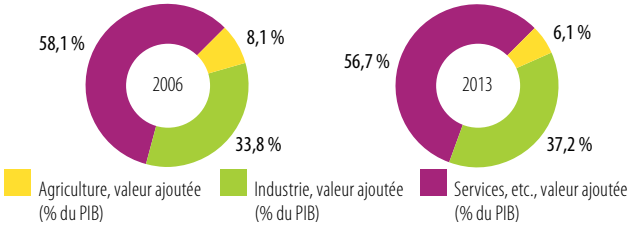


Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

INDICATEURS D'INÉGALITÉ

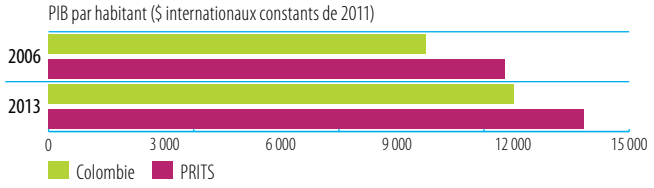


STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933241814

COMORES

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour les Comores

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	4,4	13,9	13,9	218%
Envois de fonds	79,3	101,8	...	-
Autres apports du secteur public (AASP)	0,0	0,9	0,0	-
dont: AASP liés au commerce	0,0	0,9	0,0	-
Aide publique au développement (APD)	40,0	80,8	178,1	345%
dont: Aide pour le commerce	3,8	7,4	12,4	224%

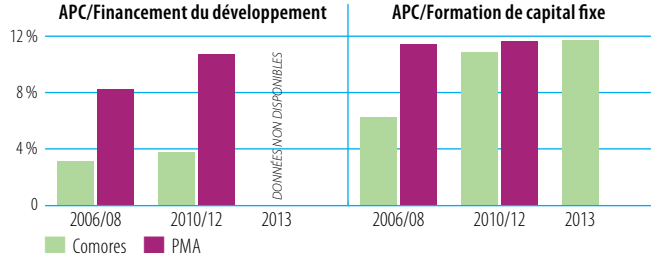
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Accession à l'OMC	**2**	Compétitivité	**3**	Facilitation des échanges

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC DANS LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET LA FORMATION



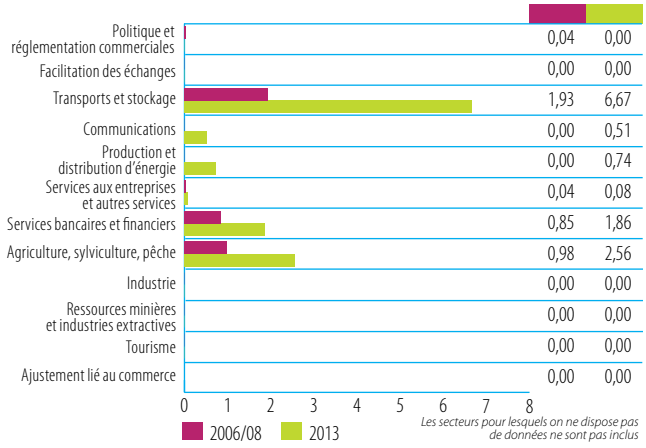
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
France	2,0	52	Institutions de l'UE	6,9	56
Institutions de l'UE	0,9	22	France	2,3	19
IDA	0,5	14	IDA	1,8	15
Fonds pour l'environnement mondial	0,2	6	Japon	1,2	9
Belgique	0,1	3	États-Unis	0,1	1

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

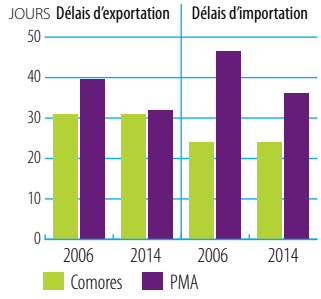


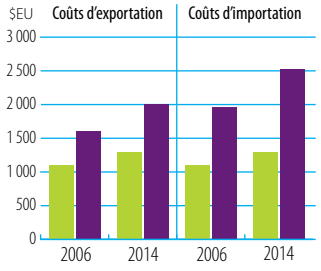
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DU COMMERCE

INDICATEURS	2006	2012	2013
Droits de douane (%)			
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	28,9		15,3
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...		...
Exportations: moyenne pondérée appliquée	0,6		2,2
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	82,5		88,6
Connectivité à Internet (% de la population)			
Abonnements tél. mobile à large bande	...	0,0	
Abonnements tél. fixe à large bande	0,0		0,2
Personnes physiques utilisant Internet	2,2		6,5

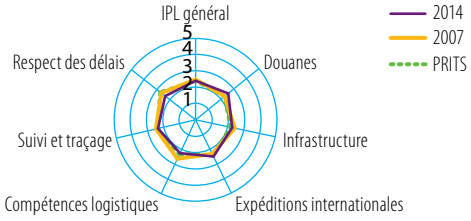
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





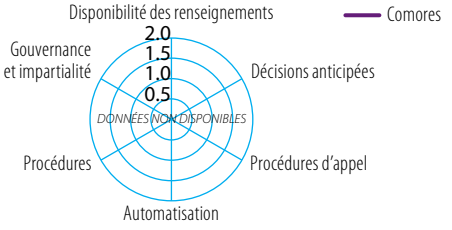
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



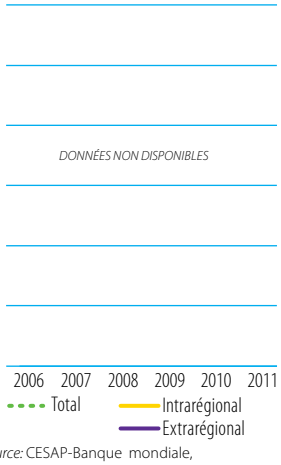
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



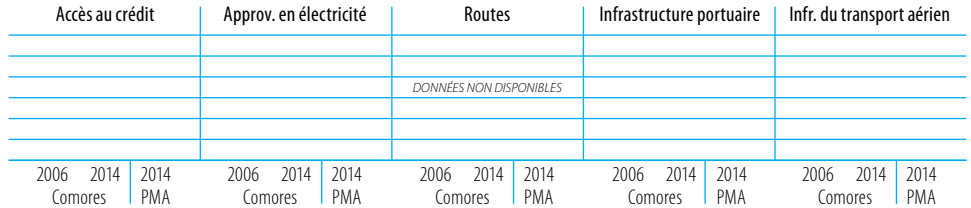
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%, 2006-2012)	52	67
Services commerciaux en % des exportations totales (%, 2006-2012)	76	75
Services commerciaux en % des importations totales (%, 2006-2012)	35	32
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	...	...
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	...	...

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

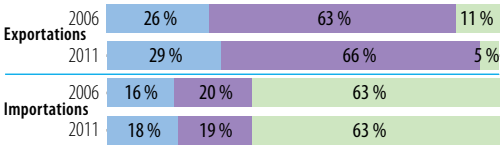
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2012	2013	+	–
Exportations	Marchandises	0,013		0,020	**+47%** ▲	
	Services commerciaux	0,043	0,058		**+37%** ▲	
Importations	Marchandises	0,101		0,227	**+125%** ▲	
	Services commerciaux	0,054	0,105		**+94%** ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	...	...
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	...	...
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	...	...
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	...	...
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	9	...
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	44	...
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,258	...
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,142	...

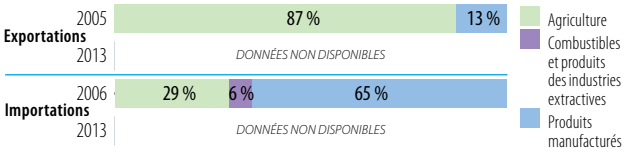
Source: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
France	53		
Inde	17		
Allemagne	11	DONNÉES NON DISPONIBLES	
Émirats arabes unis	7		
Singapour	7		

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Émirats arabes unis	31		
France	21		
Afrique du Sud	9	DONNÉES NON DISPONIBLES	
Inde	6		
Chine	5		

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Épices	86		
Huiles essentiels, parfums, arômes	8		
Parties de tracteurs ou de véhicules automobiles	3	DONNÉES NON DISPONIBLES	
Autres vêtements en matières textiles, n.d.a.	1		
Transactions spéciales non classées	0		

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Remorques, semi-remorques, etc.	14		
Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	7		
Chaux, ciment, matériaux de construction	7	DONNÉES NON DISPONIBLES	
Riz	6		
Produits pétroliers	6		

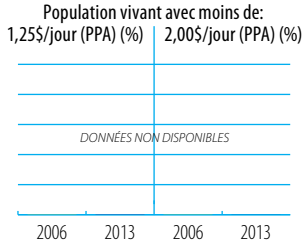
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT

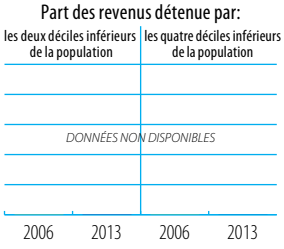
INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	6,7	6,5
Population active féminine (% de la population active totale)	29,3	30,6
APD nette reçue (% du RNB)	7,9	12,1
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	...	...
Service total de la dette (% des exportations totales, 2006-2012)	5,9	12,8
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,46	0,49

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

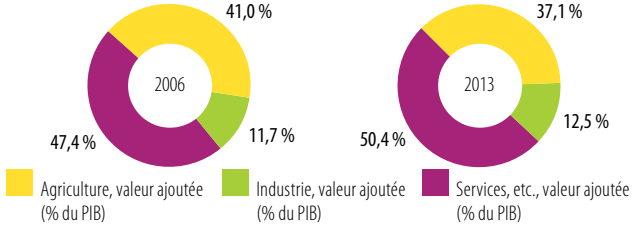


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



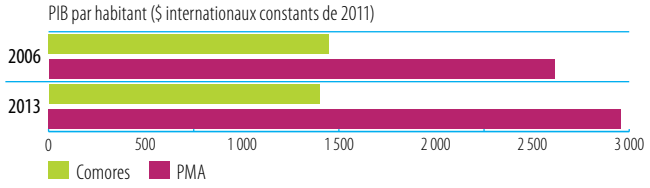
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933241823

COSTA RICA

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Costa Rica

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	1 814,5	1 991,3	2 652,0	46%
Envois de fonds	578,6	537,8	596,4	3%
Autres apports du secteur public (AASP)	22,6	357,9	237,1	950%
dont: AASP liés au commerce	20,2	216,9	201,4	899%
Aide publique au développement (APD)	95,5	101,1	75,1	-21%
dont: Aide pour le commerce	41,5	37,0	16,0	-61%

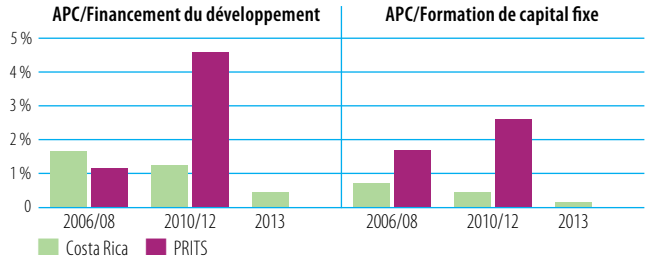
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Facilitation des échanges	2	Intégration régionale	3	Politique commerciale

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



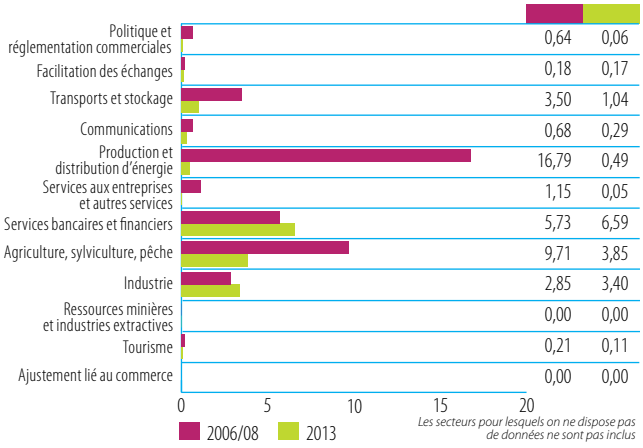
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
Japon	19,0	46	Norvège	7,0	44
Allemagne	9,9	24	Institutions de l'UE	3,2	20
France	7,0	17	France	2,0	12
Institutions de l'UE	1,8	4	Fonds spécial de la BID	1,8	11
Espagne	1,2	3	Japon	0,8	5

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

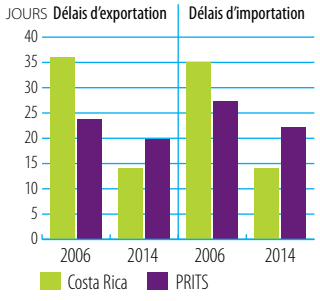


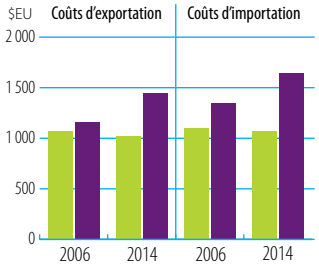
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEUR	2006	2013
Droits de douane (%, 2005-2013)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	5,9	5,6
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	4	4,2
Exportations: moyenne pondérée appliquée	7,3	0,1
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	86,7	99,6
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	72,7
Abonnements tél. fixe à large bande	1,9	9,7
Personnes physiques utilisant Internet	25,1	46,0

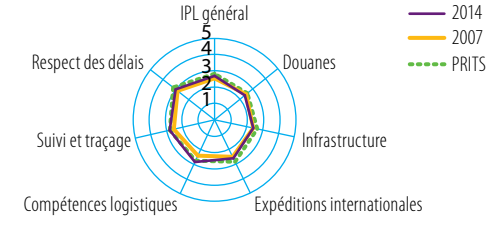
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





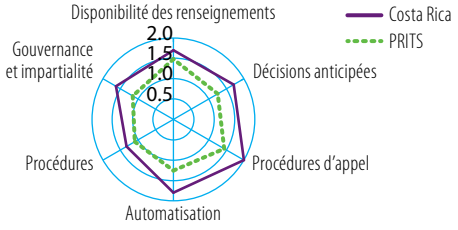
Source: Banque mondiale, *Doing Business.*

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



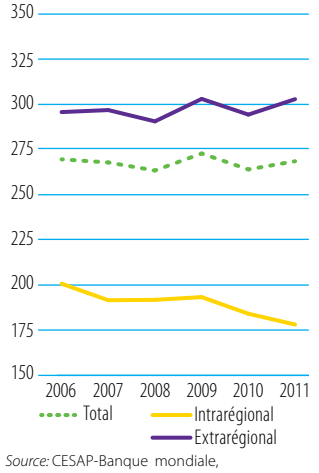
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



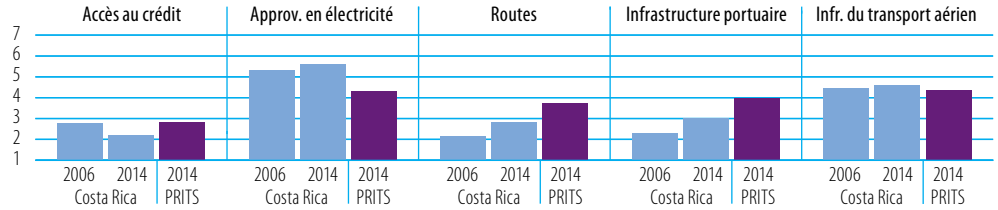
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	104	74
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	27	34
Services commerciaux en % des importations totales (%)	13	10
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	59	55
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	59	49

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

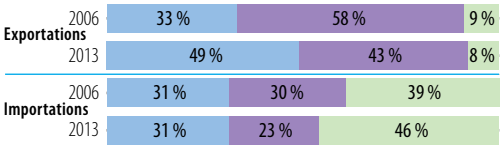
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	-
Exportations	Marchandises	8,102	11,506	**+42%** ▲	
	Services commerciaux	2,933	5,952	**+103%** ▲	
Importations	Marchandises	10,829	17,161	**+58%** ▲	
	Services commerciaux	1,617	1,949	**+21%** ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	736	819
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	1 042	1 078
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,056	0,067
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,039	0,028
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	110	144
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	126	140
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,200	0,164
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,175	0,266

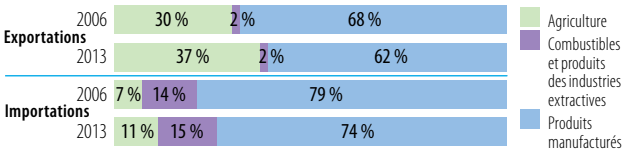
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
États-Unis	42	États-Unis	38
Chine	8	Pays-Bas	7
Hong Kong, Chine	7	Hong Kong, Chine	6
Pays-Bas	7	Panama	5
Panama	3	Nicaragua	4

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
États-Unis	40	États-Unis	50
Japon	5	Chine	10
République bolivarienne du Venezuela	5	Mexique	6
Mexique	5	Japon	3
Chine	5	Guatemala	2

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Transistors, valves, etc.	17	Transistors, valves, etc.	21
Fruits, à l'exception des fruits oléagineux	16	Fruits, à l'exception des fruits oléagineux	15
Parties de machines et appareils de bureau	9	Instruments médicaux, n.d.a.	10
Instruments médicaux, n.d.a.	8	Produits et prép. alimentaires, n.d.a.	4
Café et succédané du café	3	Café et succédané du café	3

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Transistors, valves, etc.	17	Produits pétroliers	12
Produits pétroliers	9	Transistors, valves, etc.	10
Interrupteurs, commutateurs, etc. pour circuits électriques	4	Interrupteurs, commutateurs, etc. pour circuits électriques	4
Médicaments	3	Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	3
Papiers et cartons	3	Véhicules de trans. de passagers (sauf bus)	3

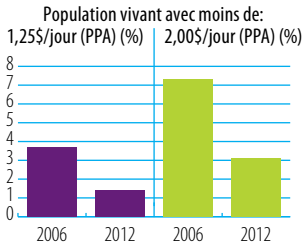
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT

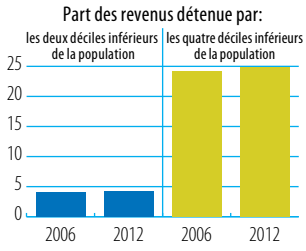
INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	5,9	7,6
Population active féminine (% de la population active totale)	34,8	36,5
APD nette reçue (% du RNB)	0,1	0,1
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2008-2012)	6,3	4,8
Service total de la dette (% des exportations totales)	9,2	22,3
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,72	0,76

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

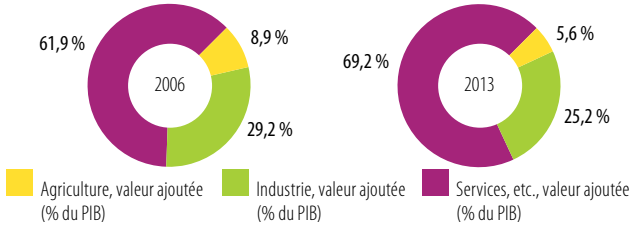


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



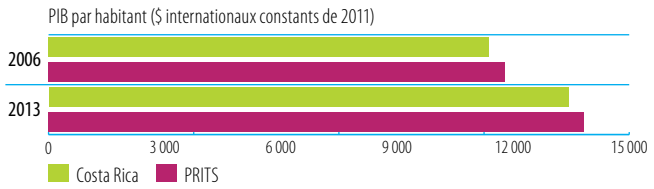
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933241848

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour la Côte d'Ivoire

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	397,3	320,9	371,0	-7%
Envois de fonds	183,5	373,5	...	-
Autres apports du secteur public (AASP)	86,9	19,2	50,4	-42%
dont: AASP liés au commerce	1,7	4,6	41,2	2371%
Aide publique au développement (APD)	479,5	2 396,4	2 090,5	336%
dont: Aide pour le commerce	96,0	132,1	110,3	15%

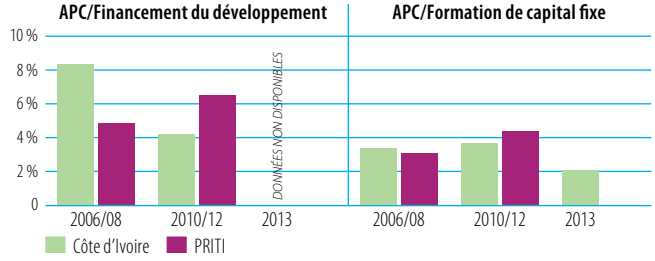
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Politique commerciale	2	Facilitation des échanges	3	Diversification des exportations

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



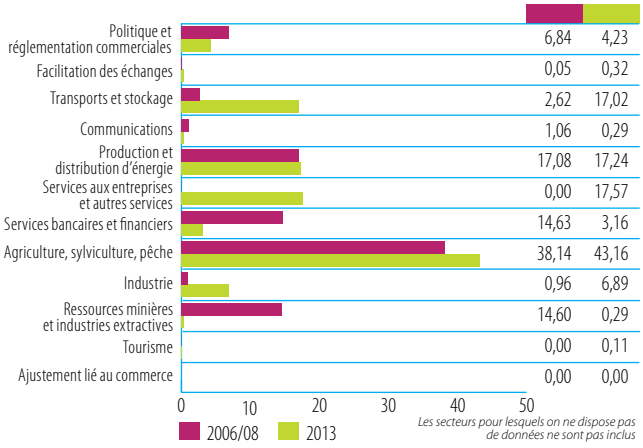
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
IDA	76,2	79	IDA	62,1	56
Institutions de l'UE	12,2	13	Institutions de l'UE	24,5	22
France	3,8	4	FAD (Fonds africain de développement)	5,1	5
Belgique	1,1	1	FODI	3,8	3
Japon	0,7	1	Allemagne	3,7	3

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

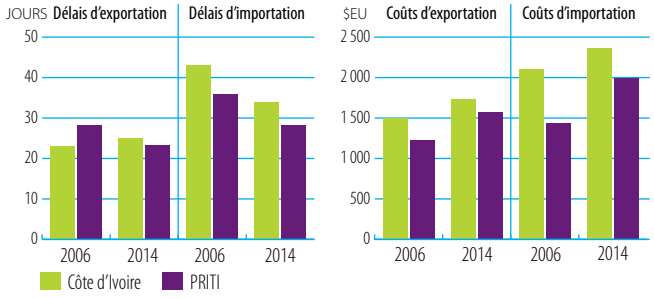


Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DU COMMERCE

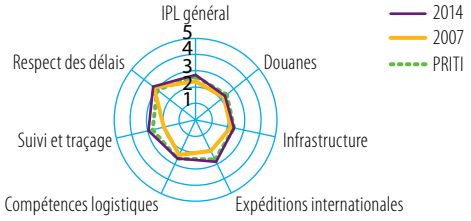
INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	12,0	11,9
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...	7,1
Exportations: moyenne pondérée appliquée	3,5	0,2
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	87,0	97,0
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	...
Abonnements tél. fixe à large bande	0,1	0,3
Personnes physiques utilisant Internet	1,5	2,6

Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.



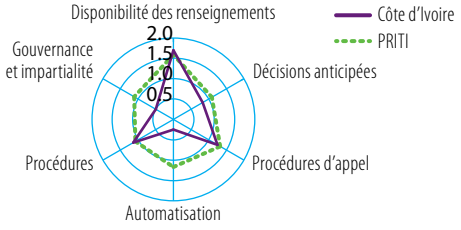
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



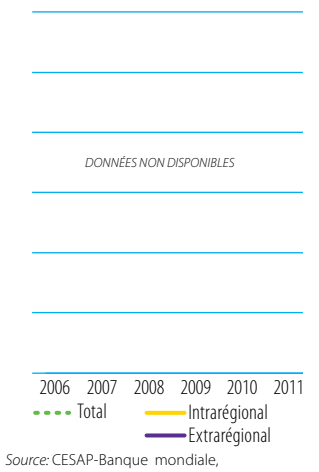
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



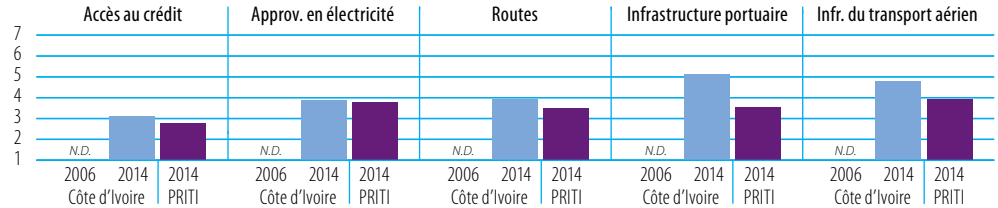
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%, 2006-2012)	96	90
Services commerciaux en % des exportations totales (%, 2006-2012)	8	7
Services commerciaux en % des importations totales (%, 2006-2012)	28	25
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	42	50
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	28	26

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

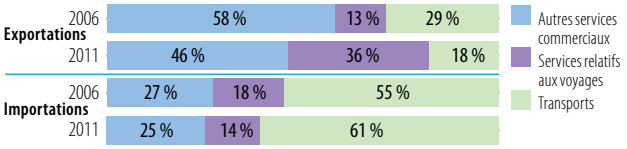
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2012	2013	+	–
Exportations	Marchandises	8,477		12,372	**+46%** ▲	
	Services commerciaux	0,706	0,841		**+19%** ▲	
Importations	Marchandises	5,368		10,157	**+89%** ▲	
	Services commerciaux	2,087	2,620		**+26%** ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	465	552
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	905	958
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,103	0,087
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,101	0,105
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	128	136
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	122	142
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,063	0,051
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,144	0,093

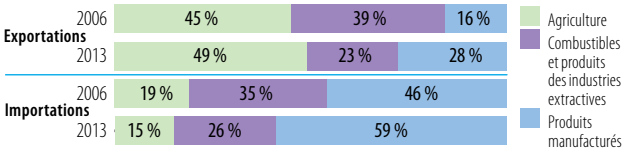
Source: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
France	18	Ghana	15
Pays-Bas	10	Pays-Bas	8
États-Unis	9	Nigéria	7
Nigéria	7	France	7
Allemagne	4	Allemagne	6

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Nigéria	28	Nigéria	23
France	26	Bahamas	12
Chine	4	Chine	11
République bolivarienne du Venezuela	3	France	10
Allemagne	3	Angola	5

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Cacao	24	Cacao	26
Produits pétroliers	20	Produits pétroliers	15
Huiles brutes de pétrole	16	Bateaux, navires et engins flottants	14
Armes et munitions	4	Huiles brutes de pétrole	8
Caoutchouc naturel, etc.	4	Caoutchouc naturel, etc.	6

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Huiles brutes de pétrole	30	Huiles brutes de pétrole	23
Armes et munitions	5	Bateaux, navires et engins flottants	22
Riz	5	Riz	4
Poissons frais, réfrigérés ou congelés	4	Poissons frais, réfrigérés ou congelés	3
Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	3	Véhicules de trans. de passagers (sauf bus)	2

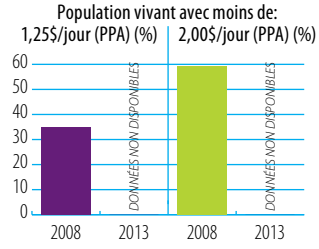
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT

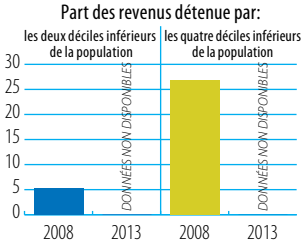
INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	4,1	4,0
Population active féminine (% de la pop. active totale)	36,4	37,8
APD nette reçue (% du RNB)	1,4	10,1
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	...	...
Service total de la dette (% des exportations totales, 2006-2011)	2,8	5,2
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,41	0,45

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

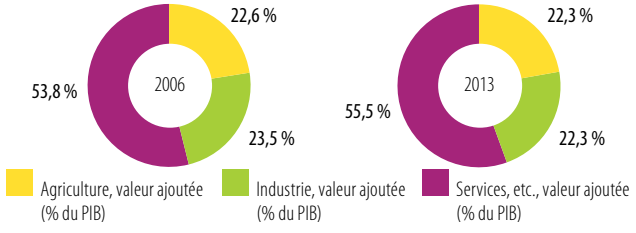


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



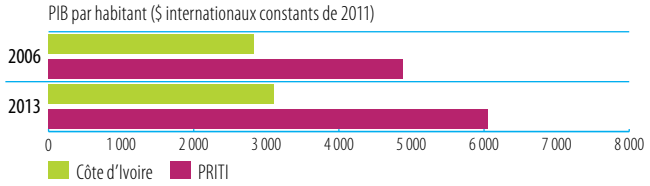
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933241804

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour la Dominique

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	44,5	20,8	17,9	-60%
Envois de fonds	22,4	23,0	23,6	5%
Autres apports du secteur public (AASP)	0,0	0,8	3,3	-
dont: AASP liés au commerce	0,0	0,8	3,3	-
Aide publique au développement (APD)	21,0	28,5	23,5	12%
dont: Aide pour le commerce	9,2	15,3	11,9	29%

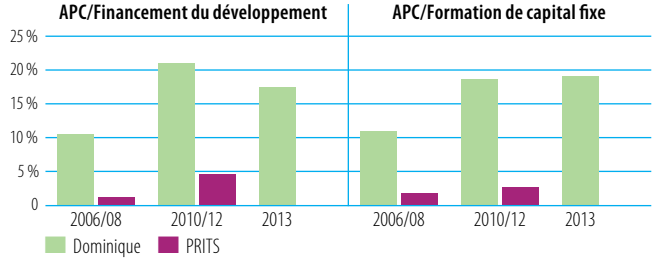
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Intégration régionale	2	Politique commerciale	3	Facilitation des échanges

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



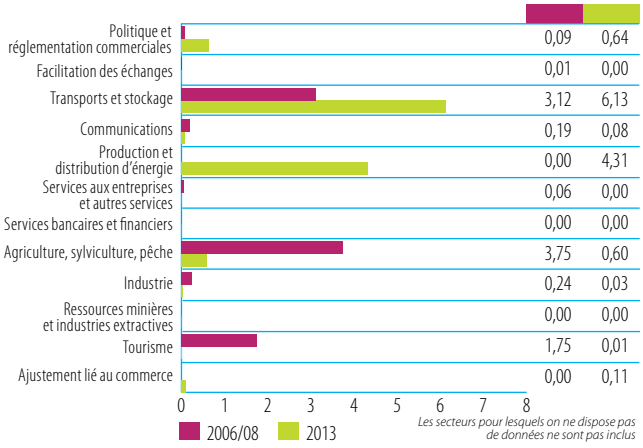
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
Institutions de l'UE	8,6	94	France	8,8	74
Japon	0,3	4	Institutions de l'UE	2,3	20
IDA	0,1	2	IDA	0,6	5
France	0,1	1	Japon	0,1	1
Organisation mondiale du commerce	0,0	0	PNUD	0,0	0

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

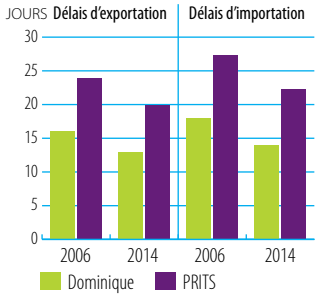


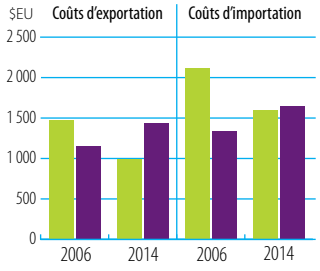
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	9,9	10,3
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...	13,5
Exportations: moyenne pondérée appliquée	16,8	1,7
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	50,0	81,4
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	0,0
Abonnements tél. fixe à large bande	6,1	14,8
Personnes physiques utilisant Internet	39,4	59,0

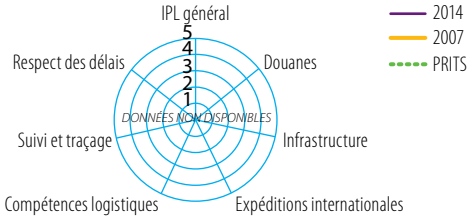
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





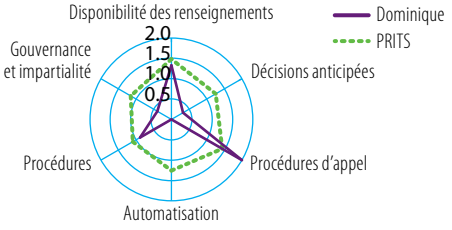
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



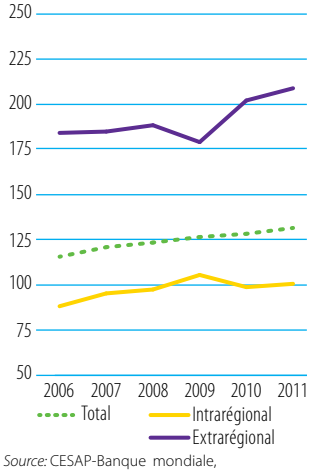
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



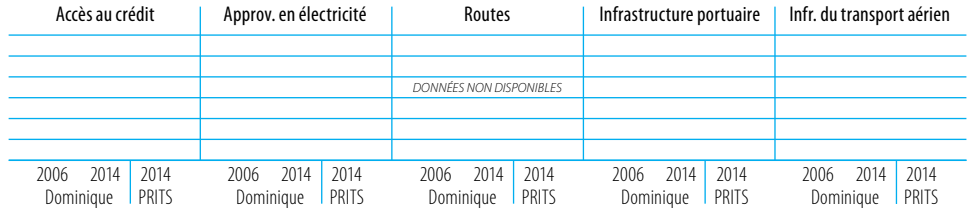
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	89	86
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	69	77
Services commerciaux en % des importations totales (%)	26	27
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises, 2006-2012)	19	32
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises, 2006-2012)	39	35

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

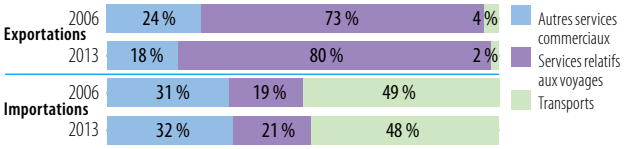
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	-
Exportations	Marchandises	0,044	0,043		-2% ▼
	Services commerciaux	0,099	0,148	+50% ▲	
Importations	Marchandises	0,147	0,178	+21% ▲	
	Services commerciaux	0,050	0,065	+29% ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres); 2006-2012		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	49	79
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	504	517
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,124	0,219
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,025	0,046
Diversification des marchés (2006-2012)		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	25	30
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	63	66
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,072	0,090
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,181	0,193

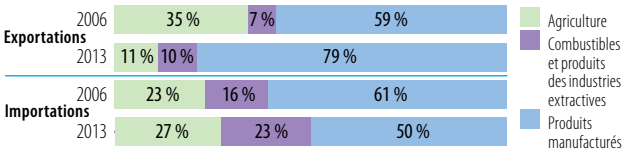
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2012	%
Royaume-Uni	18	Trinité-et-Tobago	19
Jamaïque	15	Jamaïque	16
Antigua-et-Barbuda	13	Saint-Kitts-et-Nevis	14
France	8	Guyana	10
Trinité-et-Tobago	8	France	9

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2012	%
États-Unis	36	États-Unis	37
Trinité-et-Tobago	22	Trinité-et-Tobago	17
Royaume-Uni	6	Royaume-Uni	4
Japon	4	Chine	2
Chine	4	Japon	2

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2012	%
Savons, produits d'entretien, détersifs, etc.	30	Savons, produits d'entretien, détersifs, etc.	45
Fruits, autres que les fruits oléagineux	26	Imprimés	12
Parfums, cosmétiques, etc.	14	Pierres, sables et graviers	9
Pigments, peintures, etc.	7	Fruits, autres que les fruits oléagineux	5
Pierres, sables et graviers	7	Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	4

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2012	%
Produits pétroliers	14	Produits pétroliers	20
Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	3	Autres viandes, abats	3
Papiers et cartons découpés, etc.	3	Produits et préparations alimentaires, n.d.a.	2
Autres viandes, abats	2	Papiers et cartons découpés, etc.	2
Véhicules de transport de passagers (sauf bus)	2	Lait et crème	2

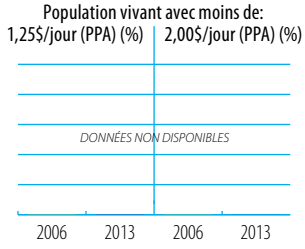
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT

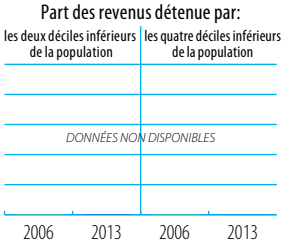
INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	...	...
Population active féminine (% de la population active totale)	...	...
APD nette reçue (% du RNB)	5,1	5,2
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2006-2012)	16,7	15,5
Service total de la dette (% des exportations totales)	12,7	10,7
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,71	0,72

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

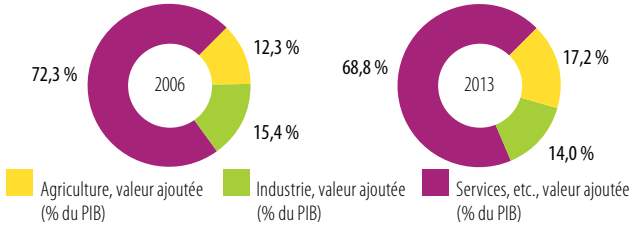


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



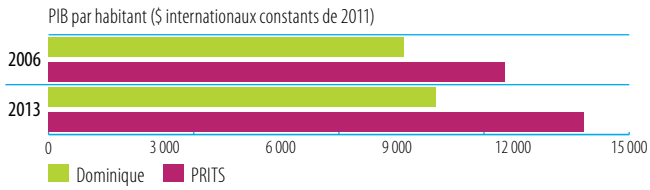
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933241859

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour El Salvador

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	898,3	156,7	140,1	-84%
Envois de fonds	3 648,8	3 675,3	3 971,1	9%
Autres apports du secteur public (AASP)	43,7	399,1	245,2	461%
dont: AASP liés au commerce	7,7	55,2	159,4	1968%
Aide publique au développement (APD)	228,7	350,8	235,8	3%
dont: Aide pour le commerce	51,0	137,8	52,7	3%

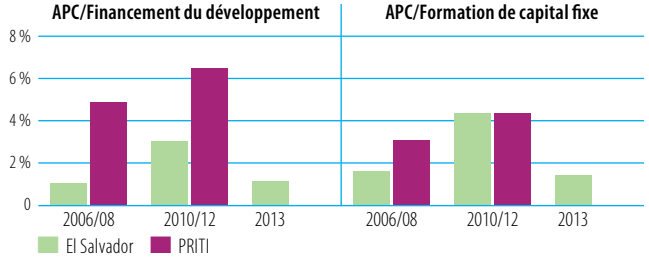
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Infrastructure de réseau (électricité, eau, télécom.)	2	Intégration régionale	3	Compétitivité

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



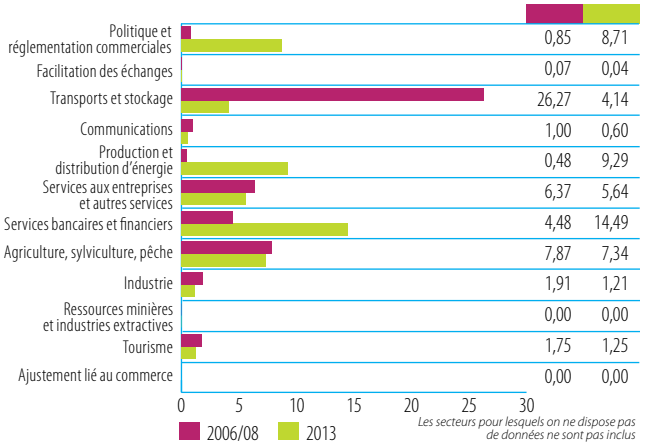
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
Japon	27,8	54	États-Unis	17,3	33
Espagne	9,9	19	Allemagne	12,2	23
États-Unis	3,7	7	Institutions de l'UE	10,9	21
Institutions de l'UE	3,1	6	Japon	4,9	9
Allemagne	2,7	5	Espagne	2,0	4

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

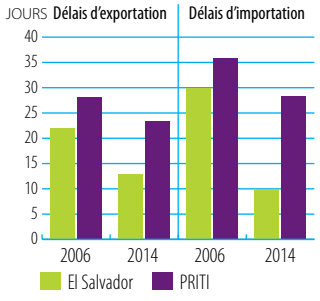


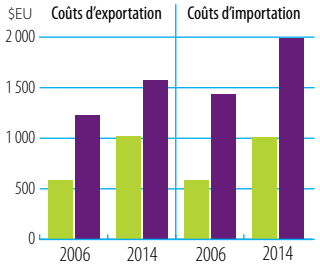
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%, 2005-2013)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	5,9	6,0
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	0	7,0
Exportations: moyenne pondérée appliquée	10,1	1,7
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	43,2	92,2
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	6,0
Abonnements tél. fixe à large bande	1,0	4,5
Personnes physiques utilisant Internet	5,5	23,1

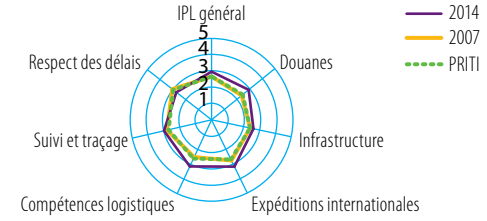
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





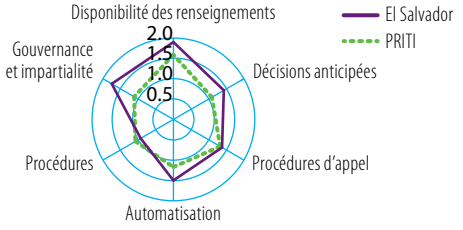
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



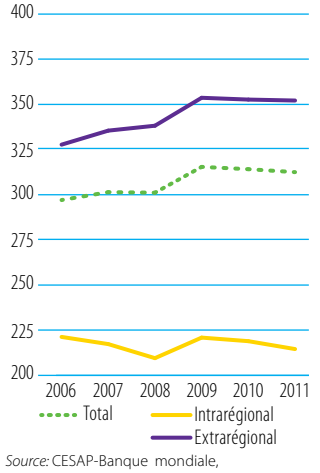
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



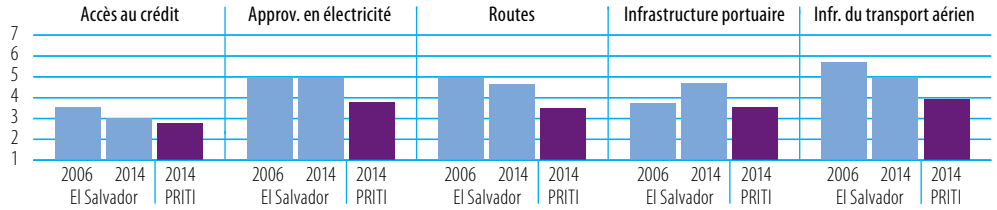
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	72	71
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	21	23
Services commerciaux en % des importations totales (%)	13	12
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	30	34
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	46	44

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

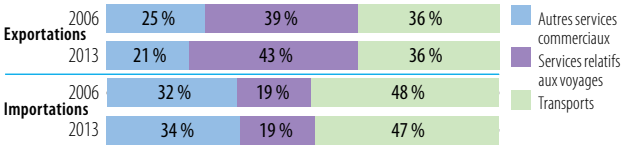
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	-
Exportations	Marchandises	3,783	4,897	**+29%** ▲	
	Services commerciaux	0,976	1,435	**+47%** ▲	
Importations	Marchandises	7,419	9,672	**+30%** ▲	
	Services commerciaux	1,153	1,277	**+11%** ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	659	685
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	1 019	1 023
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,044	0,035
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,015	0,032
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	90	96
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	105	115
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,309	0,252
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,145	0,174

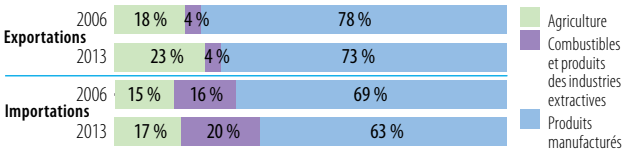
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
États-Unis	53	États-Unis	46
Guatemala	13	Honduras	14
Honduras	11	Guatemala	13
Nicaragua	5	Nicaragua	6
Costa Rica	3	Costa Rica	4

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
États-Unis	36	États-Unis	39
Guatemala	8	Guatemala	9
Mexique	7	Mexique	7
Chine	4	Chine	7
Brésil	4	Honduras	5

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Autres vêtements en matières textiles, n.d.a.	25	Autres vêtements en matières textiles, n.d.a.	21
Vêtements pour femmes ou fillettes, en bonneterie	5	Vêtements pour hommes ou garçonnets, en bonneterie	5
Café, succédané du café	5	Sucres, mélasses, miels	5
Vêtements pour hommes ou garçonnets, en bonneterie	5	Accessoires du vêtement, en tissu	4
Alcool, phénol, etc.	4	Articles, n.d.a., en matières plastiques	4

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Produits pétroliers	8	Produits pétroliers	17
Étoffes de bonneterie, n.d.a	6	Fils textiles	4
Huiles brutes de pétrole	5	Étoffes de bonneterie, n.d.a	4
Transactions spéciales non classées	3	Médicaments	2
Médicaments	3	Parties d'équipement de télécom., n.d.a.	2

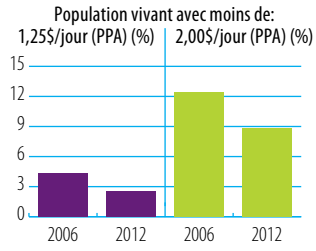
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT

INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	6,6	6,3
Population active féminine (% de la population active totale)	40,6	41,7
APD nette reçue (% du RNB)	0,9	1,0
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2006-2012)	7,8	4,9
Service total de la dette (% des exportations totales)	30,9	17,1
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,64	0,66

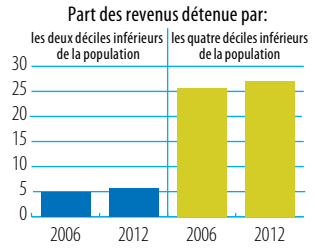
Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

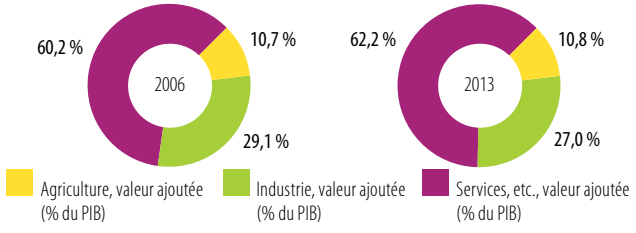


Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

INDICATEURS D'INÉGALITÉ

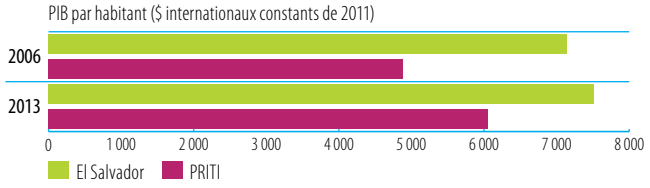


STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933241879

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour la Gambie

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	72,6	32,8	25,3	-65%
Envois de fonds	61,4	121,5	...	-
Autres apports du secteur public (AASP)	0,0	4,7	14,5	-
dont: AASP liés au commerce	0,0	2,3	14,5	-
Aide publique au développement (APD)	218,8	128,8	114,8	-48%
dont: Aide pour le commerce	14,8	48,0	40,2	172%

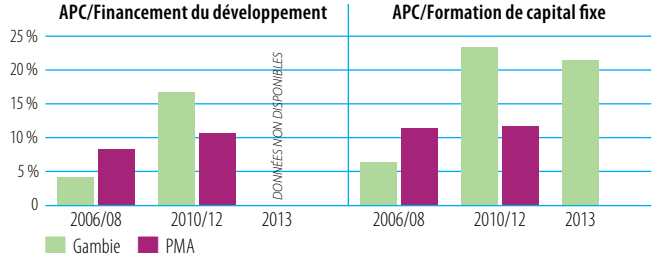
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC),

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Infrastructure des transports	**2**	Infrastructure de réseau (électricité, eau, télécom.)	**3**	Facilitation des échanges

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



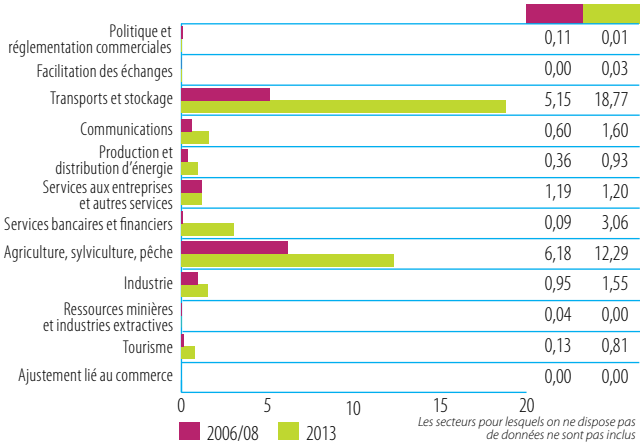
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
Institutions de l'UE	4,4	30	2013	11,5	29
FAD (Fonds africain de développement)	4,0	27	Institutions de l'UE	6,6	16
IDA	3,3	22	IDA	5,8	14
Japon	1,6	11	Émirats arabes unis	5,3	13
Belgique	0,5	4	FAD (Fonds africain de développement)	5,2	13

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

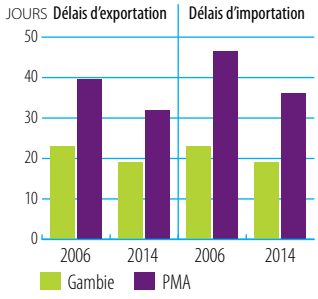


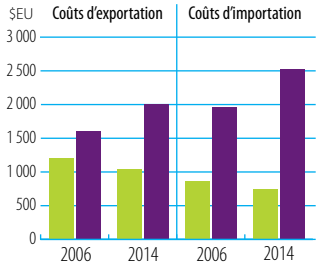
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	...	14,1
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...	12,9
Exportations: moyenne pondérée appliquée	15,1	0,8
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	36,7	90,8
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	1,2
Abonnements tél. fixe à large bande	...	0,0
Personnes physiques utilisant Internet	5,2	14,0

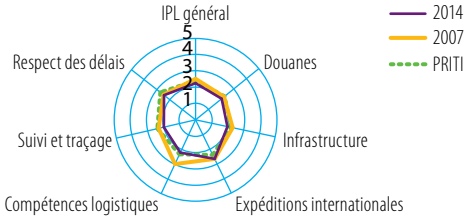
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





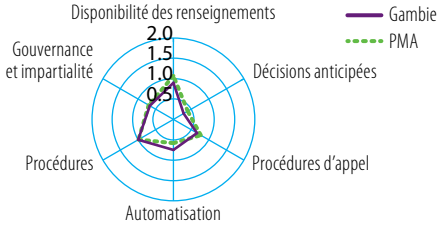
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



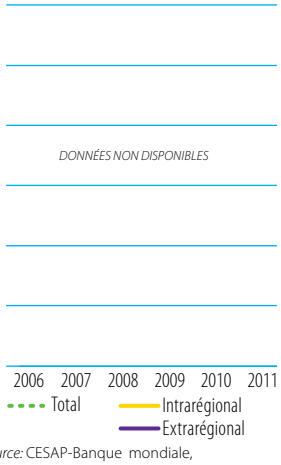
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



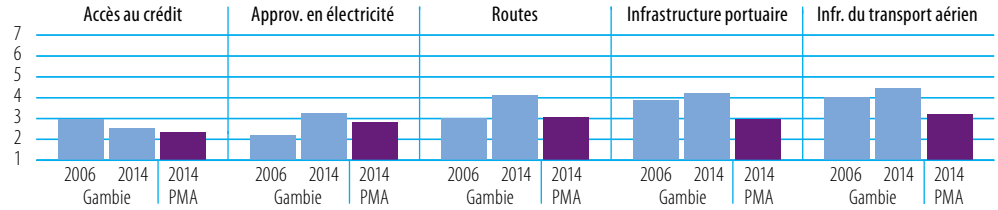
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	79	78
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	46	59
Services commerciaux en % des importations totales (%)	30	24
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	56	76
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	37	33

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

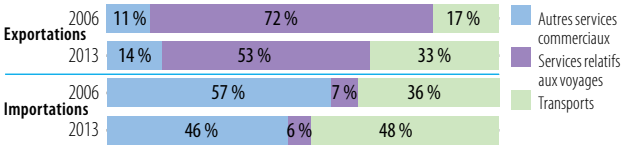
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	-
Exportations	Marchandises	0,109	0,147	**+35%** ▲	
	Services commerciaux	0,092	0,211	**+129%** ▲	
Importations	Marchandises	0,222	0,269	**+21%** ▲	
	Services commerciaux	0,094	0,083		**-12%** ▼

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	...	108
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	...	454
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	...	0,407
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	...	0,080
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	21	42
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	53	88
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,313	0,251
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,063	0,078

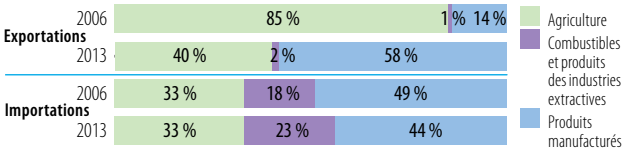
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Royaume-Uni	49	Mali	36
Sénégal	32	Guinée	32
France	5	Sénégal	17
Allemagne	3	Inde	4
Maroc	2	Guinée-Bissau	3

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Danemark	17	Côte d'Ivoire	23
États-Unis	12	Brésil	11
Chine	9	Chine	7
Côte d'Ivoire	9	Sénégal	6
Allemagne	8	Belgique	5

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Graines oléagineuses (huiles végétales fixes douces)	48	Tissus, en fibres synthétiques	63
Légumes	22	Fruits, sauf les fruits oléagineux	5
Fruits, sauf les fruits oléagineux	7	Véhicules spéc. de trans. de marchandises	3
Véhicules de transport de passagers (sauf bus)	6	Sucres, mélasses, miels	3
Articles de friperie et chiffons	2	Lait et crème	2

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Produits pétroliers	17	Produits pétroliers	24
Véhicules de transport de passagers (sauf bus)	10	Riz	9
Sucres, mélasses, miels	6	Sucres, mélasses, miels	8
Autres graisses et huiles végétales fixes	5	Véhicules de transport de passagers (sauf bus)	6
Riz	4	Semoules et farines de froment ou de méteil	5

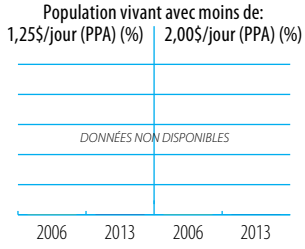
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT

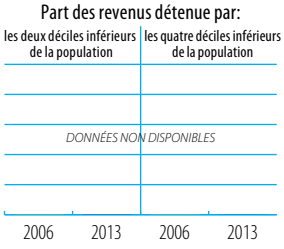
INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	7,1	7,0
Population active féminine (% de la pop. active totale)	47,4	48,0
APD nette reçue (% du RNB)	11,9	15,7
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	33,5	...
Service total de la dette (% des exportations totales, 2006-2012)	14,8	7,1
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,41	0,44

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

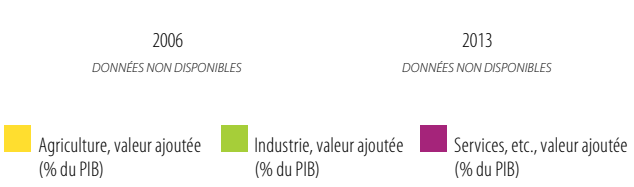


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



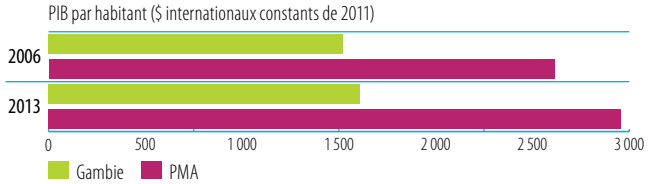
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933241883

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour la Grenade

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	136,2	47,7	77,6	-43%
Envois de fonds	28,6	28,9	29,6	4%
Autres apports du secteur public (AASP)	4,6	1,8	0,4	-90%
dont: AASP liés au commerce	0,0	0,7	0,0	-100%
Aide publique au développement (APD)	15,2	17,8	13,4	-12%
dont: Aide pour le commerce	1,0	6,6	3,5	238%

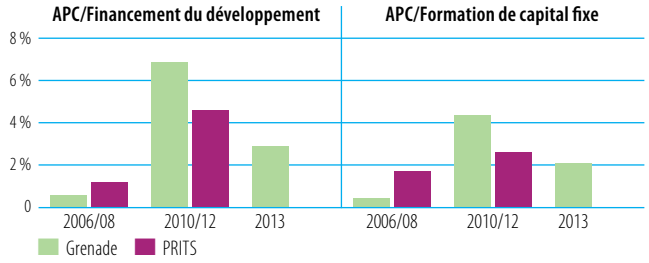
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Compétitivité	**2**	Diversification des exportations	**3**	Politique commerciale

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



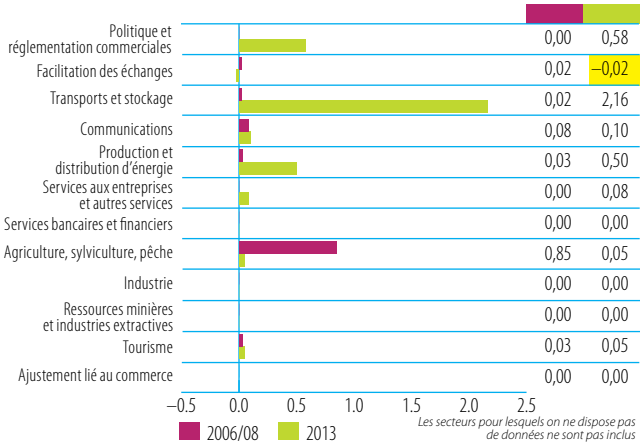
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
Institutions de l'UE	0,7	68	Koweït (KFAED)	2,2	62
Japon	0,2	17	IDA	1,2	35
IDA	0,1	6	Japon	0,1	2
Canada	0,1	5	Autriche	0,0	1
Organisation mondiale du commerce	0,0	2	Institutions de l'UE	0,0	0

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

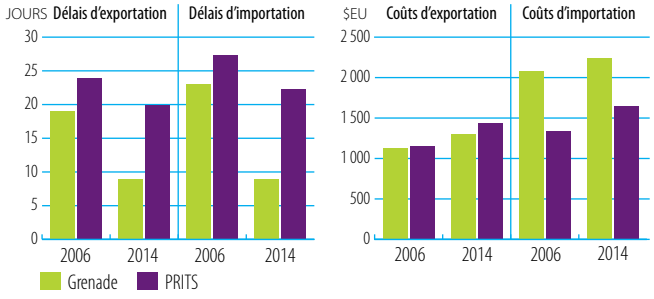


Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

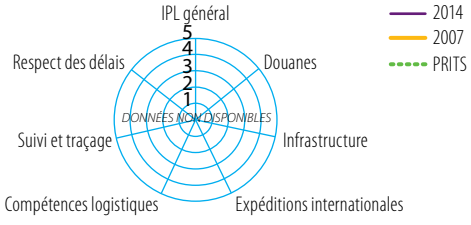
INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	10,2	10,4
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...	12,3
Exportations: moyenne pondérée appliquée	0,5	0,0
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	92,9	100,0
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	0,8
Abonnements tél. fixe à large bande	5,4	17,0
Personnes physiques utilisant Internet	21,4	35,0

Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.



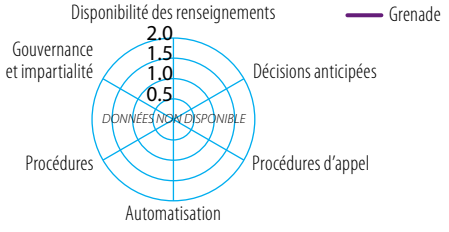
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



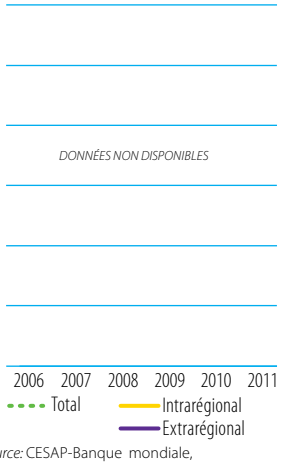
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



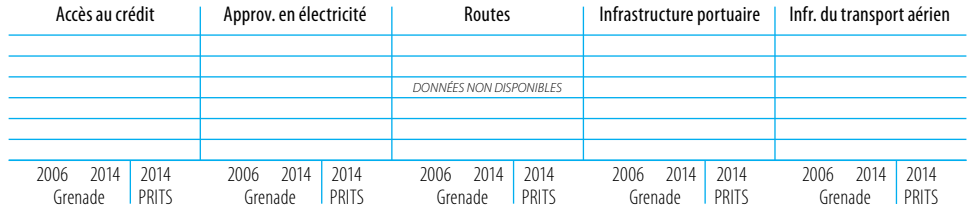
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	79	73
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	80	77
Services commerciaux en % des importations totales (%)	25	23
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	36	...
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	38	...

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

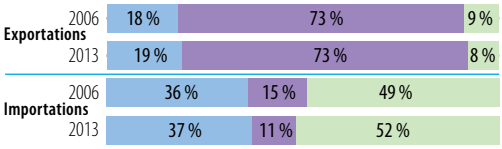
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	-
Exportations	Marchandises	0,032	0,044	+36% ▲	
	Services commerciaux	0,129	0,150	+17% ▲	
Importations	Marchandises	0,297	0,321	+8% ▲	
	Services commerciaux	0,101	0,095		-6% ▼

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	...	...
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	...	...
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	...	...
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	...	...
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	28	...
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	85	...
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,094	...
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,194	...

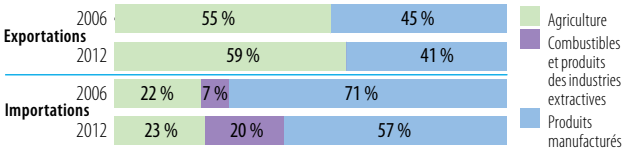
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
États-Unis	28		
Sainte-Lucie	13		
Dominique	10	*DONNÉES NON DISPONIBLES*	
Saint-Kitts-et-Nevis	7		
Trinité-et-Tobago	7		

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
États-Unis	39		
Trinité-et-Tobago	19		
Royaume-Uni	6	*DONNÉES NON DISPONIBLES*	
Chine	5		
Japon	4		

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Semoules et farines de froment ou de méteil	16		
Poissons frais, réfrigérés ou congelés	14		
Épices	11	*DONNÉES NON DISPONIBLES*	
Papiers et cartons découpés, etc.	9		
Aliments pour animaux	7		

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Imprimés	8		
Produits pétroliers	6		
Médicaments	3	*DONNÉES NON DISPONIBLES*	
Structures métalliques, n.d.a.	3		
Bois simplement travaillés	3		

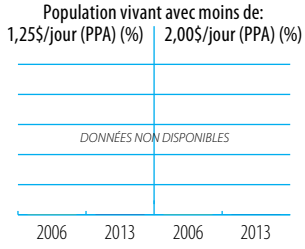
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT

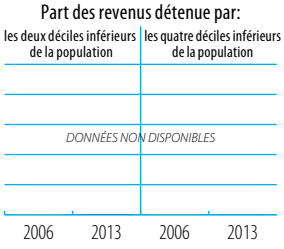
INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	...	...
Population active féminine (% de la population active totale)	...	...
APD nette reçue (% du RNB,)	4,0	1,0
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2006-2012)	24,3	20,8
Service total de la dette (% des exportations totales)	8,8	16,5
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	...	0,74

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

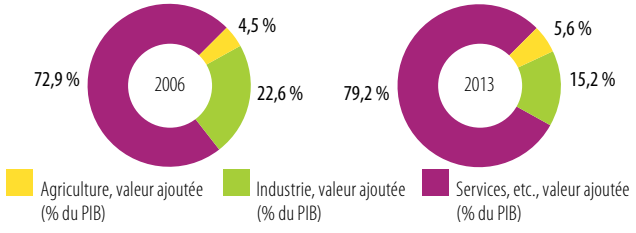


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



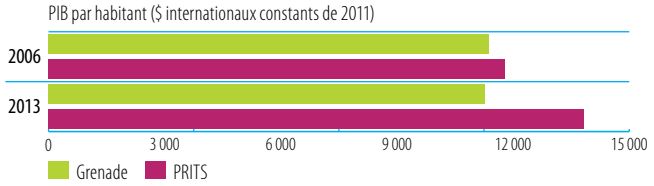
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933241895

GUATEMALA

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Guatemala

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	696,9	1 025,5	1 308,9	88%
Envois de fonds	4 132,0	4 595,4	5 370,6	30%
Autres apports du secteur public (AASP)	156,8	418,0	572,3	265%
dont: AASP liés au commerce	73,3	61,8	203,7	178%
Aide publique au développement (APD)	538,5	409,4	544,7	1%
dont: Aide pour le commerce	26,8	68,8	135,5	406%

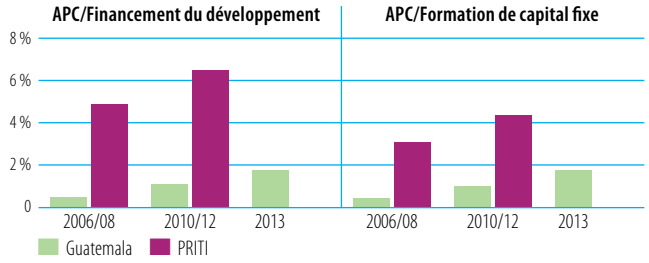
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Facilitation des échanges	2	Compétitivité	3	Politique commerciale

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



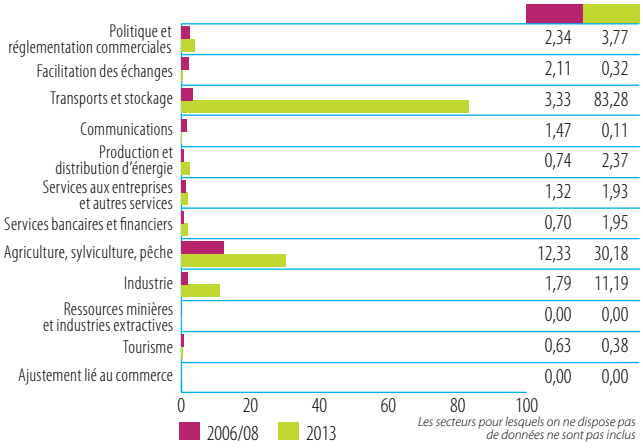
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
Espagne	5,0	19	Royaume-Uni	76,3	56
Institutions de l'UE	4,7	18	États-Unis	19,6	14
Japon	4,4	16	Suède	10,3	8
Pays-Bas	3,1	11	Japon	9,2	7
États-Unis	2,3	9	Institutions de l'UE	4,5	3

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

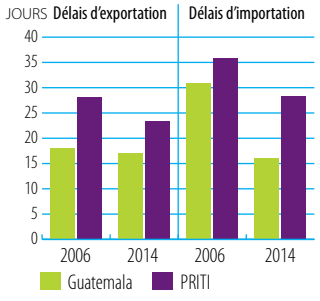


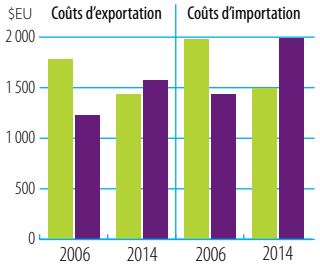
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%, 2005-2013))		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	5,6	5,6
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	0	5,2
Exportations: moyenne pondérée appliquée	8,6	1,6
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	54,3	93,0
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	4,9
Abonnements tél. fixe à large bande	0,3	2,3
Personnes physiques utilisant Internet	6,5	19,7

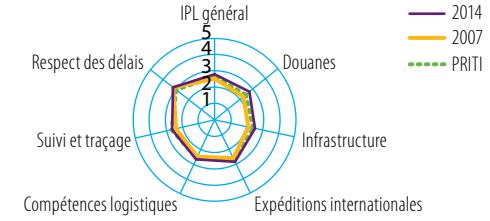
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





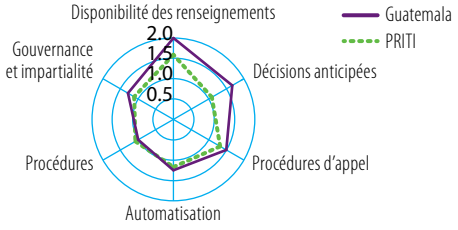
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



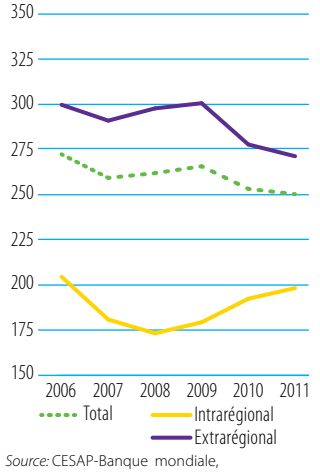
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



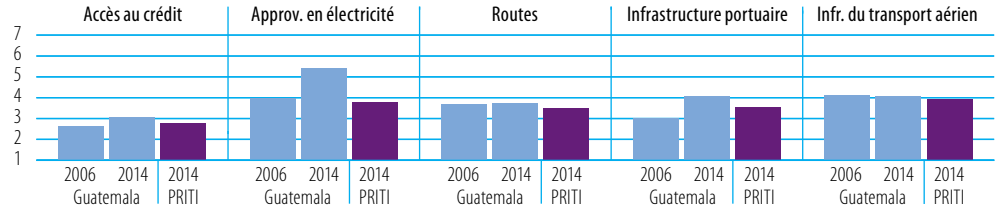
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	67	59
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	19	19
Services commerciaux en % des importations totales (%)	14	14
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	53	47
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	40	44

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

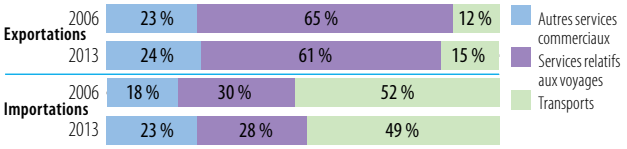
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	-
Exportations	Marchandises	6,082	10,190	**+68%** ▲	
	Services commerciaux	1,410	2,406	**+71%** ▲	
Importations	Marchandises	10,934	16,356	**+50%** ▲	
	Services commerciaux	1,756	2,561	**+46%** ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	856	890
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	1 075	1 084
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,043	0,028
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,035	0,031
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	109	134
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	102	108
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,136	0,173
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,166	0,163

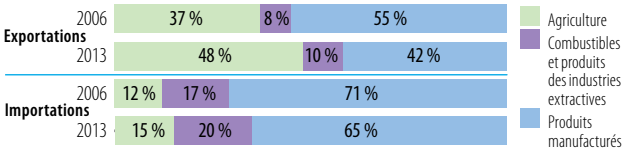
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
États-Unis	31	États-Unis	38
El Salvador	15	El Salvador	11
Honduras	10	Honduras	8
Mexique	5	Nicaragua	5
Nicaragua	4	Mexique	5

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
États-Unis	39	États-Unis	37
Mexique	9	Mexique	11
Chine	5	Chine	8
Brésil	4	El Salvador	5
Panama	4	Colombie	4

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Café et succédané du café	15	Sucres, mélasses, miels	10
Sucres, mélasses, miels	11	Fruits, autres que les fruits oléagineux	9
Fruits, autres que les fruits oléagineux	8	Café et succédané du café	7
Huiles brutes de pétrole	7	Vêtements pour femmes ou fillettes, en bonneterie	5
Caoutchouc naturel, etc.	3	Minerais de métaux précieux et leurs concentrés	5

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Produits pétroliers	17	Produits pétroliers	16
Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	5	Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	3
Véhicules de transport de passagers (sauf bus)	4	Médicaments	3
Véhicules spéciaux de transport de marchandises	3	Papiers et cartons	2
Papiers et cartons	2	Véhicules de transport de passagers (sauf bus)	2

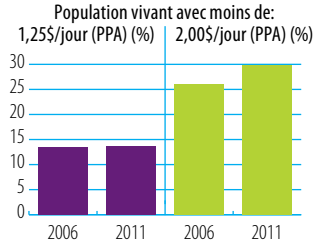
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT

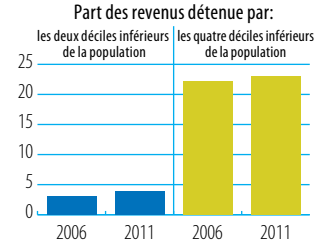
INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	1,8	2,8
Population active féminine (% de la population active totale)	37,3	38,3
APD nette reçue (% du RNB)	1,6	0,6
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2006-2012)	9,6	5,4
Service total de la dette (% des exportations totales)	15,8	9,5
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,58	0,63

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

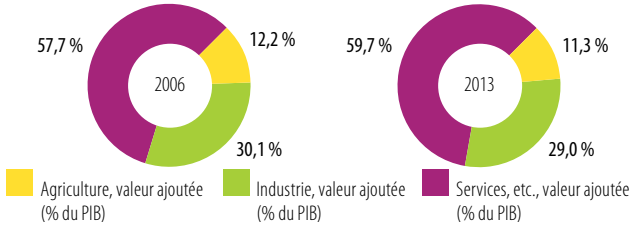


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



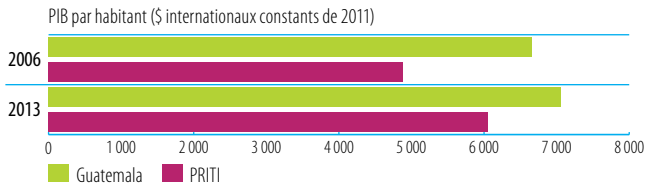
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933241909

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour la Guinée

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	297,6	554,6	24,8	-92%
Envois de fonds	35,4	59,0	93,0	163%
Autres apports du secteur public (AASP)	0,9	0,9	1,8	93%
dont: AASP liés au commerce	0,0	0,1	0,0	-
Aide publique au développement (APD)	321,8	791,3	671,6	109%
dont: Aide pour le commerce	42,6	69,2	83,7	97%

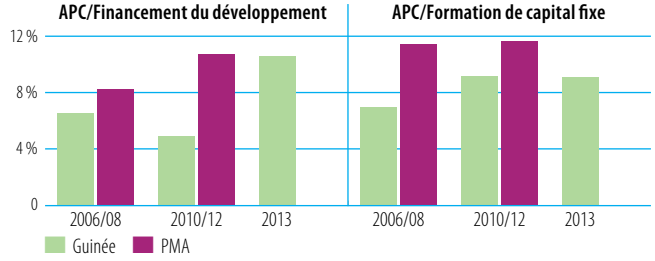
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Infrastructure de réseau (électricité, eau, télécom.)	2	Infrastructure des transports	3	Diversification des exportations

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



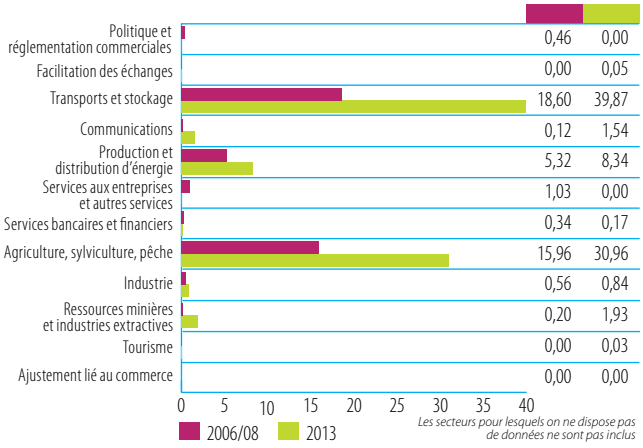
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
Institutions de l'UE	14,6	34	Émirats arabes unis	20,4	24
FAD (Fonds africain de développement)	6,8	16	IDA	17,4	21
France	6,7	16	Institutions de l'UE	12,7	15
IDA	6,2	15	FAD (Fonds africain de développement)	9,8	12
Japon	3,4	8	BADEA	8,0	10

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

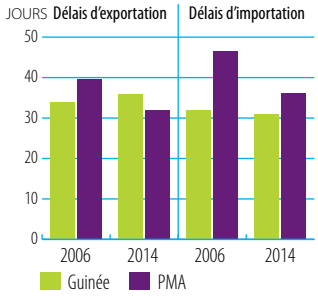


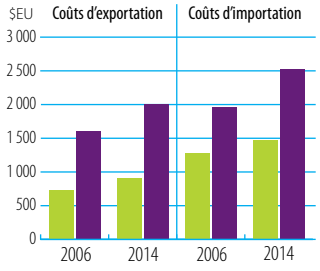
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2012	2013
Droits de douane (%, 2005-2012)			
Importations: moyenne simple des droits NPFappliqués	11,9		11,9
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...		11,3
Exportations: moyenne pondérée appliquée	1,6		2,0
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	60,8		64,0
Connectivité à Internet (% de la population)			
Abonnements tél. mobile à large bande)	...	0,0	
Abonnements tél. fixe à large bande	0,0		0,0
Personnes physiques utilisant Internet	0,6		1,6

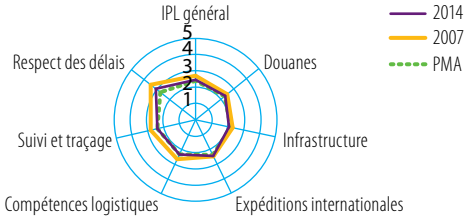
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





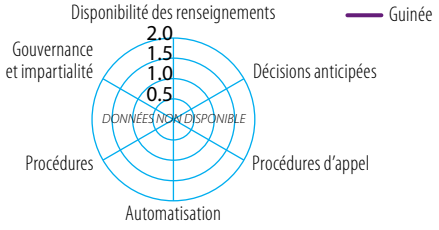
Source: Banque mondiale, *Doing Business.*

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



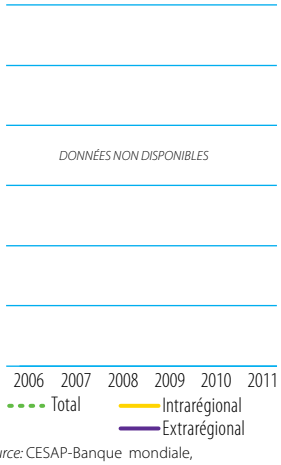
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



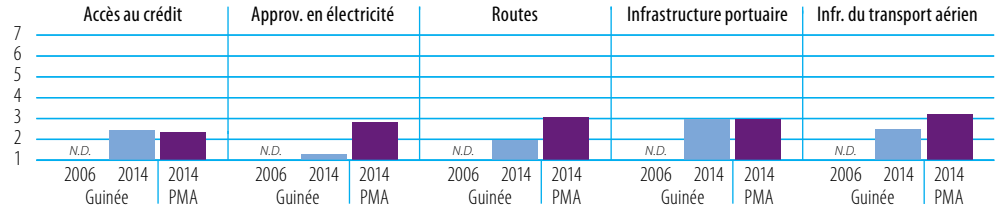
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%, 2006-2012)	80	90
Services commerciaux en % des exportations totales (%, 2006-2012)	4	7
Services commerciaux en % des importations totales (%, 2006-2012)	20	25
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	73	...
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	37	...

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

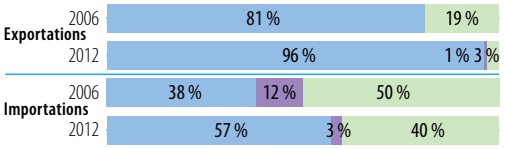
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2012	+	-
Exportations	Marchandises	1,033	1,928	**+87%** ▲	
	Services commerciaux	0,038	0,156	**+313%** ▲	
Importations	Marchandises	0,956	2,254	**+136%** ▲	
	Services commerciaux	0,233	0,762	**+227%** ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	73	...
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	630	...
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,373	...
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,080	...
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	51	...
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	90	...
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,102	...
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,058	...

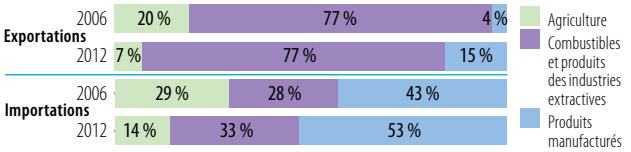
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Autres pays européens, n.d.a.	13		
Espagne	12		
États-Unis	10	*DONNÉES NON DISPONIBLES*	
Irlande	9		
Allemagne	8		

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Côte d'Ivoire	16		
France	10		
Inde	8	*DONNÉES NON DISPONIBLES*	
Chine	8		
Belgique	7		

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Minerais d'aluminium et leurs concentrés	56		
Transactions spéciales non classées	25		
Cacao	6	*DONNÉES NON DISPONIBLES*	
Café et succédané du café	2		
Bois simplement travaillés	2		

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Produits pétroliers	24		
Riz	13		
Équipements d'ingénierie civile	5	*DONNÉES NON DISPONIBLES*	
Tabacs fabriqués	4		
Chaux, ciment, matériaux de construction	3		

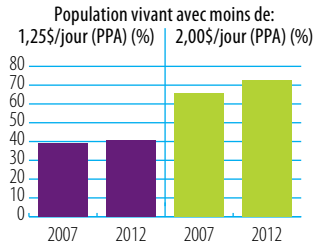
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT

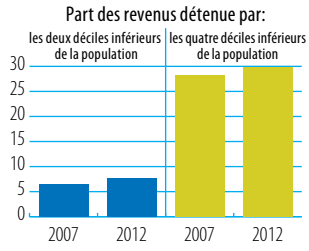
INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	1,9	1,8
Population active féminine (% de la population active totale)	45,3	45,7
APD nette reçue (% du RNB)	6,8	6,5
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	...	...
Service total de la dette (% des exportations totales)	13,6	3,0
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,37	0,39

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

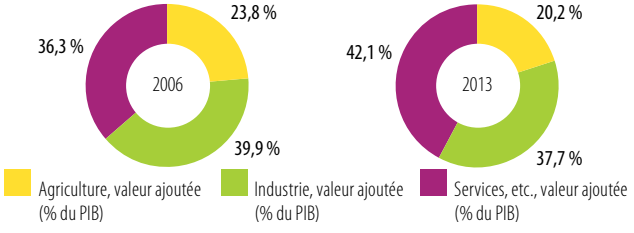


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



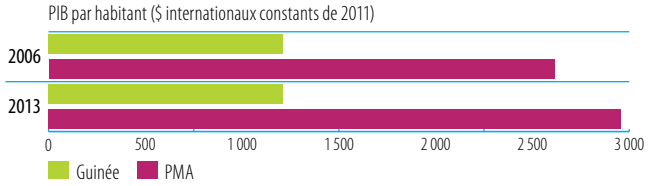
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933241919

GUINÉE-BISSAU

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour la Guinée-Bissau

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	13,7	21,6	14,5	6%
Envois de fonds	39,3	47,9	...	-
Autres apports du secteur public (AASP)	0,0	0,0	4,6	-
dont: AASP liés au commerce	0,0	0,0	0,0	-
Aide publique au développement (APD)	125,1	240,6	105,0	-16%
dont: Aide pour le commerce	33,1	18,4	9,4	-72%

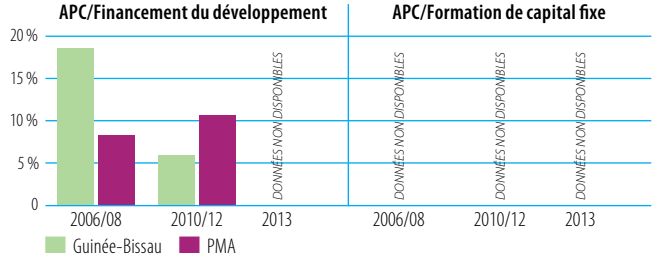
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Infrastructure de réseau (électricité, eau, télécom.)	2	Infrastructure des transports	3	Accession à l'OMC

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



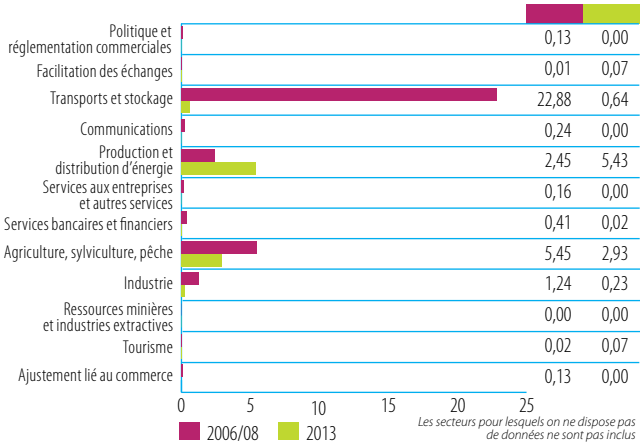
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
Institutions de l'UE	23,5	71	Institutions de l'UE	4,0	43
IDA	5,1	16	IDA	3,9	41
FAD (Fonds africain de développement)	1,5	4	Espagne	0,7	8
Espagne	1,4	4	Portugal	0,4	4
Portugal	0,5	1	Belgique	0,2	2

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

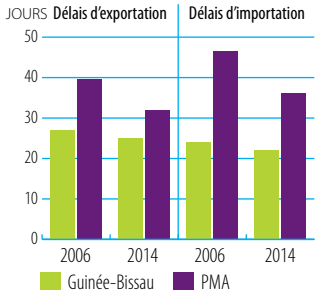


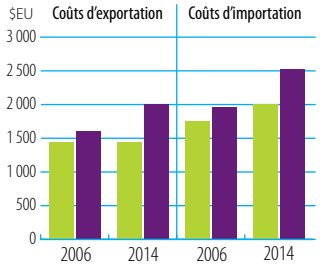
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	...	11,9
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...	...
Exportations: moyenne pondérée appliquée	...	1,1
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	...	84,0
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	0,0
Abonnements tél. fixe à large bande	0,0	0,0
Personnes physiques utilisant Internet	2,1	3,1

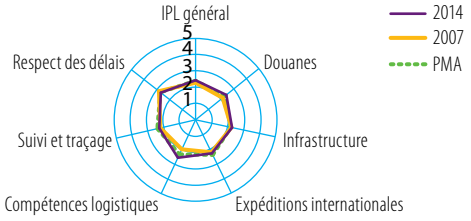
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





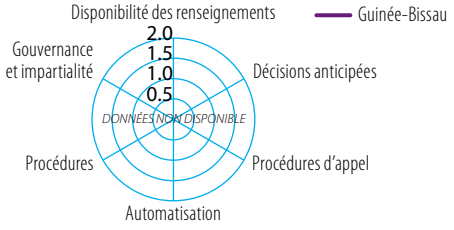
Source: Banque mondiale, *Doing Business.*

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



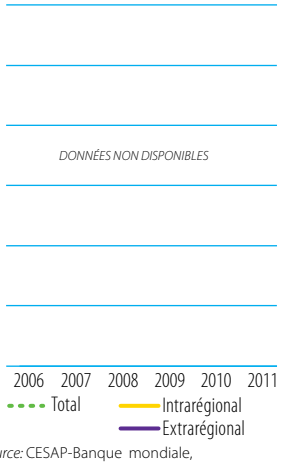
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



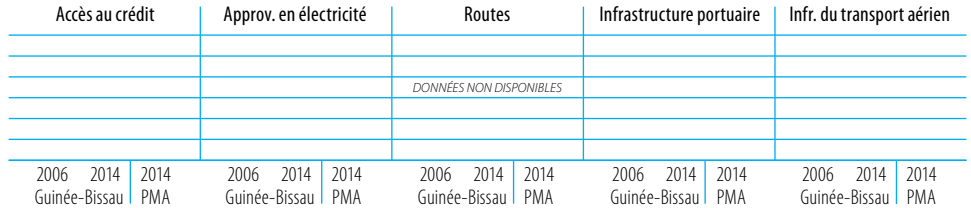
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%, 2006-2012)	42	49
Services commerciaux en % des exportations totales (%, 2006-2012)	4	13
Services commerciaux en % des importations totales (%, 2006-2012)	24	28
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises, 2005-2013)	1	...
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises, 2005-2013)	21	...

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

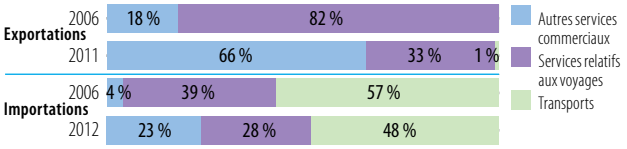
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2012	2013	+	–
Exportations	Marchandises	0,074		0,193	+160% ▲	
	Services commerciaux	0,003	0,021		+500% ▲	
Importations	Marchandises	0,127		0,200	+58% ▲	
	Services commerciaux	0,040	0,070		+77% ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2005	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)			
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)		...	...
Nombre de produits importés (max.: 1 246)		...	...
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)		...	...
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)		...	...
Diversification des marchés			
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	6		...
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	22		...
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,720		...
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,284		...

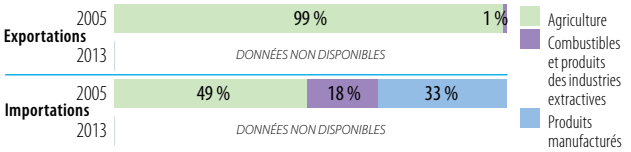
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
DONNÉES NON DISPONIBLES		DONNÉES NON DISPONIBLES	

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
DONNÉES NON DISPONIBLES		DONNÉES NON DISPONIBLES	

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
DONNÉES NON DISPONIBLES		DONNÉES NON DISPONIBLES	

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
DONNÉES NON DISPONIBLES		DONNÉES NON DISPONIBLES	

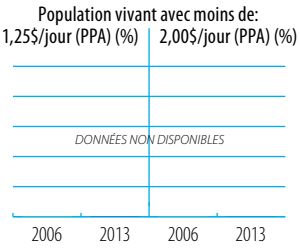
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT

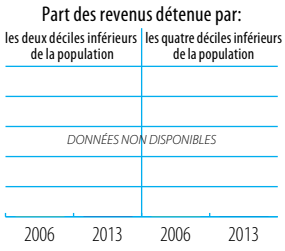
INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	6,9	7,1
Population active féminine (% de la population active totale)	46,4	47,1
APD nette reçue (% du RNB)	14,8	8,2
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	...	...
Service total de la dette (% des exportations totales, 2006-2012)	12,6	4,4
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,39	0,40

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

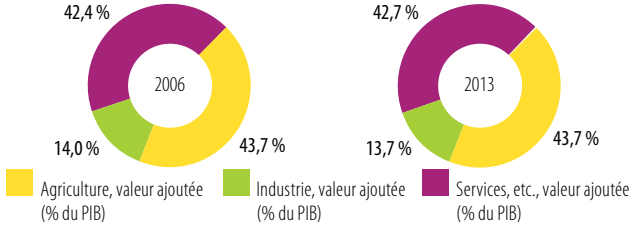


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



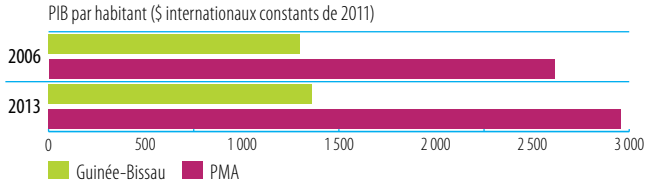
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933241926

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour Haïti

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	88,1	151,0	190,0	116%
Envois de fonds	1 218,2	1 545,8	1 781,0	46%
Autres apports du secteur public (AASP)	-0,1	5,5	6,9	-
dont: AASP liés au commerce	-0,1	5,5	5,7	-
Aide publique au développement (APD)	643,0	2 286,2	1 160,7	81%
dont: Aide pour le commerce	56,6	307,8	251,2	344%

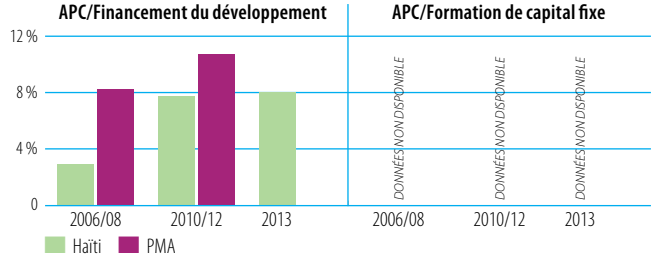
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Infrastructure des transports	**2**	Infrastructure de réseau (électricité, eau, télécom.)	**3**	Facilitation des échanges

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



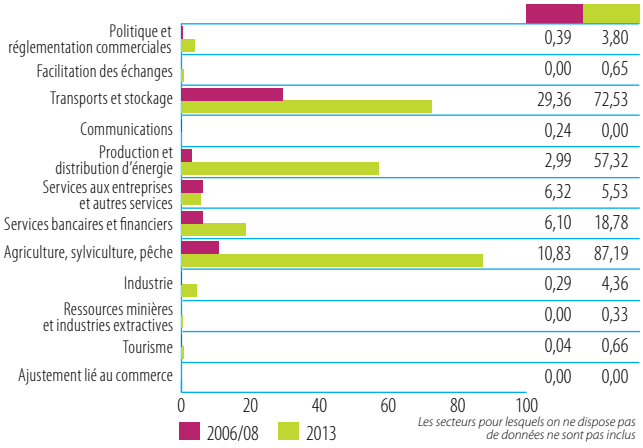
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
Canada	22,9	40	Fonds spécial de la BID	118,3	47
Institutions de l'UE	18,1	32	États-Unis	59,9	24
IDA	7,3	13	IDA	23,4	9
États-Unis	3,0	5	Institutions de l'UE	18,4	7
Espagne	2,2	4	Canada	11,6	5

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

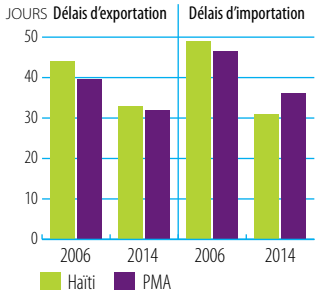


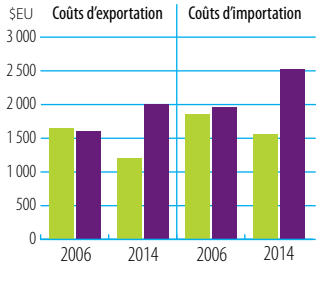
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	2,8	4,8
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...	8,4
Exportations: moyenne pondérée appliquée	16,2	0,6
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	16,5	98,1
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	...
Abonnements tél. fixe à large bande	0,0	...
Personnes physiques utilisant Internet	6,8	10,6

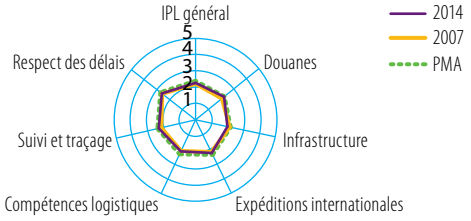
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





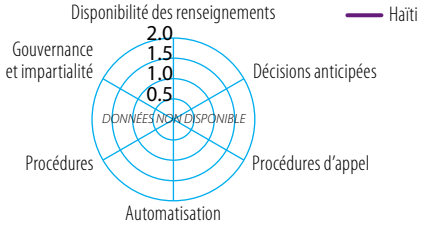
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



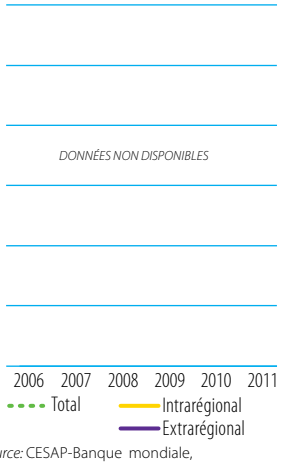
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



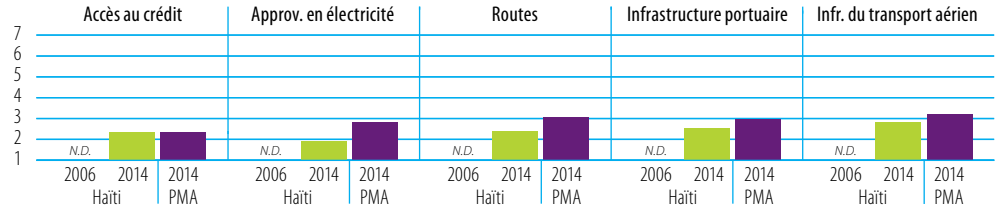
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	56	66
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	22	40
Services commerciaux en % des importations totales (%)	27	19
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	...	...
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	...	...

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

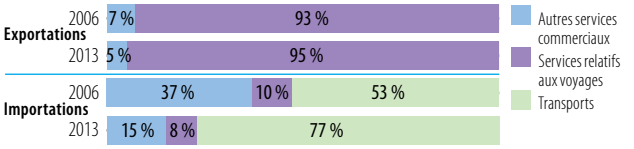
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	-
Exportations	Marchandises	0,495	0,884	**+78%**	▲
	Services commerciaux	0,136	0,595	**+338%**	▲
Importations	Marchandises	1,548	3,329	**+115%**	▲
	Services commerciaux	0,562	0,792	**+41%**	▲

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	...	...
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	...	...
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	...	...
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	...	...
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	...	...
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	...	...
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	...	...
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	...	...

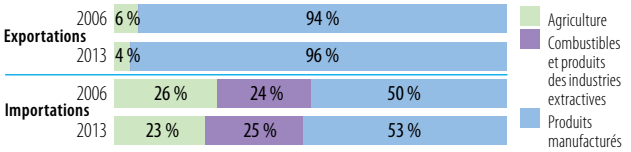
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
DONNÉES NON DISPONIBLES		DONNÉES NON DISPONIBLES	

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
DONNÉES NON DISPONIBLES		DONNÉES NON DISPONIBLES	

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
DONNÉES NON DISPONIBLES		DONNÉES NON DISPONIBLES	

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
DONNÉES NON DISPONIBLES		DONNÉES NON DISPONIBLES	

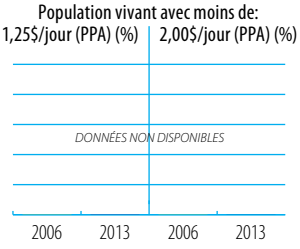
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT

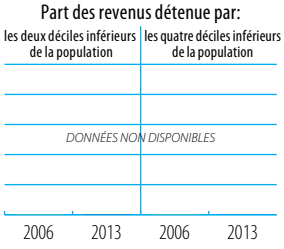
INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	7,3	7,0
Population active féminine (% de la population active totale)	47,2	47,6
APD nette reçue (% du RNB)	11,9	16,0
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	...	...
Service total de la dette (% des exportations totales)	8,5	0,6
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,45	0,47

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

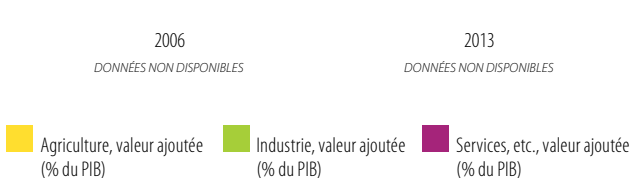


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



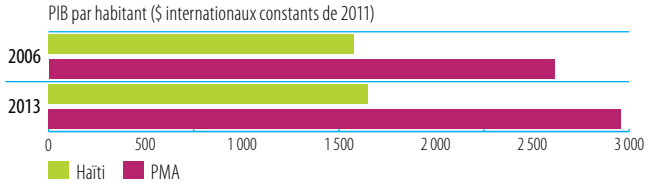
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933241931

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Honduras

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	867,7	1 014,0	1 059,7	22%
Envois de fonds	2 590,7	2 783,0	3 136,0	21%
Autres apports du secteur public (AASP)	11,9	24,3	81,0	580%
dont: AASP liés au commerce	3,9	23,8	65,0	1559%
Aide publique au développement (APD)	917,4	639,2	658,3	-28%
dont: Aide pour le commerce	73,2	195,0	274,0	274%

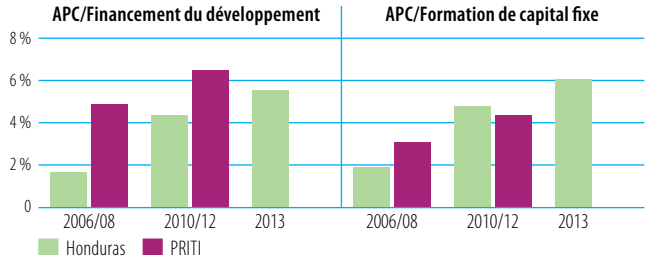
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	...	2	...	3	...

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



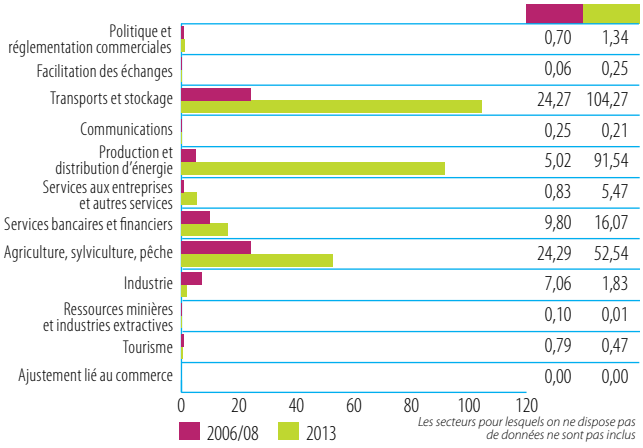
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
IDA	26,7	37	Fonds spécial de la BID	82,8	30
États-Unis	18,5	25	Institutions de l'UE	73,1	27
Japon	10,1	14	IDA	51,3	19
Espagne	6,5	9	États-Unis	15,6	6
Allemagne	3,3	5	Norvège	12,6	5

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

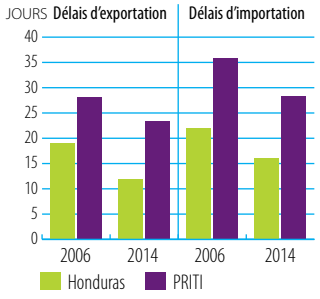


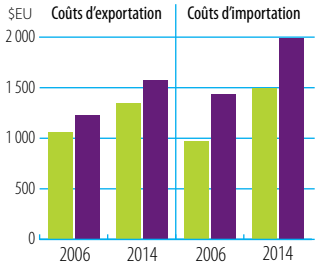
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%, 2005-2013)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	5,6	5,7
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...	5,8
Exportations: moyenne pondérée appliquée	11,5	0,1
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	38,9	99,5
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	11,7
Abonnements tél. fixe à large bande	0,0	0,9
Personnes physiques utilisant Internet	7,8	17,8

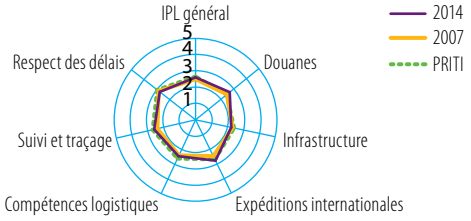
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





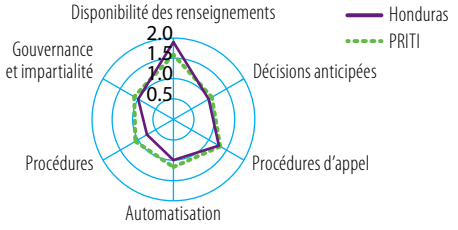
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



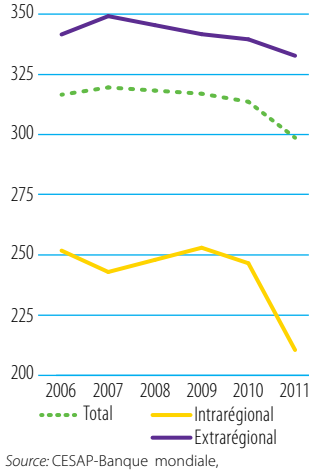
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



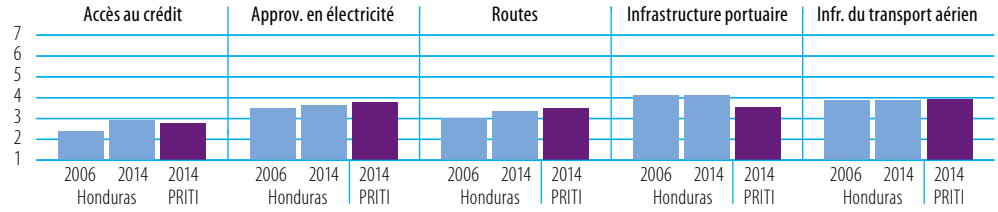
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	132	116
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	12	12
Services commerciaux en % des importations totales (%)	12	13
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises, 2006-2012)	64	71
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises, 2006-2012)	40	35

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

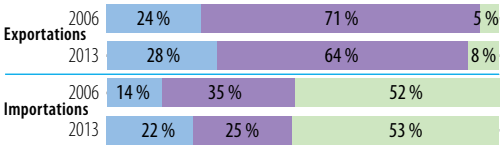
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	-
Exportations	Marchandises	5,277	7,833	**+48%** ▲	
	Services commerciaux	0,727	1,097	**+51%** ▲	
Importations	Marchandises	7,303	11,026	**+51%** ▲	
	Services commerciaux	1,027	1,602	**+56%** ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2012
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	548	588
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	999	988
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,079	0,103
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,045	0,064
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	82	99
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	103	103
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,284	0,224
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,216	0,188

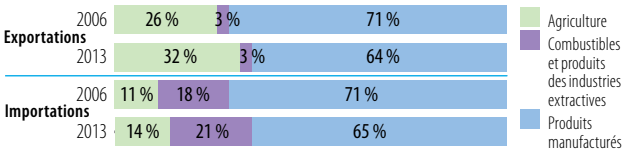
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2012	%
États-Unis	52	États-Unis	45
Allemagne	8	Allemagne	10
Belgique	6	Belgique	6
Mexique	5	El Salvador	4
El Salvador	4	Guatemala	4

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2012	%
États-Unis	45	États-Unis	41
Guatemala	7	Chine	9
Mexique	5	Mexique	8
Panama	5	Guatemala	7
El Salvador	4	El Salvador	4

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2012	%
Café et succédané du café	21	Café et succédané du café	29
Matériel de distribution électrique, n.d.a.	14	Matériel de distribution électrique, n.d.a.	11
Fruits, autres que les fruits oléagineux	10	Autres graisses et huiles végétales fixes	7
Crustacés, mollusques, etc.	9	Or à usage non monétaire (sauf minerais)	4
Tabacs fabriqués	3	Crustacés, mollusques, etc.	4

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2012	%
Produits pétroliers	20	Produits pétroliers	24
Médicaments	3	Médicaments	5
Véhicules spéc. de trans. de marchandises	3	Produits et préparations alimentaires, n.d.a.	3
Véhicules de transport de passagers (sauf bus)	3	Véhicules spéc. de trans. de marchandises	2
Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	3	Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	2

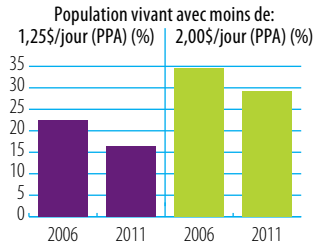
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT

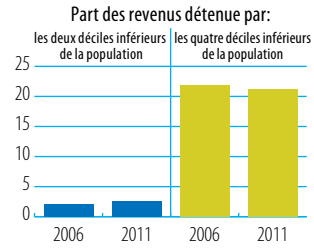
INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	3,1	4,2
Population active féminine (% de la population active totale)	33,2	34,5
APD nette reçue (% du RNB)	5,8	3,3
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2006-2012)	7,2	5,3
Service total de la dette (% des exportations totales)	7,9	14,4
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,58	0,62

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

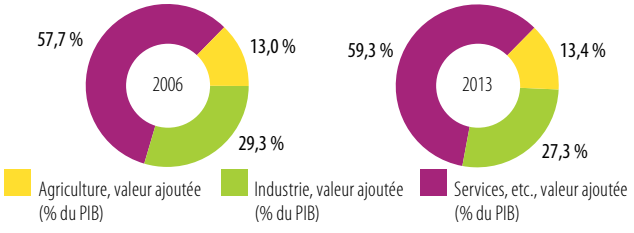


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



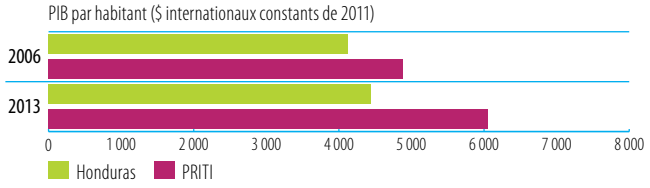
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933241944

ÎLES SALOMON

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour les Îles Salomon

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	64,5	150,8	105,3	63%
Envois de fonds	10,8	14,7	16,5	52%
Autres apports du secteur public (AASP)	2,7	23,5	37,4	1274%
dont: AASP liés au commerce	0,0	1,9	1,8	-
Aide publique au développement (APD)	221,1	330,2	291,4	32%
dont: Aide pour le commerce	15,4	41,8	43,3	181%

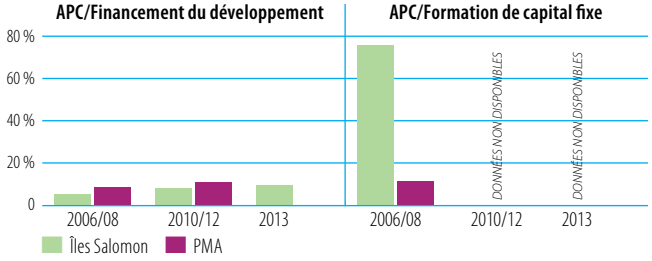
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Infrastructure des transports	2	Infrastructure de réseau (électricité, eau, télécom.)	3	Politique commerciale

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



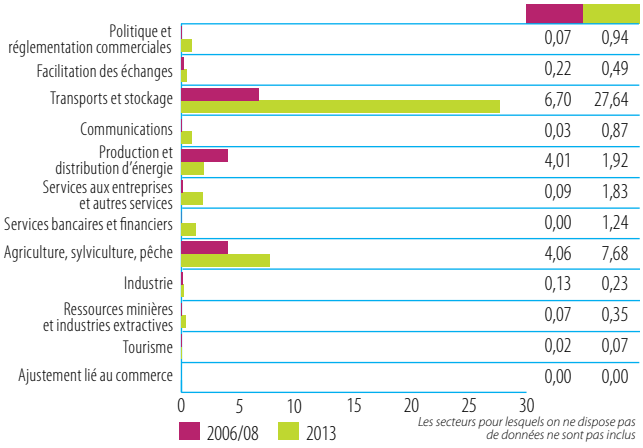
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
Japon	9,7	63	Nouvelle-Zélande	14,1	33
Nouvelle-Zélande	4,0	26	Australie	13,4	31
Australie	1,0	6	BAsD, fonds spéciaux	9,3	22
Institutions de l'UE	0,6	4	IDA	3,0	7
République de Corée	0,1	0	Japon	1,6	4

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

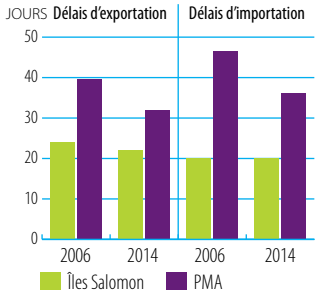


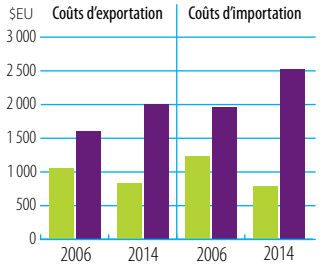
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	14,5	10,0
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...	...
Exportations: moyenne pondérée appliquée	0,4	0,5
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	90,5	91,6
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	8,0
Abonnements tél. fixe à large bande	0,1	0,3
Personnes physiques utilisant Internet	1,6	8,0

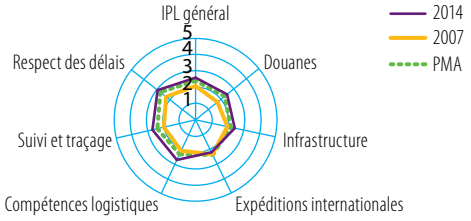
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





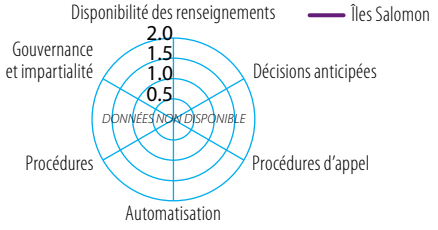
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



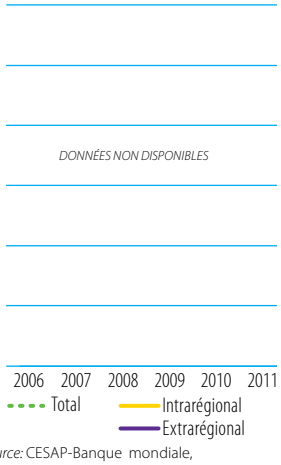
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



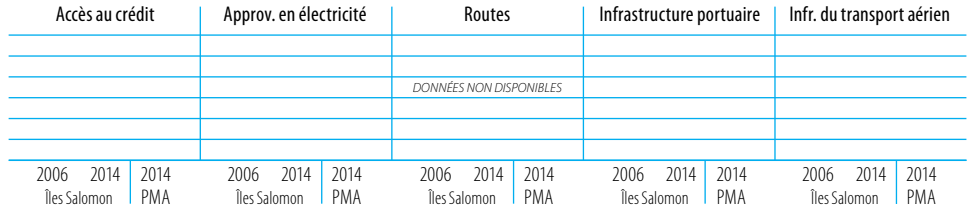
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

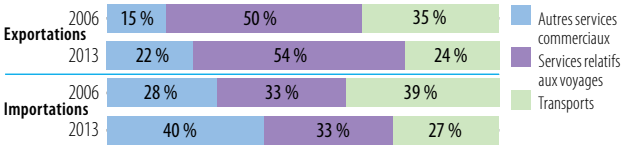
INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	94	112
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	31	23
Services commerciaux en % des importations totales (%)	25	30
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	76	59
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	44	12

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	–
Exportations	Marchandises	0,114	0,440	+286% ▲	
	Services commerciaux	0,051	0,129	+152% ▲	
Importations	Marchandises	0,196	0,465	+138% ▲	
	Services commerciaux	0,066	0,198	+199% ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES

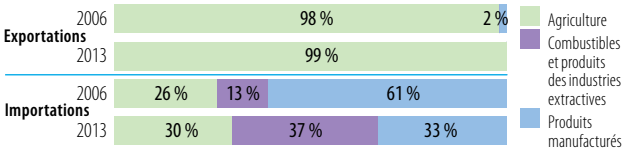


Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	31	...
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	566	...
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,423	...
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,024	...
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	27	35
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	34	61
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,232	0,256
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,154	0,180

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Chine	42	Chine	45
Japon	10	Australie	23
République de Corée	7	Italie	6
Thaïlande	6	Royaume-Uni	6
Philippines	4	Thaïlande	3

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Australie	37	Singapour	31
Singapour	11	Australie	27
Malaisie	8	China	8
Nouvelle-Zélande	8	Malaisie	8
Japon	7	Japon	5

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%

2006	%	2013	%
Bois bruts, équarris	65	Bois bruts, équarris	48
Transactions spéciales non classées	11	Transactions spéciales non classées	41
Poissons séchés, salés ou fumés	7	Autres graisses et huiles végétales fixes	7
Poissons frais, réfrigérés ou congelés	4	Cacao	2
Cacao	3	Graines oléagineuses (autres huiles végétales fixes)	1

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Produits pétroliers	11	Transactions spéciales non classées	33
Riz	9	Produits pétroliers	29
Équipements d'ingénierie civile	5	Riz	7
Imprimés	5	Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	2
Véhicules spéc. de trans.de marchandises	3	Produits et préparations alimentaires, n.d.a.	2

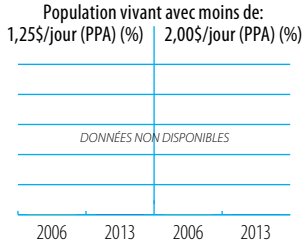
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT

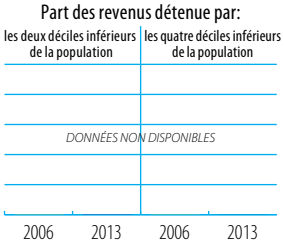
INDICATEUR	2006	2012
Chômage (% de la population active totale)	3,9	3,8
Population active féminine (% de la pop. active totale)	40,0	40,1
APD nette reçue (% du RNB)	44,4	34,0
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	...	...
Service total de la dette (% des exportations totales)	2,5	7,4
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,48	0,49

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

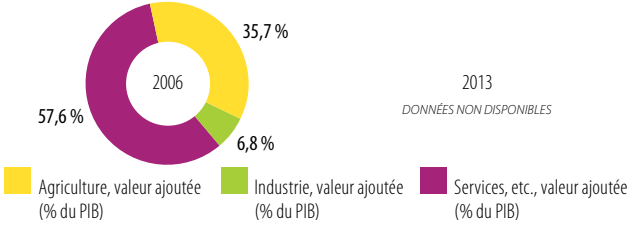


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



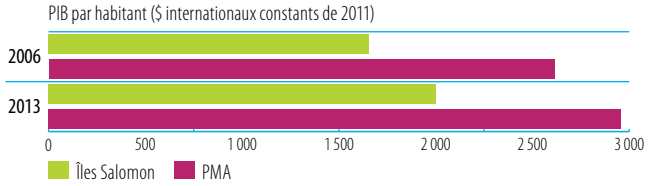
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933242186

INDONÉSIE

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour l' Indonésie

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	7 053,3	17 383,3	18 444,0	161%
Envois de fonds	6 230,3	7 017,4	7 614,4	22%
Autres apports du secteur public (AASP)	1 261,4	2 957,8	2 711,8	115%
dont: AASP liés au commerce	662,6	1371,7	1844,7	178%
Aide publique au développement (APD)	2 953,4	2 810,6	2 419,1	-18%
dont: Aide pour le commerce	755,0	907,8	610,1	-19%

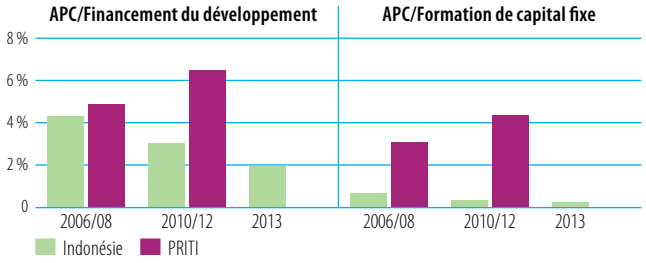
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Compétitivité	**2**	Infrastructure des transports	**3**	Infrastructure de réseau (électricité, eau, télécom.)

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



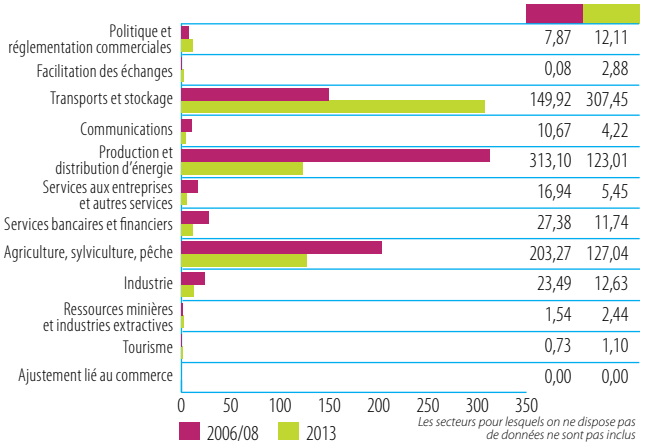
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
Japon	524,6	69	Japon	398,3	65
Allemagne	55,9	7	Australie	55,0	9
Australie	38,8	5	Allemagne	42,7	7
IDA	34,9	5	États-Unis	23,7	4
Royaume-Uni	25,2	3	Norvège	17,6	3

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

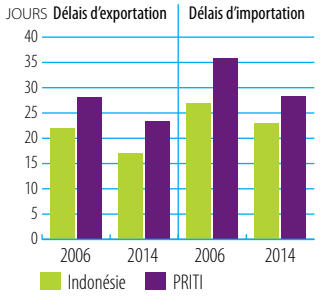


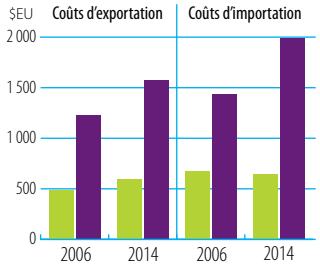
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	6,9	6,9
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	5	4,7
Exportations: moyenne pondérée appliquée	2,5	5,1
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	71,3	71,5
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	24,2
Abonnements tél. fixe à large bande	0,1	1,3
Personnes physiques utilisant Internet	4,8	15,8

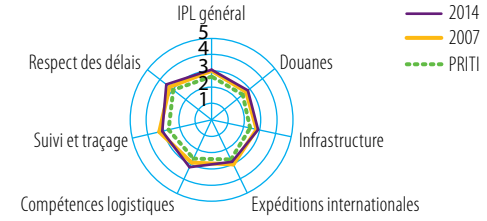
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





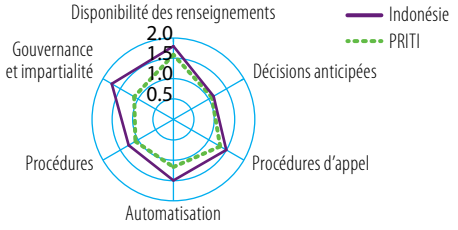
Source: Banque mondiale, *Doing Business.*

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



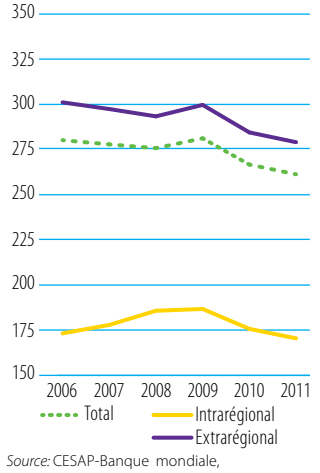
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



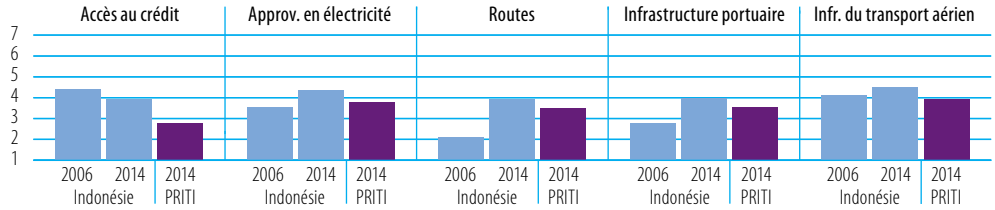
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	58	48
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	10	11
Services commerciaux en % des importations totales (%)	22	16
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	50	48
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	48	53

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

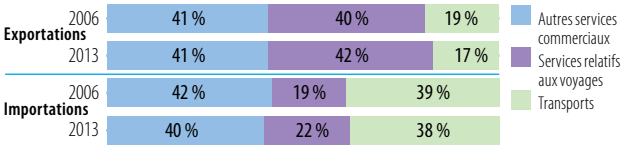
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	-
Exportations	Marchandises	103,528	182,861	**+77%**	▲
	Services commerciaux	11,093	21,733	**+96%**	▲
Importations	Marchandises	73,868	177,448	**+140%**	▲
	Services commerciaux	21,175	34,266	**+62%**	▲

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	...	1 055
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	...	1 173
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	...	0.040
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	...	0.031
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	211	210
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	177	194
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,087	0,070
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,066	0,073

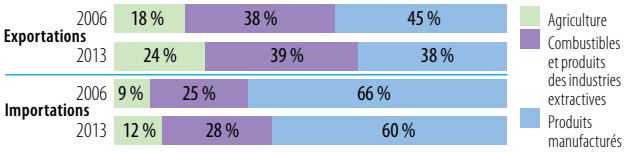
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Japon	22	Japon	15
États-Unis	11	Chine	12
Singapour	9	Singapour	9
Chine	8	États-Unis	9
République de Corée	8	Inde	7

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Singapour	16	Chine	16
Chine	11	Singapour	14
Japon	9	Japon	10
États-Unis	7	Malaisie	7
Royaume d' Arabie saoudite	6	République de Corée	6

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Gaz naturel	10	Charbon, non aggloméré	12
Huiles brutes de pétrole	8	Gaz naturel	10
Charbon, non aggloméré	6	Autres graisses et huiles végétales fixes	10
Autres graisses et huiles végétales fixes	6	Huiles brutes de pétrole	6
Minerais de cuivre et leurs concentrés	5	Caoutchouc naturel, etc.	4

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Produits pétroliers	18	Produits pétroliers	15
Huiles brutes de pétrole	13	Huiles brutes de pétrole	7
Hydrocarbures, n.d.a., et leurs dérivés	3	Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	4
Navires, bateaux et engins flottants	2	Parties de tracteurs et de véhicules automobiles	2
Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	2	Propane et butane liquéfiés	2

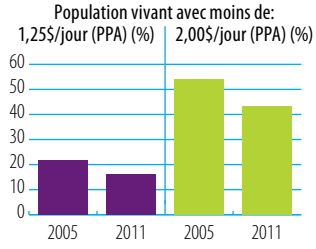
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT

INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	10,3	6,3
Population active féminine (% de la population active totale)	37,4	38,1
APD nette reçue (% du RNB, 2006-2012)	0,4	0,0
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2006-2012)	...	2,6
Service total de la dette (% des exportations totales)	25,2	19,4
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,64	0,68

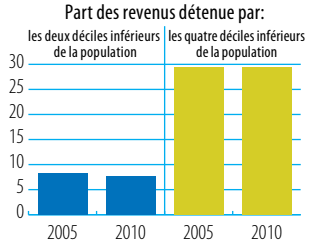
Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

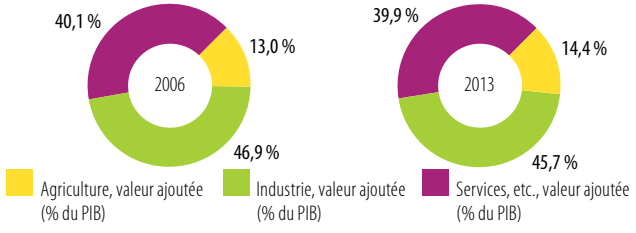


Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

INDICATEURS D'INÉGALITÉ

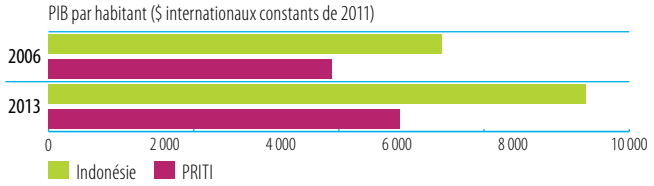


STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933241957

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Lesotho

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	118,9	51,5	44,1	-63%
Envois de fonds	609,3	604,5	462,5	-24%
Autres apports du secteur public (AASP)	-0,4	19,0	20,5	-
dont: AASP liés au commerce	0,0	1,7	0,0	-
Aide publique au développement (APD)	118,9	288,9	343,2	189%
dont: Aide pour le commerce	17,4	27,3	20,0	15%

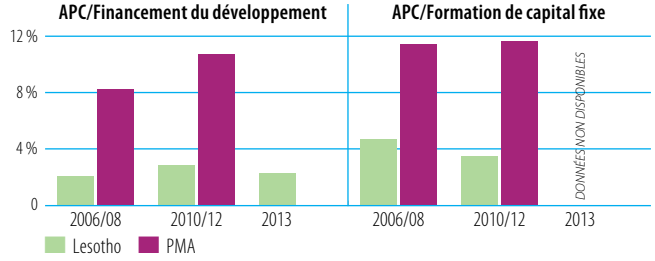
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Politique commerciale	**2**	Facilitation des échanges	**3**	Compétitivité

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



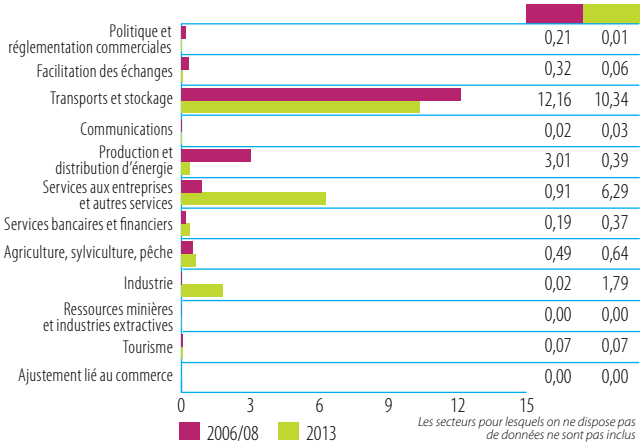
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
IDA	6,7	39	IDA	13,9	70
FAD (Fonds africain de développement)	6,1	35	Institutions de l'UE	2,2	11
Institutions de l'UE	3,1	18	États-Unis	1,3	6
Allemagne	0,7	4	FODI	0,9	4
États-Unis	0,2	1	BADEA	0,7	4

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

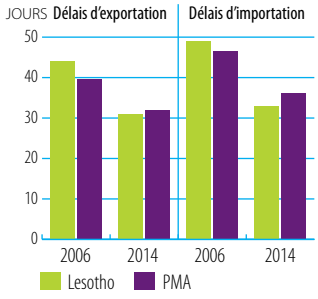


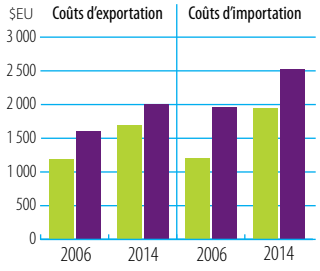
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	7.9	7.6
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...	...
Exportations: moyenne pondérée appliquée	0.0	0.0
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	99.9	99.3
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	7.4
Abonnements tél. fixe à large bande	...	0.1
Personnes physiques utilisant Internet	3.0	5.0

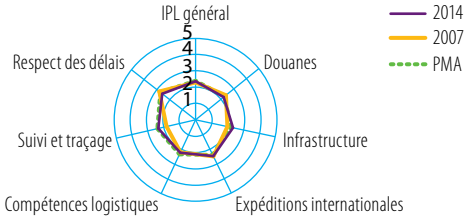
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





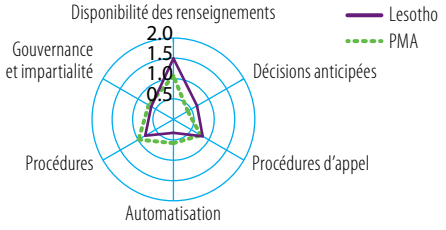
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



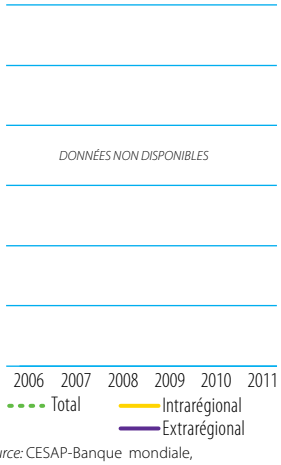
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



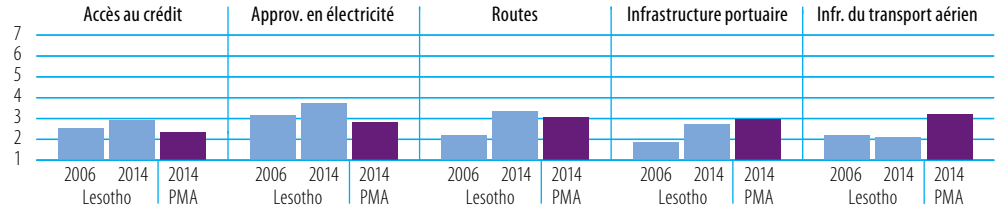
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	171	141
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	5	6
Services commerciaux en % des importations totales (%)	20	16
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	...	...
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	...	...

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

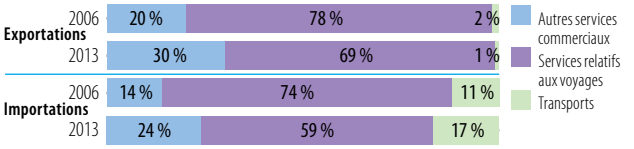
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	–
Exportations	Marchandises	0,718	0,847	**+18%** ▲	
	Services commerciaux	0,038	0,057	**+51%** ▲	
Importations	Marchandises	1,359	1,884	**+39%** ▲	
	Services commerciaux	0,332	0,355	**+7%** ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	...	...
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	...	...
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	...	...
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	...	...
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	...	...
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	...	...
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	...	...
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	...	...

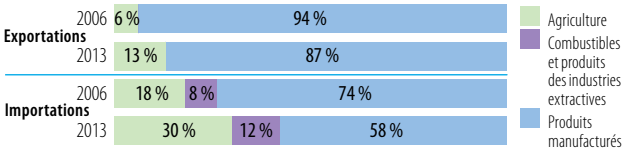
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2008	%	2013	%
Afrique du Sud	83		
États-Unis	15		
Madagascar	1	*DONNÉES NON DISPONIBLES*	
Kenya	1		
Canada	0		

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2008	%	2013	%
Afrique du Sud	95		
Japon	2		
Allemagne	1	*DONNÉES NON DISPONIBLES*	
États-Unis	1		
Royaume-Uni	0		

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2008	%	2013	%
Téléviseurs, etc.	21		
Interrupteurs, commutateurs, etc. pour circuits électriques	18		
Chaussures	7	*DONNÉES NON DISPONIBLES*	
Laines et autres poils	6		
Vêtements pour hommes ou garçonnets, autres que de bonneterie	6		

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2008	%	2013	%
Transactions spéciales non classées	13		
Produits pétroliers	7		
Parfums, cosmétiques, etc.	4	*DONNÉES NON DISPONIBLES*	
Produits manufacturés divers, n.d.a.	4		
Véhicules routiers automobiles, n.d.a.	4		

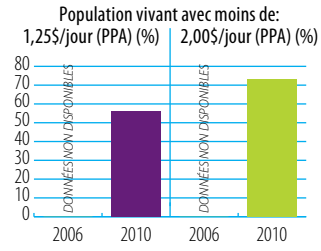
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT

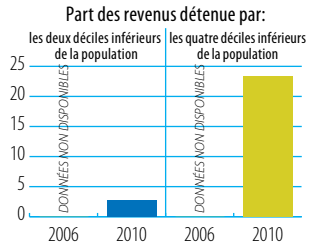
INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	32,5	24,7
Population active féminine (% de la population active totale)	47,1	45,8
APD nette reçue (% du RNB)	3,8	9,9
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	...	...
Service total de la dette (% des exportations totales)	3,1	2,8
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,44	0,49

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

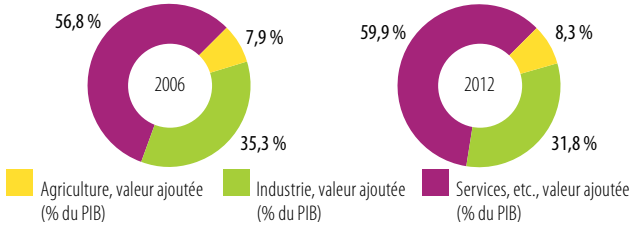


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



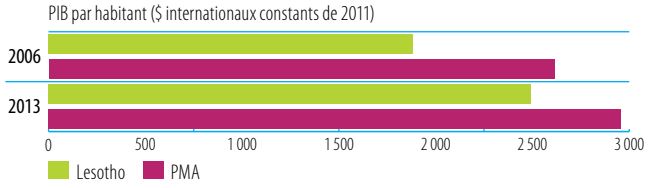
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933241977

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour Madagascar

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	745,7	810,1	837,5	12%
Envois de fonds	...	...	...	-
Autres apports du secteur public (AASP)	165,2	162,5	2,2	-99%
dont: AASP liés au commerce	164,9	162,5	0,7	-100%
Aide publique au développement (APD)	1 665,6	450,7	667,4	-60%
dont: Aide pour le commerce	279,4	122,9	101,3	-64%

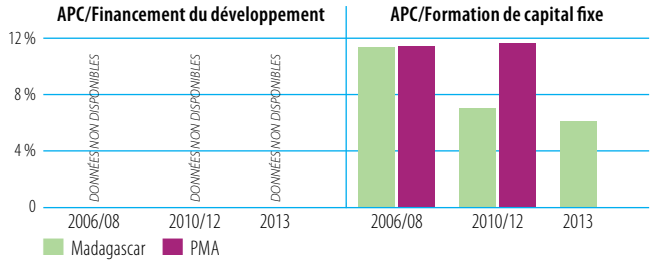
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Compétitivité	2	Facilitation des échanges	3	Coûts de l'ajustement

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



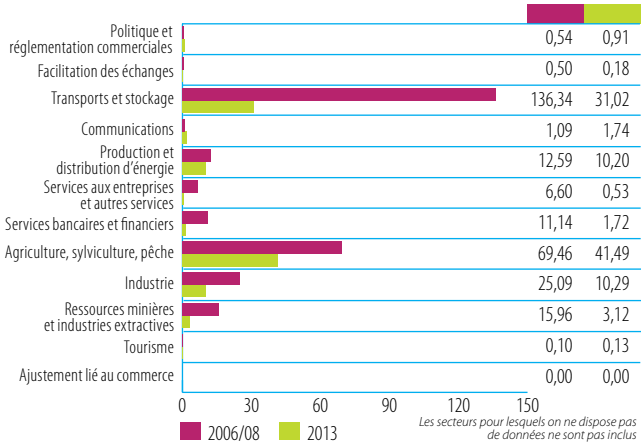
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
IDA	118,6	42	IDA	52,5	52
Institutions de l'UE	81,0	29	Institutions de l'UE	13,8	14
France	32,7	12	France	9,7	10
FAD (Fonds africain de développement)	12,0	4	BADEA	6,1	6
États-Unis	10,4	4	FAD (Fonds africain de développement)	5,4	5

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

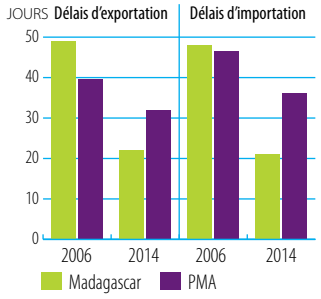


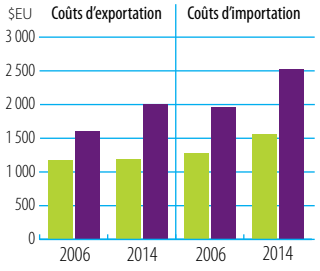
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	13,3	11,7
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	9	8,1
Exportations: moyenne pondérée appliquée	0,3	2,0
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	99,3	86,8
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	3,1
Abonnements tél. fixe à large bande	0,0	0,1
Personnes physiques utilisant Internet	0,6	2,2

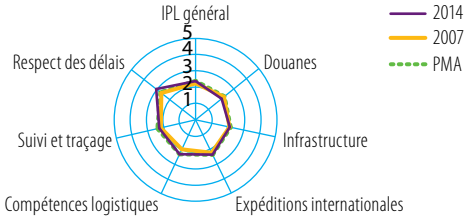
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





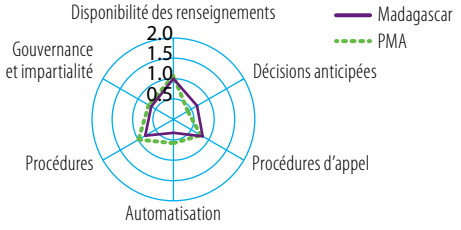
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



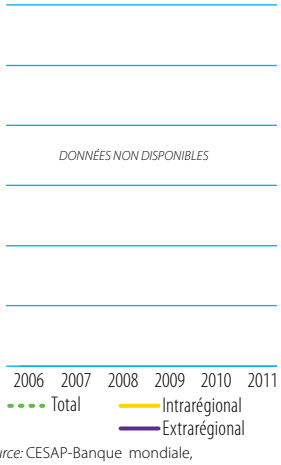
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



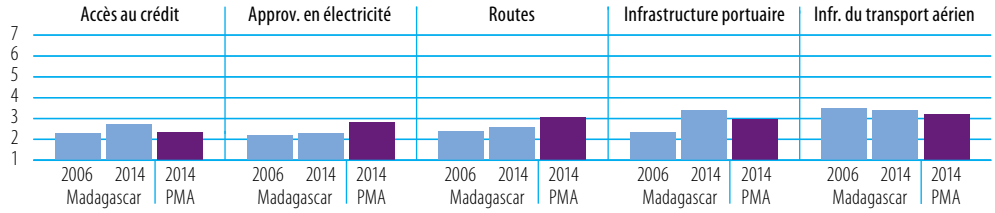
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%, 2006-2012)	66	68
Services commerciaux en % des exportations totales (%, 2006-2012)	37	47
Services commerciaux en % des importations totales (%, 2006-2012)	28	32
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	25	49
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	50	45

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

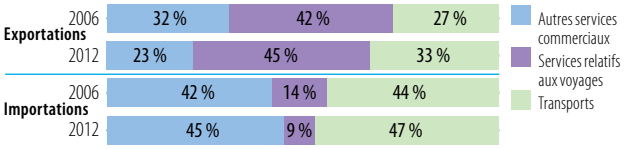
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2012	2013	+	–
Exportations	Marchandises	0,968		1,900	+96% ▲	
	Services commerciaux	0,558	1,352		+142% ▲	
Importations	Marchandises	1,533		2,715	+77% ▲	
	Services commerciaux	0,600	1,243		+107% ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	427	444
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	870	882
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,046	0,061
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,037	0,058
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	108	114
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	117	123
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,212	0,092
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,089	0,091

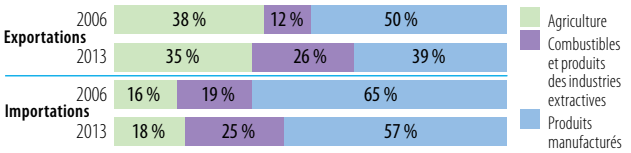
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Chine	18	Émirats arabes unis	21
Royaume de Bahreïn	16	Chine	15
France	13	France	6
Afrique du Sud	6	Autres pays d'Europe, n.d.a.	6
États-Unis	4	Inde	6

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
France	40	France	25
États-Unis	15	États-Unis	7
Allemagne	6	Chine	7
Italie	4	Pays-Bas	6
Royaume-Uni	3	Allemagne	5

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Crustacés, mollusques, etc.	13	Nickel	20
Transactions spéciales non classées	10	Autres vêtements en matières textiles, n.d.a.	10
Produits pétroliers	8	Épices	9
Épices	8	Minerais de métaux communs et leurs concentrés	6
Autres vêtements en matières textiles, n.d.a.	8	Crustacés, mollusques, etc.	5

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Produits pétroliers	18	Produits pétroliers	22
Fils textiles	6	Riz	6
Tissus de coton tissés	4	Tissus de coton tissés	3
Tissus de bonneterie, n.d.a	3	Fils textiles	2
Parties d'équipement de télécom., n.d.a.	3	Sucres, mélasses, miels	2

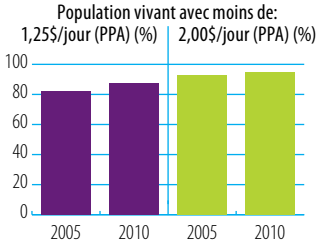
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT

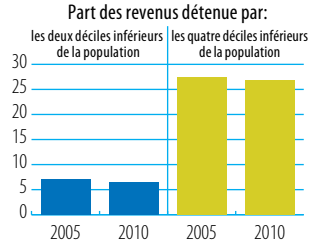
INDICATEURS	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	3,9	3,6
Population active féminine (% de la population active totale)	49,1	49,5
APD nette reçue (% du RNB)	14,4	3,9
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2006-2011)	49,9	49,3
Service total de la dette (% des exportations totales, 2006-2011)	3,6	2,1
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,47	0,50

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

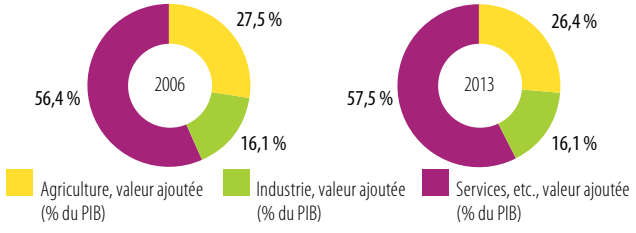


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



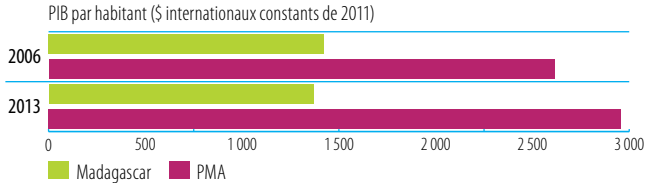
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933241980

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Malawi

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	118,5	118,4	118,4	0%
Envois de fonds	17,5	25,1	...	-
Autres apports du secteur public (AASP)	1,7	0,9	0,0	-100%
dont: AASP liés au commerce	1,7	0,0	0,0	-100%
Aide publique au développement (APD)	1 912,2	1 007,6	1 161,9	-39%
dont: Aide pour le commerce	99,1	196,7	220,6	123%

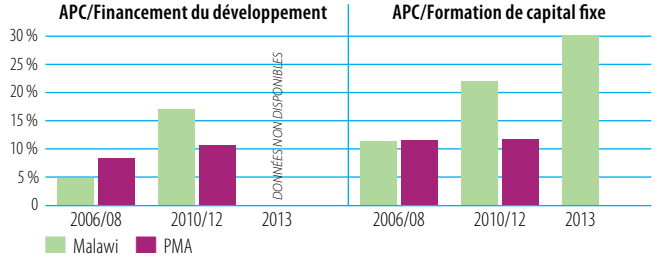
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Compétitivité	2	Infrastructure de réseau (électricité, eau, télécom.)	3	Diversification des exportations

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



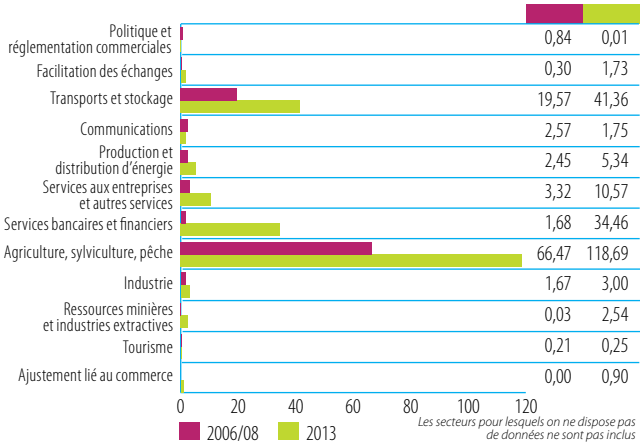
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
IDA	24,4	25	IDA	75,3	34
Institutions de l'UE	23,5	24	Institutions de l'UE	42,7	19
Japon	12,4	13	FAD (Fonds africain de développement)	19,4	9
Norvège	11,2	11	Norvège	17,8	8
FAD (Fonds africain de développement)	9,6	10	Royaume-Uni	13,6	6

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

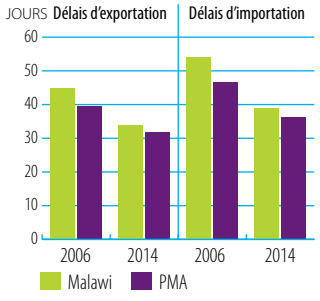


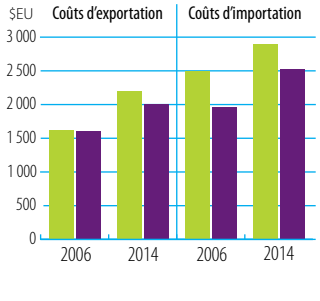
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	13,5	12,4
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...	7,8
Exportations: moyenne pondérée appliquée	14,7	0,4
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	85,7	98,2
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	3,9
Abonnements tél. fixe à large bande	...	0,0
Personnes physiques utilisant Internet	0,4	5,4

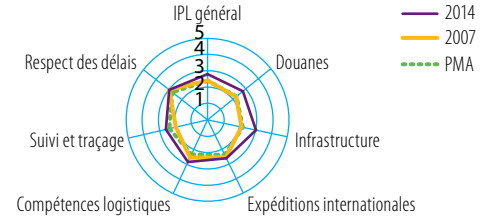
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





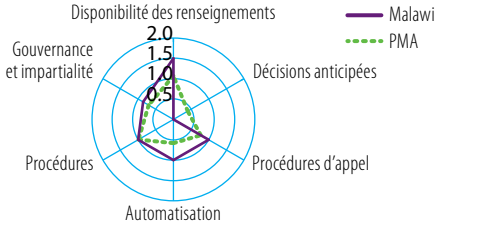
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



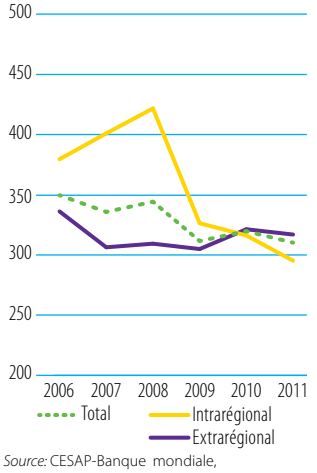
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



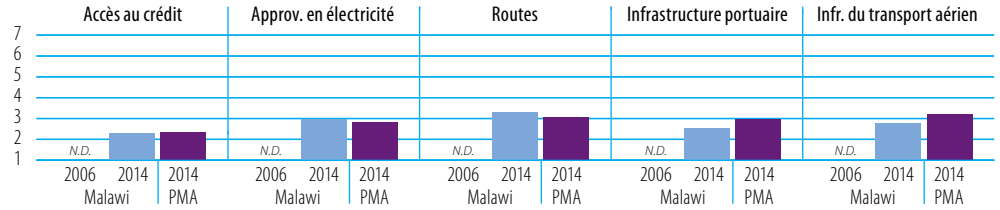
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%, 2006-2012)	67	92
Services commerciaux en % des exportations totales (%, 2006-2012)	8	7
Services commerciaux en % des importations totales (%, 2006-2012)	11	8
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	77	84
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	49	55

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

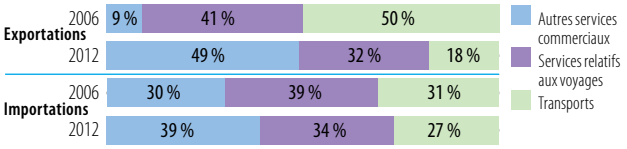
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2012	2013	+	–
Exportations	Marchandises	0,721		1,312	**+82%** ▲	
	Services commerciaux	0,062	0,104		**+67%** ▲	
Importations	Marchandises	1,161		2,775	**+139%** ▲	
	Services commerciaux	0,142	0,205		**+44%** ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	253	279
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	798	885
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,387	0,245
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,028	0,034
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	96	101
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	98	110
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,086	0,040
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,156	0,081

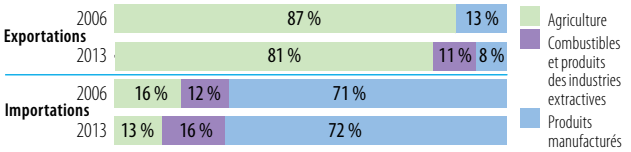
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Afrique du Sud	22	Canada	12
Royaume-Uni	13	Belgique	8
Allemagne	10	Afrique du Sud	8
États-Unis	8	États-Unis	6
Égypte	5	Royaume-Uni	6

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Afrique du Sud	36	Afrique du Sud	22
Mozambique	13	Mozambique	12
Émirats arabes unis	6	Chine	9
Royaume-Uni	6	Inde	8
Inde	4	Émirats arabes unis	6

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Tabacs bruts ou non fabriqués	61	Tabacs bruts ou non fabriqués	47
Thé et maté	7	Minerais d'uranium ou de thorium, etc.	11
Sucres, mélasses, miels	6	Sucres, mélasses, miels	9
Autres vêtements en matières textiles, n.d.a.	2	Thé et maté	7
Vêtements pour hommes ou garçonnets, autres qu'en bonneterie	2	Graines oléagineuses (huiles végétales fixes douces)	6

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Produits pétroliers	11	Produits pétroliers	14
Véhicules spéciaux de trans. de marchandises	11	Engrais, sauf engrais bruts	12
Engrais, sauf engrais bruts	6	Médicaments	6
Tabacs bruts ou non fabriqués	4	Froment, méteil non moulus	3
Imprimés	4	Tabacs bruts ou non fabriqués	3

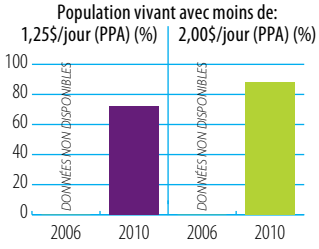
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT

INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	7,8	7,6
Population active féminine (% de la population active totale)	49,9	51,2
APD nette reçue (% du RNB)	23,5	28,6
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2006-2012)	...	8,9
Service total de la dette (% des exportations totales, 2006-2012)	8,9	2,0
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,37	0,41

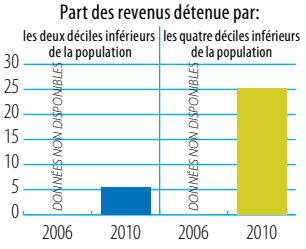
Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

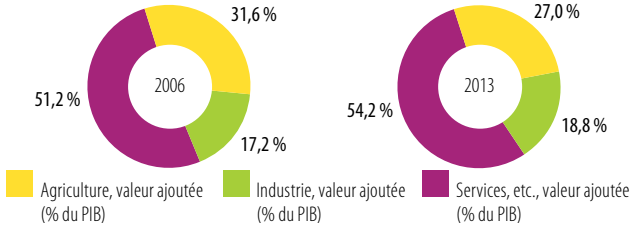


Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

INDICATEURS D'INÉGALITÉ

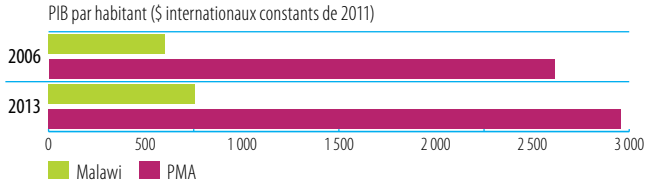


STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933241997

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Mali

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	112,2	453,3	410,3	266%
Envois de fonds	328,9	628,4	...	-
Autres apports du secteur public (AASP)	0,0	2,3	1,1	-
dont: AASP liés au commerce	0,0	0,0	0,0	-
Aide publique au développement (APD)	1 589,3	1 146,2	1 432,9	-10%
dont: Aide pour le commerce	236,8	378,5	251,1	6%

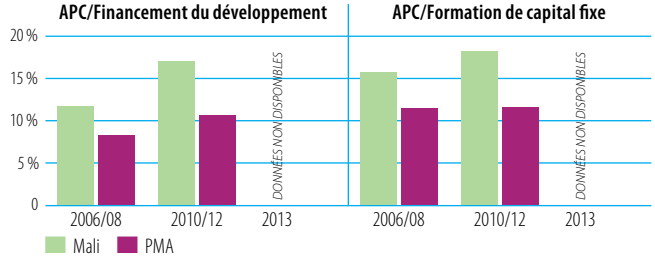
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Facilitation des échanges	2	Politique commerciale	3	Diversification des exportations

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



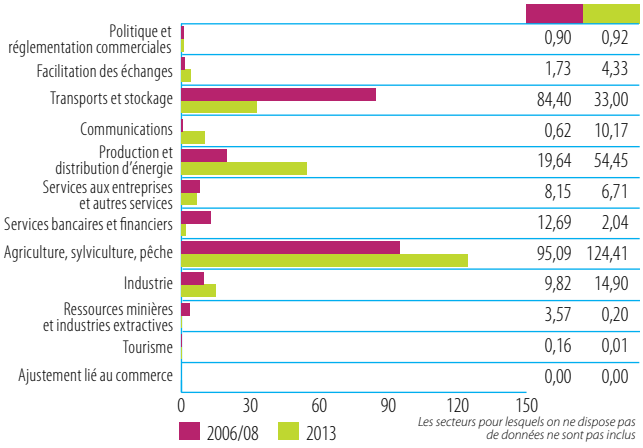
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
IDA	79,8	34	IDA	96,9	39
Institutions de l'UE	76,0	32	FAD (Fonds africain de développement)	30,4	12
France	15,8	7	Allemagne	18,6	7
FAD (Fonds africain de développement)	13,8	6	États-Unis	18,2	7
Allemagne	11,3	5	Institutions de l'UE	13,3	5

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

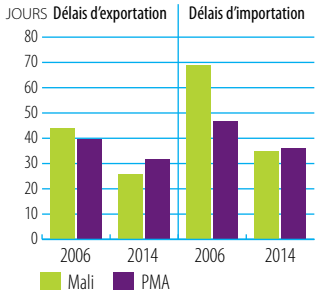


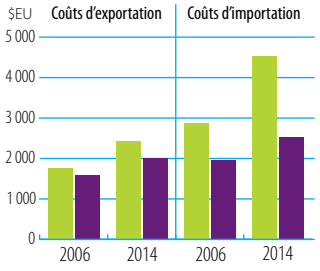
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	12,0	11,9
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...	9,8
Exportations: moyenne pondérée appliquée	17,1	2,7
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	51,3	32,9
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	1,8
Abonnements tél. fixe à large bande	0,0	0,0
Personnes physiques utilisant Internet	0,7	2,3

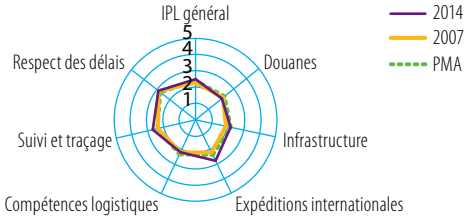
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





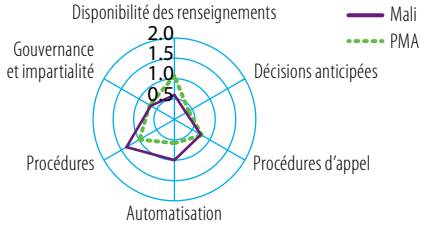
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



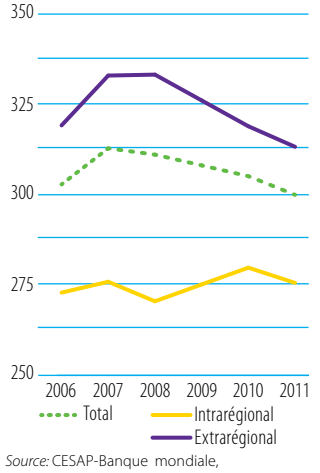
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



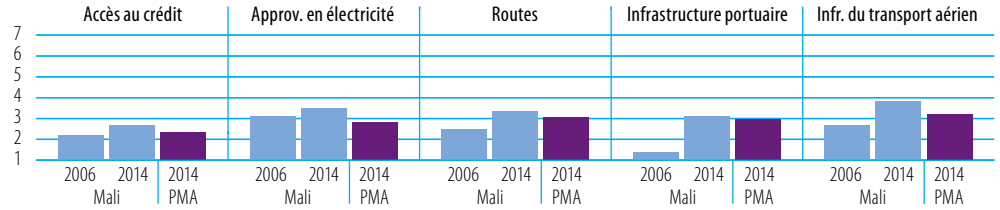
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2012
Ratio du commerce au PIB (%, 2006-2012)	65	70
Services commerciaux en % des exportations totales	16	9
Services commerciaux en % des importations totales	31	26
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	97	92
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	40	40

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

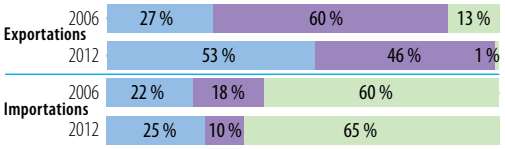
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2012	2013	+	–
Exportations	Marchandises	1,550		2,691	+74% ▲	
	Services commerciaux	0,291	0,307		+5% ▲	
Importations	Marchandises	1,475		3,272	+122% ▲	
	Services commerciaux	0,672	1,044		+55% ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2012
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	200	282
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	733	770
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,577	0,451
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,063	0,086
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	71	82
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	100	117
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,516	0,287
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,064	0,094

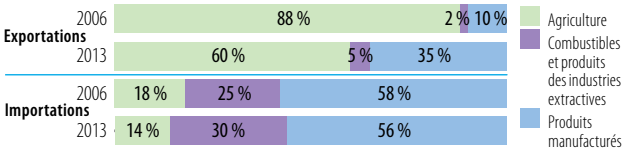
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2012	%
Afrique du Sud	71	Afrique du Sud	52
Chine	6	Suisse	12
Sénégal	3	Chine	8
Viet Nam	2	Malaisie	5
Thaïlande	2	Côte d'Ivoire	4

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2012	%
France	15	Sénégal	25
Sénégal	12	France	11
Côte d'Ivoire	11	Chine	11
Bénin	9	Côte d'Ivoire	8
Chine	6	Bénin	5

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2012	%
Or à usage non monétaire (sauf minerais)	74	Or à usage non monétaire (sauf minerais)	65
Coton	17	Coton	15
Animaux vivants	3	Engrais, à l'exception des engrais bruts	6
Autres céréales, non moulues	1	Animaux vivants	4
Produits pétroliers	1	Équipements d'ingénierie civile	1

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2012	%
Produits pétroliers	23	Produits pétroliers	28
Chaux, ciment, matériaux de construction	5	Chaux, ciment, matériaux de construction	5
Engrais, à l'exception des engrais bruts	5	Engrais, à l'exception des engrais bruts	5
Médicaments	3	Médicaments	4
Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	3	Équipements d'ingénierie civile	3

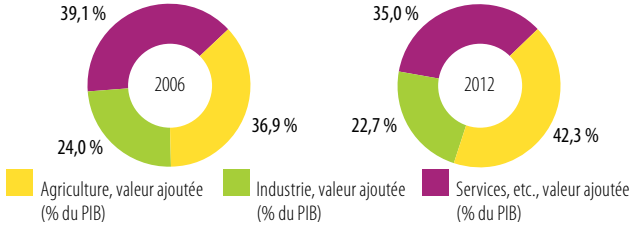
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT

INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	8,3	8,2
Population active féminine (% de la population active totale)	36,3	38,6
APD nette reçue (% du RNB)	14,8	10,2
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	12,4	13,1
Service total de la dette (% des exportations totales, 2006-2012)	4,4	1,5
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,36	0,41

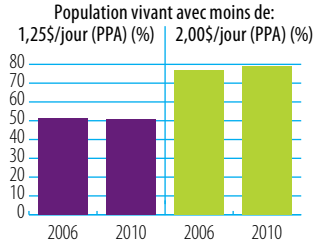
Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



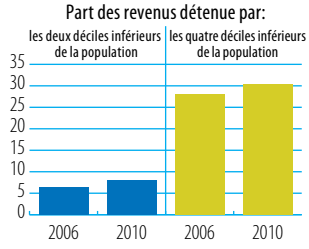
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

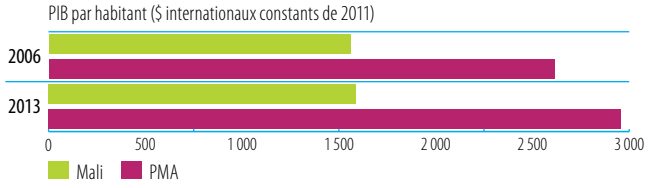


Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

INDICATEURS D'INÉGALITÉ



PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933242001

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour Maurice

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	275,8	484,1	258,6	-6%
Envois de fonds	0,7	0,7	0,6	-15%
Autres apports du secteur public (AASP)	44,6	170,6	276,6	520%
dont: AASP liés au commerce	9,1	87,4	69,0	662%
Aide publique au développement (APD)	103,8	185,9	179,4	73%
dont: Aide pour le commerce	6,6	31,3	93,5	1308%

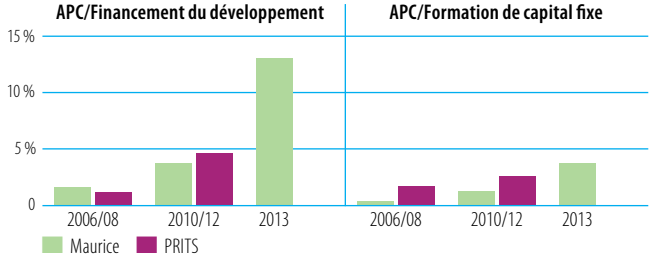
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Compétitivité	2	Diversification des exportations	3	Facilitation des échanges

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



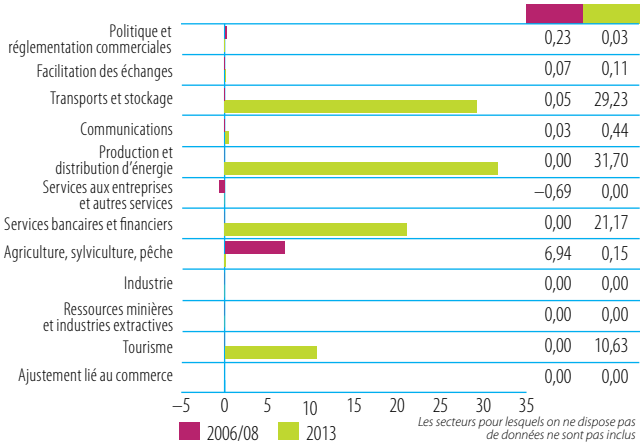
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
Institutions de l'UE	6,5	98	France	56,8	61
Grèce	0,3	4	Institutions de l'UE	30,6	33
Japon	0,2	4	BADEA	3,9	4
Organisation mondiale du commerce	0,2	2	Royaume-Uni	1,2	1
Allemagne	0,1	1	Japon	0,5	1

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

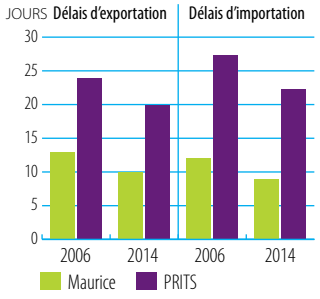


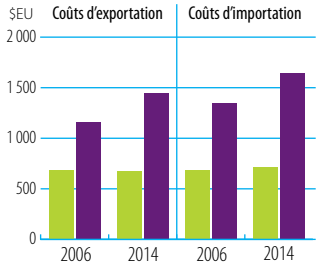
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	3,5	1,0
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	2	0,9
Exportations: moyenne pondérée appliquée	1,6	0,2
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	95,3	99,2
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	28,7
Abonnements tél. fixe à large bande	2,3	12,5
Personnes physiques utilisant Internet	16,7	39,0

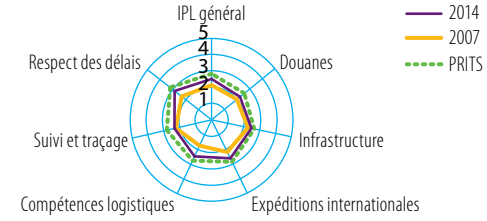
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





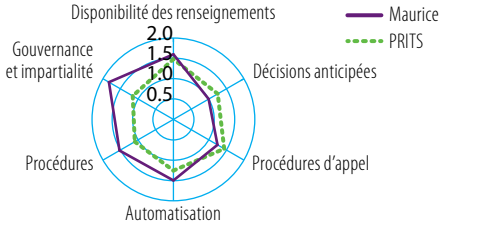
Source: Banque mondiale, *Doing Business.*

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



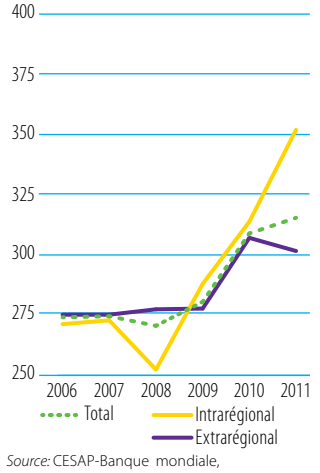
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



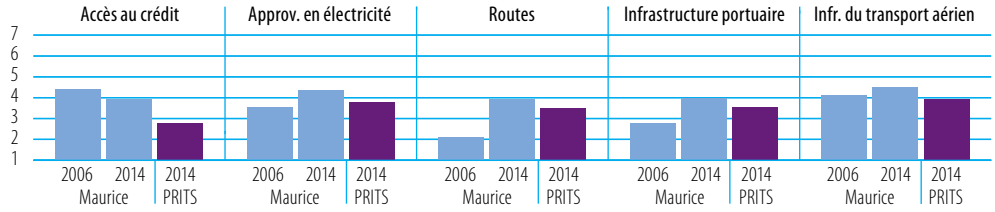
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	129	117
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	42	53
Services commerciaux en % des importations totales (%)	28	34
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	29	23
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	35	34

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

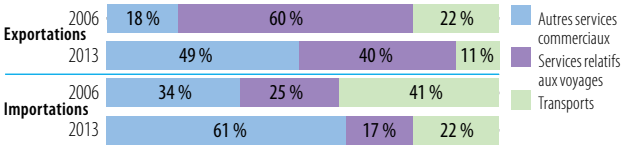
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	–
Exportations	Marchandises	2,329	2,872	**+23%** ▲	
	Services commerciaux	1,663	3,302	**+99%** ▲	
Importations	Marchandises	3,409	5,141	**+51%** ▲	
	Services commerciaux	1,312	2,635	**+101%** ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	594	622
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	991	1 006
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,078	0,063
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,036	0,043
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	126	120
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	130	145
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,154	0,080
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,059	0,096

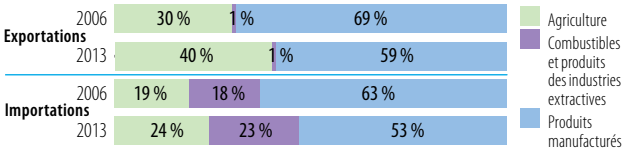
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Royaume-Uni	30	Royaume-Uni	17
France	14	France	15
Émirats arabes unis	11	États-Unis	10
États-Unis	8	Italie	9
Madagascar	4	Afrique du Sud	8

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
France	14	Inde	24
Inde	14	Chine	15
Chine	9	France	8
Afrique du Sud	7	Afrique du Sud	6
Allemagne	4	Espagne	4

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Autres vêtements en matières textiles, n.d.a.	21	Préparations ou conserves de poisson, etc., n.d.a.	16
Sucres, mélasses, miels	15	Sucres, mélasses, miels	13
Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	11	Autres vêtements en matières textiles, n.d.a.	13
Vêtements pous hommes ou garçonnets, autres qu'en bonneterie	7	Vêtements pous hommes ou garçonnets, autres qu'en bonneterie	12
Transactions spéciales non classées	7	Poissons frais, réfrigérés ou congelés	4

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Produits pétroliers	15	Produits pétroliers	19
Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	9	Poissons frais, réfrigérés ou congelés	6
Aéronefs et matériel connexe	6	Véhicules de trans. de passagers (sauf bus)	3
Poissons frais, réfrigérés ou congelés	5	Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	3
Fils textiles	4	Perles, pierres gemmes	2

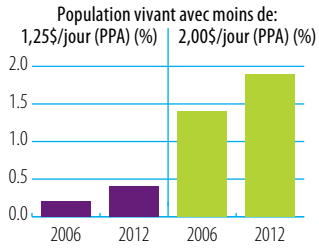
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT

INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	9,1	8,3
Population active féminine (% de la population active totale)	36,0	37,9
APD nette reçue (% du RNB)	0,3	1,5
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2006-2012)	...	2,3
Service total de la dette (% des exportations totales)	5,9	42,0
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,72	0,77

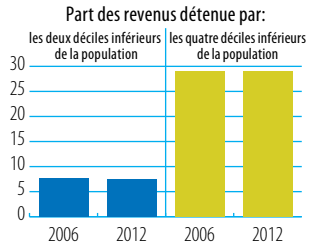
Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

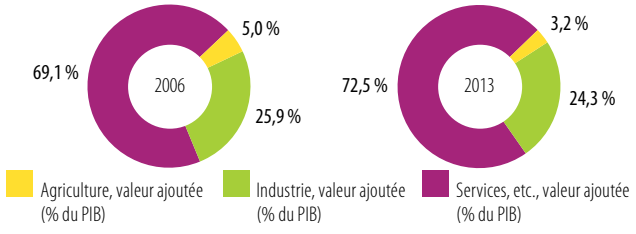


Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

INDICATEURS D'INÉGALITÉ

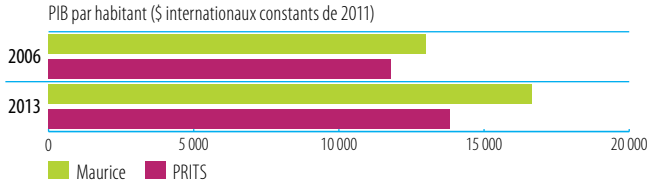


STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933242012

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Mexique

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	27 143,0	21 445,2	38 285,7	41%
Envois de fonds	26 488,1	23 011,6	23 022,5	-13%
Autres apports du secteur public (AASP)	1 517,8	3 939,3	2 976,5	96%
dont: AASP liés au commerce	549,2	1 397,1	1 242,5	126%
Aide publique au développement (APD)	280,7	756,0	795,8	184%
dont: Aide pour le commerce	26,0	131,8	312,2	1100%

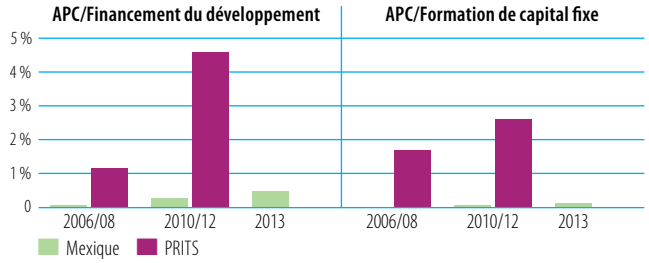
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Facilitation des échanges	2	Compétitivité	3	Diversification des exportations

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



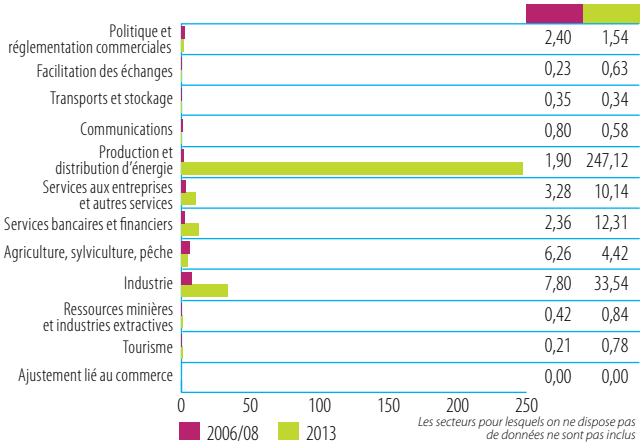
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
Institutions de l'UE	5,7	22	France	164,5	53
États-Unis	5,4	21	Allemagne	118,8	38
Japon	4,5	17	États-Unis	9,4	3
France	2,9	11	Fonds spécial de la BID	6,7	2
Allemagne	2,4	9	Japon	6,4	2

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

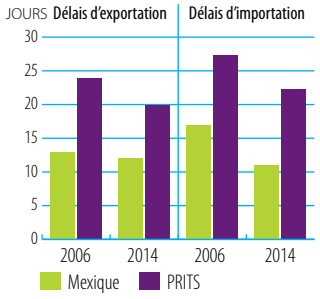


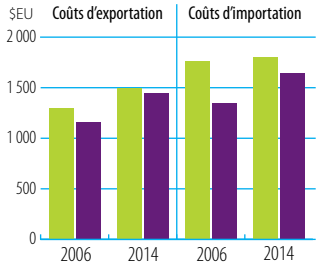
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	14,0	7,9
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	12	5,4
Exportations: moyenne pondérée appliquée	0,2	0,2
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	98,6	98,5
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	13,5
Abonnements tél. fixe à large bande	2,7	10,9
Personnes physiques utilisant Internet	19,5	43,5

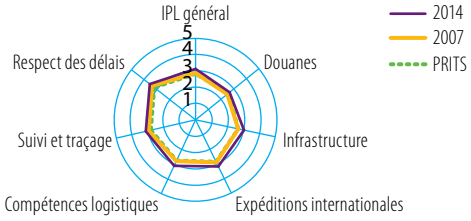
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





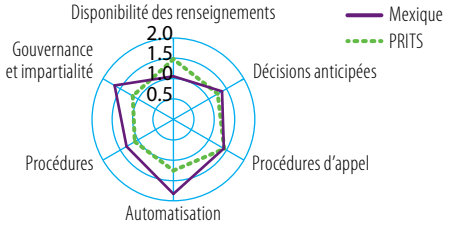
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



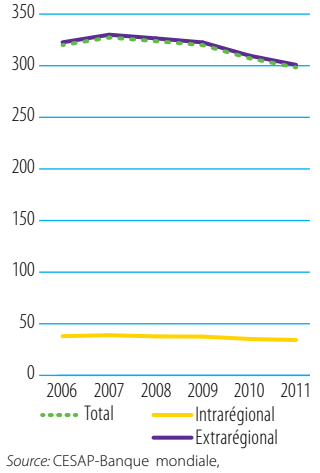
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



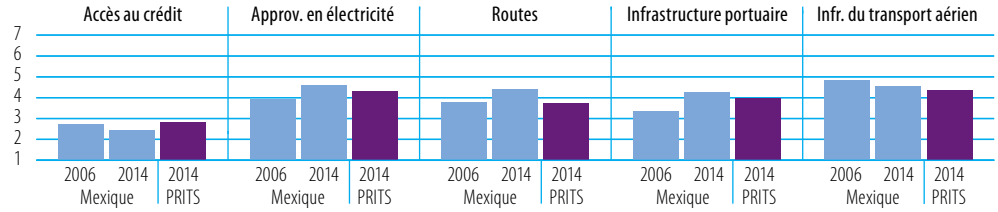
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

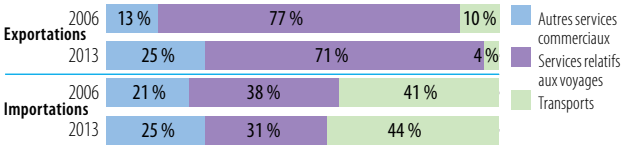
INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	56	64
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	6	5
Services commerciaux en % des importations totales (%)	8	7
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	37	38
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	61	59

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	–
Exportations	Marchandises	250,319	381,000	+52% ▲	
	Services commerciaux	15,807	19,586	+24% ▲	
Importations	Marchandises	256,776	382,000	+49% ▲	
	Services commerciaux	21,611	28,803	+33% ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES

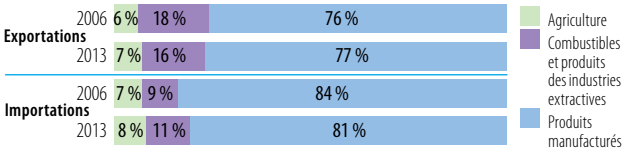


Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	1 120	1 134
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	1 222	1 195
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,037	0,033
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,011	0,014
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	182	183
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	200	207
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,723	0,625
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,287	0,282

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
États-Unis	85	États-Unis	79
Canada	2	Canada	3
Espagne	1	Espagne	2
Allemagne	1	Chine	2
Colombie	1	Brésil	1

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
États-Unis	51	États-Unis	49
Chine	10	Chine	16
Japon	6	Japon	4
République de Corée	4	République de Corée	4
Allemagne	4	Allemagne	4

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Huiles brutes de pétrole	14	Huiles brutes de pétrole	11
Véhicules de trans. de passagers (sauf bus)	7	Véhicules de trans. de passagers (sauf bus)	9
Téléviseurs, etc.	7	Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	6
Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	5	Parties de tracteurs et de véhic. automobiles	5
Parties de tracteurs et de véhic. automobiles	5	Véhicules spéc. de trans.de marchandises	5

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	6	Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	7
Transistors, valves, etc.	5	Produits pétroliers	7
Parties de tracteurs et de véhic. automobiles	5	Parties de tracteurs et de véhic. automobiles	5
Interrupteurs, commutateurs, etc. pour circuits électriques	4	Transistors, valves, etc.	4
Produits pétroliers	4	Interrupteurs, commutateurs, etc. pour circuits électriques	3

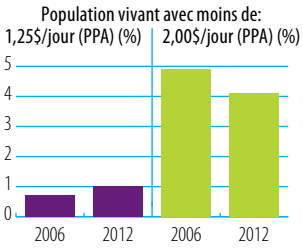
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT

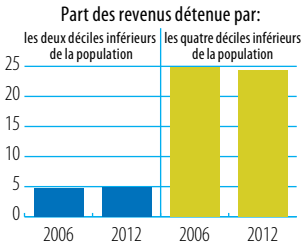
INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	3,2	4,9
Population active féminine (% de la population active totale)	36,9	38,5
APD nette reçue (% du RNB)	0,0	0,0
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	...	...
Service total de la dette (% des exportations totales)	20,1	10,3
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,72	0,76

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

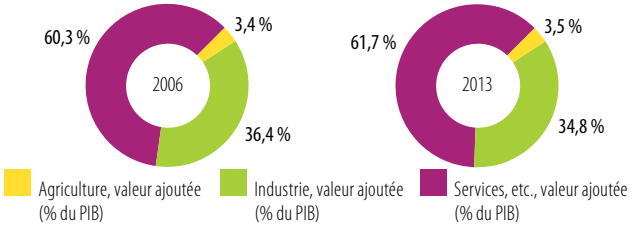


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



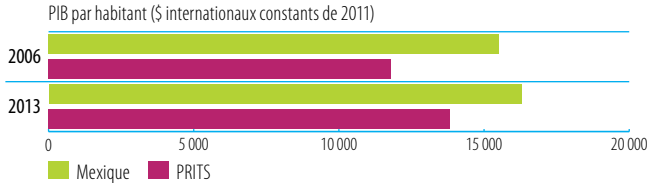
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933242027

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour la Mongolie

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	487,6	3 619,3	2 046,8	320%
Envois de fonds	194,7	288,7	255,7	31%
Autres apports du secteur public (AASP)	0,0	169,7	190,1	2.7E+06%
dont: AASP liés au commerce	0,0	169,6	171,1	-
Aide publique au développement (APD)	201,5	408,1	479,9	138%
dont: Aide pour le commerce	65,5	160,5	268,7	310%

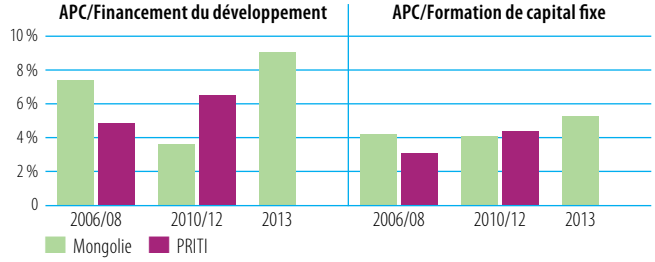
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Politique commerciale	**2**	Facilitation des échanges	**3**	Infrastructure transfrontières

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



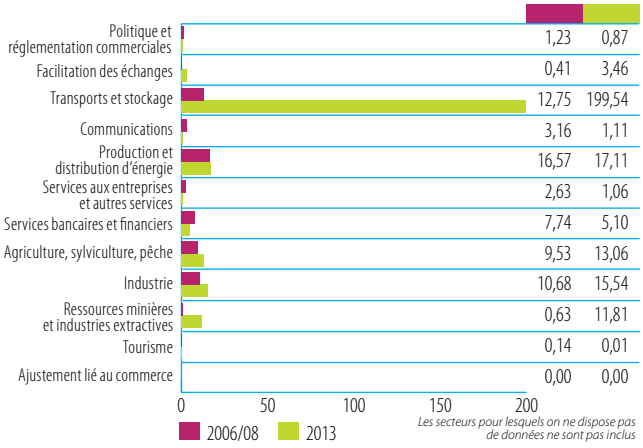
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
Japon	25,0	38	Japon	133,0	50
Allemagne	10,9	17	BAsD, fonds spéciaux	42,6	16
IDA	10,4	16	États-Unis	40,6	15
République de Corée	6,1	9	Allemagne	18,6	7
États-Unis	5,2	8	IDA	8,0	3

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

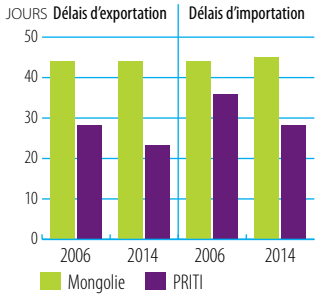


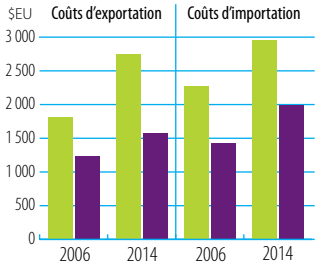
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2012	2013
Droits de douane (%)			
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	4,5		5,0
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	4		...
Exportations: moyenne pondérée appliquée	4,0		0,6
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	71,1		93,1
Connectivité à Internet (% de la population)			
Abonnements tél. mobile à large bande	...	18,2	
Abonnements tél. fixe à large bande	0,1		4,9
Personnes physiques utilisant Internet	...		17,7

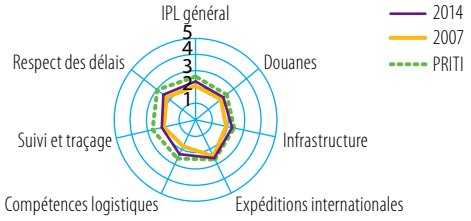
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





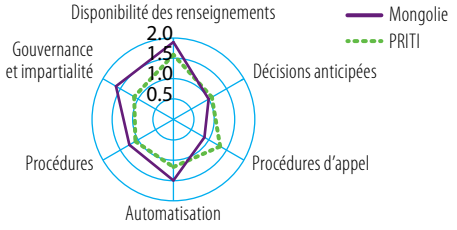
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



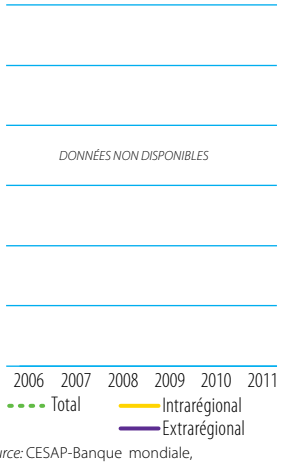
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



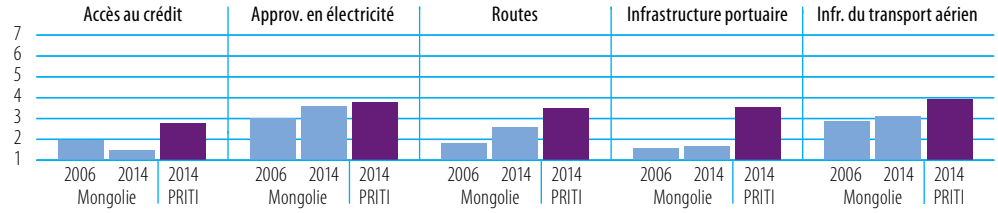
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	114	109
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	24	14
Services commerciaux en % des importations totales (%)	27	26
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	88	59
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	34	30

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

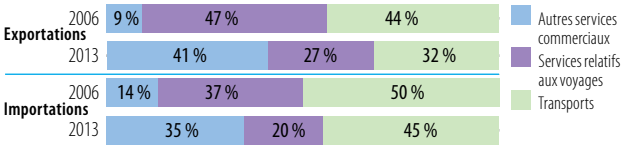
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	–
Exportations	Marchandises	1,545	4,269	+176% ▲	
	Services commerciaux	0,483	0,707	+46% ▲	
Importations	Marchandises	1,357	5,590	+312% ▲	
	Services commerciaux	0,514	2,004	+290% ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	242	240
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	770	883
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,209	0,161
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,088	0,059
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	55	51
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	72	100
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,471	0,750
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,211	0,153

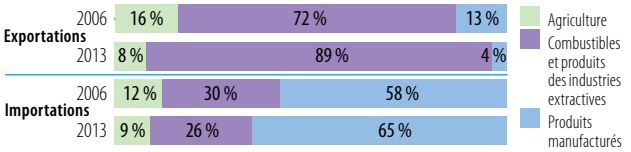
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Chine	68	Chine	87
Canada	11	Royaume-Uni	5
États-Unis	8	Canada	3
Fédération de Russie	3	Fédération de Russie	1
Italie	3	Italie	1

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Fédération de Russie	37	Chine	28
Chine	27	Fédération de Russie	25
Japon	7	États-Unis	8
République de Corée	6	République de Corée	8
Kazakhstan	3	Japon	7

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Minerais de cuivre et leurs concentrés	41	Charbon, non aggloméré	26
Or à usage non monétaire (sauf minerais)	18	Minerais de cuivre et leurs concentrés	22
Laines et autres poils	10	Minerais de fer et leurs concentrés	15
Minerais de métaux communs et leurs concentrés	9	Huiles brutes de pétrole	12
Charbon, non aggloméré	3	Or à usage non monétaire (sauf minerais)	7

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Produits pétroliers	28	Produits pétroliers	22
Véhicules de trans. de passagers (sauf bus)	5	Véhicules de trans. de passagers (sauf bus)	6
Imprimés	4	Véhicules spéciaux de trans de marchandises	6
Équipements d'ingénierie civile	3	Équipements d'ingénierie civile	5
Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	2	Barres et profilés en fer ou en acier, etc.	3

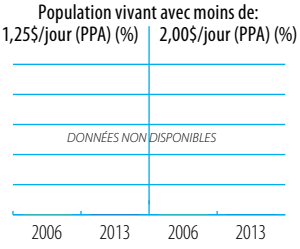
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT

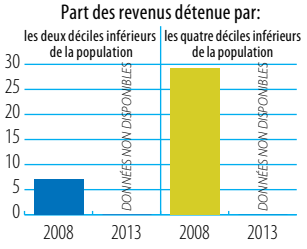
INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	5,9	4,9
Population active féminine (% de la population active totale)	46,5	45,8
APD nette reçue (% du RNB)	6,1	4,8
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2006-2012)	5,3	10,9
Service total de la dette (% des exportations totales)	2,5	27,9
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,64	0,70

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

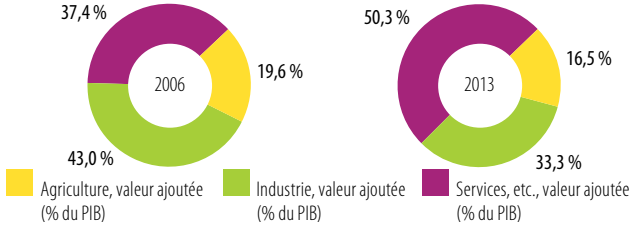


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



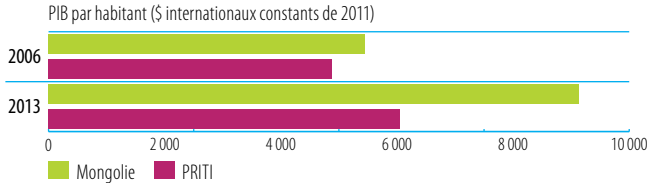
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933242031

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Népal

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	0,1	91,4	73,6	87264%
Envois de fonds	1 971,4	41 59,7	5 551,5	182%
Autres apports du secteur public (AASP)	0,4	0,6	0,3	-7%
dont: AASP liés au commerce	0,0	0,0	0,0	-
Aide publique au développement (APD)	588,5	967,9	1 032,7	75%
dont: Aide pour le commerce	125,4	265,8	320,4	156%

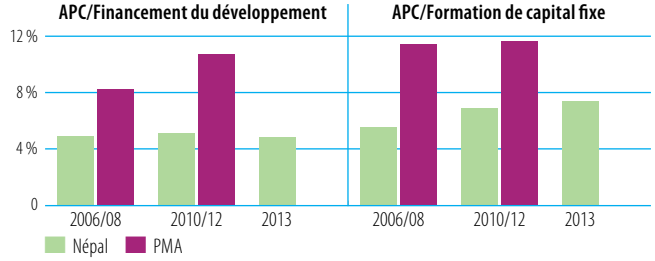
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Compétitivité	2	Infrastructure de réseau (électricité, eau, télécom.)	3	Infrastructure des transports

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



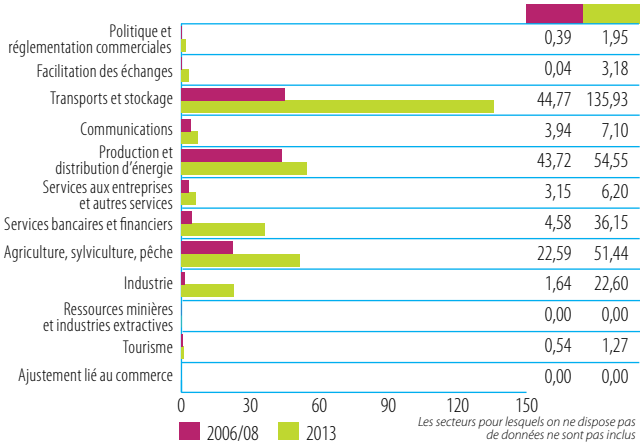
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
IDA	31,1	25	IDA	111,5	35
Royaume-Uni	24,6	20	BAsD, fonds spéciaux	69,7	22
Allemagne	21,4	17	Japon	29,8	9
Japon	16,4	13	Suisse	23,5	7
Norvège	10,4	8	Royaume-Uni	22,4	7

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

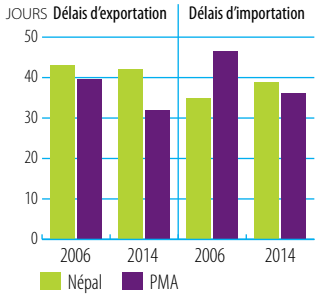


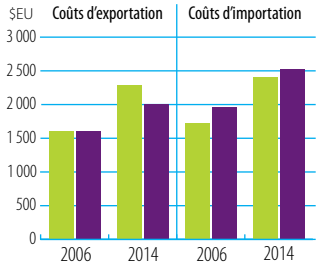
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%, 2005-2013)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	13,9	12,2
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...	13,6
Exportations: moyenne pondérée appliquée	11,8	0,3
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	37,8	96,7
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	10,9
Abonnements tél. fixe à large bande	0,0	1,1
Personnes physiques utilisant Internet	1,1	13,3

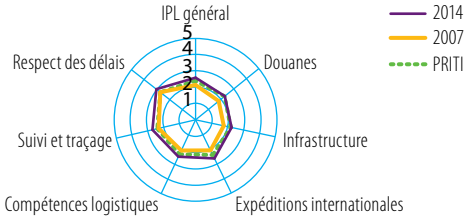
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





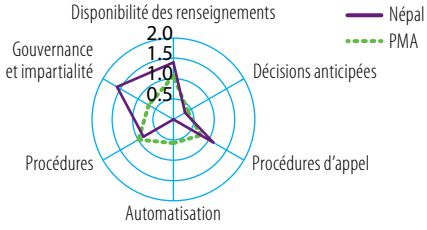
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



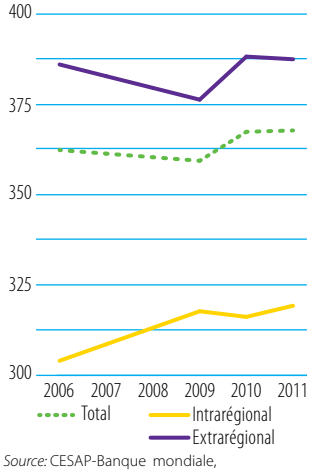
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



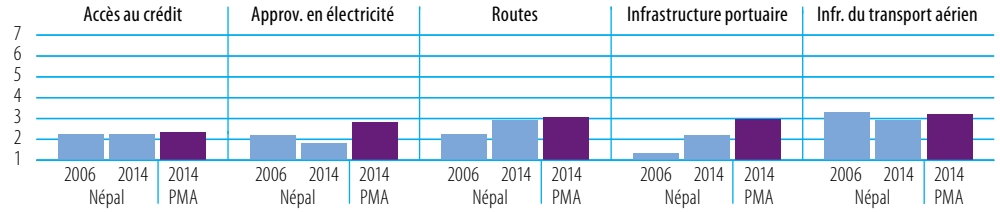
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

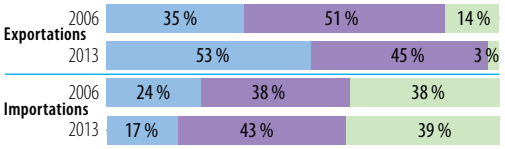
INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	45	49
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	23	49
Services commerciaux en % des importations totales (%)	17	13
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	...	53
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	...	56

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	–
Exportations	Marchandises	0,849	0,992	**+17%** ▲	
	Services commerciaux	0,252	0,962	**+282%** ▲	
Importations	Marchandises	2,441	6,502	**+166%** ▲	
	Services commerciaux	0,488	0,964	**+97%** ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES

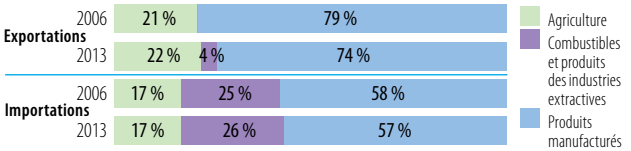


Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	...	324
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	...	994
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	...	0,034
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	...	0,029
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	...	100
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	...	101
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	...	0,455
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	...	0,418

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
		Inde	67
		États-Unis	8
DONNÉES NON DISPONIBLES		Allemagne	4
		Chine	2
		Royaume-Uni	2

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
		Inde	64
		Chine	9
DONNÉES NON DISPONIBLES		Émirats arabes unis	6
		Indonésie	3
		Argentine	3

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
		Revêtements de sols, etc.	8
		Produits laminés plats, etc., en fer	8
DONNÉES NON DISPONIBLES		Fils en matières textiles	7
		Tissus en fibres synthétiques	7
		Jus de fruits ou de légumes	5

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
		Produits pétroliers	13
		Graisses et huiles végétales fixes douces	5
DONNÉES NON DISPONIBLES		Lingots, etc., de fer ou d'acier	5
		Or à usage non monétaire (sauf minerais)	4
		Produits laminés plats, etc., en fer	4

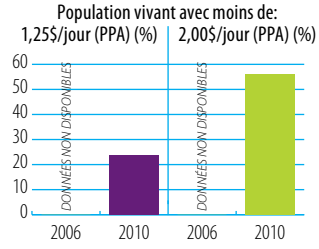
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT

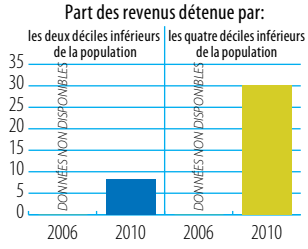
INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	2,6	2,7
Population active féminine (% de la population active totale)	49,4	50,9
APD nette reçue (% du RNB)	5,8	4,0
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	25,4	21,7
Service total de la dette (% des exportations totales)	10,2	8,7
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,48	0,54

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

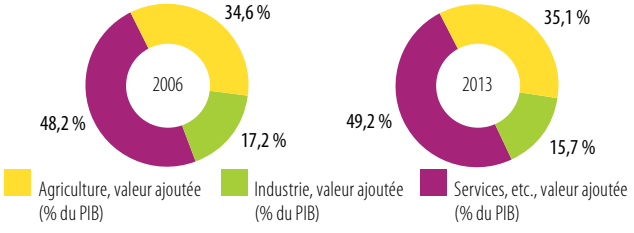


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



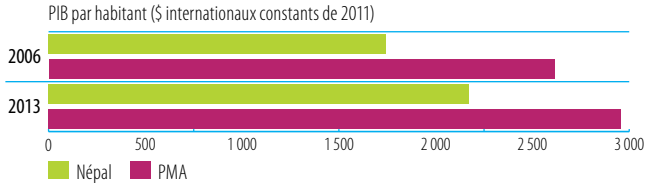
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933242043

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Nigéria

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	6 411,0	7 380,4	5 609,0	-13%
Envois de fonds	18 049,9	20 356,7	...	-
Autres apports du secteur public (AASP)	157,5	128,8	392,8	149%
dont: AASP liés au commerce	28,1	125,1	382,8	1 260%
Aide publique au développement (APD)	5 282,0	1 998,8	2 670,8	-49%
dont: Aide pour le commerce	242,1	384,5	557,1	130%

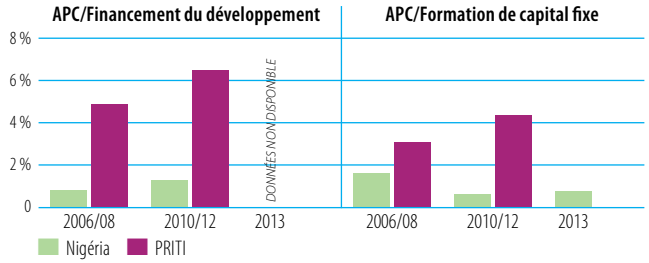
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Compétitivité	2	Facilitation des échanges	3	Politique commerciale

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



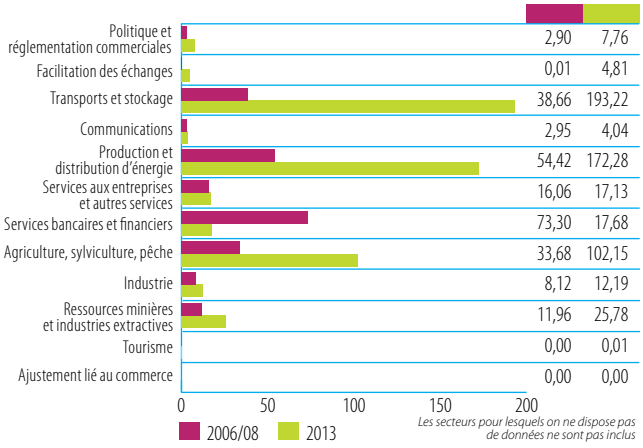
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
IDA	126,0	52	IDA	247,3	44
Royaume-Uni	81,6	34	FAD (Fonds africain de développement)	142,8	26
États-Unis	8,4	3	Royaume-Uni	62,0	11
Japon	7,5	3	France	38,6	7
FAD (Fonds africain de développement)	6,0	2	États-Unis	26,7	5

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

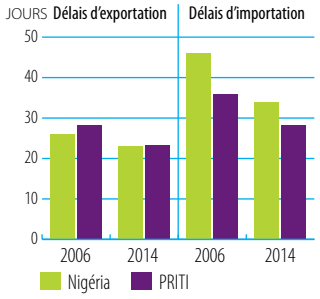


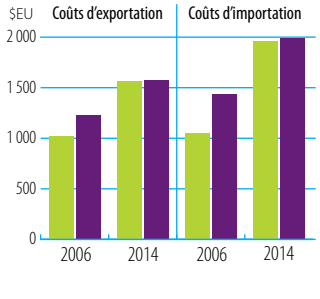
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	12,0	11,7
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...	10,1
Exportations: moyenne pondérée appliquée	0,0	0,1
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	97,5	98,6
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	10,1
Abonnements tél. fixe à large bande	...	0,0
Personnes physiques utilisant Internet	5,5	38,0

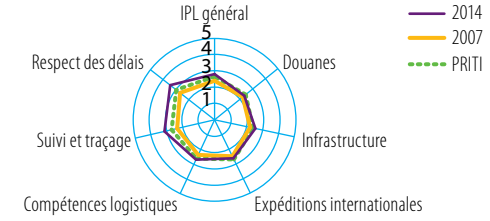
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





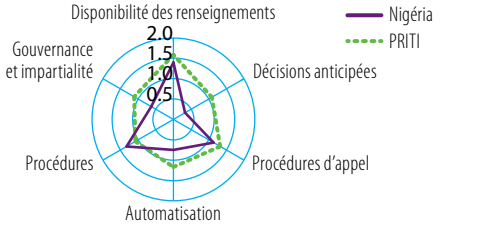
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



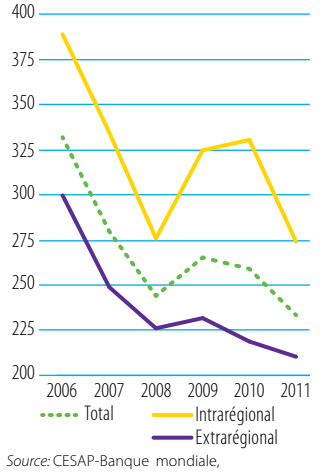
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



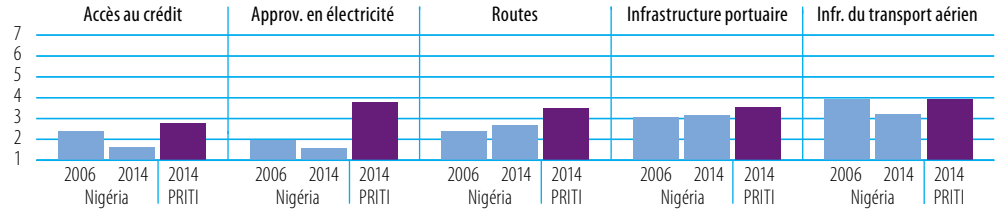
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

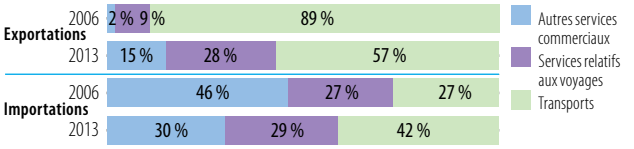
INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	64	32
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	3	2
Services commerciaux en % des importations totales (%)	36	29
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	1	11
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	53	45

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	–
Exportations	Marchandises	56,935	94,766	+66% ▲	
	Services commerciaux	2,057	1,928		-6% ▼
Importations	Marchandises	21,988	51,161	+133% ▲	
	Services commerciaux	12,115	20,513	+69% ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES

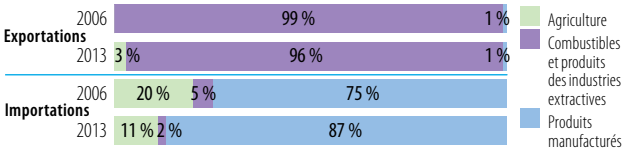


Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	154	493
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	964	1 118
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,862	0,687
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,014	0,043
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	67	131
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	194	164
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,218	0,060
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,071	0,077

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
États-Unis	45	Inde	13
Inde	9	Pays-Bas	11
Espagne	8	Brésil	9
France	6	États-Unis	8
Brésil	4	Espagne	7

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
États-Unis	16	Chine	22
Chine	14	États-Unis	9
Royaume-Uni	12	Pays-Bas	5
Allemagne	6	Royaume-Uni	5
Belgique	5	Belgique	5

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Huiles brutes de pétrole	93	Huiles brutes de pétrole	83
Produits pétroliers	5	Caoutchouc naturel, etc.	3
Bateaux, navires et engins flottants	1	Produits pétroliers	3
Matières végétales brutes, n.d.a.	0	Cacao	2
Cuir	0	Gaz naturel	2

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Froment et méteil, non moulus	6	Produits pétroliers	19
Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	5	Tabacs fabriqués	3
Armes et munitions	4	Froment et méteil, non moulus	3
Véhicules de trans. de passagers (sauf bus)	4	Bicyclettes, motocyclettes, etc.	3
Poissons frais, réfrigérés ou congelés	3	Produits et prép. alimentaires, n.d.a.	2

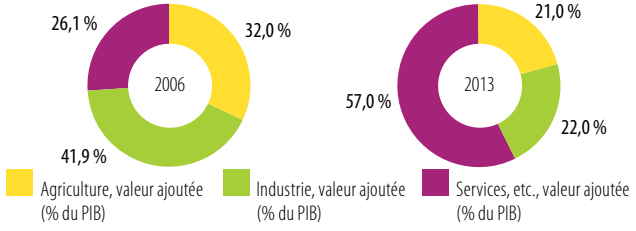
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT

INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	7,6	7,5
Population active féminine (% de la population active totale)	42,9	42,4
APD nette reçue (% du RNB)	8,1	0,4
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	...	...
Service total de la dette (% des exportations totales)	11,0	0,5
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,47	0,50

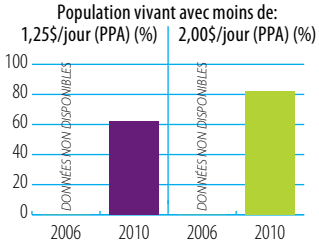
Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE

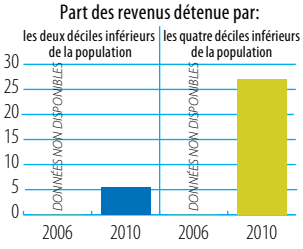


Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

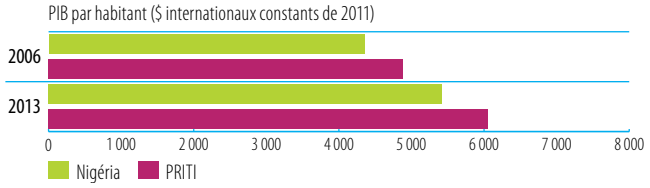


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933242053

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour l'Ouganda

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	721,8	881,2	1 145,9	59%
Envois de fonds	528,7	832,4	931,6	76%
Autres apports du secteur public (AASP)	37,0	77,2	42,6	15%
dont: AASP liés au commerce	33,2	61,4	41,4	25%
Aide publique au développement (APD)	2 802,3	1 667,7	1 821,3	-35%
dont: Aide pour le commerce	384,9	426,4	570,8	48%

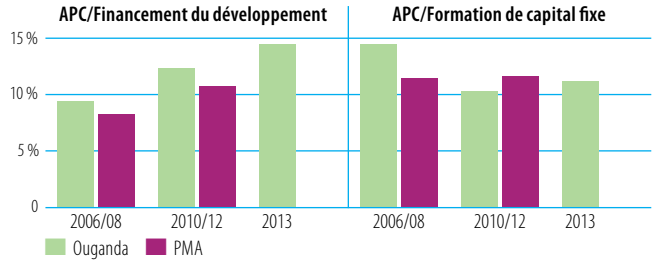
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	...	2	...	3	...

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



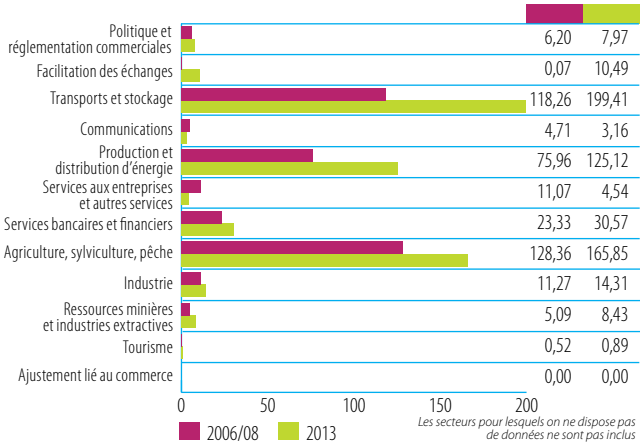
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
IDA	169,5	44	IDA	158,0	28
Institutions de l'UE	71,1	18	FAD (Fonds africain de développement)	98,7	17
FAD (Fonds africain de développement)	47,8	12	Institutions de l'UE	67,8	12
États-Unis	16,3	4	Royaume-Uni	59,4	10
Norvège	15,3	4	Norvège	52,4	9

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

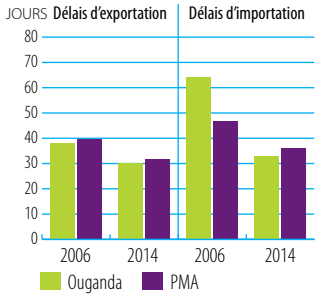


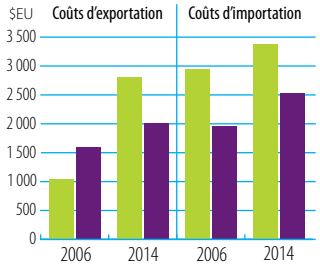
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	12,7	12,8
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	12	9,6
Exportations: moyenne pondérée appliquée	1,1	0,2
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	96,8	100,0
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	7,4
Abonnements tél. fixe à large bande	0,0	0,1
Personnes physiques utilisant Internet	2,5	16,2

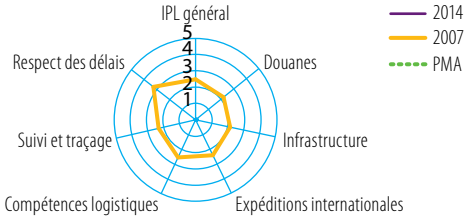
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





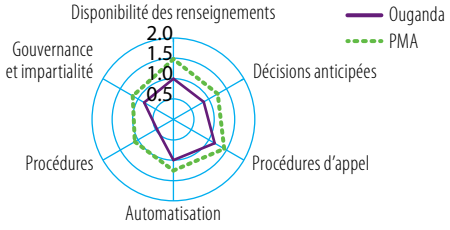
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



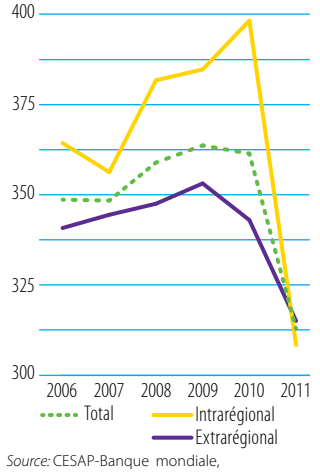
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



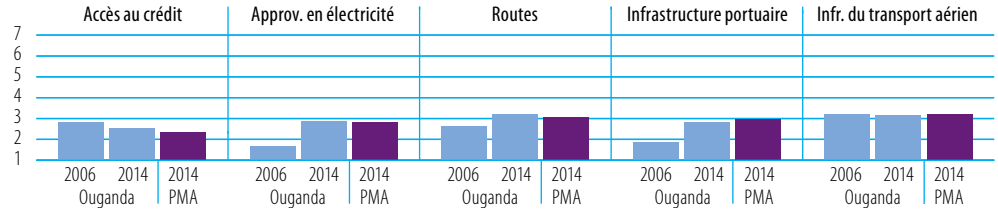
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	47	59
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	28	43
Services commerciaux en % des importations totales (%)	25	34
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	60	61
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	42	37

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

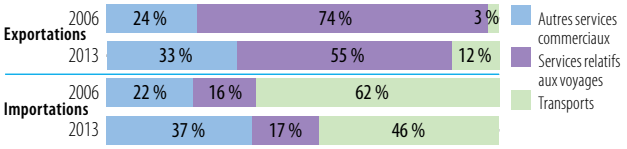
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	–
Exportations	Marchandises	1,188	2,893	**+144%** ▲	
	Services commerciaux	0,469	2,166	**+362%** ▲	
Importations	Marchandises	2,216	4,986	**+125%** ▲	
	Services commerciaux	0,756	2,600	**+244%** ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	392	648
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	875	930
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,085	0,047
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,050	0,057
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	101	120
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	120	134
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,071	0,065
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,060	0,101

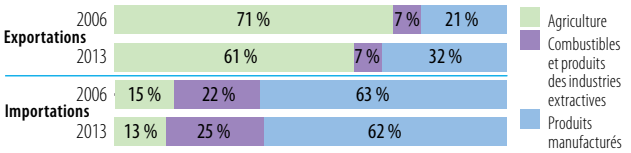
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Émirats arabes unis	19	Kenya	13
Soudan	10	Rép. dém. du Congo	11
Kenya	9	Soudan	10
Pays-Bas	6	Rwanda	9
Suisse	5	Soudan du Sud	7

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Kenya	16	Inde	27
Émirats arabes unis	13	Chine	11
Inde	8	Kenya	10
Japon	7	Émirats arabes unis	7
Afrique du Sud	6	Japon	6

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%

2006	%	2013	%
Café et succédané du café	20	Café et succédané du café	18
Poissons frais, réfrigérés ou congelés	14	Produits pétroliers	6
Or à usage non monétaire (sauf minerais)	13	Tabacs non fabriqués	5
Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	6	Poissons frais, réfrigérés ou congelés	5
Thé et maté	5	Chaux, ciment, matériaux de construction	4

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Produits pétroliers	20	Produits pétroliers	22
Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	5	Médicaments	5
Froment, méteil, non moulus	4	Autres graisses et huiles végétales fixes	4
Médicaments	4	Véhicules de trans. de passagers (sauf bus)	4
Véhicules de trans. de passagers (sauf bus)	3	Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	3

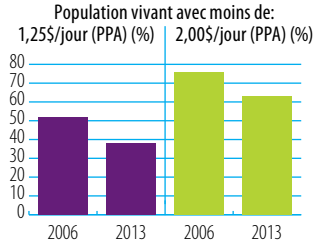
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT

INDICATEUR	2006	2012
Chômage (% de la population active totale)	3,7	3,8
Population active féminine (% de la pop. active totale)	49,2	49,0
APD nette reçue (% du RNB)	16,4	8,5
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2008-2012)	11,5	9,5
Service total de la dette (% des exportations totales)	5,5	1,6
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,43	0,48

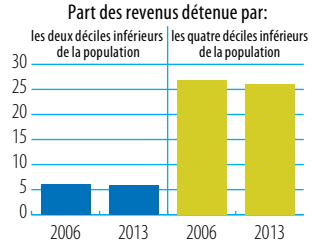
Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

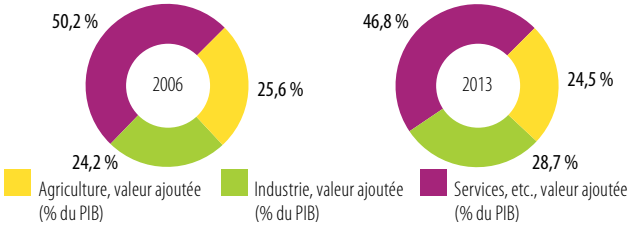


Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

INDICATEURS D'INÉGALITÉ

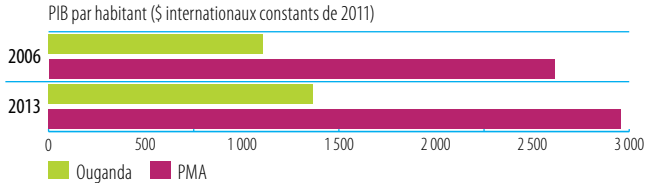


STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933242261

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Pakistan

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	5 100,3	1 402,3	1 307,0	-74%
Envois de fonds	6 052,7	11 986,3	14 626,0	142%
Autres apports du secteur public (AASP)	163,7	636,7	572,3	250%
dont: AASP liés au commerce	138,2	423,8	475,7	244%
Aide publique au développement (APD)	1 900,3	3 551,4	2 992,6	57%
dont: Aide pour le commerce	338,5	522,9	772,3	128%

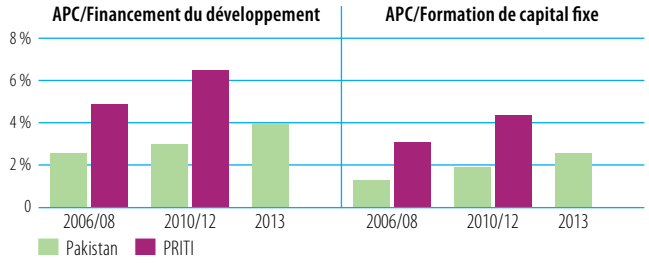
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Compétitivité	**2**	Facilitation des échanges	**3**	Diversification des exportations

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



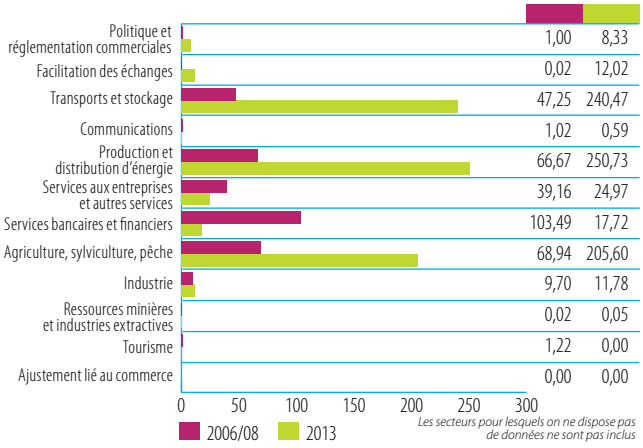
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
IDA	190,0	56	États-Unis	232,0	30
États-Unis	47,1	14	Japon	169,1	22
Japon	37,3	11	IDA	160,3	21
Allemagne	29,6	9	BAsD, fonds spéciaux	80,6	10
Royaume-Uni	12,5	4	Émirats arabes unis	43,5	6

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

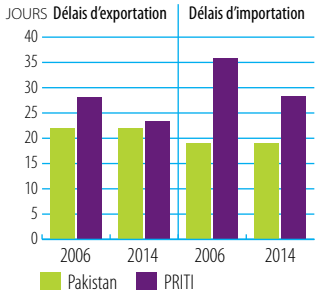


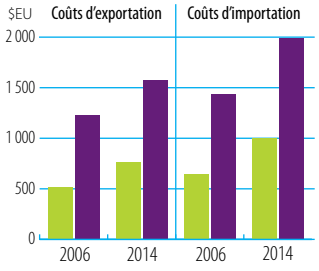
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	14,3	13,5
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	13	10,0
Exportations: moyenne pondérée appliquée	7,6	7,6
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	19,0	21,5
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	0,5
Abonnements tél. fixe à large bande	0,0	0,6
Personnes physiques utilisant Internet	6,5	10,9

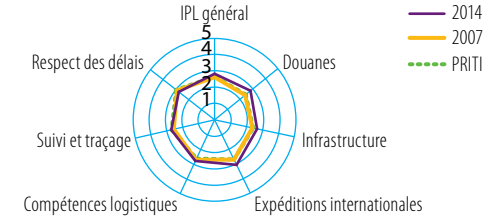
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





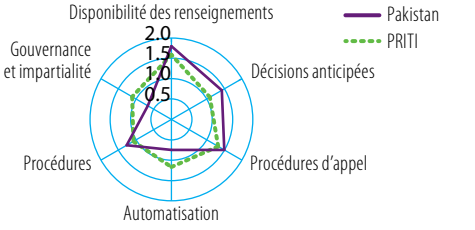
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



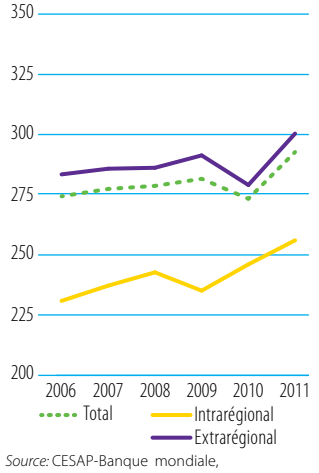
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



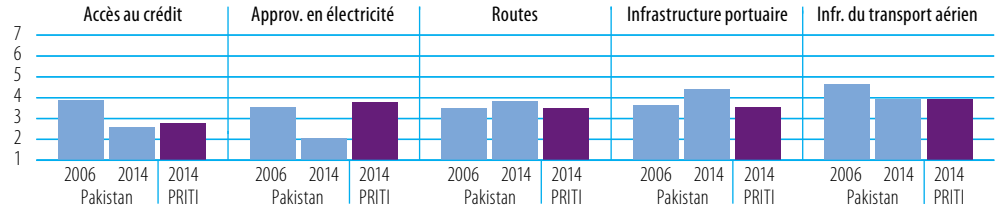
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

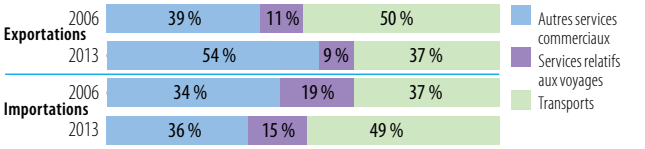
INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	39	32
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	12	12
Services commerciaux en % des importations totales (%)	23	15
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	35	41
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	42	48

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	–
Exportations	Marchandises	17,049	25,172	**+48%** ▲	
	Services commerciaux	2,245	3,284	**+46%** ▲	
Importations	Marchandises	26,696	41,070	**+54%** ▲	
	Services commerciaux	8,093	7,099		**-12%** ▼

Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES

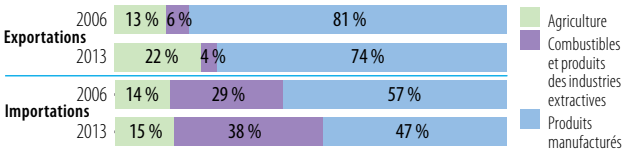


Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	827	848
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	1 092	1 084
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,050	0,038
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,039	0,065
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	196	184
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	186	187
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,084	0,052
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,050	0,079

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
États-Unis	26	États-Unis	15
Émirats arabes unis	7	Chine	11
Afghanistan	6	Afghanistan	8
Royaume-Uni	6	Émirats arabes unis	7
Allemagne	4	Royaume-Uni	6

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Émirats arabes unis	11	Émirats arabes unis	18
Royaume d'Arabie saoudite	10	Chine	15
Chine	10	Koweït	9
États-Unis	6	Royaume d'Arabie saoudite	9
Koweït	6	Japon	4

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Articles en matières textiles, n.d.a.	19	Articles en matières textiles, n.d.a.	15
Tissus de coton tissés	12	Tissus de coton tissés	11
Fils en matières textiles	9	Fils en matières textiles	9
Riz	7	Riz	8
Vêtements pour hommes ou garçonnets, en bonneterie	5	Vêtements pour hommes ou garçonnets, en bonneterie	4

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Huiles brutes de pétrole	13	Produits pétroliers	21
Produits pétroliers	12	Huiles brutes de pétrole	13
Parties d'équipement de télécom., n.d.a.	7	Autres graisses et huiles végétales fixes	4
Véhicules de transport de passagers (sauf bus)	3	Parties d'équipement de télécom., n.d.a.	3
Autres graisses et huiles végétales fixes	3	Bateaux, navires et engins flottants	2

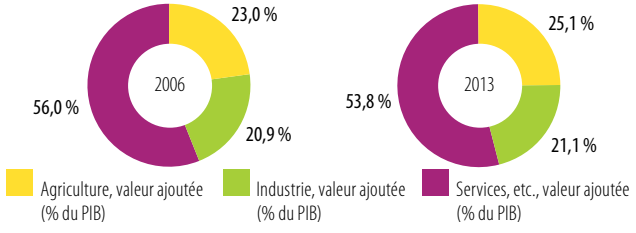
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT

INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	6,1	5,1
Population active féminine (% de la population active totale)	19,0	22,1
APD nette reçue (% du RNB)	1,6	0,9
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2005-2013)	18,8	...
Service total de la dette (% des exportations totales)	10,9	26,3
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,50	0,54

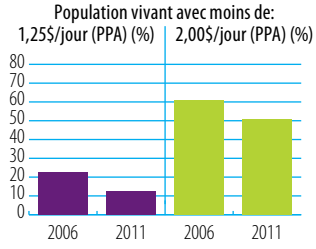
Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



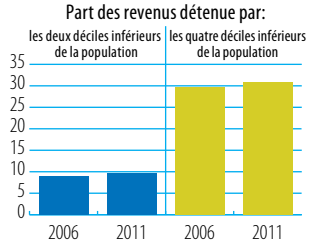
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ



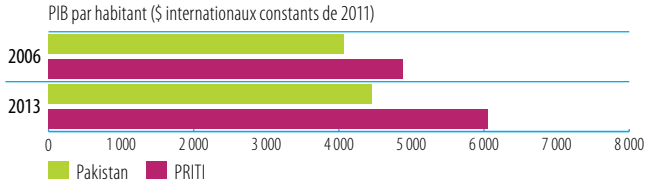
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

INDICATEURS D'INÉGALITÉ



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933242066

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Panama

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	2 156,9	29 14,4	4 651,3	116%
Envois de fonds	194,0	396,4	451,9	133%
Autres apports du secteur public (AASP)	70,2	414,9	1 222,2	1 641%
dont: AASP liés au commerce	19,1	174,8	786,3	4 014%
Aide publique au développement (APD)	48,1	114,5	51,7	7%
dont: Aide pour le commerce	7,7	15,9	6,5	-16%

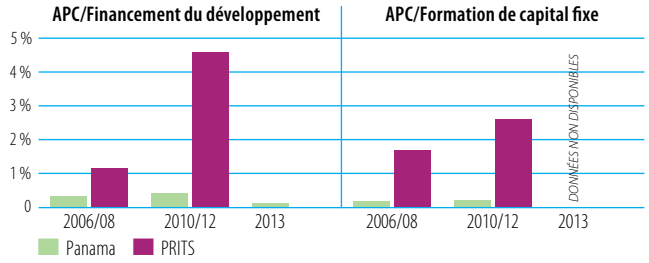
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	...	2	...	3	...

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



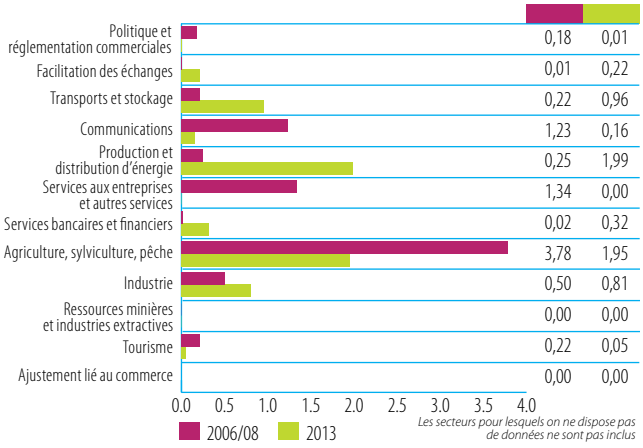
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
Japon	3,4	44	Japon	2,4	37
Espagne	2,5	33	Norvège	2,0	31
République de Corée	0,8	10	Fonds spécial de la BID	0,7	11
États-Unis	0,6	8	Canada	0,5	8
Allemagne	0,1	2	États-Unis	0,4	7

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

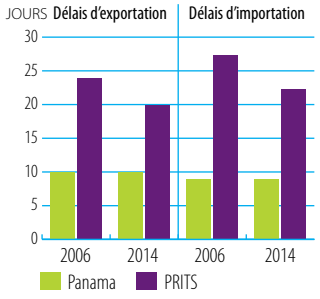


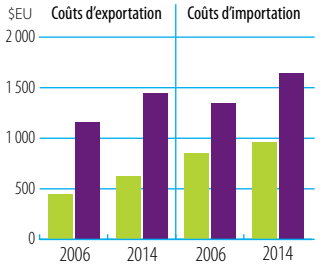
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	7,3	6,9
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...	5,4
Exportations: moyenne pondérée appliquée	16,7	6,7
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	64,1	55,5
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	25,2
Abonnements tél. fixe à large bande	3,3	7,7
Personnes physiques utilisant Internet	17,3	42,9

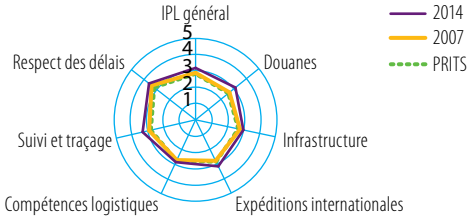
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





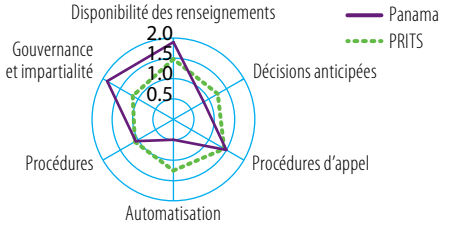
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



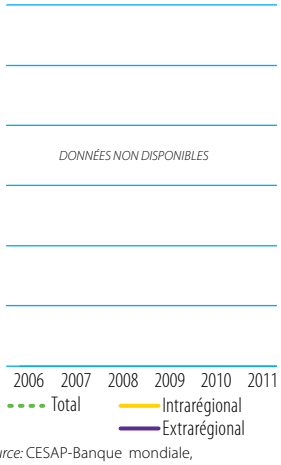
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



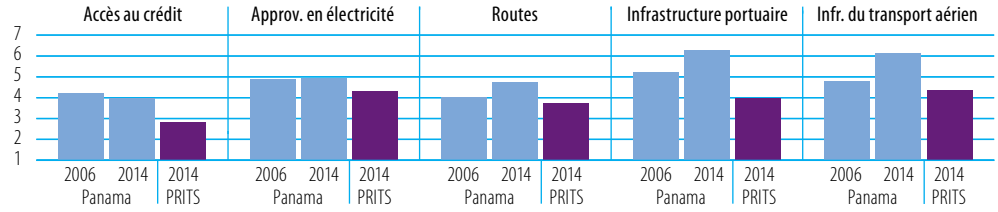
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	142	131
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	32	35
Services commerciaux en % des importations totales (%)	14	16
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	15	45
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	23	30

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

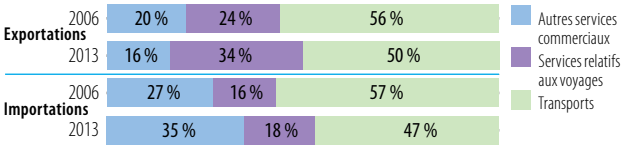
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	–
Exportations	Marchandises	8,475	17,505	**+107%** ▲	
	Services commerciaux	3,957	9,624	**+143%** ▲	
Importations	Marchandises	10,190	24,256	**+138%** ▲	
	Services commerciaux	1,673	4,642	**+178%** ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	769	187
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	1 025	1 019
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,025	0,041
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,017	0,045
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	100	79
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	95	89
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,080	0,062
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,102	0,121

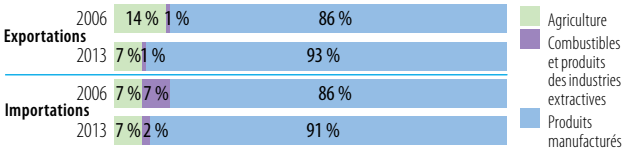
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Venezuela, République bolivarienne du	20	États-Unis	19
Colombie	16	Canada	8
États-Unis	9	Chine	6
Guatemala	6	Costa Rica	6
République dominicaine	5	Allemagne	6

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Chine	20	États-Unis	24
États-Unis	19	Panama	18
Hong Kong, Chine	12	Chine	8
Autres pays d'Asie, n.d.a.	7	Mexique	4
Antilles néerlandaises	5	Costa Rica	4

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Médicaments	10	Fruits, autres que les fruits oléagineux	19
Chaussures	9	Crustacés, mollusques, etc.	9
Vêtements pour femmes ou fillettes, autres qu'en bonneterie	7	Or à usage non monétaire (sauf minerais)	9
Autres vêtements en matières textiles, n.d.a.	5	Poissons frais, réfrigérés ou congelés	8
Vêtements pour hommes ou garçonnets, autres qu'en bonneterie	5	Déchets et débris de métaux ferreux	5

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Chaussures	7	Produits pétroliers	19
Médicaments	6	Véhicules de trans. de passagers (sauf bus)	6
Produits pétroliers	6	Médicaments	3
Vêtements pour femmes ou fillettes, autres qu'en bonneterie	5	Équipements d'ingénierie civile	2
Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	4	Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	2

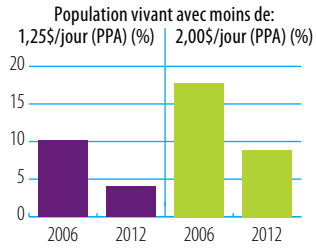
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT

INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	8,7	4,1
Population active féminine (% de la population active totale)	36,2	37,2
APD nette reçue (% du RNB)	0,2	0,1
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	...	...
Service total de la dette (% des exportations totales)	21,3	5,7
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,73	0,77

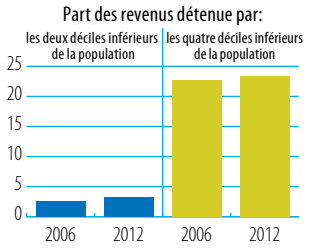
Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

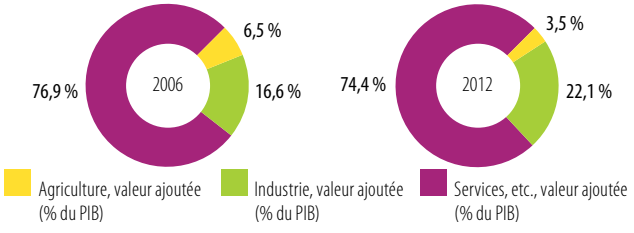


Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

INDICATEURS D'INÉGALITÉ

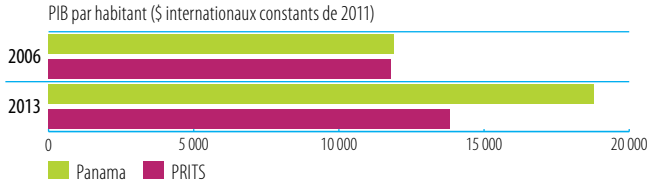


STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933242072

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	19,5	-85,2	18,2	-7%
Envois de fonds	6,5	11,6	...	-
Autres apports du secteur public (AASP)	15,8	31,1	93,1	490%
dont: AASP liés au commerce	10,1	19,7	86,0	750%
Aide publique au développement (APD)	352,7	640,3	700,3	99%
dont: Aide pour le commerce	87,7	146,8	198,5	126%

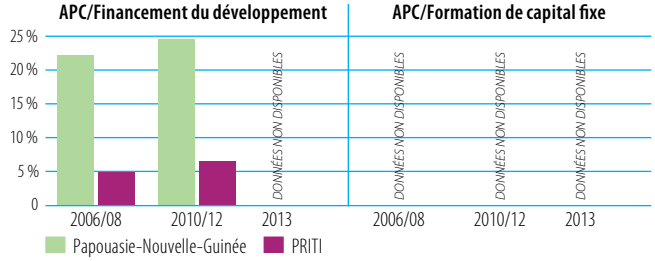
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	...	2	...	3	...

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



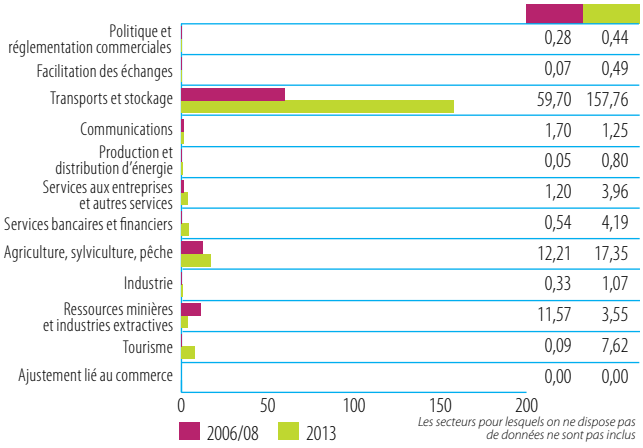
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
Australie	67,5	77	BAsD, fonds spéciaux	86,2	43
Institutions de l'UE	12,3	14	Australie	70,4	35
Japon	4,7	5	IDA	23,0	12
Nouvelle-Zélande	1,6	2	FODI	6,9	3
IDA	0,7	1	Japon	5,8	3

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

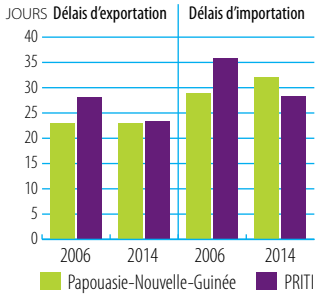


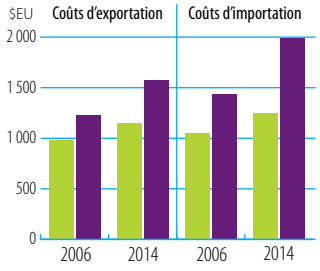
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	5,5	4,7
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	2	2,2
Exportations: moyenne pondérée appliquée	0,2	0,1
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	92,5	96,0
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	...
Abonnements tél. fixe à large bande	0,0	0,2
Personnes physiques utilisant Internet	1,8	6,5

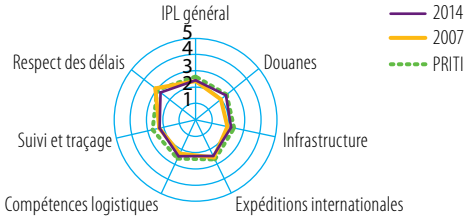
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





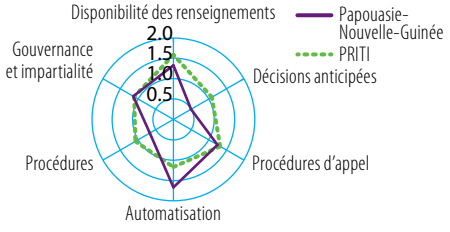
Source: Banque mondiale, *Doing Business.*

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



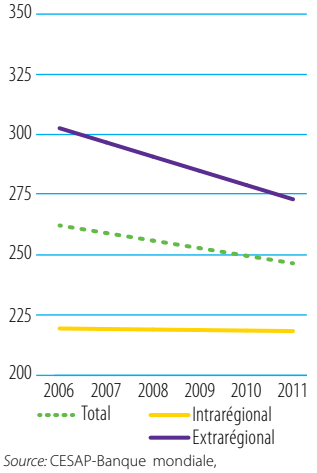
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



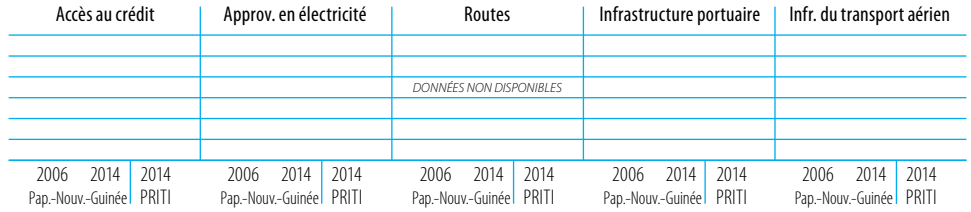
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

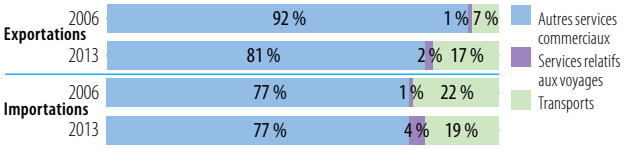
INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	144	97
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	7	6
Services commerciaux en % des importations totales (%)	44	42
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises, 2006-2012)	...	92
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises, 2006-2012)	...	38

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	–
Exportations	Marchandises	4,204	5,604	**+33%** ▲	
	Services commerciaux	0,305	0,366	**+20%** ▲	
Importations	Marchandises	1,991	5,137	**+158%** ▲	
	Services commerciaux	1,584	3,684	**+133%** ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES

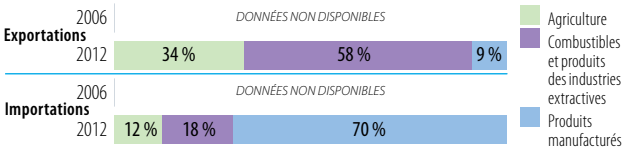


Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2012
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	...	273
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	...	1 014
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	...	0,143
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	...	0,022
Diversification des marchés (2006-2012)		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	...	76
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	...	119
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	...	0,154
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	...	0,156

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2012	%
		Australie	36
DONNÉES		Japon	12
NON DISPONIBLES		Allemagne	7
		Chine	7
		Singapour	6

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2012	%
		Australie	34
DONNÉES		Singapour	14
NON DISPONIBLES		Chine	7
		Japon	6
		Malaisie	6

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2012	%
		Argent, platine, etc.	33
DONNÉES		Autres graisses et huiles végétales fixes	13
NON DISPONIBLES		Minerais de cuivre et leurs concentrés	9
		Minerais de métaux précieux et leurs concentrés	7
		Café et succédané du café	6

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2012	%
		Huiles brutes de pétrole	10
DONNÉES		Produits pétroliers	7
NON DISPONIBLES		Équipements d'ingénierie civile	5
		Machines et appareils de chauffage et de réfrigération et leurs parties	5
		Véhicules spéciaux de transport de marchandises	4

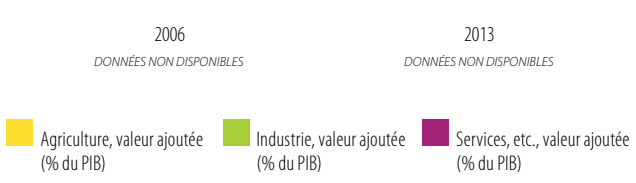
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT

INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	2,7	2,1
Population active féminine (% de la population active totale)	48,4	48,3
APD nette reçue (% du RNB)	5,7	4,4
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	...	...
Service total de la dette (% des exportations totales, 2006-2012)	7,1	7,0
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,44	0,49

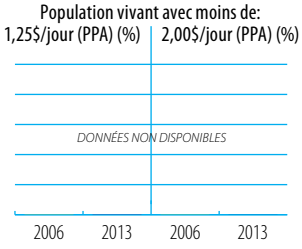
Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE

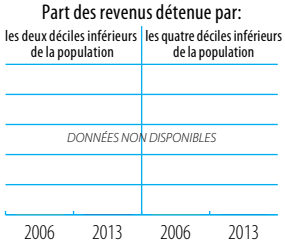


Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

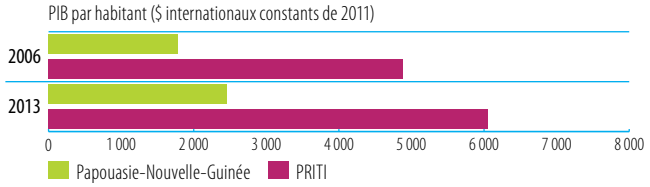


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933242082

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Paraguay

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	175,1	417,5	382,4	118%
Envois de fonds	346,5	528,2	591,0	71%
Autres apports du secteur public (AASP)	33,4	202,7	173,7	420%
dont: AASP liés au commerce	20,9	123,9	120,5	476%
Aide publique au développement (APD)	150,8	172,3	186,3	24%
dont: Aide pour le commerce	34,6	41,5	31,4	-9%

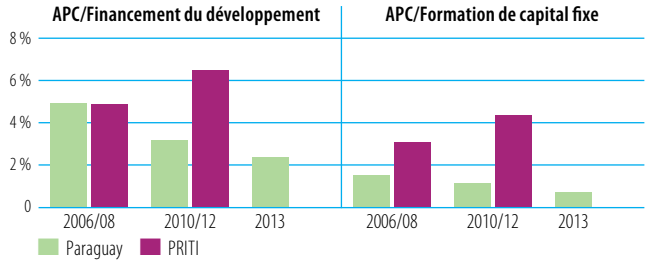
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Facilitation des échanges	2	Infrastructure de réseau (électricité, eau, télécom.)	3	Infrastructure des transports

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



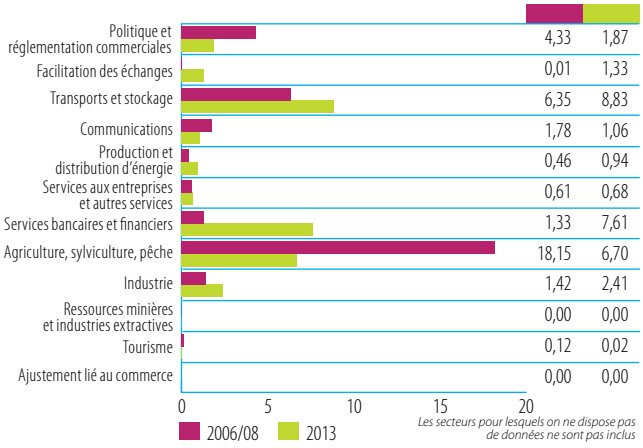
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
Japon	23,4	68	Fonds spécial de la BID	10,1	32
Institutions de l'UE	3,7	11	Japon	7,2	23
République de Corée	2,0	6	République de Corée	4,2	13
Espagne	1,7	5	Institutions de l'UE	3,1	10
Allemagne	1,3	4	Allemagne	2,3	7

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

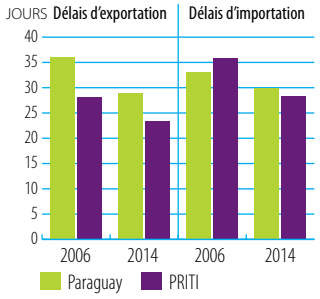


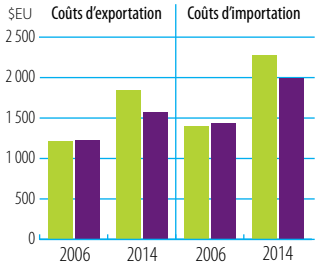
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	9,9	10,1
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	6	6,2
Exportations: moyenne pondérée appliquée	0,4	2,9
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	93,2	85,7
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	4,9
Abonnements tél. fixe à large bande	0,1	1,7
Personnes physiques utilisant Internet	8,0	36,9

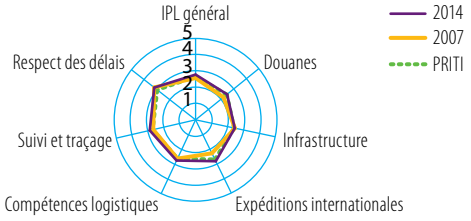
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





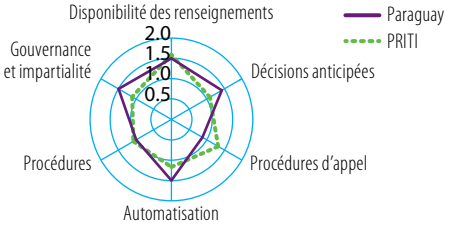
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



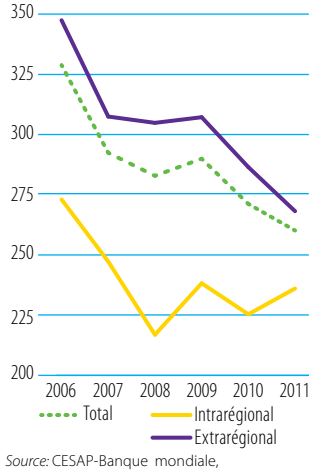
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



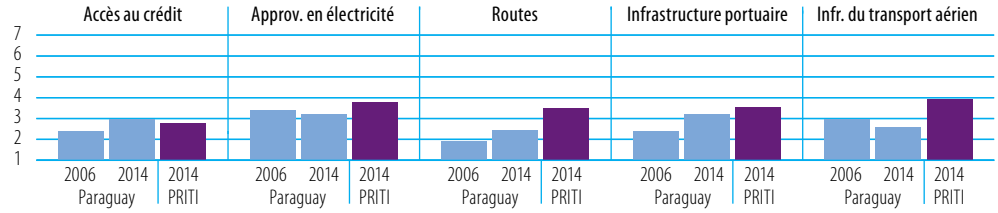
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

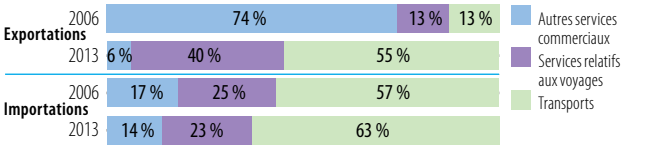
INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	99	91
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	14	5
Services commerciaux en % des importations totales (%)	7	8
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	70	60
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	35	33

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	–
Exportations	Marchandises	4,401	13,605	+209% ▲	
	Services commerciaux	0,726	0,686		-5% ▼
Importations	Marchandises	5,022	11,942	+138% ▲	
	Services commerciaux	0,365	1,049	+188% ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES

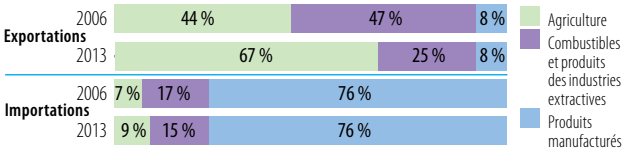


Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	341	415
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	900	992
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,095	0,148
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,044	0,029
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	99	111
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	79	102
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,109	0,110
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,145	0,170

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2014	%
Uruguay	22	Brésil	31
Brésil	17	Fédération de Russie	11
Fédération de Russie	12	Argentine	8
îles Caïmanes	10	Chili	7
Argentine	8	Pays-Bas	4

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2014	%
Chine	27	Brésil	28
Brésil	21	Chine	25
Argentine	15	Argentine	15
États-Unis	7	États-Unis	8
Japon	4	Allemagne	2

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2014	%
Graines oléagineuses (huiles vég. fixes douces)	25	Graines oléagineuses (huiles vég. fixes douces)	25
Viande bovine	22	Électricité	23
Maïs, non moulu	9	Viande bovine	13
Aliments pour animaux	8	Aliments pour animaux	12
Graisses et huiles végétales fixes douces	6	Graisses et huiles végétales fixes douces	5

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2014	%
Produits pétroliers	15	Produits pétroliers	15
Matériel de traitement de l'information	11	Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	6
Parties de machines de bureau	7	Engrais, sauf les engrais bruts	5
Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	4	Véhicules de trans. de passagers (sauf bus)	4
Appareils d'enregistrement du son, phonographes	4	Voitures d'enfant, jouets, jeux	3

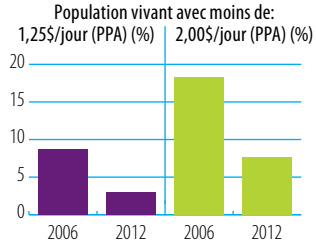
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT

INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	6,7	5,2
Population active féminine (% de la population active totale)	38,9	39,5
APD nette reçue (% du RNB)	0,6	0,4
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2006-2012)	13,9	11,2
Service total de la dette (% des exportations totales)	6,5	12,9
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,65	0,68

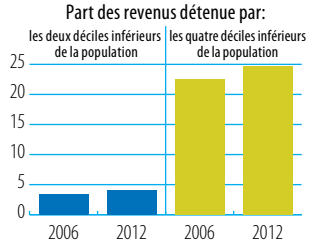
Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

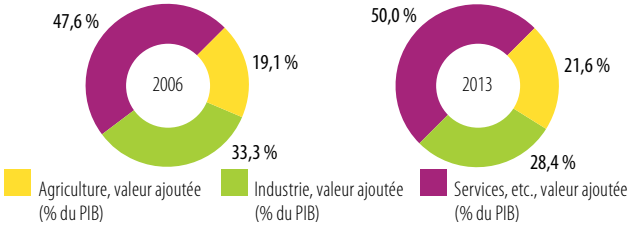


Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

INDICATEURS D'INÉGALITÉ

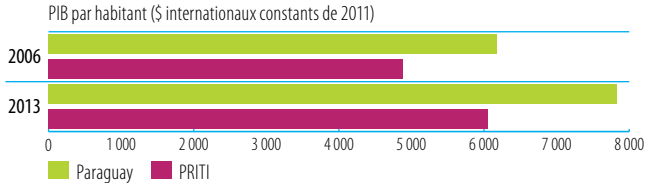


STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933242095

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Pérou

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	5 293,7	9 642,3	10 172,3	92%
Envois de fonds	2 137,3	2 672,9	2 707,2	27%
Autres apports du secteur public (AASP)	316,5	663,6	412,7	30%
dont: AASP liés au commerce	160,3	424,9	223,3	39%
Aide publique au développement (APD)	681,3	721,3	533,6	-22%
dont: Aide pour le commerce	179,9	163,7	127,9	-29%

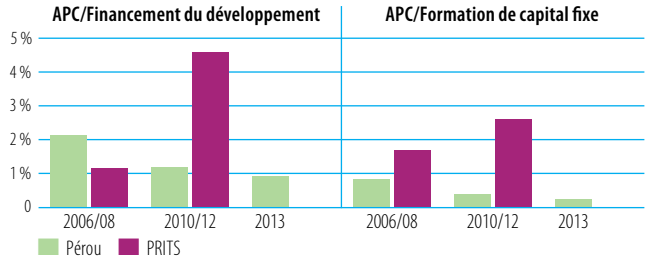
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Infrastructure transfrontières	2	Connexion aux chaînes de valeur	3	Facilitation des échanges

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



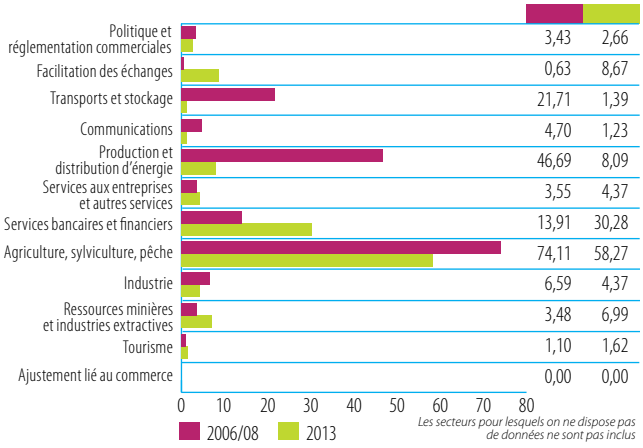
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
Norvège	45,3	25	Allemagne	32,9	26
États-Unis	44,4	25	États-Unis	31,0	24
Institutions de l'UE	27,4	15	Japon	17,0	13
Espagne	21,4	12	Canada	12,2	10
Japon	9,8	5	Institutions de l'UE	6,1	5

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

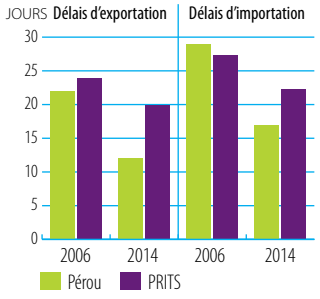


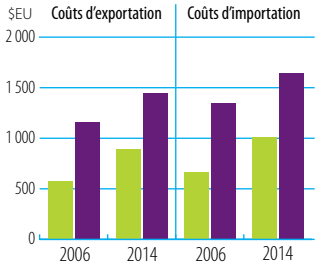
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	10,2	3,4
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	7	1,7
Exportations: moyenne pondérée appliquée	1,6	0,2
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	84,0	95,3
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	2,9
Abonnements tél. fixe à large bande	1,7	5,2
Personnes physiques utilisant Internet	20,7	39,2

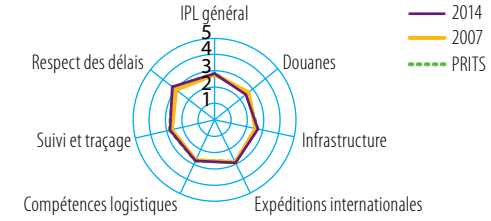
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





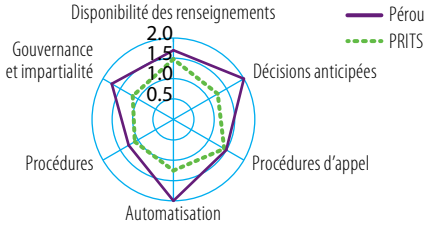
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



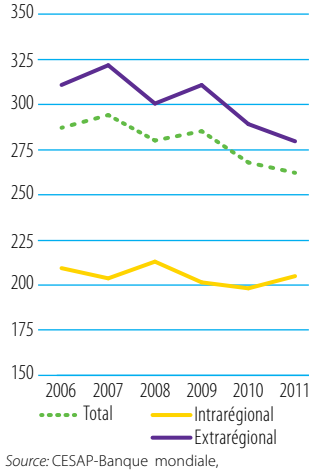
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



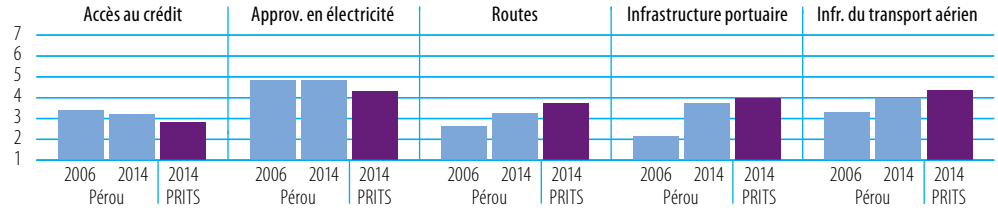
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	51	48
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	10	12
Services commerciaux en % des importations totales (%)	18	15
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	79	72
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	46	42

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

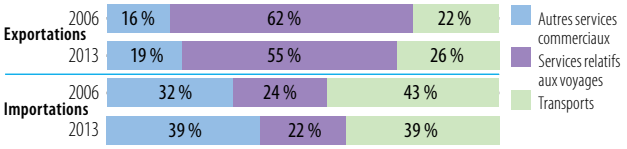
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	–
Exportations	Marchandises	23,830	41,783	**+75%** ▲	
	Services commerciaux	2,532	5,929	**+134%** ▲	
Importations	Marchandises	14,844	42,194	**+184%** ▲	
	Services commerciaux	3,266	7,512	**+130%** ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	845	925
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	1 086	1 124
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,074	0,084
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,027	0,018
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	157	164
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	128	141
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,089	0,081
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,065	0,091

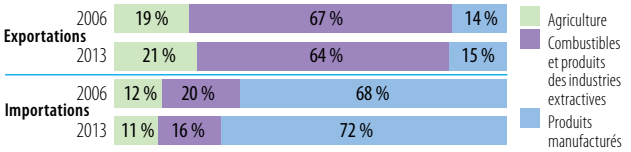
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
États-Unis	24	États-Unis	18
Chine	10	Chine	18
Suisse	7	Suisse	7
Canada	7	Canada	7
Chili	6	Japon	5

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
États-Unis	16	États-Unis	20
Brésil	10	Chine	19
Chine	10	Brésil	5
Équateur	7	Équateur	4
Colombie	6	Mexique	4

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Or à usage non monétaire (sauf minerais)	17	Or à usage non monétaire (sauf minerais)	19
Cuivre	15	Minerais de cuivre et leurs concentrés	18
Minerais de métaux communs et leurs concentrés	13	Produits pétroliers	8
Minerais de cuivre et leurs concentrés	12	Cuivre	6
Produits pétroliers	6	Minerais de métaux communs et leurs concentrés	6

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Huiles brutes de pétrole	14	Huiles brutes de pétrole	8
Produits pétroliers	4	Produits pétroliers	7
Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	4	Véhicules de trans. de passagers (sauf bus)	4
Véhicules de trans. de passagers (sauf bus)	2	Véhicules spéciaux de trans. de marchandises	4
Équipements d'ingénierie civile	2	Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	3

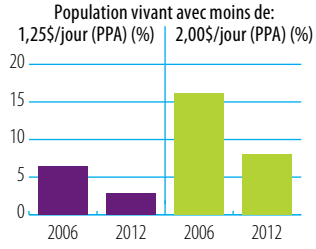
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT

INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	4,6	3,9
Population active féminine (% de la population active totale)	41,8	44,9
APD nette reçue (% du RNB)	0,6	0,2
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2006-2012)	5,1	1,8
Service total de la dette (% des exportations totales)	13,1	14,0
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,69	0,74

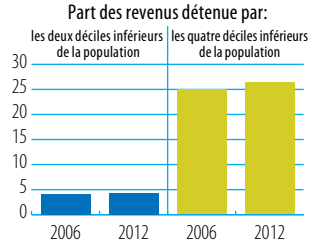
Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ



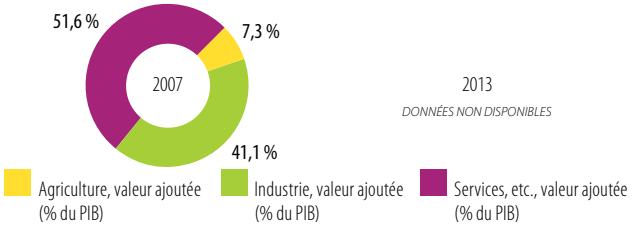
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

INDICATEURS D'INÉGALITÉ



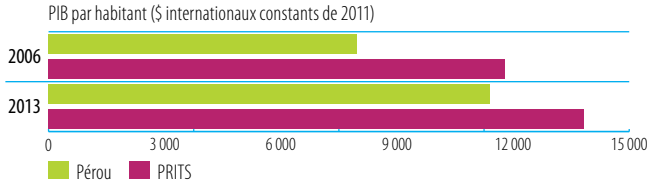
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933242102

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour la République centrafricaine

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	69,5	56,5	0,8	-99%
Envois de fonds	...	...	...	-
Autres apports du secteur public (AASP)	20,9	0,0	0,0	-100%
dont: AASP liés au commerce	0,0	0,0	0,0	-
Aide publique au développement (APD)	231,5	259,2	194,8	-16%
dont: Aide pour le commerce	33,8	61,3	18,0	-47%

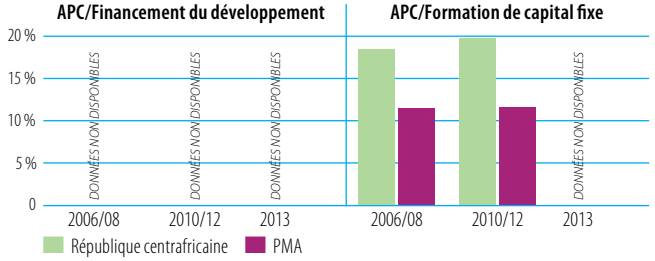
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Infrastructure des transports	**2**	Infrastructure de réseau (électricité, eau, télécom.)	**3**	Facilitation des échanges

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



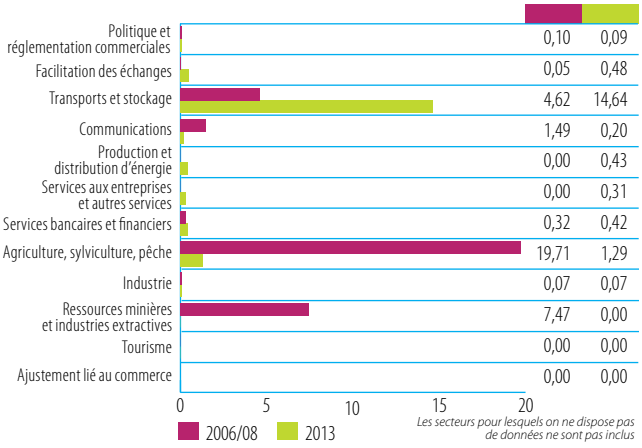
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
IDA	11,8	35	Institutions de l'UE	9,1	51
France	9,8	29	IDA	6,4	36
États-Unis	7,6	22	France	2,1	11
Allemagne	2,4	7	PNUD	0,2	1
Institutions de l'UE	1,8	5	Italie	0,1	1

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

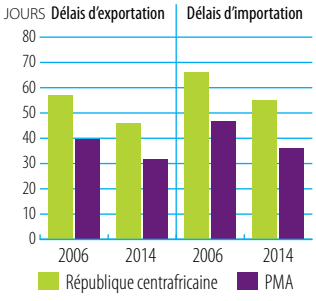


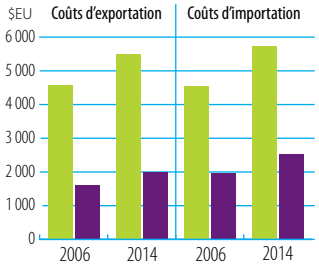
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DU COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%, 2005-2013)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	18,0	18,0
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	0	16,4
Exportations: moyenne pondérée appliquée	0,6	0,4
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	98,2	88,4
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	0,0
Abonnements tél. fixe à large bande	0,0	0,0
Personnes physiques utilisant Internet	0,3	3,5

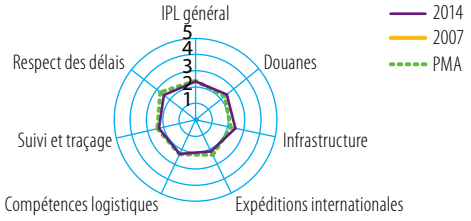
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





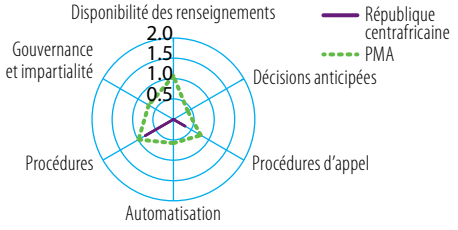
Source: Banque mondiale, *Doing Business.*

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



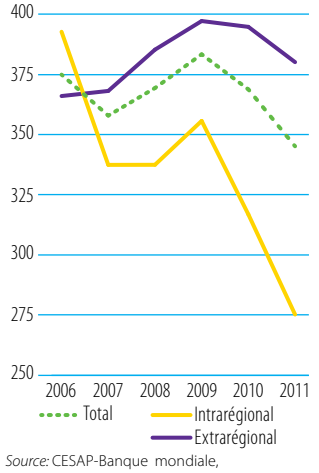
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



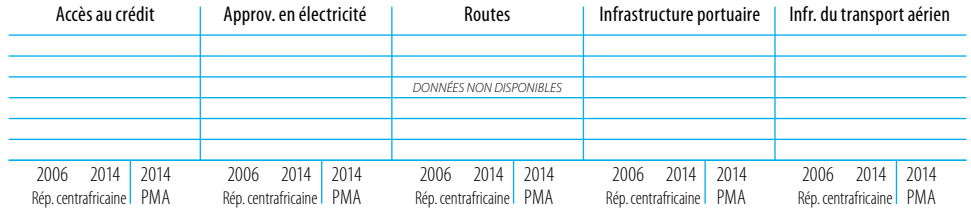
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%, 2006-2012)	34	32
Services commerciaux en % des exportations totales (%, 2006-2012)	12	14
Services commerciaux en % des importations totales (%, 2006-2012)	37	38
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	91	93
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	93	45

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

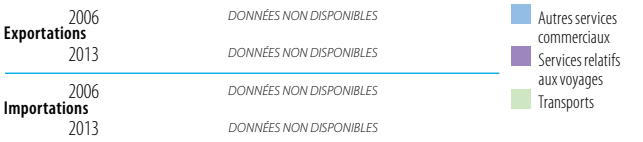
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2012	2013	+	–
Exportations	Marchandises	0,158		0,138		-13% ▼
	Services commerciaux	0,022	0,030		+34% ▲	
Importations	Marchandises	0,203		0,231	+14% ▲	
	Services commerciaux	0,120	0,178		+48% ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	17	30
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	19	271
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,412	0,288
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,308	0,039
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	32	27
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	34	69
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,157	0,167
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,153	0,084

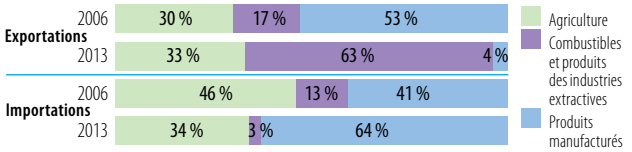
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Belgique	27	Belgique	33
Allemagne	9	Chine	18
Israël	8	Allemagne	15
Cameroun	6	Émirats arabes unis	13
France	6	France	11

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Belgique	21	France	25
Allemagne	8	États-Unis	10
Israël	7	Pays-Bas	9
France	5	Chine	7
Cameroun	5	Cameroun	6

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Perles, pierres gemmes	48	Abrasifs naturels, n.d.a.	46
Abrasifs naturels, n.d.a.	16	Bois bruts, équarris	29
Bois simplement travaillés	15	Bois simplement travaillés	11
Bois bruts, équarris	12	Coton	6
Transactions spéciales non classées	9	Équipements d'ingénierie civile	2

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Perles, pierres gemmes	38	Médicaments	15
Bois bruts, équarris	23	Semoules et farines de blé, de méteil	8
Bois simplement travaillés	19	Sucres, mélasses, miels	5
Abrasifs naturels, n.d.a.	12	Médicaments, etc. (sauf du groupe 542)	5
Transactions spéciales non classées	7	Produits et prép. alimentaires, n.d.a.	4

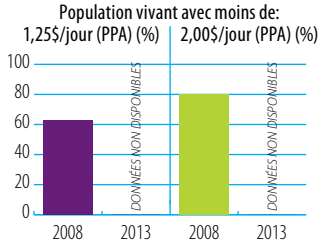
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT

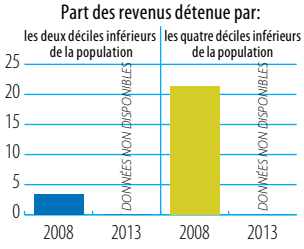
INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	7,0	7,6
Population active féminine (% de la population active totale)	46,9	47,3
APD nette reçue (% du RNB)	9,1	10,5
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2008-2012)	16,7	39,1
Service total de la dette (% des exportations totales)	...	...
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,33	0,34

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

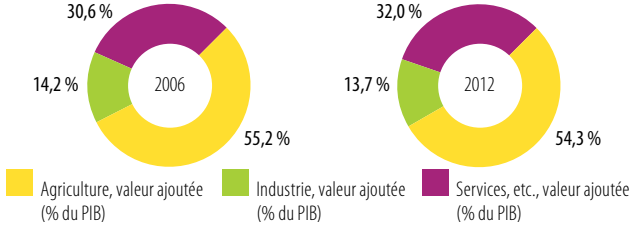


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



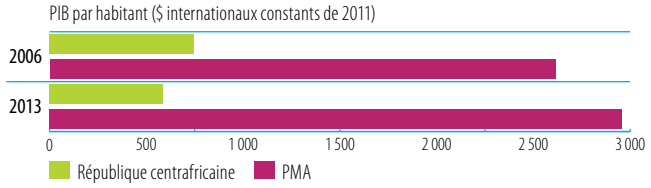
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933241789

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour la République démocratique du Congo

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	1 263,7	2 646,1	2 098,2	66%
Envois de fonds	12,1	47,5	33,1	174%
Autres apports du secteur public (AASP)	2,8	8,6	2,5	-13%
dont: AASP liés au commerce	0,0	6,8	0,0	-
Aide publique au développement (APD)	1 869,6	5 410,7	2 605,4	39%
dont: Aide pour le commerce	200,5	399,3	616,5	207%

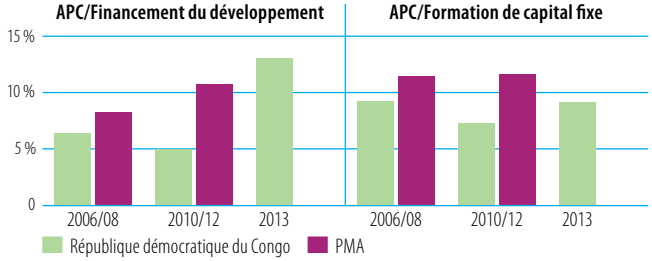
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Facilitation des échanges	2	Diversification des exportations	3	Infrastructure des transports

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



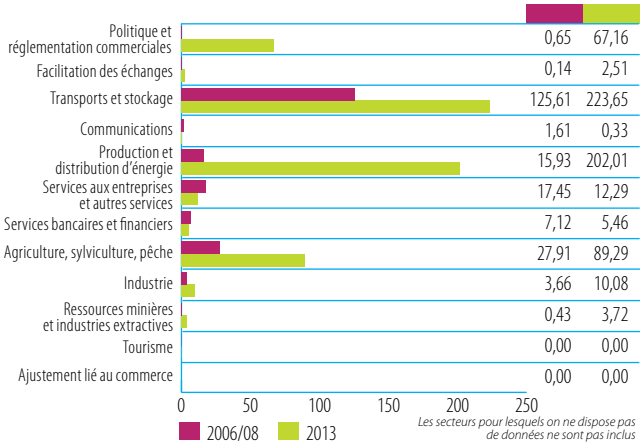
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
IDA	120,6	60	IDA	348,9	57
Institutions de l'UE	36,5	18	Institutions de l'UE	107,0	17
Belgique	15,5	8	FAD (Fonds africain de développement)	41,4	7
Royaume-Uni	8,8	4	Belgique	38,2	6
Allemagne	6,3	3	Royaume-Uni	33,6	5

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

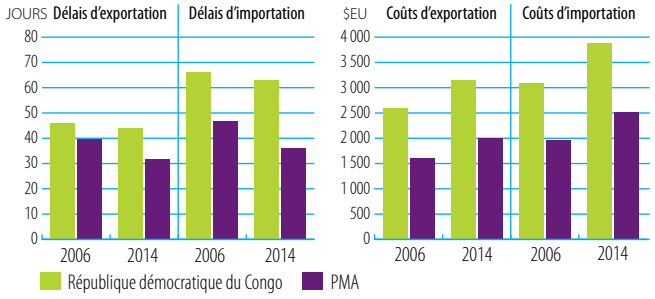


Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

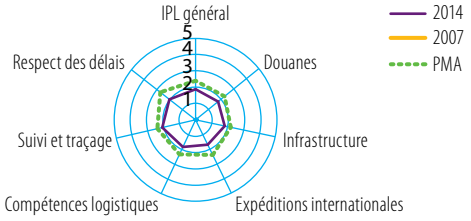
INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%, 2006-2010)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	12.0	11.0
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...	...
Exportations: moyenne pondérée appliquée	0.4	0.2
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	98.7	97.8
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	3.2
Abonnements tél. fixe à large bande	0.0	0.0
Personnes physiques utilisant Internet	0.3	2.2

Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.



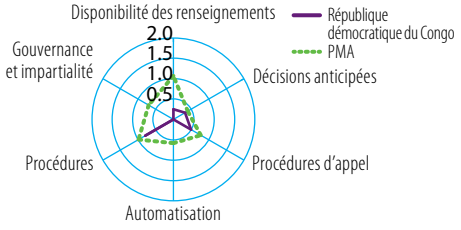
Source: Banque mondiale, *Doing Business.*

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



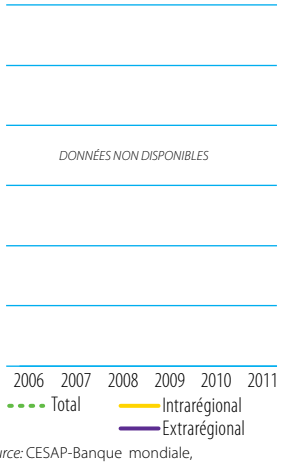
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



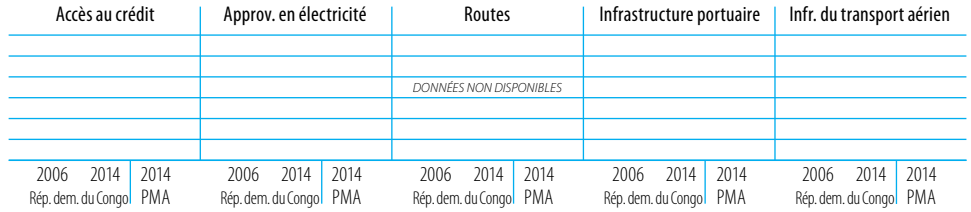
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%, 2006-2012)	46	69
Services commerciaux en % des exportations totales (%, 2006-2012)	6	3
Services commerciaux en % des importations totales (%, 2006-2012)	21	19
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	...	...
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	...	...

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

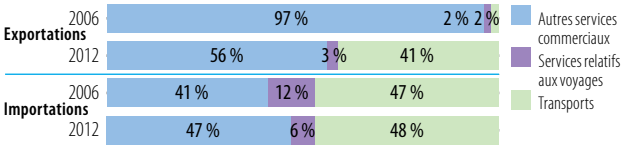
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2012	2013	+	–
Exportations	Marchandises	2,705		8,534	+216% ▲	
	Services commerciaux	0,169	0,225		+33% ▲	
Importations	Marchandises	2,892		8,630	+198% ▲	
	Services commerciaux	0,762	1,933		+154% ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	...	...
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	...	...
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	...	...
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	...	...
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	...	...
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	...	...
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	...	...
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	...	...

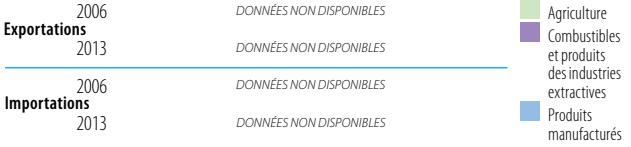
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
DONNÉES NON DISPONIBLES		DONNÉES NON DISPONIBLES	

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
DONNÉES NON DISPONIBLES		DONNÉES NON DISPONIBLES	

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
DONNÉES NON DISPONIBLES		DONNÉES NON DISPONIBLES	

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
DONNÉES NON DISPONIBLES		DONNÉES NON DISPONIBLES	

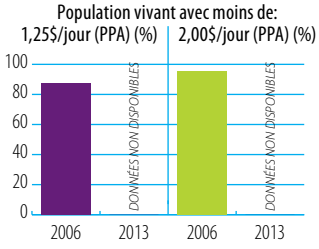
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT

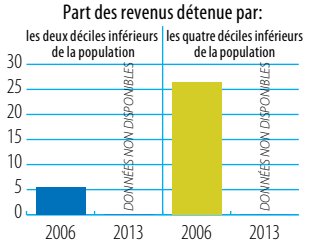
INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	8,2	8,0
Population active féminine (% de la pop. active totale)	50,1	49,9
APD nette reçue (% du RNB)	15,9	10,3
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	33,3	...
Service total de la dette (% des exportations totales)	9,2	3,0
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,29	0,34

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

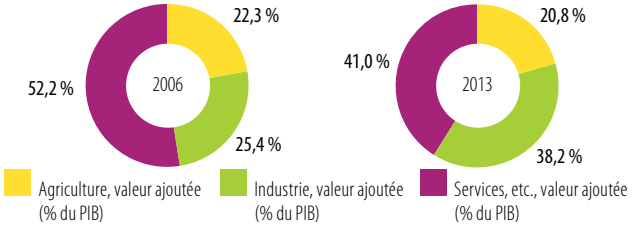


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



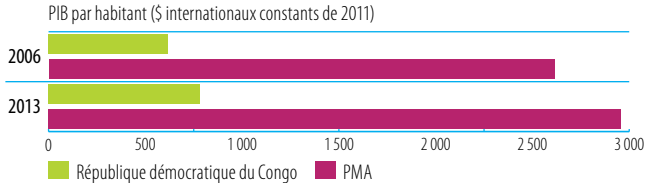
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933241839

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour la République démocratique populaire lao

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	246,2	291,3	296,0	20%
Envois de fonds	9,4	70,2	59,6	534%
Autres apports du secteur public (AASP)	23,3	24,1	1,7	-93%
dont: AASP liés au commerce	12,5	19,3	0,0	-100%
Aide publique au développement (APD)	302,8	452,4	462,8	53%
dont: Aide pour le commerce	113,3	155,9	143,3	26%

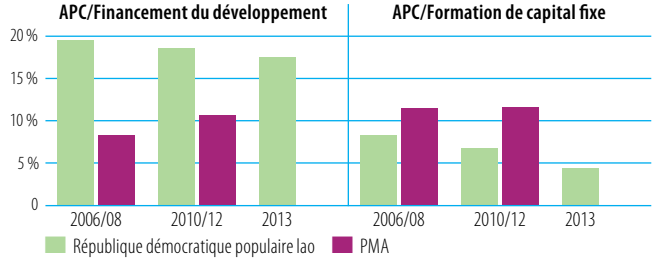
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Politique commerciale	**2**	Intégration régionale	**3**	Facilitation des échanges

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



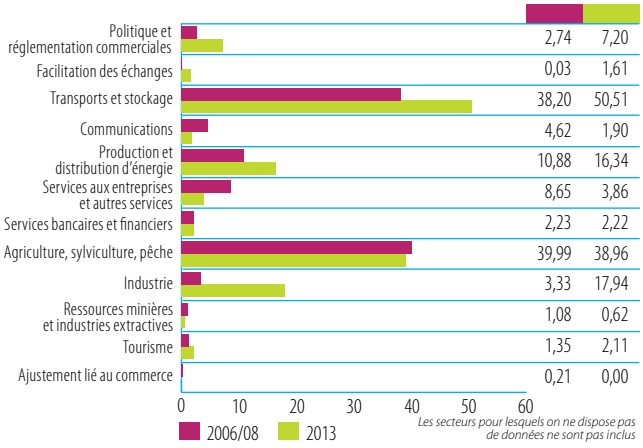
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
Japon	32,2	28	BAsD, fonds spéciaux	37,3	26
IDA	21,4	19	Japon	35,4	25
France	12,4	11	IDA	24,1	17
Suède	10,5	9	Allemagne	14,2	10
Allemagne	10,4	9	République de Corée	10,5	7

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

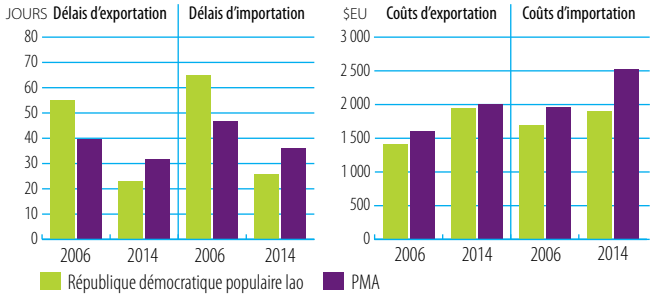


Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

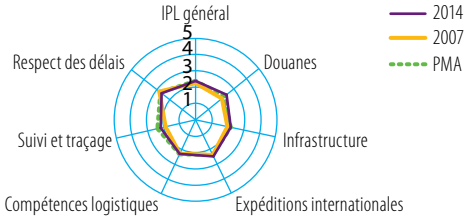
INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%, 2005-2013)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	9,7	...
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...	...
Exportations: moyenne pondérée appliquée	2,2	0,7
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	60,7	96,3
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	2,5
Abonnements tél. fixe à large bande	0,0	0,1
Personnes physiques utilisant Internet	1,2	12,5

Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.



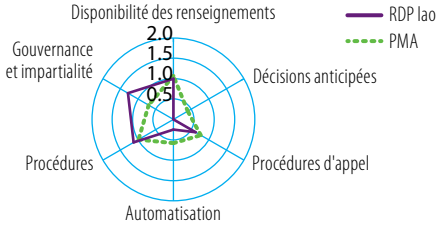
Source: Banque mondiale, *Doing Business.*

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



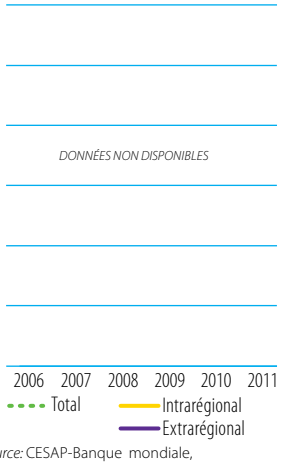
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



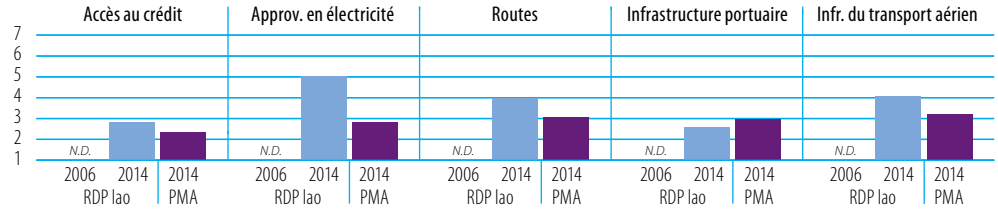
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%, 2006-2012)	63	66
Services commerciaux en % des exportations totales (%, 2006-2012)	19	20
Services commerciaux en % des importations totales (%, 2006-2012)	3	10
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	...	...
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	...	...

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

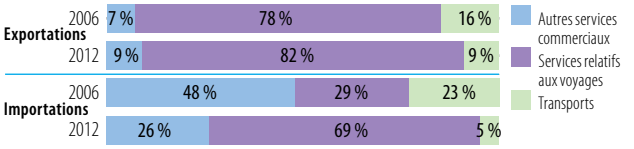
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2012	2013	+	–
Exportations	Marchandises	0,882		2,264	**+157%** ▲	
	Services commerciaux	0,203	0,553		**+173%** ▲	
Importations	Marchandises	1,060		3,020	**+185%** ▲	
	Services commerciaux	0,031	0,335		**+987%** ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	...	...
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	...	...
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	...	...
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	...	...
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	...	...
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	...	...
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	...	...
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	...	...

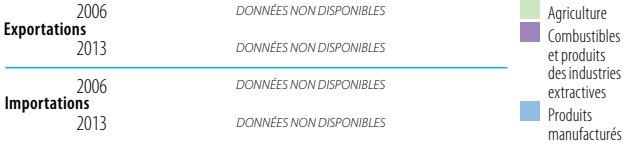
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
DONNÉES NON DISPONIBLES		DONNÉES NON DISPONIBLES	

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
DONNÉES NON DISPONIBLES		DONNÉES NON DISPONIBLES	

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
DONNÉES NON DISPONIBLES		DONNÉES NON DISPONIBLES	

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
DONNÉES NON DISPONIBLES		DONNÉES NON DISPONIBLES	

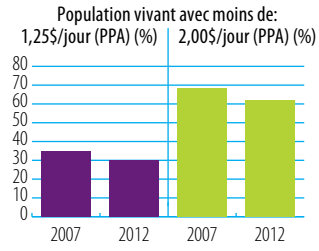
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT

INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	1,4	1,4
Population active féminine (% de la pop. active totale)	50,7	50,0
APD nette reçue (% du RNB)	11,1	4,7
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2006-2012)	14,0	9,4
Service total de la dette (% des exportations totales)	16,2	9,7
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,51	0,57

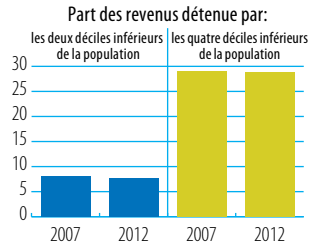
Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

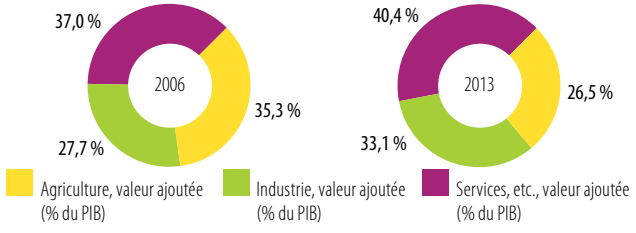


Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

INDICATEURS D'INÉGALITÉ

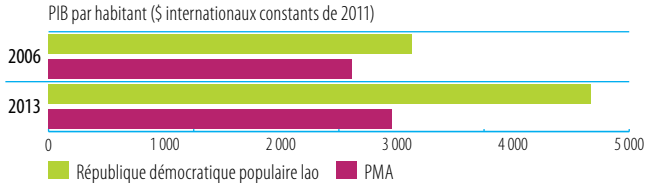


STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933241963

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour la République dominicaine

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	1 874,0	2 437,9	1 990,5	6%
Envois de fonds	3 352,1	4 129,9	4 485,5	34%
Autres apports du secteur public (AASP)	80,4	471,4	671,1	734%
dont: AASP liés au commerce	45,6	195,1	92,1	102%
Aide publique au développement (APD)	228,2	304,7	213,4	-6%
dont: Aide pour le commerce	52,8	125,4	27,8	-47%

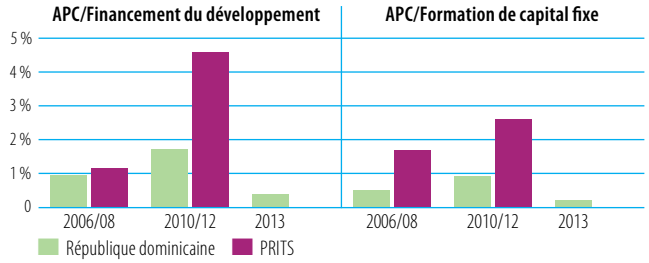
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Compétitivité	**2**	Diversification des exportations	**3**	Facilitation des échanges

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



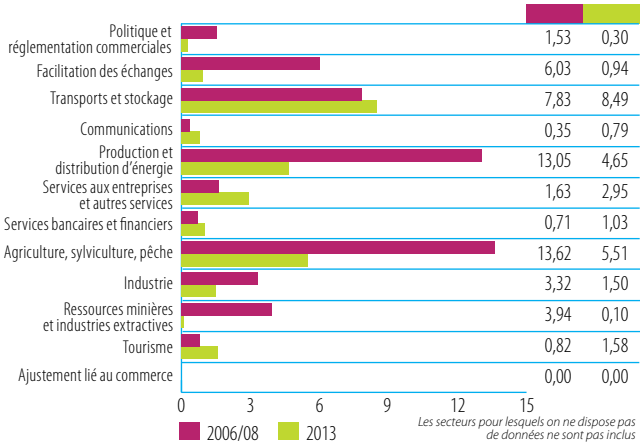
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
Institutions de l'UE	15,2	29	FODI	10,7	39
Allemagne	7,3	14	Institutions de l'UE	3,8	14
États-Unis	6,0	11	États-Unis	3,6	13
Japon	5,9	11	Fonds spécial de la BID	3,2	11
France	5,6	11	Espagne	2,1	8

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

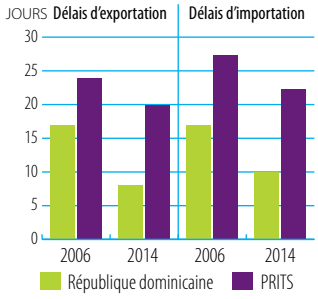


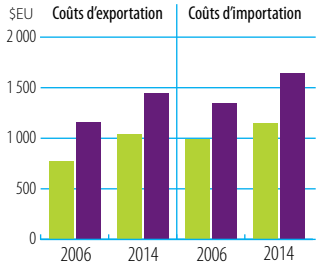
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	8,5	7,3
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...	6,4
Exportations: moyenne pondérée appliquée	9,0	1,3
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	54,1	88,4
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	25,4
Abonnements tél. fixe à large bande	1,1	4,6
Personnes physiques utilisant Internet	14,8	45,9

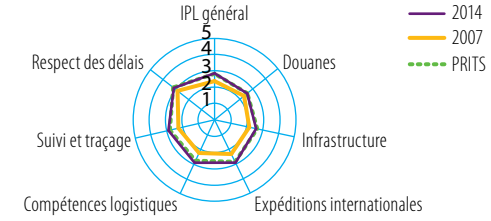
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





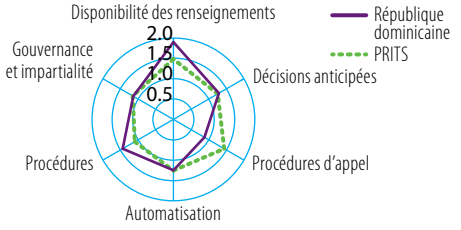
Source: Banque mondiale, *Doing Business.*

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



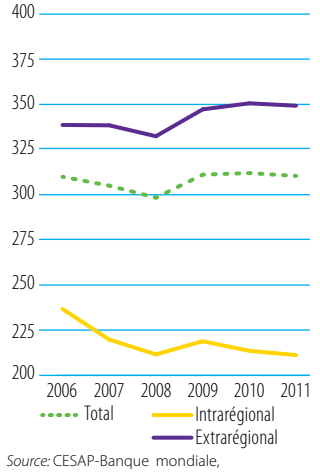
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



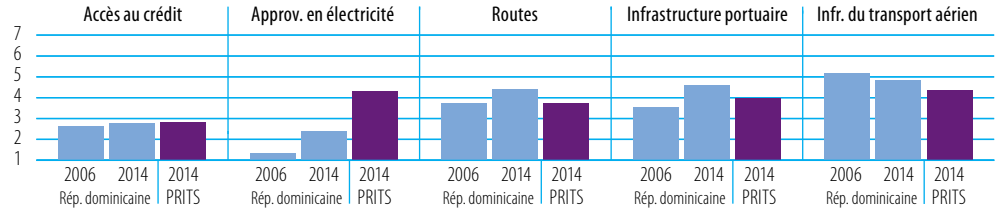
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	69	57
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	40	38
Services commerciaux en % des importations totales (%)	11	11
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	35	52
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	53	40

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

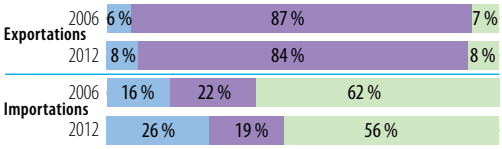
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	-
Exportations	Marchandises	6,610	9,662	**+46%** ▲	
	Services commerciaux	4,496	6,036	**+34%** ▲	
Importations	Marchandises	12,174	16,891	**+39%** ▲	
	Services commerciaux	1,510	2,128	**+41%** ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	478	746
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	1 043	1 064
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,048	0,044
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,009	0,036
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	106	134
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	141	140
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,562	0,292
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,293	0,173

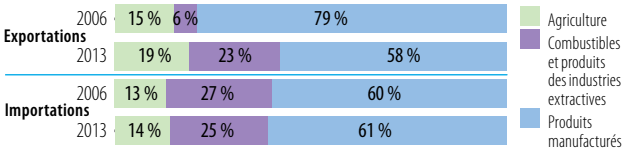
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
États-Unis	67	États-Unis	51
Haïti	5	Haïti	13
République populaire démocratique de Corée	3	Canada	12
Pays-Bas	2	Chine	3
Canada	2	Pays-Bas	2

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
États-Unis	53	États-Unis	38
Chine	7	Chine	10
Brésil	4	République bolivarienne du Venezuela	7
Japon	3	Mexique	6
Espagne	3	Trinité-et-Tobago	4

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Vêtements pour hommes ou garçonnets, autres qu'en bonneterie	13	Or à usage non monétaire (sauf minerais)	16
Fonte, fonte spiegel, etc.	12	Instruments médicaux, n.d.a.	9
Autres vêtements en matières textiles, n.d.a.	9	Tabacs fabriqués	7
Instruments médicaux, n.d.a.	9	Tissus de coton, tissés	5
Articles en or, en argent, bijouterie, n.d.a.	8	Interrupteurs, commutateurs, etc. pour circuits électriques	5

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Véhicules de trans. de passagers (sauf bus)	6	Produits pétroliers	16
Tissus de coton, tissés	4	Huiles brutes de pétrole	7
Interrupteurs, commutateurs, etc. pour circuits électriques	3	Articles, n.d.a., en matières plastiques	3
Médicaments	3	Véhicules de trans. de passagers (sauf bus)	3
Véhicules spéciaux de trans. de marchandises	2	Propane et butane liquéfiés	3

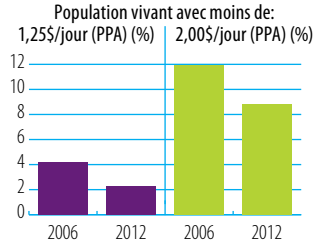
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT

INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	16,4	14,9
Population active féminine (% de la population active totale)	38,4	39,8
APD nette reçue (% du RNB)	0,2	0,4
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2006-2011)	9,9	6,9
Service total de la dette (% des exportations totales)	15,2	16,8
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,67	0,70

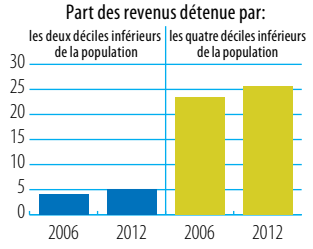
Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

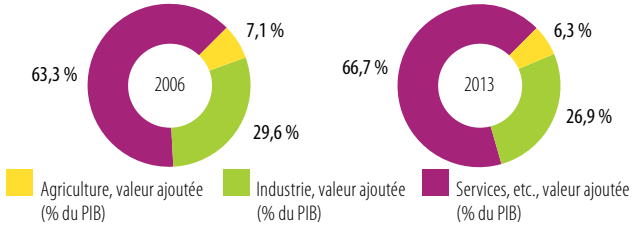


Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

INDICATEURS D'INÉGALITÉ

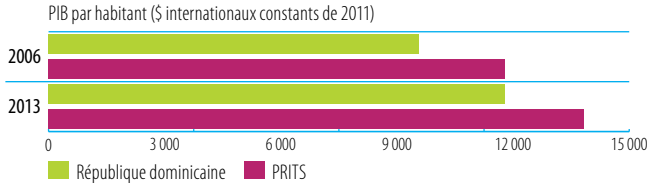


STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933241864

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Rwanda

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	71,7	102,8	110,8	54%
Envois de fonds	72,8	154,4	170,1	134%
Autres apports du secteur public (AASP)	4,0	13,1	51,4	1 190%
dont: AASP liés au commerce	0,4	13,1	42,5	10 348%
Aide publique au développement (APD)	1 158,0	1 064,1	1 083,0	-6%
dont: Aide pour le commerce	101,1	233,5	226,4	124%

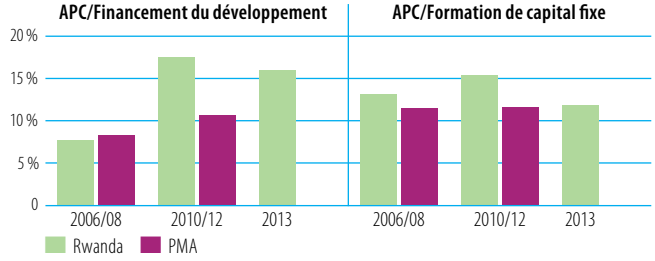
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Politique commerciale	2	Intégration régionale	3	Infrastructure transfrontières

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



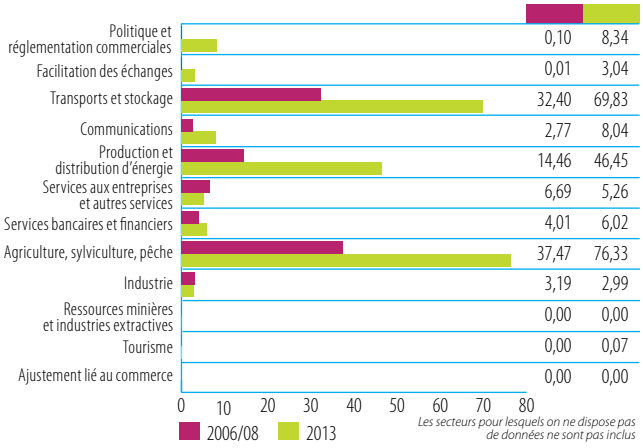
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
IDA	31,9	32	Institutions de l'UE	54,2	24
Institutions de l'UE	17,4	17	IDA	29,8	13
FAD (Fonds africain de développement)	13,8	14	Royaume-Uni	28,3	12
Belgique	10,4	10	Japon	27,6	12
Japon	5,0	5	États-Unis	23,3	10

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

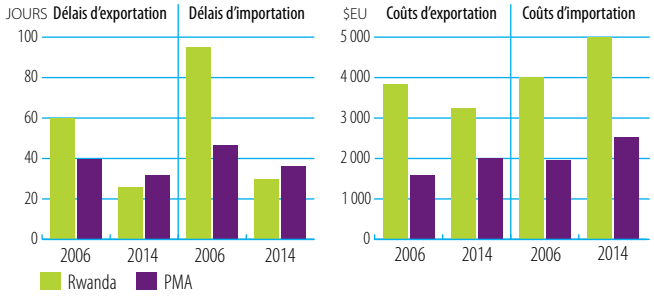


Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

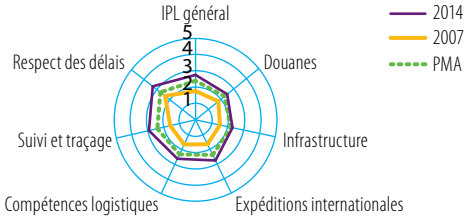
INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	18,7	12,8
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...	14,2
Exportations: moyenne pondérée appliquée	0,9	0,7
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	90,5	92,5
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	5,8
Abonnements tél. fixe à large bande	0,0	0,0
Personnes physiques utilisant Internet	...	8,7

Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.



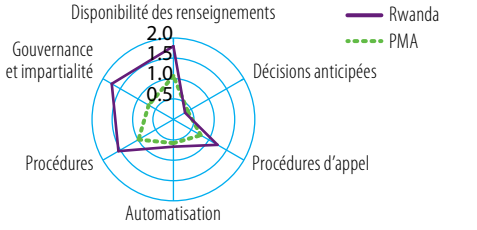
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



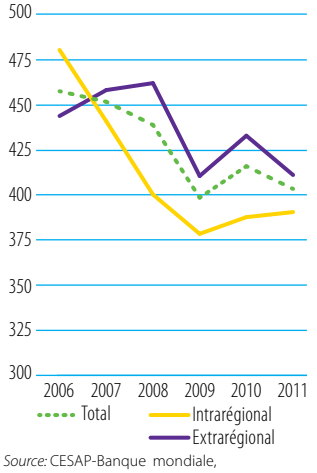
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



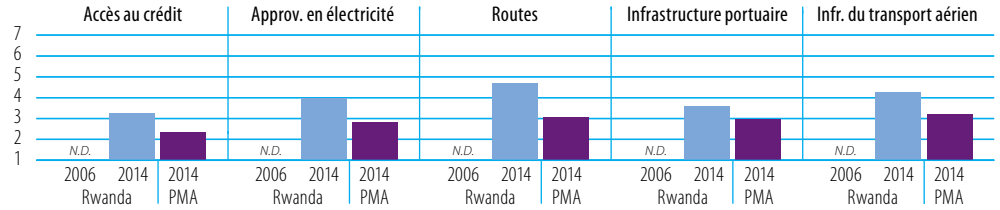
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

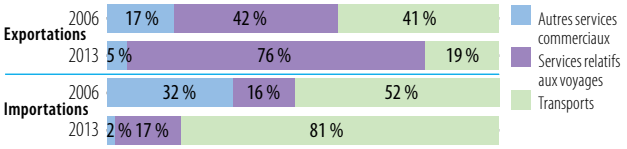
INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	30	47
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	34	35
Services commerciaux en % des importations totales (%)	30	19
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	73	59
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	46	45

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	–
Exportations	Marchandises	0,145	0,703	**+385%** ▲	
	Services commerciaux	0,074	0,386	**+420%** ▲	
Importations	Marchandises	0,488	1,959	**+301%** ▲	
	Services commerciaux	0,214	0,472	**+121%** ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES

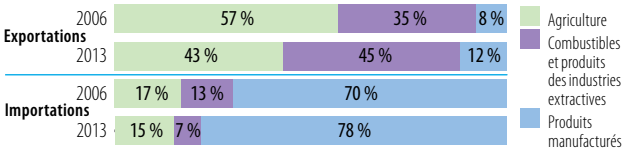


Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	134	268
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	654	776
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,182	0,084
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,022	0,020
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	47	51
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	97	118
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,119	0,241
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,055	0,065

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Kenya	21	Tanzanie	41
Royaume-Uni	21	République démocratique du Congo	22
Belgique	16	Ouganda	14
Hong Kong, Chine	10	Kenya	13
Suisse	9	Burundi	3

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Kenya	14	Chine	16
Ouganda	13	Ouganda	12
Belgique	8	Japon	11
Émirats arabes unis	7	Inde	7
Royaume d'Arabie saoudite	6	Kenya	7

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Café et succédané du café	34	Minerais de métaux communs et leurs concentrés	36
Minerais de métaux communs et leurs concentrés	33	Thé et maté	10
Thé et maté	18	Café et succédané du café	8
Passenger motor vehicles, excl. buses	2	Produits pétroliers	8
Matières végétales brutes, n.d.a.	2	Lait et crème	4

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Produits pétroliers	11	Véhicules de trans. de passagers (sauf bus)	10
Médicaments	5	Produits pétroliers	5
Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	3	Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	4
Articles en matières textiles, n.d.a.	3	Chaux, ciment, matériaux de construction	4
Autres graisses et huile végétales fixes	3	Médicaments	3

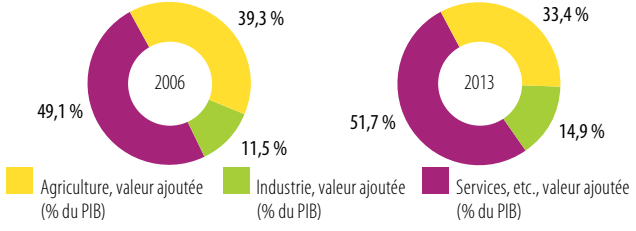
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT

INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	0,6	0,6
Population active féminine (% de la population active totale)	52,6	52,4
APD nette reçue (% du RNB)	19,6	12,3
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2008-2011)	12,7	7,8
Service total de la dette (% des exportations totales)	6,7	3,5
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,39	0,51

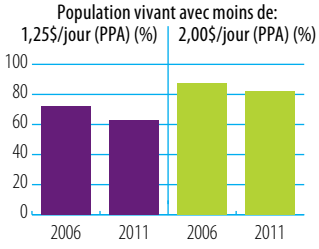
Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE

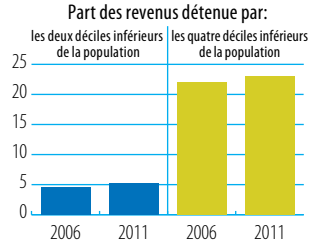


Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

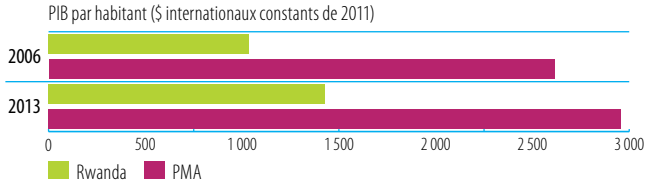


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933242112

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour Sainte-Lucie

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	227,1	102,3	87,9	-61%
Envois de fonds	28,4	29,4	30,1	6%
Autres apports du secteur public (AASP)	6,2	1,5	0,0	-100%
dont: AASP liés au commerce	0,1	0,6	0,0	-100%
Aide publique au développement (APD)	19,1	38,1	27,1	42%
dont: Aide pour le commerce	7,4	14,1	10,6	44%

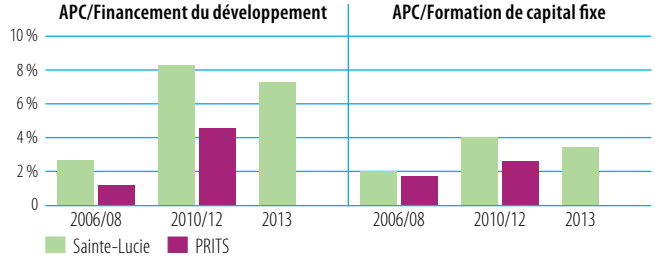
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Facilitation des échanges	2	Compétitivité	3	Intégration régionale

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



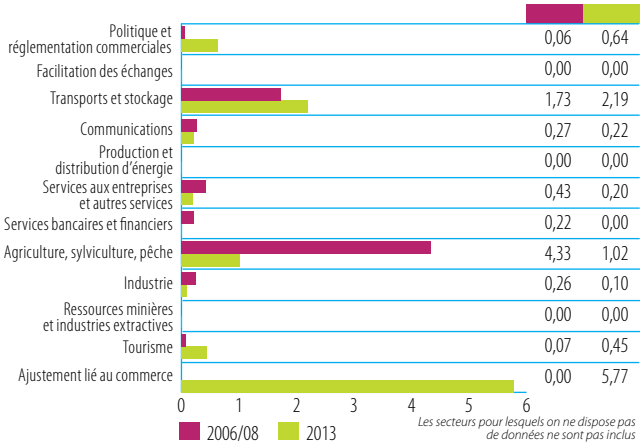
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
Institutions de l'UE	4,6	63	Institutions de l'UE	6,8	64
France	1,7	23	IDA	2,4	22
Japon	0,9	12	Koweït (KFAED)	0,9	8
IDA	0,1	1	Japon	0,4	4
Organisation mondiale du commerce	0,1	1	Canada	0,1	1

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

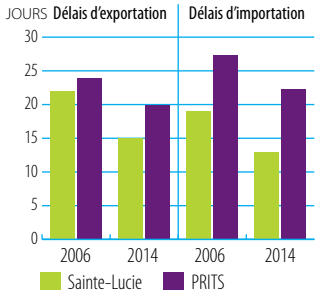


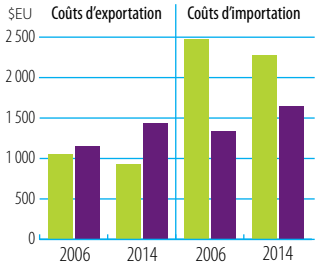
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	8,9	10,3
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...	...
Exportations: moyenne pondérée appliquée	12,3	0,4
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	56,7	100,0
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	8,2
Abonnements tél. fixe à large bande	4,3	13,7
Personnes physiques utilisant Internet	24,5	35,2

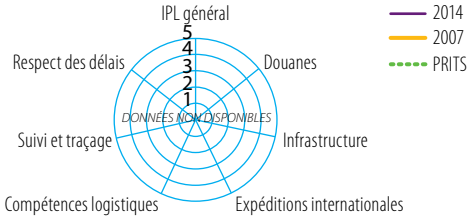
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





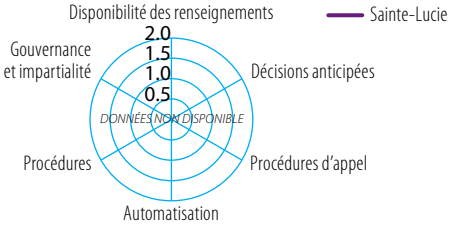
Source: Banque mondiale, *Doing Business.*

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



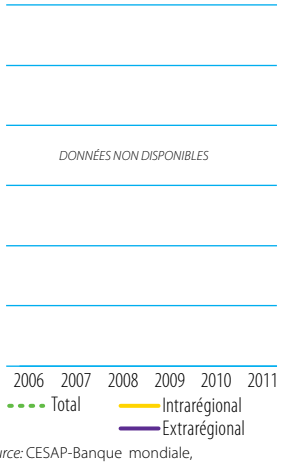
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



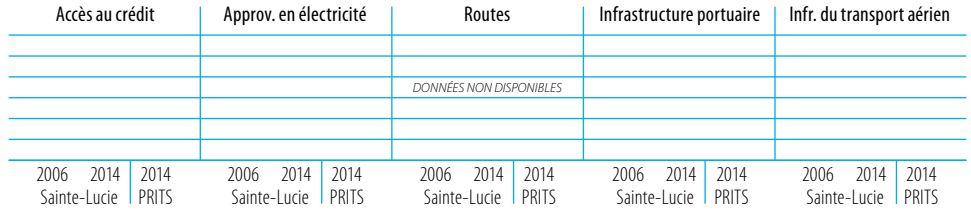
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

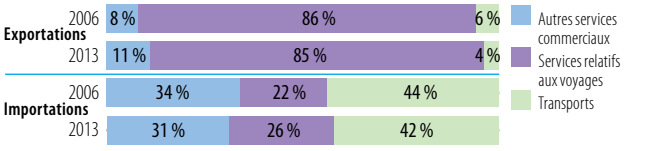
INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	112	97
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	78	69
Services commerciaux en % des importations totales (%)	26	27
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	16	...
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	33	...

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	–
Exportations	Marchandises	0,097	0,184	+90% ▲	
	Services commerciaux	0,342	0,414	+21% ▲	
Importations	Marchandises	0,521	0,508		-2% ▼
	Services commerciaux	0,182	0,189	+4% ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES

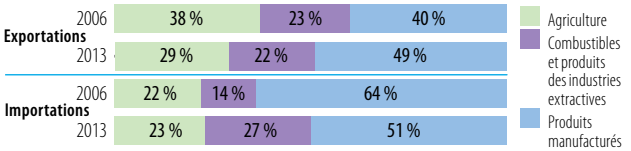


Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	...	...
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	...	...
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	...	...
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	...	...
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	40	...
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	83	...
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,166	...
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,188	...

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Trinité-et-Tobago	30		
Royaume-Uni	21		
États-Unis	21	*DONNÉES NON DISPONIBLES*	
Barbade	7		
Dominique	5		

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
États-Unis	39		
Trinité-et-Tobago	17		
Royaume-Uni	7	*DONNÉES NON DISPONIBLES*	
Japon	6		
Barbade	4		

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Produits pétroliers	22		
Fruits, autres que les fruits oléagineux	19		
Boissons alcooliques	15	*DONNÉES NON DISPONIBLES*	
Or, argent, joaillerie, n.d.a.	6		
Papiers et cartons, coupés, etc.	5		

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Produits pétroliers	12		
Véhicules de transport de passagers (sauf bus)	5		
Véhicules spéciaux de transport de marchandises	3	*DONNÉES NON DISPONIBLES*	
Meubles, coussins, etc.	2		
Autres viandes, abats	2		

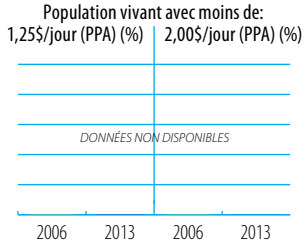
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT

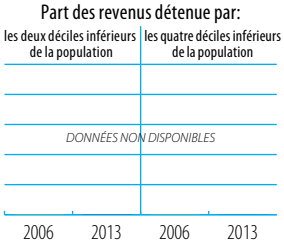
INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	...	...
Pop. active féminine (% de la population active totale)	46,7	46,5
APD nette reçue (% du RNB)	1,8	2,1
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2006-2012)	24,7	21,1
Service total de la dette (% des exportations totales)	7,5	5,9
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	...	0,71

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

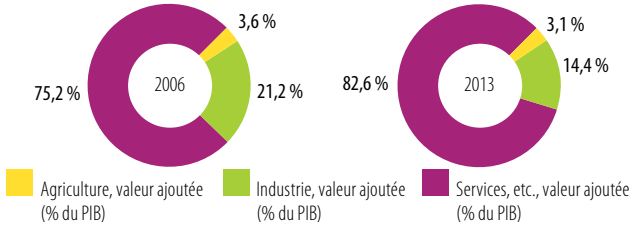


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



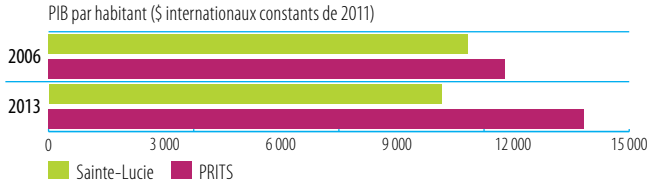
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933242122

SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour Saint-Vincent-et-les Grenadines

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	130,0	99,5	126,8	-3%
Envois de fonds	27,1	29,8	31,6	17%
Autres apports du secteur public (AASP)	2,3	1,5	0,0	-100%
dont: AASP liés au commerce	0,8	0,1	0,0	-100%
Aide publique au développement (APD)	31,2	16,1	11,3	-64%
dont: Aide pour le commerce	9,6	4,7	2,3	-76%

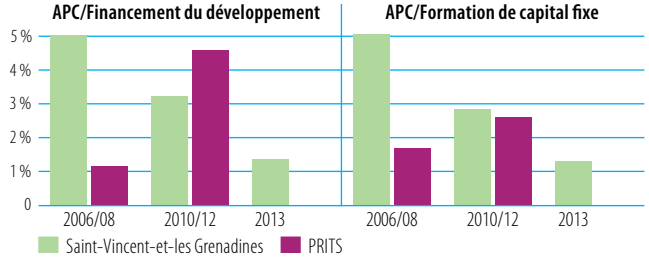
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Infrastructure des transports	2	Intégration régionale	3	Infrastructure de réseau (électricité, eau, télécom.)

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



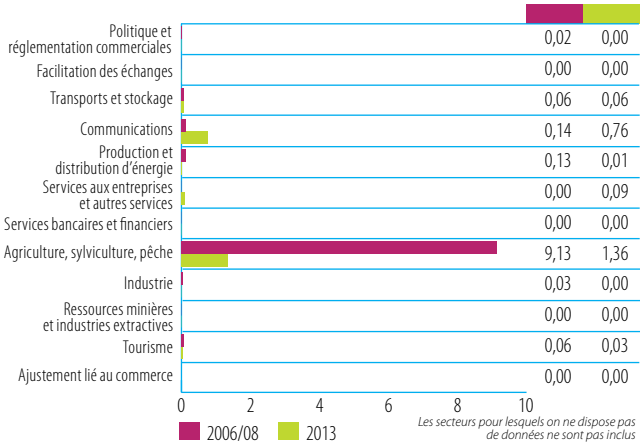
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
Institutions de l'UE	5,2	54	Institutions de l'UE	1,3	56
Japon	4,0	42	IDA	0,8	36
IDA	0,2	2	Japon	0,1	6
Allemagne	0,1	1	PNUD	0,0	1
Autriche	0,1	1	Canada	0,0	0

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

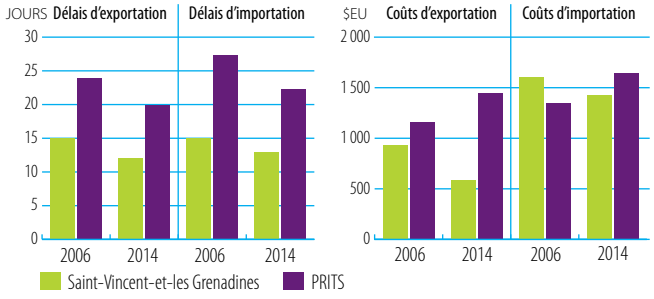


Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

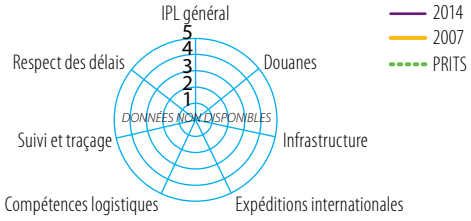
INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	9,8	10,2
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...	12,3
Exportations: moyenne pondérée appliquée	2,4	7,2
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	95,3	100,0
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	0,0
Abonnements tél. fixe à large bande	5,2	13,4
Personnes physiques utilisant Internet	12,0	52,0

Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.



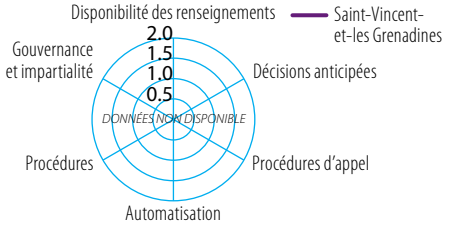
Source: Banque mondiale, *Doing Business.*

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



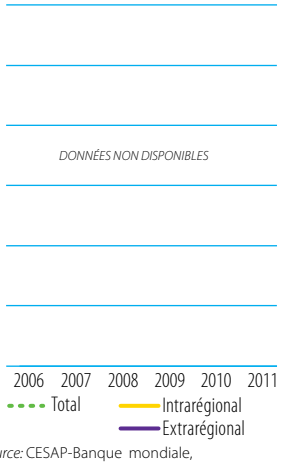
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



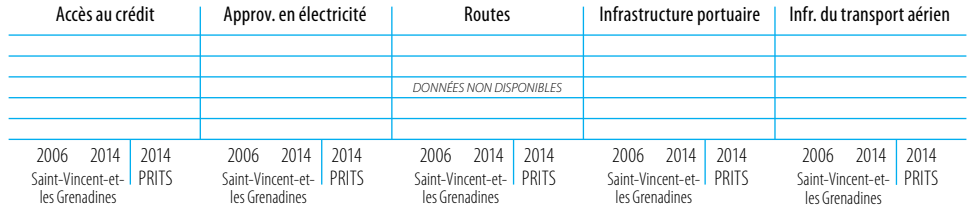
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

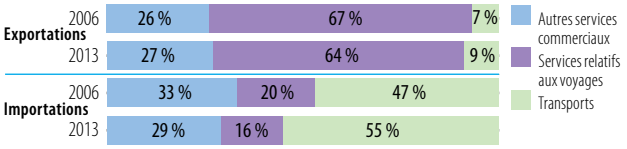
INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	86	85
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	80	72
Services commerciaux en % des importations totales (%)	25	21
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises, 2006-2012)	33	63
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises, 2006-2012)	37	30

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	–
Exportations	Marchandises	0,041	0,054	+32% ▲	
	Services commerciaux	0,169	0,142	-16% ▲	
Importations	Marchandises	0,238	0,333	+40% ▲	
	Services commerciaux	0,080	0,089	+10% ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES

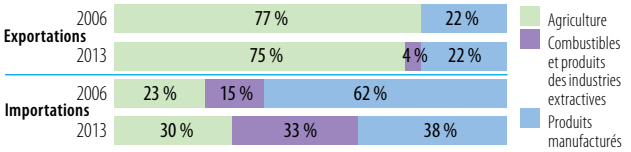


Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2012
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	...	101
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	...	621
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	...	0,108
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	...	0,077
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	25	33
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	74	84
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,101	0,114
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,178	0,199

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2012	%
Royaume-Uni	25	Sainte-Lucie	26
Trinité-et-Tobago	15	Trinité-et-Tobago	16
Barbade	14	Barbade	14
Sainte-Lucie	12	Antigua-et-Barbuda	12
Antigua-et-Barbuda	8	Dominique	8

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2012	%
États-Unis	33	États-Unis	36
Trinité-et-Tobago	26	Trinité-et-Tobago	27
Royaume-Uni	7	République bolivarienne du Venezuela	6
Japon	4	Royaume-Uni	5
Canada	4	Chine	3

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2012	%
Fruits, sauf les fruits oléagineux	31	Semoules et farines de froment et de méteil	27
Semoules et farines de froment et de méteil	13	Légumes	12
Légumes	11	Riz	10
Riz	10	Aliments pour animaux	9
Aliments pour animaux	5	Boissons alcooliques	6

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2012	%
Produits pétroliers	13	Produits pétroliers	27
Chaux, ciment, matériaux de construction	3	Froment et méteil, non moulus	3
Autres viandes, abats	3	Autres viandes, abats	3
Structures métalliques, n.d.a.	3	Produits et préparations alimentaires, n.d.a.	2
Véhicules de trans. de passagers (sauf bus)	3	Chaux, ciment, matériaux de construction	2

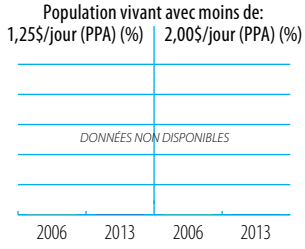
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT

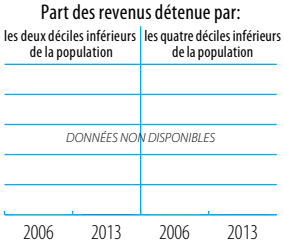
INDICATEUR	2006	2012
Chômage (% de la population active totale)	...	...
Population active féminine (% de la pop. active totale)	40,2	41,2
APD nette reçue (% du RNB)	0,8	1,2
Droits d'importation perçus(% des recettes fiscales, 2006-2012)	9,7	11,1
Service total de la dette (% des exportations totales)	14,8	13,5
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	...	0,72

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

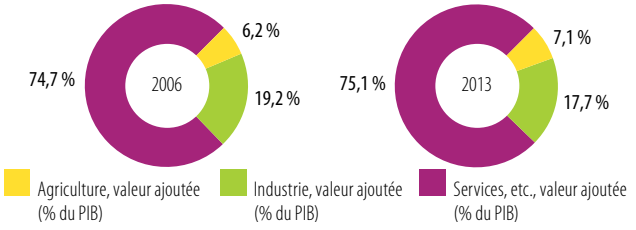


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



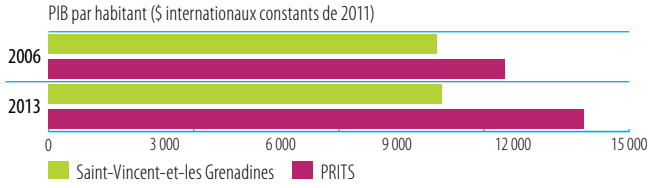
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933242138

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour les Samoa

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	26,1	13,2	28,0	7%
Envois de fonds	97,6	139,7	158,0	62%
Autres apports du secteur public (AASP)	0,5	1,0	0,8	56%
dont: AASP liés au commerce	0,0	0,0	0,0	-
Aide publique au développement (APD)	42,8	130,7	127,0	197%
dont: Aide pour le commerce	8,6	33,2	20,1	134%

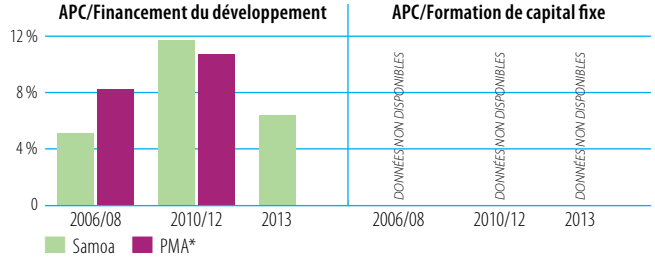
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Infrastructure de réseau (électricité, eau, télécom.)	2	Politique commerciale	3	Coûts de l'ajustement

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



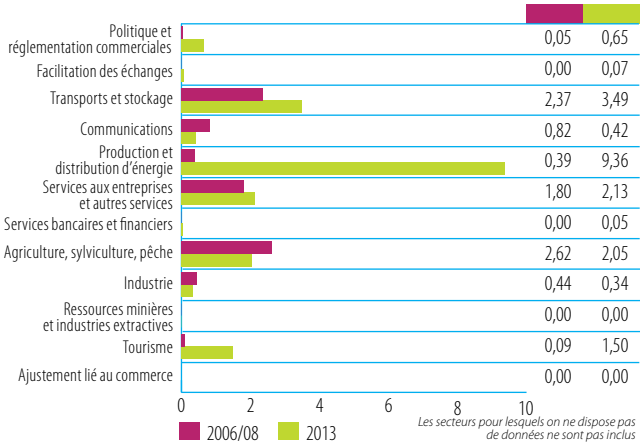
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
Japon	3,5	41	BAsD, fonds spéciaux	5,0	25
IDA	2,6	31	Japon	4,0	20
Australie	1,8	21	Australie	3,5	18
Nouvelle-Zélande	0,4	4	Nouvelle-Zélande	3,1	16
Fonds pour l'environnement mondial	0,2	2	IDA	3,0	15

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

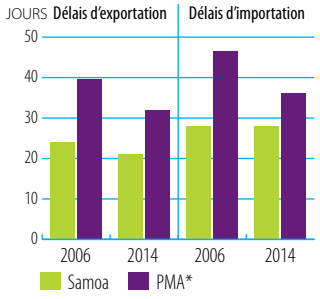


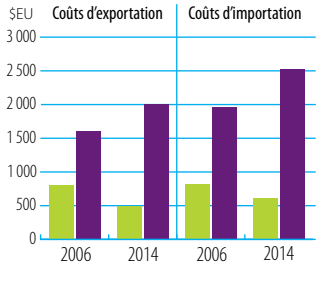
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	...	11,4
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...	9,4
Exportations: moyenne pondérée appliquée	...	1,6
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	...	86,2
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	...
Abonnements tél. fixe à large bande	0,1	0,1
Personnes physiques utilisant Internet	4,5	15,3

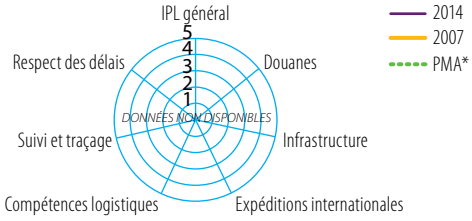
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





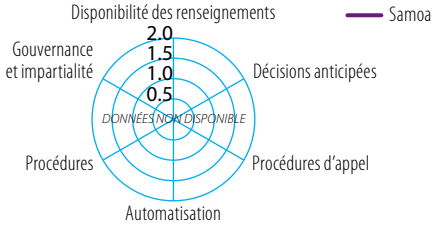
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



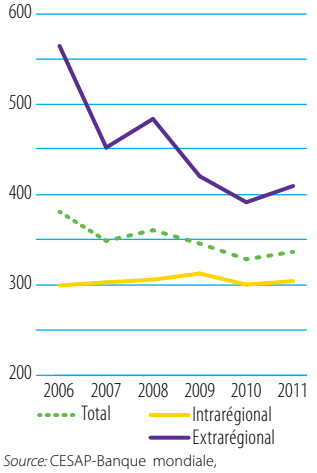
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



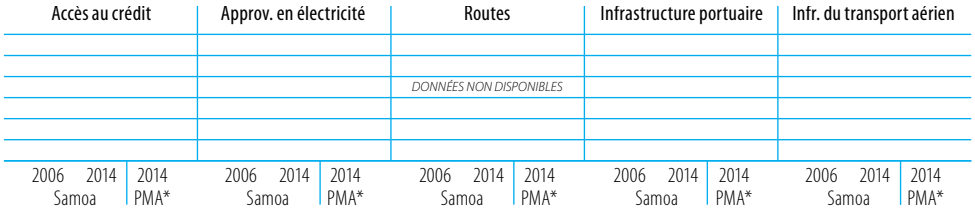
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

** Le Samoa a changé de statut de PMA en janvier 2014.*

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%, 2006-2012)	92	91
Services commerciaux en % des exportations totales (%, 2006-2012)	93	86
Services commerciaux en % des importations totales (%, 2006-2012)	20	23
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	76	50
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	27	33

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

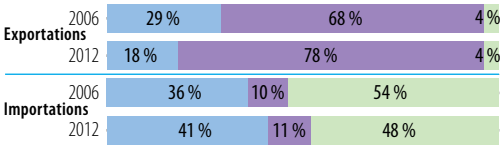
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2012	2013	+	–
Exportations	Marchandises	0,010		0,025	**+146%** ▲	
	Services commerciaux	0,133	0,189		**+42%** ▲	
Importations	Marchandises	0,219		0,328	**+50%** ▲	
	Services commerciaux	0,056	0,090		**+61%** ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	...	89
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	...	623
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	...	0,267
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	...	0,052
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	13	22
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	33	43
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,506	0,362
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,146	0,156

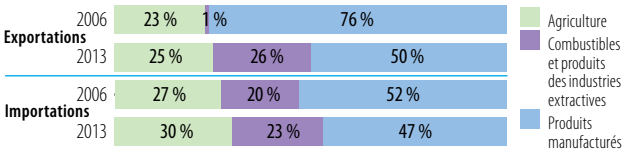
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Australie	72	Australie	45
Samoa américaines	15	Samoa américaines	9
États-Unis	4	Nouvelle-Zélande	9
Nouvelle-Zélande	4	Tokélaou	5
Tokélaou	3	États-Unis	2

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Nouvelle-Zélande	33	Nouvelle-Zélande	30
Australie	16	Singapour	23
États-Unis	12	États-Unis	12
Japon	10	Chine	8
Singapour	9	Australie	7

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Matériel de distribution électrique, n.d.a.	73	Matériel de distribution électrique, n.d.a.	45
Poissons frais, réfrigérés ou congelés	12	Produits pétroliers	24
Jus de fruits ou de légumes	3	Boissons alcooliques	8
Boissons alcooliques	3	Poissons frais, réfrigérés ou congelés	7
Autres graisses et huiles végétales fixes	2	Jus de fruits ou de légumes	2

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Transactions spéciales non classées	21	Produits pétroliers	21
Produits pétroliers	15	Autres viandes, abats	7
Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	6	Articles, n.d.a., en matières plastiques	3
Ouvrages en fils métalliques, sauf fils électriques	5	Préparations à base de céréales	3
Autres viandes, abats	4	Bois simplement travaillés	2

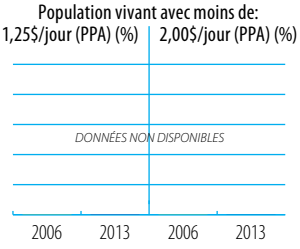
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT

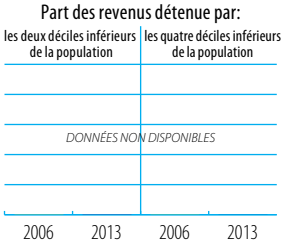
INDICATEUR	2006	2012
Chômage (% de la population active totale)	...	...
Population active féminine (% de la population active totale)	27,6	27,5
APD nette reçue (% du RNB)	9,9	15,8
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2006-2012)	...	9,7
Service total de la dette (% des exportations totales)	4,6	6,1
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,68	0,69

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

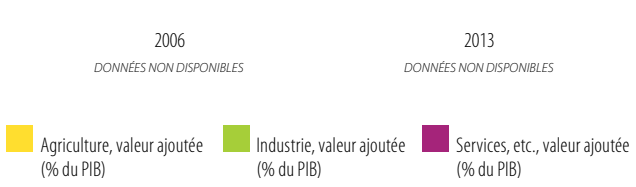


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



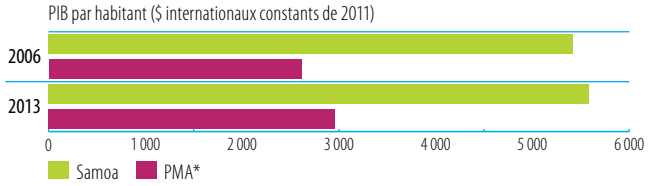
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

** Le Samoa a changé de statut de PMA en janvier 2014.*

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933242147

SÃO TOMÉ-ET-PRINCIPE

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour São Tomé-et-Principe

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	51,0	35,1	30,0	-41%
Envois de fonds	2,2	6,5	26,5	1105%
Autres apports du secteur public (AASP)	0,0	0,6	0,0	-
dont: AASP liés au commerce	0,0	0,6	0,0	-
Aide publique au développement (APD)	111,6	55,6	53,2	-52%
dont: Aide pour le commerce	6,6	11,4	12,9	95%

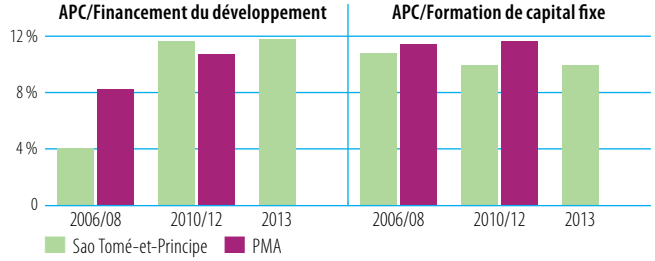
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Infrastructure des transports	**2**	Politique commerciale	**3**	Infrastructure de réseau (électricité, eau, télécom.)

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



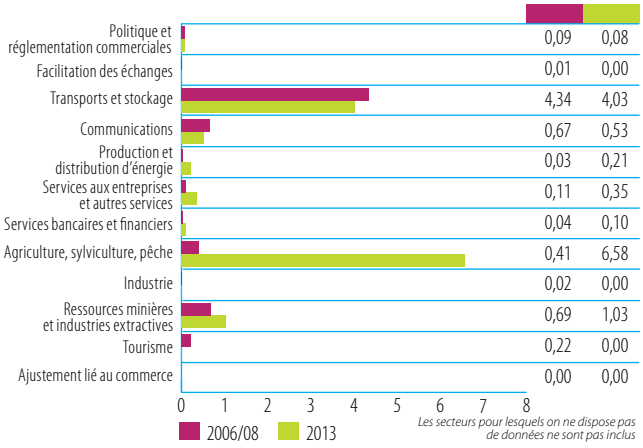
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
Institutions de l'UE	3,0	46	Institutions de l'UE	5,2	40
Portugal	1,4	21	FAD (Fonds africain de développement)	4,6	36
IDA	0,7	10	IDA	2,1	16
Belgique	0,5	7	France	0,4	3
Espagne	0,3	5	Norvège	0,2	2

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

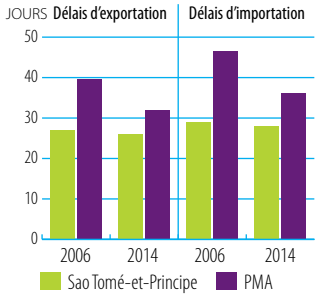


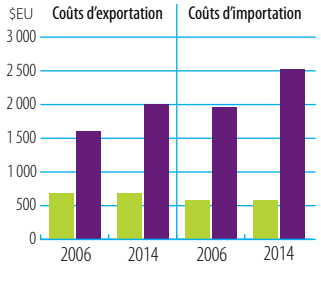
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	...	10,2
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...	...
Exportations: moyenne pondérée appliquée	...	0,8
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	...	91,6
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	7,1
Abonnements tél. fixe à large bande	0,1	0,5
Personnes physiques utilisant Internet	14,2	23,0

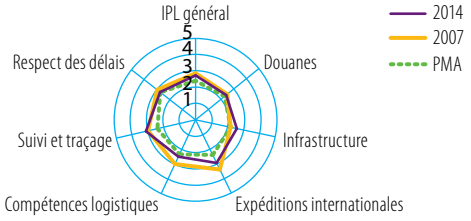
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





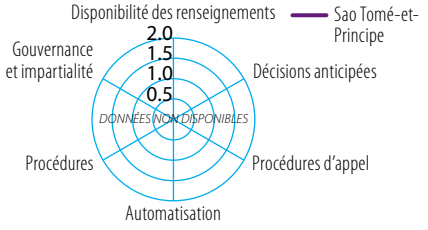
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



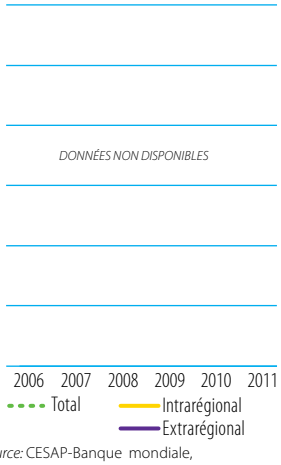
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



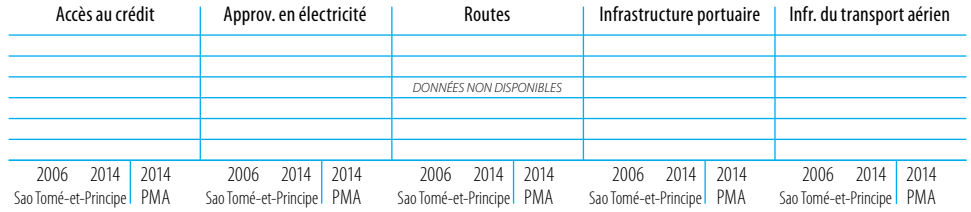
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%, 2006-2012)	68	64
Services commerciaux en % des exportations totales (%, 2006-2012)	52	59
Services commerciaux en % des importations totales (%, 2006-2012)	21	17
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	93	86
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	31	27

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

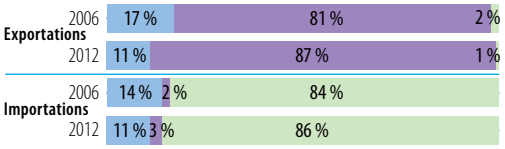
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2012	2013	+	–
Exportations	Marchandises	0,008		0,013	+67% ▲	
	Services commerciaux	0,008	0,017		+108% ▲	
Importations	Marchandises	0,059		0,133	+125% ▲	
	Services commerciaux	0,016	0,023		+44% ▲	

Sources: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	...	25
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	...	463
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	...	0,622
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	...	0,075
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	10	17
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	31	38
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,173	0,114
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,455	0,401

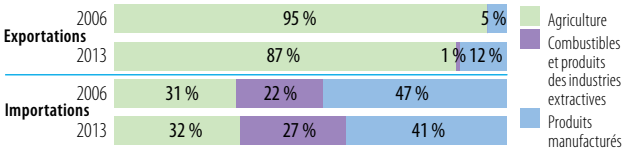
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Portugal	33	Pays-Bas	29
Pays-Bas	27	Belgique	21
Belgique	14	France	12
France	9	Espagne	11
Bahamas	3	Portugal	6

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Portugal	65	Portugal	59
Angola	20	Angola	25
Belgique	4	États-Unis	2
Viet Nam	1	Belgique	2
Pays-Bas	1	Chine	2

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Cacao	88	Cacao	78
Boissons alcooliques	3	Autres machines et outils non élect., n.d.a.	4
Parties de tracteurs et de véhic. automobiles	3	Chocolat et autres prép.à base de cacao	3
Chocolat et autres prép.à base de cacao	2	Fruits, sauf les fruits oléagineux	2
Fruits, sauf les fruits oléagineux	1	Articles de friperie et chiffons	2

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Produits pétroliers	20	Produits pétroliers	26
Boissons alcooliques	8	Boissons alcooliques	5
Véhicules de trans. de passagers (sauf bus)	4	Riz	3
Chaux, ciment, matériaux de construction	4	Véhicules de trans. de passagers (sauf bus)	3
Riz	3	Semoules et farines de blé ou de méteil	3

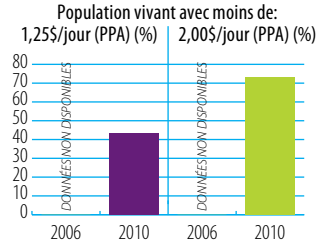
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT

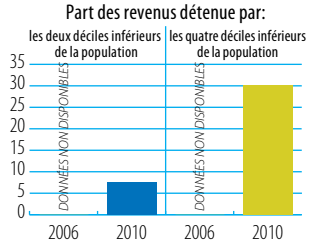
INDICATEUR	2006	2012
Chômage (% de la population active totale)	...	...
Population active féminine (% de la population active totale)	37,3	38,1
APD nette reçue (% du RNB)	16,6	18,7
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2006-2012)	22,0	24,5
Service total de la dette (% des exportations totales)	31,1	11,0
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,52	0,56

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

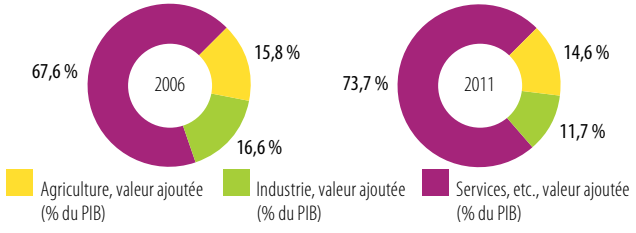


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



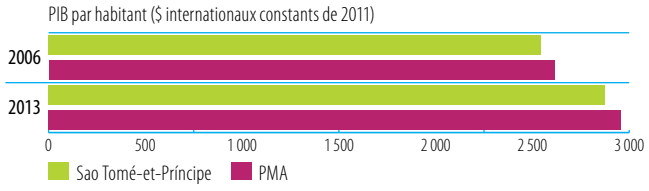
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933242152

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Sénégal

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	305,1	293,5	298,3	-2%
Envois de fonds	1 197,7	1 545,8	...	-
Autres apports du secteur public (AASP)	48,7	67,0	47,5	-2%
dont: AASP liés au commerce	7,2	53,5	38,2	430%
Aide publique au développement (APD)	1 715,5	1 057,7	1 037,9	-39%
dont: Aide pour le commerce	218,0	274,6	317,6	46%

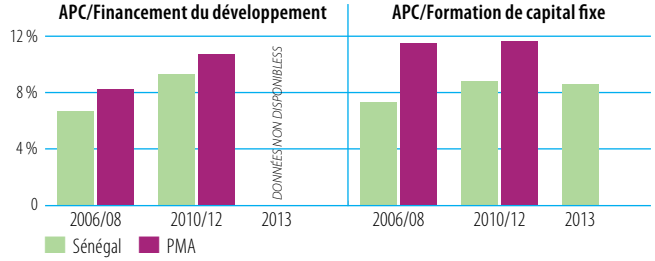
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Politique commerciale	2	Facilitation des échanges	3	Infrastructure de réseau (électricité, eau, télécom.)

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



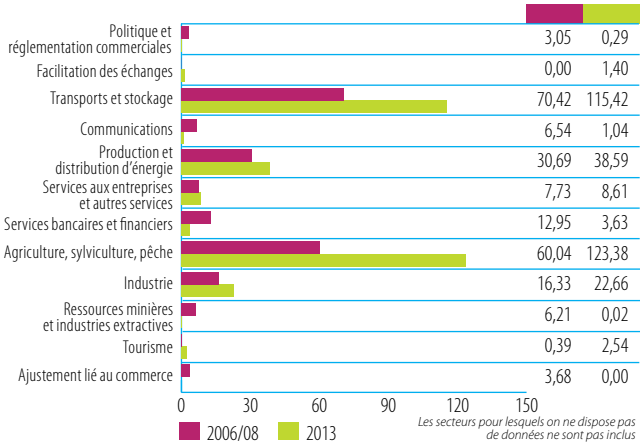
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
IDA	62,6	29	États-Unis	106,5	34
Institutions de l'UE	45,3	21	IDA	56,8	18
France	44,9	21	France	28,2	9
FAD (Fonds africain de développement)	10,6	5	Canada	23,9	8
Allemagne	10,6	5	Italie	17,7	6

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

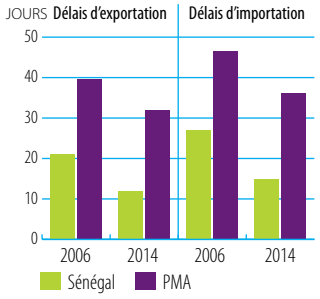


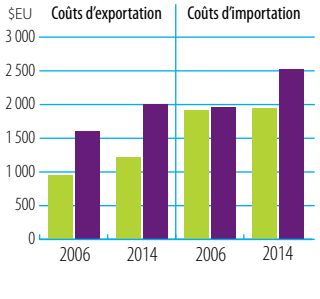
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	12,0	11,9
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	9	8,7
Exportations: moyenne pondérée appliquée	3,4	3,0
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	75,7	61,5
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	14,1
Abonnements tél. fixe à large bande	0,2	0,8
Personnes physiques utilisant Internet	5,6	20,9

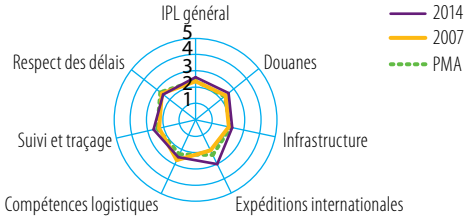
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





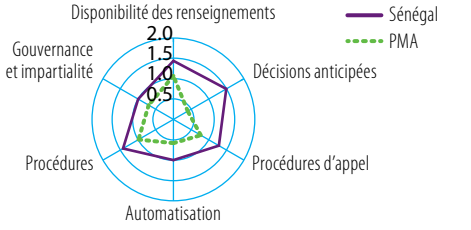
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



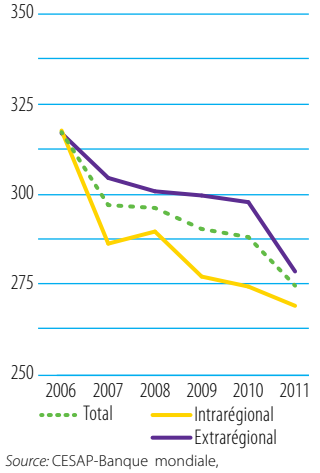
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



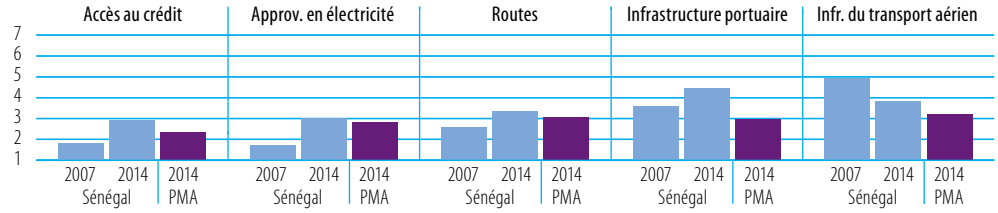
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%, 2006-2012)	67	83
Services commerciaux en % des exportations totales (%, 2006-2012)	31	28
Services commerciaux en % des importations totales (%, 2006-2012)	20	19
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	33	49
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	34	35

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

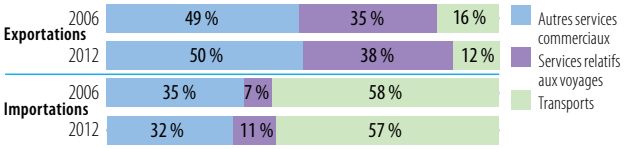
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2012	2013	+	–
Exportations	Marchandises	1,594		3,114	**+95%** ▲	
	Services commerciaux	0,716	1,154		**+61%** ▲	
Importations	Marchandises	3,194		6,369	**+99%** ▲	
	Services commerciaux	0,808	1,400		**+73%** ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	541	549
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	915	956
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,075	0,057
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,044	0,046
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	113	122
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	120	137
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,083	0,057
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,072	0,055

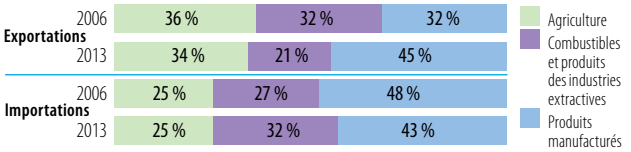
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Mali	20	Mali	16
France	8	Suisse	9
Gambie	6	Inde	7
Inde	5	Guinée	5
Espagne	5	Émirats arabes unis	5

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
France	24	France	15
Royaume-Uni	6	Nigéria	11
Chine	4	Pays-Bas	8
Thaïlande	4	Chine	8
Espagne	4	Inde	6

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Produits pétroliers	24	Produits pétroliers	16
Poissons frais, réfrigérés ou congelés	10	Or à usage non monétaire (sauf minerais)	12
Crustacés, mollusques, etc.	7	Poissons frais, réfrigérés ou congelés	8
Chaux, ciment, matériaux de construction	5	Produits et prép. alimentaires, n.d.a.	6
Éléments chimiques inorganiques	5	Éléments chimiques inorganiques	6

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Produits pétroliers	18	Produits pétroliers	16
Riz	6	Huiles brutes de pétrole	11
Huiles brutes de pétrole	4	Riz	7
Véhicules de trans. de passagers (sauf bus)	3	Froment, méteil, non moulus	3
Médicaments	3	Produits et prép. alimentaires, n.d.a.	3

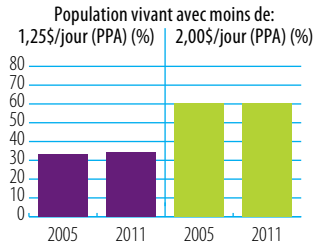
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT

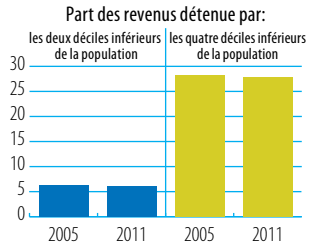
INDICATEUR	2006	2012
Chômage (% de la population active totale)	10,0	10,3
Population active féminine (% de la population active totale)	44,6	45,0
APD nette reçue (% du RNB, 2006-2012)	9,3	7,8
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2006-2012)	...	14,2
Service total de la dette (% des exportations totales, 2006-2012)	7,2	7,4
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,45	0,49

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

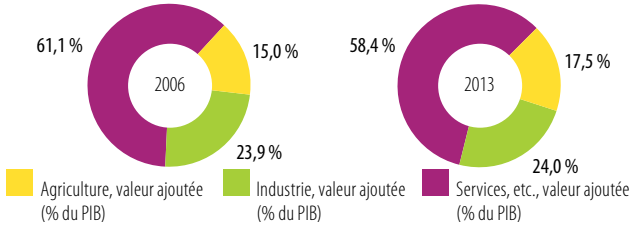


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



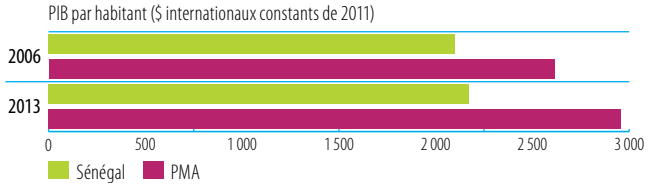
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933242166

SIERRA LEONE

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour la Sierra Leone

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	71,0	579,1	579,1	716%
Envois de fonds	26,7	54,7	67,6	153%
Autres apports du secteur public (AASP)	0,3	13,9	7,1	2347%
dont: AASP liés au commerce	0,0	13,9	6,9	-
Aide publique au développement (APD)	735,8	437,0	523,7	-29%
dont: Aide pour le commerce	54,0	106,6	106,2	97%

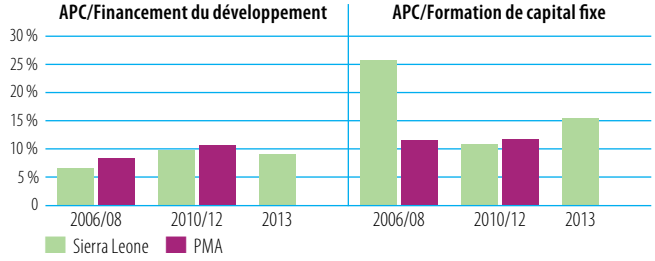
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Diversification des exportations	2	Compétitivité	3	Infrastructure transfrontière

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



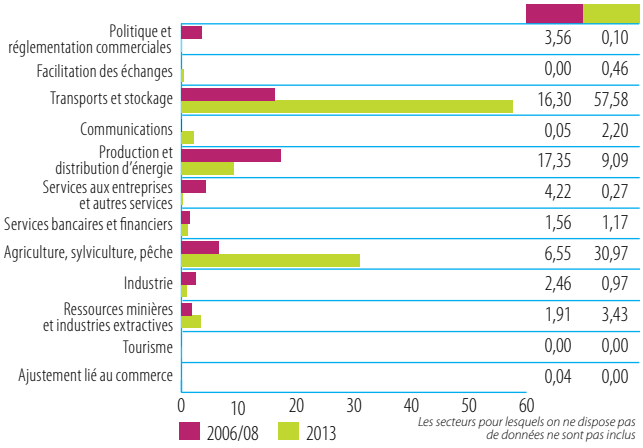
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
IDA	14,9	28	IDA	24,3	23
Institutions de l'UE	12,3	23	Institutions de l'UE	24,1	23
Royaume-Uni	11,1	20	FAD (Fonds africain de développement)	21,5	20
Italie	5,5	10	FODI	8,5	8
Allemagne	2,7	5	Royaume-Uni	7,7	7

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

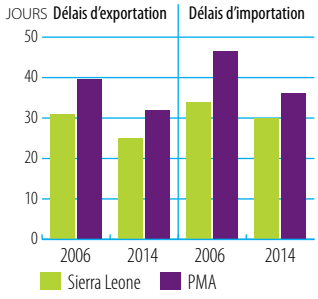


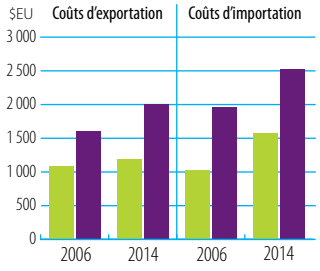
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%, 2006-2012)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	13,6	11,9
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...	...
Exportations: moyenne pondérée appliquée	1,3	0,3
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	93,2	99,9
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande.	0,0,	0,0
Abonnements tél. fixe à large bande	0,0	...
Personnes physiques utilisant Internet	0,2	1,7

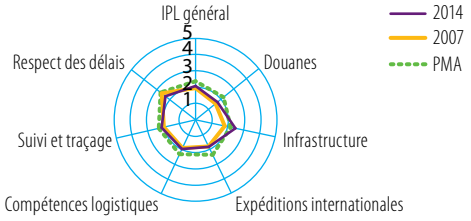
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





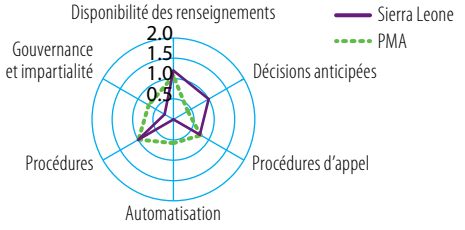
Source: Banque mondiale, *Doing Business.*

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



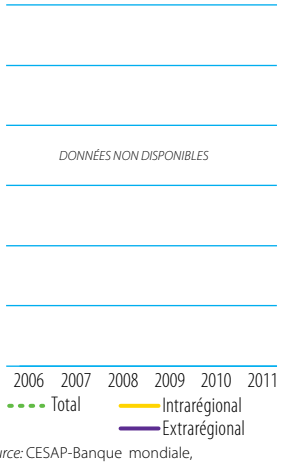
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



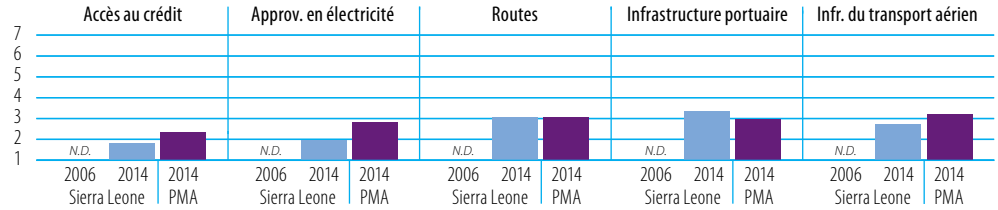
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%, 2006-2012)	39	103
Services commerciaux en % des exportations totales (%, 2006-2012)	14	13
Services commerciaux en % des importations totales (%, 2006-2012)	18	21
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	...	...
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	...	...

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

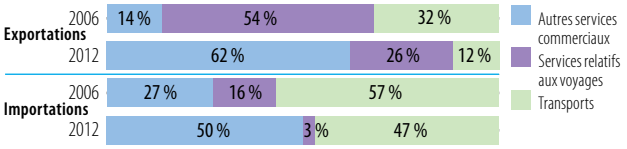
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2012	2013	+	–
Exportations	Marchandises	0,262		1,990	+660% ▲	
	Services commerciaux	0,043	0,180		+323% ▲	
Importations	Marchandises	0,351		2,243	+539% ▲	
	Services commerciaux	0,078	0,524		+575% ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	...	...
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	...	...
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	...	...
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	...	...
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	...	...
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	...	...
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	...	...
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	...	...

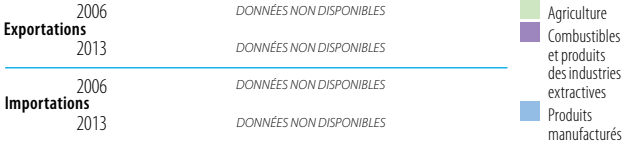
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
DONNÉES NON DISPONIBLES		DONNÉES NON DISPONIBLES	

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
DONNÉES NON DISPONIBLES		DONNÉES NON DISPONIBLES	

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
DONNÉES NON DISPONIBLES		DONNÉES NON DISPONIBLES	

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
DONNÉES NON DISPONIBLES		DONNÉES NON DISPONIBLES	

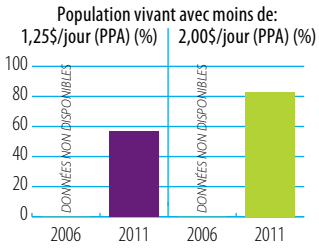
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT

INDICATEUR	2006	2012
Chômage (% de la population active totale)	3,4	3,2
Population active féminine (% de la population active totale)	50,1	49,4
APD nette reçue (% du RNB, 2006-2012)	20,6	12,9
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2006-2012)	42,0	13,2
Service total de la dette (% des exportations totales)	7,8	1,2
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,33	0,37

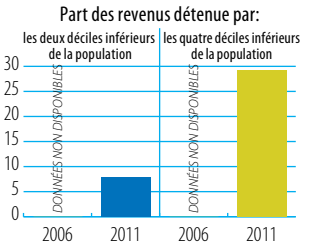
Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

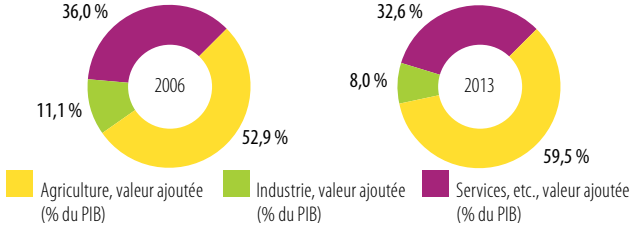


Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

INDICATEURS D'INÉGALITÉ

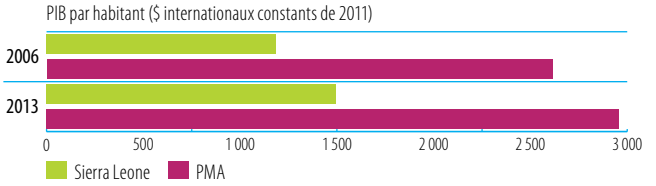


STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933242178

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Swaziland

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	88,1	106,2	67,0	-24%
Envois de fonds	93,5	41,4	30,0	-68%
Autres apports du secteur public (AASP)	15,6	2,8	4,0	-74%
dont: AASP liés au commerce	9,4	2,3	0,0	-100%
Aide publique au développement (APD)	50,4	110,6	125,2	148%
dont: Aide pour le commerce	11,6	21,2	38,0	229%

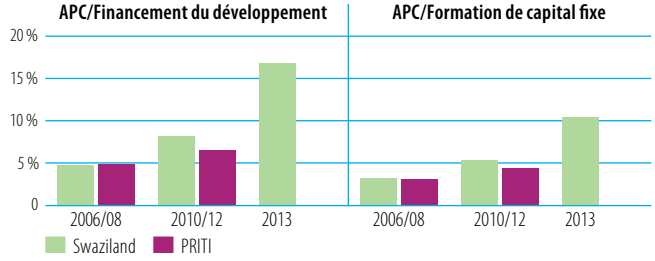
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Facilitation des échanges	**2**	Diversification des exportations	**3**	Connexion aux chaînes de valeur

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



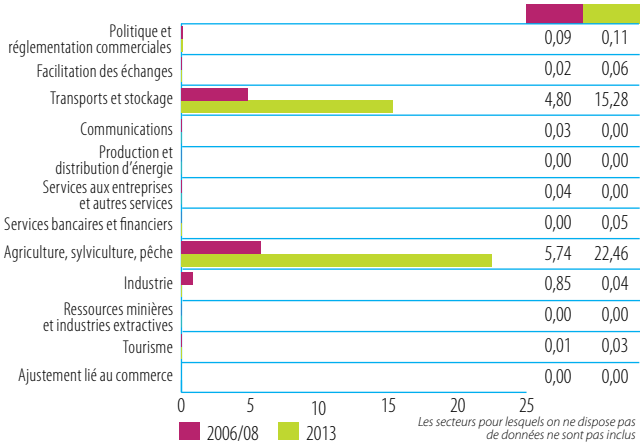
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
Japon	5,2	45	Institutions de l'UE	31,3	82
Institutions de l'UE	4,3	37	Koweït (KFAED)	2,3	6
FAD (Fonds africain de développement)	1,0	9	Royaume-Uni	1,9	5
Norvège	0,6	5	BADEA	1,2	3
États-Unis	0,2	2	Norvège	0,6	2

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

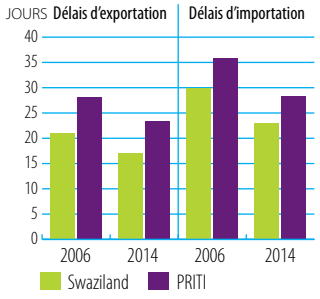


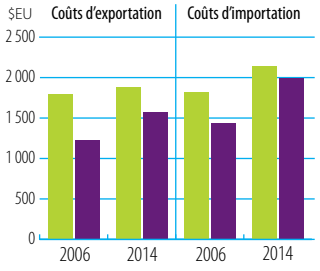
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	8,0	7,6
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...	...
Exportations: moyenne pondérée appliquée	1,9	4,5
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	59,6	67,3
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	...
Abonnements tél. fixe à large bande	0,0	0,3
Personnes physiques utilisant Internet	3,7	24,7

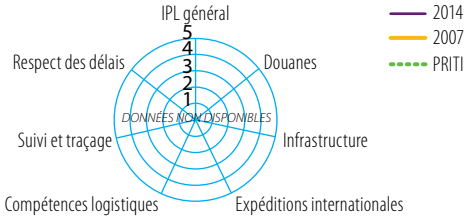
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





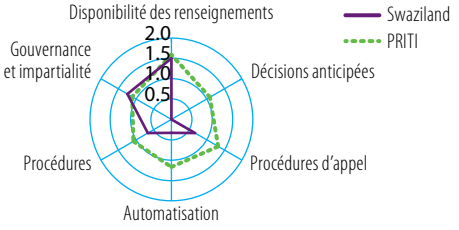
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



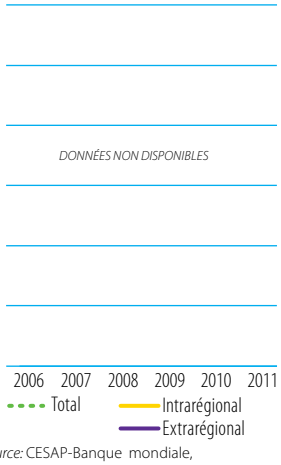
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



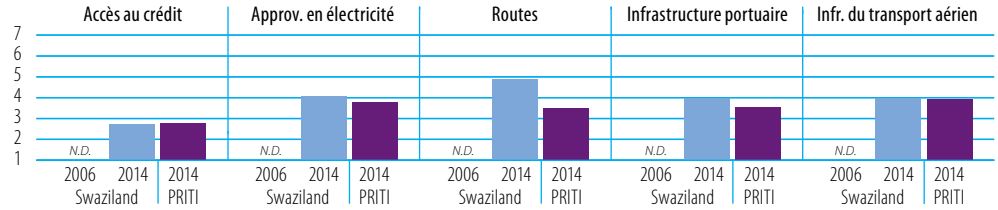
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

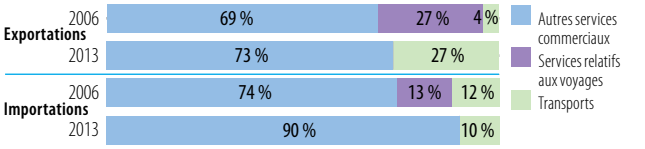
INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	143	120
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	14	11
Services commerciaux en % des importations totales (%)	16	30
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	78	...
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	44	...

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	–
Exportations	Marchandises	1,663	1,889	+14% ▲	
	Services commerciaux	0,274	0,242		-12% ▼
Importations	Marchandises	1,915	1,694		-12% ▼
	Services commerciaux	0,365	0,715	+96% ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES

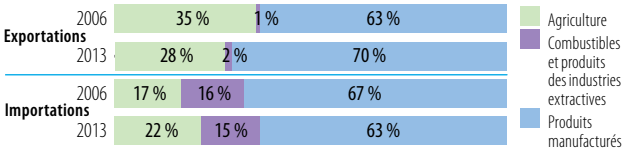


Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	...	...
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	...	...
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	...	...
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	...	...
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	32	...
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	35	...
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,190	...
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,676	...

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Afrique du Sud	30		
Zimbabwe	25		
Mozambique	17	*DONNÉES NON DISPONIBLES*	
Ouganda	17		
États-Unis	3		

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Afrique du Sud	80		
Autres pays d'Asie, n.d.a.	3		
Japon	2	*DONNÉES NON DISPONIBLES*	
Allemagne	2		
Chine	2		

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Huiles essentielles, parfums, arômes	24		
Sucres, mélasses, miels	19		
Produits chimiques divers, n.d.a.	13	*DONNÉES NON DISPONIBLES*	
Pâtes à papier et déchets de papier	6		
Autres vêtements en matières textiles, n.d.a.	4		

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Produits pétroliers	12		
Véhicules de transport de passagers (sauf bus)	3		
Tissus en bonneterie, n.d.a.	3	*DONNÉES NON DISPONIBLES*	
Véhicules spéciaux de transport de marchandises	3		
Huiles essentielles, parfums, arômes	2		

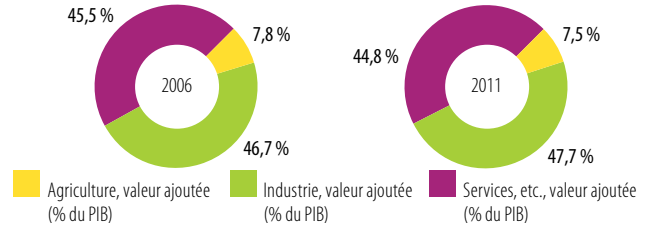
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT

INDICATEUR	2006	2012
Chômage (% de la population active totale)	22,9	22,5
Pop. active féminine (% de la population active totale)	39,8	39,3
APD nette reçue (% du RNB, 2006-2012)	1,2	2,4
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2006-2012)	77,1	62,4
Service total de la dette (% des exportations totales)	1,8	1,3
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,50	0,53

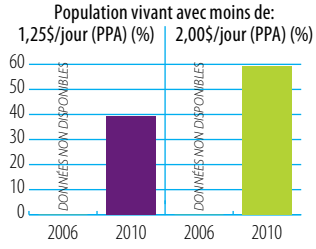
Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE

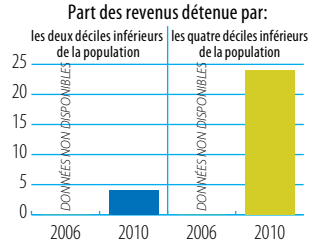


Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

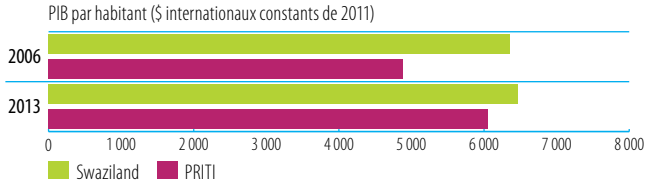


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933242191

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour la Tanzanie

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	789,3	1 614,1	1 872,4	137%
Envois de fonds	25,9	66,9	59,4	130%
Autres apports du secteur public (AASP)	20,1	7,6	64,8	223%
dont: AASP liés au commerce	17,4	5,9	58,7	237%
Aide publique au développement (APD)	3 764,0	2 762,7	3 636,3	-3%
dont: Aide pour le commerce	396,3	723,7	1 113,1	181%

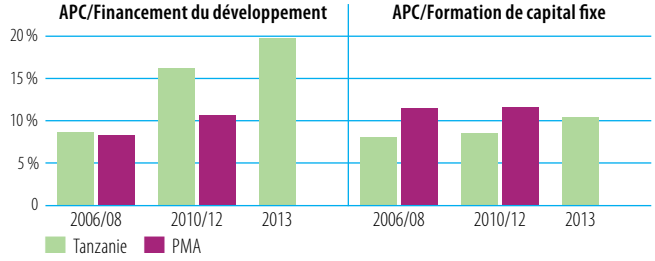
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Politique commerciale	**2**	Compétitivité	**3**	Facilitation des échanges

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



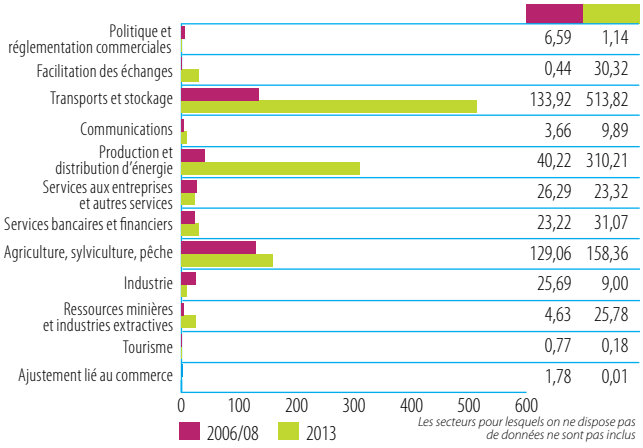
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
IDA	153.7	39	IDA	397.4	36
Institutions de l'UE	62.2	16	États-Unis	296.2	27
FAD (Fonds africain de développement)	33.8	9	FAD (Fonds africain de développement)	81.2	7
Danemark	32.2	8	Japon	80.7	7
Suède	23.8	6	Norvège	50.7	5

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

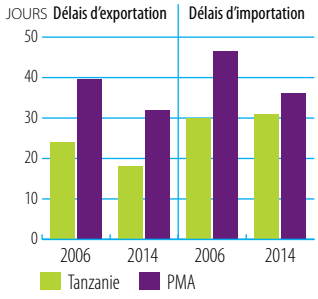


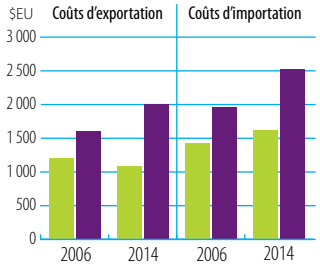
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	12,7	12,8
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	10	9,7
Exportations: moyenne pondérée appliquée	5,0	2,0
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	81,6	89,7
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	2,7
Abonnements tél. fixe à large bande	0,0	0,1
Personnes physiques utilisant Internet	1,3	4,4

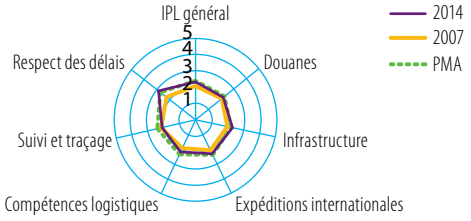
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





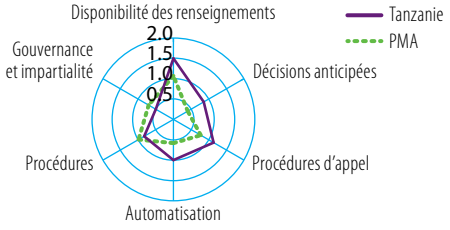
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



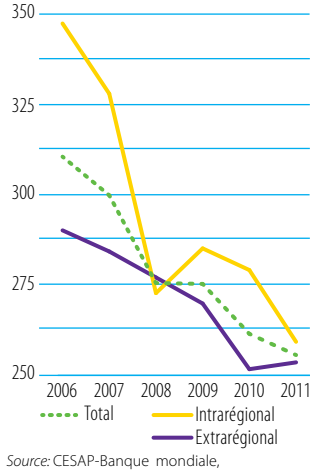
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



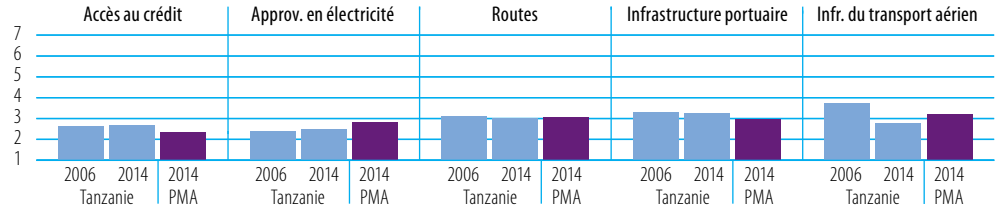
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

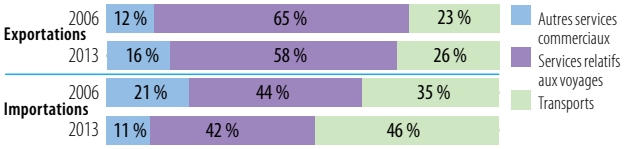
INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	59	66
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	43	36
Services commerciaux en % des importations totales (%)	24	18
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	76	74
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	44	37

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	–
Exportations	Marchandises	1,918	5,370	**+180%** ▲	
	Services commerciaux	1,467	2,979	**+103%** ▲	
Importations	Marchandises	3,864	11,035	**+186%** ▲	
	Services commerciaux	1,212	2,444	**+102%** ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES

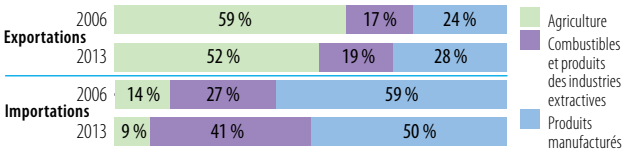


Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	527	685
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	958	996
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,132	0,136
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,064	0,143
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	118	132
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	131	138
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,076	0,079
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,052	0,079

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Suisse	19	Afrique du Sud	17
Afrique du Sud	15	Inde	17
Chine	8	Suisse	9
Allemagne	6	Chine	7
Pays-Bas	6	République démocratique du Congo	5

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Afrique du Sud	13	Inde	18
Émirats arabes unis	11	Suisse	13
Royaume de Bahreïn	9	Chine	13
Chine	7	Émirats arabes unis	10
Japon	6	Afrique du Sud	6

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Or à usage non monétaire (sauf minerais)	33	Or à usage non monétaire (sauf minerais)	35
Minerais de métaux précieux et leurs concentrés	10	Minerais de métaux précieux et leurs concentrés	7
Poissons frais, réfrigérés ou congelés	9	Fruits, autres que les fruits oléagineux	4
Tabacs bruts ou non fabriqués	5	Café et succédané du café	4
Café et succédané du café	4	Graines oléagineuses (huiles végétales fixes douces)	3

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Produits pétroliers	23	Produits pétroliers	37
Autres graisses et huiles végétales fixes	5	Véhicules de trans. de passagers (sauf bus)	2
Véhicules de trans. de passagers (sauf bus)	4	Froment, méteil, non moulus	2
Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	4	Tubes, tuyaux, etc, de fer ou d'acier	2
Véhicules spéciaux de trans. de marchandises	3	Véhicules spéciaux de trans. de marchandises	2

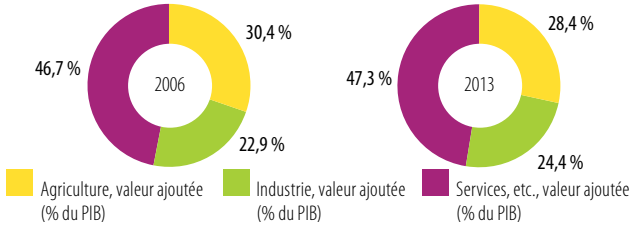
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT

INDICATEUR	2006	2012
Chômage (% de la population active totale)	4,3	3,5
Pop. active féminine (% de la population active totale)	50,0	49,8
APD nette reçue (% du RNB)	13,3	10,3
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2006-2012)	...	14,4
Service total de la dette (% des exportations totales)	2,5	1,9
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,42	0,49

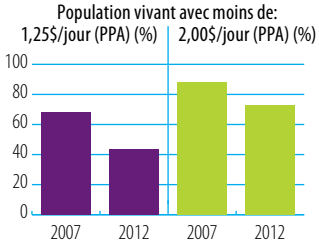
Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE

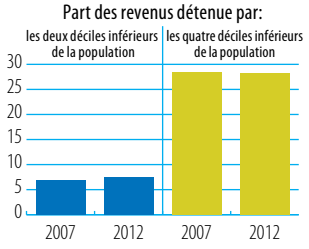


Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

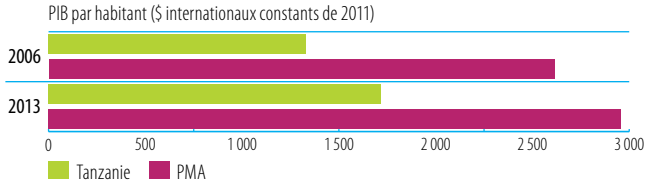


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933242200

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Tchad

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	-44,6	312,5	538,4	-
Envois de fonds	...	...	...	-
Autres apports du secteur public (AASP)	5,1	11,1	0,5	-90%
dont: AASP liés au commerce	5,1	0,4	0,0	-100%
Aide publique au développement (APD)	392,0	510,9	445,5	14%
dont: Aide pour le commerce	50,2	43,7	50,4	0%

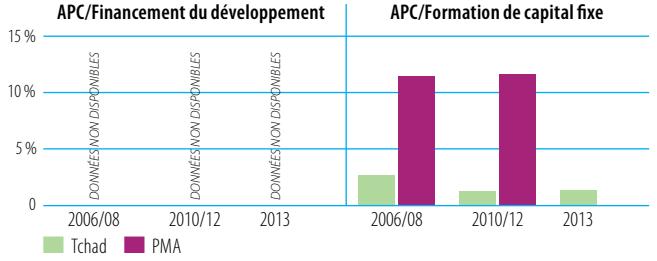
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Infrastructure des transports	2	Facilitation des échanges	3	Diversification des exportations

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



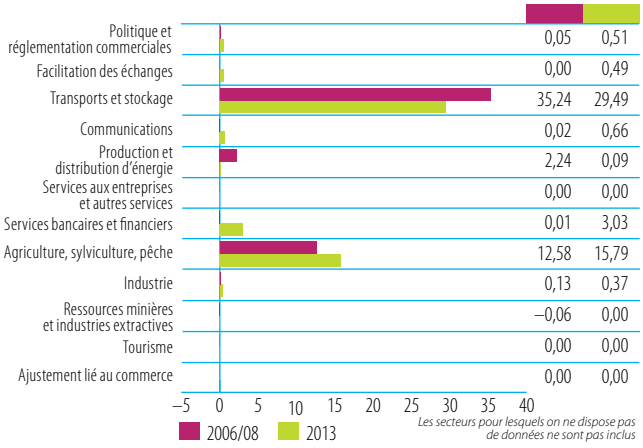
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
Institutions de l'UE	29,9	60	Institutions de l'UE	21,2	42
IDA	11,6	23	FAD (Fonds africain de développement)	10,6	21
Suisse	3,0	6	IDA	9,7	19
FAD (Fonds africain de développement)	2,7	5	Suisse	3,4	7
France	1,6	3	France	3,0	6

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUr (millions de $EU courants)

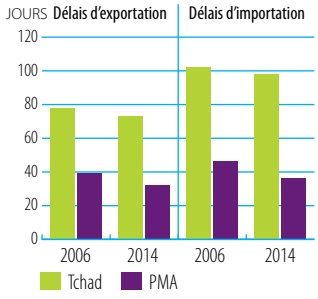


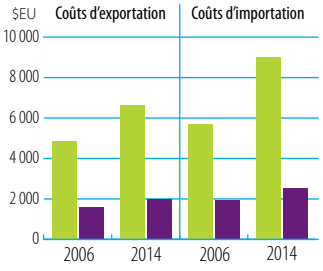
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DU COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%, 2005-2013)		
Importations: moyenne simple des droits NP appliqués	18,0	18,0
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...	...
Exportations: moyenne pondérée appliquée	0,5	0,1
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	94,7	98,1
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	0,0
Abonnements tél. fixe à large bande	0,0	0,1
Personnes physiques utilisant Internet	0,6	2,3

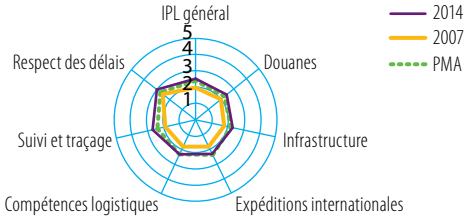
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





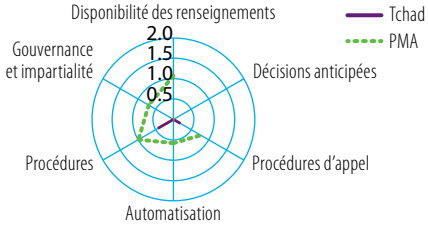
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



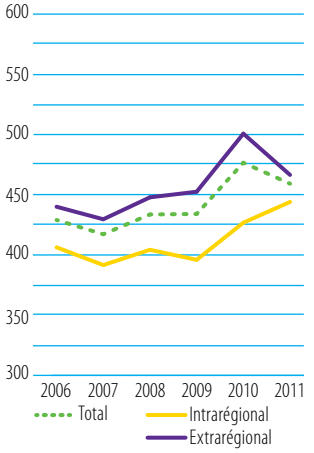
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



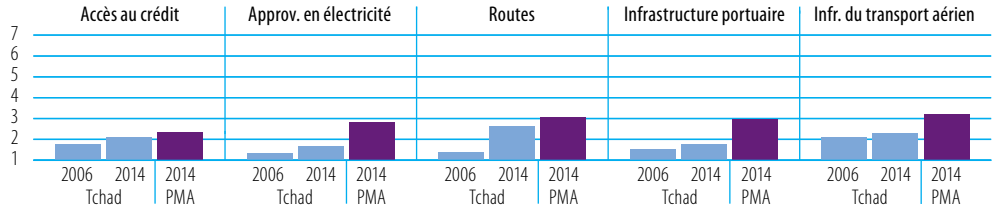
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%, 2006-2012)	94	76
Services commerciaux en % des exportations totales (%, 2006-2012)	2	5
Services commerciaux en % des importations totales (%, 2006-2012)	60	46
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	...	...
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	...	...

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

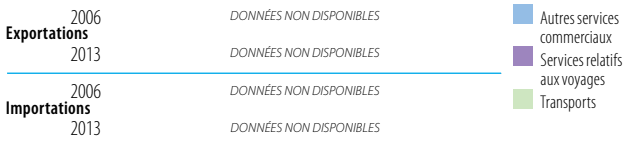
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2012	2013	+	–
Exportations	Marchandises	3,375		3,922	+16% ▲	
	Services commerciaux	0,080	0,212		+165% ▲	
Importations	Marchandises	1,429		2,711	+90% ▲	
	Services commerciaux	2,124	2,434		+15% ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	...	...
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	...	...
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	...	...
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	...	...
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	...	...
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	...	...
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	...	...
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	...	...

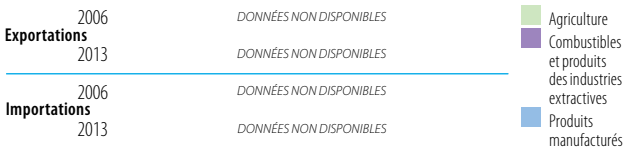
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
DONNÉES NON DISPONIBLES		DONNÉES NON DISPONIBLES	

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
DONNÉES NON DISPONIBLES		DONNÉES NON DISPONIBLES	

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
DONNÉES NON DISPONIBLES		DONNÉES NON DISPONIBLES	

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
DONNÉES NON DISPONIBLES		DONNÉES NON DISPONIBLES	

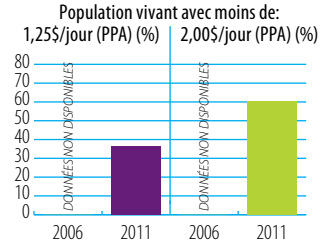
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT

INDICATEUR	2006	2013
Chômage (% de la population active totale)	7,1	7,0
Population active féminine (% de la population active totale)	45,1	45,0
APD nette reçue (% du RNB)	3,8	3,9
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	...	...
Service total de la dette (% des exportations totales)	...	...
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,32	0,37

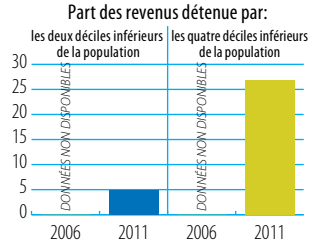
Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

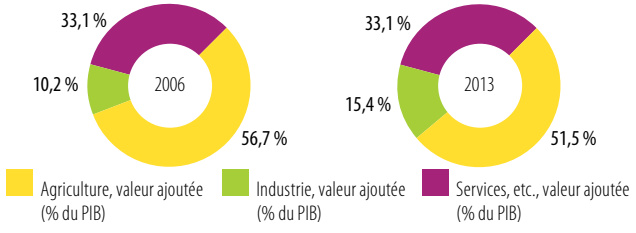


Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

INDICATEURS D'INÉGALITÉ

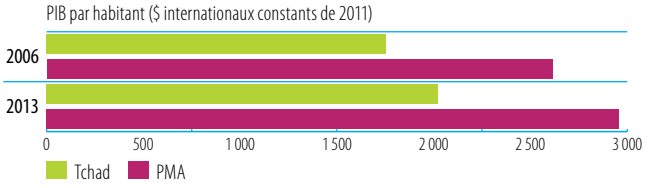


STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933241794

THAÏLANDE

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour la Thaïlande

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	9 771,8	7 853,9	1 2945,6	32%
Envois de fonds	1 622,0	4 282,6	5 689,8	251%
Autres apports du secteur public (AASP)	33,9	197,7	1164,1	3333%
dont: AASP liés au commerce	20,6	140,4	207,0	905%
Aide publique au développement (APD)	414,1	480,6	808,2	95%
dont: Aide pour le commerce	166,2	226,8	549,4	231%

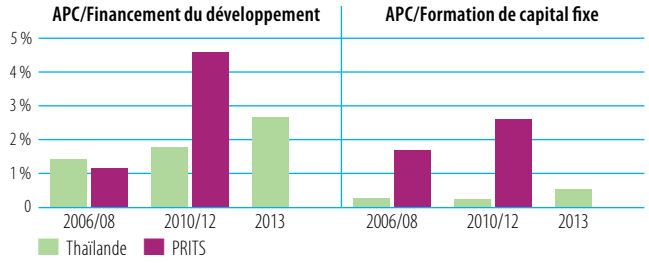
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Politique commerciale	2	Facilitation des échanges	3	Intégration régionale

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



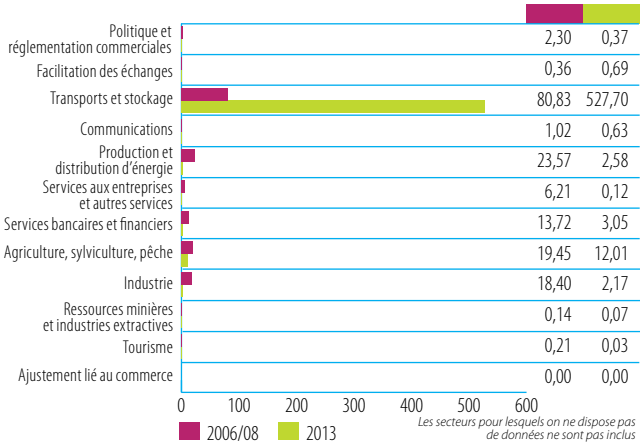
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
Japon	120.3	72	Japon	538.1	98
Allemagne	16.9	10	Allemagne	4.1	1
France	11.6	7	France	3.3	1
États-Unis	5.6	3	République de Corée	0.9	0
Institutions de l'UE	3.4	2	Australie	0.8	0

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

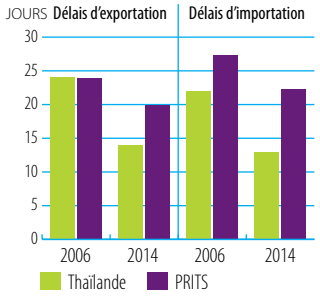


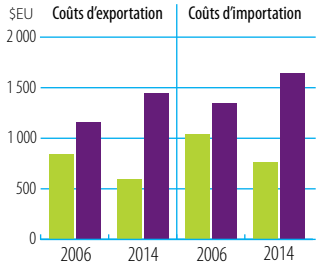
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	10,0	11,4
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	5	6,2
Exportations: moyenne pondérée appliquée	3,7	1,4
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	72,1	81,6
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	52,3
Abonnements tél. fixe à large bande	1,4	7,4
Personnes physiques utilisant Internet	17,2	28,9

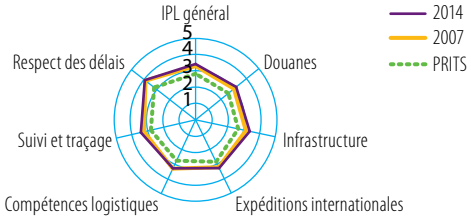
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





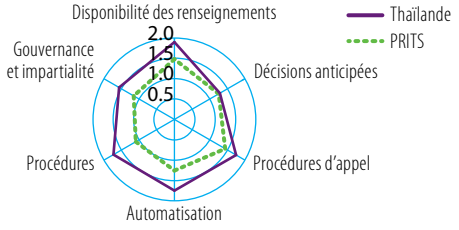
Source: Banque mondiale, *Doing Business.*

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



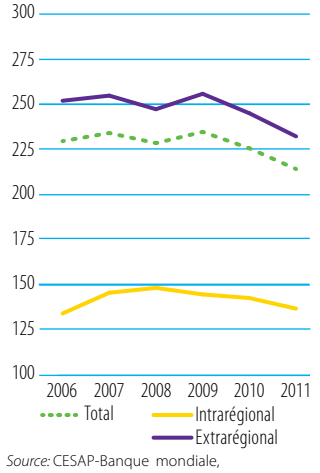
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



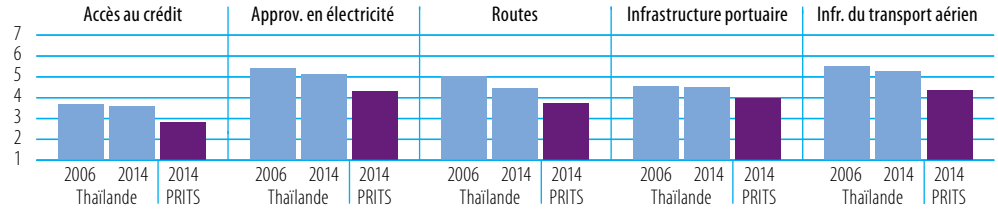
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	144	144
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	16	21
Services commerciaux en % des importations totales (%)	22	20
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	49	50
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	57	54

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

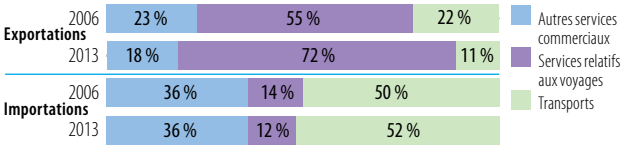
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	–
Exportations	Marchandises	127,929	225,408	**+76%** ▲	
	Services commerciaux	24,382	58,584	**+140%** ▲	
Importations	Marchandises	114,265	218,972	**+92%** ▲	
	Services commerciaux	32,407	55,005	**+70%** ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	1 125	1 158
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	1208	1 199
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,018	0,016
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,034	0,033
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	212	218
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	202	208
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,062	0,050
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,075	0,070

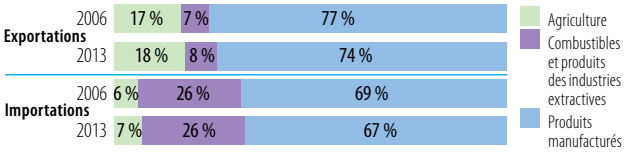
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
États-Unis	15	Chine	12
Japon	13	États-Unis	10
Chine	9	Japon	10
Singapour	6	Hong Kong, Chine	6
Hong Kong, Chine	6	Malaisie	6

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Japon	20	Japon	16
Chine	11	Chine	15
États-Unis	7	Émirats arabes unis	7
Malaisie	7	États-Unis	6
Émirats arabes unis	6	Malaisie	5

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Matériel de traitement de l'information	8	Matériel de traitement de l'information	5
Transistors, valves, etc.	6	Produits pétroliers	5
Caoutchouc naturel, etc.	4	Véhicules spéciaux de trans. de marchandises	5
Produits pétroliers	3	Caoutchouc naturel, etc.	4
Parties de machines de bureau	3	Transistors, valves, etc.	4

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Huiles brutes de pétrole	16	Huiles brutes de pétrole	16
Transistors, valves, etc.	8	Or à usage non monétaire (sauf minerais)	6
Parties de machines de bureau	3	Transistors, valves, etc.	4
Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	3	Parties de tracteurs ou de véh. automobiles	3
Interrupteurs, commutateurs, etc. pour circuits électriques	3	Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	3

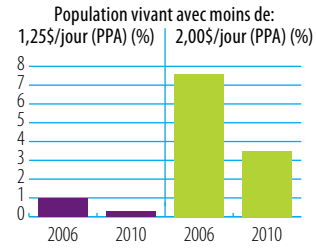
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT

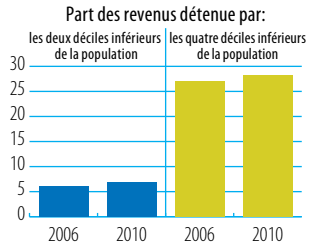
INDICATEUR	2006	2012
Chômage (% de la population active totale)	1,2	0,7
Pop. active féminine (% de la population active totale)	46,0	45,8
APD nette reçue (% du RNB)	-0,1	-0,0
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2006-2012)	6,7	5,6
Service total de la dette (% des exportations totales)	9,4	4,4
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,68	0,72

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

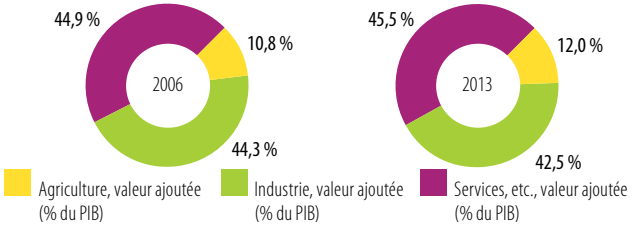


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



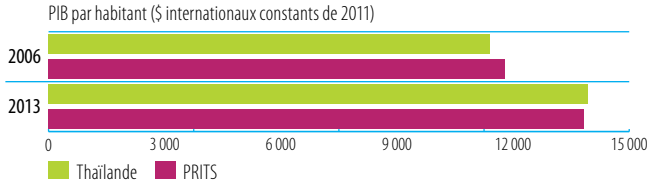
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933242214

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Togo

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	50,1	302,5	84,2	68%
Envois de fonds	284,6	336,6	...	-
Autres apports du secteur public (AASP)	48,1	27,6	13,7	-72%
dont: AASP liés au commerce	0,0	22,9	12,9	-
Aide publique au développement (APD)	225,3	673,2	222,6	-1%
dont: Aide pour le commerce	36,6	41,3	47,7	30%

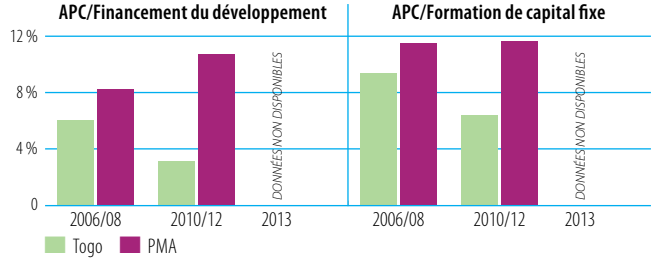
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Connexion aux chaînes de valeur	2	Diversification des exportations	3	Accession à l'OMC

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



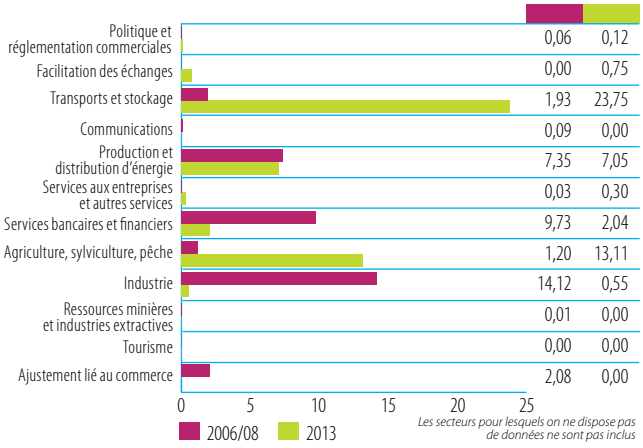
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
IDA	27.2	74	IDA	18.7	39
Royaume-Uni	2.9	8	FAD (Fonds africain de développement)	8.4	18
Institutions de l'UE	2.4	7	Allemagne	8.3	18
France	2.1	6	Koweït (KFAED)	4.4	9
Allemagne	0.6	2	Canada	1.7	4

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

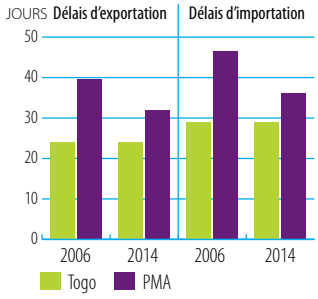


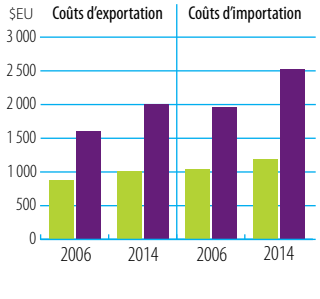
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	12,0	11,9
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	10	9,9
Exportations: moyenne pondérée appliquée	6,9	5,0
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	66,5	39,0
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande (2006-2012)	...	1,3
Abonnements tél. fixe à large bande	0,0	0,1
Personnes physiques utilisant Internet	2,0	4,5

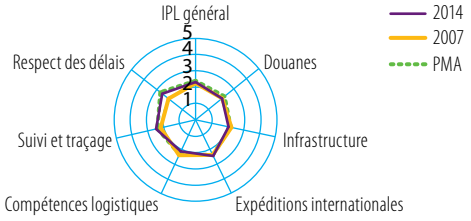
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





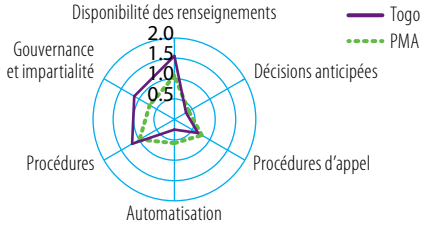
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



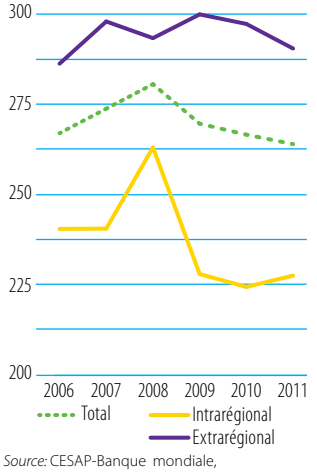
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



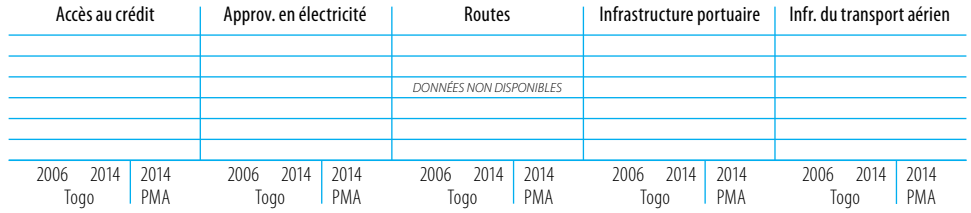
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%, 2006-2011)	91	110
Services commerciaux en % des exportations totales (%, 2006-2011)	20	28
Services commerciaux en % des importations totales (%, 2006-2011)	22	19
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises, 2007-2013)	89	69
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises, 2007-2013)	37	51

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

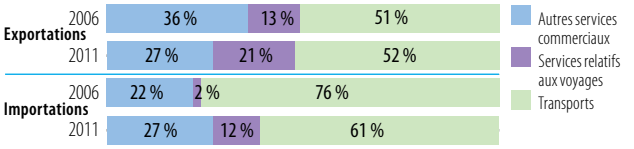
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2011	2013	+	–
Exportations	Marchandises	0,630		1,355	+115% ▲	
	Services commerciaux	0,159	0,460		+189% ▲	
Importations	Marchandises	0,949		2,257	+138% ▲	
	Services commerciaux	0,261	0,464		+78% ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2007	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	163	309
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	589	685
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,217	0,052
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,085	0,040
Diversification des marchés (2007-2013)		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	70	73
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	107	111
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,081	0,084
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,082	0,047

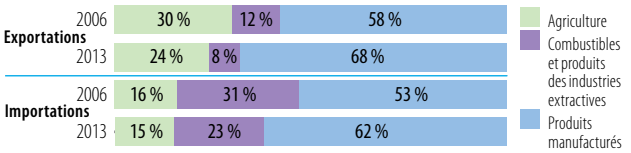
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2007	%	2013	%
Niger	13	Burkina Faso	19
Bénin	11	Bénin	12
Inde	10	Ghana	11
Burkina Faso	10	Niger	11
Mali	7	Nigéria	11

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2007	%	2013	%
France	19	Chine	16
Chine	16	France	8
Pays-Bas	11	Pays-Bas	7
États-Unis	4	États-Unis	5
Belgique	4	Ghana	5

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2007	%	2013	%
Chaux, ciment, matériaux de construction	44	Chaux, ciment, matériaux de construction	17
Engrais, bruts	11	Bateaux, navires et engins flottants	8
Coton	9	Articles, n.d.a., en matières plastiques	6
Produits laminés plats en fer, plaqués	6	Coton	6
Barres et profilés en fer ou en acier, etc.	5	Tubes, tuyaux, etc. en fer ou en acier	6

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2007	%	2013	%
Produits pétroliers	27	Produits pétroliers	17
Chaux, ciment, matériaux de construction	8	Chaux, ciment, matériaux de construction	5
Médicaments	6	Médicaments	4
Tissus de coton, tissés	3	Polymères d'éthylène	3
Froment, méteil, non moulus	3	Produits résiduels du pétrole	3

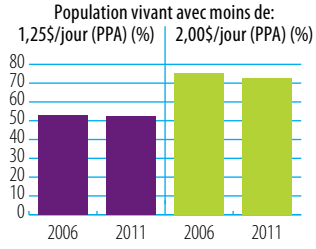
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT

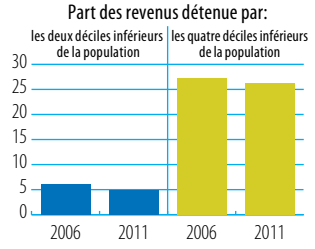
INDICATEUR	2006	2012
Chômage (% de la population active totale)	7,1	6,9
Pop. active féminine (% de la population active totale)	51,6	51,0
APD nette reçue (% du RNB)	3,7	7,2
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2006-2012)	21,3	23,5
Service total de la dette (% des exportations totales, 2006-2011)	3,0	0,7
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,44	0,47

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

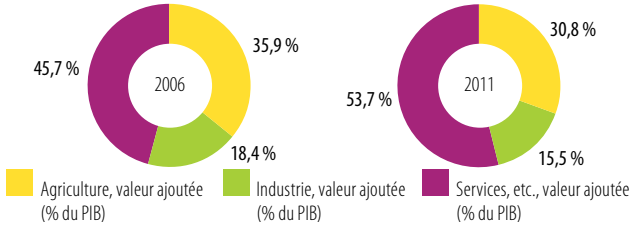


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



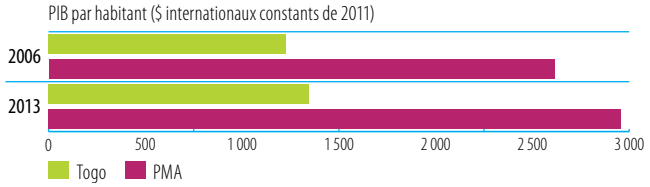
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933242221

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Tonga

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	14,8	14,4	11,6	-22%
Envois de fonds	91,2	86,0	...	-
Autres apports du secteur public (AASP)	0,3	0,8	0,3	7%
dont: AASP liés au commerce	0,0	0,0	0,0	-
Aide publique au développement (APD)	26,8	83,0	82,7	208%
dont: Aide pour le commerce	5,9	25,1	34,6	482%

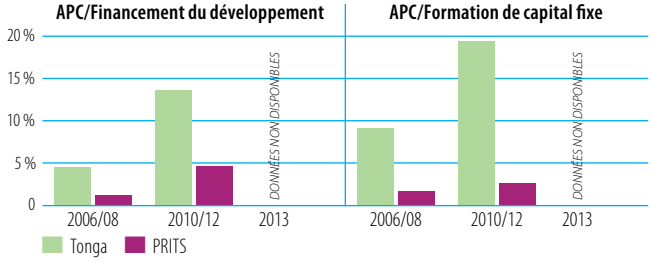
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Politique commerciale	2	Facilitation des échanges	3	Infrastructure de réseau (électricité, eau, télécom.)

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



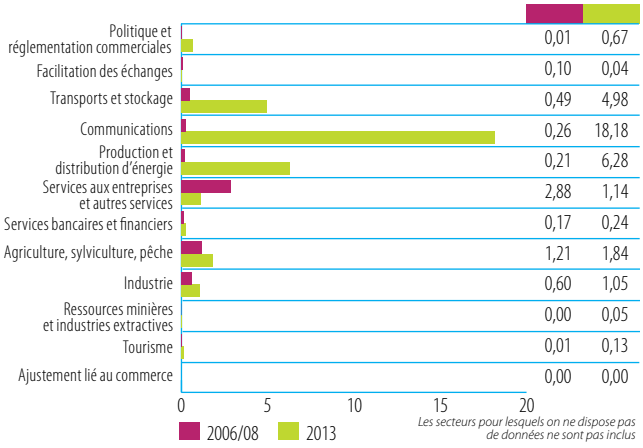
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
Australie	3,3	55	IDA	13,0	38
Nouvelle-Zélande	1,7	29	BAsD, fonds spéciaux	7,9	23
Japon	0,8	13	Nouvelle-Zélande	6,6	19
Royaume-Uni	0,2	3	Australie	5,3	15
Institutions de l'UE	0,0	1	Japon	1,5	4

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

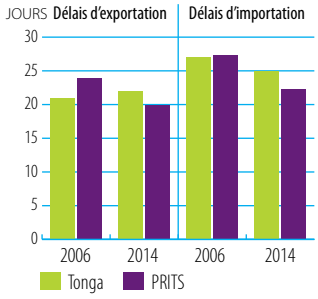


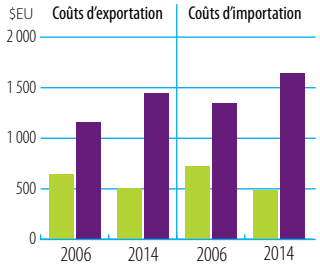
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	17,0	11,7
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...	5,5
Exportations: moyenne pondérée appliquée	2,6	3,9
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	45,3	67,3
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	...
Abonnements tél. fixe à large bande	0,6	1,6
Personnes phys. utilisant Internet	5,9	35,0

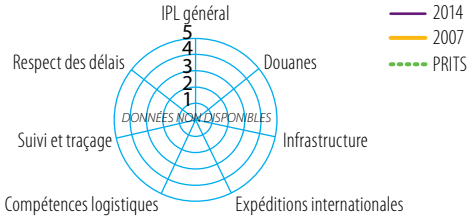
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





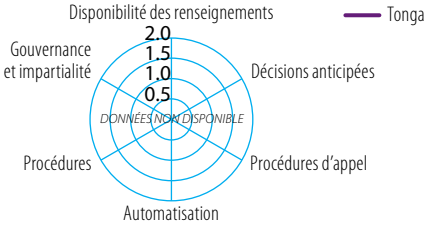
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



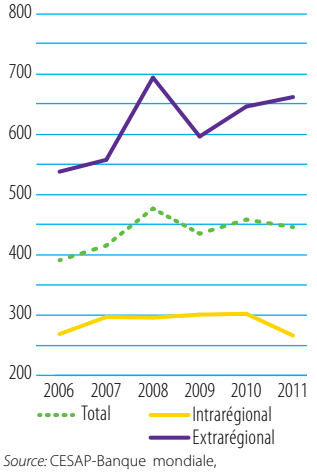
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



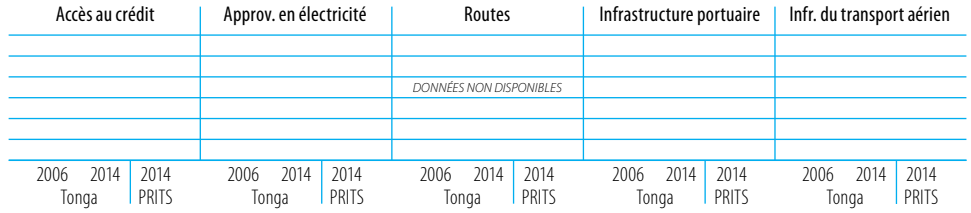
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

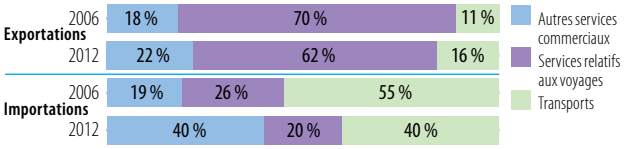
INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	60	73
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	69	78
Services commerciaux en % des importations totales (%)	21	26
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises, 2006-2012)	...	33
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises, 2006-2012)	...	27

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	–
Exportations	Marchandises	0,010	0,018	+78% ▲	
	Services commerciaux	0,022	0,065	+189% ▲	
Importations	Marchandises	0,115	0,189	+64% ▲	
	Services commerciaux	0,031	0,067	+119% ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES

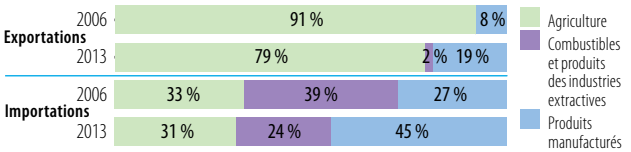


Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2012
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	...	50
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	...	546
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	...	0,068
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	...	0,058
Diversification des marchés (2006-2012)		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	12	14
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	30	46
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,196	0,087
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,194	0,161

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2012	%
Japon	41	Nouvelle-Zélande	26
États-Unis	25	États-Unis	13
Nouvelle-Zélande	15	Hong Kong, Chine	13
République de Corée	9	Japon	13
Australie	4	Australie	12

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2012	%
Nouvelle-Zélande	33	Nouvelle-Zélande	30
Fidji	28	Singapour	23
Australie	13	États-Unis	13
États-Unis	10	Fidji	8
Chine	5	Chine	6

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2012	%
Transactions spéciales non classées	45	Légumes	30
Légumes	41	Poissons frais, réfrigérés ou congelés	16
Matières végétales brutes, n.d.a.	6	Crustacés, mollusques, etc.	13
Jus de fruits ou de légumes	4	Imprimés	7
Pigments, peintures, etc.	3	Fruits, autres que les fruits oléagineux	5

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2012	%
Transactions spéciales non classées	34	Produits pétroliers	22
Produits pétroliers	26	Autres viandes, abats	8
Autres viandes, abats	8	Préparations de céréales	3
Véhicules de transport de passagers (sauf bus)	3	Véhicules de trans. de passagers (sauf bus)	3
Papiers, cartons, coupés, etc.	2	Semoules et farines de froment ou de méteil	2

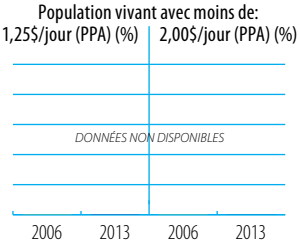
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT

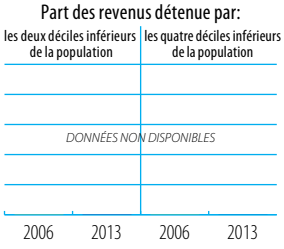
INDICATEUR	2006	2012
Chômage (% de la population active totale)	...	...
Population active féminine (% de la population active totale)	42,5	42,6
APD nette reçue (% du RNB)	7,1	16,1
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	...	...
Service total de la dette (% des exportations totales, 2006-2012)	10,3	5,6
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,70	0,70

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

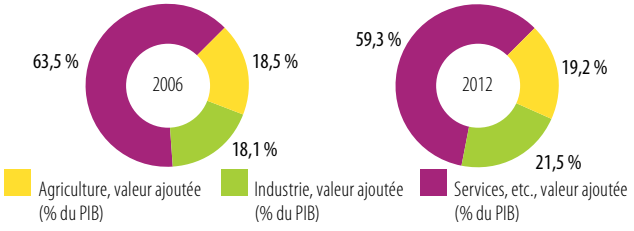


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



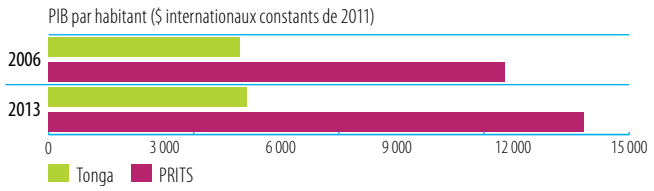
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933242232

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour Trinité-et-Tobago

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	1 504,5	1 611,1	1 712,6	14%
Envois de fonds	98,4	108,5	...	-
Autres apports du secteur public (AASP)	7,5	49,3	0,0	-100%
dont: AASP liés au commerce	0,7	0,1	0,0	-100%
Aide publique au développement (APD)	17,6	1,6	0,0	-100%
dont: Aide pour le commerce	2,0	0,4	0,0	-100%

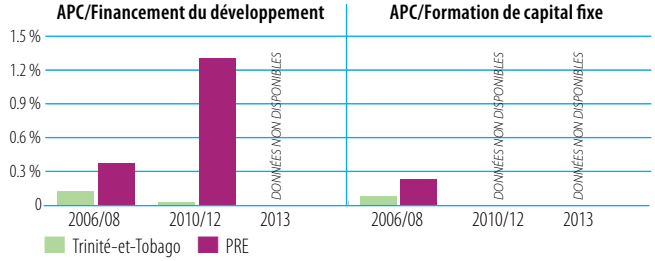
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Politique commerciale	**2**	Diversification des exportations	**3**	Facilitation des échanges

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



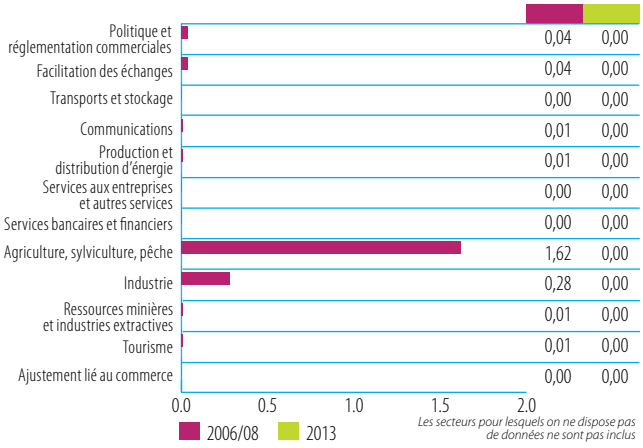
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
France	1,2	59			
Japon	0,4	21			
Institutions de l'UE	0,2	10	...		
Organisation mondiale du commerce	0,1	4			
Canada	0,1	4			

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

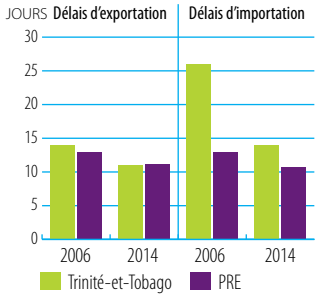


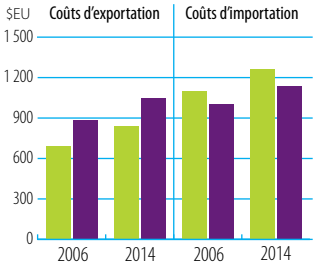
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	7,8	10,7
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...	5,7
Exportations: moyenne pondérée appliquée	0,2	0,7
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	97,9	87,5
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	18,9
Abonnements tél. fixe à large bande	1,6	14,6
Personnes physiques utilisant Internet	30,0	63,8

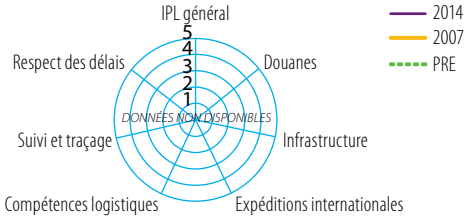
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





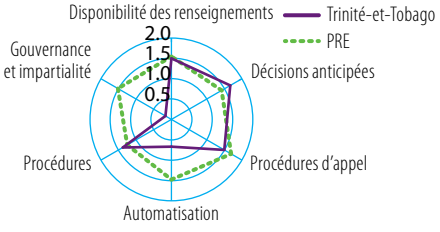
Source: Banque mondiale, *Doing Business.*

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



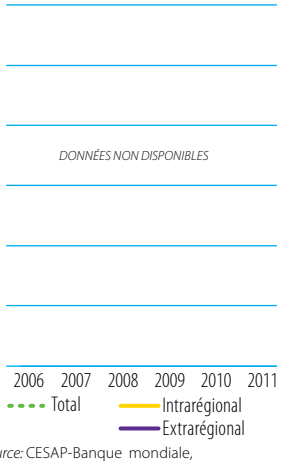
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



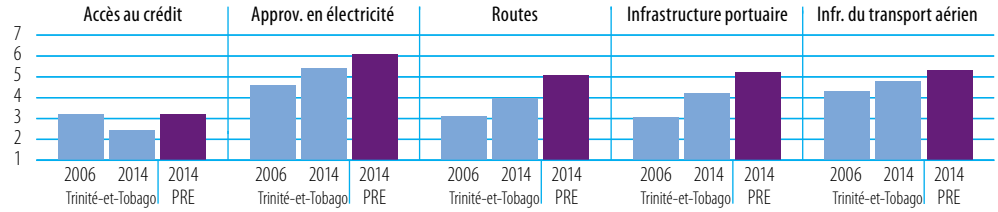
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%, 2006-2011)	...	151
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	...	28
Services commerciaux en % des importations totales (%)	...	37
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	20	...
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	35	...

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

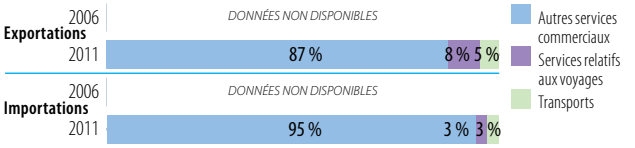
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2011	2013	+	–
Exportations	Marchandises	14,086		12,770		-9% ▼
	Services commerciaux	...	5,808			
Importations	Marchandises	6,511		8,871	+36% ▲	
	Services commerciaux	...	5,472			

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	581	...
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	995	...
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,221	...
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,114	...
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	98	...
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	123	...
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,350	...
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,109	...

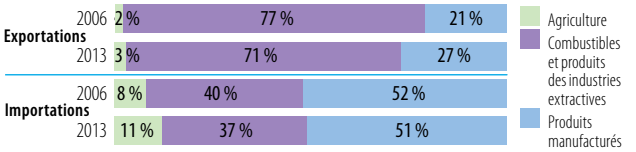
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
États-Unis	58		
Jamaïque	6		
Espagne	5	DONNÉES NON DISPONIBLES	
Barbade	3		
France	3		

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
États-Unis	28		
Brésil	14		
Congo	6	DONNÉES NON DISPONIBLES	
Colombie	6		
Nigéria	6		

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Gaz naturel	31		
Produits pétroliers	27		
Huiles brutes de pétrole	15	DONNÉES NON DISPONIBLES	
Alcool, phénol, etc.	7		
Éléments chimiques inorganiques	6		

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Huiles brutes de pétrole	33		
Minerais de fer et leurs concentrés	4		
Véhicules de transport de passagers (sauf bus)	3	DONNÉES NON DISPONIBLES	
Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	3		
Équipements d'ingénierie civile	3		

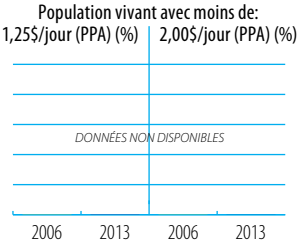
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT

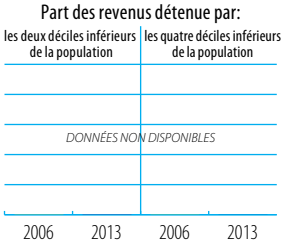
INDICATEUR	2006	2012
Chômage (% de la population active totale)	6,3	5,8
Pop. active féminine (% de la population active totale)	42,1	42,1
APD nette reçue (% du RNB)	0,1	...
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	5,2	...
Service total de la dette (% des exportations totales)	...	...
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,75	0,77

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

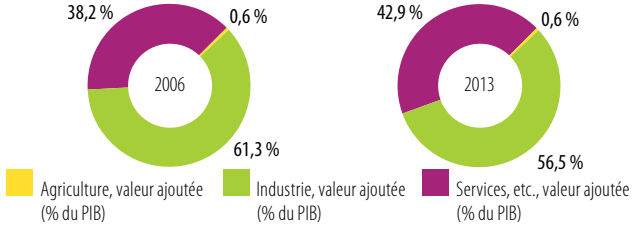


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



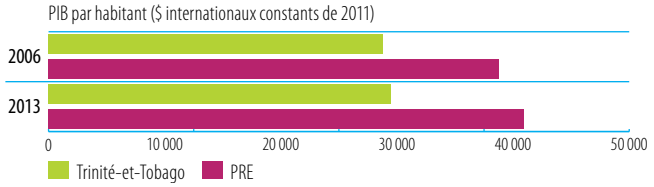
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933242248

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour la Tunisie

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	2 561,0	1 421,2	1 095,6	-57%
Envois de fonds	1 734,3	2 111,2	2 290,5	32%
Autres apports du secteur public (AASP)	630,0	1 232,0	261,1	-59%
dont: AASP liés au commerce	212,4	498,5	223,7	5%
Aide publique au développement (APD)	622,5	1 150,7	1 041,5	67%
dont: Aide pour le commerce	200,1	482,3	607,1	203%

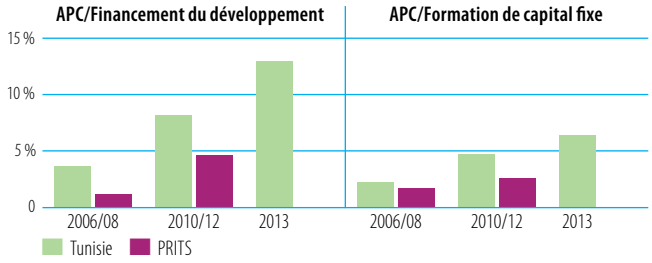
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Infrastructure des transports	**2**	Compétitivité	**3**	Facilitation des échanges

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



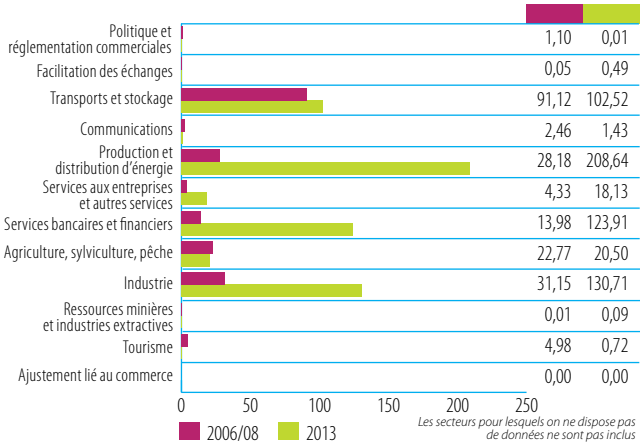
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
France	56,8	28	Institutions de l'UE	397,0	65
Japon	50,0	25	Fonds arabe (AFESD)	57,2	9
Fonds arabe (AFESD)	30,1	15	France	37,8	6
Allemagne	18,6	9	Espagne	27,8	5
Italie	17,9	9	Allemagne	24,1	4

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

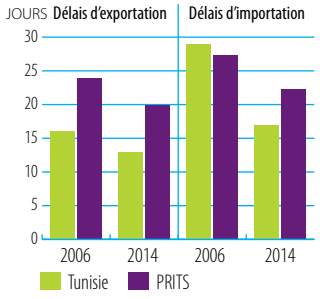


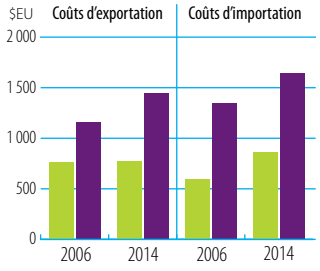
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%, 2006-2012)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	26,8	15,5
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	20	13,9
Exportations: moyenne pondérée appliquée	1,7	0,7
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	92,5	93,6
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	30,9
Abonnements tél. fixe à large bande	0,4	4,9
Personnes phys. utilisant Internet	13,0	43,8

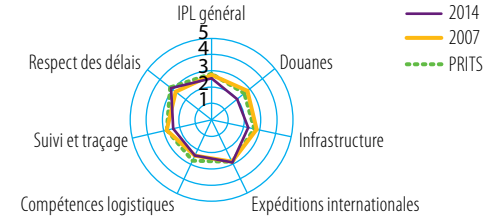
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





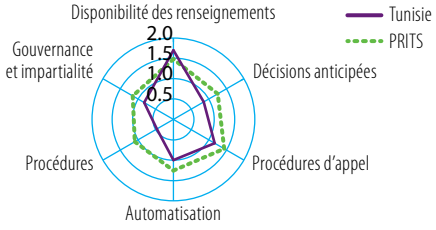
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



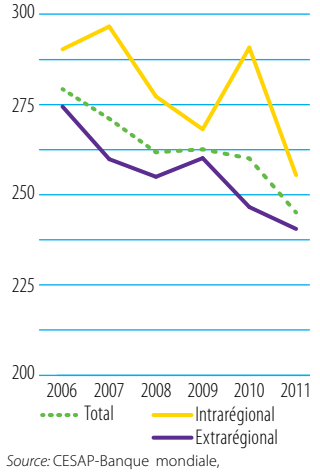
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



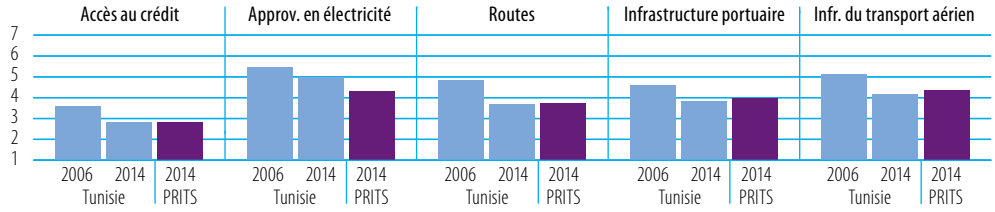
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	94	102
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	26	22
Services commerciaux en % des importations totales (%)	14	12
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	34	40
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	58	56

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

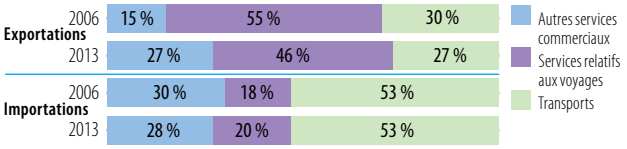
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	–
Exportations	Marchandises	11,689	17,054	**+46%** ▲	
	Services commerciaux	4,162	4,768	**+15%** ▲	
Importations	Marchandises	14,202	22,988	**+62%** ▲	
	Services commerciaux	2,338	3,103	**+33%** ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	798	836
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	1 072	1 076
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,029	0,031
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,014	0,016
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	140	147
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	142	140
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,173	0,128
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,102	0,072

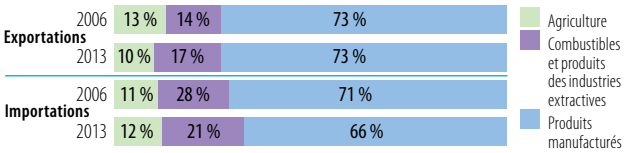
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
France	32	France	26
Italie	22	Italie	18
Allemagne	8	Allemagne	9
Espagne	6	Libye	5
Libye	5	Espagne	5

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
France	23	France	18
Italie	19	Italie	15
Allemagne	8	Allemagne	7
Libye	5	Chine	6
Espagne	5	Algérie	5

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Autres vêtements en matières textiles, n.d.a.	13	Huiles brutes de pétrole	10
Huiles brutes de pétrole	10	Matériel de distribution électrique, n.d.a.	10
Vêtements pour hommes ou garçonnets, autres qu'en bonneterie	8	Autres vêtements en matières textiles, n.d.a.	9
Graisses et huiles végétales fixes, douces	7	Produits pétroliers	5
Matériel de distribution électrique, n.d.a.	5	Vêtements pour hommes ou garçonnets, autres qu'en bonneterie	4

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Produits pétroliers	8	Produits pétroliers	8
Tissus de coton, tissés	5	Gaz de pétrole, n.d.a.	4
Interrupteurs, commutateurs, etc. pour circuits électriques	5	Huiles brutes de pétrole	4
Huiles brutes de pétrole	4	Interrupteurs, commutateurs, etc. pour circuits électriques	4
Véhicules de trans. de passagers (sauf bus)	3	Véhicules de trans. de passagers (sauf bus)	3

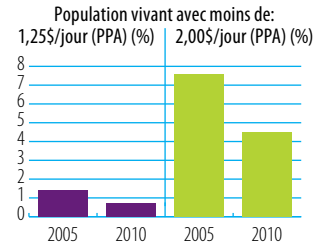
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT

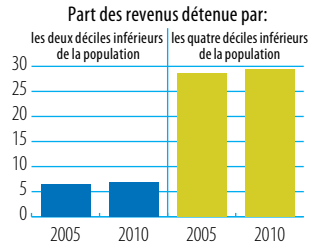
INDICATEUR	2006	2012
Chômage (% de la population active totale)	12,5	13,3
Population active féminine (% de la pop. active totale)	26,7	26,9
APD nette reçue (% du RNB)	1,3	2,4
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2008-2012)	8,1	8,7
Service total de la dette (% des exportations totales)	15,6	11,8
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,69	0,72

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

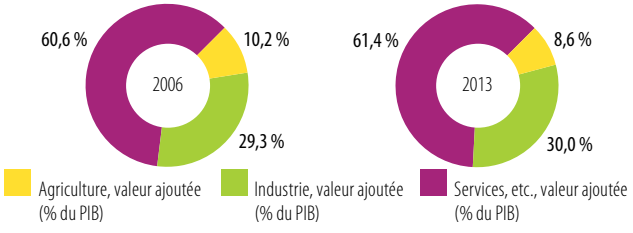


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



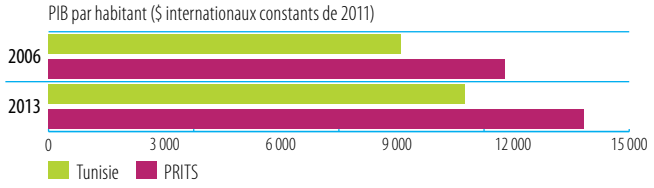
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933242253

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Vanuatu

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	57,4	45,7	34,8	-39%
Envois de fonds	6,5	18,5	23,7	266%
Autres apports du secteur public (AASP)	1,3	2,0	1,7	37%
dont: AASP liés au commerce	0,0	0,0	0,0	-
Aide publique au développement (APD)	66,5	102,9	94,3	42%
dont: Aide pour le commerce	21,7	24,7	14,8	-32%

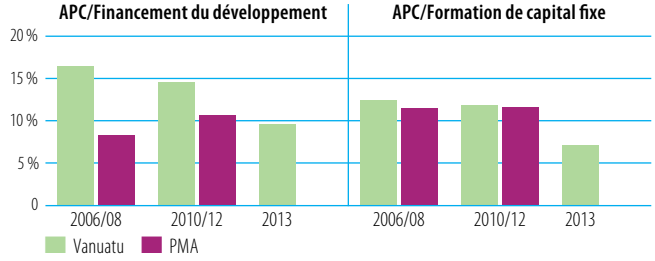
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Politique commerciale	2	Infrastructure transfrontière	3	Connexion aux chaînes de valeur

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



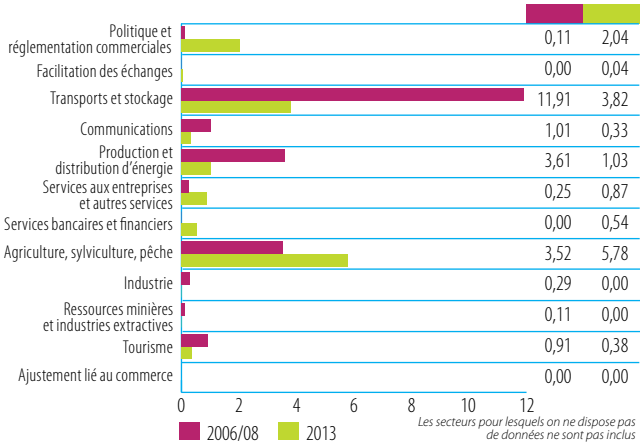
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
États-Unis	8,0	37	Australie	7,0	47
Japon	5,5	26	Nouvelle-Zélande	3,0	20
France	4,8	22	Japon	2,5	17
Institutions de l'UE	1,5	7	Institutions de l'UE	1,6	11
Australie	1,0	4	France	0,7	5

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

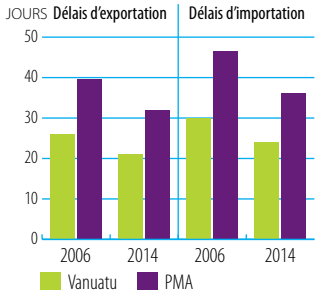


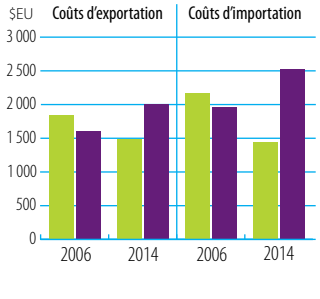
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2012	2013
Droits de douane (%, 2006-2012)			
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	16,3		9,1
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...		11,7
Exportations: moyenne pondérée appliquée	3,1		3,2
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	41,1		74,6
Connectivité à Internet (% de la population)			
Abonnements tél. mobile à large bande	...	7,4	
Abonnements tél. fixe à large bande	0,0		0,1
Personnes physiques utilisant Internet	5,9		11,3

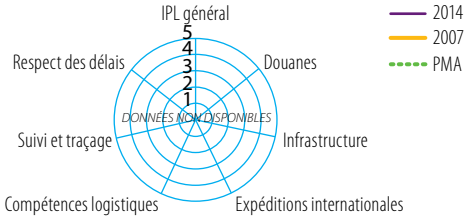
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





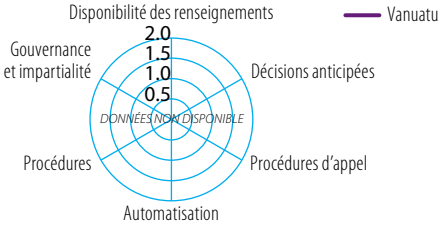
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



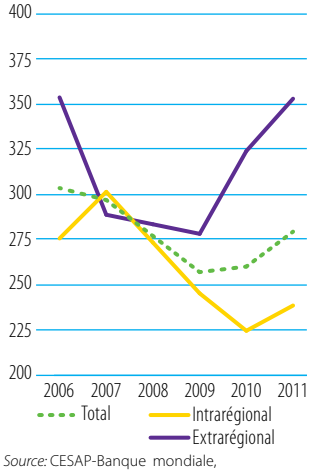
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



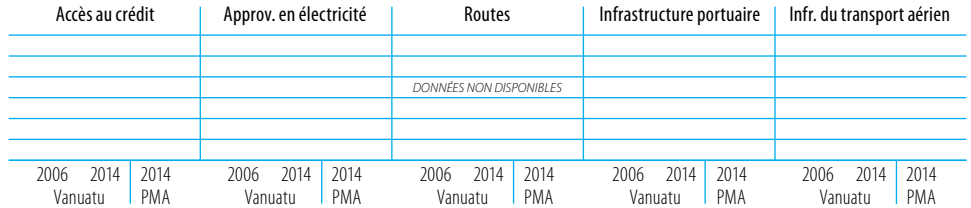
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

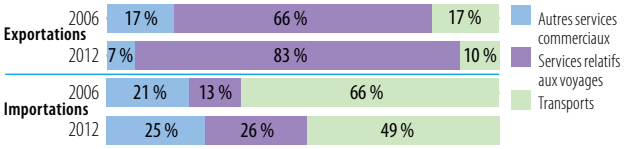
INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%)	90	93
Services commerciaux en % des exportations totales (%)	79	89
Services commerciaux en % des importations totales (%)	31	35
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises, 2006-2011)	50	72
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises, 2006-2011)	31	27

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2013	+	–
Exportations	Marchandises	0,038	0,040	+5% ▲	
	Services commerciaux	0,140	0,326	+133% ▲	
Importations	Marchandises	0,148	0,262	+78% ▲	
	Services commerciaux	0,066	0,144	+118% ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES

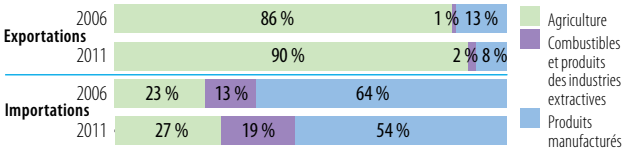


Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres, 2007-2011)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	54	77
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	598	616
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,146	0,119
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,036	0,038
Diversification des marchés (2006-2011)		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	29	27
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	50	64
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,061	0,092
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,198	0,140

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2011	%
Fidji	12	Malaisie	20
Australie	8	Philippines	18
Nouvelle-Calédonie	7	Nouvelle-Zélande	11
Belgique	5	Australie	11
Singapour	5	Fidji	8

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2011	%
Australie	41	Australie	30
Nouvelle-Zélande	16	Singapour	18
Fidji	9	Nouvelle-Zélande	13
Singapour	5	Fidji	8
Chine	5	Chine	7

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2011	%
Transactions spéciales non classées	37	Autres graisses et huiles végétales fixes	27
Légumes	18	Graines oléagineuses (autres huiles végétales fixes)	18
Viande bovine	8	Légumes	12
Graines oléagineuses (autres huiles végétales fixes)	8	Poissons frais, réfrigérés ou congelés	9
Cacao	7	Viande bovine	9

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2011	%
Produits pétroliers	11	Produits pétroliers	17
Riz	5	Médicaments	6
Médicaments	5	Riz	4
Meubles, coussins, etc.	3	Préparations de céréales	3
Parties d'équipements de télécom., n.d.a.	2	Transactions spéciales non classées	3

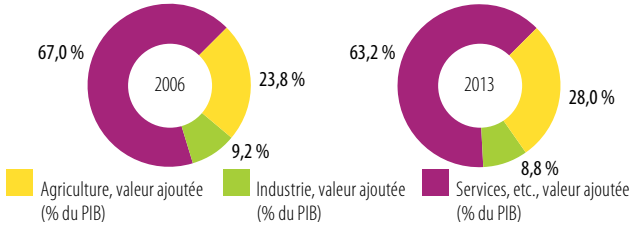
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT

INDICATEUR	2006	2012
Chômage (% de la population active totale)	...	...
Population active féminine (% de la pop. active totale)	43,7	43,5
APD nette reçue (% du RNB)	11,7	13,6
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales)	...	...
Service total de la dette (% des exportations totales)	2,1	1,9
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	...	0,62

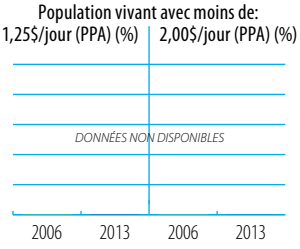
Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE

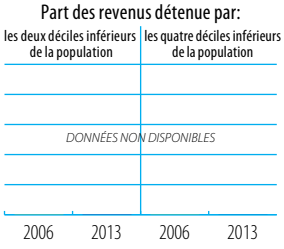


Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

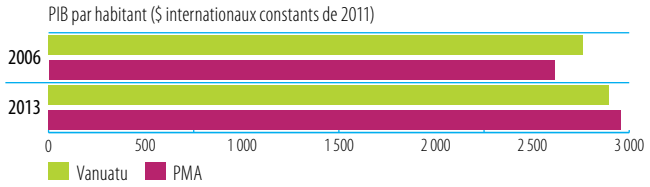


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933242277

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Yémen

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	1 197,6	-286,9	-133,6	-
Envois de fonds	1 338,2	2 093,6	3 342,5	150%
Autres apports du secteur public (AASP)	162,6	1,8	0,2	-100%
dont: AASP liés au commerce	162,6	1,8	0,0	-100%
Aide publique au développement (APD)	417,1	725,2	1123,7	169%
dont: Aide pour le commerce	75,2	121,2	103,3	37%

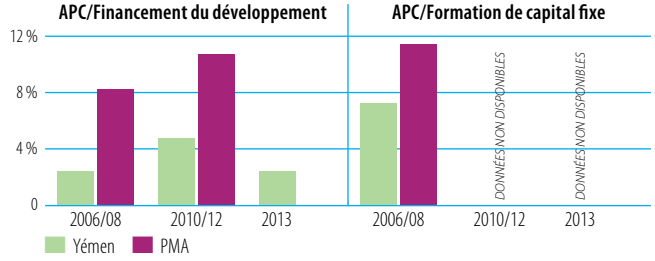
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Infrastructure des transports	**2**	Infrastructure transfrontière	**3**	Connexion aux chaînes de valeur

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



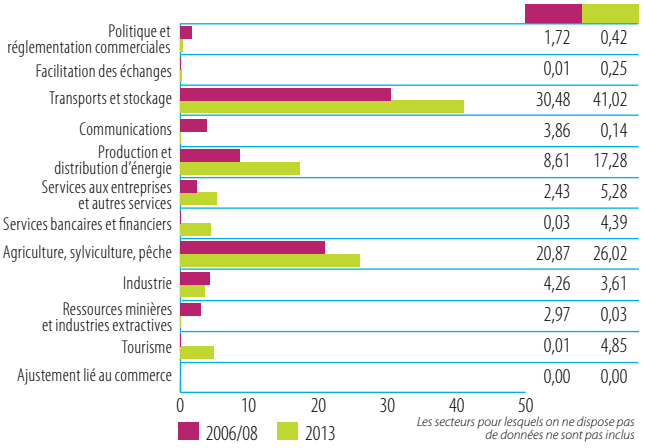
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
IDA	32,0	43	Fonds arabe (AFESD)	39,9	39
Fonds arabe (AFESD)	26,9	36	IDA	32,2	31
Italie	4,0	5	États-Unis	11,4	11
Institutions de l'UE	3,3	4	Allemagne	6,6	6
République de Corée	2,7	4	Institutions de l'UE	5,2	5

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

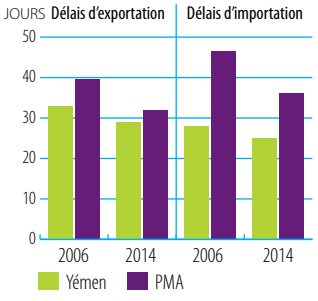


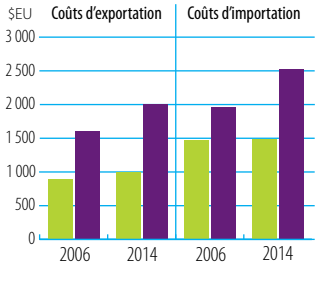
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2012	2013
Droits de douane (%)			
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	7,1		7,5
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...		6,2
Exportations: moyenne pondérée appliquée	0,5		0,4
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	83,2		81,7
Connectivité à Internet (% de la population)			
Abonnements tél. mobile à large bande	...	0,2	
Abonnements tél. fixe à large bande	0,0		1,1
Personnes physiques utilisant Internet	1,2		20,0

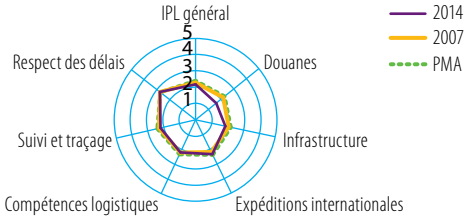
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





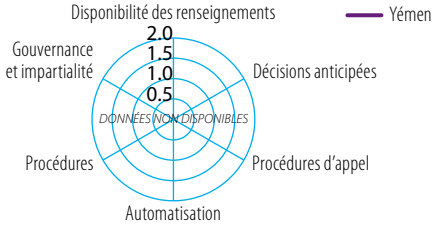
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



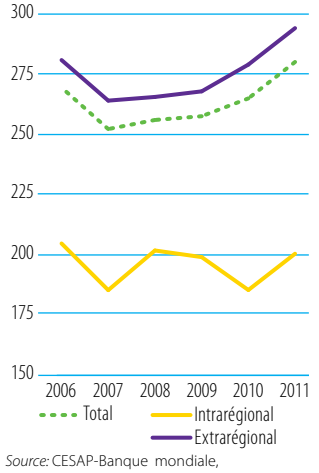
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



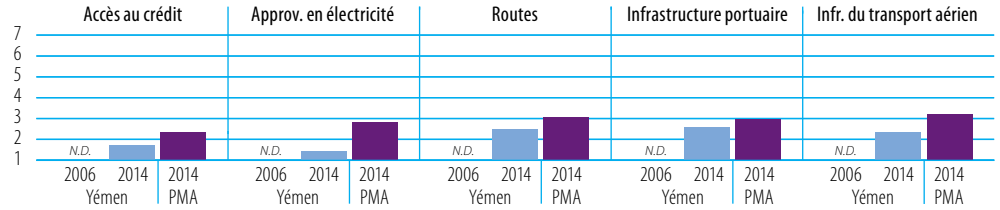
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%, 2007-2013)	66	62
Services commerciaux en % des export. totales (%, 2007-2013)	8	16
Services commerciaux en % des import. totales (%)	23	18
Biens intermédiaires hors combustibles (% des export. de marchandises)	3	12
Biens intermédiaires hors combustibles (% des import. de marchandises)	45	34

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

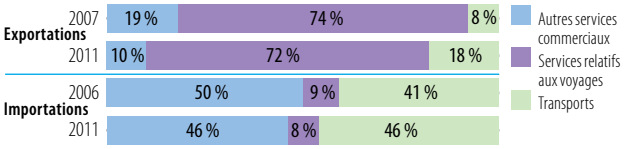
FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2007	2013	+	–
Exportations	Marchandises	7,316		7,730	**+6%** ▲	
	Services commerciaux		0,578	1,490	**+158%** ▲	
Importations	Marchandises	5,926		10,660	**+80%** ▲	
	Services commerciaux	1,800		2,368	**+32%** ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	342	288
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	922	905
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,722	0,301
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,058	0,110
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	81	94
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	104	118
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,136	0,119
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,043	0,058

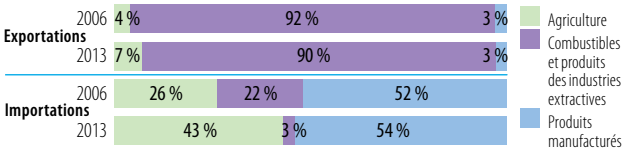
Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES



Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Inde	24	Chine	24
Chine	23	Thaïlande	19
Thaïlande	15	République de Corée	13
États-Unis	6	Inde	8
Royaume-Uni	6	Royaume de Bahreïn	5

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Émirats arabes unis	10	Émirats arabes unis	17
Japon	9	Chine	8
Suisse	8	Pays-Bas	8
Chine	7	Royaume d'Arabie saoudite	6
Koweït	6	Suisse	5

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Huiles brutes de pétrole	85	Huiles brutes de pétrole	46
Produits pétroliers	7	Gaz naturel	29
Poissons frais, réfrigérés ou congelés	1	Produits résiduels du pétrole	9
Équipements d'ingénierie civile	1	Transactions spéciales non classées	7
Crustacés, mollusques, etc.	1	Poissons frais, réfrigérés ou congelés	2

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Produits pétroliers	21	Transactions spéciales non classées	31
Froment, méteil, non moulus	6	Froment, méteil, non moulus	8
Véhicules de trans. de passagers (sauf bus)	5	Véhicules de trans. de passagers (sauf bus)	4
Tubes, tuyaux, etc., de fer ou d'acier	5	Riz	3
Équipements d'ingénierie civile	3	Sucres, mélasses, miels	3

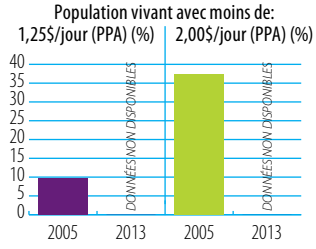
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT

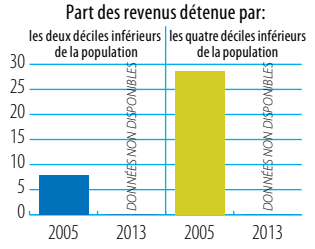
INDICATEUR	2006	2012
Chômage (% de la population active totale)	15,7	17,4
Pop. active féminine (% de la population active totale)	25,1	26,0
APD nette reçue (% du RNB)	1,6	2,3
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2006-2012)	13,6	15,1
Service total de la dette (% des exportations totales)	2,9	2,8
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,46	0,50

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

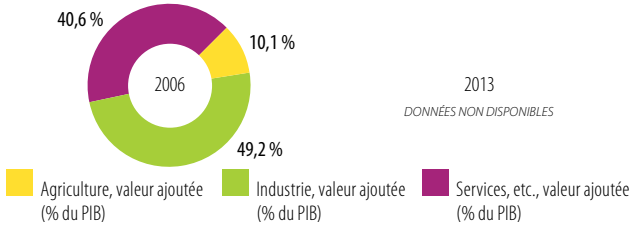


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



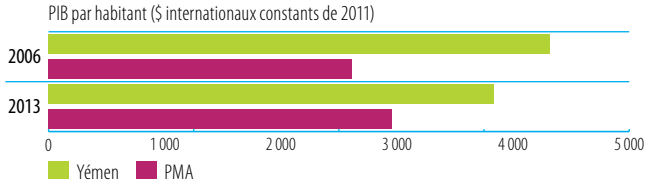
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933242284

Indicateurs de l'aide, du commerce et du développement pour le Zimbabwe

A. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

APPORTS FINANCIERS EXTÉRIEURS (millions de $EU courants)	2006/08	2010/12	2013	Δ:06/08-13
Entrées d'IED	53,5	317,5	400,0	648%
Envois de fonds	...	...	...	-
Autres apports du secteur public (AASP)	1,5	8,4	8,9	490%
dont: AASP liés au commerce	0,0	6,9	8,0	-
Aide publique au développement (APD)	446,1	823,9	835,8	87%
dont: Aide pour le commerce	11,4	85,7	92,3	709%

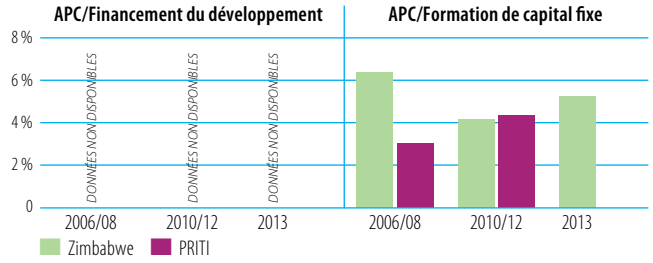
Sources: CNUCED, UNCTADstat; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

TROIS PRIORITÉS MAJEURES DE L'APC

1	Infrastructure de réseau (électricité, eau, télécom.)	2	Infrastructure des transports	3	Facilitation des échanges

Source: Questionnaire OCDE/OMC pour les pays partenaires.

PART DE L'APC/FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET FORMATION DE CAPITAL FIXE



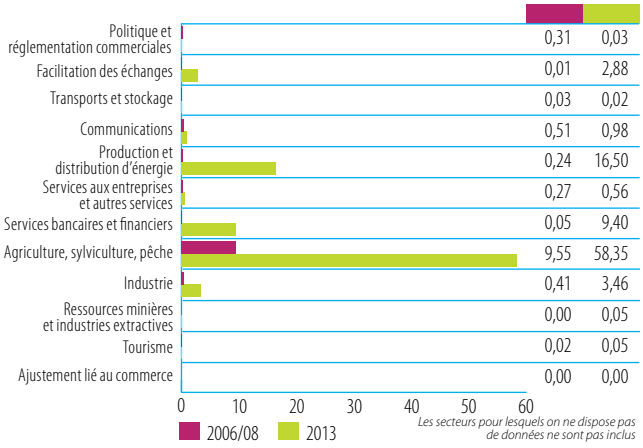
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).
Note: Aucun point de référence n'a été calculé pour 2013.

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC: principaux donateurs (millions de $EU courants)

2006/08	valeur	%	2013	valeur	%
France	4,8	42	Institutions de l'UE	28,7	31
Allemagne	1,6	14	Royaume-Uni	19,8	21
Institutions de l'UE	1,4	12	États-Unis	14,7	16
Japon	1,0	9	Danemark	9,2	10
Irlande	1,0	9	Norvège	6,3	7

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

VERSEMENTS AU TITRE DE L'APC PAR SECTEUR (millions de $EU courants)

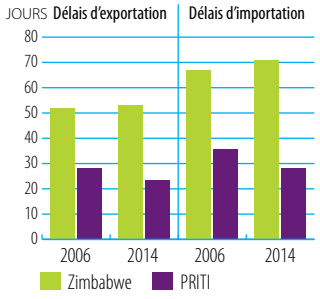


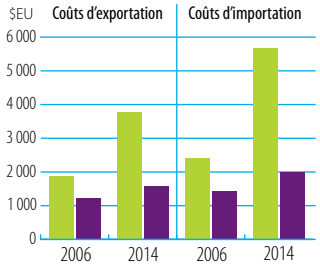
Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

B. COÛTS DE COMMERCE

INDICATEURS	2006	2013
Droits de douane (%, 2006-2012)		
Importations: moyenne simple des droits NPF appliqués	...	16,8
Importations: moyenne pondérée des droits NPF appliqués	...	14,9
Exportations: moyenne pondérée appliquée	...	2,7
Exportations: franchise de droits (valeur en %)	...	63,6
Connectivité à Internet (% de la population)		
Abonnements tél. mobile à large bande	...	37,8
Abonnements tél. fixe à large bande	0,1	0,7
Personnes physiques utilisant Internet	9,8	18,5

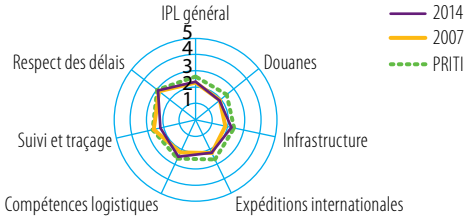
Sources: OMC, Profils tarifaires dans le monde; UIT, Télécommunications mondiales/Indicateurs des TIC.





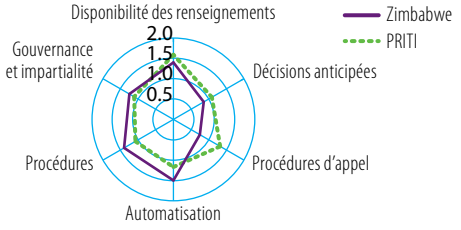
Source: Banque mondiale, *Doing Business*.

INDICES DE PERFORMANCE LOGISTIQUE (IPL) (1-5)



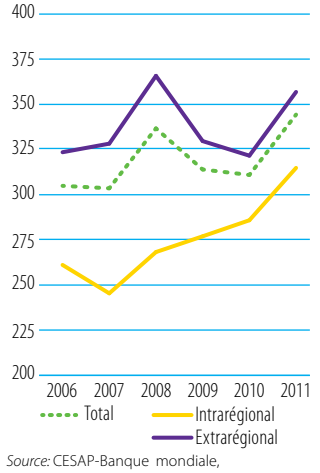
Source: Banque mondiale, Indices de performance logistique (IPL).

INDICATEURS DE FACILITATION DES ÉCHANGES, 2015 (0-2)



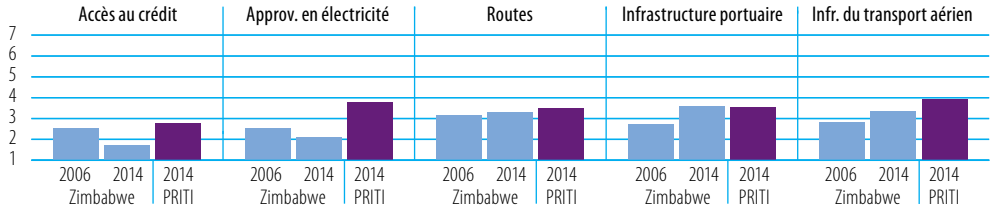
Source: OCDE, Indicateurs de facilitation des échanges.

COÛTS DU COMMERCE (*ad valorem*, %)



Source: CESAP-Banque mondiale, Base de données sur le coût du commerce.
Note: Nombre de partenaires utilisés dans le calcul de la moyenne des coûts du commerce: total (47), intrarégional (14), extrarégional (33).

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ (1-7)



Source: WEF Global Competitiveness Index

C. PERFORMANCES COMMERCIALES

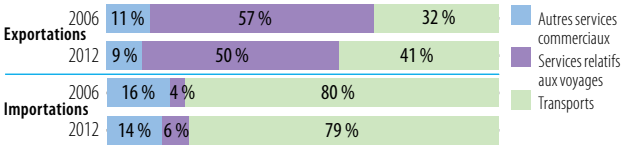
INDICATEUR	2006	2013
Ratio du commerce au PIB (%, 2006-2012)	91	79
Services commerciaux en % des exportations totales (%, 2006-2012)	14	9
Services commerciaux en % des importations totales (%, 2006-2012)	17	16
Biens intermédiaires hors combustibles (% des exportations de marchandises)	34	93
Biens intermédiaires hors combustibles (% des importations de marchandises)	46	44

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

FLUX COMMERCIAUX (milliards de $EU courants)		2006	2012	2013	+	–
Exportations	Marchandises	1,874		3,189	+70% ▲	
	Services commerciaux	0,294	0,359		+22% ▲	
Importations	Marchandises	2,319		4,945	+113% ▲	
	Services commerciaux	0,485	0,963		+99% ▲	

Source: Secrétariat de l'OMC.

STRUCTURE DU COMMERCE DES SERVICES

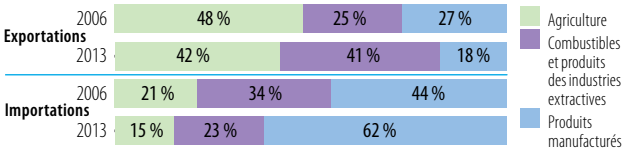


Source: Secrétariat de l'OMC.

INDICATEUR	2006	2013
Diversification des produits (sur la base du SH2002, positions à 4 chiffres)		
Nombre de produits exportés (max.: 1 246)	504	468
Nombre de produits importés (max.: 1 246)	927	1006
Indice HH de concentration des produits d'exportation (de 0 à 1)	0,146	0,117
Indice HH de concentration des produits d'importation (de 0 à 1)	0,055	0,059
Diversification des marchés		
Nombre de marchés d'exportation (max.: 233)	113	58
Nombre de marchés d'importation (max.: 233)	94	107
Indice HH de concentration des marchés d'exportation (de 0 à 1)	0,138	0,565
Indice HH de concentration des marchés d'importation (de 0 à 1)	0,228	0,261

Sources: Secrétariat de l'OMC; base de données Comtrade des N.U.

STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES



Source: Secrétariat de l'OMC.
Note: Seuls les produits classés sont inclus dans le calcul.

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Zambie	26	Afrique du Sud	75
Afrique du Sud	17	Mozambique	11
Rép. dém. du Congo	15	Émirats arabes unis	7
Pays-Bas	14	Zambie	3
Mozambique	6	Botswana	1

CINQ PRINCIPAUX MARCHÉS D'IMPORTATION (MARCHANDISES) (%)

2006	%	2013	%
Afrique du Sud	45	Afrique du Sud	47
États-Unis	9	Royaume-Uni	18
Botswana	8	Chine	6
Mozambique	8	Zambie	3
Chine	4	Mozambique	3

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Cokes, semi-cokes, charbon de cornue	35	Tabacs non fabriqués	25
Matières végétales brutes, n.d.a.	12	Minerais de nickel et leurs concentrés, mattes de nickel	21
Légumes	7	Or à usage non monétaire (sauf minerais)	14
Fontes brutes et fontes spiegel, etc.	5	Abrasifs naturels, n.d.a.	5
Minerais de nickel et leurs concentrés, mattes de nickel	5	Fontes brutes et fontes spiegel, etc.	4

CINQ PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (%)

2006	%	2013	%
Produits pétroliers	21	Produits pétroliers	20
Graisses et huile végétales fixes, douces	7	Engrais, sauf les engrais bruts	14
Minerais de cuivre et leurs concentrés	6	Véhicules spéciaux de trans. de marchandises	4
Maïs, non moulu	4	Véhicules de trans. de passagers (sauf bus)	3
Véhicules spéciaux de transport de marchandises	3	Médicaments	2

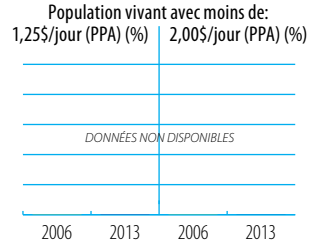
Source: Base de données Comtrade des N.U.

D. INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT

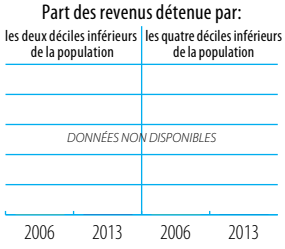
INDICATEUR	2006	2012
Chômage (% de la population active totale)	5,1	5,4
Population active féminine (% de la population active totale)	49,2	49,2
APD nette reçue (% du RNB)	5,4	8,7
Droits d'importation perçus (% des recettes fiscales, 2006-2012)	...	22,3
Service total de la dette (% des exportations totales)	...	...
Indice du développement humain (de 0 à 1, 2005-2013)	0,41	0,49

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; Secrétariat de l'OMC; PNUD, Indicateurs internationaux du développement humain.

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

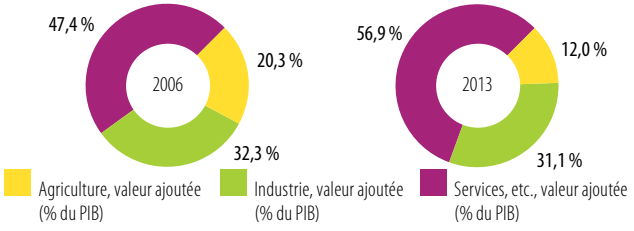


INDICATEURS D'INÉGALITÉ



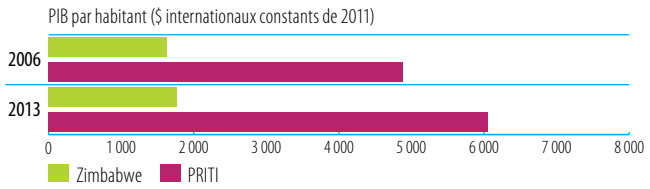
Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

STRUCTURE ÉCONOMIQUE



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

PIB PAR HABITANT, PPA ($ internationaux constants de 2011)



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933242296

NOTES STATISTIQUES

Selon la définition formulée par l'Équipe spéciale de l'OMC chargée de l'Aide pour le commerce, les projets ou les programmes relèvent de l'Aide pour le commerce s'ils sont désignés comme des priorités de développement liées au commerce dans les stratégies nationales de développement des pays partenaires. Par ailleurs, pour mesurer les flux d'Aide pour le commerce, l'Équipe spéciale a retenu les catégories suivantes::

a) assistance technique pour la politique et la réglementation commerciales: par exemple, aider les pays à élaborer des stratégies commerciales, à négocier des accords commerciaux et à les mettre en œuvre;

b) infrastructure liée au commerce: par exemple, construction de routes, de ports et de réseaux de télécommunication pour mettre les marchés intérieurs en relation avec l'économie mondiale;

c) renforcement de la capacité de production (y compris le développement du commerce): par exemple, octroi d'un soutien au secteur privé pour qu'il exploite ses avantages comparatifs et diversifie ses exportations;

d) ajustement lié au commerce: aider les pays en développement à faire face aux coûts de la libéralisation du commerce (abaissement des droits de douane, érosion des préférences ou détérioration des termes de l'échange, par exemple); et

e) autres besoins liés au commerce: s'ils sont mentionnés comme des priorités de développement liées au commerce dans les stratégies nationales de développement des pays partenaires.

La base de données en ligne sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE (Système de notification des pays créanciers – SNPC), qui couvre environ 90% de l'aide publique au développement, a été reconnue comme la meilleure source de données disponible pour le suivi des apports globaux d'Aide pour le commerce. Elle a été créée en 1967 et recueille des renseignements sur l'aide publique au développement (APD) et d'autres apports du secteur public destinés aux pays en développement. C'est la source de données de référence au niveau international sur les activités d'aide (ventilations géographiques et sectorielles) et est largement utilisée par les gouvernements, les organisations et les chercheurs qui s'occupent du développement. Pour l'OCDE, le SNPC est un moyen de suivre certaines questions de politique générale, dont l'Aide pour le commerce. Il permet de suivre les engagements et les décaissements au titre de l'aide et fournit des données comparables dans le temps et entre pays. L'utilisation de cette base de données existante a permis d'économiser beaucoup de temps et de ressources pour le suivi effectif des apports d'Aide pour le commerce. Les principes et les directives concernant la communication d'informations au SNPC sont approuvés par les membres du CAD représentés au Groupe de travail sur les statistiques du CAD (WP-STAT). L'OCDE collecte et compile les données, vérifie leur cohérence et maintient la base de données.

Il convient de garder à l'esprit que les données du SNPC ne correspondent pas exactement à chacune des catégories d'Aide pour le commerce mentionnées plus haut. En fait, le SNPC fournit des données supplétives concernant quatre rubriques:

- **Politique et réglementation commerciales.** Cinq codes-objet sont utilisés dans le SNPC pour couvrir les activités en matière de politique et de réglementation commerciales. Ces cinq sous-catégories sont les suivantes: politique commerciale et gestion administrative; facilitation des échanges; accords commerciaux régionaux; négociations commerciales multilatérales; et éducation/formation dans le domaine du commerce.

- **Infrastructure économique.** Les engagements destinés à l'infrastructure liée au commerce sont indiqués indirectement dans le SNPC par des données inscrites sous la rubrique "Infrastructure et services économiques", qui englobe l'aide destinée au transport et à l'entreposage, aux communications et à la production et à la distribution d'énergie.
- **Renforcement de la capacité de production,** *y compris développement du commerce.* Le SNPC intègre l'ensemble des données relatives aux secteurs de la production et des services, tels que l'agriculture, l'industrie, les industries extractives, les entreprises et la banque. Note: Les activités de développement du commerce sont identifiées au moyen du marqueur du développement du commerce et figurent séparément dans le recueil de données du SNPC depuis 2007. Ces activités entrent dans la catégorie du renforcement de la capacité productive et sont marquées comme contribuant principalement ou de façon significative au développement du commerce. Toutefois, certains donateurs peuvent avoir des difficultés à déterminer quelles activités ont une composante commerciale clairement définie, ce qui peut avoir une incidence sur la fiabilité des données. Par conséquent, les montants indiqués sous la rubrique développement du commerce sont au mieux approximatifs.
- **Ajustement lié au commerce.** Cette nouvelle sous-rubrique a été introduite dans le SNPC en 2007 pour suivre les apports correspondant à l'ajustement lié au commerce. Elle indique les contributions versées aux budgets des pays en développement pour les aider à mettre en œuvre des réformes commerciales et des ajustements liés aux mesures commerciales prises par d'autres pays, et pour remédier aux déficits de la balance des paiements dus à l'évolution de l'environnement commercial mondial.

Le SNPC couvre l'ensemble de l'APD, mais seules les activités notifiées dans les quatre catégories susmentionnées sont considérées comme relevant de l'Aide pour le commerce. Il n'est pas possible de distinguer les activités relatives aux "autres besoins liés au commerce". Pour estimer le volume de ces "autres" engagements, les donateurs doivent examiner les projets d'aide dans les secteurs autres que ceux qui ont été pris en compte jusque-là – par exemple dans les domaines de la santé et de l'éducation – et indiquer, le cas échéant, la part de ces activités ayant une importante composante commerciale. Un programme en matière de santé, par exemple, peut permettre un accroissement du commerce à partir de localités où la charge de morbidité constituait un obstacle au commerce. Par conséquent, pour suivre l'Aide pour le commerce de manière rigoureuse, il faudrait comparer les données du SNPC et les auto-évaluations des donateurs et des pays partenaires.

NOTES RELATIVES AUX TABLEAUX DE L'ANNEXE A

La plupart des données indiquées dans l'annexe A proviennent du SNPC. Pour consulter l'ensemble des données du SNPC, veuillez consulter l'adresse: http://www.oecd.org/fr/cad/stats/sdienligne.htm.

Les données démographiques utilisées dans certains tableaux proviennent de la Banque mondiale (*indicateurs du développement dans le monde*).

Tous les montants sont en dollars EU, aux prix constants de 2013. Les données relatives aux engagements portent sur les années 2002 à 2013 tandis que les données relatives aux versements portent sur les années 2006 à 2013.

Fournisseurs d'aide:

La liste des fournisseurs d'aide est divisée en trois rubriques, à savoir pays membres du CAD, autres donateurs bilatéraux et organisations multilatérales. Le nom complet des organisations figure sous la section "Acronymes".

La **Corée** est devenue membre du CAD en 2010 et elle a été rejointe en 2013 par l'Islande, la Pologne, la République slovaque, la Slovénie et la République tchèque. Les données relatives à ces pays portant sur des années précédentes peuvent être partielles.

Les données relatives à la FAO, au FMI, à l'ITC, à la CESAP, à la CESAO, à l'OMC et à la Turquie correspondent aux données spécialisées concernant les flux d'Aide pour le commerce communiquées depuis 2007 au SNPC. Les montants indiqués peuvent ne pas refléter la totalité des apports individuels.

La **Banque interamèricaine de développement** a modifié sa méthode de notification au SNPC pour les apports 2009 et suivants.

Les données figurant sous la rubrique "**Autres donateurs multilatéraux**" englobent de petits montants provenant de plusieurs institutions multilatérales (GGGI, ACICI, Fonds nordique de développement, UNPBF, UNICEF).

Bénéficiaires de l'aide:

La liste des bénéficiaires d'aide publique au développement établie par le CAD énumère les pays et les territoires admis à bénéficier de l'aide publique au développement (APD). Il s'agit de tous les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, sur la base du revenu national brut (RNB) par habitant tel qu'il est publié par la Banque mondiale, à l'exception des membres du G-8, des membres de l'UE et des pays pour lesquels une date fixe d'adhésion à l'UE est prévue. Les pays à faible revenu comprennent les pays les moins avancés (PMA) tels que définis par l'Organisation des Nations Unies.

Selon la dernière révision de la liste, en vigueur à compter du 1er janvier 2015 pour les notifications des apports d'APD de 2014, 2015 et 2016, 146 pays restent admissibles au bénéfice de l'APD (52 pays à faible revenu dont 48 pays moins avancés, 36 pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et 58 pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure). La prochaine révision de la Liste du CAD aura lieu en 2017.

La liste des bénéficiaires d'APD établie par le CAD figure aux annexes B et C. Pour voir l'historique complet des inscriptions et radiations de la liste des pays bénéficiaires, veuillez consulter l'adresse: http://www.oecd.org/fr/cad/stats/listecad.htm.

Circuits d'acheminement:

Le tableau relatif aux circuits d'acheminement figurant à l'annexe A est basé sur des données agrégées divisées par principaux types de circuits d'acheminement. La catégorie "Autres" correspond à des circuits d'acheminement tels qu'universités, lycées et autres institutions de formation, instituts de recherche ou groupes de réflexion. La liste complète des circuits d'acheminement est accessible à l'adresse: http://www.oecd.org/fr/cad/stats/annex2.htm.

Légende:

" .. " pas d'activités communiquées.

0,0 montants inférieurs à 50 000 dollars EU pour les tableaux en millions de dollars EU et inférieurs à 0,5 million de dollars EU pour les tableaux en milliards de dollars EU.

ANNEXE A

PRINCIPALES DONNÉES SUR L'AIDE POUR LE COMMERCE

Tableau A.1 Aide pour le commerce, par catégorie

Millions de $EU (constants de 2013)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013
Politique et réglementation commerciales									
Politique commerciale et gestion administrative	616	714	717	598	633	512	581	650	545
Facilitation des échanges	76	193	371	463	673	122	248	245	565
Accords commerciaux régionaux	80	130	266	230	303	72	144	145	191
Négociations commerciales multilatérales	16	45	20	11	11	27	37	27	19
Éducation/formation dans le domaine du commerce	11	35	38	33	21	24	36	27	29
SOUS-TOTAL	**798**	**1 116**	**1 411**	**1 335**	**1 641**	**756**	**1 046**	**1 095**	**1 348**
Infrastructure économique									
Transport et entreposage	6 997	10 112	13 251	15 533	18 657	6 441	9 516	11 610	13 091
Communications	647	518	662	760	1 044	501	606	620	880
Production et distribution d'énergie	5 559	7 080	10 170	14 158	13 733	4 828	6 796	8 761	8 737
Sous-total	**13 203**	**17 710**	**24 084**	**30 450**	**33 434**	**11 770**	**16 917**	**20 990**	**22 708**
Renforcement de la capacité de production									
Entreprises et autres services	1 428	2 100	2 060	1 463	1 818	1 890	1 634	1 590	1 714
Banque et services financiers	1 810	2 594	3 412	5 031	5 120	2 244	3 539	4 075	4 128
Agriculture	4 302	6 208	8 651	10 265	9 128	4 248	6 507	6 200	6 662
Sylviculture	570	696	1 073	1 241	922	561	952	907	1 393
Pêche	284	373	476	318	448	297	365	292	335
Industrie	1 927	1 724	2 170	2 567	2 293	1 302	1 793	2 505	1 594
Industries extractives	849	408	458	848	418	438	301	493	1 517
Tourisme	106	224	185	77	153	76	150	177	182
Sous-total	**11 275**	**14 326**	**18 485**	**21 811**	**20 299**	**11 055**	**15 240**	**16 239**	**17 525**
Ajustement lié au commerce	..	2	36	0	4	9	41	6	15
Sous-total	**..**	**2**	**36**	**0**	**4**	**9**	**41**	**6**	**15**
AIDE POUR LE COMMERCE TOTALE	**25 275**	**33 154**	**44 016**	**53 597**	**55 378**	**23 590**	**33 244**	**38 330**	**41 595**
Priorité donnée au développement du commerce									
Objectif principal	..	1 339	2 409	3 288	3 038	1 180	2 146	3 082	2 871
Objectif significatif	..	2 074	2 676	1 621	2 343	909	1 979	1 515	2 028
TOTAL	**..**	**3 413**	**5 084**	**4 908**	**5 382**	**2 088**	**4 124**	**4 596**	**4 899**
Part dans l'Aide pour le commerce totale									
Politique et réglementation commerciales	*3,2%*	*3,4%*	*3,2%*	*2,5%*	*3,0%*	*3,2%*	*3,1%*	*2,9%*	*3,2%*
Infrastructure économique	*52,2%*	*53,4%*	*54,7%*	*56,8%*	*60,4%*	*49,9%*	*50,9%*	*54,8%*	*54,6%*
Renforcement de la capacité de production	*44,6%*	*43,2%*	*42,0%*	*40,7%*	*36,7%*	*46,9%*	*45,8%*	*42,4%*	*42,1%*
Ajustement lié au commerce	..	*0,0%*	*0,1%*	*0,0%*	*0,0%*	*0,0%*	*0,1%*	*0,0%*	*0,0%*
Part dans l'APD totale ventilable par secteur (%)	***32,5%***	***31,5%***	***34,0%***	***39,6%***	***38,4%***	***28,7%***	***30,9%***	***34,4%***	***34,8%***

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933240447

Tableau A.2 Aide pour le commerce par catégorie et région

Millions de $EU (constants de 2013)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013
Afrique									
Politique et réglementation commerciales	379	374	461	586	534	221	344	331	493
Infrastructure économique	3 887	6 598	9 029	13 624	10 433	3 986	5 916	7 518	8 475
Renforcement de la capacité de production	3 625	4 997	6 779	7 671	8 376	3 686	5 565	5 691	6 826
Ajustement lié au commerce	..	2	5	..	0	9	30	1	1
Sous-total	**7 891**	**11 970**	**16 274**	**21 881**	**19 343**	**7 901**	**11 855**	**13 541**	**15 795**
Amérique									
Politique et réglementation commerciales	68	118	182	100	65	88	98	85	99
Infrastructure économique	500	771	1 514	2 719	1 899	484	1 275	2 129	1 717
Renforcement de la capacité de production	1 208	1 238	1 879	1 720	1 842	1 111	1 581	1 442	1 942
Ajustement lié au commerce	..	0	27	0	..	..	7	0	9
Sous-total	**1 776**	**2 126**	**3 602**	**4 539**	**3 806**	**1 683**	**2 961**	**3 655**	**3 767**
Asie									
Politique et réglementation commerciales	167	264	305	322	445	185	271	265	338
Economic Infrastructure	7 583	8 894	10 819	10 467	16 657	6 193	7 153	8 301	9 489
Renforcement de la capacité de production	4 804	5 521	5 333	6 190	5 548	4 295	4 615	3 958	4 621
Ajustement lié au commerce	..	0	3	0	0	1	3	3	2
Sous-total	**12 555**	**14 679**	**16 461**	**16 979**	**22 651**	**10 672**	**12 042**	**12 527**	**14 451**
Europe									
Politique et réglementation commerciales	30	88	61	31	123	29	52	43	54
Infrastructure économique	864	925	1 666	2 792	3 523	757	1 699	2 303	2 322
Renforcement de la capacité de production	671	776	1 349	3 404	2 055	576	1 244	2 739	1 986
Ajustement lié au commerce	..	..	0	0	4	..	1	2	2
Sous-total	**1 565**	**1 789**	**3 076**	**6 227**	**5 704**	**1 363**	**2 995**	**5 087**	**4 365**
Océanie									
Politique et réglementation commerciales	4	5	37	14	26	3	11	27	20
Infrastructure économique	150	243	320	252	468	158	224	281	333
Renforcement de la capacité de production	120	150	174	117	187	131	123	122	144
Ajustement lié au commerce	..	0	0	..	0	..	0	..	..
Sous-total	**274**	**398**	**531**	**384**	**681**	**291**	**358**	**430**	**497**
Non spécifique à une région									
Politique et réglementation commerciales	150	267	366	281	449	231	270	346	344
Infrastructure économique	218	279	736	596	454	192	651	458	372
Renforcement de la capacité de production	847	1 646	2 972	2 710	2 291	1 257	2 113	2 287	2 006
Ajustement lié au commerce	..	..	..	..	..	..	0	..	..
Sous-total	**1 215**	**2 192**	**4 074**	**3 587**	**3 193**	**1 680**	**3 033**	**3 090**	**2 722**
AIDE POUR LE COMMERCE TOTALE	**25 275**	**33 154**	**44 016**	**53 597**	**55 378**	**23 590**	**33 244**	**38 330**	**41 595**

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933240452

Tableau A.3 Aide pour le commerce par catégorie et groupe de revenu

Millions de $EU (constants de 2013)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013
Pays les moins avancés									
Politique et réglementation commerciales	92	216	226	493	368	128	148	212	358
Infrastructure économique	3 788	5 547	7 612	7 502	11 627	3 318	4 764	5 508	6 209
Renforcement de la capacité de production	3 001	3 699	5 447	5 141	6 195	2 842	4 102	3 861	4 364
Ajustement lié au commerce	..	2	3	0	0	9	28	3	2
Sous-total	**6 881**	**9 464**	**13 288**	**13 135**	**18 191**	**6 297**	**9 042**	**9 584**	**10 933**
Autres pays à faible revenu									
Politique et réglementation commerciales	22	4	4	28	27	4	5	12	23
Infrastructure économique	274	418	1 023	2 328	477	179	346	638	1 049
Renforcement de la capacité de production	181	243	453	400	474	187	286	357	410
Ajustement lié au commerce	..	0	0	..	0	..	2	..	0
Sous-total	**477**	**665**	**1 479**	**2 756**	**978**	**370**	**638**	**1 008**	**1 481**
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure									
Politique et réglementation commerciales	303	207	235	237	304	157	180	177	224
Infrastructure économique	5 097	7 190	10 035	13 167	13 878	4 421	6 856	8 573	9 157
Renforcement de la capacité de production	3 757	4 675	5 028	6 392	5 794	3 189	4 212	4 067	4 964
Ajustement lié au commerce	..	0	2	0	3	0	3	2	3
Sous-total	**9 156**	**12 072**	**15 300**	**19 796**	**19 979**	**7 767**	**11 251**	**12 818**	**14 348**
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure									
Politique et réglementation commerciales	107	162	123	88	103	99	110	102	105
Infrastructure économique	3 493	3 557	3 584	5 417	5 967	3 331	3 572	4 861	4 964
Renforcement de la capacité de production	2 790	2 658	2 855	5 410	3 460	2 410	2 643	4 121	4 104
Ajustement lié au commerce	..	0	27	0	0	0	8	1	10
Sous-total	**6 389**	**6 377**	**6 589**	**10 915**	**9 530**	**5 840**	**6 333**	**9 084**	**9 183**
Non spécifique à un pays									
Politique et réglementation commerciales	274	528	823	488	840	369	603	592	639
Infrastructure économique	552	996	1 830	2 037	1 485	521	1 380	1 410	1 329
Renforcement de la capacité de production	1 547	3 052	4 703	4 468	4 376	2 427	3 997	3 833	3 683
Ajustement lié au commerce	..	0	4	..	0	0	1	..	0
Sous-total	**2 372**	**4 576**	**7 360**	**6 993**	**6 701**	**3 317**	**5 981**	**5 835**	**5 651**
AIDE POUR LE COMMERCE TOTALE	**25 275**	**33 154**	**44 016**	**53 597**	**55 378**	**23 590**	**33 244**	**38 330**	**41 595**

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933240462

Tableau A.4 Aide pour le commerce par donateur

Millions de $EU (constants de 2013)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013
Pays CAD									
Allemagne	1 347,1	2 280,2	3 664,1	3 511,5	5 017,0	1 850,4	2 830,0	2 605,1	3 437,8
Australie	248,6	375,0	587,1	534,6	452,1	305,8	472,6	534,6	452,1
Autriche	50,1	58,6	83,1	75,6	142,6	43,6	67,3	52,5	81,5
Belgique	262,5	288,7	491,5	144,9	200,8	199,4	435,9	211,1	224,0
Canada	397,6	435,8	584,7	582,2	759,6	330,4	602,8	616,2	579,8
Corée	..	471,4	903,9	806,4	704,0	192,9	358,5	443,7	542,3
Danemark	473,4	308,1	346,5	402,6	422,9	297,7	377,7	430,8	375,9
Espagne	418,4	764,9	950,0	89,4	95,6	535,3	939,7	142,7	148,1
États-Unis	4 039,6	5 736,0	4 887,3	4 018,5	3 836,5	4 149,4	4 086,0	3 544,9	3 402,6
Finlande	87,8	141,7	325,7	134,2	144,5	68,8	152,2	163,9	152,7
France	775,4	1 642,9	1 573,0	3 647,0	2 377,8	986,9	1 285,6	2 034,0	1 860,8
Grèce	13,7	20,1	18,7	0,1	0,1	20,1	18,7	0,1	0,1
Irlande	30,2	47,9	65,1	54,3	54,0	47,9	65,1	54,3	54,0
Islande	..	..	2,6	8,7	10,5	..	2,6	8,7	10,5
Italie	287,7	262,0	188,8	198,6	94,0	276,1	163,6	94,3	116,6
Japon	4 889,8	6 199,9	6 675,9	7 041,9	10 340,0	4 425,9	5 233,2	5 890,1	6 850,4
Luxembourg	18,9	35,4	37,9	43,0	43,6	35,4	37,9	43,0	43,6
Norvège	361,7	596,2	1 023,7	1 007,4	1 253,0	539,6	715,9	1 044,1	1 458,9
Nouvelle-Zélande	23,9	48,3	103,8	86,1	109,5	32,8	56,9	95,9	91,8
Pays-Bas	607,3	787,5	799,1	1 153,7	764,1	546,8	542,9	716,2	737,3
Pologne	..	..	..	..	3,5	..	..	..	3,5
Portugal	48,1	31,2	56,6	22,9	22,9	39,5	58,2	57,4	32,5
République slovaque	..	..	..	..	1,1	..	..	..	1,1
République tchèque	..	..	4,0	9,8	8,9	..	3,8	10,2	8,9
Royaume-Uni	757,4	941,3	1 275,9	939,3	967,8	965,6	1 352,7	1 388,2	1 430,5
Slovénie	..	..	2,4	1,3	1,0	..	2,3	1,0	1,1
Suède	274,3	397,3	401,4	393,5	507,7	399,4	420,8	497,5	503,3
Suisse	320,9	288,2	298,9	288,4	505,9	266,3	235,9	271,7	293,6
Sous-total	**15 734,1**	**22 158,5**	**25 351,6**	**25 196,1**	**28 841,0**	**16 555,9**	**20 518,8**	**20 951,9**	**22 895,3**
Autres donateurs bilatéraux									
Émirats arabes unis	..	..	282,8	236,8	1 821,8	..	141,2	214,0	1 219,0
Estonie	..	..	..	..	2,6	..	..	..	1,1
Koweït (KFAED)	..	..	342,4	511,2	831,8	..	276,7	337,1	265,4
Turquie	..	..	47,0	..	..	..	47,0	..	..
Sous-total	**..**	**..**	**672,2**	**748,0**	**2 656,3**	**..**	**464,9**	**551,2**	**1 485,5**
Donateurs multilatéraux									
BADEA	..	..	27,1	112,0	113,0	..	16,3	65,7	74,6
BAfD	161,8	775,5	1 636,1	2 311,9	1 385,9	416,4	1 315,5	1 036,5	1 215,0
Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB)	..	..	..	..	..	..	13,7	3,2	3,3
Banque islamique de développement	208,9	276,7	206,3	215,7	157,4	..	..	..	..
Banque mondiale	4 895,6	4 631,2	6 599,9	8 291,3	6 439,3	3 583,0	4 192,6	4 273,8	5 380,3
BAsD	819,0	571,8	1 307,8	1 404,4	2 259,0	..	530,9	1 011,9	1 318,0
Banque interamèricaine de développement	265,2	121,8	473,9	574,3	600,0	..	388,0	520,1	550,3
CEE-ONU	..	1,4	4,6	2,9	4,5	1,4	4,6	2,9	4,5
CESAO	..	0,1	0,2	0,2	0,9	0,1	0,2	0,2	0,7
CESAP	..	0,3	0,6	0,5	0,8	0,2	0,5	0,5	0,6
FAO	..	144,5	298,7	310,9	305,7	144,5	298,7	310,9	305,7
FEM	..	..	131,0	306,7	318,9	13,6	22,0	19,4	21,1
FIDA	293,6	412,3	634,0	607,5	514,2	..	..	..	..
FMI	..	11,3	14,8	15,9	15,3	..	..	..	..
FODI	..	..	378,7	533,3	477,1	..	183,6	167,8	245,7
Fonds arabe (FADES)	..	425,3	1 127,2	977,5	986,2	260,6	785,0	745,6	749,3
Fonds d'investissement pour le climat (FIC)	..	..	..	..	..	..	..	..	102,0
Institutions de l'UE	2 882,7	3 515,0	4 946,0	11 801,6	10 141,7	2 539,1	4 390,9	8 534,8	7 096,3
ITC	..	33,0	59,1	69,3	71,5	32,5	56,6	59,5	64,1
OMC	..	14,5	17,1	13,3	13,2	14,5	17,1	13,3	13,2
ONUDI	..	29,6	67,4	42,2	..	..	..	..	..
PNUD	13,1	26,4	36,6	33,0	34,1	25,7	36,5	33,0	34,1
Autres donateurs multilatéraux	1,1	4,5	25,1	27,9	42,2	2,4	7,3	27,3	35,7
Sous-total	**9 541,0**	**10 995,3**	**17 992,2**	**27 652,4**	**23 880,7**	**7 034,0**	**12 260,1**	**16 826,5**	**17 214,5**
AIDE POUR LE COMMERCE TOTALE	**25 275,1**	**33 153,8**	**44 015,9**	**53 596,5**	**55 378,0**	**23 589,9**	**33 243,8**	**38 329,6**	**41 595,3**
Parts dans l'Aide pour le commerce totale									
Pays CAD	*62,3%*	*66,8%*	*57,6%*	*47,0%*	*52,1%*	*70,2%*	*61,7%*	*54,7%*	*55,0%*
Autres donateurs bilatéraux	..	..	*1,5%*	*1,4%*	*4,8%*	..	*1,4%*	*1,4%*	*3,6%*
Donateurs multilatéraux	*37,7%*	*33,2%*	*40,9%*	*51,6%*	*43,1%*	*29,8%*	*36,9%*	*43,9%*	*41,4%*

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933240475

Tableau A.5 Les 20 principaux fournisseurs d'aide pour le commerce en 2013

Millions de $EU (constants de 2013)

	ENGAGEMENTS				
	Moyenne 2002-2005	**Moyenne 2006-2008**	**Moyenne 2009-2011**	**2012**	**2013**
Allemagne	1 347,1	2 280,2	3 664,1	3 511,5	5 017,0
BAfD	161,8	775,5	1 636,1	2 311,9	1 385,9
Banque mondiale	4 895,6	4 631,2	6 599,9	8 291,3	6 439,3
BAsD	819,0	571,8	1 307,8	1 404,4	2 259,0
Banque interamèricaine de développement	265,2	121,8	473,9	574,3	600,0
Canada	397,6	435,8	584,7	582,2	759,6
Corée	..	471,4	903,9	806,4	704,0
Émirats arabes unis	..	..	282,8	236,8	1 821,8
États-Unis	4 039,6	5 736,0	4 887,3	4 018,5	3 836,5
FIDA	293,6	412,3	634,0	607,5	514,2
Fonds arabe (FADES)	0,0	425,3	1 127,2	977,5	986,2
France	775,4	1 642,9	1 573,0	3 647,0	2 377,8
Institutions de l'UE	2 882,7	3 515,0	4 946,0	11 801,6	10 141,7
Japon	4 889,8	6 199,9	6 675,9	7 041,9	10 340,0
Koweït (KFAED)	..	..	342,4	511,2	831,8
Norvège	361,7	596,2	1 023,7	1 007,4	1 253,0
Pays-Bas	607,3	787,5	799,1	1 153,7	764,1
Royaume-Uni	757,4	941,3	1 275,9	939,3	967,8
Suède	274,3	397,3	401,4	393,5	507,7
Suisse	320,9	288,2	298,9	288,4	505,9
Sous-total	**23 088,8**	**30 229,5**	**39 437,9**	**50 106,3**	**52 013,3**
AIDE POUR LE COMMERCE TOTALE	**25 275,1**	**33 153,8**	**44 015,9**	**53 596,5**	**55 378,0**
Part des 20 fournisseurs principaux dans l'Aide pour le commerce totale	*91,4%*	*91,2%*	*89,6%*	*93,5%*	*93,9%*

	VERSEMENTS				
	Moyenne 2002-2005	**Moyenne 2006-2008**	**Moyenne 2009-2011**	**2012**	**2013**
Allemagne	1 850,4	2 830,0	2 605,1	3 437,8	5 017,0
Australie	305,8	472,6	534,6	452,1	514,2
BAfD	416,4	1 315,5	1 036,5	1 215,0	986,2
Banque mondiale	3 583,0	4 192,6	4 273,8	5 380,3	6 439,3
BAsD	..	530,9	1 011,9	1 318,0	1 385,9
Banque interamèricaine de développement	..	388,0	520,1	550,3	759,6
Canada	330,4	602,8	616,2	579,8	764,1
Corée	192,9	358,5	443,7	542,3	704,0
Danemark	297,7	377,7	430,8	375,9	507,7
Émirats arabes unis	..	141,2	214,0	1 219,0	1 253,0
États-Unis	4 149,4	4 086,0	3 544,9	3 402,6	3 836,5
FAO	144,5	298,7	310,9	305,7	505,9
Fonds arabe (FADES)	260,6	785,0	745,6	749,3	967,8
France	986,9	1 285,6	2 034,0	1 860,8	2 377,8
Institutions de l'UE	2 539,1	4 390,9	8 534,8	7 096,3	10 340,0
Japon	4 425,9	5 233,2	5 890,1	6 850,4	10 141,7
Norvège	539,6	715,9	1 044,1	1 458,9	2 259,0
Pays-Bas	546,8	542,9	716,2	737,3	831,8
Royaume-Uni	965,6	1 352,7	1 388,2	1 430,5	1 821,8
Suède	399,4	420,8	497,5	503,3	600,0
Sous-total	**21 934,4**	**30 321,5**	**36 392,9**	**39 465,7**	**52 013,3**
AIDE POUR LE COMMERCE TOTALE	**23 589,9**	**33 243,8**	**38 329,6**	**41 595,3**	**55 378,0**
Part des 20 fournisseurs principaux dans l'Aide pour le commerce totale	*93,0%*	*91,2%*	*94,9%*	*94,9%*	*93,9%*

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933240484

Tableau A.6 Aide pour le commerce par pays bénéficiaire *(page 1 de 3)*

Millions de $EU (constants de 2013)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013
Afghanistan	791,1	1 556,7	1 863,4	1 830,4	2 267,3	1 027,9	1 734,8	1 489,0	1 214,1
Afrique du Sud	134,7	166,2	170,6	79,8	350,2	202,2	178,5	102,4	224,4
Albanie	142,0	135,6	157,2	28,0	76,7	95,4	161,5	153,3	123,3
Algérie	106,9	147,1	26,1	24,6	22,0	124,7	67,5	29,4	37,3
Angola	19,8	86,1	39,1	10,6	66,0	34,1	61,2	37,3	43,3
Anguilla	1,5	5,9	0,1	..	0,0	2,8	3,2	..	0,2
Antigua-et-Barbuda	2,4	0,3	5,0	1,0	4,2	0,9	5,6	0,5	0,3
Arabie saoudite	1,7	1,2	..	..	..	1,3	..	..	..
Argentine	47,5	26,5	41,0	125,9	10,3	33,7	37,9	116,7	11,9
Arménie	112,9	226,5	151,5	146,2	160,9	107,8	171,0	114,8	99,2
Azerbaïdjan	141,8	98,8	128,2	11,8	15,3	85,1	106,5	169,7	111,9
Bangladesh	813,3	839,8	1 271,9	1 062,4	1 690,4	396,4	413,4	866,8	902,7
Barbade	0,4	11,6	1,0	..	..	0,2	6,6	..	..
Bélarus	0,6	8,6	29,0	6,5	7,7	4,6	17,4	5,7	14,1
Belize	9,3	9,9	19,6	36,1	28,7	6,2	10,4	15,0	17,9
Bénin	118,3	204,8	226,5	116,4	117,5	123,0	217,6	143,0	189,6
Bhoutan	44,3	42,7	55,6	39,8	84,7	27,0	61,5	78,2	56,3
Bolivie	261,9	165,7	338,4	257,1	238,3	149,1	233,2	211,2	232,8
Bosnie-Herzégovine	120,5	174,5	237,4	231,0	498,4	98,5	182,3	330,5	286,2
Botswana	16,3	5,7	9,9	98,3	4,1	12,1	20,7	14,0	10,7
Brésil	52,9	70,4	403,8	1 338,5	456,0	78,8	276,5	926,0	902,7
Burkina Faso	258,7	203,6	430,5	326,6	449,8	210,1	239,0	292,6	330,5
Burundi	53,2	90,0	179,3	137,4	267,9	75,2	110,9	166,2	157,9
Cabo Verde	82,6	67,3	78,6	94,2	41,1	64,5	109,5	76,1	59,8
Cambodge	194,7	218,1	314,5	277,1	384,2	133,2	196,6	254,8	286,1
Cameroun	129,9	301,8	289,1	443,5	248,6	139,4	149,5	211,3	291,5
Chili	40,0	34,8	64,4	11,1	212,9	59,0	83,7	64,4	24,8
Chine (République populaire de)	791,9	581,3	467,9	324,7	426,5	819,0	568,0	549,7	367,1
Cisjordanie et Bande de Gaza	66,9	96,9	174,3	97,3	176,2	72,6	180,4	73,4	101,7
Colombie	86,4	157,3	266,3	167,7	169,4	133,3	200,9	127,4	178,4
Comores	3,8	6,5	15,4	28,1	50,2	4,1	5,7	9,4	12,4
Congo	40,5	39,2	55,6	64,0	20,7	30,4	29,7	54,2	30,7
Costa Rica	53,6	23,0	27,9	7,1	15,3	43,8	56,3	11,9	16,0
Côte d'Ivoire	61,1	113,2	242,1	200,9	176,2	98,9	174,0	90,6	110,3
Croatie	68,2	119,3	51,3	..	..	40,5	23,4	..	..
Cuba	9,5	11,8	17,8	13,3	24,2	10,0	25,2	13,2	18,9
Djibouti	23,1	11,2	46,2	67,9	94,2	9,2	31,1	13,7	27,0
Dominique	14,4	6,7	2,7	34,2	18,2	9,6	18,6	12,9	11,9
Égypte	586,9	852,9	1 063,8	2 051,1	1 842,8	580,4	733,0	1 521,1	1 645,4
El Salvador	30,2	204,2	82,8	28,2	47,6	53,4	124,2	135,4	52,7
Équateur	53,1	60,6	67,1	189,2	28,2	42,2	62,5	57,8	65,5
Érythrée	52,1	36,6	28,7	17,0	5,7	19,2	18,5	6,5	8,5
États de l'ex-Yougoslavie	56,5	2,3	1,9	..	..	4,9	1,9	0,2	0,1
Éthiopie	543,9	782,2	725,6	2 016,2	1 017,9	530,6	758,4	595,0	891,3
Ex-République yougoslave de Macédoine	53,3	50,0	75,7	264,9	48,7	34,8	49,5	77,1	132,8
Fidji	7,8	12,1	14,9	23,9	51,6	9,3	8,6	15,6	12,0
Gabon	41,7	55,6	20,8	2,9	2,8	24,6	31,9	29,5	24,4
Gambie	36,1	19,1	60,3	154,0	58,3	15,7	42,0	52,4	40,2
Géorgie	104,5	242,5	363,5	515,2	207,0	156,8	227,9	335,1	342,8
Ghana	288,0	626,9	728,5	748,3	247,9	352,7	566,4	636,9	519,6
Grenade	8,1	1,6	9,6	19,3	1,1	1,1	6,6	0,5	3,5
Guatemala	30,6	54,1	78,1	155,1	171,8	28,1	64,1	65,6	135,5
Guinée	74,0	78,4	60,5	142,6	200,7	44,4	64,4	72,1	83,7
Guinée équatoriale	0,9	0,3	1,0	0,3	3,9	0,4	0,8	1,2	0,2

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE.

Tableau A.6 Aide pour le commerce par pays bénéficiaire *(page 2 de 3)*

Millions de $EU (constants de 2013)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013
Guinée-Bissau	27,3	16,2	17,5	1,7	16,6	35,1	24,1	15,7	9,4
Guyana	44,8	57,5	59,3	107,0	34,7	17,6	72,0	63,4	57,3
Haïti	90,0	103,4	497,2	373,9	307,4	61,7	275,6	282,0	251,2
Honduras	190,0	72,1	217,1	94,5	407,2	78,8	188,9	189,2	274,1
Îles Cook	1,6	0,6	10,7	7,2	14,6	1,5	4,8	14,4	5,1
Îles Marshall	5,2	1,3	7,5	16,6	6,1	1,8	5,7	6,5	13,8
Îles Salomon	12,6	26,2	40,2	33,1	32,5	18,1	33,4	47,4	43,3
Îles Turques et Caïques	0,1	..	..	..	..	0,0	..	..	..
Inde	1 575,5	2 374,8	2 718,1	3 548,1	5 165,0	1 269,3	1 992,4	1 594,9	2 112,7
Indonésie	1 102,5	846,9	869,7	242,4	681,8	813,3	854,1	645,2	610,1
Iran	5,0	3,4	7,1	4,2	2,8	2,0	2,9	4,2	2,6
Iraq	2 227,4	2 172,1	429,4	671,5	60,1	1 894,4	427,2	388,2	757,7
Jamaïque	35,7	36,7	46,9	11,1	50,7	47,9	52,2	15,2	47,0
Jordanie	44,5	124,5	217,1	442,3	904,0	72,2	224,7	229,8	371,4
Kazakhstan	38,3	115,3	88,6	6,9	9,9	97,8	63,3	32,5	46,8
Kenya	322,4	508,4	1 166,6	2 445,3	714,6	299,5	433,5	784,7	1 192,3
Kirghizistan	54,8	100,4	171,2	164,5	147,4	57,6	90,1	122,4	147,8
Kiribati	7,5	7,8	38,8	7,4	19,9	10,2	7,9	27,7	32,7
Kosovo	..	..	109,2	53,2	95,7	..	74,8	82,8	66,4
Lesotho	7,0	34,3	30,0	3,5	26,2	18,6	24,8	19,8	20,0
Liban	30,0	88,0	56,8	41,2	117,0	56,3	109,0	105,0	86,5
Libéria	0,9	78,1	234,9	382,7	432,7	46,4	108,0	143,8	185,9
Libye	2,3	4,7	10,2	3,1	20,2	12,1	15,2	2,0	1,9
Madagascar	304,0	273,1	54,4	266,5	271,4	300,5	138,4	92,8	101,3
Malaisie	12,5	43,4	28,9	37,1	6,8	140,0	54,8	11,3	8,1
Malawi	118,5	145,0	258,5	346,6	555,5	106,4	166,1	226,5	220,6
Maldives	10,9	16,3	14,9	27,7	9,1	4,1	16,7	6,6	1,2
Mali	195,2	533,3	423,5	70,8	462,5	252,5	366,9	325,7	251,3
Maroc	328,3	895,9	990,6	2 375,2	1 297,8	448,0	797,2	1 085,6	1 421,6
Maurice	56,8	35,4	51,4	75,4	168,2	6,8	23,6	48,5	93,5
Mauritanie	129,1	154,0	147,2	151,0	285,7	82,3	137,4	180,8	79,3
Mayotte	19,8	25,1	24,6	..	..	21,0	29,3	..	..
Mexique	26,6	51,2	128,8	375,4	214,2	27,7	93,2	168,0	312,2
Micronésie	13,9	17,3	8,0	4,7	37,4	9,6	14,5	4,7	23,2
Moldova	66,8	47,4	195,2	310,1	130,6	42,7	86,7	191,8	159,3
Mongolie	60,4	260,8	181,2	146,5	94,9	70,3	138,2	182,3	268,7
Monténégro	7,0	31,5	27,2	26,0	127,9	24,1	38,2	31,6	78,9
Montserrat	8,0	12,3	1,6	9,7	5,2	4,8	10,3	9,5	16,6
Mozambique	363,9	484,2	469,6	374,0	1 011,4	371,8	362,5	461,0	611,4
Myanmar	11,0	17,0	35,8	68,6	1 211,8	17,6	51,0	39,1	366,3
Namibie	34,0	81,2	95,2	52,9	41,7	30,9	73,7	49,8	57,9
Nauru	2,6	12,0	3,0	6,5	4,2	11,6	3,4	6,5	5,0
Népal	175,7	218,4	398,6	429,1	980,8	134,5	230,4	267,2	320,6
Nicaragua	203,6	209,6	237,4	237,9	269,6	146,6	222,8	221,1	209,2
Niger	121,4	117,5	121,3	339,6	215,6	93,9	107,2	126,9	157,8
Nigéria	251,0	363,8	622,5	1 195,4	678,9	248,3	350,7	372,9	557,1
Nioué	2,5	2,1	6,3	3,1	6,6	2,4	5,2	4,8	5,1
Oman	2,9	6,8	67,9	..	..	8,0	74,7	..	..
Ouganda	272,8	456,0	744,7	404,1	497,6	411,1	459,0	386,8	570,8
Ouzbékistan	147,5	56,6	219,0	372,3	629,3	52,0	75,7	99,2	166,6
Pakistan	619,4	731,2	765,8	1 602,1	697,3	366,2	437,2	609,7	772,3
Palaos	6,5	6,3	3,9	20,2	1,7	8,2	4,2	2,6	14,2
Panama	10,0	12,5	20,8	9,0	8,4	8,1	14,6	14,3	6,5
Papouasie-Nouvelle-Guinée	141,9	153,0	215,5	79,6	262,8	114,2	124,7	159,7	198,7

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE.

Tableau A.6 Aide pour le commerce par pays bénéficiaire *(page 3 de 3)*

Millions de $EU (constants de 2013)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013
Paraguay	17,0	91,2	91,7	16,6	85,8	35,5	46,7	55,7	31,4
Pérou	135,1	130,3	153,3	205,1	211,8	200,6	138,9	169,2	128,0
Philippines	343,4	244,2	598,9	805,9	875,3	508,2	404,5	224,7	223,2
Rép. populaire démocratique de Corée	35,3	9,3	1,6	24,3	2,9	9,3	3,7	3,1	2,3
République arabe syrienne	17,8	29,7	194,2	3,2	1,6	47,8	103,8	43,4	2,5
République centrafricaine	35,6	62,2	66,4	137,2	7,6	36,9	51,9	57,2	18,0
République démocratique du Congo	517,0	311,7	753,3	433,8	501,7	213,8	391,9	511,7	616,8
République démocratique populaire lao	160,1	132,4	208,0	209,8	239,9	126,9	136,4	154,9	143,3
République dominicaine	44,3	34,8	151,8	45,3	78,3	55,7	87,6	163,8	27,8
Rwanda	79,5	136,3	318,2	241,5	456,8	107,2	227,3	194,7	226,4
Saint-Kitts-et-Nevis	1,6	0,3	0,5	9,6	0,3	2,0	2,6	0,2	0,2
Saint-Vincent-et-les Grenadines	6,7	7,4	0,8	21,0	2,9	9,8	8,2	1,6	2,3
Sainte-Hélène	42,4	15,3	32,6	9,1	21,3	15,2	34,1	144,9	94,3
Sainte-Lucie	9,5	8,6	3,8	34,3	0,6	7,5	17,1	9,6	10,6
Samoa	16,0	28,5	19,8	13,0	29,3	9,9	28,2	29,3	20,1
Sao Tomé-et-Principe	8,0	6,8	17,9	3,3	11,7	7,0	9,1	10,0	12,9
Sénégal	202,4	257,4	501,0	384,7	358,0	230,9	259,5	265,1	317,6
Serbie	452,2	301,6	664,4	1 100,4	955,9	253,7	484,9	795,0	648,2
Seychelles	3,2	5,7	1,6	11,0	4,2	3,4	7,0	21,3	10,4
Sierra Leone	102,3	93,5	100,3	107,4	255,2	55,9	108,8	103,9	106,2
Slovénie	5,9	..	..	..	..	..	..	..	..
Somalie	4,6	15,2	31,5	98,2	105,8	6,5	25,6	45,2	58,3
Soudan	29,7	233,8	422,9	284,6	450,1	87,9	234,7	177,5	165,7
Soudan du Sud	..	..	42,7	143,7	286,2	..	44,1	129,8	149,7
Sri Lanka	497,9	379,6	432,8	589,2	488,1	303,4	393,4	423,7	386,1
Suriname	24,0	18,4	22,4	14,7	0,5	24,0	34,1	27,1	17,3
Swaziland	18,3	23,0	42,2	9,9	5,1	12,4	17,0	25,7	38,0
Tadjikistan	108,3	130,4	205,0	187,6	203,6	49,1	124,4	132,9	193,9
Tanzanie	425,6	801,0	949,0	692,6	1 563,8	430,2	651,0	807,1	1 113,1
Tchad	105,7	43,1	98,9	69,7	56,0	53,6	54,7	46,3	50,4
Thaïlande	354,9	245,0	337,5	27,4	28,4	180,9	166,0	180,8	600,0
Timor-Leste	35,1	35,5	60,0	105,4	127,4	26,1	41,2	59,6	66,3
Togo	9,3	42,2	103,5	40,6	100,8	37,5	39,4	36,3	47,7
Tokelau	1,7	1,3	4,1	13,2	10,9	2,7	2,8	7,0	13,7
Tonga	3,1	14,7	37,9	29,2	43,0	7,8	19,7	25,0	34,6
Trinité-et-Tobago	16,2	9,4	13,4	..	..	2,2	1,1	..	..
Tunisie	221,1	293,0	368,1	1 098,2	732,8	210,1	402,0	594,1	607,1
Turkménistan	2,8	1,9	9,1	2,3	10,6	2,0	3,0	5,1	3,7
Turquie	453,0	424,3	1 111,8	3 409,5	3 074,3	396,1	1 346,4	2 956,3	2 444,0
Tuvalu	4,2	5,8	6,7	4,7	28,5	5,3	3,8	4,2	4,6
Ukraine	85,1	250,9	258,5	642,8	648,0	170,3	320,1	336,7	345,2
Uruguay	6,3	4,3	10,0	5,4	77,5	6,9	14,4	3,4	18,5
Vanuatu	6,8	42,4	23,2	82,1	18,3	23,3	35,6	19,5	14,8
Venezuela	2,6	1,6	1,9	0,5	8,9	2,3	2,0	1,4	0,6
Viet Nam	1 562,3	1 845,2	2 431,5	2 367,7	3 625,6	1 108,0	1 651,9	2 521,4	2 621,1
Wallis-et-Futuna	7,6	1,7	4,2	4,9	26,8	1,7	6,6	11,2	6,8
Yémen	62,5	165,2	447,1	156,0	289,3	79,1	135,2	98,7	103,3
Zambie	228,5	238,4	306,6	460,9	246,8	157,6	142,4	140,7	252,1
Zimbabwe	10,8	16,3	106,1	99,1	56,3	11,9	76,7	86,9	92,3
Total pays bénéficiaires	**22 959,3**	**28 579,7**	**36 658,4**	**46 603,0**	**48 677,0**	**20 278,3**	**27 265,2**	**32 494,4**	**35 944,9**
Non spécifique à un pays	2315,8	4574,1	7357,5	6993,4	6701,0	3311,6	5978,6	5835,2	5650,5
AIDE POUR LE COMMERCE TOTALE	**25 275,1**	**33 153,8**	**44 015,9**	**53 596,5**	**55 378,0**	**23 589,9**	**33 243,8**	**38 329,6**	**41 595,3**

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933240497

Tableau A.7 Les 20 principaux bénéficiaires de l'aide pour le commerce en 2013

Millions de $EU (constants de 2013)

	ENGAGEMENTS						
	Région	Groupe de revenu	Moyenne 2002-2005	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013
Afghanistan	Asie	LDC	791	1 557	1 863	1 830	2 267
Bangladesh	Asie	LDC	813	840	1 272	1 062	1 690
Égypte	Afrique	LMIC	587	853	1 064	2 051	1 843
Éthiopie	Afrique	LDC	544	782	726	2 016	1 018
Inde	Asie	LMIC	1 575	2 375	2 718	3 548	5 165
Indonésie	Asie	LMIC	1 103	847	870	242	682
Jordanie	Asie	UMIC	45	124	217	442	904
Kenya	Afrique	OLIC	322	508	1 167	2 445	715
Maroc	Afrique	LMIC	328	896	991	2 375	1 298
Mozambique	Afrique	LDC	364	484	470	374	1 011
Myanmar	Océanie	LDC	11	17	36	69	1 212
Népal	Asie	LDC	176	218	399	429	981
Nigéria	Afrique	LMIC	251	364	623	1 195	679
Pakistan	Asie	LMIC	619	731	766	1 602	697
Philippines	Asie	LMIC	343	244	599	806	875
Serbie	Europe	UMIC	452	302	664	1 100	956
Tanzanie	Afrique	LDC	426	801	949	693	1 564
Tunisie	Afrique	UMIC	221	293	368	1 098	733
Turquie	Europe	UMIC	453	424	1 112	3 410	3 074
Viet Nam	Asie	LMIC	1 562	1 845	2 431	2 368	3 626
Sous-total			**10 987**	**14 506**	**19 303**	**29 157**	**30 990**
AIDE POUR LE COMMERCE TOTALE			**25 275,1**	**33 153,8**	**44 015,9**	**53 596,5**	**55 378,0**
"Part des 20 bénéficiaires principaux dans l'Aide pour le commerce totale"			*43,5%*	*43,8%*	*43,9%*	*54,4%*	*56,0%*

	VERSEMENTS					
	Région	Groupe de revenu	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013
Afghanistan	Asie	LDC	1 027,9	1 734,8	1 489,0	1 214,1
Bangladesh	Asie	LDC	396,4	413,4	866,8	902,7
Brésil	Amérique	LDC	78,8	276,5	926,0	902,7
Égypte	Afrique	LMIC	580,4	733,0	1 521,1	1 645,4
Éthiopie	Afrique	LDC	530,6	758,4	595,0	891,3
Inde	Asie	LMIC	1 269,3	1 992,4	1 594,9	2 112,7
Indonésie	Asie	LMIC	813,3	854,1	645,2	610,1
Iraq	Asie	UMIC	1 894,4	427,2	388,2	757,7
Kenya	Afrique	OLIC	299,5	433,5	784,7	1 192,3
Maroc	Afrique	LMIC	448,0	797,2	1 085,6	1 421,6
Mozambique	Afrique	LDC	371,8	362,5	461,0	611,4
Ouganda	Afrique	LDC	411,1	459,0	386,8	570,8
Pakistan	Asie	LDC	366,2	437,2	609,7	772,3
République démocratique du Congo	Afrique	LDC	213,8	391,9	511,7	616,8
Serbie	Europe	UMIC	253,7	484,9	795,0	648,2
Tanzanie	Afrique	LMIC	430,2	651,0	807,1	1 113,1
Thaïlande	Asie	UMIC	180,9	166,0	180,8	600,0
Tunisie	Afrique	UMIC	210,1	402,0	594,1	607,1
Turquie	Europe	UMIC	396,1	1 346,4	2 956,3	2 444,0
Viet Nam	Asie	LMIC	1 108,0	1 651,9	2 521,4	2 621,1
Sous-total			**11 281**	**14 773**	**19 721**	**22 255**
AIDE POUR LE COMMERCE TOTALE			**23 589,9**	**33 243,8**	**38 329,6**	**41 595,3**
"Part des 20 bénéficiaires principaux dans l'Aide pour le commerce totale"			*47,8%*	*44,4%*	*51,5%*	*53,5%*

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933240500

Tableau A.8 Aide pour le commerce: programmes régionaux et mondiaux

Millions de $EU (constants de 2013)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013
Afrique	620	1 274	2 050	2 243	2 137	742	1 849	1 664	1 547
Amérique	202	420	517	584	616	290	463	502	683
Asie	193	380	474	391	628	349	376	409	583
Europe	54	243	157	155	40	197	208	126	66
Océanie	32	65	86	35	86	53	49	44	50
Monde	1 215	2 192	4 074	3 587	3 193	1 680	3 033	3 090	2 722
TOTAL	**2 316**	**4 574**	**7 358**	**6 993**	**6 701**	**3 312**	**5 979**	**5 835**	**5 650**
Part dans le total									
Afrique	*26,8%*	*27,9%*	*27,9%*	*32,1%*	*31,9%*	*22,4%*	*30,9%*	*28,5%*	*27,4%*
Amérique	*8,7%*	*9,2%*	*7,0%*	*8,4%*	*9,2%*	*8,8%*	*7,7%*	*8,6%*	*12,1%*
Asie	*8,3%*	*8,3%*	*6,4%*	*5,6%*	*9,4%*	*10,5%*	*6,3%*	*7,0%*	*10,3%*
Europe	*2,3%*	*5,3%*	*2,1%*	*2,2%*	*0,6%*	*6,0%*	*3,5%*	*2,2%*	*1,2%*
Océanie	*1,4%*	*1,4%*	*1,2%*	*0,5%*	*1,3%*	*1,6%*	*0,8%*	*0,8%*	*0,9%*
Non spécifique à une région	*52,5%*	*47,9%*	*55,4%*	*51,3%*	*47,7%*	*50,7%*	*50,7%*	*53,0%*	*48,2%*

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933240510

Tableau A.9 Aide pour le commerce: programmes régionaux et mondiaux par catégorie

Millions de $EU (constants de 2013)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013
Politique et réglementation commerciales	274	528	823	488	840	369	603	592	639
Infrastructure économique	509	996	1 830	2 037	1 485	519	1 380	1 410	1 329
Renforcement de la capacité de production	1 533	3 050	4 701	4 468	4 376	2 424	3 995	3 833	3 682
Ajustement lié au commerce	..	0	4	..	0	0	0	..	0
TOTAL	**2 316**	**4 574**	**7 358**	**6 993**	**6 701**	**3 312**	**5 979**	**5 835**	**5 650**
Part dans le total									
Politique et réglementation commerciales	*11,8%*	*11,5%*	*11,2%*	*7,0%*	*12,5%*	*11,1%*	*10,1%*	*10,2%*	*11,3%*
Infrastructure économique	*22,0%*	*21,8%*	*24,9%*	*29,1%*	*22,2%*	*15,7%*	*23,1%*	*24,2%*	*23,5%*
Renforcement de la capacité de production	*66,2%*	*66,7%*	*63,9%*	*63,9%*	*65,3%*	*73,2%*	*66,8%*	*65,7%*	*65,2%*
Ajustement lié au commerce	..	*0,0%*	*0,1%*	..	*0,0%*	*0,0%*	*0,0%*	..	*0,0%*

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933240520

Tableau A.10 Aide pour le commerce: dons et prêts par catégorie

Millions de $EU (constants de 2013)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013
Politique et réglementation commerciales									
Dons	713,4	1 070,7	1 340,0	1 034,3	1 492,6	720,8	975,8	975,9	1 206,2
Prêts	84,7	44,9	71,3	300,5	148,6	35,4	70,1	118,9	142,2
Sous-total	**798,0**	**1 115,7**	**1 411,3**	**1 334,8**	**1 641,2**	**756,3**	**1 045,9**	**1 094,8**	**1 348,4**
Infrastructure économique									
Dons	**5 241,3**	**7 644,0**	**8 116,8**	**7 068,4**	**9 617,4**	**5 453,1**	**6 431,6**	**6 829,7**	**6 704,6**
Prêts	**7 961,2**	**10 065,5**	**15 967,1**	**23 381,9**	**23 816,2**	**6 316,6**	**10 485,6**	**14 160,4**	**16 003,2**
Sous-total	**13 202,6**	**17 709,5**	**24 083,9**	**30 450,3**	**33 433,6**	**11 769,7**	**16 917,2**	**20 990,1**	**22 707,8**
Renforcement de la capacité de production									
Dons	**6 638,3**	**8 548,6**	**11 538,0**	**10 999,6**	**11 058,2**	**7 190,9**	**9 584,6**	**8 903,3**	**10 196,6**
Prêts	**4 636,2**	**5 777,8**	**6 946,9**	**10 811,5**	**9 241,1**	**3 864,1**	**5 654,9**	**7 335,5**	**7 328,0**
Sous-total	**11 274,5**	**14 326,4**	**18 484,9**	**21 811,0**	**20 299,3**	**11 055,1**	**15 239,5**	**16 238,7**	**17 524,6**
Ajustement lié au commerce									
Dons	**..**	**2,3**	**32,3**	**0,4**	**3,9**	**8,9**	**40,8**	**6,0**	**14,6**
Prêts	**..**	**0,0**	**3,6**	**..**	**..**	**0,0**	**0,4**	**0,0**	**0,0**
Sous-total	**..**	**2,3**	**35,9**	**0,4**	**3,9**	**8,9**	**41,2**	**6,0**	**14,6**
AIDE POUR LE COMMERCE TOTALE	**25 275,1**	**33 153,8**	**44 015,9**	**53 596,5**	**55 378,0**	**23 589,9**	**33 243,8**	**38 329,6**	**41 595,3**
Part dans le total									
Total des dons	*49,8%*	*52,1%*	*47,8%*	*35,6%*	*40,0%*	*56,7%*	*51,2%*	*43,6%*	*43,6%*
Total des prêts	*50,2%*	*47,9%*	*52,2%*	*64,4%*	*60,0%*	*43,3%*	*48,8%*	*56,4%*	*56,4%*

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933240532

Tableau A.11 Circuits d'acheminement de l'aide pour le commerce

Millions de $EU (constants de 2013)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013
Institutions du secteur public	1 499,4	19 621,3	25 361,8	42 293,2	35 416,3	8 631,3	17 930,5	27 448,1	25 155,0
ONG et société civile	109,8	990,8	1 519,9	1 796,6	2 130,7	913,8	1 892,9	1 974,6	1 973,5
Partenariats et réseaux public-privé	1,0	25,7	311,7	82,1	222,2	12,3	353,4	92,5	223,5
Organisations multilatérales	223,2	1 545,6	4 132,0	4 409,1	10 941,9	1 251,3	3 559,8	3 833,4	8 615,8
Autres	1 789,9	2 257,4	3 436,7	2 103,3	4 217,6	2 802,7	4 022,4	3 729,0	4 470,2
Circuits non notifiés	21 651,7	8 713,0	9 253,8	2 912,2	2 449,3	9 978,6	5 484,8	1 252,0	1 157,2
AIDE POUR LE COMMERCE TOTALE	**25 275,1**	**33 153,8**	**44 015,9**	**53 596,5**	**55 378,0**	**23 589,9**	**33 243,8**	**38 329,6**	**41 595,3**

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933240545

Tableau A.12 Part de l'aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur et dans L'APD totale

Millions de $EU (constants de 2013)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013
Aide pour le commerce totale	25 275	33 154	44 016	53 596	55 378	23 590	33 244	38 330	41 595
APD ventilable par secteur	77 674	105 272	129 509	135 408	144 062	82 232	107 442	111 354	119 468
Part de l'Aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur	***32,5%***	***31,5%***	***34,0%***	***39,6%***	***38,4%***	***28,7%***	***30,9%***	***34,4%***	***34,8%***
APD totale	142 818	151 235	168 603	172 940	188 782	145 407	150 043	152 075	167 373
Part de l'Aide pour le commerce dans l'APD totale	***17,7%***	***21,9%***	***26,1%***	***31,0%***	***29,3%***	***16,2%***	***22,2%***	***25,2%***	***24,9%***

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933240550

Tableau A.13 Aide pour le commerce, par donateur et par catégorie, engagements *(page 1 de 2)*

Millions de $EU (constants de 2013)

	AIDE POUR LE COMMERCE TOTALE					POLITIQUE ET RÉGLEMENTATION COMMERCIALES				
	Moyenne 2002-2005	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013	Moyenne 2002-2005	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013
Pays CAD										
Allemagne	1 347,1	2 280,2	3 664,1	3 511,5	5 017,0	15,7	37,8	37,3	17,5	54,5
Australie	248,6	375,0	587,1	534,6	452,1	11,6	7,3	34,4	21,6	24,3
Autriche	50,1	58,6	83,1	75,6	142,6	0,1	1,4	0,1	0,0	0,0
Belgique	262,5	288,7	491,5	144,9	200,8	4,5	5,5	11,8	5,2	9,0
Canada	397,6	435,8	584,7	582,2	759,6	22,5	24,2	36,7	11,2	26,5
Corée	0,0	471,4	903,9	806,4	704,0	..	6,9	4,2	5,7	8,6
Danemark	473,4	308,1	346,5	402,6	422,9	0,5	3,3	13,1	1,3	3,8
Espagne	418,4	764,9	950,0	89,4	95,6	1,5	4,8	3,8	0,4	1,0
États-Unis	4 039,6	5 736,0	4 887,3	4 018,5	3 836,5	255,3	254,0	158,2	196,4	338,3
Finlande	87,8	141,7	325,7	134,2	144,5	2,7	7,0	12,9	3,6	18,8
France	775,4	1 642,9	1 573,0	3 647,0	2 377,8	4,7	3,0	1,7	7,4	..
Grèce	13,7	20,1	18,7	0,1	0,1	0,4	0,6	0,2	..	..
Irlande	30,2	47,9	65,1	54,3	54,0	0,1	1,1	0,3	1,2	1,3
Islande	0,0	0,0	2,6	8,7	10,5	..	..	..	..	..
Italie	287,7	262,0	188,8	198,6	94,0	2,0	0,4	0,1	0,1	0,0
Japon	4 889,8	6 199,9	6 675,9	7 041,9	10 340,0	52,1	55,4	54,6	124,6	99,3
Luxembourg	18,9	35,4	37,9	43,0	43,6	0,2	0,4	1,4	..	..
Norvège	361,7	596,2	1 023,7	1 007,4	1 253,0	12,4	34,7	15,7	18,7	23,7
Nouvelle-Zélande	23,9	48,3	103,8	86,1	109,5	1,9	3,4	5,4	7,3	0,2
Pays-Bas	607,3	787,5	799,1	1 153,7	764,1	19,6	69,7	157,6	35,4	175,1
Pologne	0,0	0,0	0,0	0,0	3,5	..	..	..	..	..
Portugal	48,1	31,2	56,6	22,9	22,9	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
République slovaque	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1	..	..	..	..	0,0
République tchèque	0,0	0,0	4,0	9,8	8,9	..	..	0,0	0,2	0,0
Royaume-Uni	757,4	941,3	1 275,9	939,3	967,8	27,9	64,6	142,5	53,7	85,1
Slovénie	0,0	0,0	2,4	1,3	1,0	..	..	0,4	0,0	..
Suède	274,3	397,3	401,4	393,5	507,7	19,8	38,8	60,9	43,5	44,7
Suisse	320,9	288,2	298,9	288,4	505,9	40,2	18,5	36,4	52,4	46,3
Sous-total	**15 734,1**	**22 158,5**	**25 351,6**	**25 196,1**	**28 841,0**	**495,8**	**643,1**	**790,1**	**607,4**	**960,4**
Autres donateurs bilatéraux										
Émirats arabes unis	..	..	282,8	236,8	1 821,8	..	..	..	..	..
Estonie	..	..	..	..	2,6	..	..	..	..	0,1
Koweït (KFAED)	..	..	342,4	511,2	831,8	..	..	..	..	..
Turquie	..	..	47,0	..	..	..	..	43,5	..	..
Sous-total	**..**	**..**	**672,2**	**748,0**	**2 656,3**	**..**	**..**	**43,5**	**..**	**0,1**
Donateurs multilatéraux										
BADEA	0,0	0,0	27,1	112,0	113,0	..	..	..	..	..
BAfD	161,8	775,5	1 636,1	2 311,9	1 385,9	24,9	..	..	..	0,3
Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..
Banque islamique de développement	208,9	276,7	206,3	215,7	157,4	..	..	0,3	..	..
Banque mondiale	4 895,6	4 631,2	6 599,9	8 291,3	6 439,3	61,4	42,4	115,1	377,1	146,7
BAsD	819,0	571,8	1 307,8	1 404,4	2 259,0	9,2	1,9	8,7	25,1	17,6
Banque interamèricaine de développement	265,2	121,8	473,9	574,3	600,0	..	0,7	7,8	18,8	2,5
CEE-ONU	0,0	1,4	4,6	2,9	4,5	..	0,3	0,1	0,2	0,5
CESAO	0,0	0,1	0,2	0,2	0,9	..	0,1	0,1	0,1	0,5
CESAP	0,0	0,3	0,6	0,5	0,8	..	0,1	0,4	0,4	0,8
FAO	0,0	144,5	298,7	310,9	305,7	..	20,9	44,0	38,6	37,0
FEM	0,0	0,0	131,0	306,7	318,9	..	..	..	..	..
FIDA	293,6	412,3	634,0	607,5	514,2	..	..	..	..	..
FMI	0,0	11,3	14,8	15,9	15,3	..	11,3	14,8	15,9	15,3
FODI	0,0	0,0	378,7	533,3	477,1	..	..	..	..	..
Fonds arabe (FADES)	0,0	425,3	1 127,2	977,5	986,2	..	..	..	..	..
Fonds d'investissement pour le climat (FIC)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..
Institutions de l'UE	2 882,7	3 515,0	4 946,0	11 801,6	10 141,7	205,1	372,0	357,8	222,2	445,5
ITC	0,0	33,0	59,1	69,3	71,5	..	..	..	..	..
OMC	0,0	14,5	17,1	13,3	13,2	..	14,5	17,1	13,3	13,2
ONUDI	0,0	29,6	67,4	42,2	0,0	..	4,2	8,1	14,4	..
PNUD	13,1	26,4	36,6	33,0	34,1	1,7	3,4	3,2	1,4	1,0
Autres donateurs multilatéraux	1,1	4,5	25,1	27,9	42,2	..	0,9	0,2	..	..
Sous-total	**9 541,0**	**10 995,3**	**17 992,2**	**27 652,4**	**23 880,7**	**302,3**	**472,6**	**577,7**	**727,4**	**680,7**
AIDE POUR LE COMMERCE TOTALE	**25 275,1**	**33 153,8**	**44 015,9**	**53 596,5**	**55 378,0**	**798,0**	**1 115,7**	**1 411,3**	**1 334,8**	**1 641,2**

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE.

Tableau A.13 Aide pour le commerce, par donateur et par catégorie, engagements *(page 2 de 2)*

Millions de $EU (constants de 2013)

	INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE					RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION					AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE			
	Moyenne 2002-2005	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013	Moyenne 2002-2005	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013
Pays CAD														
Allemagne	614,7	998,0	1 915,3	1 529,8	2 440,0	716,7	1 244,4	1 711,5	1 964,1	2 522,5	..	..	..	..
Australie	84,1	174,1	285,3	206,7	177,0	152,9	193,3	267,0	306,3	250,8	0,3	0,4	..	..
Autriche	26,0	20,5	28,5	32,8	43,4	24,0	36,6	54,5	42,8	99,2	..	..	..	..
Belgique	60,4	83,9	100,6	29,6	35,2	197,6	199,2	379,1	110,1	156,6	..	..	..	..
Canada	52,9	89,2	25,3	177,0	136,2	322,2	322,3	522,6	394,0	596,9	0,1	0,1	..	..
Corée	..	388,0	786,4	502,9	558,5	..	76,5	113,3	297,8	136,8	..	..	..	..
Danemark	229,0	124,8	78,6	163,2	67,3	244,0	180,1	254,9	238,1	351,8	..	..	..	..
Espagne	254,7	470,9	297,8	4,5	15,2	162,2	289,1	648,3	84,4	79,5	..	..	..	..
États-Unis	1 866,4	3 047,4	2 091,2	1 517,1	1 608,8	1 918,0	2 434,6	2 637,9	2 304,9	1 889,4	..	..	..	..
Finlande	32,8	21,9	99,5	51,1	43,6	52,3	112,8	209,7	79,5	82,1	..	3,6	..	..
France	392,9	921,8	855,7	3 036,0	1 923,2	377,8	718,1	715,6	603,6	454,6	..	..	0,0	..
Grèce	7,8	8,3	15,6	0,1	0,1	5,5	11,2	2,8	..	..	..	..	..	..
Irlande	7,7	2,9	1,4	0,1	0,4	22,4	43,9	63,3	53,0	52,3	..	..	..	..
Islande	..	..	0,9	3,6	3,8	..	..	1,7	5,1	6,7	..	..	..	..
Italie	167,6	130,8	55,6	29,5	17,5	118,0	130,8	133,1	169,0	76,5	..	..	..	..
Japon	3 849,2	4 376,5	5 623,0	5 644,4	8 882,8	988,4	1 768,0	998,2	1 272,8	1 357,6	..	0,1	0,1	0.3
Luxembourg	1,3	6,3	2,7	6,9	5,5	17,5	28,7	33,8	36,1	38,2	..	..	..	..
Norvège	129,6	209,3	273,2	269,4	328,2	219,6	352,1	734,8	719,4	901,2	..	..	..	..
Nouvelle-Zélande	4,7	17,0	49,3	40,2	47,6	17,3	27,9	49,1	38,7	61,7	..	..	..	..
Pays-Bas	154,5	193,8	178,8	120,7	84,7	433,2	523,9	462,7	997,6	504,3	..	..	..	..
Pologne	..	..	..	..	1,1	..	..	..	..	2,4	..	..	..	..
Portugal	39,8	27,4	52,6	20,5	21,0	8,1	3,7	3,9	2,5	1,9	..	..	..	..
République slovaque	..	..	..	..	0,2	..	..	..	..	0,9	..	..	..	..
République tchèque	..	..	1,6	3,5	3,1	..	..	2,3	6,2	5,8	..	..	..	..
Royaume-Uni	310,7	177,1	413,3	423,9	483,9	418,8	699,6	720,1	461,6	398,8	..	..	..	..
Slovénie	..	..	0,6	0,4	0,6	..	..	1,4	0,8	0,4	..	..	..	..
Suède	124,7	109,1	79,5	49,2	72,4	129,8	249,3	260,1	300,8	387,3	..	0,9	0,1	3.3
Suisse	43,3	50,9	47,2	30,1	104,3	237,4	218,8	213,4	205,9	355,2	..	1,8	..	..
Sous-total	**8 454,7**	**11 650,0**	**13 359,6**	**13 893,4**	**17 105,7**	**6 783,6**	**9 865,1**	**11 195,0**	**10 695,1**	**10 771,4**	**0,4**	**6,9**	**0,2**	**3.6**
Autres donateurs bilatéraux														
Émirats arabes unis	..	..	264,7	146,3	1 268,7	..	..	18,1	90,5	553,1	..	..	..	..
Estonie	..	..	..	..	1,4	..	..	..	..	1,2	..	..	..	..
Koweït (KFAED)	..	..	325,3	496,8	712,1	..	..	17,0	14,4	119,7	..	..	..	..
Turquie	..	..	0,5	..	..	..	..	3,0	..	..	..	..	..	..
Sous-total	**..**	**..**	**590,5**	**643,1**	**1 982,1**	**..**	**..**	**38,1**	**104,9**	**674,0**	**..**	**..**	**..**	**..**
Donateurs multilatéraux														
BADEA	..	..	21,6	91,1	81,1	..	..	5,5	20,9	31,9	..	..	..	..
BAfD	66,6	591,6	1 318,1	2 172,9	1 077,3	70,3	183,8	318,0	139,0	308,3	..	..	..	..
Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Banque islamique de développement	126,7	153,7	90,0	77,9	102,7	82,2	123,0	115,9	137,7	54,7	..	..	..	..
Banque mondiale	2 498,6	2 603,5	3 728,9	5 081,1	3 205,5	2 335,5	1 985,3	2 753,9	2 833,1	3 087,2	..	2,1	..	..
BAsD	392,8	319,5	1 010,3	715,7	1 745,3	417,0	250,4	288,8	663,5	496,0	..	..	..	..
Banque interamèricaine de développement	133,6	96,5	328,1	368,6	456,4	131,6	24,6	138,0	186,8	141,2	..	..	..	..
CEE-ONU	..	1,0	3,7	2,1	2,1	..	0,1	0,8	0,7	1,7	..	..	..	0.2
CESAO	..	0,0	0,0	0,0	0,1	..	..	0,2	0,2	0,3	..	..	..	..
CESAP	..	..	..	0,1	..	..	0,2	0,2	0,0	..	..	..	..	..
FAO	..	..	..	..	..	..	123,6	254,7	272,3	268,7	..	..	..	..
FEM	..	..	67,1	140,1	184,2	..	..	63,9	166,6	134,7	..	..	..	..
FIDA	13,8	22,9	47,9	30,9	32,8	279,8	389,4	586,1	576,6	481,4	..	..	..	..
FMI	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
FODI	..	..	277,2	448,6	453,1	..	..	101,4	84,7	24,1	..	..	..	..
Fonds arabe (FADES)	..	316,2	993,9	977,3	868,6	..	109,1	133,3	0,2	117,6	..	..	..	..
Fonds d'investissement pour le climat (FIC)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Institutions de l'UE	1 512,2	1 944,3	2 207,3	5 770,4	6 103,8	1 165,4	1 196,8	2 354,0	5 808,8	3 592,3	1,9	26,9	0,1	0.1
ITC	..	..	..	..	..	..	33,0	59,1	69,3	71,5	..	..	..	..
OMC	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
ONUDI	..	1,4	9,0	0,8	..	..	24,0	50,2	27,1	..	..	..	..	..
PNUD	2,4	5,8	9,7	8,3	7,5	9,0	17,3	23,7	23,3	25,6	..	..	..	..
Autres donateurs multilatéraux	1,1	3,1	20,9	27,9	25,2	..	0,6	4,0	0,0	16,9	..	..	..	..
Sous-total	**4 747,9**	**6 059,5**	**10 133,7**	**15 913,8**	**14 345,8**	**4 490,9**	**4 461,3**	**7 251,8**	**11 011,1**	**8 853,9**	**1,9**	**29,0**	**0,1**	**0,3**
TOTAL	**13 202,6**	**17 709,5**	**24 083,9**	**30 450,3**	**33 433,6**	**11 274,5**	**14 326,4**	**18 484,9**	**21 811,0**	**20 299,3**	**2,3**	**35,9**	**0,4**	**3,9**

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933240565

Tableau A.14 Aide pour le commerce, par donateur et par catégorie, versements *(page 1 de 2)*

Millions de $EU (constants de 2013)

	AIDE POUR LE COMMERCE TOTALE				POLITIQUE ET RÉGLEMENTATION COMMERCIALE			
	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013
Pays CAD								
Allemagne	1 850,4	2 830,0	2 605,1	3 437,8	27,1	30,8	34,4	31,9
Australie	305,8	472,6	534,6	452,1	6,8	14,4	21,6	24,3
Autriche	43,6	67,3	52,5	81,5	1,4	0,1	0,0	0,0
Belgique	199,4	435,9	211,1	224,0	4,2	10,3	7,9	8,4
Canada	330,4	602,8	616,2	579,8	18,0	36,8	45,2	7,7
Corée	192,9	358,5	443,7	542,3	9,4	6,8	8,3	8,1
Danemark	297,7	377,7	430,8	375,9	0,8	3,8	13,4	22,9
Espagne	535,3	939,7	142,7	148,1	4,7	3,5	0,1	0,2
États-Unis	4 149,4	4 086,0	3 544,9	3 402,6	143,0	175,0	186,1	323,6
Finlande	68,8	152,2	163,9	152,7	5,9	7,7	4,6	6,2
France	986,9	1 285,6	2 034,0	1 860,8	2,5	4,4	3,1	2,1
Grèce	20,1	18,7	0,1	0,1	0,6	0,2	..	..
Irlande	47,9	65,1	54,3	54,0	1,1	0,3	1,2	1,3
Islande	..	2,6	8,7	10,5	..	..	..	..
Italie	276,1	163,6	94,3	116,6	0,3	0,2	0,1	0,0
Japon	4 425,9	5 233,2	5 890,1	6 850,4	52,4	54,1	96,8	104,0
Luxembourg	35,4	37,9	43,0	43,6	0,4	1,4	..	..
Norvège	539,6	715,9	1 044,1	1 458,9	22,3	22,7	18,2	14,6
Nouvelle-Zélande	32,8	56,9	95,9	91,8	2,7	3,3	4,5	3,1
Pays-Bas	546,8	542,9	716,2	737,3	49,8	63,0	84,7	115,9
Pologne	..	..	..	3,5	..	..	..	..
Portugal	39,5	58,2	57,4	32,5	0,1	0,0	0,0	0,0
République slovaque	..	..	..	1,1	..	..	..	0,0
République tchèque	..	3,8	10,2	8,9	..	0,0	0,2	0,0
Royaume-Uni	965,6	1 352,7	1 388,2	1 430,5	49,9	126,0	95,8	119,8
Slovénie	..	2,3	1,0	1,1	..	0,4	0,0	..
Suède	399,4	420,8	497,5	503,3	31,2	51,1	54,5	53,7
Suisse	266,3	235,9	271,7	293,6	26,1	23,4	52,1	36,6
Sous-total	**16 555,9**	**20 518,8**	**20 951,9**	**22 895,3**	**460,9**	**639,9**	**732,7**	**884,5**
Autres donateurs bilatéraux								
Émirats arabes unis	..	141,2	214,0	1 219,0	..	..	..	..
Estonie	..	..	..	1,1	..	..	..	0,0
Koweït (KFAED)	..	276,7	337,1	265,4	..	..	..	..
Turquie	..	47,0	..	..	..	43,5	..	..
Sous-total	**..**	**464,9**	**551,2**	**1 485,5**	**..**	**43,5**	**..**	**0,0**
Donateurs multilatéraux								
BADEA	..	16,3	65,7	74,6	..	..	..	..
BAfD	416,4	1 315,5	1 036,5	1 215,0	0,4	0,7	..	..
Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB)	..	13,7	3,2	3,3	..	..	..	..
Banque islamique de développement	..	..	..	..	..	..	..	..
Banque mondiale	3 583,0	4 192,6	4 273,8	5 380,3	32,4	60,2	108,4	183,8
BAsD	..	530,9	1 011,9	1 318,0	..	3,5	12,1	1,2
Banque interamèricaine de développement	..	388,0	520,1	550,3	..	5,7	7,5	11,0
CEE-ONU	1,4	4,6	2,9	4,5	0,3	0,1	0,2	0,5
CESAO	0,1	0,2	0,2	0,7	0,1	0,1	0,1	0,4
CESAP	0,2	0,5	0,5	0,6	0,1	0,4	0,3	0,6
FAO	144,5	298,7	310,9	305,7	20,9	44,0	38,6	37,0
FEM	13,6	22,0	19,4	21,1	..	..	..	..
FIDA	..	..	..	..	..	..	..	..
FMI	..	..	..	..	..	..	..	..
FODI	..	183,6	167,8	245,7	..	..	..	..
Fonds arabe (FADES)	260,6	785,0	745,6	749,3	..	0,3	..	..
Fonds d'investissement pour le climat (FIC)	..	..	..	102,0	..	..	..	..
Institutions de l'UE	2 539,1	4 390,9	8 534,8	7 096,3	222,6	227,0	180,2	215,2
ITC	32,5	56,6	59,5	64,1	..	..	..	..
OMC	14,5	17,1	13,3	13,2	14,5	17,1	13,3	13,2
ONUDI	..	..	..	..	..	..	..	..
PNUD	25,7	36,5	33,0	34,1	3,3	3,2	1,4	1,0
Autres donateurs multilatéraux	2,4	7,3	27,3	35,7	0,9	0,2	..	..
Sous-total	**7 034,0**	**12 260,1**	**16 826,5**	**17 214,5**	**295,4**	**362,5**	**362,1**	**463,9**
TOTAL	**23 589,9**	**33 243,8**	**38 329,6**	**41 595,3**	**756,3**	**1 045,9**	**1 094,8**	**1 348,4**

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE.

Tableau A.14 Aide pour le commerce, par donateur et par catégorie, versements *(page 2 de 2)*

Millions de $EU (constants de 2013)

	INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE				RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION				AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE			
	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013
Pays CAD												
Allemagne	685,4	1 360,6	1 061,4	1 624,0	1 137,9	1 438,7	1 508,9	1 781,5	..	..	0,4	0.5
Australie	126,6	211,6	206,7	177,0	172,1	246,1	306,3	250,8	0,3	0,5	..	..
Autriche	10,3	16,3	16,0	18,4	31,9	50,9	36,5	63,0	..	..	..	..
Belgique	36,5	93,5	49,0	67,3	158,6	332,1	154,2	148,4	..	..	..	..
Canada	56,9	58,6	188,3	112,4	255,6	507,4	382,6	459,7	0,0	0,0	..	..
Corée	131,8	280,1	341,0	410,2	51,6	71,7	94,4	123,9	..	..	..	..
Danemark	147,0	143,7	137,5	127,7	149,9	230,2	279,9	225,4	..	..	..	..
Espagne	289,1	395,8	5,5	49,4	241,4	540,5	137,2	98,5	..	..	..	..
États-Unis	2 027,1	1 878,9	1 174,1	1 280,0	1 979,3	2 032,0	2 184,6	1 799,0	..	..	..	..
Finlande	14,5	37,1	51,2	35,4	48,4	107,0	108,1	111,1	..	0,4	..	..
France	394,1	670,7	1 374,1	1 401,7	590,3	610,5	656,8	457,1	..	..	0,0	..
Grèce	8,3	15,6	0,1	0,1	11,2	2,8	..	..	..	..	..	..
Irlande	2,9	1,4	0,1	0,4	43,9	63,3	53,0	52,3	..	..	..	..
Islande	..	0,9	3,6	3,8	..	1,7	5,1	6,7	..	..	..	..
Italie	165,7	76,2	32,8	49,8	110,1	87,1	61,3	66,7	..	..	..	..
Japon	3 145,2	3 922,2	4 745,5	5 352,1	1 228,3	1 256,8	1 047,7	1 394,0	..	0,1	0,1	0.3
Luxembourg	6,3	2,7	6,9	5,5	28,7	33,8	36,1	38,2	..	..	..	..
Norvège	272,3	200,2	373,3	238,2	245,0	493,0	652,6	1 206,2	..	..	..	..
Nouvelle-Zélande	8,9	24,4	50,9	44,9	21,2	29,1	40,5	43,8	..	..	..	..
Pays-Bas	130,7	147,6	140,2	125,0	366,2	332,4	491,4	496,4	..	..	..	..
Pologne	..	..	..	1,1	..	..	..	2,4	..	..	..	..
Portugal	35,7	54,2	54,9	30,6	3,7	3,9	2,5	1,9	..	..	..	..
République slovaque	..	..	..	0,2	..	..	..	0,9	..	..	..	..
République tchèque	..	1,6	3,8	3,1	..	2,3	6,2	5,8	..	..	..	..
Royaume-Uni	149,8	425,6	631,8	612,4	765,8	801,1	660,6	698,3	..	..	..	..
Slovénie	..	0,6	0,5	0,5	..	1,4	0,4	0,6	..	..	..	..
Suède	107,4	102,9	118,7	130,9	260,8	266,8	324,0	318,3	..	0,0	0,3	0.5
Suisse	43,8	31,0	51,5	54,1	196,4	180,5	168,1	202,9	..	0,9	..	..
Sous-total	**7 996,4**	**10 154,0**	**10 819,5**	**11 956,1**	**8 098,4**	**9 722,9**	**9 398,9**	**10 053,4**	**0,3**	**2,0**	**0,8**	**1.3**
Autres donateurs bilatéraux												
Émirats arabes unis	..	123,8	203,4	233,3	..	17,4	10,6	985,7	..	..	..	..
Estonie	..	..	..	0,5	..	..	..	0,6	..	..	..	..
Koweït (KFAED)	..	250,8	291,5	208,6	..	25,9	45,6	56,8	..	..	..	..
Turquie	..	0,5	..	..	..	3,0	..	..	..	..	..	..
Sous-total	**..**	**375,1**	**494,9**	**442,4**	**..**	**46,3**	**56,2**	**1 043,1**	**..**	**..**	**..**	**..**
Donateurs multilatéraux												
BADEA	..	10,5	52,0	65,3	..	5,8	13,7	9,3	..	..	..	..
BAfD	194,1	605,3	802,6	981,5	221,9	709,6	233,8	233,5	..	..	..	..
Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB)	..	13,7	3,2	3,3	..	..	..	..	..	..	..	..
Banque islamique de développement	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Banque mondiale	1 916,6	2 169,8	2 631,8	3 090,5	1 634,1	1 962,0	1 531,1	2 105,0	..	0,5	2,4	1.1
BAsD	..	366,2	720,5	910,0	..	161,1	279,2	406,9	..	..	..	..
Banque interamèricaine de développement	..	231,2	306,3	377,2	..	151,1	206,3	162,1	..	..	..	..
CEE-ONU	1,0	3,7	2,1	2,1	0,1	0,8	0,7	1,7	..	..	..	0.2
CESAO	0,0	0,0	0,0	0,1	..	0,2	0,2	0,3	..	..	..	..
CESAP	..	..	0,1	..	0,1	0,1	0,0	..	..	..	..	..
FAO	..	..	..	..	123,6	254,7	272,3	268,7	..	..	..	..
FEM	6,7	6,0	4,7	9,9	6,9	16,0	14,7	11,2	..	..	..	..
FIDA	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
FMI	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
FODI	..	134,3	124,2	199,9	..	49,3	43,5	45,8	..	..	..	..
Fonds arabe (FADES)	230,7	669,6	609,3	671,5	29,9	115,1	136,3	77,8	..	..	..	..
Fonds d'investissement pour le climat (FIC)	..	..	..	100,8	..	..	..	1,2	..	..	..	..
Institutions de l'UE	1 417,3	2 161,8	4 389,9	3 866,7	890,6	1 963,4	3 961,8	3 002,4	8,6	38,7	2,8	12.0
ITC	..	..	..	..	32,5	56,6	59,5	64,1	..	..	..	..
OMC	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
ONUDI	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
PNUD	5,6	9,7	8,3	7,5	16,7	23,6	23,3	25,6	..	..	..	..
Autres donateurs multilatéraux	1,3	6,3	20,3	23,0	0,2	0,9	7,1	12,7	..	..	..	..
Sous-total	**3 773.3**	**6 388.1**	**9 675.6**	**10 309.3**	**2 956.7**	**5 470.3**	**6 783.6**	**6 428.0**	**8.6**	**39.2**	**5.2**	**13.3**
TOTAL	**11 769.7**	**16 917.2**	**20 990.1**	**22 707.8**	**11 055.1**	**15 239.5**	**16 238.7**	**17 524.6**	**8.9**	**41.2**	**6.0**	**14.6**

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933240574

Tableau A.15 Aide pour le commerce, par donateur et par région, engagements *(page 1 de 3)*

Millions de $EU (constants de 2013)

	AFRIQUE					AMÉRIQUE				
	Moyenne 2002-2005	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013	Moyenne 2002-2005	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013
Pays CAD										
Allemagne	415,2	465,9	819,1	1 008,6	1 286,0	95,1	284,6	394,8	311,6	1 055,5
Australie	12,3	0,8	27,1	60,1	39,3	0,2	0,2	3,8	8,5	4,8
Autriche	10,0	16,2	20,2	32,7	51,8	5,0	5,8	7,4	2,9	6,3
Belgique	127,3	185,1	254,7	81,7	154,7	50,4	37,9	51,0	15,6	13,9
Canada	166,0	139,3	295,2	236,6	391,7	76,1	108,9	130,3	255,3	126,6
Corée	..	71,5	222,8	65,2	232,5	..	14,9	85,5	83,7	75,7
Danemark	268,7	189,2	248,9	183,1	276,7	43,9	6,2	18,2	4,7	1,5
Espagne	123,6	346,1	412,1	21,6	28,9	104,8	132,6	227,9	54,3	64,1
États-Unis	562,9	1 449,1	1 361,4	954,0	1 130,0	285,4	515,6	563,0	290,4	328,2
Finlande	23,4	53,1	172,1	18,7	86,1	12,4	10,2	31,9	31,8	4,2
France	451,6	936,9	866,1	1 958,8	1 326,2	33,2	63,4	203,8	1 034,1	38,9
Grèce	0,8	1,2	0,9	..	..	..	0,0	..	..	..
Irlande	24,5	32,9	48,4	38,2	42,3	0,7	3,2	4,4	3,3	1,7
Islande	..	..	1,2	3,3	5,3	..	..	0,2	0,9	0,2
Italie	156,1	108,6	26,0	166,3	31,6	43,0	13,7	22,7	7,9	5,1
Japon	348,1	965,5	1 039,8	1 288,9	1 000,0	109,1	231,7	184,8	397,5	127,4
Luxembourg	8,6	19,1	13,4	18,5	18,9	2,0	3,9	4,3	4,4	3,5
Norvège	164,7	270,0	380,9	444,9	615,2	26,2	25,1	217,0	212,6	240,5
Nouvelle-Zélande	0,3	0,1	0,9	0,6	4,7	0,6	1,6	0,6	1,5	3,7
Pays-Bas	92,3	120,1	121,6	308,6	328,4	45,4	43,9	28,1	13,9	1,0
Pologne	..	..	..	..	0,2	..	..	..	..	..
Portugal	26,6	28,6	54,7	20,9	21,3	0,2	0,0	0,1	0,3	0,2
République slovaque	..	..	..	..	0,8	..	..	..	..	0,0
République tchèque	..	..	0,8	1,4	1,0	..	..	0,1	0,0	0,1
Royaume-Uni	242,5	299,8	575,8	317,8	404,1	71,9	20,5	66,8	122,6	99,4
Slovénie	..	..	0,0	..	..	..	..	..	..	0,0
Suède	103,0	171,1	155,3	120,3	86,5	16,2	10,2	17,3	7,7	44,1
Suisse	76,1	70,8	54,4	93,6	188,4	49,5	42,0	43,2	32,6	33,4
Sous-total	**3 404,8**	**5 941,0**	**7 173,9**	**7 444,5**	**7 752,7**	**1 071,4**	**1 576,1**	**2 307,3**	**2 898,2**	**2 280,2**
Autres donateurs bilatéraux										
Émirats arabes unis	..	..	85,5	154,5	1 054,3	..	..	..	..	..
Estonie	..	..	..	..	0,3	..	..	..	..	..
Koweït (KFAED)	..	..	223,4	301,4	637,1	..	..	3,3	0,9	1,1
Turquie	..	..	0,6	..	..	..	..	..	..	..
Sous-total	**..**	**..**	**..**	**..**	**..**					
Donateurs multilatéraux										
BADEA	..	..	27,1	112,0	113,0	..	..	..	..	..
BAfD	161,8	775,5	1 636,1	2 311,9	1 385,9	..	..	..	..	..
Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Banque islamique de développement	153,8	158,2	115,5	186,5	85,5	..	..	..	..	..
Banque mondiale	2 268,0	2 565,1	3 840,7	5 247,5	3 570,8	143,2	97,9	165,5	130,2	44,8
BAsD	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Banque interamèricaine de développement	..	..	..	..	..	265,2	121,8	473,9	574,3	600,0
CEE-ONU	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
CESAO	..	..	..	0,0	0,0	..	..	..	..	..
CESAP	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
FAO	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
FEM	..	..	33,1	67,6	104,8	..	..	20,0	47,5	68,4
FIDA	152,8	208,3	384,9	366,1	280,4	13,1	19,6	18,7	13,7	34,3
FMI	..	4,4	6,9	7,3	5,8	..	2,1	2,1	3,4	3,6
FODI	..	..	169,1	249,8	208,3	..	..	119,9	31,6	83,3
Fonds arabe (FADES)	..	303,3	757,1	805,2	769,7	..	..	..	..	..
Fonds d'investissement pour le climat (FIC)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Institutions de l'UE	1 744,2	1 974,7	1 761,0	4 576,4	3 335,1	282,9	302,5	476,3	825,9	682,1
ITC	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OMC	..	5,0	4,6	1,9	2,6	..	3,1	1,9	0,2	0,9
ONUDI	..	17,0	25,8	21,1	..	..	2,2	4,4	1,4	..
PNUD	5,0	14,0	17,0	15,6	18,9	0,2	0,8	0,7	0,7	1,7
Autres donateurs multilatéraux	0,6	3,9	11,5	11,6	17,9	0,2	0,1	7,3	11,2	5,9
Sous-total	**4 486,3**	**6 029,3**	**8 790,4**	**13 980,5**	**9 898,6**	**704,8**	**550,1**	**1 290,9**	**1 640,1**	**1 525,0**
TOTAL	**7 891,1**	**11 970,3**	**16 273,8**	**21 880,9**	**19 343,1**	**1 776,2**	**2 126,2**	**3 601,5**	**4 539,2**	**3 806,2**

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE.

Tableau A.15 Aide pour le commerce, par donateur et par région, engagements *(page 2 de 3)*

Millions de $EU (constants de 2013)

	ASIE					EUROPE				
	Moyenne 2002-2005	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013	Moyenne 2002-2005	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013
Pays CAD										
Allemagne	644,6	1 043,8	1 309,9	1 521,9	1 664,4	112,6	333,2	436,8	419,5	584,0
Australie	116,1	187,7	344,9	250,7	234,1	..	0,0	..	..	..
Autriche	29,8	17,7	17,3	16,8	70,8	4,0	13,7	19,1	4,8	3,5
Belgique	34,6	21,2	36,6	22,2	10,8	1,9	2,9	1,1	0,1	0,0
Canada	138,9	143,2	106,6	61,5	228,1	1,6	11,6	14,6	15,4	2,1
Corée	..	376,7	589,4	649,3	383,8	..	3,8	0,6	0,7	0,4
Danemark	132,2	96,7	51,2	174,4	115,9	0,2	1,0	20,4	1,4	19,7
Espagne	109,9	111,7	87,1	11,8	2,1	70,7	159,8	65,4	0,0	0,1
États-Unis	2 869,2	3 435,4	2 470,8	2 288,0	2 004,3	161,4	144,2	258,6	88,0	93,8
Finlande	36,8	42,7	61,7	49,1	13,9	2,8	2,9	5,9	0,3	1,2
France	189,6	387,8	231,4	341,1	816,6	23,2	142,7	29,6	7,6	0,1
Grèce	3,5	5,4	1,5	0,0	0,0	9,4	13,1	16,1	0,1	0,0
Irlande	2,4	8,8	6,3	5,8	1,9	0,3	0,3	0,0	..	..
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	33,3	74,0	118,2	21,5	16,7	51,4	65,2	21,7	0,7	36,1
Japon	4 017,6	4 818,8	5 057,1	5 150,9	8 915,8	323,6	16,1	287,3	7,7	20,6
Luxembourg	3,5	5,2	7,0	5,5	4,5	3,8	3,0	3,5	4,7	1,1
Norvège	85,7	144,7	121,2	82,2	142,7	42,8	30,4	21,6	14,3	10,8
Nouvelle-Zélande	7,9	10,0	22,3	21,4	12,6	..	..	..	..	..
Pays-Bas	115,9	81,1	55,8	39,3	55,9	19,9	16,4	1,7	..	..
Pologne	..	..	..	..	0,5	..	..	..	..	1,5
Portugal	3,0	1,8	1,0	0,8	0,4	16,6	0,0	0,0	0,1	0,1
République slovaque	..	..	..	..	0,1	..	..	..	..	0,2
République tchèque	..	..	1,8	5,2	4,5	..	..	1,3	3,1	2,9
Royaume-Uni	321,5	389,4	442,8	204,3	365,5	6,8	6,3	1,9	3,7	0,4
Slovénie	..	..	0,1	0,0	..	..	..	2,1	1,0	0,7
Suède	68,9	58,9	39,8	29,1	104,0	32,8	30,5	34,5	9,0	15,8
Suisse	110,4	89,9	84,9	92,1	160,2	31,6	26,9	27,5	11,3	12,8
Sous-total	**9 075,3**	**11 552,5**	**11 266,5**	**11 044,8**	**15 330,3**	**917,5**	**1 024,0**	**1 271,3**	**593,5**	**808,0**
Autres donateurs bilatéraux										
Émirats arabes unis	..	..	177,8	74,4	742,5	..	..	16,4	..	..
Estonie	..	..	..	..	1,1	..	..	..	..	1,1
Koweït (KFAED)	..	..	115,2	173,0	193,7	..	..	0,5	35,9	..
Turquie	..	..	45,1	..	..	..	..	1,2	..	..
Sous-total										
Donateurs multilatéraux										
BADEA	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
BAfD	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Banque islamique de développement	49,0	99,2	78,0	26,6	69,0	3,1	10,4	5,4	0,1	0,3
Banque mondiale	2 226,5	1 850,3	2 484,3	2 815,9	2 771,6	252,2	82,4	32,1	88,5	12,4
BAsD	792,8	551,5	1 197,7	1 378,8	2 187,4	..	..	..	..	..
Banque interamèricaine de développement	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
CEE-ONU	..	0,0	0,1	0,2	0,3	..	1,4	4,5	2,8	4,2
CESAO	..	0,0	..	0,0	0,8	..	..	..	..	..
CESAP	..	0,1	0,6	0,5	0,8	..	..	..	..	..
FAO	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
FEM	..	..	47,3	128,9	123,5	..	..	5,8	28,2	12,6
FIDA	116,8	168,7	214,9	225,7	188,7	10,8	15,7	10,3	0,1	10,9
FMI	..	3,3	3,6	4,0	4,5	..	1,1	1,6	0,8	1,1
FODI	..	..	72,5	250,9	82,7	..	..	12,3	..	102,2
Fonds arabe (FADES)	..	122,0	364,0	172,3	212,3	..	..	..	..	..
Fonds d'investissement pour le climat (FIC)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Institutions de l'UE	286,6	312,3	345,9	653,9	717,1	381,0	652,5	1 712,2	5 475,9	4 749,8
ITC	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OMC	..	1,7	2,2	0,2	2,3	..	0,5	0,1	0,0	0,0
ONUDI	..	6,1	24,6	13,5	..	..	0,6	1,7	0,6	..
PNUD	7,1	10,7	14,1	13,6	8,1	0,5	0,7	0,7	0,5	1,4
Autres donateurs multilatéraux	0,3	0,1	6,2	1,9	14,1	..	..	0,0	0,1	0,1
Sous-total	**3 479,2**	**3 126,1**	**4 855,8**	**5 687,0**	**6 383,2**	**647,6**	**765,3**	**1 786,7**	**5 597,5**	**4 895,0**
TOTAL	**12 554,5**	**14 678,6**	**16 460,5**	**16 979,1**	**22 650,7**	**1 565,1**	**1 789,2**	**3 076,0**	**6 226,9**	**5 704,1**

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE.

Tableau A.15 Aide pour le commerce, par donateur et par région, engagements *(page 3 de 3)*

Millions de $EU (constants de 2013)

	OCÉANIE					NON SPÉCIFIQUE À UNE RÉGION				
	Moyenne 2002-2005	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013	Moyenne 2002-2005	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013
Pays CAD										
Allemagne	1,8	0,7	2,9	1,9	1,2	77,8	152,1	700,6	247,9	425,9
Australie	114,8	130,5	123,2	128,3	123,9	5,0	55,8	88,0	86,9	50,0
Autriche	0,0	0,1	0,3	..	0,0	1,3	5,0	18,9	18,4	10,2
Belgique	0,0	..	0,0	..	..	48,3	41,6	148,1	25,3	21,3
Canada	0,3	0,0	1,6	0,5	..	14,7	32,7	36,5	12,9	11,1
Corée	..	1,1	2,0	1,3	2,5	..	3,5	3,6	6,2	9,0
Danemark	..	..	..	..	..	28,4	15,0	7,8	39,0	9,1
Espagne	0,0	..	..	..	..	9,3	14,6	157,4	1,7	0,5
États-Unis	4,6	27,5	13,9	0,1	0,3	156,1	164,3	219,6	398,0	279,8
Finlande	..	0,0	0,0	0,3	0,1	12,3	32,8	54,0	34,1	38,9
France	13,1	3,6	7,3	7,0	6,7	64,6	108,4	234,8	298,3	189,2
Grèce	..	0,0	..	..	..	..	0,5	0,2	..	..
Irlande	0,0	..	..	..	..	2,3	2,8	6,0	7,0	8,1
Islande	..	..	..	..	..	..	..	1,1	4,5	5,0
Italie	..	..	..	..	1,2	3,8	0,6	0,2	2,2	3,4
Japon	43,4	115,7	51,4	100,9	185,3	48,0	52,1	55,4	96,0	90,9
Luxembourg	..	..	..	0,1	..	0,9	4,1	9,7	9,8	15,5
Norvège	0,0	0,0	0,3	..	..	42,3	126,0	282,7	253,5	243,9
Nouvelle-Zélande	14,5	35,7	78,8	59,2	88,0	0,6	0,9	1,2	3,4	0,4
Pays-Bas	0,1	..	..	..	..	333,7	526,0	591,9	791,9	378,8
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1,2
Portugal	..	..	..	..	..	1,6	0,8	0,8	0,8	0,9
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	0,0	0,1	0,4
Royaume-Uni	8,3	0,8	0,8	0,0	0,0	106,3	224,5	187,8	290,9	98,4
Slovénie	..	..	..	..	..	..	..	0,2	0,2	0,4
Suède	..	..	..	..	..	53,3	126,6	154,6	227,5	257,4
Suisse	..	..	..	..	..	53,3	58,5	88,8	58,8	111,0
Sous-total	**201,0**	**315,7**	**282,5**	**299,8**	**409,3**	**1 064,1**	**1 749,2**	**3 050,1**	**2 915,3**	**2 260,6**
Autres donateurs bilatéraux										
Émirats arabes unis	..	..	1,6	..	25,0	..	..	1,4	7,9	..
Estonie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0,2
Koweït (KFAED)	..	..	..	..	..	..	..	0,0	..	..
Turquie	..	..	0,2	..	..	..	..	0,0	..	..
Sous-total										
Donateurs multilatéraux										
BADEA	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
BAfD	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Banque islamique de développement	..	..	..	..	..	3,0	8,9	7,4	2,5	2,6
Banque mondiale	5,6	35,5	77,3	9,2	39,8	..	..	..	..	..
BAsD	26,2	20,3	110,1	25,6	71,5	..	..	..	..	..
Banque interamèricaine de développement	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
CEE-ONU	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
CESAO	..	..	..	..	..	..	0,0	0,2	0,1	..
CESAP	..	..	..	..	..	..	0,3	..	..	..
FAO	..	..	..	..	..	..	144,5	298,7	310,9	305,7
FEM	..	..	3,6	10,3	5,9	..	..	21,2	24,3	3,8
FIDA	..	..	5,3	1,9	..	..	..	..	..	..
FMI	..	0,2	0,6	0,4	0,2	..	0,2	..	..	..
FODI	..	..	3,9	..	..	..	..	0,9	1,0	0,7
Fonds arabe (FADES)	..	..	..	..	..	..	0,0	6,0	..	4,2
Fonds d'investissement pour le climat (FIC)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Institutions de l'UE	40,4	25,6	45,2	36,5	128,8	147,7	247,4	605,4	233,1	528,7
ITC	..	..	..	..	..	..	33,0	59,1	69,3	71,5
OMC	..	0,3	0,2	0,0	0,2	..	3,9	8,1	10,8	7,2
ONUDI	..	..	..	..	..	..	3,7	10,9	5,6	..
PNUD	0,2	0,2	0,1	0,1	0,0	..	..	4,0	2,5	4,0
Autres donateurs multilatéraux	0,1	0,0	0,0	..	..	..	0,5	0,1	3,2	4,2
Sous-total	**72,5**	**82,1**	**246,4**	**84,0**	**246,4**	**150,7**	**442,5**	**1 022,0**	**663,3**	**932,5**
AIDE POUR LE COMMERCE TOTALE	**273,5**	**397,8**	**530,6**	**383,8**	**680,7**	**1 214,7**	**2 191,7**	**4 073,5**	**3 586,6**	**3 193,2**

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933240584

Tableau A.16 Aide pour le commerce, par donateur et par région, versements *(page 1 de 3)*

Millions de $EU (constants de 2013)

	AFRIQUE				AMÉRIQUE			
	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013
Pays CAD								
Allemagne	1,2	0,9	..	..	0,0	..	..	..
Australie	14,6	16,4	14,8	23,3	5,6	7,5	4,5	3,2
Autriche	104,3	193,3	139,6	160,9	31,8	56,5	31,1	27,4
Belgique	119,0	289,7	228,4	275,2	61,9	126,7	240,9	112,7
Canada	..	0,7	1,4	1,0	..	0,1	0,0	0,1
Corée	19,1	13,4	18,5	18,9	3,9	4,3	4,4	3,5
Danemark	21,6	60,2	76,1	81,2	7,8	20,2	15,4	14,2
Espagne	164,6	150,2	157,0	170,9	18,4	15,4	14,7	23,4
États-Unis	3 886,9	5 542,6	5 908,7	6 890,0	1 289,1	1 968,8	2 410,6	2 555,9
Finlande	515,0	613,6	805,2	1 005,7	64,3	130,0	685,5	297,5
France	531,3	551,4	692,3	745,5	207,2	399,4	296,4	712,4
Grèce	..	1,2	3,3	5,3	..	0,2	0,9	0,2
Irlande	169,3	53,5	28,7	48,2	22,7	16,1	8,3	5,1
Islande	32,9	48,4	38,2	42,3	3,2	4,4	3,3	1,7
Italie	583,2	718,6	750,4	982,7	184,2	236,1	144,4	97,9
Japon	35,9	56,5	122,9	144,2	22,0	17,5	21,6	26,8
Luxembourg	101,3	106,4	140,6	272,8	37,7	39,8	24,2	10,7
Norvège	..	..	..	0,2	..	..	..	..
Nouvelle-Zélande	178,7	280,7	326,5	378,7	103,9	92,3	268,6	731,2
Pays-Bas	0,1	0,6	0,7	1,3	0,9	0,9	0,3	0,4
Pologne	26,2	55,3	55,3	30,9	0,0	0,1	0,3	0,2
Portugal	..	..	..	0,8	..	..	..	0,0
République slovaque	..	0,0	..	..	..	..	..	0,0
République tchèque	193,1	247,1	263,9	254,9	30,7	25,6	21,8	8,8
Royaume-Uni	506,1	1 037,4	1 263,1	1 359,0	279,8	463,6	403,2	280,8
Slovénie	166,6	383,4	54,5	74,0	138,6	197,4	53,8	52,0
Suède	68,9	42,2	72,9	81,1	39,6	40,7	32,5	27,8
Suisse	330,6	597,2	594,3	691,8	24,5	70,1	126,0	113,1
Sous-total	**7 770,4**	**11 060,8**	**11 757,4**	**13 740,8**	**2 578,0**	**3 933,6**	**4 812,6**	**5 107,0**
Autres donateurs bilatéraux								
Émirats arabes unis	..	229,8	331,4	1 246,8	..	5,0	11,8	9,0
Estonie	..	197,2	245,0	180,5	..	5,0	11,8	9,0
Koweït (KFAED)	..	0,6	..	..	..	..	..	..
Turquie	..	32,0	86,5	1 066,2	..	..	..	..
Sous-total	**..**	**459,6**	**662,8**	**2 493,5**	**..**	**10,0**	**23,6**	**18,0**
Donateurs multilatéraux								
BADEA	..	..	..	47,3	..	..	..	0,5
BAfD	169,7	525,3	618,8	529,5	..	..	..	..
Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB)	1 547,2	1 725,0	3 085,9	2 481,0	310,4	462,9	553,1	446,4
Banque islamique de développement	..	..	..	..	..	..	..	..
Banque mondiale	5,0	4,6	1,9	2,6	3,1	1,9	0,2	0,9
BAsD	..	16,3	65,7	74,6	..	..	..	..
Banque interamèricaine de développement	..	..	..	..	..	..	..	..
CEE-ONU	..	..	..	..	..	..	..	..
CESAO	..	..	..	..	..	..	..	..
CESAP	..	..	0,0	0,0	..	..	..	..
FAO	3,3	11,2	6,5	6,4	0,8	2,2	4,2	6,3
FEM	..	..	..	..	..	388,0	520,1	550,3
FIDA	..	..	..	..	..	..	..	..
FMI	..	..	..	..	..	..	..	..
FODI	13,6	17,0	15,6	18,9	0,7	0,7	0,7	1,7
Fonds arabe (FADES)	..	..	..	..	..	..	..	..
Fonds d'investissement pour le climat (FIC)	..	..	..	..	..	..	..	..
Institutions de l'UE	..	..	..	..	..	..	..	..
ITC	..	99,9	79,7	132,2	..	24,9	29,6	42,8
OMC	1,7	3,8	7,6	5,1	0,1	1,2	11,3	16,8
ONUDI	1 857,6	2 364,0	2 382,3	3 145,1	78,2	105,2	113,0	136,3
PNUD	..	..	..	..	..	..	..	..
Autres donateurs multilatéraux	4 014,5	6 082,4	7 300,6	7 657,6	393,4	987,0	1 232,4	1 201,9
Sous-total	**7 612,5**	**10 849,4**	**13 564,7**	**14 100,2**	**786,8**	**1 973,9**	**2 464,9**	**2 403,7**
TOTAL	**15 382,9**	**22 369,8**	**25 984,9**	**30 334,5**	**3 364,7**	**5 917,5**	**7 301,1**	**7 528,8**

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE.

Tableau A.16 Aide pour le commerce, par donateur et par région, versements *(page 2 de 3)*

Millions de $EU (constants de 2013)

	ASIE				EUROPE			
	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013
Pays CAD								
Allemagne	5,4	1,5	0,0	0,0	13,1	16,1	0,1	0,0
Australie	5,3	11,6	5,7	34,8	13,7	18,4	8,4	4,5
Autriche	20,8	36,3	15,0	16,3	2,9	1,1	0,1	0,0
Belgique	120,5	136,2	89,5	172,5	8,3	13,1	42,6	7,6
Canada	..	1,8	5,3	4,5	..	1,2	3,3	2,9
Corée	5,2	7,0	5,5	4,5	3,0	3,5	4,7	1,1
Danemark	16,4	33,0	32,2	25,6	1,7	3,4	3,7	3,9
Espagne	62,7	51,6	53,0	60,2	31,3	42,1	43,9	27,5
États-Unis	8 779,6	9 026,3	9 101,1	10 180,4	955,7	1 193,7	706,6	767,6
Finlande	192,2	223,5	266,0	306,1	90,2	74,9	29,9	1,5
France	788,0	1 054,9	1 159,9	1 297,6	196,5	283,8	189,3	397,2
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	..
Irlande	52,3	46,0	27,7	51,3	30,7	47,6	26,7	7,4
Islande	8,8	6,3	5,8	1,9	0,3	0,0	..	..
Italie	3 323,2	3 796,6	4 685,7	5 497,4	200,5	353,7	165,1	107,6
Japon	116,5	263,1	290,7	360,5	13,9	16,4	0,7	0,4
Luxembourg	85,8	66,2	41,0	24,4	16,7	9,8	0,2	..
Norvège	..	..	..	0,5	..	..	..	1,5
Nouvelle-Zélande	127,0	109,6	109,0	107,3	24,5	20,5	17,3	11,1
Pays-Bas	7,6	9,6	22,8	18,8	..	..	..	..
Pologne	1,8	1,0	0,8	0,4	10,7	1,0	0,1	0,1
Portugal	..	..	..	0,1	..	..	..	0,2
République slovaque	..	0,1	0,0	..	..	2,0	0,7	0,7
République tchèque	63,3	82,6	108,0	82,2	0,1	7,7	10,8	10,6
Royaume-Uni	3 047,2	2 189,3	1 504,8	1 382,5	147,7	159,2	127,8	154,8
Slovénie	96,3	103,2	26,5	15,1	118,6	94,3	0,0	0,7
Suède	76,7	70,3	83,1	97,8	23,9	22,0	27,6	25,7
Suisse	416,8	497,6	312,1	384,1	7,6	1,7	3,7	0,4
Sous-total	**17 419,5**	**17 825,1**	**17 951,5**	**20 126,7**	**1 911,5**	**2 387,4**	**1 413,2**	**1 535,2**
Autres donateurs bilatéraux								
Émirats arabes unis	..	224,8	173,0	195,3	..	3,7	21,9	30,8
Estonie	..	71,9	75,8	70,0	..	2,5	4,5	5,9
Koweït (KFAED)	..	45,1	..	..	..	1,2	..	..
Turquie	..	107,8	97,2	124,8	..	..	17,4	24,5
Sous-total	**..**	**449,6**	**346,1**	**390,1**	**..**	**7,4**	**43,8**	**61,2**
Donateurs multilatéraux								
BADEA	..	..	..	54,0	..	..	..	..
BAfD	90,5	255,5	123,4	213,5	..	..	..	..
Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB)	234,7	334,3	474,5	507,8	308,0	1 683,8	4 257,1	3 517,3
Banque islamique de développement	..	..	..	..	..	..	..	..
Banque mondiale	1,7	2,2	0,2	2,3	0,5	0,1	0,0	0,0
BAsD	..	..	..	..	..	..	..	..
Banque interamèricaine de développement	..	..	..	..	..	..	..	..
CEE-ONU	0,1	0,5	0,5	0,6	..	..	..	..
CESAO	..	..	..	..	..	..	..	..
CESAP	0,0	..	0,0	0,7	..	..	..	..
FAO	8,1	5,6	4,6	5,8	0,1	..	..	..
FEM	..	..	..	..	..	..	..	..
FIDA	..	..	..	..	..	..	..	..
FMI	..	..	..	..	..	..	..	..
FODI	10,5	14,0	13,6	8,1	0,7	0,7	0,5	1,4
Fonds arabe (FADES)	..	513,0	928,5	1 205,1	..	..	..	..
Fonds d'investissement pour le climat (FIC)	..	..	..	..	..	13,7	3,2	3,3
Institutions de l'UE	..	..	..	..	..	..	..	..
ITC	..	50,9	45,5	47,0	..	7,5	9,6	14,7
OMC	0,1	2,3	5,2	9,5	..	0,0	0,1	0,1
ONUDI	1 547,1	1 612,4	1 656,7	2 019,9	96,5	87,4	84,8	25,0
PNUD	0,0	0,1	0,2	0,3	1,4	4,5	2,8	4,2
Autres donateurs multilatéraux	1 892,8	2 790,6	3 252,9	4 074,8	407,1	1 797,8	4 358,2	3 566,1
Sous-total	**3 785,5**	**5 581,3**	**6 505,9**	**8 149,5**	**814,3**	**3 595,7**	**8 716,3**	**7 132,1**
TOTAL	**21 205,0**	**23 855,9**	**24 803,5**	**28 666,3**	**2 725,8**	**5 990,5**	**10 173,4**	**8 728,5**

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE.

Tableau A.16 Aide pour le commerce, par donateur et par région, versements *(page 3 de 3)*

Millions de $EU (constants de 2013)

	OCÉANIE				NON SPÉCIFIQUE À UNE RÉGION			
	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013
Pays CAD								
Allemagne	0,0	..	..	..	0,5	0,2	..	..
Australie	0,1	0,4	..	0,0	4,3	13,1	19,2	15,6
Autriche	..	0,0	..	..	39,6	148,7	25,3	19,4
Belgique	0,0	1,2	1,4	..	20,7	35,9	13,3	11,8
Canada	..	..	..	..	..	0,0	0,1	0,4
Corée	..	..	0,1	..	4,1	9,7	9,8	15,5
Danemark	0,0	0,0	0,0	0,2	21,1	35,4	36,3	27,5
Espagne	0,0	0,0	..	..	122,6	161,4	228,8	221,4
États-Unis	256,8	289,0	261,8	281,1	1 387,8	2 498,6	2 563,1	2 220,2
Finlande	6,5	7,3	7,0	6,7	118,7	236,3	240,4	243,2
France	0,4	1,0	2,7	2,2	127,1	539,6	264,4	282,9
Grèce	..	..	..	..	..	1,1	4,5	5,0
Irlande	0,1	..	..	1,2	1,0	0,3	2,9	3,4
Islande	..	..	..	..	2,8	6,0	7,0	8,1
Italie	82,9	73,5	49,3	75,1	51,9	54,7	95,2	89,7
Japon	1,1	1,8	1,6	1,4	3,5	3,3	6,2	9,0
Luxembourg	0,0	..	..	..	305,3	320,8	510,2	429,4
Norvège	..	..	..	..	..	..	..	1,2
Nouvelle-Zélande	0,0	0,2	..	..	105,4	212,6	322,7	230,6
Pays-Bas	23,5	44,8	71,2	69,9	0,6	1,0	0,9	1,4
Pologne	..	..	..	..	0,8	0,8	0,8	0,9
Portugal	..	..	..	..	..	..	..	..
République slovaque	..	..	..	..	..	0,2	0,2	0,4
République tchèque	..	..	..	..	10,5	14,8	26,3	19,4
Royaume-Uni	11,7	26,4	0,2	0,3	156,9	210,0	245,9	225,3
Slovénie	..	..	..	..	15,1	161,4	7,9	6,3
Suède	..	0,1	..	..	57,0	60,7	55,7	61,2
Suisse	1,0	0,8	0,0	0,0	185,1	185,3	352,0	241,1
Sous-total	**384,1**	**446,4**	**395,4**	**438,3**	**2 742,6**	**4 911,9**	**5 039,3**	**4 390,4**
Autres donateurs bilatéraux								
Émirats arabes unis	..	0,2	5,0	0,2	..	1,5	7,9	3,3
Estonie	..	..	..	..	..	0,0	..	..
Koweït (KFAED)	..	0,2	..	..	..	0,0	..	..
Turquie	..	..	5,0	0,2	..	1,4	7,9	3,3
Sous-total	**..**	**0,3**	**10,1**	**0,4**	**..**	**2,9**	**15,8**	**6,6**
Donateurs multilatéraux								
BADEA	..	..	..	0,2	..	..	..	0,0
BafD	..	..	..	..	0,4	4,2	3,4	6,3
Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB)	29,8	27,1	40,1	40,5	109,1	157,9	124,0	103,3
Banque islamique de développement	..	..	..	..	32,5	56,6	59,5	64,1
Banque mondiale	0,3	0,2	0,0	0,2	3,9	8,1	10,8	7,2
BAsD	..	..	..	..	..	..	..	..
Banque interamèricaine de développement	..	..	..	..	..	..	..	..
CEE-ONU	..	..	..	..	0,1	..	..	..
CESAO	..	..	..	..	..	..	..	..
CESAP	..	..	..	..	0,0	0,2	0,1	..
FAO	0,2	..	..	..	1,1	3,0	4,1	2,6
FEM	..	..	..	..	..	..	..	..
FIDA	..	..	..	..	..	..	..	..
FMI	..	..	..	..	..	..	..	..
FODI	0,2	0,1	0,1	0,0	..	4,0	2,5	4,0
Fonds arabe (FADES)	..	17,9	83,4	112,9	..	..	..	..
Fonds d'investissement pour le climat (FIC)	..	..	..	..	..	..	..	..
Institutions de l'UE	..	..	..	..	144,5	298,7	310,9	305,7
ITC	..	0,3	2,8	8,2	..	0,2	0,5	0,8
OMC	0,0	0,0	..	..	0,5	0,1	3,2	4,2
ONUDI	3,6	23,6	36,9	54,1	..	..	..	..
PNUD	..	..	..	..	..	..	..	..
Autres donateurs multilatéraux	34,1	69,2	163,3	216,2	292,2	533,0	519,0	498,1
Sous-total	**68,2**	**138,5**	**326,7**	**432,3**	**584,3**	**1 065,9**	**1 038,1**	**996,2**
TOTAL	**452,3**	**585,2**	**732,1**	**871,0**	**3 326,9**	**5 980,7**	**6 093,2**	**5 393,3**

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933240595

Tableau A.17 Aide pour le commerce, par donateur et par groupe de revenu, engagements *(page 1 de 3)*

Millions de $EU (constants de 2013)

	PAYS LES MOINS AVANCÉS					AUTRES PAYS À FAIBLE REVENU				
	Moyenne 2002-2005	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013	Moyenne 2002-2005	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013
Pays CAD										
Allemagne	232,3	229,4	305,3	322,9	613,3	24,9	29,8	86,8	15,1	6,6
Australie	28,8	35,6	89,9	123,8	132,8	1,9	0,0	12,5	..	8,0
Autriche	17,4	10,9	7,3	20,0	30,5	0,3	0,3	0,3	13,2	5,7
Belgique	74,2	114,0	200,8	59,4	111,3	4,3	7,5	18,5	1,8	1,3
Canada	104,5	200,7	283,1	117,3	224,5	9,8	7,2	4,4	0,1	0,0
Corée	..	184,2	336,0	191,0	425,7	..	1,6	1,0	4,2	25,7
Danemark	242,4	194,2	110,4	277,6	321,7	10,2	15,4	42,1	0,5	23,2
Espagne	44,0	59,2	119,7	22,6	16,1	0,1	5,9	1,1	180,7	184,3
États-Unis	554,4	1 967,0	2 162,2	2 125,7	1 929,9	47,9	24,0	80,4	13,8	44,0
Finlande	10,0	31,7	94,8	38,2	16,8	8,4	4,4	20,6	..	..
France	144,8	211,9	236,7	259,4	274,0	21,1	43,4	128,7	..	..
Grèce	0,2	0,1	0,2	..	..	0,0	0,1	..	2,0	2,5
Irlande	24,7	35,1	47,7	39,7	37,7	0,8	2,6	3,9	1,2	0,5
Islande	..	..	1,0	3,1	4,0	..	..	..	321,2	39,9
Italie	112,7	76,7	55,4	77,5	34,2	1,0	6,4	0,7	1,8	1,7
Japon	338,7	542,9	1 139,6	702,8	3 077,7	34,4	133,3	218,7	..	..
Luxembourg	5,6	10,4	11,5	16,6	17,6	..	0,0	..	7,1	19,5
Norvège	156,6	209,6	288,0	402,0	549,5	3,7	3,8	10,2	0,0	3,5
Nouvelle-Zélande	4,4	19,9	42,7	20,1	15,3	0,0	0,0	0,1	5,2	10,5
Pays-Bas	84,1	76,8	91,7	278,3	138,7	1,6	1,6	1,7	..	0,1
Pologne	..	..	..	..	0,3	..	..	..	..	..
Portugal	9,6	5,8	5,5	3,6	4,5	..	..	..	..	0,5
République slovaque	..	..	..	..	0,3	..	..	..	..	..
République tchèque	..	..	1,3	3,1	2,5	..	..	0,0	0,0	..
Royaume-Uni	180,7	247,0	274,7	80,3	336,2	14,9	6,4	50,4	55,2	1,8
Slovénie	..	..	0,1	0,0	..	..	..	..	2,5	12,3
Suède	79,3	110,8	115,4	30,3	112,9	10,1	32,9	6,8	29,6	43,1
Suisse	67,2	59,0	57,0	65,2	142,8	15,5	3,7	5,2	89,0	65,5
Sous-total	**2 516,5**	**4 633,0**	**6 078,1**	**5 280,5**	**8 570,7**	**210,9**	**330,2**	**694,1**	**744,1**	**500,3**
Autres donateurs bilatéraux										
Émirats arabes unis	..	..	145,4	183,0	75,0	..	..	8,7	0,6	..
Estonie	..	..	..	..	0,2	..	..	..	..	..
Koweït (KFAED)	..	..	123,0	213,1	528,4	..	..	13,6	21,5	..
Turquie	..	..	0,7	..	..	..	..	0,0	..	..
Sous-total	**..**	**..**	**269,1**	**396,1**	**603,6**	**..**	**..**	**22,3**	**22,2**	**..**
Donateurs multilatéraux										
BADEA	..	..	18,5	97,5	88,9	..	..	5,0	423,4	171,8
BAfD	120,1	399,1	887,1	1 251,7	902,5	25,6	89,4	69,4	..	..
Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB)	..	..	..	..	..	..	..	..	100,5	89,9
Banque islamique de développement	153,9	182,9	118,4	157,4	74,0	8,2	9,5	18,4	0,1	..
Banque mondiale	2 390,1	2 366,2	3 303,3	3 329,6	3 744,3	139,7	138,8	408,0	..	..
BAsD	395,4	165,3	591,9	580,7	1 369,9	36,0	40,4	81,8	..	..
Banque interamèricaine de développement	40,5	6,5	108,1	155,5	116,9	..	..	..	292,2	65,0
CEE-ONU	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
CESAO	..	0,0	..	0,0	..	..	..	..	..	3,0
CESAP	..	0,0	..	0,0	0,0	..	..	..	..	..
FAO	..	..	..	..	..	..	..	..	26,6	..
FEM	..	..	21,4	42,4	81,0	..	..	2,5	0,4	0,6
FIDA	159,7	201,7	368,6	404,0	308,4	5,6	11,2	10,4	2,0	23,4
FMI	..	3,9	6,0	6,6	5,8	..	0,2	0,4	..	..
FODI	..	..	154,3	179,2	135,2	..	..	17,3	29,2	0,5
Fonds arabe (FADES)	..	283,4	393,1	294,6	465,8	..	..	..	3,2	2,0
Fonds d'investissement pour le climat (FIC)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Institutions de l'UE	1 098,4	1 187,2	923,6	919,4	1 684,3	50,1	43,2	145,3	..	..
ITC	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OMC	..	2,8	1,1	0,4	0,6	..	0,1	0,2	0,0	..
ONUDI	..	11,8	13,7	17,2	..	..	0,0	0,7	1 110,0	120,9
PNUD	6,2	16,0	20,2	19,0	19,5	0,7	1,4	1,6	0,0	0,1
Autres donateurs multilatéraux	0,6	3,9	11,5	3,4	19,1	..	0,0	2,0	2,3	0,0
Sous-total	**4 364,8**	**4 830,6**	**6 940,6**	**7 458,7**	**9 016,3**	**265,8**	**334,2**	**762,9**	**1 990,0**	**477,2**
TOTAL	**6 881,3**	**9 463,6**	**13 287,8**	**13 135,3**	**18 190,6**	**476,8**	**664,5**	**1 479,4**	**2 756,3**	**977,5**

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE.

Tableau A.17 Aide pour le commerce, par donateur et par groupe de revenu, engagements *(page 2 de 3)*

Millions de $EU (constants de 2013)

	PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE DE LA TRANCHE INFÉRIEURE					PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE DE LA TRANCHE SUPÉRIEURE				
	Moyenne 2002-2005	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013	Moyenne 2002-2005	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013
Pays CAD										
Allemagne	559,0	673,5	1 068,4	1 498,4	1 536,7	414,9	735,7	967,0	38,4	26,2
Australie	143,1	225,1	312,9	208,5	200,4	35,8	37,1	25,9	4,8	1,3
Autriche	19,2	11,7	17,4	26,2	25,6	9,6	12,5	12,2	12,0	10,5
Belgique	59,3	52,9	73,2	31,2	29,5	53,5	53,1	29,8	48,1	49,9
Canada	117,0	102,6	124,1	112,9	140,2	77,3	18,5	27,3	2,7	2,3
Corée	..	246,0	520,4	577,9	243,4	..	33,3	40,5	1,0	25,4
Danemark	152,4	64,5	100,8	48,5	20,5	27,2	15,5	18,8	3,9	3,7
Espagne	109,3	193,8	159,4	31,5	17,0	241,1	462,7	238,3	1 312,7	710,3
États-Unis	690,6	1 599,7	1 489,0	936,3	1 105,9	2 457,9	1 848,1	752,9	784,4	1 417,3
Finlande	22,4	23,1	51,4	42,8	9,0	23,9	15,3	23,9	0,1	0,0
France	252,4	830,7	567,3	1 587,3	1 010,5	262,1	445,1	393,2	..	0,0
Grèce	3,4	4,7	2,1	0,0	0,0	10,0	14,3	16,2	0,5	0,3
Irlande	1,7	6,1	5,6	4,2	3,0	0,7	1,2	0,4	109,0	42,2
Islande	..	..	0,2	0,6	0,1	..	..	0,0	1 181,0	178,6
Italie	55,8	59,0	36,8	7,0	11,6	105,3	115,5	91,9	23,3	20,9
Japon	3 217,9	4 053,9	4 188,5	4 684,1	6 787,8	1 223,1	1 206,5	958,2	4,0	2,6
Luxembourg	6,4	11,0	8,2	10,3	6,1	5,4	5,6	3,3	4,4	1,0
Norvège	44,4	83,5	87,9	42,7	74,6	49,6	40,7	228,7	22,2	41,0
Nouvelle-Zélande	8,8	10,2	18,4	22,8	30,8	5,9	6,0	23,9	209,5	217,5
Pays-Bas	115,9	74,2	51,6	37,3	39,2	40,0	34,6	8,2	..	0,1
Pologne	..	..	..	..	1,7	..	..	..	0,3	0,2
Portugal	18,7	23,9	49,7	18,2	17,3	17,0	0,0	0,1	..	0,1
République slovaque	..	..	..	..	0,1	..	..	..	0,7	0,4
République tchèque	..	..	1,4	3,8	3,7	..	..	1,2	28,7	26,6
Royaume-Uni	169,1	217,4	300,9	250,6	259,6	240,0	113,0	193,3	7,3	13,7
Slovénie	..	..	0,1	0,3	0,3	..	..	2,0	24,1	43,7
Suède	44,8	29,6	43,7	25,6	59,5	36,4	26,6	26,8	145,4	120,2
Suisse	85,4	70,3	70,8	58,1	95,7	44,3	41,5	31,6	326,5	361,9
Sous-total	**5 896,9**	**8 667,4**	**9 350,1**	**10 267,2**	**11 729,8**	**5 380,9**	**5 282,4**	**4 115,5**	**4 295,0**	**3 318,1**
Autres donateurs bilatéraux										
Émirats arabes unis	..	..	71,0	44,6	1 091,1	..	..	56,2	0,6	655,7
Estonie	..	..	..	..	1,9	..	..	..	..	0,4
Koweït (KFAED)	..	..	179,2	185,3	126,3	..	..	26,6	91,3	177,1
Turquie	..	..	0,5	..	..	..	..	1,4	..	..
Sous-total	**..**	**..**	**250,7**	**229,9**	**1 219,3**	**..**	**..**	**84,1**	**91,9**	**833,2**
Donateurs multilatéraux										
BADEA	..	..	3,4	0,4	12,0	..	..	0,0	2,3	3,8
BAfD	7,9	42,0	158,5	260,4	89,2	..	..	0,6	161,6	185,2
Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB)	..	..	..	..	..	..	..	..	10,1	9,1
Banque islamique de développement	26,4	50,6	50,4	42,4	48,6	17,4	24,6	10,6	12,1	..
Banque mondiale	2 051,1	1 913,6	2 787,9	3 736,4	2 563,3	258,6	195,6	94,9	..	..
BAsD	378,4	359,4	625,4	713,0	771,2	9,2	6,7	8,8	..	..
Banque interamèricaine de développement	224,8	115,3	276,5	327,7	391,9	..	..	50,3	5 991,9	4 777,4
CEE-ONU	..	..	..	..	..	..	..	0,1	..	..
CESAO	..	0,0	..	0,0	..	..	..	..	143,7	124,2
CESAP	..	..	0,0	..	0,0	..	..	..	42,5	47,9
FAO	..	..	..	..	..	..	..	..	9,1	51,6
FEM	..	..	19,3	71,6	106,9	..	..	47,9	4,2	4,7
FIDA	98,4	141,4	233,4	167,8	154,3	29,9	58,0	21,6	11,4	8,7
FMI	..	3,0	4,3	4,8	4,1	..	3,1	4,1	..	..
FODI	..	..	115,2	261,3	182,5	..	..	55,8	60,9	155,5
Fonds arabe (FADES)	..	95,9	540,8	521,3	331,0	..	46,0	187,3	2,0	2,5
Fonds d'investissement pour le climat (FIC)	..	..	..	..	..	..	..	..	0,0	0,1
Institutions de l'UE	467,3	669,8	853,6	3 173,0	2 361,6	690,7	747,3	1 883,9	..	..
ITC	..	..	..	..	..	..	..	..	0,0	0,0
OMC	..	2,3	1,2	0,2	0,5	..	4,8	1,8	15,1	..
ONUDI	..	6,2	17,7	1,4	..	..	5,1	18,9	60,8	5,2
PNUD	4,1	5,3	7,9	5,0	6,1	2,0	3,7	2,7	0,4	0,7
Autres donateurs multilatéraux	0,4	0,0	4,0	12,0	6,8	0,1	0,0	0,2	0,5	1,8
Sous-total	**3 258,8**	**3 404,8**	**5 699,4**	**9 299,0**	**7 030,0**	**1 008,1**	**1 094,8**	**2 389,4**	**6 528,5**	**5 378,5**
TOTAL	**9 155,7**	**12 072,1**	**15 300,2**	**19 796,0**	**19 979,1**	**6 389,0**	**6 377,2**	**6 589,1**	**10 915,4**	**9 529,8**

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE.

Tableau A.17 Aide pour le commerce, par donateur et par groupe de revenu, engagements *(page 3 de 3)*

Millions de $EU (constants de 2013)

	NON SPÉCIFIQUE À DES PAYS				
	Moyenne 2002-2005	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013
Pays CAD					
Allemagne	116,0	611,9	1 236,6	892,0	1 405,7
Australie	39,0	77,1	145,8	148,7	86,0
Autriche	3,6	23,2	45,9	24,6	77,3
Belgique	71,2	61,3	169,2	29,2	43,8
Canada	88,9	106,9	145,9	302,0	343,8
Corée	..	6,3	6,1	12,4	12,2
Danemark	41,2	18,5	74,4	71,3	29,5
Espagne	23,8	43,2	431,5	6,6	35,9
États-Unis	288,8	297,3	402,7	540,8	373,3
Finlande	23,0	67,2	134,9	48,9	91,8
France	95,1	111,7	247,1	306,9	198,8
Grèce	0,1	0,9	0,2	..	..
Irlande	2,3	2,9	7,5	7,8	10,5
Islande	..	..	1,3	5,1	6,4
Italie	12,9	4,4	4,0	4,0	5,6
Japon	75,6	263,3	170,8	152,8	256,0
Luxembourg	1,6	8,4	15,0	12,1	17,3
Norvège	107,4	258,7	408,8	348,0	401,0
Nouvelle-Zélande	4,8	12,2	18,7	21,0	18,8
Pays-Bas	365,7	600,2	646,0	826,6	565,8
Pologne	..	..	..	..	1,2
Portugal	2,8	1,5	1,3	0,9	1,0
République slovaque	..	..	..	..	0,1
République tchèque	..	..	0,0	0,1	0,5
Royaume-Uni	152,7	357,6	456,5	433,4	208,5
Slovénie	..	..	0,2	0,2	0,4
Suède	103,7	197,4	208,8	275,1	319,8
Suisse	108,5	113,7	134,1	138,5	211,2
Sous-total	**1 728,8**	**3 245,6**	**5 113,7**	**4 609,2**	**4 722,1**
Autres donateurs bilatéraux					
Émirats arabes unis	..	..	1,4	7,9	..
Estonie	..	..	..	..	0,2
Koweït (KFAED)	..	..	0,0	..	..
Turquie	..	..	44,5	..	..
Sous-total	**..**	**..**	**45,9**	**7,9**	**0,2**
Donateurs multilatéraux					
BADEA	..	..	0,3	1,9	12,1
BAfD	8,2	245,0	520,5	374,2	218,5
Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB)	..	..	..	..	..
Banque islamique de développement	3,0	9,1	8,5	2,5	2,6
Banque mondiale	56,1	17,0	5,9	54,7	5,6
BAsD	..	..	..	..	18,8
Banque interamèricaine de développement	..	..	39,0	48,5	43,3
CEE-ONU	..	1,4	4,5	2,9	4,5
CESAO	..	0,1	0,2	0,1	0,8
CESAP	..	0,3	0,6	0,5	0,7
FAO	..	144,5	298,7	310,9	305,7
FEM	..	..	39,9	49,0	3,8
FIDA	..	..	..	..	..
FMI	..	1,1	..	..	..
FODI	..	..	36,1	2,7	3,5
Fonds arabe (FADES)	..	0,0	6,0	..	4,2
Fonds d'investissement pour le climat (FIC)	..	..	..	..	..
Institutions de l'UE	576,2	867,6	1 139,6	1 425,0	1 253,4
ITC	..	33,0	59,1	69,3	71,5
OMC	..	4,6	12,8	12,3	11,3
ONUDI	..	6,5	16,3	8,6	..
PNUD	0,0	0,0	4,2	3,7	4,0
Autres donateurs multilatéraux	0,0	0,6	7,5	9,7	14,4
Sous-total	**643,5**	**1 330,8**	**2 199,8**	**2 376,3**	**1 978,7**
TOTAL	**2 372,3**	**4 576,4**	**7 359,5**	**6 993,4**	**6 701,0**

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933240604

Tableau A.18 Aide pour le commerce, par donateur et par groupe de revenu, versements *(page 1 de 2)*

Millions de $EU (constants de 2013)

	PAYS LES MOINS AVANCÉS				AUTRES PAYS À FAIBLE REVENU			
	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013	Moyenne 2 006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013
Pays CAD								
Allemagne	231,7	241,4	285,7	262,4	18,9	12,6	15,1	6,6
Australie	35,3	82,4	123,8	132,8	0,0	0,4	0,1	0,7
Autriche	10,1	9,3	11,9	13,6	0,4	8,7	3,0	14,1
Belgique	68,1	144,4	115,1	121,5	1,7	4,1	3,0	4,1
Canada	125,1	297,4	132,1	166,8	7,0	..	0,1	0,0
Corée	52,5	143,8	188,8	215,0	5,6	26,1	33,6	24,6
Danemark	146,7	194,3	206,9	192,3	14,7	8,0	7,1	9,5
Espagne	40,6	94,5	40,3	30,7	0,8	42,1	67,2	117,7
États-Unis	957,6	1 785,5	1 625,3	1 613,7	23,0	44,2	112,5	52,9
Finlande	9,8	32,1	37,7	47,4	3,3	..	..	..
France	209,6	136,7	156,8	152,1	36,4	..	..	..
Grèce	0,1	0,2	..	..	0,1	3,9	2,0	2,5
Irlande	35,1	47,7	39,7	37,7	2,6	1,4	0,8	0,7
Islande	..	1,0	3,1	4,0	..	51,5	104,2	276,7
Italie	122,5	46,8	27,5	61,9	2,4	2,5	2,5	2,0
Japon	342,2	542,9	906,3	1 077,5	42,1	..	..	..
Luxembourg	10,4	11,5	16,6	17,6	0,0	1,9	3,2	8,9
Norvège	169,9	226,9	240,6	325,1	4,0	0,1	0,0	0,4
Nouvelle-Zélande	9,9	19,6	40,7	34,3	0,0	7,0	5,7	12,2
Pays-Bas	69,1	70,5	105,9	144,4	1,7	..	..	0,1
Pologne	..	..	..	0,3	..	..	..	..
Portugal	5,8	5,5	3,6	4,5	..	..	..	0,6
République slovaque	..	..	..	0,2	..	..	..	..
République tchèque	..	1,3	3,1	2,5	..	6,1	0,0	..
Royaume-Uni	156,6	333,9	235,1	382,9	15,6	21,7	17,3	14,8
Slovénie	..	0,1	0,0	..	..	4,8	2,5	7,3
Suède	111,7	107,0	117,3	127,7	24,2	32,7	46,5	94,3
Suisse	52,4	44,1	68,2	61,5	7,1	36,1	69,9	69,2
Sous-total	**2 972,9**	**4 620,7**	**4 732,3**	**5 230,4**	**211,7**	**315,9**	**496,2**	**720,0**
Autres donateurs bilatéraux								
Émirats arabes unis	..	41,4	107,6	39,6	..	..	3,9	3,2
Estonie	..	..	..	0,1	..	..	..	..
Koweït (KFAED)	..	65,9	84,2	99,8	..	0,8	5,5	6,1
Turquie	..	0,7	..	..	..	0,0	..	..
Sous-total	**..**	**107,9**	**191,8**	**139,4**	**..**	**0,8**	**9,5**	**9,3**
Donateurs multilatéraux								
BADEA	..	13,0	41,8	54,0	..	0,5	140,8	178,7
BAfD	318,8	664,5	569,4	696,2	18,7	85,4	..	..
Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB)	..	..	..	..	..	..	45,2	85,9
Banque islamique de développement	..	..	..	..	..	..	0,1	0,1
Banque mondiale	1 844,2	2 036,7	2 229,1	2 946,7	103,8	143,0	..	1,5
BAsD	..	269,6	537,3	602,6	..	32,3	..	..
Banque interamèricaine de développement	..	80,1	111,9	118,3	..	..	137,5	167,1
CEE-ONU	..	..	..	..	..	..	..	..
CESAO	0,0	..	0,0	..	..	..	..	0,5
CESAP	0,0	..	0,0	0,0	..	..	..	..
FAO	..	..	..	..	..	..	..	..
FEM	1,8	7,2	4,6	3,6	0,0	1,0	..	..
FIDA	..	..	..	..	..	..	..	..
FMI	..	..	..	..	..	..	..	..
FODI	..	74,2	67,1	90,8	..	12,0	2,7	7,3
Fonds arabe (FADES)	89,7	196,2	178,7	182,6	..	..	3,2	2,0
Fonds d'investissement pour le climat (FIC)	..	..	..	2,8	..	..	..	..
Institutions de l'UE	1 049,3	946,4	892,3	839,6	34,0	45,6	..	..
ITC	..	..	..	..	..	..	..	..
OMC	2,8	1,1	0,4	0,6	0,1	0,2	..	..
ONUDI	..	..	..	..	..	..	172,0	308,5
PNUD	15,5	20,2	19,0	19,5	1,4	1,6	0,0	0,1
Autres donateurs multilatéraux	1,7	3,7	8,3	5,8	0,0	0,2	0,4	0,0
Sous-total	**3 323,9**	**4 312,8**	**4 659,9**	**5 563,1**	**158,1**	**321,6**	**502,0**	**751,5**
TOTAL	**6 296,8**	**9 041,5**	**9 584,0**	**10 932,9**	**369,8**	**638,3**	**1 007,7**	**1 480,8**

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE.

Tableau A.18 Aide pour le commerce, par donateur et par groupe de revenu, versements *(page 2 de 2)*

Millions de $EU (constants de 2013)

	PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE DE LA TRANCHE INFÉRIEURE				PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE DE LA TRANCHE SUPÉRIEURE				NON SPÉCIFIQUE À DES PAYS			
	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013
Pays CAD												
Allemagne	607,9	806,6	725,4	1 069,9	465,0	682,8	638,2	26,2	53,9	111,3	148,7	86,0
Australie	184,6	237,9	208,5	200,4	32,0	28,4	38,4	2,2	17,7	42,4	29,3	54,8
Autriche	7,9	9,4	9,4	10,1	7,5	5,9	1,8	23,4	51,6	170,5	32,3	31,3
Belgique	35,5	71,0	33,4	33,7	42,5	41,3	27,3	25,9	72,8	138,2	308,7	256,9
Canada	92,1	133,0	146,4	126,1	33,4	30,1	25,9	2,3	..	0,0	0,1	0,5
Corée	78,9	168,2	221,4	287,2	49,9	38,4	19,5	24,3	15,1	57,6	68,8	80,8
Danemark	106,7	79,3	97,2	54,0	14,5	20,4	24,3	6,2	35,1	77,6	86,2	68,6
Espagne	143,5	190,2	23,9	36,0	302,8	350,2	24,6	571,1	120,7	249,3	247,2	253,3
États-Unis	682,2	1 248,7	1 077,2	1 010,7	2 238,9	651,4	382,4	922,5	526,8	1 054,9	843,2	1 130,2
Finlande	9,9	25,0	22,5	21,0	10,6	9,5	10,3	0,0	0,9	0,2	..	..
France	254,9	434,5	589,6	766,7	365,3	423,0	973,1	0,0	..	1,3	5,1	6,4
Grèce	4,7	2,1	0,0	0,0	14,3	16,2	0,1	0,3	2,9	7,5	7,8	10,5
Irlande	6,1	5,6	4,2	3,0	1,2	0,4	0,5	15,6	6,3	2,7	6,1	6,1
Islande	..	0,2	0,6	0,1	..	0,0	..	1 515,1	256,3	172,4	151,9	253,4
Italie	60,9	28,6	14,3	32,3	84,0	84,1	45,5	25,8	6,0	5,7	11,5	12,2
Japon	2 770,9	3 396,5	3 817,8	3 727,6	1 014,4	1 070,0	909,8	2,6	8,4	15,0	12,1	17,3
Luxembourg	11,0	8,2	10,3	6,1	5,6	3,3	4,0	4,4	354,5	380,4	567,5	552,1
Norvège	76,9	93,0	73,7	71,2	121,0	87,8	265,7	14,7	8,0	11,2	15,1	17,7
Nouvelle-Zélande	8,4	13,2	15,4	24,6	6,5	12,9	24,7	724,6	167,6	301,0	458,4	325,7
Pays-Bas	79,7	66,0	32,8	27,6	41,8	24,2	6,8	0,1	..	..	..	1,2
Pologne	..	..	..	1,7	..	..	..	0,2	1,5	1,3	0,9	1,0
Portugal	21,5	50,3	52,6	26,8	10,7	1,1	0,3	0,2	..	..	..	0,1
République slovaque	..	..	..	0,1	..	..	..	0,4	..	0,2	0,2	0,4
République tchèque	..	1,4	4,0	3,7	..	1,2	2,9	64,4	47,6	298,7	53,9	17,0
Royaume-Uni	260,5	321,0	292,3	322,9	197,9	194,3	280,8	27,7	186,4	216,1	281,5	283,4
Slovénie	..	0,1	0,2	0,3	..	1,9	0,5	40,1	101,8	102,7	103,2	115,6
Suède	49,0	46,8	53,3	49,8	28,0	29,1	28,1	206,0	335,0	470,8	533,6	424,4
Suisse	63,8	57,0	66,4	69,0	41,2	27,3	31,3	358,6	247,7	364,4	390,1	350,5
Sous-total	**5 617,7**	**7 493,5**	**7 592,9**	**7 982,7**	**5 129,0**	**3 835,1**	**3 767,0**	**4 605,0**	**2 624,6**	**4 253,7**	**4 363,5**	**4 357,2**
Autres donateurs bilatéraux												
Émirats arabes unis	..	48,2	58,3	1 071,0	..	50,2	36,3	101,9	..	1,4	7,9	3,3
Estonie	..	..	..	0,8	..	..	..	0,2	..	..	..	0,0
Koweït (KFAED)	..	153,6	209,1	107,0	..	56,4	38,3	52,6	..	0,0	..	..
Turquie	..	0,5	..	..	..	1,4	..	..	..	44,5	..	..
Sous-total	**..**	**202,3**	**267,4**	**1 178,8**	**..**	**108,0**	**74,6**	**154,7**	**..**	**45,9**	**7,9**	**3,3**
Donateurs multilatéraux												
BADEA	..	2,3	17,6	12,9	..	0,2	4,9	1,3	43,4	432,1	144,5	79,3
BAfD	35,5	133,3	180,2	259,5	..	0,1	1,6	230,9	0,4	4,2	3,4	6,3
Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB)	..	..	..	..	..	13,7	3,2	19,6	..	0,1	..	16,0
Banque islamique de développement	..	..	..	..	..	..	..	6,5	..	0,3	1,3	1,1
Banque mondiale	1 511,5	1 869,4	1 769,1	1 971,7	121,2	109,9	79,5	56,3	..	..	..	0,1
BAsD	..	222,9	419,8	594,0	..	6,0	9,5	3,3	..	..	..	..
Banque interamèricaine de développement	..	222,6	321,6	352,9	..	55,5	53,5	3 853,9	459,2	791,9	844,6	708,3
CEE-ONU	..	..	..	..	..	0,1	0,0	..	144,5	298,7	310,9	305,7
CESAO	0,0	..	0,0	..	..	..	0,0	7,3	2,8	6,0	6,8	7,8
CESAP	..	0,0	..	0,0	..	..	..	41,8	..	29,9	33,1	37,3
FAO	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
FEM	1,4	4,1	1,5	2,0	7,6	3,7	6,5	..	..	..	..	..
FIDA	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
FMI	..	..	..	..	..	..	..	..	32,5	56,6	59,5	64,1
FODI	..	51,9	61,7	87,1	..	43,5	34,8	58,4	..	2,1	1,4	2,2
Fonds arabe (FADES)	98,9	344,1	421,6	329,6	71,6	240,5	141,9	2,5	0,0	4,2	3,7	4,0
Fonds d'investissement pour le climat (FIC)	..	..	..	41,4	..	..	..	0,1	1,4	4,5	2,9	4,5
Institutions de l'UE	494,5	695,4	1 756,1	1 527,4	502,1	1 911,6	4 904,2	..	0,2	0,5	0,5	0,6
ITC	..	..	..	..	..	..	..	0,0	0,1	0,2	0,1	0,7
OMC	2,3	1,2	0,2	0,5	4,8	1,8	0,4	..	..	..	..	..
ONUDI	..	..	..	..	..	..	..	138,9	2,2	33,6	24,1	14,5
PNUD	5,1	7,8	5,0	6,1	3,6	2,7	2,0	0,7	4,6	12,8	12,3	11,3
Autres donateurs multilatéraux	0,0	0,2	3,4	1,7	0,0	0,2	0,5	1,8	0,6	3,0	14,9	26,4
Sous-total	**2 149,1**	**3 555,3**	**4 957,9**	**5 186,8**	**710,9**	**2 389,5**	**5 242,7**	**4 423,2**	**692,0**	**1 680,9**	**1 463,9**	**1 290,0**
TOTAL	**7 766,8**	**11 251,1**	**12 818,2**	**14 348,3**	**5 839,9**	**6 332,5**	**9 084,3**	**9 182,8**	**3 316,6**	**5 980,5**	**5 835,3**	**5 650,6**

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933240610

Tableau A.19 Autres apports du secteur public liés au commerce, par catégorie

Millions de $EU (constants de 2013)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013
Politique et réglementation commerciales									
Politique commerciale et gestion administrative	309,5	151,4	311,1	262,6	348,0	61,5	165,2	79,9	93,8
Facilitation des échanges	90,0	31,4	254,1	525,1	606,8	17,9	188,2	80,5	171,9
Accords commerciaux régionaux	72,6	..	15,1	..	..	..	16,6	..	..
Négociations commerciales multilatérales	..	12,9	3,5	..	..	12,3	..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	..	..	..	23,6	560,0	..	..	13,7	4,1
Sous-total	**472,1**	**195,7**	**583,8**	**811,3**	**1 514,8**	**91,7**	**369,9**	**174,1**	**269,8**
Infrastructure économique									
Transport et entreposage	6 450,6	9 670,5	12 812,8	10 549,7	13 888,3	2 930,3	7 672,1	7 262,4	9 015,9
Communications	689,0	756,9	735,6	695,9	1 576,4	365,0	821,5	656,2	1 019,5
Production et distribution d'énergie	2 481,1	6 691,2	13 867,5	9 928,7	9 132,2	1 334,2	7 172,7	6 574,5	6 543,8
Sous-total	**9 620,7**	**17 118,6**	**27 416,0**	**21 174,4**	**24 596,9**	**4 629,5**	**15 666,4**	**14 493,1**	**16 579,2**
Renforcement de la capacité de production									
Entreprises et autres services	649,6	1 529,1	2 506,4	404,6	678,9	845,7	1 699,0	475,8	853,4
Banque et services financiers	2 645,7	2 816,6	8 994,5	6 947,5	10 511,7	1 852,9	8 117,5	5 805,6	5 921,8
Agriculture	1 342,2	1 243,5	2 286,9	1 996,8	3 258,2	793,0	1 230,1	1 399,4	1 728,5
Sylviculture	93,2	74,8	352,0	462,9	264,0	56,9	187,5	264,0	183,1
Pêche	8,3	1,6	50,8	27,8	79,7	1,6	22,7	12,6	81,4
Industrie	1 803,7	4 830,1	4 910,0	4 224,7	6 060,0	2 365,2	4 715,9	4 254,0	5 762,9
Industries extractives	279,5	1 028,3	1 872,6	1 882,2	793,6	694,2	1 495,5	1 023,4	543,9
Tourisme	126,7	88,7	344,4	110,2	1 021,4	59,2	115,9	122,0	759,4
Sous-total	**6 948,9**	**11 612,7**	**21 317,5**	**16 056,6**	**22 667,5**	**6 668,7**	**17 584,1**	**13 356,9**	**15 834,4**
TOTAL	**17 041,6**	**28 927,1**	**49 317,2**	**38 042,3**	**48 779,2**	**11 389,9**	**33 620,4**	**28 024,1**	**32 683,4**
Part dans le total									
Politique et réglementation commerciales	*2,8%*	*0,7%*	*1,2%*	*2,1%*	*3,1%*	*0,8%*	*1,1%*	*0,6%*	*0,8%*
Infrastructure économique	*56,5%*	*59,2%*	*55,6%*	*55,7%*	*50,4%*	*40,6%*	*46,6%*	*51,7%*	*50,7%*
Renforcement de la capacité de production	*40,8%*	*40,1%*	*43,2%*	*42,2%*	*46,5%*	*58,5%*	*52,3%*	*47,7%*	*48,4%*

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933240624

Tableau A.20 Autres apports du secteur public liés au commerce, par fournisseur

Millions de $EU (constants de 2013)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013
Pays CAD									
Allemagne	..	1 202,0	1 193,5	1 332,6	958,6	940,8	1 322,5	37,0	63,3
Australie	..	1,1	16,4	37,0	63,3	3,2	16,4	..	..
Autriche	1,5	..	..	..	..	..	..	146,7	0,3
Belgique	..	..	0,0	..	0,3	..	..	..	58,5
Canada	..	..	4,9	..	58,5	..	4,9	..	..
Corée	..	2 007,2	4 211,2	6 472,1	4 563,8	1 830,8	3 676,7	15,5	25,0
Danemark	8,2	..	..	..	..	..	..	1 054,7	1 178,3
Espagne	..	2,4	..	..	15,3	..	..	1 312,0	1 178,3
États-Unis	177,6	375,2	694,3	356,0	651,5	119,0	340,4	..	..
Finlande	17,8	33,5	45,8	19,9	20,0	32,8	44,6	..	..
France	273,6	323,8	1 048,6	1 587,8	1 210,8	303,4	716,6	..	..
Grèce	..	1,6	..	..	..	1,6	..	4 080,8	5 374,6
Italie	..	..	0,4	..	..	..	0,4	..	..
Japon	1 011,7	1 690,6	..	..	..	45,6	..	1,4	3,1
Pays-Bas	9,0	..	..	..	..	..	..	..	17,1
Portugal	..	..	0,4	1,4	3,8	..	0,4	- 17,1	28,7
Royaume-Uni	215,4	15,5	118,7	49,3	61,4	- 5,8	118,7	49,3	61,4
Suède	2,0	0,0	..	- 28,3	62,7	0,1	..	205,8	304,1
Sous-total	**1 716,9**	**5 652,9**	**7 334,3**	**9 827,6**	**7 670,0**	**3 271,4**	**6 241,6**	**6 886,0**	**8 292,7**
Autres donateurs bilatéraux									
Émirats arabes unis	..	..	..	..	..	..	22,5	61,1	7,9
Donateurs multilatéraux									
BAfD	367,0	1 029,4	3 842,9	1 472,8	1 625,9	534,8	2 325,3	2 687,2	1 716,2
BAsD	3 666,4	4 151,7	4 858,5	5 868,9	6 738,9	..	2 372,9	4 155,5	4 322,9
Fonds d'investissement pour le climat (FIC)	..	..	..	..	..	..	..	..	70,0
Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB)	..	..	187,3	69,8	422,2	..	152,3	158,0	265,6
BERD	..	..	4 958,9	4 899,5	5 193,4	..	3 762,0	3 253,3	3 763,9
Institutions de l'UE	2 463,5	5 720,3	3 336,9	677,1	1 323,2	1 678,9	3 679,3	709,9	1 375,8
BID	1,7	..	..	..	..	..	..	..	..
BIRD	6 262,6	7 964,6	16 023,7	8 380,1	7 816,3	5 904,8	10 225,5	7 093,0	7 571,9
Banque interamèricaine de développement	1 897,0	2 949,5	5 686,1	3 836,3	6 409,7	..	4 436,6	2 704,6	4 639,8
FIDA	24,5	38,5	70,2	289,0	..	..	..	..	..
SFI	..	..	..	..	8 103,9	..	..	..	..
Banque islamique de développement	642,0	1 420,4	2 525,6	2 155,5	2 697,7	..	..	..	..
FODI	..	..	492,7	565,9	778,0	..	402,3	315,5	656,7
Sous-total	**15 324,7**	**23 274,2**	**41 982,9**	**28 214,7**	**41 109,2**	**8 118,5**	**27 356,3**	**21 077,0**	**24 382,8**
TOTAL	**17 041,6**	**28 927,1**	**49 317,2**	**38 042,3**	**48 779,2**	**11 389,9**	**33 620,4**	**28 024,1**	**32 683,4**
Part dans le total									
Donateurs bilatéraux	*10,1%*	*19,5%*	*14,9%*	*25,8%*	*15,7%*	*28,7%*	*18,6%*	*24,8%*	*25,4%*
Donateurs multilatéraux	*89,9%*	*80,5%*	*85,1%*	*74,2%*	*84,3%*	*71,3%*	*81,4%*	*75,2%*	*74,6%*

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933240636

Tableau A.21 Autres apports du secteur public liés au commerce, par bénéficiaire *(page 1 de 3)*

Millions de $EU (constants de 2013)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013
Afghanistan	8,4	26,9	21,9	3,0	65,0	14,9	18,6	6,8	8,8
Afrique du Sud	162,5	197,7	2 958,7	133,7	270,9	24,4	1 080,4	1 813,3	942,2
Albanie	13,0	46,5	196,1	106,8	322,7	14,8	107,4	112,6	51,6
Algérie	126,4	0,0	229,3	..	182,8	4,8	229,3	0,8	91,4
Angola	..	7,1	27,3	..	..	3,4	28,6	..	..
Arabie saoudite	37,0	84,1	..	..	..	..	..	..	..
Argentine	570,7	1 489,2	904,4	490,2	713,2	181,1	1 060,6	740,5	880,1
Arménie	..	16,0	220,8	157,5	224,0	17,0	167,4	129,9	147,0
Azerbaïdjan	26,0	529,8	459,9	369,6	869,7	33,5	304,9	493,3	364,5
Bangladesh	124,0	278,0	503,5	668,6	555,3	14,7	117,7	307,5	384,7
Barbade	..	4,8	26,2	..	..	..	16,3	..	..
Bélarus	..	26,2	211,1	224,8	453,4	11,8	80,2	303,0	342,7
Belize	2,7	1,0	8,0	..	..	0,0	3,6	8,6	5,9
Bénin	8,8	..	7,6	8,7	..	..	..	2,4	..
Bhoutan	..	..	17,9	..	..	..	12,3	6,0	0,9
Bolivie	15,2	12,0	42,6	..	12,3	7,0	3,4	4,9	3,6
Bosnie-Herzégovine	57,2	206,3	219,7	296,2	326,4	63,9	260,8	187,6	287,0
Botswana	14,2	2,4	758,6	..	..	2,4	364,0	39,8	14,9
Brésil	1 861,5	1 531,6	2 891,4	2 420,7	3 097,6	568,0	2 338,7	1 097,1	1 476,8
Burkina Faso	2,6	5,5	11,2	9,7	100,0	..	1,6	..	..
Burundi	..	..	..	..	..	..	..	0,0	..
Cabo Verde	..	22,0	36,5	50,0	82,0	..	42,5	3,9	19,5
Cambodge	5,9	1,4	22,0	54,3	159,1	5,0	17,9	52,0	99,1
Cameroun	5,0	10,7	51,0	132,1	..	18,9	46,3	70,0	32,4
Chili	63,9	286,1	146,0	81,6	840,1	70,8	179,3	170,5	282,1
Chine (République populaire de)	2 368,8	3 254,6	3 722,9	3 005,7	5 205,6	1 660,1	2 917,5	3 319,5	3 376,7
Cisjordanie et Bande de Gaza	..	116,5	10,5	..	..	..	..	..	..
Colombie	399,1	505,4	785,0	646,8	486,7	341,2	495,3	198,6	463,3
Comores	..	..	1,8	..	..	..	0,9	..	..
Congo	..	0,7	..	..	0,1	..	..	..	0,1
Costa Rica	59,0	32,9	118,1	481,4	705,8	22,1	177,9	180,9	201,4
Côte d'Ivoire	7,1	51,4	17,6	147,0	498,2	1,6	..	14,1	41,2
Croatie	178,6	543,5	578,9	..	..	161,8	608,9	..	..
Cuba	1,3	..	..	..	..	..	..	..	..
Djibouti	..	29,6	37,7	..	..	..	52,6	0,3	0,2
Dominique	0,4	..	..	9,4	..	..	..	2,4	3,3
Égypte	628,0	1 193,5	1 694,5	602,9	1 323,3	489,8	844,9	681,5	710,3
El Salvador	49,1	145,8	118,9	72,3	375,0	8,1	113,0	36,9	159,4
Équateur	40,0	80,9	293,1	110,6	488,1	13,4	107,5	206,9	149,3
Érythrée	..	..	..	..	..	..	..	..	..
États de l'ex-Yougoslavie	65,2	..	..	..	..	..	..	..	..
Éthiopie	..	19,3	16,5	0,8	78,0	..	31,2	1,3	..
Ex-République yougoslave de Macédoine	15,3	72,8	199,6	46,9	10,6	22,0	105,0	57,4	52,1
Fidji	6,4	11,9	15,6	0,1	0,1	..	5,7	11,1	9,1
Gabon	48,0	233,5	9,9	390,6	..	9,9	66,9	67,7	40,4
Gambie	3,2	0,1	13,7	27,5	10,0	..	4,0	..	14,5
Géorgie	0,3	41,2	409,6	417,1	379,5	20,7	272,4	251,3	161,5
Ghana	4,2	106,8	86,8	118,9	119,8	37,0	58,9	37,7	141,8
Grenade	0,5	..	4,6	..	..	0,0	2,0	0,1	..
Guatemala	206,4	60,2	107,7	5,0	203,7	81,0	128,6	15,8	203,7
Guinée	7,4	..	3,6	2,2	..	..	..	0,4	..
Guinée équatoriale	..	..	7,8	..	..	..	..	..	..
Guinée-Bissau	0,5	..	..	..	..	..	..	..	..
Guyana	..	6,5	5,2	..	5,5	..	1,1	0,0	..

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE.

Tableau A.21 Autres apports du secteur public liés au commerce, par bénéficiaire *(page 2 de 3)*

Millions de $EU (constants de 2013)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013
Haïti	..	0,2	3,5	31,0	21,0	- 0,1	2,4	10,0	5,7
Honduras	2,9	70,0	30,5	..	145,4	4,2	21,0	28,8	65,0
Îles Cook	..	..	4,6	..	..	..	1,8	7,2	0,0
Îles Marshall	..	..	3,1	..	..	..	3,1	..	..
Îles Salomon	..	..	1,3	1,9	11,8	..	1,3	1,9	1,8
Inde	2 529,4	2 409,0	4 711,5	2 712,3	3 011,9	1 202,0	2 859,9	1 901,6	2 044,4
Indonésie	432,2	853,0	1 931,3	3 866,7	2 059,7	701,8	964,8	2 175,7	1 844,7
Iran	212,1	144,6	302,7	153,3	153,7	37,3	17,4	10,8	4,2
Iraq	13,3	270,4	111,3	44,9	654,6	17,8	63,3	52,2	90,9
Jamaïque	32,8	34,6	227,7	7,3	130,0	1,0	147,4	64,8	149,9
Jordanie	23,7	130,8	253,9	561,9	168,1	13,1	207,3	159,6	422,7
Kazakhstan	70,5	124,8	1 915,3	1 626,2	1 130,6	114,6	1 018,3	973,7	1 074,7
Kenya	14,3	47,1	95,0	185,7	349,1	33,3	75,7	140,6	117,1
Kirghizistan	..	..	35,4	10,1	10,0	..	34,4	0,1	..
Kosovo	..	..	7,0	6,9	49,6	..	3,3	1,4	9,1
Lesotho	..	..	9,3	..	..	..	1,8	..	..
Liban	103,4	166,3	51,3	119,4	53,6	86,2	73,6	73,7	46,2
Libéria	..	20,5	74,7	1,1	2,0	0,9	20,1	33,0	4,8
Libye	..	2,7	0,0	50,3	..	0,2	0,0	0,1	..
Madagascar	0,8	388,8	212,4	4,3	0,7	174,8	340,3	44,6	0,7
Malaisie	152,5	87,9	11,6	2,5	26,7	0,3	5,1	2,5	6,7
Malawi	0,7	0,5	3,3	..	10,0	1,8	..	..	..
Maldives	..	29,7	..	..	12,0	..	4,1	..	..
Mali	0,3	21,7	26,6	40,9	..	..	..	..	..
Maroc	466,4	667,7	1 069,6	1 205,7	1 477,1	258,1	645,9	720,2	1 051,6
Maurice	7,8	23,9	109,0	15,9	168,9	9,7	75,7	98,5	69,0
Mauritanie	8,4	24,9	157,7	19,3	..	10,4	26,8	117,8	127,3
Mayotte	3,2	1,9	..	..	..	0,9	1,1	..	..
Mexique	1 322,0	616,7	2 465,6	1 298,3	1 226,2	598,2	2 314,9	992,8	1 312,5
Micronésie	..	..	..	..	4,7	..	..	..	0,1
Moldova	0,9	25,8	86,1	125,0	157,3	1,5	62,3	53,9	77,7
Mongolie	..	..	106,8	552,7	196,5	..	96,0	287,0	171,1
Monténégro	..	21,3	181,1	50,2	110,4	17,6	88,8	142,0	55,2
Mozambique	49,2	10,9	53,1	2,0	68,0	21,4	36,1	2,0	..
Myanmar	..	..	..	..	7,3	..	..	..	7,3
Namibie	22,2	17,9	37,7	14,3	280,5	22,9	38,2	8,9	4,2
Nauru	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Népal	..	..	..	..	4,5	..	..	..	..
Nicaragua	2,8	36,4	48,3	56,9	156,0	14,8	18,2	89,8	26,8
Niger	2,7	6,8	7,3	34,2	17,7	..	5,8	2,8	10,5
Nigéria	57,6	141,4	234,7	64,5	985,0	29,2	166,1	72,4	382,8
Oman	48,4	394,7	2,1	..	..	212,2	42,5	..	..
Ouganda	3,3	108,2	26,9	64,1	308,4	32,8	70,2	90,7	41,4
Ouzbékistan	135,1	101,1	396,3	1 584,1	1 128,5	31,5	62,1	118,2	315,5
Pakistan	753,7	933,2	710,9	892,9	329,7	151,5	325,7	438,4	475,7
Panama	36,7	280,1	565,5	22,9	128,6	19,8	260,6	172,0	786,3
Papouasie-Nouvelle-Guinée	18,3	33,9	35,3	85,8	72,7	11,3	10,5	30,2	86,0
Paraguay	10,6	181,8	129,7	84,4	403,4	21,2	130,7	93,8	120,5
Pérou	282,1	442,0	596,8	198,9	577,8	168,0	600,6	170,1	223,3
Philippines	120,4	1 217,9	209,1	94,4	595,9	150,8	181,0	66,8	160,2
Rép. populaire démocratique de Corée	..	..	0,3	1,3	2,6	..	0,3	1,3	2,6
République arabe syrienne	227,1	94,3	79,2	..	..	..	53,0	..	..
République centrafricaine	..	..	..	..	..	..	..	..	..
République démocratique du Congo	..	..	..	10,9	4,0	..	2,5	13,7	..

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE.

Tableau A.21 Autres apports du secteur public liés au commerce, par bénéficiaire *(page 3 de 3)*

Millions de $EU (constants de 2013)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013
République démocratique populaire lao	28,3	10,9	8,5	54,4	8,0	13,2	11,5	33,4	..
République dominicaine	139,5	38,1	389,7	174,2	169,6	51,1	221,1	57,5	92,1
Rwanda	3,2	3,3	31,0	..	21,0	0,4	8,4	20,8	42,5
Saint-Kitts-et-Nevis	1,8	..	5,5	..	..	0,5	0,0	0,1	..
Saint-Vincent-et-les Grenadines	1,6	..	..	..	..	1,0	0,0	0,1	..
Sainte-Lucie	1,0	0,1	0,5	..	..	0,1	0,6	0,1	..
Sao Tomé-et-Principe	..	..	..	..	..	..	..	2,0	..
Sénégal	16,8	20,4	175,6	61,3	1,1	7,8	26,9	105,3	38,2
Serbie	26,2	225,2	975,3	564,3	728,2	14,2	707,0	343,2	617,7
Seychelles	..	..	13,1	2,5	3,2	..	5,6	12,2	0,0
Sierra Leone	..	..	8,3	20,1	4,5	..	..	42,4	6,9
Slovénie	71,9	..	..	..	..	..	..	..	..
Somalie	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Soudan	20,1	50,0	71,5	72,7	109,1	2,3	26,0	19,5	1,7
Sri Lanka	138,0	261,4	173,6	40,3	143,0	10,3	133,4	237,8	179,3
Suriname	6,1	1,5	15,0	69,2	105,0	..	25,7	20,0	80,6
Swaziland	0,1	..	..	..	..	10,6	4,5	0,2	..
Tadjikistan	..	..	19,8	47,4	34,9	..	17,6	36,4	11,8
Tanzanie	7,1	18,4	9,3	22,3	214,5	16,9	10,6	7,5	58,7
Tchad	9,1	23,5	57,1	30,0	..	5,2	..	1,2	..
Thaïlande	28,2	62,7	235,7	243,1	137,7	22,4	63,5	265,3	207,0
Timor-Leste	..	..	..	31,0	55,5	..	..	0,1	4,1
Togo	0,0	52,4	27,2	56,1	..	..	50,1	48,0	12,9
Trinité-et-Tobago	..	4,8	..	..	..	0,8	0,1	..	..
Tunisie	354,4	565,3	929,8	523,4	126,0	226,1	671,5	368,8	223,7
Turkménistan	..	..	280,0	18,4	10,9	..	12,1	67,2	46,0
Turquie	1 294,1	3 810,2	3 724,4	2 270,8	4 788,9	1 910,5	3 653,9	2 412,7	3 206,9
Ukraine	63,1	464,6	1 575,4	1 441,8	1 372,8	214,5	1 220,8	1 055,0	1 086,1
Uruguay	257,2	150,0	236,7	667,8	855,9	70,4	204,2	221,7	245,4
Vanuatu	0,1	..	2,0	..	1,5	..	2,0	..	..
Venezuela	14,3	290,9	595,5	7,0	..	0,0	399,3	10,3	3,2
Viet Nam	32,1	779,0	1 670,2	1 573,0	1 776,2	207,5	796,8	980,8	1 975,3
Wallis-et-Futuna	0,0	..	..	..	..	..	..	..	..
Yémen	..	157,8	12,1	50,3	..	173,0	32,2	..	..
Zambie	16,3	34,8	23,6	..	..	34,0	10,7	5,1	..
Zimbabwe	..	..	..	8,0	29,1	..	0,0	21,6	8,0
Total pays bénéficiaires	**16 892,5**	**28 503,1**	**46 830,2**	**35 247,3**	**45 272,6**	**11 090,7**	**31 973,7**	**26 496,4**	**30 707,8**
Non spécifique à un pays	149,1	424,0	2 487,0	2 795,0	3 506,7	299,1	1 646,7	1 527,7	1 975,6
TOTAL	**17 041,6**	**28 927,1**	**49 317,2**	**38 042,3**	**48 779,2**	**11 389,9**	**33 620,4**	**28 024,1**	**32 683,4**

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933240642

Tableau A.22 Part des autres apports du secteur privé liés au commerce dans les AASP ventilables par secteur et les AASP totaux

Millions de $EU (constants de 2013)

	ENGAGEMENTS					VERSEMENTS			
	Moyenne 2002-2005	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013	Moyenne 2006-2008	Moyenne 2009-2011	2012	2013
AASP liés au commerce	17 042	28 927	49 317	38 042	48 779	11 390	33 620	28 024	32 683
AASP ventilables par secteur	77 674	105 272	129 509	135 408	144 062	82 232	107 442	111 354	119 468
Part des AASP liés au commerce dans les AASP ventilables par secteur	***32,5%***	***31,5%***	***34,0%***	***39,6%***	***38,4%***	***28,7%***	***30,9%***	***34,4%***	***34,8%***
AASP totaux	142 818	151 235	168 603	172 940	188 782	145 407	150 043	152 075	167 373
Part des AASP liés au commerce dans les AASP totaux	***17,7%***	***21,9%***	***26,1%***	***31,0%***	***29,3%***	***16,2%***	***22,2%***	***25,2%***	***24,9%***

Source: Base de données sur les activités d'aide du CAD de l'OCDE.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933240651

ANNEXE B
LISTE DES BÉNÉFICIAIRES DE L'APD ÉTABLIE PAR LE CAD, PAR GROUPE DE REVENU

PAYS LES MOINS AVANCÉS

Afghanistan
Angola
Bangladesh
Bénin
Bhoutan
Burkina Faso
Burundi
Cambodge
Comores
Congo, Rép. dém. du
Djibouti
Érythrée
Éthiopie
Gambie
Guinée
Guinée-Bissau
Guinée équatoriale
Haïti
Îles Salomon
Kiribati
Lesotho
Libéria
Madagascar
Malawi
Mali
Mauritanie
Mozambique
Myanmar
Népal
Niger
OOuganda
RDP lao
République centrafricaine
Rwanda
Sao Tomé-et-Principe
Sénégal
Sierra Leone
Somalie
Soudan
Soudan du Sud
Tanzanie
Tchad
Timor-Leste
Togo
Tuvalu
Vanuatu
Yémen
Zambie

AUTRES PAYS À FAIBLE REVENU (RNB par habitant <= 1 045 $ en 2013))

Corée, République dém. de
Kenya
Tadjikistan
Zimbabwe

PAYS ET TERRITOIRES À REVENU INTERMÉDIAIRE DE LA TRANCHE INFÉRIEURE (RNB par habitant 1 046 $ - 4 125 $ en 2013)

Arménie
Bolivie
Cabo Verde
Cameroun
Cisjordanie et bande de Gaza
Congo, République du
Côte d'Ivoire
Égypte
El Salvador
Géorgie
Ghana
Guatemala
Guyana
Honduras
Inde
Indonésie
Kirghizistan
Kosovo[1]
Maroc
Micronésie, États fédérés de
Moldova
Mongolie
Nicaragua
Nigéria
Ouzbékistan
Pakistan
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Paraguay
Philippines
Sri Lanka
Swaziland
Syrie
Tokélaou*
Tonga
Turkménistan
Ukraine
Viet Nam

PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE DE LA TRANCHE SUPÉRIEURE
(RNB par habitant 4 126 $ - 12 745 $ en 2013)

Afrique du Sud
Albanie
Algérie
Antigua-et-Barbuda
Argentine
Azerbaïdjan
Bélarus
Belize
Bosnie-Herzégovine
Botswana
Brésil
Chili
Chine (République populaire de)
Colombie
Costa Rica
Cuba
Dominique
Équateur
ex-République yougoslave de Macédoine
Fidji
Gabon
Grenade
Îles Cook
Îles Marshall
Iran
Iraq
Jamaïque
Jordanie
Kazakhstan
Liban
Libye
Malaisie
Maldives
Maurice
Mexique
Monténégro
Montserrat*
Namibie
Nauru
Nioué
Palaos
Panama
Pérou
République dominicaine
Saint-Vincent-et-les Grenadines
Sainte-Hélène*
Sainte-Lucie
Serbie
Seychelles
Suriname
Thaïlande
Tonga
Tunisie
Turkménistan
Turquie
Uruguay
Venezuela
Wallis-et-Futuna*

Notes:

** Territoire.*

1. Cela est sans préjudice du statut du Kosovo en droit international.

ANNEXE C
LISTE DES BÉNÉFICIAIRES DE L'APD ÉTABLIE PAR LE CAD, PAR RÉGION

Afrique

Nord du Sahara

Algérie
Égypte
Libye
Maroc
Tunisie

Sud du Sahara

Afrique du Sud
Angola
Bénin
Botswana
Burkina Faso
Burundi
Cameroun
Cabo Verde
Comores
Congo, République démocratique du
Congo, République du
Côte d'Ivoire
Djibouti
Érythrée
Éthiopie
Gabon
Gambie
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Guinée équatoriale
Kenya
Lesotho
Libéria
Madagascar
Malawi
Mali
Maurice
Mauritanie
Mozambique
Namibie
Niger
Nigéria
Ouganda
République centrafricaine
Rwanda
Sao Tomé-et-Principe
Sénégal
Seychelles
Sierra Leone
Somalie
Sainte-Hélène
Soudan
Soudan du Sud
Swaziland
Tanzanie
Tchad
Togo
Zambie

Amérique

Amérique du Nord et Amérique centrale

Antigua-et-Barbuda
Belize
Costa Rica
Cuba
Dominique
El Salvador
Grenade
Guatemala
Haïti
Honduras
Jamaïque
Mexique
Montserrat
Nicaragua
Panama
République dominicaine
Sainte-Lucie
Saint-Vincent-et-les Grenadines

Amérique du Sud

Argentine
Bolivie
Brésil
Chili
Colombie
Équateur
Guyana
Paraguay
Pérou
Suriname
Uruguay
Venezuela

Asie

Extrême-Orient

Cambodge
Chine (République populaire de)
Indonésie
Malaisie
Mongolie
Philippines
RDP lao
République démocratique de Corée
Thaïlande
Timor Leste
Viet Nam

Moyen-Orient

Cisjordanie et bande de Gaza
Iran
Iraq
Jordanie
Liban
Syrie
Yémen

Asie du Sud et Asie centrale

Afghanistan
Arménie
Azerbaïdjan
Bangladesh
Bhoutan
Géorgie
Inde
Kazakhstan
Maldives
Myanmar
Népal
Ouzbékistan
Pakistan
République kirghize
Sri Lanka
Tadjikistan
Turkménistan

Europe

Albanie
Bélarus
Bosnie-Herzégovine
ex-République yougoslave de Macédoine
Kosovo
Moldova
Monténégro
Serbie
Turquie
Ukraine

Océanie

Fidji
Îles Cook
Îles Marshall
Îles Salomon
Kiribati
Micronésie, États fédérés de
Nauru
Nioué
Palaos
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Samoa
Tokélaou
Tonga
Tuvalu
Vanuatu
Wallis-et-Futuna

ANNEXE D
CODES-OBJET SNPC LIÉS À L'AIDE POUR LE COMMERCE, PAR CATÉGORIE

CODE SNPC	DESCRIPTION	CLARIFICATIONS/NOTES SUPPLÉMENTAIRES SUR LA COUVERTURE
Politique commerciale et réglementations et ajustement lié au commerce		
33110	Politique commerciale et gestion administrative	Politique commerciale et planification; soutien aux ministères et départements responsables de la politique commerciale; législation et réformes réglementaires dans le domaine du commerce; analyse politique et mise en œuvre des accords commerciaux multilatéraux par exemple sur les obstacles techniques au commerce et les mesures sanitaires et phytosanitaires sauf au niveau régional (voir 33130); intégration du commerce dans les stratégies nationales de développement (par exemple cadres stratégiques de la lutte contre la pauvreté); commerce de gros et de détail; activités non spécifiées dans le domaine du commerce et de la promotion du commerce.
33120	Facilitation du commerce	Simplification et harmonisation des procédures internationales d'importation et d'exportation (par exemple évaluations de douane, procédures de licences, formalités de transport, paiements, assurances); soutien aux départements douaniers; réformes tarifaires.
33130	Accords commerciaux régionaux	Soutien aux accords commerciaux régionaux [par exemple Southern African Development Community (SADC), Association of Southeast Asian Nations (ASEAN), Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique/ Union européenne (ACP/UE)]; y compris le travail sur les obstacles techniques au commerce et les mesures sanitaires et phytosanitaires au niveau régional; élaboration de règles d'origine et introduction de traitement spécial et différencié dans les accords commerciaux régionaux.
33140	Négociations commerciales multilatérales	Soutien à la participation effective des pays en développement aux négociations commerciales multilatérales, y compris la formation de négociateurs, l'évaluation de l'impact des négociations; accession à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et aux autres organisations multilatérales liées au commerce.
33181	Éducation/formation dans le domaine du commerce	Développement des ressources humaines dans le domaine du commerce non compris dans les codes ci-dessous. Comprend les programmes universitaires dans le domaine du commerce.

33150	Ajustement lié au commerce	Contributions au budget du gouvernement non réservées afin de soutenir la mise en œuvre des propres réformes commerciales du bénéficiaire et de ses ajustements aux politiques commerciales des autres pays; assistance à la gestion des déficits de la balance des paiements dus au changement de l'environnement mondial du commerce.
Infrastructure économique		
	TRANSPORT ET ENTREPOSAGE	
21010	Politique des transports et gestion administrative	Politique des transports, planification et programmes; aide aux ministères du transport; renforcement des capacités institutionnelles et conseils; transports non spécifiés; activités qui recouvrent le transport routier, le transport ferroviaire, le transport par voies d'eau et/ou le transport aérien.
21020	Transport routier	Infrastructure routière, véhicules; transport routier de voyageurs, voitures particulières.
21030	Transport ferroviaire	Infrastructure ferroviaire, matériel ferroviaire, locomotives, autre matériel roulant; y compris les tramways et les métropolitains.
21040	Transport par voies d'eau	Ports et docks, systèmes de guidage, navires et bateaux; transport sur voies navigables intérieures, bateaux de voies d'eau intérieures.
21050	Transport aérien	Aéroports, systèmes de guidage, avions, équipement d'entretien des avions.
21061	Stockage	Associé ou non au transport.
21081	Éducation/formation dans les transports et le stockage	
	COMMUNICATIONS	
22010	Politique des communications et gestion administrative	Politique des communications, planification et programmes; renforcement des capacités institutionnelles et conseils; y compris développement des services postaux; activités de communications non spécifiées.
22020	Télécommunications	Réseaux de téléphones, satellites, stations terrestres.
22030	Radio, télévision, presse écrite	Liaisons et équipement; journaux; imprimerie et édition.
22040	Technologies de l'information et de la communication (TIC)	Matériel informatique et logiciels; accès Internet; formations aux TI. Lorsque le secteur ne peut pas être spécifié.
	PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ENERGIE	
23010	Politique de l'énergie et gestion administrative	Politique de l'énergie, planification et programmes; aide aux ministères de l'énergie; renforcement des capacités institutionnelles et conseils; activités non spécifiées dans le domaine de l'énergie y compris les économies d'énergie.

23020	Production d'énergie (sources non renouvelables)	Centrales thermiques (lorsque la source de chaleur ne peut être déterminée); centrales alimentées au gaz et au charbon.
23030	Production d'énergie (sources renouvelables)	Y compris politique et planification, programmes de développement, études et primes. Production de bois de chauffage et de charbon de bois devrait être incluse dans sylviculture (31261).
23040	Transmission et distribution d'électricité	Distribution de la source d'énergie au consommateur; lignes de transmission.
23050	Distribution de gaz	Distribution au consommateur.
23061	Centrales alimentées au fuel	Y compris les centrales alimentées au gas-oil.
23062	Centrales alimentées au gaz	
23063	Centrales alimentées au charbon	
23064	Centrales nucléaires	Y compris la sécurité nucléaire.
23065	Centrales et barrages hydroélectriques	Y compris les installations sur les barges.
23066	Énergie géothermique	
23067	Énergie solaire	Y compris les cellules photovoltaïques et les pompes à énergie solaire.
23068	Énergie éolienne	Énergie éolienne pour l'hydrodynamique et la production d'électricité.
23069	Énergie marémotrice	Y compris la conversion de l'énergie thermique marine, la puissance des marées et des vagues.
23070	Biomasse	Technologies de densification et utilisation de la biomasse pour la production d'énergie directe, y compris le gaz obtenu par fermentation de la canne à sucre et d'autres résidus végétaux, et par anaérobie.
23081	Éducation et formation dans le domaine de l'énergie	Se rapporte à tous les sous-secteurs de l'énergie et à tous les niveaux de formation.
23082	Recherche dans le domaine de l'énergie	Y compris inventaires et études.
Renforcement de la capacité de production		
	BANQUES ET SERVICES FINANCIERS	
24010	Politique des finances et gestion administrative	Politique des finances, planification et programmes; renforcement des capacités institutionnelles et conseils; marchés et systèmes financiers.
24020	Institutions monétaires	Banques centrales.
24030	Intermédiaires financiers officiels	Tous les intermédiaires financiers dans le secteur formel; lignes de crédit; assurance, crédit-bail, capital-risque, etc. (sauf ceux spécialisés dans un seul secteur).

24040	Intermédiaires financiers du secteur informel et semi-formel	Microcrédits, coopératives d'épargne et de crédit, etc.
24081	Éducation/formation bancaire et dans les services financiers	
	ENTREPRISES ET AUTRES SERVICES	
25010	Services et institutions de soutien commerciaux	Soutien aux associations de commerce et d'entreprises, chambres de commerce; réformes juridiques et réglementaires afin d'améliorer les activités liées à l'entreprise; renforcement des capacités institutionnelles du secteur privé et conseils; information commerciale; réseaux de liaison entre les secteurs public et privé y compris les foires commerciales; commerce électronique. Quand le secteur ne peut pas être spécifié: soutien général aux entreprises du secteur privé. En particulier, pour les entreprises du secteur industriel, c'est le code 32130 qui doit être utilisé.
25020	Privatisation	Lorsque le secteur ne peut être spécifié. Y compris programmes de restructuration d'entreprises publiques et de démonopolisation; planification, programmation, conseils.
	AGRICULTURE	
31110	Politique agricole et gestion administrative	Politique agricole, planification et programmes; aide aux ministères de l'agriculture; renforcement des capacités institutionnelles et conseils; activités d'agriculture non spécifiées.
31120	Développement agricole	Projets intégrés; développement d'exploitations agricoles.
31130	Ressources en terres cultivables	Y compris la lutte contre la dégradation des sols; amélioration des sols; drainage des zones inondées; dessalage des sols; études des terrains agricoles; remise en état des sols; lutte contre l'érosion, lutte contre la désertification.
31140	Ressources en eau à usage agricole	Irrigation, réservoirs, structures hydrauliques, exploitation de nappes phréatiques.
31150	Produits à usage agricole	Approvisionnement en semences, engrais, matériel et outillage agricoles.
31161	Production agricole	Y compris céréales (froment, riz, orge, maïs, seigle, avoine, millet, sorgho); horticulture; légumes; fruits et baies; autres cultures annuelles et pluriannuelles. [Utiliser le code 32161 pour les agro-industries.]
31162	Production industrielle de récoltes/ récoltes destinées à l'exportation	Y compris sucre; café, cacao, thé; oléagineux, graines, noix, amandes; fibres; tabac; caoutchouc. [Utiliser le code 32161 pour les agro-industries.]
31163	Bétail	Toutes formes d'élevage; aliments pour animaux.
31164	Réforme agraire	Y compris ajustement structurel dans le secteur agricole.

31165	Développement agricole alternatif	Projets afin de réduire les cultures illicites (drogue) à travers d'autres opportunités de marketing et production agricoles (voir code 43050 pour développement alternatif non agricole).
31166	Vulgarisation agricole	Formation agricole non formelle.
31181	Éducation et formation dans le domaine agricole	
31182	Recherche agronomique	Étude des espèces végétales, physiologie, ressources génétiques, écologie, taxonomie, lutte contre les maladies, biotechnologie agricole; y compris recherche vétérinaire (dans les domaines génétiques et sanitaires, nutrition, physiologie).
31191	Services agricoles	Organisation et politiques des marchés; transport et stockage; établissements de réserves stratégiques.
31192	Protection des plantes et des récoltes, lutte antiacridienne	Y compris la protection intégrée des plantes, les activités de protection biologique des plantes, la fourniture et la gestion de substances agrochimiques, l'approvisionnement en pesticides; politique et législation de la protection des plantes.
31193	Services financiers agricoles	Intermédiaires financiers du secteur agricole, y compris les plans de crédit; assurance récoltes.
31194	Coopératives agricoles	Y compris les organisations d'agriculteurs.
31195	Services vétérinaires (bétail)	Santé des animaux, ressources génétiques et nutritives.
	SYLVICULTURE	
31210	Politique de la sylviculture et gestion administrative	Politique de la sylviculture, planification et programmes; renforcement des capacités institutionnelles et conseils; études des forêts; activités sylvicoles et agricoles liées à la sylviculture non spécifiées.
31220	Développement sylvicole	Boisement pour consommation rurale et industrielle; exploitation et utilisation; lutte contre l'érosion, lutte contre la désertification; projets intégrés.
31261	Reboisement (bois de chauffage et charbon de bois)	Développement sylvicole visant à la production de bois de chauffage et de charbon de bois.
31281	Éducation et formation en sylviculture	
31282	Recherche en sylviculture	Y compris reproduction artificielle et amélioration des espèces, méthodes de production, engrais, coupe et ramassage du bois.
31291	Services sylvicoles	
	PÊCHE	
31310	Politique de la pêche et gestion administrative	Politique de la pêche, planification et programmes; renforcement des capacités institutionnelles et conseils; pêche hauturière et côtière; évaluation, études et prospection du poisson en milieu marin et fluvial; bateaux et équipements de pêche; activités de pêche non spécifiées.

31320	Développement de la pêche	Exploitation et utilisation des pêcheries; sauvegarde des bancs de poisson; aquaculture; projets intégrés.
31381	Éducation et formation dans le domaine de la pêche	
31382	Recherche dans le domaine de la pêche	Pisciculture pilote; recherche biologique aquatique.
31391	Services dans le domaine de la pêche	Ports de pêche; vente des produits de la pêche; transport et entreposage frigorifique du poisson.
	INDUSTRIE	
32110	Politique de l'industrie et gestion administrative	Politique de l'industrie, planification et programmes; renforcement des capacités institutionnelles et conseils; activités industrielles non spécifiées; industries manufacturières non spécifiées ci-dessous.
32120	Développement industriel	
32130	Développement des petites et moyennes entreprises (PME)	Soutien direct au développement des petites et moyennes entreprises dans le secteur industriel, y compris la comptabilité, l'audit et les services de conseil.
32140	Artisanat	
32161	Agro-industries	Industries alimentaires de base, abattoirs et équipements nécessaires, industrie laitière et conserves de viande et de poisson, industries des corps gras, sucreries, production de boissons, tabac, production d'aliments pour animaux.
32162	Industries forestières	Industrie et travail du bois, production de papier et pâte à papier.
32163	Industrie textile, cuirs et produits similaires	Y compris bonneterie.
32164	Produits chimiques	Production industrielle et non industrielle; y compris fabrication des pesticides.
32165	Production d'engrais chimiques	
32166	Ciment, chaux et plâtre	
32167	Fabrication d'énergie	Y compris liquéfaction du gaz; raffineries de pétrole.
32168	Produits pharmaceutiques	Matériel médical et fournitures médicales; médicaments et vaccins; produits d'hygiène corporelle.
32169	Industrie métallurgique de base	Sidérurgie, éléments de construction métallique.
32170	Industries des métaux non ferreux	
32171	Construction mécanique et électrique	Fabrication de machines électriques et non électriques, moteurs et turbines.
32172	Matériel de transport	Construction de navires, construction de bateaux de pêche; construction de matériel ferroviaire; véhicules automobiles et voitures particulières; construction aéronautique; systèmes de navigation et de guidage.

32182	Recherche et développement technologiques	Y compris les standards industriels; gestion et contrôle de qualité; métrologie; accréditation; certification.
	INDUSTRIES EXTRACTIVES	
32210	Politique de l'industrie extractive et gestion administrative	Politique du secteur des industries extractives, planification et programmes; législation et cadastre, recensement des richesses minérales, systèmes d'information; renforcement des capacités institutionnelles et conseils; exploitation des ressources minérales non spécifiées.
32220	Prospection et exploration des minerais	Géologie, géophysique et géochimie; à l'exclusion de hydrogéologie (14010) et géologie de l'environnement (41010), production et extraction minérales, infrastructure, technologie, économie, sécurité et gestion de l'environnement.
32261	Charbon	Y compris lignite et la tourbe.
32262	Pétrole et gaz	Pétrole, gaz naturel, condensés, GPL (gaz de pétrole liquéfié), GNL (gaz naturel liquéfié); y compris derricks et plates-formes de forage.
32263	Métaux ferreux	Fer et alliages.
32264	Métaux non ferreux	Aluminium, cuivre, plomb, nickel, étain et zinc.
32265	Métaux et minerais précieux	Or, argent, platine, diamant et pierres précieuses.
32266	Minerais industriels	Baryte, chaux, feldspath, kaolin, sable, gypse, gravier, pierres d'ornement.
32267	Engrais minéraux	Phosphates, potasse.
32268	Ressources des fonds marins	Nodules métalliques, phosphorites, sédiments marins.
	TOURISME	
33210	Politique du tourisme et gestion administrative	

BANQUE MONDIALE

Le Groupe de la Banque mondiale a fixé deux objectifs ambitieux à atteindre d'ici à 2030: éliminer l'extrême pauvreté en réduisant à 3% au maximum la proportion de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour; et promouvoir une prospérité partagée en favorisant la croissance des revenus des 40% les plus pauvres dans chaque pays. Dans le domaine du commerce et de la compétitivité, le Groupe de la Banque mondiale aide les pays à atteindre ces deux objectifs au moyen d'une croissance économique forte et multisectorielle, tirée par la contribution importante du secteur privé. À cette fin, il vise à accroître le volume et la valeur des échanges, améliorer le climat de l'investissement, renforcer la compétitivité des différents secteurs et encourager l'innovation et l'entrepreneuriat.

CADRE INTÉGRÉ RENFORCÉ

Le CIR est un partenariat mondial, sans équivalent ailleurs, qui a vocation à aider les pays les moins avancés (PMA) à utiliser le commerce comme un instrument de croissance économique et de lutte contre la pauvreté en créant des emplois et des sources de revenus. Le CIR donne aux PMA des outils qui leur permettent de déterminer dans quels domaines et de quelle manière le commerce peut faire partie intégrante de leurs stratégies nationales de développement et les aident à tirer profit de l'Aide pour le commerce pour atteindre cet objectif.

En œuvrant au renforcement des capacités commerciales, les partenaires travaillent ensemble à dynamiser la capacité propre des PMA à:

- identifier et surmonter les principaux obstacles au commerce;
- veiller à ce que le commerce soutienne directement le programme national de développement;
- mettre en place les mécanismes institutionnels de coordination de l'assistance technique liée au commerce; et
- entreprendre des réformes de structure et mobiliser des ressources financières et techniques supplémentaires pour répondre aux besoins commerciaux prioritaires.

Le CIR apporte un soutien personnalisé, adapté à chacun des pays concernés, qui couvre l'éventail complet des besoins en matière de renforcement des capacités. Dans son action, le CIR est guidé par trois valeurs fondamentales qui font en sorte que les résultats qu'il obtient sont durables et participatifs, et que toutes les parties prenantes se les approprient.

CENTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL (ITC)

L'ITC est un organisme multilatéral entièrement dédié au développement de la compétitivité internationale des PME. Il relève conjointement de l'OMC et de l'ONU et concentre son activité sur la réussite à l'exportation des petites entreprises. L'ITC intervient en particulier dans les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral, les États fragiles ou qui sortent d'une période de conflit, les petits États insulaires en développement et l'Afrique subsaharienne. Il contribue à créer des secteurs d'exportation dynamiques et durables qui offrent des possibilités de création d'entreprises, en particulier pour les femmes, les jeunes et les communautés pauvres.

Les principaux domaines d'action en faveur de la compétitivité des PME sont les suivants:

- Développement de l'information commerciale et de la connaissance des marchés
- Création d'un environnement favorable aux affaires
- Renforcement des institutions d'appui au commerce et à l'investissement
- Intégration dans les chaînes de valeur
- Soutien à l'intégration régionale et à la coopération Sud-Sud
- Intégration d'un commerce inclusif et respectueux de l'environnement

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

Régie par ses 194 États membres, la CNUCED est l'organe des Nations Unies chargé des questions de développement, en particulier du commerce international qui en est le principal moteur. Son action peut se résumer en trois mots: réfléchir, dialoguer, réaliser. La réflexion sur le développement est au cœur du travail de la CNUCED. Elle donne lieu à des analyses qui permettent d'adresser des recommandations aux responsables des politiques. La CNUCED c'est aussi un forum où les représentants de tous les pays peuvent dialoguer librement et débattre des voies et moyens d'instaurer un meilleur équilibre économique mondial. En outre, la CNUCED fournit une assistance technique directe aux pays en développement et en transition pour les aider à renforcer les capacités dont ils ont besoin pour s'intégrer équitablement dans l'économie mondiale et améliorer le bien-être de leurs populations.

La CNUCED se réunit tous les quatre ans au niveau ministériel pour débattre des grands enjeux économiques mondiaux et définir son programme de travail. Tous les deux ans, elle organise le Forum mondial de l'investissement, qui réunit les principaux acteurs de la communauté internationale de l'investissement afin de débattre des défis et des opportunités, ainsi que de promouvoir des politiques d'investissement et des partenariats au service du développement durable et d'une croissance équitable.

FORUM ÉCONOMIQUE MONDIAL

Le Forum économique mondial est une institution internationale soucieuse d'améliorer l'état du monde à travers la coopération entre les sphères publique et privée dans un esprit de citoyenneté mondiale. Il invite les responsables économiques, politiques, universitaires et autres acteurs sociaux à mettre au point des programmes régionaux, mondiaux et sectoriels. Fondation à but non lucratif constituée en 1971, dont le siège se trouve à Genève (Suisse), le Forum est indépendant et impartial, et ne défend aucun intérêt particulier que ce soit. Il travaille en étroite collaboration avec l'ensemble des principales organisations internationales.

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) est la seule organisation internationale qui s'occupe des règles régissant le commerce entre les pays. Au cœur de l'Organisation se trouvent les Accords de l'OMC, négociés et signés par la plupart des nations commerçantes et ratifiés par leurs parlements. Le but est d'aider les producteurs de marchandises et de services, les exportateurs et les importateurs à mener leurs activités.

Les principales activités de l'OMC sont les suivantes:

- négocier la réduction ou l'élimination des obstacles au commerce (droits de douane à l'importation, autres obstacles au commerce) et convenir de règles régissant le commerce international (par exemple mesures antidumping, subventions, normes relatives aux produits, etc.);
- administrer et suivre l'application des règles commerciales de l'OMC convenues pour le commerce des marchandises, le commerce des services et les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce;
- suivre et examiner les politiques commerciales de nos Membres et assurer la transparence des accords commerciaux régionaux et bilatéraux;
- régler les différends entre nos Membres concernant l'interprétation et l'application des accords;
- renforcer la capacité des fonctionnaires des pays en développement s'occupant de questions commerciales internationales;
- faciliter le processus d'accession d'une trentaine de pays qui ne sont pas encore Membres de l'Organisation;
- mener des recherches économiques et réunir et diffuser des données sur le commerce, de manière à appuyer les autres activités principales de l'OMC;
- expliquer au public en quoi consiste l'OMC, sa mission et ses activités et le sensibiliser à ces sujets.

L'OMC compte actuellement 161 Membres dont 117 des pays en développement ou des territoires douaniers distincts.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre, où les gouvernements œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les meilleures pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont: l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlandee, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. L'Union européenne participe aux travaux de l'OCDE.

ÉDITIONS OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16

ISBN OMC: 978-92-870-4020-6 / ISBN OCDE: 978-92-64-26694-0 (imprimé); 978-92-64-26695-7 (PDF)

PANORAMA DE L'**AIDE** POUR LE **COMMERCE** 2015

RÉDUIRE LES COÛTS DU COMMERCE POUR UNE CROISSANCE DURABLE ET INCLUSIVE

Les coûts élevés du commerce empêchent l'intégration du commerce de nombreux pays en développement, ralentissant leurs perspectives de croissance et de développement économiques. En outre, ces coûts ont tendance à peser plus lourd sur les économies les plus pauvres, sur les plus petites entreprises et sur le commerce des produits agricoles. Cette publication appelle à une action concertée par le biais de l'initiative de l'Aide pour le commerce afin de réduire ces coûts du commerce et de contribuer à la réalisation du Programme de développement des Nations Unies pour l'après 2015.

Chapitre 1.	Importance des coûts du commerce pour une croissance inclusive et durable	*Contribution de l'Organisation mondiale du commerce*
Chapitre 2.	Comment évoluent les coûts du commerce et pourquoi?	*Contribution de la Banque mondiale*
Chapitre 3.	L'aide pour le commerce: politiques, priorités et programmes	*Contribution de l'Organisation de coopération et de développement économiques*
Chapitre 4.	Mise en œuvre de l'accord sur la facilitation des échanges	*Contribution de l'Organisation mondiale du commerce*
Chapitre 5.	Réduction des coûts du commerce pour les pays les moins avancés	*Contribution du Secrétariat exécutif du Cadre intégré renforcé*
Chapitre 6.	Se connecter aux chaînes de valeur: le rôle des coûts du commerce et de la facilitation des échanges	*Contribution de l'Organisation de coopération et de développement économiques*
Chapitre 7.	Comment l'aide pour le commerce contribue à la réduction des coûts du commerce pour les PME	*Contribution du Centre du commerce international*
Chapitre 8.	Renforcer l'engagement du secteur prive dans l'Aide pour le commerce	*Contribution de l'Organisation de coopération et de développement économiques*
Chapitre 9.	Le commerce dans le programme de développement pour l'après 2015	*Contribution de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement*
Chapitre 10.	Encourager le commerce et l'investissement: le point de vue des entreprises	*Contribution du Forum économique mondial*
Chapitre 11.	La voie à suivre	*Contribution de l'Organisation de coopération et de développement économiques et l'Organisation mondiale du commerce*

Profils de pays établis dans le cadre de l'Aide pour le commerce

Annexe A. Principales données sur l'Aide pour le commerce

Annexe B. Liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD, par groupe de revenu

Annexe C. Liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD, par région

Annexe D. Codes-objet SNPC liés à l'Aide pour le commerce, par catégorie

Veuillez consulter cet ouvrage en ligne :
http://www.oecd-ilibrary.org/development/panorama-de-l-aide-pour-le-commerce-2015_aid_glance-2015-fr.

Cet ouvrage est publié sur OECD iLibrary, la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'Organisation.

Rendez-vous sur le site ***www.oecd-ilibrary.org*** pour plus d'informations.

www.aid4trade.org

éditionsOCDE
www.oecd.org/editions

978-92-64-26694-0

